


HISTOIRE GÉNÉRALE DES PEUPLES

LAROUSSE

PARIS



REFERENCE DEPARTMENT 



BOOK NO.

ACCESSION

*f909 P445h²

253819

NOT TO BE TAKEN FROM THE LIBRARY

Form No. 37-5M



HISTOIRE
GÉNÉRALE DES PEUPLES
DE L'ANTIQUITÉ A NOS JOURS

DANS LA MÊME COLLECTION

Ouvrages de M. MAXIME PETIT

Histoire de France illustrée (*des origines à la fin de la guerre de 1870-1871*), en deux volumes. 2028 gravures photographiques, 43 planches en couleurs, 9 cartes en couleurs, 96 cartes en noir.

Histoire de France contemporaine (*de 1871 à 1914*). 1164 gravures photographiques, 11 planches en couleurs, 40 planches en noir, 2 cartes en couleurs, 20 cartes en noir.

LIBRAIRIE LAROUSSE, 13-17, rue Montparnasse, PARIS (6^e)

HISTOIRE GÉNÉRALE DES PEUPLES

DE L'ANTIQUITÉ A NOS JOURS

Publiée sous la direction de
MAXIME PETIT

AVEC LE CONCOURS DE MM.

FERNAND BALDENSBERGER; — LOUIS BATIFFOL; — ANDRÉ BAUDRILLART; —
LOUIS BOUGIER; — JOSEPH CALMETTE; — JOSEPH CASTAGNÉ; — VICTOR CHAPOT;
— HENRI CORDIER; — LOUIS DELAPORTE; — LOUIS DELAUAUD; — EUGÈNE
DÉPREZ; — Commandant DESMAZES; — CHARLES DIEHL; — ÉTIENNE DRIOTON; —
Colonel DUFFOUR; — AUGUSTE DUPOUY; — PAUL FARAND; — LOUIS
FARGES; — CHARLES FLORISOONE; — HENRI FROIDEVAUX; — HENRI
GAILLARD; — MARCEL GRANET; — HENRI GRAPPIN; — CLÉMENT
HUART; — Général IBOS; — GABRIEL LEDOS; — LOUIS LEGER; —
CHARLES LE GOFFIC; — THÉODORIC LEGRAND; — SYLVAIN
LÉVI; — ROGER LÉVY; — CLAUDE MAITRE; — FRANCISQUE
MAROTTE; — OLIVIER MARTIN; — PAUL MASSON-
OURSEL; — PAUL MONCEAUX; — C.-G. PICAUVET;
— ALBERT PINGAUD; — HENRI PIRENNE; — PIERRE
RAIN; — GABRIEL ROUCHÈS; — ÉMILE SALONE; —
CHARLES SAUNIER; — ADOLPHE SCHUCK; — CAMILLE
VERGNIOL; — D^r R. VERNEAU.

TOME SECOND



SAN FRANCISCO
PUBLIC LIBRARY

LIBRAIRIE LAROUSSE

PARIS

TOUS DROITS DE REPRODUCTION,
DE TRADUCTION, D'ADAPTATION ET D'EXÉCUTION RÉSERVÉS
POUR TOUS PAYS.

COPYRIGHT 1926, BY THE LIBRAIRIE LAROUSSE, PARIS.

+8 909
P445 h²
253819



L'ÉCOLE D'ATHÈNES DE RAPHAËL (fresque du Vatican, dans la *Camera della Segnatura*). — Avec ses groupes de mathématiciens, de savants et de philosophes encadrant Platon et Aristote, aux pieds desquels, sur les marches, est assis Diogène le Cynique, cette peinture célèbre fait bien comprendre la profonde admiration des lettrés et des artistes des XV^e et XVI^e siècles pour les penseurs et pour les savants de l'antiquité. CL. ANDERSON.

LIVRE VII

LA RENAISSANCE ET LA RÉFORME

CHAPITRE PREMIER

LA FIN DU MOYEN AGE ET L'AUBE DES TEMPS MODERNES

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA PÉRIODE. — Que l'on fasse commencer l'ère moderne à 1453, c'est-à-dire à la fin de la guerre de Cent ans et à la prise de Constantinople par les Turcs, ou à 1492, date de la découverte du Nouveau Monde comme du début des ambitions avouées de Charles VIII sur l'Italie, force est de reconnaître que la fin, ou, pour parler plus exactement, la seconde moitié du XV^e siècle est une époque particulièrement digne d'attention. C'est, en effet, le moment où se généralisent des tendances et des aspirations qui, en politique, en religion, dans les idées, dans les lettres et dans les arts, s'étaient manifestées de façon intermittente et sporadique dans les siècles antérieurs ; alors, à la suite de très grandes crises intérieures, les peuples comme les souverains de l'Europe occidentale s'éloignent complètement de l'organisation politique et sociale du Moyen âge ; alors disparaît la notion de l'universel pour faire place à des horizons plus restreints : alors, à un contact plus direct et plus continu avec les penseurs, les artistes et les savants de l'antiquité, comme aussi au contact des découvertes et des inventions nouvelles, s'éveillent, chez les hommes de l'Occident, des idées et s'ouvrent chez eux des perspectives que leurs pères n'avaient pas soupçonnées. Il y a là un moment de transition qui a vu se produire, ou se préparer, une révolution dont les premiers prodromes sont très lointains et d'où les hommes sont sortis transformés. C'est, à la fois, Luther, Colomb, Copernic, et ces trois noms symbolisent une nouvelle période de l'évolution humaine, le déclin du Moyen âge et l'aube des temps modernes.

Disparition de la féodalité, renaissance intellectuelle, réforme religieuse, progrès réalisés dans plusieurs branches des sciences techniques,

établissement de relations suivies entre les peuples de l'Europe de l'Ouest et ceux des rivages les plus lointains de l'Ancien Monde, entrée d'un continent nouveau dans l'histoire générale, voilà les faits d'importance vraiment universelle dont les hommes de la fin du XV^e siècle et de la première moitié du siècle suivant ont été les témoins. Tous méritent de retenir l'attention et d'être étudiés avec soin, mais non pas avec une égale ampleur. Renaissance et Réforme sont des épisodes de très grande envergure et en même temps d'une individualité telle qu'il convient de les traiter à part et de leur donner des développements particuliers ; des autres, le présent chapitre présentera une esquisse d'ensemble.

I. LES FAITS POLITIQUES, INTELLECTUELS, RELIGIEUX, ÉCONOMIQUES

UNIFICATION TERRITORIALE DES ÉTATS DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — DISPARITION DE L'IDÉE D'UNITÉ CHRÉTIENNE. — Les modifications d'ordre politique survenues dans l'Europe chrétienne s'imposent d'abord à l'attention. Comme elles sont considérables, en effet ! Tant dans le régime que dans le mode de gouvernement des États, les pays de civilisation latine ont subi une vraie transformation au cours de la seconde moitié du XV^e siècle. Partout se manifestent des caractères nouveaux, très différents de ceux qui avaient prédominé depuis l'épanouissement du système féodal. A quoi avait donc

abouti ce système, sinon au morcellement territorial et politique des États, puisque le fief était bien une unité territoriale et politique ? Peu à peu, avec beaucoup de patience et d'esprit de suite, les souverains de l'Europe occidentale, aidés ou parfois même guidés par des ministres intelligents et soutenus par leurs légistes, étaient parvenus à reconquérir quelque autorité réelle sur les grands vassaux, en même temps qu'à développer leur domaine propre. En luttant avec succès contre leurs ennemis du dehors, chrétiens ou même parfois infidèles (en Espagne), et aussi contre les féodaux, les rois de France, d'Angleterre et d'Espagne consolidèrent l'une et l'autre de ces acquisitions. Ainsi sont-ils arrivés à faire de leurs royaumes respectifs des États très différents de ce qu'ils étaient naguère. Grâce à Louis XI et à Anne de Beaujeu, sa fille, grâce à Henry VII Tudor, grâce à Ferdinand d'Aragon, France, Angleterre et Espagne sont, dès la fin du XV^e siècle, des pays unifiés et, en même temps, placés sous l'autorité d'une monarchie absolue et centralisatrice. Sans doute, l'unification n'est-elle pas encore absolument complète, ni en France, ni en Espagne ; mais elle est déjà très avancée et chaque révolte ou chaque essai de résistance est pour la royauté l'occasion de nouveaux progrès et de la consolidation de son autorité. Bref, la France, l'Angleterre, l'Espagne sont devenues des États modernes. Elles ne le sont pas seulement devenues chacune dans ses limites respectives et dans les rapports du souverain avec ses propres sujets ; désormais, dans leurs relations les unes avec les autres, et aussi avec les autres pays, elles agissent en pleine indépendance, sans aucun souci des intérêts généraux de la chrétienté et avec l'unique préoccupation de leurs intérêts particuliers. C'en est fini de ces aspirations vers l'unité politique de l'Europe chrétienne du Moyen âge, qui tendaient à la constitution d'une « république universelle » des différents États chrétiens, sous la double autorité morale du souverain pontife de Rome et temporelle de l'empereur d'Allemagne. La déception causée par l'échec des Croisades, la destruction de la puissance du souverain pontife, chef suprême de la chrétienté, à la suite du terrible conflit qui avait surgi entre Boniface VIII et Philippe IV le Bel, la « captivité de Babylone », qui avait montré dans les papes d'Avignon des pontifes plus soucieux des intérêts particuliers de leurs patries que des intérêts généraux de la chrétienté, les scandales du Grand schisme d'Occident, la lutte italienne des Guelfes, soutenus par les papes, contre les Gibelins partisans de l'Empire, la constitution de plusieurs États indépendants aux dépens, mais en dehors du Saint-Empire romain de nation germanique, et d'autres États indépendants sur son sol même, l'éclipse de l'autorité comme du prestige impérial au XIV^e et au XV^e siècle, que de raisons expliquent la disparition, l'effondrement du vieux rêve de l'unité chrétienne ! Il convient de tenir compte, en outre, du soin avec lequel les rois de France se sont, de tout temps, appliqués à éviter tout acte qui pût être interprété comme une reconnaissance de la moindre supériorité de l'empereur sur le roi des fleurs de lis. Celui-ci n'affirme-t-il pas ne tenir sa couronne que de Dieu, tandis que les rois d'Espagne disent leurs domaines sortis de l'Empire romain depuis l'époque des invasions barbares ?

LES CONNAISSANCES GÉOGRAPHIQUES A LA FIN DU MOYEN AGE. — Mappemonde contenue dans une lettre ornée du Pomponius Mela de la Bibliothèque de Reims (manuscrit du XV^e siècle). Les trois parties du monde alors connues sont entourées par la mer Océane et figurées de façon tout à fait sommaire et inexacte ; la côte occidentale de l'Afrique est déclarée terre inconnue ; les îles qui ferment la mer des Indes au sud sont un souvenir de la vieille conception ptoléméenne ; quatre génies figurent les vents principaux.



LES CONNAISSANCES GÉOGRAPHIQUES A LA FIN DU MOYEN AGE. — Mappemonde contenue dans une lettre ornée du Pomponius Mela de la Bibliothèque de Reims (manuscrit du XV^e siècle). Les trois parties du monde alors connues sont entourées par la mer Océane et figurées de façon tout à fait sommaire et inexacte ; la côte occidentale de l'Afrique est déclarée terre inconnue ; les îles qui ferment la mer des Indes au sud sont un souvenir de la vieille conception ptoléméenne ; quatre génies figurent les vents principaux.

et à l'anarchie ; même autour de Rome, la voix naguère écoutée du souverain pontife ne parvient pas toujours à se faire obéir. Rien ne subsiste plus, par conséquent, des chimériques projets de république chrétienne si souvent conçus en plein cœur du Moyen âge.

Ni l'empereur ni le pape n'ont bénéficié de l'abandon de ces desseins. L'empereur n'a d'autorité véritable que dans ses domaines propres, dans les pays autrichiens, rempart de l'Allemagne contre les barbares asiatiques établis, au sud du Danube, dans les Balkans ; par contre, il ne peut rien en dehors de leurs frontières. En effet, ni Frédéric III (1439-1493), ni le chevaleresque Maximilien I^{er}, son fils (1493-1519), ne parviennent à se faire obéir en terre d'Empire ; pour obtenir quelque argent de la Diète, ce dernier se voit même obligé, malgré qu'il en ait, d'accepter la création, d'abord d'un tribunal d'Empire, puis d'une régence d'Empire. Institutions éphémères, qui témoignent sans doute de quelques aspirations à l'unité et à la création d'un centre de vie nationale autour du souverain, mais qui empiètent sur l'autorité de celui-ci. Quant aux souverains pontifes, leur persévérance à former des projets de croisade qui grouperaient tous les États de la chrétienté sous leur direction suprême est le seul souvenir encore vivant de leur grande autorité passée. Eux-mêmes, sans s'en rendre compte, se rabaisent à la taille des autres princes italiens de leur temps en pratiquant le népotisme, autrement dit

en se montrant préoccupés avant tout des intérêts de leur famille. Sans doute exercent-ils parfois une action politique de quelque envergure, mais ils le font uniquement dans la Péninsule italienne : hors de ces limites, les souverains ne leur témoignent que la déférence due à leur caractère religieux, sans tenir grand compte de leurs conseils ni de leurs requêtes, et sans les laisser s'immiscer dans les affaires de leurs royaumes respectifs. Ainsi en est-il partout : dans les États les plus éloignés de Rome comme dans les plus proches, dans les rudes cantons suisses, dans la Bohême encore tout émue de la guerre des Hussites, en Hongrie, en Pologne, en Scandinavie et dans l'Écosse au nord de la Grande-Bretagne ; partout a disparu la notion de la chrétienté patrie universelle.

PRÉDOMINANCE DES INTÉRÊTS INDIVIDUELS DES NOUVEAUX ÉTATS. — A cette notion moyenâgeuse, qui va s'obscurcissant de plus en plus et qui finit par disparaître, se substitue graduellement une autre notion, bien plus étroite et en quelque sorte égoïste. Chaque peuple apprend à se distinguer des autres peuples et acquiert la notion de ses intérêts particuliers ; ce que naguère un Philippe Auguste voyait presque seul, c'est-à-dire les deux grands lions rugissant aux côtés de la France qu'étaient l'Allemagne et l'Angleterre, chacun en France a fini par le voir pendant la guerre de Cent ans. Aussi la lutte a-t-elle changé de caractère au cours du siècle qu'elle a duré ; d'abord royale et féodale avant tout, elle a fini, dans les dernières années du règne de Charles VI et sous Charles VII, par devenir vraiment nationale. Jeanne d'Arc lui assignait bien son but quand elle parlait de « bouter les Anglais hors de toute la France ». C'est pour assurer leur indépendance — tel a été le cas en Espagne contre les Maures — ou encore pour acquérir de nouvelles terres et réaliser des conquêtes, que les peuples de l'Europe occidentale se font désormais la guerre.

DIMINUTION DE L'AUTORITÉ DU PAPE ET DE L'EMPEREUR. — Il ne faut pas oublier davantage quel contraste existe à la fin du Moyen âge entre les États de l'Europe occidentale et ces contrées plus orientales que sont l'Europe centrale et la Péninsule italienne. Dans les pays du centre de l'Europe, morcelés au double point de vue territorial et politique, l'empereur ne compte plus que comme chef d'une puissante maison princière, celle d'Autriche. Quant à l'Italie, elle est morcelée, elle aussi, en principautés plus ou moins considérables ; la diversité de ses États et l'ambition remuante des chefs des républiques et des tyrannies la condamnent au désordre

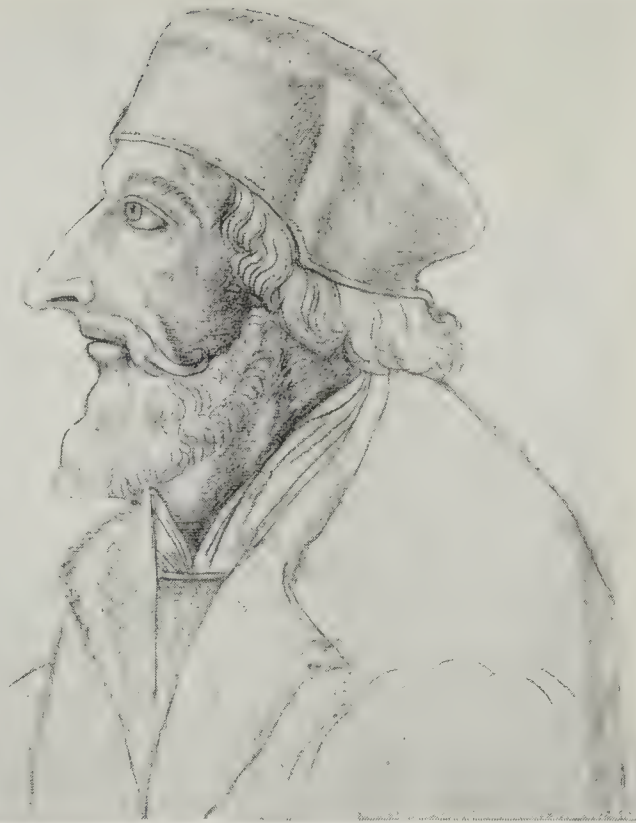
LA ROYAUTE EN MARCHÉ VERS L'ABSOLUTISME. — Mais, si ces peuples se font la guerre de manière de plus en plus rude et meurtrière, ils n'ont en revanche l'initiative ni de sa déclaration, ni de sa cessation. A celui qui est le chef de la nation, qui l'incarne en sa personne et qui tient de la cérémonie de son couronnement un caractère particulier, il incombe de décider et de parler au nom de tous. Le roi le fait avec une autorité toujours grandissante, lui qui, d'après le droit romain, est la loi vivante et dont les volontés doivent être tenues pour lois. A mesure que diminue la puissance de la féo-

dalité, combattue sans relâche par les légistes, qui sont de petits seigneurs, des bourgeois ou même des clercs, à mesure que la masse des terres du royaume va se groupant dans les mains du souverain, l'autorité de la royauté grandit, et de telle sorte que l'absolutisme ne tarde pas à apparaître. Après la mort de Charles le Téméraire et le démembrement des États du « grand-duc d'Occident », après la guerre des Deux-Roses et la révolte des Communes, c'en est fini de l'ancienne royauté. Le principe du fait, de la force brutale, du gouvernement matériel et absolu est nettement posé; dès lors, l'absolutisme est complet, sinon dans son application, du moins dans son principe, aussi bien dans l'Angleterre des Tudors qu'en France et en Espagne.

GRAVITÉ DE LA CRISE TRAVERSEE PAR L'ÉGLISE.

— Au moment où la royauté prend ainsi une force qu'elle ne possédait pas dans les temps antérieurs, voici qu'au contraire commence pour l'Église une crise très grave; car non seulement l'idée de l'unité politique de l'Europe chrétienne disparaît, mais l'unité religieuse de la chrétienté se trouve menacée, sinon encore compromise, par des tendances nouvelles, qui ont commencé de se manifester dès la fin du XIV^e siècle.

Naguère, au IX^e siècle, le schisme de Photius avait amené la séparation de l'Église grecque d'avec la latine; mais celle-ci était demeurée solidement cohérente, groupée autour de ce pape de Rome, dont Constantinople n'avait pas voulu reconnaître l'autorité et à la voix duquel, au contraire, l'Occident avait entrepris les Croisades. Tout, cependant, n'était pas parfait dans l'Église romaine et le désir de la perfection amena de bonne heure des réformateurs religieux à s'en prendre au relâchement des mœurs du clergé et aux abus commis par certains de ses membres. « Quand Adam bêchait et qu'Ève filait, où donc était le gentilhomme? » disaient, dans la seconde moitié du XVI^e siècle, les *Lollards* anglais, ces prêtres « marmotteurs » qui, à la voix du théologien d'Oxford John Wycliffe, protestaient contre les richesses du haut clergé britannique, contre le luxe et la vie mondaine



JEAN HUS (1369-1415), l'un des précurseurs de la Réforme, fut brûlé pour avoir prêché en Bohême les doctrines de Wycliffe : cette exécution détermina une longue guerre religieuse et nationale. — *Recueil d'Arras*; Bib. Nat. CL. GIRAUDON.

de plusieurs de leurs prélats et contre les exigences des papes français d'Avignon. A partir du Grand schisme d'Occident et du partage de la latinité entre les deux obédiences de Rome et d'Avignon (1379), les protestations devinrent plus hardies. Dès 1381, sous prétexte de combattre le pape d'Avignon, Wycliffe combattait hardiment la papauté et soutenait une série de thèses dans lesquelles il s'écartait nettement des dogmes catholiques. Quelques années plus tard, ce fut au tour de Jean Hus, un docteur tchèque de l'université de Pra-

gue, à s'élever contre les abus du clergé allemand de Bohême et à formuler des doctrines peu orthodoxes. Peut-être Jean Hus s'écartait-il moins que Wycliffe des dogmes catholiques; néanmoins, tandis que ce dernier n'avait pas été inquiété par l'autorité ecclésiastique, le second fut d'abord excommunié, puis condamné à périr par le feu. On a vu quel fut le résultat de la guerre des Hussites. Si les *compactats* ramenèrent la Bohême sous l'autorité de l'empereur Sigismond comme dans le giron de l'Église romaine, déjà néanmoins, pendant près de vingt ans, les Hussites avaient rompu l'unité de foi.

LES PREOCCUPATIONS ÉGOÏSTES DES PAPES.

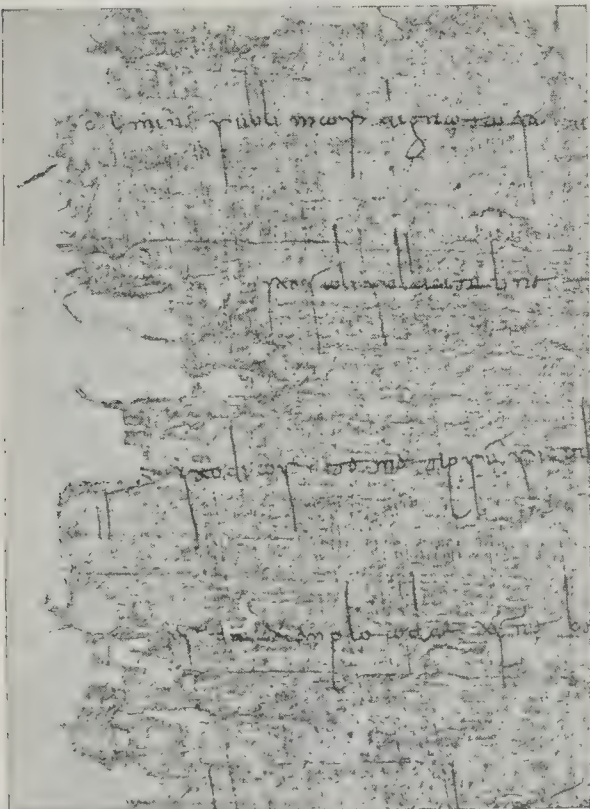
— Cet avertissement ne fut pas compris par les papes de la seconde moitié du XV^e siècle. En vain, dans des lettres vraiment prophétiques écrites au pape Eugène IV, le cardinal Julien Cesarini, légat du Saint-Siège au concile de Bâle, avait-il essayé d'amener le souverain pontife à entreprendre des réformes souhaitées par les théologiens les plus pieux et les plus dévoués à la cause de l'unité. Les papes, devenus des princes italiens plus attentifs aux intérêts temporels du domaine de saint Pierre qu'aux intérêts généraux de l'Église, parurent se désin-

téresser du gouvernement moral de la chrétienté et renoncer à « pacifier les peuples par le seul ascendant de leur caractère apostolique », comme a dit l'humaniste Laurent Valla. Ils se contentèrent donc, le plus souvent, de pratiquer une politique égoïste, versèrent dans le népotisme, oublièrent de diriger les âmes pour ne se souvenir que d'affaires temporelles et d'intrigues politiques. Ainsi, les papes, en ne comprenant pas la nécessité de réformer la discipline et l'organisation temporelle de l'Église, amenèrent eux-mêmes les esprits inquiets et frondeurs à s'attaquer au magistère même de l'Église, à réclamer le libre examen.

Disparition du vieux principe d'autorité politique du Saint-Siège sur les différents royaumes de la chrétienté; diminution du principe d'autorité des souverains pontifes sur le clergé de ces mêmes royaumes, comme l'atteste la Pragmatique Sanction de Bourges de 1438; décadence du principe d'autorité de l'Église en matière religieuse, voilà encore des faits gros de conséquences pour l'avenir.

IMPORTANCE DE LA BOURGEOISIE.

— Ce n'est pas seulement dans la conception de l'organisation sociale et dans les institutions politiques qu'apparaissent, à la fin du XV^e siècle, des modifications essentielles. La société féodale ne comprenait, en réalité, que deux catégories d'individus : d'un côté, les seigneurs qui combattent et les clercs qui prient; de l'autre, les non nobles qui travaillent pour les premiers. Il n'en sera plus ainsi au XV^e siècle. Entre



UN DOCUMENT SUR PAPIRUS. — Fragment d'une bulle de Sylvestre II pour Théotard, évêque du Puy, datée du 23 novembre 999.



GRAVURE XYLOGRAPHIQUE DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XV^e SIÈCLE (à rapprocher du document sur papyrus reproduit ci-contre). — Image de l'*Ars moriendi*.

ces deux classes en apparaît une nouvelle, qui s'est constituée peu à peu, une classe *moyenne*, comme on dira plus tard, à laquelle des gens du « commun peuple » accèdent par le travail, et d'où ils peuvent s'élever plus haut encore par l'anoblissement. Elle s'est formée pendant les derniers siècles du Moyen âge; elle a très vite constitué le ferme soutien de la royauté contre les féodaux, et elle ne cessera de lui fournir nombre de ses meilleurs et de ses plus fidèles conseillers. Mais déjà elle tend à abuser de sa situation, supérieure à celle des artisans et des vilains, pour accroître la misère de ces derniers, pour aggraver par toute l'Europe occidentale et centrale les charges du servage dans les campagnes et celles des corps de métiers dans les villes. De là ces crises sociales plus ou moins graves que furent tant d'insurrections des XIV^e et XV^e siècles, dont on a moins vu les causes économiques et sociales que les causes politiques, les vrais motifs que les prétextes. En Angleterre, dans les Flandres, en France, en Italie, ailleurs encore, la bourgeoisie en sortit victorieuse, mais avec un sentiment plus net qu'auparavant de son rôle dans cette société relativement restreinte qu'est un État, de ses obligations vis-à-vis de la royauté, et même, sous l'influence de l'Église, de ses devoirs d'assistance à l'égard des classes inférieures.

SIGNES PRÉCURSEURS D'UNE RÉVOLUTION INTELLECTUELLE. — Dans l'ordre intellectuel, que de faits il conviendrait de citer ! Le contact direct avec les chefs-d'œuvre de la littérature grecque n'éveille plus seulement chez ceux qui les ont découverts, lorsque les manuscrits en ont été apportés de l'Orient en Italie, des sentiments d'admiration. Ces esprits délicats, ces fins lettrés, ces excellents latinistes et hellénisants, sinon encore hellénistes, vont plus loin. En dehors des universités fondées au Moyen âge et surtout adonnées aux études ecclésiastiques — leur principal but n'était-il point de préparer pour l'Église des prêtres instruits ? — ils inaugurent des recherches nouvelles, dont les lettres anciennes constituent la seule matière. Ce sont les *humanistes*, — les gens « polis », *humani*, — qui se consacrent à l'étude des lettres anciennes ou « polies », des *humanités*, ou même, comme on dit en les opposant aux études universitaires, des *humaniores litteræ*. Or, bientôt, les humanistes ne se bornent plus simplement à tenter de ressusciter la culture antique dans leurs écrits, et même parfois jusque dans leur manière de vivre; ils pénètrent plus avant dans la connaissance de leurs auteurs favoris et ne s'occupent plus tant de la forme que du fond même des livres des Anciens. Ils discutent les idées des philosophes grecs, et, débordant leur domaine propre, ils introduisent leur esprit critique, l'étude de l'hébreu aidant, jusque dans les matières de l'École, c'est-à-dire dans les questions purement religieuses, dans l'étude des Livres saints. Les Italiens se contentent de flageller impitoyablement, comme l'ont fait leurs pères, les mœurs du clergé et de montrer le néant des documents falsifiés ou fabriqués sur lesquels les esprits simples du temps faisaient reposer le droit du Saint-Siège à une souveraineté temporelle. Mais les humanistes allemands se servent des méthodes de critique des textes et de libre examen pour attaquer avec violence non plus seulement les mœurs du clergé de leur pays et les moines qui enseignaient dans leurs universités, mais aussi le savoir purement traditionnel de ces derniers et la philosophie de l'École. De là de violentes discussions, qui deviennent de véritables querelles entre scolastiques et humanistes; de là bientôt, jusque dans certaines universités allemandes conquises au moins en partie aux nouvelles méthodes, une très libre critique des Écritures saintes. Voilà déjà certains signes précurseurs d'une véritable révolution intellectuelle et religieuse.

Combien d'autres s'y ajoutent ou les ont précédés, et contribuent, chacun pour sa part, à préparer ce bouleversement en entretenant l'agitation dans les esprits comme dans les âmes ! C'est l'angoisse que provoque le déchirement causé par le Grand schisme d'Occident

avec le triste spectacle de deux et même trois papes se disputant le gouvernement spirituel, des querelles suscitées par le schisme, des disputes qu'il provoque entre les Universités et dans leur sein même, au sein par exemple, en 1379, de cette Université de Paris, la plus réputée de toutes, dans laquelle le pape Honorius III voyait un « fleuve de science qui arrose et féconde le terrain de l'Église universelle »; c'est Wycliffe et c'est Jean Hus; c'est la mésintelligence entre les souverains pontifes et les Pères des deux conciles de Constance et de Bâle au sujet de questions capitales, en particulier celle de la supériorité du pape sur le concile; c'est pour la papauté, du fait des concordats, un amoindrissement de son autorité politique et de ses avantages temporels. Déconcertés par tant de spectacles différents et contradictoires, les hommes de la fin du XV^e siècle ne sont cependant pas plus revenus aux anciennes conceptions de l'intelligence qu'aux cadres politiques, religieux et sociaux du Moyen âge. C'eût été

une régression, et pareille régression n'eût été possible que si les conditions du travail intellectuel ne s'étaient pas modifiées, si des horizons nouveaux n'avaient pas été ouverts à la pensée humaine. Or, tels avaient été précisément les résultats des grandes inventions et des découvertes scientifiques réalisées au cours des décades immédiatement antérieures aux temps modernes.

II. INVENTIONS ET DÉCOUVERTES

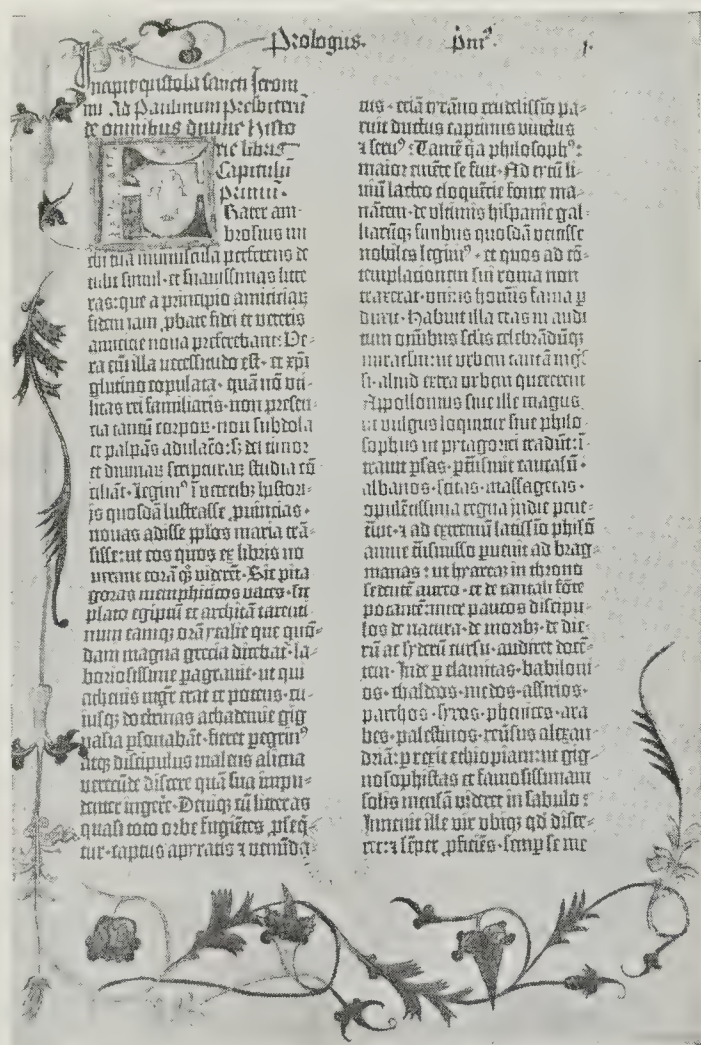
En effet, les XIV^e et XV^e siècles n'ont pas été seulement témoins de grandes luttes militaires et de la ruine d'empires ou de puissantes familles souveraines, ou encore de ces faits d'importance politique, religieuse, sociale, intellectuelle, dont il vient d'être question. Ils ont aussi assisté à la réalisation d'inventions très diverses dont les conséquences n'ont pas toujours eu une égale importance, mais qui, néanmoins, ont toutes collaboré pour leur part à la ruine du système médiéval et à l'avènement de conceptions très différentes.

L'IMPRIMERIE. — L'invention qui doit être signalée en première ligne — car, sans elle, bien des faits énumérés plus haut n'eussent pas acquis toute leur importance, ni produit tous leurs multiples effets — c'est celle de l'imprimerie. Sans doute, chronologiquement parlant, a-t-elle été réalisée la dernière; mais, pour ne parler que de ses conséquences immédiates, elles ont

tellement contribué à la transformation des esprits, et, par conséquent, de la civilisation dans son ensemble qu'on ne saurait trop y insister.

Personne n'ignore comment, jusqu'au temps de l'invention de l'imprimerie, se transmettaient les documents (textes de lois, livres, etc.) dont on désirait assurer la conservation et permettre l'étude. On les gravait sur des matières plus ou moins solides, sur du bois, sur de la pierre, sur du bronze, ou bien on les transcrivait à la main, en utilisant un *calame* (une plume), soit sur de la terre agglomérée et comprimée en briques crues ou cuites, soit sur des planchettes de bois préalablement recouvertes d'une couche de cire, soit surtout sur des fibres de roseaux du Nil ou sur des peaux d'animaux préparées pour cet usage, sur des *papyrus* ou sur des *parchemins*. Pour la première fois, on recourut, au XV^e siècle, à un autre mode de diffusion des textes, à un procédé mécanique, si l'on peut dire, bien moins long et bien moins coûteux, à celui qui, très amélioré et modifié, demeure toujours le plus usité de beaucoup : on se servit de caractères mobiles, que l'on rapprocha les uns des autres et que l'on « tira » ensuite au moyen d'une presse en utilisant une encre spéciale; pour tout dire, on inventa l'imprimerie.

Qui eut, le premier, l'idée de procéder comme on vient de l'indiquer ? Rien encore ne permet de le préciser de façon absolue. Il est certain, dans tous les cas, que des progrès successifs, réalisés surtout depuis le XIV^e siècle, ont mis sur la voie de l'invention ultime et



SPÉCIMEN des premières impressions en gros caractères gothiques. — Une page de la Bible latine, dite « Bible à 36 lignes », imprimée entre 1447 et 1457. Cette page enluminée présente l'aspect d'un manuscrit.



ih̄erusalē und opfertē got nach mor̄ses gepot ganz
enuntes opfer und prachten in gabe zu dem tempel
Vnde iudith gab holofernus schaz zu dem tēpel den
ir das volck trab· und den umbbant den sie selber

IMPRESSION ET GRAVURE ALLEMANDES. — La diffusion de l'imprimerie en Allemagne est antérieure à l'année 1460. On trouvera reproduit ici un fragment des *Vier Historien* ou « Livre des quatre histoires », imprimé à Bamberg par Albert Pfister, en 1462 ; l'image est gravée sur bois et coloriée à la main.



UN ATELIER DE TYPOGRAPHIE A LA FIN DU XV^e SIÈCLE. — Le compositeur et le pressier sont au travail. De l'autre côté de la rue, un libraire dans son *ouvroir* ou boutique ouverte. *La grant danse macabre des hommes hystoriée*, 18 février 1499 (1500 N. St.). — Atelier de Mathieu Husz, à Lyon.

conduit ceux à qui on en rapporte le mérite à des résultats tout à fait satisfaisants. Mais que de longs tâtonnements pour en arriver là ! L'emploi de patrons en métal à jour, dès le plein Moyen âge, pour l'exécution des cartes à jouer, des lettres majuscules des manuscrits et même des livres de plain-chant, voilà le point de départ. Faut-il voir un nouveau progrès dans l'apparition, vers la fin du XIV^e siècle, des livres *xylographiques*, dans l'assemblage de feuillets appliqués sur des planches de bois d'où surgissaient en relief, après avoir été dessinées et dégagées de la matière environnante, des lettres préalablement couvertes d'encre ? On en doute aujourd'hui. Dans tous les cas, une invention décisive fut celle des caractères mobiles, isolés les uns des autres et s'assemblant à la guise du compositeur, dont Coster de Haarlem et Jean Gensfleisch de Mayence — notre Gutenberg (1400-1467) — se disputent l'honneur. Ce qui, par ailleurs, ne saurait être contesté à Gutenberg, c'est l'invention de la fonte des caractères, de la presse et du composteur, que compléta celle des moules à caractères ou « matrices » et du poinçon par Pierre Schœffer (1). Dès lors, l'imprimerie est pourvue de tous ses moyens ; très vite, elle commence à répandre dans le public des ouvrages plus ou moins considérables, en particulier cette superbe Bible dite « de 42 lignes » qui, avec ses caractères gothiques imprimés sur parchemin et enjolivés d'initiales peintes à la main, rappelle de façon si curieuse un manuscrit. Cette Bible anonyme, qu'on sait avoir été exécutée de 1453 à 1455, est un des tout premiers monuments sortis de l'atelier mayençais de Gutenberg. C'est également d'un atelier mayençais qu'est sortie un peu plus tard — en 1462 — la première édition de la Bible avec date certaine, la Bible « de 48 lignes ».

Les livres imprimés coûtent alors fort cher, presque aussi cher que les mains courantes. Mais, bientôt, on les tire à un moins petit nombre d'exemplaires, ce qui permet d'en diminuer le prix de vente, tandis que l'invention nouvelle va se pro-

pageant partout, grâce à la dispersion des élèves formés par Gutenberg et par Schœffer, dont l'entente et l'association n'ont été qu'éphémères. Malgré l'hostilité des libraires et des copistes, inquiets de cette concurrence inattendue, malgré la résistance des amateurs de beaux manuscrits, elle affirme très vite sa supériorité de manière définitive. En Allemagne, où sa diffusion a commencé avant même 1460, c'est chose faite dix ans plus tard ; avant 1470, il existe des ateliers typographiques dans plusieurs villes de Suisse et d'Italie. A cette date, l'imprimerie est installée à Paris, à la Sorbonne, par Michel Friburger, Ulric Gering et Martin Krantz, et, de là, ne tarde pas à se répandre dans les autres villes de France ; à Avignon, un Bohémien a déjà enseigné de 1444 à 1446 l'art d'écrire artificiellement à un Juif, et il lui a vendu un matériel complet d'imprimerie, des alphabets en acier, des formes, des vis, etc. Entre temps, le marchand William Caxton a commencé d'imprimer en Angleterre, de fort belle façon, les auteurs anciens. Bref,

dès le début du XVI^e siècle, il existe des ateliers typographiques dans toutes les parties de l'Europe, sauf en Russie, et l'imprimerie est déjà d'un usage si constant qu'on n'hésite pas à y recourir pour travailler l'opinion publique, pour lui faire connaître, au temps du « voyage d'Italie », soit par placards destinés à l'affichage, soit par plaquettes, les exploits de l'armée du roi Charles VIII.

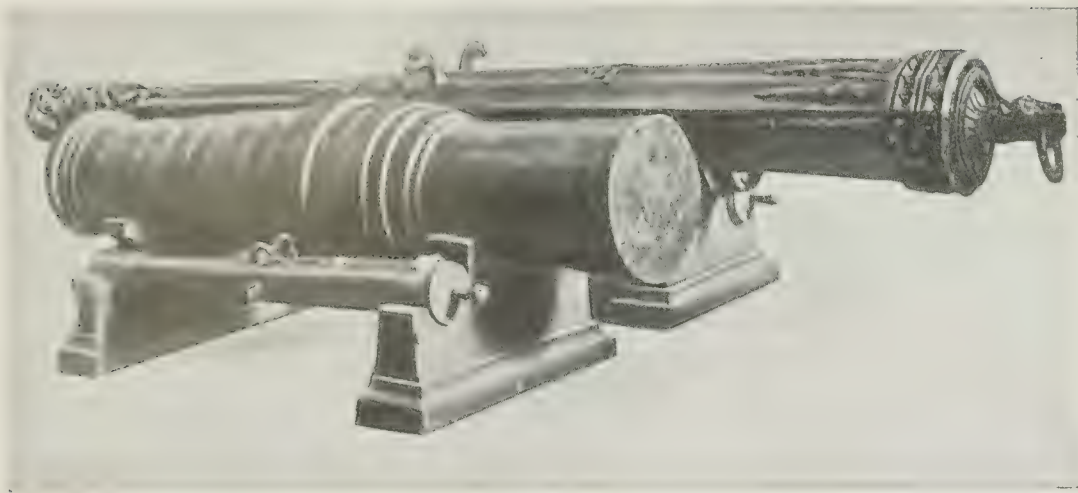
Ainsi s'explique la rapidité de la diffusion de l'imprimerie, comme aussi la réduction qui en résulta très rapidement dans le coût des livres. Combien d'ouvrages put-on désormais se procurer pour le prix que coûtait naguère un seul manuscrit ! L'extrême bon marché de la main-d'œuvre contribua aussi, pour sa part, au succès de l'invention nouvelle, que facilita enfin l'usage un peu antérieur, et sans lequel l'imprimerie n'eût pu sortir tous ses effets, du papier de chiffé.

Ni les Anciens, ni les hommes des premiers siècles du Moyen âge ne connurent le papier de chiffé, autrement dit le papier préparé avec des chiffons de linge. On a déjà dit de quelles matières ils se servaient pour écrire : de papyrus, et surtout, après les invasions barbares, de la peau de différents animaux préparée d'une manière spéciale, de *parchemins* ou peaux de mouton, de *vélin* ou peaux de veau. Or, tandis que les Occidentaux les employaient presque exclusivement, les Chinois de l'Extrême Orient fabriquaient du papier avec des déchets de soie, de chanvre ou de coton. Dès que, par leurs relations avec eux, les peuples



LIVRE ENCHAÎNÉ (fin du XV^e siècle). — Par mesure de conservation, les manuscrits et même des livres imprimés ont été parfois enchaînés dans les « librairies » ou bibliothèques. Un volume français conservé à la Bibliothèque de l'Université d'Iéna fournit la preuve de la persistance de cet usage.

(1) Les prétentions du Hollandais Laurent Coster et du Brugeois Jean Brito ne s'appuient pas sur des témoignages solides ; et si Procope Waldfoegel a pu trouver en Avignon les instruments typographiques, rien ne prouve qu'il ait mis son invention à exécution, au lieu que l'on peut certainement attribuer à Gutenberg différents livres imprimés. Pierre Schœffer ou Schoiffer sut apporter à la technique des perfectionnements qui font des premières impressions mayençaises de véritables chefs-d'œuvre. La première impression connue en caractères mobiles est un fragment de poème allemand imprimé vers 1445-1446.



TROIS PIÈCES D'ARTILLERIE DES XV^e ET XVI^e SIÈCLES. — Au milieu, bombarde de 1420-1430, aux armes de Jean d'Ansey, butin des Suisses à la bataille de Granson (1476); en haut, grande coulevrine fondue en 1314 par Jerg de Guntheim; en bas, fauconneau de campagne de 1549. — Musée historique de Bâle.

musulmans de l'Asie antérieure connurent le papier, ils s'en servirent à leur tour et, à la fin du X^e siècle, ils en importèrent l'usage dans les parties méditerranéennes de leur Empire, en Sicile et en Espagne. Ce n'est pas là, toutefois, que les Occidentaux en purent sans doute apprécier tous les avantages; ce fut bien plutôt dans cette Syrie dont les habitants savaient fabriquer tant et de si belles étoffes de soie et de coton, et où les croisés fondèrent au XII^e siècle les véritables colonies que l'on sait. Quoi qu'il en soit, on commença en France, dans le courant du XII^e siècle, à fabriquer du papier avec des débris d'étoffe de lin; mais c'est seulement quelque cent cinquante ans plus tard que l'emploi du papier de chiffes se développa largement dans les contrées européennes baignées par l'océan Atlantique. Alors, grâce au développement de la richesse, l'usage du linge de corps, et, surtout, de la chemise, devint vraiment universel et pénétra jusque chez les paysans; alors, par suite, l'abondance du vieux linge utilisable pour la fabrication du papier permit de produire celui-ci à bas prix. Devenant chaque jour plus commun et moins cher, le papier de chiffes se substitua donc graduellement au parchemin. Les industriels et les commerçants qu'étaient à la fois les imprimeurs ne tardèrent pas à y voir la matière qui, mieux que toute autre, leur permettrait de répandre, le plus facilement et au meilleur prix, les livres sortis de leurs presses et d'en rendre possible la diffusion universelle.

Essor de la fabrication et de l'emploi du papier de chiffes, invention et diffusion de l'imprimerie, ces faits d'ordre industriel allaient exercer une profonde répercussion sur l'histoire générale de l'esprit humain et de la civilisation.

LA POUDRE À CANON. — Comme celle du papier de chiffes, l'invention de la poudre à canon est due aux Chinois. Mais ceux-ci n'employèrent ce mélange explosif de salpêtre, de soufre, de charbon que pour fabriquer des fusées et des feux d'artifice. Les Musulmans de l'Asie antérieure entreprirent d'en tirer un plus grand parti et en utilisèrent la puissance explosive. Dès le second quart du XIV^e siècle, les Maures d'Espagne l'utilisèrent pour le lancement, avec des machines, d'abord de boulets de pierre au siège d'Alicante (1331), puis de boulets rouges au siège d'Algésiras (1342).

On ne saurait, dans de telles conditions, faire honneur de l'invention de la poudre à canon, ni au cordelier allemand Berchthold Schwartz, ni à Roger Bacon, ni à aucun autre savant de l'Europe occidentale. Mais on peut affirmer que les propriétés de ce mélange explosif étaient connues dans le monde latin dès la fin du XIII^e siècle et que son emploi se généralisa à peu près simultanément parmi les musulmans et parmi les chrétiens.

Au moment même, en effet, où les Maures d'Espagne procèdent comme il vient d'être dit, des ingénieurs italiens envoient par des bombardes, contre les remparts des villes dont ils font le siège, des artifices incendiaires ou des boulets de pierre. Quelques années plus tard, au cours de la guerre de Cent ans, à l'artillerie de forteresse s'adjoint celle de campagne, un peu plus maniable, un peu moins lourde, mais néanmoins très peu « volante » encore. Que sont en effet les pièces dont se servent les soldats de l'époque? Tantôt de simples tubes de métal, courts et renforcés, de gros calibre, logés dans des pièces de charpente reliées entre elles par des boulons ou bien encore garnies de ferrures (c'est le cas des canons de forteresse), tantôt des tubes toujours assez courts et toujours très lourds, dépourvus d'affûts et de roues, qu'il faut placer sur des tréteaux ou sur des chevalets pour tirer, et charger sur des voitures pour les transporter à grand-

peine d'un point à un autre. Ainsi, les canons de campagne ne diffèrent nullement des autres par le poids ou par la mobilité; leurs boulets, d'autre part, uniformément de pierre ou de plomb, sont d'un calibre différent de celui de la bombarde qui les envoie et, la poudre étant de mauvaise qualité, ne portent qu'à des distances insignifiantes. Il fallut les progrès réalisés par les frères Bureau à l'époque de Charles VII, la création de leurs « engins volants », c'est-à-dire de longues coulevrines, plus légères que les bombardes du début, pour que l'artillerie commençât vraiment à jouer quelque rôle dans les batailles, — un rôle d'intimidation plutôt que de destruction, bien différent, par suite, de celui de notre artillerie moderne.

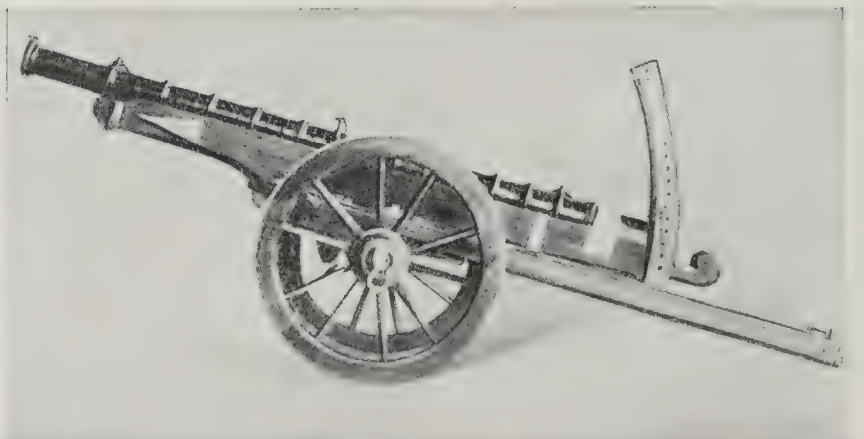
Tandis que l'artillerie évoluait de la sorte, tandis que les canons devenaient à la fois plus maniables et plus nocifs, la poudre commençait d'être employée d'une autre manière, et l'on inventait les premières armes à feu portatives. Ils semblent aujourd'hui bien informes et presque inutilisables, ces ancêtres de nos fusils que sont les « canons manuels » ou « coulevrines à main », les « bâtons à feu » dont l'apparition eut lieu au début du XV^e siècle: ils pèsent très lourd: il faut les appuyer, avant de s'en servir, sur de grandes et solides fourchettes de fer, sur des chevalets; chaque arme se compose donc de deux parties, dont chacune est portée par un homme, et l'emploi en est aussi compliqué que l'usage peu efficace. Mais ils ne tardent pas, eux aussi, à subir d'importantes modifications. La combinaison du pied de l'arbalète avec le tube de métal qui était la pièce essentielle du canon manuel permit de fabriquer une arme beaucoup plus efficace, cette arquebuse à mèche d'où, par l'arquebuse à rouet et par le mousquet, le fusil a fini par sortir.

Est-il besoin d'indiquer longuement quelle vraie révolution résulta de l'intervention des armes à feu, et donc de la poudre dans les batailles? Désormais, c'en est fait de l'ancienne façon de combattre, et le temps n'est plus de ces brillantes chevauchées de chevaliers bardés de fer, dont les vieux chroniqueurs ont laissé des récits merveilleux. Les armes défensives et même bientôt, dans une certaine mesure, les armes offensives anciennes perdent de leur utilité; la force et même la bravoure personnelles cessent de jouer un rôle essentiel dans les combats. L'emploi des armes à feu, d'abord combiné avec celui des vieilles armes de jet, puis seul, amène encore une transformation de l'art de la guerre; il donne une importance toute nouvelle, et à la stratégie et à la tactique. Désormais, à la guerre, c'est au plus intelligent et au plus habile qu'appartient la victoire, de préférence au plus fort, au plus valeureux et au mieux armé.

Ce n'est pas tout. L'infanterie devient, comme Commynes le pres-



ARME À MAIN DU XVI^e SIÈCLE. — Pistolet à rouet — Musée national suisse.



COULEVRINE BOURGUIGNONNE en fer forgé (XV^e siècle). — Butin des Suisses à Morat, 1477 (de Vallière: *Honneur et Fidélité*).



CHRISTOPHE COLOMB PORTANT UN ASTROLABE. — L'artiste a représenté Colomb en vue des terres nouvelles, au milieu d'un vrai cortège de divinités mythologiques : Neptune, Amphitrite, des Néréides, des animaux marins ; Minerve lui offre des fleurs. Colomb est debout sur le gaillard d'avant de la *Santa Maria* ; il a une main sur le pommeau de son épée et tient de l'autre un astrolabe (Théodore de Bry : *Americæ pars quarta*, Francfort, 1564).

sont à la fin du XV^e siècle, la « reine des batailles » et le vilain, avec une arme à feu un peu perfectionnée, est capable de résister avec succès au chevalier couvert de l'armure la plus épaisse et pourvu de l'épée et de la lance les plus solides. Ainsi se trouve favorisée chez lui l'éclosion de sentiments et d'aspirations dont l'étude des textes classiques et le développement de l'esprit critique facilitent par ailleurs la propagation.

LES CANAUX A ÉCLUSES. — Moins considérable, mais cependant importante encore est l'invention des canaux à écluses, réalisée dans les dernières années du XV^e siècle par les ingénieurs italiens Denis et Pierre de Viterbe. Les relations par eau en furent rendues plus aisées et la circulation à l'intérieur des États du nord de l'Europe s'en trouva facilitée ; toutefois, il y a loin de ce résultat à ceux qui découlèrent de la construction de la boussole, dont nos marins se servent encore aujourd'hui.

LA BOUSSOLE. — Si la boussole ne date que des derniers temps du Moyen âge, il n'en faut nullement conclure que les propriétés de la pierre d'aimant n'ont pas été connues et utilisées longtemps auparavant. Les Chinois, en effet, les avaient constatées dès avant l'ère chrétienne et utilisées de très bonne heure, en particulier pour naviguer dans les mers de l'Extrême Orient et dans les différentes parties de l'océan Indien : ils les firent connaître aux Persans et aux autres peuples musulmans dont ils visitaient les côtes. De ces contrées,

l'usage d'une très grossière boussole se propagea, par tout le monde islamique, jusqu'aux rivages de l'Atlantique. Sur les bords de la Méditerranée, où les rapports entre chrétiens et musulmans furent parfois très étroits, par ces derniers les marins napolitains et catalans apprirent à leur tour, dès le XI^e siècle, la valeur de la « pierre guide » et le parti qu'en peut tirer la navigation.

Jusqu'alors, ni eux ni les autres pilotes des mers méditerranéennes ou de l'Atlantique n'avaient eu, pour se diriger, d'autre secours que celui des astres. Le soleil pendant le jour et, la nuit, l'étoile polaire, la *tramontane* des Italiens (c'est-à-dire « l'Étoile d'au delà des monts »), leur



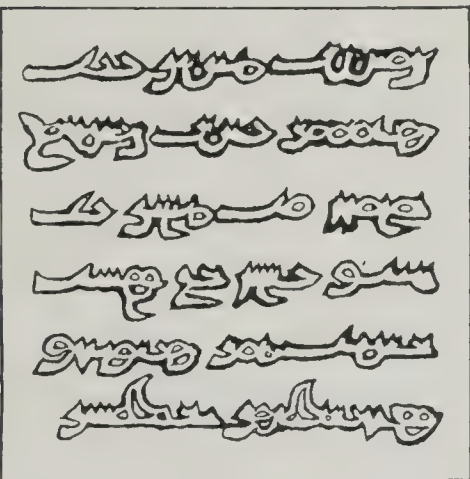
UTILISATION DU COMPAS PAR MAGELLAN. — Entre le rivage de l'Amérique, sur lequel est assis un Patagon géant, et celui de la Terre de Feu, où brûle un feu couronné de fumée, le navire vogue sur des flots que soulèvent les vents sur l'ordre de Neptune. Magellan est assis à son banc de quart : il fait une observation nautique. — Composition de fantaisie insérée dans l'*Americæ pars quarta* de Théodore de Bry (Francfort, 1564).

étaient sans doute des guides très sûrs par beau temps et par ciel serein ; mais, par les nuits noires et les temps « bouchés », ils étaient dépourvus de tout point de repère ; de là, leur répugnance à se lancer en haute mer. Du moins en se tenant en vue des côtes, en pratiquant la navigation de cabotage, savaient-ils toujours de quel côté diriger leur navire pour parvenir au point qu'ils voulaient atteindre. Les conditions changèrent le jour où les pilotes européens apprirent qu'une aiguille frottée sur une pierre d'aimant se tourne toujours vers le nord ; dès lors, rien ne les empêchait plus de prendre le large et de cingler droit vers leur but à travers les flots, de pratiquer la navigation hauturière, rien, sinon la possession d'un instrument combiné de manière à permettre à l'aiguille aimantée de se diriger franchement et librement vers le nord, ou, comme l'a dit Guyot de Provins, de « regarder le droit point ».

Cet instrument, on le chercha de bonne heure ; mais quelle boussole rudimentaire que celle dont se servaient d'abord Vénitiens, Amalfitains, Génois et Majorcains ! Dans un vase rempli d'eau flotte librement un fétu de paille ou encore un fragment de roseau (*calamus* en latin) à l'intérieur duquel a été introduite une aiguille aimantée. Telle est la *calamite* des marins de la Méditerranée, la *marinette* des gens du Ponant, dont la résistance du flotteur, si léger qu'il soit, et l'agitation de l'eau suffisent à modifier les indications, à empêcher l'aiguille de se tourner exactement, sinon vers le nord « vrai », du moins vers le nord magnétique. C'est seulement aux environs de l'an 1300 que fut réalisé l'ingénieux dispositif de la boussole, de notre « compas » ; alors, dans une boîte (*bossola*) disposée de manière à ne pas ressentir les mouvements du navire, grâce à un mode de suspension précurseur de l'engrenage « à la Cardan », dans une boîte couverte d'un verre sur laquelle avait été tracée la « rose des vents », l'aiguille aimantée fut placée horizontalement sur la pointe d'un pivot fixe. Le pilote Flavio Gioja d'Amalfi, à qui on attribue d'ordinaire l'honneur de cette invention, en est-il réellement l'auteur ? On n'oserait l'affirmer, mais on ne saurait douter que la boussole fut construite d'abord dans le royaume de Naples, et alors que cet État était gouverné par des princes français de la maison d'Anjou.

Comment un tel instrument, si précieux pour les navigateurs, ne se propagea-t-il que lentement et pourquoi ne fut-il employé d'abord que par les pilotes européens des péninsules ibérique et italique ? Étaient-ils mieux préparés à en comprendre l'utilité par suite de leur contact avec les savants musulmans d'Andalousie et de Sicile, et des Juifs formés par eux ? Ou bien, comme ils le firent par la suite pour tant de découvertes nautiques, les marins méditerranéens commencèrent-ils par en garder jalousement le secret ? Dans tous les cas, de même qu'ils avaient appris des savants orientaux, dès les temps des Croisades, le maniement de l'*astrolabe*, — un instrument qui permet de mesurer la hauteur de l'étoile polaire au-dessus de l'horizon et, par suite, de calculer la distance où l'on se trouve d'un point déjà connu, — de même, nous le répétons, ils furent les premiers à suivre les indications de l'aiguille aimantée.

LES PORTULANS. — De même encore, c'est dans le bassin occidental de la Méditerranée que furent dressés les premiers por-



SCEAU DU GRAND KHAN GOYOUK, apposé à l'encre rouge sur la lettre adressée par lui, le 11 novembre 1246, au pape Innocent IV, et rapportée à Rome par le franciscain Jean du Plan Carpin. Paul Pelliot le traduit ainsi : « Dans la force du ciel éternel, du Khan océanique du peuple des grands Mongols, l'ordre. S'il arrive à des peuples soumis, qu'ils le respectent et qu'ils craignent ! » (*Revue de l'Orient chrétien*, t. XXIII, 1922-1923).



DÉPART DE CONSTANTINOPLE DES DEUX FRÈRES NICOLO ET MATTEO POLO. — On lit au-dessous de cette belle miniature : « Cy après commence le livre de Marc Paule, — Marco Polo, fils de Nicolo, — et des merveilles de l'Aise (Asie) la grant et d'Inde la maioure et mineur, et des diverses régions du monde. » Miniature du *Livre des Merveilles*. — Bibliothèque Nationale; manuscrit français 2810. CL. CATALA.

tulans. Ces précieuses cartes marines, parfois si fidèles dans les contours et dans les distances, si exactes dans la représentation des formes générales des rivages, sont (on le sait) construites sans graduation et appuyées sur la seule rose des vents. Il n'est pas audacieux de voir plus qu'une simple coïncidence dans l'apparition en Occident, vers le même temps, de la boussole et des portulans.

PART DES OCCIDENTAUX DANS LES GRANDES INVENTIONS. — Ainsi de quelque côté qu'on se tourne — l'imprimerie exceptée — on ne saurait sans injustice faire honneur aux seuls Occidentaux des grandes inventions réalisées par eux dans les derniers temps du Moyen âge. Celles-ci ont toutes un très ancien point de départ dans des constatations déjà faites en Extrême Orient, puis contrôlées, sinon développées, par les Musulmans. Mais, au XIV^e ou au XV^e siècle, les hommes de l'Occident ont mis au point toutes ces inventions; ils leur ont donné leur forme définitive, ils les ont rendues vraiment utilisables et pratiques. Voilà ce dont fournissent des preuves manifestes, pour l'imprimerie, l'histoire de la Renaissance et de la Réforme; pour la poudre à canon, celle des guerres modernes; pour la boussole, celle des grandes découvertes maritimes et géographiques du XVI^e siècle.

III. LA CONNAISSANCE DU MONDE

QUAND ET POURQUOI ONT COMMENCÉ LES GRANDES DÉCOUVERTES GÉOGRAPHIQUES? — Le mouvement des découvertes géographiques n'a pas été exclusivement maritime. Il a commencé bien avant l'époque où on le fait débiter d'ordinaire, et les premiers voyages d'exploration ont été effectués dès le milieu du XIII^e siècle, sur terre, dans la direction de l'Extrême Orient, non pour des raisons d'ordre scientifique, mais pour des fins exclusivement politiques et religieuses.

LES MISSIONS D'ASIE. — Au cours de leurs sauvages chevauchées depuis le cœur de l'Asie jusqu'en Silésie et jusqu'en Hongrie, les Mongols avaient, sous l'impulsion de Djengiz-Khan, fait montre d'une tolérance religieuse dont avaient bénéficié les chrétiens de l'Asie antérieure. Le Saint-Siège l'avait su. Du double fait de la destruction de la puissance musulmane en Perse et de l'abienveillance dont les conquérants avaient donné quelques preuves aux chrétiens d'Arménie et de Syrie, le pape Innocent IV avait témérairement conclu, dans son zèle pour le salut des âmes, à la possibilité d'obtenir la conversion des Mongols à la religion du Christ. Comme, d'autre

part, les grands ordres mendiants, dominicain et franciscain, de fondation toute récente, brûlaient du désir d'évangéliser les infidèles, Innocent IV décida en 1245 d'envoyer aux souverains successeurs de Djengiz-Khan deux ambassades chargées de reprocher aux Mongols les destructions commises par eux dans les parties orientales de la chrétienté jusqu'à l'Oder et jusqu'au Danube et de les sommer de se convertir au catholicisme. Telles furent les instructions que reçurent les franciscains Ascelin et Jean du Plan Carpin à leur départ de Rome, alors qu'ils se mirent en route, l'un vers l'Arménie et la Perse, l'autre vers le Volga.

Innocent IV avait une autre raison pour envoyer des agents auprès des Mongols. On parlait beaucoup, en Occident, à l'époque, et on devait continuer à parler pendant longtemps, d'un potentat magnifique, — un chrétien, disait-on, — le Prêtre Jean, dont les États se trouvaient fort loin dans l'Est, on ne savait trop où. Recueillir des renseignements sur la situation exacte du royaume de ce puissant souverain, afin de pouvoir par la suite combiner avec lui une attaque contre les Musulmans et, au moyen d'une guerre menée simultanément sur deux fronts, détruire les ennemis des croisés de Syrie, le khalife de Bagdad et le sultan ou « soudan » d'Égypte, voilà ce que le pape attendait encore de ses émissaires.

Ni Jean du Plan Carpin, ni Ascelin, ni, peu après eux, un autre frère mineur, Guillaume de Rubrouck ou Rubruquis, un envoyé de saint Louis auprès du grand khan, ne réussirent dans leur mission. Les deux derniers de ces émissaires pénétrèrent, il est vrai, en plein cœur de la Mongolie montagneuse et arrivèrent à Karakorum, non loin des rives de l'Orkhon, l'un en 1246 et l'autre en 1252; mais, s'ils furent bien reçus, celui-ci par Kouyouk et celui-là par Mangou-Khan, ils ne parvinrent pas à faire admettre aux princes mongols que le pape se proclamât seul détenteur de la volonté divine et prétendit leur dicter leur foi. Quant au Prêtre Jean, si les hommes du Moyen âge en ont transporté plus tard le royaume d'Asie en Afrique, c'est parce qu'ils ne pouvaient pas se résigner à y voir le grand khan lui-même, ce souverain de chrétiens nestoriens relevant d'une confession séparée de Rome depuis huit siècles, dont les communautés continuaient de se maintenir en plein cœur de l'Asie centrale.

Les missions de Plan Carpin et de Rubrouck ne furent cependant pas inutiles. Elles amenèrent les princes mongols de Perse à comprendre la solidarité que créait entre eux et les peuples de l'Occident l'existence d'un ennemi commun, le Musulman; plus d'une fois, ils s'entendirent avec les chrétiens en vue d'une action concertée en Syrie, c'est-à-dire au point même où l'Islam les séparait, non loin des bords de la Méditerranée. Mais les entreprises ainsi projetées n'aboutirent jamais, Mongols et chrétiens ne visant pas un même but. Du moins, grâce à des négociations plus ou moins intermittentes, les relations continuèrent-elles entre l'Occident et l'Extrême Orient, même après que les Mongols de la Perse et de la Russie méridionale eurent embrassé la foi de Mahomet. Les voyages de plusieurs négociants italiens (les Poli, Balducci Pegolotti) jusqu'en Chine au XIII^e et au XIV^e siècle, la mission religieuse du franciscain Jean de Monte-Corvino à Pékin un peu après l'an 1300 en fournissent des preuves multiples.

Le nom d'un de ces audacieux a éclipsé tous les autres, celui du Vénitien Marco Polo dont, en 1265, le père et un oncle étaient parvenus auprès de K'oublaï-Khan à Cambaluc (c'est le nom mongol de Pékin), où ce petit-fils de Djengiz venait de transférer sa résidence.

MARCO POLO. — Parti d'Italie en 1271, en compa-



PORTRAIT DE HENRI LE NAVIGATEUR. — Au-dessous, la devise de l'Infant: *Talent de bien faire*. — Miniature exécutée en 1493, tirée du ms. portugais n° 41 de la Bibliothèque Nationale.



En commence de l'estat et de la gouuernance du grant lian de cathay sou-
uerain empereur des tartars. et de la disposition de son empire. et de ses autres
princes. Incepte par un antecur que on dist l'antecur salteris. au
commandant du pape chan. et de ce nom. Traduire de latin en francois

par fice idr le l'or d'yppe moine de s. bñ en s. anner.
Le grant lian de cathay est tres puissant entre tou-
tes les rois du monde. A ly sont subget et font hom-
mage tous les gens sagnans de ce pays. especial-
ment trois grans empereurs. cest assavoir l'empe-
reur de cambaloch. l'empereur de boulay. et l'empereur
de bchoch. Ces trois empereurs envoient tous les ans
l'empereur tous vifs canes; gessant le et tres grant

LE GRAND KHAN A TABLE.

Miniature du manuscrit de la fin du XIV^e siècle, connu sous le nom de *Livre des Merveilles* et donné par le duc de Bourgogne Jean sans Peur à son oncle Jean de Berry, frère du roi Charles V. — Bibliothèque Nationale, Ms. franç. n° 2810 Cl. CATALA.

gnie de son père et de son oncle, ce « bachelier de dix-sept ans » (il n'était né qu'en 1254) traversa d'abord d'ouest en est le continent asiatique, depuis la mer Caspienne jusqu'à Cambaluc, par le Turkestan et le désert de Gobi. Puis, en qualité d'agent du grand khan K'oublai, dont il avait gagné les bonnes grâces, il parcourut pendant dix-sept ans une bonne partie des pays continentaux de l'Extrême Orient, le Tibet, l'Indochine et plusieurs provinces de la Chine méridionale ou *Manzi*. Quand, en 1291, avec l'autorisation du vieux K'oublai-Khan, Marco Polo, son père et son oncle s'éloignèrent de Cambaluc pour n'y plus revenir, c'est par mer qu'ils effectuèrent d'abord leur retour depuis le Cathay (la Chine), au long des côtes de l'Asie méridionale; puis, par la Perse et Constantinople, ils regagnèrent Venise en 1295.

Jamais, peut-être, sans les longueurs d'une captivité consécutive à une défaite navale subie par les Vénitiens en septembre 1296, au cours d'une des guerres qui jalonnent leur longue rivalité avec Gênes, Marco Polo n'eût écrit le récit de ses voyages. Quand il l'eut achevé, avec le concours de Rusticien de Pise, *Messer Million* — ainsi avait-on surnommé le Vénitien, parce que, en évoquant ses souvenirs du Cathay, il n'en supputait jamais les richesses que par millions — vit son *Livre des Merveilles du Monde* accueilli avec la plus grande faveur. A tous, cet ouvrage ne révélait-il pas les pays de l'Extrême Orient, connus de son auteur mieux que de personne? et ne donnait-il pas d'eux une description capable de surexciter des imaginations déjà portées par elles-mêmes à tout parer de merveilleux? Si, dans le troisième quart du XIV^e siècle, la révolte des Chinois contre leurs maîtres et la chute de la dynastie mongole amenèrent la fin des rapports qui, pendant plus de cent ans, avaient existé entre l'Occident et l'Extrême Orient, les récits de Marco Polo n'en continuèrent pas moins à frapper d'admiration leurs nombreux lecteurs: ils montrèrent aux découvreurs du siècle suivant un but vers lequel ne tardèrent pas à tendre les aspirations de nombre d'entre eux. Ils leur prouvèrent d'autre part que ce but pouvait être atteint par mer. On sait en effet comment les Poli sont venus, après avoir quitté Cambaluc, du Cathay en Perse: en contournant les rivages de l'Asie méridionale. Ainsi montrèrent-ils la fausseté de la théorie de Ptolémée qui faisait de la mer Érythrée — notre océan Indien — une mer fermée, bordée au sud par une terre qui partait du sud de l'Afrique pour rejoindre les côtes sud-orientales de l'Asie. Par les récits de Marco Polo fut donc détruite une grossière erreur géographique; par là fut supprimé un des obstacles qui interdisaient aux navigateurs du Moyen âge de songer à gagner les pays de l'Extrême Orient au long des rivages africains. Par contre, le *Livre des Merveilles* a contribué, sans d'ailleurs que son auteur y fût pour rien, à fausser les idées des savants de la fin du Moyen âge et leurs calculs des dimensions respectives des terres et des mers de notre planète. Lorsque, revenus des théories singulières de différents auteurs des siècles consécutifs aux invasions barbares, ils reprirent les idées des Anciens sur la sphéricité de la terre, les savants n'identifièrent pas la Sérique ou « pays de la soie » des auteurs classiques avec le Cathay de Marco Polo; ils la placèrent plus loin encore

de l'est. Ainsi se trouvèrent-ils donner à l'Asie, dans le sens de la latitude, des dimensions absolument exagérées; ainsi réduisirent-ils d'autant l'importance des étendues marines qui séparent les côtes occidentales de l'Europe des rivages opposés de l'Asie. Pour toutes ces raisons, l'histoire générale a le devoir de faire état du *Livre des Merveilles du Monde*, exactement comme la géographie, qui en estime hautement la valeur documentaire.

LES PREMIÈRES EXPLORATIONS DE LA « MER ATLANTIQUE ». — Vers le moment où se répandaient par tout



LA MORT DU PRÊTRE JEAN. — A la fin du XIV^e siècle, on se représentait le Prêtre Jean comme un puissant et vénérable souverain des régions reculées de l'Asie, analogue au Charlemagne des chansons de geste. — Bibliothèque Nationale; manuscrit français 2810. CL. CATALA.

l'Occident, grâce à l'ouvrage de Marco Polo, des données exactes sur les contrées les plus lointaines de l'Asie, de hardis marins, italiens, catalans ou normands, commençaient à s'écarter des rivages de l'océan Atlantique et à s'aventurer à quelque distance en haute mer. Déjà les Anciens avaient eu connaissance des îles Fortunées (les Canaries) et de quelques autres archipels situés au large des côtes occidentales de l'Afrique; des navigateurs, dont le plus souvent les noms sont tombés dans l'oubli, s'en sont mis en quête et les ont retrouvés au début du XIII^e siècle. Madère, Canaries, Açores, tous figurent en effet sur un portulan qui date de 1339, et l'on sait que Jean de Béthencourt et Gadifer de la Salle, deux Normands du pays de Caux, ont conquis et érigé en royaume, en 1402, l'archipel canarien. Mais là s'arrêta leur effort.

Sans doute, plus loin, devait-on rencontrer quelques-unes des terres dont l'imagination des cartographes a ensuite peuplé les solitudes de l'Atlantique, l'île de Saint-Brandan, Antilia; mais les légendes alors en cours ne permettaient pas aux navigateurs du temps de se lancer à la recherche de ces îles et de scruter les profondeurs de la « mer ténébreuse », non plus que de s'avancer au long des côtes de l'Afrique jusqu'à la zone torride. Celle-ci n'était-elle pas inhabitable, voire même inhabitable, à cause de son extrême chaleur? Cette considération explique l'arrêt que subirent très vite les explorations. Le soin jaloux avec lequel les navigateurs d'alors entendaient se réserver, à eux-mêmes et à leurs compatriotes, le bénéfice de leurs découvertes, eut ce résultat que la plupart des peuples européens ignorèrent l'existence de plusieurs des archipels africains de l'Atlantique nord. Aussi, au XV^e siècle, les Portugais en firent-ils vraiment la découverte une fois de plus; mais ils les retrouvèrent, cette fois, de façon définitive, si bien que dès ce moment ces terres sont entrées, comme les autres découvertes faites par les marins lusitaniens du temps, dans le domaine des connaissances positives.

LE ROYAUME DE PORTUGAL AU XV^e SIÈCLE. HENRI LE NAVIGATEUR. JEAN II. — On éprouve parfois quelque étonnement à penser qu'un petit État comme le Portugal a mené à bien, au XV^e siècle, l'œuvre considérable de la découverte des côtes du continent africain et de la route des Indes. Mais on ne saurait oublier que, précisément à cette époque, ce royaume venait d'entrer sous la dynastie d'Avis (qui régna de 1383 à 1580) dans une ère de prospérité. Déjà, grâce à ses souverains antérieurs, les princes de la dynastie « alphonsine », descendants du prince capétien Henri le Jeune (mort en 1114), le Portugal avait conquis son indépendance, enlevé aux Maures sa capitale, Lisbonne, atteint ses limites naturelles, mis en valeur ses plaines fertiles et commencé à comprendre quelles routes commerciales constituaient pour ses marins les espaces libres de cet Atlantique, par lequel, à l'ouest et au sud, sont baignés ses rivages. Jean I^{er} d'Avis avait confirmé ses sujets dans cette idée quand, après avoir assuré l'indépendance du Portugal par sa victoire d'Aljubarotta sur les Castillans, il avait poursuivi jusque par delà le détroit de Gibraltar la croisade contre les Infidèles et conduit ses compatriotes à l'assaut de la ville marocaine de Ceuta (1415). Toutefois, c'est surtout à un des fils puînés de ce souverain, à l'infant don Henri de Viséu, celui que nous appelons don Henri le Navigateur, que revient le mérite d'avoir définitivement orienté les Portugais dans la voie des découvertes maritimes.

Très jeune encore (il était né en 1394), don Henri de Viséu avait



VASCO DE GAMA (1469-1524). — Portrait conservé au musée de Lisbonne et exécuté par un artiste inconnu avant 1516, date de la mort du roi d'Aragon Ferdinand le Catholique, à qui ce portrait était destiné.



DÉPART DE CHRISTOPHE COLOMB, DE PALOS, LE 3 AOUT 1492. — Colomb prend congé des rois catholiques. Comparer ces navires du milieu du XVI^e siècle avec la reconstitution d'une caravelle donnée à la p. 15. (Scène de pure imagination insérée dans Théodore de Bry : *Americæ pars quarta*, Francfort, 1564.)

participé à la prise de Ceuta. Auprès des prisonniers, il s'était, après la victoire, minutieusement enquis des contrées lointaines d'où provenaient les esclaves noirs, les plumes d'autruche, la poudre d'or qu'on avait trouvés dans la ville — une des cités musulmanes les plus commerçantes de l'époque — et, dans les réponses qu'on lui avait faites, il avait cru trouver la confirmation des idées alors communément répandues sur la situation du royaume du Prêtre Jean. Depuis la diffusion des récits de Messer Million, on avait renoncé à chercher, en effet, les États de ce mystérieux potentat au fond de l'Asie, et on avait fini par les placer dans l'« Inde première », qui comprenait l'Arabie, l'Éthiopie et toute la région de la mer Rouge. Les Maures ne parlaient-ils pas d'un roi chrétien de l'Afrique lointaine, dont la renommée et la puissance étaient considérables ? Déjà, avant l'année 1415, on avait vu dans l'Éthiopie le siège de la domination du Prêtre Jean ; des renseignements imprécis et confus recueillis à Ceuta, le prince Henri crut pouvoir déduire autre chose. Par un côté, l'Empire du Prêtre Jean devait confiner à l'Atlantique ; aussi, au long de la côte occidentale de l'Afrique, découvrirait-on sans doute quelques contrées dépendantes de cet Empire, par où il serait possible de pénétrer jusqu'au puissant monarque avec lequel, depuis si longtemps, les princes de l'Occident désiraient entrer en relations. Dès lors, on pourrait se concerter avec lui et réaliser enfin le projet conçu par Innocent IV près de deux siècles auparavant : tandis que les Occidentaux inquiéteraient les Maures sur toutes leurs côtes, le Prêtre Jean lancerait contre eux ses Abyssins pour les prendre à revers. Ainsi on en finirait avec les Musulmans.

Il était naturel que l'idée de la croisade persistât chez les Portugais. Ne persistait-elle pas encore, au début du XV^e siècle, non loin de leur pays, dans cette Espagne où subsistait un dernier royaume maure, celui de Grenade ? C'était servir à la fois le catholicisme et le Portugal que de travailler à la destruction de l'Islam, non pas seulement dans la péninsule Ibérique, mais au Maghreb et partout ailleurs. Don Henri de Viséu se consacra tout entier à cette tâche, mais à sa manière. De l'extrême avancée du Portugal vers le sud-ouest, de ce cap Saint-Vincent où il s'était établi, en 1421, à Sagres, et où il avait groupé autour de lui des savants, des cosmographes et des marins, il ne cessa d'envoyer des expéditions à la découverte des côtes de l'Afrique et à la recherche du Prêtre Jean.

Avant même que le prince Henri se soit établi à Sagres, deux écuyers de sa maison ont prélué à la réalisation des desseins de leur maître en s'avancant jusqu'au cap Noun, sur les côtes du Sahara marocain, et en retrouvant l'île de Madère. Mais c'est seulement une fois formés par les savants groupés autour de l'Infant, et devenus moins inexpérimentés dans l'art nautique, que les pilotes portugais osent se risquer en pleine mer ; alors ils découvrent à leur tour l'archipel canarien, à la colonisation duquel ont renoncé les Espagnols depuis son abandon par les héritiers de Jean de Béthencourt. Un peu plus tard, au long de la côte saharienne, ils se risquent jusqu'au cap Bojador, sur lequel courent les légendes les plus terribles, et pour avoir osé le doubler en 1433, Gil Eanez est comparé à Hercule. Mais ce

succès, cette expérience, ne donnent pas encore confiance aux timides marins portugais. Vainement, l'Infant les presse-t-il. C'est très lentement que se poursuit la reconnaissance des rivages africains de l'Atlantique, entravée par le « préjugé de la zone torride », dans laquelle il s'agit maintenant de pénétrer ; c'est timidement que les pilotes du prince « navigateur » s'avancent d'abord jusqu'aux éblouissantes falaises du cap Blanc (1440), puis jusqu'à l'embouchure du Sénégal et jusqu'au cap Vert (1445), dont le nom témoigne de la surprise éprouvée par les découvreurs en voyant un bouquet d'arbres émerger, sous le ciel des tropiques, de la fastidieuse aridité des sables des rivages. Quand des découvertes ultérieures (celle de l'archipel du Cap-Vert, celle des Rivières du Sud) leur eurent pleinement démontré que l'homme vivait au sud du tropique du Cancer et que les eaux de la mer n'y étaient pas bouillantes, les Portugais, d'ailleurs aguerris par un quart de siècle de navigation, devinrent plus hardis. Si, avant de mourir en 1463, il ne put pas entrer en relations avec le Prêtre Jean, du moins don Henri de Viséu eut-il la joie de voir achevée la reconnaissance des rivages continentaux et insulaires de l'Afrique jusqu'au golfe de Guinée.

Alphonse V, qui régnait alors en Portugal, nourrissait d'autres visées ; il s'intéressait surtout aux affaires du Maroc et à celles de la Castille ; il voulait tirer parti du morcellement de l'Empire mérinide à son déclin pour conquérir le Maroc et rêvait d'unir la couronne de Castille à celle qu'il portait déjà sur sa tête. Peu lui importait, par conséquent, le Prêtre Jean. Après sa mort (1481), son successeur Jean II, le « Seigneur de Guinée », reprit au contraire avec ardeur les projets de Henri le Navigateur, qu'avaient d'ailleurs poursuivis les traitants portugais, depuis 1463, au long des « plages éloignées du sud ». Non content d'envoyer Pierre de Covilham et Alonzo de Paiva en Égypte pour, de là, pénétrer en Éthiopie et entrer en relations avec le Prêtre Jean, il reprit bientôt avec la plus grande activité l'exploration du littoral africain. C'est que les renseignements recueillis sur place par Covilham, et dans l'Inde, sur la côte de Malabar, et au long des rivages occidentaux de la mer des Indes, avaient ouvert au roi Jean II des perspectives toutes nouvelles : grâce à eux, ce souverain avait distingué les véritables Indes et celles du Prêtre Jean. Il avait en outre commencé de se préoccuper de ce commerce des épices, dont les progrès de la conquête turque au cours du XV^e siècle avaient rendu le trafic de plus en plus difficile par les routes traditionnellement suivies depuis l'antiquité ; il avait compris l'importance de la découverte d'une route maritime conduisant aux Indes des épices et assurant, sans souci des vicissitudes politiques de l'Orient méditerranéen, l'écoulement des précieuses denrées vers l'ouest.

DIEGO CAM, BARTHELEMY DIAZ ET VASCO DE GAMA. — De là, ces explorations consécutives de Diego Cam et de Barthélemy Diaz, qui mènent en quatre ans, de 1485 à 1488, les *descobridores* portugais, de l'embouchure du Zaïre ou Congo jusqu'à la baie d'Algoa, dans la mer des Indes, à l'est de la pointe la plus avancée de l'Afrique vers le sud ; de là aussi le nom de « cap de Bonne-Espérance » substitué par Jean II lui-même à celui de « cap des Tempêtes ». De fait, dix ans plus tard, sous Emmanuel le Fortuné, les desseins et les espoirs de Jean II étaient complètement réalisés, grâce au célèbre voyage qu'exécuta Vasco de Gama. Parti le 8 juillet 1497 du port de Rastello, il doubla le cap de Bonne-Espérance, mouilla devant l'île de Moçambique, puis devant la cité de Monbaça, sur la côte de Zanguebar, et il entra le 15 avril 1498 dans ce port de Malindi (Mélinde), jusqu'où naguère était parvenu Covilham. Camoëns a eu raison de chanter peu après, dès le XVI^e siècle, dans ses *Lusiades*, ce voyage considérable, qui couronnait des efforts patiemment poursuivis depuis plus de trois quarts de siècle et qui ouvrait, à l'activité européenne, des pays dont, seuls, de très rares voyageurs avaient encore visité quelques parties.

Aussitôt, de véritables flottes reprennent la route que vient de suivre l'« amiral de la mer des Indes » et poussent plus loin encore leurs explorations. Déjà, à son retour des Indes (1498-1499), Vasco de Gama avait touché à Magadoxo et à Zanzibar, vérifiant ainsi sur d'autres points des côtes orientales de l'Afrique, au nord de Mélinde, l'exactitude des renseignements fournis par Covilham. Après lui, tandis que les uns découvrent Madagascar (Diogô Diaz dès 1500), les autres poussent jusqu'au détroit de Malacca (Lopez de Sequeira en 1509), puis, à travers le complexe de terres, de récifs et de détroits des îles de la Sonde, jusqu'à Java et jusqu'aux Moluques (1513), et, à travers les mers de Chine, jusqu'à Canton (1517), jusqu'à Pékin (1520), jusqu'au Japon (1530). En un siècle de laborieux efforts, par conséquent, les Portugais avaient mené à bien, par mer, la reconnaissance de toutes les côtes méridionales de l'Ancien Monde, depuis Lisbonne, leur grande base de l'estuaire du Tage, sur l'Atlantique, jusqu'à ces rivages opposés de l'Asie que baigne le Pacifique.

CHRISTOPHE COLOMB. — Tandis que les Portugais accomplissaient cette œuvre admirable et, en même temps, fondaient sur les bords africains de l'Atlantique et dans la mer des Indes un grand Empire colonial, le Génois Christophe Colomb s'était résolument lancé sur les flots des mers qui battent les côtes occidentales de l'Europe et de l'Afrique, et avait, pour le compte des rois catholiques de Castille et d'Aragon, découvert le Nouveau Monde.

On a beaucoup écrit sur les premières années de Christophe Colomb et sur la genèse de son grand dessein. Il suffira de dire ici que ce Génois de très modeste extraction naquit en 1451, qu'il était encore tisserand à Savone en 1473 et qu'il n'a commencé de voyager qu'en 1474. La Méditerranée et peut-être les mers des Flandres et d'Angleterre, voilà les seules étendues marines parcourues par lui quand, au Portugal, vers 1480, dans une atmosphère tout enfiévrée, même sous Alphonse V, d'expéditions et de découvertes lointaines, il conçut la première idée du projet qu'il devait réaliser par la suite. Des voyages — fort mal connus — sur les côtes occidentales de l'Afrique lui permirent tôt après de recueillir d'intéressantes indications sur l'existence de terres occidentales qui n'étaient pas encore découvertes ; celles-ci le confirmèrent dans des idées à l'éclosion ou au développement desquelles dut contribuer la lecture du *Tableau du Monde* du cardinal Pierre d'Ailly, mais où, quoi qu'on en ait dit, le savant florentin Paolo Toscanelli n'est pour rien. Le roi de Portugal Jean II, puis la reine Isabelle de Castille connurent successivement les idées de Colomb, l'un vers 1484 et l'autre deux ans plus tard ; mais c'est seulement au début de 1492, après de longues et multiples péripéties de toutes sortes, que le Génois vit son projet adopté par la grande souveraine.

LES PROJETS DE COLOMB ET LES PRÉOCCUPATIONS DE L'ÉPOQUE. — Aux deux commissions royales qui eurent successivement à se prononcer sur la valeur des projets de Colomb, on a souvent reproché avec amertume de les avoir rejetés. On oublie trop que le futur découvreur ne parlait jamais de ses projets qu'avec une grande circonspection et de façon très peu précise ; d'autre part, les idées scientifiques reçues à l'époque permettaient difficilement de croire à l'existence de grandes terres en plein océan inconnu, entre les côtes occidentales de l'Europe et celles du Cipangu et du Cathay. Comment, dès lors, peut-on s'en prendre aux savants de Salamanque ? Et comment, d'autre part, peut-on reprocher aux rois catholiques d'avoir fait attendre Colomb pendant plusieurs années ? C'est seulement après l'achèvement de la croisade intérieure, autrement dit après la destruction totale de la puissance territoriale des Maures en Espagne, après la conquête de Grenade, qu'ils pouvaient consentir à s'occuper de quelque entreprise lointaine. Or, c'est ce qu'ils ont fait. Quelques semaines à peine après la chute de la capitale de Boabdil (les rois catholiques y entrèrent le 6 janvier 1492), Isabelle accédait à toutes les demandes de Colomb (début de février). Six mois plus tard, celui-ci, confirmé dans ses idées par de nombreux renseignements recueillis auprès des marins de Palos et de Moguer, tout proches de ce couvent de la Rabida, dont les chefs étaient ses principaux appuis, s'éloignait des côtes d'Espagne et disparaissait à l'ouest dans les profondeurs inconnues de l'Atlantique (3 août 1492).

OBJET ET SUCCÈS DU PREMIER VOYAGE. — Colomb le faisait ayant un but nettement déterminé : il voulait retrouver, bien loin dans le Ponant, une île jusqu'alors inconnue à laquelle, à en croire Las Casas, était parvenu précédemment un pilote qui, avant de mourir, avait confié à Colomb, — par qui il avait été recueilli et soigné, — le secret de sa découverte et la carte marine sur laquelle il l'avait reportée. Avec quelques-uns de ces nouveaux navires de haut bord, plus légers, mieux mâtés, mieux grésés et plus rapides que les nefs du Moyen âge, ces *caravelles* qui avaient déjà fait leurs preuves au long des côtes de l'Afrique occidentale, Colomb parvint, non sans peine, à réaliser son plan. Dans la nuit du 11 au 12 octobre 1492, un peu plus de deux mois après son départ de Palos, il eut la joie d'arriver devant la petite île de San Salvador ; c'est très probablement Guanahani ou Watling, la plus orientale des Lucayes au nord du tropique du Cancer.

Les plus belles des Grandes Antilles, Cuba, Haïti (l'île espagnole), furent tôt après découvertes par l'heureux Génois, qui s'empessa d'occuper la seconde. Et ainsi Christophe Colomb put dès lors

Epistola Christofori Colom: cui etas nostra multū debet: de Insulis Indie supra Gangem nuper inuētis. Ad quas pergren- das octauo antea mense auspiciis et ere inuictissimorū Fernādi et Belisabet Hispaniarū Regū missus fuerat: ad magnificum dñm Gabrielem Sanchis eorundē serenissimorū Regum Tēsaurariū missa: quā nobilis ac litteratus vir Leander de Cosco ab Hispano idiomate in latinum cōuertit tertio kal's Maii. M. cccc. xciii Pontificatus Alexandri Sexti Anno primo.

Quoniam suscepta prouintie rem perfectam me psecutum fuisse gratum tibi fore scio: has constitui exarare: que te vniuscuiusq; rei in hoc nostro itinere geste inuenteq; admoneant: Tricesimotertio die postq; Gadibus discessi in mare Indicū perueni: vbi plurimas insulas innumeris habitatas hominibus repperi: quarum omnium pro felicissimo Rege nostro

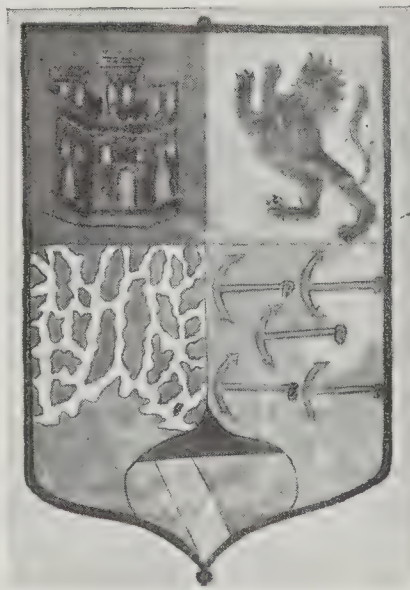
COMMENCEMENT de la lettre latine racontant la découverte de Christophe Colomb. — Dès 1493 ont paru deux récits du voyage de 1492, l'un en espagnol, l'autre en latin, traduction du précédent. Voici, en français, le titre de la lettre latine : « Lettre de Christophe Colomb, à qui notre époque doit beaucoup, sur les îles de l'Inde au-dessus du Gange qu'il a récemment découvertes, et à la recherche desquelles il avait été envoyé il y a huit mois sous les auspices et aux frais des très invincibles rois des Espagnes Ferdinand et Isabelle, au magnifique seigneur Gabriel Sanchez, trésorier des mêmes sérénissimes rois. Le noble et lettré Léandro de Cosco l'a traduite de l'espagnol en latin le 3 des calendes de mai 1493, l'an I du pontificat d'Alexandre VI. »

se targuer légitimement d'avoir, comme ne tarda pas à le dire sa devise, « donné un Nouveau Monde à l'Espagne ».

COLOMB EST LE VRAI DÉCOUVREUR DE L'AMÉRIQUE. — Est-ce à dire que Colomb a vraiment été, dans toute la force du terme, le premier découvreur de l'Amérique ? Non, certes. Sans parler du pilote inconnu dont Las Casas a raconté l'histoire, et bien avant lui, des Scandinaves ou Normands étaient, dès le XI^e siècle, parvenus par l'Islande jusqu'au Groenland et même, de là, jusqu'au Labrador et à l'estuaire du Saint-Laurent, sinon plus au sud ; jusqu'au début du XIV^e siècle, de petites colonies scandinaves s'étaient maintenues sur les côtes de la « terre verte » et, au point de vue religieux, celles-ci avaient relevé de l'évêché de Trondhjem. Mais le souvenir de ces relations n'avait pas tardé à s'effacer. Aussi convient-il de voir dans Christophe Colomb, en définitive, le véritable découvreur du Nouveau Monde, « parce que, a très justement dit A. Himly, c'est lui qui, le 12 octobre 1492, au matin, l'a introduit dans la communauté civilisée ».

On est par contre en droit de reprocher au grand Génois d'avoir lui-même, et de plein gré, réduit très vite l'importance de sa découverte. Colomb n'était nullement un savant, quoi qu'on ait pu dire ; induit en erreur par les lectures qu'il fit au retour de son premier voyage, il ne tarda pas à tenir pour impossible l'interposition d'un vaste continent entre les côtes occidentales de l'Europe et les rivages orientaux de l'Asie. Dès lors, il abandonna sa première idée, qui était conforme à la réalité, pour voir dans les îles découvertes par lui une partie de cet archipel du Japon, auquel Marco Polo avait donné naguère le nom de *Cipangu*. De là l'emploi de l'expression d'*Indes occidentales* pour désigner les « terres neuves » ; de là le nom d'*Indiens* donné à ses habitants. A sa mort, Colomb persistait encore dans cette erreur ; mais un certain nombre de savants entrevoyaient déjà la vérité, que ne tarda pas à populariser l'appellation d'*Amérique* donnée très vite à l'ensemble continental et insulaire dans lequel les géographes de la Renaissance avaient vu presque tout de suite la « quarte partie du monde ».

LES DERNIERS VOYAGES DE COLOMB. DÉCOUVERTES DE SES COMPAGNONS. — De cet ensemble de terres, Colomb avait puissamment contribué à accroître la connaissance au cours de ses trois derniers voyages, de ceux qu'il entreprit, non plus pour chercher un monde nouveau, mais pour atteindre (disait-il) le Levant par le Ponant. Il avait achevé de découvrir les Antilles (2^e voyage, 1495-1496),



ARMES DE CHRISTOPHE COLOMB, d'après le recueil des cédulas et privilèges accordés au grand Génois par les rois catholiques, et dont la copie légalisée, faite en 1502 et dite « Cartulaire de Colomb », est conservée au ministère des Affaires étrangères de Paris.



PARTIE AMÉRICAINE DE LA MAPPEMONDE DE JUAN DE LA COSA. — Juan de la Cosa, pilote et cosmographe du temps de Colomb, accompagna celui-ci dans son premier voyage, ce fut de 1492. Il est mort en 1510 après avoir dessiné un planisphère figurant les découvertes accomplies par Colomb et ses premiers collaborateurs. Le fond de la mer des Antilles, qui n'était pas encore connu lors de la confection de la carte, est remplacé par une image de saint Christophe.

touché la « terre ferme » elle-même au delta de l'Orénoque, aux abords de la Trinidad (3^e voyage, 1498-1500), et enfin (4^e voyage, 1502-1504) exploré les rivages du Centre-Amérique entre le Honduras et le golfe de Darien. Mais, très vite, d'autres avaient travaillé de leur côté à dérouler l'écheveau de fil que Colomb lui-même avait commencé à dévider.

Ce furent d'abord des compagnons et même, parfois, jusqu'à un certain point, des émules du grand découvreur : Alonso de Hojeda, Alonso Niño, Diego de Lepe et bien d'autres. Parmi eux, plusieurs s'imposent particulièrement à l'attention. Le pilote Juan de la Cosa est l'auteur d'une carte sur laquelle sont tracés de façon tout à fait remarquable les résultats des découvertes antérieures à l'an 1500. Au cours de ses différents voyages, Améric Vespuce n'a pas seulement suivi toutes les côtes septentrionales du continent sud-américain depuis le fond du golfe de Darien jusqu'aux bouches de l'Orénoque ; plus au sud, il a constaté l'existence d'une grande terre continentale qu'il a crue distincte de la précédente ; aussi son nom a-t-il été attribué à cette terre dès 1507, avant d'être appliqué par la suite à tout l'ensemble du Nouveau Monde. Le premier enfin, Vincente Yañez Pinson a découvert l'estuaire du fleuve des Amazones et le cap Saint-Augustin, trois mois avant que le Portugais Alvarez Cabral, parti de Lisbonne pour les Indes orientales, eût été porté par les courants marins jusque sur les rivages du Brésil (1500).

LA SECONDE GÉNÉRATION DE DÉCOUVREURS.

— Une seconde génération de découvreurs n'a pas tardé à succéder à celle des compagnons de Colomb, avec l'ambition de poursuivre l'œuvre si bien commencée. Diaz de Solis a, dès 1516, découvert le grand estuaire du Rio de la Plata. Auparavant, Ponce de Léon, en quête d'une nouvelle fontaine de Jouvence, avait planté l'étendard espagnol en terre de Floride (1512). L'année suivante, Vasco Nuñez de Balboa avait franchi les hautes montagnes de l'isthme de Panama et vu, lui premier de tous les Européens, les flots de la « mer du Sud », c'est-à-dire du grand Océan, baigner les côtes américaines. Toutefois, le renom de tous ces *conquistadores* pâlit devant celui du Portugais Fernand de Magellan qui, après être passé

au service de l'Espagne, entreprit de gagner les Moluques, ou îles des Épices, par la voie de l'ouest.

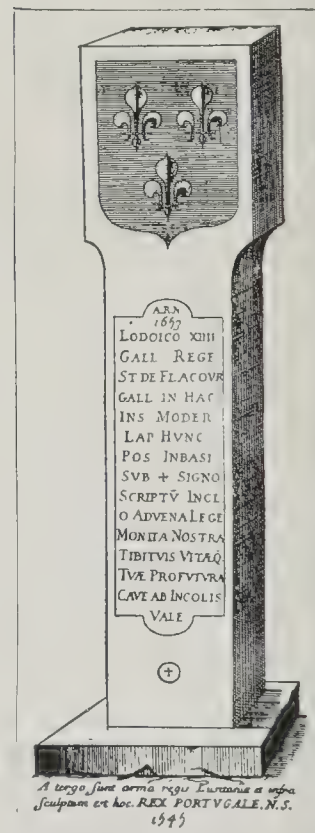
LE PREMIER VOYAGE AUTOUR DU MONDE. — Parti du port andalou de San Lucar en septembre 1519, Magellan descendit d'abord toute la côte orientale de l'Amérique du Sud jusqu'à l'entrée du détroit qui porte aujourd'hui son nom, puis il s'y engagea. Une fois sorti de ce long et étroit couloir, il cingla droit au nord-ouest, à travers les solitudes de l'océan Pacifique, dans la direction des Philippines, et il y parvint sans encombre. Si le grand navigateur y trouva la mort (dans l'île de Cebu, avril 1521), du moins avait-il mené à bien son dessein ; son compagnon, Sébastien del Cano, n'eut plus qu'à conduire à son point de départ, par la voie du cap de Bonne-Espérance, le *Vittoria*, le premier navire qui ait accompli le tour du monde (septembre 1522). Ainsi fut réalisé le programme que s'était, depuis 1493, proposé Christophe Colomb ; ainsi furent atteints, en naviguant d'est en ouest, les rivages et les royaumes de l'Asie extrême orientale ; ainsi disparut l'hiatus qui, depuis la fin du XV^e siècle, existait entre les découvertes des Portugais et celles des Espagnols.

PARTICIPATION DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE AUX GRANDES DÉCOUVERTES. — Si, grâce à leur situation géographique sur l'Atlantique, à l'extrême occident de l'Europe, tout près des côtes africaines et en face des rivages opposés du Nouveau Monde ; si, grâce à nombre d'autres circonstances, les peuples de la péninsule Ibérique ont réalisé la majeure partie des grandes découvertes, d'autres peuples y ont cependant participé, mais dans une faible mesure. Dès la fin du XV^e siècle, un Vénitien passé au service de l'Angleterre, Jean Cabot, parvint, en avant de l'estuaire du Saint-Laurent, jusqu'à l'île de Terre-Neuve où peut-être des pêcheurs normands, bretons et basques l'avaient devancé ; où, dans tous les cas, ils parurent aussitôt après. Puis ce fut, à la fin du premier quart du XVI^e siècle, le tour d'un pilote italien au service de la France : Jean Verrazano longea alors les rivages des États-Unis, quelque dix ans avant que le Malouin Jacques Cartier pénétrât, en 1534, dans cet estuaire du Saint-Laurent, dont les Cortereal, des Portugais, avaient déterminé l'extrémité septentrionale, quand, dès 1500, ils étaient arrivés au Labrador. Alors fut accomplie, au nord du continent américain jusqu'aux abords des terres polaires arctiques, comme au sud jusqu'au détroit de Magellan, l'œuvre de reconnaissance sommaire des rivages de l'Atlantique.

IV. CONSÉQUENCES DES GRANDES DÉCOUVERTES DÉBUTS DE LA COLONISATION MODERNE

Il ne faut pas croire que le bien de la chrétienté ait été le seul mobile des découvertes géographiques. Si l'idée de la croisade et d'une alliance avec le Prêtre Jean contre les Musulmans se trouve à la base des navigations africaines dirigées de Sagres par don Henri de Viseu, si le souci du salut des infidèles des terres inconnues de l'Atlantique semble avoir suffi pour décider Isabelle la Catholique à subvenir aux frais du voyage de Colomb en 1492, d'autres préoccupations ne tardèrent pas à surgir à côté de ces nobles motifs : projets de conquête, soif de lucre, désir d'exploiter les richesses des régions découvertes. Ces idées sont manifestes chez Jean II de Portugal et chez Ferdinand d'Aragon, le mari d'Isabelle ; pour les réaliser, il fallait s'établir sur le littoral de ces mêmes régions.

LES PREMIERS COMPTOIRS PORTUGAIS. — Voilà ce que les Portugais se mirent à faire de très bonne



PADRON PORTUGAIS. — Cette colonne, érigée dans le sud de Madagascar par les Portugais en 1545, portait, du côté opposé à celui que représente la vieille gravure ici reproduite, les armes du Portugal et une brève inscription. Elle était encore debout en 1653. Flacourt y fit alors graver les armes de France et l'inscription commémorant son passage au même endroit (Flacourt, *Histoire de la grande Isle Madagascar*, 1658).

heure. Au Maroc, puis au long des côtes de la Guinée, ils fondèrent un certain nombre de postes, mi-comptoirs, mi-fortereses, comme les fondouks européens des villes du Levant, comme les établissements des Hanséates dans les pays scandinaves. Ainsi pouvaient-ils, sinon coloniser les pays neufs, du moins en tenir les points qui leur semblaient, tout à la fois, les meilleurs au point de vue nautique et les plus propices au trafic avec les indigènes. Avec des *padrons* de pierre, ces postes furent les marques visibles de leur domination : marques vivantes celles-là, repères fixes sur une côte mal connue, escales au long d'une interminable route, entrepôts pour les marchandises européennes comme pour celles de la contrée même et, à l'occasion, refuges assurés contre les éléments et contre les hommes. Une fois le cap de Bonne-Espérance dépassé par Barthélemy Diaz et connus les précieux rapports de Covilham, les Portugais agissent avec plus d'assurance et plus d'audace. Stimulés par la grande découverte de Colomb et garantis par le traité de Tordesillas de 1494, après plusieurs autres, dans le monopole de leurs découvertes et de leurs conquêtes, ils ne se bornent plus à risquer un ou deux pauvres navires sur les mers inconnues ou lointaines ; ils y lancent de véritables flottes, ils signent des traités, ils achètent des terres ; ils ne craignent plus d'entrer en conflit avec les indigènes, courent sus aux mécréants qui se rendent en pèlerinage à La Mecque et veulent se réserver le monopole du commerce maritime, qu'ils prétendent détourner de sa voie traditionnelle de la mer Rouge et de l'isthme de Suez. Voilà ce que fait Vasco de Gama dès 1502, au cours de son second voyage. Mais ainsi nuit-il à la fois aux négociants et aux pilotes arabes de la mer des Indes, au sultan d'Égypte et à la sérénissime république de Venise, dont les navires transportent à travers la Méditerranée, depuis Alexandrie, les épices et autres marchandises venues des différentes parties des Indes.



DÉBARQUEMENT DES ESPAGNOLS AU NOUVEAU MONDE. — Tandis que quelques soldats dressent une croix sur un promontoire, d'autres reçoivent les objets ciselés et orfèvres, présents que leur apporte une troupe d'indigènes. Ceux-ci sont entièrement nus, et c'est ainsi que les décrit Colomb. Des soldats débarquent ou vont débarquer. L'artiste ne s'est aucunement soucié du type ethnique des Indiens (Th. de Bry, *Americæ pars quarta*, Francfort, 1564).

L'ŒUVRE CONQUÉRANTE. — ALBUQUERQUE. — Très vite, une coalition se forme contre la domination portugaise.

Peut-être, en dépit des succès remportés par François d'Almeida et des exploits d'Édouard Pacheco, l'« Achille portugais », celle-ci, à peine établie dans l'Inde, n'eut-elle pas réussi à s'y maintenir. Mais, tandis que Venise, obligée de défendre dans les plaines du Pô sa propre existence contre les armées françaises de Louis XII (1), renonçait à faire passer dans la mer Rouge des subsides et du matériel de guerre, des soldats et des officiers, Emmanuel II avait la bonne fortune de trouver dans Alphonse d'Albuquerque, le « Mars portugais », le chef audacieux et énergique dont il avait besoin pour imposer sa volonté à ses ennemis.

Arrivé dans l'Inde dès 1503, Albuquerque conquiert successivement pour son souverain toutes les clefs de la mer des Indes : Ormuz, à l'entrée du golfe Persique, dès 1506 ; Malacca en 1511 ; l'île de Socotora, qui surveille le golfe d'Aden et, par suite, le golfe Arabique, en 1513. Dès lors, rien n'empêchait plus les Portugais de diriger à leur gré vers le cap de Bonne-Espérance et Lisbonne le courant commercial parti de l'Extrême Orient qui, jusqu'alors, gagnait l'Occident par les routes classiques : golfe Persique, Mésopotamie et Échelles de la côte syrienne, ou mer Rouge, Suez et Alexandrie. Ils le firent avec un tel succès que Lisbonne ne tarda pas à devenir, pour un temps, le grand entrepôt ou, comme on l'a dit très heureusement, le « comptoir de gros » des marchandises de l'Extrême Orient.

FRAGILITÉ DE L'EMPIRE PORTUGAIS. — Mais l'Empire construit ainsi par Alphonse d'Albuquerque tout au long des rivages de la mer des Indes, cet Empire dont Goa était la capitale, avait été trop rapidement élevé pour être bien solide. Il était par ailleurs trop étendu pour que la métropole pût, avec sa population restreinte, pourvoir de manière suffisante à sa défense. Enfin les Portugais, s'ils savaient exploiter les indigènes des pays soumis par eux, ignoraient l'art de se les attacher ; leur domination, qu'ils eussent dû s'efforcer à rendre

légère, était, au contraire, tyrannique et oppressive et soulevait contre eux les populations subjuguées. Aussi, de très bonne heure, les Indiens se révoltèrent-ils et, dès le lendemain de la disgrâce du grand Albuquerque (1515), la fragilité de cet Empire sans profondeur et tout en bordure, développé sur plus de 20 000 kilomètres de côtes, devenait-elle absolument manifeste.

Les vice-rois qui succédèrent au « Mars portugais » parvinrent néanmoins, pendant quelque temps, à maintenir sous leur autorité l'énorme édifice bâti en moins de vingt ans par leur prédécesseur ; mais au début du XVII^e siècle, lorsque le Portugal affranchi de la domination espagnole voulut assurer à nouveau son autorité sur ses anciennes possessions asiatiques, les rébellions des indigènes unies aux attaques des « rouliers des mers » amenèrent très vite la ruine totale de son Empire d'Asie. Dès lors, c'est sur le seul Nouveau Monde, sur cette « terre de la Sainte-Croix » dont Alvarez Cabral avait pris possession en 1500 au nom de son souverain, c'est sur le Brésil délaissé auparavant par eux que les Portugais ont concentré leurs efforts ; ils y firent une œuvre vraiment coloniale, ils y créèrent un nouvel Empire que, cette fois, ils marquèrent de leur empreinte.

LES PREMIERS ÉTABLISSEMENTS DES ESPAGNOLS AU NOUVEAU MONDE. — A l'époque où Albuquerque créait le premier Empire colonial portugais, celui d'Asie, les Espagnols n'en étaient encore, au Nouveau Monde, qu'à la période de reconnaissance des rivages. Sans doute avaient-ils déjà, comme naguère les Portugais au long de la côte d'Afrique, fondé quelques établissements fortifiés soit aux Antilles, soit sur la « terre ferme » ; sans doute aussi, avides de métaux précieux comme ils l'étaient, avaient-ils commencé d'assujettir les paisibles et doux Taïnos de l'archipel antillien au dur travail des mines ; mais leur domination demeurait encore en l'air et n'était pas assise sur des bases solides. Aux vainqueurs des Aztèques et des Quichuas revient le mérite de l'avoir établie sur les plateaux du Mexique et des Andes.



PORTRAIT du « Grand » Alphonse d'Albuquerque, le « Mars portugais ». — Miniature tirée d'un manuscrit du British Museum.

(1) Victoire de Gaston de Foix à Agnadel (mai 1509).

CORTEZ AU MEXIQUE. — Au cours d'une exploration menée par lui en



INDIENS PÊCHEURS DE PERLES DU GOLFE DE PARIA (mer des Antilles). — A côté de détails plus ou moins fantaisistes, cette gravure en contient d'autres intéressants : tel le village palissadé situé au milieu de l'île représentée aux derniers plans (Théodore de Bry, *Americæ pars quarta*, Francfort, 1564).

1518 au fond du golfe du Mexique, un des nombreux chefs d'aventuriers espagnols qui poursuivaient alors la reconnaissance des côtes du Nouveau Monde, Juan de Grijalva, avait recueilli des informations multiples et précises sur l'existence de peuples riches et civilisés. Aussitôt Velasquez, le gouverneur de Cuba, de confier la mission de soumettre ces peuples à un de ses jeunes lieutenants, Hernan Cortez. Dès le début de 1519, celui-ci avait monté son expédition et cinglait vers l'ouest, puis longeait la côte du Mexique jusqu'à Cullua (notre Saint-Jean-d'Ulloa) et entrait en relations avec le souverain des Aztèques établis sur le plateau, Montezuma. Celui-ci, voyant en Cortez une personnification de son dieu Quetzalcoatl, s'empessa de lui offrir des honneurs et des présents ; mais pouvaient-ils s'en tenir pour satisfaits, ces aventuriers avides de conquêtes et de richesses, stimulés d'ailleurs par les populations côtières qui, pour ne pas être soumises aux Aztèques comme les gens du plateau d'Anahuac, n'en souffraient pas moins de leur amour de la guerre et du sang ? Jetant donc ses vaisseaux au rivage pour se fermer toute retraite, Cortez quitta les « terres chaudes » pour s'élever par les pentes du plateau, par les « terres tempérées », jusqu'aux « terres froides ». Par Cholula et Tlaxcala, il se dirigea vers Mexico, la capitale de Montezuma, le neuvième roi aztèque, et, en novembre 1519, il pénétra dans cette ville. Tôt après, il se saisissait de ce souverain et en faisait un otage, sinon même un vrai prisonnier.

Point n'est besoin d'avoir lu les rapports adressés par Cortez au roi d'Espagne Carlos I^{er}, à l'empereur Charles-Quint, ni l'*Histoire véridique* de Bernal Diaz del Castillo, pour savoir ce qui se passa ensuite. S'il triompha aisément des Espagnols envoyés contre lui par Velasquez jaloux de ses succès, Cortez eut par contre beaucoup de peine à venir à bout des Aztèques, révoltés par les maladresses et les cruautés des nouveaux venus. Il fut d'abord vaincu et dut, après un terrible combat de rues, évacuer Mexico pendant la *nuit triste* (juillet 1520) par une des chaussées qui reliaient à la terre ferme les îles du lac de Texcoco sur lesquelles cette capitale est bâtie. Il ne put rentrer en vainqueur à Mexico qu'en juillet 1521.

Organiser la conquête, — la « Nouvelle-Espagne », comme on dit dès lors —, y panser les maux de la guerre, y pratiquer une vraie politique de colonisation en y fondant des colonies de Castillans tout en menant des expéditions nouvelles jusque sur la côte occidentale du Mexique et en Californie, voilà ce que fit alors Cortez. Un de ses lieutenants, Vasquez de Coronado, poussa même bientôt plus au nord, jusque chez les Indiens Pueblos (1542-1544), de hardies reconnaissances, tandis que d'autres conquistadores soumettaient à l'Espagne les populations organisées et civilisées des diverses parties du Centre-Amérique jusqu'à l'isthme de Darien.

PIZARRE ET ALMAGRO SUR LES PLATEAUX DES ANDES. — Avant même que Grijalva eût entendu parler des Aztèques, les Espagnols connaissaient l'existence d'un autre Empire indigène, très riche et très puissant. Dès 1513, en effet, Nuñez

de Balboa avait recueilli sur lui, lors de son arrivée sur les rives de la mer du Sud, des renseignements précis. Il eût voulu en tirer parti, mais la jalousie de son chef, Pedro Arias de Avila, ne le lui permit pas. Après sa mort (1517), un de ses compagnons, François Pizarre, reprit son projet. Du port de Panama, fondé en 1518 sur la « mer Pacifique », il commença par vérifier l'exactitude des dires des Indiens des côtes occidentales du Darien, puis il obtint de Charles-Quint la commission de capitaine général du pays à conquérir et, à son retour au Nouveau Monde, organisa, avec le concours de son associé Almagro et de ses propres frères, l'expédition à laquelle il songeait depuis 1524.

À ce moment précis, c'est-à-dire au début de 1532, le *Piru* — de là est venu le nom de *Pérou* — traversait une crise. De cet Empire à la civilisation relativement avancée — on le verra un peu plus loin — qui s'étendait sur les pentes et sur les tables des hauts plateaux des Andes, sur les territoires actuels de l'Écuador, du Pérou, de la Bolivie et du nord du Chili, et dont les chefs obéissaient à un chef suprême de la caste des Incas, deux frères se disputaient le sceptre. À peine débarqués sur la côte péruvienne, les Espagnols se virent appelés à l'aide du moins fort ; rien ne pouvait mieux servir leurs desseins. Gravissant donc à leur tour les pentes des hauts plateaux, comme Cortez l'avait fait au Mexique quatorze ans auparavant, ils pénétrèrent d'ouest en est (et non plus d'est en ouest), ou plutôt du nord-ouest au sud-est, loin dans l'intérieur du pays, jusqu'en plein cœur de la Bolivie ; ils y firent prisonnier en abusant de son ignorance, rançonnèrent, puis finalement tuèrent l'empereur inca Atahualpa et s'emparèrent de sa capitale, Cuzco, à la fin de 1532. Mais les excès des aventuriers sans foi ni loi qu'étaient, en fait, les conquistadores du Piru, provoquèrent de la part des Quichuas-Aymaras une révolte désespérée. Pour la dompter, Pizarre ne se contenta pas de terribles représailles (massacre de la population de Quito en 1533) ; il fonda sur les pentes des Andes, dans la vallée du Rimac, non loin de la mer, la ville de Lima, laissant loin dans le sud-est, à Cuzco, pour donner satisfaction aux indigènes, un fantôme d'empereur, Manco-Capac, qui fut le dernier Inca.

Cependant Almagro, qui fut durant tout le cours de cette histoire dupé par Pizarre, partait pour la Nouvelle-Tolède, c'est-à-dire pour les pays situés plus au sud, dont il était chargé de faire la conquête. Il traversa d'abord les hauts plateaux, si rudes, de la Bolivie méridionale, puis pénétra dans le pays chilien jusqu'au delà de Coquimbo. Une révolte des Indiens, si opiniâtres et si courageux, qu'il avait cru soumettre, contraignit très vite Almagro de rebrousser chemin et de rentrer sur le territoire que gouvernait Pizarre. Or, précisément, un nouveau soulèvement des populations indigènes venait d'y bloquer les Espagnols dans Cuzco et dans Lima. En dégageant Cuzco, Almagro permit à ses compatriotes de se tirer de ce mauvais pas à leur honneur ; mais comme il paya cher le service éminent qu'il venait de rendre à Pizarre ! Celui-ci, pour exclure définitivement son associé des bénéfices de la conquête de l'Empire des Incas, fit égorger Almagro sans jugement, excitant ainsi contre lui-même les haines des compagnons de cet aventurier, qui finirent par le tuer à son tour à Lima (26 juin 1541).

VALDIVIA AU CHILI ET MENDOZA A BUENOS-AIRES. — Auparavant, tout en menant à Lima une vie de désordre, le « grand marquis » — un vrai bandit auquel on ne peut cependant refuser de réelles qualités — avait fait traverser les Andes par son frère Gonzalez Pizarro en 1540, et un lieutenant de celui-ci, Orellana, avait descendu le Napo et le puissant fleuve des Amazones jusqu'à l'Atlantique, traversant ainsi de part en part, sous l'équateur, le continent américain du sud (1541). Il avait également chargé Pedro de Valdivia de reprendre la conquête de la Nouvelle-Tolède. Plus heureux qu'Almagro, Valdivia réussit dans cette œuvre ; il fonda Santiago en 1541, six ans après que, de l'autre côté du Sud-Amérique, Buenos-Aires eut été fondée par Pedro de Mendoza. Vers le même temps, d'autres aventuriers se lançaient dans des pays plus septentrionaux, en Colombie (Benalcazar), au Venezuela, à la recherche du légendaire « homme doré » (*el Dorado*), sans parvenir à le trouver, et entraient en relations avec les indigènes plus ou moins civilisés de l'intérieur de ces pays.

Ainsi se fondait, « par le fer et par le feu », l'Empire espagnol du Nouveau Monde.

ORGANISATION DE L'EMPIRE COLONIAL ESPAGNOL. — Dès 1541, celui-ci n'était plus, comme l'Empire colonial portugais à la même époque, un simple mais très long liséré de côtes à l'est et à l'ouest du continent américain ; partout, ou presque partout, il s'étendait sur une bande plus ou moins large de territoire, et déjà, dans ces pays aux noms significatifs : l'île Espagnole, la Nou-

velle-Espagne, la Nouvelle-Castille, la Nouvelle-Grenade, la Nouvelle-Tolède, etc., des villes étaient fondées et, établis, des colons qui devaient assez vite donner naissance à un peuple nouveau. Le moment était donc venu de l'organiser définitivement et, en même temps, de se débarrasser des turbulents conquistadores, qui tenaient trop peu de compte de l'autorité de la métropole. C'est ce que fit l'empereur Charles-Quint après la mort de Pizarre.

Déjà existaient dans la métropole la Chambre de Commerce des Indes (*Casa de Contratacion*), créée à Séville en 1503 et chargée de la surveillance de tout le commerce maritime, et le Grand Conseil des Indes (*Consejo supremo de Indias*), dont l'existence officielle est constatée dès 1509. Celui-ci reçut son organisation définitive en 1542, en même temps que les parties d'*ultra mar* de cet Empire, sur les terres duquel le soleil ne se couchait jamais. Dès lors, le Conseil des Indes est vraiment pour les colonies ce que le Conseil de Castille est pour la mère patrie : un comité de législation et un tribunal administratif et judiciaire pour tout ce qui concerne dans les Indes le pouvoir spirituel et temporel ; en même temps, il détient une partie du pouvoir exécutif et propose à l'agrément du roi les noms des hauts fonctionnaires à envoyer dans les territoires d'outre-mer, au seul Nouveau Monde avant le temps de Philippe II, jusqu'aux Philippines et aux Moluques depuis le règne de ce souverain. Ces pays lointains sont tenus par la couronne pour de vrais territoires conquis ; ils sont assimilés à la métropole et soumis à toute la législation espagnole, gouvernés par des vice-rois (au Mexique et au Pérou) ou par des capitaines généraux (à Guatémala et à Porto-Rico, puis aux Philippines) nommés pour un laps de temps très court. Ces hauts fonctionnaires jouissent d'une très grande autorité, que contre-balance celle des corps à la fois judiciaires et politiques que sont les *audiencias* chargées de contrôler la gestion des gouverneurs, en même temps que de rendre la justice.

Voilà pour l'organisation politique et administrative. Quant à l'organisation économique, elle fut très simple : elle consista à tirer des pays d'outre-mer le plus possible de revenus et surtout de métaux précieux. De là, dès le lendemain de la découverte, l'introduction au Nouveau Monde du système des *repartimientos* ou *encomiendas*, c'est-à-dire de la répartition du sol et des indigènes entre les colons ; de là des exigences excessives de la part de ces derniers, qui, uniquement soucieux de leurs bénéfices, ne se préoccupaient ni de la conversion des indigènes — ce but initial d'Isabelle la Catholique en 1592 — ni de leur capacité de travail. Aussi, le gouvernement espagnol dut-il bientôt intervenir pour protéger les Indiens contre leurs maîtres, coupables d'agir de façon contraire à l'équité et funeste à la prospérité des établissements d'outre-mer ; mais ces règlements ne servirent pas à grand'chose et n'amenèrent les colons ni à ménager les indigènes, qu'ils traitaient en esclaves, ni à se soucier de la mise en valeur du sol arable et du développement des richesses pastorales. Au reste, le gouvernement ne donnait-il pas lui-même un exemple contraire ? Les richesses des immenses domaines de la couronne, il les exploitait sans ménagement, avec une précipitation qu'expliquent les exigences de sa politique européenne, comme une propriété dont il s'était réservé le monopole exclusif et sans contrôle. Aussi, pas la moindre liberté commerciale, mais, au contraire, une étroite surveillance de la navigation océanique et l'organisation de très rares convois — la *flotte* pour le Mexique, les *galions* pour le Sud-Amérique — qui, chaque année, apportaient à de non moins rares entrepôts (Jalapa, près de la Vera-Cruz, Porto-Bello et Carthagène) les marchandises de la métropole et y chargeaient comme fret de retour les métaux précieux et d'autres produits du Centre et du Sud-Amérique.

Ainsi se trouva constitué un système de colonisation qui tenait compte des préoccupations et des besoins de la seule métropole. En réalité, ce système ne rapporta pas à l'Espagne tous les bénéfices qu'elle en escomptait ; il contribua, au contraire, pour une part, à la plonger dans l'état de torpeur et de stagnation où elle entra dès le début du XVII^e siècle.

Sur les conséquences des grandes découvertes, il y aurait beaucoup à dire : car il est certain que la ruée d'une foule d'hommes d'action, d'initiative et d'intelligence — soit de haute, soit de basse extraction — sur le Nouveau Monde, ruée continuée pendant un demi-siècle, alors que les guerres d'Italie entraînaient, en Europe même, une dépense considérable d'autres

hommes d'action, une telle ruée n'a pas été sans porter un coup fatal à l'Espagne. Ce n'est pas, toutefois, sur des conséquences aussi particulières qu'il convient de s'arrêter ici : si dignes d'attention soient-elles, il faut bien plutôt insister sur les conséquences générales des grandes découvertes maritimes de la fin du Moyen âge et du début des temps modernes.

Multiplées et de caractère très varié, elles ne se sont pas toutes manifestées simultanément et plusieurs d'entre elles ne sont devenues perceptibles qu'à une époque ultérieure. Toutes, néanmoins, quelles qu'elles soient, ont bien la même origine.

DEPLACEMENT DU CENTRE DE GRAVITÉ DU MONDE POLITIQUE.—LES VOIES COMMERCIALES.

— Depuis longtemps, les géographes ont constaté que le centre de gravité du monde va se déplaçant au cours des âges, et toujours dans un même sens, d'est en ouest ; il fut successivement dans l'Asie antérieure, en Grèce et enfin à Rome dans les temps anciens. Les découvertes géographiques des XV^e et XVI^e siècles et, par suite, l'extension des limites du champ de l'activité humaine, devaient entraîner un déplacement nouveau. Souverains et hommes d'État ne pouvaient plus, en effet, regarder seulement autour d'eux, sur les rivages du vieux *mare nostrum* des Romains et sur leur bordure ; leur cercle visuel s'étend peu à peu et bientôt, au monde méditerranéen, le seul connu des Anciens et des hommes du Moyen âge, se substitue un monde nouveau, comprenant toute ou presque toute la planète. Mais peut-on, ce monde nouveau, le bien surveiller du fond d'une mer intérieure ? et des bords de ces eaux libres de l'Atlantique par lesquelles les navires des métropoles coloniales peuvent accéder à la fois aux rivages du Nouveau Monde et aux côtes des pays de l'Extrême Orient, ne surveille-t-on pas mieux toutes les terres récemment explorées ? De Rome, le centre de gravité du monde se transporta donc plus au couchant, dans la péninsule Ibérique : à Madrid — ou plutôt à Séville et à Cadix — et à Lisbonne.

LE SYSTÈME DU MONOPOLE. — Du désir de s'assurer la domination exclusive des territoires nouvellement découverts par leurs sujets naquit encore, chez les souverains des royaumes de Portugal et d'Espagne, la conception du système politique du monopole ; elle existait déjà dans l'antiquité, ils la reprirent et l'étendirent. Ils se firent octroyer par la plus haute autorité morale de leur temps, par le souverain pontife, la domination exclusive des pays où leurs marins avaient abordé les premiers. De là ces bulles, dont les premières concèdent, dès 1454, toute l'Afrique au Portugal ; dont d'autres, celles de mai 1493, consécutives au triomphal retour de Colomb à Palos (le 15 mars précédent), établissent une *ligne de marcation* entre les régions ouvertes à l'activité de l'Espagne et du Portugal. Le monde est dès lors partagé en deux sections par une ligne passant d'un pôle à l'autre, à 100 lieues au ponant des Açores et de l'archipel du Cap-Vert, ligne modifiée d'ailleurs tôt après par le traité de Tordesillas de 1494, qui reporte à 360 lieues dans l'ouest de ces terres la limite du domaine respectif des deux puissances, ce qu'on appellera bientôt la *ligne des amitiés*. Mais les autres peuples n'acceptent pas sans protester une telle éviction des « terres neuves » ; bientôt, François I^{er} demande qu'on lui montre l'article du testament d'Adam excluant les Français du partage du globe, et des marins français et anglais se lancent sur toutes les mers, risquant leur vie sans hésiter,

par amour du gain et des aventures, car ils savent quel sort les attend en dehors des eaux européennes, s'ils sont saisis sur les côtes occidentales de l'Afrique ou dans la mer des Indes par les marins de S. M. Très Fidèle, ou sur les rivages du Nouveau Monde par ceux du roi Catholique.

Ce monopole politique, les souverains du Portugal et de l'Espagne ont surtout voulu se l'assurer pour se mieux garantir le monopole exclusif du commerce des « terres neuves », du transport des marchandises que déjà l'Antiquité tirait des pays de l'Extrême Orient — des épices surtout — et des métaux précieux du Nouveau Monde. Mais ils n'y sont jamais parvenus complètement. Dès le début du XVI^e siècle, de vraies flottes de corsaires, voguant dans les parages des Açores, surveillaient le retour des convois chargés des riches produits, soit des Indes orientales, soit des Indes occidentales. Parfois, leurs audacieux coups de main réussissaient ;



CARAVELLE PORTUGAISE DE LA FIN DU XV^e SIÈCLE. — Reconstitution du navire monté par Vasco de Gama en 1497-1498, lors de son premier voyage de Lisbonne à Calicut.



INDIENS LIVRÉS AUX CHIENS PAR LES ESPAGNOLS. — Un des actes de cruauté reprochés par Barthélemy de Las Casas aux conquérants espagnols du début du XVI^e siècle (Théodore de Bry, *América pars quarta*, Francfort, 1564).

mais, sauf en cas de perte des navires, les marchandises convoitées arrivaient toujours à un point quelconque de l'Europe, si bien qu'elles y abondèrent assez vite.

ABONDANCE DES ÉPICES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX. — Il en fut d'abord ainsi pour les épices et pour les autres produits de l'Extrême Orient, naguère si coûteux au seuil même de l'Orient; de là, une diminution de leur valeur vénale. Puis ce fut le tour des métaux précieux, dont la circulation était devenue beaucoup moins active durant les siècles du Moyen âge, par suite de l'épuisement des mines exploitées dans l'antiquité et de l'immobilisation dans les églises de l'or et de l'argent utilisés pour la fabrication des objets du culte. Grâce aux trésors accumulés par les peuples civilisés du Nouveau Monde, grâce — à partir du milieu du XVI^e siècle — à la mise en valeur des mines américaines (le Potosi, etc.), les banques allemandes des Welser et des Fugger, d'autres encore, prirent un nouvel essor, et l'argent tomba, vers la fin du même siècle, au quart de la valeur qu'il avait un siècle auparavant. Quelles perturbations économiques résultèrent d'un tel avilissement, on le comprend de reste; les propriétaires fonciers — l'aristocratie — subirent particulièrement le contre-coup d'un tel fait, tandis que, par contre, commençait de se constituer la puissance mobilière de la bourgeoisie en possession du capital argent. Ainsi en fut-il par toute l'Europe occidentale et même centrale; l'Espagne, quant à elle, fut d'une autre manière encore la victime de l'afflux des métaux précieux parmi ses populations. Elle se mit à en escompter la venue et contracta dès lors des habitudes qui contrastaient fâcheusement avec ses anciennes traditions de travail opiniâtre et persévérant.

Il suffira de mentionner d'un mot d'autres conséquences des grandes découvertes maritimes, qui sont, en quelque manière, fonctions de l'afflux de l'or et de l'argent. Désormais, les gouvernements européens disposent des ressources pécuniaires sans lesquelles ils ne peuvent pas développer leur puissance; désormais aussi, le bien-être augmente parmi les populations, en même temps que se multiplient les transactions. De là, une importante modification des conditions générales de la vie, modification que complète l'introduction, dans l'alimentation européenne, de légumes et de fruits jusqu'alors inconnus.

OUVERTURE DES ROUTES Océaniques. — Non moins que les conditions générales de la vie des peuples et des individus, celles du commerce ont été transformées par les voyages de Christophe Colomb et de Vasco de Gama. Dès lors des routes nouvelles, des routes océaniques, se substituent aux routes terrestres suivies de temps immémorial par les caravanes. C'est la route portugaise — celle du cap de Bonne-Espérance — moins directe que celle de Suez et d'Alexandrie et cependant plus courte (c'est-à-dire plus rapide) et plus avantageuse à tous égards. C'est la route espagnole, celle du détroit de Magellan, par où les produits des Moluques et des Philippines peuvent, d'ouest en est, arriver en Europe par le sud du Nouveau Monde; c'est enfin l'autre route espagnole, celle

que suivent la flotte et les galions, depuis les ports de l'Andalousie jusqu'à Cuba et jusqu'aux côtes du Centre-Amérique.

LES PROGRES SCIENTIFIQUES; COPERNIC. — Si le commerce a bénéficié de la modification des anciennes habitudes et de la création de ces routes hauturières, la science n'y a pas moins trouvé son compte. Que de progrès réalisés dans la navigation, dans la connaissance des courants marins et dans l'art nautique, dans la géographie et dans la cartographie! La sphéricité de la terre a été démontrée pratiquement. En utilisant toutes les connaissances acquises et en contrôlant celles-ci par ses propres observations, Nicolas Copernic a pu audacieusement exposer vers le milieu du XVI^e siècle (1543), dans un magistral traité qu'il travailla pendant plus de trente ans, le plan général du monde solaire à peu près tel qu'il est encore aujourd'hui connu. Son *De Revolutionibus orbium cœlestium*, dont le point de départ est la révélation qu'eut Copernic, dès 1507, du double mouvement des planètes sur elles-mêmes et autour du soleil, constitue une véritable base, non point seulement scientifique ou, plus exactement, astronomique, mais même philosophique; on y a vu « un traité implicite de positivisme et, par conséquent, le premier et le plus curieux monument de la science moderne ».

DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT CRITIQUE. — Auparavant déjà, l'esprit humain, aussi vivement frappé des toutes récentes découvertes géographiques que des idées philosophiques des Anciens dont la diffusion s'accroissait chaque jour, avait commencé de se mettre en garde contre les systèmes scientifiques et philosophiques dont il s'était longtemps contenté, contre la tyrannie d'une scolastique intransigeante qui n'était plus guère celle du docteur angélique, voire même contre les anciennes croyances. Des erreurs de la veille n'étaient-elles pas, du jour au lendemain, devenues d'indéniables vérités? et, de ce fait, la confiance dans le savoir du clergé, le respect de ses enseignements, n'avaient-ils pas été singulièrement ébranlés? On doit donc voir dans les découvertes de Colomb et de Gama (celle de Magellan ne fut connue qu'en 1522) des faits qui ont, — pour une part qu'il faut d'ailleurs se garder d'exagérer, — contribué à la préparation de la Réforme, comme eux-mêmes ont, dans une certaine mesure, découlé de la Renaissance classique du XV^e siècle.

DIFFUSION DU CATHOLICISME. — Constatons enfin que les grandes découvertes ont permis une large diffusion du catholicisme dans les pays les plus éloignés du globe. L'idée de la croisade fut — on l'a vu — à l'origine des expéditions portugaises au long des côtes africaines, et celle de la conversion des habitants des terres à découvrir fut un des mobiles dont s'inspirèrent les souverains catholiques en 1492. Dès le premier jour pour ainsi dire, l'œuvre d'évangélisation a donc commencé à l'orient et à l'occident; de pieux missionnaires s'y sont, au cours du XVI^e siècle, adonnés tout entiers: tel Barthélemy de Las Casas, évêque de Chiapas; tel encore saint François-Xavier, « l'apôtre des Indes », un des tout premiers compagnons de saint Ignace de Loyola. Malheureusement, à côté de ces apôtres et de leurs émules, on trouve, surtout au Nouveau Monde, des prêtres ambitieux et avides dont le seul souci est leur fortune personnelle et qui se servent du prétexte religieux pour dissimuler leurs convoitises: tel cet associé de Pizarre et d'Almagro, Hernan de Luque, un prêtre déconsidéré qui avait débuté par s'enrichir par la pratique de l'usure et qui vit, dans la conquête du Pérou, le moyen de devenir l'évêque de la future colonie. Comment de tels prêtres eussent-ils été capables de refréner les convoitises de leurs compagnons, de les amener à traiter les Indiens avec douceur et mansuétude et d'inspirer à ces derniers le désir d'embrasser la foi catholique? Les meilleurs d'entre eux, un Montesinos à Saint-Domingue, un Las Casas dans l'Amérique centrale, un Olmedo au Mexique, parvinrent à peine à se faire écouter de leurs compatriotes.

DÉPOPULATION DU NOUVEAU MONDE. — Pourtant ce que leur prêchaient par-dessus tout ces missionnaires, c'était l'humanité à l'égard des peuples conquis. Ils recommandaient que justice leur fût rendue comme aux conquérants eux-mêmes; ils voulaient que les indigènes des *repartimientos* ne fussent pas astreints à un travail exagéré. Leurs efforts furent vains et la dépopulation ne tarda pas à produire des ravages effrayants, que le dominicain Las Casas, le « protecteur universel des Indiens », a exposés en particulier dans sa célèbre *Brevissima Relacion de la destruycion de las Indias*. Nombre de tribus disparurent complètement, surtout aux Antilles, exterminées par les Espagnols, qui abusaient de ce droit de *mita*, en vertu duquel ils obligeaient successivement les indigènes au dur travail des mines, et à la non moins dure pêche des perles. On s'explique le refus d'un cacique d'Haïti de se convertir au catho-

licisme, puisqu'il devait, au paradis comme sur la terre, se retrouver en présence des Espagnols !

L'ESCLAVAGE ET LA TRAITE DES NÈGRES. — Pour soustraire les Indiens du Nouveau Monde à une exploitation sans merci, Las Casas eût voulu, au travail forcé établi sur les *repartimientos*, substituer le travail libre. Il l'essaya, mais sans grand succès, et il ne tarda pas à regretter amèrement d'avoir, en 1517, obtenu l'introduction de quatre mille noirs d'Afrique sur les concessions des Indes occidentales. Un des favoris et ministres flamands du jeune Carlos I^{er}, Chièvres, reprit en effet l'idée de Las Casas, mais en la dénaturant ; il organisa la traite des nègres, c'est-à-dire le transport forcé de travailleurs africains, d'esclaves, dans les mines ou sur les plantations d'Amérique, et il s'attribua le fructueux monopole de cet odieux trafic.

DESTRUCTION DES CIVILISATIONS INDIGÈNES. — On le voit, les grandes découvertes de la fin du Moyen âge et du début de l'ère moderne n'ont pas eu que d'heureux résultats ; elles ont également entraîné de funestes conséquences, parmi lesquelles il faut encore compter la destruction complète des civilisations indigènes du Nouveau Monde. Mus par un sentiment de foi inconsidérée, les missionnaires espagnols du XVI^e siècle travaillèrent de toutes les manières à extirper jusqu'au souvenir des divinités indigènes, ne se bornant pas à ériger des églises sur l'emplacement des temples anciens, mais détruisant les statues et toutes les représentations des dieux, tout ce qui se rapportait à leur culte, entre autres une foule de manuscrits précieux. Comme, d'autre part, ces missionnaires ont, dans leurs propres écrits, déformé, voire même travesti, nombre de traditions et de faits rapportés par eux, ils ont rendu très difficile la tâche des américanistes. Après de longs et minutieux efforts, ces savants sont cependant arrivés à quelques résultats, dont il convient de résumer maintenant les traits essentiels, afin qu'on puisse se faire une idée du développement auquel, au jour de la découverte du Nouveau Monde, étaient arrivés, par eux-mêmes, les indigènes du continent occidental.

V. LES ANCIENNES CIVILISATIONS DU NOUVEAU MONDE

DEMI-CIVILISATION DES ANCIENS AMÉRICAINS. — Lors de leur venue en Amérique, les Espagnols se trouvèrent partout, aux Antilles (c'est-à-dire dans les îles situées en avant du continent) comme sur la « terre ferme », en présence de populations différentes de celles avec lesquelles eux-mêmes et les Portugais avaient été jusque-là en rapports. Plus de Berbères à la peau blanche, ni de nègres d'un noir d'ébène, ni de jaunes au teint safrané, mais des hommes plus ou moins cuivrés, à qui leur coloration a fait plus tard donner le nom de *Peaux-Rouges*. D'où venaient ces « Indiens », et à quelle époque ont-ils peuplé le Nouveau Monde, il est impossible aujourd'hui encore de le dire avec précision ; mais, du moins, peut-on affirmer qu'ils ignoraient totalement, au début du XVI^e siècle, l'art de la navigation, puisqu'ils ne connaissaient l'usage ni de la voile, ni de la rame ; la roue, ce moyen de transport si pratique, si commun et si ancien qu'on ne peut le dater, leur était également inconnue ; ils ne savaient pas davantage que le lait était comestible et ils n'avaient encore tiré aucun parti du fer,



LE DIEU AZTÈQUE TEZCATLIPOCA. LE DIEU AZTÈQUE QUETZALCOATL.
Masques donnés en 1519 à Cortez par Montezuma (British Museum).



UN TÉOCALLI MEXICAIN à San Juan Teotihuacan (État de Mexico). — La pyramide du Soleil, haute de 55 mètres au moins, se compose de trois plates-formes, dont la supérieure mesure encore 18 mètres sur 32 ; c'est la plus importante des trois pyramides que possède la « demeure des dieux ». Aujourd'hui, des églises ou des chapelles couronnent d'ordinaire ces vrais « hauts lieux » précortésiens.

dont cependant des mines étaient à leur portée. Ainsi, malgré les apparences, malgré les récits d'Européens de toutes professions et de toute instruction, dont d'ailleurs des études récentes ont confirmé la véracité, les Américains de l'époque de la découverte n'étaient encore que des demi-civilisés.

EXISTENCE DE VÉRITABLES SAUVAGES. — Encore ne l'étaient-ils pas tous. Combien d'entre eux, lorsque les Européens sont entrés en relations avec eux, méritaient vraiment le nom de *sauvages* ! Qu'il s'agisse des Indiens des bords du Saint-Laurent visités par Jacques Cartier, des Peaux-Rouges de la Virginie qu'a dépeints le capitaine John Smith ou de ceux de la Floride alliés de nos colons français, ou encore des Toupinambas brésiliens décrits par l'Allemand Hans Staden, l'impression demeure la même. Ni là, ni en Araucanie, il ne faut chercher une vraie civilisation, non plus qu'aux Antilles. Dans cet archipel si séduisant, dont le climat, les paysages et les productions émerveillèrent Christophe Colomb et ses compagnons, les habitants étaient des « barbares ». Et non pas seulement dans les petites îles peuplées par les Caraïbes ou Caribes, mais dans les terres les plus grandes et les plus peuplées, à Puerto-Rico, à Saint-Domingue, à Cuba. Les doux et paisibles Arawaks sont représentés par les premiers découvreurs comme des agriculteurs ou des pêcheurs, assez peu organisés, à la religion rudimentaire, d'une civilisation primitive, malgré la réelle beauté d'un certain nombre des objets de pierre (colliers ou jous, haches, pierres sculptées) trouvés à Cuba et surtout à Puerto-Rico.

LES DEMI-CIVILISATIONS DES HAUTS PLATEAUX. — Il faut donc aller chercher ailleurs les civilisations ou, pour parler plus exactement, les demi-civilisations précolombiennes : sur le continent même, dans ces pays de plateaux adossés à de hautes montagnes qui couvrent toute la largeur de l'Amérique centrale et qui se développent, plus au nord, à l'ouest des Rocheuses, et surtout, plus au sud, sur les deux versants des Andes. Là vécurent des peuples relativement policés ; là existèrent de véritables Empires.

LES DIAGUITES. — Des *Diaguites* de l'Amérique du Sud, dont les nombreuses tribus (Calchaquis, Catamarcas, etc.) vécurent jusqu'en plein milieu du XVII^e siècle dans la région montagneuse qui s'étend en Argentine au pied du haut plateau sud de la Bolivie, on ne peut pas dire grand chose. Sans doute, la région qu'ils habitèrent est riche en ruines, dont quelques-unes sont importantes, — telle cette ville de Quilmès, dont les Espagnols ne parvinrent à s'emparer qu'en 1665 ; mais les anciens auteurs ont fort peu parlé de l'organisation sociale, de la religion et des mœurs de ces peuples agriculteurs, qui avaient su domestiquer certains animaux comme le lama et le nandou. Ces adorateurs du soleil travaillaient fort bien la pierre et le cuivre, l'argent et l'or ; ils étaient aussi de bons céramistes, experts dans la représentation des objets, des animaux et des hommes même, comme dans la décoration des poteries.

LES CLIFF-DWELLERS. — On connaît ou l'on croit connaître mieux la civilisation des *Cliff-Dwellers*, des constructeurs des « maisons des falaises » du sud-ouest des États-Unis et du nord du Mexique. Déjà, avant l'arrivée des Espagnols dans leur pays, ces

Indiens creusaient des habitations troglodytiques et bâtissaient des « maisons des falaises » ou *Cliff-Dwellings* sur les saillants des parois abruptes des grands cañons qui creusent profondément les hauts plateaux de la contrée (Colorado, etc.); ils élevaient aussi, sur les tables rocheuses ou *mesas* et dans les plaines, d'autres constructions dont la réunion constituait de grands villages, les *pueblos*, assez analogues aux agglomérations dans lesquelles vivent aujourd'hui les Indiens Hopis ou Mokis, les Zunis, les Tanos et les Kérés. Comme ces Peaux-Rouges, qui sont nos Indiens Pueblos de l'heure actuelle, les *Cliff-Dwellers* étaient des agriculteurs. Ils menaient d'ordinaire une vie paisible, honorant un Dieu créateur, auteur et père de tous, et plus encore le soleil, qui semble s'être finalement confondu avec lui, célébrant une série de fêtes et de cérémonies dont telle tribu peau-rouge de l'heure présente répète encore les longs épisodes, empreints d'archaïsmes et pleins de rites traditionnels. Les produits de leur industrie (haches en pierre polie, poteries faites entièrement à la main, celles-ci non décorées et celles-là peintes) attestent un réel progrès sur ceux des autres Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord. Bref, les *Cliff-Dwellers*, comme les *Diaguites*, sont les représentants d'un degré de civilisation supérieure à celle des Indiens vraiment sauvages, mais inférieure à celle des peuples les plus policés de l'Amérique précolombienne.

LES SOCIÉTÉS ORGANISÉES DE L'AMÉRIQUE PRÉCOLOMBIENNE. — Ces peuples les plus développés, c'est sous les tropiques qu'ils ont vécu, depuis le plateau mexicain d'Anahuac jusqu'à ceux de Bolivie. Aztèques, Mayas-Qu'ichés, Chibchas et Quichuas ont fondé au Mexique, dans l'Amérique centrale, sur le plateau de Bogota et au Pérou des sociétés vraiment organisées, qui avaient atteint au début du XVI^e siècle un degré assez élevé de développement matériel et intellectuel. Aussi les conquérants espagnols qui sont entrés en relations avec eux ont-ils été frappés de l'éclat de leur civilisation. Mais, par esprit de prosélytisme comme de conquête et de cupidité, pour soumettre, exploiter et christianiser les Indiens, ils n'ont pas hésité à tout détruire; aussi, des anciens Empires et des civilisations originales du Nouveau Monde ne reste-t-il plus guère que le souvenir.

LES NAHUAS. — L'EMPIRE AZTÈQUE. — La mieux connue de ces civilisations est celle des Nahuas qui, à la suite de longues migrations, arrivèrent en plein cœur du Mexique, dans le pays de lacs et de lagunes au milieu desquels est bâtie Mexico. Ils finirent par y fonder cet Empire aztèque dont l'organisation et la civilisation frappèrent d'étonnement et d'admiration Hernan Cortez, Bernal Diaz del Castillo et d'autres Espagnols encore. Des documents archéologiques de toutes sortes : temples, palais, tombeaux, sculptures, etc., confirment sur nombre de points les récits des conquérants. Les études minutieuses des américanistes ont fini par montrer que les Aztèques étaient à la fois des agriculteurs et des guerriers dont le roi n'avait rien, comme on l'avait cru d'abord, d'un souverain féodal. C'était bien plutôt le chef d'une démocratie militaire à l'organisation fondée sur le régime des clans, avec propriété commune de la terre. En même temps le souverain aztèque était le chef suprême d'une confédération de tribus que ses armes avaient contraintes de se reconnaître ses vassales. Toutefois, bien que ces dernières eussent été vaincues par les Aztèques, elles conservaient leur indépendance et leur autonomie; elles étaient régies par leurs chefs propres et n'étaient astreintes qu'à fournir des soldats et à payer chaque année un tribut en matières premières ou en objets manufacturés.

Les différentes tribus sur lesquelles s'étendait l'hégémonie aztèque avaient, au début du XVI^e siècle, une religion barbare, dont les dieux étaient en grand nombre et souvent altérés du sang des mortels. Tel était en particulier le cas pour les trois grands dieux des Aztèques : Huitzilopochtli, le dieu de la guerre; Tetzcatlipoca, qui symbolisait, dit-on, le soleil d'été à l'action féconde et destructrice à la fois, et Quetzalcoatl, le dieu du vent, l'inventeur de tous les arts. Mais beaucoup d'autres divinités, secondaires ou même inférieures



SCULPTURE MAYA. — Relief en pierre de Menché (Yucatan) représentant deux personnages dont l'un, un genou en terre devant l'autre, prend dans sa main droite la dragonne d'une lance à pointe d'obsidienne et tient dans sa main gauche l'extrémité d'un nœud de la même arme. Le chef, debout, la main droite sur la chevelure de l'homme agenouillé et la lance dans sa main gauche, porte une coiffure de plumes flottantes et un crâne humain dans le bas du dos. Des hiéroglyphes mayas encadrent la scène à droite et à gauche.

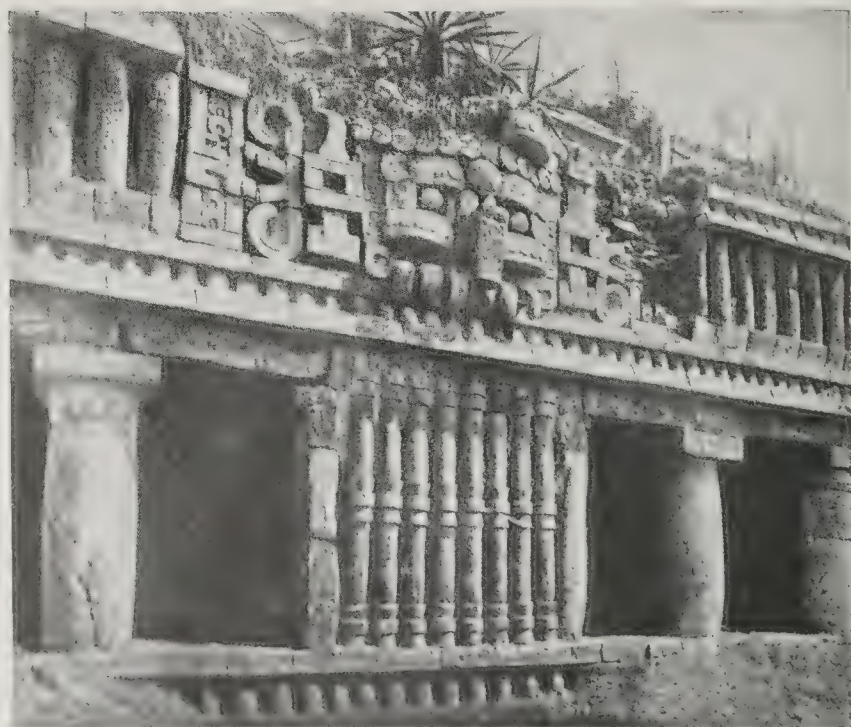
— des dieux de la Nature pour la plupart — exigeaient aussi des sacrifices humains. Ceux-ci étaient célébrés sur des hauts lieux ou dans les temples par des prêtres qui constituaient une caste fortement hiérarchisée, à la tête de laquelle se trouvait une sorte de souverain pontife, le « Mexicain maître des dieux ».

Ni cette religion sanguinaire, ni leur tempérament belliqueux n'empêchaient les Aztèques de se livrer, comme les autres peuples du Mexique, aux travaux de la terre et de cultiver les arts. La base de leur alimentation était végétale : des graines écrasées du maïs, ils faisaient diverses pâtes et crêpes, et ils tiraient de l'agave un jus fermenté qui constituait la boisson principale des populations précolombiennes du pays, cet *octli* ou *pulque*, dont les Mexicains contemporains font encore une si grande consommation. Une partie de la population vivait dans des villes relativement considérables percées de voies larges et bien tracées, pourvues de marchés et ornées de palais et de temples ou *téocallis* bâtis sur des collines naturelles ou artificielles. Les ruines de ces temples et de ces palais attestent que les Mexicains d'avant la conquête européenne furent de grands bâtisseurs, comme aussi des ingénieurs habiles, constructeurs de routes qui

reliaient entre elles les différentes parties de la confédération aztèque, et aussi de curieux jardins flottants ou *chinampas*. Ils décoraient les parvis de leurs grands monuments de bas-reliefs et de frises sculptées, taillaient des statues dans la pierre, travaillaient même les pierres les plus dures, le cristal de roche, le jaspé, la jadéite, étaient de très habiles orfèvres et de très adroits artisans, en particulier des potiers excellents. Ils savaient enfin exécuter de remarquables étoffes de plumes et jusqu'à des mosaïques de plumes du travail le plus délicat et le plus fin.

LES CIVILISATIONS DES PEUPLES MAYAS-QU'ICHES. — En parcourant les pays du Centre-Amérique, on a peine à croire que des populations cultivées y aient naguère existé. Cependant, de nombreuses ruines attestent qu'il en fut ainsi dans les parties du continent américain situées à l'ouest et au sud de l'Anahuac, dans le domaine des peuples mayas-qu'ichés.

En dépit des traits communs qui existent entre eux et les Mexicains, c'est une civilisation originale que celle des Huastèques de la Vera-Cruz, des Mayas du Yucatan et du Chiapas, des Itzas ou Lacandons du Yucatan, des Qu'ichés et des Mames du Guatemala. On



UN EXEMPLE D'ARCHITECTURE MAYA. — Façade du temple-palais de Sayil (nord-ouest du Yucatan), ornée de colonnes en pierre.

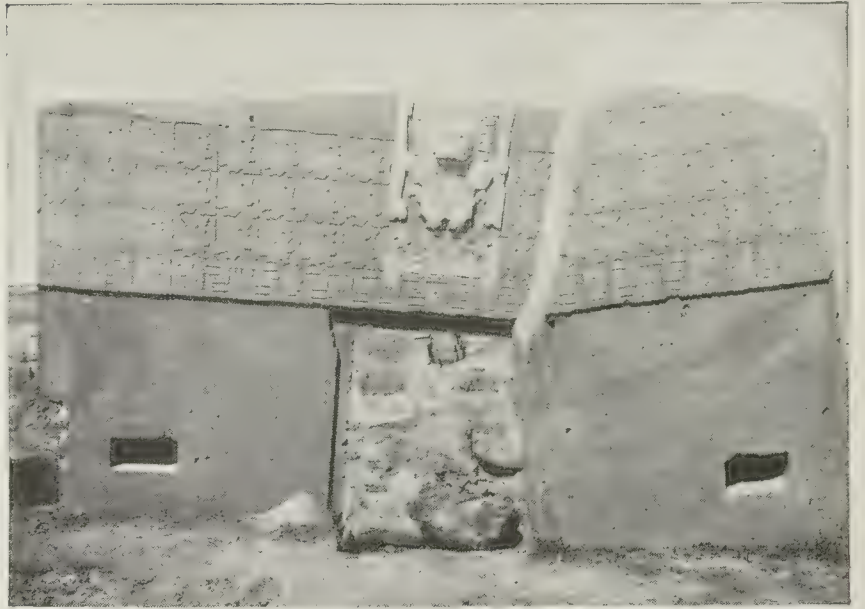
connaît fort mal leur organisation sociale ; à peine peut-on entrevoir que les Itzas étaient divisés en clans totémiques, probablement localisés chacun dans une agglomération plus ou moins importante et que, dans la famille, le fils aîné, le futur chef, jouissait d'une supériorité marquée sur les autres. On constate aussi l'existence, dans chaque ville ou village, d'un chef civil — voire même, lorsque le territoire était très étendu, d'un « seigneur » ou « roi », qu'assistaient différents fonctionnaires — et d'un chef des guerriers, héréditaire. Au-dessus de l'ensemble de ces derniers se trouvaient, dans chaque royaume maya, deux chefs suprêmes de l'armée, l'un héréditaire et perpétuel, et l'autre élu à temps. La religion, dans laquelle apparaissent un dieu créateur, conservateur et bienfaiteur du monde, et des héros civilisateurs, Itzamna et Cuculkan, honorait de sacrifices animaux, et parfois même de sacrifices humains, les différentes divinités dont l'ensemble constitue le panthéon des Mayas-Qu'ichés.

Ceux-ci étaient des architectes habiles, plus habiles même que les Mexicains, capables de faire des voûtes en encorbellement et d'aérer par des fenêtres l'étage supérieur de leurs édifices. À côté de fortifications dont de nombreux vestiges subsistent dans les régions montagneuses du Guatemala, ils ont construit, eux aussi, des palais et des temples de physionomie différente, suivant les régions, et ayant des caractères propres. Les ruines en sont fort belles (Yaxchilan, Palenqué, etc.), décorées de bas-reliefs et aussi, parfois, de peintures murales qui attestent des influences mexicaines, mais qui permettent aussi de tenir les Mayas-Qu'ichés pour les plus habiles des Précolombiens dans le travail de la pierre. Les Mayas-Qu'ichés étaient encore de très bons potiers, sachant fabriquer de nombreux vases aux formes animales et humaines, excellent dans la décoration incisée ou moulée et dans l'exécution d'appliques de terre cuite.

LES PEUPLES CHIBCHAS. — Dans les parties les plus étroites du Centre-Amérique et sur les plateaux andins qui couvrent toute la partie ouest de la Colombie et le nord de la république équatorienne, vivaient des peuples de langue chibcha dont quelques-uns avaient atteint, au XVI^e siècle, un certain degré de civilisation. Guëtares du Costa-Rica, d'une civilisation matérielle inférieure à celle des Aztèques et des Mayas-Qu'ichés, mais néanmoins assez avancée, capables de sculpter des idoles anthropomorphes et de fabriquer de belles poteries ; Indiens du Chiriqui et du Darien, Cunas du Dabaibe colombien, tous remarquables surtout par leur maîtrise dans la fabrication d'objets en or, en cuivre ou en alliage de ces deux métaux ; Caraques de la côte équatorienne du Manabi, qui allaient jusqu'à travailler des minerais à haute teneur de platine, fondant à des températures extrêmement élevées et qui, d'autre part, fabriquaient des poteries assez fines peintes d'ornements polychromes, voilà quelques-uns des plus remarquables des peuples chibchas.

Les plus avancés de tous étaient les habitants du plateau de Bogota, gouvernés par des caciques dont les deux principaux étaient de véritables « souverains pontifes » ou des « rois-prêtres », sinon même des « rois-dieux ». L'intronisation de l'un d'eux, le *zipa*, se terminait par une grande cérémonie qui a donné naissance à la célèbre légende de « l'homme doré », *el Dorado*. Une fois dépouillé de ses vêtements sur les bords d'une lagune du pays et enduit d'une terre gluante saupoudrée de poudre d'or, le nouveau zipa montait sur un radeau, entouré de caciques ses subordonnés ; arrivé au milieu de l'eau, il offrait aux dieux des présents déposés à ses pieds sur le radeau, puis il revenait à terre tandis que ses sujets lui adressaient leurs hommages. Ainsi débutait le gouvernement du zipa qui, avec le *zaque*, régnait sur les Chibchas du plateau de Bogota. Tous deux, devenus personnages sacrés à la suite de leur intronisation, vivaient surtout entourés de caciques, de prêtres et des femmes de leurs nombreux harems ; mais du moins le zipa n'hésitait-il pas à se mettre à la tête des guerriers lorsqu'il fallait faire la guerre à d'autres peuples. C'était donc une sorte de théocratie qui existait chez les Chibchas colombiens, dont nous connaissons malheureusement fort mal la civilisation matérielle.

LES CIVILISATIONS QUICHUAS-AYMARAS. — On connaît mieux la civilisation des groupes parlant les langues quichuas-aymaras et qui vivaient, à l'époque de la conquête espagnole,



MONUMENTS AYMARAS des hauts plateaux des Andes. — Porte sculptée du site de ruines de Tiwanaco (Bolivie), dite « Porte du Soleil ». (Depuis que cette photographie a été prise par la mission Sénéchal de la Grange et de Créqui-Montfort, la porte a été redressée et ses deux parties ont été complètement juxtaposées.)

sur les plateaux du Pérou et de la Bolivie. L'un d'entre eux, les *Quichuas*, s'était alors soumis des régions qui, auparavant déjà, avaient joui d'une réelle civilisation : les districts côtiers du Pérou habités par les Yuncas ou Chimus (entre Tumbes et Lima), par les Icas (entre Trujillo et Nazca), et ces parties des hauts plateaux où, aux environs du lac Titicaca, les Aymaras ou Collas avaient édifié de nombreuses tours funéraires ou *chullpas* et de grandes cités aux monuments cyclopéens (Copacabana, Tiwanaco, etc.).

LES QUICHUAS ET LEURS SOUVERAINS LES INCAS. — Groupés d'abord dans la partie du Pérou central où s'élève aujourd'hui la ville de Cuzco, les Quichuas avaient débuté par être de misérables sauvages divisés en fractions rivales ; mais une fois civilisés par un héros légendaire que certaines traditions appellent Viracocha et dont d'autres font le fils du Soleil, Manco Capac, le premier Inca, ils se fondirent en un seul peuple dirigé par des chefs

connus sous le nom générique d'*Incas*. Peu à peu, ils étendirent leur domination sur tout le Pérou, sur la Bolivie et même sur certains districts méridionaux de l'Équateur actuel. Ainsi fut constitué un grand Empire, politiquement basé non plus seulement sur le clan et sur la tribu, comme tous les autres Empires américains des temps précolombiens, mais sur la concentration du pouvoir entre les mains d'un individu, l'Inca, qui, à sa mort, transmettait son autorité à ses descendants directs.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'organisation de leurs conquêtes par les Incas, sur la construction de forteresses dont les garnisons surveillaient les pays récemment soumis, et d'un réseau de grandes routes, pourvues de relais et de greniers publics, destinées à faciliter la circulation des troupes. Non moins dignes d'attention sont l'organisation politique de l'Empire quichua, la solide hiérarchie de son administration, la simplicité du régime des terres et du système économique. Il convient enfin de retenir que le pouvoir était exercé par le clan des Incas, à la tête duquel se trouvait le chef suprême, l'Inca ou Sapa-Inca, fils du Soleil, vrai roi-dieu qui était censé ne pas mourir, mais être simplement appelé au repos par son père Inti, le Soleil. Du rôle joué par le Sapa-Inca et de son origine, on peut conclure à l'existence d'une religion solaire chez les Quichuas ; tous les documents confirment le fait. Ils montrent dans le Soleil et dans la Lune, sœur et épouse du Soleil, les principales divinités du panthéon stellaire des peuples qui obéissaient aux Incas ; au-dessus de ces dieux populaires, matériels et anthropomorphiques, les Incas eux-mêmes en vénéraient peut-être d'autres d'un caractère plus spirituel et plus abstrait, qui passaient pour les créateurs des hommes et dont Pachacamac est le seul connu. Différentes catégories de prêtres étaient les servi-



MONUMENTS AYMARAS des hauts plateaux des Andes. — Statue en grès rouge dans l'intérieur des grands alignements de Tiwanaco (Bolivie). — Photographie de la mission Sénéchal de la Grange et de Créqui-Montfort.

teurs des dieux, avec des moines qui menaient une vie d'austérité et de prières, et avec les « Vierges du Soleil », chargées d'entretenir le feu sacré. Tout ce personnel religieux relevait d'un grand prêtre qui devait appartenir au clan des Incas et être proche parent de l'Inca régnant; c'est par l'intermédiaire de ce grand prêtre que le Soleil communiquait ses ordres au peuple.

Les temples et les couvents dans lesquels vivaient prêtres, moines et filles du Soleil n'étaient pas les seuls édifices que bâtaient les anciens Péruviens. Leurs architectes, les plus habiles du Nouveau Monde précolombien, édifiaient aussi, dans des styles variés, des maisons et des palais dont d'intéressants restes subsistent encore; ils savaient grouper ces édifices en agglomérations urbaines divisées par quartiers, qui furent les plus grands centres de population de l'Amérique du temps (Cuzco, Ollantaytambo, l'île Titicaca, etc.); ils savaient aussi, pour défendre leurs villes, concevoir et exécuter des systèmes de fortifications vraiment considérables, et des citadelles dont les ruines sont imposantes (à Ollantaytambo, à Paramonga). Toutefois, certains temples sont parmi les monuments les plus importants construits par les architectes péruviens; tels ces temples de Cuzco et de Titicaca, dont certains auteurs espagnols du XVI^e siècle ont laissé des descriptions détaillées. Les peuples soumis aux Incas avaient d'autre part des ingénieurs capables d'établir ici des systèmes de gradins pour les cultures, et là des canaux d'irrigation et d'énormes réservoirs; ces ingénieurs dessinaient aussi de grandes routes soigneusement entretenues et jetaient sur les rivières, soit des ponts aux piles maçonnées, soit des ponts de bateaux.

Du soin qu'ils apportaient à la distribution de l'eau dans les campagnes, on peut déjà déduire que les Quichuas s'adonnaient à l'agriculture; ils constituaient en effet, à l'époque de la conquête, eux et les peuples qui leur obéissaient, un groupe essentiellement agriculteur, possédant de très primitifs instruments aratoires, et cultivant néanmoins des plantes très variées (maïs, etc.). Les Péruviens se livraient aussi à l'élevage des animaux domestiques, des lamas surtout, qui leur fournissaient de la viande de boucherie et de la laine, et dont ils faisaient des bêtes de somme. Ils étaient encore de remarquables tisserands, capables de fabriquer des tissus très fins, de les teindre de belles couleurs, de les orner de décorations variées; ils travaillaient fort bien les roches dures, mais étaient toutefois, à cet égard, inférieurs aux Mexicains, comme le montre l'étude de leurs statues assez raides et de leurs bas-reliefs d'un type particulier. Ils fabriquaient enfin des poteries de formes variées et de styles différents et les décoraient d'incisions ou de reliefs, ou de peintures d'un haut intérêt, et, dans le travail des métaux (or, argent, cuivre, etc.), ils montraient une maîtrise qui permet de les classer parmi les meilleurs métallurgistes de l'Amérique précolombienne.

ÉMERVEILLEMENT DES ESPAGNOLS EN PRÉSENCE DES CIVILISATIONS PRÉCOLOMBIENNES. — On devine l'émerveillement qu'éprouvèrent les Espagnols quand ils entrèrent en contact avec les populations des grands Empires du Nouveau Monde, avec les États organisés du Centre-Amérique et des plateaux des Andes. Leur esprit surexcité par les récits amplifiés d'indigènes, — développés par la fièvre du gain et par leur imagination ardente, par la luminosité du ciel et par la beauté des pays des tropiques, — les conduisit à déformer involontairement les institutions de leurs adversaires, à leur en prêter d'analogues à celles des peuples chrétiens de leur temps, à les dépeindre de façon inexacte. Ne nous en étonnons pas. Il en a été ainsi de tout temps. Mais les Américains contemporains ont patiemment contrôlé, confirmé ou remis au point, suivant les cas, les récits des vieux auteurs et sont parvenus peu à peu à donner une idée plus complète et plus véridique de ce qu'étaient, lors de leur entrée en contact avec les Espagnols, les Indiens sauvages ou à demi civilisés de l'Amérique.



STATUE MEXICAINE. — Musée de Mexico.

BIBLIOGRAPHIE

FAITS POLITIQUES, INTELLECTUELS, RELIGIEUX ET ÉCONOMIQUES

OUVRAGES A CONSULTER. — Les différentes histoires de la civilisation et en particulier GUIZOT, *Histoire générale de la civilisation en Europe*, 11^e leçon (1828). — LAVISSE (Ernest), *Vue générale sur l'histoire politique de l'Europe* (1890). — Pour les points de détail, PINON (René), *La Reconstruction de l'Europe politique*, ch. 1^{er} (1920), et D'AVENEL (A.), *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées, de tous les pays depuis l'an 1200 jusqu'à 1800* (1894, 2 vol.).

INVENTIONS ET DÉCOUVERTES

OUVRAGES A CONSULTER. — AVEZAC (D'), *Aperçus historiques sur la boussole* (1860). — CLAUDIN (An.), *Histoire de l'imprimerie en France aux XV^e et XVI^e siècles* (1900-1903, 3 vol.). — MORTET (Charles), *Les Origines et les débuts de l'imprimerie d'après les recherches les plus récentes* (1922). — PILINSKI, *Monuments de la xylographie* (1882). — SUSANE (Louis), *Histoire de l'artillerie française* (1874).

CONNAISSANCE DU MONDE

SOURCES. — Les grandes collections portugaises et espagnoles publiées à Lisbonne et à Madrid au XIX^e siècle, et les traductions anglaises des principaux documents relatifs aux grands voyages des XV^e et XVI^e siècles publiés par l'Hakluyt Society. Cf. aussi le *Recueil des Voyages...*, publié par la Société de Géographie (de Paris), et les *Voyages, Relations et Mémoires originaux pour servir à l'histoire de la découverte de l'Amérique*, de TERNAUX COMPANS.

OUVRAGES A CONSULTER. — BENSAUDE (Jacquin), *Histoire de la science nautique portugaise*; résumé (Genève, 1917). — CORDIER (Henri), *Centenaire de Marco Polo* (1896). — ERRERA (Carlo), *L'Epoca delle grande scoperte geografiche* (Milan, 1902). — GUILLEMARD, *The Life of Ferdinand Magellan and the first circumnavigation of the globe 1480-1521* (Londres, 1891). — HARRISSE (Henry), *Christophe Colomb; études d'histoire critique* (1884, 2 vol.). — VIGNAUD (Henry), *Le Vrai Christophe Colomb et la légende* (1921); *Americ Vesputce, 1451-1512* (1917). — HUEMMERICH (F.), *Vasco da Gama und die Entdeckung des Seewegs nach Ostindien* (Munich, 1898). — PELLLOT (Paul), *Les Mongols et la papauté* (*Revue de l'Orient chrétien*, t. XXIII, 1922-1923).

CONSEQUENCES DES GRANDES DÉCOUVERTES DÉBUTS DE LA COLONISATION MODERNE

SOURCES. — Les collections de documents citées à la section précédente, sauf celle de la Société de Géographie. Signalons surtout les *Cartas y Relaciones de Hernan Cortés al emperador Carlos V* (éd. de Gayangos, 1866), traduites en français par Charnay (1896), et la *Historia verdadera de la conquista de la Nueva España* de Bernal Diaz del Castillo (1837, 4 vol.), traduite en français par Jourdanet (1877), puis par José-Maria de Heredia (1878-1887, 4 vol.), mais dont le meilleur texte, celui de Gennaro Garcia, a été traduit en anglais par A. Maudslay pour l'Hakluyt Society: *The Conquest of New Spain* (Londres, 1908-1916, 5 vol.).

OUVRAGES A CONSULTER. — DANVERS (F. C.), *The Portuguese in India being a history of the Rise and Decline of their eastern Empire* (Londres, 1894, 2 vol.). — GARCIA (G.), *Caracter de la conquista española en América y en Mexico, segun los textos de los historiadores primitivos* (Mexico, 1901). — LANNON (Charles de) et VANDER LINDEN (Herman), *Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens: Portugal et Espagne jusqu'au début du XIX^e siècle* (Bruxelles, 1907). — PEREYRA (C.), *L'Œuvre de l'Espagne en Amérique* (tr. fr., 1925). — PRESCOTT (W. H.), *Histoire de la conquête du Mexique*, trad. Am. Pichot (1846, 3 vol.); — *Histoire de la conquête du Pérou*, trad. Poret (Bruxelles, 1861-1863, 3 vol.). — SCELLE (Georges), *Histoire politique de la traite négrière aux Indes de Castille* (1906, 2 vol.). — ZIMMERMANN (A.), *Die Europäische Kolonien; 1: Die kolonial politik Portugals und Spaniens* (Berlin, 1896).

LES ANCIENNES CIVILISATIONS DU NOUVEAU MONDE

SOURCES. — Nombreux sont les ouvrages écrits au lendemain de la conquête et faisant plus ou moins exactement connaître les institutions et la civilisation des grands Empires du Nouveau Monde, avant leur destruction par les Espagnols. Ils sont énumérés dans l'ouvrage de Beuchat cité plus bas. On se bornera à citer ici la *Historia general das cosas de la Nueva España*, du franciscain Bernardino de Sahagun, dont l'ouvrage a été traduit en français par D. Jourdanet et Rémi Siméon (*Histoire générale des choses de la Nouvelle-Espagne*, 1880) et de GARCILASSO DE LA VEGA, les *Comentarios reales que tratan del origen de los Yncas* (Lisbonne, 1609).

OUVRAGES A CONSULTER. — BEUCHAT (Henri), *Manuel d'archéologie américaine: Amérique préhistorique; civilisations disparues* (1912). — CLARKE WISSLER, *The American Indian* (New-York, 1912).

HISTOIRE INTÉRIEURE DE LA FRANCE

DE CHARLES VIII A HENRI II (1483-1559)

LE POUVOIR ROYAL. — Au cours du ^{xv}^e siècle, à la suite des guerres soutenues par Charles VII contre l'Angleterre, et par Louis XI contre les dynasties provinciales issues de la maison régnante, la France avait porté son territoire jusqu'à ses limites naturelles de l'Océan et des Alpes; il ne lui restait plus, pour acquérir sa forme définitive et ses conditions nécessaires de sécurité, qu'à compléter ses frontières du Nord et de l'Est, restées jusqu'alors indécises et inachevées. Elle allait être, au contraire, détournée des voies où l'engageait la logique de son développement, d'abord par des entreprises extérieures qui épuisèrent sans utilité pour elle ses forces en Italie (1494-1559), puis par des luttes religieuses qui l'agitérent pendant un autre demi-siècle. Mais, si l'œuvre accomplie par la monarchie subit de ce fait un notable ralentissement au dehors, son développement intérieur ne fut pas interrompu. Quelles qu'aient été les diversités de leur caractère et les égarements de leur politique, les quatre rois dont les règnes remplissent la période dite des guerres d'Italie : Charles VIII (1483-1498), Louis XII (1498-1515), François I^{er} (1515-1547) et Henri II (1547-1559), travaillèrent, chacun à sa façon, à l'agrandissement territorial comme à l'unité politique de la France. Elle dut au premier l'acquisition de la Bretagne, dernière lacune dans sa frontière maritime; au troisième, celle du Bourbonnais, de la Marche et de l'Auvergne, dernières enclaves féodales interrompant la continuité des domaines de la couronne; au quatrième, celle des Trois-Évêchés de Metz, Toul et Verdun, première étape dans la marche vers le Rhin; à tous, enfin, des progrès dans l'organisation du pouvoir royal et la concentration de l'autorité.

LA MINORITÉ DE CHARLES VIII ET LE GOUVERNEMENT DES BEAUJEU. — Louis XI laissait à sa mort trois enfants vivants : un fils destiné à lui succéder sous le nom de Charles VIII, et deux filles, Anne et Jeanne, auxquelles sa prévoyance avait donné comme époux un cadet de Bourbon, le sire Pierre de Beaujeu, et le duc Louis d'Orléans, représentants des dernières familles apanagées qu'il importait de faire rentrer dans l'unité monarchique. L'héritier du trône étant un enfant de treize ans, le pouvoir fut exercé en son nom par sa sœur Anne. Elle n'avait que vingt-deux ans; mais elle cachait, sous les faiblesses de l'âge et du sexe, une maturité précoce et une âme virile, formée aux leçons de son père, dont elle avait hérité les principales qualités : la passion de dominer, une dextérité particulière à évoluer au milieu des obstacles et des inimitiés, un amour du bien public auquel se mêlaient, à la vérité, des sentiments d'égoïsme personnel. Son mari, plus âgé qu'elle de vingt et un ans, la seconda assez efficacement de son expérience pour que la minorité de Charles VIII pût être appelée « le gouvernement des Beaujeu ».

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1484. — Tous deux eurent d'abord à faire face à une de ces tentatives de réaction féodale comme il s'en était produit après la mort de Philippe le Bel et, en général, au lendemain de tous les règnes marqués par les progrès de la centralisation monarchique. Le mouvement, conduit cette fois par Louis d'Orléans, cousin, beau-frère et successeur probable du roi, se manifesta d'abord par des repréailles exercées contre les serviteurs des vengeances de Louis XI et par des réparations accordées à ses principales victimes. Les mécontents exigeant davantage, Anne de Beaujeu

imagina, pour sortir d'embarras, une de ces convocations d'États généraux dans lesquelles l'opinion publique s'était habituée à voir le grand remède aux difficultés des temps de crise. Deux cent cinquante députés des trois ordres se réunirent à Tours, le 15 janvier 1484, sous la présidence du chancelier. L'un d'eux, Philippe Pot, seigneur de la Roche, s'y livra, sous une forme d'ailleurs purement académique, à des déclarations qui ressemblaient à une théorie de la souveraineté du peuple; et il sortit de leurs délibérations un programme de réformes dont quelques-unes passèrent ensuite dans des ordonnances royales. Les députés réussirent à faire accepter par la couronne le vœu tout platonique de confier la présidence du conseil du roi au duc d'Orléans et d'y adjoindre des députés tirés de leur sein; quand ils firent mine d'aborder sérieusement le redressement des abus, de réclamer la diminution des impôts et d'en subordonner le renouvellement à leur convo-

cation périodique, ils reçurent du chancelier l'invitation de se séparer (14 mars) et y obéirent sous la simple menace de se voir retirer leur indemnité de séjour. Leur session, qui n'avait duré que trois mois, semble s'être déroulée au milieu de l'indifférence générale.

Les États de 1484 n'eurent pas le caractère d'une consultation nationale : ils furent un expédient de circonstance dont Anne de Beaujeu se servit pour tromper les aspirations du parti d'Orléans.



CHARLES VIII, fils de Louis XI et de Charlotte de Savoie. Il naquit et mourut au château d'Amboise, qui fut de tout temps une de ses résidences préférées (1470-1498). Peinture faisant partie de la collection Nicholson, de Londres. — Bibl. Nat.; Cabinet des estampes.

LA GUERRE FOLLE. — Faute de pouvoir faire triompher ses prétentions par les voies légales, le duc d'Orléans provoqua alors contre les Beaujeu une levée de boucliers conduite avec assez de légèreté pour mériter le nom de « guerre folle ». Il y engagea quelques grands seigneurs, tels que le duc de Bourbon ou le sire d'Albret, prit son principal point d'appui en Bretagne, auprès du duc François II, dont le trésorier et favori, Landais, était gagné à ses desseins, et n'hésita même point à rechercher l'alliance des souverains d'Angleterre et d'Aragon, Richard III et Ferdinand, ainsi que de l'archiduc Maximilien, voisins et adversaires naturels de la Maison de France.

Ainsi provoquée, Anne de Beaujeu relève le défi et répond à chacune de ces attaques par une contre-offensive victo-

rieuse. Elle oppose à Louis d'Orléans le duc de Lorraine, à François II le mécontentement des seigneurs bretons, à Maximilien celui des villes flamandes, à Richard III les prétentions au trône de Henry Tudor, chef d'une autre famille princière, à la divergence d'intérêts de ses ennemis l'unité de ses vues et de sa volonté. Elle s'assure ainsi un succès que décident deux campagnes. Une première prise d'armes (1484) aboutit à la défaite de François II, à l'exécution de son favori (19 juillet), suivie de la soumission du duc d'Orléans (septembre), et enfin au détronement de Richard III d'Angleterre par Henry Tudor (août).

Après une année de trêve, l'intervention plus active de Maximilien ranime la lutte sans en modifier les résultats. Tandis qu'au Midi une armée royale va pacifier la Guyenne (février-mars 1487) et qu'au Nord la révolte de Bruges (février-mai 1488) réduit à l'impuissance Maximilien, une victoire décisive, remportée à Saint-Aubin-du-Cormier (27 juillet 1488) par La Trémoille contre les troupes bretonnes, amène la capture de Louis d'Orléans et la soumission définitive de François II. Le premier ne fut relâché qu'au bout de trois ans par son cousin, avec lequel il vécut désormais en bonne intelligence; le second s'engagea par le traité de Sablé (1488), auquel il ne survécut que quelques jours, à ne pas marier sans l'agrément de la France sa fille aînée, Anne, unique héritière de son duché.



LOUIS XII (1498-1515) ET ANNE DE BRETAGNE. — Médaille commémorative en argent, frappée à Lyon en 1499. Jean Lepère, orfèvre. — Bibliothèque Nationale; Cab. des médailles. CL. GIRAUDON.

REUNION DE LA BRETAGNE A LA FRANCE. —

En mettant fin à la guerre civile, ce traité et ce décès soulevaient une question dont le règlement devait absorber les derniers efforts des Beaujeu, couronner leur œuvre et rester le souvenir le plus durable du règne de Charles VIII. Il s'agissait de savoir dans quelle maison la fille de François II apporterait par son mariage les domaines paternels. Du vivant de son père, la perspective d'une aussi riche dot avait multiplié les prétendants à sa main. Le plus puissant et le plus séduisant de tous, l'archiduc Maximilien d'Autriche, finit par l'emporter sur les autres, quand elle fut devenue orpheline, grâce à l'appui des rois d'Angleterre et d'Aragon. A la suite de longues intrigues, il réussit à épouser Anne de Bretagne par procuration (décembre 1490). La France allait-elle voir un souverain étranger installer sa domination à l'intérieur de ses frontières naturelles ?

Menacée dans sa sécurité, elle ne pouvait que substituer son roi à Maximilien comme époux d'Anne de Bretagne ; et ce fut à quoi travaillèrent les adversaires comme les partisans des Beaujeu, rapprochés cette fois par l'intérêt national. L'entreprise ne paraissait point aisée ; car, si Anne n'était plus libre, Charles VIII se trouvait, de par le traité d'Arras (1483), fiancé à Marguerite d'Autriche, fille du même Maximilien, élevée à Paris et destinée depuis huit ans déjà à devenir sa femme. Il fallut, pour surmonter tous ces obstacles, une consultation de théologiens qui déclarèrent nul le mariage projeté par Anne, une pressante démarche de Charles VIII auprès d'elle pour la faire revenir sur ses engagements, des démonstrations militaires vers Rennes et vers Nantes, enfin une manifestation des États de Bretagne en faveur du roi de France ; le 6 décembre 1491, Anne se décida à épouser Charles VIII, qui renvoya Marguerite d'Autriche à ses parents. Elle lui apportait l'héritage paternel et promettait de ne se remarier qu'avec son successeur, s'il venait à mourir sans enfants.

La Bretagne entra dans l'unité française avec ses anciens privilèges, sa constitution particulière, et dans les conditions, longtemps observées par la suite, d'une union personnelle plutôt que d'une annexion. Elle complétait cette belle ceinture de nouvelles provinces, que la monarchie devait à Louis XI.

LA MAJORITÉ DE CHARLES VIII. — Au moment où il atteignait sa vingtième année (1490), Charles VIII était loin de présenter l'image de la dignité royale ; son corps disproportionné et agité par de continuels mouvements nerveux, sa tête énorme, avec des yeux gros et blancs et une bouche constamment entr'ouverte, son élocution lente et difficile ne prévenaient point en sa faveur. Son intelligence était médiocre et son imagination devait l'entraîner à des projets dont il était incapable de mettre en balance les périls et les avantages.

La prudence politique de sa sœur avait inauguré son règne par d'éclatants avantages remportés dans une guerre civile et sur une coalition étrangère. L'intérêt national lui commandait donc de suivre la voie où il avait été engagé et de donner une impulsion nouvelle à la formation territoriale du royaume. Or, le premier usage qu'il fit de sa majorité fut de prêter l'oreille aux demandes d'intervention et aux promesses de succès faciles qui lui parvenaient de cette Italie, dont l'attraction s'était exercée déjà sur la pensée de ses prédécesseurs, les

Valois, et même sur l'esprit positif de son père Louis XI. Malgré les conseils d'Anne de Beaujeu, de Commynes et des anciens conseillers de son père, il résolut d'aller faire valoir sur place les droits qu'il avait hérités de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, récemment conquis par une dynastie aragonaise.

Avant de s'aventurer dans une expédition lointaine, il lui fallait assurer la sécurité de ses États contre les trois puissants voisins dont les frontières enserraient les siennes et qui formaient une coalition permanente contre la France : Henry VII d'Angleterre, Ferdinand d'Aragon et Maximilien d'Autriche, devenu empereur en 1493. Il crut habile d'acheter leur neutralité par d'opportunes concessions et abandonna successivement : au premier, par le traité d'Étaples (3 novembre 1492), une forte indemnité pour prix de son inaction ; au second, par le traité de Barcelone

(19 janvier 1493), le Roussillon et la Cerdagne, temporairement cédés à Louis XI comme gages d'un prêt d'argent non remboursé ; au troisième enfin, par le traité de Senlis (23 mai), la Franche-Comté et l'Artois, qui avaient formé la dot de Marguerite d'Autriche. Sacrifices pénibles sans doute et aboutissant à échanger des réalités contre des espérances, mais dont le dernier, au moins, était certainement inévitable, puisqu'il représentait la rançon de la Bourgogne et que l'on ne pouvait à la fois renvoyer l'ancienne fiancée du roi et garder sa dot. Ce que l'on peut plus justement reprocher à l'initiative de Charles VIII, c'est d'avoir engagé la France dans des entreprises qui présentaient les inconvénients, sans les profits, de ce que sont pour les nations modernes les guerres coloniales.

Ayant obtenu, à ce prix, la liberté de ses mouvements, il partit avec l'appareil d'un triomphateur pour « le voyage d'Italie » (août 1494). Il devait en revenir quinze mois après, sinon en vaincu, du moins en fugitif (octobre 1495), pour méditer des projets de revanche qu'interrompit sa mort accidentelle et prématurée (8 avril 1498). Resté aussi léger de cervelle que chétif de corps, il laissait le souvenir de ces hommes que l'âge vieillit sans les mûrir et que la faiblesse de leur nature semble prédestiner à une éternelle minorité.

LOUIS XII (1498-1515). — Avec lui s'éteignait la branche aînée des Valois. Comme il n'avait pas d'enfants, son successeur fut le duc Louis d'Orléans, issu du second fils de Charles VI, celui-là même dont les intrigues avaient troublé les débuts de son règne. Le nouveau souverain, âgé de trente-six ans, se recommandait par une noblesse d'âme, un esprit de justice et d'économie, une sympathie pour les humbles, qui lui valurent le surnom de *Père du peuple*, et donnèrent naissance à certains mots légendaires : « Le roi de France ne venge pas les injures du duc d'Orléans, » ou encore : « J'aime mieux voir les courtisans rire de mon avarice que les peuples pleurer de mes dépenses. » Mais il fut plus populaire que national, et la France profita moins de ses vertus qu'elle ne souffrit de ses fautes. Si son accession au trône n'avait fait rentrer dans le domaine son propre apanage, les comtés de Blois et d'Orléans, il aurait été le seul prince de sa lignée qui eût apporté à ses sujets le fléau de guerres continuelles sans le bénéfice d'acquisitions territoriales. Le jour de son sacre, il avait fait ajouter à son titre héréditaire ceux de roi de Naples et de duc de Milan : c'était indiquer qu'il subirait, comme son prédécesseur, la fascination du mirage italien et suivrait une politique de guerre et d'aventures. Et comme chez lui l'obsession de l'idée fixe s'accompagnait d'une continuelle inconstance dans le choix des moyens, comme d'autre part sa vivacité d'imagination dépassait son entente de la politique, il devait compromettre par des fautes tout ce qu'il tenta, ruiner même par des maladresses tout ce qui lui avait d'abord réussi.

MARIAGE DE LOUIS XII. — Ses premiers actes semblaient pourtant annoncer une politique sage et prudente. Il commença par appeler aux affaires son confident et ami, Georges d'Amboise, archevêque de Rouen et bientôt cardinal, et il lui témoigna une faveur dont il est plus facile maintenant de constater la persistance que de préciser la nature et de mesurer les effets. Puis il s'occupa avec décision et promptitude de maintenir intact l'héritage de son prédécesseur.

La mort de Charles VIII remettait en question l'union de la Bre-



UN COMBAT DE CHEVALERIE AU XV^e SIÈCLE, PAR PAOLO UCCELLO. (D'APRÈS LA GALLERIE DES LOUVRIS, CL. ATTACHE.)

Avec le début des temps modernes, avec l'apparition de nouveaux engins de balistique, moins lourds et plus efficaces que les premières pièces de canon, avec l'importance prise par l'infanterie, dans laquelle Commynes salue « la reine des batailles », disparaissent rapidement les combats de chevalerie, dont l'œuvre de Paolo Uccello (1397-1475) donne une représentation pleine de couleur et de vie. L'influence de la poudre à canon ne s'y manifeste aucunement : des deux côtés, ce ne sont que chevaliers bardés de fer, armés de longues et

lourdes lances, désireux de « fêter un coup » ; immédiatement derrière eux, et aussi aux derniers plans, on distingue les piques et les arbalètes des fantassins, des étendards et des trompettes. Sans doute, pendant les premières décades du XVI^e siècle, on assistera encore à quelques batailles de ce genre ; car il arriva à certains chefs de faire taire les canons pour combattre de leur personne, à la manière des anciens chevaliers ; mais, après la défaite de François I^{er} à Pavie (1525), les méthodes nouvelles l'emportent définitivement.

tagne à la monarchie, car elle rendait à la souveraine de ce pays la disposition de son duché. Pour l'empêcher de le porter dans une maison étrangère, Louis XII se décida et réussit à l'épouser (7 janvier 1499), après avoir obtenu l'annulation d'un premier mariage avec Jeanne, fille de Louis XI (17 décembre 1498). Devenue pour la seconde fois reine de France, la duchesse Anne eut quelque peine à prendre l'esprit de sa nouvelle dignité ; elle ne cessa de témoigner un attachement passionné et un peu exclusif à son pays d'origine.

LES TRAITÉS DE BLOIS (1504-1515). — L'influence exercée dans ce sens par Anne se marqua surtout au cours de l'intermède qui sépare les deux périodes d'activité italienne (1499-1503 et 1507-1515), par lesquelles s'ouvre et se ferme le règne de Louis XII. Une fâcheuse application de la politique matrimoniale qui régissait alors les rapports des grands États faillit, à ce moment, mettre en péril la récente unité de la France.

Le roi n'ayant eu de son mariage avec Anne qu'une fille, Claude de France, le seul moyen de la doter pour l'avenir sans rien distraire du territoire national était de lui faire épouser son cousin, François d'Angoulême, héritier présomptif de la couronne. Mais la reine Anne ne pouvait supporter la mère de ce dernier, Louise de Savoie ; elle rêvait, d'autre part, pour une enfant sur laquelle se concentraient toutes ses affections, une alliance plus illustre, celle de l'archiduc Charles d'Autriche, petit-fils de Maximilien, destiné par le hasard de nombreuses successions à devenir le maître de la moitié de l'Europe. Elle obtint de la faiblesse de son mari que ce projet de mariage entre deux enfants encore au berceau (l'un était né en 1499 et l'autre en 1500) fût arrêté en principe dès 1501, et consacré en 1504 (22 septembre) par les traités de Blois, dont la clause essentielle assignait comme dot à la future épousée, non seulement les récentes conquêtes italiennes de son père (Milanais et Gênois), mais encore des provinces françaises réunies à grand-peine à la couronne (Bretagne, Bourgogne et comté de Blois). C'était, à bref délai, le démembrement de la France au profit du plus formidable de ses ennemis.

Au dernier moment, un sursaut de patriotisme et de clairvoyance, inspiré peut-être à Louis XII par Georges d'Amboise, le fit reculer devant l'énormité des concessions auxquelles il ne s'était résigné qu'à contre-cœur. Au cours d'une grave maladie, il ordonna d'abord par un testament secret (31 mai 1505) le mariage de Claude avec François d'Angoulême ; puis, pour justifier vis-à-vis de l'Europe cette violation des engagements contractés avec la maison d'Autriche, il convoqua à Tours les États généraux (14 mai 1506). C'est la première fois qu'ils étaient réunis, non pour accorder des subsides ou exposer des griefs, mais pour résoudre une grande question nationale. Fidèles interprètes de l'opinion publique, ils demandèrent au roi en audience solennelle les fiançailles de Claude avec son cousin. Elles furent célébrées quelques jours après (21 mai) : depuis Charles VII, la formation territoriale de la France n'avait jamais couru un plus grand péril.

MORT DE LOUIS XII. — Après l'avoir ainsi prévenu, Louis XII revint aux entreprises extérieures qui devaient remplir la fin de son règne, comme elles en avaient occupé les débuts. Veuf d'Anne de Bretagne (9 janvier 1514), il épousa peu après la princesse Marie, sœur du roi d'Angleterre Henry VIII, afin de consacrer sa réconciliation avec ce souverain ; il était alors âgé de cinquante-trois ans, et Marie n'en avait que seize. Il ne survécut guère à cette union disproportionnée et il s'éteignit le 1^{er} janvier 1515.

Si la préoccupation dominante de ses projets italiens lui avait parfois fait perdre de vue l'intérêt de la France, son règne avait pourtant vu s'accomplir de sérieuses réformes. Un constant souci d'économies et des diminutions d'impôts, auxquels il suppléa malheureusement par la vénalité des offices, attestèrent sa sollicitude pour le peuple. L'organisation définitive du Conseil des Parties, détaché par Charles VIII du Grand Conseil pour former le plus haut tribunal de la couronne et le régulateur suprême de la justice, la création de nouveaux Parlements, à Rouen pour la Normandie (1499) et à Aix pour la Provence (1501), la codification progressive des coutumes locales représentent sa part dans l'œuvre monarchique à laquelle tous les souverains de sa race apportèrent désormais leur contribution.

FRANÇOIS 1^{er} (1515-1547). —

Comme Louis XII ne laissait pas d'héritier mâle, le trône passa, pour la seconde fois en seize ans, à une branche latérale des Valois, représentée par François d'Angoulême, celui-là même qui venait d'épouser sa fille Claude. Le nouveau roi semblait à première vue réunir toutes les qualités de séduction propres à le rendre populaire : la prestance majestueuse d'un souverain, la bravoure emportée et l'honneur militaire d'un chevalier, l'aimable caractère et la bonne grâce d'un gentilhomme, les goûts éclairés d'un protecteur des lettres et des arts. Mais ces dons heureux avaient pour rançon les faiblesses d'un prince gâté par la fortune et les flatteries, une inexpérience présomptueuse, une légèreté imprévoyante, une prodigalité ruineuse, une inconsistance morale qui le livra aux influences de son entourage, de sa mère Louise de Savoie ou de sa sœur Marguerite, de ses favorites M^{mes} de Châteaubriant et d'Etampes, ou enfin de ses ministres, le chancelier Duprat, le secrétaire d'État Robertet, le connétable de Montmorency. Dominé par les événements non moins que par les hommes, ne portant que les grands instincts du pouvoir dans des entreprises où il aurait fallu les calculs réfléchis de la politique, François 1^{er} passa la plus grande partie de sa vie souveraine à entreprendre étourdiment ce qu'il exécutait ensuite incomplètement. A l'intérieur toutefois, de nouvelles annexions, la conclusion d'un Concordat avec le Saint-Siège, le perfectionnement du système administratif, l'activité des lettres et des arts ne permettent pas de considérer son règne comme stérile.

Son mariage avec la fille d'Anne de Bretagne consacra l'entrée de cette province dans l'unité nationale. La trahison du connétable de Bourbon lui permit d'y englober également l'Auvergne, le Bourbonnais, et de compléter, au centre même de la région française, l'unité territoriale. Enfin la conquête éphémère de la Bresse, de la Savoie et du Piémont recula pour un temps les frontières du royaume jusqu'aux Alpes, et même au delà.

Un Concordat signé avec Léon X (septembre 1516) eut pour objet de fixer définitivement les rapports de l'Église et de l'État et pour effet de subordonner à la couronne le clergé, que la Pragmatique Sanction de Charles VII avait rendu indépendant de la cour de Rome. La disposition essentielle de cette convention réservait au roi la nomination aux évêchés et aux abbayes, qui avait lieu auparavant par l'élection. Le pape ne gardait plus que le droit de donner l'institution canonique et recevait en compensation celui de recevoir, pour l'expédition des bulles, une somme équivalente à une année de revenus des bénéfices vacants (les *annates*). L'Église de France, si longtemps féodale par l'application du principe électif, devint une Église nationale dont les chefs formaient un corps d'agents de l'État et dont les membres passaient d'une indépendance presque républicaine à la soumission monarchique.

François 1^{er}, pressé par de continuels besoins d'argent, n'eut rien d'un organisateur, mais les exigences de sa politique l'entraînèrent à perfectionner le mécanisme par lequel s'exerçait l'action de la royauté. On doit lui reconnaître d'abord le mérite d'avoir constitué définitivement l'administration provinciale sous le rapport politique et financier, comme ses prédécesseurs l'avaient constituée sous le rapport judiciaire. S'il n'a pas



FRANÇOIS 1^{er} (1515-1547). — Musée Condé à Chantilly. Primitifs français. CL. GIRAUDON.



« CLAUDE DE FRANCE, première femme de François 1^{er} ; la reine Éléonore d'Autriche, sa seconde femme ; ses filles Marie, Madeleine et Marguerite ». (Miniature du Livre d'heures de Catherine de Médicis.) — Musée du Louvre.

CL. GIRAUDON.



FRANÇOIS I^{er} à cheval, en costume d'apparat. — Miniature du musée de Chantilly. Ecole française, XVI^e siècle. CL. GIRAUDON.

créé, au moins a-t-il régularisé l'institution des gouverneurs en fixant leur nombre à douze et en assignant à chacun d'eux une province déterminée. A cette division du territoire français se superposa la division fiscale en seize *généralités*, ayant chacune à leur tête un receveur général, qui transmettait mensuellement le produit des impôts à un trésorier de l'épargne, créé à Paris (1523) pour centraliser les recettes.

Ses réformes militaires furent moins heureuses. Pour donner à la couronne l'infanterie nationale qui lui manquait, il institua (1534) sept légions de six mille hommes chacune, « à l'exemple des Romains » ; mais l'institution des légionnaires ne donna pas de meilleurs résultats que celle des francs archers de Charles VII. Sur mer, deux flottes furent entretenues sur l'Océan et dans la Méditerranée, et des travaux d'aménagement considérables exécutés dans le port du Havre. En même temps, des encouragements accordés aux explorations de Verazzani et de Jacques Cartier dans l'Amérique du Nord (1524-1534) inaugurèrent la politique coloniale de la monarchie.

Dans le domaine judiciaire, la compétence des officialités ou des juridictions seigneuriales fut réduite au profit des tribunaux royaux par les ordonnances de Crémieu (1536) et de Villers-Cotterets (1539).

Enfin, dans le domaine des choses de l'esprit, François I^{er} acquit des titres particulièrement sérieux à la renommée. Aimant les lettres et les arts, avec le goût du grand et du beau, il s'intéressa efficacement à leurs représentants.

Il devait mourir dans la force de l'âge, à cinquante-deux ans (31 mars 1547), d'une maladie à laquelle n'étaient sans doute point étrangers les désordres de sa vie privée, et non sans redouter sa comparution devant le juge suprême. Son défaut d'esprit de suite, — commun d'ailleurs à son prédécesseur et à son successeur, — avait fait la faiblesse d'un règne auquel on ne peut refuser une sorte de grandeur acquise au cours d'une lutte de trente ans contre Charles-Quint.

HENRI II (1547-1559). — Son fils aîné étant mort de bonne heure (1536), le second des sept enfants qu'il avait eus de Claude de France lui succéda sous le nom de Henri II, à l'âge de vingt-huit ans. Esprit étroit, âme sèche, de culture négligée, d'extérieur froid et terne, physionomie assez ingrate, au physique comme au moral, on a pu dire de lui qu'il avait tous les défauts et, sauf la bravoure

personnelle, aucune des qualités aimables et brillantes de son père. Il le prouva dès le début de son règne lorsque éclata à Bordeaux (1548) une insurrection provoquée par la lourdeur de l'impôt sur le sel ; il la fit réprimer à coups d'exécutions capitales par Montmorency, mais il abolit, dès l'année suivante, la gabelle en Guyenne. Dans une circonstance analogue, François I^{er} était allé pardonner en personne aux révoltés de La Rochelle (1542), mais sans se relâcher de sa sévérité à exiger l'exécution de ses ordonnances.

La faiblesse naturelle du nouveau souverain le destinait à subir des influences dont le conflit détermina l'orientation de son règne. Dans sa vie intime, la plus persistante fut celle de sa favorite, Diane de Poitiers, plus âgée que lui de vingt ans, et qui prit sur ses résolutions assez d'empire pour se faire accepter même par la jeune reine Catherine de Médicis. Dans sa vie publique, Henri II se laissa d'abord dominer et presque annihiler par le connétable Anne de Montmorency, disgracié autrefois par son père, type du grand seigneur passionné de domination, mais dont l'autorité presque absolue sur le gouvernement et la noblesse ne tarda pas à être balancée par le crédit croissant d'une famille que son ambition, sa richesse, ses alliances souveraines (Lorraine et Écosse) devaient, pendant un demi-siècle, élever au rôle de rivale de la dynastie : c'était celle des Guises, issue d'une branche cadette de la maison de Lorraine, et dont les chefs étaient, au début du règne, le duc François (1519-1563), politique avisé et homme de guerre remarquable, et l'un de ses frères le cardinal Charles de Lorraine (1524-1574). A la rivalité de ces factions répondait l'opposition de deux tendances politiques : Montmorency, mûri par l'âge et instruit par les revers du précédent règne, préconisait pour la France une attitude de recueillement ; le parti des Guises, où entraient des éléments plus ardents (le maréchal de Vieilleville, Gaspard de Coligny, François d'Andelot), voulait rouvrir en Italie l'ère des grandes entreprises extérieures.

LE PROTESTANTISME FRANÇAIS SOUS FRANÇOIS I^{er} ET HENRI II. — Henri II ne tarda point à succomber à ce penchant pour les aventures ; toutefois, l'activité créatrice de sa maison ne s'interrompit point sous son règne, et la continuité en est attestée par la fondation à Rennes d'un nouveau Parlement, à Paris d'une Chambre des monnaies, dans les provinces de sièges présidiaux destinés à former une juridiction intermédiaire entre les tribunaux inférieurs et les cours souveraines. Mais c'est surtout dans les progrès des doctrines protestantes qu'il faut chercher le principal intérêt de la politique intérieure de Henri II.

L'apparition dans le royaume en remontait au règne précédent. Répandues d'abord sous la forme de vagues tendances vers une réforme religieuse, puis formulées par Luther en Allemagne et par Calvin à Genève, elles trouvèrent en France leurs premiers adeptes dans les milieux intellectuels et populaires, parmi ceux dont elles satisfaisaient la raison ou contentaient les instincts de piété. Secrètement favorisées par Marguerite de Navarre, sœur du roi, passionnément combattues par le clergé et par la Sorbonne, dépositaire de la doctrine catholique, elles rencontrèrent bientôt l'hostilité du pouvoir royal, intéressé à ne pas laisser s'introduire dans une monarchie soumise des idées d'indépendance religieuse qui pouvaient tourner en esprit d'insubordination politique. Les premiers réformés manifestèrent d'abord leur activité par des écrits de controverse, par la mutilation de statues de saints, puis par la célébration secrète de leur culte. Après quelques flottements, François I^{er} se décida à répondre à leur propagande par une persécution dont Étienne Dolet est la victime la plus connue ; elle se termina, à la fin du règne, par l'extermination de la secte des Vaudois.

Sous Henri II, de nouveaux progrès des réformés attirèrent sur leurs têtes de nouvelles sévérités. D'une part, ils multiplièrent leurs églises sur toute l'étendue du royaume, en se soumettant à l'autorité et au programme religieux de Calvin, et tinrent à Paris (mai 1559) leur premier synode général. D'autre part, le pouvoir s'engagea à leur égard dans une politique de répression à outrance, d'abord par la création d'une « Chambre ardente » (1547), puis par des édits de persécution : édit de Châteaubriant (1551), qui édictait des mesures contre la propagation de la foi calviniste ; édit de Compiègne (1557), qui punissait tous les hérétiques de la peine de mort. A ce moment d'ailleurs la conversion de personnages haut placés allait permettre aux protestants de devenir un parti d'opposition politique (1).

LA FRANCE À LA MORT DE HENRI II. — LE GOUVERNEMENT ET LES INSTITUTIONS. — Henri II ne devait pas assister à cette évolution. Blessé accidentellement à la tête, au cours d'un tournoi, par son partenaire, le comte de Montgo-

(1) Voir plus loin, chapitre V, *La Crise religieuse du XVI^e siècle*.

mery (29 juin 1559), il mourut peu après (10 juillet) à l'âge de quarante ans.

Avec ce souverain insignifiant et ce règne sans éclat se termine une période au cours de laquelle la monarchie française, tout en soutenant sans utilité des guerres lointaines, avait tellement gagné en vitalité, en cohésion et en splendeur qu'elle était considérée comme un modèle et un objet d'envie par les autres souverains : « Si j'étais Dieu, déclarait à la fin de sa vie l'empereur Maximilien, et que j'eusse plusieurs enfants, je ferais l'aîné Dieu après moi, et le second roi de France. » — « Il n'y a au monde, confessa plus tard Charles-Quint, grandeur telle que celle d'un roi de France. » Malgré leur forme sommaire et un peu hyperbolique, ces appréciations optimistes trouvent leur justification dans l'exposé des progrès que, pendant la première moitié du XVI^e siècle, la royauté avait accomplis en puissance et la nation en prospérité.

L'OMNIPOTENCE DE LA ROYAUTE. — **L'ATHÉORIE DE L'ABSOLUTISME.** — Les guerres d'Italie marquent le moment où le pouvoir royal, dégagé des entraves qui ont longtemps retardé son développement, établit sur la soumission universelle une autorité exercée sans contrôle et s'achemine vers l'absolutisme, qui sera sa forme définitive. Quels obstacles pourrait-il rencontrer à l'exercice de son omnipotence ?

La souveraineté féodale de l'aristocratie ? Depuis la trahison et la mort du connétable de Bourbon, il ne reste plus qu'une dynastie apanagée, celle des Bourbons-Albret, et sa position excentrique la rend peu dangereuse. Les rois s'arrogent le droit de décerner le titre de duc et voient la noblesse provinciale se transformer en noblesse de cour, empressée à les servir. L'indépendance politique et les tendances ultramontaines du clergé ? Le Concordat de 1516 l'a mis à la discrétion de la couronne. La constitution républicaine des villes ? François I^{er} leur porte un coup fatal, après beaucoup d'autres atteintes, en revendiquant pour la première fois la nomination de leurs magistrats. L'intervention des États généraux ? Convoqués seulement pour vote des subsides, ils se voient congédiés dès qu'ils font mine de contrôler le gouvernement. François I^{er} s'abstient d'ailleurs de les réunir, leur préférant des assemblées de notables plus dociles (1526-1527). Les remontrances politiques des parlements appelés à enregistrer les ordonnances royales ? Elles ne représentent que des manifestations platoniques, auxquelles le même souverain coupe court par des sommations impératives ou même des menaces d'emprisonnement.

Les classes et les corps qui auraient en eux les éléments d'une vie indépendante sont ainsi tous contraints à la soumission.

En même temps qu'il exerce la réalité de l'absolutisme, le pouvoir royal est amené à en formuler la théorie. C'est l'œuvre de publicistes officiels, continuateurs des légistes du Moyen âge : Jean Ferrault (1515), Claude de Seyssel, Charles de Grassaille (1538), qui s'inspirent des doctrines romaines sur la souveraineté de l'État, importées d'Italie et répandues en France par les travaux juridiques d'Alciat, de Cujas et de Dumoulin. D'après eux, le roi ne tient sa couronne que de Dieu, ne doit de comptes qu'à lui seul et réunit entre ses mains tous les droits et tous les pouvoirs. Cette conception se traduit dans la pratique par les formes extérieures de la royauté. Pour la



HENRI II (1547-1559). — Peinture du Primatice (XVI^e s.).
— Musée Condé, Chantilly. CL. GIRAUDON.

première fois, François I^{er} prend le titre de Majesté, emploie la formule « car tel est notre bon plaisir », et porte sur ses armes une couronne fermée. À l'extérieur, il affirme sa complète indépendance à l'égard des deux puissances — Empire et Papauté — qui représentaient au Moyen âge le principe de la monarchie universelle ; bien plus, on le verra aspirer lui-même à la dignité impériale et se servir de son titre de roi Très Chrétien pour se poser en défenseur de la catholicité.

LA COUR. — L'absorption de toutes les initiatives par le pouvoir royal entraîne comme premier effet l'apparition d'une nouvelle force sociale. La cour, réduite sous Charles VII et Louis XI à l'entourage immédiat du roi, devient sous ses successeurs le centre du gouvernement, la source de toutes les faveurs et le siège de tous les plaisirs. Privés de l'exercice et des attributs de la souveraineté, les gentilshommes de province y accourent en foule avec leur famille, y remplissent l'office de courtisans, y placent leurs femmes et leurs filles dans les maisons de la reine et des princesses. Un contemporain estime à près de 18 000 personnes la foule brillante de ceux qui font ainsi cortège à François I^{er}.

Ils mènent une vie somptueuse, dissipée et nomade, remplie par des fêtes, des tournois, des intrigues galantes ou politiques, coupée par de fréquents déplacements dans les châteaux de Fontainebleau, Saint-Germain, Blois ou Amboise, réglée par une étiquette de plus en plus minutieuse, relevée parfois par les plaisirs des arts ou des lettres. Cette concentration de la vie officielle autour du souverain présente sans doute de sérieux inconvénients : le relâchement des mœurs, l'importance prise par les questions personnelles et les influences féminines dans les affaires publiques, l'appauvrissement des familles et les charges imposées au Trésor par l'exagération des dépenses somptuaires ; mais, d'autre part, la cour est une école d'élégance autant que de dépravation, polit les mœurs en même temps qu'elle les relâche et donne une forme sensible à l'idée monarchique par une société qui en symbolise la grandeur.

LE GOUVERNEMENT. — LES CONSEILS. — Si la cour apparaît comme la parure du pouvoir royal, les organes de gouvernement en sont représentés par un certain nombre de conseils et de hauts fonctionnaires. — Les premiers sont issus des démembrements successifs de cette ancienne « cour du Roi », qui comprenait, au Moyen âge, tous les collaborateurs immédiats de son œuvre. Au XIII^e siècle elle s'est subdivisée, selon la spécialité des affaires, en Parlement judiciaire, en Chambre financière et en Conseil politique. Au XVI^e siècle, celui-ci franchit une nouvelle étape dans la voie de la spécialisation par les détachements successifs d'un *Grand Conseil* ou *Conseil des parties*, créé par Charles VIII pour jouer à la fois le rôle de cour de cassation et de tribunal de contentieux administratif, et d'un *Conseil d'en haut*, ou *étroit*, ou *du Cabinet*, formé par François I^{er} (1526) pour réserver aux plus grands personnages de l'État l'examen des plus hautes questions de politique générale. Le Conseil d'État ainsi démembré n'en conserve pas moins des attributions et une composition assez variées pour remplir à la fois l'office d'un cabinet de ministres et d'une conférence de conseillers de la couronne. Subdivisé en sections distinctes, comprenant des membres nommés par le souverain et révocables par lui à côté de membres de droit, il apparaît comme le principal ressort de la machine administrative.

LES MINISTRES. — À côté des conseils qui délibèrent, il faut des agents qui exécutent. S'il n'existe pas encore, au XVI^e siècle, de ministres au sens moderne du terme, un certain nombre de hauts fonctionnaires se partagent leurs attributions. Ce sont, tout d'abord, les *grands officiers de la Couronne* dont les charges, purement domestiques, sont devenues administratives, mais perdent de leur importance à mesure que la monarchie développe ses organes. Le grand chambellan, le grand veneur, le grand écuyer, le grand chambrier remplissent des fonctions de cour, mais gardent encore de leur rôle passé des restes de juridiction sur les corps de métier correspondant à leur spécialité. Le plus considérable d'entre eux est le grand maître de France, qui est en réalité un ministre de la maison du roi et que



ANNE DE MONTMORENCY. — Homme d'État et homme de guerre sous les règnes de François I^{er} et de Henri II. École des Clouet. — Musée Condé, Chantilly. CL. GIRAUDON.

ce poste de confiance destine parfois à jouer le rôle d'un véritable maire du palais.

En réalité, les deux plus hauts personnages de l'État sont le connétable et le chancelier. Portant à l'origine, l'un l'épée du roi pour représenter son autorité, l'autre son sceau pour contresigner ses actes, ils sont devenus les deux chefs suprêmes de l'armée et de la justice, de l'administration civile et de l'administration militaire. Ils sont secondés dans leur tâche, le premier par des maréchaux et un amiral de France qui commandent les forces militaires et navales ; le second, qui est inamovible, par un garde des sceaux révocable, auquel il délègue temporairement ses fonctions judiciaires, s'il ne les remplit pas à la satisfaction du souverain.

À côté d'eux, d'autres fonctionnaires plus obscurs voient, à partir du XVI^e siècle, leur rôle croître chaque jour en importance. Ce sont les successeurs de ces *clercs du secret*, institués par les Capétiens pour servir de scribes et de greffiers à la couronne et qui sont passés, avec le temps, de l'expédition à la direction des affaires. Henri II consacre cette inévitable évolution en fixant leur nombre à quatre et en assignant à chacun d'eux l'administration d'une zone géographique de la France et de l'Europe. Quand ils auront reçu (en 1559) l'appellation de *secrétaires d'État* et qu'ils auront, un peu plus tard (1588), été spécialisés chacun dans la gestion d'un grand service public, ils pourront être considérés comme les véritables précurseurs de nos modernes ministres. Comme ils sont presque tous roturiers, leur avènement marque le moment où la royauté commence à choisir ses serviteurs d'après leur mérite personnel, et non plus seulement d'après leur naissance.

L'ADMINISTRATION PROVINCIALE. — Les mêmes différences distinguent les deux ordres de fonctionnaires entre lesquels le pouvoir central répartit l'administration provinciale, les gouverneurs et les intendants. Les premiers, superposés par François I^{er} aux baillis, sénéchaux et prévôts, d'abord dans les provinces frontières, puis dans douze circonscriptions embrassant tout le royaume, sont surtout de grands seigneurs ou des hommes d'épée, qui représentent la personne du souverain, commandent ses troupes et vivent avec tout l'appareil de la souveraineté. Tandis qu'ils se confinent dans ce rôle décoratif de vice-rois révocables et que plusieurs d'entre eux ne résident même plus au siège de leur gouvernement, la gestion des intérêts publics passe, sous Henri II, aux agents plus modestes dont Richelieu, auquel on en attribue communément l'institution, aura seulement le mérite de la régulariser. Recrutés parmi les gens de petite naissance, ce sont, au début, des inspecteurs passagers envoyés dans les diverses parties du royaume pour y transmettre l'impulsion du pouvoir central. Quand ils en seront devenus les délégués permanents et qu'ils auront été établis dans toutes les provinces, leur rôle pourra être comparé à celui de nos préfets.

LES INSTITUTIONS JUDICIAIRES. — Les fonctions judiciaires s'étaient longtemps confondues avec les fonctions administratives. Au début du XVI^e siècle, elles se dégagent les unes des autres pour former un service particulier, assuré par un personnel distinct. C'est à quoi contribuent notamment les ordonnances de Crémieu (1536) et de Villers-Cotterets (1539) qui, en réservant l'exercice de la justice à des gradués en droit, sanctionnent la séparation de la robe et de l'épée. À cette réforme fondamentale s'ajoutent les progrès que font accomplir à l'uniformité de législation l'étude du droit romain, enseigné à Bourges par Alciat et Cujas, et la codification systématique des coutumes provinciales. D'autre part, la création des présidiaux (1551) n'a pas seulement pour effet d'établir un nouveau degré de juridiction, mais d'assujettir de plus en plus les justices seigneuriales aux tribunaux royaux.

À côté de ces perfectionnements, il reste, dans les institutions judiciaires, des abus destinés à se perpétuer jusqu'à la Révolution : la pratique de l'instruction secrète, l'emploi de la torture dans la procédure criminelle, et surtout le système de la vénalité des offices,

adopté par Louis XII et développé par ses successeurs pour accroître les revenus de l'État. Devenus propriétaires des charges qu'ils avaient achetées, les magistrats y gagnaient sans doute une certaine indépendance, mais se laissaient entraîner à récupérer sur les plaideurs les sommes qu'elles leur avaient coûtées.

LES INSTITUTIONS MILITAIRES. — La nécessité de soutenir des guerres continuelles imposait à la royauté l'obligation d'augmenter ses forces militaires. Le seul corps permanent sur lequel elle pût compter était l'ensemble des compagnies d'ordonnance, héritières de l'ancienne chevalerie féodale, où n'entraient que des gentilshommes servant volontairement, mais recevant une solde. Armés de la lance, assistés chacun de deux archers et de quatre auxiliaires qui multipliaient leur effectif, ils fournissaient sur le champ de bataille des charges dont leur masse et leur élan rendaient souvent l'effet irrésistible. On a vu plus haut comment François I^{er} ne put réussir à doubler cette cavalerie nationale par une infanterie populaire composée de paysans (1534). L'échec de cette tentative le força de recourir, comme ses prédécesseurs, aux services de mercenaires recrutés en France

parmi des aventuriers gascons ou bretons, au dehors dans certains cantons de la Suisse ou de l'Allemagne (*lansquenets*). Ces soldats de métier, souvent aussi redoutables aux populations qu'à l'ennemi, étaient organisés en « bandes », auxquelles on a pu faire remonter l'origine de nos régiments. Il faut signaler enfin, comme caractéristique de cette époque, les progrès de l'artillerie, dus surtout aux perfectionnements de son matériel. La substitution à ses lourds canons de fer de canons de bronze montés sur roues et sur affûts l'avait rendue plus mobile et lui permettait désormais de jouer un rôle, non seulement dans les sièges, auxquels elle avait été longtemps réservée, mais encore sur les champs de bataille, où pourtant le succès devait pendant longtemps encore se décider par le choc et non par le feu.

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES. — En lui imposant de lourdes dépenses, aggravées d'ailleurs par ses propres prodigalités, les guerres d'Italie amenèrent François I^{er} à développer également son système financier, et d'abord à chercher de l'argent par tous les moyens. Augmentation des impôts directs (de 7 à 16 millions pour la taille) ou indirects (aides et gabelle), contributions extraordinaires imposées aux villes ou demandées au clergé, aliénations du domaine de l'État, vente de charges judiciaires ou de titres de noblesse, conversions et variations de

monnaies, établissement d'une loterie royale (1539), tels furent les principaux expédients fiscaux auxquels il recourut sous la pression du besoin. Le plus fécond et le plus souvent renouvelé par la suite fut un premier appel au crédit, origine de la Dette publique, sous la forme d'emprunts contractés au nom de la ville de Paris et payables en rentes sur l'Hôtel de Ville (1522) ; il devait devenir, sous Henri II et ses successeurs, l'un des principaux ressorts financiers et politiques du gouvernement.

À ces tentatives pour remplir les coffres de l'État répond un effort considérable pour apporter plus d'uniformité, de simplicité et d'économie dans la gestion des revenus publics. L'année 1523 marque le début de toute une série de réformes qui représentent comme une ébauche de l'organisation du XVII^e siècle, et dont la plus essentielle est la création d'un Trésor de l'épargne (1523), destiné à centraliser dans une caisse unique les revenus perçus auparavant par deux ou trois administrations distinctes. Des receveurs généraux, dont les circonscriptions furent en 1542 fixées au nombre de seize, y envoyaient le produit de tous les impôts et de tous les domaines royaux. Dès lors purent être établis des budgets conformes aux principes de la comptabilité moderne. Cet ensemble de mesures achève de donner à la monarchie française la forme définitive qui se conservera, en se précisant, jusqu'à la Révolution, et que caractérisent un pouvoir central fortement constitué, une hiérarchie de fonctionnaires étroitement soumis à son autorité, une administration uniforme dans son mécanisme et prompt dans son action.



LOUIS DE BRUGES, seigneur de la Gruthuyse (1422-1492). Il possédait une importante collection de livres qui appartient ensuite à Louis XII. Il est représenté ici offrant au roi le *Livre des Tournois* du roi René. — Bibliothèque Nationale, manuscrit français.

Chevalier du
règne de Charles VIII.Chevalier du
règne de Louis XII.Soldat suisse
au service de France.Porte-étendard des bandes
de Picardie.Armure de chevalier du règne
de Henri II.

COSTUMES MILITAIRES DU XVI^e SIÈCLE. — Pendant la première moitié du XVI^e siècle, la monarchie française avait à son service deux corps militaires permanents : comme cavalerie, les compagnies d'ordonnance, héritières de l'ancienne chevalerie féodale; comme infanterie, des « bandes » de mercenaires, recrutées pour la plupart en Suisse ou en Allemagne et dont certaines ont été l'origine de nos régiments. — Musée de l'Armée Hôtel des Invalides).

LES TRANSFORMATIONS SOCIALES. — Ces transformations politiques ne se sont pas accomplies dans le gouvernement sans entraîner des transformations sociales équivalentes au sein de la nation. La plus importante est celle qui intéresse la société aristocratique; l'ancienne féodalité, caste indépendante, souveraine et fermée, est remplacée par la noblesse, qui n'est plus qu'une classe privilégiée et subordonnée dont la couronne fixe elle-même la hiérarchie et les limites et élargit sans cesse les cadres par la pratique de l'anoblissement. A côté d'elle, la haute bourgeoisie se détache du peuple pour pénétrer peu à peu dans ses rangs et assure le recrutement de ces hauts fonctionnaires, de ces possesseurs d'offices, dont le dévouement contribuera si puissamment à développer l'influence du pouvoir royal.

Dans l'ensemble, la société est peut-être plus nettement divisée que par le passé en ordres distincts, mais il s'établit entre eux un mouvement d'ascension continu qui ouvre l'accès des plus élevés à ceux qui leur sont immédiatement inférieurs.

LES PROGRÈS ÉCONOMIQUES ET INTELLECTUELS. — Les mêmes causes qui rendent la monarchie plus puissante font la nation plus prospère et plus riche. La guerre s'étant éloignée de son territoire, celle-ci connaît une tranquillité intérieure que rien ne vient troubler pendant un demi-siècle. Il n'en faut pas plus pour imprimer à toutes ses forces productrices un élan que secondent les souverains, que favorise un concours heureux de circonstances, et qui se manifeste dans tous les domaines de la vie économique. Les progrès de la sécurité publique suffisent à donner en quelques années à l'agriculture un essor inconnu des siècles précédents. Encore entravé à l'intérieur par l'abondance des péages comme par l'insuffisance des routes et des canaux, le commerce profite à l'extérieur des communications forcées que la guerre établit avec l'Italie, les Flandres ou même l'Espagne, des routes maritimes que la découverte du Nouveau Monde ouvre aux échanges, et enfin du stimulant que les besoins nouveaux de la classe riche représentent pour les importations. Les industries de luxe, un peu négligées jusque-là, se développent au contact et par l'émulation des pays étrangers. C'est le moment où les fabriques de soie lyonnaises commencent à rivaliser avec celles de Venise, les

poteries émaillées de Rouen avec les faïences italiennes, les tapisseries de la Manufacture royale avec celles de Flandre, l'imprimerie des Estienne à Paris avec celles des Manuce ou des éditeurs d'Anvers et de Bâle.

Cette universelle activité économique se traduit par un enrichissement dont tous les chroniqueurs se complaisent à relever les signes extérieurs : amélioration du sort des paysans, luxe du costume dans les classes aisées, progrès de la culture et aspect florissant des moissons, multiplication des châteaux de plaisance dans les campagnes et des hôtels particuliers dans les centres urbains, accroissement de la population du royaume jusqu'au chiffre de seize millions d'habitants, formation et développement des grandes villes (Lyon, Marseille, Bordeaux, Tours, Rouen, Montpellier, Nîmes). Jamais encore la France n'avait présenté un pareil spectacle de prospérité et de bien-être.

Sa vitalité s'affirme en même temps dans le domaine intellectuel par ce mouvement général des esprits auquel on a donné le nom de Renaissance.

LA FRANCE ET L'EUROPE. — On voit par le tableau qui précède quels avantages assuraient à la France une place à part dans l'Europe du XVI^e siècle. D'autres États étaient peut-être plus étendus en superficie, mais aucun ne présentait sur un territoire plus compact et mieux délimité par la nature une homogénéité politique et sociale plus complète. Ses rois avaient à la fois la certitude de ne pas rencontrer d'obstacles à l'exercice de leur autorité, la possibilité de faire exécuter leurs décisions du centre aux extrémités de leurs domaines, la disposition de forces militaires et de ressources financières permanentes pour l'accomplissement de leurs desseins. De nos jours, ce sont là les conditions primordiales de tout gouvernement régulier : à cette époque, cette régularité même apparaissait comme une innovation et assurait au souverain qui s'en était assuré le bénéfice une avance d'un siècle sur les autres princes, mal obéis et imparfaitement servis, occupés à disputer sans cesse à leurs sujets les soldats et les subsides nécessaires pour remplir leur tâche extérieure. C'est cette supériorité de moyens qui a permis à la monarchie française de soutenir sans désavantage en Italie, et contre le plus puissant des adversaires, un demi-siècle de guerres continuelles.

LES GUERRES D'ITALIE ET LA RIVALITÉ DES MAISONS DE FRANCE ET D'AUTRICHE

LES guerres d'Italie, commencées en 1494 par l'expédition de Charles VIII à Naples, terminées en 1559 par l'évacuation du Piémont, ont été la grande préoccupation des rois de France pendant la première moitié du XVI^e siècle. Elles n'eurent pas seulement pour résultat d'épuiser leurs forces dans un pays où ils ne parvinrent à créer aucun établissement durable ; elles les mirent aux prises avec les souverains qui leur en disputaient la possession et firent de l'Italie comme un champ de bataille où s'agita, par la diplomatie comme par les armes, toute la politique de l'Europe.

Pour en comprendre l'origine, la durée et les complications, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'état de la Péninsule italienne à la fin du XV^e siècle, de rechercher les tentations que ses divisions politiques offraient aux convoitises des nations voisines.

ÉTAT DE L'ITALIE A LA FIN DU XV^e SIÈCLE. — La tendance à l'unité politique, qui dans toutes les grandes régions naturelles de l'Europe succédait à la décomposition territoriale du Moyen âge, ne s'était qu'incomplètement manifestée en Italie. Elle n'avait pas abouti, comme en France et en Espagne, à la prédominance d'une monarchie unique, dans laquelle venait s'absorber la poussière de petites souverainetés éparses sur le sol, mais à la formation de six États distincts, dont aucun n'avait sur les autres de supériorité bien marquée : trois dans la vallée du Pô et trois dans l'Italie péninsulaire.

Dans le bassin du Pô, le territoire de la République oligar-

chique de Venise, puissance à la fois continentale et coloniale, occupait toute la Vénétie actuelle et débordait même au delà de sa frontière naturelle de l'Adige jusqu'au cœur de la Lombardie. Le duché de Milan se trouvait resserré sous les Sforza entre l'Adda et la Sesia, après avoir commencé sous les Visconti la conquête de toute l'Italie du Nord. Enfin le duché de Savoie, partagé entre les deux versants des Alpes, dont sa dynastie détenait les passages, appartenait par sa situation à la France autant qu'à l'Italie. Au sud de ces trois grandes agglomérations, une lisière de petits États représentaient comme les restes de l'ancien morcellement : c'étaient les marquisats de Saluces et de Montferrat dans le Piémont, celui de Mantoue entre la Lombardie et la Vénétie, le duché de Ferrare (comprenant Modène et Reggio) au sud du Pô, et enfin, sur la Méditerranée, l'étroite bande côtière qui formait le domaine de la République maritime de Gênes, déchue de son ancienne grandeur politique, gouvernée désormais par ses intérêts commerciaux et prolongée par la minuscule République de Lucques.

La carte de l'Italie péninsulaire était plus simple : au nord, la démocratique et industrielle République de Florence, obéissant alors à l'opulente famille des Médicis, s'étendait sur toute la Toscane, à l'exception de Siennese, qu'elle convoitait. Au centre, les États pontificaux, formés de la réunion du patrimoine de saint Pierre sur la Méditerranée et de l'exarchat de Ravenne sur l'Adriatique, atteignaient dès ce moment les frontières qu'ils devaient conserver jusqu'en 1859 ; mais les papes en étaient encore plus les souverains de droit que les posses-

seurs de fait. Dans le sud enfin, le royaume de Naples, occupant tout le reste de la Péninsule, avait également pris sa forme définitive et devancé les autres États dans la voie de la centralisation. Une dynastie aragonaise venait d'y supplanter, au prix d'une lutte souvent renouvelée, l'ancienne dynastie angevine (1442). Les deux îles de Sicile et de Sardaigne relevaient enfin de la maison qui régnait en Aragon, et qui allait devenir la maison d'Espagne.

Vers le milieu du XV^e siècle, il s'était établi entre les grands États italiens une sorte d'équilibre politique résultant de leur impuissance à se dominer et de leur lassitude à se battre. Mais leurs dissensions intérieures avaient rendu impossible le maintien de cet accord fédératif. A Naples, subsistait, parmi les barons du royaume, un parti angevin, fréquemment soulevé contre la dynastie aragonaise. A Rome, un pape ambitieux et sans scrupules, Alexandre VI (1492-1503), entreprenait une lutte décisive contre les seigneurs de la Romagne, qui cherchaient à se rendre indépendants de l'autorité pontificale. A Florence, les partisans de la liberté républicaine voulaient prévenir les projets d'usurpation attribués aux Médicis. A Venise, se manifestaient sans cesse des desseins d'agrandissement. A Milan, le régent effectif du duché, Ludovic le More, aspirait à en déposséder le souverain nominal, son neveu Jean Galéas Sforza, encore enfant. C'étaient là autant de causes de troubles et d'invasions. Comme une fatale habitude portait les mécontents de chaque pays à chercher toujours en dehors de la Péninsule des appuis contre leurs propres gouvernements, et comme, d'autre part, ils se retournaient aussitôt contre leurs libérateurs dès que ceux-ci tentaient de se transformer en maîtres, l'Italie,



CARTE DES ÉTATS ITALIENS A LA FIN DU XV^e SIÈCLE.

exposée à de continuelles interventions étrangères, allait devenir, au point de vue diplomatique comme au point de vue militaire, semblable à un terrain mouvant où ne pourrait s'effectuer aucune conquête définitive, ni même se conclure aucune alliance durable.

L'ITALIE ET L'EUROPE. —

Quatre des plus puissants souverains de l'Europe furent successivement amenés à prendre part aux luttes engagées pour la possession de l'Italie : ceux de France, d'Autriche, d'Espagne et d'Angleterre. En France, les Valois y étaient attirés par la contiguïté des territoires, la séduction de la civilisation italienne et les principes de la politique familiale, qui leur donnaient des droits à faire valoir sur Naples et sur Milan. A l'est, l'Italie avait pour voisin l'empereur Maximilien (1493-1519), auquel son mariage avec Marie de Bourgogne avait permis de joindre l'héritage de Charles le Téméraire (Pays-Bas et Franche-Comté) à ses États héréditaires d'Autriche : prince besogneux et entreprenant, toujours en quête d'agrandissements, il revendiquait, comme chef du Saint-Empire romain, le droit d'investiture sur le Milanais et la suprématie morale sur l'ensemble de l'Italie ; il aspirait, de plus, à ouvrir à ses domaines, aux dépens de la République de Venise, un plus large accès vers l'Adriatique. — S'il menaçait le nord de la Péninsule, le sud en était convoité par Ferdinand d'Aragon (1479-1516), devenu maître de l'Espagne tout entière par son mariage avec Isabelle de Castille, doublement intéressé à intervenir à Naples par son alliance avec la famille qui y régnait et par la possession de la Sicile voisine. En Angleterre enfin, un nouveau roi, dont l'avènement mettait fin à trente années de guerre civile, Henry VII Tudor (1485-1509), allait profiter des complications italiennes, sans y être directement mêlé, pour faire payer son appui ou sa neutralité à son rival naturel, le roi de France. Les intérêts des grandes puissances qui commençaient à se former en Europe n'étaient donc ni moins mobiles, ni moins divergents que ceux des principaux États de la Péninsule. La combinaison des uns et des autres devait donner lieu à une succession de coalitions, dont l'instabilité explique la longueur et le caractère des guerres d'Italie.



LAURENT DE MÉDICIS (1448-1492), dit le Magnifique, succéda à son père Pierre, en 1469, en même temps que son frère Julien, dans le gouvernement de la République de Florence ; quand ce dernier eut été assassiné (1478), il en devint l'unique chef. — Galerie des Offices à Florence. G. Vasari. CL. ALINARI.

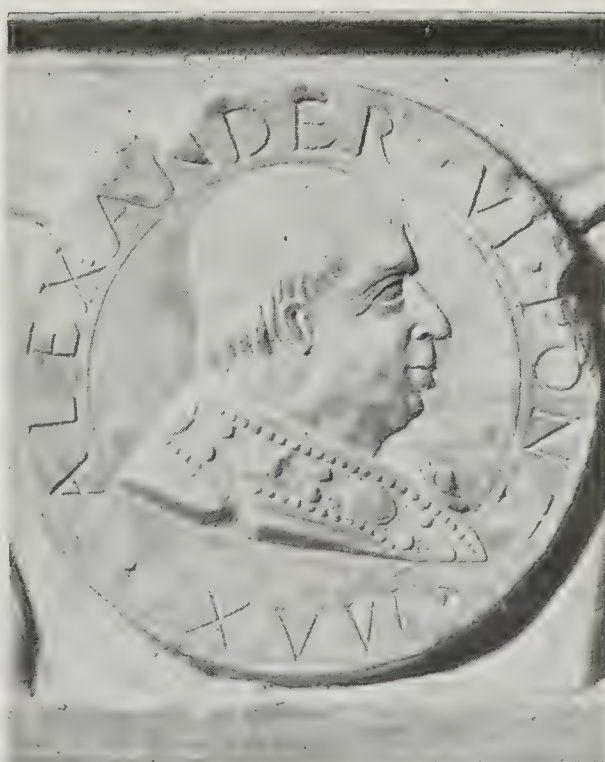
CONQUÊTE DE NAPLES PAR CHARLES VIII. — L'expérience par laquelle Charles VIII en ouvrit la série fournit un premier exemple du continuel jeu de bascule diplomatique à travers lequel devait s'en poursuivre l'histoire. Ce prince avait hérité de la maison d'Anjou, éteinte dans les mâles en 1481, des prétentions sur le royaume aragonais de Naples, et il était pressé de les faire valoir par Ludovic le More, désireux de consacrer par une puissante alliance ses desseins d'usurpation à Milan. D'autre part, la chrétienté se trouvait alors agitée par un de ces projets de croisade dont chaque progrès nouveau des Turcs venait rappeler l'opportunité ; or, l'expédition de Naples pouvait en être le prélude, et la conquête de ce pays fournirait la meilleure des bases d'opération pour celle de la Turquie européenne. Charles VIII avait d'ailleurs été élevé par son père dans la haine de la domination ottomane. Comment donc une imagination à la fois exaltée et débile aurait-elle résisté au double mirage d'un royaume méditerranéen à ajouter sans efforts à la couronne de France et d'un Empire latin d'Orient à reconstituer, après une marche triomphale de Paris à Constantinople ? Quand Charles VIII eut signé (mars 1492) un traité d'alliance avec Ludovic le More, il était intérieurement décidé à une entreprise que les

représentations de ses conseillers ne réussirent qu'à lui faire ajourner pendant deux ans, et que la mort du roi de Naples Ferdinand (25 janvier 1494) lui fournit l'occasion d'aborder : il avait conclu avec ses voisins, pour mieux être en mesure de l'exécuter, les traités d'Étaples, de Barcelone et de Senlis.

A ces préparatifs diplomatiques répondit l'étendue des préparatifs militaires. Avec les 3 600 cavaliers de ses compagnies d'ordonnance, ses 8 000 piquiers suisses réputés pour leur armement et leur solidité, ses 8 000 arbalétriers gascons, ses 600 archers bretons, avec la masse imposante de ses 140 pièces de grosse artillerie, l'armée de 30 000 hommes qu'il avait formée représentait la force militaire la plus imposante qui depuis longtemps eût été conduite hors des frontières de France. Parti de Lyon, où elle était rassemblée, le 25 août 1494, le roi franchit les Alpes au col du Mont-Genèvre, fut reçu en allié par la



LUDOVIC LE MORE (1451-1508), époux de Béatrice d'Este. — Portrait par Boltraffio. (Collection du prince Trivulzio.) CL. ANDERSON.



ALEXANDRE VI (1431-1503). — C'est ce nom que prit le cardinal Roderigo Borgia après son élection en 1492. CL. ANDERSON.



MAXIMILIEN D'AUTRICHE (1459-1519), fils de Frédéric III, empereur en 1493. École allemande. — Galerie du Prado, Madrid. CL. ANDERSON.



LA BATAILLE DE FORNOUE. — Charles VIII, pour briser la Ligue dont la République de Venise avait pris l'initiative, traversa le défilé qui va de Pontremoli à Fornoue pour se rendre à la rencontre de l'armée ennemie. La bataille, qui eut lieu sur les rives du Taro, fut pour Charles VIII une magnifique victoire. Gravure sur bois intercalée dans un exemplaire de la *Mer des histoires* imprimé par A. Vérard vers 1503. — Bibl. Nat., rés. n° 221.

régente de Savoie, puis par Ludovic le More, dont le décès de Jean Galéas vint fort opportunément réaliser les ambitions, et ne trouva d'hostilité qu'en approchant de la Toscane, auprès de Pierre de Médicis, allié du nouveau roi de Naples Alphonse II. Mais toute velléité de résistance armée fut brisée, et par la nouvelle de la défaite infligée à une avant-garde napolitaine, à Rapallo, sur la rivière de Gênes, et par le terrible exemple fait sur la petite place de Fivizzano, dont la garnison fut, après l'assaut, passée au fil de l'épée. A l'approche des troupes françaises, les républicains florentins chassèrent leur prince (9 novembre), ménagèrent au roi une réception solennelle (25 novembre), lui accordèrent par traité une contribution de guerre et libre passage, se résignèrent à le voir émanciper leurs sujets de Pise, et laissèrent à leur gonfalonier Capponi le soin de sauvegarder leur dignité nationale par une fière réponse à des menaces de contrainte armée : « Si vous sonnez vos trompettes, nous sonnerons nos cloches. »

A partir de ce moment, la campagne ne fut plus qu'une promenade militaire, marquée seulement par les soumissions que Charles VIII rencontra sur son chemin. A Rome, où il parvint le dernier jour de l'année, il resta un mois pour imposer un traité de neutralité au pape Alexandre VI, enfermé dans le château Saint-Ange. Lorsqu'il toucha enfin aux termes de son entreprise, Naples présenta les mêmes spectacles que plus tard, au cours de ses révolutions du XIX^e siècle, notamment lors de la chute de sa dernière dynastie particulière (1860) : abdication *in extremis* du souverain — expédient désespéré qui ne pouvait rien sauver —, passivité des populations et palinodies des grands, défection des troupes, dont la déroute volontaire répondait à la débandade en avant des envahisseurs, entrée solennelle du vainqueur dans la capitale, au milieu d'acclamations enthousiastes (22 février 1495). Pendant ce temps, le nouveau roi aragonais, Ferdinand II, cherchait un refuge en Sicile. Charles VIII avait mis cinq mois à traverser toute l'Italie ; il en employa encore deux au siège des places fortes qui lui assuraient la possession de toute la province napolitaine.

PERTE DE NAPLES PAR CHARLES VIII. — Cette conquête, trop facile pour être durable, fut presque aussitôt compromise par les erreurs politiques dont elle fut accompagnée à Naples, comme par les défiances qu'elle éveilla dans le reste de la Péninsule. D'une part, Charles VIII s'empressa d'oublier dans des parades somptueuses et des plaisirs faciles les projets de croisade qui servaient de justification à son entreprise. D'autre part, au lieu d'organiser et de satisfaire son nouveau royaume, il paraissait surtout préoccupé de l'exploiter, s'y comportant en prince étranger plutôt qu'en souverain national, laissant ses favoris français se ruer à la curée des domaines et des fiefs napolitains, et éloignant ainsi de lui ses soutiens naturels, les seigneurs du parti angevin.

Tandis qu'il trahit ainsi cette méconnaissance des conditions du

pays qui, par la suite, aliénera tant de fois aux Français les sympathies des populations, il vit se retourner contre lui ceux qui l'avaient d'abord secondé par leur alliance, sinon par leur neutralité.

La République de Venise, intéressée à ne laisser aucun dominateur étranger devenir trop puissant dans la Péninsule, sort de la réserve qu'elle avait longtemps gardée pour prendre l'initiative d'une ligue italienne contre le roi de France (25 mars 1495) ; elle y fait entrer, avec Ludovic le More, qui craint de voir ce dernier revendiquer le Milanais, Alexandre VI, l'empereur Maximilien et Ferdinand II d'Aragon, également jaloux de la situation de Charles VIII et infidèle aux engagements contractés la veille encore avec lui. L'ambassadeur français à Venise, Commynes, témoin impuissant de ces intrigues, ne peut qu'en annoncer le résultat à Charles VIII.

Déjà impopulaire à Naples, celui-ci risque de s'y voir enfermer par la coalition. Pour ne pas être coupé de ses communications avec la France, il doit quitter cette ville après trois mois de séjour seulement ; il y laisse la moitié de sa petite armée et, avec l'autre, entreprend de remonter l'Italie dans toute sa longueur. Il traverse Rome, esquivant Florence, fait passer à grand-peine les défilés des Apennins à son artillerie et débouche dans la plaine du Pô, à Fornoue, sur le Taro, pour y trouver l'armée de la ligue prête à lui barrer le passage. Forte de 40 000 hommes, elle est près de quatre fois supérieure à la sienne. Néanmoins, l'élan de ses hommes d'armes, la solidité des Suisses, l'exemple de son impétueuse bravoure, une fausse manœuvre de ses adversaires attardés au pillage de son camp, assurent à la *furia française* une victoire rapide et sanglante (6 juillet) dont il profite pour continuer sa retraite à travers le Milanais. Il y reste encore deux mois pour rallier l'arrière-garde de son cousin le duc d'Orléans et détacher Ludovic le More d'une coalition que sa retraite rendait désormais sans objet. En octobre, il évacue définitivement l'Italie, mais avec le prestige d'un succès.

Son retour en France fut suivi de la perte de Naples, où Ferdinand II était rentré dès le 7 juillet et d'où il reconquit son royaume avec l'aide du corps espagnol de Gonzalve de Cordoue. Les deux généraux français qui y avaient été laissés, Gilbert de Montpensier et le sire d'Aubigny, ne purent, le premier, que remporter une victoire stérile à Seminara ; le second, que prolonger encore pendant un an une résistance qui se termina par sa capitulation à Atella (juillet 1496) et sa mort en prison (novembre 1496).

Toute cette aventure italienne se terminait donc sans acquisitions matérielles, mais non sans conséquences morales pour la France. Dans l'esprit de ceux qui venaient d'y prendre part, il en restait la révélation d'un monde nouveau, la nostalgie de sa nature et de sa civilisation, la tentation d'y retourner comme sur le théâtre de brillants coups d'épée et de voluptés faciles : sentiment dont la persistance explique la popularité de guerres pourtant si fécondes en déceptions.

L'ITALIE APRÈS L'EXPÉDITION DE CHARLES VIII. — SAVONAROLE. — De l'autre côté des Alpes également, l'expédition de Charles VIII, sans rien changer à la carte de l'Italie, n'avait pas été sans influence sur les événements qui se déroulèrent par la suite. Alexandre VI profita de sa retraite pour réaliser son grand dessein et tenter de fonder en Romagne, au profit de son fils César Borgia et au détriment des seigneurs du pays, une souveraineté dont l'appui de l'Église aurait fait l'arbitre de la Péninsule.

A Florence, le passage des Français avait, en amenant la chute des Médicis, permis l'avènement d'une république démocratique dont un simple moine dominicain, Jérôme Savonarole, devint pendant quatre ans, sinon le chef officiel, au moins le dominateur moral. Savonarole était une nature ardente, austère et mystique, dans laquelle on retrouve les traits de l'apôtre, du tribun et même aussi de l'énergumène. La faveur populaire que lui avaient valu, sous les Médicis, ses prédications enflammées lui permit de diriger sous la République les affaires de l'État. Après avoir rédigé pour Florence une constitution où les principes de la théocratie servaient d'étiquette aux doctrines démagogiques les plus extrêmes, il s'attaqua dans ses sermons aux vices des riches, au relâchement des mœurs,

aux raffinements du bien-être, et porta même la violence de ses critiques sur l'Église, dont il voulait corriger les abus et déposer le chef indigne. Trop inexpérimenté pour un réformateur politique, trop respectueux des dogmes pour un réformateur religieux, trop intransigent pour un réformateur moral, il agita les esprits sans convertir les âmes et finit par succomber aux contradictions de son rôle autant qu'à l'hostilité de ses adversaires. Le pape Alexandre VI, résolu à se débarrasser de lui à tout prix, le fit successivement interdire, excommunier, discréditer par des moines d'un ordre rival, arracher à sa maison par une émeute populaire, torturer et condamner à mort pour hérésie par un tribunal ecclésiastique : Savonarole subit courageusement le supplice du feu (23 mai 1498). Ce que son exécution avait d'impitoyable fit oublier ce que son œuvre présentait de négatif ; il apparut dans les souvenirs de ses contemporains comme la protestation vivante de la conscience chrétienne contre la corruption pontificale. Il avait éveillé dans leurs cœurs des passions qui devaient compromettre et compromirent longtemps, en effet, l'équilibre moral de la ville qui avait été le théâtre de son activité réformatrice.



JÉRÔME SAVONAROLE. — Le célèbre prédicateur, né à Ferrare en 1452, voulut être un réformateur politique, un réformateur religieux et le dictateur moral de Florence. Il fut brûlé comme hérétique le 23 mai 1498. Portrait par Fra Bartolommeo. — Musée de Saint-Marc à Florence.

CL. ANDERSON.

LOUIS XII. — LA CONQUÊTE DU MILANAIS (1499-1500). — Un an après la mort de Savonarole, un nouveau roi de France allait rouvrir la série des guerres d'Italie. Aux droits qu'il héritait de son prédécesseur sur Naples, Louis XII ajoutait ceux qu'il croyait tenir sur Milan de sa grand'mère Valentine Visconti, dont les Sforza avaient dépossédé la famille en 1450, et cette double revendication lui inspira la pensée d'établir, en outre, une sorte de protectorat moral sur l'ensemble de la Péninsule. Trop faible toutefois pour réaliser seul ses projets d'annexion, il crut devoir associer à chacun d'eux, par un traité préalable de partage, ceux qui auraient pu en contrarier l'exécution : il ne réussit qu'à transformer ces alliés d'un jour en rivaux empressés de lui ravir son lot après s'être assuré du leur. Il tenta l'emploi de cette méthode dans ses trois entreprises contre Milan, Naples et Venise, et en éprouva surtout les inconvénients dans les deux dernières.

La conquête du Milanais fut sa première pensée et son premier ouvrage ; elle s'accomplit en six mois (août 1499-avril 1500), mais en exigea quinze de préparatifs diplomatiques destinés à encercler Ludovic le More, tyran éclairé, mais avide et fourbe, dans une coalition de tous ses voisins. Les plus petits (Ferrare, Mantoue,

Florence) promirent à Louis XII leur neutralité bienveillante, et les deux plus puissants (Rome et Venise) leur alliance effective, obtenue au prix d'un établissement en France pour César Borgia et de l'abandon d'une partie de la Lombardie, le Crémonais, à la Sérénissime République (traité de Blois, 9 février 1499). Ludovic ne pouvait tenir tête à tant d'ennemis. Attaqué de front par les 25 000 hommes du condottiere milanais Trivulce, passé au service français, pris à revers par les Vénitiens, il perdit son duché en vingt jours et dut s'enfuir en Tyrol, laissant Louis XII faire dans sa capitale une entrée triomphale (7 octobre).

Sans se laisser décourager, il courut en Suisse pour y lever un corps de mercenaires, à la tête duquel il tenta un retour offensif dans ses États. Trivulce, qui avait commis l'imprudence de licencier une partie de son armée, s'y était rendu impopulaire par ses maladresses et avait même dû réprimer à Milan un mouvement insurrectionnel (25 janvier 1500). En deux mois, Ludovic se rendit maître du Milanais avec autant de facilité qu'il l'avait perdu ; mais, lorsqu'il voulut achever sa revanche par la reprise de Novare sur l'armée française de



FLORENCE AU XV^e SIÈCLE. — D'après une gravure sur bois du musée de Berlin.

La Trémoille, il devint la victime de l'une de ces perfidies dont il était lui-même coutumier. Livré par les Suisses de son armée à leurs compatriotes du camp adverse, puis à Louis XII lui-même (10 avril), il fut conduit en France et enfermé à Loches, où il prolongea huit années encore son existence de prisonnier. L'administration de son duché, qui devait rester treize ans sous la domination française, fut, après son départ, sagement organisée par le cardinal Georges d'Amboise.

CONQUÊTE ET PERTE DE NAPLES (1500-1504).

— Devenu par ce succès l'arbitre de toute l'Italie du Nord, Louis XII aurait eu intérêt à s'efforcer seulement d'y affermir sa situation. Il préféra se lancer aussitôt dans sa seconde grande aventure italienne, cette conquête de Naples, où avait échoué Charles VIII. Il voulut la mener à bien, comme celle du Milanais, avec le secours d'un tiers ; mais, au lieu de s'associer à une puissance secondaire comme Venise, il commit l'erreur de choisir pour allié et d'introduire dans la Péninsule le plus redoutable et le plus déloyal des souverains étrangers : Ferdinand d'Aragon, cousin du roi de Naples, dont il était prêt à trahir la cause. Par le traité de Grenade (11 novembre 1500), Louis XII et Ferdinand se partagèrent à l'avance les États de ce prince : le premier s'attribuant la Pouille et la Calabre, voisins de ses propres possessions de Sicile, et le second la partie septentrionale des États napolitains, avec la capitale et le titre royal. La supériorité de leurs forces réunies rendit aisée l'exécution militaire de ce programme (juin-juillet 1501). Pressé entre l'armée française de Stuart d'Aubigny et les Espagnols du « grand capitaine » Gonzalve de Cordoue, qui, pour le tromper, s'étaient d'abord présentés en amis, le roi de Naples Ferdinand III fut aussi rapidement réduit à l'impuissance que l'avait été, deux années auparavant, Ludovic le More ; comme lui, il devint et resta jusqu'à son décès (1504) le prisonnier de Louis XII, adversaire loyal auquel il avait mieux aimé se livrer qu'à son perfide cousin.

A la conquête de Naples succéda presque immédiatement la brouille des conquérants. Ils revendiquèrent à l'envi deux provinces (Capitanate et Basilicate) placées entre leurs lots respectifs et dont le traité de partage laissait l'attribution imprécise (juin 1502) ; de là, entre leurs généraux, des contestations continuelles et, entre leurs troupes, une série d'escarmouches aboutissant à une guerre ouverte. Elle parut d'abord favorable aux Français de Nemours, qui refoulèrent d'un élan les Espagnols jusqu'à la côte et assiégèrent étroitement Gonzalve de Cordoue dans Barletta (juillet 1502-avril 1503). Ils l'y auraient peut-être forcé s'ils ne s'étaient laissé abuser par un simulacre de négociations dont il profita pour recevoir des renforts, tandis qu'ils s'affaiblissaient eux-mêmes par le temps et la maladie. Bientôt la situation fut entièrement retournée à leur détriment. En avril 1503, les deux batailles de Seminara et de Cerignole, perdues en Calabre par d'Aubigny (21 avril) et en Pouille par le duc de Nemours, tué au cours de l'action (28 avril), furent le signal d'un mouvement de retraite qui dépassa la capitale et ne se termina qu'à la place de Gaète, aussitôt assiégée par les Espagnols. Pour recouvrer l'une et débloquer l'autre, Louis XII envoya en Italie une armée de secours, commandée par La Trémoille. Elle se vit arrêtée sur le Garigliano, à la frontière napolitaine, par la résistance de Gonzalve de Cordoue, dut stationner dans des terrains marécageux sans pouvoir avancer (octobre-novembre) et fut finalement culbutée par une vigoureuse offensive (26 décembre 1503), à la suite d'une série de combats dont le seul résultat fut d'illustrer le nom du chevalier français Bayard, appelé ensuite à une si glorieuse réputation. Cet échec entraîna la capitulation de Gaète (1^{er} janvier 1504).

Le royaume de Naples était définitivement perdu pour la France et devait, de nouveau réuni à la Sicile, rester deux siècles sous la domination espagnole. Louis XII parut d'abord en reconnaître implicitement l'abandon par la signature d'une trêve avec son adversaire (31 mars 1504) ; mais il cherchait, en même temps, à le recouvrer

par une voie indirecte, en le faisant attribuer comme dot, soit à sa fille Claude de France, qu'il avait eu la faiblesse de fiancer avec Charles d'Autriche, petit-fils de Ferdinand, soit plus tard à sa nièce Germaine de Foix, qui aurait épousé Ferdinand lui-même : combinaisons familiales à la politique matrimoniale en honneur à cette époque, mais qui, cette fois, devaient rester sans résultats (1).

JULES II. — RÉVOLTE DE GÈNES (1507). — Aux revers militaires qui venaient d'enlever à Louis XII sa récente conquête s'ajouta en même temps un échec diplomatique fatal à sa cause en Italie. Le pape Alexandre VI, son allié intermittent, étant mort le 18 août 1503, il n'avait pu ni lui faire donner comme successeur son favori Georges d'Amboise, ni empêcher, après le pontificat éphémère de Pie III, l'élection du cardinal Julien de la Rovere, dans lequel il allait trouver son plus tenace ennemi. Le nouveau pape, qui prit le nom de Jules II, mettait une âme indomptable et un fougueux tempérament de lutteur au service de deux idées maîtresses. Il voulait

achever l'œuvre de son prédécesseur en rétablissant dans sa plénitude la souveraineté territoriale du Saint-Siège, et accomplir la sienne en chassant les « Barbares », c'est-à-dire les étrangers, de la Péninsule. De ces deux desseins, le premier devait le mettre d'abord aux prises avec les Vénitiens, qui occupaient en Romagne plusieurs cités pontificales ; le second, avec Louis XII, plus redoutable que les autres souverains à la cause de l'indépendance italienne.

En jetant quelque découragement dans l'âme de ce dernier, le pape était parvenu à changer les pensées de Louis XII, et c'est alors que le roi se lança, pendant trois ans, dans des négociations compliquées, retracées précédemment, soit pour donner à sa fille un établissement digne d'elle, soit pour gagner successivement ou simultanément l'alliance autrichienne et l'alliance espagnole (traités de Blois [1]). En 1507, il se retrouva entraîné de nouveau dans l'engrenage des affaires italiennes par la nécessité de réprimer à Gènes, soumise à son autorité depuis 1499, une révolte due peut-être aux abus de son administration financière, mais que Jules II encourageait secrètement comme le signal et le prélude de l'affranchissement de l'Italie. L'envoi d'une forte armée française ayant étouffé ce soulèvement à sa naissance, le pape remit à plus tard

l'exécution de son grand dessein national pour satisfaire d'abord sa rancune contre Venise.

GUERRE CONTRE VENISE. — LIGUE DE CAMBRAI (1508-1509).

— Une question vénitienne était née, en effet, des jalousies que cette République avait excitées par la constance un peu insolente de sa fortune, comme par l'habile politique de pourboire qui lui avait permis de s'agrandir successivement à l'aide et aux dépens de tous ses voisins. Parmi ceux-ci, Louis XII et Maximilien s'étaient entendus, dès 1504, par un traité secret (22 septembre), pour lui prendre et se partager la Lombardie vénitienne. Le premier ayant aperçu à temps le danger d'introduire ainsi, après les Espagnols à Naples, les Allemands dans le nord de l'Italie, le second avait fait seul aux Vénitiens une guerre sans résultats. Mais le pape et même Ferdinand d'Aragon avaient également des revendications territoriales à faire valoir contre la République. La coalition de ces griefs et de ces convoitises donna lieu à un traité de partage, signé à Cambrai le 10 décembre 1508, par lequel les quatre souverains s'engagèrent à faire en commun la guerre aux Vénitiens, auxquels ils prendraient :

(1) Ces combinaisons firent l'objet de plusieurs traités, signés à Blois, notamment : 1^{er} traité du 22 septembre 1504, relatif au mariage de Claude de France avec Charles d'Autriche ; — 2^e traité du 22 septembre 1504, rétablissant la paix entre le roi de France d'une part et, d'autre part, Maximilien et Philippe de Castille (Louis XII recevait l'investiture du duché de Milan, mais à la condition de ne plus aider les ennemis de l'empereur) ; — 3^e traité du 22 septembre 1504 (alliance de Louis XII et de Maximilien contre Venise) ; — Traité du 12 octobre 1505 (alliance entre Louis XII et Ferdinand d'Aragon, fiancé à Germaine de Foix).



CÉSAR BORGIA, célèbre prince italien du XV^e siècle, fils de Rodrigo Borgia, qui devint pape sous le nom d'Alexandre VI. — Type accompli des « tyrans » monstrueux de l'Italie du XV^e siècle, il est particulièrement responsable de l'odieuse réputation des Borgia. Portrait attribué à Giorgione. — Acad. de Carrare-Bergame.

CL. ANDERSON.



LOUIS XII ET SA COUR DEVANT LA FORTUNE.

Les progrès de l'autorité monarchique sous les Valois ont pour conséquence le développement de la cour. Devenue le centre du Gouvernement, la cour forme comme une ville ambulante, qui suit le roi dans ses déplacements et représente une école d'élégance et de bel esprit. — Bibliothèque Nationale. Ms. franç. n° 225. CL. CATALA.

Louis XII, tous leurs territoires à l'ouest du Mincio (Bergame, Brescia, Crémone); Jules II, les villes occupées par eux au sud du Pô (Ravenne, Faenza, Rimini); Ferdinand, certains ports napolitains (Otrante, Brindisi, Gallipoli) qu'ils s'étaient fait céder pour prix de leur alliance; Maximilien, enfin, la plus grande partie de la Vénétie proprement dite. L'exécution de ce traité aurait réduit la domination de Venise en Italie à la possession d'une banlieue.

Comme dans l'entreprise de Naples, Louis XII allait devenir victime de sa persistance à chercher des alliés pour ses conquêtes. Il supporta le principal effort de la guerre contre Venise, pour s'en voir, aussitôt après, disputer les bénéfices. Tandis que Maximilien la conduisait avec assez de mollesse pour se faire battre devant Padoue (septembre-octobre 1508), il lui fallait une grande bataille rangée pour triompher à Agnadell (14 mai 1509) de la redoutable armée ennemie de Barthélemy d'Alviano.

GUERRE CONTRE LA SAINTE LIGUE (1511-1512).

— Il ne devait trouver dans cette victoire que l'origine de nouvelles difficultés. Habile à réparer par sa diplomatie la défaite de ses armes, la République de Venise désarma l'hostilité de Jules II et de Ferdinand d'Aragon en leur cédant volontairement les places qu'ils lui réclamaient. Quant au pape, il avait désormais achevé la reconstitution de sa souveraineté particulière; il put désormais se consacrer à la lutte contre Louis XII. Il l'attaqua d'abord indirectement dans la personne de l'un de ses protégés, le duc de Ferrare; s'assura, par l'entremise de l'évêque de Sion, Mathieu Schiner, l'assistance des Suisses, que leurs qualités guerrières et leur situation géographique devaient rendre fort incommodes au possesseur du Milanais, et compléta ces travaux d'approche en retournant contre la France la Ligue de Cambrai, sous le nom de *Sainte Ligue* (4 octobre 1511). Maximilien ne devait y accéder que plus tard, mais elle comprenait, en plus, Venise, l'ennemie de la veille, les Suisses et enfin l'Angleterre, gouvernée depuis 1509 par un nouveau roi, Henry VIII, et dont cette intervention marquait la rentrée dans les affaires continentales.

Par un renversement complet de ses intérêts, Louis XII se voyait donc réduit à la défensive contre une formidable coalition; il ne crut devoir négliger aucun moyen d'y résister. Comme le pape en était l'âme, il songea d'abord à le combattre dans le domaine spirituel. Mais la convocation d'un concile à Pise pour le déposer ou l'intimider manqua son objet (novembre 1511) et ne servit qu'à provoquer la réunion à Rome d'un autre concile, plus nombreux, qui prononça l'excommunication du roi de France (mai 1512). Les armes temporelles furent d'abord pour celui-ci d'un emploi plus efficace, grâce au génie militaire du commandant de son armée d'Italie, Gaston de Foix, duc de Nemours. A deux siècles et demi de distance, sur le même théâtre d'opérations, ce général de vingt-deux ans parut devancer Bonaparte par la rapidité de ses mouvements, l'éclat de ses victoires, l'habileté avec laquelle il savait, avec une armée unique, battre successivement ses adversaires dispersés. Posté d'abord à Milan,



JULES II (1443-1513). — Julien de la Rovere, élu pape en 1503 sous le nom de Jules II. Portrait par Raphaël. — Musée du Vatican. CL. ANDERSON.

il commence par forcer à la retraite, par une prudente défensive, un corps de 16 000 Suisses descendu des Alpes; puis, il s'élance sur Bologne, assiégée par une armée hispano-papale, débloque la ville sans coup férir (7 février 1512), remonte avec la même promptitude, en neuf jours, vers Brescia, que les Vénitiens ont surprise et qu'il enlève d'assaut (19 février), et revient ensuite en Romagne porter aux Espagnols un coup foudroyant dans la sanglante affaire de Ravenne (11 avril). Il y trouve malheureusement la mort au milieu de son triomphe même, dans une poursuite téméraire.

Avec lui disparut la fortune de la France. Son successeur, La Palice, ne put que ramener son armée dans le Milanais, d'où elle fut chassée par une nouvelle invasion suisse, et où rentra la dynastie nationale des Sforza, représentée par Maximilien, fils de Ludovic le More. Après avoir vu Gênes se révolter contre sa domination, et les Médicis rétablir la leur à Florence, Louis XII ne gardait plus que quelques forteresses isolées au delà des Alpes; il était en même temps attaqué par les Pyrénées mêmes, où son allié, Jean d'Albret, défendait à grand-peine la Navarre contre les forces combinées de Henry VIII et de Ferdinand.



CARTE MILITAIRE représentant les premières conquêtes de la République de Venise en terre ferme. — D'après Jomard, *Monuments de la géographie*.

GUERRE CONTRE LA LIGUE DE MALINES (1513-1514).

— Le cours de ses disgrâces parut un instant se terminer par la mort de son plus intraitable adversaire, Jules II (21 février 1513). Un cardinal de la famille des Médicis, fils préféré de Laurent le Magnifique et alors âgé de trente-cinq ans, monta sur le trône pontifical sous le nom de Léon X. Entre l'ancien et le nouveau pape, il y avait la différence d'un vieillard à un jeune homme, d'un fanatique à un dilettante, d'un conquérant emporté à un diplomate adroit. Mais, tout en témoignant une faveur passionnée aux lettres et aux arts, dont son nom était destiné à symboliser la protection, Léon X ne s'écarta point de la politique de son prédécesseur; il s'attacha seulement à en consolider les résultats en évoluant avec souplesse entre les divers souverains qui se disputaient l'Italie. Son premier soin fut de renouveler à Malines la Ligue formée à Cambrai contre la France.

Pendant ce temps, Louis XII se préparait à recouvrer le Milanais au moyen d'une alliance avec les Vénitiens, détachés de la coalition (24 mars), c'est-à-dire par la même méthode que celle du début de son règne. L'emploi en parut d'abord justifié par l'occupation rapide du duché; mais, comme en d'autres rencontres déjà, il fut aussi



LÉON X (1475-1521). — Issu de la famille des Médicis, Léon X succéda à Jules II en 1513 sur le trône pontifical. Portrait par A. Bronzino. — Galerie des Offices à Florence. CL. ALINARI.

promptement reperdu que reconquis, grâce à l'intervention des Suisses, qui délivrèrent Maximilien Sforza, réfugié dans Novare, et battirent sous les murs de cette place l'armée française de La Trémoille (6 juin 1513).

Ce désastre en entraîna bientôt d'autres, car le mouvement de retraite qu'il avait suivi se communiqua à toutes les frontières de France. A l'est, les Suisses, enivrés par la victoire, s'avancèrent jusqu'à Dijon. Au nord, Henry VIII débarquait à Calais, joignait ses troupes à celles de Maximilien, prenait Tournai, et remportait la victoire de Guinegate ou des

Éperons (16 août 1513). Au sud, la guerre continuait en Navarre. L'invasion du sol national, tel était donc le terme de ce règne qui avait commencé sous d'aussi heureux auspices et semblait destiné à d'aussi brillantes entreprises ! Pour parer à ce péril, Louis XII comprit la nécessité de traiter et obtint la paix, grâce à la lassitude générale, à meilleur compte qu'il n'aurait pu l'espérer. Elle lui coûta : avec Léon X (13 mars 1514), le désaveu du concile de Pise et la renonciation au Milanais ; avec les Suisses, une somme d'argent par laquelle La Trémoille acheta leur retraite ; avec Ferdinand, la partie espagnole de la Navarre ; avec Henry VIII (7 août), qui s'était brouillé avec ce dernier, une indemnité et la possession de Tournai.

Ce fut le dernier acte d'un prince dont le surnom de « Père du peuple » ne serait justifié que si l'intérêt national avait tenu plus de place dans ses multiples combinaisons diplomatiques ou militaires.

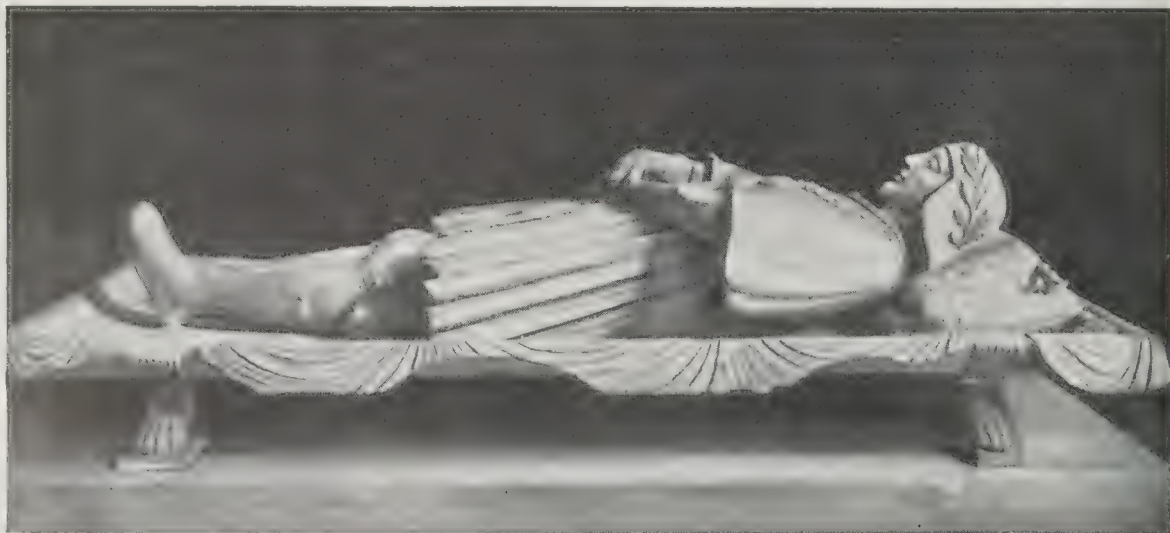
FRANÇOIS I^{er}. — LA CAMPAGNE DE MARIGNAN ET LA REPRISE DU MILANAIS. — François I^{er} n'était pas roi depuis six mois qu'il songeait à reprendre en Italie la politique aventureuse de ses prédécesseurs. Avant qu'elle ne s'élargît jusqu'à faire naître un conflit européen, il devait consacrer une première campagne, habilement préparée et vivement menée, à recouvrer le Milanais, dont la possession était garantie à Sforza par la présence d'une armée de Suisses et par l'appui diplomatique de Léon X, de Ferdinand et de Maximilien.

Pour surmonter ces résistances, François I^{er} s'assura lui-même l'alliance effective des Vénitiens, récemment réconciliés avec la France, la soumission de Gênes, la neutralité de l'Angleterre et surtout la disposition d'une armée de 60 000 hommes, avec 72 canons, bien supérieure à celle que Charles VIII avait employée vingt ans auparavant à la même entreprise. Arrivé à Lyon, et prêt à diriger cette armée sur les Alpes (juillet 1515), il trouva les cols du Mont-Cenis et du Mont-Genèvre, routes ordinaires des invasions, gardés par 20 000 Suisses que commandait Prospero Colonna, l'un des capitaines les plus réputés de son temps ; pour ne pas les attaquer de front, il résolut de les tourner en utilisant, plus au sud, le col étroit et abrupt de Largentière, que les ennemis croyaient impraticable. François I^{er} ne put, en effet, le rendre accessible à sa cavalerie, et surtout à ses grosses pièces, qu'au prix de travaux d'aménagement dont l'ingénieuse audace nous rappelle maintenant le passage du Saint-Bernard par Bonaparte, et qui conduisit aux mêmes résultats. Surpris du côté où ils s'y attendaient le moins, les Suisses perdirent leur général, enlevé par l'avant-garde française, évacuèrent le Piémont, et reculèrent

en Lombardie jusqu'à la position de Melegnano, entre Milan et Lodi. Ils semblaient à ce moment disposés à se faire payer leur retraite en Suisse ; mais leur compatriote, le fougueux cardinal Schiner, leur ayant amené des renforts et rendu courage, ils se décidèrent à faire tête à leurs adversaires dans une lutte décisive. Le 13 septembre, François I^{er} réussit à grand-peine à repousser leurs furieuses attaques ; après avoir passé la nuit dans une sorte de veillée des armes, assoupi sur l'affût d'un canon, il les battit le 14, grâce au concours de l'armée vénitienne, appelée en hâte pour les prendre à revers ; les Suisses se retirèrent en bon ordre, mais laissèrent 8 000 morts sur le champ de bataille. Ce fut la victoire de Marignan dont l'acharnement laissa aux contemporains l'impression d'une lutte de géants, et aux vainqueurs celle d'un tournoi héroïque, à la suite duquel le roi se fit armer chevalier de la main de Bayard.

En Europe, cette rentrée soudaine et triomphale de la France en Italie eut le prestige et l'effet d'un coup d'éclat. François I^{er} voit aussitôt les difficultés s'aplanir et ses adversaires s'incliner devant lui. Il recouvre d'abord le Milanais, le défend contre un retour offensif de l'empereur et, le 4 octobre, réduit à une capitulation Maximilien Sforza, qui terminera ses jours en France, comme son père Ludovic le More. Il conclut ensuite une série de traités dont chacun représente un succès diplomatique et un pas vers la pacification générale : à Viterbe (13 octobre 1516), avec le pape pour en obtenir la cession de Parme et de Plaisance, et à Bologne, où il va le voir personnellement (décembre), pour régler les affaires religieuses de France ; à Fribourg (29 novembre), avec les Suisses, qu'il ramène dans son alliance politique et militaire et qui y resteront fidèles pendant toute la durée de la monarchie française ; à Noyon (13 août), avec Charles d'Espagne, son futur rival, dont il prévient l'hostilité par des concessions et par la promesse de la main de sa fille ; à Cambrai (11 mars 1517), avec Maximilien et Charles d'Espagne pour la garantie mutuelle des possessions territoriales des contractants. Ainsi, depuis son avènement, François I^{er} a montré une égale entente de la politique et de la guerre. Après quatre années de félicité qui semblent être l'aurore éclatante d'un grand règne, il peut aspirer au rôle d'arbitre de l'Europe et il songe à le devenir en se mettant à la tête d'une croisade contre les Turcs.

CHARLES-QUINT. — LA RIVALITÉ DES MAISONS DE FRANCE ET D'AUTRICHE. — Cette situation se trouva brusquement compromise par des événements dynastiques qui aboutirent à simplifier les données de la politique européenne en confondant en une seule les deux maisons d'Espagne et d'Autriche, jusqu'alors distinctes et parfois ennemies. La fille de Ferdinand d'Aragon, Jeanne la Folle, ayant épousé Philippe le Beau, fils de Maximilien et mort lui-même avant ses parents, l'enfant né en 1500 de cette union, l'archiduc Charles, fut destiné à concentrer sur sa tête les héritages des diverses dynasties dont il était issu. Il devint successivement le souverain des Pays-Bas ainsi que de la Franche-Comté après la mort de Philippe le Beau (1506) ; de la péninsule Ibérique (moins le Portugal), des Deux-Siciles et des colonies naissantes d'Amérique après celle de son grand-père maternel (23 janvier 1516) ; de l'Autriche, de la Bohême et de la Souabe après celle de Maximilien (12 janvier 1519). La dignité impériale, obtenue quelques mois plus tard (28 juin) par l'élection, devait lui inspirer en outre des prétentions à la suprématie morale de l'Europe et à la suzeraineté politique de l'Italie.



PIERRE TOMBALE DE GASTON DE FOIX, duc de Nemours (1489-1512). — Il reçut à vingt-deux ans le commandement de l'armée française, mérita le surnom de « foudre de l'Italie » et trouva la mort en 1512, à Ravenne. — Musée archéologique de Milan. Œuvre de Bambaia. CL. ALINARI.

La réunion de domaines aussi immenses entre des mains uniques suffisait à représenter une menace pour tous les autres États, et, en particulier, une coalition permanente contre la France, dont les frontières étaient enserrées au nord, à l'est et au sud par le même souverain. — A cette question d'équilibre s'ajoutaient, pour mettre aux prises François I^{er} et Charles-Quint, des contestations territoriales plus précises. Le premier convoitait la Navarre, prise autrefois par Ferdinand d'Aragon à Henri d'Albret, et le second revendiquait la Bourgogne comme une province injustement distraite de l'héritage paternel. En Italie, dont ils se partageaient la domination par leur double établissement à Milan et à Naples, chacun d'eux aspirait à déposséder l'autre pour l'exclure entièrement de la Péninsule. Leur inévitable antagonisme allait, pendant trente années, donner aux guerres d'Italie la forme d'un duel militaire et diplomatique entre les maisons de France et d'Autriche. Avec le recul du temps, cette rivalité nous apparaît moins, d'ailleurs, comme le choc de deux ambitions que comme le conflit des deux principes qui répondaient au passé et à l'avenir de la politique européenne. Maître d'un royaume homogène et compact, François I^{er} défendait la cause des monarchies nationales, première ébauche des nationalités modernes ; avec l'assemblage de territoires et de peuples divers dont sa domination était le seul lien, Charles-Quint incarnait l'idée de la monarchie universelle, dernière survivance de cet Empire romain, dont ses ancêtres d'Allemagne se croyaient les héritiers. Entre son adversaire et lui, la lutte s'annonçait au début comme celle d'un monde tout entier contre un pays isolé et sa propre supériorité personnelle accentuait encore cette disproportion. Aussi actif d'esprit que les fatigues de son rôle devaient le rendre débile de corps, bien secondé par des ministres choisis avec discernement, il portait dans l'examen des affaires autant de réflexion, dans leur conduite autant de prudence, dans leur poursuite autant d'opiniâtreté, que François I^{er} mettait d'inconstance dans ses desseins et de légèreté dans ses entreprises.

D'autres avantages devaient heureusement atténuer en faveur de ce dernier cette apparente inégalité de forces. Il commandait à un royaume d'un seul tenant, placé au milieu des possessions dispersées de son rival ; de là, pour lui, les bénéfices de ces facilités de manœuvre et de cette unité d'action qui, au cours de la Grande Guerre de 1914, permirent aux puissances centrales de résister si longtemps à des adversaires séparés par la distance. Il régnait sur une nation que commençait à animer le plus vigoureux patriotisme et dont le perfectionnement du système monarchique avait fait le docile instrument de ses volontés.

Si Charles-Quint, au contraire, pouvait utiliser la variété d'aptitudes des peuples rangés sous son autorité, Flamands, Espagnols, Allemands et Italiens, il devait compter avec leur esprit d'insubordination, avec la divergence de leurs intérêts, et ne pouvait disposer en maître de leurs immenses ressources ; toujours occupé à leur disputer des hommes et des subsides, il allait se trouver à court d'obéissance et d'argent toutes les fois qu'il aurait besoin de leur concours pour une grande entreprise. La succession des desseins que lui imposèrent les nécessités de sa situation marque les principales phases de sa rivalité avec la maison de France. C'est d'abord, après l'élection à l'Empire qui en est l'origine, un violent corps à corps ayant pour objet la possession de l'Italie, qui se poursuit en deux reprises pendant dix années (1519-1529) et se termine pour lui par un triomphe complet. Assuré désormais d'une continuité d'initiative à laquelle son adversaire ne pourra plus apporter que des entraves, il en profite pour se consacrer à la double tâche dont il trouve l'obligation dans son rôle impérial. Il veut, à la fois, protéger la chrétienté



PHILIPPE LE BEAU ET JEANNE LA FOLLE. — Philippe I^{er} le Beau, comte de Flandre, puis roi de Castille, fils de l'empereur Maximilien et de Marie de Bourgogne (elle-même fille et héritière de Charles le Téméraire), épousa Jeanne, fille des « rois catholiques » Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille. Six enfants naquirent de leur union, parmi lesquels l'empereur Ferdinand et Charles, qui fut Charles I^{er} d'Espagne avant de devenir l'empereur Charles-Quint. — Collection Aynard de Lyon.

CL. GIRAUDON.

contre les musulmans en les expulsant des territoires qu'ils avaient envahis, et soutenir la catholicité contre les hérétiques en les obligeant à rentrer dans le sein de l'Eglise.

De ces deux projets, dont la poursuite obsède désormais son esprit, le premier l'occupe spécialement de 1530 à 1545, pendant la deuxième période de la rivalité franco-autrichienne ; le second devient, à partir de 1545, sa grande pensée, dont le succès coïncide avec la mort de François I^{er} (1547) et dont l'échec le forcera à abdiquer (1556).

PREMIERE PERIODE DE LA RIVALITE (1519-1529). — L'ELECTION A L'EMPIRE (1519). — Le premier acte de la lutte entre les deux souverains eut pour prologue, en 1519, l'élection à l'Empire que rendit nécessaire la mort de Maximilien. L'archiduc Charles revendiquait comme un héritage de famille la dignité impériale, décernée par les suffrages des sept princes les plus puissants de l'Allemagne : François I^{er} fut amené à la convoiter par la fierté des succès militaires qu'il venait d'obtenir et qui semblaient faire de lui le défenseur naturel du monde chrétien contre les Turcs. Tous deux se disputèrent les voix à prix d'argent, au moyen de surenchères qui firent

de l'élection un vaste marchandage. Plus riche ou plus généreux que son rival, François I^{er} parut d'abord avoir sur lui l'avantage ; au dernier moment, la crainte de trouver dans le roi de France un maître dangereux pour l'indépendance du corps germanique, et peut-être le réveil d'un obscur sentiment national, retournèrent la majorité en faveur d'un prince qui était déjà archiduc d'Autriche (juin-juillet) et qui prit comme empereur le nom de Charles-Quint. Les rancunes que cette lutte électorale laissa dans le cœur des deux compétiteurs contribuèrent à précipiter entre eux le conflit qui naissait de leur situation respective. La première guerre dans laquelle ils s'engagèrent (1521-1526) présenta les mêmes traits caractéristiques qui devaient plus tard distinguer les suivantes. Au point de vue militaire, elle fit ressortir l'égale impuissance des Français à s'établir en Italie et des Impériaux à envahir la France ; au point de vue diplomatique, elle se résuma dans les manœuvres de chacun des deux adversaires pour s'assurer la supériorité sur l'autre par l'appui du



CHARLES-QUINT. — En légende : « Charles, par la grâce de Dieu, roi des Romains, empereur des Espagnes. » Bois sculpté, XVI^e siècle. — Musée du Louvre.

pape et du roi d'Angleterre, devenus ainsi les arbitres de leur différend.

PREMIÈRE GUERRE ENTRE FRANÇOIS I^{er} ET CHARLES-QUINT (1521-1526). — Ce fut dans la poursuite de ces alliances que François I^{er} éprouva ses premiers échecs. Loin de pouvoir gagner celle du roi d'Angleterre, qu'avait secrètement irrité, lors de leur entrevue au camp du Drap d'or (juin 1520), l'étalement un peu indiscret de son luxe souverain et de sa supériorité physique, il ne put l'empêcher de se rapprocher peu à peu de Charles-Quint, d'abord par le traité de Gravelines (juillet), puis par celui de Bruges (août 1521), et enfin par la conclusion d'une ligue contre la France (24 novembre), où se laissa entraîner, après de longues tergiversations, le pape Léon X. Battu sur le terrain diplomatique, François I^{er} n'avait guère eu plus de succès sur les champs de bataille. Il avait pris indirectement l'initiative des hostilités en soutenant contre l'empereur, au nord, le duc de la Mark, seigneur de Bouillon, qui envahit le Luxembourg, et, au sud, Henri d'Albret, pour lequel Lesparre conquiert la Navarre espagnole, qu'il perdit d'ailleurs aussitôt. Cette double offensive n'ayant eu d'autre résultat que de lui laisser le rôle d'agresseur, il se vit assailli à son tour sur les Pyrénées, où il envoya Bonnivet prendre Fontarabie, et à la frontière des Ardennes, où il se rendit en personne pour faire lever le siège de Mézières défendue par Bayard. S'il manqua ensuite l'occasion d'écraser les Impériaux en Flandre, où il les avait suivis, sa campagne eut du moins

l'avantage de montrer par un premier exemple quelle force de résistance croissante son royaume pouvait opposer désormais à toute tentative d'invasion (1521).

Ce fut d'ailleurs sur l'Italie qu'à partir de ce moment se porta avec le plus de suite, mais avec le moins de bonheur, l'effort principal de ses armes. Assailli par les forces combinées de Charles-Quint et de Léon X, Lautrec perdit en quelques semaines le Milanais, si récemment reconquis, mais qu'il s'était déjà aliéné par sa mauvaise administration, et où il se vit réduit à la possession de quelques places (novembre 1521). Quand il voulut prendre sa revanche, au printemps suivant, avec des renforts envoyés de France, la défection de mercenaires suisses dont il n'avait pu assurer la solde lui fit perdre contre Prospero Colonna la bataille décisive de la Bicocca, près de Milan (27 avril). Le dernier des Sforza, François II, frère de Maximilien, entra en vainqueur et s'établit en maître dans son duché.

Des revers politiques vinrent au même instant multiplier les effets de cette défaite militaire. Léon X étant mort (1^{er} décembre 1521), le conclave lui donna pour successeur un Flamand qui avait été le précepteur de Charles-Quint et qui, sous le nom d'Adrien VI, devait rester l'instrument de sa politique. Le premier acte du nouveau pape fut de renouveler, en l'étendant à tous les États italiens, la coalition formée par son prédécesseur contre la France. Au moment où François I^{er} voyait, au dehors, surgir devant lui ce nouvel adversaire, il allait être affaibli au dedans par la trahison du second prince du sang, du dernier grand souverain territorial de la France féodale.



CARTE DE L'EUROPE EN 1519.



L'ENTREVUE DU CAMP DU DRAP D'OR (juin 1520). — Dans le déploiement d'un luxe prodigieux — d'où le nom que garde cette entrevue dans l'histoire — François I^{er} et le roi d'Angleterre, Henry VIII, se rencontrent dans un camp dressé entre Guines et Ardres. Gravure exécutée pour l'ouvrage de D. Montfaucon, d'après le bas-relief de l'hôtel de Bourgheroulde, à Rouen. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des estampes, Q b 17.

Orgueilleux et vindicatif, blessé du refus opposé à ses demandes successives d'importants commandements, outré de s'être vu contester l'héritage de sa femme Suzanne (1521), le connétable de Bourbon traita secrètement avec Charles-Quint et Henry VIII, et passa la frontière pour aller rejoindre les armées du premier dès que sa conspiration fut découverte.

La campagne de 1523 s'ouvrit au milieu de ces circonstances défavorables. Si elle aboutit à une offensive heureuse en Champagne contre les Impériaux, en Béarn contre les Espagnols et en Picardie contre les Anglais, l'expédition que François I^{er} destina à reprendre le Milanais n'eut pas plus de succès que la précédente. Bonnivet, qui la commandait, assiégea vainement Milan, dut reculer ensuite devant Lannoy, se laissa battre par lui à Abbiate Grasso, perdit, au passage de la Sesia, Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche, et dut repasser les Alpes. Le connétable de Bourbon, qui l'avait suivi dans sa retraite, rêva à son tour d'envahir la France par la Provence et de remonter jusqu'à Paris par la vallée du Rhône; pressé par Charles-Quint de prendre d'abord Marseille, il perdit deux mois (août et septembre 1524) au siège de cette place, que lui fit ensuite lever l'approche d'une armée française de secours. Pour la seconde fois, la France portait malheur à qui voulait violer son territoire.

François I^{er} était sorti sans dommages d'une conjuration et d'une invasion. Cette heureuse fortune ne le satisfit point. L'obsession de l'Italie le détermina à une suprême tentative pour recouvrer ce Milanais qu'il avait déjà perdu à trois reprises différentes. A la tête de l'armée qu'il vient de conduire en Provence, il passe les Alpes, s'empare de Milan sans difficultés, met en fuite les Impériaux de Pescaire et réduit leurs débris à s'enfermer dans Pavie, dont il commence le siège (26 octobre 1524). Trois mois après (janvier 1525), il voit arriver à la rescousse une armée de 20 000 lansquenets que Bourbon est allé en hâte recruter en Allemagne, et se décide avec quelque imprudence à lui livrer bataille, en ayant la place à dos. Placé ainsi entre deux feux, affaibli par la défaillance de ses mercenaires suisses, il tente en vain de racheter par sa bravoure de chevalier son inhabileté de général : accablé par le nombre, il est fait prisonnier après des prodiges de valeur et n'a d'autre consolation que de pouvoir écrire à sa sœur qu'il a, du moins, succombé avec honneur.

La capture du souverain donnait à cet échec les proportions d'un désastre national comme le pays n'en avait pas connu depuis la bataille de Poitiers. L'at-

titude de la France montra alors quels progrès avait accomplis son patriotisme depuis deux siècles. Elle témoigna, pour la première fois, à la monarchie affaiblie la fidélité qu'elle n'avait accordée jusqu'alors qu'à la monarchie puissante, et, loin de profiter des malheurs publics pour satisfaire des vues d'émancipation, se serra étroitement autour de Louise de Savoie pour l'aider à faire face aux périls du royaume, à détacher l'Angleterre de la coalition (30 août 1525) et enfin à négocier la paix avec Charles-Quint. L'activité diplomatique de la Régente fut extraordinairement heureuse.

François I^{er} avait eu connaissance aussitôt après Pavie des dures conditions auxquelles il obtiendrait son élargissement ; il fallait renoncer à toute prétention sur l'Italie, céder au connétable de Bourbon, déjà souverain de l'Auvergne et du Bourbonnais, la Provence et le Dauphiné; abandonner enfin à Charles-Quint, comme venant de Charles le Téméraire, la possession de la Bourgogne et la suzeraineté féodale sur la Flandre. Telle était la triple atteinte dont étaient menacées à la fois ses ambitions extérieures, sa fierté de souverain et l'intégrité de son royaume. Il céda sur le premier point, finit par obtenir gain de cause sur le second, mais rencontra chez son adversaire, quand il voulut lui faire retirer sa dernière exigence, une opiniâtreté que ne purent fléchir ni l'offre d'une rançon, ni les périls d'une grave maladie, ni le projet d'abdiquer en faveur de son fils, ni l'intervention personnelle et le voyage en Espagne de sa sœur Marguerite de Valois. De guerre lasse, il finit par se résigner au sacrifice de la Bourgogne, mais en obtenant en retour la main d'Éléonore, sœur de Charles-Quint, et non sans protester secrètement contre la violence qui lui était faite. Ayant acheté à ce prix sa libération par le traité de Madrid (14 janvier 1526), il rentra en France après une année de captivité, laissant ses deux fils en otage.



CHARLES-QUINT ET SA FAMILLE. — Statues en bronze de Pompeo Leoni. — Palais de l'Escurial. CL. C. HUERTA.

DEUXIÈME GUERRE AVEC CHARLES-QUINT (1526-1529). — A peine libre, sa première pensée fut de se soustraire à l'exécution de promesses qu'il prétendait sans valeur, comme arrachées par la violence, et qu'il n'aurait pu d'ailleurs tenir sans compromettre gravement l'indépendance même de son royaume : la Bourgogne cédée à Charles-Quint, c'était l'ennemi installé à quelques marches de la capitale. Pour garder cette province, il lui suffit d'en appeler les notables à Cognac, où il cherchait dans les plaisirs l'oubli de ses épreuves (mai 1526), et d'en faire proclamer par eux l'inaliénabilité, confirmée plus tard dans une séance extraordinaire du Parlement de Paris (décembre 1527). L'empereur ayant ensuite dé-



CHARLES-QUINT couronné à Bologne par le pape Clément VII (février 1530). — Reproduction d'un plat du Musée civique de Bologne. CL. PRONI.

noncé comme un manque de foi son offre de payer une indemnité compensatrice, la guerre recommença, après quinze mois d'intermittence, entre les deux rivaux. Elle devait se prolonger ou plutôt se traîner pendant trois ans, sans apporter grand changement à leur situation respective.

Il n'aurait tenu pourtant qu'à François I^{er} de la rendre rapide et décisive, en profitant du revirement d'opinion qui se dessinait en sa faveur dans les États italiens. Après ses derniers succès, Charles-Quint y apparaissait comme trop puissant pour ne pas y devenir un dominateur oppressif. Le pape Clément VII, successeur d'Adrien VI, et hostile comme Florentin et comme Médicis à la politique impériale ; la République de Florence, que la famille du souverain pontife avait recommencé à gouverner en 1512 ; la République de Venise et enfin le duc même de Milan, mécontent de voir ses États occupés par les lansquenets et convoités par Bourbon, formèrent contre l'empereur une coalition d'indépendance à laquelle le patronage pontifical fit donner le nom de Sainte-Ligue (22 mai 1526) et l'adhésion de François I^{er} celui de Ligue de Cognac. Ce dernier aurait dû la soutenir en toute diligence et avec toutes ses forces ; avec son insouciance habituelle, il la laissa au contraire écraser avant d'intervenir en Italie.

Tandis qu'il restait inactif en France, les Espagnols s'emparaient, dès juillet (le 24), de Milan sur Sforza et, dès septembre, de Rome sur Clément VII, qui parvint néanmoins à les écarter une première fois à prix d'argent, après avoir vu ravager plusieurs quartiers de sa résidence. Au printemps suivant (1527), un plus grave péril parut menacer la cause italienne et pontificale. A la tête d'une armée de 15 000 lansquenets, pour la plupart luthériens, venus d'Allemagne sous le commandement d'un capitaine fanatique, Georges Freundsberg, le connétable de Bourbon entreprit de traverser en vainqueur toute la Péninsule du nord au sud pour aller, peut-être, se tailler dans le royaume de Naples une souveraineté indépendante. Parti de Plaisance le 30 janvier 1527, il menaçait Florence, arrivait le 5 mai devant Rome et tombait le lendemain, frappé d'un coup d'arquebuse, au moment où il conduisait ses troupes à l'assaut ; plus excités que découragés par sa mort, ses soldats emportèrent d'un élan les murailles de la ville, la pillèrent pendant huit jours sans rien épargner, sous les yeux du pape renfermé dans le château Saint-Ange. Les excès et les profanations de toute sorte commis par des hérétiques dans la capitale du monde catholique produisirent sur l'Europe l'effet d'un sacrilège et y soulevèrent un mouvement de réprobation qui ne fut point étranger à la détermination prise peu après par Henry VIII de se rapprocher de la France par un traité d'alliance formel (août 1527).

François I^{er} ne sortit d'abord de son inertie que pour convier vainement Charles-Quint à un combat singulier (janvier 1528). Quand il se décida trop tardivement à un sérieux effort militaire pour recon-

quérir l'Italie, il y envoya, sous Lautrec, une armée qui soumit Gênes au passage, délivra Rome et le pape, poursuivit les Impériaux jusqu'à Naples, mais qui échoua ensuite au siège de cette ville, à cause de la défection de l'amiral génois André Doria, chargé de la bloquer par mer (juillet 1528). Une autre armée envoyée à son secours, sous Saint-Pol, ne put dépasser la Lombardie, où elle se fit battre à Landriano. Découragé par ces revers, Clément VII avait dû conclure (à Barcelone, le 20 juin) une paix séparée. Après la perte de ses alliances, il restait peu d'espoir à François I^{er} de reprendre l'avantage. Les embarras de son adversaire, pressé par d'impérieux besoins d'argent comme par la menace d'une invasion turque, facilitèrent la conclusion de la paix. Par le traité de Cambrai (5 août 1529) — appelé aussi la Paix des Dames parce qu'il fut négocié par la mère du roi, Louise de Savoie, et la tante de l'empereur, Marguerite d'Autriche — le premier sacrifiait à nouveau ses prétentions sur l'Italie et ses droits de suzeraineté sur la Flandre ; le second lui rendait ses deux fils, toujours captifs, et renonçait à l'annexion de la Bourgogne, moyennant le paiement de 2 millions d'écus d'or.

Ce traité était loin de vider la querelle pendante entre les deux rivaux, car il se bornait à consacrer le fait accompli. Il reconnaissait à la fois l'intégrité de la France et la domination impériale en Italie. Charles-Quint eut à cœur de proclamer cette domination en accomplissant dans le pays un voyage triomphal au cours duquel il reçut à Bologne, des mains du pape Clément VII, la couronne de l'Empire et la couronne de fer des rois lombards (22-24 février 1530). Quand il eut rétabli à Florence (août 1530), au prix d'un long siège, l'autorité des Médicis, expulsés une seconde fois de cette ville en 1527, et qu'il eut, d'autre part, rendu le Milanais à François II Sforza, mais en faisant de lui son vassal, il put se regarder comme le maître incontesté de la Péninsule tout entière et parut à l'apogée de sa puissance.

SECONDE PÉRIODE DE LA RIVALITÉ (1530-1545).

TROISIÈME ET QUATRIÈME GUERRE AVEC CHARLES-QUINT. —

Presque aussitôt après commence, dans l'histoire de sa rivalité avec François I^{er}, une nouvelle période qui représente pour lui celle des difficultés, en attendant celle des échecs. Le début en est marqué par d'importants changements de personnes et par la disparition des premiers rôles de la scène politique : Marguerite d'Autriche meurt en 1530, Louise de Savoie en 1531, le chancelier du Prat en 1535, Clément VII en 1534, après avoir marié sa nièce, Catherine de Médicis, à l'héritier du trône de France. Dans les États de François I^{er}, la direction supérieure du gouvernement passe au connétable de Montmorency, partisan, par principe et par nécessité, d'une politique de paix et d'un rapprochement avec l'empereur, dont le roi vient d'épouser d'ailleurs la sœur Éléonore. Quant à Charles-Quint, il se trouve, dès ce moment, partagé entre la multiplicité des entreprises que lui impose la diversité de ses rôles.

Il lui faut d'abord maintenir dans l'obéissance ses provinces espagnoles, où il a dû réprimer, dès son avènement, l'insurrection municipale des *comuneros* (1521), et où il doit arracher avec peine aux Cortès provinciales les subsides nécessaires à l'entretien de ses armées. Il se croit, en outre, tenu comme empereur de rétablir en Allemagne l'unité catholique compromise, depuis la diète de Worms (1521), par les progrès incessants du luthéranisme. Il paraît devoir se consacrer à cette tâche aussitôt qu'il en a fini avec la France en Italie. Mais les princes protestants, convoqués à cet effet à une Diète générale (1530), répondent à ses tentatives de contrainte en précisant, par la Confession d'Augsbourg, leur doctrine religieuse, et en se constituant, par la Ligue de Smalkade, en parti politique (1531). En même temps, la fatalité qui pèsera désormais sur toute sa politique le détourne de ce dessein, à peine ébauché, pour lui en faire entreprendre un autre dont la poursuite va devenir pendant quelques années sa grande préoccupation. Le péril musulman apparaît soudain comme chargé de plus de menaces que le péril protestant. A Constantinople, l'avènement d'un nouveau souverain, Soliman II, a inauguré pour les Turcs une période de conquêtes qui les a conduits successivement à Belgrade (1521), en Hongrie, et devant Vienne, dont la chute mettrait l'Europe à leur merci. Charles-Quint se place à la tête d'une véritable croisade pour les arrêter, et rassemble, dans ce dessein, une armée assez forte pour faire lever le siège de Vienne par une simple démonstration (1532). Il juge toutefois son œuvre de libération incomplète, car, après avoir repoussé les infidèles sur terre, il reste à protéger contre leurs incursions les côtes de la Méditerranée où deux hardis corsaires, les frères Barberousse, établis à Tunis et à Alger, visent à fonder un Empire musulman nord-africain. Pour réduire à néant leurs projets, Charles-Quint dirige d'abord contre Tunis (1535) une expédition maritime qui aboutit à la prise de la ville et à la délivrance de 20 000 esclaves chrétiens.

Ce fut à ce moment qu'il vit rentrer dans la lice son vieil adver-

saire, dont la fierté ne pouvait se résigner à la perte de l'Italie. Impuissant encore à attaquer de front la politique impériale, François I^{er} s'appliquait depuis plusieurs années à la contrarier par des diversions diplomatiques. C'est ainsi qu'il avait donné à l'Europe catholique le singulier spectacle d'un roi Très Chrétien soutenant par ses subsides les princes de la Ligue de Smalkade et nouant avec Soliman, dès 1532, des rapports qui aboutirent en 1536 à un véritable traité d'alliance, dissimulé sous la forme d'une convention de commerce. La même année, il sortit de sa réserve pour engager avec son rival une nouvelle guerre — la troisième — qui eut pour prétexte l'assassinat d'un de ses agents à Milan, pour signal la prise de possession de la Lombardie par les Impériaux après la mort de Sforza (octobre 1535), pour résultat durable la conquête du Piémont par ses propres troupes, et pour épilogue une heureuse campagne défensive en Provence. Les Français commencèrent par s'emparer sans résistance des États du duc de Savoie, allié de l'empereur, et qu'ils devaient garder pendant vingt-trois ans. Quand Charles-Quint voulut prendre sa revanche en pénétrant en France par le littoral de la Méditerranée, Montmorency, chargé de la défense, lui opposa une tactique analogue à celle que devaient employer plus tard les Russes de 1812 : il fit le vide devant son armée et recula jusqu'à Avignon, en dévastant systématiquement les territoires abandonnés. Bientôt réduites de moitié par les privations, la famine, la maladie et les agressions des paysans, les troupes impériales durent, après deux mois d'épreuves, repasser le Var (septembre 1536). Cette tentative d'invasion, renouvelée sur les frontières de Champagne et de Picardie, n'avait donc pas eu plus de succès que celles de 1521 et de 1523.

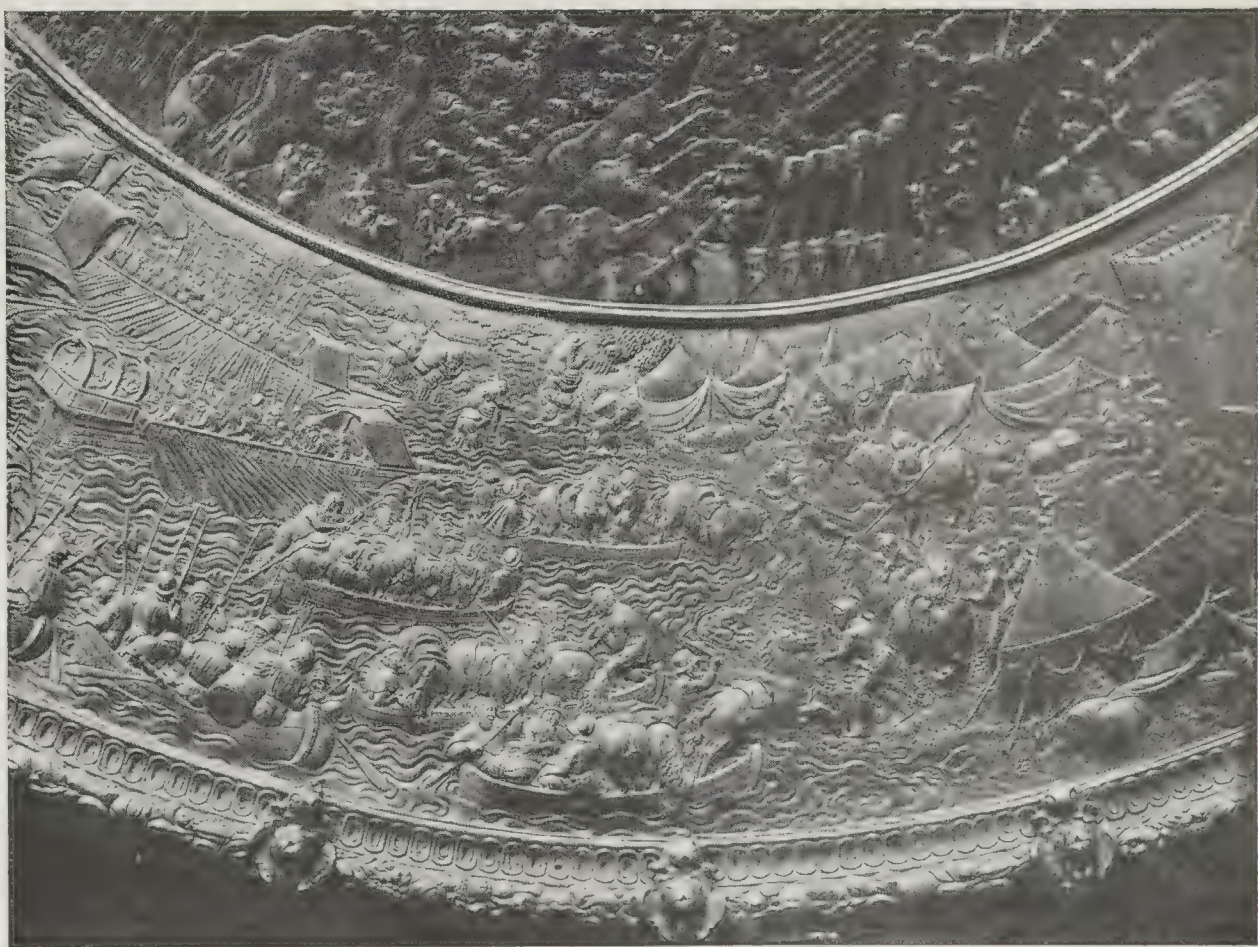
Le sentiment de lassitude causé par ses échecs et les appréhensions auxquelles donna lieu un retour offensif de Soliman déterminèrent Charles-Quint à traiter par l'entremise de ses deux sœurs, la reine de Hongrie et la reine de France : il conclut avec son adversaire, à Nice (juin 1538), une trêve de dix ans suivie d'une entrevue familière à Aigues-Mortes (juillet). Revenu aussitôt après à ses projets de croisade contre les Turcs, il dut encore les ajourner, soit pour aller, en traversant la France, réprimer une révolte des Gantois (1539), soit pour tenter une fois encore de ramener, à la Diète de Ratisbonne (1540), les protestants allemands au catholicisme. Quand il voulut enfin recommencer contre Alger l'entreprise qui lui avait réussi contre Tunis, il essuya un désastre (novembre 1541) qui marqua l'échec définitif de sa politique africaine.

Pendant que Charles-Quint poursuivait ainsi ses rêves de pacification religieuse et de conquête orientale, François I^{er} ne perdait pas de vue l'objet constant de son ambition. Après s'être ingénié pendant deux ans à trouver des combinaisons matrimoniales pour recouvrer indirectement le Milanais, il entreprit pour le reconquérir par les armes une guerre aussi peu décisive, mais plus générale que la précédente. Il y conserva pour alliés le sultan Soliman, les Barberousse et quelques princes protestants d'Allemagne, auxquels s'ajoutèrent les rois d'Écosse et de Suède. Charles-Quint, de son côté, réussit à obtenir le concours armé de Henry VIII, et s'assura à la Diète de Spire celui du Corps germanique. La lutte fut d'abord peu active, bien qu'engagée sur toutes les frontières de France. Quelques escarmouches dans le Luxembourg et le Roussillon, la prise de Nice, dernière place qui restât au duc de Savoie, par les flottes combinées de François I^{er} et de Barberousse en furent d'abord les seuls incidents au cours de l'année 1543. Mais, en 1544, la France dut faire face à un triple effort concerté entre ses ennemis pour l'envahir par le Piémont, par la Lorraine et par la Picardie. Dans le Piémont, le jeune comte d'Enghien battit et arrêta les Impériaux du marquis del Vast par une brillante victoire remportée à Cérisoles (14 avril 1544), qui éclaira d'un dernier rayon de gloire le déclin du règne, comme celle de Marignan en avait illuminé le début. En Picardie, Henry VIII, débarqué sur

le sol français, assiégea et prit Boulogne ; c'était là une menace directe contre la capitale. A l'est enfin, Charles-Quint, parti de Metz avec une forte armée, enlevait Saint-Dizier, descendait sans obstacle le cours de la Marne et pénétrait sans coup férir jusqu'à Château-Thierry, à 20 lieues de Paris, où son approche provoquait dans la population, d'abord une panique, puis les préparatifs d'une lutte désespérée. Charles-Quint se trouva d'ailleurs au dernier moment arrêté dans sa marche par cette sorte de malchance qui l'avait toujours empêché de pousser à fond ses avantages et qu'expliquaient dans le cas actuel son manque habituel d'argent, la disette de vivres et l'insuffisance du concours apporté par Henry VIII à son allié.

Il se décida donc à traiter à Crespy (18 septembre 1544) avec son adversaire, au fils cadet duquel il promettait la main de sa nièce et le Milanais pour dot, mais à charge, pour le roi de France, de le seconder dans sa croisade contre le Turc et d'évacuer les États du duc de Savoie. Le duc d'Orléans, sur la tête duquel reposait toute cette combinaison, étant mort presque aussitôt, le traité ne fut pas exécuté. Resté seul contre François I^{er}, Henry VIII se sentit impuissant à poursuivre son offensive en France. Menacé lui-même d'un débarquement dans son royaume, il finit, après un an de tergiversations, par signer à son tour la paix à Ardres (8 juin 1546), en se faisant payer par une importante rançon la promesse de rendre Boulogne dans huit ans. Malade et découragé, François I^{er} survécut peu aux émotions de cette guerre.

TROISIÈME PÉRIODE DE LA RIVALITÉ DES MAISONS DE FRANCE ET D'AUTRICHE, SOUS HENRI II (1547-1559). — Pendant que Charles-Quint guerroyait ou négociait en Italie, en Afrique, en Flandre et en Espagne, il n'avait pu empêcher les doctrines protestantes de se développer en Allemagne avec l'esprit d'insubordination qui en était la conséquence. Quand il eut été dégoûté par son échec devant Alger de sa croisade contre les infidèles et libéré par la paix de Crespy de ses inquiétudes vis-à-vis de la France, le moment lui parut enfin venu de réaliser le grand dessein dont il s'était toujours vu forcé jusqu'alors d'ajourner l'exécution et auquel le tenaient attaché la ferveur de sa foi, sa mission de chef du Saint-Empire romain, son titre de souverain de l'Espagne catholique. Il voulut tenter un grand effort politique et religieux à la fois dans les pays germaniques pour les ramener à l'orthodoxie et les soumettre plus étroitement à son autorité. Et comme il ne pouvait espérer y parvenir sans voir ses adversaires chercher des appuis hors de l'Allemagne, cette entreprise devait inaugurer une nouvelle et dernière phase de la rivalité des maisons de France et d'Autriche.



CHARLES-QUINT DÉBARQUE A LA GOULETTE. — Episode de la lutte soutenue par Charles-Quint contre les corsaires barbaresques. Partie d'un bassin en vermeil, XVI^e siècle. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

CHARLES-QUINT ET LES PROTESTANTS (1546-1548). — La fortune parut d'abord docile aux désirs de Charles-Quint. Deux campagnes lui permirent d'écraser les princes de la Ligue de Smalkade à Ingolstadt et à Mühlberg (1546-1547), de retenir leurs chefs captifs, d'enlever aux villes leurs privilèges et leur artillerie et de couvrir de ses garnisons toute l'Allemagne, privée ainsi de son indépendance politique. Pour lui ravir son indépendance religieuse, il fit promulguer, par la Diète germanique, l'Intérim d'Augsbourg, sorte de compromis entre l'ancienne et la nouvelle croyance, et voulut l'imposer aux réformés comme règle provisoire de la foi et du culte.

Après avoir vu ainsi toutes les résistances fléchir sous ses armes, il se crut le maître absolu de l'Allemagne et fut pris d'une sorte de vertige d'orgueil qui l'empêcha d'apercevoir la fragilité de ses succès. Trois ans ne s'étaient pas écoulés que son rêve de toute-puissance commençait à se dissiper. L'excès de son autorité ne tarda point à devenir insupportable aux catholiques comme aux protestants, aux villes comme aux princes, à ceux qui l'avaient secondé comme à ceux qui l'avaient combattu. Le duc Maurice de Saxe, après avoir trahi la cause protestante pour le soutenir, se prépara secrètement à l'abandonner et à provoquer la coalition de tous les mécontentements qu'il avait soulevés. Une députation de princes protestants fut en même temps envoyée à Henri II pour invoquer son alliance.

GUERRE ENTRE CHARLES-QUINT ET HENRI II (1551-1556). — Cette démarche devait avoir pour effet de rouvrir l'ère des luttes européennes. Sous Henri II, le sentiment d'amertume et le désir de revanche que la France avait gardés du traité de Crespy s'étaient d'abord tournés contre l'Angleterre, à laquelle elle reprit Boulogne, au cours d'une courte guerre entreprise pour protéger l'indépendance écossaise contre Edouard VII, successeur de Henry VIII (1550). Mais, aussitôt après, la double demande de secours contre Charles-Quint adressée à Henri II par les princes protestants en Allemagne et par le duc Octave Farnèse en Italie fit naître entre les maisons de France et d'Autriche une lutte que rendaient inévitable des prétentions communes à la suprématie de l'Italie et des traditions de mésintelligence assez vivaces pour devenir à elles seules des motifs d'hostilité. Si cette nouvelle lutte rappela les précédentes par la lenteur de ses péripéties et l'incertitude de ses résultats, elle devait en différer par le principal théâtre où elle se déroula. Sans négliger de se faire une clientèle en Italie, Henri II porta son principal effort, par un heureux retour à l'intérêt national, sur cette frontière de l'Est encore inachevée, et où son adversaire était le plus vulnérable.

Par les traités de Chambord et de Friedberg (janvier-février 1552), il se fit reconnaître à l'avance, par les protestants allemands, la possession des trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, enclavés dans les États du duc de Lorraine, mais relevant directement de l'Empire et formant comme le boulevard de l'Allemagne contre la France. De faciles succès parurent d'abord justifier cette nouvelle orientation de

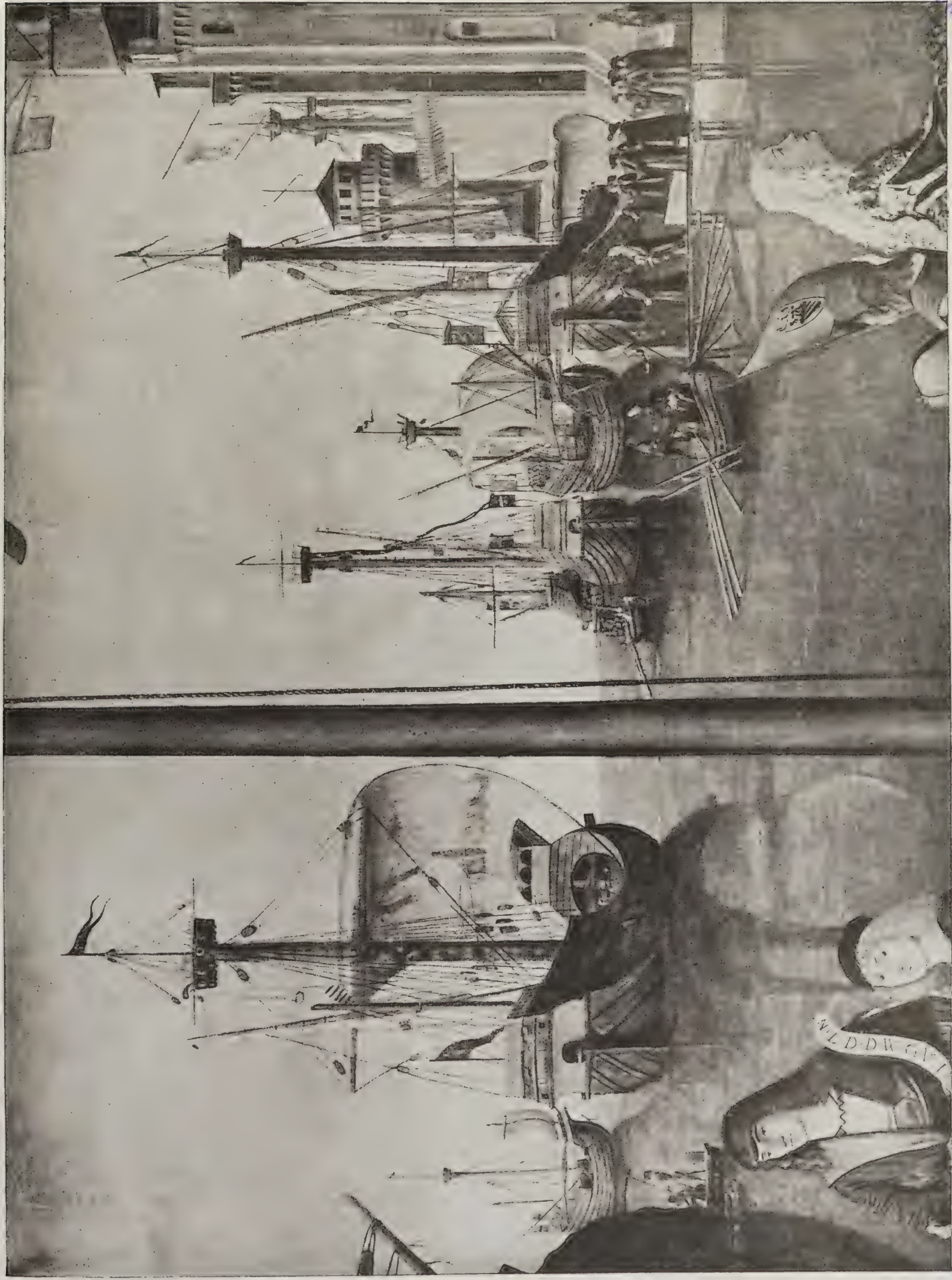
sa politique. Au cours d'une promenade militaire de trois mois — le voyage d'Austrasie — (avril-juillet 1552), il occupa sans difficulté Toul et Verdun et s'empara de Metz par un habile stratagème. S'il ne put réussir en Alsace, où il était ensuite passé, le même coup de main sur Strasbourg, il eut du moins la satisfaction d'y poursuivre jusqu'à la frontière de la Lauter la première chevauchée qu'un roi de France eût encore conduite dans la vallée du Rhin et de prendre encore au retour quelques petites places dans le Luxembourg.

Pour Charles-Quint, cette perte des avant-postes de son Empire coïncidait à l'intérieur avec le soulèvement général qu'avait amené le mécontentement du pays et précipité la défection de Maurice de Saxe. Surpris par cette levée de boucliers, menacé d'être enlevé par les révoltés à Innsbruck, forcé de se réfugier en Carinthie, hors d'état de faire face à tous ses ennemis, l'empereur dut se résigner à composer avec eux : il leur accorda la transaction de Passau (31 juillet 1552) et, ayant ainsi conclu une trêve avec les princes allemands, il en profita pour tenter de reprendre cette ville de Metz dont la perte lui tenait particulièrement à cœur. Il envoya sous ses murs (19 octobre 1552) une armée de 60 000 hommes, pourvue d'une artillerie formidable et qu'il vint peu après animer de sa présence (20 novembre). Mais la place était défendue par de bonnes fortifications, comme par la valeur du duc François de Guise, qui avait eu le temps de s'y jeter avec une troupe de jeunes gentilshommes, élite de la noblesse française. N'ayant pu la réduire par des bombardements furieux, n'osant pas se risquer à l'emporter d'assaut, voyant son armée réduite de moitié par des maladies dues à des pluies continues, Charles-Quint, la rage au cœur, se vit contraint d'ordonner la retraite après soixante-cinq jours d'investissement (26 décembre). L'humiliation de cet échec, fatal au prestige de sa fortune, ne fut que bien imparfaitement atténuée par quelques succès diplomatiques et militaires remportés les années suivantes : en 1553 (juin), la prise et le sac de Théroüanne en Picardie et le mariage de son fils Philippe avec l'héritière de la couronne d'Angleterre, Marie Tudor ; en 1554, la résistance victorieuse opposée, malgré un léger échec à Renty (août), à une incursion de Montmorency en Artois ; en 1555 (avril), la capitulation de Sienne, révoltée contre les Médicis alliés de l'empereur, et défendue pendant neuf mois par le Français Montluc. Mais aucun de ces avantages n'était décisif, et ils avaient pour contre-partie l'élévation au siège de saint Pierre du pape Paul IV, adversaire acharné de la domination impériale en Italie.

ABDICATION ET MORT DE CHARLES-QUINT. — Au moment où ses affaires commençaient à se relever, Charles-Quint allait volontairement cesser de les diriger. Bien qu'il n'eût encore que cinquante-cinq ans, son règne en comptait déjà plus de trente, et l'homme n'avait pas tardé chez lui à fléchir sous la charge du souverain. L'impossibilité physique et intellectuelle de suffire à la diversité de ses obligations, les accablements d'infirmités inséparables d'une vie trop sédentaire, les progrès de la goutte, la dépression morale produite dans son esprit par l'avortement final de son grand dessein sur l'Allemagne le déterminèrent à réaliser ce projet d'abdication et de retraite dans un couvent qu'il avait pour la première fois conçu après la mort d'une femme tendrement aimée (1539) et qu'entretenait dans son âme une piété dont l'ardeur se tournait volontiers en prédilection pour la vie monastique. Mais, avant de disparaître de la scène du monde, il tint à régler par lui-même toutes les affaires que son départ aurait laissées en suspens : celles d'Allemagne par la paix d'Augsbourg (octobre 1555), celles de France par la trêve de Vaucelles (février 1556), conclue pour cinq ans sur la base du *statu quo* territorial et reconnaissant par conséquent à Henri II la possession des Trois-Évêchés et du Piémont ; celles, enfin, de sa propre succession par le partage forcé de l'immense Empire dont il aurait peut-être désiré réserver la totalité à son fils et dont l'unité éphémère disparut avec lui. Il dut laisser à son frère Ferdinand — qui les administrait déjà depuis 1520 — ses États allemands et la dignité impériale dont Ferdinand était héritier présomptif depuis 1531 comme



VUE DE ROME EN 1549. — Gravure publiée par Sébastien Munster.



GALLIES DU XVI^e SIÈCLE.

Ces galères avançaient à la rame et à la voile. Elles étaient surmontées de trois mâts au plus, portant chacun une voile latine; sur la poupe était dressée une tente.
(Fragment de l'un des panneaux représentant l'histoire de sainte Ursule, par Vittore Carpaccio.) Académie des Beaux-Arts de Venise. Cl. ANDERSON.

roi des Romains. Tous ses autres domaines d'Espagne, des Pays-Bas, d'Italie et d'Amérique furent le lot de son fils Philippe II. Après avoir, d'octobre 1555 à mai 1556, déposé successivement toutes les couronnes réunies sur sa tête, il s'embarqua pour l'Espagne et se retira au couvent hiéronymite de Yuste, en Estrémadure (février 1557), où il prolongea encore près de deux ans (jusqu'au 21 septembre 1558) une existence solitaire, mais toujours souveraine, partagée entre les pratiques minutieuses de la piété et le souci constant d'influer par ses conseils sur les événements qu'il ne pouvait plus conduire par ses décisions. Comme l'a dit Mignet, « en se retirant de la scène, il ne se retira pas de l'histoire ».

GUERRE ENTRE PHILIPPE II ET HENRI II (1556-1559). — Sa vie de souverain ayant été remplie par la lutte contre la maison de France, sa mort semblait devoir marquer le terme naturel de cette lutte. Conclue pour cinq années, la trêve de Vaucelles ne dura pourtant que cinq mois.

Henri II, qui prit l'initiative de la rompre, aurait eu pourtant intérêt à ne pas livrer au sort incertain des armes les bénéfices très réels qu'elle lui assurait. Il n'avait plus les alliances de son père, et son adversaire, auquel la perte de l'Allemagne n'enlevait guère qu'une cause d'affaiblissement, disposait, par son mariage avec Marie Tudor, des ressources de l'Angleterre. Le roi de France céda néanmoins aux conseils des Guises, qui voyaient dans une politique guerrière un moyen de supplanter l'influence pacifique des Montmorency, et surtout aux sollicitations du pape Paul IV, octogénaire impétueux dont le caractère rappelait celui de Jules II, mais dont les implacables rancunes étaient tournées contre les Espagnols. La guerre qui en résulta fut l'épilogue de toutes les précédentes et se déroula en trois actes, qui eurent pour théâtres successifs l'Italie, la Picardie et les Pays-Bas.

Elle commença en Italie entre les Espagnols et Paul IV. Le duc d'Albe, gouverneur de Naples, envahit les États pontificaux, et s'avança jusque sous les murs de Rome ; mais il commit la faute de conclure une trêve de cinquante jours au lieu de donner l'assaut, et laissa ainsi au duc de Guise, l'un des meilleurs capitaines de son époque, le temps d'accourir de France avec une armée de 12 000 hommes. Il évacua en hâte ses conquêtes pour aller défendre l'accès du territoire napolitain. Mais Guise, qui l'avait suivi, dut à son tour lever le siège de Civitella sur le Tronto (15 mai 1557) et se vit, à la suite de cet échec, refoulé par des forces supérieures et réduit à l'expectative. Il fut presque aussitôt rappelé en France, laissant Paul IV, abandonné à lui-même, obtenir de la piété de Philippe II des conditions de paix et de neutralité relativement avantageuses. De ce côté, la campagne avait donc présenté les mêmes alternatives de flux et de reflux que les précédentes, et l'Italie trompait une fois de plus les espérances des deux adversaires qui s'en disputaient la possession.

C'était dans le nord-est de la France que devait se décider le sort de la guerre. Une offensive inopinée de l'amiral de Coligny contre les Pays-Bas en donna le signal dès janvier 1557 et détermina Marie Tudor, après qu'elle eût longtemps hésité, à embrasser la cause de son époux contre son voisin (juin). En juillet, une armée d'invasion anglo-espagnole de 47 000 hommes, placée sous le commandement d'un habile général de trente ans, Philibert-Emmanuel de Savoie, souverain dépossédé du Piémont, franchit à l'improviste la frontière de Picardie et vint investir la ville importante et dégarinée de Saint-Quentin, dont la prise lui aurait ouvert la route jusqu'au cœur du royaume. Coligny réussit à y pénétrer avec une poignée d'hommes et à y ranimer la défense (2 août). Mais, quand le connétable de Montmorency accourut à son tour avec une petite armée pour secourir la place, il se laissa surprendre et culbuter par une masse de cavalerie au moment où il venait d'y introduire des renforts ; il perdit 3 000 hommes, ses canons, ses drapeaux, ses meilleurs lieutenants et resta lui-même au nombre des prisonniers (10 août).

C'était pour la France une catastrophe qui mettait Paris à la merci d'une attaque



PLAN DE LA PLACE DE METZ EN 1552. — C'est en cette année 1552 que Charles-Quint fit un effort désespéré pour reprendre la place à Henri II. — Bibliothèque Nationale ; Cabinet des estampes, Q b 19.

vivement poussée. Comme treize années auparavant, la capitale fut sauvée grâce à des circonstances qui contribuèrent à fonder sa légende d'invulnérabilité. Les Espagnols perdirent une dizaine de jours à attendre la chute de Saint-Quentin au lieu de continuer leur marche en avant, et laissèrent ainsi le temps à Henri II de rassembler à Compiègne une nouvelle armée, à sa femme Catherine de Médicis de relever les courages de ses sujets parisiens, au duc de Guise de revenir d'Italie pour diriger la défense du royaume.

Accueilli à la cour en sauveur du pays (octobre), celui-ci résolut d'inaugurer son commandement par un coup d'éclat inattendu, et d'opposer un grand succès à un grand péril. Négligeant les Espagnols, abusés par une feinte sur la Champagne, il se tourna brusquement contre les Anglais pour venir assaillir leur dernière possession sur le continent, la ville de Calais, qu'il savait mal gardée. Ses dispositions furent prises avec une si exacte prévoyance qu'il emporta l'une après l'autre les défenses extérieures de la place, réduite ensuite à se rendre à merci (9 janvier 1558). Huit jours lui avaient suffi pour libérer du joug étranger une cité française captive depuis deux cent onze ans. C'était, pour lui-même, un nouveau titre de gloire ajouté à la défense de Metz ; pour la France, une revanche inespérée de Saint-Quentin ; pour Marie Tudor, une déception dont l'amertume ne fut point étrangère à sa fin (elle mourut le 17 novembre). En homme de guerre habile à exploiter hardiment un premier avantage, Guise compléta sa conquête par celle de Guines et de Ham, puis se porta sur la frontière de l'Est, où il enleva Thionville après un siège de trois semaines (22 juin), et envahit même le Luxembourg, où il prit Arlon. Sous son impulsion, la fortune de la France se relevait partout. Un léger échec subi par de Thermes devant Gravelines (13 juillet) n'arrêta point cet élan national, ni ses effets sur les ennemis mêmes.

Ce fut au milieu de ces succès que commencèrent entre les belligérants (septembre) des négociations conduites par l'entremise de Montmorency, toujours captif des Espagnols ; elles aboutirent à une trêve (février 1559), convertie à



PHILIPPE II. — Portrait peint par Rubens. — Musée du Prado. Madrid. Cl. ANDERSON.



PHILIBERT-EMMANUEL DE SAVOIE, un des meilleurs généraux de Charles-Quint. Médaillon en cire. — Musée de Cluny. CL. GIRAUDON.

Cateau-Cambrésis (2-3 avril) en un traité de paix définitif. Au nord, Henri II conservait, avec Calais, les Trois-Évêchés, recouvrait Saint-Quentin et quelques petites places perdues et ne restituait que les villes les plus récemment conquises. En Italie, il renouvellait ses précédentes renonciations à toutes les prétentions de sa maison sur Naples et sur Milan; mais, au lieu de garder, comme à Vaucelles, les États du duc de Savoie, il les rendait à leur ancien possesseur, à part cinq forteresses occupées provisoirement à titre de gages. Suivant les usages du temps, cette réconciliation entre les adversaires était scellée par des

alliances de famille : Élisabeth, sœur de Henri II, dut épouser Philippe II, veuf de Marie Tudor, et sa sœur Marguerite, Philibert-Emmanuel.

Cette paix fit mauvaise impression en France, dès que les conditions en furent connues; elle fut passionnément critiquée comme conclue trop vite, au risque d'interrompre sans nécessité une période de succès, par un prince plus soucieux d'obtenir la libération de son favori Montmorency que de servir les intérêts vitaux de son royaume. Peut-être, en effet, Henri II ne songeait-il point à tirer parti du besoin que son adversaire avait de la paix pour garder, à défaut du Piémont situé au delà des Alpes, la Savoie et la Bresse, comprises dans nos frontières naturelles. Mais, d'autre part, la France épuisée n'avait pas un moins impérieux besoin de repos. Elle gardait à Cateau-Cambrésis toutes ses acquisitions utiles : les Trois-Évêchés en face de l'Empire, Boulogne et Calais en face de l'Angleterre. Et le sacrifice de ses ambitions italiennes présentait au moins cet avantage de liquider définitivement la fâcheuse politique où s'épuisaient ses forces.

RÉSULTATS DES GUERRES D'ITALIE. — Avec le traité de Cateau-Cambrésis se ferme, en effet, la série de ces longues luttes qui ont eu pour objet principal, jusqu'en 1518, la domination de la Péninsule, et, à partir de cette date, la prépondérance européenne, mais auxquelles est restée dans l'histoire l'appellation générique de guerres d'Italie. Le trait prédominant de ces luttes, c'est l'instabilité constante et la stérilité finale de leurs résultats. Au cours des soixante années sur lesquelles elles s'étendirent, la France envahit et perdit successivement quatre fois les États de Naples, six fois le Milanais, une fois le Piémont, sans rien garder de ses éphémères conquêtes. En revanche, ses efforts pour les reprendre aboutirent à installer à Milan et à Naples la domination durable de l'Espagne, c'est-à-dire d'une grande puissance rivale. Si l'on se rappelle tout ce qu'elle a prodigué dans ces entreprises de forces physiques et morales, de trésors financiers et de vies humaines, si l'on songe, d'autre part, à ce qu'il lui a fallu, dans les deux siècles suivants, de sacrifices et de patience pour tenter de compléter morceau par morceau sa frontière du Nord-Est, restée finalement inachevée, on ne peut que déplorer la funeste déviation subie pendant un demi-siècle par la politique royale. En interrompant à un moment décisif l'œuvre de la formation territoriale de la France, les guerres d'Italie ont apporté à son développement un retard qui n'a jamais pu être entièrement regagné, et dont il n'est point sûr que nous ne supportions pas encore les dernières conséquences.

A cette erreur fondamentale de conception, s'ajoutèrent de continuelles défaillances d'exécution. Charles VIII et Louis XII se lancèrent à la légère dans des entreprises dont ils ne surent ni préparer le succès, ni prévoir les suites. Henri II se laissa conduire par les événements; François I^{er} parut seul entrevoir et suivre un instant une politique d'alliances qui aurait pu être féconde; mais il découragea presque aussitôt ses alliés par l'inconsistance de vues qui le fit flotter, à partir de 1530, entre le rapprochement avec l'empereur et la lutte décidée contre lui.

A côté de ces fâcheuses conséquences pour l'avenir extérieur de la

France, les guerres d'Italie présentèrent pour son évolution intérieure quelques avantages dont il serait injuste de ne pas tenir compte. Elles développèrent, par leur durée, les aptitudes guerrières de la nation; par leurs périls, sa cohésion morale; par les efforts qu'elles exigèrent, son organisation administrative, financière et militaire. Elles furent marquées par l'échec de toutes les invasions et de toutes les tentatives de démembrement diplomatique dirigées contre l'intégrité du territoire national qui, pour la première fois depuis le Moyen âge, apparut comme invulnérable à toutes les atteintes. Dans l'ordre intellectuel, elles ouvrirent à l'esprit français, longtemps replié sur lui-même dans d'étroites limites politiques, l'accès d'une nouvelle civilisation et la perspective de nouveaux horizons artistiques et littéraires. Dans l'ordre des relations internationales, elles eurent pour résultat d'accélérer le groupement des territoires en grands États, de créer une politique européenne, d'empêcher l'établissement d'une monarchie universelle et d'inaugurer ce système d'équilibre par lequel la coalition spontanée des plus faibles contre les plus menaçants maintenait toujours la balance de leurs forces. Elles représentent, à ce point de vue, une période de transition entre l'Europe des petites souverainetés et celle des grandes puissances, de même qu'à l'intérieur, entre la France féodale qui s'est prolongée jusqu'à Louis XI et la monarchie administrative qui trouvera son apogée dans les deux siècles suivants.

BIBLIOGRAPHIE

I. HISTOIRE INTÉRIEURE DE LA FRANCE (1483-1559)

SOURCES. — JALIGNY (Guillaume de), *Histoire de Charles VIII*, publ. par Th. Godefroy (1617 et 1684).

MASSELIN (Jehan), *Journal des États généraux de France, tenus à Tours en 1484*, publ. par A. Bernier (1835). — *Procès-verbaux des séances du Conseil de régence du roi Charles VIII*, publ. par A. Bernier (1836). — SEYSSSEL (Claude de), *Les Louenges du roy Louys XII^e* (1508); — *Lettres du roi Louis XII et du cardinal d'Amboise*, publ. par J. Godefroy (Bruxelles, 1714, 4 vol.); — *Procédures politiques du règne de Louis XII*, publ. par R. de Maulde (1885). — *Mémoires de Fleuranges*. — *Journal de Louise de Savoie*. — *Catalogue des actes de François I^{er}*, tomes I-IX (1887-1907). — *Journal de Jean Barillon*, publ. par P. de Vaisière (1897-1899, 2 vol.).

Mémoires de Guillaume et Martin du Bellay. — *Journal d'un bourgeois de Paris sous le règne de François I^{er}, 1515-1536*, publ. par L. Lalanne (1854). — PICOTTÉ (Sébastien), *Chronique du roy François, premier de ce nom*, publ. par G. Guiffrey (1860).

BRANTÔME, *Œuvres*, publ. par L. Lalanne (1864-1882, II vol.). — *Mémoires de Gaspard de Saulx-Tavannes* (Lyon, 1657).

Lettres de Marguerite d'Angoulême, publ. par F. Génin (1841); — *Nouvelles Lettres* (1842). — *Lettres de Catherine de Médicis*, publ. par H. de la Ferrière (t. I^{er}, 1880).

SEYSSSEL (Claude de), *La Grande Monarchie de France* (1519). — FERRAULT (Jehan), *Insignia peculiaris christianissimi Francorum regni* (1520). — GRASSAILLE (Charles de), *Regalium Franciæ libri II* (1538).

OUVRAGES À CONSULTER. — CHERRIER (G. de), *Histoire de Charles VIII* (2^e éd., 1871, 2 vol.). — PÉLICIER (P.), *Essai sur le gouvernement de la dame de Beaujeu* (1882). — MAULDE LA CLAVIÈRE (R. de), *Histoire de Louis XII*, 1^{re} partie, Louis d'Orléans (1889-1891, 3 vol.). — BAUDIER (Michel), *Histoire de l'administration du cardinal d'Amboise* (1634). — RÆDERER, *Mémoires pour servir à une nouvelle histoire de Louis XII* (1820). — GAILLARD, *Histoire de François I^{er}* (1766-1773, 7 vol.). — PARIS (Paulin), *Études sur le règne de François I^{er}* (1885, 2 vol.). — MAULDE (R. de), *Louise de Savoie et François I^{er}* (1895). — DOUCET (Roger), *Étude sur le gouvernement de François I^{er} dans ses rapports avec le Parlement de Paris*, 1^{re} partie, 1505-1525 (1922). — LEMAIRE (André), *Les Lois fondamentales de la monarchie française, d'après les théoriciens de l'ancien régime* (1907). — DECRUE (Francis), *La Cour de France et la société au XVI^e siècle* (1888). — WEILL, *Les Théories du pouvoir royal au XVI^e siècle* (1891). — HANOTAUX (G.), *Origines de l'institution des intendants des provinces* (1886). — LA BORDERIE (A. de), *Louis de La Trémoille et la guerre de Bretagne en 1488* (1877). — DUPUY (Ant.), *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France* (1880, 2 vol.).

II. GUERRES D'ITALIE. — FRANCE ET AUTRICHE

Lettres de Charles VIII, publ. par P. Pélicier et B. de Mandrot (1898 et ann. suiv.). — *Mémoires de Guillaume de Villeneuve*. — *Chroniques de Jean Molinet*. — *Commentaires de Blaise de Montluc*, publ. par P. Courteault (1911, 2 vol.).



MARGUERITE DE FRANCE, fille de François I^{er}, femme de Philibert de Savoie; par Corneille de Lyon. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

PÉLISSIER (L.-G.), *Les Sources militaires de l'histoire de Louis XII* (1892); — *Documents pour servir à l'établissement de la domination française à Gênes, 1498-1500* (1894); — *Documents relatifs au règne de Louis XII et à sa politique en Italie* (1912).

Loyal Serviteur, *La très joyeuse, plaisante et récréative histoire du chevalier Bayard* (1527).

ARLUNO (Bernardino), *Historiarum ab origine U. Mediol. ad nostra usque tempora sectiones III.* — BROWN (R. et F.), *Calendar of state papers and mss. relating to English affairs, existing in the archives and collections of Venice and in other libraries of Northern Italy*, t. I-VIII (1864-1894). — BURCHARD, *Diarium*, publ. par L. Thuasne (1883-1885, 3 vol.). — DESJARDINS, *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane* (1859-1875, 5 vol.). — GUICHARDIN, *Histoire de Florence* (1561). — JOYE (Paul), *Historiarum sui temporis II. XLV* (Florence, 1550-1552, 2 vol.). — *Vita illustrium virorum et doctorum virorum* (Florence, 1543). — MACHIAVEL, *Histoire de Florence*. — SANUDO (Marino), *Diarii*, publ. par Stefani, Berchet, etc. (Venise, 1879-1903, 58 vol.); — *La Spedizione di Carlo VIII in Italia*, publ. par Fulin (Venise, 1873-1883). — *Calendar of letters relating to the negotiations between England and Spain, 1485-1544*, publ. par Bergenroth, Pascual de Gayangos, etc. (1862-1899, 13 vol.). — MARTIRE D'ANGHIERA (Pietro), *Opus epistolarum* (Milan, 1530). — *Letters and papers illustrative to the reign of Richard III and Henry VII*, publ. par J. Gairdner (Londres, 1861-1863, 2 vol.).

MOCENIGO, *Libri VI belli Cameracensis* (Venise, 1525). — *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato*, publ. par Albéri (Florence, 1839-1863, 15 vol.).

Commentaires de Charles-Quint, publ. par Kervyn de Lettenhove (Bruxelles, 1862). — GRANVELLE (cardinal de), *Papiers d'Etat*, publ. par Ch. Weiss (1841-1852, 9 vol.).

LEMAIRE DE BELGES (Jean), *Chronique de la maison d'Autriche, 1479-1505*; — *Chronique annale, 1507-1610*.

MARGUERITE D'AUTRICHE, *Correspondance sur les affaires des Pays-Bas, 1566-1528*, publ. par Van den Berghe (La Haye, 1845-1847, 2 vol.). — MAXIMILIEN, *Lettres inédites sur les affaires des Pays-Bas, 1478-1508*, publ. par Gachard (Bruxelles, 1851-1852). — *Correspondance de l'empereur Maximilien et de Marguerite d'Autriche, 1507-1519*, publ. par A. Le Glay (1839, 2 vol.). — *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche durant les trente premières années du XVI^e siècle*, publ. par A. Le Glay (1843, 2 vol.).

State papers during the reign of Henry VIII, publ. par R. Lemon (Londres, 1831-1852, 11 vol.). — *Calendar of letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII* (Londres, 1862-1902, 26 vol.). — *Letters and papers relating to the war with France, 1512-1513*, publ. par A. Spont (Londres, 1897). — *Correspondence of the emperor Charles V and his ambassadors at the courts of England and France, 1519-1551*, publ. par W. Bradford (Londres, 1850).

CHAMPOLLION-FIGEAC, *Captivité du roi François I^{er}* (1847). — BOYVIN DE VILLARS, *Mémoires sur les guerres démeslées tant en Piémont qu'au Montferrat et duché de Milan, 1550-1559* (1607 et 1612). — *Mémoires de Claude Haton*.

OUVRAGES A CONSULTER. — BOURRILLY (V.-C.), *Les Diplomates de François I^{er}* (1913). — LA FERRIÈRE (H. de), *Le XVI^e siècle et les Valois* (1879). — MAULDE (R. de), *La Diplomatie au temps de Machiavel* (1889-1891, 3 vol.). —

ZELLER (Jean), *La Diplomatie française vers le milieu du XVI^e siècle* (1880).

DELABORDE (Fr.), *L'Expédition de Charles VIII en Italie, histoire diplomatique et militaire* (1888). — COURTEAULT (P.), *Blaise de Montluc historien* (1908). — JARRY, *Les Origines de la domination française à Gênes* (1896). — PÉLISSIER (L.-G.), *Louis XII et Ludovic Storza* (1892, 2 vol.). — PERRET (P.-M.), *Histoire des relations de la France avec Venise* (1896, 2 vol.).

KOHLER (Ch.), *Les Suisses dans les guerres d'Italie* (1897). — ROTT (Ed.), *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, t. 1^{er}, 1430-1559 (1900).

GACHARD, *La Captivité de François I^{er} et le traité de Madrid* (1860). — GOSSARD, *Charles V* (Bruxelles, 1910). — HAUSER (H.), *Le Traité de Madrid* (1912). — JACQUETON (G.), *La Politique extérieure de Louise de Savoie* (1892). — LEBEY (A.), *Le Connétable de Bourbon* (1904). — MARCHAL (F.-F. et F.-L.), *Histoire politique du règne de Charles V* (Bruxelles, 1856). — MIGNET, *Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint* (1875, 2 vol.). — *Charles-Quint, son abdication, son séjour à Yuste et sa mort* (1854). — URSU (J.), *La Politique orientale de François I^{er}, 1515-1547* (1908).

LEVA (G. de), *Storia documentata di Carlo V* (Venise, 1868-1881, 5 vol.). — VILLARI (Pasquale), *Machiavelli ed i suoi tempi* (Florence, 1877-1882, 3 vol.); — *La Storia di Girolamo Savonarola ed i suoi tempi* (1887-1888, 2 vol.).

LEMAIRE, COURTEAULT, etc., *La Guerre de 1557 en Picardie* (Saint-Quentin, 1896). — ROZET et LEBEY, *L'Invasion de la France et le siège de Saint-Dizier par Charles-Quint, en 1544* (1910). — PIMODAN (marquis de), *La Réunion de Toul à la France et les derniers évêques souverains* (1885). — RUBLE (Alph. de), *Le Traité de Cateau-Cambrésis* (1889).

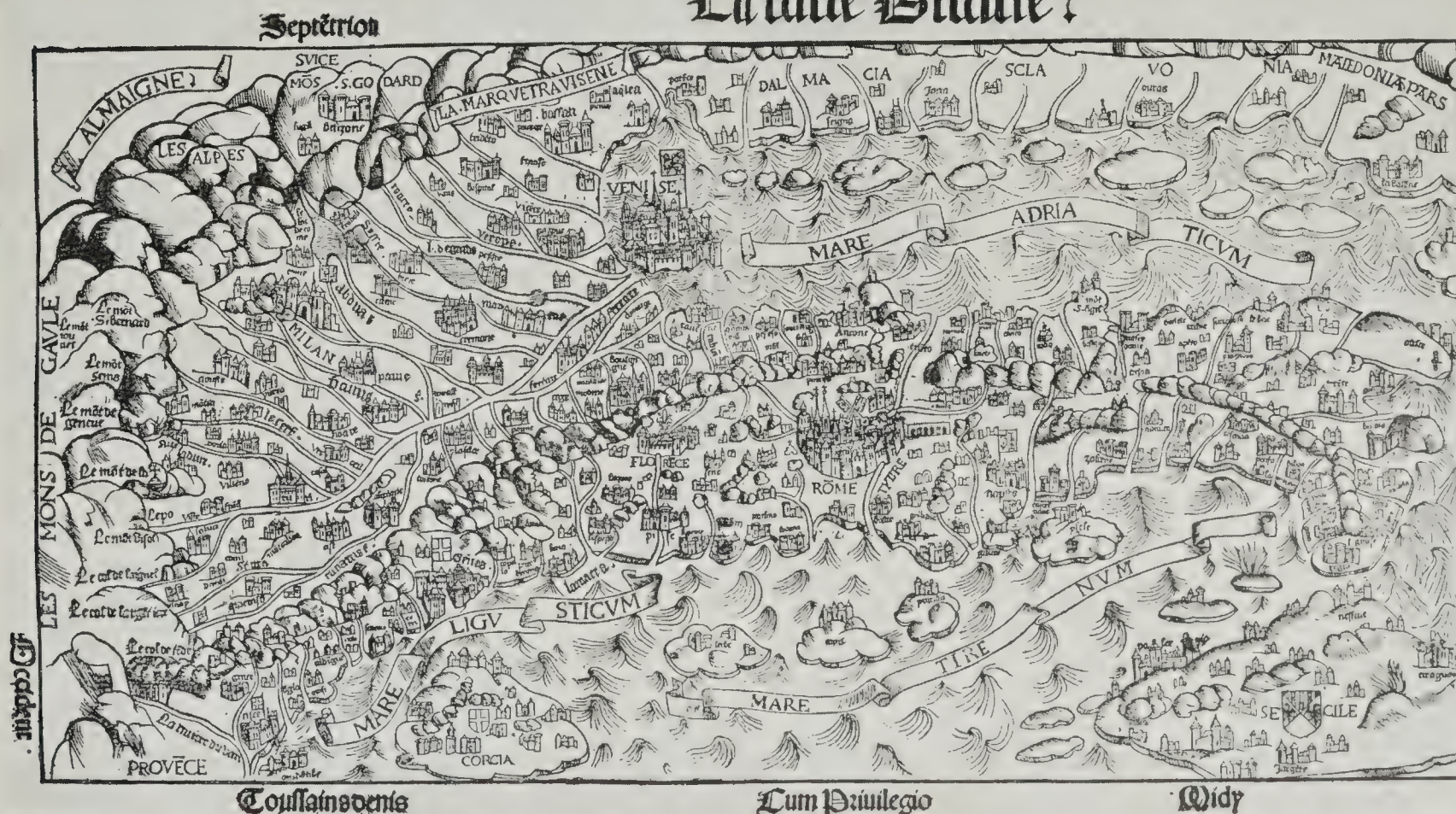
SALINAS (M. de), *El Emperador Carlos V y su corte* (Madrid, 1903).

BAUMGARTEN, *Karl der fünfte* (Stuttgart, 1885-1890, 3 vol.). — BUCHI (Albert), *Kardinal Matthäus Schiner als Staatsmann und Kirchenfürst*, t. 1^{er} (Zurich, 1924). — CARDAUNS (Ludwig), *Paul III, Karl V, Franz I in den Jahren 1535-1536* (Rome, 1908). — EGELHAAF (G.), *Deutsche Geschichte im XVI. Jahrh.* (Stuttgart, 1887-1892, 2 vol.). — FUETER (E.), *Geschichte des europäischen Staatensystems von 1492 bis 1554* (Munich, 1919). — FRANKNOI, *Ungarn und die Liga von Cambray* (Pest, 1883). — HERBST (E.), *Der Zug Karls VIII nach Italien im Urteil der italienischen Zeitgenossen* (Berlin, 1910). — RANKE, *Histoire de l'Espagne sous Charles-Quint et Philippe II* (trad. fr., 1873). — ULMANN (H.), *Kaiser Maximilian I* (Stuttgart, 1884-1891, 2 vol.). — WEICKER (M.), *Die Stellung der Kurfürsten zur Wahl Karls V im Jahr 1519* (Berlin, 1901). — WOLFF (M. von), *Die Beziehungen K. Maximilians zur Italien, 1494-1508* (Innsbruck, 1909).

ARMSTRONG (E.), *The Emperor Charles V* (Londres, 1902, 2 vol.). — BREWER et GAIRDNER, *The Reign of Henry VIII* (Londres, 1884, 2 vol.). — FISHER (H. A. L.), *History of England from the accession of Henry VII to the death of Henry VIII* (Londres, 1906). — GAIRDNER (J.), *Henry VII* (Londres, 1889). — HOGAN (James), *Ireland in the European system, I, 1500-1557* (New-York, 1921). — MEXIA (P.), *Historia de Carlos V* (New-York, 1918). — POLLARD, *The Reign of Henry VII, from contemporary sources* (Londres, 1913). — TEMPERLEY (G.), *Henry VII* (Londres, 1917).

Sur l'Espagne après Charles-Quint et sur l'Angleterre à partir de Henry VIII, voir ci-après la bibliographie du chapitre IV.

La carte D'Italie ?



CARTE D'ITALIE se trouvant dans : *La totale et vraie description de tous les passages... par lesquels on peut passer et entrer des Gaules ès Ytalies...*, par Jacques Signot, agent de Charles VIII à Ferrare. Paris, Toussaint Denis, 1515, petit in-4^o goth. — Bibl. Nat. Imp^{es} Rés. G. 1248.



UN CONCERT CHAMPÊTRE AU XVI^e SIÈCLE.



LA SOCIÉTÉ MONDINE ET ARTISTIQUE AU XVI^e SIÈCLE.

Illustrations de la première nouvelle du *Décameron* de Boccace dans la traduction française donnée, en 1545, par Antoine Le Maçon.

CHAPITRE IV

LA RENAISSANCE

On désigne par le mot de *Renaissance* le mouvement littéraire et artistique qui, né en Italie vers le milieu du XIV^e siècle, s'y développa pendant tout le siècle suivant et se répandit ensuite, jusqu'à la fin du XVI^e, dans les autres pays de l'Europe occidentale. Au contact de l'antiquité et par l'emploi de nouvelles méthodes intellectuelles, ce mouvement prit une ampleur merveilleuse et l'on eut l'impression que l'esprit européen ressuscitait après une période de léthargie ; mais s'il y eut des imitations serviles, il ne faut pas perdre de vue que le génie de chaque race ne fut pas anéanti par les influences antiques, et que la Renaissance eut pour complément un rapide développement des arts et des littératures nationales.

I. LES LETTRES

La Renaissance littéraire est caractérisée par plusieurs courants d'idées, communs à tous les pays d'Europe, et dont le plus important est celui qu'on a nommé l'*humanisme*. L'origine de ce mot est l'expression latine souvent employée dès le début du XVI^e siècle, *litteræ, disciplinæ humaniores*, les études qui accroissent notre dignité d'hommes, qui rendent l'homme plus noble et plus heureux. Sagesse et beauté, voilà ce que l'on cherche, et on en trouve le modèle chez les anciens : poètes, philosophes, artistes. Parmi eux, celui qui a le plus d'influence est Platon ; de là, une seconde tendance, le *platonisme*.

Au Moyen âge, le maître de toute philosophie était Aristote ; la théologie de saint Thomas d'Aquin, la scolastique du XIII^e siècle, est en grande partie l'aristotélisme appliqué à la théologie. Mais, au XV^e siècle, cette doctrine n'était plus qu'un art de raisonner et de discuter par des moyens mécaniques et compliqués. La dialectique de Platon, au contraire, consiste à s'élever progressivement du spectacle du monde visible jusqu'aux idées éternelles et immuables. Appliquée à l'art, elle aboutit à la recherche du « beau absolu », du « beau en soi », formule de l'art académique ; appliquée à l'amour, elle deviendra l'amour platonique, tel que l'exprime Pétrarque ; appliquée à la religion, elle pourra devenir l'auxiliaire du christianisme.

D'autre part, l'étude des ouvrages grecs et latins, multipliés par l'imprimerie, créa une

science nouvelle : la critique des textes. Ces méthodes, étendues à l'Écriture sainte, auront pour conséquence le libre examen. Valartable et Guidacerius, au *Collège des lecteurs royaux* (Collège de France), expliquent la Bible sur le texte hébreu. Lefèvre d'Étaples conclut qu'on s'est écarté du véritable esprit de l'Évangile et qu'il faut y revenir : c'est l'*évangélisme*, aussi opposé au luthéranisme qu'au catholicisme ; car Luther n'admettait d'autre interprétation que la sienne. En France, il fallut bientôt choisir entre les trois doctrines, et les humanistes se divisèrent : les uns, Étienne Dolet, Bonaventure Despériers, s'affranchirent de tout dogme ; d'autres se rallièrent à la Réforme ; la plupart restèrent fidèles à la foi de leurs pères. L'évangélisme, doctrine mitigée, fut accueilli et protégé par plusieurs princes et princesses, notamment par Marguerite d'Angoulême, sœur de François I^{er} et grand-mère de Henri IV.

L'humanisme, commun à toutes ces doctrines, se développe d'abord en Italie. Pétrarque publie les lettres de Cicéron ; Pomponius Lætus, élève de Laurent Valla, donne la première édition imprimée de Virgile (1467) ; le cardinal Bembo prétend n'écrire qu'en empruntant le vocabulaire de Cicéron. Les érudits chassés de

Byzance révèlent la littérature grecque à tout l'Occident : Chrysolaras se fixe à Florence ; Théodore Gaza enseigne dans cette ville, et aussi à Ferrare, à Rome ; Gémiste Pléthon et Bessarion, son élève, propagent la doctrine de Platon ; Constantin Lascaris fait imprimer, en 1476, la première grammaire grecque. Sous leur influence, Leonardo Bruni (l'Arétin) traduit en latin Aristote, Démosthène, Plutarque, et Marsile Ficin se fait, à la cour des Médicis, l'apôtre du platonisme, qu'il s'efforce de concilier avec la doctrine catholique.

En France, Guillaume Budé est le plus célèbre helléniste de son temps ; Jules-César Scaliger (1484-1558) publie sa *Poétique* en sept livres ; Dolet défend Cicéron contre Erasme ; Denis Lambin (1516-1572) édite Plaute, Cicéron, Lucrèce. Le *Thesaurus linguæ latinæ* de Robert Estienne paraît en 1531 ; Marc-Antoine Muret (1526-1585) professe à Poitiers, Bordeaux, Paris, Toulouse. Henri Estienne forme, avec Juste Lipse et Joseph-Juste Scaliger, fils de Jules-César, ce que Balzac appellera « le triumvirat de la République des lettres ».

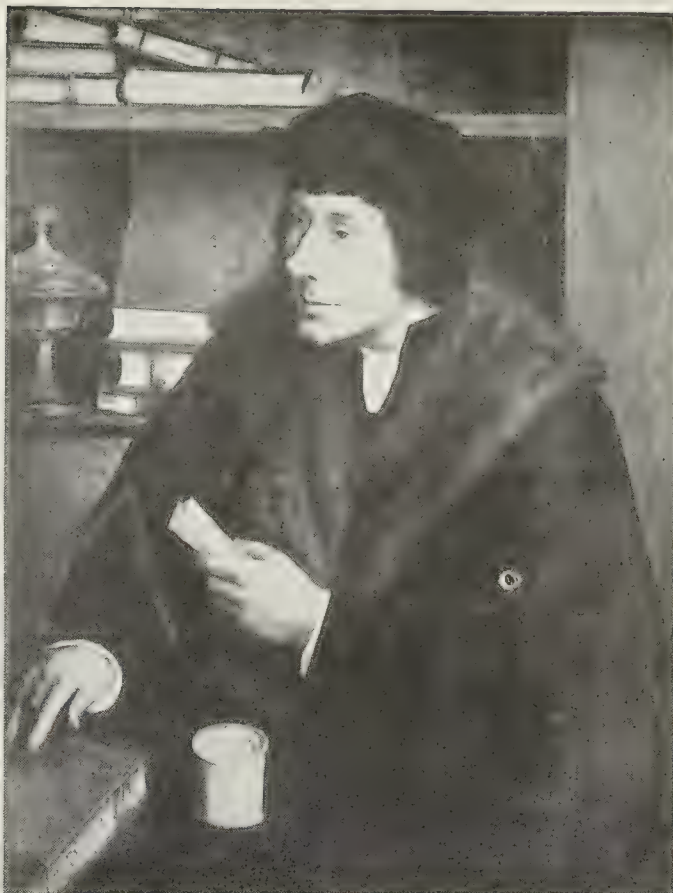
Grâce encore aux humanistes, les études de droit se renouvellent. Hotman (1524-1590) se rend célèbre par ses *Observationes juris romani*. Brisson étudie le droit



GVILIELMVS BVDEVS PARISIENSIS

GUILLAUME BUDÉ (1468-1540). — Bibl. Nat. Cabinet des estampes. N° 9

civil et politique de Rome; Cujas (1522-1590), le plus célèbre interprète du droit romain, est appelé par Scaliger « la perle des jurisconsultes ». De tous les humanistes, aucun n'a exercé en Europe une influence égale à celle d'Érasme. Né à Rotterdam en 1467, élève de notre collègue de Montaigu, docteur en théologie de l'Université de Bologne, professeur de grec à Oxford et à Cambridge, conseiller royal de Charles-Quint, il allait être créé cardinal par Paul IV, quand il mourut à Bâle en 1536. S'il s'aliéna Scaliger en raillant les exagérations des rhétoriciens, il servit avec éclat la cause de la Renaissance en éditant de nombreux auteurs anciens, des dictionnaires, des grammaires, plusieurs traités latins : *De copiâ verborum*, *Adages*, *Apophthegmes*, les *Colloques*, condamnés par la Sorbonne. Son ouvrage le plus célèbre, l'*Éloge de la Folie*, illustré de dessins d'Holbein, est une peinture satirique de tous les états de la vie. Son dessein était « d'unir la pureté de la foi chrétienne à l'élégance des lettres ». C'était un éloge d'être appelé érasmien, ou plus érasmien qu'Érasme, *homo erasmicus*, *erasmior Erasmo*; il ne s'en prend pas au dogme; si son *Traité du Libre arbitre* est même opposé aux doctrines de Luther, avec lequel il ne peut s'entendre, il contribue néanmoins par ses satires sociales à préparer l'œuvre du réformateur. Mais l'humanisme ne fut pas seulement une tendance littéraire et philologique : il créa un nouvel état d'esprit philosophique et scientifique. La connaissance des textes originaux provoqua une sorte de rénovation de tous les systèmes antiques : l'aristotélisme avec Pomponazzi et Vanini; le platonisme et le pythagorisme avec Nicolas de Cus, Marsile Ficin, Pic de La Mirandole, Jérôme Carda, Ramus. Dans ce conflit intellectuel, c'est la « notion de nature », la notion d'humanité que les novateurs donnent pour base à la psychologie, à l'éthique, à la politique, et même à la religion; car la Réforme est, par certains côtés, la mise en pratique de la Renaissance dans l'ordre spirituel. Chacun conclut suivant les tendances de son tempérament et de sa race, celui-ci aboutissant à l'intolérance, celui-là à l'idée de justice et de droit, cet autre au scepticisme. Les anciens prennent en



ÉRASME (1467-1536). — Peinture de Hans Holbein. — Musée d'Anvers.

médecins, passionné pour la gloire de sa patrie, Dante Alighieri (1265-1321) est non seulement le plus haut esprit et le plus grand poète de l'Italie, mais aussi un de ces génies souverains qui dominent l'humanité. A neuf ans, il s'éprend d'une enfant de son âge, Béatrice Portinari, qui meurt à quinze ans et dont le souvenir lui reste toujours présent : amour, patrie, religion, voilà les trois sources d'inspiration de Dante. Il célèbre Béatrice dans ses premières poésies, le *Canzoniere*; dans la *Vita nuova*, œuvre de mysticisme et d'amour, où les vers alternent avec la prose. Exilé à la suite de troubles politiques, il visite la France, et suit, à Paris, les cours de Siger de Brabant; puis, après avoir soutenu la cause guelfe, il se range au parti adverse et il est reçu par les chefs gibelins, les Scaligeri de Vérone, les Polenta de Ravenne; il meurt dans cette ville en 1321. C'est de cette dernière

période que date presque toute la *Divine Comédie*.

L'œuvre se divise en trois parties (*cantiche*), et chaque partie en cent *canti*. Dans l'*Enfer*, il se dépeint lui-même, guidé par Virgile, à travers le séjour des damnés, gouffre immense en forme d'entonnoir, dont la pointe touche au centre de la terre, entouré de neuf cercles ou neuf gradins.

Dante y décrit en satires vengeresses les ennemis de sa patrie et de sa politique. C'est la partie la plus célèbre du poème, grâce surtout à plusieurs épisodes touchants ou tragiques : l'apparition de Francesca da Rimini et de Paolo Malatesta, la rencontre d'Ugolino, la description de l'affreuse cité de Dité, où sont punis les hérétiques.

Dans le *Purgatoire*, la poésie sombre et indignée de l'*Enfer* fait place à une inspiration plus douce : sur la longue spirale qui entoure cette montagne, surmontée par le Paradis terrestre, les supplices mérités par les sept péchés capitaux sont tempérés par l'espérance et l'amour, et le poète lui-même s'y purifie de toutes ses fautes.

Jusqu'ici il a été guidé par Virgile, représentant ce que la raison humaine a de plus noble. Mais, toute sublime qu'elle soit, la raison seule ne peut pénétrer jusqu'aux surnaturelles hauteurs du Paradis céleste; la grâce descend alors sous la figure de Béatrice et conduit le poète à travers les neuf sphères transparentes où sont récompensées les diverses sortes de vertus. Au-dessus plane la Sainte-Trinité, figurée par trois cercles de lumière unis sans se confondre et d'où procède toute la vie du monde physique, c'est-à-dire le mouvement, et toute celle du monde moral, c'est-à-dire l'amour.



DANTE ET SON POÈME. — A droite, la ville de Florence; à gauche, l'enfer; au fond, la colline du Purgatoire, surmontée du Paradis terrestre où se voient Adam et Ève; en haut, les premiers astres du Paradis céleste, habités par les élus. Dante est vêtu d'une robe rouge et coiffé d'un chaperon de même couleur. Peinture de Domenico di Francesco, Florence. CL. ALINARI.

Toute la vie politique de Florence, au début du XIV^e siècle, est condensée dans l'*Enfer* et le *Purgatoire*; la théologie de saint Thomas d'Aquin l'est dans le *Paradis*; l'antiquité, représentée par Virgile, Stace, Caton, est célébrée avec ferveur dans les deux premières parties du poème : cette œuvre unique est à la fois l'épopée nationale de l'Italie et le plus sublime exposé de la doctrine catholique; les contingences contemporaines s'y unissent sans discordance aux vérités éternelles et l'invisible y est peint avec une puissance que n'a pu atteindre aucun autre poète. Dante a créé la langue italienne et doté l'humanité d'une de ses plus sublimes créations.

Trente-neuf ans après lui, naissait en exil, à Arezzo, François Pétrarque (1304-1374), le premier des humanistes par la date aussi bien que par l'influence. A Avignon, le 6 avril 1327, il rencontre, dans une église, Laure de Noves; il avait vingt-trois ans; elle, dix-neuf, et elle était mariée depuis deux ans à Hugues de Sades. C'est alors qu'il commence à écrire en son honneur ses *Rime in vita di Laura*, bientôt célèbres dans toute l'Europe. Laure étant morte en 1348, il la chante encore dans les *Rime in morte di Laura*.

Son *Canzoniere* (recueil de poésies en l'honneur de Laure) décrit un amour persévérant et sans espoir, qui se console par de lointaines rencontres et quelques marques d'intérêt, fugitives et douteuses. Le souci de bien dire et quelques traces de rhétorique, fort admirées à l'époque, refroidissent pour nous ces poésies d'une élégante et gracieuse mélancolie, qui furent imitées dans toute l'Europe lettrée : le *pétrarquisme* se retrouve chez tous les poètes du XVI^e siècle, notamment chez Ronsard.

Mais c'est comme humaniste que Pétrarque exerça le plus d'influence. S'il éprouve pour Laure une passion sincère, s'il aime sa patrie et sa religion, le meilleur de son cœur semble avoir été réservé aux lettres, et aux lettres latines. En parcourant l'Europe, il fouille les archives des couvents et des villes pour y découvrir les œuvres des anciens; il revoit et collationne les manuscrits, corrige les fautes des copistes, propage, avec un zèle d'apôtre, le culte de Cicéron, pose les premiers principes de la critique des textes et, pour toutes ces raisons, il est le principal promoteur de la Renaissance érudite aussi bien que poétique.

Cependant la prose italienne acquiert une beauté presque classique avec la *Cronica* de Dino Compagni et la *Cronica fiorentina* de Villani, qui nous conduisent au principal prosateur de cette époque : Boccace, dont le *Décameron* a fixé la prose italienne. L'art de conter y atteint sa perfection. La description de la peste de Florence, qui en forme le prologue, est d'une précision tragique qui rappelle Thucydide, et les récits dont sept jeunes femmes et trois jeunes hommes égayent leurs loisirs dans une villa des champs où ils ont fui le fléau se distinguent par la pureté et la grâce du style; quant au fond, on sait que Boccace, dans une lettre à son ami Mainardo Cavalcanti, recommande de ne pas laisser lire ce livre autour de lui.

Au XVI^e siècle se produit une seconde Renaissance. L'Italie, envahie par l'étranger, déchirée par les rivalités des princes et humiliée par la servitude, cherche dans la beauté antique la consolation de ses maux; le paganisme y est plus que jamais en honneur; la découverte d'une statue ancienne ou d'un manuscrit de Tacite provoque plus de joie que le gain d'une bataille; les *Studi*, les Académies se multiplient dans les principales villes : un Médicis, le pape Léon X, préside à ce mouvement, l'encourage et lui donne son nom.

En poésie, l'épopée romanesque et le poème héroïque se développent grâce à de nombreux poètes dont le plus grand est l'Arioste. Il commence son *Roland furieux* en 1505, pour l'achever et le publier en 1516.

Ce poème a pour cadre le récit de la croisade de Charlemagne contre les Sarrasins; pour intrigue principale, les amours de Brada-

mante et de Roger, ancêtres de la maison d'Este; pour épisode principal, la folie de Roland épris de la belle Angélique qui le désespère en lui préférant le pâtre Médor. Le poète entre-croise ces trois sujets avec une dextérité merveilleuse, donne aux caractères, déjà esquissés par Boiardo, un relief et une vie inconnus à son précurseur, suspend et renoue les incidents de sa triple intrigue, unit le tragique et le comique, l'épopée et l'idylle, la noblesse et la licence, la féerie et la raison, l'antique et le moderne avec un art qui l'a fait considérer comme le prince des poètes italiens, si l'on excepte Dante, qui est incomparable. D'ailleurs, ces brillantes fantaisies et ces prestiges restent bien au-dessous de l'émotion si profondément humaine de Virgile ou de la mâle sévérité de la *Chanson de Roland*.

Les deux plus grands écrivains en prose sont, à cette époque, Machiavel et Guichardin.

Machiavel a laissé deux chefs-d'œuvre : le *Discours sur la première décade de Tite-Live* et le *Prince*. Dans le premier, il fait l'éloge de la République, et dans le second, celui de la tyrannie. La contradiction n'est qu'apparente : ce qu'il met au-dessus de tout, c'est la patrie; le meilleur moyen de la défendre est de s'accommoder aux circonstances. La République est le gouvernement idéal; pour le moment, le Principat est la seule puissance politique capable de grouper les forces de l'Italie contre l'étranger : il faut donc l'accepter pour le bien actuel de la patrie, et tous les moyens, ruse, cruauté, injustice, deviennent louables pourvu que l'État soit sauvé. Voilà pourquoi il se fait honneur « d'avoir enseigné aux princes à être tyrans, et aux peuples comment on étouffe les tyrans ». Toute son œuvre se fait remarquer par la perfection du style et par une sûreté de goût qui survit à la corruption du cœur.

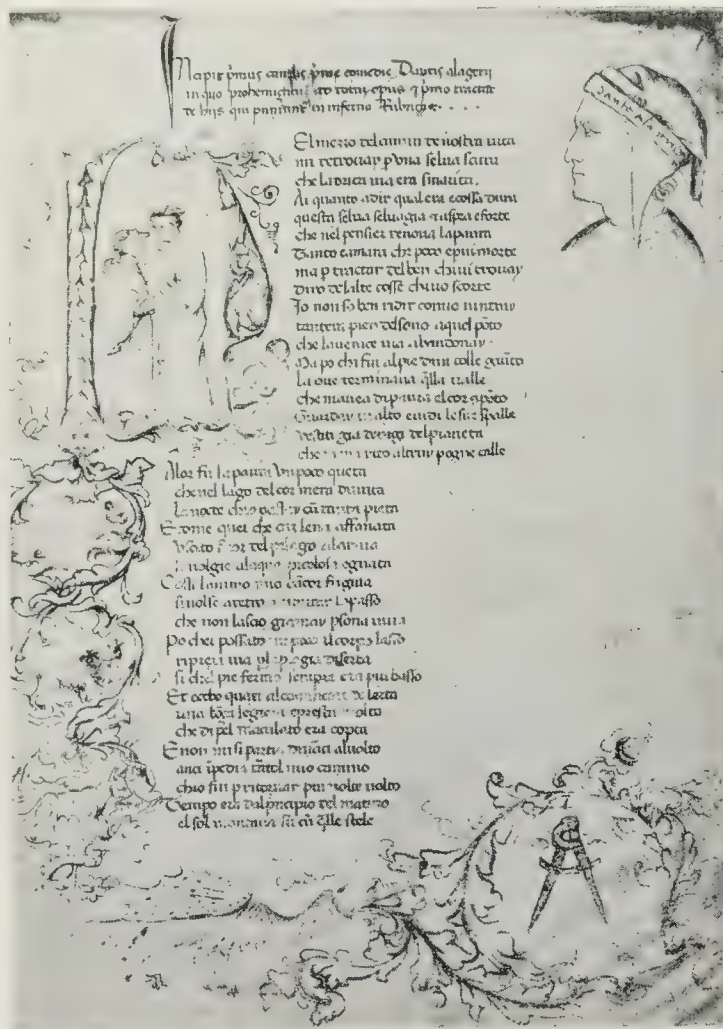
Les mêmes principes politiques inspirent l'œuvre maîtresse de Guichardin, l'*Histoire d'Italie*, de 1490 à 1532. Par l'ampleur de la narration et la vigueur du trait, cet ouvrage demeure, malgré l'embarras du style, un des plus importants monuments de la littérature italienne.

L'invasion musulmane, les progrès du protestantisme, les troubles intérieurs produisirent en Italie une réaction contre le paganisme et le scepticisme, un retour à une religion plus sérieuse et plus sincère : c'est l'époque du concile de Trente. La littérature, comme l'art, participe à ce mouvement, et à la trans-

formation de l'architecture correspondit celle de l'épopée. La prise de Jérusalem par les croisés sous la conduite de Godefroy de Bouillon, voilà le sujet chrétien et grave que choisit le Tasse (1544-1595) dans sa *Gerusalemme*. La fantaisie et la féerie y occupent encore beaucoup de place : les jardins d'Armide, la forêt enchantée, les nymphes et les bergers galants tiennent du roman et de l'opéra plus que du véritable poème épique; l'héroïsme de Renaud, la piété de Godefroy, la douce tendresse d'Herminie, la fierté belliqueuse de Clorinde, l'assaut de la ville sainte sont marqués d'un double caractère : une inspiration vraiment religieuse et le retour à la grande tradition de Virgile et d'Homère.

Le style de ce poème a pour principaux caractères l'éclat et l'harmonie; il est parfois gâté par le maniérisme, l'abus de l'antithèse, de la métaphore : c'est à quoi Boileau faisait allusion lorsqu'il parlait du « clinquant du Tasse ». Ces défauts ne feront que s'accroître au XVII^e siècle et ce sera le commencement d'une longue décadence.

La tragédie à cette époque n'offre que peu d'intérêt. La comédie compte quelques œuvres brillantes et libertines dont la *Mandragore* de Machiavel est le type le plus achevé. Le théâtre populaire aura plus d'influence : la *commedia dell'arte*, où chaque acteur improvise le dialogue sur un canevas arrêté d'avance, se développe, passe les Alpes, est encouragée par Henri III, par Marie de Médicis, et Molière lui-même se ressentira de cette influence. Enfin la pastorale, qui va se propager dans toute l'Europe, prend naissance en Italie



LE DÉBUT DE LA *Divine Comédie*. — A droite, le portrait de Dante; dans la lettre ornée, la rencontre de Dante et de Virgile; au-dessous, la panthère, le lion et la louve, qui apparaissent au poète dans la forêt obscure. Manuscrit du XIV^e siècle. Vienne. — Bibliothèque impériale, ms. 2600, f^o 1.



L'ARIOSTE (1474-1533). — Peinture du Titien. — National Gallery. CL. MANSELL.

pièce en cinq « journées ». Ses comédies, les unes historiques, les autres de pure imagination, sont toujours d'inspiration populaire et se rattachent, par des allusions continuelles, aux événements contemporains.

On doit au plus grand amuseur de cette époque, Lope de Rueda, en même temps acteur et auteur, la création de quelques types comiques restés célèbres : le *bobo*, à la fois niais et rusé ; le *matamore*, hâbleur et couard tout ensemble ; le *basque*, dont l'accent provincial excite le rire ; le *nègre*, joyeux et grotesque.

Le théâtre espagnol doit peu à l'imitation des anciens : il reste

essentiellement national. L'analyse psychologique y tient moins de place que l'intrigue ; l'unité dans l'action et dans le style est ce dont on se préoccupe le moins ; le comique s'y mêle continuellement au tragique, et la réalité parfois vulgaire à la noblesse.

Bientôt vont paraître les maîtres de la scène : Lope de Vega, Guilhem de Castro, Calderon, Alarcon ; déjà s'élèvent, pour accueillir leurs œuvres, les somptueux théâtres de la *Cruz* et *dell Principe*. Mais les principaux caractères du drame espagnol sont déjà fixés et les grands classiques, si différents des nôtres, n'auront qu'à mettre en œuvre, avec plus de génie, les éléments créés par leurs précurseurs.

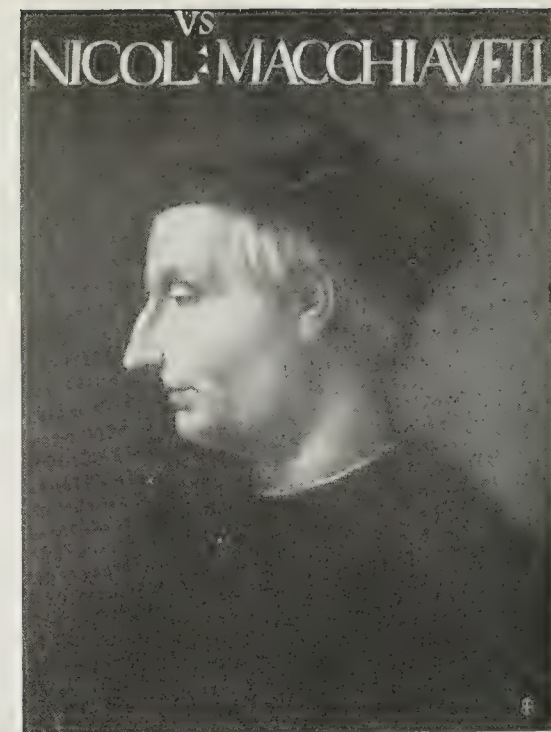
Une des plus pures gloires de l'Espagne au XVI^e siècle est sa littérature mystique, représentée surtout par sainte Thérèse, Luis Ponce de León, Louis de Grenade et saint Jean de la Croix.

Descendante des rois de León par son père, Thérèse naquit, en 1515, à Avila. Dès l'âge de sept ans, lisant avec son frère Rodrigue la vie des martyrs, elle rêva d'aller dans la terre des Maures pour y convertir les infidèles au prix de son sang. Vers quinze ans, son esprit et sa beauté lui attirèrent des succès mondains ; mais, en 1536, à vingt et un ans, elle prend l'habit du Carmel. Éprouvée par de terribles crises physiques, qui augmentent sa piété et lui communiquent, avec le sens de la souffrance, celui de la compassion, elle se consacre à la sanctification d'autrui. Réformatrice du Carmel, elle établit à Avila une maison modèle sous l'invocation de saint Joseph et fait adopter la règle dans seize autres monastères. Ses nombreux écrits : l'*Histoire de sa vie*, le *Chemin de perfection*, les *Châteaux de l'âme*, etc., et ses poésies, dont la plus célèbre est un *Hymne sur l'amour de Dieu*, constituent, comme on l'a dit, une « épopée de l'amour » : l'homme qui n'aime point n'est aux yeux de la sainte qu'un être moralement difforme ; mais la pierre de touche de l'amour est sa relation avec l'infini, ce qui exclut l'amour du moi. Nous avons naturellement le sens de l'infini ; nous en éprouvons le besoin impérieux ; nous pouvons aussi le posséder expérimentalement : l'œuvre thérésienne est le poème du cœur humain dans cette triple relation avec l'infini. La langue est spontanée, pure de tout élément exotique, telle qu'on la parlait en Vieille-Castille au XVI^e siècle, et par là sainte Thérèse a contribué plus puissamment que tout autre écrivain à créer et à fixer la langue espagnole.

Luis de León, né à Grenade, d'une famille de magistrats, fut professeur de

dogme et de littérature à Salamanque. L'Inquisition l'emprisonna pour sa traduction, trop libre et poétique, du *Cantique des Cantiques* ; il en profita pour exhiler sa piété enflammée dans un dialogue : les *Noms du Christ*. Poète, il a composé des odes mystiques : *Vie retirée*, *Nuit sereine*, *Ascension*, *Vie du ciel* ; dans sa *Vie de sainte Thérèse*, la prose revêt les caractères du lyrisme ; on l'a comparé à Pindare et à Bossuet. La sincérité et la spontanéité sont le principal caractère de ce grand écrivain.

Louis de Grenade (1505-1588), de l'ordre de Saint-Dominique, est célèbre surtout par ses traités ascétiques : *Méditations pour les sept jours et les sept nuits de la semaine* ; *Introduction au Symbole de la foi*, et surtout son *Guide des pécheurs* et son *Mémorial* qui se répandirent dans toute l'Europe. La traduction de ses œuvres spirituelles, parue à Paris en 1602, devint rapidement classique en France. Saint François de Sales y voyait « un second bréviaire » et sainte Thérèse professait pour Louis de Grenade une profonde admiration. Mais celui qui se rapproche le plus d'elle, son associé intime dans la réforme du Carmel, et presque son égal dans l'étude des états mystiques, est saint Jean de la Croix, à qui les religieux ennemis de la réforme imposèrent un véritable martyre. Sa première œuvre, le *Cantique spirituel*, fut composée en prison. Viennent ensuite la *Montée du Carmel* et la *Nuit obscure*, commencées en 1578 et achevées en 1583 ; enfin, la *Vive flamme d'amour* est achevée en 1584, en même temps que le *Cantique spirituel*.



MACHIAVEL (1469-1527). — Peinture anonyme. — Musée des Offices, Florence. CL. BROGLI.

Saint Jean de la Croix, dont la doctrine se résume en ces mots : « La perfection de la vie spirituelle est la possession de Dieu par l'union d'amour, » fut un grand écrivain, en prose comme en vers. Son style varie selon le sujet : grave dans la *Montée du Carmel*, d'une douceur mélancolique dans la *Nuit obscure*, pittoresque dans le *Cantique spirituel*, ardent dans la *Vive flamme d'amour*. Partout, il introduit, par l'essor naturel de la pensée, l'art et la poésie.

A tous ces grands écrivains mystiques on peut appliquer ce que Villemain dit de sainte Thérèse : « La poésie en Espagne est amoureuse et guerrière, mais elle est plus pieuse encore. C'est à ce titre qu'une sainte célèbre a été nommée quelquefois le plus grand poète de l'Espagne. Sans doute on n'entendait pas désigner seulement quelques sonnets pleins de ferveur, inspirés au pied de la croix ; c'était l'extase contemplative et la charité passionnée de la sainte qu'on voulait exprimer par ce mot de poésie. »

On ne saurait quitter la péninsule Ibérique sans signaler le grand poète portugais Luiz de Camoëns (1524-1579) ; de famille noble et pauvre, exilé à Santarem, il passe en Afrique, se bat au Maroc, part pour les Indes, se fait reléguer à Macao pour une satire contre le vice-roi des établissements portugais ; là il écrit sa fameuse épopée, les *Lusiades*, qui lui valut le surnom d'Homère portugais et qui contient des morceaux admirables : c'est l'histoire du voyage de Vasco de Gama ; mais, à l'exemple de Virgile dans l'*Énéide*, Camoëns fait entrer dans son su-



PORTRAIT PRÉSUMÉ DE DON DIEGO HURTADO DE MENDOZA, par le Titien. — Cette peinture aurait été exécutée à l'époque où le célèbre écrivain résidait à Venise, comme ambassadeur de Charles-Quint. — Florence. Galerie Pitti. CL. BROGLI.

jet, grâce à des épisodes habilement rattachés, toute l'histoire de sa patrie : c'est un poème véritablement national dont le sentiment patriotique fait l'unité, et la première en date des épopées modernes.

LITTÉRATURE FRANÇAISE. — En France, la Renaissance littéraire, comme celle de l'architecture, se divise en deux époques, comprenant : l'une, les règnes de Charles VIII, Louis XII, François I^{er} (1483-1548); l'autre, ceux des derniers Valois (1548-1594). La tradition française s'y unit à la culture antique; mais elle prévaut dans la première et cède le pas dans la seconde, sans disparaître cependant.

PREMIÈRE PÉRIODE (1483-1548). — LA POÉSIE. — Le plus grand nom de la poésie à cette époque est celui de Clément Marot; Marot est né en 1496 à Cahors, dans le Quercy, d'où sa mère était originaire. Son père, le poète Jean Desmaretz, ou Marot, était Normand. Il fit partie de la *Basoche* et des *Enfants sans-souci*, puis entra, en 1518, au service de Marguerite d'Alençon, sœur de François I^{er}, la future reine de Navarre. Il fut fait prisonnier à Pavie. Revenu à Paris, il succéda à son père comme valet de chambre du roi, publia, en 1532, son premier recueil, l'*Adolescence clémentine*, et entreprit alors la traduction en vers des *Psaumes*; il encourut de ce fait l'hostilité des théologiens de la Sorbonne, pour qui traduire les textes saints en langue vulgaire et sans leur contrôle était faire acte d'hérésie. Il se retira auprès de la reine de Navarre, à Nérac, puis en Italie chez Renée de France, fille de Louis XII et duchesse de Ferrare. Il étudia les poètes latins, dont il s'inspira désormais, et apprit les règles de deux petits poèmes italiens : le huitain et le sonnet, qu'il introduisit en France. Mal vu par le duc, il chercha un refuge à Venise. Autorisé à revenir en France, il dut abjurer à Lyon ses erreurs théologiques, continua sa traduction du Psautier (1541); mais celle-ci fut aussitôt adoptée par les calvinistes et il dut fuir de nouveau. Ayant gagné la Suisse et d'abord encouragé par Calvin, son libre esprit ne put s'accorder avec la sévérité genevoise et il se réfugia à Turin, où il mourut en 1544.

Le charme de Marot se définirait assez exactement par le mot de « gentillesse » pris avec tout le sens qu'il avait alors; il ne désignait pas, comme aujourd'hui, la grâce enfantine et mignarde, mais celle qui comporte le désir de plaire, une bonne humeur qui résiste courageusement aux mécomptes et aux misères, l'art de tout dire sans offenser, le goût délicat, le tour ingénieux et aimable qui fait tout passer, même ce qui est triste ou pénible, qualités toutes françaises et que Marot, comme Charles d'Orléans et La Fontaine, possédait de naissance; la fréquentation des cours les plus élégantes de France et d'Italie les portèrent chez lui à leur perfection. On en trouve des exemples accomplis dans ses *Épîtres* : *Au roi pour succéder à l'état de son père*; — *pour le délivrer de prison*; — *pour avoir été dérobé*; *A Lyon Jamet*; *A Guillaume Preudhomme*. Parfois il est d'une concision énergique à la façon de Martial, dans ses épigrammes (*Sur le supplice du lieutenant Maillard*), d'une émotion discrète et d'autant plus charmante dans ses *Élégies*.

Lorsque, au XVII^e siècle, Ronsard était méprisé, la faveur dont jouissait Marot ne fut point diminuée : La Fontaine lui doit beaucoup; Boileau a fait son éloge; Voltaire, J.-B. Rousseau et bien d'autres se plaisent à imiter le « style marotique ». L'antiquité et l'Italie n'ont eu sur lui que peu d'influence : il est tout Français.

LA PROSE. — Les contes et les romans, qui obtinrent tant de faveur pendant le XVI^e siècle en Italie, en Espagne, en Angleterre, ne furent pas moins appréciés en France. En 1462, paraissent les *Cent nouvelles nouvelles*, faussement attribuées à Louis XI, et, de 1478 à 1549, se succèdent environ quatre-vingts adaptations en prose des anciennes gestes; à cette littérature chevaleresque se rattache intimement la *Très plaisante et joyeuse histoire du gentil seigneur de Bayard*, par le *Loyal Serviteur*, Jacques de la Maille, son archer et son secrétaire. En 1533, voici le premier

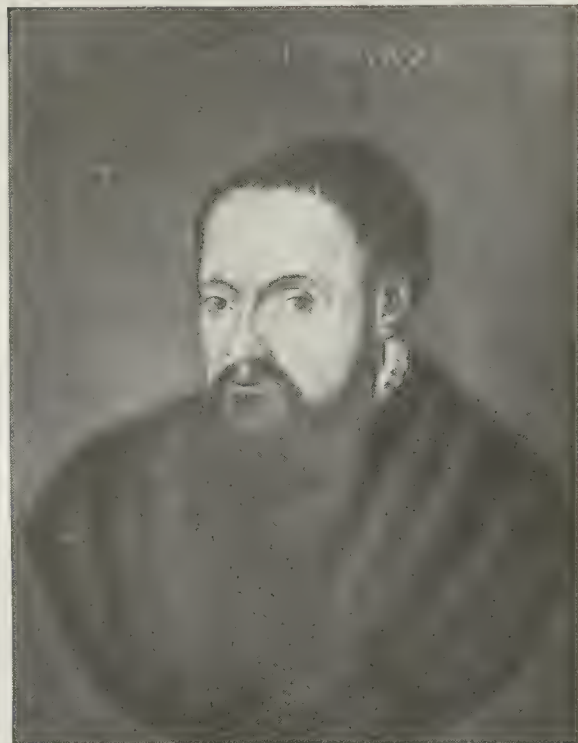
livre de *Pantagruel*, de Rabelais, et, en 1534, le premier livre de *Gargantua*; Bonaventure Despériers donne en 1538 son *Cymbalum mundi*, dirigé contre les dogmes chrétiens et condamné par le Parlement de Paris. Le *Tiers livre de Pantagruel* est de 1546 et, des deux années suivantes, les *Propos rustiques*, puis les *Balivernes et contes nouveaux* de Noël du Fail; sans doute, il commençait dès lors la rédaction de ses *Contes d'Eutrapel*, imprimés seulement en 1585. Puis, paraissent successive-

ment, en 1552 et en 1564, le quatrième et le cinquième livre de *Pantagruel*; en 1568, les *Nouvelles récréations et joyeux devis*, attribués sans une entière certitude à Bonaventure Despériers, et, la même année, l'*Heptaméron*, de la reine de Navarre; enfin, en 1564, l'édition complète de Rabelais.

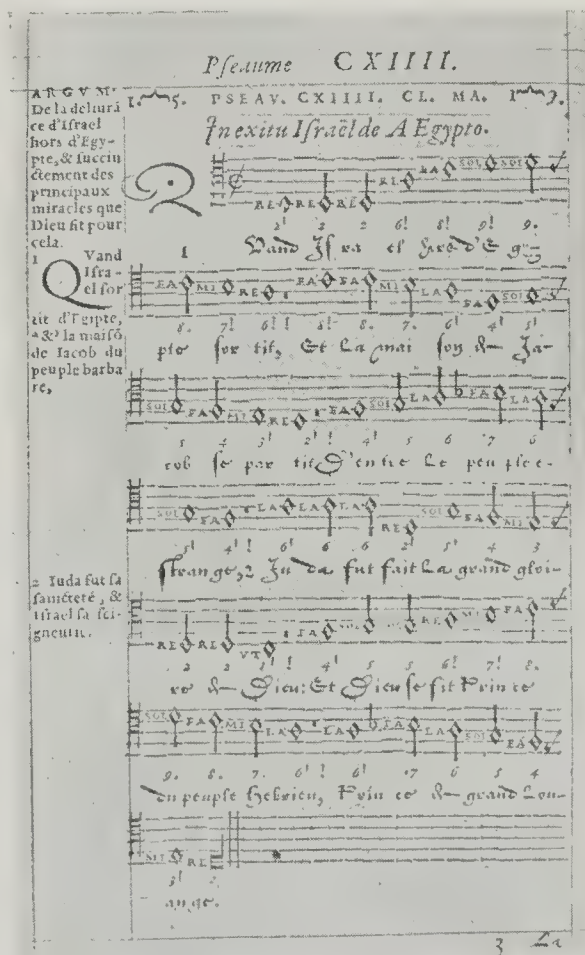
Rabelais incarne la Renaissance par la poursuite acharnée d'un savoir encyclopédique : langues anciennes, sciences de la nature, droit, philologie, archéologie. Comme beaucoup d'humanistes français et italiens, il unit à cette recherche austère et ardente une gaieté débridée qui se moque des convenances et va jusqu'au cynisme; il écrit une œuvre à la fois sérieuse, satirique et bouffonne, dont chaque livre, à son apparition, est condamné par le Parlement de Paris, et il est protégé par les princes de l'Église; moine en constante rupture de ban, il est absous par le pape; il se rit des réformés aussi bien que du clergé catholique ou des Décrétales, et témoigne, par ailleurs, sa vénération pour l'Écriture sainte et pour la prière. On discutera longtemps encore sur sa vie et son caractère. Son œuvre, touffue et confuse, est à leur image.

Le premier livre (*Pantagruel*, 1533) formait un tout et n'était sans doute pas destiné à avoir une suite. Rabelais s'y proposait, pour se distraire d'études plus sévères, d'y reprendre à sa façon un vieux conte populaire, l'histoire d'une famille de bons géants déjà célébrés, médiocrement d'ailleurs, dans un livre paru à Lyon en 1532 : *Grandes et inestimables chroniques du grand et énorme géant Gargantua*. Il y trouvait matière à des récits où s'unirait à des prouesses extraordinaires rappelant les *Amadis* et les *Fierabras* le burlesque du *Morgante Maggiore* de Pulci ou du *Baldo de Folengo* (Merlin Cocciaie). L'humanisme s'y faisait place dans la belle lettre de Gargantua à Pantagruel, un des plus éloquents témoignages de l'esprit de la Renaissance.

Le *Gargantua* (1534) fut la conséquence du succès obtenu par le *Pantagruel*; la part de l'extraordinaire y est plus réduite; le plan d'éducation adopté pour Gargantua par son père Grandgousier et la description de l'abbaye de Thélème donnent la réponse de l'humanisme à deux des plus graves questions qui se posaient en cette époque de renouvellement : Comment instruire la jeunesse? Comment mener les hommes à la vertu et au bonheur? La guerre picrocholine, ses mêlées furieuses, que domine la figure héroïque et grotesque de frère Jean,



CLÉMENT MAROT (1496-1544). — Peinture de P. Porbus, collection Liouville, Paris. CL. BRAUN.



UN PSAUME DE CLÉMENT MAROT, imprimé en 1560 avec des caractères imitant l'écriture.



RABELAIS (né entre 1483 et 1500, mort en 1553). — Portrait présumé. — Musée de Versailles.



LA DEVINIÈRE. — C'est là plutôt qu'à Chinon qu'il faut sans doute placer la naissance de Rabelais.

montrent Rabelais fidèle à son projet primitif : celui d'un roman épique et bouffon.

Le ton change avec le troisième livre (1546) ; la discussion y a plus de part que le récit : elle porte sur un autre problème qui avait passionné le Moyen âge et continuait à occuper tous les esprits : celui de l'amour et du mariage. Au quatrième livre (1552), la verve puissante de Rabelais se manifeste dans l'épisode des moutons de Panurge et dans la description de la tempête, sa philosophie religieuse dans la description des quatre îles symboliques : celles de *Quarême prenant* (ou le jeûne catholique), des *Andouilles* (ennemis du jeûne), des *Papefigues* (adversaires de la papauté), des *Papimanes* (partisans du pape).

Le cinquième livre (1564) est le plus agressif ; on n'y reconnaît plus la belle humeur de Rabelais et sans doute il fut rédigé par une autre main ; mais le plan y continue celui du quatrième livre et le mot qui le termine, appel énergique à se désaltérer aux sources de la science, est bien la conclusion que l'on attendait de cette Odyssée allégorique où, sous l'enveloppe de la plaisanterie souvent cynique et ordurière, les plus graves préoccupations contemporaines se font une place de plus en plus large.

Rabelais doit peu à l'imitation des littératures étrangères, anciennes ou modernes. Il se rattache à notre Moyen âge populaire par le sujet et les personnages empruntés à une vieille et célèbre tradition ; à notre Moyen âge épique par ses récits de prouesses et apertises d'armes merveilleuses ; à notre Moyen âge satirique par nombre d'épisodes où l'allégorie tourne à la caricature. Il appartient à la Renaissance par les caractères que nous avons indiqués déjà ; il fait confiance à la nature humaine, parce que gens « bien nés et bien instruits ont par nature un instinct et aiguillon qui les pousse à faits vertueux et retire du vice », si bien que la devise de l'abbaye, toute laïque, de Thélème sera : « Fais ce que voudras. » Il est encore de son temps par ses nombreuses allusions aux passions religieuses, déjà si ardentes et qui allaient bientôt bouleverser une partie de l'Europe.

Calvin, contemporain de Rabelais, naquit à Noyon, en 1509. Son père, secrétaire de l'évêché et conseiller du chapitre, le destinait à l'Eglise. Il étudia les lettres latines aux collèges de la Marche et de Montaigu, à Paris, puis le droit civil à Orléans et à Bourges, enfin le grec et l'hébreu auprès des « lecteurs royaux » Danès et Vatable. Il fut initié à l'évangélisme pendant son séjour à Paris par son ami Pierre-Robert Olivétan et au luthéranisme par l'Allemand Melchior Wolmar, dont il suivait les cours de grec à Bourges. A vingt-cinq ans, il résigne les bénéfices ecclésiastiques

dont son père l'avait pourvu et, déjà suspect d'hérésie, s'enfuit à Bâle où il publie (1536) son livre *Christianæ religionis institutio*. Il retouche sans cesse son ouvrage pour en donner la rédaction définitive en 1559. Les traductions françaises suivent les modifications apportées à ces diverses éditions latines : l'une paraît en 1541, l'autre dix ans après, la dernière en 1560. Dès 1536, il a fixé ses théories et engage la lutte non seulement contre les catholiques, mais contre tous les réformés anabaptistes ou libertins, qui n'interprètent pas l'Evangile à sa façon. Appelé à Genève par Guillaume Farel, il y enseigne la théologie, mais en est banni, en 1538, par le parti des libertins, ennemis des étrangers, et se réfugie à Strasbourg, où il se lie avec Mélanchthon et Luther. Rappelé à Genève, il finit par y régner en dictateur et fait brûler Michel Servet, trop peu docile au calvinisme ; il meurt en 1564. Le français de Calvin, plus sobre et plus serré dans la traduction de 1541, est plus abondant et moins austère dans celle de 1560 ; ces versions étant destinées à propager la doctrine chez les âmes simples, tout le vocabulaire technique de la théologie en est exclu. Le grand mérite de Calvin est d'avoir assoupli la langue au point de lui faire expliquer d'une façon familière et accessible à tous les arguments abstraits et compliqués, les discussions subtiles auxquelles le latin était jusqu'alors réservé.

SECONDE PÉRIODE (1548-1594). — Le début de cette période peut se placer aux environs de 1550 : les représentants de l'âge précédent disparaissent, Marot en 1544, Marguerite d'Angoulême en 1549, Rabelais en 1553, et c'est en 1549 que paraît l'ouvrage où s'exprime le mieux l'esprit de la nouvelle génération : *Défense et illustration de la langue française*.

L'imitation de l'antiquité s'impose à tous plus despotiquement qu'auparavant : l'Olympe tout entier envahit la littérature aussi bien que l'art ; la poésie avec Ronsard se fait savante et érudite, comme l'architecture avec Philibert Delorme et Bullant. Vitruve est publié un an après la *Défense*, et, à cette même date, Jean Goujon sculpte les Nymphes qui ornent la fontaine des Innocents de Pierre Lescot.

LES HUMANISTES. — Si l'antiquité prévaut alors universellement, ce n'est pas à dire que la tradition française soit aussi méprisée qu'on l'a cru parfois : les humanistes les plus convaincus sont ceux aussi qui prennent en main avec le plus d'ardeur la cause de notre langue : Étienne Pasquier (1529-1615) écrit des *Recherches sur la France*, et nos antiquités sont encore approfondies avec autant de respect que d'amour par Jean Bodin (*Méthode pour étudier l'histoire*, 1560 ; — *De la République*, 1576) et par Hotman (*Franco-Gallia*).

Nul ne fut plus passionné pour le grec que Henri Estienne, fils aîné de Robert. Tout en préparant son *Thesaurus linguæ græcæ* paru en 1572, il publie la *Conformité du langage français avec le grec* (1565), les *Dialogues du nouveau langage français italianisé* (1578), la *Précélence du langage français* (1579). Dans le premier de ces ouvrages, l'auteur démontre que le grec étant « la reine des langues », celle qui s'en rapprochera le plus sera la plus belle, et celle-là c'est le français, à l'exclusion même du latin ; dans le second, il défend le français contre l'invasion des italianismes ; dans le dernier, il se propose de montrer que non seulement notre langue est « capable de la plus grande éloquence, mais que généralement en toutes choses où s'en veut servir, on y trouve des commodités beaucoup plus grandes que dans toute autre ».

Son *Apologie pour Hérodote* est un tableau satirique de la société du XVI^e siècle.

Parmi tous ces érudits, il faut mentionner très spécialement Jacques Amyot, à cause de la grande influence de son *Plutarque* sur la formation de l'esprit français et de la langue. Toutes ses œuvres sont des traductions : il a



LOUISE LABÉ (1525-1565). — Gravure de P. Woeriot. — Bibl. Nat. Estampes (œuvre de Woeriot, Ed. 5 b.).

fait passer en français deux romans grecs : *Théagène et Chariclée* d'Héliodore (1547), *Daphnis et Chloé* de Longus (1559) ; sa version des *Vies parallèles* de Plutarque parut en éditions successives, revues et corrigées, de 1559 à 1583 ; celle des *Œuvres morales*, en 1572. Le succès de ce Plutarque fut rapide et durable : « Nous autres ignorants, dit Montaigne, étions perdus si ce livre ne nous eût relevés du borbier... ; c'est notre bréviaire. » Pendant deux siècles il figurera au premier rang dans toutes les bibliothèques privées. Racine, dans la préface de *Mithridate*, ayant à citer l'historien grec, écrit : « Le lecteur trouvera bon que je rapporte ses paroles telles qu'Amyot les a traduites. Car elles ont une grâce dans le vieux style de ce traducteur que je ne crois point pouvoir espérer de notre langue moderne. »

LA POÉSIE. — L'ÉCOLE LYONNAISE. — RONSARD ET LA PLEIADE. —

En 1544, c'est-à-dire six ans avant la publication du premier recueil de Ronsard (les *Odes*), paraissait à Lyon un livre de poésies : *Délie, objet de la plus sainte vertu*, par Maurice Scève ; c'était une suite de quatre cent cinquante-six dizains en vers de huit syllabes, subtils et obscurs, inspirés par l'idéalisme platonicien (*Délie* étant l'anagramme du mot : *l'idée*) et écrits à l'imitation de Pétrarque. Ces petits poèmes marquent la rupture avec la tradition, encore toute française, de Marot et la naissance de l'italianisme.

L'auteur avait découvert à Avignon le tombeau de Laure de Noves (1533) ; Pétrarque devint un des modèles que tous les poètes imiteront dès lors, non moins que ceux de l'antiquité. Scève fut le chef de l'école lyonnaise dont les noms les plus célèbres après le sien sont ceux de Pernette du Guillet et de Louise Labé. De la première (1520-1545) on publia, en 1545, *Rythmes et poésies de gentille et vertueuse dame Pernette du Guillet* : c'était l'année même où elle mourut à vingt-cinq ans et l'éditeur de ses œuvres fut son mari. Ses vers, moins compliqués que ceux de son maître Maurice Scève, se relisent encore avec émotion à cause de la sincérité de l'accent et de la discrète tendresse des sentiments. Les œuvres de Louise Labé (1525-1565) parurent en 1555 ; elles se composent de trois élégies et de vingt-quatre sonnets, inspirés par l'amour pour un poète qu'elle ne nomme pas.

Moins savante, elle aussi, que Maurice Scève, elle écrit des vers où s'unissent la grâce, l'harmonie, la passion ardente et rêveuse. Elle a écrit en prose un dialogue plein de finesse et d'élégance : *Débat de la Folie et de l'Amour*, dont La Fontaine s'inspirera dans sa fable : *l'Amour et la Folie*. L'école lyonnaise prélude avec charme à la



RONSARD (1524-1585). — Médaille par Jacopo Primavera. CL. GIRAUDON.

grande révolution poétique dont Ronsard sera le chef.

Ronsard est surtout un lyrique, car son épopée la *Franciade* est inachevée et médiocre. Ses *Odes*, imitées de Pindare et d'Horace, célèbrent avec un enthousiasme sincère les grands faits et les personnages illustres de son temps (victoire de Cérisoles, Henri II, Catherine de Médicis, Michel de L'Hospital) ; il abuse des allusions mythologiques qui refroidissent l'inspiration et obscurcissent le style. Leur mérite est d'avoir donné le premier exemple du grand lyrisme : essor de la pensée, richesse des développements, et ce que Rognier appelait l'aiguillon divin.

Les *Amours* célèbrent d'abord *Cassandre*, jeune fille dont Ronsard s'éprit à Blois dans un voyage qu'il fit à l'âge de vingt ans. Le poète Mellin de Saint-Gelais ayant blâmé l'obscurité trop savante de ces sonnets, Ronsard résolut d'écrire en style plus facile les *Amours de Marie*, qu'il rencontra près de Bourgueil en Anjou et qui mourut à la fleur de l'âge. Les *Sonnets pour*

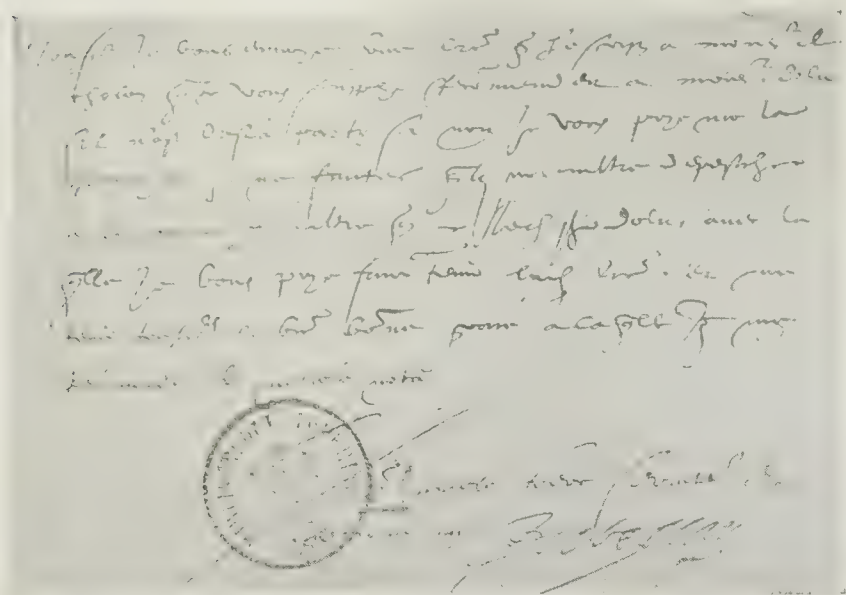
Hélène furent joints aux précédents en 1557 ; ils sont adressés à Hélène de Surgères, fille d'honneur de Catherine de Médicis. Dans toutes ces œuvres, l'imitation de Pétrarque est évidente, et parfois celle de Bembo. La mythologie y tient aussi beaucoup de place. Muret et Remi Belleau publièrent, pour la première et la seconde partie des *Amours*, un commentaire destiné à éclaircir tant d'allusions obscures et l'érudition de Ronsard a perdu aujourd'hui tout son charme ; mais ce qui fait l'attrait durable de ces poésies amoureuses, c'est tout ce que le poète y a mis de lui-même : la douce ardeur des sentiments, la fraîcheur des paysages, une grâce légère et toute française, la mélancolie dont il aime à bercer son chagrin.

Ronsard fut passionnément admiré de ses contemporains : Charles IX lui prodigua pensions et bénéfices ; de Thou trouvait dans sa naissance une compensation au désastre de Pavie ; Elisabeth d'Angleterre lui offrit un diamant de grand prix ; du fond de l'Écosse, Marie Stuart lui envoya un vase ciselé représentant le Parnasse avec cette inscription : « A Ronsard, l'Apollon des Sources des Muses. » A la suite de Malherbe, le XVII^e siècle lui fut très injustement infidèle. Sainte-Beuve le remit en honneur en publiant un choix de ses poésies au tome II de son *Tableau de la poésie française au XVI^e siècle*. Aujourd'hui, tout en faisant la part des défauts dont il ne fut pas exempt, nul ne songe plus à diminuer les immenses services qu'il a rendus à notre poésie ; sous l'imitation des anciens, nous nous plaisons à retrouver en lui un poète de pure race française, et si ses grandes odes pindariques n'éveillent plus l'enthousiasme d'autrefois, nous aimons en lui la douceur de son âme, la fraîcheur de son style, la variété de ses rythmes, sa tendre et filiale piété pour sa patrie, qui le porte, dans les *Discours sur les misères du temps*, à s'indigner des discordes civiles, parce qu'il les juge menaçantes pour la vie même de la France.

Ronsard a créé la poésie moderne, non seulement par son exemple et par ses œuvres, mais aussi par ses théories. Celles-ci ont été formulées par son disciple enthousiaste, Joachim Du Bellay, dans la *Défense et illustration de la langue française*, publiée en 1549, un an avant les premières *Odes* de Ronsard. Ce titre définit en perfection les doctrines des poètes de la Pléiade : contre les latiniseurs qui désespéraient de notre langue, ils entreprennent courageusement de la défendre : « Je ne vois pas qu'on doive estimer une langue plus excellente qu'une autre pour être plus difficile. » « Si la nôtre est plus pauvre que la grecque et la latine, ce n'est pas à son impuissance qu'il faut l'imputer, mais à l'ignorance de nos devanciers. » Si elle est « chétive et nue », il reste à l'enrichir, à l'illustrer et, pour cela, suivre l'exemple de nos ancêtres les Gaulois qui rapportèrent en leur pays les trésors de la Grèce et de Rome. Non content de doter la langue de « mots propres et épithètes non oisifs » pillés chez les anciens, il faudra se consacrer aux genres poétiques dont ils ont donné le modèle : épigrammes, élégies, fables, odes, épîtres, satires, épopées, tragédies, comédies, sans oublier le sonnet italien. Ainsi « ce noble et puissant royaume de France obtiendra à son tour les rênes de la monarchie (l'Empire du monde) et notre langue... se pourra égaler aux Grecs et aux Romains ». Tout ceci est inspiré, on le voit, par une ardente passion pour la France et pour sa



CHATEAU DE LA POSSONNIÈRE (près Vendôme), où est né Ronsard.



AUTOGAPHE DE JOACHIM DU BELLAY. — Bibliothèque Nationale.

gloire ; il y circule une ardeur juvénile et conquérante, un souffle puissant d'espérance, une généreuse certitude du succès.

La vie de Du Bellay fut courte et plutôt triste. Né en 1522, près de Liré, en Anjou, orphelin de bonne heure, il publia d'abord sa *Défense* en 1549, puis ses premiers recueils de vers en 1549, 1550, 1552. Il suivit à Rome son cousin, le cardinal Jean Du Bellay, y resta quatre ans, regrettant la France et son « petit Liré ». Devenu sourd, et attristé par des querelles de famille, il mourut en 1560 à trente-huit ans.

Son recueil intitulé *Olive*, publié en 1550, se compose de sonnets imités de Pétrarque, d'une élégance conventionnelle qui ne fait pas pressentir l'accent ému et sincère des *Regrets* et des *Antiquités de Rome* : là il célèbre ses déceptions, sa nostalgie au milieu des ruines de la ville éternelle et parmi les intrigues de la cour pontificale ; plusieurs de ses sonnets sont dans toutes les mémoires, ainsi que quelques délicieuses pièces des *Jeux rustiques*, parus la même année que les *Regrets* et les *Antiquités* (1558). Comme Ronsard, il reste, malgré ses imitations, très personnel et très français.

Plusieurs poètes s'enrôlèrent sous les drapeaux de Ronsard et ce groupe batailleur prit le nom de *brigade*. De ce nombre, les plus excellents reçurent de leur chef le nom de *Pléiade* ; ils étaient sept, comme les poètes alexandrins de la cour des Ptolémées qui avaient pris pour symbole la plus brillante des constellations. Les membres de la Pléiade étaient, outre Ronsard : Du Bellay, Remi Belleau, Jean Antoine de Baïf, Pontus de Thiard, Jodelle et Dorat.

Le XVI^e siècle est si fécond en poètes qu'il est impossible d'énumérer ici tous les noms. Qu'il suffise de citer Guillaume de Salluste du Bartas, qui célèbre dans sa *Semaine* (1576) les sept jours de la création d'après la Bible, et Théodore Agrippa d'Aubigné (1552-1630), dont les *Tragiques* parurent en 1616. Le premier est pédant, lourd et obscur. Le second, qui écrivit sous l'impression des guerres religieuses, s'il est sans ordre et sans mesure, atteint parfois le sublime dans ses invectives bibliques et son enthousiasme pour les huguenots que l'on a vus, sur le bûcher,

Rire à la Vérité en despitant les flammes.

TRAGÉDIE, COMÉDIE, TRAGI-COMÉDIE. — C'est à la Pléiade qu'est due la naissance de la Tragédie et de la Comédie classiques.

En 1548, le Parlement, requis par les confrères de la Passion de renouveler leur privilège, y consentit seulement à la condition qu'ils ne joueraient que des pièces profanes ; quant aux basochiens, François I^{er} avait fait cesser leurs représentations que les attaques politiques et de trop vives allusions aux mœurs des particuliers rendaient dangereuses ; à partir de 1585, il n'est plus question des Enfants sans-souci.

Or, depuis le début du siècle, beaucoup

de traductions et d'imitations du théâtre antique avaient été imprimées : on traduisait les œuvres grecques en latin, parfois en français, et on jouait dans les collèges la *Médée* et l'*Alceste* d'Euripide mises en latin par l'Écossais Buchanan, le *Jules César* de Muret, les tragédies de Fauveau, imitées de Sénèque. Ronsard, au collège de Coqueret, faisait représenter par ses camarades sa traduction de *Plutus* d'Aristophane. Enfin, en 1549, Du Bellay, dans sa *Défense*, donnait au poète de l'avenir ce conseil : « Quant aux Comédies et Tragédies, si les rois et les républiques les voulaient restituer en leur ancienne dignité, qu'ont usurpée les Farces et Moralités, je serai bien d'avis que tu t'y employasses. » Etienne Jodelle, membre de la Pléiade, réalisa ce vœu et fit jouer en 1552 la première tragédie française : *Cléopâtre*, et la première comédie : *Eugène*.

Le succès de *Cléopâtre* fut considérable, et dès lors les tragédies se multiplièrent : les plus célèbres sont la *Didon* de Jodelle lui-même et le *César* de Jacques Grévin (1561).

La comédie a été moins goûtée et moins cultivée. Après les *Esbaïhs*, œuvre originale et fort divertissante de Jacques Grévin (1561), après sa *Trésorière* et le *Brave* de Jean-Antoine de Baïf, on ne compte guère que des imitations de l'italien : de ce nombre sont les neuf *Comédies facétieuses* en prose que Pierre de Larivey publia en 1579, et dont les meilleures sont le *Laquais*, traduit de Ludovico Dolce, et les *Esprits*, traduit de Lorenzino de Médicis. De 1580 à 1600, on ne compte que quatre comédies ; la plus intéressante, les *Conteurs*, a pour auteur Odet Turnèbe, avocat et fils d'Adrien Turnèbe, un des plus célèbres hellénistes de la première moitié du XVI^e siècle.

En même temps que la comédie et la tragédie, naissait un autre genre de théâtre qui sera fort en vogue dans la première moitié du XVII^e siècle et dont le chef-d'œuvre sera le *Cid* de Corneille : la tragi-comédie dont Robert Garnier donnera le premier exemple dans sa *Bradamante* (1580). Ce qui distingue la tragi-comédie, c'est que le sujet en est, comme dans la comédie, une rivalité d'amour, mais que les personnages, comme ceux de la tragédie, sont des rois, ou des princes, ou de grands seigneurs.

MONTAIGNE. — Le plus grand écrivain en prose de cette période est Montaigne, dont l'influence a été puissante pendant tout le XVII^e et le XVIII^e siècle, non seulement en France, mais en Angleterre et dans toute l'Europe (1533-1592) [1].

La partie la plus ancienne des *Essais* comprend les chapitres II à XX, XXXII-XLVIII du premier livre, et les chapitres II à VI du second. Le but de l'auteur est de chercher en lui-même et chez les philosophes anciens ou contemporains ce qui peut rendre la vie heureuse et dissiper la terreur qu'inspire l'idée de la mort ; les stoïciens sont ses maîtres, et surtout Sénèque. Il consulte aussi Plutarque et Guichardin : tout son effort se borne à extraire de leurs œuvres les maximes les plus propres à son dessein et à les commenter brièvement.

Vers 1576 commence pour lui la crise du doute. La raison est trop faible pour donner une démonstration suffisante de la vérité ; la morale varie selon les climats et les races, et ne doit son autorité qu'à la coutume, à la force de l'habitude. L'homme n'est pas, comme on le croit, le centre de l'univers ; il y est perdu, comme un atome ; nos facultés et nos vertus, dont nous sommes si fiers, se trouvent chez les animaux, au-

MONTAIGNE (1533-1592). — Musée Condé, à Chantilly.
CL. GIRAUDON

(1) Montaigne publia les deux premiers livres des *Essais* à Bordeaux en 1580 ; huit ans après, il en donnait une nouvelle édition, la cinquième, augmentée de six cents additions au premier livre, et d'un troisième livre. Il prépara une sixième édition et, pour cela, couvrit de corrections les marges d'un exemplaire de 1588. Après sa mort, M^{lle} de Gournay, sa fille adoptive, donna cette sixième édition (1595) d'après une copie inexacte de cet exemplaire annoté ; elle y introduisit des remaniements : le tout parut irréprochable et définitif. C'est seulement en 1906 que le volume corrigé et augmenté par Montaigne lui-même et conservé à la bibliothèque de Bordeaux attira l'attention des érudits. Il fut alors publié en phototypie (3 vol. in-4^e, 1912). De 1906 à 1912, MM. F. Strowski, Gebelin et Pierre Villey ont édité les *Essais* d'après l'exemplaire de Bordeaux, avec les variantes manuscrites et les leçons des plus anciennes impressions. M. Pierre Villey a donné aussi une édition conforme à l'exemplaire de Bordeaux (1922-1923) et, en outre, *Les Sources de l'évolution des « Essais »* (1908). Grâce à ces travaux, on peut reconstituer la pensée de Montaigne et ses changements successifs.

tant et plus que dans l'humanité. Nous ne sommes sûrs de rien, et, entre deux opinions différentes, le sage doit garder un équilibre comparable aux plateaux de cette balance qu'il fait graver en tête d'une nouvelle édition, en l'accompagnant de la devise d'Empiricus : « *Que sais-je ?* »

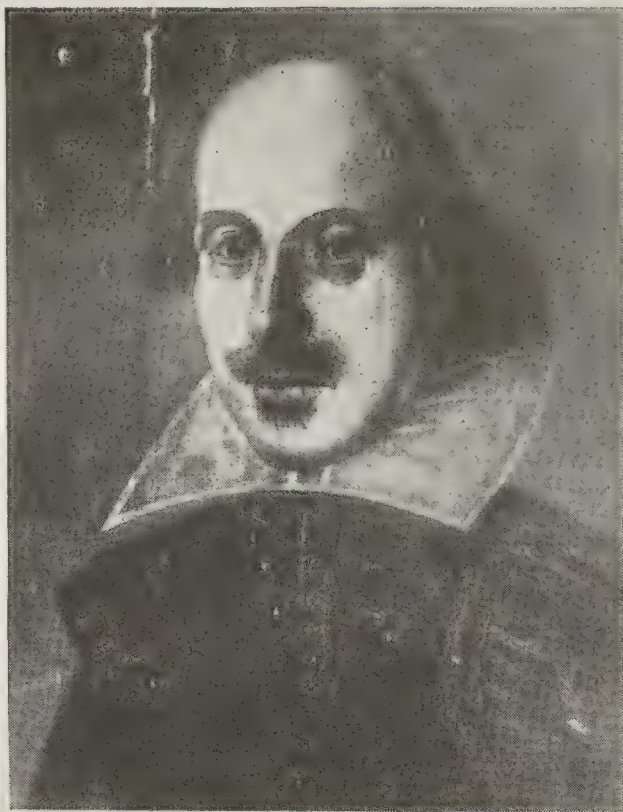
Cependant, Montaigne ne s'en tient pas à ce doute pyrrhonien. A partir de 1578, c'est lui-même qu'il étudie, et, en même temps que lui, l'humanité entière : « Tout homme porte en soi la forme entière de l'humaine nature. » Il découvre alors ce qui est pour lui le dernier mot de la sagesse : lutter contre la crainte de la mort ou contre la puissance des passions, c'est y penser toujours, donc les fortifier et s'affaiblir soi-même. On ne les combat qu'en les fuyant ; il faut leur trouver une diversion et n'occuper son esprit que de la véritable vertu qui lui donne la joie de la vie et dissipe l'inquiétude de mourir : vertu conforme à la nature, vertu mère des plaisirs véritables, « ennemie irréconciliable d'aigreur et de crainte, belle, triomphante, amoureuse, délicieuse ensemble et courageuse ».

Il ne faut chercher dans les *Essais* ni l'enchaînement rigoureux des idées, ni leur ordonnance régulière : l'art de composer sera le privilège du XVII^e siècle, et Montaigne ne s'en préoccupe pas : la digression est au contraire son procédé favori ; l'allure de son style est celle de la conversation. Il est admirable surtout par la spontanéité, par l'abondance et la vivacité des images, par cette langue familière et franche, « telle au papier qu'à la bouche », par la richesse de son vocabulaire et de ses tournures. C'est un de nos écrivains les plus originaux et les plus français.

Les querelles politiques et religieuses inspirèrent, dans cette seconde moitié du XVI^e siècle, beaucoup de pamphlets : ceux de Théodore de Bèze, chef de l'Église de Genève après la mort de Calvin, sont presque tous en latin. Le *Traité de la religion chrétienne* du protestant Duplessis-Mornay (1581) marque chez les réformés une tendance à l'apaisement. La *Satire Ménippée* est, à cette époque où viennent de cesser, par l'avènement de Henri IV, les haines meurtrières, le chef-d'œuvre du bon sens qui se venge gaiement de ce que lui ont fait souffrir ses ennemis désormais abattus. Cette peinture ironique des États généraux, réunis à Paris en 1593 par les chefs de la Ligue, parut à Tours en 1594. Le principal auteur en est un chanoine de Rouen, Jean Leroy, qui eut plusieurs collaborateurs : Jacques Guillot, Florent Chrestien, Rapin, Pierre Pithou et Passerat.

La Boétie, l'ami de Montaigne, est surtout célèbre par un petit traité de politique, le *Contr'un*. On y trouve exprimé, avec ardeur, mais sans passion agressive, un amour de la liberté républicaine, inspiré par la lecture des anciens, notamment de Plutarque.

Le devoir de la tolérance religieuse est défendu avec une éloquence pleine de fermeté et de gravité par le chancelier Michel de L'Hospital



SHAKESPEARE (1564-1616). — Portrait peint à l'huile, dit « Portrait de Droeshout ». — Musée de Stratford-sur-Avon (Grande-Bretagne).

dans ses harangues d'Orléans, de Pontoise, de Saint-Germain, de Poissy. Le même esprit s'exprime dans les *Discours* plus passionnés de La Noue, qui avait combattu vingt ans pour la foi protestante, et Jean Bodin, avec sa *République* (1572), est le fondateur de la science politique en France, le précurseur de Montesquieu.

Les guerres étrangères et intérieures devaient inspirer à ceux qui s'y trouvèrent mêlés le désir de conter leurs aventures et leurs exploits. Aussi les Mémoires sont-ils nombreux alors : les plus célèbres sont ceux du duc de La Force, du maréchal de Vieilleville, de Sully, de Marguerite de Valois, les Mémoires-journaux de Pierre de l'Estoile, et surtout les *Commentaires* de Blaise de Montluc. Tombé en disgrâce en 1570, à l'âge de soixante-huit ans, il écrit au roi Charles IX pour défendre sa réputation attaquée. Il passe en revue sa longue carrière de soldat et de capitaine : La Bicoque, Pavie, l'expédition de Naples, Cérises, le siège de Sienna dont il fut gouverneur et qu'il défendit contre les Impériaux, les premières guerres de religion, le siège de Rabastens : en tout cinq batailles, dix-sept assauts, onze sièges, et plus de deux cents escarmouches. Son livre, qu'il retouche sans cesse, est âpre, énergique, plein de mouvement et de pittoresque, style

de soldat « et encore d'un Gascon, qui s'est toujours plus soucié de bien faire que de bien dire ».

Enfin, il faut mentionner les auteurs qui ont écrit sur les sciences, les arts, les métiers : Ambroise Paré, qui créa les méthodes et perfectionna les instruments de la chirurgie, et consigna les résultats de ses études dans sa *Méthode de traiter les plaies faites par les hacquebuttes* (1545) ; Olivier de Serres, qui, de 1570 à 1600, élabore son *Théâtre d'agriculture et ménage des champs*, et Bernard Palissy, qui publie, en 1563, sa *Recette véritable par laquelle tous les hommes de France pourront apprendre à multiplier et augmenter leurs trésors* ; puis, en 1580, ses *Discours admirables de la nature des eaux et des fontaines*. Ce dernier ouvrage se compose de dialogues entre un personnage nommé *Théorique*, défenseur des opinions scientifiques les plus erronées, et un autre, appelé *Pratique*, qui les réfute et qui est Palissy lui-même. C'est l'apologie de la raison scientifique et de la méthode, mais aussi de la volonté et de l'action. On y sent un profond amour et une étude passionnée de la nature : « Je n'ai pas eu d'autre livre que le ciel et la terre. » Quant aux pages héroïques où il raconte ses luttes contre la misère et le désespoir pour découvrir le secret de l'émail, elles sont encore aujourd'hui dans toutes les mémoires et sont plus admirables encore que ses figures en ronde-bosse des châteaux de Chaulnes et d'Écouen ou ses aiguières, vases, plats et assiettes du Louvre, de Cluny et de Sèvres.

LITTÉRATURE ANGLAISE. — L'« âge d'Élisabeth » est une des époques les plus fécondes de la littérature anglaise. Il comprend le règne de cette souveraine et celui de Jacques I^{er} (1558-1625).

De l'imitation de Pétrarque sortit l'école des *Amorettistes*, dont le représentant le plus notoire est Philippe Sidney. A cette influence, il faut joindre celle de l'*euphuisme* : ce mot dérive du nom grec que John Lyly (1554-1603) donna au héros de son roman *Euphuès* (c'est-à-dire le bien doué), jeune Athénien que l'auteur fait voyager d'abord à Naples, puis en Angleterre. Les *euphuistes* ressemblent par avance à nos *précieux* et à nos *précieuses* par le raffinement du langage, la recherche de l'expression rare et ingénieuse, par une élégance dont l'excès touche au ridicule. Les meilleurs écrivains d'alors n'ont pas échappé à ce maniérisme.

Le plus célèbre d'entre eux est Edmond Spencer. La double influence de l'antiquité et du pétrarquisme révèle en lui le véritable humaniste et ses *Amoretti sonnets* sont d'un disciple de Sidney. Mais les luttes religieuses n'ont jamais cessé de le préoccuper. Même dans son *Calendrier des bergers*, imité de Théocrite, des *Bucoliques* de Virgile et des Italiens, il trouve le moyen d'attaquer l'ancienne Église, et aussi la nouvelle. Sous le voile de la féerie, son *Fairie Queene* est une apologie de la politique religieuse d'Élisabeth, représentée sous les traits de la reine des fées, Gloriana, et une attaque contre Marie Stuart, nommée ici Duessa. Un des plus



MAISON NATALE DE SHAKESPEARE à Stratford-sur-Avon. — Cette gravure anglaise représente la maison natale de Shakespeare avant les remaniements qui, aujourd'hui, en ont quelque peu changé l'aspect.

beaux poèmes de Spencer est l'épithalame qu'il écrit à l'occasion de son mariage : on y reconnaît le mouvement et le rythme de Pindare et l'ardente tendresse du *Cantique des Cantiques*.

A côté de Spencer, et plus haut encore, se place le grand philosophe lord François Bacon (1561-1626), fils du garde des sceaux d'Élisabeth. Il écrit une *Histoire du règne de Henry VII*, des *Méditations*, des *Essais* où il rivalise avec Sénèque et Montaigne ; surtout, il crée une philosophie qui allait transformer les méthodes de la pensée spéculative et scientifique. En 1605, il en avait formulé une partie importante dans le traité sur l'*Avancement des sciences*, et c'est en 1620, au moment de sa plus grande faveur politique, qu'il publia le *Novum Organum*. L'un et l'autre n'étaient que les fragments du vaste ouvrage qu'il laissa inachevé : *Instauratio magna*, et ce titre indique assez la grandeur du projet : reconstruire toute la philosophie sur des bases nouvelles et, pour cela, lui donner un instrument encore inconnu : *novum organum*. Jusqu'alors, la philosophie a été déductive et fondée sur le syllogisme. Bacon, en écartant tout à priori, crée la science expérimentale, que Pascal devait découvrir à son tour et pour son propre compte quelques années plus tard.

Spencer et Bacon suffiraient pour rendre illustre l'âge d'Élisabeth. Cependant, il se glorifie d'un nom plus grand encore, celui de Shakespeare.

Le théâtre avait débuté en Angleterre, comme en France, par des représentations d'un caractère religieux, les *Mystères* (*Miracle Plays*), puis parurent les *Moralités* (*Moral Plays*) et, au *xv^e* siècle, les *Interludes*, qui substituaient, aux allégories des *Moralités*, des personnages réels.

A partir de 1580 se multiplient les comédies et les drames empruntés à l'antiquité, à l'histoire nationale ou étrangère, quelquefois à la vie contemporaine. C'est une période de préparation où s'élaborent les divers éléments qui constitueront le théâtre du prédécesseur immédiat de Shakespeare, Marlowe. Ce poète, bizarre et désordonné, ne manque ni de puissance ni de génie, témoin sa pièce de début, *Tamerlan*, son *Docteur Faust*, dont s'inspirera Goethe, et *Édouard II*, son chef-d'œuvre (1593), d'un tragique profond et vrai que Shakespeare seul a pu dépasser.

On ne saurait fixer la date des pièces qui composent le théâtre de Shakespeare. On peut cependant établir un classement par groupes en s'appuyant sur l'étude des drames et sur les témoignages contemporains. Dans la première période, le poète cherche sa voie : brutal parfois et emphatique dans les trois *Henry VI*, subtil et ironique dans *Peines d'amour perdues*, il donne libre cours à son caprice dans le *Songe d'une nuit d'été* ; puis il inaugure la série de ses grands drames historiques par *Richard III*. Maître alors de son art, il écrit : *Roméo et Juliette*, le *Marchand de Venise*, peintures puissantes des passions de l'amour ; la *Mégère apprivoisée*, les *Joyeuses Commères de Windsor*, *Beaucoup de bruit pour rien*, *Comme il vous plaira*, fantaisies étincelantes de verve et de gaieté ; *Richard II*, *Jean sans Terre*, les deux *Henry IV*, *Henry V*, drames vibrants de patriotisme. Toutes ces œuvres, graves ou joyeuses, respirent l'ardeur d'une jeunesse vigoureuse, ardente et heureuse de vivre. Au contraire, *Jules César*, *Hamlet*, *Mesure pour mesure*, *Othello*, le *Roi Lear*, *Macbeth*, *Antoine et Cléopâtre*, *Coriolan* sont des drames empreints du plus sombre pessimisme ; l'humanité n'y apparaît plus composée que de monstres, de fous, de victimes innocentes et douloureuses. A cette période de misanthropie et de révolte succèdent enfin le calme, la résignation, l'indulgence même et la pitié : *Cymbeline*, *Conte d'hiver*, la *Tempête*.

Si, par les dates, Shakespeare appartient à la Renaissance, il domine et dépasse son époque par la puissance de son génie. Il a connu les euphuistes, qu'il raille dans *Peines d'amour perdues*, mais il ne leur doit rien. Parmi les anciens, il s'inspire de Plutarque, mais s'il lui emprunte les faits et les noms, il a une conception propre des caractères, qui portent sa marque. Il a consulté les *Chroniques d'Angleterre*, d'*Écosse* et d'*Irlande*, où il a pris les sujets de ses drames historiques ainsi que de *Macbeth*, du *Roi Lear*, de *Cymbeline* ; mais la prose médiocre de Raphaël Holinshed ne lui a fourni que la matière : là, plus qu'ailleurs, il crée. Malgré quelques affinités entre les drames de Marlowe et les siens, on peut dire qu'il n'a pas eu de maître, qu'il ne doit rien qu'à lui seul (1).

LITTÉRATURE ALLEMANDE. — La littérature allemande est celle qui a le moins profité du mouvement de la Renaissance. Elle avait eu son âge d'or aux *xii^e*, *xiii^e* et *xiv^e* siècles avec les *Nibelungen*, le poème de *Gudrun*, le *Parcival*, les *Minnesinger*,

avec ses grands mystiques comme Jean Tauler et Suso. L'avènement de la maison de Habsbourg, succédant aux Hohenstauffen, marque le commencement d'une période stérile qui durera jusqu'à Frédéric le Grand. Le morcellement de l'Empire, les luttes intérieures, l'indifférence des grands pour tout sentiment désintéressé en furent la cause. De plus, l'unité de la langue est un instant compromise, le dialecte souabe, jusqu'alors réservé à la grande poésie, ayant perdu son ancienne prépondérance.

Grâce à Luther et à sa *Bible*, le haut saxon devint la véritable langue de l'Allemagne, et le célèbre réformateur eut le mérite de donner à sa patrie un idiome national. Ses *Sermons*, ses *Propos de table*, ses *Lettres intimes*, *Pamphlets* contre la papauté ou contre Henri VIII sont marqués au coin de son caractère violent ; dans ses moments de bonne humeur, la verve triviale de son style lui gagne la faveur populaire, et ses poésies religieuses contribuent à propager rapidement sa doctrine.

Fischart (1550-1589) passa la plus grande partie de sa vie à Strasbourg. Il donna une version en vers de la célèbre légende populaire de Till Eulenspiegel : ce fut sa première œuvre. Il adapta le *Gargantua* et le *Pantagruel* de Rabelais, écrivit contre le catholicisme plusieurs traités satiriques (la *Ruche du saint essaim de Rome*) et un poème héroï-comique : le *Vaisseau fortuné de Zurich*, inspiré par l'esprit de la Réforme. On l'a surnommé le Rabelais de l'Allemagne.

Ulrich de Hutten (1488-1523) est le seul représentant de l'humanisme dans l'Allemagne du *xvi^e* siècle. De famille noble, il quitta l'état ecclésiastique pour se consacrer tout entier aux lettres. Ses meilleurs ouvrages sont écrits en latin. Il se sert de la langue allemande avec moins de souplesse et d'élégance ; il y fait preuve cependant d'énergie et de mouvement ; il dirigea de vives attaques contre Rome. Quant à Murner (1445-1536), dans ses premières œuvres satiriques (l'*Évocation des fous*, la *Corporation des fripons*), il dirigea de violentes accusations contre l'Église romaine ; puis, devenu adversaire de la Réforme, il en attaqua le chef dans : *Ce grand fou de Luther. Comment le Docteur Murner l'a évoqué*.

Hans Sachs (1494-1576) est, par la date, le dernier des *Maîtres chanteurs*, ces artisans qui, dans les villes, à Augsbourg et à Nuremberg principalement, joignaient à leur profession habituelle celle de poète : ils s'exerçaient à la versification selon des lois très sévères et, réunis en corporation, soumettaient leurs compositions métriques et musicales à un jury chargé de décerner les titres successifs d'*apprenti*, de *compagnon*, de *maître*. Hans Sachs prolongea leur tradition jusqu'au dernier tiers du *xvi^e* siècle. Cordonnier de son état, il écrivit, soit en vers, soit en prose, de nombreux ouvrages : odes, drames, récits, discours. D'humeur généralement joyeuse, ses *Contes*, ses *Pièces de Carnaval* furent très populaires. Enthousiaste de Luther, il compose en l'honneur du réformateur un célèbre poème satirique, le *Rossignol de Wittenberg*. Il fut, à son époque, un des écrivains les plus nationaux de l'Allemagne.

LA LITTÉRATURE DES DERNIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE HENRI IV (1600-1610). — A la pacification du royaume correspond en général, dans la littérature, un certain apaisement des esprits : soit que le *Théâtre d'agriculture* d'O. de Serres, l'*Économie politique* de Montchrétien attirent l'attention sur les activités utiles où devrait s'employer le pays, soit que la morale s'attache à enlever son aiguillon à la passion religieuse. Les *Traité*s de Guillaume Du Vair (1556-1621) « exhortent » à la vie civile, au stoïcisme, à la constance, avec une noble hauteur de vues. Les grands polémistes catholiques ou huguenots, Duplessis-Mornay comme Coëffeteau, ont donné provisoirement l'essentiel de leur controverse avant 1606. Même Charron (1541-1603), défenseur du catholicisme intégral dans ses *Trois Vérités* (1594) et sa *Réfutation des hérétiques* (1595), se garde d'affirmer des certitudes absolues dans son *Traité de la sagesse* (1601). Les contradictions de la nature humaine, la diversité des religions y apparaissent, mais sans que fassent pour cela défaut conseils et préceptes propres à faire accéder l'homme au degré de vertu qu'il peut atteindre par la seule raison, la prudence sans dévotion valant mieux que la dévotion sans prudence. Dans ces limites, Charron continue Montaigne, sans qu'il convienne de faire de lui le maître de scepticisme.

L'impulsion poétique de la Pléiade est bien amortie chez Vauquelin (1536-1608) ou chez Bertaut (1552-1611) : la force originale de Ronsard tourne en respect de l'usage chez le premier, en douceur moralisante chez le second. Plutôt rattaché à la vieille gausserie « gauloise », Mathurin Régnier (1573-1613) ne prétend pas moraliser ; sa truculence satirique préfère saisir le ridicule, le grotesque ou l'odieux des vices qu'une urbanité de surface recouvre à peine, et d'ailleurs « la bonne loi naturelle » est l'Évangile de ce franc poète détestant surtout le faux semblant.

(1) L'identité de Shakespeare a été contestée. On a attribué son œuvre à Bacon, à lord Rutland, à William Stanley, sixième comte de Derby. Voir, sur ce problème, les ouvrages indiqués dans notre bibliographie.

Autrement chargé de basse crudité dans son pêle-mêle cynique, le *Moyen de parvenir*, Béroalde de Verville (1610) ne s'adresse pas aux « oreilles chatouilleuses », mais aux amateurs de libres ébats rabelaisiens. Mieux que d'autres indices, la coïncidence de la fin du règne de Henri IV avec la publication de cette rapsodie licencieuse, due à un converti catholique, fils de zélé calviniste, montre assez combien tendait à se déposer en France la lie qu'avait remuée dans les esprits le tumulte des luttes religieuses. Le roman sentimental, dû à la renaissance de la société mondaine, s'ingénie par opposition à vanter les « chastes amours » et le « triomphe de la constance » : il faudra le succès de l'*Astrée* pour rallier l'opinion de l'élite à cet idéalisme.

II. LES SCIENCES

La connaissance scientifique en Occident à la fin du Moyen âge ne différait guère de la science grecque à la fin de la période alexandrine, et le XVI^e siècle fut pour les sciences, à l'exception de l'astronomie, une période de préparation plutôt qu'une période de développement intense ; mais, comme pour les lettres, les premiers progrès furent déterminés par l'étude directe des œuvres de l'antiquité et par le travail méthodique. Avec le mouvement intellectuel de la Renaissance naquit la science d'observation et d'expérience, la science moderne, et, si les superstitions persistent, si les *Centuries* (ou *Prophéties*) valent à Nostradamus la faveur de Catherine de Médicis, les savants de cette époque furent des précurseurs et des pionniers.

LES MATHÉMATIQUES. — Dans l'ordre des sciences mathématiques, l'œuvre principale du XVI^e siècle fut la création de l'algèbre sous sa forme actuelle.

La résolution des équations du troisième et du quatrième degré par les mathématiciens italiens Tartaglia, Cardan et Ferrari, réalisa un premier progrès.

Tartaglia (1500-1557) enseignait les mathématiques à Venise, lorsqu'il eut connaissance d'un défi porté, selon la mode du temps, par le mathématicien Fiori ; celui-ci, qui possédait un procédé de résolution de l'équation du troisième degré, engagea une somme d'argent contre quiconque résoudrait trente questions formant des cas particuliers de cette équation. Tartaglia possédait une méthode plus simple et fut facilement vainqueur en résolvant en moins de deux heures les questions proposées.

Jérôme Cardan (né à Pavie en 1501, mort à Rome en 1576) composait son *Ars magna, sive de regulis algebraicis liber unus* (Nuremberg, 1545), lorsqu'il apprit le résultat de cette joute scientifique. Il arracha à Tartaglia son secret, jurant sur les Évangiles de ne jamais le révéler, mais cette promesse solennelle ne l'empêcha pas de le publier dans son *Ars magna*, tout en rendant, il est vrai, justice aux inventeurs précédents. D'ailleurs, tandis que Tartaglia ne savait résoudre l'équation du troisième degré que dans le cas d'une seule racine réelle, Cardan, esprit subtil et mathématicien génial, remarqua que, lorsque la formule de résolution contient des imaginaires, l'équation admet trois racines réelles : c'est là le premier exemple de la liaison entre quantités réelles et quantités imaginaires qui devait trouver son développement définitif au XIX^e siècle.

A l'âge de vingt-trois ans, Ferrari, élève de Cardan, résolut l'équation du quatrième degré. Ainsi était acquise la résolution algébrique des équations des quatre premiers degrés, les seules que l'on puisse, dans le cas général, résoudre par des extractions de racines, comme devait le démontrer, de notre temps, le mathématicien Abel.

L'algèbre n'est encore, toutefois, qu'une collection de recettes isolées, dont chacune a pour but la résolution d'un problème particulier (1). Le véritable fondateur de cette science fut François Viète.

(1) Tartaglia et Cardan ne donnent point des *formules* de résolution au sens que nous attachons aujourd'hui à ce mot. Les règles de Tartaglia sont mises en trois strophes de neuf vers, consacrées chacune à décrire la suite des opérations destinées à résoudre chacune des formes d'équation que nous écrivons aujourd'hui :

$$\begin{aligned} x^3 &= p x + q, \\ x^3 + q &= p x, \\ x^3 &= p x - q. \end{aligned}$$

formes que Tartaglia devait distinguer, parce qu'il ne connaissait que des nombres positifs.



UN MATHÉMATICIEN ITALIEN : LUCA PACIOLI. — L'artiste l'a représenté entouré de ses instruments d'étude et expliquant un théorème à un de ses élèves. Peinture de Jacopo de' Barbari. — Musée national de Naples. CL. ANDERSON.

Né à Fontenay en Poitou en 1540, mort à Paris en 1603, Viète, conseiller au Parlement de Bretagne, puis maître des requêtes à Paris et conseiller privé, fit imprimer à ses frais, à partir de 1571, des opuscules qu'il envoya aux mathématiciens de tous les pays (1).

Son œuvre essentielle fut la création du mécanisme algébrique ; il donna ainsi aux mathématiques leur langue, à la fois analytique et synthétique. Avant lui, les mathématiciens ne calculaient que sur les nombres, et l'inconnue seule, avec ses puissances, était représentée par des signes ; on ne faisait point d'opérations avec les lettres et le produit de deux quantités était représenté par un nouveau symbole ; en un mot, le calcul algébrique n'existait pas. « On conçoit, dit Michel Chasles dans son *Histoire des méthodes géométriques*, que cet état restreint et d'imperfection ne constituait pas la science algébrique de nos jours, dont la puissance réside dans ces combinaisons des signes eux-mêmes qui suppléent au raisonnement d'intuition, et conduisent par une voie mystérieuse aux résultats désirés. » En représentant par des lettres toutes les quantités tant connues qu'inconnues et en les soumettant à toutes les opérations que l'on faisait sur les nombres, Viète constitua cette science des symboles qu'est l'algèbre, à la fois langue et mécanisme, et en fit un moyen d'expression nouveau, en même temps qu'un nouvel instrument de découverte. Il contribua ainsi à développer la puissance des méthodes mathématiques, étudia lui-même les équations algébriques de degré quelconque et connut probablement la formule développant $(a+b)^n$; il trouva les formules exprimant $\sin mx$ et $\cos mx$ en fonction de $\sin x$

et $\cos x$ et les appliqua à l'étude de certaines équations algébriques. Il donna une expression de π sous forme de produit infini qui, sans avoir de valeur pour le calcul pratique, est le premier exemple précis de cet emploi des développements illimités qui devaient, au siècle suivant, marquer un si grand progrès de l'analyse mathématique. En géométrie, il résolut avec une élégance singulière le problème consistant à mener un cercle tangent à trois cercles donnés. Grâce au progrès extraordinaire des méthodes de calcul algébrique, Van Roomen, plus connu sous le nom d'Adrien Romain (né à Louvain en 1561, mort à Mayence en 1615), calcula le nombre π , rapport de la circonférence à son diamètre, avec quinze décimales,

$$\pi = 3,141. 592. 653. 589. 793.$$

Parmi les mathématiciens de la fin du XVI^e siècle, une place toute spéciale doit être réservée à Simon Stevin (né à Bruges en 1548,

(1) Une partie seulement de ces opuscules a été réunie par Van Schooten dans les *Opera mathematica* (Leyde, 1646). Viète exposa les premiers principes de sa méthode dans son Introduction à l'art analytique (*Isagoge in artem analyticam*).



JÉRÔME CARDAN (1501-1576). — Mathématicien italien (ancienne gravure sur bois).

mort à La Haye en 1620). Dans l'étude de l'équilibre des solides, il n'y avait eu aucun progrès depuis Archimède : Stévin trouva, pour le plan incliné, le rapport de la force motrice au poids du corps ; il sut représenter les forces par des segments de droite et donner, avant Varignon, la règle de composition des forces qui est la base de la mécanique. Continuant en hydrostatique les découvertes de l'illustre Syracusain, il démontra qu'un liquide peut exercer sur le fond d'un vase une pression supérieure à son propre poids ; c'est le paradoxe hydrostatique dont la découverte a été souvent attribuée à Pascal. Ainsi, dans la voie féconde de l'application des mathématiques à la mécanique, Stévin précéda Galilée ; on lui doit aussi l'usage du calcul des fractions décimales.

Ce tableau des progrès mathématiques au XVI^e siècle serait incomplet s'il ne mentionnait la découverte des logarithmes par le baron écossais John Neper, dont le *Mirifici logarithmorum* parut à Edimbourg en 1614.

L'ASTRONOMIE. — Deux théories sur la place de la Terre dans le système du monde avaient partagé les savants grecs. L'école de Pythagore avait enseigné que la Terre tourne sur elle-même et autour du Soleil ; l'hypothèse contraire, d'après laquelle la Terre serait immobile au centre du monde, avait été soutenue par l'école d'Aristote et surtout par Ptolémée d'Alexandrie, au II^e siècle de l'ère chrétienne. L'autorité d'Aristote et le raisonnement théologique firent considérer le système de Ptolémée comme seul orthodoxe ; comment admettre, par exemple, que la Terre tourne autour du Soleil, alors que la Bible nous montre Josué arrêtant l'astre dans sa course ? Comment admettre qu'il existait des points à l'antipode des nôtres ou que d'autres planètes fussent habitées ? Cette question ne posait-elle pas celle de savoir si les habitants de ces autres mondes avaient été rachetés par la Passion du Christ ?

D'autre part, les astronomes du Moyen âge ne semblent pas avoir connu d'autres instruments d'observation astronomique que ceux des Grecs : le dioptré pour la mesure des angles, l'astrolabe d'Hipparque pour suppléer aux calculs de la trigonométrie et opérer les changements de coordonnées astronomiques.

La découverte du Nouveau Monde à la fin du XV^e siècle, le voyage de Magellan au commencement du XVI^e devaient contribuer à renouveler l'astronomie : toute une partie inconnue de l'Univers était brusquement révélée ; la science des livres perdait son autorité devant la science des faits ; un simple marin en savait beaucoup plus sur le globe terrestre qu'Aristote et Ptolémée. La fameuse question des antipodes était résolue, et les découvertes géographiques préparaient les esprits à ranger la Terre dans le cortège des planètes. Colomb et Magellan ouvraient ainsi la voie à Nicolas Copernic.

Ce savant, qui devait renouveler complètement la science du ciel, naquit le 12 février 1473, à Thorn, en Pologne ; il suivit les cours de philosophie et de médecine de l'Université de Cracovie, et acheva ses études à Padoue et à Bologne, où Novara enseignait l'astronomie ; en 1499, il professa les mathématiques à Rome. De retour à Cracovie, il se fit prêtre en 1502, et, huit ans après, devint chanoine de Frauenburg, où il vécut jusqu'au 24 mai 1543, poursuivant, au milieu des occupations les plus diverses, la rédaction de son travail sur la réforme du système de Ptolémée. Copernic hésita longtemps avant de publier l'œuvre qui devait immortaliser son nom, appréhendant, écrit-il, de devenir « un objet de risée, en raison de la nouveauté et de l'absurdité apparente de ses idées ». Cependant l'insistance de ses amis, le cardinal Schomberg et Tidemann Gisius, évêque de Kulm, parvint à fléchir sa répugnance, et le *De revolutionibus orbium cœlestium*, dédié au pape Paul III, parut à Nuremberg en 1543 : le 5 mars 1616, il fut condamné par la Congrégation de l'Index comme « renfermant des idées données pour très vraies sur la situation et le mouvement de la Terre, idées entièrement contraires à la Sainte Écriture ».

Il est facile de comprendre en quoi le système proposé par Copernic se distingue du système de Ptolémée. Celui-ci décrit le système du monde tel que nous le voyons de la Terre. Copernic

le décrit tel que le verrait un observateur situé fort loin du Soleil sur une perpendiculaire à l'orbite terrestre. Voici le texte même de Copernic :

Nous distribuerons ainsi l'ordre des sphères, en commençant par la plus éloignée.

La première, et la plus élevée de toutes ces sphères, est celle des étoiles fixes ; en embrassant toutes les autres, elle est immobile et c'est à elle qu'on rapporte les mouvements et les positions des astres de notre monde. Les astronomes lui supposent un mouvement ; mais nous montrerons la cause de cette illusion dans le mouvement de la Terre. Au-dessous de cette sphère des étoiles est l'orbite de Saturne, dont la révolution est de trente ans ; puis viennent successivement les orbites de Jupiter, qui fait en douze ans le tour du ciel ; de Mars, qui fait sa révolution en deux ans ; de la Terre avec la Lune, qui fait la sienne en un an ; de Vénus, qui fait son tour du ciel en neuf mois ; enfin de Mercure, qui fait le sien en quatre-vingt-huit jours. Au milieu de tous ces orbes réside le Soleil. Quelle meilleure demeure aurait-on pu assigner à l'astre lumineux pour éclairer ce temple magnifique ?

Il ne serait pas exact de dire que le système de Ptolémée est faux et que le système de Copernic est vrai : en réalité, ce sont deux perspectives sur l'univers faites de deux points de vue différents (1). Ce qui constitue la supériorité du système de Copernic, c'est que ce

savant, rangeant la Terre parmi les planètes, lui assigne exactement la place relative qu'elle occupe dans le monde solaire. Celui-ci, étant rapporté à son centre le Soleil, est décrit plus simplement et les lois du mouvement seront plus faciles à apercevoir. Kepler n'aurait pu découvrir les lois des mouvements planétaires s'il ne les avait recherchées en faisant du Soleil le centre du monde.

Après Copernic, dont le génie s'éleva à la conception des grands systèmes cosmologiques, le XVI^e siècle eut en Tycho-Brahé l'observateur ingénieux et habile qui sut rassembler les matériaux d'où Kepler devait faire sortir les lois du mouvement planétaire.

Tycho-Brahé, né le 13 décembre 1546 à Knutstorp (Danemark), était déjà en 1576 assez célèbre pour que le roi Frédéric II lui concédât la petite île de Hven et y fit bâtir pour lui le château d'Uranienborg, où l'astronome demeura pendant vingt ans. À l'avènement de Christian IV, qui lui retira la protection royale, il quitta le Danemark (1597) et, bientôt après, fut appelé à Prague par l'empereur Rodolphe II. Il améliora les instruments d'observation et rendit les mesures beaucoup plus précises. En dehors des matériaux qu'il laissa à Kepler sur le mouvement des planètes, et dont celui-ci tira ses immortelles décou-

vertes, on lui doit en particulier la constatation et la mesure des effets de la réfraction atmosphérique, la découverte de la variation de l'obliquité de l'écliptique, l'exacte détermination de la précession des équinoxes et d'importants perfectionnements de la connaissance du mouvement de la Lune. Mais Tycho ne fut qu'un observateur extrêmement habile ; il manquait de cette faculté de généralisation qui permet aux savants de s'élever au-dessus des détails et d'en tirer des lois universelles.

Un médecin du roi Henri II, Jean Fernel (1497-1558), fut le premier des modernes à reprendre l'idée d'Érathostène pour mesurer la grandeur de la Terre. À cet effet, il alla de Paris à Amiens, avançant ainsi du sud au nord à peu près sur le même méridien et mesurant le chemin parcouru par le nombre des tours d'une roue de sa voiture : il trouva ainsi 56 700 toises de Paris pour la longueur du degré du méridien (2). La mesure exacte devait servir de base aux calculs qui conduisirent plus tard Newton à la découverte de la loi de gravitation universelle.

Le XVI^e siècle fut encore marqué par la réforme du calendrier par le pape Grégoire XIII. Jusqu'à 1582, l'année moyenne du calendrier avait été l'année julienne de 365 jours un quart, et le mécanisme de l'adaptation consistait à faire suivre trois années de 365 jours d'une année dite bissextile de 366 jours. Or l'année tropique, c'est-à-dire l'intervalle entre deux passages consécutifs du Soleil à l'équinoxe du

(1) Cette vérité d'ensemble des deux systèmes ne doit pas faire oublier les erreurs de détail qui les affectent l'un et l'autre (en plus grand nombre et plus graves chez Ptolémée). Elles résultent surtout du fait que, pour les deux astronomes, le mouvement des astres se fait sur des cercles et avec des vitesses uniformes ; cette erreur sera redressée par Kepler.

(2) L'astronome Picard, un siècle plus tard, trouva 57 000 toises.



PARACELSE (1493-1541). — Médecin et alchimiste. Peinture de Jan Van Scorel. Don du baron de Coste. — Musée du Louvre. Cl. GIRAUDON.

printemps, compte seulement 365 jours 5 heures 46 minutes et 46 secondes. L'année julienne dépassait donc d'un peu plus de onze minutes l'année tropique qui, réglée par le commencement du printemps, marque en conséquence la succession des saisons. Il était d'un intérêt évident que le calendrier civil, qui règle les travaux de l'agriculture, fût en concordance exacte avec l'année astronomique, formée de la succession des saisons. Cependant, par suite des différences accumulées entre l'année julienne et l'année tropique, l'équinoxe du printemps tombait au XVI^e siècle le 11 mars, alors qu'il était tombé le 21 mars au concile de Nicée. Pour supprimer cet écart, le pape Grégoire XIII ordonna une avance de dix jours du calendrier et décida que le lendemain du 4 octobre 1582 serait le 15 octobre; puis, afin que la concordance fût maintenue dans l'avenir, il décréta que trois des années bissextiles du calendrier julien seraient supprimées pour chaque période de quatre siècles. Tel est le principe du calendrier grégorien, réalisant l'accord entre l'année solaire et l'année civile.

LES SCIENCES PHYSIQUES ET CHIMIQUES. —

Les physiciens du Moyen âge ne connurent positivement que les propositions d'Archimède; leur savoir, dominé par les doctrines d'Aristote, reste uniquement livresque, fondé sur le raisonnement déductif, et non sur l'observation.

A côté des vaines spéculations des alchimistes, les besoins pratiques de l'industrie métallurgique, de la médecine, de la préparation des poudres et des explosifs, avaient développé les recherches d'où sortirent, avec le temps, les principes de la chimie expérimentale; mais, en somme, la chimie restait un chaos où quelques idées justes étaient noyées au milieu des recettes empiriques et des rêveries sur les propriétés occultes des corps. Le progrès allait venir de l'étude patiente et attentive des faits et du recours à l'expérience; dès le XVI^e siècle, trois hommes firent les premiers pas dans cette voie nouvelle: Paracelse, Georges Agricola, Bernard Palissy.

Paracelse (Bombast de Hohenheim) naquit en 1493 à Einsiedeln, en Suisse. Il eut la vie errante de beaucoup de savants de son époque et parcourut l'Allemagne, la Suède, la France, l'Espagne et l'Italie, peut-être l'Égypte et la Tartarie, disant la bonne aventure et évoquant les morts; il professa un moment à Bâle et mourut en 1541, âgé de quarante-huit ans, à l'hôpital de Salzbourg.

Paracelse introduisit en médecine l'emploi des composés chimiques, en particulier de l'antimoine, et devint ainsi le chef de l'école spagirik ou chimiste, qui s'opposa à la médecine antique (école galénique ou école de Galien). Ses idées dominèrent en chimie jusqu'à Stahl, au XVIII^e siècle; il rejeta la doctrine des quatre éléments d'Aristote pour lui substituer une théorie non moins obscure et stérile. Il semble avoir eu quelques idées justes sur le rôle de l'air dans la combustion et dans l'entretien de la vie; il paraît avoir constaté que l'étain augmente de poids quand on le calcine et que cette augmentation est due à la fixation d'une partie de l'air dans le métal; il observa que, lorsque le fer est jeté dans de l'acide sulfurique dilué, il se dégage un gaz et il a ainsi entrevu l'hydrogène; il mentionne pour la première fois le zinc extrait des mines de Carinthie et connaît l'antimoine métallique. En somme, quelques idées justes, quelques faits bien observés, dans un fatras d'imaginaires sur le microcosme qu'est l'homme, le macrocosme qu'est l'univers, et les esprits vitaux.

Georges Agricola (nom latinisé de Landmann) naquit en 1494 à Glauchau, en Saxe, et mourut en 1555. D'abord médecin, il fut le véritable fondateur de la minéralogie; son ouvrage *De re metallica*, dont l'édition la plus complète parut à Bâle en 1657, donne un tableau complet et clair de l'exploitation des mines et de la métallurgie au XVI^e siècle; il y mentionne le bismuth.

Bernard Palissy, né vers 1510, près d'Agen, mort vers 1590, fut non seulement le persévérant artiste auquel on doit la poterie française de la Renaissance, mais aussi l'un des fondateurs de la chimie agricole et de la géologie. Il indiqua les conditions exactes de la cristallisation des sels, où les alchimistes avaient vu une transmutation de l'eau; il établit la véri-

table action des engrais et montra que le fumier n'active la végétation qu'à cause des sels qu'il contient; il donna l'explication exacte du mécanisme des sources, et fit voir qu'elles sont alimentées par l'eau des pluies. Constatant la présence de coquillages marins sur les hautes montagnes, il pressentit la théorie des soulèvements de l'écorce terrestre et les lois de la formation des terrains. Dans ses écrits, composés souvent sous forme de dialogues, il se prononça pour la méthode expérimentale: on y voit la *Théorique*, vaine et orgueilleuse, victorieusement combattue par la *Pratique*, qui se glorifie de n'avoir point d'autre livre que le ciel et la terre, « qu'il est donné à tous de connoître et de lire ».



ANDRÉ VÉSALE (1514-1564). — Premier médecin à la cour de Charles-Quint et de Philippe II. Peinture du Titien. — Galerie Pitti à Florence. CL. ANDERSON.

LES SCIENCES NATURELLES ET LA MÉDECINE.

— Les sciences naturelles restent purement descriptives, mais on assiste aux premiers essais de classification.

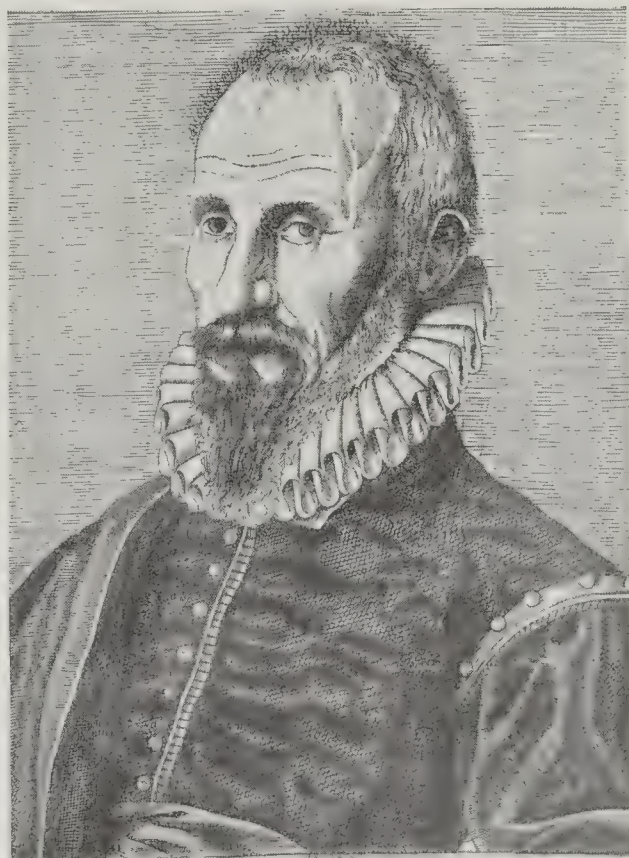
Conrad Gessner (1516-1565), professeur à Zurich, publie en quatre in-folio sa grande *Histoire des animaux*, qui commença à paraître en 1551. Il fit aussi des travaux considérables en botanique et donna le premier une classification basée sur les organes de fructification. Guillaume Rondelet (1507-1566), de Montpellier, se consacre à l'ichtyologie. Pierre Belon (1517-1564), du Mans, parcourut les principaux pays européens, l'Égypte, une partie de l'Asie, écrivit une intéressante relation scientifique de son voyage, et publia des ouvrages sur les oiseaux et les poissons.

D'importants ouvrages de botanique parurent dans le cours du XVI^e siècle: d'abord de bonnes descriptions de flores indigènes; plus tard, des ouvrages généraux où sont figurées des milliers de plantes et proposés des systèmes de classification plus ou moins rationnels: *De plantis libri XVI*, de l'Italien André Césalpin, qui parut à Florence en 1583; *Pinax theatri Botanici*, de Gaspard Bauhin (1594). Ces botanistes sont tous des médecins.

Dans son *Théâtre d'agriculture* (1600), un gentilhomme du Vivarais, Olivier de Serres (1539-1619), considéra l'agriculture comme une science, « une science plus utile que difficile, pourvu qu'elle soit entendue par principes, appliquée avec raison, conduite par expérience et pratiquée avec diligence ». Il introduisit en France la culture du mûrier.

La création des jardins botaniques facilita l'étude des plantes et rendit de grands services pour l'acclimatation des nouvelles espèces végétales apportées des Indes et de l'Amérique. Ces jardins furent établis d'abord en Italie, à Padoue (1545), à Pise (1549), à Bologne (1568); puis aux Pays-Bas, à Leyde (1577). En France, Henri IV créa en 1597 le Jardin royal du Louvre et en 1598 le Jardin de Montpellier; le « Jardin des Plantes » ne fut fondé qu'en 1626.

Au XVI^e siècle, la médecine est en honneur et tend à devenir une science. Elle fait partie de la culture générale et la plupart des savants, comme le mathématicien Cardan, l'astronome Copernic, l'écrivain Rabelais, ont fait leurs études médicales.



AMBROSIVS PARÉVS.

AMBROISE PARÉ (1517-1590). — Gravure exécutée, en 1582, par Étienne Delaulne. — B. N. CL. GIRAUDON.

Ensuit la demonstrance de l'usage de cest instrument



MOYEN DE TROUVER LA LONGITUDE ET LA LATITUDE D'UN LIEU. — Gravure extraite des « Premières Œuvres » de Jacques de Vaulx (1583).

Bravant les préjugés, André Vésale (1514-1564), né à Bruxelles, élève des universités de Paris et de Montpellier, dissèque les cadavres et enseigne publiquement l'anatomie. En 1543, l'année même où paraît l'ouvrage de Copernic, il publia son traité « De la structure du corps humain » (*De corporis humani fabrica*). Ses ennemis l'accusent d'avoir ouvert le corps d'un homme encore vivant ; malgré son titre de médecin du roi d'Espagne, il est condamné à mort par l'Inquisition, mais sa peine est commuée en un pèlerinage en Terre sainte et il périt, au retour, dans un naufrage.

A la même époque fut découverte la petite circulation du sang entre le cœur et les poumons. La première mention en est faite dans le *Christianismi restitutio* (1553) de l'Aragonais Michel Servet (1509-1553), docteur en médecine de la Faculté de Paris, que Calvin fait brûler à Genève comme hérétique. Colombo, de Crémone, élève de Vésale, publie en 1559 son *Traité d'anatomie*, où la petite circulation est complètement décrite. La circulation générale sera découverte par Harvey en 1628.

La chirurgie fait des progrès considérables avec Ambroise Paré (1517-1590). Né près de Laval, il fut d'abord garçon barbier, c'est-à-dire aide-chirurgien à l'Hôtel-Dieu de Paris. Chirurgien aux armées, il accomplit une véritable révolution dans le traitement des blessures par les armes à feu, que l'on considérait comme empoisonnées et que l'on cautérisait au fer rouge et à l'huile bouillante pour combattre l'intoxication supposée. Dans sa *Manière de traiter les plaies par arquebuses* (1545), il renonça à ce traitement barbare, enseigna la ligature des artères pour arrêter les hémorragies et proposa de nouvelles méthodes de pansement. Ses ouvrages, tous écrits en français (car il ne sut jamais le latin, ce qui contribua sans doute à lui valoir l'hostilité permanente de la Faculté de médecine de Paris), forment une véritable encyclopédie comprenant la chirurgie de guerre, l'obstétrique, l'épidémiologie, la médecine opératoire, l'anatomie, etc.

LES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES. — LES PROGRÈS DE LA DÉCOUVERTE DE LA TERRE APRÈS L'ANNÉE 1522. — A côté des sciences mathématiques, physiques et naturelles, la géographie mérite sa place dans un tableau du progrès scientifique au XVI^e siècle.

L'arrivée à San-Lucar, le 8 septembre 1522, sous la conduite de Sébastien del Cano, de la *Victoria*, — le seul des cinq navires de Magellan qui ait fait le tour du monde, — marque sans doute vraiment le terme de la période des grandes découvertes maritimes accomplies dans les dernières décades du Moyen âge et aux tout premiers débuts des temps modernes ; mais, durant la suite du XVI^e siècle, marins et voyageurs continuèrent l'œuvre amorcée par les *descobridores* et les *conquistadores*. On a vu plus haut (pages 13-14) comment, au moment même où Magellan traversait les immenses solitudes du Grand Océan, Cortez avait conquis le Mexique et comment, un peu plus tard, Pizarro, Almagro et leurs lieutenants avaient assis la domination espagnole sur les hauts plateaux des Andes et au long de la côte chilienne ; on a enregistré aussi la descente du fleuve des Amazones par Orellana. Tous étaient mus par le désir

de réaliser de nouvelles conquêtes et par l'appât du gain ; par la suite, d'autres explorateurs agirent avec la préoccupation de découvrir, au nord de l'Amérique septentrionale dont ils ne soupçonnaient pas l'étendue, une voie maritime permettant d'aller directement depuis les côtes de l'Europe occidentale jusqu'aux rivages du Japon et de la Chine. Dans ce dessein, avant même la destruction de l'Empire des Incas, Verrazano avait, pour le compte de François I^{er}, reconnu une partie du littoral oriental des États-Unis, préparant les voies aux navigations un peu postérieures du Malouin Jacques Cartier et à son exploration du fleuve Saint-Laurent. Un peu plus tard (1530), des marins portugais étaient arrivés, par la mer des Indes, jusqu'au Japon, devançant d'une douzaine d'années leur célèbre compatriote Fernan Mendez Pinto. Enfin, au moment même où Orellana sollicitait de Charles-Quint le gouvernement de l'immense pays qu'il avait trouvé en descendant le cours de l'Amazone, Mendonça élaborait son projet d'établissement sur les bords de ce Rio de la Plata, dont Diaz de Solis avait découvert l'entrée dès 1515 et dont le pilote major Sébastien Cabot avait exploré

les rivages dès 1526-1527, lors de son voyage « à la découverte des îles de Tharsis et d'Ophir » et du « Cathay oriental », selon les termes de la cédule royale du 25 octobre 1525. De son côté, Villalobos reprenait la route suivie par Magellan quelque vingt ans plus tôt, revoyait les Philippines et leur imposait, en l'honneur de l'infant don Philippe — le futur Philippe II, sous le règne duquel Legazpi les conquiert et les convertit —, le nom que ces îles ont conservé depuis lors.

Tandis que se poursuivait, jusque dans la seconde moitié du XVI^e siècle, la découverte géographique des « terres neuves », vers le même temps commençait la recherche d'une route conduisant directement au nord de l'Europe, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique. Il en sera question plus loin, dans le chapitre relatif aux grandes explorations géographiques de l'époque contemporaine. On y verra comment Anglais et Hollandais se sont, à partir de 1550, aventurés dans les mers arctiques situées au nord du cercle polaire, comment les premiers ont pénétré jusqu'au fond de la mer Blanche, et, d'Arkhangelsk, ont gagné Moscou en plein cœur de la plaine russe ; comment les autres ont découvert le Spitzberg et se sont avancés jusqu'aux détroits au delà desquels commencent les mers antarctiques. Dès cette époque, les navigateurs néerlandais ont déployé, dans les eaux glacées du nord de l'Europe, des qualités égales à celles qu'ils ont montrées dans les mers équatoriales, où ils se sont aventurés contre le gré des Portugais, préludant ainsi, au crépuscule du XVI^e siècle, à la conquête de la Malaisie pour le compte de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales.

LA SCIENCE GÉOGRAPHIQUE ET LA CARTOGRAPHIE. — Si la découverte de la Sibérie occidentale, réalisée vers le même temps (1580) par le Cosaque Iermak, n'a exercé aucune répercussion sur la science contemporaine, les explorations dont on vient de parler ont au contraire contribué au développement de la « science de la terre ». Déjà, grâce aux navigations des Portugais, le préjugé de la zone torride et d'autres légendes acceptées sans discussion par les hommes du Moyen âge avaient disparu ; des notions exactes basées sur l'observation s'y substituèrent très vite. Dès 1492, Colomb a traversé la mer des Sargasses et en a remarqué le caractère particulier. Magellan a été frappé de la facilité de la navigation dans les régions du Grand Océan où soufflent les vents alizés, dont Colomb avait déjà constaté la douceur au cours de ses voyages vers le Nouveau Monde ; aussi, de très bonne heure, a-t-on utilisé ces vents constants pour la navigation, comme aussi, dans la mer des Indes, les *moussons* dont le pilote grec Hippalos avait remarqué l'existence dès le II^e siècle. Bien des observations magnétiques ont, de même, été faites à l'époque, comme aussi des constatations climatiques et sur la pression des glaces au cours du premier hiver passé par des marins européens dans les régions arctiques (à la Nouvelle-Zemble en 1596-1597), et encore de très curieuses remarques d'ordre ethnographique. La science géographique a bénéficié de tout ce butin ; la *Géographie descriptive moderne* de Sébastien Munster, le « Strabon de l'Allemagne », parue en 1544, est là pour le prouver.

Peut-être, toutefois, les progrès les plus considérables ont-ils été réalisés par la géographie mathématique. De très bonne heure, des

listes ou tables de latitudes et de longitudes sont dressées par Peurbach et Regiomontanus à l'imitation des tables établies naguère par Ptolémée ; elles s'accroissent bientôt de données nouvelles, parmi lesquelles on rencontre de bonnes observations de latitudes, mêlées, il est vrai, de graves erreurs, telle par exemple la latitude attribuée à Moscou par Herberstein ; mais, par contre, les moyens pratiques pour déterminer les longitudes font encore défaut, malgré des essais comme celui de Sébastien Cabot, qui a préconisé, vers le milieu du siècle, une méthode pour prendre la longitude en mer à l'aide de la déclinaison du soleil. Dès 1528, le médecin français Jean Fernel a, d'autre part, tenté de trouver la longueur du degré du méridien en mesurant la hauteur méridienne du soleil et la distance qui sépare Amiens de Paris ; il a réussi avec une grande exactitude relative cette importante entreprise. Enfin, que de projections ont été alors appliquées ou inventées par des cartographes qui avaient subi l'influence de Ptolémée !

Après la diffusion de son livre, grâce à l'imprimerie, les « cosmographes » ne se contentent plus, en effet, de cartes plates projetées à échelle constante sur un système de roses symétriquement réparties ; ils en reviennent aux vieilles projections des anciens, qu'ils reprennent et qu'ils modifient, et ils en ajoutent de nouvelles. Partout le travail de coordination et de mise en œuvre des données géographiques récemment acquises est intense ; mais s'il demeure surtout pratique au Portugal et en Espagne, si les cartes y gardent le plus souvent la forme de portulans, le travail prend ailleurs, en Allemagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, une allure scientifique et désintéressée. On édite des collections de voyages plus ou moins récents, mais plutôt faits depuis peu de temps ; on construit mathématiquement des globes ; on publie des éditions de Ptolémée où des cartes des « terres neuves » sont jointes en appendice à celles des pays connus du vieux géographe alexandrin ; on dresse des cartes régionales plus ou moins étendues.

Nombreuses sont les équipes de cosmographes qui participent à ce labeur aux multiples aspects, dont l'un des plus importants est l'établissement du canevas des cartes géographiques. Jean Werner de Nuremberg, le chanoine de Saint-Dié Gautier Lud, le Dauphinois Oronce Fine, l'auteur de la première carte française de notre pays (1525), sont parmi les principaux cosmographes qui ont repris l'usage des anciennes projections, qui même en ont parfois construit de nouvelles, qui se sont surtout ingéniés à combiner les éléments des projections de manière à enfermer dans un seul cadre tout l'ensemble du globe. Pierre Apian et Gérard Mercator sont les plus remarquables de ces cosmographes, ceux dont les inventions ont eu le plus de succès. Une d'entre elles, le système de projection à latitudes croissantes, dit



MORT DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE (fragment). Peinture de Giotto. — Église Santa Croce de Florence.

« projection de Mercator », est encore à peu près exclusivement employée dans les cartes plates qui servent à la navigation.

Si certains systèmes de projection ont été très vite abandonnés, — les systèmes cordiforme et double-cordiforme d'Oronce Fine, par exemple, — d'autres se sont imposés tout de suite aux constructeurs de cartes et d'atlas. Abraham Ortelius et Gérard Mercator lui-même les ont employés dans différents atlas, parmi lesquels ceux de 1570 pour Ortelius et de 1594 pour Mercator sont particulièrement dignes de mention. Ce sont en effet les premiers recueils de cartes où — le titre du premier l'indique nettement, *Theatrum orbis terrarum*, — la géographie moderne ait été complètement séparée de l'ancienne, les premiers atlas de géographie contemporaine. Ce que, quelques années plus tôt, Sébastien Munster avait réalisé en géographie descriptive, les deux Flamands Ortelius et Kaufmann, plus connus sous leurs noms latinisés, l'ont alors réalisé en cartographie.

Ainsi, à tous égards, la science de la Terre a retrouvé au XVI^e siècle les bases solides que lui avaient naguère données les anciens. C'est alors qu'elle a commencé de s'engager de manière définitive dans des voies vraiment, sinon encore exclusivement, scientifiques.

III. LES ARTS

Italie

La Toscane avait, avec Dante, Boccace, Pétrarque, donné le signal de la Renaissance littéraire ; c'est aussi en Italie que se placent les débuts de la Renaissance artistique.

Les sculpteurs sont les premiers à s'affranchir de la raideur byzantine, qui avait dominé jusqu'alors. Il n'est guère de ville toscane qui ne contienne quelques beaux débris de l'art latin : Nicolas de Pise, mort en 1278, s'en inspire le premier et complète l'étude attentive des procédés et des types



COUPOLE DE SAINTE-MARIE-DES-FLEURS, A FLORENCE. — Plus vaste et plus solide que celle de Saint-Pierre de Rome, cette coupole de Brunellesco est, par la date (1446), la première œuvre architecturale de la Renaissance. Imitée de celle du Panthéon d'Agrippa, elle n'en est pourtant pas une copie : les grands pilastres d'angle et l'ordre ionique de la balustrade sont les seuls emprunts décoratifs à l'art gréco-romain.

CL. ALINARI.



COUPOLE DE SAINT-PIERRE DE ROME. — Le projet de cette coupole fut donné par Michel-Ange qui, étant mort en 1564, n'en vit pas l'exécution. San Gallo modifia l'aspect primitif : la courbe, au lieu de rester en plein cintre, ou hémisphérique, tendit vers l'arc brisé et devint ovoïde. L'adjonction de la lanterne contribue à rendre la coupole à la fois plus solide et plus légère.

CL. ALINARI.



LES BIENHEUREUX AVEC LES ANGES. — Fragment du *Jugement dernier*, par Fra Angelico. — Galerie antique et moderne, Florence. CL. ANDERSON.

classiques par une noblesse de lignes inconnue avant lui (baptistères de Pise et de Sienne; portail de Lucques). Son fils Jean, mort vers 1320, donne aux figures des attitudes encore plus vivantes, passionnées ou gracieuses.

En peinture, à partir de Giotto (1266-1336), la plupart des artistes subissent une triple influence que l'on retrouve, la première du moins, jusque chez Michel-Ange : celle de Dante, qui formule pour jamais toute l'âme religieuse et politique de Florence ; celle de saint François d'Assise, si tendrement passionné pour l'œuvre de la création et pour l'humanité souffrante de Jésus-Christ ; celle de saint Thomas d'Aquin, dont la méthode d'exposition théologique inspire le sentiment de l'ordre et des compositions harmonieusement équilibrées.

Jusqu'au XII^e siècle, ce fut surtout la mosaïque qu'on employa pour la décoration intérieure des monuments. Quelques fresques de tradition byzantine ornèrent le palais de Latran, Saint-Laurent-hors-des-Murs, l'église des Quatre-Couronnés : le dessin en était raide et souvent grossier, si nous en jugeons par ce qui en a été conservé. Sous l'influence de saint François d'Assise, l'art sortit de la barbarie : la prédication du *Poverello* inspira nombre de tableaux consacrés au Christ souffrant sur la croix (*Christ de Ginta di Guidetto*) et à la Madone (*Madones* de Guido et de Coppo di Marcovaldo, à Sienne). Mais surtout la double basilique, supérieure et inférieure, d'Assise, commencée en 1228, permet de mesurer les progrès accomplis dès lors par la peinture. Cimabué, Cavallini et leurs collaborateurs anonymes y font preuve d'un talent de plus en plus souple, mais non entièrement dégagé de l'influence byzantine. On attribue aussi à Cimabué, avec vraisemblance, deux grandes et belles *Madones*, l'une à l'Académie de Florence, l'autre au musée du Louvre.

Giotto, rompant avec la tradition byzantine de Cimabué, remplace les fonds d'or par des paysages d'arbres, de rochers et de montagnes où il introduit les animaux et les oiseaux, ordonne les groupes avec équilibre, dispose les draperies en plis larges et souples, donne aux membres des mouvements admirables de jus-

tesse et de vérité, aux visages une expression d'irrésistible pathétique. Il peint, dans l'église supérieure d'Assise, vingt-huit épisodes de la vie de saint François ; de 1303 à 1306, il décore à Padoue l'église de Santa Maria dell'Arena ; son génie s'y manifeste sous toutes ses formes ; son art sobre, équilibré, est d'une grande noblesse en même temps qu'il est accessible à tous.

Le XIV^e siècle compte encore plusieurs peintres remarquables, notamment ceux de l'école de Sienne : Simone di Martino, Pietro et Ambrogio Lorenzetti, et l'on voit au Campo Santo de Pise quelques-unes des œuvres les plus puissantes de cette époque : les *Pères du désert*, le *Triomphe de la mort*. L'école de Giotto ne tarde pas à s'épuiser par la reproduction des mêmes formes ; mais des artistes épris de précision donnent bientôt à l'art une impulsion nouvelle et marquent une seconde étape du mouvement de la Renaissance picturale.

Paolo Ucello inaugure l'étude de la perspective ; Masolino di Panicale exécute les fresques de Castiglione dell' Olone, où il déploie une grâce et un charme qui font pressentir Fra Angelico. Masaccio (1401-1428) [1], le plus grand de tous, joint à la science de la perspective l'étude serrée de l'anatomie ; ses fortes et rudes peintures ont une noblesse et une ampleur qui préparent la voie à Raphaël, comme on en peut juger par *Adam et Ève chassés du Paradis* ; *Saint Pierre prêchant* ; *Saint Pierre payant le tribut*, à l'église des Carmes ; par la *Vierge accompagnée de l'enfant Jésus et de sainte Anne* (musée de l'Académie de Florence) ; par le *Portier des Chartreux* (musée des Offices).

Cependant, Fra Giovanni da Fiesole, surnommé Fra Angelico (1387-1455), restait plus fidèle à l'esprit naïf et pieux du Moyen âge dans les fresques délicieuses de fraîcheur et de sincérité dont il ornait les couloirs et les cellules du couvent de Saint-Marc à Florence, la chapelle du Saint-Sacrement au Vatican, l'oratoire du pape Nicolas V (*Vies de saint*



STATUE DE SAINT JEAN L'ÉVANGÉLISTE à la cathédrale de Florence, par Donatello. — Dans cette figure, la plus grave et la plus grandiose peut-être que le XV^e siècle ait créée, on a pu voir le prototype du Moïse de Michel-Ange. CL. ALINARI.

(1) Par la date de sa naissance, Masaccio ouvre la période appelée le *quattrocento* et qui comprend toutes les années dont le chiffre commence par le nombre 14 (1401-1500).



LE PRINTEMPS, de Sandro Botticelli. — Académie des Beaux-Arts, Florence.



LE PARNASSE (fragment), fresque de Raphaël. — Chambres du Vatican. CL. ANDERSON.

Étienne et de saint Laurent). Son œuvre est immense. Une piété candide, une pureté de formes toute virginale, un coloris dont le temps n'a pas altéré la fraîcheur presque immatérielle, un rayonnement d'or, d'argent, de gemmes sur les vêtements aériens de ses saints et de ses saintes sont un ravissement pour l'œil et pour l'âme.

Benozzo Gozzoli (1420-1498) conserve quelque chose de la pieuse inspiration de Fra Angelico; mais ce qui le caractérise, c'est la fécondité de l'imagination, le luxe des costumes et ces cortèges aux personnages gracieux et innombrables (*Adoration des Mages*, dans la chapelle des Médicis; *Vie de Noé*, au Campo Santo de Pise).

C'est aussi au XV^e siècle que se produit la Renaissance de l'architecture : jusqu'alors, les constructeurs s'étaient inspirés de l'art romain et de l'art byzantin. Brunellesco (1377-1446), ayant à élever une coupole sur le transept de la cathédrale de Florence, la dressa sur un vide de plus de 130 mètres de superficie : c'est la première œuvre architecturale de la Renaissance malgré ses formes encore gothiques, car elle se tient sans supports intérieurs, sans arcs-boutants et est maintenue par les seules lois de l'équilibre. La sculpture devait aussi prendre un essor puissant, grâce à Ghiberti (1378-1455) et à Donatello (1386-1466).

Le génie de Lorenzo Ghiberti se révéla lors du concours institué par la ville de Florence, en 1402, pour les portes Nord et Est du Baptistère. Là, dans de petits rectangles superposés et entourés d'encadrements exquis, il dispose ses compositions sur trois ou même quatre plans, obtient l'illusion de la profondeur par l'application savante de la perspective linéaire et donne aux scènes tirées de l'histoire de Jésus-Christ et de celle du peuple d'Israël un mouvement et une poésie que l'on ne rencontre ni chez ses prédécesseurs, ni même dans ses œuvres plus anciennes. Quant à Donatello, il manifeste dans son œuvre touffue, puissante, vraiment prodigieuse, plusieurs ten-



Tête de Christ DE LÉONARD DE VINCI. — Étude pour le Christ de la Cène. — Musée de la Brera, Milan. CL. ANDERSON.

dances : inspiration antique (*Diomède portant le Palladium*, *Ulysse et Minerve*, du palais Riccardi); réalisme (les prophètes *David*, *Jérémie*, du Campanile; *Saint Jean-Baptiste*, du Musée national); grandeur et majesté dans le *Saint Jean l'Évangéliste*, qui fait pressentir le *Moïse* de Michel-Ange; grâce naïve et élégante dans la merveilleuse ronde d'enfants de la chaire de Prato; charme de l'adolescence héroïque (*Saint Georges*, d'Or Sans Michele; *David vainqueur*, du Musée national), ou ascétique (*Saint Jean-Baptiste*, du palais Mortelli), sans compter tous ses bas-reliefs — bronze ou marbre — pathétiques, mouvementés et concis. Son *Gattamelata*, de Padoue, est, avec le *Coleone*, élevé à Venise par Verrocchio, la plus belle statue équestre de la Renaissance.

La terre cuite émaillée fut aussi une des nouveautés intéressantes de l'époque, grâce aux della Robbia : Luca (1400-1481) et, après lui, Andrea (1437-1528) multiplièrent les vierges charmantes se détachant en blanc sur fond bleu; Luca II et Girolamo enrichirent l'hôpital de Pistoie de bas-reliefs figurant les sept œuvres de miséricorde et représentant, avec une vérité voisine du réalisme, les types et les costumes du XV^e siècle florentin.

Depuis lors, et jusqu'à la fin du XV^e siècle, ce n'est plus à Florence qu'une suite ininterrompue de peintres puissants ou exquis, parmi lesquels Botticelli, Ghirlandajo, Filippino Lippi occupent la première place.

L'originalité de Sandro Botticelli est complexe. Le premier, il introduit dans la peinture l'inspiration des poètes païens : sa *Naissance de Vénus* évoque à l'esprit le début du *De rerum natura* de Lucrèce, tandis que ses œuvres religieuses révèlent en lui l'ardent disciple de Savonarole; ses allégories, et surtout son *Printemps*, séduisent par leur grâce mystérieuse, raffinée et inquiétante; ses portraits se distinguent par la précision cherchée du trait et l'intensité du modelé.



SALLE DITE DE CONSTANTIN AU VATICAN. — Fresques de Raphaël. A gauche, Constantin vainqueur de Maxence au pont Milvius. CL. ALINARI.

Plus simple et plus puissant, Domenico Ghirlandajo (1449-1498) avait acquis dans son métier de ciseleur une sûreté de main et une netteté de lignes qui se retrouvent aussi bien dans ses grandes compositions que dans ses portraits, par exemple dans le *Vieillard*, du Louvre; son chef-d'œuvre est l'ensemble de fresques dont il décora le chœur de Santa-Maria Novella, à Florence, où ses contemporains, peints sur nature, se mêlent à la foule des personnages évangéliques. La *Vision*, de Filippino Lippi (1457-1504), est, par le pittoresque du paysage, la douce majesté de la Vierge, la grâce des anges qui l'accompagnent, l'expression de tendre adoration du saint religieux, une des plus précieuses merveilles de l'art italien.

À partir de la fin du ^{xv}e siècle, l'art décroît à Florence. On y compte encore quelques bons peintres, notamment Fra Bartolomeo (1469-1517) et Andrea del Sarto (1486-1531). Celui-là, admirateur de Léonard de Vinci, lié avec Raphaël, qui ne dédaignait pas ses avis, fut, en même temps que pieux dominicain, un peintre savant, de noble et religieuse inspiration (*Descente de croix*, du palais Pitti; *Vierges glorieuses*, de Florence, du Louvre, de Besançon). Le second, malgré une vie courte et malheureuse, produisit des œuvres nombreuses et exquises : le charme de son coloris, la douceur de son modelé font de lui un des plus beaux peintres florentins; on peut en juger par ses deux *Saintes Familles* et sa *Charité*, au musée du Louvre, le portrait de sa femme *Lucrezia*, à Madrid, et sa *Vie de saint Jean-Baptiste*, fresques en grisailles des Scalzi de Florence. Mais bientôt l'imitation inconsidérée de Michel-Ange et de Léonard de Vinci aboutit à la froideur savante de Pontormo (1493-1557) et de Bronzino (1502-1572), ainsi qu'à l'art théâtral des Carrache.

Néanmoins, le grand art florentin survit dans de nouvelles écoles, qui lui doivent leur initiation et qui se fondent en Ombrie, à Venise, à Milan.

Les maîtres de l'école ombrienne sont Gentile da Fabriano (1370-1450), Pinturicchio (1454-1513), surtout Pietro Vanucci, dit le Pérugin (1446-1524), et Mantegna. Le talent du Pérugin se développe à Florence (*Mise au tombeau*, du palais Pitti); ses compositions, fraîches, symétriques, un peu raides, mais gracieuses, ont inspiré la première manière de Raphaël.

Passionné pour la nature autant que pour l'antiquité, Andrea Mantegna (1431-1506), qui travailla pour Padoue, sa patrie (église des Eremitani), et pour Mantoue, unit un réalisme parfois brutal à un souci extrême d'exactitude archéologique (cartons du *Triomphe de César* à Hamptoncourt); son dessin est d'une âpre précision; les attitudes, les gestes, l'expression des visages atteignent chez lui la puissance à force de recherches et de combinaisons savantes, d'émotion profonde et même violente.

Venise, république aristocratique, aime les fêtes et le plaisir; ville commerçante, elle est en relations avec l'Orient, où elle s'éprend des riches couleurs et des étoffes luxueuses; cité maritime, elle est baignée d'une lumière adoucie par des brumes légères; son ciel est rayé de longs nuages et le regard s'y étend sur des perspectives illimitées. Tous ces caractères se retrouvent chez ses artistes et s'y précisent à mesure que la technique se perfectionne.

Les fondateurs de cette école sont les Bellini : Gentile (1421-1501) et Giovanni (1426-1516). Gentile fait évoluer au milieu de riches architectures baignées d'une lumière paisible des foules bariolées de Vénitiens et d'Orientaux. Giovanni excelle à peindre des Madones tendres et nobles et s'exerce avec un charme savoureux dans tous les genres : paysages, portraits, études de nu, sujets religieux et mythologiques. Parmi leurs nombreux élèves, il faut citer Giorgione (1478-1511) et Palma Vecchio qui fixe, l'un des premiers, le type de la Vénitienne à l'abondante chevelure, aux larges formes et aux douces carnations que l'on retrouvera désormais dans toute cette école.

Léonard de Vinci (1452-1519) est le grand maître de l'école milanaise : peintre, sculpteur, musicien, ingénieur, versé dans les sciences naturelles, habile aux exercices du corps, il est sans conteste la plus complète personification de la Renaissance. La *Vierge aux rochers* (Louvre) peut être donnée comme un exemple de sa

première manière : paysage de méandres, où des pics dentellent le ciel, grâce aristocratique et raffinée des visages et des gestes, modelés merveilleusement veloutés et fondus. La *Cène de Sainte-Marie-des-Grâces* (Milan, 1497) est encore, bien qu'à demi effacée, une des grandes œuvres de la peinture de tous les temps par le rythme de la composition, le caractère dramatique des têtes, des attitudes, des mains, par la majesté mystérieuse et recueillie de l'ensemble. La *Sainte Anne* (Louvre, 1500), tableau inachevé dont le carton est à Londres, marque une nouvelle étape : l'expression est plus pénétrante que dans la *Vierge aux rochers*, les formes sont plus larges, et déjà sur les visages s'esquisse cet indéfinissable sourire qui prendra, dans la *Joconde*, son caractère définitif. Le *Saint Jean-Baptiste* (même musée) est de la dernière manière de Vinci : le paysage fait place à un fond obscur, le dessin est plus mou, le sourire et même les traits du visage produisent une impression énigmatique et équivoque.

Vinci a eu des disciples, parmi lesquels : Andrea Solari, avec sa délicate *Vierge au coussin vert* (Louvre); Bernardino Luini, qui a décoré de ses douces et larges fresques les églises de Côme, Lugano, Saronno; Bazzi, dit le Sodoma, qui renouvela les traditions de l'école siennoise dans l'*Évanouissement de sainte Catherine*, à l'église Saint-Dominique de Sienne.

Au ^{xvi}e siècle, le centre de l'art se trouve surtout à Rome et à Venise. Ce sont les papes qui, en attirant des artistes dans le rayonnement du Saint-Siège, créent l'école romaine, dont la grande œuvre architecturale est la basilique de Saint-Pierre. Nicolas V se propose, le premier, de reconstruire l'ancienne église, devenue trop étroite; mais les travaux sont interrompus et ne doivent être repris que par Jules II (1503-1513) : il s'adresse à Bramante qui, mort en 1514, ne peut les terminer. Raphaël est appelé à continuer l'œuvre de son oncle, avec l'aide du grand architecte San Gallo. Enfin, Paul III charge Michel-Ange de faire aboutir ce travail gigantesque. Il simplifie à outrance les plans de ses prédécesseurs, au profit de la puissance et de la majesté. Avec lui, la basilique n'est plus seulement l'abri de la tombe de saint Pierre; elle devient le piédestal de cette illustre coupole qui, achevée par Giacomo della Porta, devait symboliser magnifiquement le triomphe du Christ et de la papauté.

Dès lors, un changement profond se produit dans l'architecture religieuse; on veut un style plus pieux, une ornementation plus riche et plus émouvante : les lignes des façades prennent une direction verticale; les statues et les bas-reliefs se multiplient et on y recherche l'expression pathétique; ce fut ce que l'on appela le style baroque. En même temps, Vignole (Jacopo Barozzio, 1507-1573), dans son *Traité des cinq ordres*, détermine avec rigueur, en précisant les données de Vitruve, les proportions et le galbe des colonnes, le nombre et le caractère des moulures et des ornements. Il fixe ainsi des lois strictes qui seront suivies avec docilité en Italie, en Espagne, en France. Son église du *Gesu* à Rome est restée, par ses dispositions intérieures comme par celles de la façade (œuvre de Giacomo della Porta), le type de cette nouvelle architecture.

Les deux maîtres de l'art romain, à l'époque de la Renaissance, sont Michel-Ange et Raphaël.

L'œuvre de Michel-Ange reflète sa vie et celle de sa patrie. Né à Caprese, près de Florence, en 1475, il entre, à treize ans, comme apprenti, chez Ghirlandajo qui, après l'avoir initié aux traditions du *Quattrocento*, l'introduit auprès des Médicis. Là lui est révélée la beauté païenne, grâce à cette collection d'antiques réunie par Cosme et Laurent et aussi à l'académie d'humanistes, groupés autour de Marsile Ficin. Il s'y passionne pour l'anatomie; il lit Dante et suit les prédications farouches de Savonarole. Devant l'invasion de Charles VIII, il quitte pour quelque temps Florence; son *Hercule*, son *Bacchus*, son *Amour endormi*, qui datent de cette époque, s'inspirent d'une esthétique toute païenne. En 1496, le voici à Rome où l'on vient de découvrir l'*Apollon du Belvédère*. Dans sa *Pietà*, expression de la douleur calme et contenue, il combine la technique serrée de Donatello avec la sérénité de l'*Apollon*. Ces mêmes carac-



LE MOÏSE DE MICHEL-ANGE, destiné au tombeau du pape Jules II. CL. BROGLI.

tères, mais avec plus d'énergie, se retrouvent dans son jeune et puissant *David* qu'il exécuta après son retour à Florence, mais non plus dans ses œuvres postérieures. Appelé à Rome en 1505, il y voit sortir de terre le *Laocoon* et le *Torse* du Belvédère et il admire le relief des muscles sous l'action des mouvements, qui excitera désormais son émulation. Le pape Jules II lui commande son tombeau : pendant quarante ans, il s'acharne sur cette œuvre, toujours interrompue, jamais terminée, qui, selon l'expression de son élève Condivi, fut « la tragédie de son existence ». Sa fuite à Florence à la suite des calomnies de Bramante, sa réconciliation avec le pape (1507), les malheurs de sa patrie, le surmenage que les pontifes lui imposent parfois sous menace d'excommunication font de sa vie un tourment, et d'autre part les élans d'enthousiasme à chaque œuvre nouvelle, la fièvre de l'exécution, l'angoisse de ne pouvoir achever, tout cela l'use, le déprime, l'écrase. Il s'enferme dans la solitude, s'épuise et enfante dans la douleur ses plus grands chefs-d'œuvre : ce *Captif* farouche qui se tord sous l'étreinte des liens, cet autre dont la tête désolée fléchit comme une fleur mourante, ce *Pensieroso* dont le visage sévère et méditatif est moins assombri par l'ombre du casque que par les maux de la patrie, enfin ces figures languissantes et tragiques : le *Jour*, la *Nuit*, le *Crépuscule* et l'*Aurore* ; *Lia* et *Rachel* ; *Moïse*, dont il modifiera tant de fois l'attitude jusqu'à ce qu'il lui fasse exprimer tout ce que son génie avait de plus surhumain. La décoration de la Sixtine ne le cède en rien à ses œuvres de sculpture : ces tableaux bibliques, où revit toute la sublime énergie de la Genèse, ces sibylles, ces prophètes, ces puissants et gracieux adolescents qui les encadrent, sont peut-être l'œuvre capitale de la peinture de tous les temps et de tous les pays. Quant au *Jugement dernier*, même si l'on trouve impitoyable le geste du Christ, impuissante et froide l'attitude de Marie, si l'on peut regretter aussi l'exagération des musculatures, quel artiste, pourtant, a jamais ordonné un tel ensemble de figures colossales, de groupes à la fois fourmillants et équilibrés, ces chutes de damnés et ces ascensions d'élus, le tout suspendu à la main foudroyante du juge implacable et tout-puissant qui donne l'unité à cette scène terrifiante ? Cependant Michel-Ange vieillit, découragé même de son art, parvenu au renoncement, exhalant dans ses sonnets l'amer dégoût du monde et l'aspiration vers le ciel. Il brise son groupe de marbre, la *Mise au tombeau* ; Tiberio Calcagni en retouche les débris pour les rassembler ; par bonheur, il laisse intacte la figure de Joseph d'Arimathie, c'est-à-dire celle de Michel-Ange lui-même soutenant amoureusement le corps de son Sauveur.

On a peine à croire que Raphaël a été le contemporain de Michel-Ange, tant son œuvre reflète le calme et la quiétude. Heureux et fêté de tous pendant une vie aussi courte que féconde, il représente la Renaissance dans ce qu'elle a de plus noble et de plus brillant. Né à Urbino en 1483, et fils de peintre, il étudie à Pérouse chez le Pérugin. Il passe ensuite à Florence, s'initie à l'art de Vinci, de Michel-Ange, et peint ses premières Vierges, celle du *Grand duc*, celle de *Tempi*, la *Vierge au chardonneret*, la *Belle Jardinière*, où



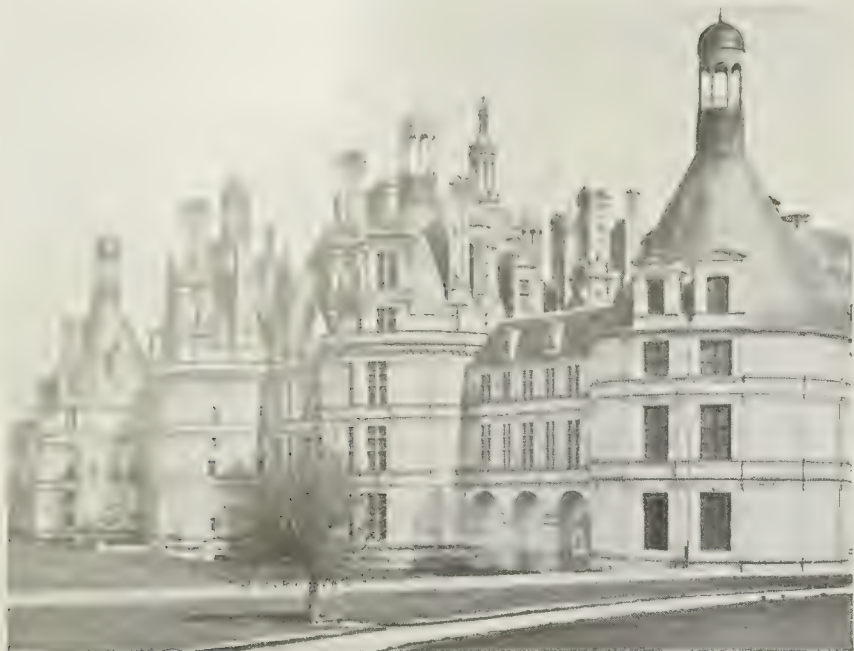
LA Mise au tombeau DU TITIEN. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

l'expression, les lignes, la couleur sont d'une pureté inconnue avant lui et qui ne sera jamais égalée ; mais dans la *Mise au tombeau* (1507), on sent la peine et le travail plus que l'émotion ; c'est Rome qui lui révélera ce qui lui manque jusqu'alors : le sentiment de la grandeur et de la force. Appelé au Vatican par Jules II, il est chargé de la décoration des chambres (*Stanze*) du palais pontifical. Les *Loges* furent exécutées de 1513 à 1519 sous sa direction et d'après ses dessins : inférieur à Michel-Ange dans la *Création* et le *Déluge*, il retrouve toute sa maîtrise dans les scènes calmes et gracieuses : *Moïse sauvé des eaux*, les *Trois anges visitant Abraham*, l'*Entrevue de Jacob et de Rachel*. Sur l'invitation de Léon X, il dessine les cartons des *Actes des Apôtres*, qui doivent être reproduits en tapisserie dans les ateliers de Bruxelles. Il trouve même du temps pour des travaux de chevalet. Ce sont d'abord d'admirables portraits, comme le *Jules II* (*Offices*), le *Balthazar de Castiglione* et la *Jeanne d'Aragon* (Louvre) ; puis la seconde série de ses Madones : la *Madone Aldobrandini* (National Gallery), la *Vierge au voile* (Louvre), la *Vierge à la chaise* (palais Pitti), celle de Saint-Sixte (Dresde), la plus belle de toutes par la gravité et la profondeur d'expression de la Mère et de l'Enfant. Il travaillait à son tableau de la *Transfiguration* quand il mourut, âgé de trente-sept ans, en 1520. Il est unique dans l'histoire de l'art par la ravissante et noble pureté de ses Madones, par la force calme et harmonieuse des grandes fresques des *Stanze* (*Dispute du Saint-Sacrement*, *École d'Athènes*).

Parmi toutes les écoles de peinture, l'école vénitienne du XVI^e siècle, avec le Titien, Giorgione, Véronèse, traite les sujets, même ceux

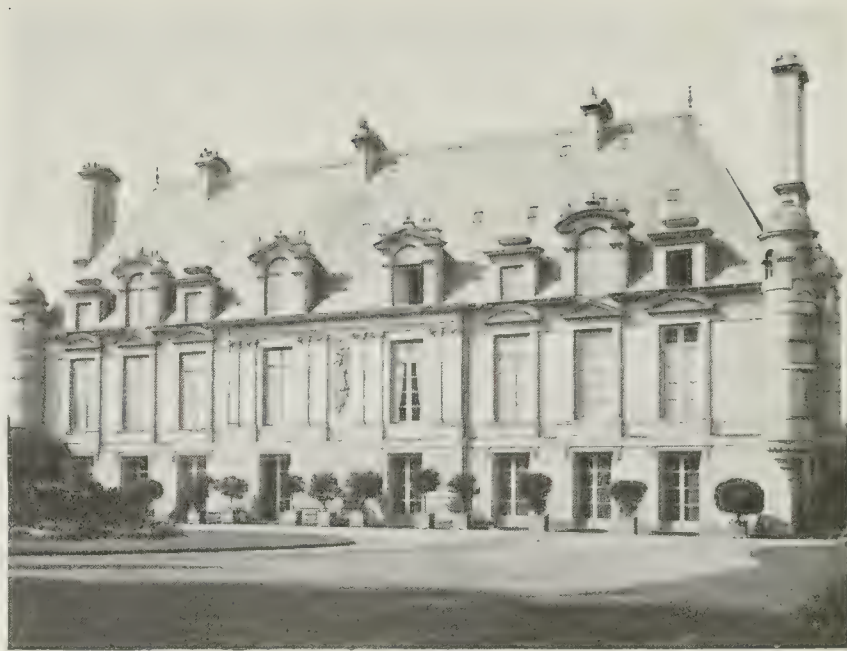


LES Noces de Cana DE PAUL VÉRONÈSE. — L'artiste a traité plusieurs fois ce sujet. Tout en peignant une scène évangélique, il a représenté un somptueux festin à Venise, et figuré des personnages de son temps. La toile reproduite ici, moins somptueuse que celle du Louvre, se trouve au musée de Dresde.



CHATEAU DE CHAMBORD. — Construit par les maîtres maçons Denis, Sourdeau, Pierre Neveu (Trinqueau), Jacques Coqueau, Jean Grossier, il fut terminé en 1550. Le plan est celui du château féodal du XV^e siècle, carré avec ses tours d'angle.

CL. NEURDEIN.



CHATEAU D'ANET (Eure-et-Loir). — La comparaison de cette façade avec le château de Chambord montre la transformation de l'architecture dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Dans cette œuvre de Philibert Delorme, domine la recherche de la symétrie et l'imitation des colonnes antiques.

CL. GIRAUDON.

qu'elle tire de l'histoire sacrée, avec un luxe dans le décor et le costume, une sensualité dans le coloris qui leur font perdre souvent leur caractère religieux : volupté pour l'œil et pour l'esprit, voilà ce que ces maîtres semblent surtout demander à leurs palettes, les plus riches, les plus variées et les plus harmonieuses que l'on eût encore vues.

Giorgione (Giorgio Barbarelli, 1478-1511) marque la transition entre l'art des Bellini et celui du Titien. Il crée le paysage moderne dans cette admirable toile du palais Giovanelli qui représente l'*Approche d'un orage*. Mais son chef-d'œuvre est la *Vénus dormante* du musée de Dresde, si pure dans sa chaste nudité et que le Titien n'égale ni dans sa voluptueuse *Vénus d'Urbain*, ni dans son *Antiope*.

Le Titien (Tiziano Vecelli) fut, avec Giorgione, l'élève de Giovanni Bellini. De ses premières œuvres, la plus célèbre est celle de la galerie Borghèse, improprement dénommée l'*Amour sacré et l'Amour profane*.

Il compose encore dans cette période de début plusieurs tableaux de sainteté, notamment le *Christ au denier* du musée de Dresde, ainsi que sa gigantesque et célèbre *Assomption*. Puis, le duc de Ferrare l'ayant invité à décorer son *studio*, il se révèle alors peintre de mythologies (*Bacchanales*, *Bacchus et Ariane*, *Offrande à Vénus*), œuvres fougueuses et sensuelles; il se montre aussi grand portraitiste (portrait d'*Alphonse d'Este*, à Madrid).

A cette seconde période de sa carrière succède une troisième, signalée par la *Vierge des Pesaro*, où les raccourcis et la perspective légèrement plafonnante sont d'une maîtrise que l'artiste n'avait jamais atteinte. Signalons seulement la *Mise au tombeau* du Louvre, l'œuvre la plus dramatique et la plus religieuse du Titien; la *Présentation de la Vierge* (Académie de Venise), le *Pape Paul III avec Alexandre et Octavio Farnèse*, où la figure du vieux pontife est d'une observation si aiguë; le portrait de *François I^{er}* et l'*Homme au gant* du Louvre. A quatre-vingt-dix ans, il n'avait rien perdu de sa vigueur d'imagination ni de sa longue (*Antiope* du Louvre). Il mourut en 1576, victime de la peste, après une longue vie tout entière consacrée à l'art.

Quant à Paolo Caliari (1528-1588), dit Véronèse, il est, a dit Eugène Delacroix, « le *nec plus ultra* du rendu dans toutes ses parties », et c'est là, en effet, son principal mérite. Par ailleurs, il sacrifie l'émotion à l'effet décoratif qui, chez lui, est poussé à ses dernières limites, comme on le voit dans l'immense toile

du Louvre, les *Noces de Cana*, où il a représenté un somptueux repas vénitien.

Son contemporain Jacopo Robusti (1512-1594), dit le Tintoret, s'inspire du Titien pour le coloris et de Michel-Ange pour le dessin. Moins harmonieux que l'un et moins savant que l'autre, il se distingue par sa fougue et, selon le mot de Pierre de Cortone, par sa « fureur pittoresque ». Son génie violent excelle dans les scènes de martyres (*Martyre de sainte Agnès*, à Saint-Marc), dans les combats désordonnés (*Mêlée de Turcs et de chrétiens*, à Madrid), dans l'allégorie (*Triomphe de Venise*, au Palais ducal). Son *Paradis* (Palais ducal), qui mesure 22 mètres de hauteur sur 10 de large et contient plus de cinq cents figures, est la plus vaste peinture à l'huile que l'on connaisse.

Le Corrège (Antonio Allegri, 1494-1534) est le plus grand peintre de l'école de Parme; on ne connaît ni le nom de ses maîtres, ni les détails de sa vie. Il a laissé les œuvres les plus fraîches, les plus charmantes d'inspiration comme d'exécution; il est unique dans l'art de faire jouer la lumière autour des figures, et, le premier, au lieu d'opposer la clarté à l'ombre, il a su les unir par des dégradations délicates et harmonieuses. Ses types de femmes et d'enfants ont une grâce souriante, discrète et profonde, et dans le modelé une transparence veloutée.

France.

L'ARCHITECTURE. — En France, la Renaissance artistique est surtout architecturale. C'est l'époque des châteaux. Au cours d'une période que l'on peut approximativement placer entre 1499 et 1580, les rois et les princes en élèvent plus d'une centaine, sans compter ceux de moindre importance; les hôtels des seigneurs, abbés, financiers, riches bourgeois, surgissent dans les grandes villes, toutes brillantes d'une fraîche nouveauté. L'aspect de la France se modifie.

Sous quelles influences se produit cette transformation? La première et la plus importante est l'évolution naturelle du goût français; la seconde, qui a été parfois exagérée, est celle de l'Italie. Quant à l'imitation de l'antiquité, c'est surtout dans la seconde moitié du XVI^e siècle qu'elle se manifeste; aussi, peut-on distinguer dans notre Renaissance deux époques, dont l'une s'étend du règne de Charles VIII à la fin du règne de François I^{er}, et l'autre jusqu'à l'avènement de Henri IV.

L'art italien nous était depuis longtemps connu. Dès le XV^e siècle,



CHEVET DE SAINT-PIERRE DE CAEN. — Un des plus beaux spécimens de notre architecture religieuse de la Renaissance. Hector Sohier dirigea les travaux de 1518 à 1545. CL. NEURDEIN.



LA GRANDE CASCADE de la villa Aldobrandini, près de Rome. — Cette villa, dite le *Belvédère*, fut bâtie par Giacomo della Porta, le disciple préféré de Michel-Ange, pour le cardinal Aldobrandini, neveu de Clément VIII. CL. ALINARI.



LA BIBLIOTHÈQUE DE LA PIAZZETTA, à Venise, œuvre de Sansovino. — C'est Sansovino qui réforma l'art vénitien en donnant plus de sobriété à l'ornementation, au profit des grandes lignes architecturales. A droite, la Loggia et la base du campanile. CL. ALINARI.



LA COUR INTÉRIEURE (*cortile*) du Palais Vieux, à Florence. — A l'intérieur de la rude forteresse du Moyen âge, Michelozzo (1391-1472) inaugure l'art de la Renaissance avec ses fines colonnes, ses murs légers, son impression de grâce et de lumière. CL. ALINARI.



LA LOGGIA DEL CAPITANO, à Vicence (1571). — C'est une des belles œuvres de Palladio, remarquable par les colonnades enserrant les deux étages, la largeur des ouvertures, le ressaut des balcons et des corniches, la puissance et la richesse de l'ensemble. CL. ALINARI.



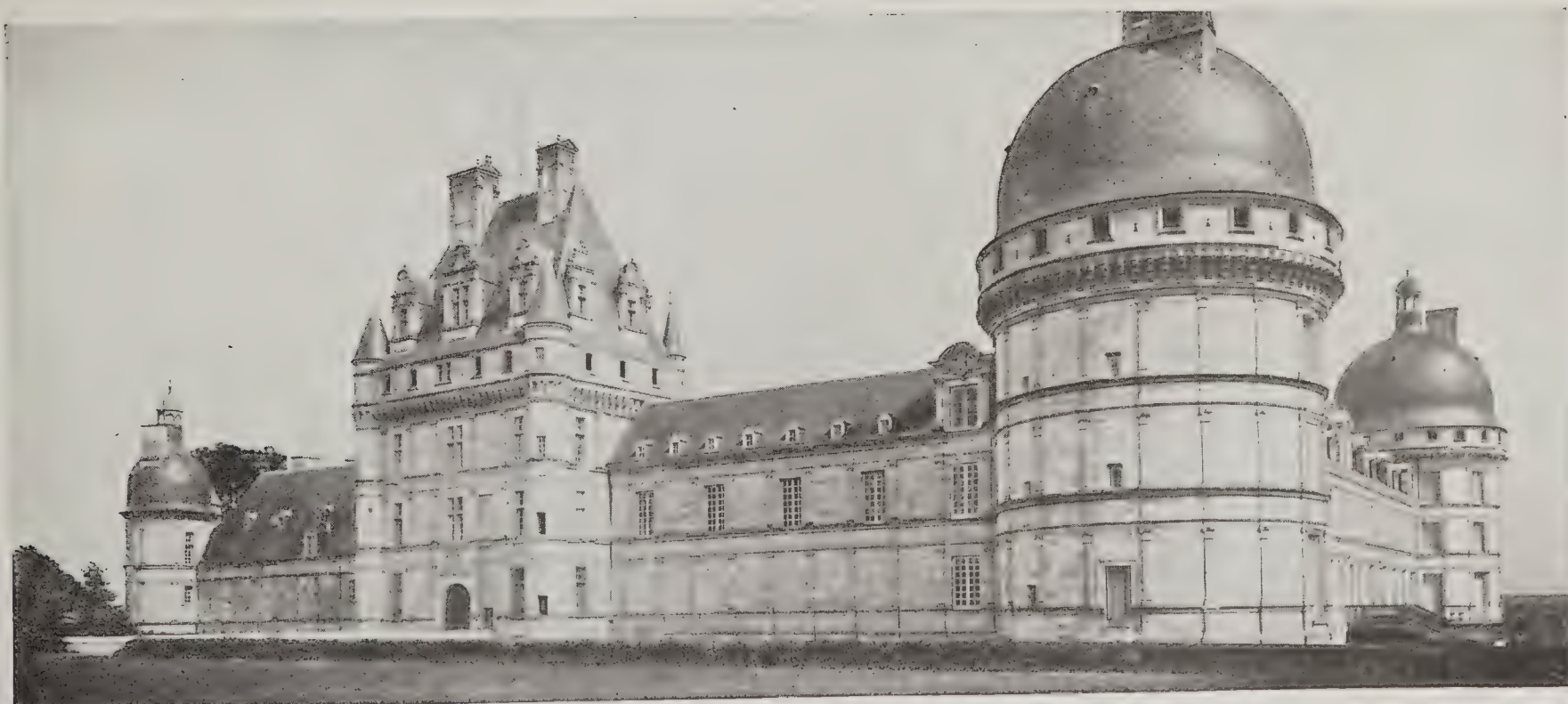
CHATEAU DE CHENONCEAUX. — Le pont et la galerie construits par Philibert de l'Orme (1556-1566).



FONTAINEBLEAU. — Galerie de François I^{er} par Gilles Le Breton (1528-1534).
CL. NEURDEIN.



CHATEAU DE BLOIS. — Façade de l'aile septentrionale (premières années du règne de François I^{er}).



CHATEAU DE VALENÇAY (Indre). — Construit sous François I^{er}, par la famille d'Étampes, sur les plans de Philibert de l'Orme. CL. PRIGNÉ.

princes, prélats, financiers, commerçants avaient pris l'habitude de passer les Alpes. Le roi René avait traversé l'Italie à l'époque de Ghiberti, Donatello, Brunellesco ; son neveu, Charles d'Anjou, appela auprès de lui le Dalmate Francesco Laurana et lui confia (1475) l'exécution du tombeau de son père à la cathédrale du Mans : c'est la première œuvre où l'on aperçoit chez nous l'influence italienne. Dans la chapelle de saint Lazare, que Laurana construisit à la cathédrale de Marseille, on voit reparaître l'arc en plein cintre, généralement abandonné depuis le XII^e siècle ; moulures, pilastres, cartouches y sont empruntés à l'antiquité. Un peu plus tard, Jérôme de Fiesole travaille, sous la direction de Michel Colombe, aux sculptures de Solesmes (1496), aux tombeaux de François de Bretagne (cathédrale du Mans, 1501-1507), des enfants de Charles VIII (cathédrale de Tours, 1508), et on reconnaît sa main dans d'élégants détails d'ornementation.

Mais là se borne l'influence italienne, et la place que Serlio et Fra Giocondo occupaient dans notre histoire est aujourd'hui rendue à des Français. L'art nouveau et brillant qui se manifeste dès la fin du XV^e siècle et se développe magnifiquement dans l'âge suivant n'a le caractère ni d'une génération spontanée, ni d'une importation. Que l'on considère, pour s'en convaincre, l'hôtel de Jacques Cœur à Bourges ; à Paris, ceux de La Trémoille (rue des Bourdonnais ; démoli en 1841), des abbés de Cluny, des archevêques de Sens, tous si riches, si pittoresques avec leurs tourelles d'escaliers, leurs combles surmontés de tuyaux de cheminées, d'épis, de lucarnes, de faitages de plomb dorés et peints, leurs grandes fenêtres rectangulaires qui laissent passer largement la lumière. Les châteaux se modifient dans le même sens, celui de l'élégance, de l'aération, de la clarté. Le plan quadrangulaire, les tours, les hautes toitures, les poivrières de l'ancien château français sont conservés ; seule, l'ornementation extérieure rappelle l'antiquité ou l'Italie. Ainsi se construisent les châteaux du Verger, en Anjou ; de Gaillon, de Blois, de Chambord, de Fontainebleau. Le château d'Orion, en Poitou, offre un résumé complet de l'histoire de l'architecture civile depuis le XV^e siècle jusqu'au XVII^e.

Commencé par Guillaume de Choiseul-Gouffiers sous Charles VII, continué par son fils Artus sous François I^{er}, puis par Claude, fils d'Artus, il fut remanié par le duc de La Feuillade au XVII^e siècle. Les arcades de l'aile droite sont de caractère purement français (XV^e s.) ; l'influence de l'Italie y apparaît dans les médaillons qui le décorent et dans les fresques du premier étage. L'église, de style flamboyant, a un transept et une abside délicieusement ornés de sculptures d'un caractère également italien. Parmi les beaux sarcophages qui y furent placés, on remarque celui de Claude, œuvre de Jean Juste, l'un des membres de cette célèbre famille florentine des Betti, qui s'était fixée à Tours.

La seconde période commence avec Pierre Lescot, à qui François I^{er} confie les travaux du nouveau Louvre. Lescot fut le premier en date des architectes, si l'on entend par ce mot des constructeurs qui raisonnent leur art, lui imposent des idées directrices et, pour chaque monument, conçoivent un plan rigoureux. A la fois géomètres et érudits, ils formulent des principes, consultent les anciens et les Italiens. Le *Livre d'architecture* de Serlio paraît en français en 1545 ; la traduction du *De Architecturâ*, de Vitruve, est publiée en 1547 ; Jacques Androuet du Cerceau séjourne à Rome de 1530 à 1540 pour y dessiner les monuments antiques et donne successivement son *Livre d'architecture*, en 1559 ; le *Premier volume des plus excellents Bâtimens de France* (1576) et le *Second volume* (1579), le *Livre des Édifices antiques romains* (1584). La *Règle d'architecture*, de Jean Bullant, est de 1564 ; l'*Architecture*, de Philibert de l'Orme, de 1567.

Un autre caractère de cette nouvelle période est le mépris théorique de la tradition française « gothique et barbare » ; on le remarque aussi en littérature, car les mêmes idées se retrouvent dans la *Défense d'illustration de la langue française*, de Joachim du Bellay. Alors se manifestent plus systématiquement et avec profusion les ornements antiques ou italiens : ordres grecs, colonnes et chapiteaux doriques, ioniques, corinthiens, pilastres, ovales, bucranes, niches pour loger les statues, bas-reliefs mythologiques. D'ailleurs, les édifices ne doivent guère à l'antiquité et à l'Italie que l'ornementation sculpturale ; dans leur structure intime, ils restent bien français.

Nous connaissons mal la formation de Pierre Lescot : la première œuvre qu'on lui attribue avec certitude est le jubé, aujourd'hui détruit, de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, et aussi l'ordonnance de l'hôtel de Ligneris (1544-1546) [aujourd'hui hôtel Carnavalet], celle de la *Fontaine des Nymphes* ou des *Innocents*. Au Louvre, on lui doit la moitié occidentale de la cour carrée, à gauche du Pavillon de l'Horloge, puis l'aile qui s'avance vers la Seine et où se trouve la Galerie d'Apollon.

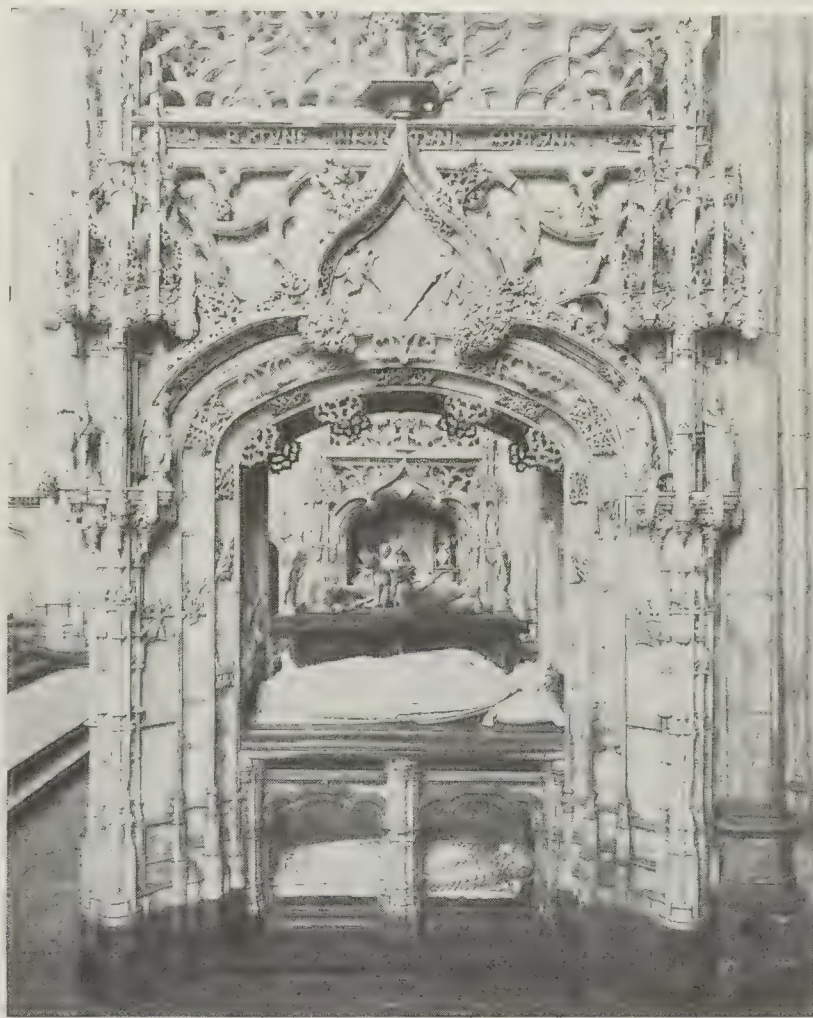
En 1564, Catherine de Médicis, lasse d'habiter le château des Tournelles, conçut le projet de bâtir les Tuileries. Philibert de l'Orme, à qui elle s'adressa, avait déjà élevé le château de Saint-Maur pour le cardinal du Bellay et celui d'Anet pour Diane de Poitiers. Aux Tuileries, il appliqua le type de ce qu'il nommait « la colonne française », coupée de place en place par des tambours, de façon à dissimuler la jointure des pierres. Son chef-d'œuvre est sans doute le *Tombeau de François I^{er}* à Saint-Denis, construit sur le modèle des arcs de triomphe romains, élégant de profil, sobre et un peu froid d'ornementation. Lorsqu'il mourut, en 1570, il n'avait achevé qu'une partie de la façade des Tuileries.

Jean Bullant lui succéda. Il avait travaillé au château d'Écouen, à celui de Fère-en-Tardenois, et élevé à Chantilly le *Petit Château* ; aux Tuileries, il construisit, selon des conjectures vraisemblables, les pavillons d'angle dans un style savant imité de l'antiquité, généralement froid. Il mit en vogue ce que

l'on a nommé l'*ordre colossal* : là où l'élévation des façades semblait exiger la superposition de plusieurs colonnes, il les remplace par une colonne unique et très haute, disposition défectueuse qu'il appliqua notamment à Écouen. On lui doit aussi le tombeau de Henri II, imité de celui de François I^{er}, mais plus lourd et moins sobre.

En somme si, dès le règne de Charles VIII, s'annonce en architecture le conflit entre les traditions gothiques populaires et l'italianisme aristocratique, des églises comme celles de Saint-Maclou de Rouen, de Saint-Vulfran d'Abbeville, de Notre-Dame de Troyes, attestent la vitalité du style français, et, dans les châteaux, les appropriations des données italo-antiques sont supérieures aux créations correspondantes des Italiens.

LA SCULPTURE. — Si l'on compare la sculpture française du XV^e siècle finissant avec les œuvres de Jean Goujon ou de Germain Pilon, on constate tout ensemble une évolution profonde et aussi la persistance du caractère national. Ce qui domine dans le premier tiers du XVI^e siècle, c'est encore la tradition du XV^e : à Solesmes, on voit les deux tendances se juxtaposer : dans l'*Ensevelissement du Christ* (1416), le Christ et les deuillants sont de pure inspiration gothique, tandis que les deux pilastres qui s'élèvent au milieu de l'architecture flamboyante de la niche attestent l'infiltration de l'art italien. Les mêmes constatations s'imposent à propos de l'école bourguignonne, dont il a été parlé déjà (Voir p. 355), et de l'école troyenne, à qui l'on doit également des œuvres si remarquables : la *Sainte Marthe* (église de la Madeleine à Troyes), le *Saint Bona-*



MAUSOLÉE DE MARGUERITE D'AUTRICHE. Église de Brou. — Achevé vers 1527, ce tombeau montre la persistance du gothique flamboyant en plein XVI^e siècle. Cl. NEURDEIN.



LE Buisson ardent DE NICOLAS FROMENT. — Partie centrale. Cathédrale d'Aix en Provence (1475). CL. GIRAUDON.

venture (église Saint-Nicolas), la *Vierge avec l'Enfant* (église Saint-Urbain), la ravissante *Visitation* (église Saint-Jean) et la *Pietà* de l'église de Bayel.

Ces œuvres s'apparentent encore au Moyen âge, parce qu'elles sont collectives et que l'artiste a uniquement en vue la beauté d'un ensemble à la réalisation duquel il se subordonne. Désormais, un nouveau sentiment, celui de l'individualisme, va s'imposer aux sculpteurs, comme il s'est manifesté chez les architectes. Au lieu d'étudier un monument ou une partie importante de monument, il faudra définir le caractère des artistes eux-mêmes.

Le premier qui se présente à nous, Michel Colombe (1431-1512), est un grand artiste dont on peut soutenir, sans paradoxe, qu'il appartient encore au Moyen âge. L'introduction de l'ornement « à l'antique », propagé en particulier à Tours par la famille des Just, préluda à l'évolution de la sculpture ; mais l'école de Michel Colombe n'admet qu'à titre accessoire l'emploi des arabesques et des motifs de l'ornementisme florentin ; elle resta profondément française. Dans le mausolée que la reine Anne fit ériger à ses parents, François II, duc de Bretagne, et Marguerite de Foix, et dont l'ordonnance avait été arrêtée par le peintre lyonnais Jean Perréal, Colombe exécuta les statues : les *Gisants*, les quatre *Vertus cardinales*, plusieurs figures de saints, seize petites pleureuses. Il se mit au travail à l'âge de soixante-dix ans et acheva ce chef-d'œuvre en cinq ans (1502-1507), avec l'aide de Gilles Regnault, son neveu. C'est ce dernier qui, sous la direction du maître, sculpta pour le tombeau des enfants de Charles VIII, à Tours, les délicieuses figures des petits gisants.

La transformation s'accomplit sous les auspices du groupe franco-italien de Fontainebleau, inspiré par le Primatice et le Rosso. Jean Goujon (1515, mort entre 1566 et 1568) travailla avec Lescot au *Jubé* (détruit) de Saint-Germain-l'Auxerrois, à la *Fontaine des Innocents*, au Louvre (*Esclaves enchaînés* de la salle des Cariatides), à l'hôtel Carnavalet (les *Quatre Saisons*), et avec Philibert de l'Orme, au château d'Anet, pour lequel il fit la *Diane au cerf* (musée du Louvre). S'il renonce à la tradition gothique, s'il se pénètre de l'esprit antique et italien, il excelle dans le modelé en très bas relief, à la mode des Florentins, mais il évite leur sécheresse ; il a la souplesse, la grâce séduisante, la distinction des formes ; il garde un style vraiment personnel.

Germain Pilon (1535-1590) fut le sculpteur favori de Charles IX

et de Catherine de Médicis. Celle-ci lui commanda d'abord le groupe fameux des *Trois Grâces* qui devait soutenir l'urne renfermant le cœur de Henri II ; puis elle l'associa au Primatice pour le tombeau du même prince à Saint-Denis. Le réalisme de tradition dont il y fit preuve se montre encore avec plus de force dans les mausolées du chancelier de Birague (1584) et de sa femme, Valentine Balbiani (musée du Louvre). Mais ses chefs-d'œuvre sont peut-être des bustes (*Jean de Morvilliers*, *Henri II*, *Charles IX*, *Henri III*) ; la nécessité d'étudier le modèle l'y oblige à plus de sincérité que dans ses figures allégoriques ; il y apporte une précision, une vie, un charme qui le placent au rang des grands maîtres.

En Champagne, Dominique Florentin installe la Renaissance, dont les principes sont adoptés par les Julyot et les Gentil. En Lorraine, en Bourgogne, les Ligier Richier, les Semblin puisent directement leurs inspirations au delà des Alpes. L'art français ne se défend plus guère que par le portrait.

LA PEINTURE. — LES PRÉCURSEURS. — LA COUR DES DUCS DE BOURGOGNE. — Pour la peinture comme pour la sculpture, une renaissance s'annonce dès le règne de Charles V ; les ducs d'Anjou, de Bourgogne et de Berry, ses frères, Louis d'Orléans, son fils cadet, ont la passion de l'art. Comme il n'existe pas de frontière entre le duché de Bourgogne et les Flandres, réunis sous l'autorité des mêmes princes, la riche école franco-flamande s'y développe en toute liberté à Dijon, à Tournai, à Lille, à Bruges : Jean sans Peur attire à sa cour Jean Malouet et sans doute aussi Melchior Broederlam ; en 1425, Jean Van Eyck entre au service de Philippe le Bon. Il est assez difficile de marquer nettement dans cette école la part de l'influence française et celle de l'influence flamande, et l'on n'a peut-être pas rendu toute justice à la première. Ce qui est sûr, c'est qu'à la suite du traité d'Arras (1453), la peinture prend un nouvel essor qui marque le commencement de la véritable Renaissance. On peut, à partir de cette date, reconstituer les milieux où elle se développa et la personnalité de plusieurs grands artistes.

L'exposé qui va suivre complétera les indications sommaires qu'il convenait de donner dans le chapitre de la civilisation aux XIV^e et XV^e siècles, mais qu'il y a lieu de reprendre dans un tableau général de la Renaissance.

Citons d'abord l'école provençale ou école d'Avignon qui, depuis Enguerrand Charonton jusqu'aux derniers travaux de Nicolas Froment (1480), produit une série de chefs-d'œuvre. On a longtemps fait honneur à Jean Van Eyck du seul tableau qu'on puisse attribuer en toute certitude à Charonton, la *Vierge glorieuse* de l'hospice de Villeneuve-lès-Avignon : la richesse des costumes et la suavité des figures expliquent cette confusion.

La *Pietà*, du même hospice, aujourd'hui au Louvre et qu'on a attribuée au Catalan Barthélemy Bernijo, est une des œuvres les plus puissantes, on pourrait même dire des plus poignantes de l'école provençale.

Quant à Froment, sa *Résurrection de Lazare* (1461) est d'un style encore sauvage ; mais il y a dans son *Buisson ardent* un paysage d'une couleur superbe et d'une franchise de facture qui le distingue nettement de la manière plus mièvre des écoles du Nord.

En Bourgogne, plusieurs tableaux de premier ordre furent peints soit sous Philippe le Bon, soit sous Charles le Téméraire : le *Jugement dernier* de l'Hôtel-Dieu de Beaune, l'*Annonciation* du musée de l'Ermi-



PORTRAIT DE HENRI D'ORLÉANS (Henri II), fils de François I^{er}. — François Clouet. — Musée Condé, Chantilly. CL. NEURDEIN.

tage, et surtout cette merveilleuse *Vierge au donateur* (Louvre), attribuée soit à Hubert, soit à Jean Van Eyck; tout ce que nous savons sur ce tableau, c'est qu'il provient de la collégiale d'Autun, que la ville aperçue au fond est peut-être Lyon et que le donateur est le chancelier Rollin.

Le plus grand peintre français du XV^e siècle appartient à l'école de la Loire ou école de Touraine : c'est Jean Fouquet, dont l'influence se prolongea jusqu'au siècle suivant. Les quatorze grandes miniatures qui ornent les *Antiquités judaïques* de Josèphe, manuscrit exécuté pour Jacques d'Armagnac, duc de Nemours, sont incontestablement de lui, et on peut lui attribuer avec toute vraisemblance ce qui nous reste des *Heures de maître Étienne Chevalier*, le *Boccace* de Munich, les *Grandes Chroniques* de la Bibliothèque Nationale, ainsi que plusieurs portraits : *Guillaume Jovenel des Ursins* (Louvre) et *Étienne Chevalier* (musée de Berlin); tous admirables, le dernier surtout. Fouquet est remarquable par son habileté à grouper les personnages et à rendre le mouvement des masses, par la vérité des physionomies, la variété et l'aisance des attitudes, la finesse et l'observation dans le rendu des visages.

Sa doctrine et ses traditions se perpétuèrent à Tours, où se forma une école dont Jean Bourdichon et Jean Perréal sont les maîtres les plus éminents. Bourdichon nous est connu par une très belle *Adoration des Mages* dans le *Livre d'heures* de Charles d'Angoulême et cinquante et un sujets traités à pleine page dans les *Grandes Heures* d'Anne de Bretagne : si le dessin en est un peu lourd parfois, le coloris est remarquable de fraîcheur et d'éclat. Perréal, qui semble s'être exercé dans les genres les plus divers, dut surtout sa réputation à ses portraits peints ou dessinés au crayon.

Dans le Bourbonnais, en Auvergne, en Picardie, il y eut aussi des écoles prospères. « Le Maître de Moulins » ou « Maître des Bourbons » a laissé une série du plus beau caractère, notamment la *Nativité* de l'évêché d'Autun (1483) et les deux volets d'un tryptique représentant Pierre II, duc de Bourbon et sa femme, Anne de Beaujeu (1488, Louvre). On lui attribue aussi, mais sans certitude, une des œuvres capitales de la peinture française à la fin du XV^e siècle : le *Triptyque de la cathédrale de Moulins* représentant la Vierge et l'Enfant Jésus entre les deux donateurs, Pierre II et Anne, dont la physionomie sérieuse est bien dans le style de l'artiste.

Dans l'école d'Auvergne, il faut mentionner tout au moins la



LE RECEVEUR DE L'IMPÔT ET LE CONTRIBUABLE, PAR QUENTIN MATZYS. — Musée de Munich. CL. GIRAUDON.

le fils. Quant au Hollandais Corneille, après avoir travaillé pour le dauphin Henri, plus tard Henri II, il vint se fixer à Lyon en 1544, où il se trouvait encore en 1574.

Les portraits de *Pierre de Cuthe* (Louvre), ceux de *Charles IX* (musée impérial de Vienne) et celui d'*Élisabeth d'Autriche* (Louvre) sont certainement de François Clouet. Le célèbre *Jugement dernier* (Louvre) a pour auteur l'un des deux Cousin, mais on ne sait lequel.

L'ÉCOLE DE FONTAINEBLEAU. — On donne le nom d'école de Fontainebleau aux artistes italiens et à leurs élèves groupés par François I^{er}, principalement pour décorer le château de ce nom. Le roi aimait l'art italien : il avait fait venir en France le portrait de l'*Arétin* par Salviati, *Vénus et l'Amour* de Bronzino, la *Joconde* de Vinci, la *Léda* de Michel-Ange. Il avait attiré auprès de lui Benvenuto Cellini, le Rosso, le Primatice, Andrea Solario. Le Rosso décora au château de Fontainebleau la galerie, dite de François I^{er}, d'un style tout italien (1531-1541); le Primatice fut associé à cette œuvre et continua de jouir d'une grande autorité sous Henri II; Solario s'attacha surtout au cardinal d'Amboise : le portrait de *Chaumont d'Amboise*, frère du cardinal, est son œuvre la plus célèbre (Louvre). La petite école de Fontainebleau a pour caractères une extrême habileté, la recherche de l'élégance, la gracieuse distinction des formes, une facilité qui tend à dispenser l'artiste de l'étude sincère de la nature et à la remplacer par des formules toutes faites. C'est déjà le début de l'art académique.

Flandre.

La Flandre était alors le pays le plus riche de l'Europe et elle manifesta son opulence par de magnifiques monuments. Toutes les communes construisent des hôtels de ville et des églises, véritables orfèvreries de pierre : l'hôtel de ville de Louvain, merveille d'élégance et d'harmonie, élevé de 1448 à 1460 par Mathieu de Layens et criminellement détruit par les Allemands pendant la Grande Guerre; celui de Bruxelles, œuvre de Jacques Van Thienen et de Jean Van Ruysbroek (1405-1440), qui compose, avec les anciennes maisons des corporations, un des plus beaux ensembles architectoniques des Pays-Bas; la cathédrale d'Anvers, célèbre par ses sept nefs et par



Descente de croix PAR ROGER VAN DER WEYDEN (Roger de la Pasture). — Ce tableau, peint pour l'église Notre-Dame-hors-les-Murs de Louvain, fut transporté en Espagne par Philippe II. Il est composé à la façon d'un bas-relief. — Musée de l'Escorial. CL. ANDERSON



LA *Mélancolie*, d'ALBERT DURER. — Dans cette célèbre gravure, l'Étude, tenant en main un compas, et entourée d'instruments qui symbolisent les sciences, exprime, par son attitude affaissée, par son regard ardent et sombre, son désespoir de découvrir la vérité. CL. GIRAUDON.

sa tour, haute de 140 mètres; cette église fut commencée en 1322; la tour le fut en 1422, par Jean Amel, de Boulogne, et l'édifice fut achevé au début du XVI^e siècle par Appelmans de Cologne.

On a, jusqu'en ces derniers temps, attribué le grand essor de la peinture flamande aux Van Eyck; mais on reconnaît aujourd'hui l'existence d'une école pré-eyckenne. Un des plus anciens chefs de ce mouvement fut Melchior Broederlam, natif d'Ypres, peintre du comte de Flandre, Louis de Male, puis de Philippe le Hardi, qui lui commanda les « taveliaux » destinés à orner la chartreuse de Champmol. Les volets qu'il exécuta en 1399 pour le retable de ce monastère (musée de Dijon) et dont les types, comme l'inspiration, n'ont presque rien de flamand sont le modèle achevé de cet art élégant pratiqué à la cour des ducs de Bourgogne ou de Berry, notamment dans les miniatures des Limbourg. Broederlam est le prédécesseur immédiat du mystérieux Maître de Mérode. De celui-ci, nous ne connaissons ni la vie ni le nom; mais ses œuvres se reconnaissent à des habitudes de style caractéristiques, à la disposition des draperies, à des formes de coiffure qui lui sont propres, à sa manière énergique jusqu'à la brusquerie. Ses œuvres principales sont la *Nativité* (Dijon) et une *Annonciation* dans la chapelle d'un château proche d'Anvers, appartenant à la famille de Mérode. Rien n'autorise à croire ses œuvres postérieures à l'*Adoration de l'Agneau* des Van Eyck.

Ils étaient deux frères : Hubert, mort en 1426, et Jean, né vers 1370, mort en 1440, originaires d'Eyck ou Maseyck, pays de race française situé sur les bords de la Meuse. Leur œuvre principale, l'*Adoration de l'Agneau*, comprend vingt panneaux aujourd'hui réunis à Saint-Bavon de Gand. Dans cette œuvre immense, il est difficile de définir la part de chacun des deux frères. On admet maintenant que Hubert en est le principal auteur et que Jean n'a fait qu'achever le travail interrompu par la mort de son frère. L'ensemble, qui ne contient pas moins de trois cents personnages, est une sorte de miroir du monde, de *Somme* théologique et mystique résumant l'histoire chrétienne depuis Adam et Ève jusqu'au triomphe éternel de Jésus, l'Agneau de Dieu, décrit dans l'Apocalypse. Les deux figures de nos premiers parents montrent pour la première fois, du moins dans les écoles du Nord, le corps humain étudié exactement dans son

anatomie; on y trouve encore de la raideur, mais aussi des parties admirables de vérité.

La ville de Tournai vit naître de nombreux peintres, notamment Roger de la Pasture (ou Van der Weyden), dont le génie est fait de clarté française et qui devint le maître prépondérant de l'école de Bruxelles. Son *Jugement dernier*, de l'hospice de Beaune, s'inspire avec évidence du tympan de la cathédrale de Bourges; sa *Descente de croix*, d'une disposition toute sculpturale, est d'un pathétique nouveau dans l'histoire de l'art : la douleur de la Vierge y est exprimée avec une rare puissance d'émotion et la position du Christ, soutenu obliquement par Joseph d'Arimathie et Nicodème, se retrouve dans la *Descente de croix* de Rubens.

Memling (1435-1494), venu d'Allemagne, étudia sans doute dans les Pays-Bas français et s'initia à la discipline de Roger de la Pasture. Il résume tout l'art du XV^e siècle dans les pays du Nord : la grâce, la douceur, le charme mystique des visages, la fraîcheur brillante du coloris communiquent une jeunesse éternelle à sa *Vierge* du Louvre, à son *Mariage mystique de sainte Catherine*, surtout à sa *Châsse de sainte Ursule* de l'hôpital Saint-Jean, à Bruges. On lui attribue une part importante dans les célèbres miniatures du *Bréviaire Grimani* (Venise).

Parmi ses nombreux successeurs, il faut citer Jean Gossaert, dit Jean de Mabuse (1470-1532); Jean Bellegambe, de Douai; surtout le pieux et délicieux Gérard David, dont le chef-d'œuvre (*la Vierge et l'Enfant entre des saintes et des anges*) appartient au musée de Rouen; Quentin Matzys (1460-1530), ancien forgeron devenu peintre et dont l'*Ensevelissement du Christ* (Anvers), la *Légende de sainte Anne* (Louvain), le *Banquier et sa femme* (Louvre), le *Receveur d'impôt* comptent parmi les œuvres les plus remarquables d'alors; Jérôme Bosch, ce Goya flamand à la fois caricatural et fantastique; Pierre Brueghel l'Ancien (vers 1530-1600), dit « le Drôle », qui excelle dans les scènes populaires et paysannes; les portraitistes Porbus le Vieux (1540-1580) et Nicolas Neufchâtel (1520-1600). Avec Bernard Van Orley (1498-1542), Michel Coxie (1499-1592), Franz Floris (Franz de Vriendt, 1518-1570), en un mot avec tous les « romanistes », l'imitation des Italiens, surtout de Raphaël et de Michel-Ange, s'introduit dans les Pays-Bas : Rubens, au XVII^e siècle, résumera toute cette tradition franco-flamande et italienne, qu'il transfigurera, d'ailleurs, par l'originalité de son propre génie.

Hollande.

Lucas de Leyde (1494-1533) et Antonis van Moor (Antonio Moro, 1512-1581) sont les représentants les plus caractéristiques de l'art hollandais de la Renaissance. Moro est célèbre par ses portraits, chefs-d'œuvre de gravité, de vérité, d'harmonie (*la Fille de Charles-Quint*, à Madrid; *Louis del Rio et sa femme*, au Louvre); Lucas de Leyde est connu surtout pour ses gravures, où il fit, l'un des premiers, intervenir les jeux de la lumière : son œuvre picturale la plus importante est le *Triptyque du Jugement dernier*, à Leyde.

L'influence de Michel-Ange domine avec Martin Van Heemskerck (1498-1574) et Cornelis de Harlem; elle se marque d'une façon plutôt malheureuse par l'exagération des musculatures et la contorsion des corps.

Allemagne.

En Allemagne, la peinture se développe d'abord à Cologne dès le XIV^e siècle avec Wilhelm de Herle (1320-1372) et Stephan Lochner (1410-1451), auteur d'un



PORTRAIT DE SIR GEORGES DE CORNWALL, par Hans Holbein, le Jeune. — Musée de Francfort.

célèbre triptyque qui, fermé, représente l'Annonciation, et, ouvert, l'Adoration des Mages; les personnages s'y détachent encore sur fond d'or. Dans le Haut-Rhin, Martin Schoengauer passe presque toute sa vie à Colmar (mort en 1488). Bon peintre, il est surtout célèbre pour être le premier en date des grands graveurs allemands. Il a pratiqué les deux sortes de gravures, en relief et en creux. La première lui servit pour l'illustration de la *Bible des Pauvres* et de la *Chronique de Nuremberg*.

Le plus célèbre artiste de l'école d'outre-Rhin est Albert Dürer (1471-1528). Ses premiers tableaux, à savoir son *Portrait* (1498) et son *Adoration des Mages* (Florence), sont d'une exécution dure et laborieuse. Après un voyage en Italie, il élargit sa manière, témoins l'*Eve* et l'*Adam* de Madrid (1507); il la simplifie encore dans sa vieillesse (les *Apôtres*, de Munich). Mais ce sont surtout ses gravures qui lui ont valu une admiration universelle. Son *Chevalier et la Mort*, sa *Mélancolie*, ses séries de planches sur la *Passion* et la *Vie de la Vierge* sont remarquables par le pittoresque minutieux et savoureux des détails soit dans le paysage, soit dans les intérieurs, par l'expression des visages et des attitudes, quelquefois aussi par un symbolisme tantôt profond, tantôt obscur.

En Saxe, Lucas Cranach (1472-1553) a produit une œuvre peinte abondante, mais inégale: *Christ en croix*, de Weimar; *Chasses royales*, à Madrid; *Adam*, au musée des Offices.

L'école d'Augsbourg doit sa gloire aux deux Holbein: Holbein l'Ancien, qui vécut de 1460 à 1524, fut excellent portraitiste; mais son fils (1497-1528), qui vécut à Bâle et en Angleterre, est, avec Dürer, la plus grande gloire de l'école allemande avec la *Vierge de Soleure*, la *Vierge du bourgmestre Meyer* (dont il existe deux exemplaires, l'un à Dresde, l'autre à Darmstadt), la *Vierge entourée de saints* (Lisbonne), admirables par la beauté des visages, l'harmonie de la composition, la fraîcheur et la vigueur des tons; mais ses portraits sont peut-être plus remarquables encore: ceux de *Christine de Danemark*, duchesse de Milan; de l'orfèvre *Moret* (Dresde), de



PORTE DE L'HOPITAL DE SANTA-CRUZ, A TOLÈDE. — La façade fut construite et décorée de 1504 à 1516 sous la direction de Henri de Egaz, né en Espagne, mais Flamand d'origine. Les réminiscences de l'antiquité s'y mêlent à l'art du Moyen âge. Spécimen caractéristique du style mudejar.

Nicolas Lerch, de Vienne, et terminé en 1513 par Michel Bichter.

La cathédrale de Saint-Sébal, à Nuremberg, s'éleva de 1361 à 1377; celle de Strasbourg fut achevée grâce à Jean de Steinbach, puis à Jean Kutz, l'auteur de la flèche magnifique. A Cologne, Gérard de Saint-Trond donna le plan de la cathédrale, dont le chevet rappelle, à s'y méprendre, Notre-Dame d'Amiens. A Vienne, la tour de l'église Saint-Étienne s'élève au-dessus de la ville et l'empereur Charles IV fait de Prague un centre artistique; il y bâtit le *Pont de la Moldau*, le *Hradschin*, palais impérial imité du Louvre de Charles V, et le *Burg*, monuments qui font de la cité tchèque une des villes les plus pittoresques de l'Europe. Enfin, on peut suivre, dans le *Château d'Heidelberg*, les transformations de l'art de la construction en Allemagne depuis le XVI^e siècle jusqu'au milieu du XVII^e.

Angleterre.

L'art anglais est encore peu fécond et peu original au XVI^e siècle; les influences flamande, allemande, hollandaise y dominent.

Au point de vue architectural, l'Angleterre fut longtemps rebelle au mouvement de la Renaissance. Peu après l'avènement de Henry VII (1485), le *style Tudor* (Florid english), conservant les principes de l'art gothique, renouvelle l'aspect des édifices par l'envahissement des ornements et la création des voûtes en éventail (*fam vaults*); la *Chapelle de Henry VII*, à Westminster, et celle du *King's College*, à Cambridge, suscitent une telle admiration que l'on refuse de s'engager dans une autre voie. Ce style persiste jusqu'au règne d'Élisabeth (1557); alors John Shute, formé en Italie, introduit dans ses compositions quelques éléments classiques et est suivi par Thorpe et Smithson: ainsi se crée le *style Élisabeth*, d'un caractère mixte et incertain et dont les principaux spécimens sont le *Collège de Chapter*



LE CLOITRE DE BELEM. — Exemple du style manoëlien, ce cloître fut bâti, sur l'ordre du roi Emmanuel le Fortuné, par le Portugais Boutaca, sur l'emplacement d'une chapelle où Vasco de Gama avait prié avant son départ pour les Indes. Les travaux durèrent de 1500 à 1522 et furent achevés par Jean de Castillo.

House, à Londres, les châteaux de Kirby, Wollaton, Hatfield, Longleat, Brereton. La porte du *Cains College*, à Cambridge (1574), est la première œuvre entièrement classique : les trois ordres s'y superposent sous une coupole massive. C'est seulement sous Jacques I^{er} (1603-1625) qu'Inigo Jones fera entrer dans l'ère moderne l'art de son pays.

Deux faits caractérisent l'histoire de la peinture : d'abord, l'introduction de la Réforme, qui provoque l'abandon de la peinture murale, la destruction des images de la Vierge et des saints ; ensuite, l'immigration de nombreux artistes étrangers, venus presque tous des Pays-Bas flamands ou hollandais, quelques-uns d'Italie.

C'est à un artiste flamand que doit être attribué le portrait de *Jane Shore* (Eton College) ; celui des *Trois enfants de Henry VII* jouant avec des oranges et l'*Adam et Eve* de Hampton Court sont de Jean Gossaert, dit Mabuse. Lorsque Holbein vint à Londres, vers 1526, il y trouva, employé à la cour, le peintre anglais André Wright, auteur probable, avec John Brown, des grandes compositions de Hampton Court (*Entrevue de Henry VIII et de Maximilien*, *Bataille des Éperons*, *Entrevue du camp du Drap d'or*), et le Florentin Bartolomeo Penni, à qui devaient se joindre plus tard Antonio Toto et le Gantois Gérard Horebout. De ce premier séjour d'Holbein à Londres datent plusieurs de ses plus fameux portraits, notamment celui de *Guillaume Warham*, archevêque de Cantorbéry (Louvre) ; Antonio Moro, Corneli Wroom de Harlem, Federigo Zuccheri (né vers 1542 à Sant Angelo in Vado) peignirent aussi les plus célèbres personnages anglais de l'époque. L'école nationale des portraitistes n'est représentée alors que par John Bettes (*Portrait d'homme*, National Gallery), Nathaniel Bacon, demi-frère de François Bacon, et surtout par les miniaturistes Nicolas Hilliard et Isaac Olivier.

La sculpture est sèche et géométrique (*Chapelles de King's College*, à Cambridge, et de *Henry VII*, à Westminster). Les œuvres les plus intéressantes sont dues à des Italiens, et notamment à Torrigiano (*Tombeau du Dr Young*, 1512, au musée du Record

Office) ; *Mausolée de Henry VII et d'Élisabeth d'York* et *Tombeau de lady Margaret Beaufort*, mère de Henry VII (Westminster), œuvres froides et sèches, d'un style italianisant.

Espagne et Portugal.

Jusqu'à la seconde moitié du XVI^e siècle, l'architecture espagnole continue les formes gothiques et les éléments moresques. On lui donne le nom de *mudejar* (*Alcazar* et *Casa de Pilatos*, à Séville). La découverte de l'Amérique faisant abonder en Espagne les métaux précieux, l'orfèvrerie s'y développe au point d'influer sur l'architecture ; les monuments se chargent alors d'ornements compliqués imitant ceux que prodiguaient les ciseleurs d'argent ; de là naquit le *style plateresque* (de *plata*, argent) ou « style d'orfèvrerie » dont les principaux spécimens sont l'église de *San-Domingo* à Salamanque, la façade de l'hôtel de ville de Séville.

En Portugal, ce style reçut le nom de *manoëlien*, car il se développa surtout sous le règne d'Emmanuel le Fortuné, qui fit construire par Boutaca, J. de Castillo et le Français Nicolas, l'église et le cloître de Belem, œuvre marquante de cette nouvelle architecture.

Même surcharge dans la statuaire (*Tombeaux de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle* à la cathédrale de Grenade, de l'*Infant don Alonzo* à la chartreuse de Miraflores). Les retables prennent alors des dimensions considérables et plusieurs sont de somptueuses œuvres d'art, comme ceux d'Astorga, de Saragosse, de Medina-del-Rio-Seco. Les célèbres stalles de Burgos (1507-1512) et de Tolède ont pour auteur Philippe de Vigarny, originaire de Langres, avec la collaboration de Berruete. Celui-ci (1480-1561) fut en Italie l'élève de Michel-Ange et construisit pour Charles-Quint, dans le style gréco-romain, le *Palais de Grenade* à l'Alhambra et le *Nouvel Alcazar* de Tolède. Dans la cathédrale de cette ville, il faut signaler une œuvre de style italo-antique : la *Chapelle des neuf rois*, par Covarrubias (1546). Pour commémorer la victoire de Saint-Quentin,



TAPISSERIE FLAMANNE, représentant une fête présidée par Henri II et Catherine de Médicis. — Florence, galerie des Arazzi. On appelait Arazzi, du nom de la ville d'Arras, les tapisseries artésiennes et flamandes, recherchées alors dans toute l'Europe. Cf. ALINAR.

remportée le jour de la Saint-Laurent (1), Philippe II fit élever par Juan Bautista, de Tolède, un palais dans la sauvage Sierra Guadarrama : ce fut l'*Escorial*, dont la nudité monotone fait contraste avec les surcharges du style plateresque.

Des écoles de peinture se développèrent à Séville (Louis de Vargas, 1502-1568) et à Valence (Vicente Joanes [1532-1579] et Francisco Ribalta [1555-1628]). Les beaux portraits de la famille royale à l'*Escorial* sont de Sanchez Coello, favori de Philippe II. Mais les deux plus grands peintres de ce temps sont Moralès (1509-1586), surnommé *le Divin* autant pour l'originalité et la science de l'exécution que pour la profondeur du sentiment religieux (*Christ à la colonne*, de Madrid; *Notre-Dame de la Solitude*, à Tolède), et Navarette (1526-1579), sourd-muet de naissance, surnommé pour cette raison *el Mudo*, qui reçut les leçons du Titien. Son *Martyre de saint Jacques* et sa *Nativité* comptent parmi les plus belles œuvres de cette époque. Mais c'est au XVII^e siècle que devaient se produire les grands maîtres de l'école espagnole.

Les Arts mineurs.

LA TAPISSERIE. — Si, pour décorer les murs, les Italiens font surtout usage de la fresque, la France, la Flandre, l'Allemagne donnent la préférence aux tapisseries : on les tend à l'intérieur des églises, des châteaux, des maisons ; on les étale sur les façades aux grandes fêtes civiles et religieuses : c'est un art à la fois aristocratique et populaire. Paris est d'abord le principal centre de fabrication, et un Nicolas Bataille, un Jacques Dourdin sont célèbres dans toute l'Europe. On doit au premier les fameuses tapisseries de l'*Apocalypse* (cathédrale d'Angers), commencées en 1380. D'autres centres se forment à Bourges, Troyes, Amiens ; le château de Boussac, près d'Aubusson, s'orne de superbes tentures, aujourd'hui au musée de Cluny.

Le mariage de Philippe le Hardi avec l'héritière du comté de Flandre (1369) donna une impulsion nouvelle à cet art : les fabriques d'Arras prennent alors une telle importance qu'on nomme *Arazzi* les tapisseries de toute provenance (Bruges, Tournai, Bruxelles, Ypres, Lille, Valenciennes). Après la bataille de Nicopolis (1396), le sultan Bajazet demande pour la rançon de Jean de Nevers (plus tard Jean sans Peur) « des draps de haute lice ouverts à Arras » ; Charles le Téméraire emportait dans ses expéditions de magnifiques tapisseries qui, prises par les Suisses à la bataille de Morat, sont aujourd'hui, en grande partie, à Berne.

Plus tard, les maîtres hollandais fournirent des modèles pour les tapisseries de Tournai, Bruxelles, Bruges (*Histoire de Vulcain*, *Victoires du duc d'Albe*). Van Orley compose ainsi les *Chasses de Maximilien*, et Jean Vermeyen (1500-1560) la *Conquête de Tunis*.

LE VITRAIL. — L'art du vitrail produisit au XVI^e siècle des œuvres exquises, notamment les verrières de Saint-Gervais (attribuées à Jean Cousin ou à Pinaigrier) et de Saint-Étienne-du-Mont à Paris, et de la chapelle de Vincennes ; celles de la cathédrale de Bourges, de la Sainte-Chapelle de Riom, de la collégiale de Moulins, de l'église Saint-Germain à Pont-Audemer, l'*Histoire de Psyché* du château d'Écouen, aujourd'hui au musée Condé. A Beauvais, les Leprince exécutent des vitraux remarquables et, à la cathédrale de Bourges, Jean Lécuyé donne le chef-d'œuvre du vitrail de la Renaissance dans la chapelle des Tullier.

CÉRAMIQUE, ÉMAUX, VERRERIE. — Le XVI^e siècle est le plus beau temps de la céramique et de l'émaillerie.

En Italie, dalles émaillées, vases peints, plats de faïence recherchés pour la profondeur des teintes, l'éclat des reflets, la science du dessin, sortent nombreux des fabriques de Faenza, d'Albarelo, de Gubbio, d'Urbino.

En France, Bernard Palissy (1510-1589) obtient au prix de sacrifices héroïques l'émail dont il enduit ses « *rustiques figulines* », où il évoque avec tant de vérité et

(1) On a prétendu, mais rien n'est venu l'établir, que l'architecte avait donné au palais la forme symétrique d'un gril pour rappeler le martyre de saint Laurent.



GRAND PLAT RUSTIQUE, en faïence émaillée, de Bernard Palissy. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

de poésie la flore et la faune des rivières et des sources. Les faïences de Saint-Porchaire, dites d'Oiron, sont d'un beau sentiment décoratif. Enfin, les faïences de Rouen rivalisent avantageusement avec celles des meilleures fabriques italiennes, grâce surtout à Michel Abaquesne, dont les meilleures œuvres, destinées à Écouen, sont aujourd'hui à Chantilly.

Limoges fut le principal centre de l'émaillerie en Europe. Léonard Limousin (1505-1580) peut compter parmi les plus grands artistes de la Renaissance : sous sa main, portraits, scènes mythologiques, religieuses, historiques se multiplient sur les plaques, coffrets, vases, coupes, etc. Jean Limousin, les Pénicaud et plusieurs autres rivalisent avec lui de perfection technique et de sentiment artistique.

La verrerie et la mosaïque sont des arts surtout italiens : les pots et coupes de verre de Venise, d'une fantaisie de formes inépuisable, étaient alors recherchés en Orient aussi bien qu'en Europe. Les maîtres mosaïstes, les Bianchini, les Zuccati, décorent Saint-Marc de Venise ; Domenico Ghirlandajo et surtout son frère David, Sainte-Marie-des-Fleurs à Florence ; Aloïso della Pace, Sainte-Marie-du-Peuple à Rome.

MÉDAILLES. — C'est d'abord en Italie que se développa l'art des médailleurs, grâce surtout à Pisanello (vers 1380-1456), qui a laissé des grands personnages de son temps des profils où la précision physionomique s'unit à la simplicité et à la grandeur ; grâce aussi à Laurana et à Benvenuto Cellini, qui fixa dans le bronze les célèbres effigies de François I^{er} et de Clément VII. De tous les médailleurs français, le plus justement illustre est François Dupré (1576-1639), égal à Pisanello pour l'expression de la vie et de l'individualité (médaillons de Henri IV et Marie de Médicis, de Sully, de Louis XIII).



DEMI-ARMURE donnée à Philippe III, enfant, par le duc d'Osuna, vice-roi de Naples. — Musée de Madrid. CL. GIRAUDON.

ORFÈVRETERIE ET ARMURES.

— Si Benvenuto est le plus célèbre des orfèvres italiens, Léonard de Vinci, le Titien, Jules Romain dessinent des modèles pour les armuriers. La fameuse *Épée de César Borgia* est attribuée à Ercole de Fideli ; à Milan, les Negrolì, les Missaglia créent des armures aussi précieuses par la richesse de la matière que par celle de l'ornementation. En Allemagne, les Siebenbürger de Nuremberg, les Helmshied d'Augsbourg ; à Tolède, les Sahagun rivalisent avec leurs confrères italiens. En France, Brio, Woëriot, Delaune, Delahaye produisent des pièces d'une élégance et d'une richesse dont le *Casque* et le *Bouclier de Charles IX*, en or émaillé, et l'*Armure dite de Henri II* sont de merveilleux spécimens.

Comme les autres arts, la musique évolue considérablement au XVI^e siècle : les pays de race française et flamande prennent la tête du mouvement, avec la protection des rois de France. Le Champenois Guillaume de Machault (1284-1370) avait déjà recueilli les *Chansons* de Thibault de Champagne et composé une Messe solennelle pour le sacre de Charles V. Au XV^e siècle se fonda l'école franco-belge avec Ockeghem, de Saint-Quentin (1420-1512), nommé par Louis XI maître de chapelle de Saint-Martin de Tours ; à sa suite, Josquin Desprez et Obrecht, ses élèves, Goudimel, Jean Mouton, Adrien Willaert, de Bruges ; Tinctor, de Nivelles (1450-1522), et surtout Roland de Lassus, surnommé Orlando de Lassus (1532-1594), donnèrent à cette école un éclat qui rayonna sur les autres pays.

Jean Mouton fut maître de chapelle de Louis XI et de François I^{er} ; Claude Goudimel, un Franc-Comtois protégé par Henri II, avait fondé à Rome l'école d'où sortit Palestrina. Willaert créa, en 1527, celle de Venise, où se formèrent della Viola, Zarlino, V. Galilée, le fils de l'astronome. Ainsi devait naître, sous l'influence franco-belge, l'école italienne, qui tiendra le premier rang en Europe au XVII^e siècle. Sous Charles IX, une *Académie de musique*, établie par Antoine de Baïf, donna des concerts auxquels le roi assistait une fois par semaine.

Un des musiciens les plus féconds et les plus intéressants de cette époque est le Belge Clément Jannequin, qui mit en musique les *Odes* d'Horace et les *Psaumes* de Marot, et devint le musicien attitré des protestants. On lui doit le *Verger de musique*, où l'on trouve de gracieuses pièces consacrées au *chant des oiseaux*, au *chant de l'alouette*, à la *chasse du cerf*, et même au *caquet des femmes*, ou bien des œuvres célébrant les grands faits contemporains, comme le *Siège de Metz*.

Mais les deux plus grands noms de la musique au XVI^e siècle sont Roland de Lassus et Palestrina.

Le premier, né à Anvers, était, selon Ronsard, « le prince des musiciens », « le plus que divin Orlando ». Il vint, en 1571, à Paris où Charles IX essaya en vain de le retenir, et il fut maître de chapelle à Saint-Jean-de-Latran, à Notre-Dame d'Anvers, à la cour de Bavière ; ses messes, psaumes, hymnes, motets, chansons, sont au nombre de plus de deux mille, remarquables surtout par la pureté de la forme et la fraîcheur de l'inspiration.

Quant à Palestrina (Jean Pierluigi, 1524-1594), il sauva la musique religieuse d'une mort presque certaine, et il la renouvela. L'usage de composer des messes et des motets sur des airs de chansons profanes et même vulgaires était devenu si général que le concile de Bâle, celui de Trente, le pape Pie IV étaient sur le point d'interdire toute musique dans les églises ; c'est alors que Palestrina compose, selon sa seule inspiration, cette fameuse *Messe du pape Marcel*, dont l'harmonie large et simple, la douceur et la puissance écartèrent l'anathème prêt à éclater et servirent de modèle aux compositeurs de l'avenir (1565). La fugue et le contrepoint sont la marque de la nouvelle école. Palestrina a laissé treize livres de messes, six livres de motets, des hymnes et des offertoires en grand nombre.

C'est aussi au XVI^e siècle que s'introduisit en France la mode italienne des *ballets*, représentations pastorales avec texte mêlé de chants. En 1581, à l'occasion du mariage du duc de Joyeuse avec M^{lle} de Vaudémont, le violoniste piémontais Baldazarini, surnommé Balthazar Beaujoyeux, composa, avec le concours des deux musiciens français Beaulieu et Salomon, une pièce de ce genre : *Ballet comique de la Reine*. Depuis et jusqu'au début du XVII^e siècle, les rois de France montèrent un ballet, chaque année, aux jours gras. Ce fut l'origine de l'*opéra*.

La musique de danse se développa beaucoup au XVI^e siècle et se fit tour à tour lente, grave, gaie, alerte pour accompagner les figures nobles, gracieuses et solennelles tout à la fois de la *pavane*.

Dès le milieu du XVI^e siècle, l'œuvre de la Renaissance est consommée. Le retour à l'Antiquité, préparé par le siècle précédent, modifia les conceptions et les usages non seulement de l'Italie, mais aussi de l'Europe occidentale. L'esprit classique avait subsisté dans la Péninsule : l'art gothique y était toujours demeuré à l'état d'importation étrangère, et la Toscane, en particulier, avait conservé la tradition ; Florence fut donc le foyer où s'élabora une réforme esthétique dont l'objet était l'imitation des modèles hérités des anciens. Ces modèles intéressaient en premier lieu l'architecture, ensuite la sculpture, mais beaucoup moins la peinture, qui emprunta au passé des thèmes, des accessoires, des motifs décoratifs, mais non point une technique. Même des classiques comme Raphaël gardèrent leur liberté, et l'emprise de l'humanisme sur la sculpture fut superficielle et de faible durée. L'imitation pure des modèles antiques s'observe surtout, au commencement du XVI^e siècle, chez Andrea Sansovino et

chez Michel-Ange à ses débuts, mais ce grand artiste, voulant exprimer la force et le mouvement, secoua un joug qui lui pesait et fit sortir la sculpture d'un chemin qu'elle devait seulement reprendre à la fin du XVIII^e siècle. Au contraire, en architecture, dès le XV^e siècle, après la transition ménagée par Brunellesco, le pur classicisme n'attend pas Bramante et Palladio pour s'exprimer entièrement ; il donne sa formule complète avec Alberti.

Hors de l'Italie, la Renaissance « antiquisante » se trouva bien dans les pays du Nord en présence de l'art gothique, mais cet art, ayant épuisé ce qu'il avait à dire, était sans force et se perdait en minuties. Néanmoins, le triomphe de la Renaissance y fut tardif et bref, parce qu'il heurtait des habitudes et des goûts séculaires, et on ne lui emprunta, au début, que des éléments de décor. En Angleterre, l'esprit classique ne se manifesta qu'au début du XVII^e siècle avec les constructions de Jones. En France, l'art d'Alberti et de Bramante trouva surtout un écho dans les livres de Du Cerceau et, effectivement, dans les constructions de Philibert Delorme.

L'art « baroque », né de Michel-Ange, en Italie, vers 1540, va transformer l'esprit de la Renaissance proprement dite et réaliser des conquêtes plus durables et plus rapides dans les domaines de l'architecture et de la sculpture. Et quant aux exemples devenus classiques, fournis par les peintres italiens du XVI^e siècle, principalement par Raphaël, ils s'imposeront au XVII^e siècle avec la rigueur de dogmes.

BIBLIOGRAPHIE

I. LES LETTRES

EGGER (E.), *L'Hellénisme en France* (1869, 2 vol.). — FEUGÈRE (G.), *Érasme* (1874). — FIORETTO, *Gli umanisti e la studio del latino et del greco nel sec. XIV in Italia* (Vérone, 1881). — GASPARI (A.), *Die italienische Litteratur der Renaissance zeit* (Berlin, 1888, 2 vol.). — GAUTHIEZ (P.), *Études sur le XVI^e siècle* (1893). — GEIGER, *Renaissance und humanismus in Italien und Deutschland* (col. Onckon). — LEFRANC (Abel), *Histoire du Collège de France* (1893). — MARC MONNIER, *La Renaissance de Dante à Luther* (1884) ; — *La Réforme de Luther à Shakespeare* (1885). — MICHELET, *La Renaissance* (1885). — PICOT (E.), *Les Français italianisants au XVI^e siècle* (1906-1907, 2 vol.). — SPINGARN (J.-E.), *A History of Literary criticism in the Renaissance* (1889). — VOIGT, *Die Wieder belebung des Klassisches Alterthums* (Leipzig, 3^e éd., 1893, 2 vol.).

ITALIE

BURCKHARDT, *La Civilisation en Italie au temps de la Renaissance* (trad. Schmitt, 1885, 2 vol.). — COCHIN (H.), *Boccace* (1890). — FAURIEL, *Dante et les origines de la littérature italienne* (1854, 2 vol.). — FLAMINI (F.), *La Lirica toscana del Rinascimento* (Turin, 1891). — GEBHART (E.), *Les Origines de la Renaissance en Italie* (1879). — GEIGER (L.), *Renaissance und humanismus in Italien und Deutschland* (Berlin, 1882). — HAUVETTE (H.), *Boccace* (1920) ; — *Dante, Introduction à l'étude de la « Divine Comédie »* (1923). — MEZIÈRES (A.), *Dante et l'Italie nouvelle* (1865) ; — *Pétrarque* (1867). — MONNIER (Ph.), *Le Quattrocento* (1901, 2 vol.). — NOLHAC (P. de), *Pétrarque et l'humanisme* (1893). — OZANAM, *Dante et la philosophie catholique au XIII^e siècle* (1845). — SANCTIS, *Saggio critico sul Petrarca* (Naples, 1869).

ESPAGNE

CASTRO (Fr. de), *Cervantès y la filosofía española* (Séville, 1870). — CHASLES (E.), *Michel de Cervantès* (1866). — DIAZ DE BENJUMEA, *La Verdad sobre el quijote* (Madrid, 1878). — MÉRIMÉE, *La Vie et l'œuvre de Cervantès* (« Revue des Deux Mondes » 15 déc. 1877). — ROSCOE, *Life and writings of Miguel de Cervantès* (Londres, 1839). — LA BARRERA (C.-A. de), *Nueva biographia* — de Lope de Vega — formant le premier des œuvres complètes du poète publ. par l'Académie espagnole (Madrid, 1890). — MOREL FATIO et ROUAULT, *Le Théâtre espagnol* (1900).

HOORNAERT (R.), *Sainte Térèse écrivain* (1922).

FRANCE

BONNAFÉ (Edmond), *Études sur la vie privée de la Renaissance* (1898). — BOURCIEZ (E.), *Les Mœurs polies et la littérature de cour sous Henri II* (1886). — BRÉMONT, *Histoire littéraire du sentiment religieux en France depuis la fin des guerres de religion* (t. I^{er}, 1916). — CHAMARD (H.), *Les Origines de la poésie française de la Renaissance* (1920). — DARMESTETER (A.) et Ad. HATZFELD, *Le XVI^e siècle en France* (1875). — DELARUELLE, *Études sur l'humanisme français* (1907). — FAGUET (Émile), *XVI^e siècle* (1885). — FEUGÈRE (L.), *Caractères et portraits littéraires du XVI^e siècle* (1859, 2 vol.). — FRÉMY (Édouard), *L'Académie des derniers Valois* (1887). — GUY (H.), *Histoire de la poésie française au XVI^e siècle* (t. I^{er}) ; — *L'École des rhétoriciens* (1910). — HEUTI (W.), *François I^{er} et le mouvement intellectuel en France* (Lausanne, 1913). — IMBART DE LA TOUR (P.), *Les Origines de la Réforme* (t. I-III, 1903-1914). — LEFRANC (Abel), *Histoire du Collège de France depuis ses origines jusqu'à la fin du premier Empire* (1893) ; — *Marguerite de Navarre et le platonisme de la Renaissance* (1899) ; — *Grands écrivains français de la Renaissance* (1914). — LENIENT, *La Satire en France au XVI^e siècle* (1866). — VIANEY, *Le Pétrarquisme en France* (1909).

LANSON (G.), *Clément Marot* (« Revue suisse », 1882). — FLEURY (J.), *Rabelais et ses œuvres* (1877, 2 vol.). — GEBHART (E.), *Rabelais, la Renaissance et la Réforme* (1877). — MILLET (R.), *Rabelais* (1892). — PLATTARD (Jean), *L'Œuvre de Rabelais* (1910). — STAFFER (P.), *Rabelais, sa personnalité, son génie* (1899).

BUNGNER, *Calvin, sa vie, son œuvre et ses écrits* (2^e éd., 1863). — DOUMERGUE (E.), *Vie de Calvin* (1891-1897, 5 vol.). — SAYOUS (E.), *Études littéraires sur les écrivains français de la Réformation* (1841).

COHEN (G.), *Ronsard, sa vie et son œuvre* (1924). — JUSSEURAND, *Ronsard* (1914). — NOLHAC (P. de), *Ronsard et l'humanisme* (1921). — CHAMARD, *Joachim*

du Bellay (Lille, 1900). — ECKHARD (Alex.), *Remy Belleau* (1920). — BLIGNIÈRES (A. de), *Essai sur Amyot* (1851). — STUREL (R.), *Amyot traducteur* (1909). — CLÉMENT (L.), *Henri Estienne et son œuvre française* (1899). — BONNEFON (Paul), *Montaigne* (2^e éd., 1898, 2 vol.); — *Montaigne et ses amis* (1898). — LANSON (G.), *La Morale de Montaigne* (« Revue des Deux Mondes », 1^{er}-15 février 1924). — STROWSKI (F.), *Montaigne* (1906). — VILLEY (P.), *Les Sources et l'évolution des idées de Montaigne* (1908, 2 vol.). — BAUDRILLART (H.), *Jean Bodin et son temps*. — CHAUVIRÉ (R.), *Jean Bodin* (1916). — SABRIÉ (J.-B.), *De l'humanisme au rationalisme*, Pierre Charron (1913). — ROCHEBLAVE (S.), *Agrippa d'Aubigné* (2^e éd., 1913). — FAGUET (Émile), *La Tragédie au XVI^e siècle* (nouv. éd., 1912). — FOURNIER (Ed.), *Le Théâtre français au XVI^e et au XVII^e siècle* (1871). — RIGAL, *De Jodelle à Molière* (1911). — VIOLLET-LE-DUC, *Ancien théâtre français* (Bibl. Elzévirienne, tomes IV, VII).

ANGLETERRE

ERSKINE (J.), *The Elizabethan lyric* (1903). — SAINTSBURY, *A history of Elizabethan literature* (1890). — SISSON (C. J.), *Le Goût public et le théâtre élisabéthain* (Dijon, 1922). — SMITH (Grégory), *Elizabethan critical essays* (1904, 2 vol.). — SYMONS (A.), *Studies in the Elizabethan drama* (1920). — EINSTEIN (L.), *The Italian Renaissance in England* (1892). — LEE (Sidney), *The French Renaissance in England* (1910). — ABBOTT, *Bacon* (1885). — ADAM (Ch.), *Philosophie de Bacon* (1890). — CHURCH (R. W.), *Bacon* (1884). — NICHOL (J.), *Bacon* (1888-1889). — RÉMUSAT (Ch. de), *Bacon* (1857). — BOAS (E. S.), *Shakespeare and his predecessors* (1896). — BRADLEY (A. C.), *Shakespearean tragedy* (1904). — BRANDES (G.), *William Shakespeare* (en all., Berlin, 1896). — DARMESTETER (J.), *Shakespeare* (1893). — DOWDEN (E.), *A Shakespeare Primer* (1877). — DUVAL (G.), *L'Œuvre shakespearienne et son histoire* (1911). — GUIZOT (G.), *Shakespeare et son temps* (1852). — HUGO (Victor), *William Shakespeare* (1862). — JUSSERAND (J.), *Le Roman anglais au temps de Shakespeare* (1887). — MÉZIÈRES, *Prédécesseurs et contemporains de Shakespeare* (1863); — *Shakespeare, ses œuvres et ses critiques* (1860); — *Contemporains et successeurs de Shakespeare* (1863). — DEMBLON (C.), *Lord Rutland et Shakespeare* (1913). — LEFRANC (Abel), *Sous le masque de Shakespeare* (1919, 2 vol.). — MARIE (A.), *A la recherche de Shakespeare* (1925). — PALMER (J.), *Shakespeare identified as Edward de Vere 17 th. Earl of Oxford* (1920). — ROLFE (W. J.), *A life of Shakespeare* (1902). — STENDHAL, *Racine et Shakespeare* (1823). — SYMONDS (J.-A.), *Shakespeare's predecessors* (1884). — WHITE (R. G.), *Studies in Shakespeare* (9^e éd., 1896).

ALLEMAGNE

GENÉE (R.), *Hans Sachs und seine Zeit* (Leipzig, 2^e éd., 1902). — SCHWEITZER (Ch.), *Étude sur la vie et les œuvres de Hans Sachs* (1887). — BESSON (J.), *Étude sur Jean Fischart* (1883). — GOEDEKE, *Grundriss zur geschichte der deutschen Dichtung* (2^e éd., Dresde, t. II, 1886).

Se reporter en outre à la bibliographie du chapitre suivant.

II. LES SCIENCES

BERTRAND (J.), *Les Fondateurs de l'astronomie moderne* (1885). — BOQUET (F.), *Histoire de l'astronomie* (1924). — BROUSSAIS (Maxence), *Ambroise Paré* (1900). — CANTOR (M.), *Vorlesungen über Geschichte der Mathematik* (t. II, 1892). — CZYNSKI (J.), *Kopernic et ses travaux* (1846). — FILLON et RITTER, *Notice sur François Viète* (Nantes, 1850). — FRANCESCO (F.), *Bernardino Telesio* (Florence, 1872, 2 vol.). — GASSENDI, *Vita T. Brahei* (1865). — HARTMANN, *Life of Paracelsus* (Londres, 1887). — LASWITZ, *Geschichte der Atomistik von Mittelalter bis Newton* (1890, 2 vol.). — LE PAULMIER, *Ambroise Paré* (1885). — AVEZAC (A.-D.), *Coup d'œil sur le développement historique des projections géographiques* (1863). — GALLOIS (Lucien), *Les Géographes allemands de la Renaissance* (1890); — *Les Origines de la carte de France; la carte d'Oronce Fine* (« Bulletin de Géographie », hist. et descr., 1891). — NORDENSKJÖLD (A.-E.), *Fac-similé-Atlas*, trad. anglaise (Stockholm, 1889); — *Periplus*, trad. anglaise (Stockholm, 1897).

III. LES ARTS

MUNTZ (Eug.), *Histoire de l'art pendant la Renaissance* (1889-1891, 3 vol.). — MICHEL (André), *Histoire de l'art* (tomes III-IV).

ITALIE

BERENSON (B.), *The Drawings of the Florentine painters of the Renaissance* (3^e éd., Londres, 1909); — *The North Italian painters* (Londres, 1907); — *The Central Italian painters* (Londres, 1898). — BERTAUX (E.), *L'Art dans l'Italie méridionale* (t. I, 1903). — BODE (W.), *Die italienische Bildhauer der Renaissance* (Berlin, 1887); — *Florentine Bildhauer der Renaissance* (1902). — BURCKHARDT, *La Civilisation en Italie à l'époque de la Renaissance* (trad. fr., 1885, 2 vol.); — *Le Cicerone* (trad. Gérard, 1885-1892, 2 vol.); — *Geschichte der Renaissance in Italien* (3^e éd., Stuttgart, 1890). — CROWE et CAVALCASSELLE, *New History of Paintings in Italy* (1864-1866, 3 vol.); — *Storia della Pittura in Italia* (Florence et Londres, 2 vol., 1875-1908); — *History of Paintings in North Italy* (Londres, 1871, 2 vol.). — DURM (J.), *Die Baukunst der Renaissance in Italien* (Stuttgart, 1903). — GEBHART (E.), *Les Origines de la Renaissance en Italie* (1879). — GEYMULLER, *Die Architektur der Renaissance in Toscan* (Munich, 1885). — GILLET (Louis), *Histoire artistique des ordres mendiants* (1912). — HEYWOOD (H.) et OLCOTT (L.), *A guide to Siena, history and art* (Sienne, 1903). — JANITSCHKE, *Die Gesellschaft der Renaissance in Italien und die Kunst* (Stuttgart, 1879). — MEYER (A. G.), *Oberitalianische Frührenaissance* (Berlin, 1897-1900, 2 vol.); — *Lombardische Denkmäler des XIV. Jahrh.* (1893). — MUNTZ (E.), *Florence et la Toscane* (1896); — *La Renaissance en Italie et en France* (1885). — PERKINS, *Les Sculpteurs italiens* (1885, 2 vol. et atlas). — PHILIPPS (E. M.), *The Venetian School* (Londres, 1912). — PHILIPPE (A.), *Die Kunst der Renaissance in Italien* (Leipzig, 1905, 2 vol.). — REDTENBACHER, *Die Architektur der italienischen Renaissance* (Francfort, 1886). — REYMOND (M.), *La Sculpture florentine* (Florence, 1898). — RICCI (C.), *L'Art de l'Italie du Nord* (1911). — ROTHES, *Die Blüthezeit der sienesischen Malerei* (Strasbourg, 1904). — SCHUBRING (P.), *Die Plastik Sienas in Quattrocento* (1907). — SOULIER (G.), *Les Influences orientales dans la peinture toscane* (1924). — SUIDA (W.), *Florentinische Maler um die Mitte des XIV. Jahrh.* (Strasbourg, 1905). — SYMONDS, *The Renaissance*

in Italy (Londres, 1888). — TAINÉ, *Voyage en Italie* (1880, 2 vol.); — *Philosophie de l'art en Italie*, dans la *Philosophie de l'art* (1880, 2 vol.). — VASARI, *Le Vite dei piu eccellenti pittori, scultori e architettori* (Florence, 1550 et 1568).

PICHON (A.), *Fra Angelico* (1911). — SCHNEIDER (Édouard), *Fra Angelico* (1924). — DIEHL (Ch.), *Botticelli* (1906). — REYMOND (M.), *Brunelleschi et l'architecture de la Renaissance* (1912). — MEYER (Julius), *Coreggio* (Leipzig, 1872). — BERTAUX (E.), *Donatello* (1911). — SEMPER, *Donatello* (Vienne, 1885). — MUNTZ (E.), *Donatello* (1885). — HAUETTE (H.), *Ghirlandajo*. — DREYFUS (G.), *Giorgione*. — BAYET (Ch.), *Giotto*. — CARRA (Carlo), *Giotto* (1925). — PERKINS (M.), *Giotto* (Londres, 1902). — RUSKIN (J.), *Giotto and his works in Padua* (Londres, 1900). — THODE, *Giotto* (Bielefeld, 1899). — MUNTZ (E.), *Léonard de Vinci* (1899). — SEIDLITZ, *Leonardo* (Berlin, 1909, 2 vol.). — STRUTT (E.), *Fra Filippo Lippi* (Londres, 1902). — BLUM (A.), *Mantegna* (1912). — ROLLAND (Romain), *Michel-Ange* (1905). — BRACH (A.), *Nicolas und Giovanni Pisano* (Strasbourg, 1904). — GILLET (Louis), *Raphaël*. — MUNTZ (Eug.), *Raphaël* (2^e éd., 1900). — ROSENBERG et GRONAU, *Raffaël* (Stuttgart, 4^e éd., 1909). — SPRINGER (A.), *Raphaël und Michel-Angelo* (Leipzig, 1878). — GILLET (Louis), *Le Sodoma*. — SOULIER (G.), *Le Tintoret* (1911). — CROWE et CAVALCASSELLE, *Titian* (Londres, 1877, 2 vol.). — CARO-DELVAILLE, *Titien*. — REYMOND (M.), *Verocchio*. — CALIARI (P.), *Veronese* (Rome, 1908).

FRANCE

BERTY (A.), *Les Grands Architectes français de la Renaissance* (1860); — *La Renaissance monumentale en France* (1864, 2 vol.). — BOUCHOT (H.), *L'Exposition des primitifs français* (1905). — COURAJOD, *Les Origines de la Renaissance en France aux XIV^e et XV^e siècles* (1888); — *Leçons professées à l'École du Louvre* (1899-1903, 3 vol.). — DIMIER (Louis), *Histoire du portrait en France au XVI^e siècle* (t. I paru, 1924). — DELABORDE, *La Renaissance des arts à la cour de France, Étude sur le XVI^e siècle* (1850-1855, 2 vol.). — ENLART (C.) et MARTIN (C.), *La Renaissance en France; l'architecture et la décoration* (1923). — FOUQUIER (Marcel), *Les Châteaux de France* (1907); — *De l'art des jardins du XV^e au XX^e siècle* (1911). — GEYMULLER (H. von), *Die Baukunst der Renaissance in Frankreich* (Stuttgart, 1901). — KOECHLIN et MARQUET DE VASSELLOT, *La Sculpture à Troyes et dans la Champagne méridionale au XVI^e siècle* (1900). — LEMONNIER (Henry), *L'Art moderne, 1500-1800* (1913). — MANTZ (P.), *La Peinture française du IX^e au XVI^e siècle* (1898). — MARTIN (H.), *Les Miniaturistes français* (1906). — MARTIN (Camille), *La Renaissance en France; l'architecture et la décoration* (1911). — PALUSTRE (Léon), *La Renaissance en France* (1879-1888, 3 vol.); — *L'Architecture de la Renaissance* (1892). — PERRAULT-DABOT, *L'Art en Bourgogne* (1894). — ROUYER et DARCEL, *L'Art architectural en France depuis François I^{er} jusqu'à Louis XIV* (1866, 2 vol.). — TREMBLAYE (le P. de la), *Solismes, les sculptures de l'église abbatiale, 1490-1553* (Solesmes, 1892). — WARD (W. H.), *Architecture of the Renaissance in France* (Londres, 1911). — BOURDERY et LACHENAUD, *Léonard Limosin* (1897). — CLOUZOT (H.), *Philibert Delorme* (1910). — CURMER, *L'Œuvre de Jehan Fouquet* (1886). — DENIS, *Ligier Richier* (1912). — DUPUY (C.), *Bernard de Palissy* (Poitiers, 1902). — MOREAU-NÉLATON (Et.), *Les Clouet, leurs émules* (1924, 3 vol.). — VACHON (Marius), *Une famille parisienne d'architectes maîtres maçons, les Chambiges* (1907). — VITRY (Paul), *Michel Colombe et la sculpture française de son temps* (1901); — *Jean Goujon* (1908).

FLANDRE-HOLLANDE

BEZOLD (G. von), *Die Baukunst der Renaissance in Deutschland, Holland, Belgien und Dänemark* (Stuttgart, 1899). — BODE, *Studien zur Geschichte der holländischen Malerei* (Braunschweig, 1883). — CROWE et CAVALCASSELLE, *Les Anciens Peintres flamands* (trad. Delpierre, Bruxelles, 1862-1865, 3 vol.). — DURRIEU (comte Paul), *La Miniature flamande au temps de la cour de Bourgogne* (Paris et Bruxelles, 1923). — FIERENS-GEVAERT, *La Renaissance septentrionale* (Bruxelles, 1905); — *Les Primitifs flamands* (Bruxelles, 1908-1912, 4 vol.). — HUMBERT (Ad.), *La Sculpture sous les ducs de Bourgogne* (1918). — MICHIELS, *L'Art flamand dans l'est et le midi de la France* (1877). — HAVARD (Henry), *Histoire de la peinture hollandaise* (1882); — *L'Art et les artistes hollandais* (1880, 4 vol.). — WAAGEN, *Manuel de l'histoire de la peinture, écoles allemande, flamande et hollandaise* (trad. Hymans et Petit, Bruxelles, 1861). — WAUTERS, *La Peinture flamande*. — HYMAN (H.), *Les Van Eyck* (1907). — HUISMAN (G.), *Memling* (1923). — KLEINCLAUSZ, *Claus Sluter* (1905). — VOLL (K.), *Memling* (Stuttgart, 1909). — WEALE (W. H.), *Hans Memling* (Londres, 1901, et [en français] Bruges, 1903); — *The Van Eyck* (Londres, 1912).

ALLEMAGNE

LUBKE (W.), *Geschichte der Renaissance in Deutschland* (2^e éd., Stuttgart, 2 vol.). — PHILIPPE (A.), *Kunst der XV. und XVI. Jahrh. in Deutschland und der Niederlanden* (Leipzig, 1898). — BENOIT (François), *Holbein* (1923). — DAVIES (G. S.), *Hans Holbein* (Londres, 1923). — EPHRUSSI, *Albert Dürer et ses dessins* (1882). — GANZ, *Hans Holbein* (Stuttgart, 1912). — HAMEL (M.), *Dürer* (1904). — MANTZ (Paul), *Hans Holbein* (1886). — RÉAU (L.), *Les Primitifs allemands* (1910); — *Peter Vischer* (1909). — SCHERER (V.), *Dürer* (Stuttgart, 1904). — THAUSING (A.), *Albert Dürer* (trad. Paul Granger, 1878).

ANGLETERRE

BLOMBIELD, *Histoire de l'architecture de la Renaissance en Angleterre* (Batsford, 1897, 2 vol.). — BURGER, *Introduction à l'histoire des peintres de l'École anglaise* (1862). — GOTCH, *L'Architecture de la Renaissance en Angleterre* (Batsford, 1894, 2 vol.). — SCOTT (G.), *The Architecture of humanism* (Londres, 1914).

ESPAGNE

GURLITT et JUNGHÄNDEL, *Die Baukunst der Spanier* (Dresde, 1899). — HAUT (A.), *Die Baukunst der Renaissance in Portugal* (Francfort, 1894, 2 vol.). — SANPERE Y MIQUEL, *Los Cuatrocentistas Catalanes* (Barcelone, 1905-1906, 2 vol.).

MUSIQUE

BORDES (Ch.), *Anthologie des maîtres religieux primitifs des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles* (1892 et années suiv.). — COMBARIEU, *Histoire de la musique, des origines au début du XIX^e siècle* (t. I), *des origines à la fin du XVI^e siècle* (1921). — EXPERT (Henry), *Les Maîtres musiciens de la Renaissance française* (1907 et ann. suiv.). — GASTOUE (Am.), *Les Primitifs de la musique française* (1922). — HALLAYS (André), *La Musique d'église* (« Revue encyclopédique », 1897, p. 305).

LA RÉFORME

I. LA CRISE RELIGIEUSE DU XVI^e SIÈCLE
LES CAUSES ET LE MILIEU

La révolution qui, au XVI^e siècle, brisa l'unité catholique — la Réforme — fut provoquée non seulement par l'affaiblissement de la discipline dans l'Eglise, mais par les faits d'ordre divers qui avaient modifié l'organisation politique et sociale du Moyen âge. Ces faits, qui ont été exposés plus haut, il faut les avoir présents à l'esprit, si l'on veut connaître le milieu où se produisit une crise religieuse dont les conséquences générales ne furent pas moins graves que celles de la crise politique du XVIII^e siècle.

C'est d'abord la constitution en Occident d'États unifiés, prenant la notion de leurs intérêts particuliers, gouvernés par des rois souverains ; c'est, sous l'influence des phénomènes économiques, l'avènement de la bourgeoisie comme classe prédominante, sinon dirigeante, et la formation de la richesse mobilière ; c'est l'amoindrissement de la puissance ecclésiastique ; c'est enfin, avec la Renaissance et l'humanisme, le développement de l'esprit critique. Il faut insister sur les griefs des peuples chrétiens contre le clergé et la papauté.

A la fin du Moyen âge, le spectacle de la société ecclésiastique est, on ne saurait le nier, de nature à attrister, à révolter les consciences chrétiennes. Depuis la guerre de Cent ans, qui a dévasté les contrées les plus prospères de l'Europe, et le Grand Schisme d'Occident, qui a divisé l'Eglise, la civilisation a bien repris sa marche en avant, grâce à la Renaissance ; mais le clergé n'a pas encore remédié au trouble apporté à sa discipline et à ses mœurs par la concurrence du pape de Rome et du pape d'Avignon.

Morale, savoir, organisation, tout est tombé dans le plus grand relâchement. Des chanoines, des évêques, dépouillent la chape pour endosser l'armure de guerre. Les fonctions sacerdotales, inséparables des terres et des revenus qui y sont attachés, forment, du petit au grand, des fiefs où chaque titulaire s'efforce de vivre indépendant ; de là des conflits incessants, qui énervent et discréditent l'autorité religieuse. Les évêques sont souvent en lutte avec les chapitres de leurs cathédrales. Par leurs façons populaires, les moines mendiants séduisent les masses et vivent, hors du cloître, moins en religieux qu'en tribuns ; ils bravent les réprimandes des évêques et leur ferment les portes de leurs couvents, prétendant ne relever que de Rome. Peu à peu, la piété des fidèles se tourne en défiance. Jugeant sévèrement un clergé trop soucieux de bien vivre, les pauvres, les humbles, sont prêts à le rejeter, à le déclarer déchu par ses propres fautes de sa mission sacrée. Gagner le ciel de son effort personnel, sans l'aide du prêtre, est une idée qui fait son chemin.

Alors que l'unité de l'Eglise dépend de la primauté du Saint-Siège, le magistère de Rome sur la chrétienté a pris la forme d'un gouvernement compliqué et abusivement fiscal. Si, comme le disait Æneas Sylvius, le futur Pie II, la cour pontificale est celle qui offre le moins de désordre, il est néanmoins regrettable que la splendeur de son luxe s'alimente des bonnes œuvres des fidèles, du tribut de tous les peuples. « Du dehors, s'écriait Savonarole, elle est belle leur église, avec ses ornements d'or et d'argent, ses brillantes cérémonies, ses vêtements magnifiques, ses mitres d'or, ses pierres précieuses ; mais, dans la primitive Eglise, les calices étaient de bois et les prélats étaient d'or. » A chaque élection pontificale, les cardinaux s'entendent pour arracher au pape qu'ils nomment des avantages matériels : fiefs, châteaux forts hors de Rome, exemptions de taxes, pensions ; ils prétendent partager la souveraineté spirituelle et temporelle de leur élu.

Aussi que d'intrigues violentes ou insinuant ! Pour imposer leurs créatures au Sacré Collège et leurs volontés au Saint-Siège, les Colonna et les Orsini, chefs de factions rivales, suscitent des émeutes dans la Ville Éternelle. De leur côté, les papes cherchent à se créer parmi les cardinaux une majorité fidèle, et, cédant à une faiblesse affectueuse pour leur famille, ils pratiquent le népotisme. C'est ainsi que le premier pape de la maison génoise de la Rovère, Sixte IV (1471-1484), n'a rien de plus pressé que de nommer cardinaux ses deux neveux, Julien de la Rovère, le futur Jules II, et Pierre Riario ; mais, dès la mort du pontife, ceux-ci sont, ainsi que leurs compatriotes établis à Rome, assaillis par les Colonna. Julien fait venir de l'artillerie dans sa demeure ; le cardinal espagnol Rodrigo Borgia suit ce

fâcheux exemple. Quand ce dernier a ceint la tiare, sous le nom d'Alexandre VI (1492-1503), Rome est ensanglantée par l'ambition criminelle de César Borgia. Autour de la ville, les condottieri tendent leurs embûches, dévastent l'Italie pour s'y tailler des principautés, intriguent avec les souverains étrangers, dont ils provoquent les invasions. Les papes sont devenus de véritables chefs italiens, qui semblent oublier leur mission catholique pour des intérêts matériels immédiats, et les nécessités de la politique les conduisent à faire de leur patrimoine un État, à développer leur puissance temporelle. L'énergique Jules II, soucieux de maintenir la puissance spirituelle du Saint-Siège, mais souverain trop exclusivement politique, oppose les nations les unes aux autres et fait couler le sang chrétien. Au dire de Machiavel, les peuples voisins de la capitale de l'Eglise chrétienne « sont d'autant moins religieux qu'ils sont plus près ».

Depuis le Grand Schisme, la conviction unanime s'est répandue dans la chrétienté qu'il faut commencer par réformer la tête de l'Eglise. Pour cette réforme, tout un siècle, le XV^e, a compté sur les conciles, mais la cause des conciles réformateurs a été définitivement perdue au « conciliabule » de Pise.

Les assemblées oecuméniques de l'Eglise ont d'ailleurs été affaiblies par le défaut de cohésion dans les visées réformatrices. L'unité morale, née au Moyen âge de l'unité des croyances, a été entamée par la formation d'États centralisés, et cette situation politique nouvelle a coïncidé avec le relâchement de la discipline ecclésiastique, avec les premières attaques dirigées contre l'autorité spirituelle : le principe théocratique unitaire entre en conflit avec le principe national. Les Pères de Constance et de Bâle votent non plus par tête, mais par nation. Chaque gouvernement exprime, dans ses projets de réforme religieuse, ses aspirations particulières, et la négociation des Concordats institue un débat direct entre le pape et les souverains temporels. La papauté, tombée pendant le Grand Schisme à un rang subalterne, retrouve ainsi une place éminente parmi les monarchies, mais le prestige de ses relations avec les gouvernements l'éloigne des simples fidèles. Le souverain pontife n'est plus, comme jadis, en contact avec les peuples ; sa pensée ne parvient plus qu'aux souverains, par l'intermédiaire de légats et de nonces ; il voit même s'amoindrir son autorité sur le clergé.

L'humanisme fut une autre cause de la Réforme. Il y eut sans doute des humanistes chrétiens, qui tentèrent de concilier le dogme et la critique personnelle, le christianisme et la philosophie antique ; mais, outre que leur savoir faisait ressortir l'ignorance des clercs, ils devaient nécessairement, quelle que fût l'orthodoxie de leurs spéculations, développer l'esprit de libre examen. Ils entendaient commenter les anciens par leurs propres lumières, par la raison, et ce fut précisément la méthode que les réformateurs appliquèrent à l'Évangile. Il se forma dans les esprits, sur le modèle des héros de la Grèce et de Rome, un idéal nettement individualiste.

Les papes eux-mêmes, par leurs encouragements aux lettrés et aux artistes, contribuèrent à propager la philosophie et les légendes du paganisme. Laurent Valla, Le Pogge sont pourvus d'emplois à la cour romaine ; Érasme est honoré de l'amitié de Léon X ; la mythologie pénètre dans le palais des papes, dont le mécénat suscite le mécontentement des fidèles trop souvent sollicités de contribuer aux embellissements de Rome par des redevances et des bonnes œuvres. L'étranger qui, comme Luther en 1511, visite Rome et y cherche les objets traditionnels de la piété, s'irrite de voir la vieille basilique de Saint-Pierre remplacée par un temple immense, élevé à grand renfort d'indulgences. Il apprend que les dons de sa piété sont trop souvent détournés de leur destination par la politique ou par le népotisme. Jules II solde des mercenaires suisses et Léon X dote son neveu. Depuis la prise de Constantinople, les papes ne cessent de convoquer les princes à la croisade ; les princes n'arrêtent pas les progrès des Turcs, mais les sujets paient. Le roi de Portugal s'approprie un tiers de la *cruciata*. Le roi d'Espagne n'est pas plus scrupuleux, et Rome porte la responsabilité de ces abus.

Au produit des redevances s'ajoute celui des bonnes œuvres, en particulier des collectes d'indulgences. L'argent ainsi perçu reçoit les affectations les plus diverses : subventions à des établissements charitables comme l'Hôtel-Dieu ou les Quinze-Vingts à Paris, réparation des digues de Hollande, grâce à l'indulgence de 1515 ; rachat aux

Turcs de captifs chrétiens. Léon X paie d'une indulgence au couvent de Corbie le manuscrit des six premiers livres des *Annales* de Tacite. Jules II, économe autant qu'autoritaire, avait, en dépit de ses guerres, amassé des économies : Léon X, par ses prodigalités, eut tôt fait de doubler la dépense de sa cour et de substituer les dettes aux réserves. Il consomma, dit une pasquinade, « trois pontificats : le trésor de Jules II, les revenus de son propre règne, et ceux de son successeur ».

Léon X, pape de 1513 à 1521, ferma, avec le concile du Latran, l'ère des assemblées réformatrices et secoua la tutelle des cardinaux. L'un d'eux, Petrucci, ayant voulu l'empoisonner, il saisit cette occasion pour faire la promotion exceptionnelle de juillet 1517 ; il remplaça les cardinaux condamnés ou suspects, porta de vingt-sept à trente-deux le nombre des membres du Sacré Collège et brisa la résistance d'une oligarchie qui disputait au pape l'administration de l'Église. Mais, après avoir ainsi fortifié l'autorité pontificale, il s'abandonna aux entraînements de sa nature délicate, indolente et futile. Réformer l'Église était une tâche trop lourde pour lui. Légèrement sceptique à l'endroit de l'effort humain, aimant le monde et l'élégance, il se sentait attiré par les séductions de la Renaissance italienne. En accédant au pontificat, il aurait prononcé ces paroles caractéristiques : « Jouissons de la papauté, puisque Dieu nous l'a donnée. » Jouir de la papauté, c'était, pour lui, employer son argent en livres et en monuments, garnir les bibliothèques, orner les musées de Rome ; c'était aussi ressusciter l'antiquité païenne dans des fêtes égayées par les libres scènes de la mythologie ou par la bouffonnerie des anciens. Le retentissement de ces solennités frivoles, déplacées à la cour de Rome, se propageait au delà des Alpes. Les artistes, les lettrés se louaient de l'abord facile, de la large compréhension, de la magnificence d'un pape qui continuait la tradition des Médicis ; ils fondaient, par leurs œuvres, la durable réputation du pontife mécène, et nulle flatterie de la renommée ne pouvait plaire davantage à Léon X ; mais en même temps qu'il gagnait et exerçait une sorte de patronage intellectuel, le pape perdait pour lui et pour ses successeurs la tutelle morale d'une partie de l'Europe.

Abus ecclésiastiques et application de l'esprit critique aux Livres saints, voilà deux causes déterminantes de la Réforme, celles que l'on considère généralement comme essentielles. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la crise du XVI^e siècle ne fut pas seulement religieuse. Elle eut aussi des causes politiques et sociales, car elle se produisit dans un milieu dont les traits dominants sont, nous l'avons dit, l'absolutisme monarchique, la constitution de la classe bourgeoise, la transformation de la vie économique. C'est pourquoi elle n'eut ni les mêmes caractères, ni les mêmes effets chez tous les peuples chrétiens, qui suivirent respectivement les impulsions de leur tempérament, les tendances de leur esprit, et même leurs traditions. On verra aussi que les divisions d'ordre spirituel eurent pour conséquence des divisions politiques, à la suite desquelles l'équilibre des forces européennes se trouva profondément bouleversé.

Les diverses Églises protestantes formulèrent dans des « Confessions » les principaux articles de leur foi. Mais, luthériennes ou réformées, ces « confessions » eurent pour principe commun le salut ou la justification par la foi, en opposition au mérite des œuvres, et l'autorité souveraine de l'Écriture interprétée par la raison individuelle, en opposition avec les définitions données par les conciles et les papes.

II. LA RÉFORME ALLEMANDE

L'ALLEMAGNE AVANT LUTHER.

— C'est l'Allemagne qui, la première, se sépara de Rome. Elle y était préparée par son histoire, par son état social, par l'éducation de ses humanistes, par l'opposition du germanisme et de la latinité.

Depuis la querelle du Sacerdoce et de l'Empire, la soldatesque teutonne avait vu tant de fois, quand elle passait les Alpes, les Italiens fuir « comme des colombes devant l'épervier », que le peuple allemand répugnait à accepter l'hégémonie morale et intellectuelle du Saint-Siège et de l'Italie, qui leur inspiraient des sentiments mêlés de jalousie et de mépris.

De par la constitution du Saint-Empire romain germanique, l'empereur, représentant de l'Allemagne, n'était-il pas « l'évêque du dehors » ? L'Église n'avait-elle pas remis la garde de ses intérêts et donné toute sa confiance à l'empereur

Sigismond, protecteur du concile de Constance ? Enfin, le pape et les conciles n'ayant pas réussi à réformer l'Église, cette mission n'incombait-elle pas à l'Allemagne ? Les empereurs n'avaient jamais douté de leur pouvoir ni de leur devoir à ce sujet. En 1359, Charles IV, père de Sigismond, dans une assemblée allemande adressait au légat pontifical cette embarrassante interrogation : « D'où vient que le pontife, qui demande tant d'argent au clergé, s'occupe si peu d'en corriger les mœurs ? » Ces paroles soulevaient, dès le XIV^e siècle, la question qu'allaient résoudre contre le pape les réformateurs du siècle suivant. Le Saint-Siège exploitait la nation allemande et ne lui donnait pas les pasteurs capables de la conduire dans la voie du salut. Il est vrai de dire que le pape n'était pas plus responsable que l'empereur du mauvais choix des prélats allemands et des déportements du clergé : c'est la féodalité, encore toute-puissante en Allemagne, qui mettait en possession des principautés et des riches bénéfices ecclésiastiques des prélats faits à son image, c'est-à-dire batailleurs, avides et ignorants. La guerre privée naissait d'une compétition de deux candidats au même évêché. Ainsi Diether d'Izembourg, rejeté par le pape pour son inconduite, les irrégularités de son élection et son retard à payer l'annate, disputa, les armes à la main, l'archevêché électoral de Mayence à Adophe de Nassau, son remplaçant (1461). Les prélats allemands, issus presque tous de familles princières, vivaient en grands seigneurs turbulents, amis des plaisirs grossiers, dédaigneux de tout savoir. Un tiers du sol allemand leur appartenait. Ils se servaient de l'Église plus qu'ils ne la servaient. Au temps de Charles-Quint, l'archevêque électeur de Cologne ignorait à ce point la langue latine qu'il passait pour n'avoir dit la messe que trois fois dans sa vie. Les roturiers, maintenus dans les rangs inférieurs du clergé, devaient se contenter de petits bénéfices, insuffisants pour les nourrir et les occuper.

Lors de l'avènement de Charles-Quint, la fortune de la bourgeoisie allemande était encore considérable ; les Fugger, banquiers à Augsbourg, avaient pu fournir au nouvel empereur l'argent nécessaire à son élection. Mais l'industrie et le commerce étaient largement rançonnés par le brigandage ; les célèbres « chevaliers brigands » guettaient sur les routes du Rhin et du Mein les marchands qui ne voyageaient qu'en caravanes armées. Les mercenaires revenus des guerres d'Italie, les lansquenets habitués à compléter par le butin une solde trop souvent arriérée, formaient des associations de bandits. Les villes et les seigneurs fortifiaient leur résistance par la création des ligues ; Maximilien en était réduit à encourager le développement de la ligue souabe pour procurer la tranquillité à l'Allemagne du Sud avec le concours de la féodalité. L'Empire était, en somme, dans un tel état d'anarchie que la crise sociale, agissant à la fois comme cause et comme effet, imprima à la Réforme allemande un caractère révolutionnaire.

Enfin l'expansion du savoir, en Allemagne, pendant le demi-siècle qui précéda la Réforme, fut extrêmement rapide. On y recherchait les auteurs anciens, moins pour admirer leur beauté que pour les commenter et ouvrir des écoles. Les princes allemands, enviant la renommée des mécènes d'outre-monts, multiplièrent le nombre des foyers d'études ; neuf universités s'ouvrirent en Allemagne de 1450 à 1506. Celle qui devait être le berceau de la Réforme, l'Université de Wittenberg, fut fondée en 1502 par l'électeur de Saxe, Frédéric le Sage. L'humanisme allemand se montra d'abord aussi respectueux



VUE DE WITTENBERG EN 1546. — C'est à la porte de l'église de Wittenberg que Luther afficha, le 31 octobre 1517, ses fameuses « propositions ». — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

de l'Eglise que de l'Antiquité, mais l'érudition allemande ne progressa pas sans disputes; Reuchlin (1455-1522), convaincu que les livres ~~talinniques~~ ^{talinniques} pouvaient aider à mieux comprendre la Bible, voulut sauver ces écrits menacés de destruction par le zèle fanatique d'un israélite converti, Jean Pfefferkon, que secondaient les dominicains de Cologne. On échangea de part et d'autre, en de nombreux libelles, les accusations d'ignorance ou d'hérésie. Condamné par la faculté de théologie de Cologne, puni par l'empereur, Reuchlin gagna sa cause devant l'évêque de Spire, commis par le pape. Il publia alors les lettres que lui avaient adressées divers savants (*Clarorum virorum Epistolæ*, 1514), et qui inspirèrent à Ulrich de Hutten ses célèbres pamphlets : *Epistolæ obscurorum virorum*.

Un érudit plus considérable, Érasme, entrera dans la lice. Tout en se brouillant avec Luther, qu'il accusait de violence outrée, tandis que le réformateur lui reprochait sa modération, il devait contribuer puissamment, lors de son séjour à Bâle, aux progrès de la Réforme.

MARTIN LUTHER (1483-1546). — L'homme qui provoqua dans la chrétienté la scission la plus profonde, Martin Luther, était né à Eisleben, en Thuringe. Fils d'un pauvre mineur, il eut une enfance misérable. « Ne méprisez pas, a-t-il écrit, les pauvres jeunes gens qui chantent à vos portes en demandant le pain pour l'amour de Dieu. Moi aussi j'ai été un de ces mendiants affamés, j'ai reçu le pain aux portes des maisons, particulièrement à Eisenach, ma chère ville. » C'est là que ses parents l'avaient envoyé, comptant qu'il serait assisté par la famille de sa mère, mais le secours lui vint d'un autre côté. Le charme de son enfance indigente et sa jolie voix lui valurent d'être maternellement recueilli par une pieuse veuve, Ursole Cotta, et il fut désormais à l'abri du besoin.

A dix-huit ans, il commença, à l'Université d'Erfurt, des études qui fondèrent sa réputation comme philosophe et comme juriste; les vers joyeux qu'il composait et chantait lui conquièrent une véritable popularité parmi ses camarades. Ses parents étaient justement fiers de lui. Mais il se préoccupait surtout du salut de son âme inquiète et triste, ayant jusqu'à l'angoisse la crainte de Dieu. Déjà fortement impressionné par une blessure dangereuse, qu'il s'était faite avec son épée, il fut si effrayé par un coup de foudre, qui éclata tout près de lui, qu'il s'écria : « Sauve-moi, chère sainte Anne, et je me ferai moine ! » Il entra, en effet, dans l'ordre mendiant des Augustins. Au couvent, il s'adonna à des mortifications excessives, à des méditations anxieuses sur son salut. L'affaiblissement de sa santé, ses tourments n'échappèrent pas à l'un des chefs de l'ordre, le vicaire général Staupitz, qui résolut de donner un aliment à l'exaltation du moine (1508).

L'électeur de Saxe, Frédéric le Sage, venait précisément de fonder l'Université de Wittenberg. Appelé à y professer, Luther séduisit la jeunesse par son éloquence et aussi par la nouveauté de son enseignement, qui faisait dire au premier recteur, Mebrichstadt : « Ce moine déconcertera tous nos docteurs : il apportera une doctrine nouvelle et reformera l'Eglise, car il s'appuie sur les écrits des prophètes et des apôtres : il se tient à la parole de Jésus-Christ. Voilà ce que ni la philosophie, ni la sophistique, ni les albertistes, ni les thomistes, ne parviendront jamais à empêcher et à détruire. » Rejetant la doctrine scolastique et dépréciant Aristote, « le maître qui voulait bâtir sur l'homme au lieu de bâtir sur Dieu », Luther prétendit faire prévaloir la doctrine de saint Augustin, celle de saint Paul, plus rapprochée de l'Evangile, et c'est à la méditation de ce livre qu'il appela les étudiants chrétiens.

Son dédain pour les bonnes œuvres recommandées par la curie romaine date, a-t-il dit, du voyage qu'il fit à Rome, en 1511, pour le service de son Université et qui, entrepris avec une dévotion docile, lui laissa de pénibles souvenirs. Il s'indigna du faste, puis de la vie profane des cardinaux et du clergé; il détesta les œuvres qui faisaient les frais du luxe romain. Il en vint bientôt à considérer comme insuffisant pour le salut tout effort de l'homme vers le bien, à professer qu'une croyance invincible dans les mérites du Christ, qui a expié par la Passion les fautes des hommes, peut seule mériter le ciel,

bref à préconiser la justification par la foi, qui fut le dogme fondamental de la Réforme. Il était déjà hérésiarque, mais il n'en avait pas conscience, se jugeant en communauté d'idées avec les grands docteurs de l'Eglise, à commencer par saint Bernard.

LA COLLECTE D'INDULGENCES. — La collecte d'indulgences faite au profit de Saint-Pierre de Rome fut, pour lui, l'occasion de réprouver les œuvres et les pratiques de l'Eglise catholique. Dans l'Allemagne du Nord, le rôle de dispensateur des indulgences avait été attribué à Albert de Brandebourg, prince électeur de Mayence, archevêque de Magdebourg, autorisé à cumuler les bénéfices de trois évêchés moyennant un versement onéreux à la cour de Rome. Le prélat dépensait beaucoup en travaux de construction et il attirait les humanistes à Mayence par ses largesses; il avait dû emprunter à la banque des Fugger la somme qu'il avait versée au Trésor pontifical, et une part prélevée sur la collecte des indulgences devait lui permettre d'éteindre sa dette. On vit donc un employé des grands banquiers siéger dans les églises en compagnie du prédicateur de l'indulgence, le dominicain Tetzel.

Entre l'ordre des Dominicains et celui des Augustins, jaloux l'un de l'autre, il y avait un conflit de doctrine. Il éclata lorsque Luther, la veille de la fête de la Toussaint (31 octobre 1517), afficha sur le portail de l'église du château de Wittenberg quatre-vingt-quinze propositions contre les indulgences. Tetzel s'empressa de défendre la thèse contraire en cent dix contre-propositions. Luther, dans une assemblée de son ordre, soutint publiquement la doctrine augustinienne de la grâce.

« Querelle de moines ! », s'écria Léon X au premier bruit de cette polémique, qui ne portait, croyait-il, que sur la doctrine des œuvres; car il ignorait la longue élaboration des idées de ce « frère Martin », dont il aurait dit qu'il était « un beau génie ». La dispute s'échauffant, il envoya à Luther (7 août 1518) une citation à comparaître à Rome, sous peine d'excommunication, pour répondre à l'accusation d'hérésie. Frédéric le Sage obtint qu'il fût cité à Augsbourg, où était réunie la Diète, et entendu par le cardinal légat Cajetan. Luther refusa de se rétracter, à moins d'être convaincu par des textes de l'Ecriture; et, congédié par le légat, il en appela « du pape mal informé au pape mieux informé », enfin du pape au concile. Pendant l'inter règne qui suivit la mort de Maximilien, l'Evangéliste de Wit-

tenberg — surnom donné dès ce moment au réformateur — bénéficia des ménagements que lui valait la protection de Frédéric le Sage, vicaire de l'Empire jusqu'à l'élection de Charles-Quint.

Une sorte de trêve était intervenue à la suite de l'entretien que Luther avait eu, sur l'ordre du pape, avec le camérier Charles de Miltitz; mais elle fut rompue après le colloque de Leipzig (27 juin-16 juillet 1519), où le théologien Jean Eck discuta avec Luther, qu'avait suivi son fidèle Mélanchthon. Luther déclara formellement que le chrétien était sauvé par la seule foi en Jésus-Christ, puisée directement dans l'Evangile; qu'il n'était besoin, pour se faire ouvrir le ciel, ni des indulgences, ni des autres bonnes œuvres; que l'invocation des saints et le recours au sacerdoce étaient superflus, tout chrétien étant prêtre du moment où il forme individuellement sa conviction par la lecture de l'Evangile. La rupture avec Rome était imminente.

RUPTURE AVEC ROME. — De l'année 1520 datent les trois écrits, dits « réformateurs », composés par Luther et dont le premier est intitulé : « *A la noblesse chrétienne de la nation allemande, touchant la réformation de la chrétienté.* » En y attaquant non seulement la puissance temporelle du pape, mais aussi la propriété ecclésiastique, il gagnait l'appui de la plupart des princes laïcs d'Allemagne, qu'il encourageait à empiéter sur les domaines des évêchés et des abbayes.

La bulle *Exsurge Domine* (2 juin 1520) condamna quarante et une propositions tirées des ouvrages de Luther, qui publia alors, coup sur coup, le deuxième et le troisième de ses écrits réformateurs. Dans le traité *De la captivité de Babylone*, il représentait l'Eglise comme



MARTIN LUTHER (1483-1546). — Peinture de Lucas Cranach. — Galerie des Offices, Florence. CL. ALINARI.

prisonnière de Rome ; quant au dogme, il s'élevait contre la transsubstantiation, le sacrifice de la messe, la communion sous une seule espèce ; il soutenait que, d'après l'Écriture, le clergé n'avait à conférer que trois sacrements : le baptême, la pénitence et la communion, celle-ci donnée sous les deux espèces et expliquée dans un sens assez différent de l'interprétation catholique ; la messe devait être remplacée par un office en langue vulgaire. Enfin, dans un petit livre, *De la liberté chrétienne*, dédié à Léon X, il développait une double thèse : « Le chrétien est un homme libre, maître de toutes choses ; il n'est soumis à personne. Le chrétien est un serviteur plein d'obéissance ; il se soumet à tous. »

A la condamnation de ses propositions, il riposta violemment : « Pape Léon, et vous tous qui avez à Rome quelque puissance, je vous accuse et vous déclare ceci en plein visage, c'est que si cette bulle est de vous, moi, dans ma pleine autorité d'enfant de Dieu et cohéritier de Jésus-Christ, fondé sur le roc et ne craignant point les portes de l'enfer, je vous exhorte, au nom du Seigneur, à rentrer en vous-mêmes et à mettre fin à vos blasphèmes. Si vous ne le faites pas, sachez que moi et tous les serviteurs de Jésus-Christ nous considérons désormais votre siège comme le siège de l'Antéchrist, auquel nous cessons d'être unis. » Puis il brûla solennellement la bulle, ainsi que les Décrétales, devant les professeurs, les étudiants et le peuple, et il consumma la rupture avec Rome en publiant un nouvel écrit, *Contre l'exécrable bulle de l'Antéchrist*.

LA DIÈTE DE WORMS (1521). — LUTHER A LA WARTBURG. — Du jour où Charles-Quint cita Luther à comparaître devant la Diète d'Empire, convoquée à Worms, la Réforme allemande sortit du cercle de la théologie et de l'humanisme : elle devint un grand fait politique.

Luther passa outre aux avis de ceux qui lui conseillaient de ne pas affronter la dangereuse épreuve. « Si l'empereur m'appelle, répond-il, je ne puis douter que ce ne soit l'appel de Dieu même. » Il reçut, chemin faisant, des marques de vénération, et il parut, le 17 avril 1521, devant la Diète, où il prit l'entière responsabilité de ses doctrines, rejetant l'autorité du pape et celle des conciles. « Je ne puis, conclut-il, ni ne veux me rétracter en rien ; car il est dangereux d'agir contre sa conscience... Me voici, je ne puis autrement, que Dieu m'assiste ! » Couvert par le sauf-conduit qui lui avait été délivré, il quitta Worms pour la Saxe (26 avril). Mais des cavaliers, apostés par Frédéric, l'enlevèrent et le conduisirent secrètement au château de la Wartburg, où il se trouva en sûreté. Mis au banc de l'Empire, il mena dans l'isolement une existence d'apôtre et aussi de visionnaire : car il s'imaginait voir le diable et conférer avec lui. De la Wartburg, ses écrits suscitèrent l'enthousiasme, aussi bien ses dialogues avec le démon que sa version de la Bible. Celle-ci avait été déjà traduite en haut allemand et en bas allemand, mais la version de Luther fit oublier toutes les autres ; elle devint à la fois le texte liturgique des Réformés et l'œuvre fondamentale de la littérature allemande.

LA CRISE SOCIALE DE LA RÉFORME ALLEMANDE. — SACRAMENTAIRES ET ANABAPTISTES. — Un « chevalier brigand », Franz de Sickingen, type accompli de l'aventurier batailleur de cette rude époque, avait promis son appui au Réformateur, et il envahit, en effet, les États de l'archevêque de Trèves ; mais il fut repoussé (14 septembre 1522), attaqué par les Palatins et les Hessois, assiégé dans son château de Landstuhl et mortellement blessé par un boulet (2 mars 1523).

Au banditisme de la noblesse besogneuse succéda, à la faveur de la crise religieuse, une révolte des ouvriers et des paysans, qui avaient tiré surtout de la lecture de l'Évangile une leçon d'égalité. *Anabaptistes* et *sacramentaires* prétendirent réaliser à la fois une réforme religieuse et une réforme sociale.

L'anabaptisme avait pour fondement ces paroles de l'Évangile : « Celui qui croira et sera baptisé sera sauvé, mais celui qui ne croira pas sera condamné. » Le baptême, administré à des enfants encore incapables de foi consciente, doit donc être renouvelé à l'âge adulte, et en outre conféré après un péché grave.

Les premières manifestations des anabaptistes (ou rebaptiseurs) remontent à l'année 1521. Le signal en fut donné par un prédica-

teur, Thomas Münzer, assisté du drapier Nicolas Storch. Tous deux s'emparèrent de l'administration de la ville industrielle de Zwickau et préconisèrent, avec l'abolition de toute hiérarchie, l'instauration sur la terre du royaume de Dieu : il n'y aurait ni rois ni prêtres ; les impies seraient exterminés ; tous les biens seraient communs.

Environ dix mille ouvriers, mineurs de la Saxe et de la Thuringe, marchèrent, sous la bannière de Münzer, contre une armée de seigneurs, en criant : « Évangile, Évangile ! » Ils n'avaient, pour la plu-



FRÉDÉRIC III, LE SAGE, électeur et duc de Saxe (1463-1525). — Peinture d'Albert Dürer. — Musée de Berlin.
CL. HANFSTAENGL.

part, que des pics et des marteaux, mais leur chef leur avait promis le secours de légions d'anges, et il les conduisit à l'attaque de Frankenhäusen, quartier général de la noblesse de Thuringe. Les princes de Hesse, de Saxe et de Brunswick, prenant l'offensive, écrasèrent les anabaptistes (15 mai 1525) et firent périr Münzer.

Pendant ce temps, à Wittenberg, l'archidiacre Carlstadt avait fondé la secte des *sacramentaires* qui, sur l'essence et le caractère de la Cène, se trouvèrent en opposition radicale avec le dogme catholique et, sous prétexte de débarrasser les églises d'objets d'idolâtrie, se livrèrent à des opérations iconoclastes.

Dans l'Allemagne du Sud, il s'était créé des organisations populaires, comme la ligue du Soulier (1) et l'association du « pauvre Conrad ». Sous l'influence des prédications anabaptistes ou sacramentaires, cent mille paysans, formant la « Sainte armée de l'Union », dévastèrent les couvents, massacrèrent les seigneurs, pillèrent les agglomérations urbaines. Ces apôtres de la fraternité évangélique prétendaient imposer une Constitution en douze articles, adoptée par une assemblée du peuple réunie à Heilbronn. Tandis que les féodaux, directement menacés, reconstituaient la « Ligue souabe » sous les ordres de Ferdinand, frère de Charles-Quint, les paysans, peu confiants dans leurs chefs, mettaient à leur tête Götz de Berlichingen, ce chevalier brigand qui avait remplacé par une main de fer sa main droite perdue au siège de Landshut et dont Goethe a fait revivre la curieuse personnalité ; mais, présentant un désastre, le général trahit ses troupes. Elles furent écrasées à la bataille de Koenigs-hofen (30 mai 1525), suivie d'impitoyables dévastations et d'exécutions sommaires.

FONDATION DE L'ÉGLISE LUTHÉRIENNE. — LA CONFESSION D'AUGSBOURG (1530). — Luther, toujours au ban de l'Empire, sortit courageusement de la Wartburg, malgré la défense du prince, quand il apprit en quel déplorable état la Saxe avait été mise par l'armée des *prophètes célestes*, comme il appelait ironiquement Münzer et Carlstadt. Il reparut soudain dans une église de Wittenberg (mars 1522) et, montrant les débris des statues détruites par les anabaptistes, qui voyaient en elles des idoles : « C'est du cœur, dit-il, qu'il fallait les arracher. »

(1) *Bundschuh* ou ligue du Soulier, ainsi appelée parce qu'un soulier figurait sur la bannière des paysans de la région de Spire qui avaient fondé cette association en 1502.



PHILIPPE MÉLANTHON (1497-1560). — Gravure d'Albert Dürer.



OUVERTURE DE LA CÉLÈBRE DIÈTE DE WORMS (1521). — D'après une gravure populaire du temps.
Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Mais il accompagnait ce conseil d'intelligente tolérance d'un féroce anathème aux vaincus. Il avait semblé d'abord vouloir arrêter le bras des princes : « Au nom de Dieu, s'écriait-il, point de flammes ni de gibet, ni de sang parmi nous ? » Mais dans son libelle *Contre les hordes homicides et pillardes des paysans*, il approuvait l'impitoyable répression qui s'appesantissait sur les rebelles. « Il faut, écrivait-il, leur faire comprendre leur devoir par l'arquebuse et le fouet... C'est maintenant le temps du glaive, le temps de la colère et non celui de la grâce. »

L'année 1525 fut considérable dans la vie de Luther. C'est alors qu'il épousa Catherine de Bora, une nonne du couvent de Nintschen ; c'est alors aussi qu'il eut à soutenir une controverse célèbre contre Érasme : au traité *De libero arbitrio* du célèbre humaniste, défenseur de la liberté de l'homme, il répondit par son *De servo arbitrio*, affirmant que notre salut est à l'avance déterminé par Dieu.

Le temps est proche où Luther va fonder son Église avec le concours dévoué du savant et doux Mélanchthon, sous le patronage des princes. En effet, Charles-Quint, cédant, après la rupture de la paix de Madrid, à des considérations de politique extérieure, se résigna à une importante concession. A la Diète de Spire (1526), son frère Ferdinand permit aux princes de suspendre l'exécution des mesures décrétées à Worms contre le Réformateur : chaque État se comporterait, en matière religieuse, comme bon lui semblerait. Après la mort de Frédéric le Sage (1525), les princes, notamment ceux de l'Allemagne du Nord, adhérèrent à la Réforme et se groupèrent autour du nouvel électeur Jean de Saxe, du landgrave Philippe de Hesse et d'Albert de Hohenzollern, cousin de l'électeur de Mayence. Ce Hohenzollern, naguère grand maître de l'ordre Teutonique, venait d'épouser la princesse Dorothée de Danemark et de constituer, au moyen des biens de l'ordre, un domaine patrimonial, origine du duché héréditaire de Prusse. Luther put donc organiser son Église : il régla les détails du culte et rédigea son *Grand Catéchisme* (1529), puis son *Petit Catéchisme* qui, avec sa traduction de la Bible, exerça une si grande influence en Allemagne. Il entra en conflit avec Zwingle sur la question de la Cène, au sujet de laquelle il s'était déjà séparé des anabaptistes et des sacramentaires, soutenant opiniâtrement la doctrine de la présence réelle du Christ dans la communion.

Au mois d'avril 1529, une nouvelle Diète se réunit à Spire, sous la présidence de Ferdinand. L'empereur voulait revenir sur les décisions prises dans la Diète de 1526, prohiber les sécularisations, interdire l'introduction de la Réforme là où elle n'avait pas encore pénétré et s'opposer à toute innovation là où elle avait été adoptée. Six princes et dix-huit villes protestèrent contre les décisions de la Diète au moyen d'une déclaration (d'où le nom de *protestantisme*) ; ils y professaient que, « dans les choses qui regardent l'honneur de Dieu et le salut des âmes, chacun est responsable de lui-même » (19 avril 1529).

Charles-Quint était en Italie. Redoutant les mesures de sévérité que l'empereur annonçait, le landgrave Philippe de Hesse s'efforça de rapprocher Luther et les Suisses, qui, sous l'influence de Zwingle, avaient rompu avec Rome, mais que l'acceptation de la doctrine sacramentaire séparait de Luther. Celui-ci consentit à se rencontrer à Marbourg avec le réformateur suisse. Mais l'accord ne put se faire, et ni les Suisses ni les villes de l'Allemagne du Sud ne furent convoqués l'année suivante à la Diète d'Augsbourg.

LA CONFESSION D'AUGSBOURG (25 juin 1530). — Le pouvoir impérial est pour ainsi dire absent de l'Allemagne pendant les années décisives de la crise religieuse ; la révolte des paysans coïncide avec la bataille de Pavie, et, pendant que Charles-Quint s'applique à conquérir l'Italie, l'alliance de François I^{er} avec Soliman le Magnifique jette les Turcs sur les États danois, qui couvrent l'Allemagne. La Hongrie succombe à la bataille de Mohacz (1526) ; la Diète de Spire s'est à peine séparée que les Turcs mettent le siège devant Vienne (septembre 1529).

Mais, l'année suivante, la maison d'Autriche a rétabli son prestige et sa force tant par l'heureuse défense de Vienne que par l'accession de Ferdinand au trône de Bohême ; l'empereur, maître de l'Italie, est en paix avec le pape et le roi de France. Charles-

Quint peut donc porter de nouveau son attention sur les affaires intérieures. Il convoque une Diète à Augsbourg, espérant en finir par un accommodement avec la question religieuse, et il invite les protestants à faire l'exposé de leurs dissentiments avec Rome. C'est dans ces circonstances que Mélanchthon rédigea la célèbre *Confession d'Augsbourg*. Elle fut lue publiquement devant la Diète présidée par l'empereur, le 25 juin 1530, et les luthériens l'adoptèrent pour la règle de leur foi.

L'empereur ne l'accepta pas et, ayant fixé aux princes un délai pour la restitution des biens sécularisés, il rapporta la mesure de sursis dont le Réformateur avait bénéficié.

LA LIGUE DE SMALKALDE (1531). — A la suite de conférences tenues à Smalkalde du 22 au 31 décembre 1530, puis du 29 mars au 4 avril 1531, l'Électeur de Saxe, le landgrave de Hesse, plusieurs autres princes allemands et onze villes protestantes formèrent, pour six ans, la *Ligue évangélique*, dont le véritable but était de leur permettre de conserver leurs avantages territoriaux. Les confédérés négocièrent avec la France et l'Angleterre, refusèrent d'aider l'empereur contre les Turcs et s'élevèrent contre la proclamation de Ferdinand comme roi des Romains. Ferdinand fit comprendre à l'empereur que l'hostilité des protestants paralyserait la résistance à l'invasion turque, et, sous la menace du péril, Charles-Quint signa l'*interim* de Nuremberg (23 juillet 1531). Grâce à cette trêve religieuse, il put marcher contre Soliman, qui s'éloigna de Vienne ; mais, en 1534, les hostilités éclatèrent lorsque le landgrave de Hesse voulut rétablir le duc Ulrich de Wurtemberg dans ses biens confisqués. Elles furent interrompues par un soulèvement des anabaptistes, et l'empereur dut, par le traité de Cadan, consentir à de nouvelles concessions (juillet 1534).

Aux conférences de Smalkalde (décembre 1535), la Ligue fut prorogée pour dix ans ; elle fit alliance avec le roi de Danemark.

LES ANABAPTISTES DE MUNSTER (1532-1536). — Les guerres auxquelles donna lieu en Suisse la crise religieuse se terminèrent, en 1531, par la victoire des catholiques à la bataille de Cappel, où Zwingle trouva la mort. Mais si la propagande proprement zwinglienne subit alors un temps d'arrêt, les luthériens assistèrent à une recrudescence de l'agitation anabaptiste. La secte n'avait pas été anéantie ; car, depuis la terrible répression de la révolte des paysans, ses adeptes emplissaient les villes de Flandre, de Hollande, les cités rhénanes, Strasbourg notamment, en dépit du sort qui les attendait aussi bien en terre protestante qu'en terre catholique. A Zurich le conseil zwinglien faisait noyer dans le lac, « afin de les mieux rebaptiser », ces fanatiques du baptême ; ailleurs, ils étaient condamnés au bûcher. Des prophètes, qu'ils croyaient inspirés, soute-



LA DIÈTE D'AUGSBOURG. SÉANCE DU 25 JUI 1530.

La prière de l'empereur Charles-Quint (2), le chancelier Chrétien Bay (42) lit, devant les membres de l'Assemblée d'Augsbourg, la résolution inhibitrice qu'est signée Jean de Saxe (8), Philippe de Hesse. En face de Brouhauch-Luselbourg, Valentin d'Anhalt (12), George de Brandebourg (13) et les «filles de Nuremberg et de Reutlingen». Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

SAN FRANCISCO
PUBLIC LIBRARY

naient leur courage, et ils mouraient avec une vaillance qu'admiraient les magistrats préposés à leur supplice.

Chassés de Hollande, les anabaptistes envahirent le diocèse de Munster et, ayant gagné à leurs doctrines la ville épiscopale, ils chassèrent l'évêque, prêchèrent le communisme et la polygamie, dévalisèrent les églises et instaurèrent le royaume théocratique de Munster, déformation de souvenirs bibliques. Mais l'évêque ne tarda pas à paraître devant la ville, avec des princes luthériens comme compagnons d'armes, et il la reprit au bout de deux mois (1535). Jean de Leyde, dont le couronnement pendant le siège avait été l'occasion de fêtes scandaleuses, fut exécuté après avoir été promené dans une cage de fer dans les rues et aux environs de Munster. Les anabaptistes, anéantis, comme parti politique, survécurent et survivent encore, principalement aux Pays-Bas, à titre confessionnel.

LES LUTHÉRIENS ET LA MAISON D'AUTRICHE. — LA BATAILLE DE MUHLBERG (1547). — Luther mourut en 1546. De nouveaux colloques avaient eu lieu sans résultat à Worms (1541) et à Ratisbonne (1541, 1546). Déjà irrité de l'attitude des princes et désireux, par ailleurs, d'assurer son salut par un acte de piété, Charles-Quint résolut d'employer la force contre les luthériens. Il avait signé la paix de Crespy avec le roi de France et une trêve avec les Turcs ; il était soutenu par le Saint-Siège ; le Concile général avait inauguré ses travaux à Trente.

L'empereur jugea venue l'heure de frapper un grand coup. Il reçut des renforts d'Italie et des Pays-Bas et, pendant que les confédérés battaient en retraite, il détacha de la ligue de Smalkalde Maurice de Saxe, impatient d'arracher à son aîné la dignité électorale. Profitant de cette circonstance, qui désagrégeait l'armée évangélique, délivré par la mort de François I^{er} de son ennemi le plus inquiétant, il chargea le duc d'Albe de conduire la guerre contre les confédérés. Le duc attaqua Jean-Frédéric, électeur de Saxe, à Mühlberg, battit son armée (24 avril 1547), le fit prisonnier et demanda sa tête à un conseil de guerre dont il était président ; mais l'arrêt ne fut pas exécuté. Ayant suivi l'empereur à Wittenberg, le duc d'Albe lui proposa d'ouvrir la tombe de Luther et de faire brûler le corps du Réformateur : « Je fais la guerre aux vivants, répondit Charles-Quint, laissons en paix les morts. » Le landgrave de Hesse se rendit ; les confédérés de l'Allemagne du Nord, suivant l'exemple des protestants du Sud, firent leur soumission, et la ligue de Smalkalde fut dissoute. Maurice de Saxe reçut le prix de sa trahison, tandis que Charles-Quint en Allemagne et Ferdinand en Bohême se montraient sans pitié pour les vaincus.

L'INTERIM D'AUGSBOURG (1548). — Charles-Quint se crut en situation de régler provisoirement, en attendant les décisions du concile, la condition des réformés en Allemagne. Mais l'*interim* d'Augsbourg, trop conciliant au gré des catholiques, ne l'était pas assez au gré des luthériens, et l'accord ne put se faire sur le texte élaboré par Mélanchthon, à la demande du prince de Saxe, sous le nom d'*interim* de Leipzig ou *Petit interim*.

LE TRAITE DE PASSAU (1552) ET LA PAIX D'AUGSBOURG (1555). — N'ayant à compter sur aucun parti, Charles-Quint fut à son tour victime de la trahison de Maurice de Saxe qui, réconcilié avec la ligue Évangélique et allié au roi de France Henri II, faillit surprendre dans le Tyrol l'empereur désarmé. Obligé de s'enfuir en litière à travers les montagnes neigeuses, l'orgueilleux souverain dut traiter à Passau avec Maurice de Saxe (1552), tout en se promettant d'entraîner ses sujets réconciliés à la reprise des conquêtes françaises en Lorraine. Mais l'Allemagne vaincue devant Metz n'eut pas sa revanche, et Charles-Quint découragé consentit à la pacification religieuse d'Augsbourg (1555) avant d'aller abdiquer à Bruxelles.

La paix d'Augsbourg, qui refusait toute garantie aux zwingliens, reconnaissait les faits accomplis, conversions et sécularisations ; toutefois, la clause dite de *réserve ecclésiastique* ne s'appliquerait qu'aux sécularisations antérieures à la transaction de Passau et, si les princes demeuraient libres de changer de culte à l'avenir, les princes évêques qui passeraient au protestantisme devraient abandonner leurs fiefs à

l'Église. Chaque prince aurait le droit d'imposer à ses sujets la religion préférée par lui : *Cujus regio ejus religio*.

CARACTÈRE ET CONSÉQUENCES POLITIQUES DU LUTHÉRANISME. — La disparition de Luther, au début d'une période particulièrement troublée, n'affecta guère qu'un cercle restreint d'amis, tant avait pris d'ampleur et de complexité le mouvement dû à son initiative.

Les épisodes quasi romanesques de sa vie avaient concouru avec son éloquence pour lui donner un réel pouvoir de séduction, un ascendant d'autant plus considérable que l'Allemagne du Nord retrouvait en lui sa propre image, ses qualités, ses défauts et ses contradictions. Il fut vraiment le représentant du germanisme et, selon le mot de Henri Heine, le plus Allemand des Allemands.

La réforme luthérienne eut sans doute pour fondement l'esprit d'indépendance dont Jean Hus, en Bohême, avait donné l'exemple au siècle précédent. Elle fut aussi déterminée par une piété mystique qui voulait s'adresser à Dieu sans intermédiaire, et qui avait déjà trouvé son expression dans un *Traité de Théologie germanique* du

xv^e siècle. Dès 1516, Luther publia une édition de ce petit livre, qui répondait exactement à ses inspirations et dont Jean de Wesel résumait ainsi les tendances : « Je méprise le pape, les conciles, et je loue le Christ. » Mais la doctrine de Luther sortit surtout de son âme même et triompha d'abord par l'action personnelle du Réformateur. Batailleur autant qu'apôtre, ce mystique apportait dans la lutte, — qu'il aimait et qu'il recherchait, — une énergie brutale ; dans ses polémiques, la rudesse et la trivialité de certains moines de son temps, renforcées par une énorme puissance d'invective. « Je suis, disait-il, le forestier grossier qui doit frayer et aplanir le chemin. Mais le magister Philippe (Mélanchthon) s'en va doucement, tranquillement ; il cultive et plante, sème et arrose volontiers, suivant les dons que Dieu lui a accordés richement. » Mélanchthon charmait effectivement les esprits délicats par l'élévation de son caractère, sa modération, son talent de persuasion, tandis que Luther remuait les masses par sa fougue.

Lorsque le Réformateur mourut, il souffrait, depuis plusieurs années, de voir son œuvre altérée par des princes sans moralité, par des ministres trop souvent ignorants et sans crédit : « Un pauvre pasteur de village, disait-il, est aujourd'hui l'homme le plus méprisé de la terre. » Il concentrait sur ses enfants l'affection de son cœur déçu et meurtri ; mais, en 1542, ayant perdu une fille, il tomba dans une mélancolie profonde. « Le monde est soûl de moi, s'écria-t-il un jour en chaire, et je suis soûl de lui. »

A l'opposé du calvinisme qui tendit à l'universel, le luthéranisme fut essentiellement national et spécifiquement allemand. Le Réformateur eût voulu donner à son Église une organisation démocratique, mais il se rendit compte, au spectacle des troubles populaires, que *Herr-omnes* (monsieur tout le monde) était inapte à remplir la tâche qu'il lui avait réservée. Après la guerre des paysans, à la fin de 1525, il « s'effraya des conséquences révolutionnaires et subversives qu'entraînait le mouvement déchaîné par lui sur le monde. Il se rejeta en arrière et, depuis cette date, ne fut plus qu'un surintendant ecclésiastique général au service des principicules allemands » (1).

Les princes avaient déjà trouvé, dans les troubles révolutionnaires, l'occasion de rendre plus lourde et plus étroite leur domination encore féodale. Lorsque les sécularisations eurent accru leur puissance territoriale et que leur souveraineté s'exerça dans le domaine ecclésiastique, leurs exigences n'eurent plus de bornes. Luther, Mélanchthon, Bucer et les pasteurs hessois finirent par s'incliner devant un caprice scandaleux et donnèrent leur assentiment à la bigamie du landgrave Philippe de Hesse (1540).

Dirigée contre l'Église, la Réforme allemande fut donc accaparée, absorbée par l'État, et elle permit aux princes d'exercer une véritable souveraineté dans le domaine religieux, puisqu'ils eurent le droit de régenter la foi de leurs sujets. Mais ainsi détournée de son but, elle entraîna nécessairement une diminution de la puissance impé-



CATHERINE DE BORA (1499-1552). Elle épousa Luther en 1525. — Peinture de Lucas Cranach. — Musée de Berlin.
CL. HANFSTAINGL.

(1) C.-A. BERNOULLI, *La Réforme de Luther* (« Revue de métaphysique et de morale », 1918, p. 545).



CHAPELLE DU CHATEAU DE LA WARTBURG. — C'est dans ce château, bâti sur un sommet abrupt, au nord-ouest de la forêt de Thuringe, que Luther résida du 4 mai 1521 au 6 mars 1522. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

riale, l'empereur n'étant plus, aux yeux de ceux qu'Ernest Lavisé appelait des « papes localisés », que le chef des catholiques allemands. Le fait est d'importance au point de vue de l'histoire intérieure de l'Allemagne, mais aussi au regard de l'histoire européenne, puisque la Réforme luthérienne fut un obstacle à l'établissement de la monarchie universelle au profit de Charles-Quint.

III. LA RÉFORME EN SUISSE. — ZWINGLE

Luther avait en Suisse un rival qui préconisait avec succès, non seulement à Zurich et à Berne, mais aussi dans les villes de Souabe, un dogme plus satisfaisant pour les sacramentaires. Curé de Glaris, Ulric Zwingle (1484) avait accompagné sur les champs de bataille d'Italie ses compatriotes mercenaires ; il avait assisté aux batailles de Ravenne et de Marignan et il était revenu dans ses montagnes, irrité par des massacres où la responsabilité du Saint-Siège était engagée. Puis, en 1516, appelé comme prédicateur à l'abbaye d'Einsiedeln, il avait désapprouvé les manifestations auxquelles donnait lieu la dévotion des pèlerins, et aussi les œuvres recommandées par Rome, principalement les indulgences (1). C'est surtout sous l'impression de ces deux sentiments, l'un politique, l'autre religieux, qu'il se sépara de l'Eglise romaine. Curé de Zurich en 1519, il ne tarda pas à censurer les abus ecclésiastiques et à entrer en conflit avec Rome. Zurich adhéra très rapidement à la Réforme, qui, en 1528, après la « dispute » de Berne, l'emporta dans ce dernier canton sur le catholicisme. Déjà, en 1525, Zwingle avait dédié à François I^{er} son *Commentarius de verâ et falsâ religione*, où il exposait son système doctrinal.

Comme Luther, il voulait retrancher de la religion tout ce qui n'était pas contenu dans l'Evangile, où le chrétien devait puiser lui-même sa foi à la lumière de la seule raison. Il se flattait de restituer au christianisme sa pureté primitive. L'autorité religieuse, selon lui, résidait dans la communauté des fidèles. Le prêtre, ou pasteur, qu'il voulait voir marié et participant à la vie des laïcs, n'avait d'autre mission que de prêcher Jésus-Christ, seul médiateur entre Dieu et l'homme ; il convoquait au prêche, le dimanche, les fidèles assem-

blés dans un édifice sans ornements ; à la table qui remplaçait l'autel, il distribuait le pain et le vin en commémoration de la Cène, le dernier repas du Christ avec ses disciples. Cette communion excluait la croyance à la présence réelle sous les espèces eucharistiques ; elle fut anathématisée par Luther, qui n'approuvait pas non plus le bris des images et la suppression de toute pompe dans les cérémonies du culte. A la base de sa théologie, dont le point de départ était l'idée de la toute-puissance divine, Zwingle plaçait la doctrine de la prédestination absolue et il enseignait que l'homme est sauvé non par la foi, mais par l'élection. Plus humaniste que théologien, il associait les préceptes évangéliques à la morale naturelle des philosophes anciens, et Socrate, Aristide, Caton, même Hercule ou Thésée, étaient, dans le ciel, aux côtés des prophètes et des apôtres.

L'instrument efficace de la Réforme en Suisse fut un conseil démocratique collaborant avec les ministres du culte et les théologiens. Pour Zwingle, « le prétendu pouvoir spirituel n'a aucun fondement dans l'enseignement du Christ », tandis que le pouvoir temporel est fondé sur cet enseignement, et tous les chrétiens doivent lui être soumis, pourvu qu'il n'ordonne rien de contraire à la loi divine. Les mesures réformatrices furent donc décidées en conseil, à la majorité des voix.

Chef religieux et politique, Zwingle, voyant le canton de Zurich menacé par ceux de Schwitz, d'Uri, d'Unterwalden, de Lucerne et de Zug, décida de les attaquer préventivement, mais l'intervention du landammann Abeli de Glaris arrêta les combattants. C'est alors que le landgrave Philippe de Hesse, considérant que Charles-Quint entendait rendre les décisions de Spire obligatoires pour les protestants et que ceux-ci avaient intérêt à s'unir, essaya de rapprocher Luther et Zwingle. Celui-ci venait, sans succès d'ailleurs, de demander successivement, au doge de Venise et au roi de France, de s'allier avec la Confédération pour « briser la puissance de l'empereur ». Or, Luther n'admettait pas que la cause de la religion fût défendue par la force. « Plutôt mourir dix fois, disait-il, que d'avoir la conscience troublée par cette pensée que l'Evangile a été une cause d'effusion de sang ; nous devons être de ceux qui souffrent et ne se vengent pas eux-mêmes. Il ne faut pas peindre le diable au-dessus de sa porte ni le demander pour parrain. » Il n'accepta donc qu'à contre-cœur l'invitation du landgrave à venir à Marbourg pour se mettre d'accord avec le réformateur de Zurich (oct. 1529). Il était accompagné de Mélanchthon ; Zwingle y vint avec Ecolampade et Bucer. Le dissentiment, portant principalement sur la communion, ne put s'aplanir. Après la Diète d'Augsbourg, les zwingliens sentirent

tout le poids de cette excommunication, car ils ne furent pas soutenus par les luthériens contre les cantons catholiques, qui redoutaient qu'il fût attenté à leurs franchises. Une première fois, ces cantons s'allièrent avec l'Autriche et la Bavière ; la guerre put être évitée et la paix fut signée à Cappel (26 juin 1529) ; mais les hostilités éclatèrent deux ans plus tard. Les Zurichois ne purent opposer que 700 hommes à leurs adversaires, au nombre de 8000, et ils succombèrent sur le champ de bataille de Cappel, où l'on trouva Zwingle parmi les morts. L'un des vainqueurs, le vieux Hans Schœnbrunn, naguère chanoine de Zurich, s'écria en pleurant devant le corps inanimé : « Quelle qu'ait été ta foi, je sais que tu as été un loyal confédéré ; que Dieu te pardonne tes péchés ! »

La seconde paix de Cappel (20 novembre 1531) laissa chaque canton libre de sa foi (1) ; mais la Confédération se trouva divisée en deux camps.

La doctrine zwinglienne continua d'être



ULRIC ZWINGLE (1484-1531). — Peinture de Nicolas Neufchâtel. — Galerie des Offices, à Florence. CL. ANDERSON

(1) Sur la porte souvent on lisait cette inscription : « Ici l'homme a une rémission de tous les péchés. »

(1) A. Cantons catholiques : les cinq cantons du centre (Uri, Schwitz, Unterwalden, Lucerne, Zug) avec Fribourg et Soleure, leurs alliés du Valais et leurs bailliages italiens ; B. Cantons protestants : Berne, Zurich, Bâle, Schaffhouse ; C. Cantons divisés : Glaris, Appenzell et pays alliés des Grisons, Baden, Saint-Gall, avec la Thurgovie et le Rheintal.

prêchée, après la mort de son auteur, par Écolampade à Bâle, par Bucer et Capiton à Strasbourg, par Osiander à Nuremberg et dans le sud-ouest de l'Allemagne. Toutefois la dispersion des efforts menaçait de compromettre le succès de la Réforme évangéliste, quand Calvin la reprit en sous-œuvre et en fit, avec l'aide du conseil de Genève, le protestantisme le plus vivace, le plus apte à se répandre en Europe et même dans le monde entier.

IV. LES DÉBUTS DE LA RÉFORME EN FRANCE

C'est seulement avec Calvin que les doctrines réformées constituèrent en France une orthodoxie, et c'est au cours des guerres de religion que catholicisme et protestantisme formèrent deux groupes nettement distincts. Auparavant, l'évangélisme, c'est-à-dire l'étude directe des Écritures, donna naissance à un mouvement d'idées qui, affranchi de tout esprit de système, présenta une très grande diversité, depuis le réformisme le moins subversif jusqu'aux opinions les plus hardies. Ainsi les humanistes trouvèrent dans la « pré-réforme » des satisfactions intellectuelles et les gens du peuple cherchèrent dans l'Écriture des principes d'égalité sociale.

A partir du règne de François II, le conflit religieux fut porté sur le terrain politique, par suite de l'adhésion au calvinisme d'une partie de la noblesse. Il aboutira à la politique de l'édit de Nantes.

LE CLERGÉ DE FRANCE. — LE GALLICANISME. — La Pragmatique sanction de Bourges avait en quelque sorte institué une Église nationale, qui ambitionnait de régénérer son clergé par sa propre initiative. Mais, à côté du gallicanisme libéral des universitaires et des clercs vertueux, d'où procédait l'œuvre des conciles nationaux de Sens (1485) et de Tours (1493) et qui ne demandait à l'indépendance qu'une plus grande dignité de vie, le gallicanisme des parlementaires et des officiers royaux, en éloignant le clergé français du pape, visait à étendre l'autorité du roi sur l'Église. A la même œuvre collaboraient de nombreux évêques, habiles administrateurs plutôt que pasteurs spirituels de leurs diocèses. Sortis de familles qui avaient acquis expérience et fortune dans le négoce et dans les finances, ils considéraient l'épiscopat comme une étape de leur carrière, et leur dévouement au souverain surpassait leur déférence envers le Saint-Siège.

Le cardinal d'Amboise est le type le plus représentatif de ces prélats politiques. Pour eux comme pour le roi, la Pragmatique n'est qu'un prétexte à tractations politiques, loi de l'État, ou convention désuète suivant les circonstances. Après Marignan, le pape consent à partager l'autorité religieuse en France avec le roi, à qui appartient désormais, de par le Concordat de Bologne, la collation des bénéfices, précédemment conférés en consistoire. Et, les biens du clergé produisant un revenu presque égal à celui de l'État, les derniers Valois puisèrent dans cette réserve pour s'assurer le dévouement de la noblesse.

La sécularisation des biens d'Église ne vint pas, il est vrai, comme en Allemagne, aggraver le conflit religieux, mais les successeurs de François I^{er} exploitèrent les évêchés et les abbayes, et parfois en trafiquèrent. L'abbé de Brantôme était un capitaine; Montluc, soldat de la cause catholique, recevait, en récompense de ses farouches exploits, une abbaye près de Sens; Bussy d'Amboise devait sa considération à son habileté de duelliste et ses revenus à l'abbaye de Bourgueil, dont il était titulaire. Naturellement l'administration de ces monastères était confiée par leurs abbés toujours absents à un membre de la communauté, à un simple régisseur, et il en était de même de bon nombre d'évêchés, dont les titulaires avaient des emplois à la cour. Jean de Morvillers, pour vaquer aux devoirs de la chancellerie, resta sept ans absent de son diocèse d'Orléans, et, quand il y revint, il trouva la Réforme solidement installée dans sa ville épiscopale. Entre ces grands seigneurs qui envahissaient les dignités ecclésiastiques et le bas clergé besogneux et ignorant, il n'était qu'un trait commun, l'absence de préparation au ministère sacré.

LEFÈVRE D'ÉTAPLES. — LE CÉNACLE DE MEAUX. — LA SORBONNE. — Toutefois, au temps même du Concordat, il y avait, dans le clergé et dans l'Université, une élite qui se préoccupait de réformer l'Église sans la diviser. Un évangélisme français se développa, sous l'inspiration du professeur Lefèvre d'Étaples, autour de l'évêque de Meaux, Guillaume Briçonnet. Lefèvre n'était resté étranger à aucune des connaissances de son temps; il avait professé les mathématiques, traduit Platon, étudié la philosophie alexandrine. Savant modeste et pieux, il faisait ressortir l'harmonie de la sagesse antique et du christianisme: « Le Christ ne détruit pas, il achève. » Sur ce point, il ralliait les principaux humanistes de son temps, Érasme et Budé, aussi bien que Clichtowe, l'austère érudit venu des Pays-Bas en France; aussi bien que Gérard Roussel, l'aumônier de Marguerite d'Angoulême, et que Guillaume Petit, le confesseur de François I^{er}. Sa traduction de l'Écriture lui valut immédiatement une grande popularité: « Prescher l'Évangile, disait-il,

n'est autre chose sinon Jésus-Christ venir à nous et nous estre amenés à lui »; ou encore: « Attachons-nous au seul Christ et, ajoutait-il, à la doctrine apostolique », ce qui le liait à l'Église. Il mourut, en effet, dans la foi catholique et romaine, mais l'esprit de son *Commentaire sur les Épîtres de saint Paul* (1512) n'était pas absolument orthodoxe.

Le cénacle de Meaux avait surtout à redouter l'humeur soupçonneuse et critique des théologiens de Sorbonne, ces « théologastres » de Paris, comme les appelait Mélanchthon, déçu par la condamnation qu'ils avaient portée contre Luther (15 avril 1521). Le syndic de la Faculté de théologie de Paris, Noël Bédard, était un furieux dénonciateur d'hérésie. Humaniste médiocre, polémiste acerbe, il avait osé s'attaquer à Érasme, qui le déclara « né dans la haine des bonnes lettres et de la tranquillité publique ». Les attaques de Bédard contre Lefèvre avaient une portée plus générale qu'un conflit entre une théologie raisonneuse et une piété mystique. Les conservateurs des anciennes doctrines, fidèles à la scolastique, ne s'en prenaient pas uniquement à la Réforme; ils prétendaient déconsidérer et vaincre l'humanisme, dont ils jugeaient les études et les méthodes dangereuses pour la foi.

Briçonnet se soumit, mais l'évangélisme de Lefèvre (le *fabrisme*) avait fait des recrues dans le monde des artisans. C'est de Meaux qu'était originaire ce cardeur de laine, Jean Leclerc, qui fut brûlé à Metz dans les derniers mois de 1525. Tant que dura la captivité de Madrid, la Sorbonne put agiter l'opinion et attaquer l'humanisme en même temps que l'évangélisme; mais le retour du roi rendit aux lettres leur plus fort appui. Marguerite d'Angoulême exerçait sur son frère une influence qu'expliquait son intelligence ouverte, autant que la grâce de son esprit, et la petite-fille de Charles d'Orléans étendait sa protection sur les Marot et les Despériers. Touchée par la doctrine de l'amour divin, qui animait l'évangélisme français, elle recueillit les compagnons de Briçonnet dans l'asile sûr de ses domaines. Lefèvre put vieillir et mourir en paix à Nérac; Gérard Roussel devint évêque d'Oloron.

En 1528, les orthodoxes intransigeants revinrent à la charge, et le cardinal Duprat, qui dirigeait les délibérations du concile de Sens, détermina avec une impitoyable rigueur juridique les peines applicables aux hérétiques. L'année suivante, pendant une absence du roi, un gentilhomme, Louis de Berquin, sauvé une première fois par François I^{er}, fut appréhendé à Abbeville, condamné par le Parlement et livré aux flammes (17 avril 1529). Berquin avait traduit Luther et Hutten, mais il était surtout un fervent d'Érasme. Le roi jugea que l'humanisme venait d'être frappé, et il ne permit pas à la persécution de s'étendre. Sur l'insistance de Guillaume Budé, il désigna même les « lecteurs royaux » qui fondèrent le Collège de France, et Noël Bédard, éloigné de Paris, mourut prisonnier au Mont-Saint-Michel. Mais le réformisme de Meaux, modalité de l'évangélisme érasmien, avait échoué le jour où, en 1525, pendant la régence de Louise de Savoie, Lefèvre avait dû s'enfuir après la condamnation de son Nouveau Testament par le Parlement de Paris. Dans une lettre à François I^{er}, en date du 16 juin 1526, Érasme se plaignait amèrement



JACQUES LEFÈVRE D'ÉTAPLES (1455-1537). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes. CL. GIRAUDON.

de Noël Bêda, du chartreux Pierre Couturier, de tous ceux qui « organisaient la tyrannie, même contre l'autorité des princes ».

DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFORME. — Ceux que la Sorbonne traitait en dissidents étaient ou des chrétiens d'une piété raffinée, tels que les disciples de Lefèvre d'Étaples, ou des écrivains exerçant, à l'exemple de Rabelais, leur verve ironique contre le clergé. Il n'y avait pas encore en France de véritable courant protestant. La Picardie et les provinces de l'Ouest étaient des centres d'action, mais la Réforme française s'élaborait principalement aux frontières : à Strasbourg, à Metz, à Montbéliard, en Savoie, en Suisse, dans le Béarn, sous la protection de Marguerite d'Angoulême, et plus loin encore à Ferrare, sous la protection de la duchesse Renée, fille de Louis XII.

La période militante de la Réforme française s'ouvrit en 1533, lorsque le recteur de l'Université de Paris, Nicolas Cop, prononça, pour la Toussaint, dans l'église des Mathurins, un sermon sur la philosophie chrétienne composé par un jeune étudiant encore obscur : Jean Calvin. Tous deux, menacés de poursuites, jugèrent prudent de prendre la fuite, mais plusieurs hérétiques furent exécutés dans les provinces. François I^{er} avait eu à Marseille (1533) avec Clément VII une entrevue au sujet du mariage du prince Henri avec la nièce du pape, Catherine de Médicis, et il en était revenu mal disposé pour les hérétiques. Cependant, ayant signé un traité secret avec le landgrave de Hesse, il se départit de sa rigueur, et il venait même d'inviter Mélanchthon à conférer avec lui en France, lorsque l'apposition des placards contre la messe, conçus en termes injurieux, affichés jusque sur la porte de sa chambre, au château d'Amboise, souleva son indignation (octobre 1534). Le Parlement en profita pour faire une journée de suspects : le poète Clément Marot et le grammairien Mathurin Cordier furent emprisonnés ; des lettres patentes du 13 janvier 1535 interdirent, à l'instigation de la Sorbonne, l'impression d'aucun livre dans toute la France, et l'édit du 29 janvier fut un véritable arrêt de mort contre les hérétiques, comportant une récompense à la délation.

Tout à coup, il se produit un nouveau revirement. François I^{er} insiste pour que Mélanchthon vienne s'entretenir avec les théologiens français de la conciliation des doctrines et pour engager les réformés à écouter l'appel du pape Paul III, qui annonçait la convocation d'une assemblée réformatrice. Le 16 juillet 1535, l'édit de Coucy abroge l'édit de janvier, et Calvin, au mois d'août, dédie à François I^{er} son *Institution chrétienne*.

Les princes allemands voyaient-ils un avantage à ne pas favoriser une transaction ? Toujours est-il que l'électeur de Saxe ne permit pas à Mélanchthon de répondre à l'appel du roi de France, désapprouvé d'ailleurs par la Sorbonne. Dès lors, François I^{er} va se laisser uniquement guider par son intérêt politique et retirer sa protection aux réformés. Après les entrevues de Nice et d'Aiguesmortes, après son rapprochement avec l'empereur, il se rallie à la politique de répression que le cardinal Caraffa avait préconisée. Au chancelier Antoine du Bourg, qui avait remplacé le chancelier Duprat, succède le chancelier Poyet, et l'édit de Fontainebleau (1^{er} juin 1540) aggrave la législation antérieure contre les hérétiques. Toute pensée de tolérance disparaît. La Sorbonne dresse un formulaire strict de la croyance catholique (1543). Le cardinal de Tournon obtient du roi la ratification d'une sentence portée par le Parlement d'Aix contre les Vaudois et à l'exécution de laquelle il avait été sursis : les deux bourgs de Cabrières et de Mérindol furent entièrement détruits sous la direction personnelle du Premier Président baron d'Oppède et dans des conditions particulièrement cruelles. L'insistance de l'avocat général Guérin avait été déterminante, et l'évêque de Carpentras, Sadolet, avait inutilement tenté de sauver les condamnés.

L'année 1546 allume plus de bûchers que les années précédentes. Étienne Dolet est brûlé comme athée à Paris sur la place Maubert, avec quatre protestants. Une réunion est surprise à Meaux et quatorze bûchers s'élèvent sur la place du Marché pour l'exécution d'un même nombre de condamnés. Un cri de vengeance s'élève du parti opprimé. Les psaumes qu'a traduits Marot deviennent dans les assemblées de réformés des chants de protestation et de menace. Marguerite de Navarre compose un cantique indigné, qui est comme la « Marseillaise » des huguenots :

Réveille-toi, Seigneur Dieu :
Fais ton effort
De venger en chacun lieu
Des tiens la mort.

HENRI II ET LES RÉFORMÉS. — Sous le règne de Henri II (1547-1559), l'ère des indécisions est close. Le nouveau roi, fort et rompu aux fatigues physiques, est d'esprit borné et routinier. Diane de Poitiers, sa vieille maîtresse ; le maréchal de Saint-

André, son ami d'enfance, exploitent son aveuglement pour édifier des fortunes scandaleuses sur la misère publique ; les Guises enfin prennent sur lui un ascendant funeste. D'accord sur la question religieuse avec le connétable de Montmorency, ils inspirent sans cesse de nouveaux édits de persécution : édit du 8 octobre 1547, créant une chambre ardente ; édit du 17 novembre 1549, déterminant une collaboration des juges ecclésiastiques avec les magistrats civils ; édit de Châteaubriant (27 juin 1551), armant les tribunaux et l'Église contre les moyens dont l'hérésie se sert pour pénétrer dans les divers milieux (prédication, livres, enseignement) ; édit de Compiègne (24 juillet 1557), frappant indistinctement tous les hérétiques de la peine de mort.

Au début du règne, en deux ans, la Chambre ardente prononce cinq cents condamnations ; dans la dernière année de sa vie, Henri II procède lui-même à l'arrestation, en plein Parlement, des deux conseillers du Faur et Anne du Bourg, dont les convictions protestantes se sont manifestées par des discours trop nettement favorables à la tolérance.

Cependant le nombre des réformés n'a cessé d'augmenter et le conflit s'envenime par des outrages aux catholiques : à Paris, des statues de la Vierge sont décapitées, frappées de coups de poignard, en 1550, 1551 et 1554. Ces excès provoquent, dans plusieurs régions, une agitation qui se complique de troubles civils et crée une situation favorable à la propagande de la Réforme.

Tel est le cas à La Rochelle et surtout dans les îles et marais d'Aunis et Saintonge. Un édit royal, étendant la gabelle aux provinces du Sud-Ouest et privant les paludiers d'une partie de leurs profits, a provoqué deux insurrections, en 1543 et en 1548. Saintes, Angoulême, Bordeaux, frémissent encore du châtement sans pitié que leur a infligé Montmorency. A Lyon, trait d'union entre les industrieuses cités rhénanes et italiennes, affluent les colporteurs d'Allemagne et de Genève. Des distributeurs de Bibles ouvrent des boutiques de librairie un peu partout, à Montauban, à Saint-Maixent, à Poitiers, où les étudiants allemands, formant une partie considérable de la clientèle universitaire, sont autorisés, comme à Orléans et à Bourges, à exercer le culte luthérien.

L'enseignement est aussi une forme de la propagande, que favorise l'ignorance du clergé. Un apôtre se cache parfois sous la robe du médecin : tel cet Arnold Bodin, qui exerçait son art à Fontenay-le-Comte et qui fonda l'Église calviniste de cette ville. Les réformés rencontrent chez certains officiers royaux une protection efficace ; il arrive même que des prêtres de campagne, découragés par la misère et l'impopularité que leur valent de trop fréquents appels à la bourse de leurs paroissiens, conscients en outre de leur insuffisant apprentissage théologique, abandonnent la lutte dès que paraît l'adversaire. Plusieurs aussi se rendent aux arguments des réformés, soit que le défaut de vocation — particulièrement chez les moines et les nonnes relégués dans le cloître par des arrangements de famille — détermine un sursaut d'indépendance contre les lois de l'Église, soit que l'individualisme critique amène les « évangélistes » à se révolter contre la tradition catholique. Il est à noter que le calvinisme français a d'abord recruté son état-major parmi les clercs ; Théodore de Bèze avait été prêtre et prieur de Longjumeau avant de devenir le plus réputé des théologiens de la nouvelle confession.

En France comme en Allemagne, la Réforme a obtenu le concours d'aventuriers nobles : La Renaudie et ses lieutenants ; le baron des Adrets, convertisseur et bourreau des Cévennes ; Montbrun et Lesdiguières, les rois des montagnes du Dauphiné. Toutefois les calvinistes ne purent former un parti de lutte que grâce à l'adhésion partielle de la cour et de l'aristocratie.

L'ADHÉSION BOURBONNIENNE. — LE SYNODE DE 1559. — Ce fut un jour décisif dans l'histoire religieuse et civile de la France que celui où les deux Bourbons : Antoine, roi de Navarre par son mariage avec Jeanne d'Albret, et son frère Condé, vinrent chanter, au Pré-aux-Clercs, les psaumes de Marot (mai 1558). Bientôt les neveux de Montmorency, malgré l'opposition de leur oncle, se prononcèrent pour la Réforme, et les huguenots trouvèrent en eux des chefs capables de donner un grand lustre à leur cause : Gaspard de Coligny, amiral de France, homme de guerre, homme d'État, et ses frères, le marquis d'Andelot et le cardinal de Châtillon. Ce dernier, qui avait abandonné l'évêché de Beauvais pour se marier, continuait à porter son titre romain à la cour, où des prélats diplomates, comme Jean de Montluc et Charles de Marillac, cherchaient encore à concilier les doctrines adverses. De plus, les réformés avaient pour eux de puissantes protections féminines : Marguerite de Navarre, notamment, avait fait de sa fille Jeanne d'Albret une calviniste rigide.

Le protestantisme put donc s'organiser ouvertement, au mois de

mai 1559, dans un synode national tenu à Paris, où les Églises arrêtaient leur dogme et leur discipline. Une *confession de foi des Églises réformées de France*, la première en date et qui fut confirmée en 1571 au synode de La Rochelle, donna aux réformés une organisation dogmatique et défensive. Elle reproduisait d'assez près le *Credo* de Genève.

V. LA RÉFORME A GENÈVE. — CALVIN

CALVIN (1). — « L'INSTITUTION CHRÉTIENNE ». — Calvin était originaire de la Picardie, province d'où étaient issus les Lefèvre d'Étaples, les Gérard Roussel, et il avait trouvé dans sa famille même une atmosphère d'opposition au clergé. Son père, Gérard Cauvin, procureur à Noyon, fut excommunié à la suite des graves dissentiments qu'il eut avec le chapitre, dont il était le notaire et le promoteur, et son fils aîné, le chapelain Charles Cauvain, accusé d'hérésie devant l'officialité, mourut sans s'être réconcilié avec l'Église, refusant même les derniers sacrements.

Ces faits ne furent pas sans impressionner le jeune Calvin, mais plus décisive encore fut l'influence de son cousin Pierre-Robert, dit Olivétan, traducteur de la Bible, et qui, originaire de Noyon, y avait introduit les doctrines réformées, après avoir reçu, à Strasbourg, les leçons de Bucer.

Jean Calvin, d'abord destiné à la prêtrise, obtint, dès l'âge de douze ans, le bénéfice de la chapelle de la Gésine, en la cathédrale de Noyon, et, à l'âge de dix-huit ans, il fut nommé à la cure de Marteville, qu'il échangea dans la suite contre celle de Pont-l'Évêque. Une épidémie de peste s'étant déclarée dans sa ville natale, il fut envoyé à Paris, où il continua ses études aux collèges de la Marche et de Montaigu. Il en sortit bon humaniste, mais on jugea plus avantageux de faire de lui un légiste et un administrateur, et il étudia le droit à l'Université d'Orléans — c'est là qu'Olivétan commença à l'initier aux doctrines nouvelles —, puis à l'Université de Bourges, où il eut pour maître le célèbre Alciat.

La mort de son père le libéra en 1531 d'une obligation à laquelle il s'était d'ailleurs avantageusement assoupli, si l'on en juge par ses succès aux universités, par le talent de législateur dont il fit preuve dans la suite, et par le vigoureux commentaire qu'il donna du *De Clementia* de Sénèque (1532). Son ambition est alors d'égaliser la réputation d'Érasme et de Reuchlin. Sa santé souffre de ses veilles laborieuses, de sa sobriété excessive, de loisirs trop limités ; il veut qu'on le sache « d'un naturel un peu sauvage et honteux ». Susceptible, d'une politesse minutieuse, il exige de ses amis des égards, parce qu'il en a pour eux, et il souffre d'avoir à les solliciter pour de légers emprunts. Cette fierté ombrageuse ne l'empêche pas d'être recherché par beaucoup de ses compagnons, qu'il charme par son éloquence, par sa souplesse d'esprit dans la controverse.

Il a fréquenté des luthériens, comme Melchior Wolmar, qui lui a enseigné le grec et l'hébreu à l'Université de Bourges ; mais il ne passe à l'évangélisme que par des transitions insensibles et sa conversion ne date guère que du jour où il composa le discours prononcé par Nicolas Cop. Pendant que le recteur rejoignait Bâle, la reine Marguerite, sœur de François I^{er}, couvrait de sa protection Calvin fugitif et lui procurait un asile momentané sur les bords de la Charente, où le curé de Claix, Louis du Tillet, gagné à la cause de la Réforme, favorisait sa propagande. Calvin alla visiter aussi, à Nérac, le patriarche de la Réforme française, Lefèvre d'Étaples, qui lui proposa l'exemple de Mélanchthon. Au retour, il passa par Poitiers

et Orléans, où des amis influents, magistrats, professeurs de droit, lui assurèrent la liberté de prêcher sa doctrine. Mais, étant revenu à Noyon et ayant provoqué une manifestation dans la cathédrale, il fut incarcéré durant quelques semaines. Après les mesures de répression qui suivirent l'affaire des placards contre la messe (octobre 1533), Calvin, accompagné du curé de Claix, vint à Bâle, où Cop préparait un bon accueil aux Français exilés pour cause de religion.

Il n'avait reçu que la tonsure simple. Renonçant à se faire ordonner prêtre, il résigna son bénéfice de chapelain de Noyon et sa cure de Pont-l'Évêque. Ayant rompu avec son état et avec sa religion, craignant aussi d'être inquiété ou persécuté, il résolut de vivre en Suisse dans une retraite obscure et laborieuse. C'est là qu'il acheva la rédaction de l'*Institution chrétienne*, plaidoyer en faveur des réformés français et que précède une épître dédicatoire au roi (août 1535). Il y traitait de la connaissance de Dieu et de l'homme, de la rédemption, des moyens d'acquiescer la grâce du Christ et de ses conséquences, des institutions de source divine par lesquelles l'homme reste en société avec Jésus.

De Bâle, il gagna l'Italie et se rendit, avec du Tillet, à Ferrare, où il fut très gracieusement accueilli par la duchesse Renée. Il avait choisi Strasbourg pour s'y retirer, mais il dut — la guerre lui interdisant de traverser la Lorraine — passer par Genève (août 1536). A force d'insistance et même d'imprécations, Guillaume Farel, qui connaissait le génie organisateur de Calvin, obtint de lui qu'il le secondât dans son œuvre de réforme.

LA COMMUNE DE GENÈVE AVANT CALVIN. — Non moins que le caractère de Calvin, il importe de connaître la ville qui servit de foyer et de forteresse à sa doctrine : Genève, la belle cité du lac Léman, située à la frontière des deux races les plus influentes de l'Europe, la latine et la germanique.

Comme mainte cité du Moyen âge, Genève avait pour seigneur son évêque, prince d'Empire, et se qualifiait elle-même de ville impériale. Ses bourgeois formaient, autour de leur quatre syndics, jusqu'à trois conseils : les Vingt, les Soixante, les Deux cents, sans compter le Conseil général du peuple, et ils n'avaient pas cessé de jouir véritablement de l'institution communale depuis la Charte de 1397, arrachée à leur évêque, Adhémar Fabrit. Mais, au XV^e siècle, les ducs de Savoie enveloppaient de leur puissance féodale presque tout le lac Léman. Ils se souvenaient que, dans la

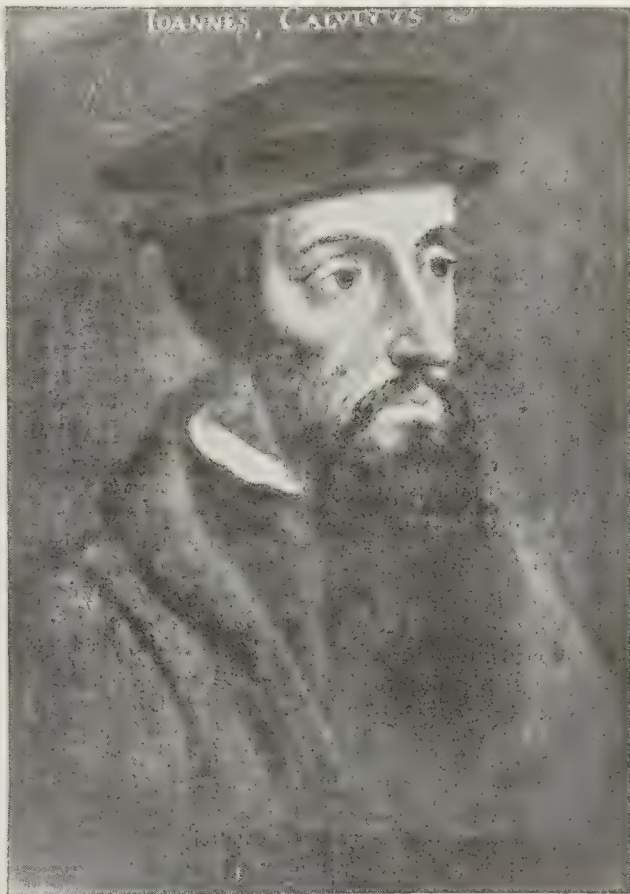
cathédrale de Genève, où devait un jour prêcher Calvin, l'empereur Conrad II avait pris la couronne du royaume d'Arles. Résolus à reconstituer ce royaume, ils accaparaient la puissance épiscopale au profit des membres de leur famille, ou ils asservissaient à leur politique des prélats pusillanimes.

Amédée VIII de Savoie, qui avait accepté du concile de Bâle la tiare et le rôle d'un antipape, troqua ce pontificat incertain contre l'évêché de Genève, dont il réserva le bénéfice à ses descendants. Mais sous l'évêque Jean, bâtard de Savoie, la ville eut le sentiment d'être livrée à la maison ducal et la guerre politique commença.

Pendant que les conseils de la Commune étaient dominés par la faction des « mameluks », esclaves résignés au joug de la Savoie, le parti de la liberté, qui s'intitulait « les enfants de Genève », était frappé dans ses chefs : Berthelier décapité, Bezanson Hugues exilé, le prieur de l'abbaye de Saint-Victor, Bonnavard, l'Érasme de la Réforme de Genève, jeté à deux reprises dans les cachots de la Savoie.

Le successeur de l'évêque Jean (1523), Pierre de la Baume, apportait au gouvernement de Genève des dispositions plus équitables ; mais il se laissa intimider par le duc Charles III, qui vint à deux reprises visiter Genève en souverain. Les Conseils, délibérant sous la menace des halbardiers de Savoie, assurèrent le duc de leur désir de vivre sous sa protection (10 décembre 1525).

Après la bataille de Pavie, le canton de Berne attaqua Charles III, beau-frère et auxiliaire de Charles-Quint. Il prétendait vouloir venger un roi allié ; il avait surtout l'ambition de s'agrandir sur les rives du Léman. Mais l'indépendance de Genève importait aussi à



JEAN CALVIN (1509-1564). — Peinture conservée au musée Boymans, à Rotterdam.

(1) Jean Cauvin, dit Calvin, né à Noyon le 10 juillet 1509, mourut à Genève le 27 mai 1564. Son père, issu d'une famille de marinières, vint de Pont-l'Évêque, près Noyon, s'établir dans cette dernière ville vers 1480. Procureur, il devint successivement notaire du chapitre, greffier de l'officialité, procureur fiscal du comté et promoteur du chapitre, et il fut reçu bourgeois en 1497. Il était en quelque sorte, dit Abel Lefranc, le *factotum* du clergé. Calvin vient de *Calvinus*, forme latinisée de Cauvin.



GUILLAUME FAREL (1469-1565). — Gravure sur bois tirée des *Icones virorum illustrium* (1580).

ayant manifesté l'intention de ramener à Genève l'orthodoxie, les huguenots sollicitèrent un renfort de soldats bernois qui, à peine introduits à Genève, y entamèrent une propagande en faveur de la Réforme (1531).

En 1532, Genève eut sa querelle des indulgences, incident assez mince en lui-même, mais qui déclencha le conflit religieux. Le jubilé décrété par Clément VII provoqua un placard de protestation, et ainsi débuta l'action réformatrice de Guillaume Farel.

Originaire de Gap, Farel était depuis plusieurs années le légat de Zwingli dans les pays romands du Jura. Fondateur de l'Église réformée de Neuchâtel, il instruisait les Genevois dans la doctrine évangélique, à laquelle adhéra le Conseil de Genève.

Lorsque François I^{er}, de nouveau en guerre contre Charles-Quint, eut envahi le Piémont, le canton de Berne se saisit du pays de Vaud et du Valais, enlevant le château de Chillon et délivrant Bonnivard, un des chefs du parti de la liberté; puis il signa avec Genève une paix perpétuelle, reconnaissant les Genevois comme « seigneurs de leur ville ».

CALVIN A GENÈVE. — Le moment était venu où Calvin allait construire, sur les bords du Léman, l'édifice le plus imposant de la Réforme. Admis à exercer les fonctions pastorales, il rédigea un catéchisme, puis, en collaboration avec Farel, un mémoire sur le gouvernement de l'Église, qui fut appuyé par le Conseil des Deux cents. Il s'attacha ensuite à réaliser une réforme des mœurs au moyen de sanctions ecclésiastiques (1537), et alors commença entre les évangéliques, partisans de Calvin, et les huguenots, les vieux Genevois — que les calvinistes traitaient de *libertins* —, une guerre qui mit aux prises le corps politique et le corps pastoral. Les libertins finirent par l'emporter et, malgré l'appui de Berne, Calvin et Farel durent s'éloigner (avril 1538).

Calvin, à la prière de Bucer, vint se fixer à Strasbourg (septembre 1538), où il fit un cours de théologie, organisa en Église les réfugiés français, espagnols et italiens, et prêcha au Temple Neuf. Ses relations avec Mélanchthon le firent admettre, avec les représentants des réformés allemands, au colloque de Ratisbonne (1541). C'est à Strasbourg qu'il épousa Idelette de Bures, veuve d'un anabaptiste liégeois converti.

Cependant les libertins se discréditaient par leurs fautes, et finalement par leur partialité vis-à-vis de Berne, et Genève fut le théâtre d'émeutes que le capitaine général Jean Philippe, soutien des libertins, ne réussit pas à réprimer. Les évangéliques triomphants durent rappeler le Réformateur,

la sécurité de Fribourg, et Bezançon Hugues avait négocié, pendant son exil, un double traité de *combourgeoisie* entre ces deux cantons suisses et Genève.

Contre les *mameluks* se dressa alors le parti des *huguenots* (1), qui comprenait un grand nombre des « enfants de Genève », habitués jadis par leur chef Berthelier à une turbulence agressive. Pierre de la Baume, indécis et effrayé, suspect aux patriotes genevois et à la Savoie, se réfugia dans son abbaye de Saint-Claude. Le duc

qui, après plusieurs démarches inutiles, céda enfin aux instances des syndics et du conseil de Genève, des cantons de Berne, de Bâle, de Zurich; il rentra solennellement, le 13 septembre 1541, dans la ville d'où il avait été écarté par une sentence de bannissement et dont la population s'était dans une certaine mesure renouvelée.

Lorsqu'il revint en septembre 1541, sûr de son pouvoir, il s'imposa par sa modération et par son talent d'organisation. Ayant déclaré que l'Église ne pouvait s'affermir, à défaut de règles bien établies conformément à la parole de Dieu et à l'observance de la Communauté primitive, il fit adopter les *ordonnances ecclésiastiques* du 20 novembre 1541.

Pour le calvinisme, comme pour toute religion protestante, la Bible est la règle et la source de la foi. Elle nous a été donnée par le Saint-Esprit, dont l'assistance permet aux fidèles de l'interpréter. Tous les hommes ne sont pas créés dans la même condition; Dieu fait éclater sa gloire en sauvant les uns et en réprouvant les autres. « Prédétermination, comme la Sainte Écriture enseigne, est un libre conseil de Dieu, par lequel il gouverne le genre humain et chaque partie du monde, selon sa sagesse infinie et justice incompréhensible. » C'est dans ces termes que Calvin a défini la prédétermination, dont il a dit encore qu'elle était « le conseil éternel de Dieu, par lequel il a déterminé ce qu'il voulait faire d'un chacun homme; car il ne les crée pas tous en pareille condition, mais ordonne les uns à vie éternelle, les autres à éternelle damnation ». Les élus favorisés par la grâce savent tirer du Livre saint la foi qui sauve.

Le calvinisme ne conserve que deux sacrements : le baptême et la Cène. Seul l'élu reçoit dans la Cène l'aliment divin de son âme; car telle est la doctrine intermédiaire que Calvin professe sur l'Eucharistie, moins proche que Luther des théologiens catholiques, moins radical que Zwingli dans la négation du mystère.

Les pasteurs, s'ils tiennent de Dieu les dons qui les désignent pour leurs fonctions, sont choisis par les fidèles : l'Église de Genève fut donc instituée démocratiquement, ce qui lui permit de dominer le gouvernement municipal.

Les pasteurs, élus par le peuple pour dispenser la parole et les sacrements, constituent tout le clergé, et ils ne sont pas au-dessus des laïcs. Cependant, par une contradiction que l'homme d'État impose au théologien, ce sont les pasteurs, réunis en *synode*, qui déterminent la foi orthodoxe. Ceux de Genève unis aux *anciens*, c'est-à-dire à douze membres du conseil politique de la ville, forment le *consistoire*, qui délègue des visiteurs auprès des autres ministres et surveille les mœurs; la prédétermination des élus ne peut manquer de se révéler par la sainteté de leur vie et malheur à qui dément le dogme de par ses fautes ! En même temps que les ordonnances ecclésiastiques édictaient une constitution générale, la liturgie était réformée et les lois civiles et politiques étaient codifiées.

Dans ses actes comme dans ses écrits, Calvin se montrait logicien inflexible et austère, donnant l'exemple de la conduite impeccable qu'il exigeait de tous. Appointé à cent écus au titre de professeur de théologie, le « ministre de la parole de Dieu » présidait chaque vendredi la congrégation des huit pasteurs genevois qui formaient le principal élément du consistoire et inspiraient, par l'intermédiaire des anciens, les conseils politiques de Genève. « Chez Calvin, dit

NON PLURIMA, PAUCA SED APTÈ.

16



Efficit arcem regnum. Lo d'rine par la labor. Corpore in exili gratia sapè latet.

(1) Ce mot serait une corruption de l'allemand *Eid-genossen*, confédérés par serment, le serment des communes jurées.

VUE DE GENÈVE. — D'après la *Scitographia* de Meisner, édition de 1678. L'éléphant de guerre est ici l'emblème de la forteresse calviniste.

Renan, nul soin de la richesse, des titres, des honneurs, nul faste, une vie modeste, une apparente humilité, tout sacrifié à l'envie de former les autres à son image. »

Pour assurer le triomphe de sa doctrine, Calvin ne recula devant aucune mesure, devant aucun châtement. L'exécution d'un second Berthelier marqua la fin de l'opposition des vieux Genevois, bourgeois libertins ; Jacques Gruet, un ami de Dolet, eut la tête tranchée pour s'être exprimé trop librement sur le compte des ministres (1547) ; le médecin aragonais, Michel Servet, celui-là même qui avait entrevu le phénomène de la circulation du sang, fut brûlé vif pour avoir nié la Trinité et la divinité de Jésus-Christ, pour avoir affirmé une philosophie panthéiste (octobre 1553). Les *sociniens*, imbus des idées de Lelio Sozzini contre le dogme de la Trinité, furent bannis de Genève (1558), puis de Zurich, et les Bernois envoyèrent à la mort Gentilis, un de leurs apôtres.

Genève fut donc, du vivant de Calvin, le siège d'une théocratie qui ne subordonnait pas moins que celle d'Innocent III ou de Boniface VIII l'État à l'Église, et qui lui valut d'être qualifiée de « Rome protestante ». Le Réformateur, qui proscribit ses adversaires, rappelle aux rois qu'ils sont « fauteurs de l'État et de l'Église » et que, « s'ils besognent lâchement à l'œuvre de Dieu, ils sont maudits ».

Contre l'intolérance de Calvin, une voix se fit entendre, celle de Sébastien Castellion, un humaniste français originaire de la Bresse, qui enseignait à Genève. Il disait, dans la préface de son édition latine de la Bible (1551), que chacun a à répondre pour son propre compte devant le tribunal de Dieu ; que nous n'avons pas à condamner impitoyablement ceux qui ne pensent pas comme nous sur quelque point de dogme ; que l'État n'a pas à intervenir dans les choses de la religion ; qu'il ne faut pas « ériger le bourreau en docteur » ; qu'il est absurde de vouloir faire avec des armes charnelles une guerre toute spirituelle. Expulsé, il se retira à Bâle (1545).

L'unité de doctrine, rétablie par la force, permit à Calvin d'instituer sous sa garde des églises française, italienne, espagnole, anglaise, écossaise, flamande, et de créer à Genève une sorte de séminaire où des jeunes gens étaient préparés tant au ministère religieux qu'au gouvernement civil. En 1559, fut fondé le Collège confessionnel calviniste, et Genève devint un foyer d'humanisme avec ses sept classes vouées à l'étude des lettres latines et grecques, avec son Académie, où trois « lecteurs publics » d'hébreu, de grec, des Arts, et deux professeurs de théologie étaient spécialement chargés de former les missionnaires de la Réforme.

Son œuvre achevée, Calvin supporta avec une résignation confiante les souffrances d'un lent affaiblissement et mourut entouré de témoignages de vénération (27 mai 1564).

Le même prestige religieux s'attacha à la vieillesse de son disciple et successeur Théodore de Bèze, le vétéran des doctrinaires huguenots français, qui participa au dernier triomphe de Genève sur le Savoyard revenu traîtreusement à l'attaque. Sans déclaration de guerre, à la faveur de la nuit — *la nuit de l'escalade* (1602) — les soldats du duc de Savoie avaient failli prendre la ville d'assaut ; mais les habitants, accourus au dernier moment, jetèrent l'ennemi à bas du rempart et le patriarche du calvinisme, porté sur les épaules des fidèles, parcourut le lendemain, en la bénissant, une foule en fête.

LUTHÉRANISME ET CALVINISME. — Trois courants principaux avaient entraîné les masses hostiles à Rome. Luther, dans ses élans de piété mystique, s'était surtout préoccupé de dégager l'Évangile des traditions et des décrets surajoutés par l'Église ; Zwingli avait fondé la conviction religieuse sur les Écritures et sur la raison ; entre ces deux réformes avaient surgi les hérésies révolutionnaires et violentes. Calvin parut à l'heure où l'on pouvait juger et choisir.

Le luthéranisme était essentiellement national, politique, asservi à la volonté et à l'intérêt des princes. Comme son fondateur, avec qui il ne faisait qu'un, il incarnait le germanisme ; il était, nous l'avons dit déjà, spécifiquement Allemand.

Calvin présenta, dans son *Institution chrétienne*, la « simplification scientifique » du protestantisme. Logicien intrépide, il fut un conciliateur et un vulgarisateur d'idées claires,

et sa synthèse, en apparence si rigide, présenta ce caractère d'universalité à quoi l'on reconnaît les œuvres de l'esprit français ; c'est pour quoi elle eut, parmi les doctrines protestantes, la plus grande capacité d'expansion et d'adaptation.

Nous devons exposer maintenant les conditions dans lesquelles se propagèrent le luthéranisme et le calvinisme.

VI. LE LUTHÉRANISME DANS LE NORD ET DANS L'EUROPE CENTRALE

La force de propagande des deux grandes doctrines de la Réforme n'était pas égale. Par la netteté de ses formules dogmatiques, par la simple logique de ses déductions et aussi par la vigoureuse personnalité de plusieurs de ses apôtres, le calvinisme devint, dans l'ouest et le centre de l'Europe, le principal adversaire du catholicisme. Le luthéranisme limita en quelque sorte son champ d'action à la pure race germanique ; il ne fit guère de prosélytes que dans l'Allemagne du Nord et parmi les populations scandinaves. En Allemagne même, il perdit sa puissance d'expansion dans le demi-siècle qui suivit la mort de Luther et de Mélanchthon.

En Suède, la Réforme, favorisée par des causes analogues à celles qui avaient assuré son essor en Allemagne, coïncida avec l'émancipation du pays par Gustave Vasa.

Lorsque ce prince, après avoir été proclamé à la Diète de Strenghaens (1523), eut rendu à la Suède son indépendance, il voulut donner à la monarchie une forte constitution politique et territoriale. Il avait d'ailleurs à restituer les sommes qu'il avait dû emprunter aux Hanséates pour la guerre d'indépendance.

Le peuple reprochait au clergé sa partialité pour les Danois et le légat Arcinboldi avait fait le plus grand tort au Saint-Siège en témoignant à Christian II un zèle qui ne reculait pas devant la délation. Gustave profita de circonstances éminemment favorables à ses vues et l'adoption du luthéranisme lui permit de s'emparer des biens ecclésiastiques, en vertu du célèbre *Recès de Vesteras*, dont l'article 2 était ainsi conçu : « Vu le faible revenu de la couronne, considérant en outre que celui de l'Église et des évêques provient de la générosité des laïques et que l'ambition des prélats a souvent engendré des troubles, lesdits revenus reviendront à la couronne, et le train des évêques sera réglé par le roi. »

La Réforme fut prêchée en Suède par les deux frères Laurent et Olaüs Petri. Le premier devint archevêque d'Upsal ; le second, de caractère moins docile, premier prédicateur de Stockholm après avoir résigné les fonctions de secrétaire d'État, fut disgracié pour avoir critiqué les prétentions absolutistes du roi dans ses rapports avec l'Église. Gustave Vasa rencontra aussi un auxiliaire précieux dans la personne de Laurent Andreae, traducteur de la Bible en langue suédoise. Le luthéranisme fut proclamé religion d'État en 1527.

L'ordre d'envoyer à la fonte une cloche par église pour le remboursement des avances dues à la ville de Lubeck fut l'occasion de troubles connus sous le nom de *Sédition des cloches* (1529), mais Gustave I^{er} eut l'appui de la Diète d'Årebro, et il fut couronné par l'archevêque primat d'Upsal.

L'Église suédoise, dont la victoire définitive sur le catholicisme date du synode d'Upsal en 1593, fut organisée sur le modèle de l'Église saxonne. Le souverain se réserva la nomination aux fonctions ecclésiastiques, soumit les clercs à la juridiction des tribunaux ordinaires, ordonna la lecture de l'Évangile dans les écoles, déclara libre la prédication, abolit le célibat des ecclésiastiques. Il amoindrit l'autorité des évêques, mais conserva l'épiscopat et laissa à l'archevêque primat d'Upsal sa haute situation dans l'État. S'il provoqua de nombreuses révoltes par sa fiscalité brutale, il stimula l'activité économique de ses sujets afin de développer la richesse publique. Il créa une flotte et une armée qui lui permirent de soutenir Christian III de Danemark contre le comte d'Oldenbourg et les Hanséates (guerre du Comte) ; il put résister à la Russie (1554-1557) ; il s'allia avec François I^{er} contre Charles-Quint. A l'intérieur, il triompha de soulèvements partiels, et il fit voter par la



THÉODORE DE BÈZE (1519-1605). — Peinture conservée à la Bibliothèque de la Société du Protestantisme français, à Paris. CL. BULLOZ.

Diète de Vesteras (1544) le principe de la royauté héréditaire dans sa famille. La Suède, constituée en État moderne, allait jouer au siècle suivant un rôle considérable dans les affaires européennes.

En Danemark, le luthéranisme commença de se propager sous le règne de Christian II (1513-1523); ce roi appela à Copenhague Martin Reinhard, un disciple de Mélanchthon, qui réduisit les évêques à la soumission, brisant impitoyablement toute résistance, et mit la main sur les domaines ecclésiastiques. A la vérité, il revint un moment à une politique toute différente, mais parce qu'il devait ménager Charles-Quint pour avoir la faculté de lever en Allemagne des lansquenets, en vue d'une expédition en Norvège.

Frédéric I^{er} de Holstein (1523-1533), suivant l'exemple de Gustave Vasa, supprima insensiblement le culte catholique et encouragea l'action du réformateur Hans Tausen. La Diète d'Odensee (1526-1527) lui attribua les redevances que versait le clergé au Saint-Siège. La noblesse, à qui furent prodigués les titres épiscopaux et les biens ecclésiastiques, adopta formellement le luthéranisme à l'Assemblée de Copenhague (1530). La Réforme eut ainsi un caractère nettement aristocratique.

Après un an d'interrègne, Christian III (1534-1559) fut élu roi par la noblesse et le clergé du Jutland (1534). La Zélande, la Fionie et les paysans du Jutland, sous la conduite du marin Clément, se prononcèrent pour la restauration de Christian II, avec l'appui des troupes lubeckaises commandées par le comte Christian d'Oldenbourg : ce fut la *guerre du Comte*. Elle se termina à l'avantage de Christian III (1535), qui dicta la paix à Lubeck et resta seul maître des royaumes de Danemark et de Norvège. Il récompensa les nobles par un accroissement de privilèges et l'attribution des biens ecclésiastiques, supprima le Rigsraad norvégien, et signa le traité de Broemsebro avec la Suède (1541).

Après l'abolition du catholicisme par la Diète de Copenhague, le roi dirigea contre les fidèles de cette religion une action violente, marquée par l'emprisonnement d'un grand nombre de prélats, le martyre d'Aresen, évêque d'Islande, et l'asservissement des paysans réfractaires. Les biens de l'Eglise furent confisqués et un docteur de Wittemberg rédigea les ordonnances religieuses.

Frédéric II (1559-1588), non moins dévoué que son père à la noblesse, étendit le luthéranisme à la Norvège et à l'Islande.

Le luthéranisme n'eut que peu de prise dans les États de l'Europe centrale voisins de l'Allemagne, mais il n'en fut pas de même du calvinisme, dont le développement fut favorisé en Hongrie par des événements politiques d'ordre intérieur et d'ordre extérieur.

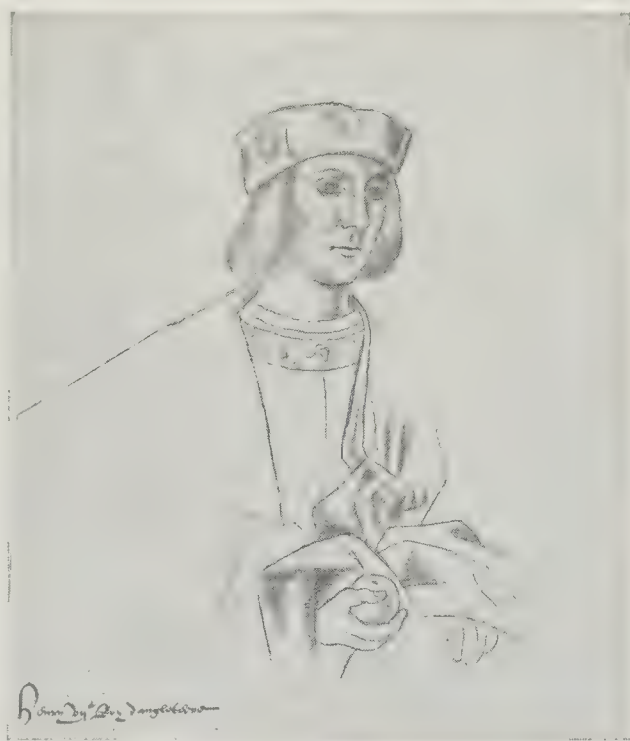
Depuis la mort de Mathias Corvin (1490), l'État magyar, redoutable en apparence, était ruiné par l'égoïsme des grands, l'hostilité des paysans contre la noblesse, la haine de la petite noblesse patriote contre la grande, la vie mondaine des prélats. A la prédication d'une croisade populaire, ordonnée par Léon X, répondit une jacquerie qui eut pour résultat de soumettre les paysans à leurs seigneurs « en servitude pure, simple et perpétuelle », ainsi que le déclarait la Diète de 1514. Les magnats s'efforcèrent de devenir tous et chacun de petits souverains, s'inspirant du principe qui consolidait si bien le despotisme de leurs voisins allemands : *cujus regio, ejus religio*.

Après la victoire de Soliman le Magnifique à Mohacs (1526), il y eut bientôt trois Hongries : à l'ouest, la Hongrie autrichienne, luttant dans les Diètes contre l'absolutisme et sur les champs de bataille contre l'Ottoman ; à l'est, la Hongrie indépendante, consistant essentiellement dans la principauté de Transylvanie ; au centre, la Hongrie turque, avec Bude pour citadelle. Cet état de division fut assez favorable à la propagande de la Réforme, les Turcs éprouvant une dédaigneuse indifférence pour les disputes entre chrétiens, ou les favorisant par politique, et la plupart des princes transylvains étant eux-mêmes protestants. Le luthéranisme eut la préférence des Allemands, nombreux dans les villes, mais il déclina en même temps que dépérissaient les centres urbains, en particulier Budapest, sous la domination ottomane. Le calvinisme, bien accueilli dans la population purement magyare, eut pour apôtre le pasteur hongrois Melius, surnommé le « pape de Debreczin » ; il prévalut longtemps sur les bords de la Tisza. En Transylvanie, c'est le socinianisme qui l'emporta.

Ainsi la patrie magyare était déchirée entre trois confessions protestantes et le catholicisme, que la maison d'Autriche imposait durement comme religion d'État sur le lambeau de terre échappé à la conquête ottomane. Les dernières années du XVI^e siècle marquèrent l'apogée du protestantisme dans ce pays, où, dès le début du siècle suivant, une réaction se produisit en faveur du catholicisme.

Environnée d'Allemands luthériens, de Russes schismatiques, de Turcs musulmans, la Pologne, avec sa constitution féodale et sa « république de nobles », offrait un terrain favorable à la propagation de la Réforme. Les Diètes de Piotrkov et de Radom (1504-1505) avaient consacré l'impuissance du pouvoir royal. La bourgeoisie, en majorité allemande, fut aisément séduite par le luthéranisme, tandis que les pans ou grands seigneurs polonais, comme leurs voisins de Hongrie, étaient attirés par le calvinisme ; quant aux lettrés, aux jeunes gens instruits, ils se montraient particulièrement sensibles aux séductions de la Renaissance italienne. Un des premiers, le Polonais Goniadski (Gonesius) refusa de voir en Jésus-Christ la seconde personne de la Trinité, et Lelio Sozzini, chassé de Genève pour avoir hasardé la même négation, fut assez bien accueilli pendant le court séjour qu'il fit en Pologne (1551). Son neveu et héritier, Fausto Sozzini, dirigea les églises antitrinitaires du royaume et celles de la Transylvanie,

vieille terre arienne, où les Goths avaient jadis appris d'Ulphilas un Évangile qui passait sous silence la divinité de Jésus-Christ. Nous verrons que, sous Étienne Bathory, les éléments catholiques, dirigés par les Jésuites, engagèrent la lutte contre les doctrines protestantes et aussi contre les Russes schismatiques.



HENRY VII TUDOR (1457-1509), roi d'Angleterre. — Dessin du « Recueil d'Arras ». CL. GIRAUDON.

VII. LA RÉFORME EN ANGLETERRE ET EN ÉCOSSE. — LES TUDORS

La famille des Tudors régna de 1485 à 1603. Ce fut pour l'Angleterre une ère décisive de transformation, féconde en énergies individuelles et collectives ; Henry VII, le fondateur de la dynastie, préside à la reconstruction du royaume ; son fils gaspille ses économies et s'évertue à résoudre des problèmes insolubles : en diplomatie, celui de l'équilibre européen ; en religion, celui du catholicisme sans le pape ; en administration, celui de bonnes finances sans honnêteté. Édouard VI ouvre la voie au protestantisme, dont les progrès sont

refoulés par Marie Tudor avec une rigueur implacable et impuissante. Elizabeth, enfin, groupe adroitement autour d'elle les hommes d'État les plus avisés, formule le symbole d'une religion officielle en conformité avec l'opinion moyenne de son pays, résout les grandes questions internationales, laisse prospère et redoutée une nation qu'elle avait trouvée vaincue et ruinée.

HENRY VII (1485-1509). — Proclamé à la romaine, sur la lande de Bosworth, le fondateur de la dynastie Tudor, Henry de Richmond, ne semblait pas avoir plus de chances de rester roi que de titres à le devenir. Il était le petit-fils d'un Gallois, Owen Tudor, qui, en dépit de généalogies forgées après coup, était, en tout état de cause, de très mince noblesse. Catherine de France, veuve de Henry V, l'avait distingué parmi les serviteurs de sa maison et l'avait épousé secrètement. De cette union deux fils étaient nés, dont l'aîné, Edmond, devint tuteur, puis mari de la plus riche orpheline du royaume, Marguerite Beaufort, fille du duc de Somerset, tué à Saint-Albans, descendant contesté de Jean de Gand. De là les prétentions de Henry de Richmond, fils posthume d'Edmond Tudor, à la couronne d'Angleterre : si fragiles qu'elles fussent, elles avaient suffi pour inquiéter Édouard IV et Richard III.

Pourchassé, traqué, Richmond avait dû fuir en Bretagne, puis en France, admirablement renseigné et servi par le premier homme d'État de l'époque, John Morton, évêque d'Ely, auquel il devait le trône.

Les premiers actes du nouveau roi dénotaient une rare prudence : il convoqua le Parlement, annonça son intention d'épouser la fille aînée d'Édouard IV, Elizabeth, et fit connaître, avec les noms de ses ministres, l'organisation des services publics. L'Angleterre, décon-

certée par les rapides tragédies des dernières années, était disposée à accorder un large crédit de patiente soumission au roi qu'elle jugerait capable de rétablir l'ordre et la sécurité.

Lors de la réunion du Parlement, le nouveau chancelier, Alcock, développa ce thème : « Va de l'avant et règne ! » Telle était bien la volonté du premier Tudor, qui sut choisir ses agents de tout ordre, les tenir en haleine, les opposer les uns aux autres. L'aristocratie avait été, pendant la guerre des Deux-Roses, affaiblie dans sa richesse et dans son sang. L'abolition du droit de *maintenance*, qui permettait aux grands de s'entourer d'un très grand nombre de serviteurs, la priva d'une force matérielle dangereuse pour la couronne ; mais elle conserva toutefois sa puissance terrienne.

Les Tudors firent du principal organe du gouvernement, le Conseil privé, un formidable instrument de domination ; mais la représentation nationale ne fut pas aussi docile, aussi efficace qu'on l'a prétendu. En comparant les comptes rendus des sept Parlements de Henry VII avec ceux des règnes précédents, on constate au contraire que les députés des comtés et des bourgs s'efforcèrent de sauvegarder leurs privilèges, leurs traditions, et les intérêts de leurs commettants.

Il est vrai que les Anglais de cette époque ne considéraient pas comme si enviable la mission de siéger à Westminster. Quand un magistrat, un riche marchand honoré du titre de lord-maire, un vétéran, croyait avoir bien mérité du roi et de la patrie, sa suprême ambition était d'être, par grâce spéciale, dispensé d'être nommé membre de la Chambre des communes. Si l'on tient compte de cet état d'esprit, on comprend que Henry VII se soit passé aussi aisément, dans les dernières années de sa vie, de convoquer le Parlement ; l'opinion publique ne l'exigeait pas, et le roi avait bien d'autres ressources que les subsides votés par les Communes.

Henry VII accumula un trésor de 1 800 000 livres sterling, somme énorme pour le temps, et ce trésor fut sa grande force. Il avait fait dresser un inventaire exact et complet des droits et revenus de la couronne, dont la perception fut assurée par des agents bien choisis, surveillés avec vigilance, encouragés par un légitime avancement ; un grand nombre de clercs trouvèrent leur intérêt à exercer loyalement leurs fonctions et à servir le roi plutôt que les grands.

Morton, devenu archevêque de Cantorbéry, à la fois chancelier et en fait premier ministre, fut assisté par des collaborateurs de grand talent, Fox et Bray. Il rendit de grands services, mais on se souvient surtout de la *fourche de Morton*, du dilemme dans lequel il enfermait les sujets invités à prouver leur fidélité au roi en lui versant un don gratuit ou *benevolence* : « Tu dépenses, donc tu es riche. Tu ne dépenses pas, donc tu thésaurises. Paie. » Le chancelier qui lui succéda, William Warham, se fit un renom sans pareil par les décisions auxquelles il s'arrêta dans les procès entre particuliers ; mais les finances tombèrent aux mains de Dudley et d'Empson, dont l'esprit fiscal et les exigences exaspérèrent la nation.



SCEAU DE HENRY VIII. — Archives nationales.

Pendant tout son règne, le premier des Tudors eut à se garder contre les complots des nombreux prétendants, dus à l'initiative d'imposteurs ou de rebelles.

Ce fut d'abord lord Lovel, qui, soutenu par la duchesse de Bourgogne, avec Lambert Simnel comme prête-nom, faillit enlever le roi sur la route d'York. Trahi par ses complices, il fut battu à Stoke, par suite de la couardise de ses mercenaires allemands (1487).

Plus long et plus compliqué fut le complot ourdi par l'imposteur flamand Perkin (ou Pierrot) Warbeck, qui se fit passer pour Richard d'York, second fils d'Édouard IV. Accueilli en Irlande, puis en Écosse, il finit par se faire prendre lâchement aux environs d'Exeter (1497). Enfermé à la Tour, il se laissa entraîner dans une conspiration, où il compromit le malheureux comte Édouard Warwick, fils du duc de Clarence. Celui-ci fut décapité et Pierrot pendu.

Les complots des dernières années peuvent être groupés autour de la famille de la Pole, dont le chef, Edmond Suffolk, fut vendu par Philippe le Beau.

On fait honneur à Henry VII d'une singulière finesse en matière diplomatique ; il aurait créé la politique de bascule, imaginé l'équilibre européen. Or, malgré toute son astuce, le premier Tudor n'eut pas à enregistrer que des succès. Il ne put empêcher le mariage de Charles VIII avec Anne de Bretagne, et, s'il soutira un subside au roi de France, par le traité d'Étaples, qu'est cette satisfaction comparée aux avantages territoriaux que remportèrent Ferdinand et Maximilien ?

Il fut plus avisé dans sa politique commerciale. Reprenant les traditions d'Édouard III et d'Édouard IV, mais étendant singulièrement le champ de ses relations, il conclut des traités avec les puissances du Nord comme avec Venise et Florence. Il accorda à la veuve de Richard III le privilège d'exporter la laine anglaise dans les régions qu'on appellera les États barbaresques. Depuis longtemps, les rapports avec les Pays-Bas et la Flandre étaient réglés par un traité connu sous le nom de « grand échange » (*intercursum magnus*) : Henry obtint de Philippe le Beau, jeté par une tempête sur la côte, un renouvellement si avantageux que le traité devint pour les Flamands « le mauvais échange » (*intercursum malus*). Henry fut mal inspiré le jour où sa parcimonie lui fit écarter les offres de Christophe Colomb. Il est vrai qu'il envoya Jean et Sébastien Cabot en Amérique, mais il renonça à ces expéditions coûteuses quand il eut été constaté que l'Amérique septentrionale ne contenait pas de mines d'or et ne fournissait pas d'épices.

HENRY VIII (1509-1547). — Henry VIII fut acclamé par toute l'Angleterre. Il avait dix-huit ans ; il était grand, bel homme, très agile, passionné pour le tennis, vainqueur dans tous les tournois. « Saint Georges en personne », écrivait un ambassadeur vénitien. Musicien, lettré, généreux, il apparaissait comme un vrai prince de la Renaissance, et Érasme faisait de lui le plus grand cas. Il avait même étudié la théologie au temps où, du vivant de son frère aîné Arthur, il était voué aux hautes dignités ecclésiastiques. Mais ses brillantes qualités cachaient une âme vaniteuse, despotique, jalouse. Pendant la première partie de son règne, grâce à un ministre d'une suprême habileté, Henry se considéra comme l'arbitre de l'Europe, et, jusqu'à la disgrâce de Wolsey, il aura pour devise : « Qui je défends



HENRY VIII, la princesse Mary, sa sœur, et le bouffon Guillaume Somers. — Peinture de Hans Holbein. — Collection Spencer. CL. HANFSTAENGL.

est maître. » Les années suivantes seront occupées par le schisme, la Réforme, la terreur politique et religieuse.

Friand de popularité, il garde Warham comme chancelier, mais non Dudley et Empson, qui ont été les âmes damnées de son père : il les immole froidement, tout en profitant du fruit de leurs rapines. Il célèbre avec une magnificence insolite son mariage avec Catherine d'Aragon. A l'extérieur, sollicité par la France et l'Autriche, il adopte une politique de bascule.

Il se prétend insulté par Louis XII et il entre dans la Ligue organisée par Jules II, Ferdinand et les Vénitiens contre la France. La flotte anglaise met à la voile pour conquérir la Guyenne; elle ne va pas plus loin que Brest, et son amiral, Howard, se fait tuer à l'abordage de notre galère capitane. Au mois de mai 1513, une armée anglaise débarque à Calais et assiège Thérouanne : Henry VIII la rejoint bientôt et s'entend avec l'empereur Maximilien. Le 16 août a lieu la célèbre journée des Éperons; le 15 septembre, le roi d'Angleterre apprend, devant Tournai, la mort de Jacques IV : par une adroite manœuvre tournante, Surrey avait battu, à Flodden, le roi d'Écosse (1513). Après la chute de Tournai, Henry VIII signe à Lille, en vue d'une seconde invasion en France, un nouveau traité avec Maximilien et Ferdinand; mais ceux-ci ayant pris des



ANNE DE BOLEYN (1507-1536), seconde femme de Henry VIII. — Peinture de l'école de Rubens, conservée au palais Spinola, à Gênes. CL. BROGLI.

arrangements particuliers avec l'ennemi commun, il fait de son côté une paix séparée et rompt même le mariage convenu avec la princesse Mary et le prince de Castille pour donner sa sœur à Louis XII. Comme le roi de France meurt peu après et que Ferdinand d'Aragon le suit bientôt dans la tombe, Henry est, à vingt-cinq ans, l'arbitre de l'Europe occidentale. François I^{er} confirme le traité de paix conclu par son prédécesseur avec l'Angleterre et sans revendiquer Tournai.

WOLSEY. — Henry VIII avait alors pour conseiller un homme dont la fortune fut véritablement prodigieuse.

Wolsey, fils d'un boucher d'Ipswich, a su de bonne heure intéresser à son sort de puissants protecteurs. Il s'est lié, à Oxford, avec Thomas More, avec Érasme et, malgré quelques peccadilles de jeunesse, il devient chapelain du roi Henry VII. Fox le recommande au nouveau roi, dont il gagne rapidement la faveur par ses talents de danseur, de mime, de musicien, d'escamoteur, d'écuyer. Aumônier de la maison royale, membre du conseil privé, archevêque d'York, cardinal et légat du pape, pensionné par la France et l'Espagne, son autorité va de pair avec son opulence, et il la met au service de l'arbitraire; enfin, le

22 décembre 1515, le vénérable Warham résigne entre ses mains, volontairement ou non, la dignité de chancelier. Cela ne lui suffit pas encore : il est secrètement atteint de ce mal que les Italiens appelaient la rage de la tiare, et Charles-Quint, perspicace et habile, lui promet son appui.

Lorsque François I^{er} et Charles d'Autriche se disputent la couronne impériale, Henry VIII tente de se glisser entre les deux rivaux. Jaloux déjà de la victoire de Marignan, il souffre dans son amour-propre du faste déployé par le roi de France, qu'il dessert d'ailleurs par ses tractations secrètes avec Charles-Quint. La guerre re-

commence en 1522 contre la France et l'Écosse, son alliée. Morlaix est pris; une armée anglaise opère en Picardie; mais il n'y a guère que des escarmouches. Henry VIII hésite encore entre la France et l'Empire. Après Pavie (février 1525), il se montre résolu à une action énergique, mais c'est l'empereur victorieux qui, maintenant, accueille froidement ses ouvertures. Il se dispose alors à diriger en personne une expédition.

Depuis qu'il a fait décapiter le duc de Buckingham, coupable de s'être donné comme le plus proche héritier du trône, il croit son pouvoir sans limites. Le Parlement, convoqué pour lui donner les moyens de faire la guerre à la France, refuse pourtant tout net les subsides demandés. Une *benevolence* est sollicitée de la Cité de Londres, qui fait la sourde oreille. Les Communes grondent; le turbulent comté de Kent manifeste son mécontentement, soutenu par les régions industrielles de l'Est; Thomas More comme speaker, Thomas Cromwell comme rapporteur, dirigent l'opposition : Wolsey est forcé de se contenter de maigres taxes. Mais la conquête de la France ne peut se faire à ce prix, et le projet est abandonné. Bien plus, le 30 août 1525, un nouveau traité d'alliance est signé, à More, avec les am-

bassadeurs français, à la grande satisfaction du pape et des princes italiens.

LE PREMIER DIVORCE. THOMAS CROMWELL ET THOMAS CRANMER. — Henry VIII, revenant à la politique de bascule, s'abstient d'adhérer (1526) à la Ligue de Cognac contre son allié de la veille et propose sa médiation. Après le sac de Rome, Wolsey est envoyé en France (juillet 1527) pour resserrer l'entente avec François I^{er}; car le roi veut rompre le mariage qu'il a contracté, à son avènement, avec Catherine d'Aragon, veuve de son frère Arthur. Mais Catherine est la propre tante de Charles-Quint et Henry VIII a besoin de n'avoir pas contre lui François I^{er} dans cette grave affaire de divorce, qui sera l'occasion de la rupture avec Rome.

L'Angleterre était le pays des libertés politiques et de l'hérésie wycléfiste. L'Église y avait provoqué des critiques par ses abus et les excès de sa fiscalité, des convoitises par ses richesses, et les rois étaient intéressés à un schisme qui accroîtrait leur autorité tout en leur permettant de s'emparer des biens ecclésiastiques. Enfin, l'humanisme anglais avait été illustré par quelques hommes de premier ordre : tel ce John Colet, qui contribua à maintenir dans l'orthodoxie la pensée religieuse d'Érasme; tel le célèbre Thomas More qui, dans *l'Utopie*, critiqua, sous une forme à la fois philosophique et satirique, les conceptions du Moyen âge jusqu'à soutenir une thèse communiste. *L'Éloge de la Folie* fut écrit en Angleterre, alors que le célèbre humaniste était l'hôte de Thomas More, et celui-ci semble bien, de son côté, avoir subi l'influence d'Érasme, quand il écrivit son *Utopie*. Mais l'école d'Oxford voulait réformer l'Église sans briser l'unité chrétienne, et Henry VIII, avant de vouloir fonder un catholicisme sans pape, avait écrit en 1521, contre Luther, une « Défense



THOMAS HOWARD, COMTE DE SURREY, fait duc de Norfolk après la victoire de Flodden sur les Écossais (1443-1524). — Peinture de Hans Holbein. — Galerie royale de Windsor. CL. II



THOMAS MORE (1478-1535), Chancelier d'Angleterre de 1529 à 1532. — Peinture de Hans Holbein. — Galerie royale de Windsor. CL. HANFSTAENGL.

des Sept Sacrements » qui lui valut alors de la curie romaine le titre de « Défenseur de la foi ».

Au bout de dix-huit ans de mariage, il devint amoureux de la sémillante Anne de Boleyn. Il eût voulu qu'une cour anglaise prononçât la nullité de son mariage, avec assez de célérité et de discrétion pour que la reine ne fût point admise à se défendre. Wolsey était d'avis que le roi demandât au pape, non pas de déclarer le mariage nul, mais de rapporter la bulle de son prédécesseur. Clément VII ne pouvait se soumettre à un caprice qui eût discrédité son autorité morale et il était, du reste, sous la main de l'empereur. Sur les conseils du jeune théologien Cranmer, le roi déçu convoqua le Parlement — ce fut le célèbre *Parlement Reformation*, — et il congédia Wolsey (octobre 1529). Le tout-puissant cardinal fut brusquement dépouillé de toutes ses charges, prévenu d'avoir, contrairement au statut de *Præmunire*, exercé les fonctions de légat et relégué dans son diocèse d'York. Bientôt accusé de trahison, il fut arrêté, traîné vers Londres, mais il n'eut pas le temps d'y arriver et une attaque mortelle d'hydropisie lui épargna la pire disgrâce (1530). Débarassé du seul conseiller assez habile pour le guider sans lui faire ombrage, Henry VIII s'engagea dans le labyrinthe d'un schisme sans franchise et d'une révolution sans logique comme sans grandeur.

Thomas More devint chancelier et les fonctions de premier ministre furent confiées au chef du parti boleyne, le duc de Norfolk. Tous deux ne tardèrent pas à être remplacés par Thomas Cromwell.

Se voyant à la veille d'un conflit avec le pape, Henry VIII résolut de s'appuyer sur le peuple anglais, comme autrefois Philippe le Bel en France sur les États généraux. Un homme de loi, protégé de Wolsey, subtil, hardi et d'une expérience consommée dans les affaires, Thomas Cromwell, survint à point pour suggérer au gouvernement les moyens d'agir sur le clergé et de l'amener peu à peu à subir l'autorité suprême du roi national et présent plutôt que celle du souverain pontife, lointain et tenu par l'empereur en une étroite dépendance.

La brèche fut ouverte par une série de bills condamnant les abus les plus évidents, à savoir les droits perçus par les évêques sur les successions et les pluralités, c'est-à-dire le cumul des prébendes. Le 30 mars 1531, il fut donné lecture des consultations favorables au divorce que le roi avait obtenues, non sans peine, de quelques Universités étrangères, entre autres de l'Université de Paris, auprès de laquelle François I^{er} était intervenu. More, comme chancelier, exhorta



GUILLAUME WARHAM, archevêque de Cantorbéry (mort en 1532). — Peinture de Hans Holbein. — Musée du Louvre. CL. NEURDEIN.

ensuite les députés à rapporter dans leurs circonscriptions que la conduite du roi n'était déterminée que par ses scrupules canoniques.

Pendant cette même session, Henry fit savoir à la « Convocation », c'est-à-dire à l'assemblée générale du clergé, que celui-ci avait violé le statut de *Præmunire* en reconnaissant Wolsey comme légat. Pour obtenir leur pardon, les membres de l'assemblée votèrent la Déclaration de 1531 :

Nous reconnaissons que Sa Majesté est le protecteur particulier, l'unique et suprême seigneur et, autant que le permet la loi du Christ, le chef suprême de l'Église et du clergé d'Angleterre. Le soin des âmes sera confié à Sa Majesté.

En 1532, un bill supprima les *annates* et une Déclaration, où il n'était pas question du pape, porta qu'aucune loi, aucune constitution ne pourrait être faite, promulguée ou exécutée sans l'autorisation du roi. Un peu plus tard, les appels en cour de Rome furent abolis. Enfin, Henry VIII s'avisa que ses sujets ecclésiastiques prêtaient deux serments d'obéissance incompatibles, l'un au pape, l'autre au roi, et il abolit le droit du clergé de se réunir en synode sans sa permission. Thomas More, heurté dans ses sentiments par la politique de son maître, offrit sa démission.

Le 23 mars 1533 fut publiée la sentence de Clément VII attestant la validité du premier mariage de Henry VIII. Cranmer, qui avait remplacé Warham sur le siège de Cantorbéry, cita Catherine à comparaître devant lui : elle fit défaut et l'archevêque annula le premier mariage de Henry VIII comme contraire aux lois de l'Église (23 mai), prononça la validité du second, proclama Anne de Boleyn reine légitime (1^{er} mai). Le roi en appela au concile général contre le pape, mais il rompit, sans attendre, avec le Saint-Siège.

L'ANGLICANISME. — Le schisme est définitivement consommé. Cromwell va exercer une véritable dictature en matière d'administration religieuse et il sera nommé,

en janvier 1535, vicaire général du roi pour les affaires ecclésiastiques.

Henry VIII décide que le pape sera désigné à l'avenir sous le nom d'évêque de Rome, qu'il n'aura pas plus d'autorité en Angleterre que n'importe quel évêque étranger, que les évêques seront nommés sans intervention du Saint-Siège, que les appels ecclésiastiques viendront en dernier ressort devant la cour royale de la Chancellerie. Le serment de *suprématie* oblige tous les prêtres à voir dans le roi la source de toute puissance spirituelle et les fidèles doivent, par le *serment de succession*, reconnaître comme seule héritière légitime la fille d'Anne, la future reine Elizabeth. Les *treasons laws* édictent des sanctions terribles à l'encontre de ceux qui ont simplement souhaité du mal à la famille royale.

L'anglicanisme fut l'œuvre personnelle de Henry VIII. En Angleterre, la Réforme descendit en quelque sorte du trône à l'Église et à la nation, tandis que, dans d'autres pays, elle remonta de l'Église et du peuple jusqu'au roi. Henry VIII pourchassa les doctrines luthériennes, calvinistes ou wycléfistes aussi âprement que les doctrines papistes, et il s'appuya non sur les réformateurs, mais sur les traditionalistes. Il prétendait limiter le schisme aux questions essentielles de discipline et instituer un catholicisme bâtard, où le roi rejette l'obéissance de Rome et remplace le pape.

Le schisme rencontra d'opiniâtres résistances. Le roi, Cromwell et Cranmer se virent contraints à sévir, non seulement contre d'obscures victimes comme la nonne de Kent, Elizabeth Barton, qui avait prédit que Henry mourrait dans l'année, mais aussi contre le savant évêque de Winchester, Fischer, une des gloires de l'humanisme, et sir Thomas More, le premier laïque qui, depuis la conquête, avait été élevé à la dignité de chancelier (1535). Tout le clergé frémit : il allait avoir bien d'autres sujets d'alarme.



JEANNE SEYMOUR (1509-1537), troisième femme de Henry VIII. — Peinture de Hans Holbein. — Musée de Vienne. CL. HANFSTAENGL.



ANNE DE CLÈVES (morte en 1557), quatrième femme de Henry VIII. — Peinture de Hans Holbein. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.



CATHERINE HOWARD (1522-1542), cinquième femme de Henry VIII. — Miniature de Hans Holbein. — Galerie royale de Windsor. CL. HANFSTAENGL.

Cromwell organisa une vaste enquête sur les monastères et supprima d'abord ceux qui ne possédaient pas un revenu annuel de 200 livres au moins. Pour recevoir et administrer la proie ainsi livrée au fisc, on créa une cour nouvelle qui reçut le nom expressif de « Cour des Augmentations » (*Court of the Augmentations of the revenue of the King's Crown*). Des troubles éclatèrent dans le Nord. Le Lincolnshire se révolta sous l'abbé de Barling, mais Henry put le remettre brutale-

ment sous le joug. Les catholiques du Yorkshire décidèrent de faire, à Londres, un pèlerinage de grâce : au nombre de trente mille, en armes, ils se mirent en route, ayant à leur tête un légiste, Robert Aske. Le duc de Norfolk les amena à se disperser, mais ses hypocrites promesses furent suivies d'une atroce répression (1536). Après les petits établissements religieux vint le tour des plus riches et des plus célèbres. Les circonstances de cette confiscation remplirent d'horreur le monde catholique, mais ni Charles-Quint, ni François I^{er} n'étaient de force à intervenir.

Tandis que la gentry, devenue propriétaire des domaines ecclésiastiques, allait donner son appui à l'anglicanisme, tous ceux qui auraient pu élever des prétentions au trône étaient supprimés : Henry Pole, lord Montague, descendant de la maison de Clarence; le marquis d'Exeter, descendant d'Édouard IV. La comtesse de Salisbury, mère de lord Montague et du cardinal Pole, fut pendant deux ans enfermée, malgré son âge, à la Tour de Londres, puis exécutée. Le cardinal Pole avait été envoyé par Paul III auprès de François I^{er} et de Charles-Quint : Henry VIII, le considérant comme l'âme d'un complot, s'était vengé à sa manière. Paul III prononça alors contre le roi d'Angleterre l'excommunication et l'interdit.

Fort ému par des intrigues que la police de Cromwell avait facilement éventuées, Henry VIII traversait une crise morale qui le rendait chaque jour plus inhumain et plus cruel. Il avait fait condamner à mort Anne de Boleyn, accusée d'adultère, et il avait perdu sa nouvelle femme, Jeanne Seymour, morte de suites de couches (1537).

En 1539, il fit voter par un nouveau Parlement le statut des *Six articles*, destinés à remplacer les *Dix articles* de 1536, et un acte donnant force de loi aux proclamations faites en conseil privé. « L'acte pour abolir la diversité des opinions », communément désigné sous le nom de *Statut des six articles* et sous ceux de « bill sanglant », de « fouet à six queues », par les hérétiques de toute secte, était obligatoire sous peine de mort et de confiscation. Il admettait la transsubstantiation, la communion sous une seule espèce, le célibat ecclésiastique, les vœux de chasteté, la confession auriculaire, la messe pour les âmes du purgatoire.

Cromwell cherchait à l'extérieur un point d'appui contre les catholiques. Pour rapprocher l'Angleterre schismatique et l'Allemagne luthérienne, il négocia le mariage du roi avec Anne de Clèves, parente de l'électeur de Saxe; mais il ne retira de cette combinaison aucun avantage politique et le mariage fut annulé. Cromwell devenait inutile; il fut, en plein conseil, accusé de trahison par le duc de Norfolk, déclaré hors la loi, mis à mort : il venait d'être créé comte d'Essex et il n'avait jamais paru plus puissant (1540). Ce coup de théâtre ouvre la dernière période du règne, la plus sinistre peut-être de l'histoire d'Angleterre.

LA FIN DU RÈGNE. — Le roi, convolant de nouveau, épousa Catherine Howard : il lui fit trancher la tête après deux ans de mariage (1542), parce qu'il la soupçonnait de l'avoir trompé pendant qu'il visitait les comtés du Nord. Il se heurta de toutes parts à des forces dont son égoïsme l'empêchait de comprendre la nature.

En Angleterre, il exaspérait à la fois catholiques et protestants, et il multipliait les supplices d'hérétiques, aggravant les persécutions par la pratique de la torture.

Dans ses rapports avec l'Irlande, peu entamée par les idées nouvelles, il suivit durant tout son règne une politique incertaine, encourageant tour à tour les Fitzgerald, comtes de Kildare, et leurs ennemis. L'archevêque de Dublin fut massacré au cours d'une insurrection. Les chefs irlandais, assiégés dans le château de Maynooth, capitulèrent sur la promesse qu'on leur ferait grâce, et furent pendus. Enfin, un rusé diplomate, Saint-Léger, nommé lord député d'Irlande, réunit un Parlement à Dublin : il fit substituer au titre de seigneur d'Irlande celui de roi.

Encouragé par ce demi-succès, Henry voulut faire de l'Écosse un État vassal. Sous le prétexte que Jacques V lui avait refusé une entrevue, il lui déclara la guerre et Jacques mourut de honte en apprenant la défaite de son armée dans les marais bourbeux de Solway; mais l'Écosse resta dans l'alliance française, grâce à la reine mère, Marie de Guise, et au cardinal Beaton. Il se formait, il est vrai, un parti puissant, qui préconisait l'alliance anglaise et même le mariage du petit prince de Galles avec la petite reine Marie Stuart; mais ce parti, foncièrement protestant, avait en horreur le roi d'Angleterre.

En 1543, Henry VIII se laissa entraîner par Charles-Quint à prendre les armes contre nous et contre nos amis d'Écosse. Une armée anglaise, renforcée de mercenaires allemands, brûla Edimbourg, et Henry, après avoir contracté un sixième mariage — avec Catherine Parr — passa sur le continent et s'empara en personne de Boulogne. La paix de Crespy (septembre 1544) permit à la flotte française de faire une manifestation devant Portsmouth et de piller les côtes de Sussex et de Kent. Le traité de Compiègne mit fin aux hostilités (7 juin 1546).

Les derniers jours de ce despote sanguinaire, prodigue jusqu'au gaspillage, faux monnayeur, banqueroutier, furent lugubres et lamentables. Jusqu'à la fin, le maniaque ne cessa de frapper et de tuer.

Apoplectique et impotent, il se défiait de tous et de tout. On le craignait, on le flattait en le haïssant. Il eut le temps de disgracier le duc de Norfolk et le fils de celui-ci, Henry Howard, comte de Surrey, qui avaient joué un rôle si infâme et si brillant; le fils fut décapité, le père ne dut la vie qu'à la mort subite du tyran.

Henry VIII a pourtant dans son pays des panégyristes qui lui font honneur d'avoir réalisé, avec le concours du Parlement, une réforme à la fois religieuse et nationale. Ce qu'il faut retenir, c'est que le

schisme eut des conséquences économiques et sociales d'une importance essentielle. Le roi, en effet, ne s'empara pas des biens ecclésiastiques : ils allèrent à la nouvelle Église, aux établissements d'enseignement et de bienfaisance, et surtout à la noblesse. Émile Boutmy a fait ressortir que toute la haute classe laïque s'était trouvée plus ou moins intéressée au maintien du nouvel ordre de choses, qui lui procurait de riches dotations, et qu'un fait analogue s'était produit en 1789 dans la masse des paysans français, après le partage des biens nationaux. « La crainte de voir la dynastie restaurée revenir sur cette mesure révolutionnaire a servi de recommandation et d'apologie à des gouvernements détestables et a fait entrer, dans les instincts héréditaires du peuple, une sorte de parti pris contre tout ce qui rappelle l'ancien régime. L'inconsciente poussée de l'égoïsme et de l'avarice servit pareillement de soutien et de contrefort à la nouvelle Église de Henry VIII. Un intérêt personnel et de famille contribua à fortifier la foi protestante contre tout retour des doctrines romaines. » En même temps, des milliers de moines et de nonnes furent, pour la plupart, réduits à tendre la main; ils grossirent l'armée des misérables que l'extension des pâturages au détriment des terres de culture avait jetés sur le pavé.



ÉDOUARD VI (1537-1553), fils de Henry VIII et de Jeanne Seymour. — Peinture de Hans Holbein. — Galerie royale de Windsor. CL. HANFSTAENGL.

ÉDOUARD VI (1547-1553). — LA TYRANNIE PROTESTANTE. — La mort de Henry VIII n'étonna personne, mais prit tout le monde au dépourvu, sauf le subtil Seymour, comte de Hertford, oncle maternel du jeune Édouard, fils de Jeanne Seymour.

Cet ambitieux, dont la coterie dominait dans le conseil privé depuis la chute des Howard et qui était admirablement servi tant par son sang-froid que par son audace, se fit reconnaître comme protecteur de tous les royaumes et domaines de Sa Majesté Royale, devint duc de Somerset, traita le roi de France de frère et les membres du Conseil de lieutenants. Il avait des idées, mais elles étaient contradictoires; il était capable de concevoir de grands projets, mais il manquait d'esprit pratique.

Il se lança dans trois entreprises dont chacune eût suffi à l'absorber, et ce fut sa perte. Il voulut unir l'Écosse à l'Angleterre en mariant le roi avec sa cousine Marie Stuart. Rebuté, il envahit le pays récalcitrant et battit l'armée écossaise à Pinkie. La petite reine fut envoyée en France, où elle épousa le Dauphin.

Le Protecteur ne fut pas plus heureux dans sa politique sociale. Se proposant de supprimer la mendicité, il obtint du Parlement des dispositions draconiennes : les vagabonds seraient marqués au fer rouge et livrés comme esclaves aux fermiers pour deux ans, en cas de récidive pour la vie. Mais le brigandage prit la place de la mendicité, cependant que les émissions de monnaie d'un titre bas provoquaient dans les villes la hausse du prix des denrées. Somerset devint impopulaire; l'impopularité tourna en mépris quand il laissa condamner à mort son propre frère l'amiral Seymour, sous l'inculpation, d'ailleurs justifiée, de piraterie, et quelques mois d'effervescence religieuse suffirent à ruiner complètement son pouvoir. Le Parlement, convoqué au début du règne, avait supprimé les vieilles lois de persécution contre les hérétiques, condamné le culte des images, autorisé le mariage des prêtres et imposé un Livre de prières, *Book of common Prayer*, rédigé en anglais, de façon à ne froisser ni les catholiques ni les réformés. Telle était du moins la pensée qui avait présidé à sa composition, mais l'accord ne put se faire entre l'archevêque de Cantorbéry, Cranmer, et l'évêque de Londres, Gardiner. L'agitation théologique dégénéra dans le Norfolk en une insurrection agraire, dans le Dorset en un mouvement plus nettement religieux, de tendance catholique.

L'affaire du Norfolk fut la plus grave : elle entraîna la démission du Protecteur et l'avènement au pouvoir de John Dudley, comte de Warwick, fils de cet agent de Henry VII qui avait été décapité avec Empson. Warwick prit nettement le parti de la Réforme. Pendant qu'une guerre sauvage était faite aux images, aux manuscrits, aux vitraux même, Cranmer acheva d'élaborer le second Livre de prières, voté en 1552 et suivi de l'Acte des Quarante-deux articles où étaient résumées les doctrines de l'Église anglicane. Il scandalisa les catholiques sans faire l'accord parmi leurs adversaires, et deux groupes se constituèrent : les conformistes avec Cranmer; les non-conformistes, dirigés par l'Écossais John Knox et par l'évêque de Gloucester, qui se fit mettre en prison plutôt que de revêtir, lors de sa consécration, les vêtements épiscopaux.

L'ambitieux Dudley ne s'était pas contenté de devenir comte de Warwick : il se conféra le titre de duc de Northumberland et visa plus haut encore, car il maria l'un de ses fils à la gracieuse Jane Grey, petite-nièce de Henry VIII, qu'il obligea le Conseil à reconnaître comme future souveraine, après avoir fait écarter les deux sœurs du roi, Marie et Elizabeth. Quand se termina la lente et triste agonie d'Édouard, il se crut décidément le maître; il comptait sur l'appui des protestants, qui voyaient dans l'avènement de Marie Tudor le signal d'une réaction catholique.

MARIE TUDOR (1553-1558). — LA RÉACTION CATHOLIQUE. — Fille de Henry VIII et de Catherine d'Aragon, Marie Tudor avait alors trente-six ans. Mûrie par une sévère expérience, elle échappa aux pièges des ministres, arbora son pavillon dans un vieux château de Suffolk, région catholique, et, ayant en quelques jours constitué une armée, elle fit à Londres une entrée triomphale, accueillie avec



MARIE TUDOR (1516-1558), fille de Henry VIII et de Catherine d'Aragon. — Peinture d'Antonio Moro. — Musée du Prado, à Madrid. CL. ANDERSON.

joie par les catholiques et les anglicans (3 août 1555).

Ses premiers actes furent empreints de modération, et elle proclama une amnistie générale, mais elle ne persista pas dans cette politique modérée, et elle poursuivit le rétablissement du catholicisme dans des conditions maladroites et violentes.

L'abrogation de la législation ecclésiastique, votée sous le règne précédent, provoqua un mouvement insurrectionnel. Le Kent se souleva et sir Thomas Wyatt marcha sur Londres, mais sa défaite fut suivie d'un système de rigueurs qui allait valoir à la reine le terrible surnom de *Sanguinaire*. Marie fit exécuter, outre Wyatt, le duc de Suffolk, Jane Grey et son mari, et elle enferma à la Tour sa sœur Elizabeth (1554).

Peu après elle épousa le prince des Asturies, le futur Philippe II, qu'elle aimait passionnément et qu'elle associa à la couronne. Elle réconcilia ensuite l'Angleterre avec Rome, sous réserve toutefois que les terres des abbayes resteraient aux mains de leurs possesseurs nouveaux. Cet événement célébré à Westminster, le 30 novembre 1554, par le cardinal Pole, fut le point de départ de persécutions dont il semble bien que la responsabilité retombe sur la reine plutôt que sur son mari ou sur l'agent de Charles-Quint, le Flamand

Simon Renard. Les lois contre l'hérésie furent remises en vigueur et le nombre des martyrs protestants fut tel que le cardinal Pole, sacré en 1556 archevêque de Cantorbéry, s'employa vainement à modérer l'ardeur persécutrice de Marie et de ses conseillers.

Lorsque Philippe fut devenu roi d'Espagne, il décida Marie à intervenir contre la France. Il remporta la victoire de Saint-Quentin, mais le duc de Guise reprit Calais, dont la perte fut si cruelle à Marie qu'à en croire la légende elle la déplorait encore dix mois plus tard, sur son lit de mort.

La perte de Calais fut, avec le maintien du catholicisme en Angleterre, un des soucis constants de Marie Tudor pendant les derniers temps de son règne. L'un et l'autre de ces soucis s'expliquent aisément, le second surtout, puisque l'Angleterre, au cours des années suivantes, rompit définitivement avec Rome après avoir hésité entre le catholicisme et le protestantisme.

ELIZABETH, REINE D'ANGLETERRE (1558-1603). —

La souveraine sous le règne de qui s'est consommée cette séparation, commencée depuis près de trente ans, c'est Elizabeth, la sœur de Marie Tudor.

Lorsque, quelques heures après la mort de celle-ci (27 novembre 1558), le Parlement proclama « Madame Elizabeth », la fille de Henry VIII et d'Anne Boleyn avait vingt-cinq ans, car elle était née le 7 septembre 1533, quelques semaines seulement après le couronnement de sa mère à Westminster (1^{er} juin). Grande, rousse, le front haut, les yeux clairs, les traits accentués, la démarche majestueuse, elle donnait l'impression de la froideur et de la dureté. Elle avait le don des réparties très vives ou même triviales;



HENRY WYATT (mort en 1537), l'un des conseillers de Henry VII et Henry VIII. — Peinture de Hans Holbein. — Musée du Louvre. CL. NEURDEIN.

elle se moquait des gens les plus graves et battait ses dames d'honneur. Elle était coquette, sensuelle comme sa mère, et, sans parler de l'intrigue fameuse qu'elle eut, à quatorze ans, avec le beau Seymour, on peut se demander si elle s'en tint au flirt et au marivaudage. Sa culture générale était très poussée, et son précepteur Roger Ascham écrivait au recteur du gymnase protestant de Strasbourg : « Tout ce qu'Aristote requiert de qualités s'est donné rendez-vous dans sa personne. Elle a un peu plus de seize ans, et elle a la passion de la vraie religion et de la meilleure littérature. Elle parle le français et l'italien comme l'anglais ; le latin avec facilité, propriété et jugement ; le grec médiocrement, mais souvent et volontiers dans ses entretiens. Elle est fort habile en musique, sans y prendre grand plaisir. »

Fut-elle la souveraine aux qualités incomparables dont Hume lui fait honneur, la reine au jugement sûr et à l'esprit net, « la grande vestale assise sur le trône d'Occident » dont parle Shakespeare ? Faut-il, au contraire, voir en elle, avec Froude, une vieille fille sans charme, sans intelligence, sans volonté, n'ayant que fort peu contribué aux grandes choses qui remplirent son règne ? Fut-elle encore, comme l'a dit un de ses ministres, « la pire des femmes et le plus grand des hommes » ? Dans tous les cas, lors de son avènement, les vicissitudes de son existence antérieure n'avaient pas été sans la mûrir.

Dès sa plus tendre enfance, en effet, elle avait été déclarée illégitime et, après la mort de sa mère (1536), un acte du Parlement l'avait mise hors de la famille royale ; si, onze ans plus tard, le testament de son père l'avait rétablie dans son rang, Elizabeth avait pu craindre tôt après de se voir impliquée dans le procès qui se termina par la mort de l'amiral d'Angleterre Thomas Seymour, lord Sudley (1549) ; puis ce furent, au temps de Marie Tudor, son internement à la Tour de Londres, sa relégation loin de la capitale, l'obligation d'assister à la messe catholique, bref une vie de brusques et angoissantes alternatives. Lors donc que sonna pour elle l'heure des responsabilités, Elizabeth se trouvait vraiment formée par les événements, tout au moins dans une certaine mesure. Mais les brusques revirements de sa vie avaient développé dans son esprit, sinon de la timidité, du moins une véritable indécision que l'exercice du pouvoir masqua par la suite, sans l'effacer complètement. De là les flottements, les incertitudes, les hésitations que l'on remarque parfois dans la conduite d'Elizabeth, et dont toutes ne furent pas feintes. Sans doute y était-elle disposée par sa nature féminine même, qui explique en partie (comme le font aussi ses ascendances) les colères, la dissimulation, la faiblesse, le des-

potisme et la cruauté de la « lionne Tudor » ; mais les alternatives de son passé ont certainement contribué pour une part, elles aussi, à l'essor de ses défauts comme à celui de ses qualités de souveraine.

LES CONSEILERS D'ELIZABETH. — Peut-être même convient-il d'aller plus loin et de dire que ces alternatives ont porté d'autres fruits. Elles sont pour quelque chose dans la remarquable façon dont Elizabeth sut choisir ses conseillers et leur assigner à chacun son rôle dans le Conseil privé, demeuré le principal organe du gouvernement de cette reine foncièrement et intégralement Anglaise. William Cecil, qui sera plus tard lord Burleigh, et Nicolas Bacon, son beau-frère, sir Francis Walsingham, le grand diplomate, plus tard le grand Bacon, y représentent une politique ;

Norfolk, Dudley en incarnent une autre. La reine les écoute, les excite, les déconcerte et s'assure leur fidélité en les divisant. Aucun ne la domine, mais tous sont dominés, et, si elle ne se marie pas, c'est apparemment qu'elle ne veut pas se donner un maître. Elle le regrette parfois ; le jour, par exemple, où elle apprend la naissance de Jacques VI d'Écosse, elle se compare à « une souche stérile » ; mais l'amour du pouvoir a tôt fait de la consoler de tels dépit, sinon de calmer une jalousie et un orgueil dont Marie Stuart, et d'autres comme elle, ont connu tous les effets entre 1558 et 1603. Ce n'est pas, toutefois, dans les premiers temps de son règne, qu'Elizabeth a fait montre de dureté, et, plus encore, de cruauté. Elle devait en effet consolider tout d'abord son autorité souveraine et établir définitivement la prédominance de l'anglicanisme dans ses États.

LA POLITIQUE RELIGIEUSE : TRIOMPHE DE L'ANGLICANISME. — En 1558, de bons esprits doutaient encore de la possibilité de la victoire des idées nouvelles en Angleterre.

Comme l'écrivait à Philippe II d'Espagne un observateur attentif (c'était Féria, son ambassadeur à Londres), les catholiques y constituaient la majorité du peuple ; et si la capitale, le pays de Kent et les ports de mer adhéraient aux doctrines de la Réforme, le reste du pays demeurait attaché à la religion romaine. Mais déjà la plupart des jeunes nobles et aussi les universités s'étaient éloignés de celle-ci. Pour Elizabeth, profonde admiratrice de son père et résolue à se comporter comme lui en toutes choses, il y avait là de précieux auxiliaires dans une entreprise qu'elle sut mener à bien avec une prudence, un doigté, une dextérité vraiment remarquables.

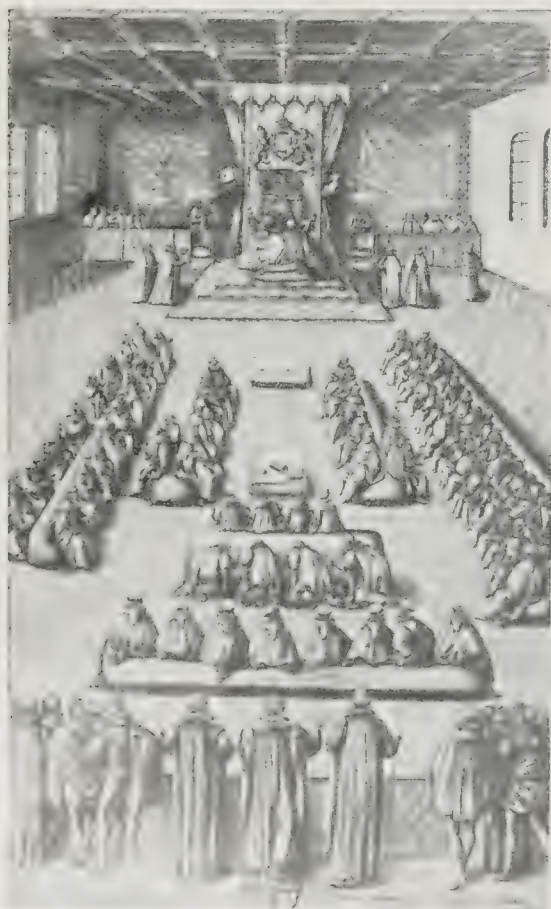
L'Angleterre était lasse des brusques changements de religion que, depuis près de vingt-cinq ans, lui avaient imposés ses souverains et qui l'avaient d'abord écartée de Rome pour constituer une Église indépendante, puis l'avaient ramenée dans le giron du Saint-Siège. Elizabeth eut le grand mérite de le comprendre et d'agir avec une lente et sage progression, se comportant dès le lendemain de son avènement en chef de l'Église d'Angleterre, mais n'assumant que le gouvernement de cette Église et ne s'en déclarant jamais « le chef suprême » — *the supreme head* —, comme l'avait naguère fait Henry VIII. Le « Livre de la commune prière » fut remanié, et les réformes de Mathieu Parker, sacré archevêque de Cantorbéry selon l'ordinal d'Édouard VI (1559), aboutirent, après une série de mesures préparatoires, à l'Acte d'uniformité (1564), qui rendit obligatoire *Trente-neuf articles* sur les Quarante-deux dont se composait la déclaration rédigée sous Édouard VI. Le corps officiel de la doctrine anglicane rejetait la suprématie spirituelle du pape, le sacrifice de la messe, la transsubstantiation, le purgatoire, l'invocation des saints, le culte des images, les indulgences. Le pape Pie V condamna le « Livre de la commune prière », et, un peu plus tard, en promulguant la bulle *Regnum Dei*, prononça l'excommunication et la déposition d'Elizabeth (1570). Mais l'anglicanisme était désormais établi en Angleterre.

ORIGINES DE LA QUERELLE AVEC MARIE STUART. — La nouvelle confession n'était cependant pas acceptée par tous : la fille de Henry VIII avait pu s'en rendre compte avant même d'avoir été frappée d'excommunication par Pie V, dès le lendemain du jour où Marie Stuart, vaincue par ses sujets révoltés, était venue chercher un asile dans les États de sa « bonne cousine » Elizabeth.

Sans raconter longuement l'histoire de Marie Stuart, du moins faut-il rappeler que cette fille de Jacques V et de Marie de Lorraine



ELIZABETH D'ANGLETERRE (1533-1603), fille de Henry VIII et d'Anne de Boleyn. — Peinture de Porbus. — Musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.



UNE SÉANCE SOLENNELLE DU PARLEMENT D'ANGLETERRE AU TEMPS D'ELIZABETH. — Sous un dais surmonté de ses armes, la reine siège en grand costume d'apparat, entourée du chancelier et du trésorier, ainsi que de nobles du plus haut rang. Devant elle, assis, sont les lords, et, plus bas, debout, les députés des Communes dont le porte-parole harangue la souveraine. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



MARIE STUART (1542-1587), reine d'Écosse. — Peinture conservée au musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

s'était trouvée reine d'Écosse quelques jours après sa naissance (décembre 1542); que, dès sa plus tendre enfance, elle avait été mariée au Dauphin de France et avait été envoyée sur le continent pour y recevoir une éducation toute française (août 1548); enfin que Henri II avait fait prendre à ses enfants les titres de roi d'Écosse, d'Angleterre et d'Irlande. Vainement, après la mort de son père, François II, devenu roi de France, et Marie Stuart, autorisée par son époux, avaient-ils formellement reconnu les droits

d'Elizabeth à la couronne d'Angleterre; jamais la « reine vierge » n'oublia l'affront qui lui avait été fait tout d'abord. Marie Stuart en eut la preuve lorsqu'en 1561, après la mort de François II, elle regagna l'Écosse où, jusqu'à l'année précédente, sa mère avait agi au mieux des intérêts du pays et de sa fille, en dépit de difficultés grandissantes.

INTRODUCTION DE LA RÉFORME EN ÉCOSSE.

— Ces difficultés tenaient pour une part à la traditionnelle indocilité des lairds écossais, mais pour une bonne part aussi à l'esprit nouveau que la Réforme avait introduit dans la contrée. Et non pas une réforme luthérienne, comme l'avaient d'abord prêchée quelques étudiants des universités du continent (Hamilton en 1527, George Wishart en 1544-1546), mais une réforme calviniste, celle dont John Knox s'était fait le propagateur à son retour de Genève en 1559. Auparavant déjà, les seigneurs gagnés aux doctrines protestantes avaient signé à Edimbourg le fameux accord ou *Covenant* instituant la « Congrégation » de Christ contre celle de Satan et de l'idolâtrie (3 décembre 1557) et empêché Marie de Lorraine de réaliser en Écosse une réforme purement catholique. Tôt après l'arrivée de Knox et sous son influence, le « Parlement de la Réforme » (*Reformation Parliament*) adoptait la « Confession de foi professée par les protestants d'Écosse », abolissait toute juridiction de l'évêque de Rome dans le royaume et confiait à ce farouche pasteur le soin d'organiser l'Église presbytérienne, la *Kirk*. Ainsi, quand Marie Stuart, veuve de François II, entra en Écosse, le protestantisme y était définitivement constitué. Le calvinisme, — un calvinisme particulièrement rigide, républicain et laïque, — y était devenu la religion officielle; pas d'évêques, rien que des ministres, et un certain nombre d'« anciens », tous élus; la messe était proscrite sous peine d'amende, puis de prison, enfin de mort.

LES DIFFICULTÉS DE MARIE STUART. — Fervente catholique, Marie Stuart se refusa toujours à ratifier les actes de 1560, tout en essayant de calmer les défiances qui l'avaient accueillie à son retour. Mais peut-on réellement désarmer la passion religieuse? En faisant célébrer la messe dans la chapelle d'Holyrood, la reine d'Écosse déclencha une vraie tempête. Dès lors, consciente de sa faiblesse, elle se chercha des soutiens. Elizabeth ayant répondu à ses avances de la façon la plus décevante et les princes étrangers aspirant à sa main étant presque tous protestants, Marie prit pour époux un catholique parmi ses sujets. Son choix s'arrêta sur son cousin Henry Darnley, fils du comte Lennox et arrière-petit-fils de Henry VII Tudor.

Darnley, brillant cavalier, mais âme couarde et caractère jaloux, ne donna pas à la reine un appui sérieux et, par contre, ce mariage décevant mécontenta les grandes familles d'Écosse, fournit un thème inépuisable aux prédicants presbytériens et exaspéra Elizabeth. Bientôt même, Darnley, dépit de se voir refuser la couronne royale, qu'il réclamait, se tourna contre Marie et fit assassiner l'Italien Rizzio, son principal conseiller (mars 1566). Si quelques semaines plus tard, et à la veille de la naissance de son fils Jacques VI (19 juin), la reine d'Écosse se réconciliait avec son époux, de nouvelles querelles vinrent très vite séparer la femme et le mari, et l'assassinat de Darnley par les chefs de la noblesse rendit Marie Stuart veuve une seconde fois (10 février 1567). On sait le reste : à la suite de circonstances encore mal connues, celle-ci ne tarda pas à prendre pour époux le comte de Bothwell, le principal assassin de Darnley (15 mai 1567), et l'Écosse tout entière se souleva contre sa souveraine. Vaincue sans combat à Carberry-Hill et enfermée à Lochleven, d'où elle ne tarda pas à s'échapper, vaincue de nouveau à Langside un peu plus tard, Marie Stuart ne se vit plus d'autre ressource, le 16 mai 1568, que de demander un asile en Angleterre à la reine Elizabeth.

ELIZABETH ET MARIE STUART. — Celle-ci, qui détestait les tendances démocratiques du calvinisme et qui avait surtout pour sujets des catholiques, s'était bien gardée, au début de son règne, de soutenir les presbytériens écossais dans leurs luttes contre Marie de Lorraine; pour demeurer maîtresse dans ses propres États, elle avait adopté une attitude de stricte neutralité, tout au moins apparente, et s'était même, en quelque façon, posée en arbitre. Elle garda encore cette attitude le jour où Marie Stuart lui eut demandé l'hospitalité, ne voulant la laisser passer ni en France, ni en Espagne, où elle eût été trop dangereuse. Mais voici que, bientôt, la présence de la reine d'Écosse s'avère un péril pour l'autorité d'Elizabeth; les catholiques anglais n'attendent-ils pas d'elle, en effet, la restauration de leur religion dans la contrée? Dès 1569, il se produit un soulèvement dans les pays du Nord, Northumberland et Westmoreland. Bientôt, la situation devient plus grave encore : le pape a déclaré bâtarde Elizabeth et a dégagé tous ses sujets de leur serment d'allégeance envers elle, ce qui détermine contre la reine d'Angleterre nombre de complots ou même de véritables conspirations. Celles-ci sont réprimées de manière sanglante et finissent par atteindre Marie Stuart elle-même; des catholiques anglais, des prêtres formés dans les collèges fondés sur le continent (à Douai surtout) pour évangéliser le royaume, des jésuites sont pris et exécutés. Un jour vient où Elizabeth fait voter par le Parlement et promulgue une loi autorisant à condamner à mort toute personne se croyant des droits à la couronne et en faveur de qui aurait été projetée ou fomentée quelque insurrection ou quelque atteinte à la personne de la reine Elizabeth. Peu après, le complot de Babington est découvert et Marie Stuart y est impliquée; à la suite d'un procès où tout fut irrégulier, la haute cour



ARRESTATION DES CATHOLIQUES A L'ÉPOQUE D'ELIZABETH. — Les scènes réunies sur cette estampe représentent : 1^o l'arrivée de soldats dans une pièce où un prêtre célèbre la messe catholique; 2^o l'arrestation du prêtre officiant et des fidèles assistants; 3^o l'internement de catholiques dans une prison; 4^o la conduite d'un prêtre catholique au supplice. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



EXÉCUTION DE MARIE STUART, dans une salle du château de Fotheringay (Northumberland), le 8 février 1587. Le château fut ensuite détruit sur l'ordre de Jacques I^{er}, fils de Marie Stuart. — Gravure de De Lille, d'après un dessin de B. Picard. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

de justice devant laquelle elle avait été traduite prononça contre elle la peine capitale. Elizabeth eût voulu éviter la responsabilité de cette mort et elle invita le gardien de la reine d'Ecosse, qui s'y refusa, à la faire disparaître. Chacun connaît la touchante résignation et la fermeté de Marie Stuart sur l'échafaud : c'est en reine et en chrétienne qu'elle mourut au château de Fotheringay, le 8 février 1587, après quelque dix-neuf ans de captivité.

L'« INVINCIBLE ARMADA ». — Philippe II aurait pu naguère donner son fils don Carlos pour époux à Marie Stuart et, depuis longtemps déjà, il s'était intéressé à son sort ; sa main se retrouve dans plusieurs des conspirations tramées à l'époque en Angleterre. N'ayant pu la secourir en temps opportun, il voulut du moins venger sa mort en même temps que satisfaire ses nombreux griefs personnels contre Elizabeth. N'avait-il pas été écarté par elle quand il avait brigué sa main ? N'avait-il pas à se plaindre fortement d'elle, en tant que catholique ? Et enfin, comme roi d'Espagne, n'avait-il pas à venger les coups de main que, depuis vingt ans, les corsaires anglais ne cessaient de diriger au delà de la « ligne des amitiés » contre ses flottes ou contre ses principaux ports d'outre-mer ? Minutieusement, Philippe II prépara donc une descente espagnole en Angleterre ; toute la force de l'Espagne fut mobilisée au cours de l'année 1587. Une flotte partie de Lisbonne devait venir embarquer l'armée du duc de Parme dans les Pays-Bas et la débarquer sur les rivages britanniques.

L'alarme fut poignante, les préparatifs de défense un peu décousus. Lord Howard, chef suprême de la flotte, eut sous ses ordres, comme vice-amiral, Francis Drake, qui s'était signalé par le pillage des ports du Chili, du Pérou et enfin de Cadix. La plupart des « chiens de mer », comme s'appelaient les pirates anglais, accoururent. La défense sur terre fut préparée précipitamment.

Depuis la bataille de Lépante, l'Espagne passait pour invincible sur mer. Elle lança sur l'Océan cent trente-deux vaisseaux bien commandés et pourvus de bons équipages, qui arrivèrent le 19 juillet 1588 en vue de l'Angleterre. Si Medina Sidonia avait aussitôt attaqué Plymouth, il aurait paralysé la défense. Il n'osa pas s'écarter des ordres précis de son maître et défila le long des côtes, laissant aux trente-quatre médiocres bâtiments de la marine royale et à l'innombrable essaim des corsaires et des navires de commerce l'avantage de l'offensive.

« Nous allons leur arracher les plumes », dit Howard à ses marins, et bientôt l'« Armada » fut harcelée de jour et de nuit. Ses équipages furent déconcertés par cette tactique nouvelle, ses manœuvres contrariées par une brusque saute des vents et la trahison des courants de la Manche. Aussi l'« Armada » arriva-t-elle en désordre devant Dunkerque, où le duc de Parme renonça à la traversée. Medina Sidonia entreprit alors de retourner en Espagne en contournant l'archipel britannique. Il n'avait plus que cinquante-trois vaisseaux quand il reparut dans son pays !

Tout danger n'était pas conjuré : les Espagnols eurent même certains succès, quelques-uns à nos dépens, comme la prise de Blavet, de la presqu'île de Crozon, où se trouve encore la Pointe des Espa-

gnols, dont la reprise coûta la vie à Frobisher, un des plus renommés des corsaires. L'attaque de Cadix fut alors décidée : Howard, Essex, Raleigh forcèrent l'entrée du port, la ville fut prise d'assaut, pillée, rançonnée (1596). L'Espagne était vaincue et bien vaincue.

LA POLITIQUE EXTERIEURE D'ELIZABETH ; SA POPULARITÉ EN ANGLETERRE.

— Elizabeth n'avait pas attendu ce triomphe pour jouer en dehors de son propre royaume le rôle de protecteur du protestantisme. En France, dès le début des guerres de religion et jusqu'au jour où Henri IV eut achevé de conquérir son royaume ; aux Pays-Bas où, après de longues hésitations, elle envoya des subsides et des secours militaires, — qu'elle prétendit d'ailleurs se faire payer par la reconnaissance de son protectorat sur les Provinces-Unies, — elle était intervenue de façon plus ou moins heureuse, mais elle avait toujours combattu la politique catholique de Philippe II et avait su donner une haute idée de sa puissance. Aussi, déjà avant 1588, la considérait-on, dans toutes les parties du monde protestant, comme le soutien de la Réforme. Les Anglais le savaient et ils en étaient fiers. De là, les louanges données par les poètes au gouvernement de la « reine vierge » ; et l'exaltation de l'amour-propre national, après l'échec de l'invasion espagnole, — une exaltation proportionnelle à la crainte que la menace avait inspirée, — vint encore accroître la bonne opinion qu'ils avaient du gouvernement de leur souveraine. Il en résulta un nouvel

accroissement d'autorité pour Elizabeth et une recrudescence du loyalisme de ses sujets. Déjà, en 1588, les catholiques avaient fait bloc avec le reste de la nation britannique contre l'envahisseur du dehors. Par la suite, ceux-là même qui ne partageaient pas les croyances nouvelles et qui étaient persécutés, les catholiques demeurés nombreux jusqu'à la fin du règne, les puritains dont Elizabeth redoutait et combattait rudement les doctrines avancées, tous lui demeurèrent indéfectiblement attachés. On vit un puritain, après l'amputation de sa main droite, lancer son chapeau en l'air avec sa main gauche en criant : « Vive la reine ! »

LA POLITIQUE INTÉRIEURE ET LE MALAISE SOCIAL.

— L'habile et heureuse politique extérieure d'Elizabeth faisait ainsi oublier aux Anglais les erreurs et la dureté de sa domination intérieure. Rarement, en effet, l'Angleterre subit un despotisme plus rigoureux qu'au temps de la dernière des Tudors. Jalouse de son autorité comme elle l'était, elle n'aimait pas les Parlements, alors même qu'ils se montraient empressés à lui complaire ; elle ne les réunit donc qu'assez rarement — treize fois en quarante-quatre années de règne — et seulement en cas de nécessité absolue, pour voter les subsides dont elle avait besoin. Du moins eut-elle le mérite de ne pas les supprimer et, parfois même, de les remercier de leurs remontrances et d'en tenir compte.

Celles-ci se produisirent surtout à propos de la politique financière



PRISE DE CADIX PAR LORD ESSEX EN JUILLET 1596. — Cadix, dans le port de laquelle Drake avait incendié des navires espagnols dès 1587, vit en juillet 1596 une flotte anglaise détruire dans sa rade treize vaisseaux de guerre et quarante galions venus d'Amérique. La ville fut ensuite pillée si complètement qu'il en résulta une banqueroute générale. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

d'Elizabeth, dont tous les historiens sont unanimes à reconnaître l'avarice extrême ; elle tardait à pourvoir à la nomination des sièges épiscopaux vacants, afin de s'en réserver les revenus. Cette avarice ne suffit pas toutefois à expliquer les côtés tragiques du temps ; il faut encore tenir compte de nombre de causes, à commencer par la situation financière que ses prédécesseurs avaient léguée à la « reine vierge », auxquelles elle remédia de son mieux, dès son avènement ; une refonte des monnaies d'or et d'argent remit en circulation des pièces de bon aloi. Mais ces mesures ne suffirent pas à améliorer vraiment la crise sociale qu'avait déterminée en Angleterre la révolution religieuse. Cette révolution avait porté aux artisans ruraux un coup terrible ; elle les avait privés sans compensation de la majeure partie de leur travail et leur avait retiré leur meilleure clientèle, les églises et les monastères. En vain, dès le début de son règne, Elizabeth prit une série de mesures pour la répression du vagabondage et de la mendicité ; force lui fut d'y revenir par la suite à plus d'une reprise et d'édicter des « lois des pauvres », *poor laws*, qui, « inspirées de l'esprit médiéval, moins la charité », ne laissèrent aux artisans ruraux aucune possibilité d'économie ni aucune chance d'amélioration de leur sort. Là réside, comme aussi dans la « misère d'Irlande », le côté regrettable du règne d'Elizabeth.

Par contre, les classes industrielles et commerçantes des villes bénéficièrent d'une réelle prospérité. Les lois sur l'apprentissage et sur la journée de douze heures, tôt promulguées, contribuèrent à un progrès industriel auquel ajouta un afflux de tisserands hollandais chassés de leur pays par les rigueurs du duc d'Albe. Dès lors, aux industries de la laine s'ajouta (dans le comté de Norfolk) la fabrication des étoffes de lin. En même temps, le commerce extérieur se développait ; tandis que continuaient les relations avec la Moscovie, Thomas Gresham fondait la Bourse de Londres, et la Compagnie des Merciers, ses collègues, fournissait des preuves multiples de son active et audacieuse initiative. La Compagnie des Indes orientales recevait sa charte de fondation, au dernier jour du siècle finissant (31 décembre 1500).

Ainsi s'explique, comme aussi par la splendeur de la littérature anglaise du temps, le souvenir que le peuple britannique a gardé des jours de la « bonne reine Bess ». La reconnaissance populaire a prêté à Elizabeth des qualités et des mérites qu'elle n'avait pas et l'a fait bénéficier d'une auréole dont l'honneur revient, en fin de compte, à la nation anglaise elle-même beaucoup plus qu'à sa souveraine.

VIII. LA CONTRE-RÉFORME

LA RÉFORME EN ITALIE. — Comme dans les pays du centre, du nord et de l'ouest de l'Europe, la Réforme a pénétré dans les Péninsules ibérique et italique, mais elle y a subi un sort tout différent ; elle n'a pas pu s'y maintenir longtemps : Philippe II l'a vite étouffée en Espagne et, en Italie, la Réforme catholique n'a guère tardé à en avoir raison.

On pouvait penser que dans ce dernier pays, profondément imprégné d'humanisme et témoin immédiat de tant de scandales donnés au monde par la cour pontificale, de spectacles qui avaient révolté Luther, la Réforme protestante jetterait des racines profondes. Il n'en fut rien. C'est que, dans cette terre imprégnée de foi et de vie religieuse, nulle hostilité n'existait, au début du XVI^e siècle, à l'égard du Saint-Siège et de l'Eglise romaine. La fin d'exactions dont on souffrait en Italie plus qu'ailleurs, voilà ce que l'on désirait avant tout ; mais, pour obtenir ce résultat et pour mener à bien une réforme de l'Eglise, la suppression du trône apostolique et le bouleversement des dogmes ne semblaient nullement nécessaires. Luther avait débuté par penser ainsi avant d'en arriver à une complète rupture avec Rome ; c'est à lui, et non pas à Calvin, qu'allèrent toujours les préférences des Italiens. Sans doute un petit groupe de calvinistes a-t-il existé un moment à Ferrare autour de Renée de France, l'épouse d'Hercule II depuis 1528 ; mais, en dehors de cette ville, on ne rencontre guère dans la Péninsule, d'abord dans le Milanais et en Vénétie, puis ailleurs, que des luthériens se comportant de façon très libre vis-à-vis du Réformateur, lui empruntant les aperçus qui convenaient le mieux à leurs propres aspirations et négligeant les autres. Il n'y eut donc là, au total, qu'un protestantisme très édulcoré ; on ne saurait s'étonner que la contre-Réforme catholique en soit facilement venue à bout.

LES PROJETS DE CONTRE-RÉFORME. — Celle-ci commença de se réaliser aussitôt que se manifestèrent les premières conséquences graves des prédications de Luther et les premières ruptures avec Rome. Depuis longtemps déjà, l'Eglise sentait le besoin d'opérer une réforme profonde dans son sein ; le jour où « frère Martin »

se fut révélé autre chose qu'« un beau génie », elle s'appliqua, par un effort réfléchi et soutenu, à corriger tout ce qui pouvait exister de mauvais en elle, mais sans rien toucher à la doctrine, à effacer les tares que la faiblesse de la nature humaine l'avait insensiblement amenée à accepter. Cette réforme catholique, on l'appelle souvent la « contre-Réforme » ; elle s'est réalisée dans le courant du XVI^e siècle de double manière : par l'acceptation de toutes les mesures disciplinaires que le bien de l'Eglise exigeait, et par la prédication de la doctrine immuable de l'Eglise à ceux que les promoteurs de la Réforme avaient amenés à se séparer d'elle. Elle a été la grande préoccupation ou la grande œuvre des treize papes qui se sont succédé sur le trône pontifical depuis la mort de Léon X (1^{er} décembre 1521) jusqu'à celle d'Innocent IX (30 décembre 1591). Tous sans doute eurent à cœur de remplir leurs devoirs de leur mieux dans l'intérêt de la chrétienté et pour le salut des âmes, et de réformer l'Eglise du Christ pour la mettre à même de surmonter la crise terrible qu'avait provoquée l'hérésie de Luther. La brièveté de leur règne ou les événements extérieurs ne permirent pas à quelques-uns d'entre eux de réaliser leur désir ; d'autres, au contraire, Paul III (1534-1549) et Grégoire XIII (1572-1585) surtout, eurent le temps d'exercer une réelle et salutaire action sur l'Eglise.

L'austérité du pape Adrien VI, cardinal d'Utrecht, ancien précepteur de Charles-Quint, ne réussit pas, en effet, à s'implanter dans la curie romaine pendant son trop court pontificat (1522-1523). Le neveu de Léon X, qui lui succéda sous le nom de Clément VII (1523-1534), aurait peut-être entrepris quelques réformes si la prise de Rome par la horde du connétable de Bourbon n'avait brisé sa faible volonté. Il se soumit au despotisme de Charles-Quint, se contentant des compensations que l'empereur accordait à la famille des Médicis, rétablie en possession du principat de Florence.

LA RÉFORME DU CLERGÉ RÉGULIER : LES JÉSUITES. — Déjà cependant se manifestaient les premiers symptômes de la réforme catholique, parmi ces ordres réguliers qui, en présence des événements, sentaient le besoin de revenir à l'observance de la règle primitive pour relever la dignité de la vie et le savoir du clergé catholique. La réforme franciscaine des Capucins date de 1528 et ne tarde pas à être suivie de celle des Camaldules et surtout de celle du Carmel, entreprise et réalisée par la grande sainte Thérèse d'Avila. En même temps se fondent différents ordres qui se proposent tous, chacun à sa façon, de travailler au relèvement catholique : dès 1524, les Théatins, institués par Gaétan de Thienne et Jean-Pierre Caraffe, évêque de Theano — de là le nom de *Théatins* —, pour réformer la vie, les mœurs et l'instruction du clergé des paroisses ; puis les Barnabites, les Somasques, la Compagnie de Jésus, les Frères de la Charité, fondés en 1540 par saint Jean de Dieu, pour prendre soin des pauvres et des malades ; la Société de l'Oratoire (1548), qui se propose la prédication et l'exercice du culte, la réformation des mœurs et la conversion des hérétiques et des infidèles. Ainsi se trouve réalisé, et très vite, le retour du clergé régulier à la vie dont il n'aurait jamais dû s'écarter ; le pape Paul III n'eut donc pas besoin de suivre l'avis de la commission de cardinaux réunie par lui en 1537 et qui proposait, l'année suivante, d'arrêter provisoirement le recrutement de tous les monastères, afin que, le vieux personnel une fois disparu, une nouvelle génération pût être formée dans l'esprit de la règle primitive.

De tous ces ordres rénovés ou nouveaux, le plus remarquable à tous égards est celui des Jésuites, que son fondateur, Ignace de Loyola, organisa comme un ordre de chevalerie militaire. Rien de plus naturel chez un ancien officier amené, par la longue inaction et les souffrances consécutives à une grave blessure, à faire un retour sur soi-même, à renoncer à la vie mondaine, à se consacrer chevalier de la Vierge Marie au sanctuaire miraculeux de Montserrat. Après avoir projeté de convertir les Musulmans à la foi chrétienne, après avoir fait à l'église Sainte-Marie de Montmartre, lui et les sept compagnons de son ascétisme, le vœu de se consacrer à la conversion des Musulmans et à la protection des chrétiens de la Palestine (15 août 1534), Ignace de Loyola fut amené peu à peu à orienter son activité et celle de ses disciples dans les voies les plus diverses. Dès 1536, alors que tous cherchaient à s'embarquer à Venise, devenu un des centres de la Réforme catholique commençante, grâce aux ordres nouveaux qui y florissaient, les ardents compagnons d'Ignace secondèrent les moines vénitiens dans leurs œuvres : c'est ainsi que les Théatins formèrent les Jésuites au rôle de missionnaires à l'intérieur. Comme ils agissaient surtout de disputer le terrain au protestantisme, Ignace donna à sa petite troupe l'appellation militaire de « COMPAGNIE de Jésus ». Ce nom désigna bientôt une grande armée de la foi. A la nouvelle chevalerie qui lui offrait son dévouement, Paul III, par une bulle du 27 septembre 1540, prescrivit, outre les trois vœux monastiques ordinaires de pauvreté, de

chasteté, d'obéissance, la promesse d'être toujours au service du pape, et cette promesse fut rigoureusement tenue. La Société de Jésus, comme l'a dit Gabriel Monod, a « identifié, pour ainsi dire, ses destinées avec celles de la papauté qu'elle a voulu tout ensemble servir, défendre et diriger ».

En 1541, après d'humbles hésitations, Ignace prit, avec le titre de général, le commandement de sa compagnie, qui comptait déjà soixante pieux soldats. A ce moment, seul des adhérents de la première heure, François-Xavier s'embarquait pour les Indes, commençant la merveilleuse épopée de ses missions. Le gros de la Compagnie resta sous la main de son chef qui la disciplinait et l'exaltait par l'entraînement mystique de ses *Exercices spirituels* et par les exigences dictatoriales de ses *Constitutions*. Instruments dociles de la volonté de leur supérieur, obéissant « comme un bâton à toutes ses impulsions », les religieux de la Compagnie de Jésus étaient de redoutables adversaires pour les protestants, indépendants mais divisés dans leur action.

Paul III, qui s'en rendait compte, entreprit de diriger l'activité des Jésuites. Au concile de Trente, c'est à des théologiens de la Compagnie que le pape s'en remit du soin de défendre la doctrine romaine, en particulier à Lainez, qui devait succéder à Ignace de Loyola comme général de la Compagnie et laisser la réputation d'une sorte de second fondateur de l'ordre. Comme agents du Saint-Siège dans les cours étrangères, comme éducateurs, comme théologiens, les Jésuites ne tardèrent pas à jouer un très grand rôle. Directeurs de consciences royales, instituteurs de la jeune noblesse, ils eurent parfois entre les mains les fils des intrigues politiques et le destin des États. La politique qu'ils inspirèrent fut étroitement subordonnée aux intérêts de l'Église ; l'éducation qu'ils donnèrent fut conforme aux constitutions de leur ordre ; ils assouplirent plus qu'ils n'émancipèrent les esprits. Refrénant partout l'individualisme, ils préparèrent des sujets dociles à la monarchie absolue, des lettrés élégants qui, dans le domaine des idées, recouraient moins à la critique qu'au principe d'autorité. Certes, ce n'était pas là l'idéal des grands humanistes de la Renaissance ; en face du protestantisme, fondé sur l'esprit de libre examen, les Jésuites faisaient appel à l'esprit de soumission et cherchaient à restaurer, sur la base de l'autorité, la puissance de l'Église catholique. Toutefois, l'éducation des Jésuites ne fut pas purement formelle ; elle contribua, avec celle que donnèrent les disciples de saint Philippe de Néri, les Oratoriens, à développer les facultés de pondération et de mesure qui caractérisèrent l'honnête homme du XVII^e siècle.

LE CONCILE DE TRENTE (1545-1563). — Avant que se fussent manifestés dans le clergé régulier les prodromes de ce vaste mouvement de rénovation religieuse ; avant que, sur l'initiative du pape Paul III, une grande commission de cardinaux eût étudié les moyens d'étendre à l'Église catholique tout entière ce retour à la piété des anciens temps, les événements politiques avaient empêché les souverains pontifes de réunir un concile œcuménique. La prise et le pillage de Rome par les bandes de Frondsberg en 1527, le double couronnement de Charles-Quint comme roi d'Italie et comme empereur d'Allemagne par le pape Clément VII (février 1530) interdisaient à ce souverain pontife de songer à sa convocation ; il ne fallait pas que le concile servît d'instrument de domination au puissant monarque. Plus heureux, Paul III put convoquer l'assemblée générale de l'Église dont on attendait la pacification religieuse de toute la chrétienté, puis la voir s'ouvrir sous ses auspices à Trente, en Tyrol, le 13 décembre 1545. Mais les circonstances ne lui permirent pas d'assister à sa clôture ; ce furent les légats de Pie IV qui la prononcèrent dix-huit ans plus tard, le 4 décembre 1563. De nombreux incidents, en effet, vinrent entraver l'œuvre du concile et obliger les Pères à interrompre leur travail. Non seulement les théologiens protestants refusèrent d'aller discuter au delà des Alpes ; mais leur belliqueux défenseur, Maurice de Saxe, faillit franchir ces montagnes et, à son approche, les prélats catholiques se dispersèrent. Par deux fois, le concile de Trente dut interrompre ses délibérations, et sa troisième

session (1560-1563) fut tenue longtemps après les deux premières. Ces interruptions ne modifièrent, d'ailleurs, en rien la ligne de conduite du concile, ni dans son œuvre dogmatique, ni dans son œuvre sacramentaire, ni dans son œuvre réformatrice. Aucun compte ne fut tenu des propositions tendant au relâchement de la discipline ecclésiastique que, dans un but politique, l'empereur Ferdinand I^{er} et le cardinal de Lorraine avaient présentées. Le célibat ecclésiastique fut maintenu, le sacerdoce conserva son action prépondérante dans l'Église, mais il imposa au prêtre une préparation à la fois savante et morale qui devint l'objet d'une sollicitude toute nouvelle. D'autre part, la doctrine de Trente affirma contre les protestants l'utilité des bonnes œuvres pour le salut, maintint les sept sacrements catholiques, enseigna la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie. Le latin resta la langue sacrée de l'Église, seule employée dans les cérémonies religieuses. Clergé et fidèles ne durent recourir qu'au texte latin des Écritures. Encore l'interprétation de la Bible, ainsi réservée aux personnes cultivées, dut-elle être guidée par la tradition apostolique et par les enseignements de l'Église, « à qui il appartient de juger du vrai sens ». Ainsi la foi individuelle basée sur la lecture de l'Évangile fut réprouvée et

une incompatibilité insurmontable surgit entre catholiques et protestants. De toutes les manières, en définitive, l'Église reçut alors sa forme moderne, dont la « Définition de foi faite à Trente » constitue l'exposé le plus authentique et le plus substantiel à la fois.



LE PAPE PAUL III. — Peinture du Titien. — Musée National, Rome. CL. ANDERSON.

LA RÉFORME DE LA PAPAUTÉ ET LES AUTRES CONSÉQUENCES DU CONCILE. — Des idées exposées, des résolutions qui avaient prévalu au concile sortirent rapidement des effets considérables.

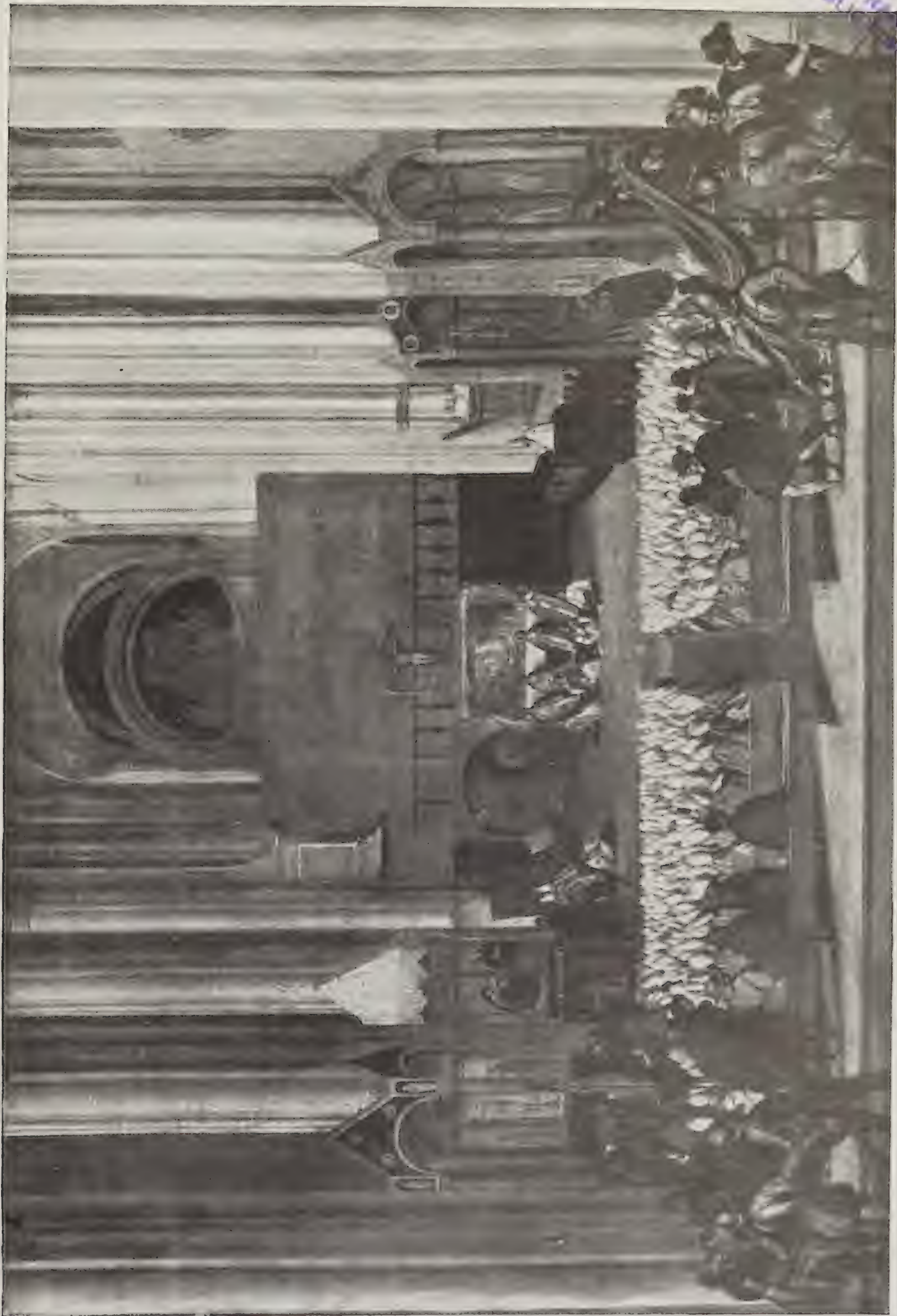
Auparavant déjà, les papes avaient travaillé à se réformer eux-mêmes, et ils l'avaient fait avec assez de succès pour que le pontificat de chacun d'eux marquât un vrai progrès moral. La réforme la plus facile, celle de leur train de vie, avait été réalisée la première ; dans la seconde moitié du XVI^e siècle, — non sans peine, à cause de leurs propres faiblesses et des intrigues dont ils étaient entourés, — les papes s'attachèrent à la disparition de ces habitudes de népotisme que leur avaient léguées leurs prédécesseurs du XV^e siècle. Ils réformèrent aussi leur entourage et le gouvernement central de l'Église par toute une série de mesures édictées contre les abus, par la création ou plutôt par la reconstitution de la vieille Inquisition romaine sur de nouvelles bases, par l'institution de la Congrégation de l'Index, chargée, avec celle du Saint-Office, de veiller de façon permanente à l'intégrité de la doctrine de l'Église. Puis le mouvement s'étend au loin, par toute la catholicité : à l'épiscopat qui se modifie peu à peu, au clergé séculier, aux laïques, à la littérature, à l'art, qui se transforment sous l'influence du concile de Trente, tandis que d'ardents missionnaires se répandent dans les pays gagnés au protestantisme et y détachent des idées nouvelles des âmes nombreuses, parfois même des régions entières.

Ainsi, pour lutter avec succès contre la Réforme protestante, la papauté entreprit non « une réforme de l'Église catholique », mais « une réforme catholique de l'Église ».

IX. L'ESPAGNE SOUS PHILIPPE II FORMATION DE LA RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES

ROME ET L'ESPAGNE. — La Réforme protestante ne s'est pas accomplie sans que les catholiques aient eu, à tous égards, gravement à en souffrir ; aux dommages religieux vinrent s'ajouter ceux qui résultèrent des excès consécutifs à la séparation des adeptes des nouvelles doctrines d'avec les fidèles demeurés dans l'obéissance du Saint-Siège.

Pas plus que la Réforme protestante, en dépit du caractère pacifique de l'Église, la contre-Réforme ne s'est produite sans violence ; par



LE CONCILE DE TRENTE. — PEINTURE DU TITIEN. MUSÉE DU LOUVRE. CL. ALINARI.

Le concile de Trente, qui eut pour but d'opposer au protestantisme un ensemble de définitions dogmatiques et de réformes disciplinaires, propres à maintenir l'unité catholique, commença ses travaux à la fin de l'année 1545 et les termina seulement en décembre 1563, après avoir tenu vingt-cinq sessions.

instants, elle s'est accompagnée d'une réaction intolérante, où l'on reconnaît plutôt le génie de l'Espagne que celui de l'Italie. Le fait s'explique aisément. Saint Ignace, saint François Xavier, le plus hardi des missionnaires, le charitable saint Jean de Dieu, l'étonnante sainte Thérèse, et tant d'autres esprits éminents, de nationalité espagnole, devaient marquer de leur empreinte la réforme catholique. Par ailleurs, les papes, souverains temporels de Rome, étaient, comme toute l'Italie, dépendants de la puissance qui dominait Milan et Naples; ils devaient faire une politique que l'Espagne voulût approuver et, au besoin, sanctionner de son appui et de sa force.

Or, de 1556 à 1598, c'est-à-dire au temps de la pleine contre-Réforme, l'Espagne fut gouvernée par un roi qu'inspiraient à la fois l'ardeur religieuse de ses sujets — car il était un pur Espagnol — et la tradition de la maison d'Autriche — car il était le fils de Charles-Quint —, par Philippe II.

LA POLITIQUE DE PHILIPPE II. — Celui-ci, à qui son père, en abdiquant, avait laissé tous ses domaines, sauf l'Autriche, et toutes ses couronnes, sauf l'impériale, était déjà trop âgé lors de son avènement (il était né en 1527) pour ne pas être profondément imbu des spectacles dont il avait été le témoin et des idées dans lesquelles il avait vécu jusqu'alors. Si Espagnol fût-il, il garda donc la prétention de dominer moralement l'Europe, comme s'il eût été empereur et non point seulement roi de toutes les Espagnes, et, d'autre part, en sa qualité d'Espagnol, il prétendit dominer l'Europe pour y rétablir l'unité chrétienne. Toute sa vie, il revendique le rôle de restaurateur du catholicisme; il aspire, pour remplir cette mission, à s'élever au-dessus des rois qu'il entend régenter dans leurs États, au-dessus du pape lui-même, car aucune autorité, si éminente soit-elle, n'est admise à modérer son zèle. Le Saint-Siège ayant conseillé l'emploi de moyens moins rigoureux dans la répression du protestantisme aux Pays-Bas, Philippe II lui impose silence : « Que le pape sache combien il s'est aventuré et trompé en ceci, et qu'il s'en garde dorénavant. »

La défense du catholicisme menacé, la restauration du catholicisme dans son ancienne splendeur, voilà donc le but que s'assigne Philippe II dès son avènement; pour le réaliser en dépit de tous les obstacles, il compte sur l'énorme puissance dont il dispose par toute la terre et sur les domaines dont il a hérité de son père; il compte plus encore sur son intelligence et sur son inflexible volonté, sur son extrême ardeur au travail, sur le pays où il est né, qu'il aime et dont il est aimé, voire même « adoré » — le mot est de l'ambassadeur vénitien Contarini, — sur l'Espagne unifiée et pleinement soumise à son autorité souveraine.

CARLOS I^{er} ET LA CENTRALISATION MONARCHIQUE. — Carlos I^{er} d'Espagne — l'empereur Charles-Quint — avait en effet poursuivi avec succès, dans la péninsule Ibérique, l'œuvre commencée par ses grands-parents Ferdinand et Isabelle. Ceux-ci avaient mené à bien l'unification nationale (v. t. I^{er}, p. 314-317); celui-là, allant plus loin, réalisa la centralisation monarchique dans tout le pays. Dès 1519, la révolte des *Comuneros* lui fournit le prétexte dont il avait besoin pour la commencer. Excédés du despotisme et des exactions des conseillers flamands de leur jeune souverain (il n'avait que seize ans en 1515, à la mort de Ferdinand le Catholique) et du poids des impôts dont ils étaient eux-mêmes chargés, les Castillans protestèrent, à cette date, contre le vote, arraché aux Cortès, d'un lourd impôt, d'un *servicio*, qui devait fournir à Carlos l'argent destiné à payer son élection à l'Empire. Quelques-unes des principales villes, Tolède et Salamanque, allant plus loin, refusèrent de payer, parce que leurs procureurs avaient été exclus des Cortès, et formèrent avec d'autres cités mécontentes une *junte* insurrectionnelle. Soutenus par quelques nobles lésés dans leurs prétentions et dans leurs intérêts, en particulier par Juan de Padilla qui devint leur capitaine général, les *Comuneros*, c'est-à-dire les défenseurs des libertés des villes de la Castille, débutèrent par remporter certains succès. Pour légitimer leur révolte, au gouverneur étranger à qui Carlos I^{er} avait confié la di-

rection des affaires — le cardinal d'Utrecht — au roi lui-même, ils opposèrent la mère de celui-ci, Juana, fille de Ferdinand et d'Isabelle, reléguée comme folle au château de Tordesillas; mais la malheureuse déconcerta ses partisans en refusant de rien faire qui pût porter préjudice à ses enfants. Alors la noblesse, jusqu'alors hésitante entre les deux partis, se rallia autour de deux grands dignitaires désignés par le souverain, le connétable et l'amiral de Castille; Padilla est battu à Villalar et décapité (1521), et une tentative des Français pour rejoindre les rebelles à travers la Navarre discrédite la cause des *Comuneros*. Aussi Carlos victorieux ne tient-il aucun compte de leurs revendications; désormais, les nobles remplacent les roturiers comme représentants des villes aux Cortès; bientôt même (1538), ceux-ci ayant à leur tour parlé trop librement, le roi les élimine comme n'ayant pas à voter des impôts que paient les seuls roturiers.

Vers le même temps, Madrid, une ville jusqu'alors secondaire, mais située au centre géométrique de la péninsule Ibérique, devient la capitale de l'Espagne. Celle-ci est, non plus seulement unie, mais centralisée sous un souverain absolu.

CARACTÈRE DE PHILIPPE II. — Si l'Espagne a parfaitement accepté ce régime, tout nouveau pour elle, c'est qu'au désaccord des premiers jours a bientôt succédé, entre elle et son roi, une complète entente et une véritable harmonie. En résidant de plus en plus au milieu de ses sujets, Charles-Quint avait montré des qualités qui avaient conquis leur estime et qui l'avaient rapproché d'eux, sa bravoure chevaleresque surtout, et, plus encore, son dévouement à cette

religion catholique à laquelle la présence de l'Infidèle sur leur sol et la « reconquête » du pays avaient définitivement attaché les Espagnols. Entre ceux-ci et leur roi, le lien religieux se resserra encore lorsque Charles-Quint, abdiquant à Bruxelles pour se retirer au monastère de Yuste, laissa le trône à son fils qui, depuis plusieurs années, administrait la Castille.

Philippe II n'avait pas les qualités guerrières de son père ni sa distinction intellectuelle; il ne brillait pas dans les exercices chevaleresques, si appréciés encore des hommes de la Renaissance. Ce monarque, appliqué et laborieux, constamment enfermé dans son cabinet et qui mettait son amour-propre à tenir en ordre les rapports qu'il recevait, ne pouvait plaire aux Espagnols que par sa ponctualité à remplir ses devoirs religieux. Le premier de tous, à ses yeux, était la défense de l'Eglise contre ses ennemis. Mais la religion et l'autorité, telles qu'il les comprenait, ne pouvaient que faire de lui un despote d'humeur sombre; la mélancolie maniaque qui permit d'enfermer comme folle sa grand-mère Juana, la captive de



ARMES DU ROI PHILIPPE II, A L'ESCURIAL. — Sur cet écusson, encadré du collier de l'ordre de la Toison d'or, figurent en haut, à gauche, les armes de Castille et de Léon; à droite, celles d'Aragon; sur le tout, celles de Portugal. On distingue dans le bas, entre autres, les fleurs de lis de France et le léopard britannique.



UN AUTODAFÉ. — Bien que cette gravure soit extraite de la *Relation de l'Inquisition de Goa*, de François Dillon (Leyde, 1685), et se rapporte, par conséquent, au XVII^e siècle et à l'Inde portugaise, elle donne une idée assez précise de ce qu'était en Espagne, au siècle précédent, un autodafé.



LA BATAILLE DE LÉPANTE (7 octobre 1571), d'après le Titien. — Cette célèbre journée, où 250 navires du Saint-Siège, de Venise et de l'Espagne, groupés par l'habile diplomatie du pape Pie V sous les ordres de Don Juan d'Autriche, vainquirent les flottes du sultan Sélim II et des corsaires barbaresques, supérieures en unités, prouva aux peuples de l'Occident que les Turcs n'étaient pas invincibles sur mer, comme on l'avait cru jusqu'alors. Philippe en félicita sincèrement son frère naturel : « Toute ta manière de faire a été sans contredit la cause principale de la victoire, lui écrivit-il ; c'est à toi que je la dois après Dieu, je le reconnais joyeusement. » Après Lépante, où Michel Cervantes combattit comme simple soldat dans les rangs chrétiens, Don Juan d'Autriche eût voulu voguer vers Constantinople ; mais on n'osa pas suivre son avis, en sorte que cette glorieuse victoire n'eut pas de lendemain. — Gravure vénitienne de 1572. — Bibl. Nat.

Tordesillas, explique plus d'un trait de son caractère lent et irrésolu autant que despotique. Le système d'espionnage qu'il étendit à toutes les parties de son administration, à ses ambassades en pays étrangers, exaspéra parfois sa défiance naturelle et provoqua quelques drames comme le procès de la duchesse d'Eboli et l'assassinat d'Escovedo ; mais sa cour offre le plus souvent le spectacle d'une pompeuse et monotone tranquillité. Si les circonstances qui déterminèrent la disgrâce de son fils Don Carlos et aussi de son secrétaire Antonio Perez sont diversement relatées, personne ne conteste que la cruauté et la déloyauté marquèrent certains de ses actes.

En définitive, l'influence du milieu, l'éducation, le caractère et la foi expliquent les conditions dans lesquelles Philippe II s'efforça de réaliser les tendances immuables de sa politique : maintien de l'unité de la religion et achèvement, par la concentration monarchique, de l'unité de la péninsule.

L'INQUISITION : SON RÔLE RELIGIEUX ET POLITIQUE. — Parmi les moyens dont disposait Philippe II pour atteindre ce double but, l'Inquisition d'Espagne, réorganisée par Ferdinand le Catholique, sous le nom de « Tribunal du Saint-Office », doit être citée en première ligne. On sait ce qu'était l'Inquisition (voir t. I^{er}, p. 316). Philippe II a sanctionné les condamnations rigoureuses que prodiguait ce tribunal en assistant avec toute sa cour aux *autodafés*, le spectacle le plus solennel offert alors à la population espagnole. Avant de subir le supplice réservé aux mécréants, ennemis de l'Eglise et de l'État, les condamnés devaient abjurer leurs erreurs. Encadrés dans une longue procession de moines dominicains portant des croix et la bannière du Saint-Office, vêtus du *San benito*, coiffés d'un haut bonnet sur lequel étaient peints, suivant la gravité de la condamnation, des croix, des flammes ou des diables, ils étaient conduits à l'Eglise pour y faire un acte de foi (*auto da fé*). Les con-

damnés à mort périssaient ensuite sur le bûcher ; les réconciliés, ceux qui avaient abjuré leurs erreurs, assistaient à l'exécution, puis subissaient diverses peines, la prison pour les uns, pour d'autres de simples pénitences ecclésiastiques.

Avec une inlassable et inflexible vigilance, l'Inquisition surveillait tout le pays. Elle exerçait son contrôle dans les grandes villes ; mais, surtout, elle tenait l'œil fixé sur les anciens royaumes de Valence et de Grenade, où étaient demeurés nombreux les Morisques, des musulmans d'origine africaine dont la conversion au catholicisme n'était qu'apparente. Les Morisques se révoltèrent, massacrèrent la population chrétienne clairsemée dans les campagnes du sud-est de la contrée, et il fallut envoyer contre eux une armée commandée par Don Juan d'Autriche. Après quatre ans (1566-1570) d'une guerre dans laquelle le frère naturel de Philippe II se révéla grand capitaine, les Morisques furent vaincus, déportés, exilés. De riches provinces devinrent alors à demi désertes ; elles entraînèrent dans leur déchéance le commerce et l'industrie de l'Espagne, à qui l'exploitation de ses immenses colonies dissimula d'abord la gravité de son appauvrissement.

Comme les villes et les campagnes, le Saint-Office surveillait la cour. A la demande du roi, il intervint même dans le procès du secrétaire d'Etat Antonio Perez qui avait trouvé en Aragon un refuge contre la vengeance de son maître ; il résolut de profiter des circonstances pour briser les privilèges de la contrée, dont, à l'encontre de la Castille, les libres institutions demeuraient intactes. De là, à Saragosse, une émeute à la faveur de laquelle Perez put s'enfuir en France et le *Justiza* fut exécuté comme complice de la rébellion ; on voulut par le châtimement de ce magistrat, dont le contrôle tenait presque en échec le pouvoir royal, énerver l'esprit d'indépendance des Aragonnais.

UNIFICATION DE LA PÉNINSULE IBERIQUE. — Non content de consolider ainsi, de toutes les manières, l'unité poli-

tique et religieuse de ses États ibériques, Philippe II s'efforça de l'étendre au Portugal qui, depuis plus de quatre siècles, menait glorieusement une existence indépendante (v. t. I^{er}, p. 312). Le désastre d'Alcaçar-Kébir, où le roi Sébastien succomba sous les coups des Marocains, lui fournit une occasion favorable, guettée depuis longtemps par les souverains de la Castille. La couronne revenait au cardinal Don Henri : à la mort du prélat, Philippe envahit le royaume et, après la victoire remportée par le duc d'Albe sur l'armée du duc de Crato, il put ajouter la couronne de Portugal à toutes celles qu'il portait déjà sur sa tête (16 avril 1581). Mais les Portugais étaient trop fiers de leur indépendance, de leurs luttes contre les Maures, de leur épopée maritime et coloniale pour accepter de se fondre dans la monarchie espagnole. Aussi, bien qu'elle ait duré au delà du règne de Philippe II, l'union du Portugal avec l'Espagne ne fut-elle qu'éphémère ; elle devait être rompue dès l'année 1640, au temps du petit-fils de ce souverain.

LA LUTTE CONTRE LES MUSULMANS. — On ne saurait sans injustice rendre Philippe II responsable de ce divorce ; il convient au contraire de lui tenir compte du succès, même temporaire, de ses efforts pour achever l'unification de la péninsule Ibérique. Il faut également lui savoir gré de ses efforts pour défendre les côtes de l'Espagne et de ses États d'Italie méridionale contre les pirateries des Barbaresques et pour enrayer les progrès de l'hégémonie des Turcs sur la Méditerranée. Une telle protection importait beaucoup à l'Espagne, car ce grand État ne subsistait pas seulement grâce à l'or que le Pérou commençait à lui fournir ; il devait aussi, dans le déclin si rapide de ses terres, négligées par les propriétaires des grands domaines laïques ou ecclésiastiques, puiser sa subsistance dans les champs de la Sicile, de la terre de Labour et du Milanais. En outre, la meilleure part de la fortune des grands d'Espagne consistait en propriétés conquises au cours des guerres d'Italie. L'intérêt économique s'alliait donc au zèle de la croisade pour armer l'Espagne sur mer et pour la pousser à une lutte navale contre les Turcs. Le vainqueur des Morisques, Juan d'Autriche, compléta sur la mer l'œuvre qu'il avait accomplie dans les montagnes de Grenade. Il rallia sur les côtes d'Italie les vaisseaux de Gênes, de Venise et du pape ; il se couvrit de gloire par la victoire de Lépante (1571), dont la flotte turque ne se releva jamais entièrement. Sur les pirates du Maghreb, Philippe II ne remporta, par contre, que des succès éphémères et sans résultats durables.

LA LUTTE CONTRE LE PROTESTANTISME DANS L'EUROPE OCCIDENTALE. — L'Espagne n'était pas seulement un grand royaume méditerranéen ; elle était une monarchie aux membres disséminés, puisque Charles-Quint avait légué à son fils, outre ses conquêtes italiennes, l'héritage de ses aïeux maternels les ducs de Bourgogne, c'est-à-dire la Franche-Comté et les dix-sept provinces des Pays-Bas. Le souci du maintien de son autorité dans ces provinces s'accordait encore avec les préoccupations religieuses de Philippe II. Entre l'Allemagne du Nord protestante et l'Angleterre une première fois séparée de l'Église catholique par Henri VIII, les Pays-Bas échappaient difficilement à la propagande de la Réforme, et Charles-Quint en avait, déjà avant son abdication, constaté les importants effets dans plus d'une province de la contrée.

Tant qu'avait vécu sa première femme, Marie Tudor, Philippe II avait pu se flatter de l'illusion qu'il ramènerait l'Angleterre dans le camp catholique. Mais bientôt Elizabeth avait consolidé l'Église anglicane ; d'autre part, la France, brisant le cercle dans lequel l'enfermaient presque les dépendances de la monarchie espagnole, avait, en s'emparant de Metz, assuré ses communications avec les princes protestants d'Allemagne, qui alimentaient de leurs troupes de mercenaires les armées de nos guerres civiles, pendant que, sur notre sol, le catholicisme et le protestantisme se combattaient comme en champ clos. On comprend dès lors avec quelle sympathie Philippe II s'intéressa, en Grande-Bretagne, aux vicissitudes de la fortune de Marie Stuart, dernier espoir, chez les Anglais, d'une contre-réformation catholique, comme

il s'intéressa, en France, au sort des Guises et des ligueurs. Pour agir sur les deux pays, objet de ses plus graves inquiétudes, Philippe II n'avait pas de meilleur point d'appui que son grand domaine des Pays-Bas. Déjà les ministres espagnols de son père l'avaient reconnu ; à leur avis, la Flandre était « une citadelle d'acier », un « bouclier qui permettait à l'Espagne de recevoir les coups de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France, loin de la tête de la monarchie ». Or cette citadelle menaçait de se démanteler : en dépit des terribles « placards » édictés par Charles-Quint, une vigoureuse propagande protestante implantait le calvinisme aux Pays-Bas.

LES PRODROMES DE LA RÉVOLTE DES PAYS-BAS.

— Malgré la dureté de ses édits, « plustost escripts de sang que d'encre », Charles-Quint, Flamand de naissance, conserva jusqu'à son abdication une certaine popularité dans les « pays de par deçà ». Son fils, au contraire, n'avait rien pour séduire les Néerlandais ; son ignorance de la langue flamande, sa froideur, sa sympathie pour les Espagnols eurent tôt fait de les éloigner de sa personne. Néanmoins l'ère des difficultés n'avait pas encore vraiment commencé quand, en 1559, Philippe II s'éloigna des Pays-Bas pour regagner l'Espagne où il devait, quelques années plus tard, s'enfermer dans l'Escorial.

A peine est-il parti que le voici assailli de réclamations. Par la voix de leurs États généraux réunis à Bruxelles, les dix-sept provinces lui demandent l'éloignement des soldats espagnols, de ces « seigneurs soldats », comme on disait, aussi insupportables par leur morgue que par leur dureté ; elles lui demandent aussi un gouverneur de leur choix. Mais la régente que Philippe II leur donna alors, sa sœur naturelle, Marguerite de Parme, née dans les Flandres, puis élevée et mariée en Italie, ne parvint pas à se faire bien venir des Néerlandais ; en outre, son principal conseiller, le Comtois Antoine Perrenot de Granvelle, promu à l'archevêché de Malines et à la primatie des Pays-Bas, ne s'était pas gêné pour combattre les idées nouvelles de toutes les manières : par la création d'une université à Douai, par la réorganisation de l'administration ecclésiastique de la contrée, par l'appel d'inquisiteurs que stimula peu après (1565) la promulgation des décrets du concile de Trente. En même temps, une nouvelle publication des anciens placards suspendait sur la tête des Néerlandais coupables d'hérésie les peines les plus rigoureuses et amenait les inquisiteurs à violer sans cesse les droits des provinces. Mais rien ne parvint à entraver les progrès de la Réforme, dont les adeptes — marchands, nobles ruinés ou peu fortunés — purent bientôt se vanter d'être au nombre de cent mille par tout le pays.

Par attachement pour les libertés et les privilèges des dix-sept provinces autant que par intérêt pour les réformés, les grands seigneurs belges et hollandais résolurent d'intervenir en leur faveur auprès de la

Régente. Après s'être mis d'accord à Bréda, quelques-uns d'entre eux, suivis d'une longue procession de nobles pauvrement vêtus, — de Gueux, comme les qualifia un officier de Marguerite et comme il leur plut de s'appeler désormais — présentèrent donc à celle-ci un *compromis*, une réclamation en faveur de la tolérance. Mais Philippe II, qui, en 1555, avait promis à son père de ne jamais faiblir dans la défense de la religion catholique, refusa de tenir compte des vœux des nobles, comme aussi de ceux des commerçants et des bourgeois ; aussi la protestation des Gueux contre l'Inquisition se traduisit-elle bientôt par les excès des « briseurs d'images » : pillages d'églises et actes de piraterie. Quand il eut connaissance de ces faits, Philippe II songea d'abord à se rendre lui-même aux Pays-Bas, comme l'en suppliaient les grands seigneurs néerlandais ; puis, se ravisant, il y substitua le duc d'Albe à Marguerite de Parme.

LA RÉVOLTE DES PAYS-BAS CONTRE L'ESPAGNE.

— Bon général, homme du plus pur tempérament espagnol, Albe méprisait et détestait les Flamands : « Il vaut infiniment mieux, proclamait-il, conserver par la guerre, pour Dieu et pour le roi, un royaume appauvri, même ruiné, que, sans la guerre, l'avoir entier pour le démon et pour les hérétiques ses sectateurs. » L'institution du *Conseil*



MARGUERITE DE PARME (1522-1586). — Fille naturelle de Charles-Quint, Marguerite de Parme fut chargée par Philippe II, son frère, de la vice-royauté des Pays-Bas entre 1559 et 1567. — Portrait de Coello ; école espagnole du XVI^e siècle. CL. HANSTAEGL.



LE DUC D'ALBE (1508-1582). — Ce général des armées de Charles-Quint et de Philippe II fut gouverneur des Pays-Bas de 1567 à 1593, après l'administration de Parme. Organisateur du *Tribunal des troubles*, il porte en grande partie la responsabilité du soulèvement des Gueux.

des troubles répandit aussitôt la terreur ; c'était un « tribunal de sang » dont les juges indigènes ne pouvaient faire contrepoids aux fonctionnaires espagnols. Par ses arrêts, les seigneurs les plus éminents, les plus modérés, et qui se croyaient le mieux assurés de la faveur du roi, les comtes de Horne et d'Egmont, périrent sur l'échafaud (1568). Plus avisé, et possédant d'ailleurs plus d'un refuge, Guillaume, duc de Nassau en Allemagne, prince d'Orange en France, sortit à temps des Pays-Bas où il ne devait plus re-

paraître qu'à la tête d'une armée, le jour où la politique du duc d'Albe aurait porté tous ses fruits.

Faire tomber les têtes les plus hautes, pour priver les Pays-Bas de leurs chefs, réduire à la ruine le commun du peuple, puis laisser au roi l'honneur d'un pardon qui allégerait la misère matérielle au prix d'une aveugle soumission : telle était la consigne que le duc d'Albe avait apportée d'Espagne et dont il appliqua le second article aussi inflexiblement que le premier. L'Angleterre accueillant les réfugiés flamands, soutenant leur opposition religieuse, abritant dans ses ports les corsaires des rebelles, il riposta par des mesures telles que les communications furent rompues pendant un an entre les deux pays. Le commerce des Flandres étant principalement orienté vers l'Angleterre, on devine quelles conséquences découlèrent de cette rupture. Bruxelles et Anvers s'étaient révoltées en 1570 : ces deux villes furent châtiées sans pitié et soumises à de nouveaux impôts. En 1572, enfin, le duc d'Albe frappe tout le commerce flamand de l'impôt du dixième, dit *Alcavala*, portant ainsi à son comble l'exaspération des Néerlandais.

De là de nouvelles résistances et bientôt le soulèvement pour la Réforme et pour la liberté. La flottille des pirates désignés sous le nom de *Gueux de mer* quitte les ports anglais, s'empare de la forteresse de Brielle dans l'île de Voorne, puis des autres îles de la Zélande (1572). Guillaume d'Orange, dont la persécution et l'exil ont fait un calviniste convaincu, rentre alors en Belgique et amène de nombreux mercenaires allemands aux environs de Mons, où son frère Louis de Nassau lutte avec honneur. Lui-même — « le Taciturne » comme on l'appelle parce qu'il sait taire les secrets d'État, ce qui ne l'empêche pas de se montrer courtois et affable avec tous — et un des plus ardents propagateurs de la doctrine de Genève, le poète et vaillant guerrier bruxellois Philippe de Marnix de Sainte-Aldegonde, travaillent aussitôt de concert à fonder la patrie néerlandaise. Dès mars 1573, au moment où, après le pillage de Malines, le duc d'Albe s'éloigne des Pays-Bas chargé des malédictions de tous, les provinces de Hollande, de Zélande, de Gueldre et d'Over-Yssel agréent Guillaume d'Orange pour leur stathouder et accèdent auprès de lui des députés pour former un conseil.

Requesens, puis Don Juan d'Autriche, successeurs du duc d'Albe, voulurent faire oublier aux Pays-Bas les persécutions de leur premier gouverneur ; mais l'insuffisance de leurs forces, les pillages et les mutineries de leurs troupes mal payées, paralysèrent leur politique. Requesens mourut après avoir échoué au siège de Leyde, au moment où les États généraux allaient, au nom des dix-sept provinces, conclure un pacte d'union à Gand sous les auspices de Guillaume d'Orange (1576). Quant au vainqueur de Lépante, que son frère soupçonna à tort de songer plus à la couronne d'Angleterre qu'aux Pays-Bas, force lui fut d'avouer, après son inutile victoire de

Gembloux (31 janvier 1578), l'échec de ses efforts. « Les Provinces sont à lui, et à nul autre », disait-il, peu avant sa mort, en parlant de Guillaume d'Orange.

SCISSON DES PROVINCES HOLLANDAISES ET DES PROVINCES BELGES. — Ces paroles de Don Juan d'Autriche n'étaient pas rigoureusement exactes. Dans la partie méridionale des Pays-Bas, en effet, en Belgique, le sentiment religieux l'emportant sur les haines politiques, un retour au catholicisme se manifestait. La cause de l'indépendance était compromise aux yeux des Belges par le point de vue de Guillaume et des Hollandais, qui posaient en principe que « leur État était en danger de ruine inévitable s'ils n'empêchaient l'exercice de la religion romaine ».

Le successeur de Don Juan au gouvernement des Pays-Bas, grand capitaine comme lui, mais plus grand homme d'État, Alexandre Farnèse, ne se méprit pas sur la gravité du désaccord entre les révoltés du Nord et les hésitants du Midi. Très vite, il acquit la certitude que l'alliance des dix provinces belges avec les sept provinces hollandaises ne s'effectuerait pas, la noblesse de la Wallonie et du Brabant, fidèle au catholicisme, s'étant laissé séduire par les avances et les flatteries du gouverneur espagnol. Farnèse ne redoutait plus qu'une chose de la part des Wallons catholiques, à savoir « qu'ils ne se joignissent et s'alliassent aux Français ». Cette crainte même lui fut épargnée par l'incapacité du frère de Henri III, François d'Anjou, qui cherchait une couronne, soit à Londres par la faveur de la reine Elizabeth, soit en Flandre par la faveur du Taciturne. Quand, une fois parvenu à Anvers, ce présomptueux tenta d'y trancher du souverain, il se fit chasser piteusement (1583).

Isoler les provinces méridionales catholiques de l'État calviniste dont Guillaume était le stathouder, rendre à l'Espagne une Belgique fidèle, parce que mise à l'abri des incursions des Gueux, voilà quelle œuvre entreprit alors Alexandre Farnèse. La prise de Maëstricht, celle d'Anvers (1585) sont les principaux épisodes de la série d'opérations par lesquelles le fils de Marguerite de Parme sut mener à bien son dessein, dont l'assassinat du Taciturne par un stipendié de Philippe II lui avait d'ailleurs facilité la réalisation. Dès lors devint définitive la séparation qu'avait marquée, dès le mois de janvier 1579 la formation des deux unions catholique d'Arras et protestante d'Utrecht.

L'INTERVENTION ANGLAISE ET LA RIPOSTE DE PHILIPPE II. — La Hollande n'ayant plus désormais pour défenseur qu'un jeune homme de dix-sept ans, Maurice de Nassau, le fils de Guillaume le *Taiseux*, l'Angleterre jugea l'occasion favorable pour assumer en quelque sorte la protection du nouvel État. Un favori de la reine Elizabeth, le comte de Leicester, débarqua donc



LE ROI PHILIPPE II ET SA FAMILLE. — Cette œuvre du sculpteur Pompeo Leoni, mort à Madrid en 1610, se trouve dans l'église de l'Escorial, sur le tombeau de Philippe II. Elle représente ce roi en prières, ayant à ses côtés, à genoux comme lui, sa quatrième femme, Anne d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien II. Par derrière, entourant son fils Don Carlos, se trouvent sa première et sa troisième femme, Marie de Portugal et Elisabeth de Valois, fille de Henri II et de Catherine de Médicis. Seule des quatre femmes de Philippe II, Marie Tudor, qui n'est pas enterrée à l'Escorial, n'a pas été figurée par Leoni. Cl. LAURENT LACOSTE.

dans le pays avec une petite armée britannique, mais il ne fit qu'y mécontenter et sa souveraine et les Hollandais. Quant à Philippe II, la mort, ou plutôt l'assassinat juridique de Marie Stuart le décida, au cours de cette dernière aventure, à venger sur la dernière des Tudors ses griefs religieux et ses ressentiments personnels. Mais jamais l'*Invincible Armada* ne put remplir la mission que son maître lui avait assignée. Alexandre Farnèse, qu'elle devait débarquer en Angleterre, attendit vainement à Ostende la grande flotte, dont il ne vit que des débris, — des vaisseaux désemparés par la tempête, harcelés par les brûlots anglais.

LES AGISSEMENTS DE PHILIPPE II EN FRANCE. — Peu de temps après, les troubles de la Ligue donnaient à Farnèse l'occasion d'entrer dans cette France où déjà, au cours des « guerres de religion », Philippe II était tant de fois intervenu de façon plus ou moins subreptice. Il faisait alors dans le nord de la France une campagne où s'affirmait son habileté manœuvrière, mais à l'issue de laquelle il mourut (1592). Comme aucun général espagnol n'était capable de lui succéder immédiatement, Maurice de Nassau, non moins doué que Farnèse de talents militaires, eut beau jeu pour rétablir aux bouches du Rhin une situation que les succès de son habile adversaire avaient singulièrement compromise. L'alliance de Henri IV aidant, il conquiert pour son pays, devant l'Europe, une situation indépendante. L'Espagne usait sans succès ses troupes contre la France, tandis qu'elle perdait l'hégémonie de la mer. Les Anglais osaient bombarder Cadix et leurs corsaires dépouillaient Philippe II des richesses que lui envoyaient ses colonies, si bien que ce règne, inauguré dans la magnificence et la puissance la plus orgueilleuse, finissait par une banqueroute et que la misère étreignait cet empire sur lequel le soleil ne se couchait pas.

LA RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES. — Lorsqu'il fut forcé de conclure avec Henri IV le traité de Ver vins (1690), Philippe II essaya de réserver l'avenir de la domination espagnole dans les Pays-Bas en implantant dans ces pays un rameau détaché de sa maison : Maurice de Nassau repoussa par de nouvelles victoires la souveraineté de l'archiduc Albert et de l'infante Isabelle. L'Espagne, qui s'obstinait vainement à contester sa défaite, consentit du moins en 1609, onze ans après la mort de Philippe II, à une trêve, dite *Trêve de Douze ans*, qui équivalait à la reconnaissance de l'indépendance des Hollandais; mais l'ambition de Maurice de Nassau vint menacer la liberté si vaillamment conquise par les sept provinces les plus septentrionales des anciens Pays-Bas espagnols (Hollande, Zélande, Utrecht, Gueldre, Over-Yssel, Frise, Groningue). De sa dignité de stathouder il voulait se servir pour monter au trône, juste récom-



LE PALAIS DE L'ESCURIAL. — Ce palais a été construit par Philippe II de 1563 à 1584 dans un site sévère, au pied de la sierra de Guadarrama, pour commémorer la victoire de Saint-Quentin. (Voir page 71, la note 1.) Au centre se dresse l'église qui renferme les tombeaux des souverains d'Espagne. — Peinture anonyme du XVII^e siècle. — Musée du Louvre; école espagnole. CL. GIRAUDON.

pense, à son gré, de la vigilante activité de son père le Taciturne et de ses propres victoires. Un parti républicain ferme et éclairé l'empêcha de réaliser son dessein et Maurice se vengea en faisant envoyer à l'échafaud le *grand pensionnaire* Barnevelt, qui avait jadis opiné le premier pour lui conférer le stathoudérat.

Martyr de la liberté, ce vieillard patriote eut gain de cause sur Maurice. Les sept provinces, unies par leur conviction protestante et par leur haine contre l'Espagne, continuèrent de former officiellement une république fédérale selon le pacte qu'elles avaient naguère conclu à Utrecht sous les auspices du Taciturne (25 juillet 1581). Ce furent les *Provinces-Unies*, où l'autorité était en quelque sorte dispersée entre les provinces et les villes, représentées les unes et les autres aux États généraux. Cette assemblée détint le pouvoir central et délégua à la conduite des affaires diplomatiques le conseiller pensionnaire de la Hollande, le *grand pensionnaire*; au commandement des armées, le *stathouder*; elle constitua vraiment le cerveau de la fédération néerlandaise.

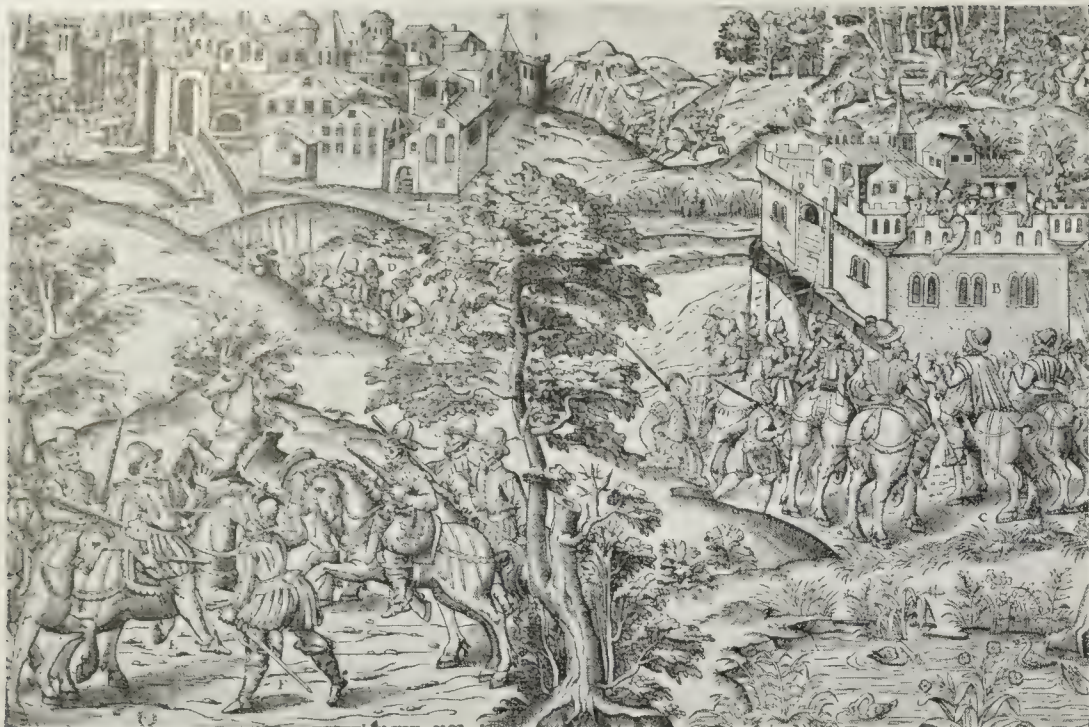
Désormais, celle-ci continue dans la paix — dans une paix troublée parfois par les dissensions intestines — à vivre la vie ancienne du pays, si bien symbolisée par les armes qu'elle s'était données, — un lion émergeant des flots, — et par la devise



LE ROI DE FRANCE CHARLES IX (1550-1574). — Cet adolescent, appuyé sur le dossier d'un fauteuil, tient ses gants dans sa main droite, la garde de son épée dans sa main gauche. — Rapprocher ce tableau, du musée de Vienne, du portrait peint par le même François Clouet et qui est conservé au Louvre. CL. HANFSTAENGL.



CATHERINE DE MÉDICIS (1519-1589). — Ce portrait anonyme montre la femme de Henri II au temps où elle était reine de France et où elle n'avait pas encore dû prendre le costume de deuil qu'elle ne cessa de porter depuis la mort de son mari. Elle est ici en grand costume d'apparat. — Musée des Offices, Florence. CL. ALINARI.



LA CONJURATION D'AMBOISE (mars 1560). — Les principaux épisodes de ce « tumulte » sont représentés sur cette estampe du temps : la ville d'Amboise, but de l'entreprise (A), sur le fleuve, est en haut et à gauche ; les pourparlers du prince de Nemours (C) avec le baron de Castelnau et d'autres conjurés réfugiés dans le château ou maison forte de Noizay (B), le 15 mars, sont figurés à droite. Dans le bas, à gauche, mort du baron de La Renaudie (E), le chef de l'entreprise, dans les bois autour de Château-Renaud, après l'échec de la conjuration (19 mars). — Gravure de Tortorel et Périssin.

qui l'accompagnait, — *luctor et emergo*. Mais, non content de défendre ses côtes contre la mer qui les ronge, non content d'exploiter les champs de pêche immédiatement voisins de son territoire, le marin néerlandais, tout en asséchant peu à peu le marécage dont la guerre espagnole a couvert la Zélande, va lancer maintenant au loin sur les océans ses flottes également aptes à la guerre et au commerce, se créer un empire colonial et devenir le « roulier des mers ».

MORT DE PHILIPPE II. — Pendant ce temps, l'Espagne commençait de vivre une période de décadence politique et économique dont, dès la fin du règne de Philippe II — mort à l'Escorial le 12 septembre 1598 — se multipliaient les annonces. C'était la conséquence des erreurs de la politique de ce souverain et des désastres qu'il avait subis. Les Espagnols reconnaissent que le successeur de Charles-Quint s'est trompé sur plus d'un point et, par exemple, qu'en surchargeant son peuple d'impôts extraordinaires, d'emprunts, de ventes d'offices publics, pour soutenir les dépenses énormes de sa politique, il précipita une ruine économique dont les débuts remontent jusqu'au commencement du règne de son père ; pourtant, ils voient volontiers en lui un de leurs plus grands souverains.

La sève qui débordait de la nation espagnole était alors si puissante que la civilisation castillane présentait, sous le règne tragique de ce monarque, un spectacle des plus brillants. Le roi protégea les arts, construisit l'Escorial où il se plut à vivre, Aranjuez, la cathédrale de Valladolid, et, quant à la littérature de ce temps, le nom de Cervantes suffit à l'immortaliser.

X. LES GUERRES DE RELIGION EN FRANCE

LA RECONSTRUCTION DU ROYAUME SOUS HENRI IV

LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE FRANÇAISE. — Elizabeth d'Angleterre dès le début de son règne et Philippe II d'Espagne un peu plus tard, chacun d'un côté différent, sont intervenus dans les affaires de France durant les quarante dernières années du XVI^e siècle. Ils l'ont fait parce qu'ils en ont été sollicités : les Français, en effet, divisés en matière de religion, en étaient venus à se combattre et, pour se vaincre, cherchaient à l'étranger — catholiques aussi bien que

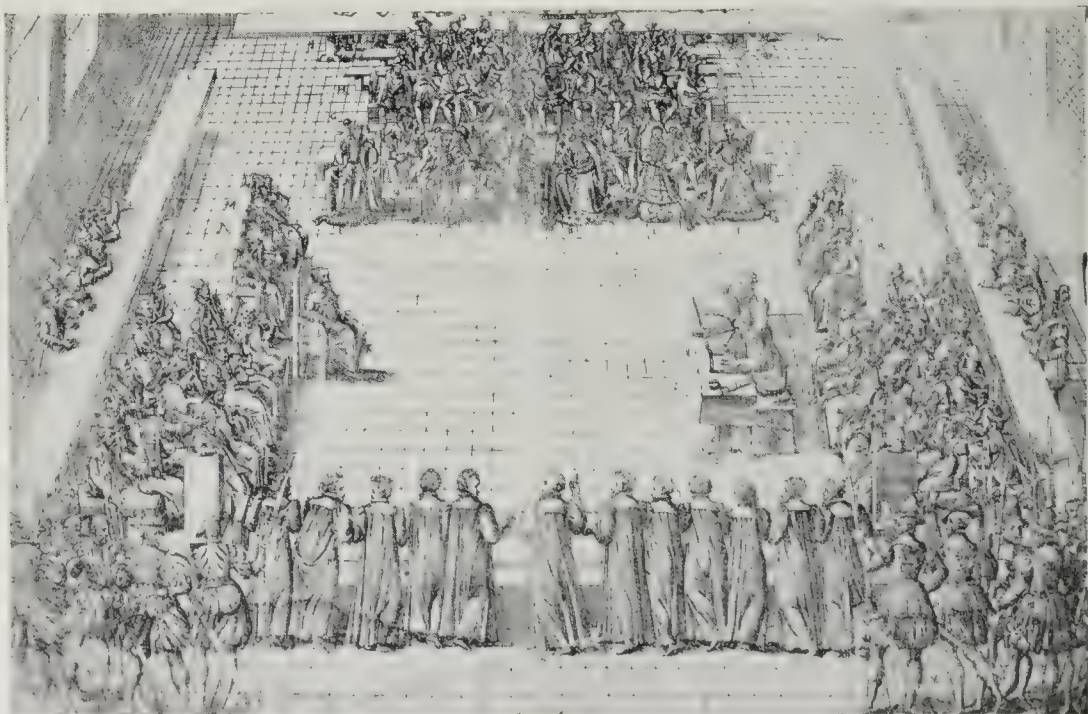
protestants — les secours capables de leur assurer la victoire.

Comment une telle division a pu s'établir, quelles guerres fratricides elle a engendrées, entre 1560 et 1598, quelle politique double (anglo-allemande pour les protestants, espagnole pour les catholiques) elle a substituée à la politique une de l'époque antérieure, voilà ce qu'il importe d'esquisser brièvement, pour achever de donner un aperçu d'ensemble de la Réforme au XVI^e siècle.

LES PARTIS OPPOSÉS : LES BOURBONS CONTRE LES GUISES. — Dès le mois de mai 1558, les neveux du connétable de Montmorency s'étaient, à la grande indignation de leur oncle, prononcés pour la Réforme : fort de tels appuis politiques et d'autres encore, le protestantisme s'organisa ouvertement un an plus tard, au double point de vue dogmatique et défensif (voir plus haut, p. 81). Si considérable fussent-ils, ces succès ne satisfaisaient pas encore les huguenots, qui ne pouvaient pas, comme le souhaitait Calvin, gagner la royauté au succès de leur cause. Après la mort de Henri II, — une mort qu'ils tenaient pour un châtement du ciel frappant leur persécuteur, — ils essayèrent d'y réussir en circonvenant l'adolescent de quinze ans qui venait de lui succéder, son fils aîné François II.

Mais François II ne voyait que par les yeux de sa jeune femme, la séduisante reine d'Écosse, Marie Stuart, et celle-ci était une nièce des Guises. Le duc François de Guise, un grand guerrier autoritaire et ambitieux, devint donc un vrai maire du palais. Avec son frère le cardinal de Lorraine et avec le connétable de Montmorency, rapproché d'eux par l'habile diplomatie du maréchal de Saint-André, il forma un « triumvirat » catholique qui fit brûler le magistrat Anne Du Bourg comme hérétique et rejeter les prétentions des Bourbons à tenir la première place dans les conseils du roi. Alors fut tramée par des aventuriers, ayant à leur tête La Renaudie, une conjuration dont les membres devaient se saisir de François II. Avertis à temps, les Guises agirent avec vigueur ; non contents de disperser autour du château d'Amboise les bandes protestantes désemparées et de pendre à ses créneaux leurs chefs avoués, ils remontèrent jusqu'aux chefs occultes de la « conjuration d'Amboise », aux Bourbons. Condé condamné à mort eût été exécuté si la mort de François II (5 décembre 1560) n'avait entraîné l'arrivée de Catherine de Médicis au pouvoir et, par contre-coup, la mise en liberté du prince.

CATHERINE DE MÉDICIS ET LA POLITIQUE D'ÉQUILIBRE. — Dès lors commence une longue lutte de vingt-



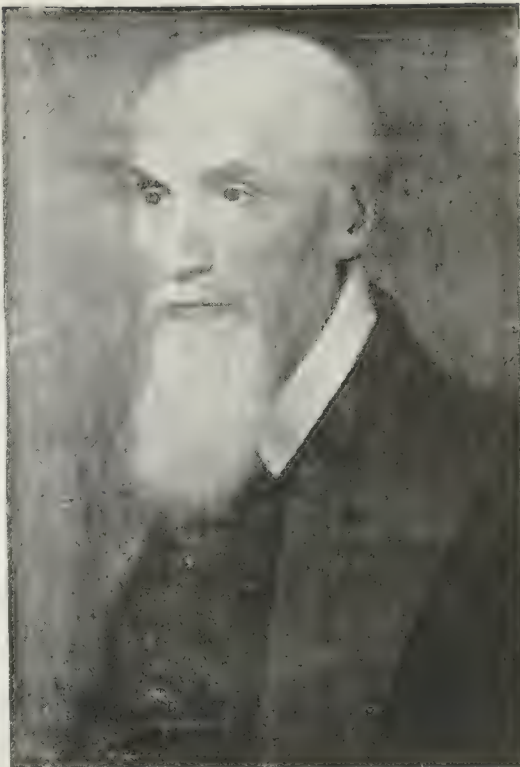
LE COLLOQUE DE POISSY (9 décembre 1561). — Théodore de Bèze (S) expose les doctrines protestantes, en présence du roi Charles IX (A) et de la reine mère Catherine de Médicis (B), du roi de Navarre Antoine de Bourbon (E) et de Jeanne d'Albret (F), dans une réunion de prélats catholiques et de ministres protestants présidée par le cardinal de Lorraine (K). — Gravure de Tortorel et Périssin.

neuf ans, conduite par Catherine de Médicis contre les empiétements de princes rivaux qui escomptent l'héritage de la Couronne.

Celle qui la mène, d'abord en qualité de régente pendant la minorité du nouveau roi, puis sous le nom de ses deux fils Charles IX et Henri III, est la fille d'un Médicis, mais aussi d'une Française; elle a vécu plusieurs années chez nous avant de devenir reine. Humiliée par une longue attente de la maternité et par l'empire qu'une maîtresse en titre, Diane de Poitiers, garda jusqu'à la fin sur son mari, Catherine s'est habituée à la duplicité. Elle a aussi puisé dans cet état de demi-abandon le goût de l'étude et, s'instruisant des traditions de la monarchie française, compris que la royauté s'orientait vers l'absolutisme. Pour maintenir ses enfants en possession du pouvoir sans contrainte, elle ne craindra pas, insensible aux souffrances du royaume, de prolonger les discordes civiles en pratiquant une constante politique d'équilibre entre les deux familles princières des Bourbons et des Guises, l'une protestante et l'autre catholique.

Peut-être aussi ne lui convenait-il pas de laisser la majorité catholique imposer silence à l'hérésie. Issue d'une famille qui avait donné à l'Église deux papes, Léon X et Clément VII, Catherine de Médicis ne pouvait certes pas abjurer le catholicisme, mais pouvait-elle oublier davantage qu'au temps de sa jeunesse délaissée, elle avait trouvé ses meilleures consolations auprès de protestantes d'inclination, Marguerite de Navarre et une autre Marguerite, sa belle-sœur, plus tard duchesse de Savoie ? Elle ne semble pas avoir eu le génie de la persécution et, au reste, ce qu'on lui reproche surtout, c'est d'avoir mis la démoralisation au service de l'absolutisme. Certes, elle évita personnellement, comme épouse et comme veuve, tout reproche comme aussi tout excès d'austérité, et elle montra toujours le souci de sa dignité personnelle, mais elle ne crut guère à la dignité d'autrui. Pour triompher des croyances, elle se servit de l'avidité des uns, du goût des jouissances chez les autres. Elle ramena tout à des combinaisons d'intérêt personnel, qu'elle excellait à faire accepter des chefs de partis; par contre, elle n'entama pas la foi des masses; car, « forte devant les hommes, mais faible devant les idées », elle s'efforça, comme l'a dit Lucien Romier, de « réduire le conflit religieux à une formule dont elle seule aurait le secret ».

MICHEL DE L'HOSPITAL ET LA POLITIQUE DE TOLÉRANCE. — Lors de l'avènement de Charles IX, ni catholiques ni protestants ne connaissaient encore Catherine de Médicis;



LE CHANCELIER MICHEL DE L'HOSPITAL (1507-1578). — Portrait contemporain de l'« Apôtre de la tolérance », chef du parti des politiques et inspirateur de différents édits de pacification. — Musée du Louvre; école française du XVI^e siècle. — CL. GIRAUDON.



GASPARD DE COLIGNY, AMIRAL DE FRANCE, dit l'amiral de Châtillon (1517-1572). — Ce dessin anonyme, qui date de 1570 environ, représente l'amiral coiffé d'une toque ornée de pierreries et portant le collier de l'ordre de Saint-Michel. — Bibl. Nat. CL. GIRAUDON.

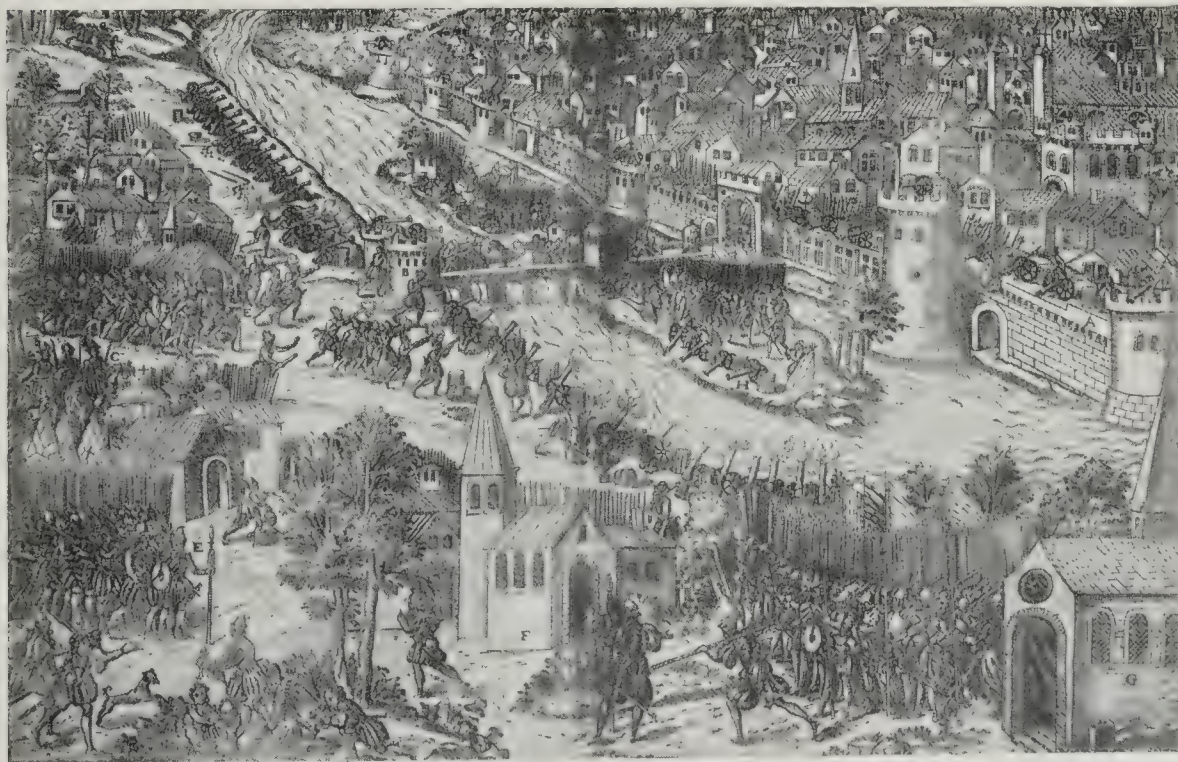
mais les perspectives d'une régence avec un roi de dix ans et une reine mère d'origine étrangère étaient bien faites pour favoriser les troubles civils. L'élargissement de Condé, le maintien de Michel de L'Hospital comme chancelier accrurent les espérances des huguenots.

Ce dernier avait été naguère l'homme de confiance de la tolérante Marguerite, duchesse de Savoie. La postérité lui fait honneur de ses sentiments de modération, de patriotisme, de prudence politique, qui trouvèrent, dès le début, leur expression dans l'édit de Romorantin (mai 1560). C'est lui qui fonda le parti des « politiques ».

Les protestants ne furent pas éloignés de le considérer comme un des leurs et les délibérations des États généraux d'Orléans les confirmèrent dans cette idée. Condé et Coligny, admis au Conseil royal, obtinrent l'autorisation de célébrer le culte réformé dans leurs appartements et, jusqu'au prochain concile national, toutes les poursuites pour cause de religion furent suspendues.

Ce concile, Catherine de Médicis se flattait de l'ouvrir, lorsque, le 9 septembre 1561, elle mit aux prises dans le « colloque » de Poissy les champions les plus autorisés des deux thèses religieuses; mais son espoir fut déçu, car les doctrines les plus opposées s'affrontèrent sans se rien concéder (10 octobre). Catherine essaya toutefois de maintenir la paix par un édit de tolérance — l'édit de janvier (17 janvier 1562), — que le chancelier élaborait après avoir consulté les délégués des Parlements, réunis à Saint-Germain. Elle semblait donc s'efforcer de garder entre les partis le rôle d'arbitre qui convient à l'autorité royale, quand le massacre de Vassy déclencha les guerres de religion (1^{er} mars 1562). Pour venger ceux de leurs coreligionnaires qui avaient été tués ou blessés dans cette affaire, les protestants prirent les armes à l'appel de Condé; mais le duc de Guise, entrant dans Paris à la tête d'une armée, se fit acclamer par la foule et les triumvirs catholiques obtinrent aussitôt la révocation des mesures de tolérance. C'était la guerre.

LES PREMIÈRES GUERRES DE RELIGION (1562-1570). — Des huit guerres entre lesquelles on répartit la longue lutte qui mit aux prises pendant près de quarante ans les partisans des anciennes doctrines et ceux de la Réforme protestante, la première (1562-1563) fut marquée par la prise de Rouen, où Antoine de Bourbon,



SIÈGE D'ORLÉANS PAR LE DUC DE GUISE (février 1563). — Le 5 février, François de Guise mit le siège devant Orléans (A); il s'empara des Tourelles (B) qui défendaient le pont jeté sur la Loire. La gravure le montre (C) visitant les batteries braquées contre la ville (K). On sait que le duc fut assassiné le 18 février, au retour d'une reconnaissance, par un huguenot caché derrière une haie. — Gravure de Tortorel et Périssin.



BATAILLE DE SAINT-DENIS (10 novembre 1567). — Cette bataille, qui se livra dans la plaine des Vertus, entre Saint-Denis (A) et Montmartre (Y), où la gravure représente la chapelle que le serment prêté à la Vierge par saint Ignace de Loyola et ses compagnons a rendue célèbre, se termina par la défaite des protestants; mais le chef des catholiques, le connétable de Montmorency, y fut mortellement blessé (L). — Gravure de Tortorel et Périssin.

passé dans le camp catholique, fut mortellement blessé, et par la bataille de Dreux (1562), où périt le maréchal de Saint-André, mais où François de Guise vainquit Louis I^{er} de Condé. Bientôt après, le vainqueur de Dreux succombait à son tour sous les coups d'un assassin, devant Orléans, que défendaient contre lui les huguenots. Sauf Montmorency, tous les chefs catholiques avaient péri : Catherine transigea alors avec les protestants, dont la situation fut fixée par l'édit de pacification d'Amboise (19 mars 1563).

Au cours de la lutte qui venait de finir, les réformés avaient livré Le Havre aux Anglais, qu'ils avaient appelés à leur aide, et commis ainsi une double faute qu'ils réparèrent dans une certaine mesure en s'unissant aux catholiques, après la paix, pour reprendre la place à leurs alliés de la veille. En recourant à la reine Elizabeth, Condé et Coligny avaient en effet encouragé les prétentions de l'Angleterre, qui déjà s'efforçait de prendre en main la cause du protestantisme européen; par contre-coup, ils avaient incité les Guises à confondre leur cause avec la grande entreprise de restauration catholique que le roi d'Espagne Philippe II entendait diriger. Catherine parut aller chercher le mot d'ordre auprès de son gendre, Philippe II.

Au mois de juin 1565, elle rencontra à Bayonne sa fille Elisabeth et le duc d'Albe, qui lui fit connaître le désir de son maître de s'entendre avec elle pour la répression de l'hérésie. Catherine promit vaguement de « porter remède » à la situation, mais sans prendre aucun engagement, et elle se préoccupa surtout d'ébaucher des projets d'union entre ses enfants et les infants ou infantes d'Espagne. Philippe accueillit très froidement ces ouvertures matrimoniales, qui pour lui ne devaient venir qu'en second lieu, et en somme il ne sortit rien du voyage de Bayonne, où ne fut donc pas préméditée la Saint-Barthélemy. Cependant le seul fait de l'entrevue enhardit les catholiques intransigeants et exaspéra si fort les huguenots que Condé tenta de surprendre Charles IX dans le château de Monceau-en-Brie. Le roi put rentrer dans Paris, mais observé à quelque distance par des troupes protestantes, qui se concentrèrent vers Saint-Denis. Le connétable de Montmorency leur livra bataille; il périt de ses blessures, ayant remporté une victoire sanglante. La deuxième guerre civile n'avait duré que quelques mois (1567-1568) : la paix de Longjumeau, boiteuse comme ses négociateurs, Biron et Malassise, ne fut acceptée qu'avec défiance de part et

sûreté : La Rochelle, Montauban, Cognac et La Charité (1570). Dans le même temps, Coligny se poussait très avant dans la faveur de Charles IX.

LES PROJETS DE COLIGNY ; LA SAINT-BARTHÉLEMY (1572). — Coligny, en effet, survivait seul à ses compagnons des premières guerres, Condé ayant péri à Jarnac en 1569; en dehors de lui, rien que des épigones, dans le camp catholique aussi bien que dans le protestant. L'héritier des triumvirs catholiques, le nouveau duc de Guise, Henri, n'avait pas vingt ans et faisait ses premières armes; quant à Condé, il était remplacé par son fils et par son neveu Henri de Bourbon, roi de Navarre, « deux orphelins et deux chefs que je vous donne », avait dit Jeanne d'Albret en les présentant à l'armée protestante, mais en eux Catherine voyait bien plutôt des orphelins que des chefs. Coligny, au contraire, était vraiment capable de commander; il connaissait les intérêts de « la cause », au dedans comme au dehors du royaume. Il apercevait le parti qu'on pourrait tirer des troubles des Pays-Bas pour le calvinisme et pour son pays et, son patriotisme s'accordant avec son zèle religieux, il conçut le projet d'unir les forces de la France aux Gueux du prince d'Orange pour prendre le duc d'Albe entre deux feux.

Charles IX s'enthousiasma devant ces perspectives de gloire et d'agrandissement. « Avant qu'il soit longtemps, disait Coligny, nous aurons chassé l'Espagnol des Pays-Bas et en aurons fait notre roi maître. » L'amiral promettait à la régente l'alliance de l'Angleterre, et Catherine, « cette éternelle marieuse », qui brigait pour l'un de ses cadets la main de la reine Elizabeth, n'était pas éloignée de voir dans une expédition favorable aux protestants un moyen de faire agréer sa recherche. Mais la politique anglaise est immuable; Elizabeth ne voulait en rien contribuer à l'extension de la puissance française sur le littoral flamand. De son côté, la reine mère, à la fois par jalousie pour Coligny et par désir de conserver la paix, hésitait à attaquer Philippe II. Lorsque le duc d'Albe, gouverneur des Pays-Bas, eût capturé les volontaires huguenots français envoyés au secours de Louis de Nassau et profité de leurs aveux pour « faire le procès » du roi de France, elle détourna la fureur de son fils contre l'amiral.

Coligny ayant échappé au coup d'ar-



HENRI III (1551-1589). — Il est fardé, en grand costume, coiffé d'une toque ornée de plumes et de bijoux et il porte des boucles d'oreille. Par sa toilette, il justifie le vers dans lequel Agrippa d'Aubigné se demande si c'était un roi-femme ou bien un homme-reine. — Musée du Louvre; école française du XVI^e siècle. CL. GIRAUDON.



BAL A LA COUR DE HENRI III. L'ENTRÉE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DU XVI^e SIÈCLE, MUSÉE DU LOUVRE.

Henri III, qui avait Anne de Joyeuse en particulière affection, le créa duc et pair, avec préséance sur tous les pairs du royaume autres que les princes du sang, et lui fit épouser

Marguerite de Lorraine-Vaudémont, sœur de la reine (1581). C'est à l'occasion de ce mariage que fut donné le bal dont une peinture du XVI^e siècle nous a conservé le souvenir.

quebuse qui devait le tuer, Catherine improvisa, surtout par peur, semble-t-il, avec le concours de trois conseillers italiens — le duc de Nevers, Birague et Condi — le plan d'un massacre où devaient périr, après l'amiral, les principaux chefs huguenots capables de demander raison de sa mort : le roi finit par céder. Contre Coligny, on exploita la haine du jeune duc de Guise, qui désirait venger son père et qui présida à l'assassinat de l'amiral. Celui-ci une fois tué, la population, dont le fanatisme était impitoyable, se rua sur tous les huguenots qu'elle put saisir. Dans la nuit du 24 août 1572, elle en massacra bien deux mille, le mariage de la plus jeune sœur du roi, Marguerite de Valois, avec Henri de Navarre venant à peine d'être célébré et nombre de gentilshommes huguenots ayant accompagné à Paris le fils de Jeanne d'Albret. Henri lui-même fut épargné, mais sommé d'abjurer, ainsi que son cousin Condé : captif au Louvre, il pratiqua par force la religion catholique pendant plusieurs années.

A la suite de ce massacre, qui eut sa répercussion dans différentes villes de province, Charles IX ne fit plus que languir ou se débattre contre des hallucinations tragiques. Après une *quatrième guerre civile*, il accorda aux protestants, par la paix de La Rochelle, la liberté de conscience et l'exercice du culte dans un certain nombre de villes. Peu après, l'assemblée de Montauban décréta l'« union civile des églises réformées de France » (1573).

Charles IX s'éteignit le 30 mai 1574, à l'âge de vingt-quatre ans, laissant la France en pleine anarchie, à la veille d'une guerre que plusieurs villes du Sud-Ouest voulaient entreprendre pour venger les gentilshommes égorgés à Paris deux ans auparavant.

LES DÉBUTS DU RÈGNE DE HENRI III. — Lorsque, quelques mois plus tard, le duc d'Anjou, devenu roi de Pologne, arriva de Cracovie en France, il put constater en quel état d'anarchie se trouvait son royaume. Les guerres de religion avaient dégénéré en entreprises et en querelles d'ambitions privées. On comptait maintenant dans le parti des « politiques » un trop grand nombre d'ambitieux, attendant de l'opposition des deux religions et de la prolongation des troubles la satisfaction de leurs intérêts personnels.

Au mois de juillet 1574, il y eut, à Milhau, un rapprochement entre les politiques et les calvinistes du Midi. Ces derniers, tout en demeurant fidèles au roi, voulaient enlever la régence à Catherine pour la donner à François d'Alençon, duc d'Anjou depuis l'avènement de



UNE PROCESSION A PARIS AU TEMPS DE LA LIGUE. — On connaît, dans la *Satire Ménippée*, la description de la « procession de la Ligue » ; derrière le recteur Roze, vêtu de sa robe de maître ès arts et portant l'épée au côté et une pertuisane sur l'épaule, viennent des curés de Paris, des moines, robe troussée et casque en tête ; d'autres religieux suivent, coiffés d'un morion, l'épée ceinte par-dessus leurs habits, « l'un portant une lance, l'autre une croix, l'un une épée, l'autre une arquebuse et l'autre une arbalète ». Cette gravure du temps illustre bien la célèbre description de la *Satire Ménippée*.

Henri III, et ils choisirent pour chef le prince de Condé, alors réfugié en terre d'empire et qui se ligua avec l'Électeur palatin Jean Casimir, tandis que le duc d'Alençon, quittant la cour, dictait à sa mère ses conditions. La victoire remportée à Dormans par Henri de Guise (10 octobre 1575), qui gagna dans cette journée son surnom de *Balafré*, ne parut pas assez décisive à Catherine, surtout quand elle apprit que Condé et l'Électeur palatin marchaient sur Paris et que le chef des protestants, Henri de Navarre, faisait cause commune avec le frère du roi. Les réformés obtinrent donc de nouveaux avantages par la paix de Beaulieu ou « paix de Monsieur », qui termina la *cinquième guerre civile* (1575-1576), puis par la paix de Bergerac, qui mit fin à la *sixième* (1577), mais qui, comportant certaines restrictions, marquait toutefois un faible recul par rapport à la convention précédente. En 1579, Henri III rendit, dans un but de pacification, la célèbre ordonnance de Blois sur la « police générale du royaume », mais la reprise des luttes civiles en empêcha l'application.

LA LIGUE. — C'est que, dans l'intervalle, la *Sainte Union catholique* ou *Sainte Ligue*, fondée d'abord en Picardie pour « établir la loi de Dieu en son entier », était devenue factieuse et redoutable à la faveur des événements et à mesure que les sujets s'étaient détachés de leur indigne souverain. Le fils préféré de Catherine de Médicis avait démenti les pronostics fondés sur ses succès militaires de Jarnac et de Moncontour. Sur le trône, il vivait en efféminé, esclave de caprices nuisibles ou scandaleux. Il laissait le plus souvent le soin des affaires à sa mère, et la France, lasse d'une politique équivoque, couvrait, d'autre part, de mépris les « mignons » du roi, jeunes gens musqués et parés qui n'avaient de viril que le goût des duels, entourage digne d'un monarque plus soucieux de s'attifer que de gouverner l'État.

Catherine essaya de rétablir la paix en venant en personne dans le Midi et en signant avec les députés des églises du Languedoc le traité de Nérac (1579) ; mais, dès l'année suivante, éclata la « guerre des amoureux » (1), à la suite de laquelle le traité de Fleix, entre le roi de Navarre et le duc d'Anjou, confirma le traité de Nérac (1580).

La situation apparut sous son vrai jour et avec toutes ses conséquences, lorsque, après la mort de François d'Anjou, le dernier des Valois (1584), l'héritier désigné du trône fut cet Henri de Navarre qui, au temps de la septième guerre civile, avait montré de belles qualités de chef de guerre et, par la prise de Cahors (mai 1580), s'était assuré le commandement suprême des protestants. Aussitôt la Ligue de se reconstituer, non plus, comme naguère, avec l'agrément de Henri III, mais avec les encouragements de Philippe II, et de prendre pour chef le duc Henri de Guise. Avec celui-ci et son frère Mayenne, devenus les grands capitaines du parti ca-



ASSASSINAT DE HENRI III PAR JACQUES CLÉMENT (1^{er} août 1589). — Gravure populaire dont les deux scènes représentent : l'une Jacques Clément frappant le roi lisant la lettre que l'assassin vient de lui remettre ; l'autre, la mort du moine sous les coups des gentilshommes qui se trouvaient dans la chambre du roi.

(1) La septième guerre civile fut ainsi appelée parce que le roi Henri de Navarre la commença à l'instigation de sa femme Marguerite, de François de Montmorency et de quelques gentilshommes de la petite cour de Nérac.



BATAILLE D'IVRY-SUR-EURE (14 mars 1592). — Fragment d'un vitrail, malheureusement mal conservé, de la bibliothèque de Troyes, représentant la célèbre bataille où Henri IV vainquit si complètement Mayenne que celui-ci, voyant tout perdu, rompit le pont derrière lui et s'enfuit précipitamment jusqu'à Mantes. CL. GIRAUDON.

tholique, le roi d'Espagne conclut un traité formel, tandis que les Ligueurs, écartant du trône de France Henri de Navarre, reconnaissaient pour héritier du souverain régnant le cardinal Charles de Bourbon, un homme d'église déjà âgé de soixante-quatre ans. Alors Henri III, sur le conseil de sa mère, entra dans les vues des catholiques; il somma les huguenots de se convertir dans les six mois et bannit leurs ministres hors du territoire français, tandis que le pape Sixte-Quint prononçait la déchéance de Henri de Navarre et de Condé comme hérétiques relaps.

De ces actes sortit presque aussitôt une nouvelle guerre civile, la huitième, celle « des trois Henri » (1), dans laquelle intervinrent directement Elizabeth Tudor et Philippe II. La victoire protestante de Coutras, la victoire catholique d'Auneau, l'émeute parisienne connue sous le nom de « journée des Barricades » (13 mai 1588), sont les principaux épisodes de cette lutte, qui mit en plein relief la valeur du roi de Navarre, l'influence du « Balafre » sur le peuple de Paris et le discrédit dans lequel était tombé Henri III. Pour reconquérir le pouvoir qui lui échappait, celui-ci ne trouva rien de mieux que de faire traîtreusement assassiner le duc Henri de Guise dans son propre cabinet royal, tandis que de nouveaux États généraux se tenaient à deux pas de là, dans le même château de Blois (décembre 1588); ce fut sa perte, car, après avoir « bien taillé », il ne sut pas « recoudre », selon le mot prêté à Catherine mourante. Les Parisiens exaspérés ne voulurent pas d'autre chef que le duc de Mayenne; ils le reconnurent comme lieutenant général du royaume et organisèrent le gouvernement démagogique des Seize pour résister au « vilain Herodes »; quelques mois plus tard, celui-ci tombait sous le poignard du moine Jacques Clément, tandis qu'il assiégeait sa capitale en compagnie de son héritier protestant, Henri de Navarre (1^{er} août 1589).

HENRI DE NAVARRE ET LA LUTTE CONTRE L'ESPAGNE. — Henri de Navarre ne pouvait, au lendemain de la mort de son cousin, être unanimement reconnu pour son légitime héritier. Les Ligueurs s'y refusaient et voyaient dans le duc de Mayenne le successeur désigné du cardinal de Bourbon, qu'ils appelaient Charles X. De leur côté, beaucoup de seigneurs catholiques, voire « politiques », hésitaient à servir un souverain protestant. Force fut donc au nouveau roi de travailler à gagner, à force de bravoure, de bonté et de bonhomie, le cœur des Français uniquement soucieux de l'intérêt national. Il y fût très vite parvenu sans les Espagnols, qui l'entravèrent plus d'une fois dans ses desseins, lui firent perdre les avantages matériels de ses victoires d'Arques (1589) et d'Ivry (1590), et l'obligèrent enfin à lever le siège de Paris (1591), où ils introduisirent une garnison. Bien que la mort d'Alexandre Farnèse l'eût vite débarrassé d'un très redoutable adversaire, Henri IV ne tarda pas à comprendre que jamais, s'il restait protestant, il ne serait accepté par tous comme roi de France.

Il voyait les partis s'émietter, les seigneurs se tailler de grands fiefs, les villes s'administrer en républiques, et les chefs parisiens de la Ligue accentuer leurs désaccords; car il y avait mésintelligence complète entre la démocratie catholique, servie par les Seize et sou-

tenue par l'Espagne, et la bourgeoisie politique dont Mayenne était le chef.

Il se décida alors à embrasser le catholicisme. Il le fit avec dignité à Saint-Denis, en juillet 1593, à la suite de longues conférences et discussions, et il recueillit aussitôt la récompense de son acte. Dès lors, en effet, il devint le légitime roi de France; dès lors, Mayenne ne put lui être opposé par personne; dès lors, s'effondrèrent les ambitions de Philippe II, désireux d'assurer le trône des fleurs de lis à Claire-Isabelle-Eugénie, l'infante née de son mariage avec Elisabeth de Valois. Le 27 février 1594, le sacre de Chartres rendit le fait patent pour tous et prépara l'entrée triomphale de Henri dans Paris, le 2 mars suivant.

Le regroupement de la France autour de son roi s'effectua très rapidement. Par négociations et par concessions d'honneurs et de rentes, Henri IV détruisit la féodalité mercenaire qui s'était précédemment fondée sous le couvert d'intransigeantes convictions; par négociations encore, et aussi par opérations militaires, il porta le coup de grâce à la Ligue dégénérée et frappée à mort, contraignit Mayenne à se soumettre et obligea les Espagnols, sortis de Paris quand



HENRI IV AU SIÈGE DE CHARTRES (19 février-19 avril 1576). — C'est alors qu'il cherchait à s'emparer de Paris, et pour isoler la capitale, que Henri IV vint mettre le siège devant Chartres. Après six semaines de siège, la ville promit de se rendre si elle n'était pas secourue dans les huit jours et, Mayenne n'ayant pas osé venir la délivrer, elle ouvrit effectivement ses portes au roi. — Comparez le costume de Henri IV avec celui qu'il porte dans l'image équestre de la page 107. — École française du XVII^e siècle. Musée de Chartres.

(1) Henri III, Henri de Navarre et Henri de Guise.

il y entra lui-même, battu à Fontaine-Française en 1595, chassés d'Amiens en 1597, à signer (mai 1598) la paix de Vervins sur les bases du traité de Cateau-Cambrésis. C'en était fini de la guerre avec l'étranger; Henri IV n'avait plus désormais qu'à « faire le roi de France », c'est-à-dire à panser les maux causés par les guerres civiles, à refaire l'unité des cœurs autour du souverain et à rendre à la monarchie son lustre auprès des nations étrangères.

L'EDIT DE NANTES. — Dès le 13 avril précédent, il avait prélué à cette tâche en promulguant à Nantes un édit qui faisait de la France le seul pays tolérant, le seul pays où deux cultes pussent officiellement coexister, où la religion fût affaire de conscience individuelle et de conviction raisonnée et non de discipline politique. Désormais, la « religion prétendue réformée » pouvait être pratiquée publiquement partout où le culte avait été autorisé par les édits de Bergerac et de Fleix et, en outre, dans deux villes par bailliage ainsi que dans les résidences des seigneurs huguenots. Tous les droits civils étaient garantis aux protestants, ainsi que l'accession aux charges et dignités de l'État. Des magistrats réformés siégeaient dans les Parlements; une *Chambre de l'Édit*, le plus souvent « mi-partie » de juges catholiques et de juges protestants, serait adjointe aux Parlements de Paris, de Rouen, de Rennes, de Toulouse, de Bordeaux et de Grenoble. Enfin, durant huit années, des places de sûreté, munies de garnisons choisies par eux et soldées par le roi, — La Rochelle et Montauban entre autres, — assureraient aux protestants la stricte exécution de l'édit et leur complète égalité avec les catholiques.

De telles assurances, la bonne volonté manifeste du roi et la gratitude qu'il témoignait toujours à ses coreligionnaires ne suffirent pas toutefois à dissiper les défiances de ces derniers; plus d'une fois par la suite, au cours des douze années qui s'étendent jusqu'en 1610, Henri IV se heurta à leurs appréhensions, ou encore à l'intransigeance de ceux qui repoussaient ses avances, tenant — tel Agrippa d'Aubigné — l'abjuration de Saint-Denis pour une véritable trahison. Les protestants n'étaient pas tous animés des mêmes sentiments, et le roi trouva aussi bien parmi eux que parmi les catholiques de très précieux collaborateurs; mais le principal mérite de l'œuvre de reconstruction menée à bien à partir de 1598 revient indubitablement à Henri IV lui-même.



HENRI IV d'après une image populaire gravée du vivant même de ce roi, peu de temps avant son assassinat. — Il est en costume de guerre, à cheval, et tient son sceptre de la main droite et les rênes de la main gauche. A côté, entourées du collier de l'ordre du Saint-Esprit, les armes de France et de Navarre, surmontées de la couronne de France et supportées par les lauriers de la victoire. — Bibliothèque Nationale.

HENRI IV ET SULLY. — Homme d'une remarquable intelligence et d'une extrême énergie, nullement systématique, mais au contraire accessible à toutes les idées justes, pénétré de ses obligations envers son peuple et envers la monarchie et décidé à remplir ces mêmes obligations avec toutes les forces de son esprit et de son cœur, voilà ce qu'était Henri IV. Pitoyable à l'égard de pauvres gens (sa conduite pendant le siège de Paris l'avait prouvé en 1590), il désirait assurer leur bien-être; chacun connaît le mot légendaire qui résume son programme, son

désir « qu'il n'y ait point laboureur en son royaume qui n'ait le moyen d'avoir une poule dans son pot le dimanche ». Mais la haute idée qu'il se faisait de ses devoirs de roi l'amenaient par ailleurs à vouloir rendre à la royauté française son ancien degré de puissance et d'éclat, et donc à vouloir ramener les différents rouages de la monarchie à une discipline et à une exacte subordination dont les malheurs des guerres civiles et religieuses les avaient écartés. De là, pour Henri IV, une œuvre double de reconstruction de la France et de reconstruction du pouvoir royal, dont les deux parties étaient intimement liées l'une à l'autre et devaient être simultanément réalisées. C'est à cette œuvre nécessaire et difficile que, aussitôt libre d'agir à sa guise, il se consacra tout entier; c'est elle qui lui a valu une grande et durable popularité, que l'histoire seule est incapable de créer.

Il y fut aidé par d'excellents serviteurs du pays et de sa propre personne, au premier rang desquels se place — bien avant Barthélemy Laffemas et d'autres — son ami et ancien compagnon d'armes, Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de Sully. Ce grave huguenot, qui fut pourvu des fonctions de secrétaire d'État dès 1594, de conseiller des finances, de grand voyer, puis de surintendant des finances et de grand maître de l'artillerie tout ensemble en 1599, seconda les desseins de son maître avec une conception de son rôle moins large et plus méthodique. C'est surtout sur les finances et sur l'agriculture qu'il porta son attention, tandis que celle du roi se portait également sur l'industrie et sur le commerce.

LA RECONSTRUCTION DU ROYAUME. — Inspirer à chacun le sentiment de la sécurité, la certitude de ne pas être dépouillé du fruit de son labeur et, par suite, le désir et le goût du travail, voilà ce qu'il importe de faire tout d'abord. Il faut donc débarrasser le royaume de ces bandes de *croquants* qui, même après la pacification religieuse, battent encore les campagnes, amènent les paysans à désespérer de leur sort, à abandonner la culture du sol pour courir sus aux soldats pillards et même aussi, parfois, aux bourgeois et aux nobles, à vivre dans la démoralisation et dans la misère. Grâce aux nombreuses attributions dont il est investi par Henri IV, Sully se trouve également en mesure de rétablir l'ordre par des procédés militaires et par des mesures administratives; il use des uns et des autres avec une résolution, une vigueur et une habileté remarquables. Dès 1597, il tire du dénuement l'armée qui assiège Amiens en amenant, liés sur des charrettes pleines d'écus, les officiers de finances prévaricateurs chez lesquels il a pu saisir le fruit de leurs rapines. Par la suite, sa poudre et ses boulets lui servent à abattre les châteaux devenus des repaires de pillards; les ruines de Carlat et de Pierrefonds en témoignent aux deux bouts de la France. Les croquants sont pourchassés et dispersés; le port des armes à feu demeure interdit pendant trois années après la paix de Vervins. Paysans et marchands sont mis ainsi à l'abri du brigandage.

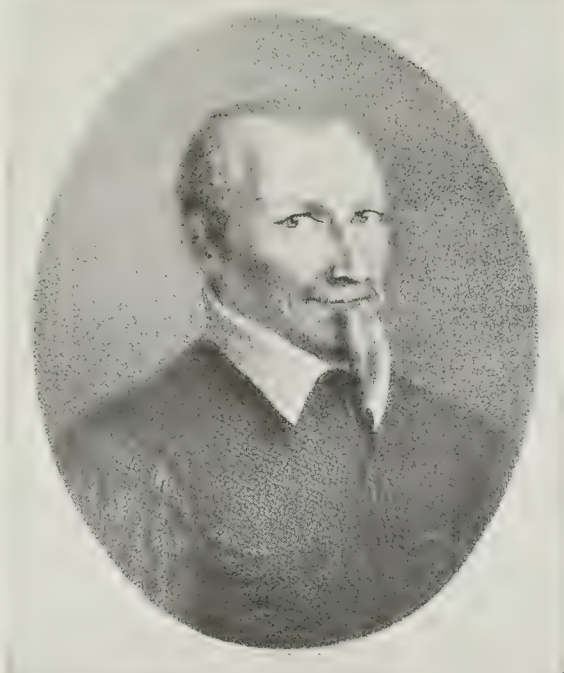
En même temps, et sinon dès l'avènement même de Henri IV, du moins dès le lendemain de son sacre à Chartres comme roi de France, voici que s'ouvre en quelque façon une ère financière nouvelle. Le tarif des prêts est légalement abaissé; des rabais et des délais sont accordés aux débiteurs en 1595, et, en 1596, le roi fait remise



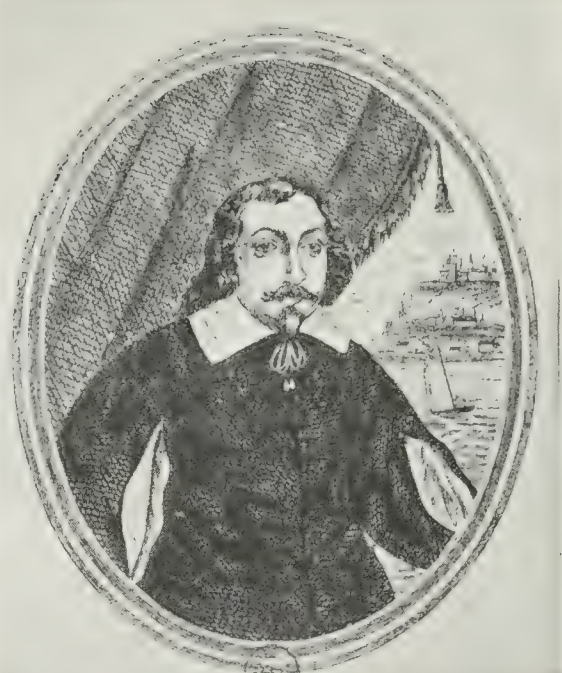
SULLY (1560-1641). — Portrait dessiné par Du Moustier. — Musée du Louvre. CL. GIRARDON.



BARTHÉLEMY LAFFÉMAS, VALET DE CHAMBRE DE HENRI IV ET CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DU COMMERCE DE FRANCE (1545-1612). — Il fut un des principaux collaborateurs de Henri IV, surtout pour les questions d'industrie et de commerce. — Bibl. Nat.



OLIVIER DE SERRES, SEIGNEUR DE PRADEL (1539-1619). — Portrait de l'auteur du célèbre *Théâtre d'Agriculture*, gravé d'après le portrait original peint en 1599 par le fils même d'Olivier de Serres. — Gravure du XVI^e siècle. — Bibl. Nat.



SAMUEL CHAMPLAIN, le fondateur de la colonie de la Nouvelle-France (1567-1635). — Au fond, le fleuve Saint-Laurent et la falaise sur laquelle furent jetées par Champlain, en 1608, les fondements de Québec. — Bibl. Nat.

à ses sujets des arriérés des tailles. A dater de cette époque jusqu'à la fin du règne, la taille, l'impôt qui incombe aux seuls roturiers, décroît de dix-huit à quatorze millions de livres. Enfin, Sully s'honore par l'ordonnance célèbre qui défend aux collecteurs d'impôts de saisir le mobilier indispensable, comme aussi les outils de labour et le cheptel du contribuable arriéré. De plus, le transport des denrées est facilité par le soin que prend le grand voyer Sully d'améliorer les routes, de planter sur leurs bords les arbres qui portent encore dans certains coins de France le nom de « rosny ». Henri IV autorise à plusieurs reprises les provinces favorisées par de bonnes récoltes à exporter jusqu'en Espagne leur blé et leur vin.

Ainsi encouragée, l'agriculture française, qui a très vite repris confiance, entreprend d'améliorer ses procédés et de varier ses produits. Non seulement les céréales, la vigne et les fruits, mais le lin, le chanvre et les herbages sont les objets des soins constants du paysan. Pour les nobles qui vivent sur leurs terres et qui les mettent en valeur, un gentilhomme protestant du Vivarais, Olivier de Serres, rédige et publie en 1600 son célèbre *Théâtre d'Agriculture*, dont les cinq réimpressions constatées entre cette date et 1610 attestent le succès et même la sérieuse influence sur les propriétaires ruraux. Sans aller jusqu'à faire honneur au premier en date de nos agronomes de l'adoption de cultures et de méthodes inédites, du moins faut-il noter que le roi sanctionna par des édits les conseils donnés aux cultivateurs par Olivier de Serres pour l'adoption de nouvelles industries rurales, celle de la soie par exemple. Il est encore intéressant de remarquer que Henri IV témoigna nettement son approbation en se faisant lire pendant quelques mois, une demi-heure après son dîner, des passages du *Théâtre d'Agriculture*. Naturellement, la noblesse le lut comme le roi et elle y prit plaisir ; car elle trouvait dans l'œuvre d'Olivier de Serres des descriptions agréables de la vie aux champs et l'éloge motivé de cette vie. Or cela encore servait les desseins du roi ; il ne lui était pas indifférent, en effet, que sa noblesse tournât son activité vers un but plus pratique que la conquête de distinctions à la cour ou de grades à l'armée ; il avait licencié la majeure partie de ses troupes et Sully, pour qui « labourage et pâturage étaient les mamelles de la France, ses vraies richesses du Pérou », répugnait aux dépenses de luxe.

Administrateur vigilant et ferme, Sully poursuivait avec persévérance, par son « épargne », la création de réserves pour les finances royales et la constitution du trésor que la Bastille recélait à la mort de Henri IV. A-t-il, pour y parvenir, recouru à des opérations arbitraires ? L'étude de sa comptabilité permettra peut-être un jour de répondre à cette question de façon plus assurée que ne le font les *Économies royales*, ces mémoires dans lesquels Sully a présenté sa gestion des finances sous le jour le plus favorable. D'ores et déjà, dans tous les cas, il est certain que les intérêts privés les moins ménagés par le surintendant des finances de Henri IV ont été ceux des bourgeois : les rentiers, même après avoir fait crédit au roi pendant les premières années de son règne, n'eurent pas à se louer de la régularité des paiements de leurs rentes sur l'Hôtel de Ville. L'hérédité et la

vénalité des offices furent confirmées aux magistrats, moyennant toutefois un impôt nouveau appelé la *pauvette*, du nom du premier traitant qui l'affirma. Le commerce fut fortement grevé par l'impôt du sou pour franc, dit *pancarte*, prélevé pendant les années 1596-1602.

Le mépris aristocratique de Sully pour les ateliers et les comptoirs, — d'où ne sortaient pas, à son avis, de bons soldats, — eût été préjudiciable aux commerçants ; mais Henri IV corrigea à cet égard les plans trop étroits du surintendant. Le roi aida à la fondation de manufactures pour tisser la soie, conserva aux gentilshommes verriers leur noblesse et installa dans la « maison des Gobelins », à Paris, deux ouvriers flamands experts en l'art de la tapisserie. L'amélioration des routes encouragea les transports ; des tracés de canaux furent mis à l'étude, et le creusement du canal de Briare fut commencé. Enfin, si Sully dédaigna la marine et laissa les Provençaux et les Languedociens exposés aux attaques des pirates barbaresques, son souverain parvint à rétablir les relations commerciales avec la Turquie : l'ambassadeur Savary de Brèves renouvela avec le sultan le traité des Capitulations et même y fit ajouter une clause reconnaissant le patronage de la France sur la Terre sainte (1604).

Ce n'est pas tout encore. Regardant plus loin que les côtes atlantiques et méditerranéennes de son royaume et même que les pays du Levant, Henri IV, instruit par l'exemple des Hollandais, — qui, dit-on, surent mettre Sully dans leurs intérêts et rendre le surintendant hostile aux entreprises d'outre-mer, — ambitieuse, malgré Sully, de doter la France d'une forte marine, de puissantes Compagnies de commerce et de colonisation et de solides établissements par delà les océans. Répondant à ses vues clairvoyantes, les marins de France explorent des routes nouvelles. Les marchands de Saint-Malo, de Vitry, de Rouen et de Dieppe essaient d'établir des relations avec l'extrême Orient ou avec le Nouveau Monde et, en 1604, Henri IV approuve les statuts de la première Compagnie française des Indes orientales. Cette même année un Saintongeais, le sieur de Monts, traverse l'Atlantique et arrive sur la côte américaine, au sud de Terre-Neuve, où il débarque cinquante familles françaises, germe du fidèle peuple acadien. A ce moment, un autre Saintongeais, le marin Samuel de Champlain, explore le Saint-Laurent, sur les rives duquel il va choisir l'emplacement, puis, un peu plus tard (1608), jeter les fondements de Québec, ville capitale et porte d'entrée de la Nouvelle-France, centre primitif autour duquel les colons français s'établiront par la suite.

LA RECONSTRUCTION DE L'AUTORITÉ ROYALE.

— Voilà comment, de toutes les manières, Henri IV est parvenu à reconstruire la France singulièrement mise à mal par les guerres de religion. Il a en même temps travaillé à la reconstruction de l'autorité royale qui, minée de tous les côtés au temps des fils de Catherine de Médicis, était loin d'être obéie en 1598 comme elle l'avait été pendant la première partie du siècle.

Si le surintendant Sully a été, pendant les dernières années du règne, le confident du roi et son instrument préféré, Henri IV a

pourtant accueilli dans son conseil des personnages qui avaient joui d'un crédit plus ou moins durable sous son prédécesseur : le chancelier Cheverny, Pomponne de Bellièvre, Villeroy. Les attributions des secrétaires d'État furent un peu mieux déterminées, et, dans le conseil royal, les sections qui étaient en voie de formation à la fin du XVI^e siècle se distinguèrent plus nettement : c'étaient le conseil d'État et des Finances, le conseil Privé, le conseil des Affaires qui tendait à devenir le conseil étroit. Beaucoup de questions importantes étaient en effet tranchées par Henri IV, de sa seule autorité et sous sa seule responsabilité, alors que, le matin, il conférait, tout en se promenant dans ses jardins ou dans une galerie, avec quelques conseillers librement choisis par lui, sans restriction ni réserve d'aucun genre. L'accord conclu avec le pape Clément VIII en septembre 1595 n'avait pas seulement marqué le renoncement du Souverain Pontife aux idées de suprématie absolue que le Saint-Siège avait encore maintenues au concile de Trente : il avait également reconnu l'indépendance du pouvoir royal et les nécessités imposées au monarque français par la présence des protestants dans le royaume.

Ce n'est pas seulement vis-à-vis du Saint-Siège que Henri IV affirme nettement sa liberté d'action. Aux puissants gouverneurs des provinces, ses adversaires d'hier, tout imprégnés des traditions d'indépendance engendrées par les guerres civiles, il impose des lieutenants de son choix et tout dévoués à son service, dans lesquels il est plus exact de voir, suivant une heureuse expression, « des contretenants que des lieutenants » ; il leur donne pour soutiens les gouverneurs des villes et les capitaines des places fortes, dont il s'est réservé la nomination, et aussi ces « intendants de justice, de police, des vivres et de finances » qui, d'abord associés en ses armées aux commandants des troupes, ont, après la fin des guerres civiles, continué leur œuvre de pacification dans les provinces. Si Henri IV ne convoque pas les États généraux, il prend l'avis des assemblées de notables. Enfin, lorsque, parfois, il a affaire aux Parlements du royaume, dont il connaît les aspirations politiques et dont il se méfie, il a toujours soin de réserver les droits de l'autorité souveraine et garde « son épée au côté », exactement comme lorsqu'il « se met en tutelle entre les mains » des notables qu'il a réunis à Rouen en novembre 1596. Et c'est pourquoi, s'il écoute les remontrances des Parlements, il les oblige néanmoins à enregistrer les mesures qu'il estime être nécessaires au bien du royaume ; de même, s'il sollicite les avis des notables, il n'a garde de maintenir le « conseil de raison » — ou de comptabilité — dont ces mêmes notables lui ont demandé la création.

Voilà de quelle manière Henri IV a reconstruit le pouvoir royal et préparé l'œuvre de Richelieu. Il est juste d'ajouter que, sous son règne, la cour n'a pas été, comme sous les premiers Valois ou sous Louis XIV, un instrument du gouvernement, et que, pour différentes raisons, elle ne pouvait pas l'être. Comment, en effet, Henri IV y eût-il fait prévaloir une rigoureuse étiquette à laquelle il n'eût pas su lui-même se plier ? Comment y eût-il combattu un laisser aller dans lequel il faut voir le reflet du désordre de sa vie privée ? Il a eu, nul ne l'ignore, des maîtresses et des bâtards, et il a pris grand peine à déjouer les intrigues des unes comme à pourvoir à l'avenir des autres.



CONCLUSION DE LA TRÊVE DE DOUZE ANS. — Henri IV, médiateur entre le roi d'Espagne Philippe III et les Gueux de la République des Provinces-Unies. Les représentants des autres nations assistent à la cérémonie. — Peinture allégorique. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

LA POLITIQUE EXTERIEURE DE HENRI IV. —

Ces réserves nécessaires ternissent un peu l'habile politique intérieure du premier roi bourbon, mais ne doivent pas en trop voiler l'éclat. Elles ne diminuent en rien d'autres mérites de ce souverain, ceux dont il a fait preuve dans la conduite de la politique extérieure du royaume.

C'est parfois avec l'aide du Saint-Siège que Henri IV a agi. Pour assurer l'avenir de la dynastie, Clément VIII, qui avait en 1595 accordé au roi relaps l'absolution pontificale, consentit un peu plus tard à annuler le mariage contracté en 1572 entre lui et Marguerite de Valois et lui donna pour seconde femme sa nièce Marie de Médicis, la fille du duc de Florence. Il permit ainsi à Henri IV d'intervenir dans la péninsule italienne en faveur des États investis par les grands domaines espagnols de Naples et du Milanais, et de les soutenir contre l'emprise castillane. Seul, le duc de Savoie Charles-Emmanuel s'obstina longtemps à servir Philippe II, puis Philippe III contre la France. Tenu en respect par Lesdiguières, que son maître avait chargé de gouverner le Dauphiné et de défendre les Alpes françaises, le duc fomenta un complot dans l'entourage du roi et y entraîna un des plus brillants compagnons d'armes de celui-ci, le maréchal de Biron. L'exécution de ce dernier dans l'enceinte de la Bastille (1602) fut pour la noblesse un terrible et salutaire avertissement et constitua le dernier épisode d'une lutte dont, deux ans plus tôt, le traité de Lyon avait marqué le plus beau succès. Alors, en effet, Henri IV avait imposé au duc de Savoie l'échange de la Bresse, des Dombes et du Bugey contre le marquisat de Saluces, dernier reste des conquêtes faites en Italie au siècle précédent, et contribué ainsi, selon le mot célèbre de Vauban, à rendre « carré » le pré français.



HENRI IV, PARTANT POUR L'ARMÉE, CONFIE LA RÉGENCE A MARIE DE MÉDICIS (1610). — Le roi remet à la reine un globe fleurdelisé, symbole du royaume de France, et lui présente en même temps leur fils, le futur Louis XIII. — Peinture de Rubens. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

La faveur de Henri IV était par ailleurs acquise à la Hollande qui luttait pour son indépendance. Le roi de France aurait volontiers uni ses armes à celles de Maurice de Nassau, et partagé avec lui les Pays-Bas espagnols. On lui a attribué cette parole significative : « Tout ce qui parle le français est à moi. » Mais les Hollandais, déjà défiant à l'égard de la France, n'acceptèrent que son appui diplomatique dans les négociations qui devaient aboutir à la trêve de 1609. Un rapprochement sembla alors possible entre la France et l'Espagne; la morgue des représentants de cette dernière puissance y fit obstacle.

A ce moment l'Espagne était nettement entrée dans la période de décadence qu'avait préparée la politique de ses rois du XVI^e siècle; la branche cadette de la maison d'Autriche faisait au contraire peser sur l'Europe centrale une prépondérance oppressive dont celle-ci souffrait et dont Henri IV forma le projet de la libérer. Il voulait, à en croire Sully, réaliser aux dépens des descendants de Charles-Quint un « grand dessein » assurant la paix universelle; un tribunal aurait maintenu l'équilibre entre les monarchies et les républiques de l'Europe civilisée. Tout cela semble sorti de l'imagination du ministre, à moins qu'il n'ait, dans ses *Économies royales*, grandi démesurément quelque roman politique caressé un instant par le roi. Sans lui prêter un remaniement chimérique de toute l'Europe, il est permis d'attribuer à Henri IV le projet de libérer les Pays-Bas et l'Italie. Peut-être destinait-il un royaume de Lombardie au duc de Savoie, rallié à la politique française; mais le pivot de l'entreprise n'était pas sur les Alpes, il était sur le Rhin.

Pendant la plus grande partie de son règne, Henri IV ne semble pas avoir désiré nouer des relations étroites avec les princes allemands. Sans doute se souvenait-il que, pendant les guerres de religion, des princes luthériens d'Allemagne avaient demandé tantôt qu'on réservât en France des colonies à leurs mercenaires, tantôt qu'on leur donnât à eux-mêmes les gouvernements de Metz, Toul et Verdun. Cependant, après les heureux résultats obtenus par son envoyé Bongars, dans des conférences avec les princes protestants de l'Empire, Henri IV se prit à espérer qu'il pourrait former une coalition allemande contre la maison d'Autriche. Une Ligue évangélique se reconstitua en 1608; mais les princes qui la composaient se montraient peu disposés à l'action, méprisant l'incapacité de l'empereur Rodolphe et de son frère Mathias, qui ne pouvaient les plier à l'obéissance. Telle était la situation pleine d'incertitudes et de périls, lorsque, le duc Jean-Guillaume de Clèves et Juliers étant venu à mourir (1609), sa succession litigieuse parut devoir être confisquée par la maison d'Autriche. Aussitôt Henri IV de réunir en grande hâte trois armées sur les frontières du Luxembourg, de la Savoie et des Pyrénées.

ASSASSINAT DE HENRI IV (1610). — Dans quel but précis? On ne saurait le dire; mais on doit constater que cette levée de gens de guerre suffit pour susciter en France et hors de France bien des mécontentements et bien des inquiétudes. Le commun peuple, que la suppression de nombreux corps de troupes, après la paix de Vervins, avait grandement soulagé, se plaignait des taxes nouvelles imposées par Sully pour procurer au roi autant et plus de soldats qu'au début de son règne. Le pape Paul V, craignant pour l'Église la victoire de l'Union évangélique, prenait le parti de la maison d'Autriche; les Jésuites prêchaient, même devant le roi, contre ses projets, en conflit avec la politique du Saint-Siège.

Alors un illuminé que les moines Feuillants avaient renvoyé de leur noviciat et qui sortait de la prison pour dettes, Ravillac, s'imagina que Dieu lui donnait pour mission d'arrêter Henri IV sur une pente funeste. Comme le souverain ne répondait pas à ses demandes d'audience, il se posta sur le passage du carrosse royal, et, grâce à un embarras de voitures, put frapper le roi de deux coups de couteau dans la région du cœur.

Henri IV mourut presque aussitôt (14 mai 1610), laissant pour lui succéder un fils encore en bas âge. Ses grands projets entraînaient avec lui dans la tombe; mais il avait eu le temps de réaliser la reconstruction du royaume et il s'était acquis une popularité impérissable tant par son caractère et sa bonté que par un sentiment très haut de la grandeur de la France.



HENRI IV (1553-1610). — Avers d'une médaille gravée par Guillaume Dupré, un des chefs-d'œuvre de cet excellent artiste. — Bibl. Nat. Cabinet des Médailles. CL. GIRAUDON.

XI. L'EUROPE A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE

LA FIN DU TEMPS DES GUERRES RELIGIEUSES. —

Quelques années avant cet assassinat, une série d'événements divers — l'édit de Nantes et la paix de Versailles (1598), la mort de Philippe II d'Espagne (1598) et celle d'Elizabeth d'Angleterre (1603) — ont marqué la clôture de l'époque des guerres de religion aux environs du dernier jour du XVI^e siècle. Alors se trouve consommée la dissolution de l'ancienne communauté des peuples chrétiens et de cette « Société des Nations » qu'ils constituaient naguère sous l'éminente autorité du Saint-Siège.

Du vieux cadre dans lequel l'Europe occidentale et l'Europe centrale ont vécu pendant tout le Moyen âge, il ne reste plus que des débris, et deux groupes différents se distinguent nettement dans l'ancienne catholicité. L'un est constitué par les peuples demeurés fidèles à la foi

traditionnelle et recevant toujours du Saint-Siège leur mot d'ordre religieux. Les nations qui restent chrétiennes, mais revendiquent pour leurs membres la faculté d'interpréter les Saintes Écritures en dehors du magistère de Rome, voilà le second groupe. Plus à l'est, sur les rivages orientaux de la Baltique, par delà les Carpathes et la mer Adriatique, des peuples extérieurs à l'ancienne catholicité, ceux-ci schismatiques, ceux-là musulmans, constituent un troisième groupe, de civilisations variées et (pour reprendre l'expression antique) « barbares », c'est-à-dire différentes de la civilisation chrétienne. Mais, sans faire déjà partie de ce qu'on appellera plus tard le « concert européen », ces peuples tendent plus ou moins à se mêler des affaires de l'Europe chrétienne.

Quelle est, de ces différents peuples chrétiens et non-chrétiens de l'Europe, la situation respective au moment où se clôt la période des guerres de religion? Quels changements ces guerres et d'autres encore ont-elles apportés dans la configuration territoriale des États, dans leur puissance politique et économique, dans la situation générale de chacun d'eux? C'est ce qu'il importe de déterminer pour l'intelligence des faits qui vont se dérouler par la suite.

Peuples protestants et peuples catholiques

CONSEQUENCES DE LA RÉFORME DANS LES PAYS PROTESTANTS. — Les changements sont surtout considérables dans les pays où a soufflé le vent de la Réforme.

La Réforme n'a pas eu, en effet, que des conséquences religieuses; elle en a eu aussi de politiques. Elle a dissocié les peuples que la théocratie romaine avait tenus associés durant tout le Moyen âge;



L'EMPEREUR MAXIMILIEN II (1527-1576). — Cousin et beau-frère de Philippe II, il avait été élevé avec lui à la cour d'Espagne par les soins de Charles-Quint. Il porte au cou le collier de la Toison d'or; au côté droit, une bourse richement ornée et retenue par la ceinture qui, à gauche, supporte l'épée. — Peinture d'Antonio Moro (musée du Prado, à Madrid, école espagnole du XVI^e siècle). CL. ANDERSON

en s'insurgeant contre l'universalité de l'Église, elle a brisé l'universalité de l'État. Elle a déterminé la transformation d'anciennes principautés en États nouveaux, comme aussi la naissance de patries nouvelles, en éveillant la conscience nationale des peuples opprimés, tels que la Suède ou la Hollande. Elle a donc renouvelé l'Europe occidentale et centrale au point de vue politique autant qu'au point de vue religieux; par elle s'y sont constituées des nations fières de leur liberté et conscientes de leurs droits.

LESGROUPEMENTS POLITICO-RELIGIEUX DE L'ALLEMAGNE. — C'est dire que, comme le Saint-Siège, le Saint-Empire romain de nation germanique a beaucoup souffert de la Réforme. Plus que jamais l'autorité de l'Empereur est discutée, contestée et, en fait, annihilée; vains ont été les efforts de Charles-Quint pour y assurer le triomphe de l'unité comme celui de l'orthodoxie. Après lui, le Saint-Empire subsiste comme un phénomène au milieu du monde moderne grandissant et évoluant très vite.

Certes, aucune nation nouvelle ne paraît encore dans les vastes plaines de l'Europe centrale, et l'Allemagne se montre, aux alentours de l'an 1600, aussi morcelée qu'à aucune époque de son histoire, partagée en une foule d'États souverains, laïques ou ecclésiastiques, d'une étendue plus que médiocre, morcelés à l'infini et enchevêtrés de la façon la plus bizarre. Déjà, néanmoins, s'y manifeste l'existence de deux groupements, nettement différenciés par la religion : celui des princes catholiques et celui des princes protestants, qui agissent l'un et l'autre conformément à leurs intérêts propres, sans aucun souci des intérêts plus généraux de l'Empire même. Tel est le résultat de la politique suivie dès la retraite et avant l'abdication officielle de l'empereur Charles-Quint (28 février 1556) par son successeur immédiat, Ferdinand I^{er}, puis par Maximilien II (1564-1576), puis encore par le faible Rodolphe II, qui, jusqu'à sa mort en 1611, ne sut ni faire vivre en paix les États allemands, toujours troublés par les sécularisations, ni garantir ses États autrichiens des dissensions religieuses.

C'est que l'Allemagne ne cesse pas d'être un champ clos où s'affrontent catholiques et protestants, ceux-ci soucieux de regagner à la catholicité les peuples qui s'en sont séparés, ceux-là désireux de réduire toujours davantage la puissance religieuse et morale du Souverain Pontife. En face des princes évangéliques, inlassables propagateurs de la Réforme, parce que préoccupés d'assurer par de nouvelles conversions l'extension des sécularisations et des autres avantages matériels qui ont tant influé sur leur propre passage au protestantisme, les catholiques se sont dressés dès le premier jour, et ils ont bientôt



RODOLPHE II (1552-1612), empereur d'Allemagne depuis 1576. Sous son règne se forment les deux ligues protestante (Ligue évangélique) et catholique (Sainte Ligue) dont la constitution préluda à la guerre de Trente ans. Médaille en argent. — Bibl. Nat. Cabinet des Médailles. Cl. GIRAUDON.

pris l'offensive pour reconquérir, avant même la clôture du concile de Trente, une partie du terrain précédemment perdu par eux. Grâce à l'ardeur et au zèle de missionnaires, parmi lesquels les Jésuites se placent au premier rang, grâce aussi aux dissensions des réformés, — car les luthériens sont encore plus hostiles aux calvinistes qu'aux papistes, — cette offensive catholique fut couronnée de succès. Sur plus d'un point (à Cologne, à Aix-la-Chapelle, etc.), elle enraya le triomphe de la Réforme et, dans certaines régions de l'Allemagne, fit reculer le protestantisme. Aux environs de l'an 1600, il domine dans l'Allemagne du Nord, où la Prusse, le Brandebourg, la Poméranie, le Mecklembourg, le Holstein et l'Oldenbourg forment une chaîne presque ininterrompue d'États protestants; de même aussi, il l'emporte dans l'Allemagne centrale, grâce au Hanovre, au Brunswick, au Nassau, à la Hesse, à la Saxe et à diverses principautés d'importance moindre. Par contre, l'Allemagne occidentale et la majeure partie de l'Allemagne du Sud lui échappent et demeurent ou sont redevenues catholiques. Comment, dès lors, catholiques et réformés n'eussent-ils pas songé à se grouper conformément à leurs affinités religieuses et à leurs intérêts confessionnels? Aussi, dès 1594, les Évangélistes ont-ils commencé de s'entendre les uns avec les autres, préluant ainsi à des accords de plus en plus étendus, allant même jusqu'à englober des calvinistes et non pas seulement des luthériens, préparant par là la constitution de l'Union évangélique. De leur côté, les catholiques se sont serrés, non autour de l'Empereur, mais autour du duc de Bavière, dans lequel ils voient un solide point d'appui contre les ambitions protestantes; ainsi débute la future Ligue catholique des premières années du XVII^e siècle. Deux « corps » se dressent donc l'un en face de l'autre, le corps évangélique et le corps catholique, prêts à en venir aux mains, chacun bien résolu à ne pas se laisser absorber par son adversaire. Comme on comprend dès lors que l'Empereur ne puisse plus diriger l'Allemagne et que celle-ci n'ait pas de gouvernement!

Pour mieux résister aux dangers qui les menacent, catholiques et protestants sont disposés à s'appuyer sur des secours venus du dehors et, en particulier, comme durant la seconde moitié du XVI^e siècle, sur leurs coreligionnaires. Ni les uns ni les autres n'ont à chercher bien loin.

ÉCLIPSE DU DANEMARK ET DÉBUTS DE LA PUISSANCE SUÉDOISE EN SCANDINAVIE. — Au nord des territoires des princes évangéliques, à qui la paix d'Augsbourg permet d'imposer leur propre foi à la conscience de leurs sujets,

se trouvent en effet d'autres États de religion protestante et même luthérienne, les royaumes scandinaves de Danemark et de Suède. De très bonne heure, Gustave Vasa, après avoir rendu à la Suède son indépendance, a vu dans la conversion de ses sujets aux doctrines nouvelles un moyen de fortifier son gouvernement personnel; il y est parvenu, grâce à la sécularisation des biens ecclésiastiques, dont il a abandonné une partie à la noblesse. De son côté le Danemark, déchu de sa puissance dans le Nord par la sécession de la Suède, a substitué un nouveau souverain — luthérien lui aussi — au catholique Christian II, qu'il rendait responsable de ses revers, et adopté les croyances des comtes de Holstein-Gottorp, devenus les rois du pays. Bien que la Norvège lui soit demeurée fidèle, cet État n'est pas parvenu à recouvrer, dans la seconde partie du XVI^e siècle, la prépondérance dont il jouissait naguère dans l'Europe du Nord; peu à peu, la Suède, de qui relevait la Finlande, s'est substituée à lui comme puissance dominante; elle a préludé par la conquête de l'île d'Åsel et par l'occupation de certaines parties de la Livonie à l'établissement de son hégémonie sur la mer Baltique qu'avait cessé de contrôler la Ligue hanséatique, naguère si florissante et si puissante.



L'ARCHIDUC ALBERT D'AUTRICHE (1559-1621) ET L'INFANTE ISABELLE-CLAIRE-EUGÉNIE (1556-1633) gouvernèrent les Pays-Bas et la Franche-Comté de 1598 à 1621. Par la suite, Isabelle, que son père eût voulu asseoir sur le trône de France à la place de Henri IV, les gouverna seule jusqu'à sa mort. — Peinture de Rubens.

CL. HANFSTAENGL.

SCISSION RELIGIEUSE ET POLITIQUE AUX PAYS-BAS. — Cette homogénéité de foi qui existe en Scandinavie à la fin du XVI^e siècle, on ne la retrouve pas à l'ouest de l'Allemagne du Nord, aux Pays-Bas. Les provinces du Sud, celles qui ont constitué la Belgique actuelle, sont en effet revenues très vite au catholicisme et, après la constitution de l'« Union catholique » d'Arras en janvier 1579, elles se sont même, dès le mois de mai suivant, replacées sous l'autorité de l'Espagne, dont Farnèse, puis les « archiducs », seront successivement les administrateurs pour Philippe II. Au contraire, les sept provinces du Nord, celles qui ont adhéré en janvier 1579 à l'« Union protestante » d'Utrecht, sont demeurées fidèles tout à la fois à la religion réformée et à leurs idées d'indépendance et d'autonomie. Grâce à l'appui plus ou moins avoué et efficace de la France et de l'Angleterre, elles ont fini par résister avec succès aux armées de Philippe II et, si la lutte dure encore en 1598 (elle ne se terminera qu'en 1609, lors de la conclusion de la trêve de Douze ans), déjà France et Angleterre ont officiellement reconnu l'existence de la République des Provinces-Unies. Déjà même celle-ci profite du fait que la mer, naguère ennemie, s'est transformée au cours des précédentes décades en alliée des Hollandais. Les flots, s'ils engloutissent parfois la terre du cultivateur, fournissent par contre au pêcheur une richesse inépuisable. Aux ports de Hollande « les tonnes de harengs se sont changées en tonnes d'or » dans lesquelles les stathouders ont puisé pour solder reîtres et lansquenets, accourus à la défense de la Réforme. La mer, introduite par le désespoir des assiégés jusqu'au rempart des cités, a opposé aux Espagnols l'obstacle de ses eaux pour le salut des villes assiégées, de Harlem et Leyde. Aussi, dès avant la victoire qui va laisser la Néerlande dévastée, envahie de nouveau pour un siècle par le marécage, la Hollande distrair-elle un certain nombre de ses marins de la guerre contre l'Espagne. Elle prélude à son rôle maritime et économique et, par des voyages dans les mers arctiques situées au nord de l'Europe et aux Indes néerlandaises, prépare son brillant essor commercial et colonial du siècle suivant. Cependant grandit à Delft, en Hollande, cet Hugo Grotius qui jettera un peu plus tard les fondements du droit international, lequel suppose l'indépendance de chaque peuple et l'égalité des peuples entre eux.

DESPOTISME POLITIQUE ET RELIGIEUX EN ANGLETERRE. — De l'autre côté de la mer du Nord, en face des rivages belges et néerlandais, à la fin du règne d'Elizabeth, l'unité de foi est loin de régner en Angleterre, mais ni les catholiques, cruellement persécutés naguère par la « reine vierge », ni les puritains, qui connaissent à leur tour des jours tragiques, ne songent, à cause de la divergence de leur foi d'avec celle de l'Église anglicane, à se soustraire à la fidélité qu'ils doivent à leur souveraine. Complet est le loyalisme de tous les Anglais, affermi par la défaite de l'« Invincible Armada » et par la lutte maritime contre les dernières flottes de Philippe II. C'est à la seule Église anglicane —, à laquelle s'est ralliée la majeure partie de la population, — que va l'hostilité des dissidents. La reine, dont l'habile politique et l'attitude protectrice des réformés du continent valent un grand prestige à son pays, n'est pas seulement redoutée des Espagnols, courtisée par Henri IV, flattée par Jacques VI d'Écosse, qui aspire à lui succéder sur le trône d'Angleterre; elle est aussi souveraine maîtresse dans son propre royaume, où l'éclat des « jours alcyoniens » célébrés par les poètes dissimule une redoutable crise économique et une vraie lassitude du régime d'oppression auquel sont soumis ses sujets.

LES DÉBUTS DE LA QUESTION D'IRLANDE. — Ce régime d'oppression, que les Anglais supportent avec quelque peine, les Irlandais se refusent à l'accepter, pour différents motifs dont les deux principaux sont le souvenir et le regret de leur ancienne autonomie et leur indéfectible attachement au catholicisme. Leur autonomie, ils l'avaient gardée depuis le temps de Henry II, époque du débarquement des Anglais dans leur île, jusqu'au règne de Henry VIII, sous la haute autorité d'un *lord deputy* ou gouverneur; de même aussi avaient-ils conservé leur Parlement propre, leur loi — le droit brehon — et leurs usages particuliers. En 1541, le monarque anglais changea son titre de « seigneur lord d'Irlande » contre celui de roi, mais sans témoigner à la verte Érin plus de sollicitude que ses prédécesseurs. Aussi les Irlandais, qui avaient d'abord acclamé leur nouveau roi, ne tardèrent-ils pas à comprendre que, comme les autres, celui-ci ne se souciait nullement de leur bien-être. Ce qu'il voulait surtout, c'était assurer, en Irlande comme en Angleterre, la séparation d'avec Rome, le triomphe de l'anglicanisme et la mainmise sur les biens du clergé catholique. Il ne put remplir que ce dernier point de son programme. Malgré la promulgation du schisme dans leur pays dès 1537, les Irlandais demeurèrent fidèles à leur foi et au Saint-Siège; sous Édouard VI comme au temps de son père, ils

opposèrent une résistance passive, mais obstinée, aux ordres de leur roi. De même firent-ils d'abord un peu plus tard, à l'époque d'Elizabeth. Les efforts de celle-ci pour coloniser le pays en dépouillant les Irlandais de leurs terres au bénéfice d'Anglais nouveaux venus, et le massacre des principaux chefs de la résistance à Mullemast en 1577 ne tardèrent pas à provoquer (en 1579, puis en 1598) des soulèvements qu'appuya plus ou moins mollement l'Espagne, avec qui l'Irlande avait toujours entretenu des relations suivies. Ces révoltes, les agents de la reine les réprimèrent de la façon la plus impitoyable; l'excès même de la répression exaspéra dans le cœur des Irlandais la haine de l'Angleterre, surtout après la dévastation systématique de leur pays, consécutive à l'échec de l'incapable comte d'Essex, le favori d'Elizabeth, qui paya de sa tête ses fautes de 1599. Ainsi, à la fin du XVI^e siècle, une question d'Irlande se posait déjà dans les mêmes termes que par la suite.

ENTENTE POLITIQUE DE L'ÉCOSSE ET DE L'ANGLETERRE. — L'Angleterre, par contre, n'avait alors aucun souci du côté du septentrion, du côté de ce royaume d'Écosse qui, au nord du *border*, occupait la partie la plus montagneuse de l'île de Grande-Bretagne. Elle en avait eu précédemment, sous les règnes de Jacques IV, de Jacques V et de Marie Stuart lorsque Écosse et France s'étaient de nouveau rapprochées comme dans des temps plus anciens, au grand émoi des Tudors. Mais cette alliance n'avait pu remédier ni à la pauvreté du pays, ni à l'insubordination des lords, ni à l'impétueuse témérité des souverains. Aussi, à différentes reprises, au cours des guerres qui, pour des motifs variés, éclatèrent entre Angleterre et Écosse, les Écossais avaient-ils été battus : à Flodden (1513), à Solway Moss (1542), à Pinkie (1547), sans que cependant les Tudors pussent jamais réaliser leur rêve et ajouter la couronne d'Écosse à leur couronne d'Angleterre. Elizabeth redouta au contraire, ou feignit de redouter pendant longtemps, que Marie Stuart la chassât de son trône; mais elle comptait sans l'indiscipline des nobles écossais, qui s'était encore développée pendant la régence de Marie de Guise, veuve de Jacques V (1542), et sans la Réforme. La toute jeune veuve du roi de France ne parvint pas, malgré ses indéniables qualités et son charme, à se tirer des inextricables difficultés que lui créèrent l'ambition des grands d'Écosse et leurs turbulentes rivalités, l'intransigeance de Knox et de ses disciples presbytériens, la jalousie d'Elizabeth, sa propre qualité de catholique et ses erreurs; aussi ne tarda-t-elle pas à succomber. Son fils et successeur Jacques VI, sous le nom de qui l'Écosse fut gouvernée d'abord (de 1567 à 1582) par quelques-uns des ennemis de Marie Stuart — Murray, Lennox, Mar, Morton —, avait été élevé dans le presbytérianisme le plus strict : il ne connut pas une partie des difficultés contre lesquelles sa mère s'était débattue. Il eut sans doute plus d'une fois à souffrir de l'insubordination des lords d'Écosse; mais son alliance avec Elizabeth « pour la défense de la vraie religion » (juillet 1585) et son gouvernement despotique, qui lui faisait rejeter une partie des doctrines protestantes, eurent pour résultat de tirer l'Écosse de la période des guerres religieuses, d'assurer officiellement l'unité de foi dans son royaume et de lui valoir à lui-même, au début du XVII^e siècle, la couronne d'Angleterre après la mort d'Elizabeth.

LA TOLÉRANCE DANS LA FRANCE CATHOLIQUE. — En face des contrées où dominent les religions réformées, déjà multiples et diverses, surtout groupées dans le nord et le nord-ouest de l'Europe autour de la Baltique et de la mer du Nord, les pays demeurés plus ou moins catholiques se massent sur les rivages septentrionaux de la Méditerranée, mais poussent parfois jusque dans le centre du continent, où ils s'affrontent aux populations protestantes.

En France, trente-huit années de guerres religieuses et de dissensions intestines, aggravées encore par des interventions étrangères, ont amoindri le pouvoir royal, accumulé les ruines par tout le pays, compromis son essor économique, arrêté son expansion maritime et coloniale; cependant la propagation des idées nouvelles n'a pas détaché la France du Saint-Siège. Pour assurer la pacification complète du royaume et calmer les inquiétudes de ses anciens coreligionnaires, Henri IV leur a concédé, par l'édit de Nantes, des conditions particulièrement avantageuses; mais sa politique ne tend qu'à amener plus vite les combattants de la veille à « oublier les noms de catholiques et de huguenots pour ne plus se souvenir que du beau nom de Français ». Alors qu'elle n'existe nulle part ailleurs en Europe, où les sujets sont toujours censés avoir la même religion que leur souverain, la tolérance est reconnue et pratiquée en France. Aussi la royauté pourra-t-elle, plus vite que partout ailleurs, y regagner le terrain précédemment perdu, panser les plaies dont souffre la nation et lui rendre son prestige auprès des États étrangers. Qui pouvait penser, en

1598, que Henri IV songerait douze ans plus tard, à la veille de sa mort, à intervenir dans les affaires d'Europe ?

DECADENCE DE L'ESPAGNE. — Ce ne pouvait être Philippe II mourant, et cependant en quel état lamentable était l'Espagne dès l'époque de la paix de Vervins, en dépit du groupement de toutes les parties de la péninsule Ibérique, Portugal compris, sous l'autorité de son roi ! Elle commence à subir les conséquences de ses multiples interventions sur tous les champs de bataille de l'Europe, comme aussi de la conquête de son immense empire colonial. La poursuite du rêve d'empire universel conçu par Charles-Quint le jour où l'Allemagne, inspirée par la Réforme, renonça à son rôle antérieur, le rôle de chef temporel de la chrétienté assumé par Philippe II ; la dispersion des forces du pays sur d'innombrables théâtres, voilà quelques-unes des causes qui ont contribué à ruiner l'Espagne ; l'expulsion des industrieux Morisques demeurés dans la péninsule après la conquête du royaume de Grenade ; la persécution, par l'Inquisition, des juifs et des pseudo-convertis ; la suppression de toute initiative, pour ne pas dire de toute vie intellectuelle, ont également conduit à ce résultat. Aussi, à la fin du XVI^e siècle, l'Espagne n'a-t-elle plus d'hommes, ni d'industrie, ni de commerce. Elle n'a plus guère de marine, malgré l'adjonction des flottes portugaises à ses propres flottes, car les flibustiers anglais se sont chargés de poursuivre ses vaisseaux sur toutes les mers et d'en prendre ou d'en couler les galions, en même temps que de piller les richesses exotiques accumulées dans les entrepôts des Indes. Elle manque ainsi de tout ce qui lui permettrait de se maintenir au rang où, au XVI^e siècle, elle s'était élevée en Europe et dans le monde. La façade demeure toujours imposante ; mais, en fait, la mort de Philippe II marque le début d'une longue période de décadence.

HÉGEMONIE DE L'ESPAGNE EN ITALIE. — On ne s'en rend pas compte en jetant un coup d'œil purement géographique sur cet immense Empire qui compte en Europe, en dehors de la péninsule Ibérique tout entière, les Pays-Bas espagnols, le comté de Bourgogne et de très importants territoires en Italie, où la puissance de l'Espagne demeure entière, grâce à sa domination territoriale sur la Sardaigne, la Sicile, Naples et le Milanais, grâce à l'hégémonie qu'elle exerce sur toutes les parties insulaires et continentales de la contrée. Le résultat de la politique italienne de Charles-Quint a été en effet d'assurer le contrôle de la monarchie espagnole sur le domaine temporel du Saint-Siège comme sur les Républiques génoise et vénitienne et sur les différents États héréditaires ; le rôle assumé ensuite par Philippe II, sa conduite vis-à-vis du pape Paul IV, la brillante victoire navale de Lépante, la lutte contre les Barbaresques, ont consolidé l'œuvre paternelle. Au point de vue politique, l'Italie gravite donc autour de l'Espagne, même les ducs de Savoie, les « portiers des Alpes », établis sur les deux versants de la grande chaîne, mais privés, depuis la sécession de Genève (1535), de leur vraie capitale et du point où le Rhône sort du lac Léman.

PERSISTANCE DE LA LIGUE DES TREIZE CANTONS. — La ligue des Treize cantons, qui, avec ses alliés et ses sujets, occupe la majeure partie du plateau suisse et débord sur quelques-unes des vallées alpines de l'Italie continentale, se comporte de tout autre manière. Cet état de forme fédérative, qui vit et se développe depuis le début du XIV^e siècle sur le « Château d'Eau » de l'Europe, ne prétend pas encore à l'indépendance ; il se tient toujours pour l'un des membres du Saint-Empire, et figure parmi les ligues de la Haute-Allemagne. Mais la prédication de la Réforme lui fait subir une crise redoutable ; Écolampade à Bâle, Zwingli à Zurich, y ont prêché des confessions différentes, auxquelles s'est ajoutée tôt après, dans des pays plus occidentaux et extérieurs aux treize cantons — à Genève, la « Rome protestante », — la doctrine de Calvin : toutes ont ce trait commun de rejeter l'autorité du pape, reconnue au contraire par les cantons plus orientaux ou par les « pays sujets » plus méridionaux demeurés fidèles au catholicisme. De là des déchirements intérieurs et des luttes intestines, d'où la ligue des Treize cantons est sortie divisée au point de vue religieux, mais consolidée au point de vue politique par la formation graduelle d'un esprit national, superposé au patriotisme plus étroit et toujours persistant du canton.

LA LUTTE RELIGIEUSE DANS LES DOMAINES DE LA MAISON D'AUTRICHE. — Dans l'est de la Suisse, depuis la vallée du Rhin jusqu'à la plaine du Danube, depuis les Alpes jusqu'au plateau de Bohême et aux Karpathes, se développent, en majeure partie en terre d'empire, les domaines propres de la maison d'Autriche : États héréditaires des Habsbourg, royaume de Bohême et partie occidentale de la Hongrie, échappée aux armes de Soliman le



LA PORTE SAINTE, AU KREMLIN, A MOÛCOU. — La Porte sainte ou *Spasskii* (du Sauveur), la plus connue des portes de Moscou, le palladium du Kremlin, fut construite en 1491 par le Milanais Pietro Antonio, comme la porte Nicolas. Le clocher est du XVII^e siècle et l'horloge du XVIII^e. C'est un témoignage de l'influence exercée par les artistes italiens sur la Russie au XVI^e siècle.

Magnifique. Là, depuis quelques années déjà, les Jésuites mènent, aux alentours de 1600, une rude guerre contre le protestantisme, sans parvenir à extirper de partout l'hérésie. Si, dans les pays allemands dont Vienne est la capitale, leur apostolat est efficace, si les signes avant-coureurs d'un retour offensif du catholicisme apparaissent dans la Hongrie autrichienne, où nombre de Magyars ont accueilli avec faveur les doctrines de Calvin, et même les idées sociniennes et antitrinitaires, il n'en va pas de même en Bohême. Là, par haine de l'Eglise romaine, à qui ils ne peuvent pardonner la mort de Jean Hus, les Tchèques ont fait un accueil favorable à la Réforme. La reconquête du pays par les catholiques s'y heurte donc, dès le début, à de sourdes résistances qui entretiennent, contre le souverain comme contre le catholicisme, un esprit de révolte dont le développement amènera les événements de 1618 et l'offre de la couronne de Bohême à un prince protestant d'Allemagne.

RETOUR SUR L'HISTOIRE DE POLOGNE. L'ÉGLISE UNIATE. — Plus à l'est encore, aux confins des pays de l'orient de l'Europe, un dernier État catholique, un État slave comme la Bohême, entreprend, lui aussi, de réagir contre les doctrines extrêmes des sociniens, qui ont trouvé des adeptes sur son sol exactement comme en Hongrie autrichienne. Mais la mention de ce fait de « contre-Réforme catholique » ne saurait suffire pour caractériser la situation de la Pologne à la fin du XVI^e siècle ; pour cet État comme pour ceux de l'Europe orientale, dont il sera question par la suite, il convient de revenir un peu en arrière, d'esquisser brièvement son histoire durant tout le cours de la Renaissance et des guerres de religion.

Sous Ladislas Jagellon (1386-1434) et sous ses premiers successeurs, la Pologne avait joué un grand rôle grâce à sa force militaire, à sa gloire chevaleresque, et enfin à sa cohésion relative. En réunissant la Lithuanie à la Pologne (1386), en mettant sa vaillance au service de la chrétienté contre les Turcs, la dynastie même des Jagellons avait contribué pour une large part au lustre du royaume et, au temps des derniers Jagellons, d'Alexandre I^{er}, de Sigismond I^{er} et de Sigismond II, la civilisation polonaise avait brillé d'un vif éclat. Alors la Renaissance, introduite surtout dans la contrée par l'Italienne Bona Sforza, femme de Sigismond I^{er} (1507-1548), créa des foyers d'études à Cracovie, à Lublin et dans d'autres villes, qui s'enorgueillirent à bon droit de leurs humanistes (c'est depuis ce temps que Thorn conserve le souvenir du grand astronome Copernic) ; alors Varsovie s'orna de monuments qui en firent la capitale de la Pologne. Bona rebâtit et baptisa d'un nom italien (Bari) la ville de Bar en Podolie.

Déjà, toutefois, en ce temps de l'apogée du royaume, son avenir semble compromis par les fautes que commettent et les rois et les nobles



IVAN III LE GRAND, qui régna de 1462 à 1505, prit légitimement le titre de « Souverain de toutes les Russies ». Il aima à s'entourer d'artistes; il fut le fondateur du Kremlin. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



IVAN IV LE TERRIBLE (1533-1584) est le premier souverain de Russie qui ait pris le titre de tsar. Il constitua la milice permanente des strélitz. Il conquist Kazan et Astrakhan. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

polonais. Alexandre I^{er} s'est laissé arracher par les grands (Diète de Radom, 1505) la constitution *Nihil novi*, qui subordonne à tout jamais le pouvoir royal à la volonté de la Szlachta; or, celle-ci forme dès lors une véritable république féodale, sans que la bourgeoisie occupe la moindre place ni dans le Sénat ni dans la Diète. En 1520-1521, la Diète a par ses décisions rejeté les paysans polonais dans la condition du servage. Enfin, les Polonais prennent en 1572, lors de l'extinction de la descendance mâle de Jagellon avec Sigismond II Auguste, la résolution d'élire désormais le roi. La première application de cette mesure ne fut pas heureuse : Henri de Valois, roi de Pologne par occasion, devint très vite Henri III de France par hérédité et abandonna aussitôt son premier royaume sans souci de l'état où il le laissait. Fort heureusement, avec le second monarque électif, Étienne Bathory (1576-1586), la royauté polonaise retrouva toute sa splendeur. Ce grand guerrier contint victorieusement l'ambition des tsars de Moscovie, réussit à battre Ivan IV, qui avait été son compétiteur au trône des Jagellons, et raffermir par tout le pays le catholicisme, élément essentiel du patriotisme polonais. Grâce à lui, l'Eglise romaine put reconquérir son entière supériorité, après une période de concurrence assez libérale entre le catholicisme et les différentes sectes protestantes à qui la Renaissance avait, comme ailleurs, frayé la voie en Pologne.

Mais la lutte contre les réformés n'était rien, en Pologne, par comparaison avec la rivalité du catholicisme et de l'orthodoxie grecque. Le royaume de Pologne était cons-

titué par deux pays d'égale étendue, la Pologne et la Lithuanie; il englobait dans ses frontières des pays russes, tels que la Russie blanche et la Petite Russie, et il prolongeait son emprise jusque sur la steppe des Cosaques de l'Ukraine. Ces sujets équivoques de la Pologne étaient tous de religion orthodoxe et s'orientaient vers le siège patriarcal de Moscou. Vainement Sigismond II avait-il tenté de prévenir, par l'Union de Lublin (1568), la dislocation de ses États composites, qui n'avaient plus guère de lien entre eux, une fois éteinte la dynastie de Jagellon. L'Union promettait aux Lithuaniens le respect de leur culte; des plaintes s'élevaient sans cesse contre l'insuffisante fidélité du gouvernement de Varsovie à tenir cette promesse. Aussi le successeur d'Étienne Bathory, Sigismond III Vasa (1587-1631), voulut-il en finir avec l'orthodoxie en imposant au clergé lithuanien l'« Union de Rome ». Le pacte, élaboré par le jésuite Pierre Skarga, fut accepté par plusieurs évêques lithuaniens à Brest-Litovsk (1595) et une députation alla porter la soumission des orthodoxes du royaume de Pologne aux pieds du pape Clément VIII. L'Eglise uniate conservait ses rites particuliers, avec l'usage du slavon pour les offices, et le mariage des simples prêtres.

LA LUTTE POUR L'HÉGEMONIE DE LA BALTIQUE. — II

était dans les destinées de la Pologne d'avoir toujours une politique extérieure conditionnée par la religion. Lutte contre les Turcs musulmans, lutte contre les Russes orthodoxes, lutte contre les Suédois protestants, remplissent en effet toute l'histoire moderne de cet État.

Le protestantisme, qui avait cessé d'être une question de politique intérieure pour les Polonais à la fin du XVI^e siècle, devint l'occasion d'un conflit séculaire entre Pologne et Suède du jour où ces deux pays furent gouvernés par deux branches ennemies de la maison de Vasa. Sigismond III était le petit-fils de Gustave Vasa, libérateur et réformateur de la Suède; mais sa mère, Catherine Jagellon, lui avait inculqué la foi catholique, de sorte que, bénéficiant du renom de ses aïeux maternels, Sigismond avait été élu roi de Pologne à la mort d'Étienne Bathory. Lors du décès de son père Jean III, il se fit couronner aussi roi de Suède, comme représentant la branche aînée de la maison de Vasa (1592). Cependant les Suédois étaient las d'incessants changements de religion; au catholique Sigismond, ils préférèrent son oncle le protestant Charles IX qui, de régent, devint roi et alla aussitôt combattre les Polonais en Livonie.

Ainsi commença entre Suède et Pologne, pour la domination de la mer Baltique, sous les apparences d'une querelle de succession, un véritable duel qui devait se prolonger durant toute la première moitié du XVII^e siècle.

Les Peuples de l'Europe orientale

L'ŒUVRE D'UNIFICATION DU TSAR MOSCO-



LA BASILIQUE DE BASILE LE BIENHEUREUX, A MOSCOU. — Cet édifice est d'un tout autre style que la Porte sainte; ici, aucune influence italienne, mais une inspiration toute russe, comme l'événement qu'il commémore. La basilique de Basile le Bienheureux, qui s'élève sur le côté sud de la place Rouge, fut en effet érigée en 1554 pour rappeler le souvenir de la conquête de Kazan par Ivan le Terrible, en 1552.

VITE IVAN III. — La Russie ou, pour parler plus exactement, la Moscovie ne prit aucune part à ce conflit, car elle se débattait alors dans les troubles consécutifs à la mort d'Ivan IV ; mais, auparavant déjà, elle avait témoigné à différentes reprises de son désir de posséder — pour employer par anticipation un mot de Pierre le Grand — « une fenêtre sur l'Europe » et d'entrer en relations avec les peuples même les plus proches de l'Atlantique. On peut le constater dès l'époque du tsar « rassembleur de la terre russe ».

Le très légitime porteur de ce beau surnom est Ivan III, qui sut faire de la Moscovie un vaste État, uni sous un despote redouté. Les grands princes qui régnaient à Tver, Riazan, Souzdal, Iaroslavl, les républiques marchandes de Novgorod et de Pskof vénéraient en Moscou leur capitale religieuse où résidait le patriarche orthodoxe. Mais le monarque de Moscou n'avait d'abord aucune prééminence sur les grands princes issus comme lui de l'ancienne dynastie des Varègues. Ivan III se proclama suzerain. Bien plus, il prit les seigneuries en supprimant les titulaires, fussent-ils ses propres frères. Il abolit la *Véché*, assemblée du peuple souverain à Novgorod ; il emporta la cloche qui sonnait pour convoquer les citoyens.

Quand la Moscovie tout entière fut sous sa main, Ivan III entreprit de la libérer du joug des Tatars, qui pesait sur la Russie depuis deux siècles. Aux bords de l'Oka, une panique égale dispersa les deux armées (1480). L'attaque d'une horde rivale sur la capitale des dominateurs de la Russie fit le reste : la forteresse où tant de grands princes moscovites étaient venus « ramper » devant le khan souverain en lui apportant le tribut, Sarai, fut détruite par les Tatars de Crimée. La Moscovie, affranchie de l'empire des nomades asiatiques, devait conserver longtemps l'empreinte de l'éducation servile que ses maîtres mongols lui avaient infligée.



VASILII IV. — Il régna sur la Moscovie de 1505 à 1553. Heberstein, envoyé à Moscou par Charles-Quint en 1505 pour négocier la paix entre la Pologne et la Moscovie, a laissé de ses voyages une relation en tête de laquelle se trouve le portrait du souverain moscovite. — Bibl. Nat. Imprimés.

RELATIONS AVEC L'EUROPE.

— Cependant le tsar cherchait à se rapprocher de l'Europe.

L'intermédiaire de ce rapprochement fut la deuxième femme d'Ivan III, Sophie Paléologue, la descendante des empereurs byzantins. Le père de cette princesse s'était réfugié en Italie : c'est de la péninsule que Sophie se rendit à Moscou. Dans son entourage figuraient quelques diplomates, savants ou artistes italiens. Ivan III employa Alesio à bâtir ses palais, Aristote Fioravanti à construire l'église du couronnement et à organiser son artillerie. Quand ce dernier voulut regagner sa patrie, il fut mis aux arrêts. La Renaissance n'était qu'une captive au pays des Scythes.

Sophie réussit mieux à raviver en terre moscovite les traditions byzantines dont l'Eglise russe avait en partie conservé le dépôt. Elle guida son mari dans la pratique de l'autocratie byzantine, inspirant au tsar une confiance mystique dans son droit à recueillir l'héritage des Césars. Moscou, à peine délivrée de la terreur des Tatars, se proclama la troisième Rome, destinée à venger la deuxième, Tsargrad, Constantinople, la ville où avait longtemps agonisé l'Empire romain. De cette époque datent les prétentions de la Russie sur les Balkans.

IVAN IV LE TERRIBLE.

— La centralisation et le despotisme progressèrent sous le règne de Vassili, fils d'Ivan III et de Sophie (1505). Celui-ci prétendit se

passer des nobles, ou *boïars*, pour gouverner. Mais les boïars ne se laissèrent pas annihiler sans lutte, et le long règne d'Ivan IV « le Terrible » (1533-1584) est rempli par un duel féroce entre le tsar et l'aristocratie.

D'abord, profitant de l'enfance d'Ivan IV, intronisé à trois ans, les boïars triomphèrent. Ils assassinèrent la mère du tsar, son oncle Michel Glinski, et, sous l'hégémonie d'Ivan Chouiski, ils pillèrent les

biens de la Couronne. A peine adolescent, le tsar se vengea par un coup d'État et fit exécuter Chouiski.

Entouré d'intrigues et de trahisons, pendant une grave maladie dont il pensa mourir, assailli par le boïar rebelle Kourbski à la tête de soixante-dix mille Polonais, Ivan IV feignit d'abdiquer. Les supplications du peuple de Moscou l'aiderent à revenir sur cette décision. Protégé par une garde de six mille hommes, il se réserva le gouvernement d'une partie de l'Empire, abandonnant le reste à l'administration de la *douma* des boïars. Ce partage dura sept ans, pendant lesquels le caractère ombrageux et cruel du tsar s'exagéra. Il reconquit enfin son pouvoir par d'horribles exécutions en masse, et l'on retrouve l'aveu de ces scènes tragiques sur les pages même des obituaires de certains monastères russes, où Ivan IV ordonne d'écrire : « Souviens-toi, Seigneur, de tes serviteurs » ; ... suit une liste funèbre de 3470 victimes.

Les difficultés intérieures



LA MOSCOVIE, d'après le baron de Heberstein. — Cette carte, qui accompagne la relation des voyages de Heberstein en Moscovie, représente, de façon rudimentaire, les États du souverain visité par ce diplomate, depuis la mer Baltique jusqu'à la Chine, et depuis la mer Blanche jusqu'à la mer Noire et au Dniester. — Bibl. Nat. Imprimés.



OFFICIERS ET SOLDATS DES JANISSAIRES. — D'après le *Tableau de l'Empire ottoman* d'Ohsson.

n'avaient pas empêché Ivan IV d'agrandir son Empire et de chercher à jouer un rôle en Europe.

Devenu conquérant de 1552 à 1556, il avait annexé à la Moscovie toute la vallée de la Volga, entre Kasan et Astrakhan. Il avait accueilli Chancellor, le marin anglais qui, le premier, avait pénétré dans la mer Blanche et débarqué au port d'Arkhangel. Ce voyage fut l'occasion de l'envoi de la première ambassade russe en Angleterre. Il y eut même une ébauche de négociations entre le tsar et le pape romain. La compétition d'Ivan IV et de Bathory au trône de Pologne ayant provoqué la guerre entre les deux souverains, Bathory, vainqueur en Livonie, mais épuisé par sa victoire, recourut au diplomate pontifical, le jésuite Possevino. Celui-ci fut reçu avec faveur par Ivan IV, qui avait le plus grand besoin de paix, parce que ses défaites enhardissaient les boïars indociles. Possevino s'efforça, en adoucissant les conditions du traité, d'amener le tsar à l'obédience de Rome. La paix signée, Ivan IV congédia le négociateur avec une grossière ironie. Mais l'accès de la Baltique resta interdit aux Russes, et Ivan ne parvint pas à ranger la Moscovie parmi les États européens, Pologne et Suède ne s'accordant que sur les mesures à prendre pour rompre les communications du tsar avec l'Occident, pour le priver des alliances, du commerce, des inventions de l'Europe civilisée.

Rejetée vers l'Asie, la Russie s'y tailla, dès la fin du règne d'Ivan IV, un immense domaine. En quatre ans (1580-1584), sous le commandement d'Irmak Timofeïvitch, huit cent cinquante Cosaques conquièrent le khanat de Sibir, détruisant cette ville, dont le nom survécut pour désigner toute la Sibérie.

L'ÉCLIPSE DE LA PUISSANCE MOSCOVITE (1584-1613). — Plus que l'énergie dépensée dans les conquêtes orientales vers la Caspienne et au delà de l'Oural, l'évolution sociale et le particularisme religieux éloignaient la Russie du reste de l'Europe. La mort d'Ivan le Terrible fut le signal du relèvement de l'autorité des boïars. Boris Godounof, l'un d'eux, gouverna sous le nom de Fedor, le faible fils d'Ivan IV (1584-1598). Pour donner satisfaction à ses pairs, grands propriétaires qu'effrayait l'exode des paysans moscovites vers les terres orientales récemment découvertes, Boris Godounof promulgua l'oukase qui fixait le cultivateur à la ferme, le domestique à la maison de son maître. Le servage devint la condition la plus générale des non-nobles en Russie.

Quand Fedor mourut, le « faux Dmitri », — un aventurier se donnant pour le second fils d'Ivan IV, prince assassiné sous le règne de son frère, — disputa avec succès à Godounof le trône des tsars. Le règne du faux Dmitri ne dura qu'un an. L'usurpateur avait négocié avec le pape, il était soutenu par les Polonais; les boïars le tuèrent pour le salut de l'orthodoxie. Cette même orthodoxie inspira un peu plus tard le peuple de Moscou lorsqu'il vit une garnison polonaise installée au Kremlin proclamer tsar le roi de Pologne Sigismond Vasa (1609). Le boucher Minine et le prince Pojarski éveillèrent le patriotisme des Moscovites. De toute la Russie, des guerriers enthousiasmés par le sentiment religieux se réunirent pour reprendre le Kremlin, un souverain national fut élu : Michel Romanof, dont la famille avait été honorée de l'alliance d'Ivan IV (1613). Ce tsar, pour ménager l'avenir de sa dynastie, remit en vigueur les anciens usages à l'église et à la cour; de nouveau, la Russie s'éloigna de l'Europe. Au bout d'un siècle seulement, la dynastie des Romanof établira le contact avec l'Occident, grâce à l'énergie novatrice de Pierre le Grand.

Il est des époques et des conjonctures où l'Europe doit se contenter

pour extrême frontière des forêts de la « sombre Lithuanie » et des marais en marge du Dniepr. Au XVI^e siècle, la civilisation de l'Europe occidentale, que le siècle de la Renaissance avait cependant fortifiée de tant d'éléments nouveaux, perdait du terrain à l'Orient; elle semblait se concentrer dans les États occidentaux pour s'élancer de là vers le Nouveau Monde, ouvert à la colonisation.

ESSOR DE LA PUISSANCE TURQUE EN EUROPE SOUS SOLIMAN II. — ASSUJETTISSEMENT DES PEUPLES SLAVES. — Cette impression s'accroît encore quand on jette un coup d'œil sur l'histoire des parties les plus méridionales de l'Europe de l'Est, de la péninsule des Balkans et des pays circonvoisins, depuis les rivages de la mer Noire jusqu'aux frontières de la Pologne et de la Hongrie. Le XVI^e siècle, c'est, en effet, le moment de la plus grande expansion des Turcs en Europe (1).

Soliman II le Magnifique, quatrième sultan régnant sur les Turcs ottomans depuis la prise de Constantinople par Mahomet II, trouvait fermées au début de son règne (1520) les deux voies de l'expansion turque. En prenant Belgrade, il fit tomber les barrières que les chrétiens lui opposaient au bord du Danube (1521). Dès lors, l'Europe centrale fut ouverte aux Janissaires et, tôt après, la Hongrie fut rayée de la liste des États chrétiens (bataille de Mohacs, 1526). Vienne était désormais aux avant-postes de la chrétienté; elle fut assiégée pour la première fois par les Turcs en 1529.

Seule, une petite partie de la Hongrie demeura rattachée à l'Europe centrale, et encore moyennant le paiement d'un tribut annuel de trente mille ducats à Soliman II : une bande étroite s'étendant depuis la Slovaquie jusqu'au littoral croate et dont Presbourg était la capitale. Quant au reste du malheureux royaume de saint Étienne, il était partagé entre la principauté de Transylvanie, dans la moitié sud-orientale des Karpathes, et la vaste Pusta soumise par les Turcs. Dans cette plaine féconde aux villes ruinées, aux campagnes retournées à l'état de steppe, dans ce pays conquis où le conquérant n'avait guère établi que des campements, le pacha de Bude et ses officiers procédaient à des déportations en masse, à des rapt d'enfants et ruinaient les vaincus par des exactions capricieuses.

LES PEUPLES SLAVES SUJETS DES TURCS. — Derrière l'écran de la Hongrie turque, on perd de vue la Transylvanie, naguère rattachée à la Hongrie, la Valachie, la Moldavie. Enserrés entre les masses musulmanes des Ottomans et des Tatars de Crimée, ces pays végètent sous la vassalité du sultan et servent de champs de bataille aux Turcs et aux Polonais. Plus au sud, le joug turc s'appesantit avec plus de lourdeur encore, et c'est en vain que, par quelques révoltes locales, la Bulgarie, soumise depuis la chute de Viddin (1396), tente de le secouer : ses prêtres sont subordonnés au clergé grec; un grand nombre de ses habitants passent à la religion musulmane; son nom même disparaît. Quant à la Serbie, la

(1) Pour l'histoire de l'Empire ottoman du XVI^e au XVIII^e siècle, voir, plus loin, LIVRE X.



HAUTS DIGNITAIRES CIVILS DE L'EMPIRE OTTOMAN. — (De gauche à droite) : grand vizir, kaïmakan (son chargé d'affaires en cas d'absence à la guerre), employé supérieur des bureaux, Réis-Efendi (ministre des Affaires étrangères). D'après le *Tableau de l'Empire ottoman* d'Ohsson.

Turquie achève au XVI^e siècle, après la chute de Constantinople, de tirer les conséquences de sa victoire de Kossovo (1389). Les portions de l'Empire de Douchan dont l'indépendance n'avait pas entièrement succombé tombent les unes après les autres. La région où subsistait la dynastie de Lazar est transformée en pachalik en 1459. La Bosnie, où végétaient les médiocres successeurs de Turko I^{er}, est conquise en 1463 par Mahomet II, et le dernier de ses princes, Étienne Tomachévitch, est décapité. L'Herzégovine est soumise en 1482. Le dernier lambeau, la Zéta, est annexé par les Turcs en 1499. Pour plusieurs siècles, la Slavie du sud, asservie au Croissant, est comme retranchée de l'histoire.

On le voit, la Turquie est vraiment, comme la Moscovie, une puissance extérieure à l'Europe. Il est impossible de constater, dans l'un ou l'autre de ces pays, l'existence d'une civilisation à proprement parler chrétienne ou, si l'on préfère, occidentale. Un monde sépare Russes et Turcs des populations latines et germaniques qui occupent le centre et l'ouest de l'Europe.

BIBLIOGRAPHIE

LA RÉFORME

I. LA CRISE RELIGIEUSE AU XVI^e SIÈCLE : LES CAUSES ET LE MILIEU

OUVRAGES. — BAUDRILLART (Alfred), *L'Église catholique, la Renaissance, le Protestantisme* (Paris, 1904; les trois premiers chapitres). — IMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme* (t. I, la France moderne [1905]); t. II, *L'Église catholique, la Crise et la Renaissance* [1909]). — JANSSEN (J.), *L'Allemagne et la Réforme* (t. I, *L'Allemagne à la fin du Moyen âge* [trad. E. Paris, 1887]).

II. LA RÉFORME ALLEMANDE

SOURCES. — Les œuvres des réformateurs allemands, et en particulier de Luther : *D. Martin Luthers Werke kritische Gesamtausgabe* (éd. Knaake; Weimar, 1883 et années suiv.) et de Melanchthon (*Melanchthonis Opera*, p. par Breitschneider et Bindseil, dans le *Corpus Reformatorum*, Halle, 1834-1860, 28 vol.). — BALAN, *Monumenta Reformationis Lutheranae, 1521-1525* (Ratisbonne, 1883). — LAEMMER,

Monumenta Vaticana historiam ecclesiasticam sæculi XVI illustrantia (Fribourg, 1861).

OUVRAGES. — BAUMGARTEN, *Geschichte Karls V, 1500-1538* (Stuttgart, 1885-1892, 3 vol.). — BERGER (A.), *Martin Luther in Kulturgeschichtlicher Darstellung* (Berlin, 1894-1898, 2 vol.). — BEZOLD (F. von), *Geschichte der Deutschen Reformation* (1890, collection Oncken). — Études sur la Réforme, p. par la *Revue de métaphysique et de morale*, sept.-déc. 1918 (cf. les Études sur la Réforme allemande, aux p. 533-645, et Frédéric Palmer : les Anabaptistes, aux p. 769-805). — JANSSEN (J.), *L'Allemagne et la Réforme*, t. II à V (trad. fr. de E. Paris, 1888-1899, 4 vol.). — KALKOFF (Paul), *Hutten Vagantzeit und Untergang* (Weimar, 1925). — KOLDE (Theodor), *Martin Luther, eine Biographie* (Gotha, 1884-1889, 2 vol.). — MAURENBRECHER (W.), *Karl V und die Deutsche Reformation, 1545-1555* (Düsseldorf, 1865) dans les *Schriften für Reformation Geschichte*. — MEAUX (de), *La Réforme et la politique française en Allemagne jusqu'à la paix de Westphalie* (1889, 2 vol.). — MERLE D'AUBIGNÉ, *Histoire de la Réforme en Europe au XVI^e siècle* (temps de Luther), Nouv. éd. (1860-1862, 5 vol.). — RANKE (L.), *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation* (Leipzig, 1872-1873, 6 vol., t. I-VI des *Werke*). — WOLF (G.), *Der Augsburger Religionsfriede* (1890).

III. LA RÉFORME EN SUISSE : ZWINGLE

SOURCES. — Œuvres de Zwingli, p. par Schuber et Schultess (Zurich, 1828-1842, 8 vol.; supplément p. par Schultess et Marthaler, 1861).

OUVRAGES. — BLOESCH (E.), *Geschichte der schweizerisch-reformierten Kirchen* (1899, 2 vol.). — MOERIKOFER, *Zwingli* (Leipzig, 1867-1869, 2 vol.). — STÄHELIN (R.), *Huldreich Zwingli, sein Leben und Werke* (Bâle, 1895-1898, 2 vol.).

IV. LES DÉBUTS DE LA RÉFORME EN FRANCE

OUVRAGES. — IMBART DE LA TOUR, *Les Origines de la Réforme*, t. III : l'Évangélisme (1521-1538); Études sur la Réforme française avant Calvin, ses débuts, son caractère, son évolution (1914). — LEFRANC (Abel), *La Jeunesse de Calvin* (1888). — VIÉNOT (J.), *Histoire de la Réforme française des origines à l'édit de Nantes* (1925). — WEISS (N.), *Réforme et Préréforme : Jacques Lefèvre d'Étaples* (dans les *Études sur la Réforme*, p. par la *Revue de Métaphysique et de Morale*, sept.-déc. 1918, p. 647-667); — *La Chambre ardente* (1889).

V. LA RÉFORME A GENÈVE : CALVIN

SOURCES. — JOANNIS CALVINI, *Opera quæ supersunt omnia* (éd. Baum, Cunitz et Reuss, Brunswick, 1863 et s., 4 vol.); — *Institution de la Religion chrestienne* (texte de la première édition française, 1541, réimprimé sous la direction d'Abel



CARTE POLITIQUE DE L'EUROPE EN 1598.

Lefranc par Henri Chatelain et Jacques Pannier, 1911, 2 vol.). — HERMINJARD, *Correspondance des Réformateurs dans les pays de langue française* (Genève, 1866-1897, 9 vol.).

OUVRAGES. — CHARPENNE, *Histoire de la Réformation et des Réformateurs de Genève* (1861). — GOYAU (Georges), *Une Ville-Eglise : Genève, 1535-1907* (1919, 2 vol. : v. le t. I, ch. I, p. 1-100); *L'Écllosion d'une « Cité de Dieu » : la Genève calvinienne*. — DE HALLER (C.-L.), *Histoire de la Révolution religieuse ou de la Réforme protestante dans la Suisse occidentale* (1837). — KAMPSCHULTE (W.), *Johann Calvin, seine Kirche und sein Staat in Genf* (Leipzig, 1869-1900, 2 vol.). — MIGNET, *Etablissement de la Réforme religieuse et Constitution du Calvinisme à Genève* (dans les *Études historiques*, p. 255-386 de la 5^e éd., 1885).

VI. LE LUTHÉRANISME DANS LE NORD ET DANS L'EUROPE CENTRALE

OUVRAGES. — ALLEN (C.-F.), *Histoire des trois royaumes septentrionaux sous Jean, Christian II et Gustave Vasa* (en danois, Copenhague, 1864-1872, 5 vol.). — BORBIS (J.), *Die lutheranische kirche Ungarns* (1881). — CHARVÉRIAT, *Les Affaires religieuses en Bohême au XVI^e siècle* (1886). — KONIECKI (O.), *Geschichte der Reformation in Polen* (1872). — WINDLING (J.), *Schwedische Geschichte im Zeitalter der Reformation* (Gotha, 1882).

VII. LA RÉFORME EN ANGLETERRE ET EN ÉCOSSE; LES TUDORS; MARIE STUART

SOURCES. — Les *Calendars of State Papers* pour les règnes de Henri VIII, d'Édouard VI, de Marie Tudor et d'Elizabeth.

OUVRAGES. — CHILD (Gilbert W.), *Church and State under the Tudors* (Oxford, 1890). — Études sur la Réforme, p. par la *Revue de métaphysique et de morale*, sept.-déc. 1918 (cf. les Études sur la Réforme anglaise, aux p. 719-767). — GASQUET (F.-A.), *Henry VIII and the english Monasteries* (Londres, 1888-1889, 2 vol.); — *Edward VI and the Book of common prayer* (Londres, 1890); — *The Ere of the Reformation* (Londres, 1905). — HUME BROWN, John Knox, *a biography* (Londres, 1895, 2 vol.). — LEE (F.-G.), *Edward VI supreme Head* (Londres, 1886); — *The Church under Queen Elizabeth* (Londres, 1880, 2 vol.). — TRÉSAL (J.), *Les Origines du schisme anglican, 1509-1571* (1908). — ZIMMERMANN (A.), *Maria die Katholische* (Ratisbonne, 1890); — *Kardinal Pole* (Ratisbonne, 1893).

VIII. LA CONTRE-RÉFORME

SOURCES. — CANONES ET DECRETA, *Concilii Tridentini* (Rome, 1564); — *Concilium Tridentinum, Diariorum, Actorum, Epistularum, Tractatum nova Collectio* (Fribourg-en-Brigau, 1901 et suiv.; p. par la Société Gorres). — CONSALVI, *Acta antiquissima Ignatii* (Bollandistes, t. VIII de juillet). — LE PLAT, *Monumenta ad historiam concilii Tridentini spectantia* (Louvain, 1781-1787, 7 vol.).

OUVRAGES. — BAGUENAUT DE PUCHESSE, *Histoire du Concile de Trente* (1870). — BOEHMER (H.), *Les Jésuites* (trad. G. Monod, 1910). — DUHR (B.), *Die Jesuiten an den Deutschen Fürstenthöfen des XVI. Jahrhunderts* (Fribourg-en-Brigau, 1901). — DURUY (Georges), *Le Cardinal Carlo Caraffa; étude sur le pontificat de Paul IV* (1883). — GÖTHEIN (Eberhard), *Ignatius von Loyola und die Anfänge der Gegenreformation* (Halle, 1895). — HÉFÉLÉ ET HERGENROETHER, *Histoire des Conciles*, t. IV (Fribourg-en-Brigau, 1881). — MAURENBRECHER, *Geschichte der Katholischen Reformation* (Bonn, 1881). — MAYNIER (L.), *Étude historique sur le Concile de Trente* (Paris, 1874). — MOURRET (F.), et CARREYRE (J.), *Précis d'Histoire de l'Église*, t. II (1924; cf. le livre consacré à la Réforme catholique). — PASTOR, *Histoire des Papes depuis la fin du Moyen âge, t. VI à VIII* (trad. A. Poizat, 1888-1892, 3 vol.). — PHILIPPSON (M.), *La Contre-révolution religieuse au XVI^e siècle* (trad. fr., 1884). — RANKE (L.), *Histoire de la Papauté pendant le XVI^e et le XVII^e siècle* (trad. Haiber et A. de Saint-Chéron, 2^e éd., 1848, 3 vol.; texte allemand aux t. XXXVII-XXXIX des *Verke*, 1873). — RITTER (M.), *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation, 1555-1585* (1889). — RODOCANACHI (E.), *La Réforme en Italie* (1920, 2 vol.). — WOLF (G.), *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation* (Berlin, 1899-1907, 2 vol.).

IX. L'ESPAGNE SOUS PHILIPPE II : FORMATION DE LA RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES

SOURCES. — *Coleccion de los documentos para la historia de España* (Madrid). — *Correspondance de Guillaume le Taciturne, prince d'Orange* (Bruxelles, 1886, 6 vol.). — GACHARD, *Relations des Ambassadeurs vénitiens sur Charles-Quint et Philippe II* (Bruxelles, 1855); — *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas* (Bruxelles, 1868-1879, 5 vol.). — GROEN VAN PRINSTER, *Archives de la maison d'Orange-Nassau* (Utrecht, 1835-1864, 14 vol.). — MOREL-FATIO, *L'Espagne au XVI^e et au XVII^e siècle : Documents historiques et littéraires* (Heilbronn, 1878).

OUVRAGES. — BAUMSTARK (Reinhold), *Philippe II, roi d'Espagne* (trad. G. Kurth, Liège, 1877). — BRATLI (Charles), *Philippe II, roi d'Espagne. Étude sur sa vie et son caractère* (1912). — FERNANDEZ DURO (Cesareo), *La Armada Invencible* (Madrid, 1884-1885, 2 vol.); — *Estudios historicos del reinado de Felipe II* (Madrid, 1890). — FORNERON (Henri), *Histoire de Philippe II* (1877, 2 vol.). — GOSSART (Ernest), *L'Etablissement du Régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection* (Bruxelles, 1905). — JUSTE (Théodore), *Histoire de la Révolution des Pays-Bas sous Philippe II* (Bruxelles et Leipzig, 1855-1867, 4 vol.); —

Guillaume le Taciturne d'après sa correspondance et ses papiers d'État (Bruxelles, 1873). — KERVYN DE LETTENHOVE, *Les Huguenots et les Gueux* (Bruges, 1883-1885, 6 vol.). — MARX (G.), *Studien zur Geschichte der Niederländischen aufständes* (Leipzig, 1902). — MIGNET, *Antonio Perez et Philippe II* (1874). — MONTANA (Fernandez), *Mas luz de Verdad historica sobre Felipe II y su reinado* (Madrid, 1897). — MOTLEY (John Lothrop), *The Rise of the Dutch Republic* (Londres, New-York, 1856, trad. fr. 1856). — NAMÈCHE (Al.-J.), *Le Règne de Philippe II et la lutte religieuse dans les Pays-Bas au XVI^e siècle* (Louvain, 1885-1887, 8 vol.). — PIRENNE (Henri), *Histoire de Belgique*, t. III et IV (Bruxelles, 1902, 2 vol.). — RANKE (L.), *L'Espagne sous Charles-Quint, Philippe II et Philippe III* (trad. Haiber, 1873). — RODRIGUEZ VILLA (Ant.), *La Reina D. Juana la Loca* (Madrid, 1892). — WIESENER (L.), *Etudes sur les Pays-Bas au XVI^e siècle* (1889).

X. LES GUERRES DE RELIGION EN FRANCE : LA RECONSTRUCTION DU ROYAUME SOUS HENRI IV

SOURCES. — BERGER DE XIVREY, *Lettres missives du roi Henri IV* (Collection des Documents inédits, 1843-1858, 7 vol.; supplément par Guadet, 1872-1876, 2 vol.). — BÈZE (Théodore de), *Histoire ecclésiastique des Églises réformées au royaume de France* (Anvers, 1580; éd. critique de Baum et Cuniz, 1883-1889, 3 vol.). — CRESPIN, *Histoire des Martyrs* (éd. de Toulouse, 1885). — FERRIÈRE (H. de la), *Correspondance de Catherine de Médicis* (Collection des Documents inédits, 1881-1892, 9 vol.). — GÉNIN (J.), *Correspondance de Marguerite d'Angoulême* (1841-1842, 2 vol.); — *Mémoires de Michel de Castelnau, Blaise de Montluc* (éd. P. Courteault, 1911-1914, 2 vol.), *La Noue, Marguerite de Valois, etc.* — OSSAT (d'), *Lettres* (1692, 2 vol.). — SULLY, *Mémoires des sages et royales Économies de Henri le Grand* (Collection de Michaud et Poujoulat, 2^e série, t. II et III). — THOU (de), *Historiarum sui temporis libri CXXXVIII, 943-1610* (ibid, 1^{re} série, t. XI, en trad. fr.).

OUVRAGES. — ANQUEZ, *Histoire des Assemblées politiques des Réformés, 1573-1622* (1859); — *Henri IV et l'Allemagne* (1887). — BAUDRILLART (Alfred), *La Politique de Henri IV en Allemagne* (R. « Questions histor. », avril 1885). — DUFAYARD, *Le Connétable de Lesdiguières* (1892). — Études sur la Réforme, p. par la *Revue de Métaphysique et de Morale*, sept.-déc. 1918 (cf. les Études sur la Réforme française, p. 669-718). — FAGNIEZ, *L'Économie sociale de la France sous Henri IV, 1589-1610* (1897). — FORNERON, *Les Ducs de Guise* (1886, 2 vol.). — HAAG (Eug. et Em.), *La France protestante* (1846-1859, 10 vol.). — HARDOUIN DE PÉRÉFIXE, *Histoire du roi Henri le Grand* (1661). — HAUSER (Henri), *Études sur la Réforme française* (1911). — L'ÉPINOIS (H. de), *La Ligue et les Papes, 1585-1595* (1886). — MARIÉJOL (J.-H.), *Catherine de Médicis* (1920). — MEAUX (de), *Les Luites religieuses en France au XVI^e siècle* (1879). — POIRSON, *Histoire du règne de Henri IV* (1857). — PIMODAN (G. de), *La Mère des Guises, Antoinette de Bourbon* (2^e éd., 1925). — REUSS, *Histoire ecclésiastique des Églises réformées de France* (1864). — ROCQUAIN (Félix), *La France et Rome pendant les guerres de religion* (1924). — ROMIER (L'ancien), *Les Origines politiques des guerres de religion* (1913-1914, 2 vol.); — *Le Royaume de Catherine de Médicis, la France à la veille des guerres de religion* (1922, 2 vol.); — *La Conjuratlon d'Amboise, l'aurore sanglante de la liberté de conscience* (1923); — *Catholiques et huguenots à la cour de Charles IX* (1924). — RUBLE (A. de), *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret* (1881-1884, 4 vol.); — *Jeanne d'Albret et la guerre civile* (1897); — *L'Assassinat de François de Lorraine, duc de Guise* (1897). — VASCHALDE (Henri), *Olivier de Serres* (1886).

XI. L'EUROPE A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE

OUVRAGES. — HAUMANT (E.), *L'Europe de Charles-Quint et de Soliman* (*Atlas de Géographie historique* publié sous la direction géographique de F. Schrader, carte et notice n° 31). — HIMLY (Auguste), *Histoire de la Formation territoriale des États de l'Europe centrale* (1876, 2 vol.). — PHILIPPSON, *West Europa im Zeitalter von Philippe II, Elizabeth und Heinrich IV* (Berlin, 1882).

Sur la Pologne : *Hosii Epistolæ* (Cracovie, 1879, publication de l'Acad. de Cracovie). — PISTORIUS, *Rerum Polinicarum scriptores* (Bâle, 1852). — NOAILLES (E. de), *Henri de Valois et la Pologne* (1867). — PIERLING, S. J. (R. P.), *Batory et Possevino* (1887). — SCHIEMANN, *Rusland, Polen und Lioland* (Berlin, 1887, 2 vol. de la collection Oncken).

Sur la Russie : *Historiæ Russiæ Monumenta* (Pétersbourg, 1841-1842). — MARTENS (F. de), *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères* (Pétersbourg, 1892, t. X). — HERBERSTEIN (Sigismond de), *Rerum Moscovitarum Commentarii* (Vienne, 1549).

RAMBAUD (Alfred), *Histoire de la Russie* (1893); — *La Russie épique* (1876). — PIERLING, *Rome et Moscou* (1883). — ROSTOPCHINE (And.), *Divers récits sur le temps du faux Démétrius* (Pétersbourg, 1863).

Sur la Turquie : BEMBO, *Lettres* (Venise, 1575). — CHARRIÈRE (E.), *Négociations de la France dans le Levant* (1848-1860, 4 vol.; Documents inédits). — GEUFFROY (Ant.), *Briefse description de la cour du grand Turc* (1542).

GRAMMONT (H. de), *Histoire d'Alger sous la domination turque* (Alger, 1887). — JURIN DE LA GRAVÈRE, *Doria et Barberousse* (1886). — MITCHEL (J.), *The History of the maritime Wars of the Turks* (Londres, 1831). — RANKE (L.), *Histoire des Osmanlis et de la monarchie espagnole* (trad. fr., 1873). — SANDER RANG et DENIS (F.), *Fondation de la Régence d'Alger, histoire des Barberousse. Chronique arabe du XVI^e siècle* (2^e éd., 1837, 2 vol.).





LE COURONNEMENT DE MARIE DE MÉDICIS A SAINT-DENIS, LE 13 MAI 1610. — D'après le tableau de Rubens, destiné à la galerie du Luxembourg, et aujourd'hui au musée du Louvre. Les figures sont toutes des portraits. On distinguera à gauche, portant une couronne royale, Marguerite de Valois, première femme de Henri IV, lequel apparaît en haut du tableau dans une tribune. C'est le cardinal de Joyeuse qui couronne la reine; il a à sa gauche les cardinaux de Gondy et de Sourdis. Derrière la reine, se trouvent la princesse de Conti, la duchesse de Mercœur, la duchesse de Montpensier. Le futur Louis XIII, vu de dos, est à la droite de Marie de Médicis. CL. GIRAUDON.

LIVRE VIII

LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE DE 1610 A 1661

I. LA POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA FRANCE

DE 1610 à 1661, l'histoire de France est remplie par deux minorités, celle de Louis XIII et celle de Louis XIV. Elles sont, toutes deux, des périodes de troubles et de guerres civiles, que sépare un règne fait, au contraire, d'ordre et de discipline rigoureuse, celui de Louis XIII. Pendant ces deux minorités, le pouvoir a été entre les mains de reines étrangères, faibles de caractère, impuissantes, ce qui fut la cause des désordres. Le gouvernement de Louis XIII a été, à l'inverse, une époque de réalisation, grâce à deux hommes de valeur différente, le souverain et son ministre Richelieu, également volontaires et pénétrés de leurs rôles respectifs. La valeur individuelle des personnages entre les mains desquels se sont trouvées les affaires de l'État donne le ton à chacune de ces périodes.

La Minorité de Louis XIII

RÉGENCE DE MARIE DE MÉDICIS. — Henri IV assassiné le 14 mai 1610, ses ministres, gens blanchis sous le harnais : Villeroy, le chancelier de Sillery, le président Jeannin, se préoccupèrent

d'assurer la continuité de l'autorité royale. Le nouveau roi, Louis XIII, n'ayant que dix ans, la régence de sa mère, suivant les usages, s'imposait. Les trois princes du sang, qu'on aurait pu consulter, n'étaient pas là : le prince de Condé, le comte de Soissons, le prince de Conti. Deux heures après la mort de Henri IV, Marie de Médicis était proclamée régente devant le Parlement et, le lendemain, fiction constitutionnelle nécessaire, le jeune Louis XIII venait tenir un lit de justice où il déclarait sa volonté de voir sa mère diriger le gouvernement, ce que, d'ailleurs, personne ne contestait.

Marie de Médicis était une Italienne peu intelligente, lourde, sans expérience ni connaissances. On avait décidé de ne rien changer au gouvernement. Sully, détesté de tous, s'était enfermé un instant à l'Arsenal, puis avait repris sa place. Avec une régente, chef de gouvernement aussi médiocre, il fallait éviter toutes les difficultés. On alla au-devant des réclamations possibles des princes du sang en leur offrant des gratifications, de l'argent, des gouvernements. On renouvela l'édit de Nantes pour rassurer les huguenots. Chacun comprit que l'État était entre les mains d'une femme pusillanime et de vieillards.

Le prince de Condé, qui se trouvait en Flandre, entra à Paris fastueusement, le 15 juillet 1610. On eut peur qu'il ne disputât à Marie de Médicis la régence et on s'empressa de lui donner place au Conseil : on combla de faveurs et d'argent ses amis. Leurs appétits, alors, se donnèrent libre carrière : de là, des jalousies, des querelles,



LOUIS XIII enfant. — D'après un tableau de Porbus, envoyé par Marie de Médicis à ses parents, les Médicis de Florence. — Musée des Offices de Florence. CL. ANDERSON.



MARIE DE MÉDICIS, dans les premiers temps de son accession au trône. Tableau de Porbus. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

des intrigues, des réclamations, que Marie de Médicis s'épuisa à dominer et à calmer.

Elle avait amené avec elle d'Italie une Italienne, son amie d'enfance, Léonora Galigai, qui avait épousé un petit gentilhomme florentin nommé Concino Concini. Celui-ci, homme commun et ambitieux, profita du désordre qui commençait pour user de l'influence de sa femme afin de se faire une situation politique. Il acheta le marquisat d'Ancre, les gouvernements de Péronne, Roye, Montdidier, la charge de premier gentilhomme de la chambre. Il grandissait sans que personne s'en aperçût trop et s'y opposât. Il achetait tout avec l'argent que lui donnait la reine, laquelle dilapidait le trésor laissé par Henri IV à la Bastille, au grand désespoir de Sully. Celui-ci finit par se retirer du gouvernement.

Les vieux ministres, qu'on appelait les « barbons », n'étaient pas seulement partisans, à l'intérieur, de cette politique de prudence ou de faiblesse. Pénétrés des anciennes idées de la Ligue, ils ne rêvaient qu'entente avec l'Espagne, compression des huguenots, abandon des alliances protestantes au dehors nouées par Henri IV. La première manifestation de cette politique fut un double mariage des deux cours de France et d'Espagne qui, négocié pendant deux ans, aboutit le 25 mai 1612 : Louis XIII devait épouser Anne d'Autriche, et le fils de Philippe III d'Espagne épouser la sœur de Louis XIII, Elisabeth. Le duc du Maine, fils de Mayenne, alla chercher Anne d'Autriche à Madrid, avec 200 gentilshommes. La célébration des mariages était seulement ajournée.

LA FAVEUR DE CONCINI. — Alors, les huguenots s'alarmèrent de ces tendances. Dans leurs assemblées, où entraient des gentilshommes, des pasteurs, des députés du tiers, ils devinrent agressifs. Leurs chefs, Rohan, Soubise, La Force, se concertèrent. L'autorité s'affaiblissait, l'ordre était menacé. A la cour, en mars 1613, à la suite d'une querelle, Condé, Mayenne, Nevers, Bouillon, mécontents, quittèrent la reine. Allaient-ils provoquer la guerre civile ? A force de concessions et de nouvelles faveurs, le gouvernement obtint leur rentrée. Pendant ce temps, Concini montait toujours, acquérait le gouvernement d'Amiens, se faisait donner la lieutenance du gouvernement de

Picardie, le maréchalat. Cette élévation scandaleuse finit par provoquer des murmures ; la foule s'impatiait : l'autorité royale déconsidérée allait à vau-l'eau.

De dégoût, Condé quitta à nouveau la cour en janvier 1614, suivi des princes : les ducs de Nevers, du Maine, Bouillon, Longueville, Vendôme. Le 3 février fut publiée une lettre du roi qui, pour prévenir la guerre civile imminente, annonçait une réunion prochaine d'États généraux. La cour chercha à négocier avec Condé, qui se déroba et gagna Mézières. Marie de Médicis lui envoya de Thou pour négocier. Finalement, un traité fut signé à Sainte-Menehould le 15 mai : les États généraux seraient convoqués ; ils décideraient s'il serait donné suite aux mariages espagnols, très discutés ; les princes révoltés recevraient 450 000 livres d'indemnités et des places.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1614. — Le 2 octobre, Louis XIII, qui avait treize ans révolus, fut proclamé majeur au Parlement ; Marie de Médicis continuerait à diriger les affaires de l'État. Le 14 octobre se réunirent les États généraux annoncés. Les élections avaient été plutôt favorables à la reine qu'aux princes. L'assemblée, qui se tint aux Augustins, sur le quai actuel du même nom, à Paris, comptait 464 membres, dont 140 ecclésiastiques, 132 nobles et 192 représentants du tiers. L'évêque de Beauvais demanda la réunion des trois ordres, afin qu'on discutât en commun. Le tiers refusa. Chaque ordre délibéra donc séparément. Ils se heurtèrent les uns les autres : le tiers s'élevant contre



CARTE DE LA FRANCE EN 1610.



ARMAND-JEAN DU PLESSIS, CARDINAL DE RICHELIEU (1585-1642).
Peinture de Philippe de Champaigne. — Musée Condé, à Chantilly. CL. BULLOZ.

les abus de la noblesse et du clergé; la noblesse récriminant contre les abus de la justice et ses frais excessifs. Il y eut des scènes et des insultes, des défis, des menaces. On s'accorda cependant pour demander une chambre de justice contre les traitants. Sur le chapitre des finances, les ministres n'acceptèrent qu'une minime réduction des pensions. Le cahier général fut signé le 21 février 1615. Il y était demandé une refonte des anciennes ordonnances en un seul code, la réunion périodique, tous les deux ans, des États; la réduction du nombre des gouvernements de province, la démolition des châteaux, et, le 23 février, avait lieu la séance d'apparat de clôture où Richelieu, évêque de Luçon, parla au nom du clergé. Les États se dispersèrent. Le roi établit une chambre de justice et donna de vagues satisfactions à quelques-unes de ces demandes. En somme, l'assemblée n'avait pas donné ce que beaucoup en attendaient. Ce devait être la dernière de ce genre avant celle de 1789.

Alors, Marie de Médicis, ayant écarté ces nuages, partit le 17 août 1615 avec une petite armée pour aller chercher Anne d'Autriche, la fiancée espagnole de Louis XIII, sur la Bidassoa. Ce fut le tour de Condé de lancer un manifeste de révolte. Le roi le déclara rebelle et criminel de lèse-majesté. Condé, avec 8 000 hommes, tint la campagne. La cour gagna Hendaye, où se fit l'échange des princesses, revint le 10 novembre vers Paris, et, à Loudun, Condé, à qui on avait envoyé le duc de Nevers, consentit à traiter. Il fit des demandes excessives. Marie de Médicis céda à peu près sur tout. Ainsi, ce gouvernement débile sapait de plus en plus son autorité et celle du roi. Les dons et les faveurs furent prodigués aux rebelles. Cette paix de Loudun du 3 mai 1616 coûta au roi plus de six millions.

Et, cependant, l'influence de Concini croissait toujours. Ne jugeant pas les vieux barbons de ministres suffisamment dans sa main, il les fit chasser tous les trois : Sillery, Jeannin, Villeroy, et remplacer par trois de ses créatures : Barbin, Mangot, Richelieu, celui-ci, le futur cardinal, un peu fourvoyé dans cette aventure. L'opinion s'irrita. Condé se remit à gronder. Inquiète, Marie de Médicis l'appela à Paris afin de le surveiller. Le peuple l'acclama. Au Conseil, Condé tranchait de haut, faisait le tout-puissant. La reine eut peur et, sur les avis de Barbin et Mangot, fit arrêter Condé le 1^{er} octobre 1616. A cette nouvelle, les princes : Bouillon, Mayenne, Vendôme, s'en allèrent se concerter en province. Les Guises s'offrirent comme médiateurs, et un traité vint une fois de plus attester l'incurable faiblesse du gouvernement, qui combla de nouvelles faveurs les rebelles. Condé, toutefois, demeura enfermé à la Bastille.

ASSASSINAT DE CONCINI. — Concini se trouvait être alors plus puissant que jamais. Il entendait tout conduire. Gorgé de richesses, disposant des secrétaires d'État, qu'il terrorisait, il imposait à tout le monde des façons despotiques qui révoltaient la cour. Les princes excédés quittèrent une fois de plus Paris et les ducs de Nevers et de Bouillon, Mayenne, prirent les armes. Les ministres, le 13 février 1617, les déclarèrent criminels de lèse-majesté. La lutte commençait, lorsque l'on apprit tout à coup que Concini venait d'être assassiné !

L'auteur de ce « coup d'État », c'était Louis XIII. Enfant timide et renfermé, tenu jusque-là pour un être médiocre, il avait été, quoique déclaré majeur en 1614, soigneusement tenu à l'écart. Sa mère et Concini le méprisaient. Mais, dans cette nature un peu compliquée et mal connue, il y avait l'étoffe d'un homme ayant une haute idée de ses fonctions royales. Il souffrait et de la situation qui lui avait été faite et du désordre dont pâtissait le royaume. On avait mis à sa disposition un gentilhomme beaucoup plus âgé que lui, Charles d'Albert de Luynes,

comme maître des oiseaux de son cabinet. Le roi s'était pris d'une vive affection pour ce compagnon doux, aimable. Autour des deux personnages se noua le complot contre le maréchal d'Ancre. Les conjurés constatant qu'on ne pourrait faire juger Concini, il fut décidé de le faire arrêter par le baron de Vitry, capitaine des gardes, et convenu plus ou moins vaguement, s'il résistait, de le tuer. Le 24 avril 1617, Vitry se mit en devoir de saisir Concini, au moment où celui-ci entrait au Louvre, et, sur le pont qui menait à la porte du palais, avant même qu'il eût résisté, l'abattit. C'était toute

une révolution politique et la régence finissait. Les ministres Barbin et Mangot furent enfermés, Richelieu congédié, et les anciens barbons, Villeroy, Jeannin, Sillery, rappelés. Léonora Galigaï, embastillée, fut jugée, condamnée, exécutée. Un manifeste, rédigé par Déageant, annonça au royaume que désormais Louis XIII allait régner seul. Les princes en révolte déposèrent les armes. Mais Condé demeura sous les verrous et on le transféra à Vincennes. Le 4 mai, Marie de Médicis, priée de s'en aller, se rendait à Blois.

LE DUC DE LUYNES. — Le personnage qui, par sa faveur connue auprès du roi, semblait devoir être le bénéficiaire du changement opéré et devenir l'homme important du nouveau gouvernement, était Albert de Luynes. On a exagéré son rôle comme sa valeur. Il ne connaissait rien aux affaires. Il a eu le mérite, qu'on lui a attribué à tort, des idées émises par des ministres d'expérience, et exécutées par la volonté de Louis XIII. On sentit, en effet, une impulsion nouvelle dans le gouvernement. Une assemblée de notables fut réunie à Rouen pour préparer une réponse aux États généraux. Ils discutèrent une vingtaine de propositions du gouvernement : diminution des dépenses, des pensions, composition des conseils. L'assemblée accepta ces propositions. Au dehors, contrairement à la politique espagnole de Marie de Médicis, on parla ferme au gouvernement de Madrid à propos d'agissements contre la Savoie, dans le Milanais, alors possession espagnole. Comme contrepoids aux mariages espagnols, on unit, en 1619, une sœur de Louis XIII, Christine, avec le prince de Piémont. Surtout, on poursuivit l'idée de marier une autre sœur du roi avec le prince de

Galles, afin d'assurer l'alliance de l'Angleterre. Cette négociation devait durer longtemps.

Puis, à l'intérieur, se manifesta une énergie jusque-là peu connue. Il y avait une affaire des protestants en Béarn. Jadis, Jeanne d'Albret, souveraine du pays, avait confisqué les biens des catholiques. Henri IV avait promis de les restituer et avait différé la réalisation de la promesse. Le 25 juin 1617, par un arrêt du conseil, Louis XIII ordonnait le rétablissement du catholicisme dans le Béarn et il devait aller, avec une armée, imposer sa volonté aux récalcitrants qui refusaient d'obéir.

Abusant de l'affection du roi pour lui, Luynes était plus préoccupé, comme Concini, de grandir en richesses et en honneurs. Il épousait la fille du duc de Montbazou, faisait faire à ses frères de brillantes alliances, obtenait titres, argent, dignités. Les grands, jaloux, s'irritèrent. Ils se tournèrent vers le point où les mécontents pouvaient trouver un appui et un centre : Marie de Médicis, toujours réfugiée à Blois. Aidée de d'Épernon et de Bouillon, Marie de Médicis s'évada de Blois le 22 février 1619 et, parvenue à Angoulême, publia un manifeste où elle déclarait que l'État était plein de désordres. Des troupes royales marchèrent sur Angoulême, et Marie de Médicis, qui n'était pas soutenue, traita. Le roi se montra libéral, donna à sa mère le gouvernement d'Anjou, lui paya ses dettes, mais resta froid pour elle.

Et comme Concini, Luynes montait toujours. Il se faisait donner une duché-pairie en Touraine, le gouvernement de Picardie; cet accrois-



LOUIS XIII, proclamé majeur au lit de justice tenu le 2 octobre 1614. — La description de la cérémonie a été simplifiée par l'artiste. Le roi, sur son trône, reçoit la couronne des mains de sa mère agenouillée. A la gauche du roi, les pairs ecclésiastiques; à sa droite, les pairs laïques. — Bibliothèque Nationale, Estampes. Q. b. 27.



NICOLAS BRULART, marquis de Sillery, chancelier de France. Gravure de Daret.

contre les rebelles, occupa Caen le 17 juillet 1620, alla attaquer les Ponts de Cé, sur la Loire, le 7 août, où il culbuta les troupes de sa mère et fit signer à celle-ci, le 10, une paix qui renouvelait celle d'Angoulême.

Luynes était à ce moment à l'apogée de sa fortune. L'opinion s'exaspérait contre lui, comme elle s'était exaspérée contre Concini. Les protestants se révoltaient, ayant à leur tête les ducs de Rohan et de Soubise. Dans leurs assemblées de La Rochelle, ils esquisaient un État dans l'État. Il fallait marcher contre eux ; on s'y prépara pour 1621. Luynes fit nommer connétable. Le 19 mai 1621, Louis XIII partit, occupa Saumur, marcha sur Montauban dont il entreprit le siège. Mais le siège traîna en longueur, échoua et Luynes mourait peu après au siège de Monheur, au milieu de l'impopularité universelle. Il était temps ! Louis XIII, à son tour, excédé de lui, était sur le point de le disgracier. Il ne cachait pas ses sentiments ; il s'exprimait en termes vifs sur le compte du connétable. Après sa disparition, il chassa sa famille du Louvre et ne voulut plus entendre parler de son ancien favori. Répétons qu'il est inexact que ce soit Luynes qui ait inspiré la ferme politique de Louis XIII. Au contraire, l'examen du détail des faits permet de constater qu'il s'est le plus souvent opposé à toutes les manifestations de celle-ci. La preuve en est que le favori mort, cette politique d'action vigoureuse continua. Le roi repartit avec une armée contre les huguenots, attaqua Soubise dans les marais de Rye, près des Sables, où il le battit, alla prendre Royan, Saint-Antonin, et imposer aux huguenots vaincus le traité de Montpellier, d'octobre 1622, qui confirmait l'édit de Nantes, mais enlevait aux protestants leurs places de sûreté, en leur interdisant les assemblées politiques.

Le Ministère du cardinal de Richelieu

L'ARRIVÉE DE RICHELIEU AU GOUVERNEMENT. — Louis XIII entra à Paris le 10 janvier 1623. Il avait fait des changements dans son Conseil : à la mort de Jeannin, les finances étaient passées à La Vieuville ; le chancelier Sillery était toujours là ; son fils, Puisieux, avait les affaires étrangères. Un personnage cherchait surtout à s'imposer : Richelieu, autrefois créature de Concini, tombé avec celui-ci. Richelieu, pour parvenir, avait lié sa fortune à celle de Marie de Médicis. Mal d'abord lui en avait pris. Il avait été exilé à Avignon pour ses agissements, puis, rappelé à Angoulême, il avait aidé au traité. Après quoi il avait aussi facilité le traité d'Angers et, pour la peine, s'était fait promettre le cardinalat. Luynes, inquiet de cette ascension, avait tout tenté pour retarder ce cardinalat, qui n'avait été enfin accordé qu'en septembre 1622. Par ses manœuvres en dessous, Richelieu était ensuite parvenu à faire entrer Marie de Médicis au Conseil

sement continu entretenait le mécontentement dont Marie de Médicis se faisait l'écho. Elle détestait Luynes, auquel elle attribuait son malheur. Entre temps, le roi relaxait Condé, lui rendait ses places et honneurs. Marie de Médicis prit cette mesure pour un affront. A Angers, où elle résidait, les cabales reprirent de plus belle. Elle s'assura le concours des princes, de ducs et de gouverneurs de places, surtout en Normandie.

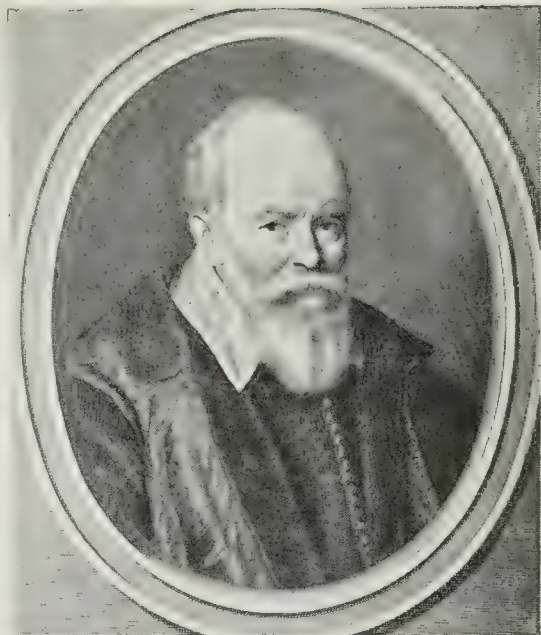
Louis XIII, résolu d'en finir avec elle, conduisit une armée

du roi, lui inspirant ce qu'elle avait à y dire, la poussant à demander sa propre admission au gouvernement, malgré les répugnances invincibles de Louis XIII, mis en défiance contre un homme trop intriguant à son gré. Richelieu, après deux ans employés à cette lutte, avait obtenu enfin la disgrâce des Brulard et fini par s'imposer, grâce à sa valeur réelle : Louis XIII dut enfin l'accepter, et, le 24 avril 1624, Richelieu entra au Conseil.

Il avait trente-neuf ans. C'était un homme maigre, frêle, en proie à de la neurasthénie. Son intelligence était merveilleuse, d'une acuité, d'une vivacité et d'une netteté admirables. Il voyait clair. Il travaillait avec un acharnement qui lui avait donné cette maladie nerveuse dont il souffrait tant. Il se tenait au courant de tout, ce qui lui permettait de voir les différents côtés des problèmes et de fixer les solutions nécessaires. Puis il poursuivait la réalisation de ses plans avec une activité fébrile, parfois donnant l'impression qu'il était brouillon, une volonté très forte, toujours tendue.

Il entra au Conseil non comme premier ministre, ainsi qu'on le raconte, mais comme simple membre de ce Conseil. Il se mit à ménager extrêmement le roi. Puis dans les délibérations, grâce à toutes ses qualités merveilleuses, il ne tarda pas à faire prévaloir ses avis, et à mesure son autorité grandit. Les affaires bientôt portèrent la marque de son génie.

Il travailla à faire aboutir les projets en train du mariage de la sœur de Louis XIII avec le prince de Galles, afin de resserrer l'alliance anglaise et d'empêcher le roi britannique de se retourner vers Madrid. Sous l'influence, au Conseil, des ministres encore pénétrés des idées de la Ligue, il fallait imposer au gouvernement de Jacques I^{er} la liberté des catholiques en Angleterre. Richelieu obtint au moins pour la future reine Henriette-Marie l'exercice indépendant de sa religion, et, seulement, que le souverain anglais ne persécuterait pas les catholiques. Toujours contre l'Espagne et la maison d'Autriche, Richelieu fit conclure un traité avec la Hollande, le 20 juillet 1624, par lequel le roi de France donnait des subsides aux Hollandais en guerre avec l'Espagne. Les Hollandais étaient luthériens. On reprochera assez à Richelieu ses compromissions avec des hérétiques.



PIERRE JEANNIN, surintendant des finances, un des « barbons ». Gravure de Nanteuil.



MICHEL DE MARILLAC, garde des sceaux, d'après un portrait de Ph. de Champaigne. Gravé par I. Morin.

LA PRÉPONDERANCE CROISSANTE DE RICHELIEU. — Son influence s'accrut vite au Conseil. Louis XIII revenait de ses préventions contre lui. Peu à peu, les autres ministres encombrants allaient s'en aller. La Vieuville fut disgracié le premier. On appela au Conseil Schomberg, ami de Richelieu, et les finances furent confiées à Champigny, contrôleur général, et à Michel de Marillac, un conseiller d'État. On fit une chambre de justice pour atteindre les parents de La Vieuville, financiers suspects. Cette chambre prononça quelques condamnations et les autres partisans rachetèrent à prix d'or l'impunité. Puis le gouvernement se trouva en présence d'un nouveau soulèvement des protestants. Le duc de Soubise, leur chef, prit les armes, mit une escadre en mer et attaqua Port-Louis. A ce signal, Castres, Montauban, les Cévennes se soulevèrent sous les ordres du duc de Rohan. Mais le gouvernement, avec Richelieu et Louis XIII ensemble, avait une autre humeur et d'autres moyens que ceux

qui les avaient précédés. Il riposta immédiatement avec énergie, envoya 6 000 hommes en Bretagne, 6 000 en Poitou et Thémines alla ravager les environs de Castres et de Montauban.

C'est sur ces entrefaites que s'achevait le mariage d'Angleterre. Jacques I^{er} mort le 11 mars 1625, le prince de Galles, devenu Charles I^{er}, concluait son union avec Henriette-Marie. De ce côté, Richelieu avait réussi. Il en profitait pour constituer avec ses alliés, contre l'armée navale du protestant Soubise, une escadre anglo-franco-hollandaise. Soubise était attaqué à l'île de Ré, vaincu, et s'enfuyait en Angleterre, où il était acclamé par la foule : l'opinion publique du pays était très anticatholique et blâmait le mariage de Charles I^{er} ainsi que son alliance avec le roi de France.

OPPOSITIONS ET CAMPAGNES CONTRE LE CARDINAL. — Ainsi, l'intelligence de Richelieu, soutenue par le bon sens et la volonté ferme de Louis XIII, qui comprenait et suivait, imprimait à la politique de la France une allure décidée. Mais, tout un parti, dans le royaume, fidèle aux vieilles idées de la Ligue : union avec l'Espagne, abandon des alliances avec les protestants de tous les pays, Hollande, Allemagne, Angleterre — ce qui était travailler inconsciemment au profit des idées de domination universelle de la maison d'Autriche — se révoltait contre l'action du cardinal. Une campagne de presse violente fut menée contre lui. Des libelles parurent en France et à l'étranger. On accusa Richelieu de trahir le catholicisme. Il y avait surtout certaine affaire de la Valteline, haute vallée de l'Adda pouvant relier les possessions de la maison d'Autriche d'Allemagne avec le Milanais, possession de la maison d'Autriche d'Espagne, sur laquelle nous reviendrons, et qui constituait une cause dangereuse de guerre imminente avec le roi d'Espagne. Le pape s'interposait. Richelieu, voulant à tout prix éviter une guerre générale, dut accepter que l'ambassadeur français à Madrid, du Fargis, négociât avec le ministre espagnol, duc d'Olivarès, à ce sujet.

Devant les embarras qui surgissaient de partout, Richelieu se décida à proposer la paix aux protestants français en révolte. Alors se dessina, au Conseil, l'opposition irréductible contre lui des anciens ligueurs, dont Michel de Marillac, garde des sceaux, était le représentant le plus convaincu, et qui défendaient l'ancienne politique de Marie de Médicis, auprès de laquelle ils trouvèrent un appui ; cette politique consistait dans l'écrasement par les armes des protestants en France, la paix avec l'Espagne à tout prix, l'abandon des alliances luthériennes au dehors.

Richelieu, inébranlable, poursuivit la réalisation de ses plans avec fermeté. Louis XIII l'approuvait. Le 5 février 1626, il signa le traité qu'il voulait avec les protestants. Il déclara à ses adversaires du Conseil qu'on retrouverait les huguenots, si on voulait, plus tard, mais qu'il était nécessaire en ce moment de se débarrasser d'eux. Des ambassadeurs anglais décidèrent les huguenots à renoncer à ce qu'ils réclamaient : la démolition du fort Louis devant La Rochelle, et se portèrent même garants des promesses de tolérance et de paix que leur faisait Louis XIII ; grave imprudence que cette immixtion ! Puis, fortuitement, pendant que Richelieu traitait avec les huguenots pour avoir les mains libres avec l'Espagne, l'Espagne consentait à traiter avec lui pour lui laisser les mains libres à l'égard des huguenots. Le traité franco-espagnol était signé à Monçon, avec Olivarès, le 7 janvier 1626. Richelieu était donc sorti assez rapidement des difficultés qu'il redoutait, mais à quel prix ! Tout le monde maintenant l'attaquait : protestants, inquiets du traité avec l'Espagne ; ligueurs, furieux du traité avec les protestants. On l'accusait d'être un brouillon, un téméraire. De nouvelles complications allaient encore davantage entraver son activité.

L'AFFAIRE DE CHALAI. — Le frère de Louis XIII, Gaston, duc d'Orléans, avait dix-sept ans. C'était un jeune homme léger et médiocre. Le roi, réalisant une idée de Henri IV, voulait le marier avec la plus riche héritière du royaume, M^{lle} de Montpensier. Mais ce mariage était mal vu d'une foule de personnes : de quelques grands seigneurs qui songeaient, eux aussi, à épouser l'héritière ; de l'entourage d'Anne d'Autriche, qui disait que la reine n'ayant pas d'enfants, tandis que Gaston en aurait, qui devraient être les futurs héritiers du trône, cette situation la diminuerait ; puis, que si Louis XIII, de santé délicate, venait à mourir, et que son frère montât sur le trône, le mieux serait qu'Anne d'Autriche épousât celui-ci. On décida l'homme qui avait le plus d'influence sur Gaston, son gouverneur, le colonel d'Ornano, à obtenir du prince qu'il repoussât le mariage Montpensier. Gaston suivit. Ornano, qui cherchait dans l'affaire un moyen d'avancer, demanda pour le prince un apanage, l'entrée au Conseil, et pour lui, sa propre admission à ce Conseil. Louis XIII accepta son frère et refusa Ornano. Alors, celui-ci complota, entra en relations avec des étrangers, prépara une



LE COMTE-DUC D'OLIVARÈS, premier ministre du roi d'Espagne, l'adversaire de Richelieu, qu'il admirait et qu'il enviait. — D'après un tableau de Vélasquez conservé au musée du Prado à Madrid. CL. ANDERSON.

évasion de Gaston pour forcer la main au roi et, le 4 mai 1626, Louis XIII, outré, faisait saisir le colonel à Fontainebleau et l'envoyait à la Bastille.

Louis XIII avait su que ses deux frères naturels, le duc et le prieur de Vendôme, avaient trempé dans le complot. Il partit pour aller les trouver. Ceux-ci vinrent au-devant du roi à Blois. Le 12 juin, ils étaient arrêtés. De là, Louis XIII gagna Nantes. Après de Gaston avait succédé, comme conseiller influent, un gentilhomme de la chambre du roi, un Talleyrand, le comte de Chalais. L'entourage d'Anne d'Autriche, qui suivait toujours son idée, et, dans cet entourage, l'intrigante duchesse de Chevreuse, gagnèrent Chalais, le décidèrent à maintenir Gaston dans sa volonté de refuser le mariage Montpensier. Chalais prépara même une évasion du prince. Mais le roi, prévenu à temps, faisait arrêter Chalais le 8 juillet, l'envoyait devant une chambre de justice qui le condamnait à mort, et le jeune gentilhomme était décapité à Nantes. Cela fait, Gaston fut marié séance tenante à M^{lle} de Montpensier, le 5 août. M^{me} de Chevreuse s'était enfuie en Lorraine. Tous ces événements avaient profondément troublé la cour.

L'ACTIVITÉ DE RICHELIEU. — LA NAVIGATION. — LE COMMERCE. — LES COLONIES. — Le duc de Vendôme arrêté était gouverneur et amiral de Bretagne. Le roi supprima cette amirauté pendant qu'on faisait son procès à Vendôme et qu'Ornano mourait dans sa prison. Richelieu, préoccupé d'avoir une marine française pour lutter contre les huguenots, ayant demandé la suppression de cette amirauté, racheta la charge d'amiral de France au duc de Montmorency, et, en octobre 1626, obtenait de Louis XIII d'être nommé surintendant de la navigation et du commerce. Il avait de grandes idées. Sous ce titre, il se faisait attribuer toute l'administration de la marine. Il entreprit, par ce moyen, la construction de galères, en fit faire en dehors de France, en Flandre, en Hollande. Afin d'avoir l'appui de l'opinion publique et les conseils de gens éclairés, il réunit une assemblée de notables. Le garde des sceaux, Michel de Marillac, et le surintendant des finances, d'Effiat, parlèrent du commerce, de la navigation, des finances. Richelieu dit qu'il fallait au roi — afin de n'être pas tributaire des étrangers, comme des Hollandais ou des Anglais, auxquels on demandait des navires — quarante-cinq grands vaisseaux de guerre, et, pour les avoir, imposer les marchandises importées par bateaux étrangers ; qu'il était

nécessaire de développer les ressources du royaume, de créer de grandes compagnies de marchands privilégiés. Les notables tinrent trente-cinq séances et acceptèrent tout. Alors Richelieu créa de grandes compagnies coloniales. Il n'en eut pas précisément l'idée ; celle-ci était dans l'air. Une première compagnie des Indes orientales s'était formée lentement de 1611 à 1615 pour exploiter le commerce du Cap et de Madagascar ; elle n'avait pas réussi. En 1626, Richelieu en fonda une nouvelle, celle du Morbihan ; en 1627, celle de la Nef fleurdelisée. Ces compagnies avaient pour programme de construire des navires, faire du commerce, fonder des colonies, les exploiter. Richelieu leur donna des privilèges : ports en France, droits de juridiction, souveraineté des territoires occupés. Mais ces entreprises ne marchèrent pas. En 1628, le cardinal reconstitua la compagnie du Morbihan, lui donna un capital, deux navires. L'affaire alla mieux. Champlain se distingua en reprenant le Canada aux Anglais, qui s'en étaient emparés. Richelieu créa encore d'autres compagnies moindres : une pour le commerce du Sénégal, de la Guinée, de la côte d'Afrique ; une pour les Antilles, également en 1626. Celle-ci, reprise en 1636, sous le titre de compagnie des îles d'Amérique, colonisera la Guadeloupe, la Martinique, mais aura d'innombrables difficultés. Les idées de Richelieu étaient excellentes ; les réalités n'ont pas répondu aux efforts.

L'ILE DE RÉ ET L'ATTAQUE DES ANGLAIS. — Sous la pression de l'opinion publique, le roi d'Angleterre avait fini par se voir obligé de modifier ses dispositions à l'égard de la France. Il affecta de reprocher à Louis XIII le traité fait avec l'Espagne à son insu. Richelieu, ennuyé, lui offrit vainement une entente pour agir d'accord en Allemagne. Ce qui aggrava tout, ce furent les discussions du ménage royal. Charles I^{er} et Henriette-Marie ne s'entendaient pas. Le trop nombreux personnel français attaché à la reine irritait le public. La cour finit par chasser ce personnel. Louis XIII et ses ministres se montrèrent froissés. Alors, des incidents achevèrent de tout gâter : bateaux saisis de part et d'autre, sous prétexte de piraterie, interdiction de commercer entre les deux pays. Pour refaire leur popularité, Charles I^{er} et Buckingham se décidèrent, soi-disant afin de secourir les huguenots français, à attaquer la France, en mai 1627. Inquiet, Richelieu arma les ports, rassembla une armée et sollicita de l'Espagne, au nom du traité de Monçon, le secours de ses vaisseaux.

Le 20 juillet, une flotte anglaise, forte de 90 navires, portant 10 000 hommes, jeta l'ancre devant l'île de Ré et débarqua des troupes qui occupèrent l'île, sauf les forts de Saint-Martin et de la Prée, défendus par Toiras. Buckingham commandait en chef. Richelieu déploya ici une activité prodigieuse, qui devait faire, de ce moment, un des plus remarquables de sa vie, et être la cause de l'attachement profond et définitif que lui voua Louis XIII. Il fit cerner La Rochelle, dirigea aussitôt toutes les troupes disponibles

vers le Poitou sous les ordres des ducs d'Orléans et d'Angoulême. Le roi, qui suivait, étant tombé très gravement malade à Villeroy, Richelieu dut tout faire seul. Son travail fut extraordinaire. Il rassembla des recrues, des armes, des munitions, des approvisionnements, faisant occuper les côtes, demandant partout des navires. A Saint-Martin de l'île de Ré, Toiras, assiégé, réclamait des vivres et des secours pour tenir bon. L'entreprise du secours de Toiras, très difficile devant l'ennemi, fut réussie en octobre et eut un retentissement considérable. Louis XIII, remis, était arrivé au camp devant La Rochelle le 7 octobre. Devant lui, on tenta d'envoyer 6 000 hommes à l'île de Ré sous la conduite de Schomberg. La descente réussit. Les Anglais attaqués plièrent. Schomberg les accula sur une chaussée étroite et les jeta à la mer. Buckingham, découragé d'une entreprise qui, en deux mois et demi, n'avait rien donné, appareilla et s'en alla.

LE SIÈGE DE LA ROCHELLE. — Alors, Richelieu, enhardi par le succès et se trouvant sur place, résolut d'en finir avec les protestants de La Rochelle qui avaient — il en possédait la preuve — appelé les Anglais. Rohan lui fournit l'occasion. Le chef protestant s'était déclaré en état de rébellion après l'arrivée de la flotte anglaise, qui lui avait promis de l'aider et ne le fit pas. Rohan ne put soulever les Cévennes. Le Parlement de Toulouse rendit contre lui un arrêt terrible qui le dégradait et le condamnait à mort par contumace. Alors, voyant Rohan impuissant et les Anglais partis, Richelieu considéra que le moment était venu d'attaquer La Rochelle. S'il la prenait, l'effet moral de l'écrasement serait décisif sur les huguenots, et, au Conseil, Richelieu satisferait les ligueurs. Ce siège va être une des entreprises capitales de son ministère. Afin de bloquer étroitement la place, qui contenait, dit-on, 30 000 à 40 000 habitants, Richelieu imagina une circonvallation qui environnait complètement la ville. Du côté de la mer, pour couper les communications avec le dehors, il fit exécuter par Clément Métézeau la fameuse digue en moellons et pierres de taille qui devait avoir 1 500 mètres de long avec un passage au milieu pour laisser passer la marée, protégé des deux côtés par de grosses barques remplies de pierres et des estacades bouchant l'ouverture centrale. Richelieu eut pour soutenir ce siège, qui fut interminable, et le mener à bien, à lutter contre tout et contre tous. Le roi, lassé, s'en retourna à Paris. La noblesse, fatiguée, maugréait et s'en allait. Les troupes étaient découragées. Les éléments furent contraires. Le cardinal tint bon avec une énergie et une ténacité indomptables. La Rochelle, où la disette se faisait sentir, comptait sur le secours des Anglais. Le 15 mai 1628, apparut, en effet, une escadre britannique commandée par lord Denbigh, qui essaya de forcer le passage, n'y réussit pas et s'en alla au bout de trois jours. Les Rochelois se raidirent. Le maire, Jean Guiton, les soutenait de son ardente volonté. Ils renvoyèrent les bouches inutiles, se rationnèrent, réclamèrent aux Anglais de

nouveaux secours. L'assassinat de Buckingham à Portsmouth retarda ces derniers qui n'arrivèrent que le 28 septembre sous la forme d'une flotte de 140 navires montés par 6 000 hommes. Cette flotte tenta en vain l'attaque : tout était barré. Pendant ce temps, la faim et les maladies ravageaient la ville assiégée au point que Guiton se décida à traiter. Les Rochelois capitulèrent le 29 octobre 1628 sans condition : la moitié de la ville était morte. Louis XIII laissa aux protestants la liberté de leur culte, les amnistia, mais supprima les privilèges de la municipalité, rasa les fortifications et rétablit le catholicisme dans la ville, où il fit son entrée le 30. Le 11 novembre, la flotte anglaise s'en allait, n'ayant rien pu faire. Cette prise de La Rochelle fut un magnifique triomphe pour Richelieu. Néanmoins, à Paris, les ligueurs du Conseil s'élevèrent vivement contre la conclusion de cette affaire, disant qu'on avait été trop libéral avec les huguenots.

A ce moment, Richelieu, libéré du côté de La Rochelle et des Anglais, dut régler une affaire de Mantoue en Italie, sur laquelle nous reviendrons, et qu'il avait dû retarder jusque-là. Il eut, à cette occasion, à prendre position contre l'Espagne, et il fallut que le roi partît pour les Alpes, avec une armée, le 15 janvier 1629. Le parti des ligueurs fit une opposition violente à cette politique. Louis XIII prit Suse brillamment. L'affaire fut terminée momentanément, mais les Bérulle et les Marillac n'avaient pas désarmé. Afin de leur donner satisfaction, Richelieu et Louis XIII se dirigèrent vers le Languedoc pour



SIÈGE DE LA ROCHELLE. — Au centre, la digue barre le bras de mer qui mène au port. La circonvallation autour de la ville est appuyée sur des forts englobant la place, et au bas, le fort de Taddon, on voit les troupes qui marquent l'endroit où se tient le roi Louis XIII.

achever de réduire les dernières résistances des huguenots. Louis XIII s'empara de Privas, Alais, Uzès; Rohan, bloqué à Anduze, demanda la paix. On aurait pu l'y forcer. Le roi et Richelieu préférèrent traiter et la paix fut signée à Alais le 28 juin 1629. On laissait aux huguenots leur liberté de conscience; leurs fortifications seraient partout rasées. Rohan était amnistié, mais il devait quitter la France. Il s'en alla à Venise. Les huguenots étaient définitivement matés comme parti politique : c'était la fin des guerres de religion, qui avaient duré si longtemps.

LA JOURNÉE DES DUPES. — Alors, Richelieu retrouva ses ennemis de l'intérieur plus animés contre lui que jamais. La cour était pleine d'intrigues. Gaston d'Orléans, devenu veuf, voulait épouser Marie de Gonzague, fille du duc de Nevers. Pour différentes raisons, Marie de Médicis et Louis XIII ne voulaient pas. Gaston, furieux, quittait la cour et gagnait la frontière. Richelieu rentra du Midi le 14 septembre. Sous l'influence du parti qui lui était si ardemment opposé, Marie de Médicis le reçut froidement. Le cardinal, surpris, offrit sa démission au roi qui la refusa. Le 20 octobre, mourait à point Bérulle. Mais les autres étaient plus excités que jamais contre Richelieu. Une dernière affaire devait porter la lutte à l'état aigu et provoquer la crise. La situation s'étant de nouveau tendue en Italie, sous l'effet de la mauvaise volonté persistante des Espagnols; puis, en mai 1629, l'empereur germanique ayant fait occuper le pays des Grisons en menaçant d'entrer dans Mantoue pour se joindre ainsi aux Espagnols et par là encercler la France — il avait même envoyé assiéger Casal — Richelieu se vit obligé d'intervenir par les armes en Italie. Louis XIII entendait conduire l'armée. Ce fut l'occasion pour les ligueurs d'attaquer à fond tout ce qui se faisait. Marie de Médicis et les ministres vinrent à Lyon pour tâcher de dissuader Louis XIII, qui tint bon. Les troupes passèrent les Alpes en juillet 1630. Quelques semaines après, le roi tombait gravement malade. On dut le ramener à Lyon. Les ennemis de Richelieu exultaient. Le mal dont était atteint le roi était extrêmement dangereux : un abcès intestinal. Il fut à la mort. On lui donna l'extrême-onction et il fit ses adieux à tous. Marie de Médicis et les autres l'entreprirent dans son agonie pour qu'il chassât Richelieu. Par bonheur, Louis XIII en réchappa, son abcès s'étant brusquement crevé. Pendant la convalescence, on redoubla d'insistance près de lui. Il répondit, fatigué, qu'il verrait à Paris. La cour rentra dans la capitale. Le 10 novembre, eut lieu, au Luxembourg, une scène décisive entre le roi et sa mère devant Richelieu. Marie de Médicis accabla le cardinal d'invectives et donna à son fils à choisir entre le ministre et elle. Le roi, excédé, s'en alla à Versailles. On crut Richelieu perdu. Le cardinal rejoignait Louis XIII et, après une longue conversation entre eux, le roi se prononçait : il ordonnait l'arrestation de Michel de Marillac et de son frère le maréchal, chassait des dames d'auprès de sa mère. Michel de Marillac devait mourir emprisonné à Châteaudun et le maréchal être décapité. Ce fut ce qu'on a appelé la journée des Dupes. Richelieu demeurait plus puissant que la veille.

FUITE DE MARIE DE MÉDICIS ET DE GASTON D'ORLÉANS. — Marie de Médicis refusa de revoir le ministre. Elle excita Gaston d'Orléans, qui était revenu, à insulter Richelieu, ce qu'il fit, puis à se retirer à Orléans. Elle stimula tout le monde. Alors Louis XIII, exaspéré, invita sa mère à venir le rejoindre à Compiègne; là, le 23 février 1631, prenant son parti, il quittait de grand matin la ville, laissant Marie de Médicis prisonnière en quelque sorte de la garnison, commandée par le maréchal d'Estrées. Pendant ce temps, Gaston, menacé, se sauvait en Bourgogne et de là en Lorraine, pays étranger. A Compiègne, Marie de Médicis protesta, s'indigna du sort qui lui était fait. On relâcha la surveillance dont elle était l'objet; elle en profita, et le 18 juillet 1631 elle se sauvait en carrosse, gagnait La Chapelle, passait la frontière, se réfugiait en Flandre chez les Espagnols : elle ne devait plus revenir ni ne devait jamais revoir le roi, son fils.

Cette crise était décisive. Tous les obstacles qui s'élevaient depuis longtemps, dans la famille royale et au Conseil, devant Richelieu avaient été renversés. Louis XIII, décidé à soutenir le ministre que la Providence, disait-il, lui avait donné, sacrifiait à celui-ci sa mère, son frère, les ministres, nullement contraint par le cardinal, comme on le dit, mais de propos délibéré et résolument. Richelieu restait le maître. Il pouvait désormais s'appliquer aux affaires avec beaucoup plus de liberté d'esprit.

LA RÉVOLTE DE MONTMORENCY. — Néanmoins, tout n'était pas fini. Gaston d'Orléans, en Lorraine, se trouvait entre les mains du duc du pays, qui tâchait de lui faire épouser sa sœur Marguerite. Le roi, irrité, marcha sur la Lorraine. Le duc, inquiet,



LOUIS XIII arrivant en carrosse pour assister au siège de La Rochelle. — On voit au milieu et un peu à droite le carrosse royal, entouré de gardes suisses à pied, s'avancant parmi des troupes à cheval qui saluent en inclinant leurs lances. Fragment d'une gravure de Callot. — Bib. Nat. Estampes, M. 510, f° 80.

se soumit par un traité, le 6 janvier 1632, consentant à expulser Gaston. Celui-ci se réfugia à Bruxelles, y rassembla un corps de troupes de 1 800 hommes, entra en France par le Bassigny le 8 juin, gagna le Midi. Les maréchaux de Schomberg et de La Force furent envoyés à sa poursuite. Gaston avait demandé au jeune duc de Montmorency, gouverneur du Languedoc, son concours. Montmorency le donna, leva des troupes, envoya des agents en Espagne pour négocier avec la cour de Madrid. Mais les populations recevaient mal Gaston et blâmaient la rébellion du duc de Montmorency. Louis XIII, outré, se dirigea vers le Midi par Lyon : tout s'y achevait. Schomberg avait rencontré à Castelnaudary Montmorency : Montmorency l'avait attaqué avec des forces égales, avait été complètement battu, blessé, fait prisonnier le 1^{er} septembre, ses troupes n'ayant pas tenu. Gaston se sauva, puis capitula et se soumit, signant tout ce qu'on voulut. Le 22 octobre, Louis XIII entra à Toulouse, décidé à faire un exemple éclatant sur Montmorency pour en finir avec tant de rébellions humiliantes. Malgré le grand nom du duc, les services insignes rendus par ses ancêtres et le fait lamentable qu'il était le dernier du nom, Montmorency, traduit devant le Parlement de Toulouse, fut jugé et condamné à mort. Le roi fit exécuter la sentence. Déjà, en 1624, il s'était montré aussi implacable à propos du comte de Boutteville et de Des Chapelles qui, s'étant battus plus de vingt fois en duel et se trouvant en exil à Bruxelles, avaient eu l'audace de venir braver le roi en se battant en plein jour place Royale. Louis XIII, piqué au vif, avait pris lui-même l'affaire en main, dirigé la poursuite des criminels, leur arrestation, les avait fait juger, condamner et exécuter sans que Richelieu, alors absent, ait eu d'autre part à cette affaire que de conseiller, à la fin, la clémence, ce que Louis XIII n'avait pas accepté. Montmorency savait Richelieu si bien étranger à sa mort, qu'il le nommait son exécuteur testamentaire et lui faisait des legs. Devant cette exécution, Gaston se sauva en Flandre. Richelieu rentra du Midi à Paris en janvier 1633, ayant été arrêté à Bordeaux par une grave maladie qui manqua de l'emporter.

Alors ses ennemis — ils renaissaient perpétuellement — tentèrent de profiter de ce mal. Une cabale se forma, pour le renverser, entre l'intrigante duchesse de Chevreuse et le garde des sceaux, Châteauneuf, à cette intention. Richelieu fut prévenu. Châteauneuf, arrêté, alla au château d'Angoulême, où il devait demeurer enfermé pendant dix ans.

GASTON ET LE DUC DE LORRAINE. — Pendant ce temps, en Lorraine, le duc faisait épouser à Gaston sa sœur Marguerite, sans le consentement de Louis XIII et même contre sa volonté. Le roi déclara tenir ce mariage pour nul. En juillet 1633, il envahissait la Lorraine, investissait Nancy. Le duc Charles IV s'enfuit dans les Vosges. Il finit par céder et dut livrer Nancy pour quatre ans.



LE ROI LOUIS XIII. — Ce tableau est un exemple caractéristique de la peinture officielle du temps. Portrait par Simon Vouet, conservé au Louvre. CL. GIRAUDON.

Richelieu avait besoin de la Lorraine en vue de sa lutte contre l'Empire germanique. Dans une séance royale du Parlement de Paris du 18 janvier 1634, Louis XIII déclara qu'il donnait trois mois à Gaston pour rentrer en France ; le mariage lorrain n'était pas accepté ; les juges informeraient de sa validité. Le duc de Lorraine, désespéré de la situation, abdiqua, le 19 janvier 1634, en faveur de son frère Nicolas et alla se mettre à la disposition de l'empereur. Richelieu ne prit pas au sérieux cette abdication. Nicolas s'étant enfui déguisé, Louis XIII restait maître de la Lorraine.

Le faible et vacillant Gaston d'Orléans n'allait pas tarder à céder encore. Sa petite cour à Bruxelles, où il s'était réfugié, était pleine d'intrigues et de jalousies, ne s'entendait pas avec Marie de Médicis et son entourage. Le 5 septembre 1634, le Parlement de Paris déclara nul le mariage avec la princesse lorraine. Pressé par des émissaires de Richelieu et découragé, Gaston se soumit, et un traité ayant été signé le 1^{er} octobre, il rentra en France et arriva à Saint-Germain le 21, bien accueilli de Louis XIII, puis alla habiter Blois. Son cas était momentanément réglé. Ainsi, Louis XIII et Richelieu venaient à bout, peu à peu, des conflits et mettaient de l'ordre.

COMLOTS INTÉRIEURS. — A partir de 1634 et 1635, Richelieu allait être absorbé par la guerre de Trente ans et les infinies complications auxquelles devaient donner lieu les péripéties dramatiques de la lutte. Mais il n'en avait pas fini avec les difficultés intérieures. En 1636, Montrésor, un des gentilshommes du duc d'Orléans, fit organiser à celui-ci, avec le comte de Soissons, un complot criminel pour assassiner Richelieu. A la dernière minute, Gaston n'osa pas donner le signal et les deux princes quittèrent la cour. Richelieu, pour que le duc revînt, lui offrit de faire accepter son mariage lorrain, et l'insupportable frère du roi consentit à rentrer le 8 février 1637. Puis cette même année 1637 se produisit l'affaire autrement grave de la reine Anne d'Autriche trahissant le roi à l'instigation des ennemis de Richelieu, entrant en correspondance avec l'Espagne par l'intermédiaire de l'ambassadeur de ce pays, Mirabel, pour tâcher d'aboutir à une vaste coalition contre la France. On perquisitionna au Val-de-Grâce, où se retirait Anne d'Autriche. Ses lettres furent interceptées. Il y eut une scène à Chantilly entre le roi et la reine. Celle-ci pleura, reconnut sa faute et Louis XIII lui pardonna. La duchesse de Chevreuse, menacée, se sauva en Espagne. Alors les ennemis de Richelieu usèrent de moyens plus détournés. Louis XIII s'était épris d'une jeune fille de dix-sept ans, M^{lle} de La Fayette. M^{lle} de La Fayette entra au couvent. Le roi allait l'y voir. Par l'intermédiaire du confesseur, le P. Caussin, on suggéra à la jeune fille d'obtenir du roi de chasser Richelieu. L'affaire fut pénible et dangereuse pour le cardinal. Finalement, Louis XIII se fâcha et exila le P. Caussin.

NAISSANCE DE LOUIS XIV. — SORT DE MARIE DE MÉDICIS. — Au moins cette année 1638, le 5 septembre, le roi devait-il avoir, comme consolation de tant de déboires, la joie de voir naître un fils, un dauphin depuis si longtemps attendu, le futur Louis XIV. A ce moment, Marie de Médicis, s'ennuyant à Bruxelles, dépitée de se trouver sans ressources, avait demandé de revenir à Moulins, où elle vivrait paisiblement, disait-elle. Louis XIII lui offrit d'aller en Toscane, son pays d'origine, où il pourvoirait à ses dépenses. Elle refusa. N'y tenant plus, elle gagna la Hollande où elle fut accueillie avec honneur, mais à condition qu'elle ne restât pas. Elle passa en Angleterre chez sa fille et son gendre qui la reçurent fastueusement, puis trouvèrent le moyen de se débarrasser d'elle. Elle se réfugia à Cologne, où elle devait mourir dans la misère et la solitude en 1642. On a accusé Richelieu de l'avoir persécutée. Elle a été la première cause de ses malheurs. C'est Louis XIII, d'accord avec ses ministres, qui n'a jamais voulu la revoir.

LA RÉVOLTE DU COMTE DE SOISSONS. — L'AFFAIRE DE CINQ-MARS. — Le comte de Soissons avait quitté la France avec Gaston. Il était resté à Sedan. Des ennemis de Richelieu étant venus le rejoindre : Beaufort, fils du duc de Vendôme, le fils du duc de Guise, tous ensemble ils organisèrent un complot contre le cardinal et firent appel au secours de l'Espagne. Richelieu averti envoya des troupes surveiller la frontière et somma les coupables de se soumettre. En réponse, ceux-ci publièrent un manifeste qui n'était qu'un violent réquisitoire contre Richelieu. C'était la lutte. Le 6 juillet 1641, ils passèrent la Meuse avec des troupes que renforçait un contingent espagnol. Le maréchal de Châtillon les attaqua près du bois de la Marée : il y fut battu, mais le comte de Soissons fut tué raide, dans l'affaire, d'un coup de mousquet. Bouillon signa la paix le 5 août. Le roi avait pardonné.

L'année suivante allait voir se dérouler le dernier complot d'un règne qui en a compté tant. Louis XIII avait pris comme favori Henri d'Effiat, marquis de Cinq-Mars, jeune homme de vingt-deux ans, fantasque et léger. Il en avait fait un grand écuyer. Cinq-Mars rêva de recommencer l'histoire du duc de Luynes. Le roi le tenait pour extravagant, mais il l'aimait. Le jeune homme essaya de ruiner Richelieu dans l'esprit de Louis XIII. N'y réussissant pas, il songea à tuer le cardinal, puis à capter la confiance de Gaston au cas où celui-ci deviendrait régent par la mort du roi. C'était un fou. Il finit par se décider pour une conspiration, s'aboucha avec Bouillon, François-Auguste de Thou, fils de l'historien, lui servant d'intermédiaire, demanda à l'Espagne des troupes, expédia Fontrailles à Madrid pour signer un traité qu'accepta le duc d'Olivarès. Louis XIII était à ce moment au siège de Perpignan et Richelieu, souffrant, à Tarascon. Le 10 juin, Richelieu fit mettre sous les yeux du roi le traité de Fontrailles, qu'il avait eu on ne sait comment. Le 12, Louis XIII faisait arrêter Cinq-Mars et de Thou, désignait une commission pour juger les coupables à Lyon. Cinq-Mars avoua tout. De Thou avait connu le complot. Ils furent condamnés à mort et exécutés le 13 septembre 1642. Leur belle attitude devant la mort et la jeunesse du premier les ont rendus plus sympathiques qu'ils ne méritent de l'être. Leur culpabilité ne fait pas de doute.

MORT DE RICHELIEU ET DE LOUIS XIII. — Louis XIII et Richelieu rentrés à Paris, le cardinal, qui était remis des abcès dont il avait souffert à Tarascon, fut pris, le 28 novembre, d'une congestion pulmonaire et, au bout de sept jours, le 4 décembre, il mourait. Il disparut sans laisser de regrets. Il n'était pas populaire. On lui reprochait la dureté sèche du gouvernement qui était, du reste, plutôt le fait du roi que de lui-même. On lui faisait grief des longues guerres dont on ne comprenait pas les raisons politiques. Sa figure aristocratique et froide, ses manières hautaines, distantes, n'avaient rien qui allât au cœur de la foule, et la masse des pamphlets violents écrits contre lui avait agi sur elle. Il ne fut ni compris ni aimé. Seul, Louis XIII savait sa valeur. Sur son lit de malade de Lyon, en 1630, il avait dit ce beau mot : « C'est le plus grand serviteur que la France ait jamais eu. » Il avait raison. Nous le verrons mieux dans la politique extérieure, qui a été essentiellement l'affaire de Richelieu. Car à l'intérieur il a peu réalisé. Il n'avait pas d'idées novatrices, sauf pour la marine, où il a agi avec continuité et vigueur ; sauf pour les colonies, où il a entrepris des créations. Il ne connaissait rien aux finances. Il a développé les institutions des intendants, mais sans théorie systématique. Il n'a eu aucune idée de centraliser le pouvoir et de fonder, comme on le dit, la monarchie absolue. C'est nous qui lui prêtons ces idées. Il a été essentiellement l'homme de la politique extérieure. Pour la politique intérieure, politique d'ordre et de rigueur, le moteur a été surtout Louis XIII.

On le vit bien lorsque le cardinal eut disparu. Tout le monde crut



ANNE D'AUTRICHE ET LOUIS XIV ASSISTANT AU CONTRAT DE MARIAGE DU ROI DE POLOGNE
ET DE LA PRINCESSE MARIE DE GONZAGUE, AU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU.

Gravure d'Abraham Bosse. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.



UN BAL SOUS LOUIS XIII.

Gravure d'Abraham Bosse (1635?). — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

à une réaction. Les exilés allaient rentrer, les prisonniers être libérés, les victimes reparaître. A tous, Louis XIII répondit rudement : non ! il ne changerait rien. Il garda les ministres du cardinal, prit dans le Conseil Mazarin, que lui avait recommandé Richelieu, et, tout au plus, fit sortir de la Bastille Vitry, Bassompierre, mais en les renvoyant dans leurs terres. Il ne devait pas d'ailleurs longtemps survivre à son ministre. Rongé par la tuberculose générale, s'affaiblissant, il prit le lit, le 19 avril 1643, pour ne plus se relever. Il fit son testament. Se défiant d'Anne d'Autriche, il organisa la régence future en imposant à la reine un conseil délibérant où étaient Mazarin et les collaborateurs de Richelieu ; Gaston n'aurait que le titre honorifique de lieutenant général. Le Parlement enregistra le document et, le 14 mai 1643, Louis XIII mourait avec résignation et sérénité, roi méconnu que la gloire de Richelieu a éclipsé et qui est peut-être le plus digne et le plus ferme des rois Bourbons.

La Minorité de Louis XIV

LA RÉGENCE D'ANNE D'AUTRICHE. — Louis XIV, âgé de cinq ans, devenait roi. Anne d'Autriche était régente, mais avec des restrictions capitales. Mazarin, désigné pour être son conseiller, lui suggéra de faire tenir, par le petit souverain, un lit de justice au Parlement, où le testament du feu roi serait annulé et pleine autorité rendue à la régente. Ainsi fut fait, sans perdre de temps, le 18 mai 1643. Le soir même Mazarin était fait chef du Conseil. C'est une des singularités de l'histoire que la France ait été gouvernée, à partir de ce moment, par une reine espagnole peu intelligente, et un Italien qui parlait mal le français, ne savait presque rien des institutions du royaume et était plus habile que ferme. Sur le moment, personne ne dit rien. On connaissait mal Mazarin. La brillante victoire que venait de remporter le duc d'Enghien à Rocroy affermissait le nouveau gouvernement. Celui-ci, premier signe de faiblesse, ouvrit les portes à tous les exilés du règne précédent, qui rentrèrent un peu en tumulte et triomphants. Ils se crurent les maîtres. Parmi eux, le duc de Beaufort, fils du duc de Vendôme, jeune homme sans grand jugement ; la duchesse de Chevreuse, intrigante achevée, et d'autres. On les appela les Importants. Anne d'Autriche, inexpérimentée, donnait de bonnes paroles. Mazarin, souple et poli, cherchait à plaire. Les Importants s'attaquèrent d'abord aux ministres qui restaient du temps de Richelieu et les firent chasser : Bouthillier, Chavigny. Les finances passèrent à Particelli d'Émeri. Mazarin put sauver le chancelier Séguier et Le Tellier. Puis les Importants s'en prirent à la politique extérieure et ils voulurent imposer à tout prix la paix. Sur ce point, Mazarin ne pouvait pas céder. Heureusement que les Importants se chamaillèrent entre eux. Il y eut une bataille à propos d'un mot calomnieux de M^{me} de Montbazon. Beaufort eut l'idée folle, à cette occasion, de vouloir enlever Mazarin, un soir, dans un carrosse. Il fut arrêté, enfermé à Vincennes, M^{me} de Montbazon exilée, le duc de Vendôme prié d'aller à Anet et M^{me} de Chevreuse envoyée en Touraine. Ce premier nuage était dissipé. Le gouvernement allait en voir naître d'autres.

LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES. — LES ÉDITS BURSAUX.

— Les embarras d'argent, mal perpétuel de l'ancienne monarchie, étaient inextricables. Anne d'Autriche et Mazarin avaient donné sans compter pour se faire des amis, comme du temps de Marie de Médicis. Afin de plaire au peuple, on eut l'imprudence de baisser les tailles de dix millions. Il fallut, au bout de peu de temps, créer de nouveaux impôts. D'Émeri était un homme maladroit, dépourvu de sens politique et Mazarin était trop ignorant des affaires intérieures de la France pour le contrôler. En mars 1644, Émeri imposa une certaine taxe du toisé à payer par ceux qui, hors des murs de Paris, avaient construit dans les faubourgs, malgré la défense d'anciens édits. Les intéressés protestèrent, s'adressèrent au Parlement de Paris qui accepta de s'occuper de l'affaire, geste étrange, car ce n'était pas l'office du Parlement. Louis XIII eût vite réprimé

l'entreprise. Le Parlement présenta des remontrances que la régente refusa de recevoir. Il y eut de l'agitation dans les rues, au Palais de Justice, surtout aux chambres des enquêtes où étaient les jeunes magistrats. Finalement, l'édit fut maintenu et le bruit se calma. Alors Émeri promulgua une nouvelle taxe, celle sur les aisés, que devaient payer les riches, et la reine voulut faire enregistrer l'édit d'autorité dans un lit de justice. Le Parlement protesta, demanda au moins que l'impôt ne portât que sur les traitants et les gens d'affaires. La reine accepta. Tout se calma encore. Mais le Parlement ainsi s'essayait à jouer un rôle politique. La régence eut quelques années de répit jusqu'en 1648, où des troubles profonds allaient accuser la faiblesse foncière de ce gouvernement d'étrangers sans énergie.

LES DÉBUTS DE LA FRONDE. — Émeri, toujours à la recherche de ressources fiscales nouvelles, publia, le 15 septembre 1646, un édit créant un tarif sur les marchandises apportées à Paris. C'était une maladresse. Des protestations s'élevèrent. On en appela encore au Parlement, qui réclama parce qu'on ne lui avait pas donné le nouvel édit à enregistrer. Émeri fit enregistrer l'édit à la Cour des aides ; puis il multiplia, comme par plaisir, les édits bursaux, sans tenir compte des résistances violentes que ces mesures provoquaient. Le Parlement fut assailli de protestations. Le 15 janvier 1648, Émeri amena Louis XIV au Parlement afin de faire enregistrer d'autorité, sans débat, six édits nouveaux, parmi lesquels il y en avait un qui portait le chiffre des maîtres des requêtes de 48 à 60 ; c'étaient des offices à vendre. Cette fois, la mesure atteignait directement les gens de justice dont les charges, ainsi multipliées, diminuaient de valeur. Les maîtres des requêtes ripostèrent, en obtenant des remontrances, contre la décision prise, ce qui était une impertinence, puisque les édits étaient enregistrés. La régente refusa de recevoir les remontrances. De plus en plus maladroit, Émeri, qui avait à renouveler un impôt, dit la Paulette, autorisant les officiers du Parlement à assurer la survivance de leurs charges moyennant un droit annuel, édicta des mesures spéciales favorables à celui-ci. Les autres cours se soulevèrent : Grand Conseil, Chambre des comptes, Cour des aides ; par solidarité, le Parlement se joignit à elles. Un arrêt d'union entre toutes ces cours fut rendu ; décision révolutionnaire ! Alors, Émeri supprima la Paulette et, par lettre de cachet, la reine interdit l'union des cours décidée. Au Palais, le lendemain, toutes les cours discutèrent sur les décisions à prendre. La reine fit arrêter ou exiler des membres du Grand Conseil, des conseillers des Aides et de la Chambre des comptes. Le jour suivant, au Palais, on déclara que les cours devaient se réunir, malgré la défense faite. La régente, cette fois, fut embarrassée. Mazarin proposa d'essayer la conciliation. Anne d'Autriche



ANNE D'AUTRICHE RÉGENTE ET LOUIS XIV MINEUR. — La reine est en costume de veuve. Elle a à sa gauche le futur duc d'Orléans. Gravure du temps. — Bib. Nat. Estampes Qb 38.



PIERRE DE BROUSSEL, le héros de la journée des Barricades. — Conseiller au Parlement de Paris, Broussel ne dut qu'aux hasards de la politique le rôle important qu'il lui fut permis de jouer. Gravure anonyme. — Bib. Nat. Portraits.

décidant que la chambre Saint-Louis ne se réunirait plus sans autorisation.

LA JOURNÉE DES BARRICADES (26 AOÛT 1648).

— Là-dessus, on annonça la brillante victoire remportée à Lens par Condé. A ce moment, sur la proposition du conseiller Broussel, le Parlement se disposait à discuter les déclarations royales récentes. Anne d'Autriche, outrée de tant d'insolence, profita du *Te Deum* célébré, le 26 août, à Notre-Dame de Paris, à l'occasion de la victoire, puis de ce que les troupes occupaient les rues, pour faire arrêter Broussel, de Blancmesnil, et exiler trois autres conseillers. Une émotion subite saisit le peuple. On tendit les chaînes des rues. On éleva des barricades. La reine ne crut pas sérieusement à un danger. Le coadjuteur de l'archevêque de Paris, Paul de Gondi, et le maréchal de La Meilleraie, qu'on avait fait surintendant des finances, vinrent l'avertir que la situation était grave. Elle les pria d'aller calmer la foule. Ils n'y parvinrent pas. Le lendemain, le Parlement s'assemblait. Le centre de la ville continuait à être barricadé.

Le Parlement décida d'aller trouver la reine en corps, au Palais-Royal. La reine lui reprocha amèrement d'être cause de tout ce qui se passait. On discuta. Finalement, Anne d'Autriche accepta de relâcher les prisonniers, à condition que le Parlement promettait de ne plus s'occuper des affaires publiques. Lorsque les magistrats voulurent s'en retourner, la foule les reçut mal et exigea d'eux qu'ils allassent réclamer la liberté immédiate des prisonniers. Le premier président, Molé, dut revenir avec un certain nombre de magistrats. Mazarin, effrayé, décida la reine à se résigner ; les prisonniers seraient rendus. Le soir, en effet, Blancmesnil était libéré ; le lendemain, Broussel. Les barricades furent défaites.

Ainsi, la cour avait eu le dessous. Anne d'Autriche était humiliée et ulcérée. Le 13 septembre, de dépit, elle emmena le roi à Rueil. Paris fut inquiet de ce départ. Le 21, au Parlement, le président Viote proposa de confirmer un arrêt de 1617, qui excluait les étrangers du ministère. C'était un coup droit à Mazarin. La proposition fut écartée, mais le Parlement

triche préférait la rigueur. Le Parlement, sondé par le duc d'Orléans, maintint ses exigences. La reine alors céda et la conférence des cours s'assembla à la chambre Saint-Louis. On n'y parla de rien moins que « du bien public et de la réformation du royaume ». La conférence décida de réclamer une série de réformes, dont quelques-unes étaient bonnes, et les autres inspirées par une démagogie pure. Une entrevue eut lieu, le 8 juillet, avec le gouvernement, où Mazarin usa d'atermoiements. Émeri fut enfin renvoyé et des déclarations royales donnèrent, en partie, satisfaction aux cours en capitulant piteusement, mais en

supplia la reine de rentrer à Paris. Il envoya, le 25 septembre, une délégation à Saint-Germain discuter avec la cour et Mazarin. Il y fut décidé que la reine signerait une déclaration accordant au Parlement ce qu'il demandait, c'est-à-dire des concessions pitoyables. La capitulation était complète. Le 30, le roi rentra à Paris.

Rien ne tenait plus. Des deux côtés, c'étaient irritations, défiances, colères. Mazarin était universellement méprisé, la reine impopulaire. De nombreux et violents pamphlets les attaquaient. Le prince de Condé, outré à l'égard des robins, conseillait au gouvernement une bonne répression sanglante. Anne d'Autriche ne voulait pas ; mais, excédée, dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649, elle quittait Paris, emmenant le roi, les princes et la cour, à Saint-Germain. C'était la guerre civile.

LA GUERRE CIVILE. — LE SIEGE DE PARIS. — LA PAIX DE RUEIL.

— Les Parisiens le comprenant fermèrent les portes de leur ville. Beaucoup de grands étaient restés avec eux. Des mesures furent prises : le Parlement rendit des arrêts pour approvisionner Paris, interdire aux troupes armées d'approcher des murs de plus de vingt lieues. Il envoya une délégation à Saint-Germain demander à la reine d'éloigner Mazarin, cause, disait-il, de tout le mal. Cette délégation ne fut pas reçue. Il fit une déclaration publique dénonçant Mazarin comme ennemi de l'État, lui ordonnant de sortir du territoire, prescrivant de lui courir sus. Il fit saisir ses biens, vendre ses meubles. Les ponts étaient coupés. Une sorte de gouvernement provisoire s'organisa à Paris. Des soldats furent levés, des milices bourgeoises armées. Alors, de Saint-Germain, des personnages, croyant au succès de l'insurrection parisienne, arrivèrent pour s'y faire une place : le duc d'Elbeuf, le frère de Condé, prince de Conti ; celui-ci demanda d'être nommé généralissime des insurgés ; on accepta ; c'était un prince du sang. Le 13, arriva le duc de Beaufort, évadé de Vincennes : il était populaire par ses manières. Mais c'étaient bien des grands dans l'aventure. On avait mis sur pied 14 000 fantassins et 1 500 cavaliers. On fit faire des tranchées dans les faubourgs. Le Parlement de Paris écrivit aux autres Parlements du royaume pour qu'ils se joignissent à lui, mais il y eut peu d'écho. De son côté, la cour avait rassemblé des troupes, occupé Saint-Cloud, Saint-Denis, Corbeil, Poissy, Pontoise, toutes les clefs des rivières allant sur la ville, afin d'arrêter le trafic et les vivres. Les Parisiens tenaient Charenton. Le 8 février, le prince de Condé, qui était resté avec la reine, les attaqua, les délogea. Cet échec émut la ville. Il y avait du flottement, d'ailleurs. De vieux magistrats se lamentaient de cette rébellion, aspiraient à la paix. Puis, le 9 février, le roi Charles I^{er} d'Angleterre était décapité à Londres et cette terrible nouvelle horrifiait les bourgeois, fidèles tout de même au roi. L'avocat

général Talon prit alors sur lui de proposer l'envoi d'une délégation à la reine pour discuter. La proposition ne fut pas mal accueillie. Les princes, généraux de la Fronde, sentant le terrain vaciller sous leurs pieds, décidèrent de s'adresser à l'Espagne et de lui demander de les aider. Les souvenirs de la Ligue étaient encore vivaces. Un héraut d'armes vint de Bruxelles. Les princes voulurent le présenter au Parlement, qui refusa de discuter avec lui et le pria d'aller voir la reine. Furieux, les généraux décidèrent d'envoyer leurs troupes hors de Paris, de se séparer du Parlement et d'attendre. Pendant ce temps, la proposition de Talon ayant été acceptée, une délégation des cours souveraines allait à Rueil, causer avec la cour. La cour se montra dure et hautaine. Les pourparlers durèrent du 4 au 11 mars et, le 11, la paix de Rueil était signée : les hostilités cesseraient ; il n'y aurait plus d'assemblée commune des cours souveraines ; la ville démobiliserait ses troupes ; le roi écarterait les siennes et rentrerait à Paris. A son retour à la capitale, la délégation fut mal accueillie. Des gens, apostés par les princes, crièrent à la trahison. Puis, sous main, les généraux, à leur tour, parlementèrent avec la cour, réclamant des dignités, des honneurs, des gouvernements. La reine, prudente, accepta, proclama le 1^{er} avril une amnistie générale, rétablit chacun dans ses biens et ses charges, et le Parlement li-



LE PREMIER PRÉSIDENT MATHIEU MOLÉ, d'après une gravure du temps. — Bib. Nat. Portraits.

cencia les troupes. Ainsi finit la Fronde qu'on a appelée parlementaire : celle des princes allait commencer.

LA RENTRÉE DU ROI A PARIS. — L'ARRESTATION DES PRINCES.

— Le 18 août, le roi, qui avait onze ans, rentra à Paris avec grand apparat. Il fut acclamé. Mais les esprits des meneurs étaient mal apaisés. Un nouveau personnage provoquait maintenant des difficultés : Condé, jusque-là si fidèle. Il était arrogant. Il avait pris Mazarin en grippe. Il parlait de lui avec aigreur. Il prit en main les intérêts des autres princes, très mal satisfaits d'avoir été abandonnés par le Parlement. Il voulut faire obtenir à ceux-ci les nouvelles réclamations qu'ils formulaient. Mazarin résistait. Le 18 septembre, Condé eut un éclat avec le cardinal et sortit en claquant les portes. Il y eut d'autres incidents. Condé, maintenant, parlait d'États généraux, de réformes. On avait rappelé Émeri aux finances ; avec lui, les troubles, conséquences de ses mesures, recommencèrent. Le paiement des rentes ayant été suspendu pendant la guerre de Paris, on assigna ce paiement sur les fermiers des gabelles, qui dirent n'avoir pas un sol. Voyant qu'ils n'allaient pas être payés, les rentiers s'assemblèrent en tumulte à l'Hôtel de Ville, nommèrent un syndicat, provoquèrent une manifestation de plus de 3 000 personnes, appuyés par Beaufort et le coadjuteur Gondi. L'agitation devenait dangereuse. Un des syndics reçut un coup de pistolet le 11 décembre et, le soir, un autre coup fut tiré sur le carrosse de Condé. On déclara que Mazarin avait provoqué ces attentats ; Condé dit que c'étaient les anciens frondeurs : Beaufort, le coadjuteur, Broussel. Le Parlement voulut examiner l'affaire, le Palais fut envahi. Condé, suivi de 1 000 gentils-hommes, princes, nobles, bourgeois, manqua de transformer la salle des pas perdus en champ clos.

Il s'était, à ce moment, aliéné tout le monde par ses manières tyranniques. La reine, irritée au possible, conçut alors l'idée de le faire arrêter, lui et les principaux princes qui l'entouraient : Conti, Longueville, Bouillon et, pour cela, de s'entendre avec le coadjuteur et les frondeurs qui tenaient le Parlement. Gondi accepta. Le 18 janvier 1650, Condé, étant venu au Conseil, fut arrêté avec Conti et Longueville et conduit à Vincennes. Paris ne bougea pas. Le Parlement acquiesça. Anne d'Autriche et Mazarin se voyaient maîtres de la situation. Ils allèrent s'assurer des provinces, à Rouen, en Bourgogne. Les populations demeuraient fidèles au roi. La femme du prince de Condé se rendit alors à Bordeaux, où elle souleva le peuple de la ville, malgré le Parlement et son entourage, traita avec l'Espagne. Mazarin, décidé à réduire Bordeaux, partit de Paris le 4 juillet. En août, les Espagnols appelés en France entraient par le nord, ayant au milieu d'eux Turenne, partisan des princes ; ils prenaient Rethel, avançaient. On eut peur qu'ils enlevassent à Vincennes les princes, et le duc d'Orléans les envoya à Marcoussis. Pendant ce temps, devant Bordeaux, la reine faisait attaquer le faubourg Saint-Surin ; le peuple étourdi cédait au Parlement qui voulait se soumettre et la paix était signée, comportant une amnistie générale et la permission pour la princesse de Condé de rentrer dans ses maisons. La reine revint à Paris. Les trois princes, prisonniers à Marcoussis, furent transférés au Havre. Turenne et ses Espagnols, qui avaient reculé, étaient battus à Rethel, le 15 décembre. Tout allait donc bien pour Mazarin.

L'EXIL DE MAZARIN. — Mais le coadjuteur Paul de Gondi, auquel on avait fait espérer le chapeau de cardinal, et qui ne l'avait pas eu, se retournait maintenant irrité contre la cour, combinait de s'unir avec les princes, de les délivrer et de les lancer sur Mazarin pour se venger. L'opinion s'excitait. On demandait maintenant des États généraux. On se prononçait avec vivacité contre Mazarin. Celui-ci était fort embarrassé. La Rochefoucauld lui conseilla d'aller délivrer les princes et de les lâcher dans la mêlée. Le 1^{er} février, il y eut une scène violente entre Mazarin et le duc d'Orléans qui déclara ne vouloir plus avoir de rapports avec le cardinal. Mazarin envoya Gramont au Havre proposer aux princes de conclure un traité. A haute voix, l'opinion montée contre Mazarin réclamait maintenant son départ. Il prit peur et le 6 février, à onze heures du soir, il s'enfuyait, déguisé. Le 9, le Parlement rendait un arrêt expulsant le cardinal du

La Célèbre Cavalcade du Roy allant au Parlement le jour de Sa Majorité le 7 Sept. 1651

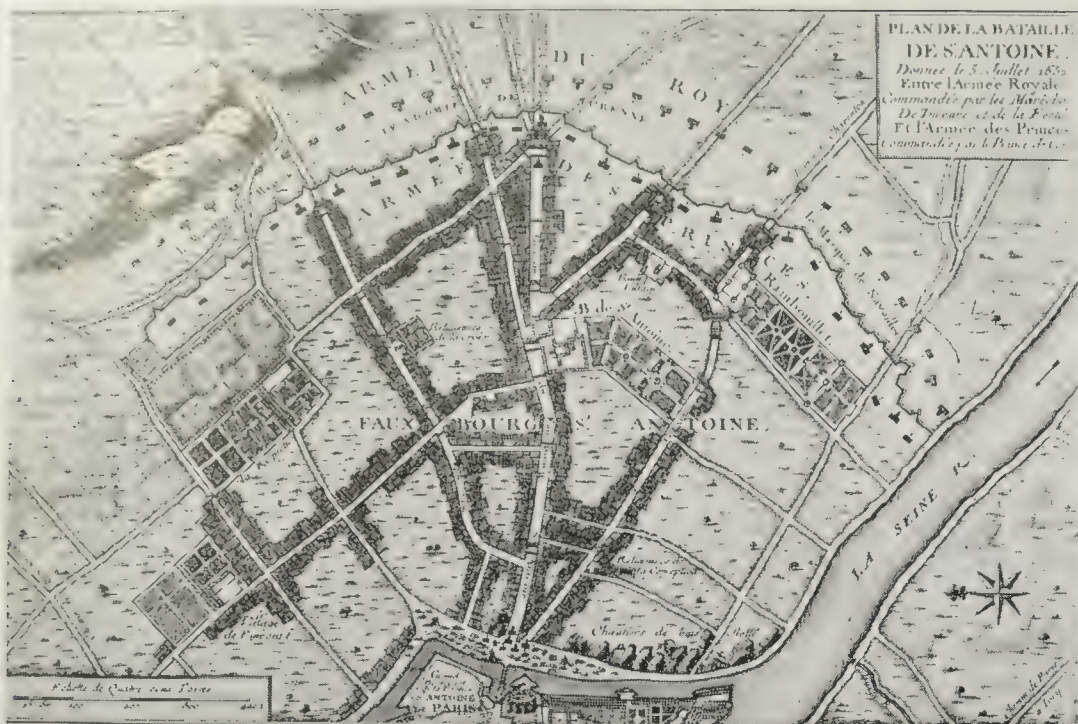


LOUIS XIV, arrivant au Palais de Justice pour la proclamation de sa majorité en Parlement, le 7 septembre 1651. — On aperçoit, derrière le roi à cheval, le chevet de la Sainte-Chapelle ; à côté, le grand escalier, semblable à celui qui existe encore à cet endroit, menant à la grand'chambre ; à gauche de la Sainte-Chapelle, la façade du bâtiment de la Chambre des comptes. D'après une gravure du temps de la collection Hennin. — Bib. Nat. Estampes, t. XL, f° 52.

royaume. Le bruit ayant couru qu'Anne d'Autriche voulait le suivre, Gondi fit signer au duc d'Orléans, comme lieutenant général du royaume, l'ordre de mobiliser les milices bourgeoises de Paris qui environnèrent le Palais-Royal. La reine était prisonnière. Elle dut montrer aux miliciens Louis XIV endormi, pour leur prouver qu'elle ne l'avait pas enlevé. Elle envoya l'ordre de libérer les princes au Havre. Mazarin, informé de cet ordre, se hâta de courir l'exécuter, lui-même, le 13 février. Les princes le traitèrent avec mépris. Il avait manqué son but. Alors, devant les faits accumulés qui l'accablaient, il quitta la France, se retira à Brühl, près de Cologne, découragé, navré, pendant que les princes, retournés à Paris, triomphaient.

A Paris, Gondi se crut le maître. Mais il était aux prises avec un amas d'intrigues singulièrement compliquées. La cour allait à la dérive. Ne sachant que faire, la reine s'allia avec le coadjuteur, lui promettant le chapeau de cardinal s'il l'aidait contre Condé. Celui-ci, se sentant menacé, quitta Paris, bravant la reine. Anne d'Autriche finit par faire un éclat : dans un manifeste, elle énuméra tous les griefs qu'elle avait contre Condé : c'était la rupture. Condé accusa le coadjuteur d'être l'auteur de tout ce qui se passait. Il y eut un grand tumulte au Parlement, où les amis de Condé manquèrent étouffer Gondi.

LA GUERRE CIVILE DE CONDÉ. — FIN DE LA FRONDE DES PRINCES. — Mais, le 7 septembre, dans un lit de justice, Louis XIV était déclaré majeur. Bien que le jeune roi n'eût que treize ans révolus, cet événement formaliste allait, tout de même, fortifier un peu l'autorité d'Anne d'Autriche. Condé armait. Il constituait deux armées, l'une à Stenay, au nord, l'autre à Bordeaux. Conseillée de loin par Mazarin, Anne d'Autriche, enfin, agit avec quelque décision. Elle marcha au milieu d'une petite armée vers Poitiers, en novembre 1651. Condé recula derrière la Charente. Alors, Mazarin jugea le moment venu de s'approcher. Il quitta Cologne, leva 6 000 à 7 000 hommes en Allemagne, vint à Dinant ; le 24 décembre, il parvenait à Sedan : on lui amenait des troupes de France. Le Parlement, indigné, protesta, rendit des arrêts contre lui, mit sa tête à prix. Mazarin avançait toujours. Il était, le 30 janvier, à Poitiers, où se trouvait Louis XIV, qui alla au-devant de lui. La cour s'achemina vers Paris. Condé revint vivement sur la Loire et, avec des troupes étrangères amenées par Nemours, des soldats envoyés de Paris, il attaqua à Bléneau l'armée royale que commandaient Hocquincourt et Turenne, revenu au roi : il fut battu. Il courut à Paris, où on ne voulut d'abord pas le recevoir. Pendant ce temps, la cour arrivait à Saint-Germain. Le 19 février 1652, elle avait accordé, pour ses services, le cardinalat à Gondi, qu'on allait appeler maintenant le cardinal de Retz. Turenne, avec son armée, approchait. Condé l'attaqua du côté de Charenton, fut refoulé sur Paris, en face la porte Saint-Antoine ; acculé aux murs, il était presque perdu, lorsque la Bastille se mit à canonner l'armée royale. C'était la fille du duc d'Orléans, Mademoiselle, qui en avait donné l'ordre. Condé, sauvé, rentra à



PLAN DE LA BATAILLE DE LA PORTE SAINT-ANTOINE. — De petits rectangles noirs indiquent à l'entrée de la grande rue du Faubourg-Saint-Antoine, à l'intersection de la rue de Charenton, l'emplacement des corps qui combattirent, en avant de l'ouvrage à corne flanquant la Bastille, et d'où furent tirés, par l'ordre de la Grande Mademoiselle, les coups de canon sur l'armée royale. Gravure de Coquart. — Bib. Nat. Estampes, collection Hennin, t. XL, f° 60.

Paris avec 5 000 à 6 000 hommes. Les Parisiens continuaient à ne pas vouloir de lui et, le 4 juillet, une assemblée, à l'Hôtel de Ville, réclamant à tout prix la paix avec le roi, manifestation qui était dirigée contre Condé, celui-ci fit tirer sur les manifestants, envahit l'Hôtel de Ville, auquel on mit le feu. Les Parisiens furent révoltés. Mais cependant ils ne voulaient pas non plus de Mazarin. Alors, Mazarin, comprenant qu'il était de trop, repartit le 19 août, disant qu'il quittait la France : il alla à Bouillon. Le Parlement apaisé fut d'avis de traiter. On demanda à Condé et à ses amis leurs conditions, qui étaient excessives. Les bourgeois s'impacientaient. Ils organisèrent un complot pour faire rentrer le roi, malgré les princes. Le 24 septembre 1652, eut lieu une grande manifestation au Palais-Royal, en faveur du retour du roi, et on décida d'envoyer une députation à Louis XIV, qui se trouvait à Pontoise. Elle fut bien accueillie. Retz, qu'on avait laissé de côté, paya d'audace et y alla aussi à la tête du clergé. On le reçut froidement. Le roi promit aux bourgeois de rentrer. Ainsi, Condé était débordé. De fureur, il quitta Paris. Le 21 octobre, le roi revenait dans sa bonne ville, acclamé par la foule enthousiaste. Le duc d'Orléans fut prié de s'en aller à Blois ; nombre de ses complices furent exilés : Beaufort, La Rochefoucauld, douze magistrats. C'était la fin de la Fronde. Celle des princes avait échoué comme celle des gens de robe.

TRIOMPHE DE MAZARIN. — En fait, Mazarin avait la victoire. Restait Retz qui cabalait toujours. On lui offrit d'aller à Rome, en mission, afin de se débarrasser de lui : il refusa. Le 19 décembre 1652, comme il venait au Louvre voir le roi, le capitaine des gardes, Villequier, l'arrêta et l'écroua au château de Vincennes. Alors, Mazarin rentra à Paris, le 3 février 1653. De fatigue, on l'accueillit sans hostilité : ses ennemis lui cédaient. Peu à peu, étouffées en province, les dernières lueurs de la guerre s'éteignaient. Le 27 mars, le Parlement condamnait à mort Condé pour lèse-majesté et félonie. Le 17 juin, Louis XIV fut sacré à Reims au milieu d'un calme profond. Il fallait régler la question de Retz. On lui offrit, en 1654, sa liberté s'il donnait sa démission de l'archevêché de Paris, que venait de lui procurer la mort de son oncle, l'archevêque dont il était le coadjuteur, plus sept abbayes, à condition qu'il s'en allât en mission à Rome. Au fond de son cachot, Retz, déprimé par de longs mois de détention, accepta, fut transféré provisoirement au château de Nantes, en attendant la réalisation de certaines conditions fixées, mais de là, le 8 août 1654, il s'évada, et s'enfuit à Saint-Sébastien, puis à Rome, d'où il nargua longtemps la cour de France. On l'y laissa. Des temps nouveaux apparaissaient, temps d'autorité et de volonté. Louis XIV, jeune prince de dix-sept ans, ayant fait lui-même enregistrer des édits bursaux au Parlement, le 20 mars 1655, et, apprenant qu'après son départ la cour s'avisait d'examiner ses édits, accourait de Vincennes, botté — il n'est pas sûr qu'il eût un fouet — et défendait au Parlement de poursuivre. Les magistrats furent surpris.

Pendant ce temps, Mazarin faisait partout la paix. Il traitait avec

Cromwell, convenait avec lui, le 3 novembre 1655, d'un traité de commerce. Il tâchait d'en finir avec l'Espagne et de marier Louis XIV à l'infante Marie-Thérèse. A l'intérieur, tout se calmait de plus en plus. En 1659, était enfin signé le traité des Pyrénées avec l'Espagne, où le roi Philippe IV acceptait de marier sa fille, Marie-Thérèse, à Louis XIV. Mazarin et le ministre d'Espagne, Don Luis de Haro, se rencontraient à la frontière, sur la Bidassoa, et Louis XIV venait chercher l'infante à ce même endroit. Il y eut des discussions assez longues. Les Espagnols plaidaient pour Condé, demandaient qu'on lui rendit ses gouvernements et voulaient que l'infante renoncât à tous ses droits sur la succession de son père. On ne fut d'accord que le 7 novembre, et on signa. Le roi pardonnait à Condé, lui rendait ses gouvernements et n'insistait pas sur les renonciations de Marie-Thérèse. Condé se soumit. En attendant de Rome les dispenses nécessaires pour épouser Marie-Thérèse, sa cousine germaine, Louis XIV parcourut le Midi. Enfin, en juin 1660, le mariage fut célébré, et le retour à Paris eut lieu le 26 août, dans le faste d'une marche triomphale.

FIN HEUREUSE DE MAZARIN.

Ainsi, Mazarin arrivait au terme de sa vie au milieu de circonstances bien différentes de celles qu'il avait vécues naguère. Il était heureux, tout-puissant. Il avait amassé des richesses considérables, et allait laisser à sa mort plus de cinquante millions. Il

tomba malade à Vincennes, fit don de tous ses biens à Louis XIV, qui les lui rendit, les partagea entre ses neveux et ses nièces et, le 9 mars 1661, s'éteignit. Les contemporains ont été sévères pour lui. La postérité a de la peine à le trouver sympathique, parce qu'il était étranger, faible de caractère, et qu'à l'intérieur son gouvernement est une longue suite de désordres. Mais, comme nous le verrons, à l'extérieur, il a rendu de grands services à la France. Il a, à peu près, réalisé les idées de Richelieu. On ne voit personne en France, à ce moment, qui aurait pu en faire autant.

La Société française pendant la première moitié du XVII^e siècle

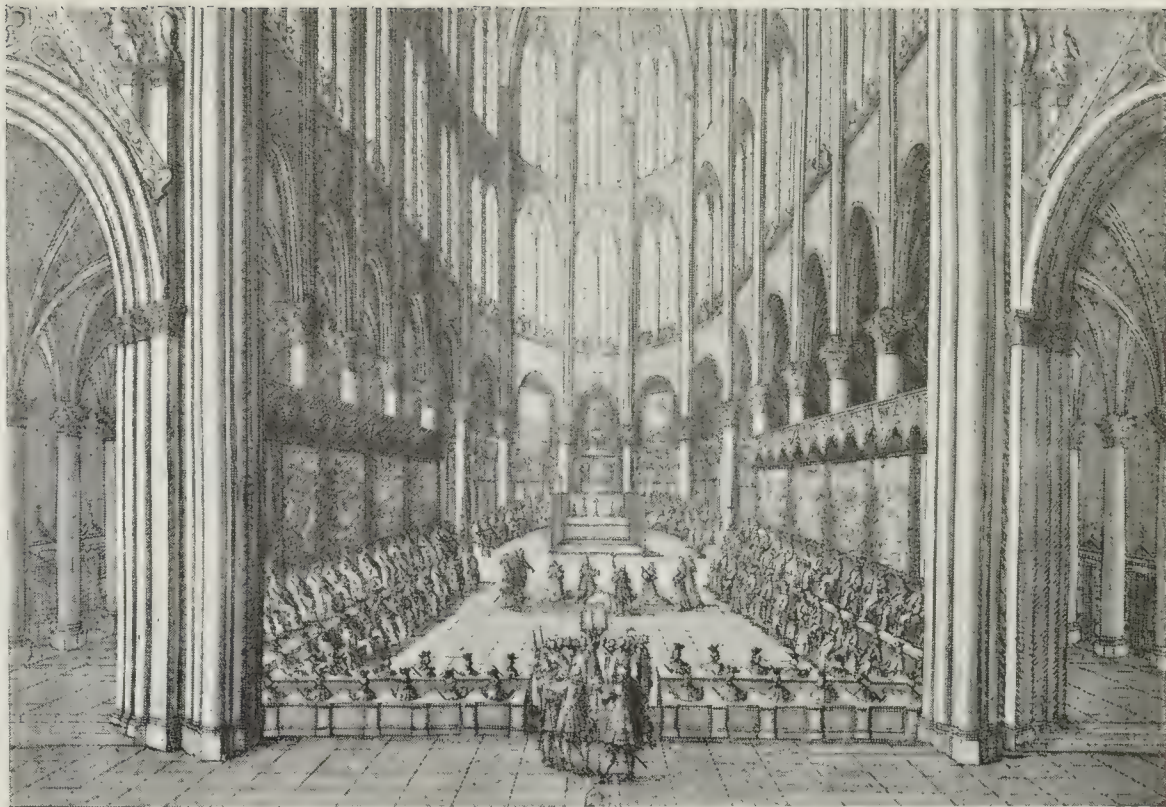
Très visiblement, la société française de la première moitié du XVII^e siècle se ressent, au début, des manières de celle du XVI^e siècle, époque de confusion, de rudesse, de guerre civile, de brutalité. Aux environs de 1650, une lente évolution l'achemine vers le temps plus policé de Louis XIV. Ont contribué considérablement à cette évolution des mœurs, le grand mouvement religieux si remarquable de la première moitié du siècle et les efforts faits à Paris dans les salons pour donner aux relations entre gens du monde plus de courtoisie.

LA COUR. — La cour a joué un rôle minime dans cet adoucissement des manières. Louis XIII est un prince simple, qui aime beaucoup mieux chasser et chevaucher à travers champs, comme son père, que de se prêter à la vie d'apparat du Louvre. Il conserve tous les cadres de la cour royale, telle que les siècles l'ont formée, avec ses dix-huit cents personnages établis par la tradition. Mais ce cadre est formaliste. Il apparaît seulement, dans son ensemble, pour quelque grande cérémonie exceptionnelle telle que réception d'ambassadeur ou de nouveaux chevaliers du Saint-Esprit, ballets du carnaval. Louis XIII, peu causeur, ennemi du faste, ne connaîtra pas la représentation solennelle et continue de Louis XIV, qui a attiré toute la noblesse riche à Paris. Sa petite cour, qui se déplace avec lui, peu nombreuse, n'a pu jouer de rôle dans l'évolution des mœurs du temps. De 1643 à 1661, l'entourage d'Anne d'Autriche n'exercera pas plus d'influence. La reine est un peu comme une bourgeoise dans ses intérieurs, avec un petit nombre de confidentes et d'amies. D'ailleurs, les préoccupations tragiques qu'elle a eues lui ont donné peu d'occasions de se prêter aux fêtes, et elle n'a pas eu l'idée, comme Catherine de Médicis, de tâcher de résoudre les difficultés suscitées par les princes, en les enveloppant dans des réceptions magnifiques et joyeuses. La cour, avec elle, est un centre d'agitations, de querelles, toutes conditions contraires à l'apaisement qui se prépare.

LA NOBLESSE. — La noblesse, au XVII^e siècle, est divisée en une infinité de degrés éparpillés dans le royaume. Depuis le très

grand seigneur duc et pair, gouverneur de grande province, jusqu'au modeste gentilhomme, qui vit un peu en paysan dans son manoir au sol de terre battue, au milieu de ses domestiques, il y a toutes les variétés possibles. Les plus grands sont encore des personnages considérables et dangereux. La puissance de ces seigneurs tient à plusieurs causes. Ils appartiennent à de grandes familles ayant joué des rôles importants dans le royaume. Ces familles opulentes ont, autour d'elles, une nombreuse clientèle de gentilshommes susceptibles d'accourir à cheval et armés, au moindre appel, avec des suivants, pour les aider, s'il est besoin ; de là, des menaces de rébellion qu'il faut réduire par les armes. Le roi a été obligé, par tradition ou nécessité politique, de donner de grands gouvernements à ces considérables personnages : les Montmorency sont en Languedoc, Longueville en Normandie, Condé en Bourgogne, d'Épernon en Guyenne. Ces gouvernements accroissent le prestige de ceux qui les détiennent. Ils s'entourent d'une garde, comme de petits souverains ; ils agissent en despotes avec ceux qui les contrarient, tel d'Épernon avec l'archevêque de Bordeaux. Enfin, les exemples récents de la Ligue sont encore trop voisins. Ces grands seigneurs se croient le pouvoir de tenir tête au roi et de lui dicter des conditions. Louis XIII a eu beaucoup à souffrir d'eux. Sa politique personnelle, qui était simplement de vouloir être obéi, comme il le répétait, l'a amené aux mesures de rigueur que nous avons vues, effet de son tempérament. Louis XIII a su contraindre d'Épernon à rester tranquille ; il a fait partir Condé en exil ; il a emprisonné Vendôme ; il a décapité Montmorency. C'est bien lui qui a eu raison de cette grande noblesse puissante et dangereuse. Après lui, Louis XIV ne l'a plus connue.

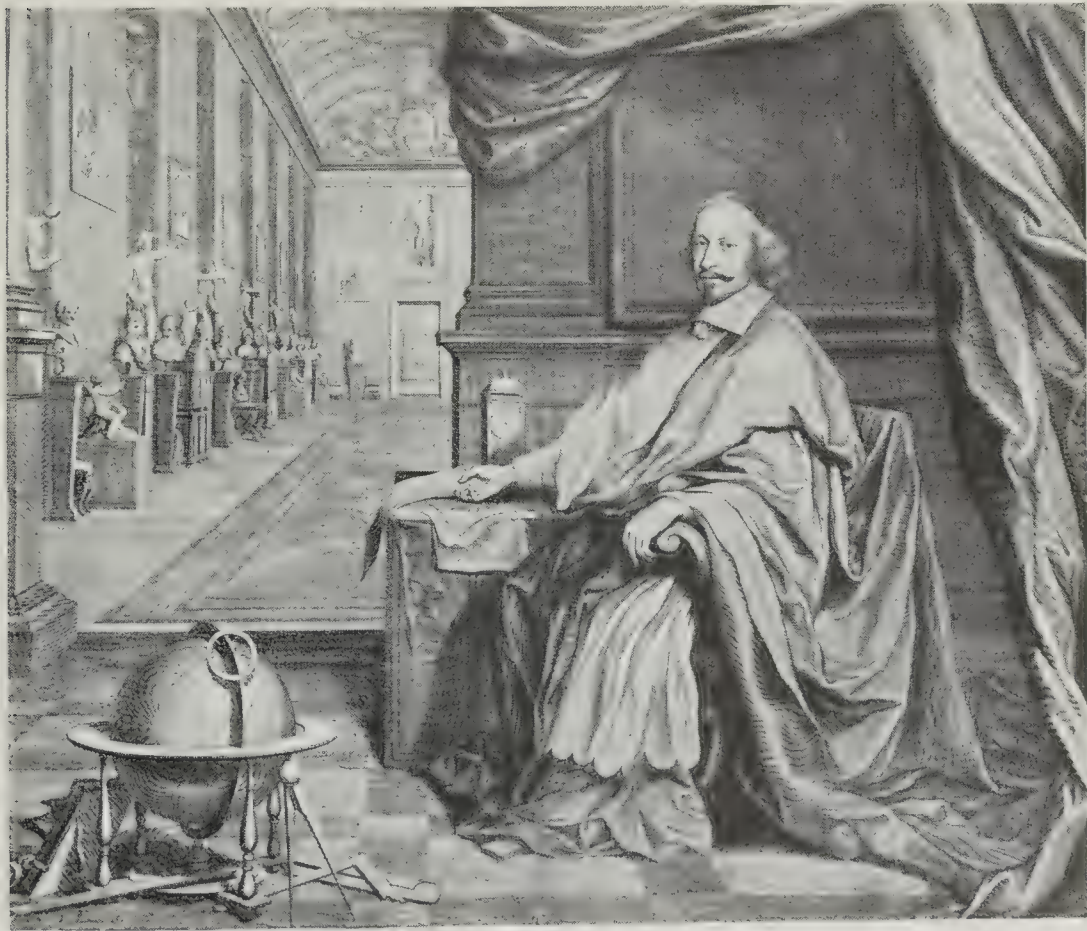
Au-dessous, pullulaient en province la masse des nobles de toutes fortunes et de toutes surfaces ; une partie, gens de qualité fortunés, ayant de nombreuses terres, jouant un rôle aux États de leur province,



TE DEUM chanté à Notre-Dame en présence de la famille royale. — Cette gravure du temps représente le chœur de Notre-Dame sans les changements opérés au XVII^e et au XVIII^e siècle et à peu près tel qu'il devait être au Moyen âge. Les stalles des chanoines, du XIII^e siècle, sont garnies de tapisseries. L'autel est semblable à ceux que l'on voit dans les miniatures du XIV^e siècle. Le jubé seul est censé avoir été supprimé pour permettre de voir l'ensemble du chœur. — Bib. Nat. Estampes Va, 253 a.

quand celle-ci avait des États : Bretagne, Languedoc, se déplaçant beaucoup, venant fréquemment à Paris, mais le plus souvent allant et venant dans leurs terres, envoyant leurs fils voyager à l'étranger pour s'instruire, en Hollande, Angleterre, Allemagne, Italie. Plus bas encore, sont des gentilshommes, légers d'écus, légers aussi de caractère, s'ennuyant dans leurs châteaux médiocres, et disposés, au moindre signe, à monter à cheval, à s'engager comme volontaires pour une campagne, dans les armées du roi, ou à courir les aventures enivrantes de quelque rébellion d'où ils se tireront toujours, d'ailleurs, à bon compte, eux, les comparses obscurs. Leur manie est de se battre en duel pour des riens, terrible mode qui coûte beaucoup de vies humaines, et que les rois traquent de leurs édits depuis plusieurs règnes, Louis XIII avec autant de rigueur que personne. Plus bas enfin, est une masse très intéressante et très nombreuse de hobereaux campagnards vivant dans leurs maisons des champs des produits de leurs terres, remplissant quelque charge de gruyers ou de louvetiers, faisant valoir leurs biens, pêle-mêle avec les paysans, tout en sachant se différencier d'eux, mais ne les écrasant nullement de leurs droits, comme la légende le raconte, ni ne les torturant.

Et de toute cette noblesse diverse émerge un petit nombre, un choix de gens particulièrement affinis, distingués d'esprit, qui ont assez de ressources pour vivre un peu plus de temps que les autres à Paris, dans un de ces hôtels élégants du temps, comme il en existe encore, entre cour et jardin, et qui, touchant à la cour par quelque côté, se voient entre eux fréquemment, reçoivent et fondent les premiers salons où va s'organiser la vie de société du XVII^e siècle. Tout le monde connaît le plus célèbre de ces hôtels, l'hôtel de Rambouillet, qui a duré environ de 1630 à 1660. Une femme intelligente, Catherine de Vivonne, celle qu'on appela l'incomparable Arthénice, mariée à un d'Angennes, marquis de Rambouillet, réussit à grouper autour d'elle une société qui est demeurée le type des réunions élégantes du temps : de grands seigneurs aux belles manières, comme Condé, La Valette, fils du duc d'Épernon, Montausier ; des femmes distinguées : M^{mes} de Longueville, de La Fayette, de Sévigné, la fille de la marquise, Julie d'Angennes ; des académiciens et des hommes de lettres, gens d'esprit : Voiture, Malherbe, Racan, Balzac, Scu-



LE CARDINAL MAZARIN en 1659. — Mazarin est représenté à l'entrée de sa galerie de bustes et de statues antiques, aujourd'hui galerie Mazarine de la Bibliothèque Nationale, laquelle occupe, rue des Petits-Champs, l'ancien hôtel Mazarin. C'est de ces collections que Mazarin, selon le mot suspect de Brienne le Jeune, avait, au moment de sa mort, tant de peine à se séparer. Gravure de Nanteuil. — Bib. Nat. Estampes, collection Hennin, t. XLIII, f^o 21.



REPAS d'une famille de gentilshommes sous Louis XIII. — Gravure d'Abraham Bosse, montrant le mobilier de l'époque et l'aspect d'une table servie. Bib. Nat. Estampes, Ed. 30 b. G. D. 1080.

déry, Conrart. Ce salon a exercé une grande influence. Il s'est piqué de parler purement, de bannir les mots désuets ou laids et d'avoir de la tenue. Par les écrivains, cette mode s'est propagée. La langue française s'est peut-être appauvrie : on ne saurait trop regretter tant de mots pittoresques, expressifs, colorés, de notre riche vocabulaire du XVI^e siècle, qui ont été, par cette mode, perdus. Puis il y a eu quelques excès de maniérisme. Mais, dans son ensemble, les mœurs brutales de la cour de Henri IV se sont trouvées adoucies. Ainsi, cette fleur de la noblesse a préparé un peu la société de la cour de Louis XIV.

LA BOURGEOISIE. — Aussi diverse et variée est la bourgeoisie en France à cette époque. Les grands bourgeois sont surtout les parlementaires, membres des cours souveraines, officiers du roi, un peu aussi les gros financiers. Ils touchent de près à la noblesse. A la longue, ils deviendront nobles eux aussi, c'est là le rêve de tout bourgeois : être inscrit à la taille, c'est-à-dire être roturier, constituant une sorte de tare. Ces grands bourgeois parlementaires sont magnifiques, froids, compassés, d'une grande tenue extérieure, d'une grande tenue morale. Ils ont de la fortune, sont bons époux, bons pères, bons paroissiens. Les magistrats, qui se sont tant agités sous la Fronde, étaient surtout les jeunes des enquêtes, ou quelques vieillards remuants, comme Broussel ; mais les autres, les Molé, les Talon, gémissaient des désordres qui se produisaient, et Retz s'irrite assez de leur souci excessif de la forme.

Les bourgeois officiers du roi, c'est-à-dire remplissant un office public de justice ou de finance, couvrent les provinces. Il y en a partout. Ils ont prestige et autorité. Tout administrateur, en effet, est juge, et tout juge est administrateur. Ils ont maison à la ville, un petit hôtel, maison aux champs. Les anciennes villes de Parlement de province : Rouen, Aix, Riom, Toulouse, conservent ces vénérables demeures, résidences de cette classe sociale respectable et maintenant disparue.

Au-dessous des magistrats, dans la bourgeoisie, sont les marchands. Ils

sont moins considérés. En ce temps où les voies de communication ne sont ni rapides ni sûres, chaque région vit sur son industrie propre : d'où une petite industrie locale dont les produits ont plus d'originalité que ceux de nos jours. Le négoce qui résulte de cette petite industrie est modeste. Ce n'est que dans les villes étrangères où se pratique le commerce international : en Hollande ; dans certaines cités d'Italie, Florence, Venise ; dans les villes hanséatiques, qu'on trouverait d'opulents négociants. Tout au plus, en France, Lyon est-il le siège de grosses banques ayant des comptoirs dans les principales villes d'affaires de l'Europe : Francfort, Amsterdam, Londres, et, à ce titre, représente-t-il un centre très important de commerce, surtout d'argent. Mais, encore, ce commerce est-il pour beaucoup entre les mains d'étrangers. Dans sa masse, la bourgeoisie commerçante de France est une honnête et tranquille population, acceptant les places municipales d'échevins, de maires, s'en acquittant avec conscience, souches de familles rangées, qui constituent un fond excellent du royaume. Il faut excepter le cas où la question religieuse protestante vient brouiller cette paix. Mais, le trait commun à toute cette bourgeoisie, c'est l'effort général que, de générations en générations, les jeunes font pour atteindre un niveau plus élevé. Déjà, cette bourgeoisie vient des champs. Quand on feuillette les registres paroissiaux d'états religieux du XVII^e siècle, on voit tel cultivateur s'installer petit artisan dans un bourg, son fils devenir dans la ville voisine un homme de métier ; le petit-fils, un commerçant ; l'arrière-petit-fils a pignon sur rue et appartient au

corps de ville ; le fils du bourgeois voudra ensuite faire ses études, acheter une charge de magistrat, être officier du roi. Le robin voudra parvenir au Parlement de la province ; le conseiller, être président ; puis conseillers et présidents riches achèteront des terres nobles, leurs fils seront titrés, leurs filles feront de beaux mariages dans l'aristocratie, parce qu'elles ont de l'argent. Enfin, le rêve des rêves sera d'arriver près du roi, être maître des requêtes, conseiller d'État, qui sait ? secrétaire du roi ! Au XVII^e siècle, ces places réservées aux bourgeois les ont amenés à des fortunes extraordinaires. Les Villeroi deviendront ducs et pairs ; le descendant d'un boutiquier de Reims, Colbert, aura deux fils marquis, et ses filles duchesses, portant les plus grands noms de France. Le bourgeois Michel Letellier aura pour fils le marquis de Louvois. Ainsi, l'ascension sociale est très marquée à cette



LE GRAND REPAS DES CHEVALIERS DU SAINT-ESPRIT, présidé par Louis XIII dans la salle de bal de Fontainebleau. — Le roi est seul au fond, suivant les exigences du cérémonial ; il est servi par les gentilshommes de sa maison. Tous les chevaliers du Saint-Esprit portent un même costume dont le dessin date de Henri III. En haut, à gauche, cinq prélats sont en costume de leur ordre. Gravure d'Abraham Bosse. — Bib. Nat. Estampes, Ed. 30 b. G. D. 1210.

époque. Sous Louis XIII, le roi maintenait encore ces personnages à leur rang. L'évolution se fera surtout pendant la minorité de Louis XIV; elle s'achèvera sous le grand roi. Il y a donc pénétration constante entre la bourgeoisie et la noblesse.

Enfin, il est une classe de la bourgeoisie qui a une place essentielle et jouit d'un prestige considérable dans la période qui nous occupe, de 1610 à 1661 : ce sont les écrivains, les érudits, les gens de lettres.

Ils ont les qualités des petits bourgeois, la simplicité, l'honnêteté; ils en ont les défauts, certaines petites choses et un peu de pusillanimité devant le pouvoir. Mais, curieux de toutes choses d'esprit, ils se voient beaucoup entre eux, s'écrivent abondamment. Leurs relations sont pleines de cordialité, excepté quand l'un d'eux, comme Corneille, a le caractère difficile et des envieux brutaux, d'où une polémique telle que celle du *Cid*, qui dépasse les bornes. On sait comment l'un de ces groupements de gens de lettres a été consacré par une institution publique, l'Académie française. La société des salons, naissante, a eu beaucoup de considération pour tout ce monde des lettres. L'hôtel de Rambouillet les attira, leur fit fête. Il innovait ainsi ces relations étroites de la noblesse avec le monde bourgeois des lettres, qui se sont développées surtout au XVIII^e siècle. A côté de cet aspect brillant et mondain de la bourgeoisie lettrée dont nous parlons, il y a aussi son côté plus sérieux dans tel groupement, comme celui des frères Dupuy à la Bibliothèque du roi, où l'on voit, dans des réunions régulières très fréquentées, les meilleurs cerveaux du temps, érudits, philologues, juristes, historiens, échanger leurs vues et leurs informations sur les sujets les plus variés.

Au-dessous des bourgeois, dans les villes, sont les artisans, les gens de métiers, petit peuple groupé en corporations, lesquelles sauvegardent, peut-être, les privilèges de chacun, mais astreignent à des règles étroites, un peu exclusives du progrès. Ces artisans, maîtres et compagnons, vivent ensemble dans ces organisations semi-religieuses, honnêtement, régulièrement. Il y a bien quelques troubles, de loin en loin, des sortes de grèves, mais l'armature corporative qui les enveloppe tous est forte. Elle empêche aussi, d'ailleurs, la formation de la grande industrie : elle maintient les vieilles traditions, sans interdire, cependant, aux ouvriers d'errer de ville en ville à la recherche du travail; de là est née une population flottante parmi laquelle, aussi bien que parmi les soldats sans emploi, se recrutent les malandrins.

Ce n'est pas là un des traits les moins curieux de cette bourgeoisie de la première moitié du XVII^e siècle.

LES GENS DES CAMPAGNES. — Tous les livres font un tableau fort noir de la situation des paysans au XVII^e siècle. On les représente comme misérables, accablés d'impôts, vivant de racines, et, selon la célèbre phrase de La Bruyère, ressemblant presque à des bêtes. On fait état surtout de diverses émeutes, qui ont été provoquées par des augmentations d'impôts : à Dijon en 1630, Paris en 1631, Lyon en 1632, Bordeaux en 1635. Mais, à y regarder de près, il s'agit souvent ici d'incidents occasionnels restreints. En 1636, l'affaire des croquants fut plus considérable. On parle de 7 000 à 8 000 hommes soulevés dans le Limousin et le Poitou, l'Angoumois, la Gascogne, le Périgord, assommant des commis, des aides ou des collecteurs d'impôt. Plus tard, en 1639, en Normandie, le soulèvement des Va-nu-pieds fut plus grave à propos de l'établissement de la gabelle dans une partie du pays qui ne l'avait pas encore : Valognes, Avranches, Coutances, Carentan. Des milliers d'hommes s'armèrent, tuant les collecteurs des tailles. Caen, Rouen suivirent, pour d'autres raisons. Gassion fut envoyé avec 4 000 hommes, entra à Caen où il y eut des gens rompus vifs, à Avranches, à Rouen, suivi du chancelier Séguier, qui suspendit le Parlement et la Cour des



INTÉRIEUR d'un atelier de cordonnerie au XVII^e siècle. — Cette gravure montre, alignés sur les étaux, les différents outils servant au métier. Gravure ancienne. — Bib. Nat. Estampes, collection Hennin, t. XXIV, f^o 61.

aides. Mais ces événements, quelque importants qu'ils aient été, justifient-ils la sombre description que l'on fait du sort des paysans sous Louis XIII ? Si nous ouvrons les registres d'un tabellion de campagne à cette époque contenant ventes, héritages, partages de terres entre particuliers, nous observons que le pays est morcelé en une quantité de parcelles bien cultivées par de nombreux paysans, pour ainsi dire propriétaires, vivant à leur aise. Les inventaires, après décès, nous révèlent que ces paysans ont des intérieurs rien moins que misérables. Ils paient au seigneur du lieu les droits féodaux, marque qu'ils ne sont pas propriétaires au sens du droit romain et actuel du mot. Ils sont tenus, envers ce seigneur, à des prestations. Mais cela fait, ils usent de leurs biens comme nos paysans usent, en droit moderne, des leurs, à présent, en toute liberté; il les louent, les vendent, les échan-

gèrent, moyennant des droits à payer au seigneur, comme maintenant à l'État. Des peintres du XVII^e siècle, les frères Lenain, ont représenté les paysans de cette époque. Si on compare leurs tableaux à ceux d'un artiste moderne qui a peint aussi des paysans, on constatera que la vie des champs au soleil et sous la pluie, dans la poussière et dans la boue, donne aux paysans de tous les temps cet aspect si différent de l'élégance des courtisans de Versailles que La Bruyère a qualifié de la façon que l'on sait. Les gens des campagnes, laborieux et économes, n'aiment dans aucun temps à payer des impôts. Ils se sont révoltés sous Louis XIII contre les gens du fisc parce qu'en l'absence de force publique suffisante, leur mécontentement a pu se manifester de façon brutale, et parce qu'ils ne voulaient pas que le Conseil du roi augmentât davantage les tailles. Le cahier des États de Normandie, par exemple, en 1634, faisait un tableau frémissant de la misère des pauvres paysans, lesquels vivaient, disait-il, dans une détresse épouvantable, se tuaient de désespoir à cause de leurs charges, s'attachaient à la charrue faute de bétail, mangeaient de l'herbe, vendaient leurs chemises pour payer le fisc et restaient tout nus. Ces exagérations visibles ne tiennent pas devant les registres des notaires ruraux.



L'ÉTAT SOCIAL EN FRANCE sous Louis XIII. — A gauche, les hommes; à droite, les femmes. En haut, seigneurs et gens de cour, grandes dames et demoiselles; au milieu, marchands, gens d'épée et bourgeois; au bas, paysans, gens du peuple. Gravure de Mathieu Mérian. — Bibliothèque Nationale. Estampes, collection Hennin, t. XXII, f^o 29.

LES MISÈRES AU TEMPS DE LA FRONDE. — Il a été écrit un livre sur les misères souffertes par le peuple au temps de la Fronde. Le tableau de ces misères est tra-

gique. Les gens se cachent dans les bois et les souterrains, ce qui arrive alors dans les pays qui voient venir des troupes armées, emmènent leurs bestiaux et leurs récoltes dans les monastères pour les mettre à l'abri, geste courant en France depuis tant d'années que règne la guerre civile ou étrangère. Mais que les hommes en aient été réduits à « manger de la terre, des écorces et des haillons, à se manger même les bras et les mains et à mourir dans ce désespoir », c'est ce qui, évidemment, est peu croyable. Il est vraisemblable que ce que l'on appelait la peste, c'est-à-dire les maladies contagieuses, ait été occasionné par les cadavres abandonnés après les combats ; cette peste a pu provoquer une mortalité anormale. Mais, depuis des siècles, on se battait en France ; on s'est autrement battu au XVI^e siècle, de façon plus générale, plus continue ; le phénomène était constant. En fait, la Fronde a fait des ruines, mais ces ruines ne sont pas comparables avec celles qui ont été provoquées par les invasions subies sous Louis XIII, notamment celle de 1636. La misère du temps de la Fronde a été assurément sérieuse, mais moins qu'on ne l'a dit, les luttes ayant été relativement localisées, de durée intermittente et assez brèves.

LE CLERGÉ. — RENOUVEAU DE LA VIE RELIGIEUSE EN FRANCE. — Le clergé est plus que jamais, au XVII^e siècle, cette grande société hiérarchisée, magnifiquement ordonnée, presque indépendante, avec ses revenus considérables, son droit, ses tribunaux, jouant un rôle capital dans la société. On pourrait croire, presque, à voir deux cardinaux premiers ministres, Richelieu et Mazarin, qu'il en a été ainsi. Richelieu s'est entouré d'ecclésiastiques, a mis des évêques dans les ambassades, à la tête des armées ; mais, en fait, sa politique a été purement nationale et nullement confessionnelle. Par ailleurs, Louis XIII et Richelieu ont toujours été préoccupés de nommer de bons évêques sans trop de préjugés de caste. En général, les prélats du temps sont bien tels qu'on les conçoit au XVII^e siècle, doctrinaires attentifs, appliqués à leurs devoirs, pieux, pour le plus grand nombre. Du bas clergé, le roi et Richelieu n'avaient pas à s'occuper. Ce bas clergé, après le XVI^e siècle, si troublé, était bien fruste. La première moitié du XVII^e siècle a été remarquable par le grand mouvement de réforme religieuse, qui a eu pour objet de reprendre ce clergé, de l'instruire, d'épurer ses mœurs. Des noms célèbres et des institutions qui subsistent encore marquèrent ce renouveau. Bérulle créa l'Oratoire ; M. Olier, Saint-Sulpice ; Vincent de Paul, Saint-Lazare ; le P. Eudes, les Eudistes. Le but commun de ces fondations était de grouper un clergé, sûr de doctrine et de tenue, et, grâce à lui, de rayonner soit par l'enseignement dans des séminaires, soit par des missions dans les campagnes. Il en résulta pour le temps une foi religieuse profonde, qui s'est fait sentir dans toutes les manifestations de la vie catholique sous Louis XIII.

LES RÉFORMES DES MONASTÈRES. — Les ordres monastiques, à la suite des désordres du XVI^e siècle, s'étaient singulièrement relâchés. Il y eut, dès le début du XVII^e siècle, tout un mouvement de restauration de l'ancienne discipline monastique de saint Benoît, parallèle au renouveau du clergé séculier. Des congrégations nouvelles se fondèrent pour réaliser cette restauration : celles de Saint-Denis, de Chezal-Benoît, de Saint-Vanne, surtout de Saint-Maur. Partout, dans tous les monastères, on essaya de faire pénétrer les principes de vie réglée, sévère, conforme à l'esprit et à la lettre des institutions primitives. Richelieu s'intéressa à cet effort, se fit nommer abbé de Cluny, de Cîteaux, de Prémontré, de Marmoutiers, afin de suivre de manière plus directe cette transformation générale. Plus tard, l'abbé de Rancé devait aller plus loin encore, à la Trappe, et, dans sa réforme, imposer de très rigoureuses pratiques. Le plus intéressant résultat de ce mouvement fut surtout le développement de la congrégation bénédictine de Saint-Maur qui, adonnée aux études, fournit à d'illustres érudits l'occasion de produire des travaux d'histoire et de critique, honneur de la science française. Mais, à côté de ces anciennes « religions », comme on disait alors, restaurées, le temps en a vu de nouvelles s'établir en France, comme les carmélites, reconstituées en Espagne par sainte Thérèse et amenées en France par le P. de Bérulle ; leurs maisons se répandirent rapidement dans le royaume, comme celles des Filles

du Calvaire, protégées par le P. Joseph. Le nombre en a été à ce point considérable que, si l'on examine un plan de Paris vers 1650, on peut dire vraiment que la ville est proprement remplie de couvents.

SAINT VINCENT DE PAUL. — Un nom domine ce grand mouvement religieux, celui de saint Vincent de Paul. C'était un paysan de la région des Landes. On ne sait qu'admirer le plus chez lui, ou de son esprit de charité infatigable, qui l'a poussé à fonder tant d'institutions qui subsistent encore, ou d'une sainteté faite de simplicité, d'humilité, de soumission. Les jansénistes, qui n'aimaient pas son respect religieux de la hiérarchie, le jugeaient naïf, finaud, sinon madré. Le rôle politique qu'on a essayé de lui faire jouer à la cour n'était pas son affaire. Mais chaque pas dans sa vie a été marqué par une œuvre utile. Attaché au général des galères, Philibert-Emmanuel de Gondi, il s'est occupé des forçats et a amélioré leur sort. Connaissant de près les misères morales des paysans, il a organisé des missions qui allaient les évangéliser, d'où son institution des prêtres de la mission de Saint-Lazare. Vicaire à Châtillon-lès-Dombes, il fonda une œuvre de femmes du monde, associées librement, qui allaient assister les pauvres et porter secours aux malades. Ce fut l'origine de l'admirable congrégation des Filles de la Charité, fondée en 1633. Il s'occupa des enfants trouvés et en rassembla plus de 600 en dix ans, pour les hospitaliser. C'est à lui qu'on doit l'hospice des Incurables, où plus de 80 vieillards purent être mis à l'abri du besoin, et l'hospice de la Salpêtrière, début des hôpitaux généraux du temps de Louis XIV, consacrés aux pauvres de tout ordre, qu'on faisait travailler, qu'on instruisait, qu'on relevait. Un tel homme honore un temps et un pays. Il est bien du XVII^e siècle par le caractère pratique de ses institutions. Car, en général, ce temps a été moins contemplatif que porté à l'action. Il en est surtout par sa foi vive, forte, sévère, faite tout entière de douceur.



SAINT VINCENT DE PAUL. — L'artiste a bien rendu l'air de bonhomie souriante et à la fois de finesse prudente du grand bienfaiteur des pauvres. Peinture de Simon François de Tours. CL. GIRAUDON.

LE JANSÉNISME. — L'esprit combattif, on le trouve, au contraire, dans l'histoire d'un parti qui tient une grande place, pour nous, au XVII^e siècle, moins en raison de la nature des discussions qui eurent lieu à ce sujet qu'à cause des noms d'illustres écrivains qui ont été mêlés à cette affaire.

Le jansénisme est né à l'abbaye de Port-Royal, qu'avait réformé la mère Angélique, laquelle appartenait à la grande famille des Arnauld, et où le directeur spirituel, l'abbé de Saint-Cyran, homme sévère, apporta des idées, que l'on dénonça comme suspectes, contre la communion fréquente et sur la réforme de l'Église romaine. Richelieu, inquiet de voir poindre un nouveau Calvin, fit enfermer Saint-Cyran à Vincennes en 1638. La publication, en 1643, du livre de la *Fréquente communion*, d'Antoine Arnauld, alluma l'incendie qui couvait depuis l'apparition, en 1641, de l'*Augustinus*, œuvre de l'évêque d'Ypres, Jansénius, ami de Saint-Cyran. Le livre sévère d'Arnauld, qui s'inspirait de l'*Augustinus*, s'élevait contre la religion trop facile. Il eut un grand succès. Mais Rome, inquiète, condamna l'*Augustinus*. Elle lui reprochait de dire que l'homme ne pouvait ni se sauver sans la grâce, ni se perdre avec elle, ce qui supprimait le libre arbitre. Contre la sombre sévérité du jansénisme, la lutte s'organisa. Port-Royal se trouva être le centre, le foyer de défense de la nouvelle doctrine par suite de l'influence de Saint-Cyran et des Arnauld : il se trouvait à Port-Royal six filles d'Antoine et cinq d'Arnauld d'Andilly. Des solitaires, parmi lesquels trois Arnauld, étaient venus habiter près du monastère, tous gens austères, dignes et fiers. Entre Port-Royal et ses ennemis, surtout les jésuites, que les jansénistes accusaient de prôner une religion facile et une morale relâchée, la bataille fut ardente. Elle agita fortement les esprits. Les évêques y prirent part. Rome condamna les propositions qu'elle attribuait aux jansénistes. Pascal intervint par les célèbres *Lettres provinciales*, si ironiques et si mordantes, qui eurent tant de succès. En 1660, le roi, ennuyé de tout ce bruit, ordonna de brûler les *Provinciales*, et en 1661 l'assemblée du clergé, pour en finir, décida de faire signer à tout le monde un formulaire qui fixerait les croyances de chacun. La lutte allait continuer.

EPISCOPALISME ET RICHERISME. — Ce côté com-

battif de l'esprit religieux du XVII^e siècle est bien représenté encore par un autre débat assez grave, mais qui n'a pas eu dans l'histoire le même retentissement. Depuis longtemps fermentait en France la question des droits de l'Église gallicane en face de Rome, question déjà si agitée au début du XV^e siècle. En 1611, le syndic de la Faculté de théologie de Paris, Edmond Richer, avait réveillé le débat par son traité *De ecclesiastica et politica potestate*, où il revendiquait les libertés gallicanes. Rome avait condamné, et à la fin, pour avoir la paix, Richelieu avait obligé Richer à se rétracter. Mais la discussion ne devait pas cesser. Les gallicans soutenaient que les évêques étaient les successeurs des apôtres, que le Christ leur avait confié à tous le soin de répandre l'Évangile et non à un seul, chef des autres, et que dès lors, tout en reconnaissant la primauté d'honneur de l'évêque de Rome, chaque évêque devait se considérer, dans son diocèse, comme égal en droit à lui. Le Saint-Siège condamna cette doctrine, qui fut dénommée « épiscopalisme ». Le *Petrus Aurelius* de Saint-Cyran chercha à prouver les droits de l'épiscopat. En 1639, le garde de la Bibliothèque du roi, Pierre Dupuy, publiait son *Traité et ses Preuves des libertés de l'Église gallicane*, qui revendiquaient l'indépendance de la Couronne par rapport au Saint-Siège et ses droits de tutelle sur l'Église gallicane. Des libelles violents ripostèrent. On parla de schisme. On accusa Richelieu de vouloir être patriarche. En fait, Richelieu, très prudent, était également éloigné des extrêmes et pour la paix ; c'est ce qu'il fit soutenir par Pierre de Marca, ancien président au Parlement de Pau, dans son *De concordia sacerdotii et imperii*, de 1641. Les débats devaient durer encore longtemps. Ils attestent, à côté des belles fondations religieuses de cette époque, quelle vie active animait toute cette Église de France de la première moitié du XVII^e siècle.

II. LA POLITIQUE EUROPÉENNE

LES MENACES DE LA MAISON D'AUTRICHE. — La politique de l'Europe, de 1610 à 1661, est dominée par une question capitale qui va causer la grande guerre de Trente ans, entraîner presque tous les peuples, directement ou indirectement, dans la lutte et déterminer de façon continue la politique française. Cette question est celle qui a été posée, au XVI^e siècle, par la réunion avec Charles-Quint, sur une même tête, de la couronne de l'Empire germanique et des possessions espagnoles. Par là, la maison d'Autriche enveloppant et encerclant les États de l'Europe, son hégémonie sur la chrétienté menaçait tous les princes. François I^{er} et ses successeurs ont lutté contre cette menace. À la disparition de Charles-Quint, l'Espagne et l'Empire se sont trouvés disjoints. Mais les deux branches de la maison d'Autriche, l'espagnole et l'allemande, n'ont visé qu'à unir leurs forces pour réaliser leur rêve de domination, auquel elles ne renonçaient pas. L'obligation de lutter contre un tel danger s'est imposée à Henri II, à Henri IV, à Richelieu. Il n'y a pas eu d'autre politique de Richelieu que celle de ses prédécesseurs. La crise religieuse des XVI^e et XVII^e siècles a donné à la lutte européenne des prétextes et sa forme particulière. La plupart des princes germaniques s'étant faits luthériens et l'empereur, qui résidait à Vienne, étant demeuré ferme catholique, les efforts entrepris par le souverain pour lutter contre l'hérésie ont coloré ses intentions secrètes de réduire peu à peu l'indépendance des princes à une sujétion étroite avant de se servir des forces allemandes pour subjuguier le reste de l'Europe. Alors, les princes germaniques se sont révoltés contre l'empereur. La politique de la France, au XVI^e siècle déjà, et surtout au XVII^e, a été de soutenir ces princes luthériens, de susciter partout, dans l'Empire et autour de l'Empire, des adversaires aux Habsbourg, puis d'empêcher à tout prix que les Habsbourg d'Espagne vinssent au secours de ceux de Vienne, jusqu'au jour où, tous les éléments de résistance ayant été épuisés, la France dut tirer l'épée en 1635 et se jeter dans la lutte, qui a duré contre l'Empire jusqu'en 1648, contre l'Espagne jusqu'en 1659, et finalement a réussi ou à peu près.

Quelque claire que fût cette politique nécessaire, elle se heurta en France, après la mort de Henri IV, à l'incompréhension et à l'absence d'esprit politique de certains éléments passionnés. Les ligueurs et leurs successeurs, nous l'avons vu, ne pouvaient admettre que la France, pays catholique, combattît l'Espagne catholique et surtout soutînt les luthériens allemands. Ils voulaient l'inverse. C'est ce parti qui entraîna Marie de Médicis à se rapprocher de l'Espagne et à conclure les mariages espagnols. Heureusement, les faits allaient être plus forts que les préventions particulières et s'imposer à Louis XIII déjà au temps de Luynes, mais surtout avec Richelieu.

LA GUERRE DE TRENTE ANS. — SES CAUSES. — Au cours de ses luttes avec les luthériens, Charles-Quint, en 1555,

avait dû céder à ses adversaires et admettre à la paix d'Augsbourg que les États immédiats de l'Empire, c'est-à-dire ceux qui relevaient sans intermédiaire de l'empereur, fussent maîtres d'adopter le luthéranisme, au moins les princes, non les sujets, qui devaient suivre la religion de leur souverain. Les calvinistes étaient exclus. Soixante ans durant, ces stipulations furent violées, les calvinistes réclamant un sort pareil, chacun se faisant luthérien à son gré et sécularisant les biens ecclésiastiques dont on pouvait disposer. Les empereurs, gens médiocres, laissèrent faire. Les catholiques, inquiets, organisèrent la résistance. Alors les princes protestants, luthériens et calvinistes, et parmi ceux-ci l'électeur palatin Frédéric V, gendre du roi d'Angleterre, s'unirent pour tenir tête : ce fut l'union protestante, ce qui amena le groupement des adversaires dans la Sainte ligue catholique, que conduisait Maximilien de Bavière. Ceci se passait en 1609. Les armées étaient constituées pour la lutte. C'est de cette lutte qu'un empereur entreprenant, Ferdinand II, allait profiter pour essayer de réaliser l'unification de l'Allemagne sous son sceptre.

Il faut se rappeler que l'Allemagne était restée ce qu'elle était au Moyen âge : un grand corps mou, une agglomération de plus de trois cents petits ou grands États, à demi indépendants. La couronne impériale était élective, la paix ou la guerre étaient décidées par une diète. L'empereur était un personnage plutôt représentatif, qui n'avait de forces que celles que lui donnaient ses États héréditaires d'Autriche : Hongrie, Bohême, Styrie, Carinthie, Tyrol, Alsace. Depuis deux siècles, les électeurs choisissaient le souverain dans la maison d'Autriche, mais ils pouvaient faire autrement.

En 1618, Mathias étant empereur, l'archevêque de Prague fit un jour fermer d'autorité, en Bohême, deux temples protestants. Les protestants s'agitèrent et l'un d'eux, le comte de Thurn, se mettant à leur tête, leur fit envahir le château de Prague et jeter les représentants ou lieutenants de l'empereur par les fenêtres. C'est de cette « défénestration » de Prague qu'on est convenu de faire dater le début de la guerre de Trente ans. En fait, Mathias mourait en 1619, et c'est la politique de son successeur, Ferdinand II, qui allait amener la conflagration européenne. Ferdinand II était un zélé catholique, opiniâtre, dur, ambitieux et connu d'avance pour ses idées dangereuses. La Bohême ne voulut pas de lui pour roi et elle élut le calviniste Frédéric V, prince palatin.

LES DIVISIONS DE LA GUERRE DE TRENTE ANS. — LA PÉRIODE PALATINE. — Alors commença la première des quatre périodes de la guerre de Trente ans, car il y en a eu quatre, qu'on appelle : périodes palatine, danoise, suédoise, française. Ces noms montrent comment le conflit, localisé d'abord, s'étendit ensuite progressivement, ainsi qu'un incendie qui se propage, s'étendant d'abord à toute l'Allemagne, puis aux États limitrophes, puis à l'Europe. Frédéric V, donc élu et la guerre entre les protestants et l'empereur étant imminente, la ligue catholique, avec Maximilien de Bavière, offrit ses services à l'empereur. Frédéric V, attaqué par des forces supérieures, fut vaincu en 1620 à la Montagne Blanche, la Bohême prise et les révoltés châtiés. Puis Ferdinand II fit occuper le Palatinat par repréailles. Seuls restaient deux princes luthériens, Ernest de Mansfeld et Christian de Brunswick. L'empereur mit au ban de l'Empire Frédéric V et donna le Palatinat avec l'électorat à Maximilien de Bavière en 1623. À la période palatine allait succéder la période danoise.

LA PÉRIODE DANOISE. — Les luthériens allemands, vaincus, firent appel, en effet, au roi de Danemark, Christian IV. Le cercle s'étendait ; on sortait de l'Allemagne. Les princes luthériens allemands, Ernest de Mansfeld et Brunswick, se mirent à la disposition de Christian. L'empereur, auquel déplaisait l'idée d'être protégé par la ligue catholique, voulait avoir une armée à lui. Il s'adressa à un célèbre condottiere du temps, Wallenstein, gentilhomme bohémien d'une quarantaine d'années, riche, rude soldat, qui lui offrit de former lui-même cette armée sans qu'il en coûtât rien à Ferdinand II. Celui-ci accepta. Wallenstein appela à lui tous les soldats en quête d'engagement ; il devait les payer en leur laissant piller l'Allemagne. La ligue catholique, dont l'armée était commandée par Tilly, continua à soutenir l'empereur. Tilly battit Christian IV à Luther, Wallenstein défait Mansfeld à Dessau en 1626, et les deux généraux unis refoulèrent le roi de Danemark dans le Jutland. Christian IV, finalement, devait, en 1629, signer la paix de Lubeck, par laquelle il s'engageait à ne plus se mêler des affaires allemandes. L'empereur sortait encore victorieux de cette seconde période danoise. Alors il frappa un grand coup et, cette même année 1629, publia un édit de restitution par lequel les princes luthériens allemands devaient rendre tous les biens de l'Église catholique dont ils s'étaient indûment emparés, sous prétexte de sécularisation, depuis 1555. Les princes protestants furent consternés. Le geste de l'empereur ne les atteignait pas seulement dans leurs intérêts :

il révélait l'intention de Ferdinand II d'exercer une autorité directe à laquelle on n'était pas habitué, de comprimer le luthéranisme et sur ses débris d'établir son souverain pouvoir.

LES INTERVENTIONS DE RICHELIEU. — Richelieu suivait avec un soin extrême ce qui se passait en Allemagne. Absorbé au dedans par les difficultés que nous avons vues, il ne pouvait qu'être prudent afin de ne pas provoquer une guerre générale avec les deux branches de la maison d'Autriche. Des incidents, toutefois, allaient l'obliger à ne pas rester à l'écart et à intervenir, telle l'affaire de la Valteline, haute vallée de l'Adda, nous l'avons dit, appartenant aux Grisons en Suisse, qui séparait les possessions milanaises de l'Espagne en Italie, des territoires de l'empereur au nord, le Tyrol. Dès 1620, les Espagnols avaient essayé d'occuper la vallée : c'était la jonction faite. Louis XIII avait parlé haut, menacé l'Espagne d'envoyer des troupes, et l'Espagne s'en était remise à l'arbitrage du pape. Richelieu comprit le très grand danger que présentait pour la France ce qui se passait au delà du Rhin. Il resserra les alliances, nous l'avons dit, celle de l'Angleterre, quoique si précaire et instable ; celle de la Hollande, qui était en guerre avec l'Espagne établie en Flandre. Louis XIII se lia avec les chefs luthériens. Pour la Valteline, Richelieu déclara que, plutôt que de voir les Espagnols tenir le pays, il y enverrait des troupes françaises l'occuper. C'était hardi. Et, en effet, il chargeait le marquis de Cœuvres de se rendre en Suisse, d'envahir la Valteline, ce que fit Cœuvres, ponctuellement, en janvier 1625. La maison d'Autriche, surprise, n'osa pas réagir violemment ; elle négocia. En 1626, Richelieu accepta une transaction, qui fut le traité de Monçon ; la suzeraineté de la Valteline était assurée aux Grisons et les Espagnols renonçaient au passage.

L'année suivante, en 1627, une nouvelle affaire surgit. Le duc Vincent de Mantoue étant mort, un prince français, Charles de Gonzague, duc de Nevers, héritait de ses biens. Les Espagnols déclarèrent qu'ils n'acceptaient pas de voir un Français à Mantoue, fief de l'Empire. En fait, ils voulaient garder la place. Ils gagnèrent le duc de Savoie, lui offrant une partie de la succession de Mantoue, le Montferrat, dont la capitale était Casal, et ils envoyèrent des troupes pour occuper la place ; mais il fallut en faire le siège. A ce moment, 1627-1628, Richelieu assiégeait La Rochelle. Il attendit que la ville fût prise et, en 1629, marchant résolument avec des troupes vers les Alpes, il força le pas de Suse dont le duc de Savoie essayait de lui interdire l'accès, et Casal fut débloquée. Richelieu rentra et alla dans le Languedoc. Mais, peu après, Spinola, avec une armée d'Allemands et d'Espagnols, venait remettre le siège devant Casal, et Richelieu était forcé de reprendre le chemin de l'Italie en novembre 1629 ; il faisait franchir les Alpes à l'armée et, après de nombreuses péripéties, qui durèrent des mois, une trêve était signée le 2 septembre 1630, et un traité habilement ménagé par un jeune diplomate du Saint-Siège, Mazarin, à Cherasco, décidait que l'empereur donnerait l'investiture de Mantoue au duc de Nevers et que Français et Allemands retireraient leurs troupes de Casal. C'était une solution.

LE TRAITÉ DE RATISBONNE. — Entre temps, avait lieu à Ratisbonne une importante diète, où Ferdinand II voulait assurer à son fils sa succession impériale, en le faisant élire roi des Romains. Richelieu prétextait l'affaire de Mantoue pour envoyer à Ratisbonne des ambassadeurs, le P. Joseph et Brulart de Léon, entretenir les divisions entre l'empereur et les princes. Les catholiques, qui avaient la majorité à la diète, obtinrent le licenciement de l'armée de Wallenstein, refusèrent l'élection du roi des Romains et, en Italie, firent céder l'empereur sur Mantoue. En conséquence, Ferdinand II signait, le 13 octobre 1630, un traité avec le P. Joseph et Léon, le traité de Ratisbonne, par lequel il acceptait à Mantoue le duc de Nevers, rappelait ses troupes du pays même des Grisons, mais, en retour, obtenait que Louis XIII abandonnât ses alliés, princes allemands ou autres. Richelieu, irrité de cette dernière clause, refusa de reconnaître l'engagement.

PÉRIODE SUÉDOISE. — C'était le moment, en effet, où, au roi de Danemark vaincu, succédait, sur l'échiquier allemand, pour combattre l'empereur, un nouvel adversaire, le roi de Suède, Gustave-Adolphe, homme remarquable, organisateur habile, excellent chef de guerre. Richelieu savait sa valeur par son envoyé en Suède, le baron de Charnacé, et surveillait son action. Le 4 juillet 1630, Gustave-Adolphe débarqua en Poméranie, sur le sol allemand, soi-disant pour faire rendre aux États de la Baltique les territoires pris par les Impériaux. Il occupa la Poméranie et le Mecklembourg, avança dans le Brandebourg. Charnacé lui fit signer, le 25 janvier 1631, le traité de Berwald, par lequel Louis XIII lui assurait 300 000 livres de subsides, plus un million par an pour entretenir la guerre contre l'empereur. Richelieu tâcha de décider luthériens et catholiques allemands à faire cause commune avec le roi de Suède contre l'empereur. Il ne fut pas suivi. Tout le monde se défiait. En septembre, Gustave-Adolphe attaqua



LE COMTE ALBERT DE WALLENSTEIN. — Tableau de Van Dyck, conservé à la bibliothèque de Munich.

Tilly et l'armée de la ligue catholique à Breitenfeld, et l'écrasa. De là, au lieu de marcher sur Vienne, il se dirigea vers le Rhin, leva des contributions, s'établit et déclara qu'il allait faire rentrer les protestants dans leurs biens. Ce n'était pas ce qu'avait voulu Richelieu. Le cardinal négocia, mais en vain. Gustave-Adolphe, dont l'armée grossissait de tous les aventuriers errants, envahit la Bavière, refoulant l'armée impériale de Wallenstein et celle de la ligue de Tilly. Le 8 novembre 1632, il remportait sur ses adversaires la brillante victoire de Lutzen, mais il était tué dans l'affaire, mourant à propos, car on ne savait pas trop, avec son humeur indépendante, ce qu'il aurait pu faire. Tout le monde respira. Sa fille, Christine, n'avait que six ans. Une régence s'imposait. Richelieu tâcha de décider les princes luthériens à s'unir avec les Suédois, conduits, désormais, par le chancelier Oxenstiern. Une assemblée eut lieu à Heilbronn où, difficilement, une ligue fut convenue. Ainsi, l'action de Richelieu en Allemagne s'engageait de plus en plus. En septembre 1633, des villes d'Alsace, accablées par les exactions des Suédois et des Impériaux, prièrent Richelieu d'occuper leurs cités et se mirent sous la protection de la France. Pendant ce temps, aidés des subsides de Louis XIII, Suédois et princes protestants continuaient la lutte contre l'empereur. Ferdinand II, plein de défiance à

l'égard de Wallenstein, le faisait assassiner à Egra, en Bohême, le 15 février 1634 ; appelait une armée conduite par le cardinal infant, archevêque de Tolède ; ensemble, les deux généraux écrasèrent Suédois et contingents luthériens allemands à Nordlingen, en 1634. Cette bataille mettait fin à l'action suédoise. Indirectement, Richelieu aussi essayait une défaite, et le moment était venu pour lui d'attaquer l'empereur, à son tour.

PÉRIODE FRANÇAISE. — Richelieu se prépara. Il renouvela le traité d'Heilbronn avec les alliés protestants, s'arrangea avec les Suédois qui lui livrèrent quelques villes qu'ils occupaient sur le Rhin. Le 8 février, il resserra son alliance avec la Hollande, convint avec elle d'une attaque concentrique sur les Pays-Bas espagnols. Il essaya d'entraîner l'Angleterre, se ménagea le soutien des Suisses, des Italiens, de la Savoie. Il fournit un effort considérable : il mit sur pied cinq armées, organisa deux flottes. Le 25 mars, les Espagnols attaquant un allié de Louis XIII, l'électeur de Trèves, Richelieu considéra cet acte comme le fait décisif ; il notifia sa déclaration de guerre à l'empereur. Il s'engageait dans une lutte interminable, ruineuse, à péripéties tragiques, mais l'intérêt du royaume et de l'Europe l'avait exigée. La période française de la guerre de Trente ans va comprendre deux parties : celle qui se déroule sous Louis XIII (1635-1643), où l'on fait des sièges et où on occupe du pays ; celle du temps de Mazarin (1643-1648), où on consolide ce qu'on a gagné par de brillantes victoires et où on conclut la paix de Westphalie de 1648. En ce qui concerne Richelieu, si, à la fin de sa vie, il a pu constater quelques résultats satisfaisants, en revanche chaque année de son ministère n'a été pour lui qu'une suite ininterrompue de malheurs, de déboires et d'échecs.

Il commença, en 1635, par la victoire d'Avein, où les maréchaux

Châtillon et Brézé, attaquant dans la direction de Liège, de concert avec les Hollandais du prince d'Orange, battaient l'armée du prince Thomas de Savoie. Mais, le siège de Louvain ayant ensuite échoué, les Français durent reculer sur la Meuse; la campagne était manquée: c'était le commencement des déceptions. Sur le Rhin, on n'avait eu que des fluctuations sans résultat; les alliés d'Heilbronn ne tenaient pas; le chancelier suédois Oxenstiern, découragé, s'en retournait vers la Baltique. A la fin de l'année 1635, Richelieu, qui avait levé 132 000 hommes, constatait qu'il n'avait abouti à aucun résultat.

L'année 1636 fut désastreuse. Richelieu avait envoyé Condé attaquer la Franche-Comté, alors espagnole. Condé fut arrêté au siège de Dôle, qui dura onze semaines, et dut revenir sans avoir réussi. Au nord, une armée espagnole, avec des éléments allemands, envahit la Picardie. Il n'y avait rien pour l'arrêter, malgré les efforts de Richelieu. Elle avança, passa la Somme, prit Roye, Corbie, le 15 août, arriva à l'Oise, à Pontavert. La population de Paris, épouvantée, fuyait vers Chartres, Orléans. A force d'énergie, Richelieu put éviter un grave danger; il appela des troupes de partout, et, avec 42 000 hommes, La Force et Châtillon finirent par faire reculer l'ennemi, et mirent le siège devant Corbie, où ils entrèrent le 10 novembre. Ce rétablissement de la situation fit beaucoup de bruit, comme en fit la défense de Saint-Jean-de-Losne, en Bourgogne, défendu par Rantzau contre une armée impériale venant de Franche-Comté. D'une activité inlassable, Richelieu essayait, pendant ce temps, de reprendre Suédois et princes allemands.

L'année 1637 ne fit guère avancer les affaires. Au nord, le maréchal de la Meilleraye et le cardinal de la Valette prirent Maubeuge et Landrecies. A l'est, le maréchal de Châtillon n'obtint rien. En 1638, les armées de Louis XIII, avançant un peu, occupèrent Brisach, sur le Rhin. Au nord, Châtillon alla jusqu'à Saint-Omer, puis il recula. Au sud, Richelieu eut l'idée d'attaquer l'Espagne aux Pyrénées. Il monta une armée de terre et une flotte importante pour enlever Fontarabie. Mais les disputes des chefs entre eux, Condé, le duc de la Valette, Sourdis, compromirent tout et, le 7 septembre, les Espagnols, dévalant des montagnes, mettaient les Français en pleine déroute; ce fut un véritable désastre. Richelieu n'était décidément pas heureux. En 1639, ne se lassant pas, il forma trois armées au nord; elles n'avancèrent pas. A l'est Feuquières fut envoyé assiéger Thionville: Piccolomini l'attaqua, le battit et le fit prisonnier. La campagne de 1640 allait être plus heureuse. Trois armées, au nord, allèrent assiéger Arras, et prirent la ville après quarante jours de tranchées. C'était un beau succès, le plus beau après cinq ans de guerre. En Italie, d'Harcourt, envoyé pour protéger les alliés, attaquait le général espagnol Leganez, le 29 avril, l'écrasait et dégagait la Savoie menacée. La fortune enfin changeait-elle? Les affaires, en effet, étaient partout moins bonnes pour la maison d'Autriche. La Catalogne se soulevait contre elle, appelait Richelieu et se donnait à la France. Richelieu parvenait à faire révolter le Portugal, alors à l'Espagne. Si nous récapitulons, nous constatons qu'à cette date, Louis XIII, en fait, occupait la Lorraine, l'Alsace, qui s'était donnée à lui, une partie de l'Artois, tenait des places en Italie; l'Espagne se voyait menacée de démembrement, affaiblie. En Allemagne, l'empereur n'avait pas eu raison des luthériens. En somme la situation était meilleure. Enhardi, Richelieu projeta, en 1641, d'occuper l'Artois, où il avait déjà Arras. Il y envoya la Meilleraye, Brézé, mais ceux-ci n'eurent pas de succès. En Italie, d'Harcourt continuait à batailler et, en Allemagne, on n'avancait pas. La malechance reprenait.

Alors, Richelieu se retourna, en 1642, vers un autre théâtre, le Roussillon, afin d'aider les Catalans. Louis XIII partit avec lui, le 29 janvier, entra en Roussillon avec la Meilleraye et Turenne, alla assiéger Perpignan, dont il entreprit le blocus, pendant que Richelieu, malade, restait à Narbonne. C'était le moment où se déroulait l'affaire de Cinq-Mars. Richelieu dut gagner Tarascon et Louis XIII, souffrant, alla à Narbonne en juin, car le siège s'éternisait, puis, son état ne s'améliorant pas, revint à Paris avec le cardinal.

Perpignan capitula enfin le 9 septembre. Les Français occupèrent le Roussillon tout entier; ils ne le rendront plus. Donc, de ce côté, au moment où Richelieu va

mourir, l'horizon s'était éclairci. Seulement, la paix était loin d'être proche. L'Espagne se battra seize ans encore.

Richelieu disparut. Louis XIII le suivit. Trois provinces étaient conquises. Pourrait-on les garder? Heureusement que Richelieu avait laissé pour lui succéder un homme qui savait ce qu'il fallait obtenir et où l'on allait, Mazarin.

Au moment où le règne de Louis XIV commence, on se bat partout en Europe.

Émue par son échec en Roussillon, l'Espagne envoie, des Pays-Bas, une armée en France commandée par Don Francesco de Mellos. La bonne étoile de Louis XIV veut que son règne s'inaugure par la célèbre victoire de Rocroy (1643), remportée sur cette armée par le jeune duc d'Enghien, et cette même étoile voudra que se suivent, dans une glorieuse série, de mêmes brillants succès. Condé est un prince de vingt-deux ans, hardi, audacieux, chanceux. L'armée espagnole repassant la frontière après Rocroy, il court à Thionville et Sierck qu'il prend en août. Un autre général, celui-ci plus prudent et savant, Turenne, fait maréchal à trente-deux ans, va rivaliser avec lui de bonheur. Condé vient le rejoindre: ensemble, ils attaquent, l'année suivante (1644), les Bavares à Fribourg et les contraignent à fuir. Ensemble encore, ils envahissent l'Allemagne, remontent le Rhin et, le 2 août 1645, à Nordlingen, attaquent et tuent Mercy dans une dure victoire, pendant qu'en Flandre, Gassion et Rantzau avancent, et qu'en Catalogne, d'Harcourt prend Roses. La fortune, maintenant, est pour nous. Ces succès aident aux négociations que Mazarin cherche à poursuivre afin d'arriver à la paix. Commencées en 1636, à Cologne, transportées en Westphalie, à Münster et Osnabrück en 1640, ces négociations rencontrent des difficultés inouïes. Les propositions arrivèrent à se préciser mieux en décembre 1644 et la France formulera les siennes en juin 1645, mais tout s'enlisera dans des disputes. Alors, les Français continuent leurs victoires. En 1646,

ils prennent Courtrai. Enghien, le 10 octobre, entre à Dunkerque. Turenne va à Wesel. En 1647, le même duc d'Enghien, devenu le prince de Condé, échoue peut-être dans l'attaque de Lérida en Catalogne, mais il se venge l'année suivante, 1648, en allant au devant de l'archiduc Léopold qui, au nord, tente un effort sur notre frontière, et le défait à la bataille de Lens. Pendant ce temps, Turenne guerroye en Bavière, menace presque Vienne. Cette suite presque ininterrompue de victoires va, enfin, permettre à Mazarin d'avoir le dernier mot au congrès de Westphalie.

LA PAIX DE WESTPHALIE (1648). — Cette paix de Westphalie a été considérable. Tous les États de l'Europe, sauf l'Angleterre, alors en révolution, et les pays d'Orient, Russie, Pologne, Turquie, y ont été représentés. Avec les traités de Vienne de 1815 et ceux de Versailles de 1919, c'est un des plus grands instruments diplomatiques de l'histoire. Les négociations avaient duré sept ans. Mazarin a eu le grand mérite de réaliser, sinon exactement dans leur lettre, au moins dans leur esprit, les projets de Richelieu, au mieux des intérêts de la France et de savoir apporter aux négociations une patience qui a été finalement couronnée de succès. Il



GUSTAVE-ADOLPHE, roi de Suède. — D'après une médaille du temps. Les médailles au XVII^e siècle sont une des sources les plus exactes au point de vue iconographique. CL. GIRAUDON.



LE MARÉCHAL DE TURENNE. — D'après un pastel de Nanteuil conservé au musée des Offices, à Florence. CL. GIRAUDON.



LE CONGRÈS DE WESTPHALIE. — D'après une gravure allemande, reproduisant un tableau de Johann Lorenz Haïd; les figures sont des portraits. — Bibl. Nat. Estampes, collection Hennin, t. XXXIX, f° 35.

aurait voulu une paix tout à fait générale. L'Espagne refusa d'y prendre part, espérant récupérer la Catalogne et le Portugal. La Hollande avait abandonné la France en traitant, le 30 janvier 1648, avec Philippe IV, qui reconnaissait son indépendance. Malgré ces défections, la paix de Westphalie allait fixer le statut politique de l'Europe pour longtemps. Représenté au congrès par Servien, Mazarin dut renoncer à l'idée de Richelieu de garder la Lorraine. Il la remplaça par l'acquisition de l'Alsace, à laquelle Richelieu n'avait pas voulu ni pu songer. Au traité d'Osnabrück, signé le 24 octobre, l'empereur abandonnait donc à Louis XIV ses droits sur la haute et la basse Alsace et, en même temps, ceux qu'il avait sur Metz, Toul et Verdun, les Trois-Évêchés, lui laissant la tête de pont de Philipsbourg sur le Rhin. A la Suède, il cédait la moitié de la Poméranie, des seigneuries, deux évêchés. Les princes luthériens, alliés de la France, recevaient satisfaction : Brandebourg, Hesse-Cassel, obtenaient divers territoires ; le fils du prince palatin rentrait dans la moitié de ses possessions et, son électorat restant à la Bavière, on créait pour lui un huitième électorat. Amnistie était proclamée, la paix de religion assurée. Ainsi, après trente ans d'une guerre qui avait ruiné l'Allemagne de façon inimaginable, la maison d'Autriche, épuisée, voyait échouer tous ses projets. Elle était contrainte d'accepter la liberté religieuse, qu'elle avait voulu contester ; l'empereur n'avait rien changé à l'état de morcellement politique de l'Allemagne, et ses menaces d'encerclement de la France étaient écartées. On mesure la grandeur des services rendus par Richelieu.

LE TRAITÉ DES PYRÉNÉES (1659). — Restait à en finir avec l'Espagne. La lutte allait durer encore péniblement onze ans, au milieu des complications inextricables de la Fronde, les Espagnols tâchant de profiter des troubles intérieurs, se prêtant à aider les rebelles, accueillant les chefs de ceux-ci, comme Condé. Grâce à ces facilités, ils reprirent Barcelone, Dunkerque, Casal, parvinrent à atteindre Sainte-Menehould ; mais ils étaient affaiblis. Ce fut ce qui sauva la France. Mazarin leur opposa Turenne. Il y eut de petites campagnes, de petits sièges. En 1653, Turenne reprenait Rethel, Sainte-Menehould. En 1654, il chassa l'ennemi qui avait entrepris le siège d'Arras. Condé, passé avec les Espagnols, ne retrouvait pas chez eux son bonheur. En 1655, Mazarin eut l'idée de traiter avec Cromwell, mesure qui provoqua de vives protestations. Grâce à l'appui de l'Angleterre, on eut quelques succès. En 1658, Turenne put assiéger Dunkerque, et les Espagnols, accourus au secours de la place, étaient complètement battus aux Dunes. Poursuivant son plan, qui était d'isoler diplomatiquement l'Espagne, afin de l'amener à céder, Mazarin eut même l'audacieuse idée, en 1657, l'empereur Ferdinand III étant mort, d'essayer de faire monter Louis XIV sur le trône de l'Empire. Le projet était irréalisable. Léopold fut

élu en 1658. Au moins, Mazarin arriva-t-il à grouper un certain nombre de princes allemands dans une ligue dont le roi de France serait le protecteur. Ce fut la ligue du Rhin, à laquelle accédèrent : les électeurs de Mayence, de Cologne, de Trèves, le roi de Suède, les ducs de Brunswick-Lunebourg, de Wurtemberg, de Hesse-Cassel. Le but avoué était de garantir les décisions de la paix de Westphalie. En fait, Louis XIV étendait son contrôle sur la politique allemande. L'Espagne, isolée, comprit qu'il fallait avouer son impuissance. Mazarin, pour décider le roi d'Espagne Philippe IV, lui offrit de faire épouser sa fille Marie-Thérèse par Louis XIV. Il joua une comédie, mena la cour à Lyon, sous prétexte d'une entrevue au sujet d'un mariage de Louis XIV avec la fille de la duchesse de Savoie et, le coup ayant réussi, un envoyé de Philippe IV, alarmé, accourut annoncer à Mazarin que son maître consentait à l'union de sa fille. Cette acceptation entraîna les négociations de paix. Elles eurent lieu entre les deux premiers ministres, Mazarin et Don Luis de Haro, à la frontière, dans une île de la Bidasoa, et les bases du traité des Pyrénées de 1659 furent arrêtées. La France gardait le Roussillon, la Cerdagne, l'Artois, des places lui assurant une bonne frontière militaire du côté du nord, Gravelines, Landrecies, Le Quesnoy, Avesnes. L'allié des Espagnols, le duc Charles de Lorraine, recouvrait ses États, sauf quelques points laissés à la France et Louis XIV abandonnait le Portugal, la Catalogne. Nous avons dit comment le mariage de Marie-Thérèse suivit.

L'ŒUVRE DE MAZARIN. — Cette paix, en somme, était extrêmement profitable pour la France. Dans les stipulations du contrat de mariage, il avait été dit que Marie-Thérèse renoncerait à ses droits sur la couronne d'Espagne, si on lui donnait une dot de 500 000 écus d'or. Mazarin, devinant que cette somme ne serait jamais payée, réservait l'avenir. Au traité de Westphalie, il avait accepté des rédactions un peu troubles sur le fait que le roi de France était substitué en Alsace à la maison d'Autriche dans ses droits sur le pays, ce qui pouvait donner lieu à Louis XIV de réclamer une place dans la constitution de l'Empire et l'autoriser à exploiter juridiquement ces droits. Par là, Mazarin réservait encore des extensions possibles d'occupation. Puis, ayant fait décider que les princes allemands seraient libres de conclure des traités particuliers, il avait rendu possible la formation de ligues telles que celle du Rhin, qu'il réalisa ensuite. Ainsi, son esprit un peu retors et madré d'Italien avait donné à sa politique des sous-entendus qui dépassaient ce qu'eût été la pensée de Richelieu. Les habiletés de Mazarin ont permis plus tard à Louis XIV d'effrayer le monde par ses envahissements inattendus. Telle quelle, cependant, on ne saurait contester que l'œuvre de Mazarin, à l'extérieur, ait été, dans son ensemble, excellente. Il a achevé et complété Richelieu ; comme lui il a écarté les dangers qui menaçaient le royaume, et il a acquis à la France quatre pays nouveaux, dont il a voulu que le collège des Quatre-Nations, fondé par lui, sur les bords de la Seine, en face le Louvre, rappelât et immortalisât le souvenir.

III. ÉTAT DE L'EUROPE VERS 1660

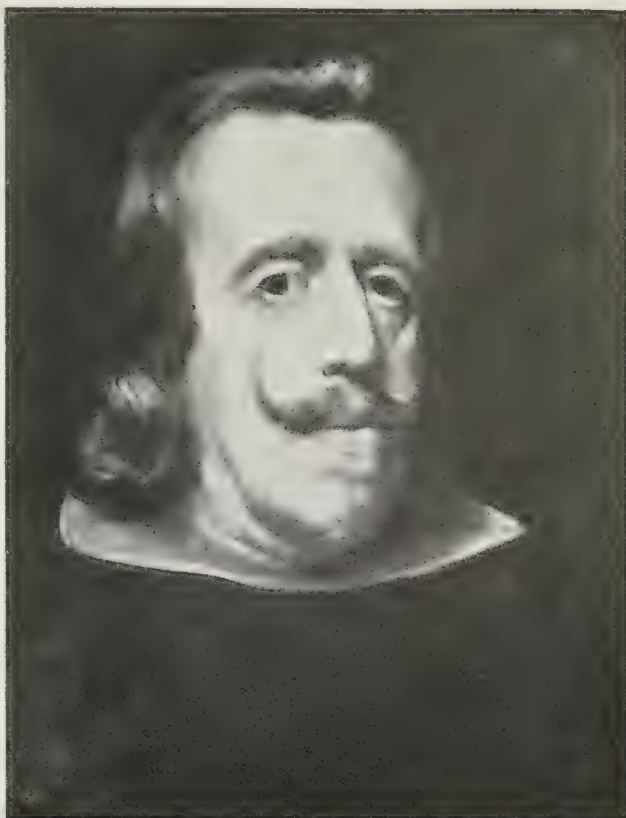
L'EUROPE VERS 1660. — Les événements qui viennent d'être expliqués font comprendre ce qu'est l'Europe en 1660, c'est-à-dire au moment où Mazarin va disparaître et où Louis XIV va commencer d'exercer son pouvoir personnel de la manière que l'on sait. Cet état du continent facilitera extraordinairement l'œuvre glorieuse du nouveau roi. En fait, après les succès de la politique de Richelieu et de Mazarin, la France est le pays le plus en vue. Elle est sortie de la lutte, non seulement indemne, mais agrandie. La maison d'Autriche — Empire et Espagne — est diminuée et affaiblie. La Suède, son ennemie, domine au nord de la Baltique, mais elle est un peu loin. L'Angleterre a été absorbée par sa révolution qui va finir en 1660, les Stuarts remontant sur le trône. La Hollande, il est vrai, désormais indépendante, va acquérir, grâce à une politique maritime active, une importance exceptionnelle, un peu disproportionnée avec l'étendue de ses territoires, mais elle la prépare seulement. La Turquie est encore forte ; elle recule déjà et elle reculera désormais

sans discontinuer. Pologne, Russie, Danemark, comptent peu. La France est donc bien le pays prépondérant. Analysons de plus près cette situation.

PRÉPONDÉRANCE DE LA FRANCE. — La France a vaincu la maison d'Autriche. Elle a gagné d'avoir une porte ouverte sur ses voisins, pour les observer et les tenir : c'est Pignerol, du côté de l'Italie; Philipsbourg et Brisach, sur le Rhin, entourant indirectement la Lorraine, que Mazarin n'a pas pu avoir, mais qui tombera un jour entre les mains du roi de France. En occupant le Roussillon, elle a porté sa frontière aux Pyrénées. A l'est, le Comtat Venaissin est au pape; la Franche-Comté encore à l'Espagne, mais c'est le fruit mûr prêt à tomber. La possession de l'Alsace a permis de mettre les bornes du royaume au Rhin; il manque seulement Strasbourg, mais pour peu de temps. La France a rendu définitive l'acquisition des Trois-Évêchés : Metz, Toul, Verdun, qu'elle détenait depuis le XVI^e siècle. A la Meuse, elle occupe Sedan. Au nord, la prise de possession de l'Artois l'a conduite jusqu'au seuil de la Flandre. Ainsi, de toutes parts, la France s'étend sur des pays français, les englobe et, par eux, s'agrandit, devient plus forte. Moralement, surtout, elle a un prestige dans toute l'Europe qu'elle n'avait pas connu depuis longtemps. Elle protège la ligue du Rhin. Sa fortune est un peu liée à celle des États protestants. Elle est l'amie de la Suède, tout au nord. Tel est le fruit de ses efforts et du génie de ses chefs. Où est le temps où Charles-Quint la terrifiait de la masse de sa puissance européenne ! Le hasard a voulu qu'à ces causes de grandeur politique s'ajoutât l'éclat d'une pléiade de talents littéraires, de philosophes, de penseurs, puis surtout la force de l'état intérieur d'un peuple de vingt millions d'habitants redevenu paisible, discipliné, uni, prêt à subir l'ascendant de Louis XIV, qui va se servir de lui pour ses desseins de magnificence.

Avec raison, Louis XIV pouvait écrire dans ses *Mémoires* de l'année 1661 : « Tout était calme en tous lieux; ni mouvement, ni apparence de mouvement dans le royaume qui pût m'interrompre et s'opposer à mes projets; la paix était établie avec mes voisins, vraisemblablement pour aussi longtemps que je le voudrais moi-même. »

L'EMPIRE AFFAIBLI. — L'Empire, après l'inutile tentative de Ferdinand II, était retombé lourdement sur lui-même dans son ancienne vie de confédération éparse, mal articulée, grouillante. Il faut songer qu'il comptait, après la paix de Westphalie, 343 États, dont 158 séculiers, 123 ecclésiastiques et 62 villes impériales. Par-dessus planait, plus haut et plus loin que jamais, l'empereur, l'augustissime, sans force, sans action, sinon dans son propre domaine, mais quel domaine ! peuplé qu'il était d'Allemands, de Slaves, d'Italiens, de Hongrois, sans unité géographique, s'entendant mal. L'empereur, né catholique, détestant l'hérésie, a contre lui, pour le contenir, tout ce qui est protestant en Allemagne et au dehors. Bizarrie des choses, il a été vaincu par tous ces protestants menés par la France catholique. Au dedans, constitutionnellement, son pouvoir est paralysé par des diètes; lui-même se trouve prisonnier de nombreux conseils qui conduisent jusqu'à la guerre, d'où une machine pesante, très lente, inefficace. Le doux et médiocre Léopold I^{er} ne sera pas homme à réagir contre tant d'entraves. L'Allemagne est le grand corps indéfinissable qu'elle était au Moyen âge. Ses princes sont grossiers, brutaux, ivrognes, payés, d'ailleurs, par la France, sans esprit politique. Sa population, meurtrie par les guerres interminables, végète. L'Allemagne est impuissante. Seul, le Brandebourg commence d'avoir une fortune dont on sait les suites; son chef, le Hohenzollern,



PHILIPPE IV, ROI D'ESPAGNE. — Tableau de Vélasquez. Turin. CL. ANDERSON.

méthodiquement développe, depuis le début du siècle; ses possessions, allant du duché de Clèves, sur le Rhin, acquis en 1614, à la Prusse ducale, sur la frontière de la Russie, annexée en 1618; le traité de Westphalie lui a donné la Poméranie ultérieure et des villes éparses : Magdebourg, Minden, qui relieront le tout. De 1640 à 1688, règne Frédéric-Guillaume, le grand électeur, dont le fils sera roi de Prusse. Ici est la force, l'avenir, l'ambition, mais encore contenus et dissimulés. Provisoirement donc, Louis XIV n'a pas trop à redouter l'Empire.

L'ESPAGNE RUINÉE. — L'Espagne est un pays ruiné, quoique ses hidalgos couverts de riches haillons se croient toujours les maîtres du monde, prétention qui rend difficiles les rapports avec eux. Sa population diminue : elle ne fait rien. Elle a été gâtée par l'or des Amériques et les richesses des colonies qu'elle exploite. Depuis qu'elle a chassé, en 1601, deux cent mille Maurisques qui travaillaient pour elle, elle décroît. Elle n'a ni commerce ni industrie. Les guerres l'ont épuisée. Le clergé, qui est tout-puissant, s'en remet à l'Inquisition du soin de maintenir les croyances. Quelque trois à quatre cents grands seigneurs sont extrêmement riches;

le reste de la noblesse, qui pullule, est dans la misère et, pour vivre, achève de piller l'Espagne et ses colonies.

Quant au roi, si omnipotent en droit, il est enveloppé de onze conseils qui le tiennent étroitement; le gouvernement s'enlise dans un formalisme rigide. Les dettes sont énormes. L'État n'a plus d'argent. Il n'a pas fait impunément la guerre partout. Il en est réduit à vivre d'expédients et de banqueroutes. La belle armée qu'il avait, et dont Bossuet nous dit la force redoutable par ses traditions de discipline, de courage, d'endurance, a été décimée sur les champs de bataille et disparaît. Les plus grands généraux de l'Espagne au XVII^e siècle n'ont pas été des Espagnols : Spinola, Piccolomini. On a vu le peu de secours que Richelieu avait obtenu de la flotte du roi catholique. Personnellement, les rois de Madrid qui se suivent sont de plus en plus médiocres. Après Philippe II au XVI^e siècle, qui était laborieux, Philippe III se borne à voyager, chasser ou suivre les



GRAVURE symbolique composée à l'occasion de la signature du traité de Westphalie pour célébrer la réconciliation des peuples, réunis — partie supérieure — dans un festin et — partie inférieure — dans une contredanse. Chaque couple, dont le nom est gravé au-dessus ou au-dessous de lui, représente un des belligérants, d'après une gravure anonyme. — Bibliothèque Nationale. Estampes, collection Hennin, t. XXXIX, f^o 53

offices; Philippe IV n'a pas de santé. Son fils Charles sera rachitique et scrofuleux. Philippe IV, qui est le roi de 1661, est noyé dans son étiquette, la fastueuse étiquette d'Espagne qui le rend immobile et l'empêche de parler. Il est grand, somptueux, et, comme toute l'Espagne, se console de la décadence de son pays par la fierté de ses poses et le noble jeu des draperies qui l'enveloppent. Cependant, l'Espagne garde encore de vastes possessions : la Franche-Comté, les Pays-Bas, le Milanais, la Sicile, la Sardaigne, soit près du tiers de l'Italie et les terres d'Amérique : Mexique, Pérou. Son premier ministre, le duc d'Olivarès, défend encore cet Empire pied à pied, et use, à cet effet, de cette diplomatie lassante qui fait le désespoir de tous ceux qui ont eu à traiter avec les Espagnols. Ces possessions ne vont servir qu'à attirer les convoitises. L'Espagne vient de perdre l'Artois, le Roussillon, le Portugal; la Catalogne est toujours révoltée. Le reste suivra. En Portugal, les Bragance sont remontés sur le trône, retrouvant le pays, après soixante ans de domination espagnole, ruiné par elle et privé des colonies que les époques glorieuses d'autrefois lui avaient procurées, surtout sous Emmanuel le Fortuné, et dont les Hollandais se sont emparés. Isolé, le Portugal ne pourra pas jouer de rôle. En face de la France, si ferme et en voie d'accroissement, l'Espagne suit lentement, mais sûrement la voie de la décadence.

L'ITALIE MORCELÉE. — A côté de la Suisse, dont les treize cantons indépendants et paisibles se tiennent en dehors des révolutions de l'Europe, l'Italie est une mosaïque fatalement mêlée, au contraire, à ces événements. L'Espagne, venons-nous de dire, y possède la Sicile, Naples, les présides de Toscane, la Lombardie, la Sardaigne, qu'elle fait gouverner, c'est-à-dire pressurer, par trois vice-rois, un gouverneur, des commandants, aidés de l'Inquisition. Ces pays qu'on tient mal, qui se révoltent, comme la Sicile en 1647, comme Naples avec Masaniello, sont pauvres et misérables, se dépeuplent. Les autres territoires italiens sont à des États libres éparpillés : le Saint-Siège, Gênes, Mantoue, Parme et Plaisance, Modène, Reggio; en Toscane, des Médicis. Venise est en décadence. Elle lutte contre les Turcs pour sauver Candie. Gênes redoute perpétuellement ses voisins : Espagne, Savoie et France, et tâche, péniblement, de se maintenir en Corse. Nous avons vu le sort de Mantoue dont le duc, Gonzague de Nevers, a non moins à redouter l'empereur, l'Espagne, la Savoie. A Parme et Plaisance, les Farnèse; à Modène et Reggio, les Este, comptent peu politiquement. Le pape est incertain entre les grands États. En Toscane, les Médicis sont devenus grands-ducs, peut-être; ils ont gagné ce titre et, plutôt peureux, tâchent aussi de rester neutres entre France et maison d'Autriche, plus attirés vers la première. Mais tout ce monde italien ne compte guère comme élément actif dans l'échiquier européen et comme facteur. Seule fait exception la Savoie, à cheval sur les Alpes, prise entre la France et le Milanais espagnol, se croyant obligée de jouer perpétuellement un jeu double, par appréhension et faiblesse, d'où l'irritation de la France à son égard. Mais la Savoie et le Piémont fournissent d'excellents soldats, et le duc, le sachant, rêve de grandeurs. Le cardinal de Richelieu, qui le connaît bien, à ses dépens, écrit de lui : « L'esprit du duc de Savoie ne peut avoir de repos : il fait tous les jours deux ou trois fois le tour du monde. » Par le traité de Cherasco, Richelieu a dû se faire donner Pignerol, afin de surveiller le pays qu'il lui est nécessaire d'avoir dans sa clientèle, et qui lui échappe si souvent. Le



DON LUIS DE HARO, le ministre espagnol qui a discuté avec Mazarin les clauses de la paix des Pyrénées en 1659. — A droite est esquissée l'île des Faisans, au milieu de la Bidassoa. D'après une gravure anonyme du temps. — Bibliothèque Nationale. Portraits.

mariage de la sœur de Louis XIII avec le duc Victor-Amédée a été imaginé pour mieux tenir le pays. Mais la maison de Savoie est impatiente de souveraineté. Elle trouvera bientôt la couronne royale. Elle a pour elle un avenir, encore lointain.

LA SITUATION DE LA SUÈDE.

— La Suède a joué un étrange rôle, capital. Elle était peu de chose au début du XVII^e siècle. Elle occupait seulement les deux bords du golfe de Bothnie, le sud de la péninsule scandinave étant au Danemark. Elle se trouvait sans grandes ressources avec ses deux millions d'habitants. Mais un roi d'une valeur exceptionnelle, Gustave-Adolphe, l'avait tirée de l'ombre. Il s'était fait une armée solide de 40 000 hommes et, avec elle, avait réclaté et obtenu la première place, guerroyant pour la nourrir, conquérant pour l'occuper. La Suède avait acquis, de la sorte, l'Esthonie, la Livonie, chassé les Danois des provinces méridionales, gagné aux traités de Westphalie, sur les territoires allemands d'en face, la Poméranie, les embouchures de l'Oder et de l'Elbe. Charles X, après, avait attaqué la Pologne, l'avait battue, était entré à Varsovie en 1656, puis il avait envahi le Danemark, pris des provinces et des villes, et étant mort à ce moment (1660), son fils, Charles XI, s'assurait, par le traité d'Oliva, signé avec la Pologne, une prépondérance incontestée. La Suède croyait être maîtresse de toute la Baltique. Cette fortune était imprévue et précaire; elle n'était pas proportionnée aux moyens réels du pays et

ne pouvait durer. La France, qui avait maintenu l'alliance suédoise, laquelle, en 1661, durait depuis trente ans, savait qu'elle pesait, en fait, aux Suédois. Ceux-ci étaient outrés qu'on les appelât *Gallie mercenarii*, qu'on les considérât comme dans la dépendance du roi Très Chrétien. Beaucoup d'entre eux, en 1661, demandaient, à la place, l'entente avec l'Angleterre. En fait, l'heure de la Suède était passée. Elle se trouvait, elle aussi, appauvrie, dépeuplée. Un petit



LA FORTUNE DE LA FRANCE à l'extérieur sous le ministère de Mazarin. — Les personnages figurés à droite représentent des Espagnols, l'Espagne n'étant pas comprise dans les dispositions de la paix de Westphalie. Gravure symbolique d'Abraham Bosse. — Bibl. Nat. Ed 30 c. G. D. 1227

nombre de grands seigneurs écrasaient le pays, le démoralisaient. Puis, le gouvernement, confié à des organismes compliqués, marchait mal, avec ses cinq collèges de sénateurs, conseillers, secrétaires, un sénat, une diète. Là aussi était la décadence prochaine.

LA POLOGNE ET LA RUSSIE. — A l'est, la Pologne se trouvait dans une situation encore bien inférieure. L'étendue de ses possessions était assez considérable : elles allaient des Carpathes, au sud, à la Baltique, au nord ; et, de l'Oder, à l'ouest, presque au Dnieper et au Dniester vers le Levant, c'est-à-dire qu'elle était plus grande que la Pologne réalisée par le traité de Versailles de 1919. Mais son organisation intérieure la paralysait et l'empêchait de lutter efficacement contre les attaques que des voisins, pleins de convoitises, entreprenaient contre un royaume sans limites naturelles. On sait quelle anarchie régna dans le pays, dont le roi était soumis à l'élection. Les Suédois, d'abord, les Russes, ensuite, l'envahirent. Pour résister, elle avait la noblesse, qui était considérable comme nombre, mais pauvre, turbulente, très indisciplinée. Le royaume était divisé en palatinats, ayant chacun une petite diète ou diétine qui envoyait des députés à une diète générale, élisant à Whola, près de Varsovie, le roi. Il fallait l'unanimité dans cette diète ; l'opposition d'un seul membre empêchait l'adoption de tout projet. C'est le célèbre *Liberum veto*, moyen assuré d'impuissance totale, de troubles et de guerres civiles. Un pays, dans un état pareil, a peu de chances de jouir de la paix et de la prospérité. Les grands étaient légers et se ruinaient en fêtes. Chaque élection de roi était l'occasion de compétitions, même étrangères : les voisins étaient aux aguets. En 1661, le roi de Pologne, faisant un discours à la diète, présageait des déchirements futurs et des partages de la Pologne entre les États d'alentour. De loin, la France veillait. Elle avait tâché, à plusieurs reprises, de mettre sur le trône de Varsovie un prince français. Mazarin fit épouser au roi Ladislas une Française, la fille du duc de Nevers et de Mantoue, laquelle, après la mort de son mari, se maria au frère et successeur de celui-ci, Jean Casimir, ancien jésuite et cardinal. La France aurait voulu convenir avec la Pologne d'une alliance. Elle apercevait déjà ce qu'elle voit si bien aujourd'hui, comme le disait une instruction à son ambassadeur, en 1660 : « A quel point de puissance, de crédit et d'autorité pourrait aisément parvenir cette couronne et celle de Pologne si, par notre jonction et une union indissoluble de sang et d'intérêt, nous mettions l'Empire au même état d'être enclavé entre la France et la Pologne, comme nous l'étions auparavant entre l'Empire et l'Espagne. » Malheureusement, l'état de la Pologne alors ne permettait pas la réalisation de pareilles espérances.

Quant à la Russie, elle est encore dans les lointains, presque asiatiques. Depuis 1613, est apparue la dynastie des Romanof avec Michel Fedorovitch, personnage que l'Europe connaît peu. Il va falloir attendre la fin du siècle et l'avènement de Pierre le Grand pour que la Moscovie vienne à la lumière. Elle est encore entourée de tribus à peine civilisées : cosaques de la mer Noire, que la Pologne compte de façon bien précaire dans son Empire ; Tatars des steppes errant dans les grandes plaines. En 1667, cependant, la Moscovie fera un pas en avant et, attaquant la Pologne, s'assurera, au traité d'Andrussow, la possession de Smolensk, de Tchernigow et de l'Ukraine.

LA TURQUIE. — La Turquie n'a plus la place qu'elle occupait en Europe, avec Soliman le Magnifique, au XVI^e siècle. La France, à la suite d'insultes faites à ses ambassadeurs, a relâché ses liens. Le Grand Seigneur ne montre plus l'énergie des conquérants d'autrefois. Son armée s'affaiblit. Le recrutement n'est plus le même. Déjà, tel envoyé français, comme Brèves, sous Henri IV, prévoyait, en 1603, des démembrements futurs. Cependant, sous Mourad IV, il y a eu pendant un instant un sursaut d'énergie, grâce à un grand vizir d'exceptionnelle volonté, appelé au pouvoir en 1656, Kœprilli, Albanais illettré, mais vigoureux soldat et homme remarquable de gouvernement. Pendant que Mourad demeurait silencieux dans son palais, le vizir galvanisait la Turquie de sa main dure, faisait tomber des têtes, reprenait l'armée. Quand il mourut, en 1661, le padischah avait à sa disposition de quoi lancer vers le Danube et l'Europe plusieurs centaines de mille hommes armés. Le danger était à considérer.

L'ANGLETERRE. — Avec les pays du nord-ouest de l'Europe baignés par la mer, nous retrouvons plus de vie et de forces réelles. Les Stuarts sont remontés sur le trône d'Angleterre en 1660. Charles II a hérité de la situation brillante laissée par Cromwell. Cromwell, qui a groupé le « royaume uni » d'Angleterre-Écosse-Irlande, combien plus grand que le chétif État de trois millions de sujets d'Élisabeth ! a organisé une armée et une marine qui comptent.

Il a créé une politique anglaise, car, avant lui, Jacques I^{er} et Charles I^{er} se sont désintéressés de la guerre de Trente ans. Il a commencé par mettre à la raison les Hollandais, qui encombraient de leurs bateaux de pêche les eaux anglaises et prétendaient être les maîtres de la mer. Il s'est avisé de protéger les luthériens du monde pour que l'Angleterre eût voix au chapitre un peu partout. Il rêvait d'une alliance : Suède, Danemark, Hollande, Brandebourg, dont la Grande-Bretagne serait le chef. S'exerçant au rôle de policier des mers, il était allé traquer les corsaires barbaresques en Méditerranée et canonner Alger. Naturellement, telle puissance catholique, comme l'Espagne, était son ennemie. Il lui enleva la Jamaïque, ce qui était d'un excellent profit. La France était aussi une puissance catholique, mais pour lui prendre Dunkerque, ce qu'il fit, Cromwell s'allia avec Mazarin, procédé habile. Par là, il avait une porte sur le continent. Il développa le commerce anglais partout : en Amérique, aux Indes, en Extrême Orient. Comme on le voit, Cromwell a été véritablement le créateur de ce que fut la politique anglaise dans les siècles suivants.

Mais, avec Charles II, prince futile et léger, le pays ne pouvait être à la hauteur d'une pareille tâche à poursuivre. Charles II redoutait l'armée des puritains : il la dispersa. Penchant vers le catholicisme, il n'eut que faire d'une politique en faveur des luthériens et l'abandonna. Il se retourna vers la France pour lui vendre Dunkerque. Il aspirait au retour de la monarchie absolue. Il avait affaire à une opinion qui ne le suivait pas : puritains étroits, presbytériens, indépendants, sectaires ardents qui détestaient toute velléité de retour au papisme. Les Anglais regrettaient la gloire procurée à l'Angleterre par Cromwell. Charles II fut ainsi amené à une politique extérieure d'effacement et de silence.

LA HOLLANDE. — La Hollande, au contraire, allait jouer en Europe un rôle considérable, analogue à celui de la Suède dans les années précédentes et, comme pour celle-ci, hors de proportion avec son étendue. Autrefois, au Moyen âge, le pays avait appartenu aux ducs de Bourgogne qui l'avaient transmis à la maison d'Autriche. Après Charles-Quint, il avait été la part du roi d'Espagne. Entre un souverain méridional, catholique, lointain, et une région septentrionale et luthérienne, la mésentente était certaine. Philippe II avait voulu détruire les hérétiques. Le pays se révolta. En 1579, au pacte d'Utrecht, sept provinces du nord, future Hollande, se liguèrent pour défendre leurs libertés et, peu à peu, se déclarèrent indépendantes. Dix provinces, plus au sud, les Pays-Bas espagnols, demeurèrent au roi de Madrid. Les provinces du nord s'organisèrent en confédération de confédérations de républiques avec des variétés dans chaque province. Il y eut des États généraux, des députés des provinces. Ce fut la province de Hollande qui acquit la prépondérance par sa richesse et sa population cultivée, sa forte marine. Le principal magistrat de la province, sorte de secrétaire, le conseiller pensionnaire, devint l'agent des États généraux. On eut à nommer un chef militaire pour conduire les armées. On choisit Maurice d'Orange, fils de Guillaume de Nassau, d'une famille originaire d'Allemagne, qui possédait des terres dans toutes les provinces et avait conduit vigoureusement la révolte contre l'Espagne. On l'appela stathouder. Puis il y eut lutte entre le pensionnaire, représentant les bourgeois de la Hollande, commerçants républicains, et le stathouder qui avait, avec lui, la noblesse, les soldats, les ouvriers, et qui, plus ou moins, incarnait l'idée monarchique. La guerre civile éclata. Mazarin suivit de près les événements, soutenant Guillaume II d'Orange, qui mourut en 1650. Son fils, Guillaume III, n'étant pas encore né à ce moment, les bourgeois, reprenant le dessus, ne remplacèrent pas le stathouder. En 1653, ils élurent pensionnaire Jean de Witt, homme remarquable, grâce auquel les Provinces-Unies allaient devenir une grande puissance européenne, comme l'Angleterre ou la France, et vaincre Louis XIV. Accident étrange que cette grande puissance qui ne devait pas durer ! C'est que la Hollande était forte de son commerce florissant des épices, de ses riches compagnies des Indes, de ses colonies enlevées aux Portugais en Asie, en Amérique, en Australie, de son métier de courtier des mers pour les autres peuples, qui faisait que son pavillon flottait sur tous les océans, et que ses entrepôts regorgeaient de marchandises et de produits alimentaires transportés. Elle était forte de sa flotte innombrable, de ses banques. Elle brillait encore d'une activité intellectuelle incomparable avec ses universités et ses savants : les Saumaise, les Scaliger, les Grotius. Sa tolérance, sa liberté de la presse attiraient tous les penseurs : Descartes, Spinoza. Elle brillait de l'éclat de son école de peinture : Rembrandt, Ruysdaël, Franz Hals, Potter. Jean de Witt profita de cet éclat pour y ajouter la puissance politique. Mais aussi la Hollande s'était fait et allait se faire beaucoup d'ennemis, comme l'Espagne et le Portugal, qu'elle avait pillés ; la Suède,

qui était son adversaire au nord ; les princes allemands, à l'égard desquels ses banquiers se conduisaient en usuriers ; le monde même, qu'elle envahissait de sa domination jalouée ; la France enfin, qui était plutôt pour les d'Orange, momentanément écartés, et qui allait trouver dans les bourgeois de Hollande les plus délibérés ennemis de ses velléités d'agrandissement

Ainsi, au moment où Louis XIV, en 1661, va prendre le gouvernement personnel de son royaume, il trouve l'Europe admirablement prête à subir sa politique d'action. Aucune puissance n'est, au premier abord, en mesure de le contenir. La Hollande et la Suède seules pourraient compter, mais la Suède est loin, au nord, un peu hors de portée et, d'ailleurs, elle a virtuellement terminé son rôle au centre de l'Europe. La Hollande est, au contraire, pleine de force, mais on ignore ses ambitions. Louis XIV peut-il imaginer que ce petit pays de marchands et de boutiquiers soit en mesure de lui tenir tête ? L'Espagne est anémiée, silencieuse ; l'Allemagne tâche de relever les ruines accumulées par la guerre de Trente ans : elle y mettra un siècle. L'Angleterre se réserve et se tait provisoirement. Les Habsbourg, sans autorité efficace en Allemagne, sont obligés de s'orienter vers l'est où le Turc les menace. L'Italie, émietlée, ne peut agir sur le continent. Le reste : Danemark, Portugal, Pologne, Suisse sont des spectateurs. Les gens de l'avenir, Hohenzollern en Brandebourg, maison de Savoie sur les Alpes, se trouvent encore aux origines obscures et faibles de leur fortune. Donc le champ est libre. Le jeune prince ambitieux, ardent, qui règne sur un pays uni et fort, enivré de sa puissance et amoureux de sa gloire, peut largement, suivant le mot de Bossuet, « ouvrir toutes ses voiles à l'espérance » !

BIBLIOGRAPHIE

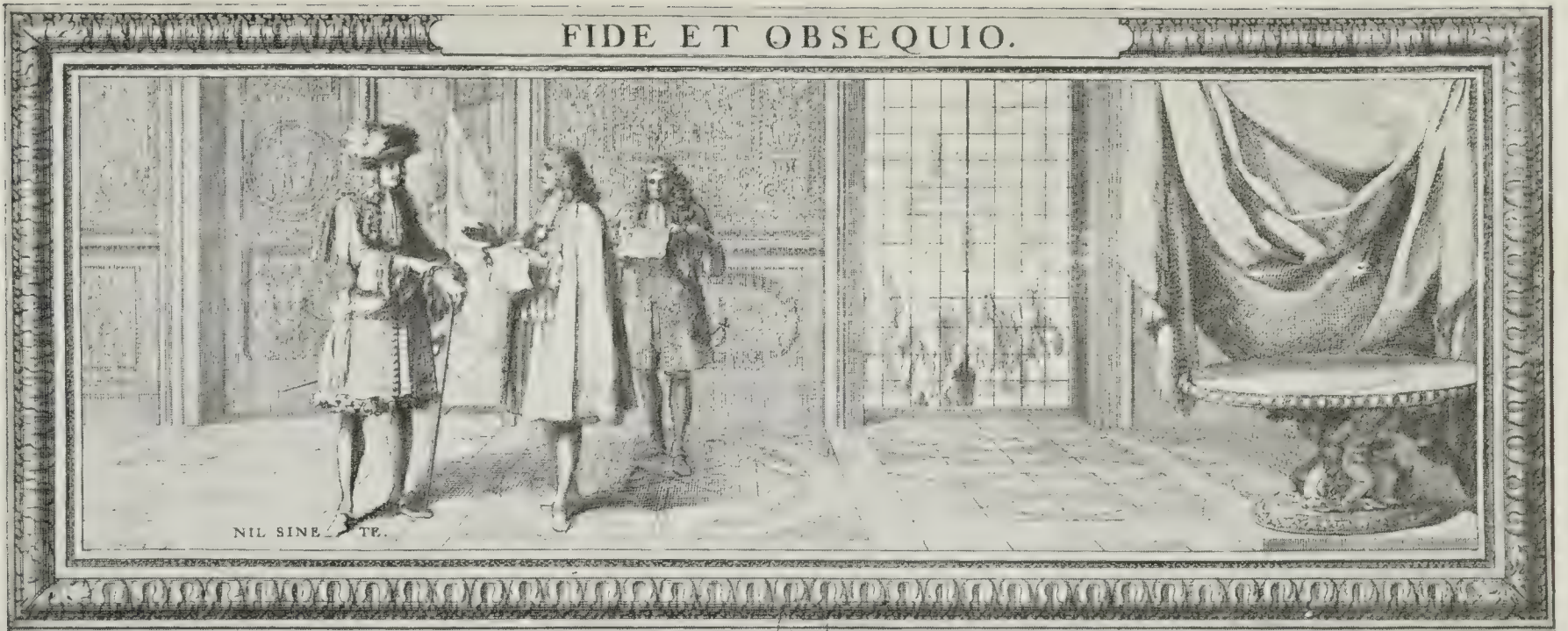
SOURCES. — Le dépôt le plus considérable de manuscrits pour l'histoire de la première moitié du XVII^e siècle est celui du ministère des Affaires étrangères qui, pour la période de Louis XIII, conserve les papiers de Richelieu et ceux du ministre Chavigny. La Bibliothèque Nationale possède aussi de très nombreux documents, plus épars, mais très importants, avec les pièces provenant de Colbert. Beaucoup de textes imprimés au XVII^e siècle peuvent être considérés comme des sources originales : ainsi la *Gazette* de Renaudot, qui contient des récits faits par les ministres, voire même par Richelieu et Louis XIII ; les *Mémoires de Richelieu*, qui ont été rédigés après sa mort par Harlay de Sancy, mais qui sont indispensables parce qu'ils représentent une compilation de textes originaux dont beaucoup sont actuellement perdus ; les différents mémoires des personnages en vue du temps : ceux de Sully, Jeannin, Fontenay-Mareuil, Pontchartrain, Bassompierre, M^{me} de Motteville, cardinal de Retz, Arnauld d'Andilly, Joly, Brienne, Montresor, M^{lle} de Montpensier, La Rochefoucauld, Gourville, Laporte, Pontis,

Brienne, Omer Talon, Lefèvre d'Ormesson, Mathieu Molé, Dubuisson-Aubenay, Jean Vallée, etc. Avec les mémoires, une source importante de renseignements directs est constituée par les libelles du temps, qui donnent ou des faits ou des impressions de contemporains. Il y en a bien de 3 000 à 4 000 connus pour le règne de Louis XIII. Ceux du temps de la Fronde, qu'on a appelés Mazarinades, et que C. Moreau a pu cataloguer au nombre de plus de 4 000, sont particulièrement curieux. Il faut ajouter à ces sources les correspondances, quelques-unes capitales, comme celle de Richelieu, éditée par d'Avenel en 8 volumes in-4^o ; celle de Mazarin, publiée par Chéruel et d'Avenel en 9 volumes in-4^o ; celle de Feuquières, importante pour les affaires extérieures et aussi, à un autre point de vue, la *Correspondance de saint Vincent de Paul*, publ. par P. Coste. Des biographies du temps ont une valeur de sources originales, parce qu'elles contiennent des documents aujourd'hui perdus ou des souvenirs personnels, par exemple l'*Histoire du duc d'Épernon* de Guillaume Girard ; l'*Histoire du cardinal Mazarin*, par Antoine Aubéry. Il faut signaler des histoires générales, écrites au XVII^e siècle et dont plusieurs ont été composées sous les yeux et avec l'aide de personnages tels que Richelieu et Mazarin ; ainsi : les *Histoires de France* de Gramond, de Charles Bernard, de Scipion Duplex, Charles Vialart, Benjamin Priolo, Aubéry, Guron, sans oublier les recueils de documents tels que ceux concernant les négociations des traités de Westphalie, ou l'œuvre, un peu inquiétante de forme, mais pleine de renseignements piquants, des *Historiettes* de Tallemant des Réaux.

OUVRAGES À CONSULTER. — La meilleure histoire qui ait été écrite du règne de Louis XIII est celle du P. GRIFFET, parue en 1758 (3 vol. in-4^o) ; celle de A. BAZIN, *Histoire de France sous Louis XIII* (1846) est beaucoup moins estimée. Pour la minorité de Louis XIV, l'œuvre la plus étendue est celle de CHÉRUEL, l'*Histoire de France sous le ministère de Mazarin* (3 vol. in-8^o), et l'*Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV* (4 vol. in-8^o). Les travaux sur des sujets plus circonscrits ne manquent pas. Il faut citer l'importante *Histoire du cardinal de Richelieu*, de Gabriel HANOTAUX, inachevée (3 vol. in-8^o, dont le t. I^{er} est remarquable) ; les livres de B. ZELLER sur l'époque qui a précédé l'avènement de Richelieu au pouvoir : *Le Connétable de Luynes, Richelieu et le ministère de Louis XIII* ; ceux du rédacteur de la présente notice : *La Vie intime de Marie de Médicis, Louis XIII à vingt ans, Au temps de Louis XIII* ; les consciencieuses études de G. FAGNIEZ : *Le P. Joseph et Richelieu* (2 vol. in-8^o) ; CAILLET (J.), *L'Administration sous Richelieu* ; sur la Fronde, les livres brillants, quoique insuffisants, de Victor Cousin sont encore lus : *M^{me} de Longueville* (1853), *M^{me} de Chevreuse* (dont le sujet a été repris, étendu et mieux précisé, par nous, dans un des volumes de la collection des *Figures du passé*), *M^{me} de Hautefort, La Jeunesse de Mazarin*. Le vicomte d'AVENEL a écrit un long travail sur *Richelieu et la monarchie absolue* ; le vicomte de NOAILLES, des monographies sur *Bernard de Saxe-Weimar, Le Cardinal de la Valette, Le Maréchal de Guebriant*. Aussi récentes sont les recherches précieuses de Maximin DELOCHE sur *Le Père de Richelieu* et les écrivains qui ont entouré le cardinal ; de H. ROY, *La Vie, la mode et le costume au XVII^e siècle, époque Louis XIII* (1924). La paix de Westphalie a donné lieu à d'importantes publications telles que l'*Histoire des négociations qui précédèrent le traité de Westphalie* du P. BOUGEANT (1727), sans parler des lettres et correspondances de d'AVAUX. Beaucoup de personnages et le détail des faits du règne de Louis XIII ainsi que des événements de la minorité de Louis XIV ont été l'objet de nombre d'études particulières dont on trouvera la liste dans le *Catalogue de l'Histoire de France de la Bibliothèque Nationale* (11 vol. in-4^o), et surtout dans l'importante bibliographie d'Émile BOURGEOIS et Louis ANDRÉ : *Les Sources de l'Histoire de France, XVII^e siècle* (1913, et suiv., 4 vol. in-8^o).



SIGNATURE DU TRAITÉ DE MUNSTER (30 janvier 1648), par lequel l'Espagne reconnaît l'indépendance de la Hollande, qui abandonne son allégeance à la France. Les Espagnols sont à droite, les Hollandais à gauche. Peinture de Gerard Terburg. National Gallery, Londres



MINISTRES PRENANT LES ORDRES DE LOUIS XIV DANS LE CABINET DU ROI A VERSAILLES. — Gravure de Sébastien Le Clerc. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes

CHAPITRE II

LA FRANCE SOUS LOUIS XIV POLITIQUE INTÉRIEURE ET GOUVERNEMENT

I. LA POLITIQUE INTÉRIEURE

LES DÉBUTS DU RÈGNE PERSONNEL. — LE REDRESSEMENT DE L'AUTORITÉ. — A la mort de Mazarin, survenue le 9 mars 1661, Louis XIV, âgé de plus de vingt-deux ans, était depuis longtemps « majeur de la majorité des rois » ; et, tout en rendant justice à l'habileté du premier ministre, il attendait avec quelque impatience le moment d'assumer enfin le rôle difficile, mais glorieux, pour lequel, depuis quelques années, « il ne laissait pas de s'éprouver en secret et sans confident ». Dans son esprit un peu lent et méfiant de lui-même, mais ferme et pénétré jusqu'au mysticisme de la grandeur de sa tâche, la décision longtemps mûrie fut vite prise : lorsque le président de l'Assemblée du clergé, alors réunie, vint lui demander à qui il devrait désormais s'adresser pour les affaires, il répondit simplement, à la surprise de tous : « A moi, Monsieur l'archevêque. » Le maître, que seul, à peu près, Mazarin avait pressenti, allait se révéler.

Il utilisa, en se le subordonnant étroitement, le haut personnel que lui laissait le cardinal. Le chancelier Séguier reçut l'ordre de ne sceller aucune lettre sans son commandement ; il fut interdit aux secrétaires d'État de rien signer sans lui avoir parlé. Le surintendant Fouquet reçut la même consigne pour les ordonnancements et Colbert, l'homme de confiance de Mazarin, fut nommé intendant des finances, avec mission de tenir un abrégé des opérations de la surintendance, afin que le roi pût voir « à tous moments et d'un coup d'œil l'état des fonds et des dépenses faites ou à faire ». Le roi se réserva de même la décision pour toutes les grâces, et, renouvelant une très ancienne tradition de la monarchie, il permit à tous

ses sujets de lui exposer leurs plaintes de vive voix ou de lui remettre des placets.

Assuré ainsi d'emblée de tout connaître, de tout décider, de tout contrôler, il organise méthodiquement son travail. Autant il est résolu à ne partager son autorité avec personne, autant il est persuadé de la nécessité d'écouter les avis des gens habitués aux affaires ; au cours d'un vif entretien, où se révèle la diversité des points de vue, la raison s'échauffe et s'excite mieux que dans une méditation solitaire ; et la décision est plus facile au roi qu'à tout autre, s'il a un peu de sens et de courage, car, seul parmi les subalternes trop habiles et un peu inquiets qui l'entourent, il a « l'esprit de maître ».

Deux fois par semaine, il réunit les quatre secrétaires d'État pour étudier les affaires du dedans et les placets et, chaque jour, il les reçoit pour les questions courantes. Il confère de temps à autre avec son chancelier pour les affaires de justice et se rend même parfois au Conseil des parties pour entretenir l'émulation du personnel. Les « matières de conscience » sont discutées avec son confesseur, le P. Annat, dont il apprécie l'esprit éloigné de toute intrigue, et quelques intimes. Les affaires les plus importantes et les plus secrètes sont traitées dans son Conseil d'en haut, avec seulement trois ministres : Le Tellier, secrétaire d'État depuis vingt ans et qui avait joui de toute la confiance de Mazarin ; Hugues de Lionne, sans emploi ministériel défini, mais formé par le cardinal « aux négociations étrangères » ; enfin Fouquet, surintendant des finances, dont le roi se méfiait, mais « qui avait de l'esprit et une grande connaissance du dedans de l'État ». Louis XIV écarta les autres secrétaires d'État, trop médiocres ou trop présomptueux, et le chancelier Séguier, habile homme, mais dont la charge était assez importante pour qu'il ne



LOUIS XIV. — Pastel de Robert Nanteuil. — Galerie des Offices. Florence. CL. GIRAUDON

parût pas opportun d'y joindre « une participation étroite des affaires secrètes ».

Tous ses ministres sont de naissance médiocre. Le roi, pour bien marquer qu'ils lui doivent toute leur fortune, ne les veut pas « d'une qualité plus éminente ». Chacun reste à son rang subordonné, sans qu'aucun paraisse au-dessus des autres. Le roi entend, avant tout, « asseoir sa réputation » ; et, tout en les traitant bien et en les comblant de faveurs pour eux et leur famille, il sait les retenir « dans une modestie fort éloignée de l'élévation et du pouvoir des premiers ministres ».

Une telle conduite a, peut-être, été dictée plus par un goût très vif pour le pouvoir personnel que par la considération de l'intérêt de l'État ; mais ce roi de vingt-deux ans agissait avec un sens remarquable des nécessités de l'heure. L'État souffrait avant tout d'une crise de l'autorité, due à l'effacement du monarque et aux abus du pouvoir ministériel, trop longtemps exercé par un homme plein de ressources, mais dénué de caractère. En réoccupant sa place, qui était la première, Louis XIV restait dans la tradition monarchique ; là est la base de l'extraordinaire popularité dont il jouit.

La reconstitution de l'autorité royale, en cela se résume toute sa politique intérieure au lendemain de son règne personnel ; c'est la condition préalable de toute activité réformatrice, et, la chose faite, tout devient facile. Les circonstances sont d'ailleurs favorables : la guerre a cessé, tout le monde est las des discordes civiles et fait crédit au jeune roi, avec l'impression « qu'il se remue pour lui, comme le dira Bossuet, quelque chose de grand ». Mais bien des gens intéressés aux anciens désordres guettent la lassitude, persuadés que ce prince si ardent au plaisir ne s'appliquera pas longtemps au détail des affaires. Ces sceptiques durent bientôt reconnaître leur erreur. Le roi témoigna d'autant d'esprit de suite que de volonté, et il a livré son secret à la postérité : certes, il s'appliquait « à son métier de roi », mais il le trouvait « délicieux » autant que noble ; à l'exercer, il a goûté un plaisir dont il ne s'est jamais lassé ; rarement soucieux de bien faire fut servi par une vocation plus nette, une inclination plus franche. C'est pour cela sans doute qu'il fut roi à la perfection.

Le commun de ses sujets, avec l'admirable loyalisme du peuple de France, en fut ébloui et le suivit si bien qu'il réussit tout de suite, et que très vite se dissipèrent les dernières fumées des troubles. Il n'eut même pas à employer des moyens bien nouveaux, mais seulement à marquer qu'il voulait être obéi ; il sut faire entendre en même temps qu'il saurait récompenser, car, s'il travaillait personnellement pour la gloire, il acceptait très bien qu'autour de lui l'on ne travaillât pas pour le roi de Prusse.

Un grand redressement se fit dans les esprits lorsque chaque personne, chaque corps, eut compris qu'il n'avait plus d'intérêt à sortir des voies de la subordination. Il en persuada d'abord la cour, depuis longtemps foyer d'intrigues et animée de l'esprit de cabale, qu'elle colora du beau prétexte de l'intérêt général tant qu'il s'exerça contre un ministre décrié. Pour y couper court, il suffit au roi de décider lui-même, de le dire et de le prouver par une conduite droite et inflexible. Il achève la conversion en précisant qu'il ne veut plus de grâces exigées et arrachées ; il doit la justice à tous, mais les faveurs sont à sa discrétion ; il en use méthodiquement, non pas selon son caprice, mais selon une conception réfléchie de son intérêt qu'il ne sépare pas de l'intérêt de l'État. On s'aperçoit très vite, autour de lui, que le moyen d'obtenir une place, ou une pension, ou un bénéfice, n'est plus de suivre les intrigues de quelque prince du sang ou de quelque ministre, mais de plaire au roi en se conduisant bien. Tout le monde, sans doute, n'a pas perdu du jour au lendemain ses vieilles habitudes, mais bientôt les troupes manquent aux grandes vedettes de la cabale ; c'est que le jeu ne vaut plus la chandelle et que le parti le plus habile commence à être, tout simplement, de faire son devoir.

La noblesse fut bientôt transformée : son aisance de manières lui permit de passer, sans grandes transitions, de l'insolence à la docilité.

Les gouverneurs de provinces, par quelques mesures discrètes et habiles, furent ramenés à l'esprit de leurs fonctions. Comme l'Assemblée du clergé s'attardait, par habitude de marchandage, elle fut congédiée un peu brusquement, sans y perdre, car le roi mit de la coquetterie à lui accorder, après sa séparation, ce qu'elle faisait mine d'exiger. La leçon ne fut pas perdue, mais il fallut un effort suivi pour relever par de bons choix le haut clergé, où les difficultés des temps et l'insouciance de Mazarin avaient laissé filtrer quelques indignes ; et le roi dut parfois brusquer un peu les théologiens, en dissimulant mal que le souci de la paix lui importait plus que certains détails de leurs disputes.

Les gens des cours souveraines lui donnèrent plus de peine. Ses souvenirs d'enfant, l'influence de sa mère qu'ils avaient humiliée ne le disposaient pas à la bienveillance. Les parlementaires, bien installés dans la vénalité, n'avaient guère de grâces à demander et boudaient plutôt que de témoigner des regrets d'une conduite qu'ils n'entendaient pas franchement désavouer. Louis XIV, excédé, comme il dit, de leur esprit de souveraineté, leur défendit solennellement de donner aucun arrêt contraire à ceux de son Conseil, sauf à leur permettre de s'adresser à lui, personnellement, s'ils se jugeaient lésés dans leur juridiction (1661). Quelques mesures blessant leurs intérêts pécuniaires et qu'il imposa achevèrent de les éclairer sur les intentions du maître. Le temps était passé pour eux de s'appuyer sur un prétendu intérêt des peuples, distinct de celui du roi. Louis n'admettait que l'obéissance, même des plus raisonnables ; et il ne soumettait sa conduite comme roi qu'au jugement direct de Dieu, le seul juge assez éclairé pour définir dans quelle mesure « la loi commune » doit céder à l'obscur, mais impérieuse « raison d'État ».

Ces mesures de redressement étaient préalables à tout plan de restauration de la prospérité publique. Le roi savait que « ses peuples » avaient souffert de la guerre civile et de la guerre étrangère ; il savait que, pour guérir de tels maux, il fallait rétablir les finances, puis ranimer l'agriculture, l'industrie et le commerce. Mais, s'il voyait le but à atteindre, il n'avait pas le goût ni la capacité de suivre les détails d'administration qui y devaient conduire. Et il ne pouvait guère s'en remettre à Foucquet.

DISGRACE ET PROCÈS DE FOUCQUET. — Nicolas Foucquet,

d'une bonne famille parlementaire, procureur général au Parlement de Paris, surintendant des finances et ministre d'État depuis 1653, avait rendu des services à Mazarin, son patron, comme à l'État, grâce à ses relations dans la robe, à son esprit plein de ressources et à son crédit de financier gracieux, libéral et bien apparenté. Mais, dans cette période troublée où son patron lui donnait l'exemple d'une confusion à peu près complète entre les affaires publiques et ses affaires personnelles, Foucquet n'avait pas toujours respecté les règles protectrices de sa charge. Et, s'il ne fit pas positivement, comme on le lui reprocha, « l'Épargne chez lui », il est bien probable qu'il tira profit, pour lui-même et pour son entourage, des grandes facilités que donnait alors à tous les financiers le maniement des affaires du roi. Il semble, d'ailleurs, l'avoir avoué à Louis XIV après la mort de Mazarin et en avoir été pardonné. Mais, Mécène éclairé, propriétaire du somptueux domaine de Vaux-le-Vicomte, où il fit des dépenses démesurées, aimant trop les intrigues de cour, il ne tarda pas à exciter la méfiance et peut-être la jalousie du roi, d'ailleurs poussé par Colbert. Avec une dissimulation extraordinaire chez un jeune homme, Louis XIV, au cours d'un voyage d'agrément en Anjou et en Bretagne, berceaux de la famille Foucquet, le fit arrêter à Nantes et enfermer à Vincennes (septembre 1661).

Selon les habitudes de l'époque, le soin de le juger fut délégué à une Chambre de justice composée de parlementaires et de maîtres des requêtes, et que le chancelier Séguier présida en définitive. Le procès dura longtemps et les formes ne furent pas toujours respectées. Accusé de péculat pour sa gestion financière et de lèse-majesté pour avoir, en des heures difficiles de sa carrière, jeté sur un brouillon un



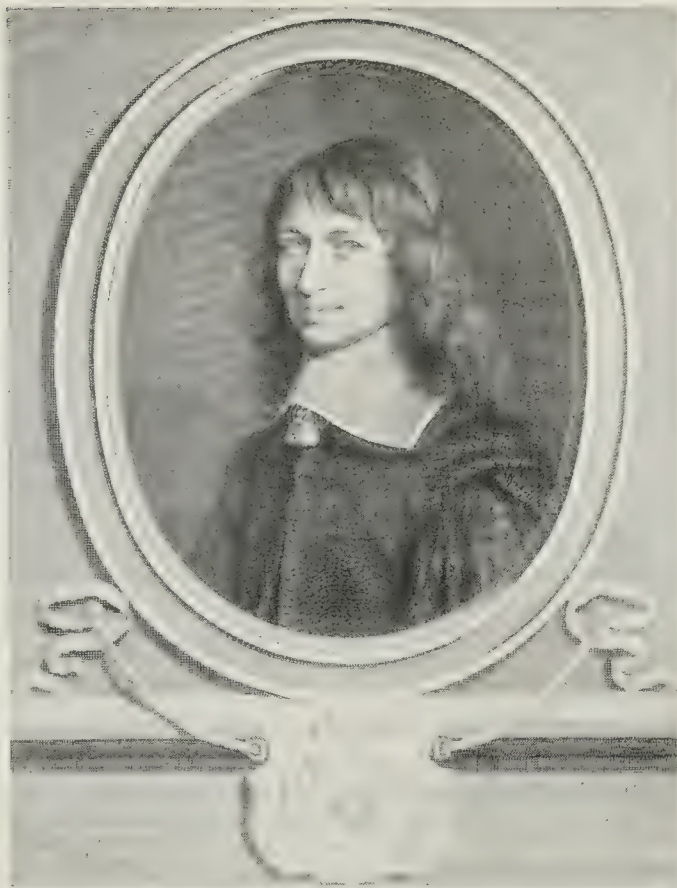
HUGUES DE LIONNE (1611-1671), secrétaire d'État des Affaires étrangères. — Gravure de R. Nanteuil. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.



LOUIS XIV.

Peinture de van der Meulen. — Musée de Dijon. CL. NEURDEIN.

futile projet de résistance armée au cas d'une disgrâce, Fouquet put cependant se défendre et fut très habilement soutenu par tout un clan de la société influente d'alors. Malgré les manœuvres de Colbert et de son oncle Pussort, malgré le vœu probable du roi, et grâce à la courageuse impartialité du juge rapporteur d'Ormesson, il échappa à la peine de mort réclamée par le ministère public, et ne fut condamné qu'au bannissement perpétuel (1664). Louis XIV aggrava la peine en la convertissant en détention dans la forteresse de Pignerol. Fouquet y mourut en 1680, consolé par ses sentiments religieux et par de notables adoucissements à la rigueur première de sa captivité. Colbert lui succéda aux finances.



NICOLAS FOUQUET (1615-1680), surintendant des finances. — Gravure de R. Nanteuil. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

L'ŒUVRE DE COLBERT. —

Jean Colbert naquit à Reims en 1619; son père, dont la famille avait dérogé pour « exercer la marchandise », était rentré dans la noblesse en acquérant une charge de secrétaire du roi. Il débuta, en 1640, dans les bureaux de Michel Le Tellier, secrétaire d'État à la guerre; dès 1649, une commission de conseiller d'État récompensa ses brillants services. En 1651, Le Tellier le céda à Mazarin, qui en fit bientôt son intendant général. Il s'appliqua à remettre de l'ordre dans les affaires embarrassées du cardinal, avec un souci du détail qui le porte à veiller aux veaux de lait nourris de « force œufs frais », dont son maître était friand, ou à la confection de « confitures pour la reine, que je fais mettre dans de grandes tasses de porcelaine, ce qui sera fort propre ». Il rétablit bientôt la fortune de Mazarin, en assurant la sienne et celle de ses proches. Il était déjà un personnage en vue, lorsque le cardinal, dans son testament, « pria le roi de se servir de lui, étant fort fidèle ».

Louis XIV retint le conseil. Depuis longtemps Colbert surveillait la gestion de Fouquet; c'est à cette hostilité documentée qu'il dut, sans doute, en mars 1661, sa nomination d'intendant des finances. De ce poste il pouvait savoir tout ce qui se passait à la surintendance. Il jouit, dès ce moment, de toute la confiance du roi, et lorsque, le 15 septembre 1661, au lendemain de la chute de Fouquet, fut constitué le Conseil royal des finances, il y joue le premier rôle, modestement dissimulé derrière le duc de Villeroi, chef du Conseil. Sa nomination au contrôle général des finances, en décembre 1665, n'ajouta pas beaucoup à son autorité de fait : il mit la charge hors de pair plutôt qu'il ne fut illustré par elle. Sa commission lui donna pouvoir de « faire rapport en notre dit Conseil des finances de toutes

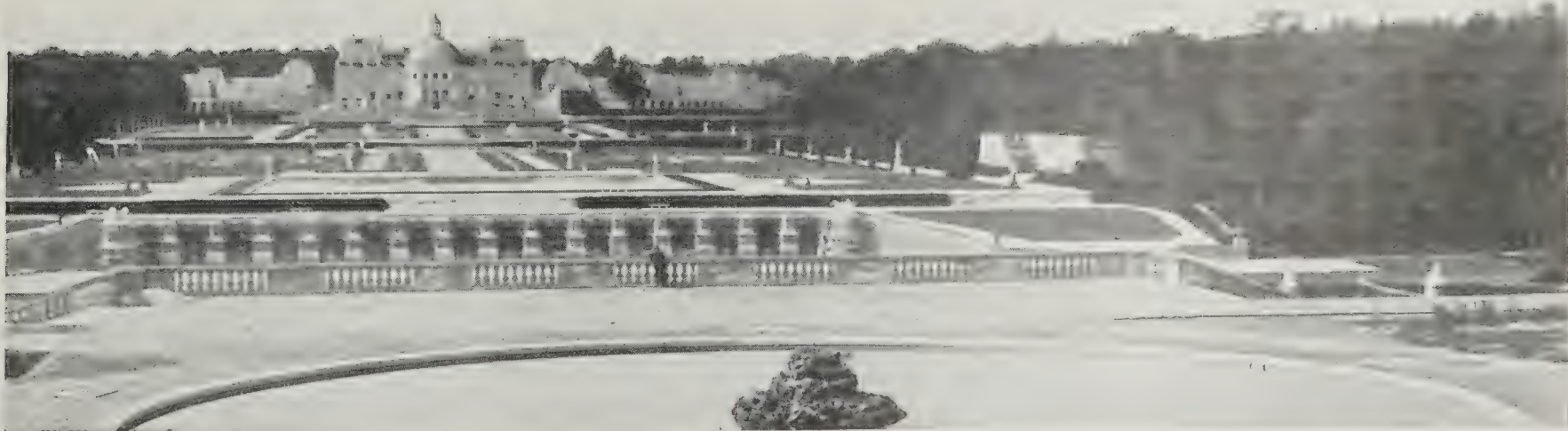
les affaires qui concerneront notre service, et de toutes autres indifféremment ». Le roi ne pouvait mieux indiquer que ses fonctions étaient pratiquement illimitées. Et si, en 1669, il acheta, fort cher, une charge de secrétaire d'État et se fit attribuer la marine dans son département, il n'attendit pas cette date pour s'en occuper. Le jeu des Conseils et le défaut de rigidité dans la répartition des affaires laissaient, à cette époque, toute latitude au ministre qui jouissait de la confiance du monarque. En somme, et jusqu'à l'époque où son crédit près du roi fut contrebalancé par celui de Le Tellier et de son fils Louvois, l'activité de Colbert s'appliqua à tout, sauf aux questions militaires et de politique étrangère. Et il fut, probablement, l'inspirateur principal des mesures prises sous l'autorité du roi dans tout ce vaste domaine.

Pour suffire pendant plus de vingt ans à cette tâche écrasante, il lui fallut une prodigieuse puissance de travail, qui surprit les contemporains et surprend encore la postérité. Il lui fallut aussi une fermeté qu'il poussa jusqu'à la dureté, dans le seul intérêt du service. Il ne fit certes pas tout ce qu'il voulut, parce qu'il se heurta à d'inévitables résistances, et qu'il ne fut pas toujours soutenu par le roi, comme il eût été nécessaire. Mais la besogne qu'il a accomplie est d'une telle ampleur, qu'en la considérant on doit

être indulgent à la passion qu'il montra pour l'accroissement de sa fortune et l'avancement de sa nombreuse famille. Certes, il servit bien son roi et servit bien la France.

L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES. — La situation financière était déplorable; les fonds étaient consommés par anticipation jusqu'en 1663, et, tandis que le roi était réduit, dans sa maison, à une économie humiliante, les traitants affichaient un luxe insolent. On donna satisfaction à l'opinion publique en les déferant à une Chambre de justice dont Colbert proposait, depuis longtemps, la création. La Chambre prononça, pour l'exemple, quelques condamnations criminelles, mais s'appliqua bientôt à imposer aux gens de finances des restitutions civiles qui procurèrent au Trésor des ressources immédiates. On ne comprenait pas encore que l'on tournait ainsi dans un cercle et que, pour rendre les traitants raisonnables dans leurs exigences, il eût fallu diminuer d'abord les risques du métier.

Les opérations de la Chambre avaient révélé que, sur les aliénations de rentes les plus récentes, le roi n'avait touché effectivement que des sommes infimes; presque toutes avaient été payées par les traitants avec des papiers acquis à vil prix sur le marché et repris par le Trésor



LE CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE. — Fouquet y offrit au roi, le 16 août 1661, une fête splendide, qui ne précéda sa disgrâce que de quelques jours. Le château fut construit sur les plans de Le Vau; les jardins furent dessinés par Le Nôtre.

pour leur valeur nominale. Une revision de ces aliénations s'imposait, comme elle s'était imposée à la probité de Sully, après le désordre et les prodigalités de Henri III. Mais Colbert paraît bien l'avoir dirigée avec une dureté excessive, en exigeant des acquéreurs de bonne foi des justifications difficiles à rapporter et en étendant la revision trop loin dans le passé. Les rentiers les plus honnêtes subirent de cruels sacrifices; leurs droits ne furent consolidés qu'après une importante réduction. Du moins, le paiement régulier des arrérages, auquel ils n'étaient plus habitués, récompensa leur résignation.

La revision des rentes restitua au roi de larges revenus; le service des arrérages fut diminué de près des deux tiers. Colbert tenta une opération analogue à l'égard du domaine corporel, qui avait été, lui aussi, aliéné ou usurpé dans des conditions déplorables. Mais il eût fallu, pour la mener à bien, posséder un terrier exact du domaine. La confection en fut entreprise, mais cette œuvre de longue haleine ne fut terminée qu'au cours du XVIII^e siècle. Colbert n'obtint de résultats tangibles qu'en ce qui concerne les forêts, dont le produit net décupla pendant son administration.

Ces mesures permirent de diminuer légèrement la taille, si lourde au pauvre peuple. Colbert chercha à l'alléger en interdisant les levées irrégulières et en poursuivant les faux nobles, qui avaient usurpé la noblesse pour s'en exempter. Il songea même à en reviser l'assiette, en généralisant la méthode des pays de taille réelle. Mais le projet était trop ambitieux et il dut se contenter de lutter avec ses intendants contre les abus locaux d'influence, suite de la crise générale de l'autorité, qui viciaient la répartition de la taille.

Les impôts indirects, grâce à un meilleur aménagement et à l'augmentation de consommation due à la paix, rapportèrent davantage. Colbert codifia les règlements, si complexes, relatifs à la gabelle, et supprima les douanes intérieures dans l'enceinte des cinq grosses fermes. Mais, arrêté par d'invincibles traditions et par des raisons de haute politique, il ne parvint pas à unifier le régime douanier; il n'éclaircit pas non plus la matière si touffue des aides. Et, s'il améliora la perception des deniers publics, tout en supprimant beaucoup de petits offices de finances, il ne réussit sans doute pas à enrayer toutes les friponneries des agents de la Ferme. Il fit, du moins, tout ce qu'il put et il parvint, tant que dura la paix, à maintenir l'équilibre budgétaire, en donnant satisfaction à toutes les demandes du roi.

Colbert ne se contenta pas de mettre de l'ordre dans les affaires du roi; il en voulut mettre aussi dans celles des villes qui, dirigées par une oligarchie peu scrupuleuse, avaient souvent, dans des conditions suspectes, aliéné leur domaine et contracté des dettes écrasantes. Les intendants s'y appliquèrent, et Colbert consolida les résultats acquis en soumettant à des règles strictes la gestion de leurs finances. Dur pour lui-même et pour les autres, il avait plus confiance en l'autorité qu'en la liberté pour restaurer le bon ordre et le maintenir; on le lui pardonnera plus aisément, si l'on veut bien songer à la licence, longtemps débridée, dont il eut à combattre les suites.

LA RESTAURATION DE L'ORDRE PUBLIC ET LA RÉFORME DE LA JUSTICE. — Les longues guerres et les discordes civiles avaient fait refluer dans les grandes villes des gens sans aveu, et les attaques à main armée étaient continuelles. Colbert fit renfermer, non sans brutalité, tous les mendiants valides. On adjoignit au prévôt de Paris un « lieutenant pour la police » qui put consacrer tout son temps au rétablissement de la sécurité publique; on en créa d'autres dans les

et parfois se livraient au brigandage, en trouvant d'étranges complicités près des autorités locales. Les cours souveraines, d'ordre du roi, envoyèrent des délégations tenir des « Grands Jours », qui se substituèrent aux juridictions ordinaires. Les Grands Jours d'Auvergne, tenus avec un grand déploiement de troupes en 1665, sont les plus célèbres. Beaucoup de coupables, sans doute, échappèrent au châtiement par la fuite, mais les Grands Jours firent d'utiles exemples et restaurèrent deux sentiments élémentaires, mais essentiels pour la sauvegarde de l'ordre public : chez les violents, le respect, et chez les bien intentionnés, la confiance en la justice du roi.

Dans la plupart des provinces, d'ailleurs, il ne fut pas nécessaire de tenir tout cet appareil; les commissions données aux intendants leur conféraient toute l'autorité dont ces agents énergiques avaient besoin pour rétablir l'ordre. Les gentilshommes apprirent à les respecter, comme aussi ces agitateurs de toutes classes qui savaient spéculer sur la misère du peuple pour le pousser aux vaines rébellions.

Mais la justice réglée avait besoin, elle aussi, d'être surveillée. Traditionnellement, aux lendemains des heures difficiles, le roi rendait une ordonnance pour « la réformation de la justice », afin qu'elle soit plus exacte, plus prompte et moins coûteuse. Colbert voulut mieux encore pour son maître; il rêvait de lui assurer la gloire d'un Justinien en « réduisant tout son royaume sur une même loi, même mesure et même poids ». Sur sa proposition, le roi convoqua, en 1665, un « Conseil de justice » dont Pussort, son oncle, conseiller d'État, fut l'âme; les parlementaires en avaient été exclus à dessein, mais l'habile diplomatie du premier président de Lamoignon, auprès du roi, réussit à les y réintroduire.

C'est ainsi que, après de minutieuses études, furent promulguées : en 1667, l'Ordonnance civile qui unifia et simplifia la procédure ordinaire; en 1670, l'Ordonnance criminelle qui, malgré les tendances plus humaines de Lamoignon, renchérit encore sur les sévérités de la vieille procédure inquisitoire avec son secret et sa torture; en 1669, l'Ordonnance des eaux et forêts, qui donna enfin à Colbert le moyen de défendre les bois « pour la marine »; en 1673, l'Ordonnance sur le commerce, à laquelle travailla l'érudit et sage Jacques Savary,

type du « parfait négociant ». Pour être complet, il faudrait citer encore : l'Ordonnance de la marine, l'Ordonnance sur les nègres d'Amérique, qui améliora, en la précisant, la condition des nègres aux colonies, et beaucoup d'autres édits moins connus qui réglèrent les épices et les frais de justice et diminuèrent le nombre des justices seigneuriales. Presque tous ces édits se heurtèrent aux résistances intéressées des Parlements, mais le roi imposa sa volonté. C'était contribuer au développement de l'économie nationale que de retrancher sur cette matière stérile des procès où tant d'hommes distingués s'épuisaient. Colbert avait vu et frappé juste : si les Parlements conservèrent leur prestige, la régularisation de la procédure et l'application surveillée des ordonnances déterminèrent le déclin des juridictions subalternes, déclin qui s'accroîtra au XVIII^e siècle.

L'ENCOURAGEMENT A LA PRODUCTION. — LES COLONIES. — Il ne suffisait pas alors de placer dans des conditions favorables les activités individuelles; elles avaient besoin d'être stimulées par l'État. Dès 1663, Colbert fit faire par ses intendants une grande enquête sur l'état de l'agriculture. Bien documenté, il poussa aux défrichements, favorisa les cultures industrielles, améliora le cheptel par l'introduction des plus belles races étrangères. Mais il s'appliqua surtout aux voies de communication, incroyablement négligées depuis Sully. Il fit supprimer les péages, indûment établis par certains seigneurs. Il encouragea la création du canal d'Orléans à Montargis et soutint de toute son influence Riquet et son canal des Deux-Mers, qui fut achevé en 1681.



JEAN-BAPTISTE COLBERT (1619-1683). — Buste par Antoine Coysevox. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

Dans les provinces survivait ce vieil esprit féodal que les guerres de religion avaient déjà réveillé; dans les régions éloignées ou d'accès difficile, certains seigneurs, mal surveillés, tyrannisaient les campagnes

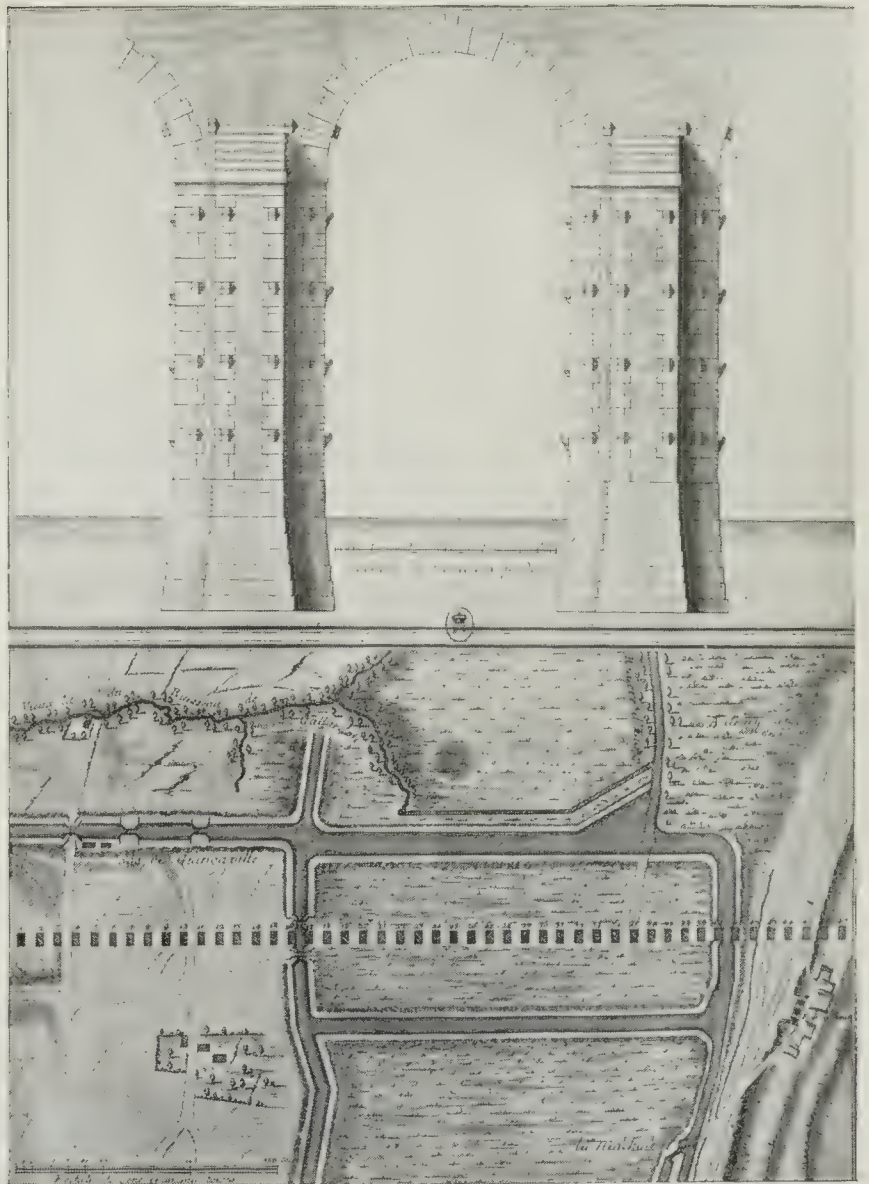
Mais son attention particulière se porta sur le commerce et l'industrie, qui, plus encore que l'agriculture, devaient être encouragés. Il a une politique de la population : il voudrait beaucoup de têtes et beaucoup de bras pour les opérations lucratives qui enrichissent l'État en même temps que les individus. Son but immédiat est d'éviter la sortie de l'or en créant en France les objets de luxe que les hautes classes demandaient à l'étranger. Le moyen était plus sûr que les édits somptuaires, et en le développant on pouvait amener l'or étranger dans un royaume qui n'avait pas les galions venus d'Amérique. C'est pour cela que Colbert donne un nouvel essor aux manufactures royales et favorise la création de grandes manufactures protégées par un monopole, soutenues par des subventions et des privilèges fiscaux, mais en revanche étroitement surveillées pour qu'une irréprochable fabrication satisfasse la riche clientèle et s'impose sur les marchés extérieurs.

Son ambition allait plus loin : jusqu'au grand commerce maritime, qui enrichissait l'Angleterre et plus encore la Hollande. Il s'appliqua à ranimer la flotte commerciale, bien réduite par la négligence de ses prédécesseurs et les méfaits des pirates barbaresques. Il lui donna un essor un peu artificiel par des subventions et des surtaxes sur le tonnage étranger. Il s'efforça, avec un succès médiocre, de constituer et de faire vivre de grandes compagnies de navigation pour le commerce des Indes et du Levant, à l'imitation des compagnies hollandaises à monopole. Dans le même esprit, Colbert poussa tant qu'il put au développement économique des colonies. Il réussit à accroître la population blanche au Canada, comme aux Antilles. Pour encourager les initiatives individuelles, il créa des « colonies royales », organisées sous l'autorité directe du souverain, que représentaient un gouverneur et un intendant. Il songeait à de nouveaux établissements, mais la guerre de Hollande ruina ses projets.

LA MARINE MILITAIRE. — La reconstitution de notre flotte de guerre avait seule permis l'essor du commerce maritime et colonial. Ce fut l'œuvre de prédilection de Colbert et l'une de celles où sa ténacité et son souci des détails obtinrent les succès les plus éclatants, malgré des difficultés de toutes sortes tenant à la dualité des flottes du Ponant et du Levant et à une organisation extraordinairement enchevêtrée.

Il commença par acheter des bateaux à l'étranger, mais il réussit bientôt à grouper en France tout ce qu'il fallait pour les construire et les armer. Des ports, remis en état ou créés de toutes pièces, leur offrirent des refuges fortifiés par Vauban, où ils pouvaient être rapidement réparés. Pour leur procurer des équipages plus sûrement qu'en arrêtant toute la navigation commerciale, il établit le système des « classes », qui imposait aux marins de profession un certain temps de service sur les vaisseaux du roi, moyennant certains avantages matériels. Des écoles de cadets formèrent des officiers, à qui la bravoure ne pouvait tenir lieu de connaissances techniques.

Colbert et son fils, le marquis de Seignelay, à qui il fit de bonne heure donner la survivance de sa charge, obtinrent des résultats extraordinaires. Les galères du Levant tinrent en respect les Barbaresques et la flotte de haute mer, sous les ordres de Duquesne, de Châteaurenault ou de Tourville, remporta d'éclatants succès. Mais la pros-

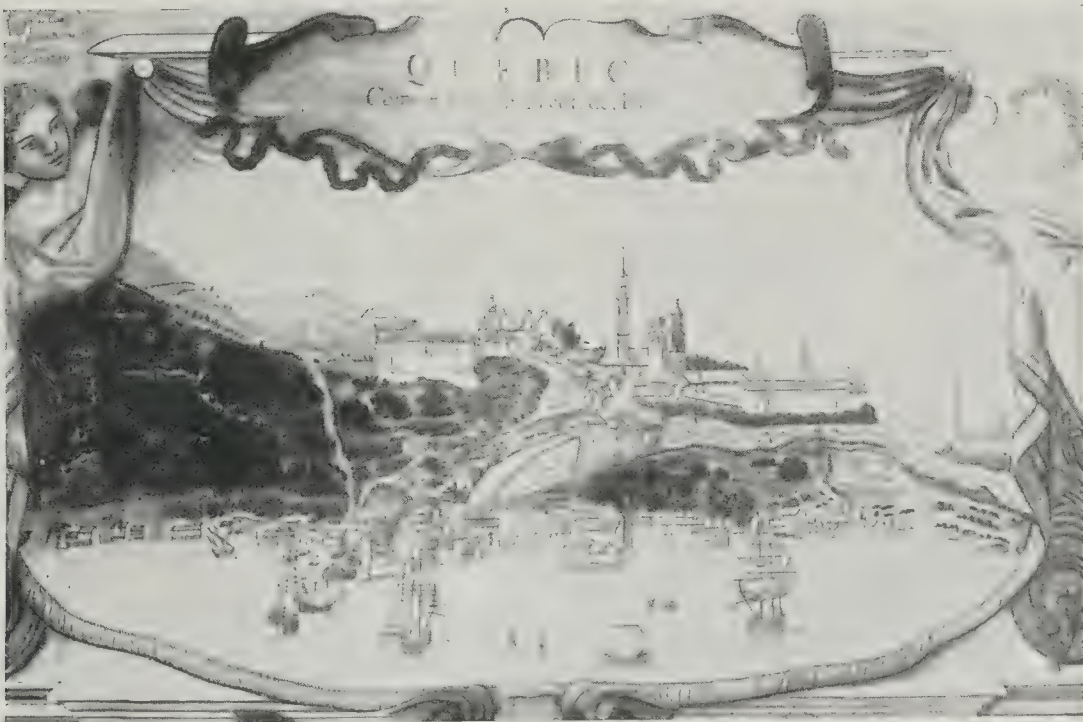


PLAN de l'immense aqueduc (inachevé) de Maintenon (Eure-et-Loir), destiné à amener les eaux de l'Eure à Versailles. La guerre de 1688 en interrompit la construction, commencée par 30 000 ouvriers. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

périté de la marine militaire ne survécut pas à la mort de Seignelay. A la fin du règne, il fallut se borner à la guerre de course, où s'illustrèrent Jean Bart et Duguay-Trouin. Malgré des efforts souvent ingénieux, Colbert ne réussit pas à intéresser sérieusement le roi aux choses de la marine.

LES MAUVAIS JOURS. — Le prodigieux travail de Colbert au contrôle général ne l'empêcha pas d'être débordé par les exigences croissantes de la politique royale. Tant que dura la paix, il maintint l'équilibre budgétaire. Mais lorsque, à partir de 1668, le roi se prépara à la guerre, l'équilibre devint plus précaire et la guerre, à partir de 1672, le ruina définitivement. Colbert dut passer à l'insuffisance des impôts par la création d'affaires extraordinaires dont la fructueuse exploitation était livrée à des traitants contre un versement immédiat qui soulageait la trésorerie. Le plus remarquable de ces expédients fut « la formule », taxe sur les papiers et parchemins servant aux actes judiciaires et extrajudiciaires. L'édit du « papier timbré » souleva de violentes colères ; il provoqua des émeutes à Bordeaux, et en Bretagne une véritable révolte (1675).

Colbert dut aussi, malgré ses répugnances, recourir à l'emprunt. Il montra sa supériorité de conception en créant une caisse acceptant, contre un intérêt modéré, des versements à court terme et drainant ainsi, au profit du Trésor, les ressources flottantes de l'épargne sans recourir à l'intermédiaire onéreux des traitants. Cette caisse rendit de grands services, mais il fallut aussi aliéner des rentes à des taux de plus en plus élevés, à cause du resserrement du crédit provoqué par la guerre. La paix signée, Colbert s'appliqua à diminuer le poids de la Dette, comme il l'avait fait au début de son ministère. Mais cette fois il employa le procédé



VUE DE QUÉBEC. — D'après un cartouche ornant une carte de l'Amérique septentrionale en 1688, par J.-B.-L. Franquelin.



VAISSEAU DE PREMIER RANG, portant 104 pièces de canon. Époque de Louis XIV. — D'après un dessin à l'encre de Chine, attribué à P. Puget. — Musée de la Marine, Paris.

correct de la conversion, en offrant le remboursement du capital aux rentiers qui ne voulaient pas accepter la réduction des intérêts. L'opération, bien conduite, réussit à merveille.

LE DÉCLIN ET LA MORT. — Mais pour revoir les beaux jours de 1662 à 1668, il eût fallu enoyer les dépenses, et surtout les dépenses militaires, à une époque où Louvois poussait son maître à une politique de prestige qui exigeait le maintien sur le pied de guerre d'une importante armée. En vain, Colbert multiplia les remontrances jusqu'à risquer de compromettre sa situation ministérielle. Il dut comprendre, à bien des signes, que sa politique, virile et saine, mais un peu chagrine, plaisait moins à un roi un peu grisé par le succès et l'adulation. A la fin de sa vie, Colbert n'est plus écouté comme aux premiers jours. Louis XIV, uniquement attentif à sa gloire personnelle, s'applique à tenir la balance égale entre les deux grandes familles ministérielles qui le servent et dont il a fait, sans lésiner, la fortune.

Si en 1672, pour ne pas contrister Colbert, il consentit à ne pas donner à Michel Le Tellier la chancellerie, vacante par la mort de Séguier, en 1677 il conféra à son vieux serviteur la charge suprême du royaume. Par contre, en 1679, lors de la disgrâce de Pomponne, les affaires étrangères furent confiées à Colbert de Croissy. Cela ne consola pas Colbert de la faveur grandissante dont la famille rivale lui semblait jouir. On raconte que quelques observations du roi sur la conduite de Colbert d'Ormoy, son fils, surintendant des bâtiments, déterminèrent la crise suprême d'amertume qui brisa, en 1683, sa santé prématurément usée par l'excès du travail. Le roi ne semble pas avoir beaucoup regretté le grand ministre ; il agit à l'égard de sa famille avec cette convenance parfaite qu'il apportait en toutes choses, mais il enleva à Colbert d'Ormoy, contre compensation, la surintendance des bâtiments et la confia à Louvois ; le contrôle général passa à un ami de ce dernier, Le Peletier. L'influence de Louvois l'emportait nettement.

LOUVOIS ET L'ADMINISTRATION MILITAIRE. — François-Michel Le Tellier, marquis de Louvois, né en 1639, avait été, dès 1662, associé à son père, Michel Le Tellier, ministre d'État, et avait obtenu la survivance de sa charge de secrétaire d'État au département de la guerre. Lorsque, en 1677, son père fut nommé chancelier, il l'occupa seul jusqu'à sa mort, survenue subitement en 1691. Alors que son père était poli, modeste, presque effacé, Louvois avait un tempérament autoritaire et brusque qui lui valut beaucoup d'ennemis. Mais il avait une intelligence rapide et étendue, une grande force de travail et le goût de tout voir par lui-même. Admis de bonne heure dans le Conseil d'en haut, il y joua un rôle important, mais songea plus à plaire au roi et à rechercher ses desseins secrets qu'à agir selon le bien public. Louis XIV apprécia beaucoup son empressement à le servir, qui contrastait avec la manière revêche de Colbert ; mais, malgré le zèle qu'il déploya dans sa charge de surintendant des bâtiments, il semble bien qu'il finit par fatiguer son maître

et que de secrets dissentiments s'élevèrent entre eux. Si l'on peut contester ses conceptions de politique générale, l'œuvre qu'il accomplit avec son père, puis seul, au département de la guerre, mérite d'être approuvée sans réserve.

L'armée, au temps de Richelieu, n'était qu'une agglomération de bandes que la guerre ralliait et qui se dissolvaient à la paix. Les chefs, énergiques, mais peu scrupuleux, gardaient le plus possible des deniers que leur versait l'extraordinaire des guerres, et, sous couleur de « compositions », rançonnaient les régions qu'ils occupaient ; les soldats, qui n'obéissaient qu'à leur chef direct, compensaient par des brigandages l'insuffisance de la solde et du ravitaillement.

Le redressement de l'autorité, après les désordres de la Fronde, fit comprendre aux chefs les plus orgueilleux que l'armée était d'abord l'armée du roi, qu'il entendait y rétablir, malgré toutes les susceptibilités de personne, une rigoureuse subordination hiérarchique et y faire régner la discipline, en assurant le paiement régulier de la solde et le bien-être matériel du soldat. L'action personnelle de Louis XIV, qui s'intéressait aux moindres détails de la vie militaire, soutint toujours son ministre et ses subordonnés directs, les intendants d'armée et les commissaires des guerres.

La hiérarchie militaire fut simplifiée et précisée, depuis le maréchal général des camps et armées du roi, poste suprême créé pour Turenne, jusqu'au sous-lieutenant, en passant par les maréchaux de France, les lieutenants généraux, les mestres de camp, les colonels, créés dans chaque régiment après la suppression du colonel-général de l'infanterie, les majors, les capitaines et les lieutenants. Le commandement appartient toujours à l'officier du grade le plus élevé et, à égalité, au plus ancien dans le grade.

Les charges de colonels et de capitaines restèrent vénales, mais on surveilla étroitement ces officiers pour que régiments et compagnies fussent toujours à l'effectif réglementaire. Le roi se réserva la collation de tous les grades. Le nombre et la composition des régiments furent précisés. L'artillerie, traitée jusqu'alors comme un corps auxiliaire d'ouvriers, fut enrégimentée ; on n'alla pas jusque-là pour le génie, mais les ingénieurs furent assimilés aux officiers. L'armement fut perfectionné et la généralisation de l'uniforme contribua beaucoup à la bonne apparence et à la tenue des troupes.

L'armée se recrute toujours par voie d'engagements volontaires, plus ou moins provoqués par les artifices du « racolage », parmi les aventureux ou les déclassés. Le système n'allait pas sans de graves abus, diminués sans doute par une administration plus exacte, mais sur lesquels on fermait les yeux dans les circonstances difficiles. En 1688, Louvois fit une application du service militaire obligatoire, en organisant les « milices provinciales ». Chaque paroisse devait, selon les besoins, fournir et équiper un certain nombre de miliciens tirés au sort, sous la surveillance de l'intendant, parmi les jeunes gens aptes à servir et qui ne paraissent pas indispensables au maintien de la vie économique du pays.



FRANÇOIS-MICHEL LE TELLIER, MARQUIS DE LOUVOIS (1639-1691), secrétaire d'État à la Guerre. — D'après une gravure de C. Lefebvre. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes



LOUVOIS PRÉSENTE A LOUIS XIV LES PLANS DES INVALIDES. — Tapisserie des Gobelins, exécutée d'après les cartons de Lebrun et Van der Meulen. — Mobilier national. CL. GIRAUDON.

Les miliciens, après avoir été instruits, rentraient dans leurs foyers, mais restaient à la disposition du roi. La noblesse locale, libérée de l'arrière-ban, fournit des cadres à cette troupe qui était, dans son essence, une formation territoriale, mais qui fut parfois, aux moments critiques, versée dans l'armée active.

En faisant appliquer et en perfectionnant les règlements anciens et en multipliant les casernements, Louvois rendit moins lourde la charge du logement des gens de guerre. Le service de l'étape assura la distribution des rations, puis le transport de leurs bagages, aux troupes en déplacement sur des lignes mûrement étudiées ; on diminuait ainsi, autant que possible, les contacts directs avec l'habitant. Près des frontières, des magasins de vivres et de fourrages furent constitués, qui élargirent les possibilités de manœuvres et permirent les effets de surprise. C'est dans cette question capitale du ravitaillement que Le Tellier et Louvois montrèrent leur supériorité.

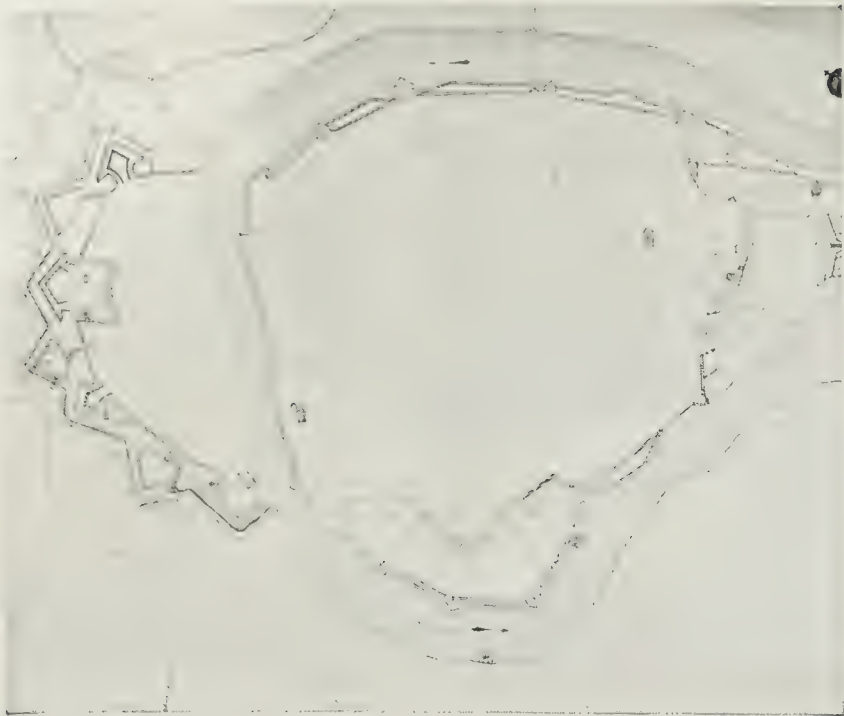
L'organisation sanitaire des armées resta plus défectueuse. Du moins, la construction dans la plaine de Grenelle de l'hôtel des Invalides, sur les plans sobres et grandioses de Bruant, résolut, après bien des tentatives vaines, le problème douloureux des soldats vieillissants ou blessés à la guerre (1674). Cette belle fondation fut alimentée par des taxes spéciales et par les contributions des abbayes, dispensées désormais d'entretenir les invalides, à titre d'oblats ou de frères lais. Les officiers sans fortune, blessés ou retraités, furent dotés sur les biens des anciens ordres militaires. Enfin, peu après la mort de Louvois, la création de l'ordre de Saint-Louis, accordé aux bons officiers sans exigence de noblesse, encouragea les officiers modestes qui, mieux que les courtisans, faisaient la solidité de l'armée royale.

VAUBAN ET LES FORTIFICATIONS. — Sébastien Le Prestre, seigneur de Vauban, issu, en 1633, d'une famille bourguignonne de très petite noblesse, servit avec tant d'intelligence et de

zèle qu'il parvint à la dignité de maréchal de France, malgré l'obscurité de sa naissance et le peu de considération du corps des ingénieurs où il fit sa carrière. D'abord sous les ordres de Colbert, qui avait la surintendance des fortifications, puis nommé commissaire général des fortifications, il couvrit nos frontières d'un réseau de places fortes admirablement combiné. Sa science d'ingénieur se révèle, surtout, au parti qu'il sut tirer du terrain. Il montra la même habileté dans les sièges qu'il conduisait avec une méthode rigoureuse, pour épargner la vie du soldat. A parcourir le royaume en tous sens et à vivre familièrement avec les ouvriers et les paysans, qui travaillaient aux fortifications, ce grand homme de guerre s'était intéressé au sort des humbles. Ses *Oisivetés* sont remplies de descriptions sympathiques et de projets généreux. En 1699, il conçut même et soumit au roi un plan pour améliorer la situation du peuple en remplaçant tous les impôts par une « dîme royale » sur les divers revenus. En 1706, il fit imprimer son mémoire à petit nombre et sans permission. Un arrêt du Conseil condamna l'ouvrage, non sans ménagements. Et Vauban, dont la santé était usée, mourut quelques jours après, tout troublé d'avoir manqué à la discipline pour obéir aux élans de son cœur.

LES MISÈRES DE LA FIN DU RÈGNE. — Louvois paraît bien avoir succédé à Colbert dans sa situation de fait de ministre influent. Mais, à sa mort, personne dans le ministère n'était en mesure de le remplacer. Son fils, Barbezieux, qui avait la survivance de la charge, dirigea après lui le département de la guerre ; il mourut dès 1701, victime de son ardeur au plaisir. Chamillard et Voisin ne furent, à la guerre, que des subalternes entièrement dirigés par le roi, qui s'occupe de plus en plus du détail des affaires.

Les successeurs de Colbert au contrôle général n'avaient ni sa capacité ni sa puissance de travail : Le Peletier (1683-1689) et Chamillard (1699-1708) se montrèrent insuffisants ; Pontchartrain (1689-



FORTIFICATIONS ÉDIFIÉES PAR VAUBAN POUR LA DÉFENSE DE BESANÇON. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

1699), qui devint chancelier, fut un excellent administrateur ; et Desmarets, neveu de Colbert qui, après avoir assisté Pontchartrain, occupa la charge aux pires moments, était à la hauteur de sa tâche. Mais, dans l'ensemble, on doit constater un affaiblissement marqué du personnel gouvernemental. Il fut d'ailleurs débordé par les événements, qui ne permettent plus de suivre une politique constructive. Les querelles religieuses altèrent l'unité morale du pays ; la révocation de l'édit de Nantes, avant même l'ère des révoltes ouvertes, absorbe les forces vives de l'administration ; l'esprit d'agitation se répand, mal retenu par un pouvoir de moins en moins heureux ; et surtout, les guerres presque continuelles condamnent le gouvernement à la vie au jour le jour et aux expédients, destructeurs des bonnes règles.

Le fléchissement financier s'aggrave irrémédiablement. Sans doute, Pontchartrain eut le courage de faire créer, en 1695, un nouvel impôt, la capitation, dont personne, en principe, ne devait être exempté, et Desmarets, en 1710, fit adopter au roi, malgré ses scrupules, un impôt du dixième sur tous les revenus nets, qui ranima un peu le crédit.

Mais ces remèdes héroïques furent bien loin de suffire. Dès 1689, il fallut multiplier les affaires extraordinaires : augmentations de gages, qui ruinèrent parfois les officiers de fortune modeste ; créations d'offices inutiles ou même ridicules qui discréditèrent les fonctions publiques ou restreignirent encore les libertés municipales ; anoblissements à prix d'argent, qui permirent aux plus aisés de s'affranchir de la taille. Le domaine, que l'on chercha à étendre par des subtilités de légistes, fut exploité à l'excès ; de nouveaux édits fiscaux dont certains, comme celui du « contrôle », reposaient sur des idées justes, rapportèrent des sommes importantes.

On recourut aux emprunts sous les formes les plus diverses, si bien qu'il fallut en venir, après bien des conversions, à la suspension des arrérages. De nombreuses caisses émirent des billets qui, après avoir momentanément soulagé la trésorerie, ne tardèrent pas à être décriés l'un après l'autre. Des mutations de monnaies, justifiées, dans leur principe, par des variations survenues dans la valeur marchande respective de l'or et de l'argent, servirent bientôt à des opérations fructueuses pour le Trésor, mais qui troublèrent beaucoup le commerce.

La mise en jeu de toute cette fiscalité épuisa le pays. Les pays d'États, aussi bien que le clergé et les villes, montrèrent beaucoup de patriotisme, mais trouvèrent lourd un régime autoritaire que le succès



COSTUMES d'hommes de troupe sous Louis XIV. — D'après une image populaire du temps. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

n'allégeait plus. Dans les pays d'élection, les intendants firent de leur mieux pour contenter le contrôleur général, mais ils durent constater et signaler le dépérissement des provinces. Les disettes locales, mal endémique dans un royaume trop dépourvu de voies de communication, deviennent de véritables désastres. La pauvreté du peuple est telle, qu'à certaines époques, les fermiers généraux ne peuvent exécuter leurs contrats ; il faut mettre en régie le recouvrement des deniers du roi. De nouveau, les financiers jouent un rôle de premier plan et font payer cher le crédit, dont seuls ils jouissent encore dans le public. Le tableau connu du vieux roi cajolant, dans les jardins de Marly, le riche banquier Samuel Bernard illustre cette triste situation dont Colbert aurait voulu éviter à jamais le retour.

A fonctionner ainsi à ressorts tendus, l'absolutisme monarchique, malgré l'habileté et les bonnes intentions de beaucoup de ses agents, soulève une opposition croissante. Il ne s'agit pas sans doute de vraie révolte, et les émeutes, qui se multiplient, ne sont guère que des mouvements locaux provoqués par l'excès de misère. Mais, dans le peuple, le désenchantement, puis l'amertume, a succédé à l'adulation. Et, dans les milieux influents, même chez des esprits bien intentionnés, se révèlent des tendances à la critique et à l'opposition. Autour

du duc de Bourgogne, Fénelon, le duc de Chevreuse, Saint-Simon, rêvent de tempérer l'absolutisme en rendant de l'autorité à l'aristocratie de naissance, et en rétablissant ou en renforçant de traditionnels organes de contrôle, comme les États généraux et provinciaux. Certaines de leurs vues étaient sages, mais péchaient par la base : l'aristocratie de naissance, plus tracassière qu'active, n'était plus en mesure de fournir au roi les cadres laborieux et compétents que lui avaient donnés ces grands parvenus, dont il avait fait la fortune !

Ce qu'il fallait surtout à la France, c'était une constante application à surveiller les détails et à améliorer les institutions fiscales. L'administration royale le sait bien et, dès qu'elle peut respirer, elle va d'elle-même aux excellentes méthodes que Colbert lui a enseignées. En 1697, elle mène à bien une vaste enquête sur la situation du royaume, destinée, sans doute, à instruire le duc de Bourgogne, mais qui peut aussi servir de base à un large plan de réformes. En 1700, est rétabli le Conseil de commerce qui avait eu, sous Colbert, une existence éphémère ; les villes les plus commerçantes du royaume y envoient des députés, et les intendants du commerce, rattachés au Contrôle général, y assurent la continuité du travail. Sous son impulsion, le gouvernement abandonne peu à peu la



SÉBASTIEN LE PRESTRE, SEIGNEUR DE VAUBAN (1633-1707), maréchal de France. — Peinture de Largillière. — Musée de Versailles. Cf. GRAUDON

politique trop protectionniste de Colbert et signe des traités de commerce.

Il eût fallu, sans doute, des réformes plus profondes et des hommes de bien, comme Boisguillebert et Vauban l'ont dit courageusement. Mais, pour de telles besognes, l'administration n'avait plus les féconds loisirs de la paix. Il ne serait pas équitable de la rendre responsable d'une situation créée avant tout par la continuité de la guerre.

On dit, parfois, que la politique personnelle de Louis XIV a épuisé entièrement l'administration intérieure et préparé ainsi, en poussant ses principes à l'extrême, la chute de la monarchie. On peut soutenir au contraire que, au cours du XVIII^e siècle, les cadres solides de cette administration, si bien montée, ont donné à la France l'illusion d'être conduite, malgré la carence du roi, moteur principal, et qu'ils ont retardé la catastrophe. Si Louis XIV a exercé à la perfection son métier de roi, il ne dépendait pas de lui, sans doute, de transmettre à ses successeurs son difficile secret.

Mais il a clairement vu les conditions générales auxquelles pouvait être administré le mieux possible un grand royaume, dans l'ordre et dans la subordination. C'est à partir de son règne personnel et grâce à la brillante équipe ministérielle qu'il a su recruter et encourager, que la France prend vraiment figure d'État moderne, centralisé et discipliné. Il y a eu un mérite que les excès de sa dépense et les malheurs de la fin du règne ne doivent pas faire oublier.

II. LES AFFAIRES RELIGIEUSES

LE GALLICANISME. — Louis XIV, malgré les désordres de sa vie privée, dans sa jeunesse, a toujours été sincèrement religieux ; là est la cause principale de l'hostilité qu'il a marquée de bonne heure à l'encontre de toute dissidence : protestantisme, jansénisme ou quiétisme. Mais ses dispositions personnelles ont été probablement accentuées par celles de son entourage, surtout dans la seconde période de sa vie, où les questions religieuses passent au premier plan de ses préoccupations de politique intérieure. L'influence de M^{me} de Maintenon paraît bien avoir été, dans ce domaine, prépondérante. Il faut y joindre celle du confesseur, choisi depuis Henri IV dans l'ordre des Jésuites ; avec des tempéraments différents, le P. de La Chaise, de 1675 à 1709 ; le P. Le Tellier, jusqu'à sa mort, ont poussé le roi à une sévérité croissante à l'égard des protestants et des jansénistes. Bossuet, qui rendit de grands services en 1682, inclinait à la modération, mais disparut assez tôt. L'action de Fénelon, écarté quelque temps par l'affaire du quiétisme, s'exerça de nouveau par l'intermédiaire du duc de Chevreuse dans le sens d'un accord toujours plus intime avec la papauté.

Mais le roi Très Chrétien, attaché aux droits de sa couronne, sensible à tout ce qui touchait son prestige extérieur, a eu avec le pape, malgré son zèle pour l'orthodoxie, de très sérieux conflits. Il y fut sans doute poussé par ses conseillers, fort attachés par profession à cette doctrine, fuyante dans ses principes, mais tranchante dans ses maximes, qu'on appelle le gallicanisme.

Né au temps de Philippe le Bel, le gallicanisme s'était développé au XV^e siècle en profitant de la crise du Grand Schisme et avait subi, au XVI^e siècle, l'influence des idées protestantes sur les droits du pouvoir civil en matière religieuse. A la fin du XVI^e siècle, Pierre Pithou, un avocat humaniste revenu au catholicisme après avoir incliné vers les idées nouvelles, avait résumé, dans un



« LE SECOURS DU POTAGE ». Distribution d'aliments aux indigents pendant l'hiver de 1709. — D'après une gravure populaire du temps. — Bibl. Nat. Estampes.

petit livre bientôt découpé en quatre-vingt-trois articles, « les libertés de l'Église gallicane ». Ce mince ouvrage, devenu le bréviaire des parlementaires, avait été méthodiquement enrichi de preuves, en 1639, par Pierre Dupuy, garde des archives royales.

Le gallicanisme affirme d'abord la complète indépendance du roi et de ses officiers dans les affaires temporelles ; et, comme la difficulté principale consiste à fixer ce qui est temporel et ce qui est spirituel, la thèse gallicane donne au roi la liberté de définir seul les limites de son autorité.

En second lieu, le gallicanisme a fait sien la thèse dogmatique de la supériorité du concile œcuménique sur le pape ; c'est sur ce point que se révèle le plus clairement l'opposition entre les gallicans et les docteurs ultramontains qui soutiennent les droits du pape. Mais le gallicanisme des politiques et des parlementaires, peu soucieux de théologie, n'opposait l'autorité du concile à celle du pape que pour mieux assurer l'indépendance de l'Église gallicane à l'égard de toute autorité extérieure, au moins dans les questions de discipline. Il aboutit bientôt à attribuer au roi, comme protecteur de l'Église gallicane, une sorte de contrôle discrétionnaire sur les décisions du pape ou du concile, qu'il devait revêtir, pour les rendre exécutoires, de lettres-patentes enregistrées au Parlement.

Et, ce droit de contrôle ayant été mis hors de discussion, il fut facile de franchir le dernier pas : le roi, de par son zèle pour la foi et de par les générosités de ses ancêtres, jouit dans l'Église gallicane de la situation d'un « évêque du dehors » qui lui permet de légiférer et d'intervenir directement dans toutes les matières disciplinaires ou mixtes. Les gallicans sont si fiers des libertés dont jouit leur Église à l'égard de la hiérarchie catholique, qu'ils ne voient pas ou ne veulent pas voir tout ce qui l'asservit à l'égard du roi.

Les Parlements, qui ont plus que quiconque fondé la doctrine, en sont les défenseurs vigilants. Mais le roi n'y adhère que dans la mesure où elle rehausse son prestige ou favorise son dessein. Malgré les excitations de son entourage, il a toujours su se garder de la porter à ses conséquences extrêmes. Et, toujours réaliste dans son action politique, il eut bientôt compris que le recours sans réserve à l'autorité doctrinale de la papauté était le seul moyen pratique de réduire le jansénisme. Mais les jansénistes, qui voulaient rester dans l'Église en gardant leurs idées particulières, s'abritèrent derrière les thèses gal-



LE CARDINAL-LÉGAT CHIGI apporte à Louis XIV les excuses du Saint-Siège en 1662, à la suite de l'insulte faite à notre ambassadeur à Rome, le duc de Créquy. — Dessin de Ch. Lebrun. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

licanes, avec l'appui du Parlement de Paris et d'une petite minorité du clergé français. Louis XIV mesura alors les conséquences d'une doctrine qu'il avait crue uniquement favorable à son autorité. Il faut essayer de suivre, au milieu d'événements complexes, ces singuliers détours.

L'AFFAIRE DE LA RÉGALE. — Au début de son règne, Louis XIV traita le pape avec beaucoup de raideur. A la suite d'une échauffourée survenue en 1662, entre quelques Cordes de la garde pontificale et les domestiques du duc de Créqui, son ambassadeur, il prit plaisir à l'humilier : le pape dut envoyer un cardinal à Paris porter ses excuses et élever à Rome un monument commémoratif de la satisfaction donnée.

Mais la question de la régle souleva des difficultés bien plus graves. La régle, née dans le haut Moyen âge des abus du laïcisme, attribuait au roi les fruits temporels des évêchés vacants et lui donnait le droit, pendant la vacance, de nommer à certains bénéfices dont la collation appartenait normalement à l'évêque. Le pape et l'Église l'avaient tolérée au XIII^e siècle, à condition qu'elle ne reçût aucune extension nouvelle. Mais les légistes soutenaient que ce droit, annexé à la couronne, « qui était ronde », devait s'étendre à tout le royaume, et notamment aux évêchés méridionaux qui en étaient exempts. Un arrêt du Parlement de Paris en avait ainsi décidé en 1608 ; mais le clergé s'était pourvu au Conseil et l'affaire, qui était de peu de conséquences pratiquement, avait été sagement assoupie.

Louis XIV, on ne sait trop pourquoi, la réveilla. Des déclarations de 1673 et de 1675 adoptèrent la thèse du Parlement et proclamèrent la régle universelle. Les évêques se soumièrent, sauf Pavillon, évêque d'Alet, et Caulet, évêque de Pamiers, l'un et l'autre jansénistes. On procéda contre eux avec une extrême rigueur. Pavillon mourut peu après ; mais Caulet, après avoir vainement demandé justice au roi, s'adressa au pape. Innocent XI, sans se presser, envoya au roi trois brefs de plus en plus fermes et laissant entendre que, pour défendre les droits de l'Église, il ne reculerait pas devant les censures apostoliques.

Louis XIV ne répondit pas, et, tandis que ses officiers déchaînaient un schisme dans le diocèse de Pamiers, il obtint, un peu par surprise, une manifestation favorable de l'Assemblée du clergé de 1680. Son plan est de lier à sa cause l'Église gallicane.

Dans cette fin, il convoque, pour le 1^{er} octobre 1681, une Assemblée extraordinaire du clergé de France « représentant le concile ». Il n'a pas osé aller jusqu'au concile national. Les prélats, tout dévoués au roi, voudraient bien aussi ne pas déplaire au pape ; leur embarras perçut, sous le plus beau langage, dans le sermon que fit Bossuet, à l'ouverture de l'Assemblée, sur l'unité de l'Église. Pour ménager leur amour-propre, le roi atténua un peu la régle universelle. L'Assemblée en accepta le principe ; elle écrivit au pape pour l'en informer et lui demander son assentiment, afin de rétablir la concorde entre les deux puissances.

Le pape garda un silence plus éloquent que tout blâme. C'est alors que l'Assemblée, peut-être dépitée, et poussée par ceux qui cherchaient dans cette affaire l'occasion d'un pas décisif dans la voie du gallicanisme, déclara « son sentiment sur la puissance ecclésiastique ». C'est la célèbre Déclaration en quatre articles de 1682, que Bossuet avait rédigée avec tous les ménagements possibles à l'égard de Rome.

Le premier article affirme la distinction des deux pouvoirs et l'indépendance absolue des rois, au temporel. Le second, pour définir la plénitude de juridiction du pape dans les choses spirituelles, se réfère aux décrets du concile de Constance et leur reconnaît une valeur générale, même hors le temps de schisme. Le troisième dispose que l'usage de cette juridiction doit être tempéré par les anciens canons et les coutumes de l'Église gallicane. Le quatrième enfin, très ambigu, reconnaît que les questions de foi concernent principalement le siège apostolique, mais estime que son jugement n'est irréfutable que s'il a reçu l'adhésion de l'Église universelle.

Certes, ce texte prudent était loin d'épouser les vraies thèses gallicanes, mais il ne pouvait satisfaire Rome. Le pape blâma les évêques d'avoir si mal défendu les droits de leurs églises, et cassa tout ce que l'Assemblée avait fait dans cette affaire. Piquée au vif, l'Assemblée riposta, non sans fierté, et fit signifier sa protestation au nonce, qui

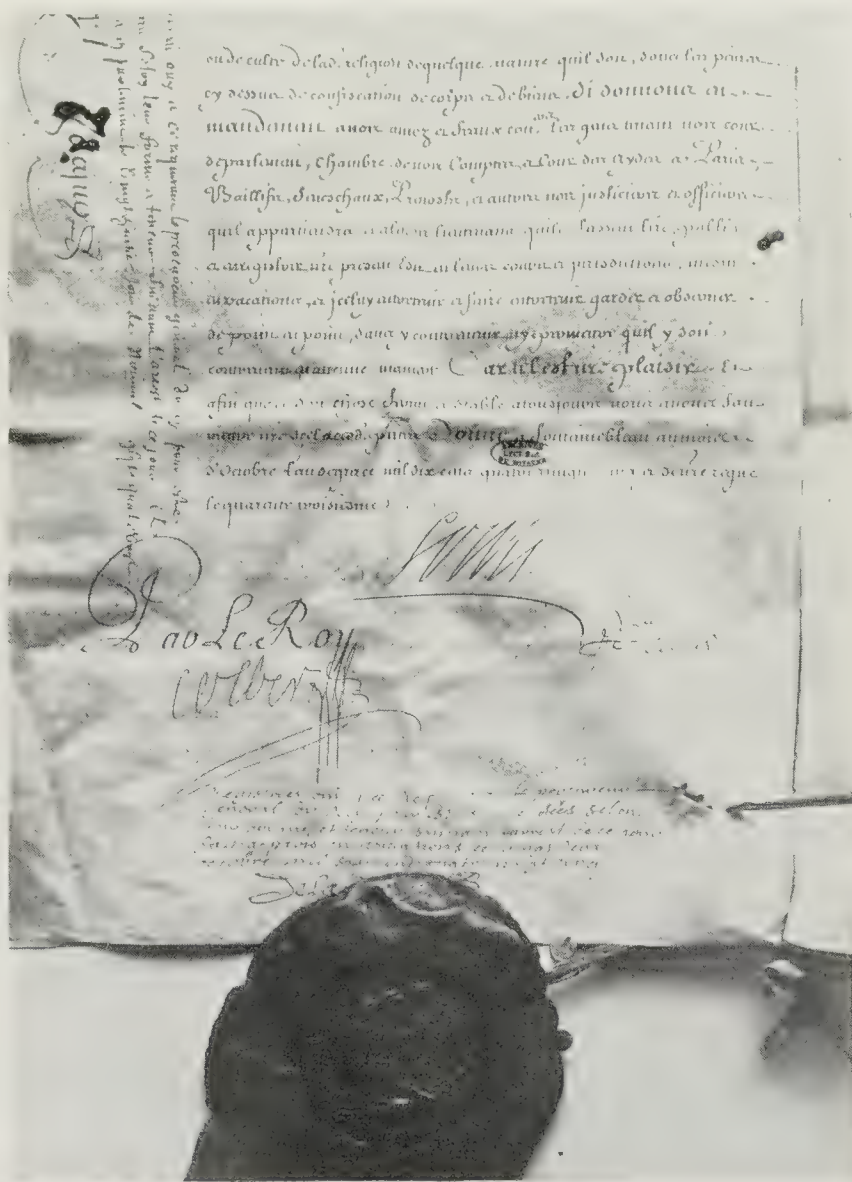
refusa de la recevoir. Elle voulait aller plus loin et presque à la rupture ; Louis XIV, brusquement, lui enjoignit de se séparer. Comprit-il, aux instances mêmes de ses conseillers, qu'il était dans une impasse ? En tout cas, il ne voulait pas « coiffer le turban », et son bon sens l'avertit que, pour acheminer l'affaire à son règlement, il fallait d'abord la dérober aux passions des magistrats comme aux susceptibilités des évêques.

La Déclaration avait été promulguée par des lettres-patentes du roi, qui prescrivait son enseignement et sa profession dans les Universités ; mais elle fut loin de plaire à tout le monde et la Sorbonne ne la reçut pas sans difficultés. Le pape eut la sagesse de ne pas la condamner dogmatiquement ; toutefois, le roi lui ayant nommé comme évêques deux prêtres du second ordre qui avaient pris part à l'Assemblée, il leur refusa leurs bulles, jusqu'à rétractation de leur conduite. Le roi s'obstina à ne pas présenter d'autres candidats, mais ne voulut pas s'écarter du Concordat en faisant consacrer en France les sujets nommés. Les deux pouvoirs se ménageaient.

En 1687, l'affaire des « franchises » recula la réconciliation. Le pape avait fulminé une bulle pour enrayer les abus notoires de l'immunité diplomatique. Lavaradin, ambassadeur de France, ayant affecté de n'en pas tenir compte, fut excommunié. Le roi lâcha la bride à son Parlement, qui déclara abusive la bulle d'excommunication

et en appela au futur concile. Le nouveau pape, Alexandre VIII, ne se laissa pas intimider ; conciliant dans les formes, il resta inflexible sur les principes : à son lit de mort, tout en écrivant au roi une lettre émouvante, il publia la bulle préparée par son prédécesseur huit ans auparavant, et cassant solennellement tous les actes de l'Assemblée de 1682.

Le roi, peut-être touché, retint son Parlement qui voulait se déchaîner encore et se décida à céder. Les évêques signèrent une rétractation chez le nonce, et le roi écrivit au pape une lettre retirant les lettres-patentes promulguant la Déclaration (1693). Pour ménager son amour-propre, la lettre resta secrète et les gallicans invoquèrent des subtilités de procédure pour affirmer, après coup, que la Déclaration gardait toute sa valeur juridique. Mais les contemporains ne s'y trompèrent pas ; et, bien que Rome n'ait pas l'habitude de clamer ses succès, on sut qu'elle en avait remporté un tout à fait indiscutable. Elle le devait à sa modération d'abord, mais aussi à la rectitude de jugement du roi. Ce prince, qui avait si nette la conception de l'unité du pouvoir dans l'ordre du temporel, finit sans doute par admettre que des nécessités aussi pressantes l'imposaient dans l'ordre spirituel. La monarchie pontificale s'y défendait par les mêmes rai-



FAC-SIMILÉ de l'édit de révocation de l'édit de Nantes (18 octobre 1685). — Archives nationales.

sons que sa monarchie à lui. Mieux que ses conseillers, que ses magistrats, que ses évêques, il aperçut, avec son « esprit de maître », la solidarité profonde qui, dans les hauteurs, unit toutes les autorités légitimes, malgré mille frictions de détail. Et ce prince si susceptible céda, avant l'irréparable, sans craindre, comme ses commis, les apparences de l'humiliation.

LES PROTESTANTS ET LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES. — Louis XIV, dès qu'il affirma ses principes personnels de gouvernement, ne cacha guère que l'existence dans son royaume d'une religion dissidente lui paraissait une anomalie ; il lui semblait naturel de voir sceller, par l'unité de religion, l'unité morale et patriotique qui s'était si aisément faite autour de sa personne. Il marqua tout de suite son dessein de récompenser tous ceux qui se montreraient dociles, de refuser toute faveur aux obstinés et d'appliquer dans sa lettre stricte l'édit de tolérance.

L'esprit de l'édit avait été de stabiliser le culte protestant là où il était exercé lors de la pacification (exercice de possession) et de lui donner, par « l'exercice de bailliage », une certaine possibilité d'extension. Il est possible, probable même, que plusieurs temples aient été construits irrégulièrement : une religion ne se soumet pas toujours dans son développement aux prescriptions administratives. Des juristes mal intentionnés, sûrs de plaire au maître, instituèrent une vaste chicane contre les temples, dont beaucoup furent condamnés. On utilisa, de même, l'imprécision des textes pour fermer beaucoup de petites écoles et d'académies (écoles secondaires) et pour brimer les jeunes protestants qui allaient s'instruire à l'étranger. Les assemblées de « la religion » ne pouvaient, selon le droit commun, se tenir qu'avec l'autorisation du roi. Il ne permit plus de synode national, après celui de Loudun (1668), et il fut interdit aux synodes provinciaux, dont la tenue fut parfois entravée, de correspondre entre eux. En 1664, un arrêt du Conseil, qui ne fut d'ailleurs pas appliqué partout, exigea la profession de la religion catholique pour l'accès aux maîtrises. De menues tracasseries révélèrent les mauvaises intentions du pouvoir. Et les vieux ennemis du protestantisme : les Assemblées du clergé, les États de Languedoc, les communautés de métiers, par leur approbation et leur vigilance à surveiller les détails, excitèrent le roi et son gouvernement dans leur hostilité.

Un grand effort fut fait en même temps pour obtenir des conversions : missions, controverses publiques, comme la dispute entre Bossuet et le ministre Claude, pour l'édification d'une nièce de Turenne, qui avait lui-même abjuré en 1668. Pour activer le mouvement, une Caisse des conversions fut créée et alimentée par le roi et par le clergé. Les ordres religieux se multiplièrent, mais, malgré une propagande intense, les résultats espérés ne purent être atteints.

Après 1680, une action bien plus systématique fut entreprise. Le roi incline à la dévotion ; la réduction de l'hérésie lui apparaît comme une œuvre méritoire ; aux yeux du pape, qu'il combat sur un autre terrain, elle prouvera d'une manière indiscutable son orthodoxie ; il paiera la fidélité de ses évêques, qui se sont compromis pour lui, en achevant une besogne chère à leur prosélytisme. La paix signée avec la Hollande et l'Angleterre a entièrement abandonné à leur sort les protestants français ; sur l'échiquier de la politique européenne, ils ne sont plus une pièce dont la diplomatie française pourrait se servir, comme aux temps de Richelieu ou de Mazarin ; ils sont bien seuls devant le grand roi, et réduits à invoquer sa clémence, en alléguant leur fidélité qui était réelle, quoique de date un peu récente. Mais nul, dans l'entourage du roi, ne les soutient : Colbert, qui apprécie leur activité, craint de se compromettre en les défendant avec trop d'insistance ; ses rivaux, Le Tellier et Louvois, prompts à deviner l'évolution qui se fait dans l'esprit du roi, contribuent par leur zèle à la précipiter et prennent allégrement sur eux la responsabilité de mesures odieuses, mais efficaces.

Une série de textes, où apparaît un dessein concerté, excluent les protestants, en violation de l'édit, de la plupart des offices, puis du barreau et enfin de la médecine. Les chambres mi-parties sont supprimées, sous l'hypocrite prétexte que les animosités entre les deux religions sont éteintes. Par un vilain détournement de pouvoir, on accorde aux nouveaux convertis des privilèges, des exemptions d'impôt et de charges militaires, tandis que les récalcitrants sont accablés par le logement des gens

de guerre. Le procédé était depuis longtemps employé pour punir quelque province indocile ; Marillac, intendant du Poitou, semble avoir eu le premier l'idée de l'appliquer, à partir de 1680, à la conversion des protestants. Louvois lui envoie des dragons, qui devinent promptement la manœuvre et se persuadent aisément qu'à débrider leurs vieux instincts ils servent le dessein du roi. Bientôt, d'affreuses violences sont commises, qui ont rendu odieux le souvenir des « dragonnades ». Louis XIV, qui les apprend, se fâche : il n'a jamais donné de tels ordres. Mais il ne sévit pas, et, après une accalmie, le système se généralise. En Béarn, une armée, en observation contre l'Espagne, détermine d'innombrables conversions dont l'intendant fait état. Ses collègues se piquent d'émulation ; la terreur gagne les protestants : en Guyenne, en Languedoc, les dragons n'ont qu'à paraître.

Les mesures les plus vexatoires hâtent le mouvement : démolitions de temples, fermetures d'écoles, prohibition des mariages mixtes, atteinte à la puissance paternelle sous prétexte de favoriser la liberté des enfants, obsessions près des mourants, peines terribles contre les relaps. Tout cela entraîne des conversions en masse, dont la nouvelle, envoyée des provinces comme un bulletin de victoire, retentit sans cesse aux oreilles du roi. Il finit par croire qu'il n'y a plus, pratiquement, de protestants dans son royaume et que l'édit de Nantes est devenu sans objet.

L'édit de révocation, préparé par Le Tellier, chancelier, fut signé le 18 octobre 1685 et accueilli par un applaudissement à peu près unanime. Sans prohiber expressément la profession de la religion protestante, il interdisait le culte public et fermait les écoles ; les pasteurs non convertis étaient bannis du royaume, mais il était interdit aux religionnaires d'en sortir sous peine des galères.

Louis XIV croyait en avoir fini avec les protestants, mais l'édit ne fut pas respecté et toutes les forces actives de l'administration s'usèrent contre la tenacité des réformés. Beaucoup sortirent du royaume et transportèrent en Angleterre, en Hollande, en Prusse surtout, leur activité industrielle et leur haine contre la patrie, devenue leur marâtre. La plupart des nouveaux convertis ne l'étaient qu'en apparence ; bravant les peines atteignant les relaps, ils se rendaient aux « assemblées du Désert » que tenaient, malgré les risques les plus graves, des pasteurs ou des prédicants enflammés par la persécution. Les châtiments les plus cruels ne découragèrent pas ces fidélités ; en Languedoc et en Dauphiné, l'exaltation du sentiment religieux suscita des prophètes et détermina des insurrections sans lendemain. Les autorités, lassées, renoncèrent à convertir les vieux protestants, à qui le texte de l'édit de révocation offrait, du reste, un refuge inexpugnable ; elles tournèrent leurs efforts vers l'éducation catholique des enfants, en employant d'ailleurs des moyens abusifs.



DÉMOLITION DU TEMPLE DE CHARENTON, aussitôt après la révocation de l'édit de Nantes (novembre 1685). — Gravure de Sébastien Le Clerc. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

En 1698, après une longue enquête qui prouva l'échec des mesures de violence, une déclaration royale, sans revenir sur la révocation, dessaisit la justice administrative et prescrivit de ne plus faire de distinction entre les anciens catholiques et les nouveaux convertis ; pratiquement, on fermait les yeux sur leurs sentiments intimes, s'ils s'abstenaient de tout scandale. Ça et là, et notamment à Paris, un régime de tolérance, d'ailleurs précaire, s'établit. Mais, dans le Midi, où les passions fermentaient, la « voie de douceur » ne prévalut pas. L'excès de persécution et peut-être aussi les excitations de l'étranger provoquèrent dans les Cévennes, à partir de 1702, l'insurrection dite « des Camisards », dont un jeune boucher, Jean Cavalier, devint le chef. Villars, par des manœuvres habiles et une politique modérée, réussit à apaiser un mouvement qu'une répression impitoyable avait exaspéré ; il rallia Cavalier, mais l'insurrection traîna jusqu'en 1710 et contribua à maintenir le protestantisme en Dauphiné et en Languedoc.

Après 1710, Louis XIV revint vainement aux mesures rigoureuses, mais la révocation avait échoué. Loin de réaliser l'unité de foi, elle avait entraîné beaucoup de souffrances et créé d'inexpiables rancunes ; elle avait appauvri la France et enrichi l'étranger. Les intendants, après avoir contribué à égarer le roi, furent bientôt embarrassés par les multiples problèmes que posa la persécution légale ; la plupart, excédés d'une besogne décevante et odieuse, fermèrent bientôt les yeux. La révocation fut une grave erreur politique, dont Louis XIV, pour avoir mal mesuré les limites de son pouvoir, doit porter la responsabilité principale. Richelieu, qui avait de justes griefs contre les protestants, sut arrêter la répression à point voulu en faisant tomber de l'édit de Nantes seulement la partie caduque et de circonstances, qui avait fait du protestantisme un parti matériellement organisé dans l'État. Louis XIV, grisé par ses succès extérieurs et par les flatteries intéressées qui l'entouraient, ne sut pas apprécier la valeur pratique de la tolérance. Trop docile aux idées de son temps, il commit une faute que le grand cardinal avait évitée dans des occurrences plus difficiles ; et son orgueil, qui s'était incliné devant le pape, se buta contre ces petites gens : cet autoritaire ne voulut pas voir que leur fermeté s'appuyait sur l'inflexible ressort des consciences persécutées.

LE JANSENISME ET LE QUIÉTISME. — On sait comment le pape, approuvé par l'Église de France, avait condamné cinq propositions extraites de l'ouvrage de Jansénius. En 1661, sur les instances du roi, désireux d'en finir, l'Assemblée du clergé rédigea un « formulaire » qui devait être signé par tous les ecclésiastiques, les religieux et les religieuses, et qui impliquait désapprobation formelle du jansénisme. Les religieuses de Port-Royal se résignèrent à

le signer, sur un mandement équivoque des vicaires généraux de Paris. Mais le pape exigea la soumission pure et simple, que la plupart des religieuses refusèrent : on les enferma à Port-Royal des Champs ; ce fut l'ère de « la grande persécution ».

En 1665, à son tour, le pape, sur la demande du roi, envoya un formulaire ; certains évêques, tout en acceptant sa doctrine, protestèrent au nom des libertés gallicanes ; l'évêque d'Alet, Pavillon, résista ouvertement. Mais on finit par décider les évêques récalcitrants à signer le formulaire, en feignant de ne pas voir leurs réserves, et un arrêt du Conseil, en septembre 1668, se hâta d'imposer silence à tous sur des querelles théologiques sans issue. La « paix de l'Église » était faite, mais reposait sur un équivoque : les jansénistes n'acceptaient réellement ni la condamnation de l'Église gallicane, ni celle de Rome ; et leurs adversaires, Jésuites et Sulpiciens, pensaient qu'on ne les avait pas suffisamment poussés dans leurs derniers retranchements.

Cependant, malgré quelques incartades de part et d'autre, et grâce à la modération de Rome, la trêve dura plus de trente ans. Port-Royal des Champs, séparé de Port-Royal de Paris, devient le pèlerinage préféré des « amis de saint Augustin ». Les anciens solitaires reviennent au bercail ; M^{me} de Longueville y fait pénitence ; M^{me} de Sévigné, Boileau, Racine, La Fontaine ne dissimulent pas leurs sympathies et, jusque dans le Conseil du roi, Pomponne représente la grande famille des Arnauld, en qui s'incarne l'esprit même de Port-Royal.

Les querelles religieuses se rallumèrent à la fin du siècle à propos du « quiétisme », thèse mystique sur l'amour divin qui, soutenue par l'Espagnol Molinos, avait été condamnée par Rome en 1687. Le quiétisme, que M^{me} Guyon, amie de Fénelon, introduisit à la cour, séduisit d'abord, puis inquiéta M^{me} de Maintenon ; le roi soumit la thèse à des théologiens, qui la désapprouvèrent. Mais Fénelon défendit son sentiment dans un ouvrage intitulé « Explication des maximes des Saints sur la vie intérieure » (1696). Ardemment combattu par Bossuet, il se décida à solliciter le jugement du pape, que le roi s'engagea à faire respecter.

Rome condamna le quiétisme, avec beaucoup de ménagements pour la personne de Fénelon, qui se soumit sans restriction. Le bref du 12 mars 1699 contenait, selon les usages de Rome, la clause *motu proprio*, comme s'il avait été rendu du propre mouvement du pape. Le roi, heureux de voir l'affaire réglée, ne songea qu'à le publier ; mais les gens du Parlement lui ayant remontré qu'il faisait « une espèce de plaie aux libertés de l'Église gallicane », il le soumit à l'approbation des évêques, réunis en assemblées provinciales, et permit au Parlement d'enregistrer le bref et les lettres-patentes qui le revêtaient, en réservant la juridiction des évêques et sans approbation

de la clause *motu proprio*. Il ne se doutait pas que Daguesseau, son avocat général, réparait ainsi les erreurs de tactique commises par ses prédécesseurs, lors de l'enregistrement pur et simple des bulles condamnant les cinq propositions de Jansénius.

La querelle janséniste reprit avec violence en 1701. Le roi se montrait, dans le privé, de plus en plus hostile aux dissidents, et Fénelon, soucieux de rentrer en grâce, s'alliait aux Jésuites. Bossuet cherchait la conciliation, et Noailles, esprit doux et scrupuleux, porté à l'archevêché de Paris par M^{me} de Maintenon, était plutôt favorable aux jansénistes. Ces derniers eurent le tort de le compromettre par la publication, en 1703, du « Cas de conscience », consultation signée de quarante docteurs en Sorbonne et proclamant sans fard la fameuse distinction du fait et du droit : un chrétien pouvait, en sécurité de conscience, condamner les cinq propositions et garder sur leur attribution à Jansénius « un silence respectueux ».

Le pape, provoqué, condamna avec une telle hâte que le cardinal de Noailles dut antidater son ordonnance de condamnation pour n'avoir pas l'air d'être prévenu par le pape dans son propre diocèse. La condamnation répondait aux vœux du roi ; mais, Daguesseau lui ayant révélé « le venin caché dans ce bref », il se contenta de le publier dans la forme administrative, pour ménager les susceptibilités parlementaires. Et, certains évêques ayant reçu le bref avec trop de zèle, le roi laissa Daguesseau appeler comme



« LA DÉROUTE ET CONFUSION DES JANSENISTES ». — Gravure satirique extraite d'un almanach publié par les Jésuites (1653). — Bibliothèque Nationale. Estampes. Coll. Hennin.

d'abus de leurs mandements. Sa conduite, un peu équivoque, mécontenta le pape et eut pour résultat d'émousser l'efficacité du bref. Mais la question avait soulevé une telle agitation dans les esprits, que les modérés eux-mêmes, comme Bossuet, estimèrent qu'il fallait, pour en finir, un jugement clair du pape sur le fond même du débat et non sur un simple épisode.

Le roi demanda donc au pape une bulle solennelle, devant rendre impossible toute nouvelle équivoque. Le pape redoutait l'attitude du Parlement et du clergé ; il se décida pourtant et accepta de soumettre au roi un projet de rédaction et même d'y mentionner les instances personnelles du roi. Toutes ces précautions prises, la bulle *Vineam Domini* fut publiée en 1705. Elle était, sur le terrain doctrinal, d'une clarté parfaite. Les gallicans, de plus en plus nettement solidaires des jansénistes, surent bien, pourtant, embrouiller la question.

L'Assemblée du clergé, alors réunie sous la présidence de Noailles, accepta bien la bulle, mais en termes impliquant qu'elle participait au jugement doctrinal sur le fond. Le pape avait dû passer condamnation, depuis longtemps, sur les réserves injurieuses des parlementaires ; mais il releva vivement l'affront que lui avait fait l'Assemblée du clergé. Il expédia une bulle sévère au cardinal-archevêque et fit appel à la loyauté du roi. Louis XIV imposa silence aux parlementaires, qui ergotaient encore, et obligea Noailles à rétracter, sous couleur de l'expliquer, la délibération de 1705. Et Noailles, très compromis par ses manœuvres, dut sacrifier Port-Royal des Champs, qu'il avait longtemps couvert de sa protection. Il fut uni à Port-Royal de Paris ; les religieuses furent dispersées, et, avec d'implacables méthodes, on détruisit, d'ordre du roi, le monastère qui était le lieu saint du jansénisme. Cette brutale exécution ne scandalisa pas les contemporains au même point que les hommes d'aujourd'hui. Elle ne fut qu'un épisode dans une lutte ardente, mais elle symbolise bien la haine qui animait le roi contre les dissidents.

Les polémiques, sans cesse entretenues autour des pouvoirs respectifs du pape et des évêques dans les questions doctrinales, avaient à peu près détruit l'effet de la bulle *Vineam Domini*. Les « Réflexions morales » du P. Quesnel qui, dans le parti janséniste, avait remplacé Arnauld et Nicole, renouvelèrent l'agitation. Les clairvoyants comprirent que le parti janséniste, battu sur le terrain doctrinal, se retranchait derrière le gallicanisme pour garder ses positions. S'il n'était plus possible d'épiloguer sur le fait et le droit, sur l'obéissance et le silence respectueux, on pouvait toujours combattre sur la question, non encore définie, de l'infaillibilité doctrinale. Un nouveau recours à Rome apparut comme le seul moyen de sauver l'unité catholique.

En 1711, le roi demanda au pape de condamner expressément les « Réflexions morales » ; après de laborieuses négociations, le pape fulmina, le 8 septembre 1713, la bulle *Unigenitus* qui condamnait cent une propositions, extraites de l'ouvrage du P. Quesnel. L'immense majorité de l'Assemblée du clergé de 1714 l'accepta en termes convenables ; mais huit prélats firent des réserves et il fallut contraindre la Sorbonne à la recevoir. Le Parlement l'enregistra d'ordre du roi, mais sous la réserve expresse des libertés de l'Eglise gallicane ; la crainte du vieux roi le retenait encore, mais ses échappatoires lui permettront de reprendre la lutte, à son heure.

A la fin du règne, la situation était plus embrouillée que jamais et Louis XIV n'était plus maître de contenir l'extraordinaire agitation des esprits. Il avait espéré pouvoir utiliser le pape dans sa lutte contre le jansénisme, tout en faisant garder par son Conseil et son Parlement l'arsenal gallican. Il ne réussit qu'à affaiblir le prestige de la seule autorité capable de rétablir l'unité dans l'Eglise. Quand il s'en aperçut, il s'efforça loyalement de réagir, car il préférait, il l'a dit, l'unité de religion aux libertés gallicanes. Mais il



PORT-ROYAL DES CHAMPS. Le chœur de la chapelle. — D'après une gravure anonyme conservée au musée de Port-Royal.

était trop tard : ses évêques, son clergé, ses parlementaires ont pris contre le pape des habitudes de méfiance et de discussion, capables de couvrir des divergences de doctrine qu'on ne veut plus franchement avouer. Dans le chaos des influences qui s'agitent autour de la vieillesse du roi, on discerne les prodromes des agitations prochaines, où les prétentions gallicanes prendront des formes singulières.

Louis XIV, qui n'avait jamais cherché qu'à fortifier son autorité, s'aperçut-il, en son déclin, qu'à s'être trop voulu garder contre Rome il n'avait pas précisément facilité le règlement des affaires de l'Eglise de France ? On ne sait ; mais il ne soupçonna certes pas ce que la postérité, irritée et parfois déroutée en ce fracas de disputes et de procédures, aperçoit avant tout l'impuissance des laïques, fussent-ils couronnés, à dirimer des querelles théologiques. Si le jeune roi sut imposer silence en 1668, après que Rome eut parlé, lorsque, vieillissant, il voulut s'occuper lui-même des questions religieuses, il se flatta d'un vain pouvoir et se donna beaucoup de peine pour n'aboutir à rien. Les hommes d'aujourd'hui, touchés de la mélancolie qu'exhale le vallon dévasté de Port-Royal, et se souvenant de la vertu de ses « solitaires », parent de l'auréole des injustes persécutions un parti dont ils méconnaissent ou excusent l'obstination à rester catholique, malgré l'Eglise de France, malgré le pape, malgré tout, et grâce aux procédures de Messieurs du Parlement.

III. LA FAMILLE ROYALE. LA COUR

LA VIE PRIVEE DU ROI. — LA FAMILLE ROYALE.

— Louis XIV n'était pas très beau, et son visage avait été marqué par la petite vérole ; mais il avait des traits réguliers, des yeux expressifs et, malgré sa taille moyenne, une prestance vraiment royale. Il s'habillait richement, sans afféterie, d'habits commodes. Enfant, il n'avait aucune vivacité d'esprit, mais les connaisseurs avaient remarqué son air calme, qui dénotait une surprenante maturité. Sa qualité maîtresse paraît avoir été un bon sens supérieur, servi par une mémoire excellente et des habitudes régulières. Il lisait peu, mais savait écouter, et parlait bien de toutes choses. Il était poli avec exactitude et maître



« L'EGLISE GALLICANE, ou la tour de David, qui est construite avec des remparts d'où pendent mille boucliers et tout l'armement des forts ». — Gravure allégorique du temps. — Bibl. Nat. Estampes.

de ses sentiments jusqu'à la dissimulation. Nul, mieux que lui, ne garda les secrets d'État et sépara mieux les affaires et les plaisirs.

LA VIE DE COUR. — Il a porté la vie de cour à son point de perfection. Il l'aimait, certes, car il y était incomparable ; mais ce profond calculateur y vit surtout l'avantage d'occuper sa noblesse et de lui rendre, sur ce brillant théâtre, le premier rang, qu'elle avait perdu dans le gouvernement. Rien, pour un peuple sociable comme le nôtre, ne console mieux de la nostalgie des grandes choses qu'une vie mondaine réglée avec magnificence. Mais il fallait que le roi menât le jeu et fît mine au moins d'y attacher de l'importance. Louis XIV s'y donna de tout cœur et n'en dispensa personne. Et il sut si bien doser les moindres faveurs et s'intéresser à tout, que la vie de cour devint pour la noblesse française une chose délicieuse et la condition même de toute brillante carrière.

Seuls, quelques grincheux comprirent le machiavélisme du maître et s'enfermèrent dans leurs terres ou exhalèrent leur mauvaise humeur... pour la postérité. La cour fut vraiment le centre de la France jusqu'à la fin du règne, et sauf à devenir moins attrayante lorsque le roi, définitivement rangé, imposa à tous la même sévérité de tenue et de parole. On vit mieux alors tout ce qu'elle avait d'artificiel, lorsqu'elle ne servit plus à couvrir les jeux éternels de la jeunesse et de l'amour.

La vie de cour se résumait en une série de rites d'adulation autour de la personne du roi, auxquels il se prêtait, de son lever à son coucher, avec une complaisance qui surprend. Les grands officiers de la cour étaient les grands prêtres de ce culte ; d'innombrables auxiliaires les assistaient, jaloux de leurs fonctions minuscules, qui leur permettaient d'approcher de la personne sacrée. Le lever, avec ses grandes et petites entrées, les audiences, le service divin, les repas, l'appartement, le coucher, se tenaient, selon un cérémonial minutieux, ainsi que les chasses, les collations dans les jardins, les promenades sur l'eau, les bals, les représentations théâtrales dans ces beaux décors de Fontainebleau, de Marly ou de Versailles.

Les satisfactions de vanité étaient le ressort principal de cette vie de cour, qui imposait, d'ailleurs, mille contraintes pénibles. Elle dressait à la dissimulation des sentiments les plus naturels. Le vrai cour-

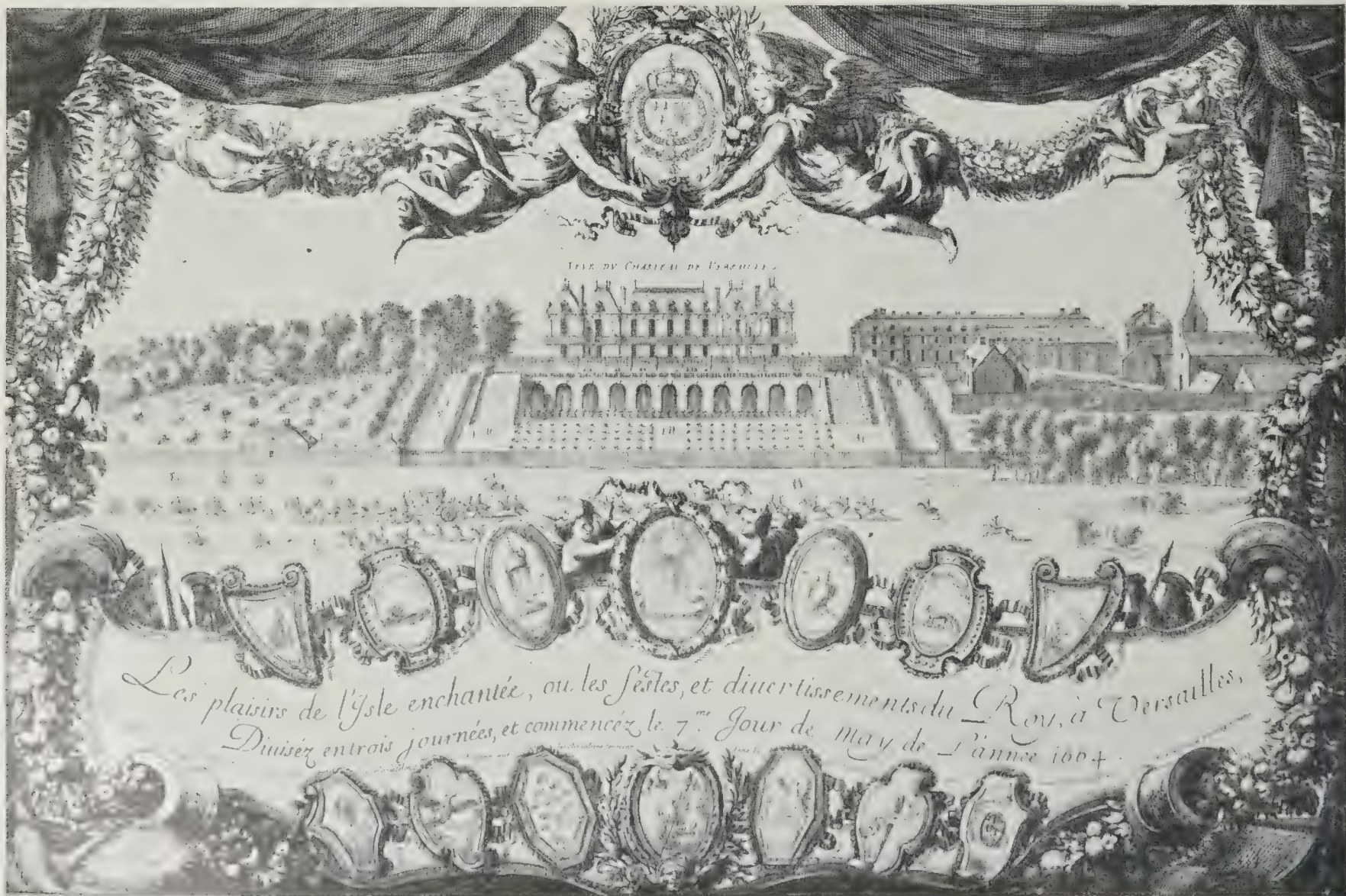
tisan, maître de son masque et de ses paroles, ne cherche qu'à plaire au roi par son attitude souriante et dégagée, par une flatterie spirituelle, par un raffinement inédit dans son empressement à servir. Le maître n'aime ni la fermeté, ni l'indépendance de caractère. Si séduisante qu'elle soit par ses dehors, la vie de cour a favorisé trop d'intrigants et n'a pas contribué à élever les âmes.

Elle a aidé aussi au dérèglement des mœurs, en proposant aux meilleures familles de France, comme un but de bien vilaine ambition, l'exceptionnelle fortune des favorites du roi. Elle a développé, enfin, la passion du jeu avec toutes les déviations morales qui l'accompagnent. On jouait gros jeu à la cour, et si quelques habiles en vivaient, d'autres, plus nombreux, y dissipaient le patrimoine des ancêtres, base d'une légitime influence locale dont on ne savait plus le prix.

Des affaires troubles, comme l'affaire des poisons, qui éclata au plus beau moment du règne, jettent un jour inquiétant sur les dessous d'une société si brillante. Cet attrait pour les devins, sorciers et magiciens, ces empoisonnements, ces avortements, révèlent, au moins dans certains milieux, un état de déséquilibre et de vertige. Si la Brinvilliers, la Voisin et leurs comparses n'eurent pas la clientèle étendue dont ils se réclamèrent et qui effara le lieutenant de police La Reynie, il subsistait dans le monde de la cour assez de ferments de scandales pour troubler un roi qui, malgré ses faiblesses, se souciait de propreté morale et détesta toujours la dépravation.

LA FAMILLE LEGITIME. — Louis XIV, né en 1638, avait épousé, en 1660, l'infante Marie-Thérèse d'Autriche, du même âge que lui. La reine était insignifiante ; elle partageait sa vie entre la dévotion, le jeu, où elle perdait sans cesse, et des divertissements bien espagnols avec des bouffons et des petits chiens. Le roi la traita toujours avec les plus grands égards, mais il afficha tranquillement ses liaisons et n'admit jamais de remontrances. La reine, qui l'aimait et l'admirait, se résigna à fermer les yeux. Elle mourut en 1683 ; de ses nombreux enfants, un seul survécut, l'aîné, Louis, dit le Grand Dauphin, né en 1661.

Ce prince, intellectuellement médiocre, avait fait le désespoir du duc de Montausier, son gouverneur, et de Bossuet, son précepteur. Il n'avait de goût que pour la chasse et montrait pour les affaires une



FAÇADE DU CHATEAU DE VERSAILLES. — D'après une des planches gravées par Israël Silvestre, à l'occasion des célèbres divertissements donnés, du 7 au 13 mai 1664, sous le titre général *Les Plaisirs de l'Île enchantée*, au nombre desquels était *La Princesse d'Elide*, de Molière. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes



VUE DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU.

Auprès de Louis XIV, à cheval, la reine et deux dames de la cour. — Peinture de van der Meulen (1669).
Musée de Versailles.



VUE DU CHATEAU DE VINCENNES.

Louis XIV, à cheval, est entouré de la reine et de personnages de la cour. — Peinture de van der Meulen.
Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

entière apathie. Son père ne l'aimait pas. Marié, en 1679, à une princesse de Bavière prématurément disparue, il mourut en 1711, après une vie sans dignité, et ne laissa pas de regrets.

Il avait eu trois fils ; le second, Philippe d'Anjou, monta en 1700 sur le trône d'Espagne, et le troisième, le duc de Berry, mourut en 1714. L'aîné, Louis, duc de Bourgogne, qui naquit en 1682 avec un mauvais naturel, avait été transformé par l'éducation qu'il reçut de son gouverneur, le duc de Beauvilliers, et de Fénelon, son précepteur. Il devint pieux, laborieux, attentif à ses devoirs jusqu'au scrupule. Peu doué pour la guerre, semble-t-il, il montra pour les affaires d'heureuses dispositions. Et lorsqu'il devint héritier présomptif par la mort de son père, il fut l'espoir de ce petit cercle d'esprits distingués qui rêvaient de revenir aux traditions aristocratiques de la royauté. Il épousa, en 1697, Marie-Adélaïde de Savoie, jeune femme charmante, qui fut une épouse parfaite et égaya beaucoup la vieillesse mélancolique du roi. L'un et l'autre moururent en 1712, à quelques jours de distance, d'une rougeole maligne. Ils ne laissaient qu'un fils, qui devait être Louis XV.

LES FAVORITES ET LES BATARDS.

— La lignée légitime de Louis XIV était ainsi tout près de défaillir ; mais il lui restait une lignée assez drue de bâtards. Dès 1661, un an après son mariage, commence le règne des favorites. La première, Louise de La Vallière, devenue duchesse de Vaujours, d'une bonne famille de noblesse provinciale, était fille d'honneur de Madame. Elle était belle et sage, mais ne sut pas résister à l'amour du roi ; elle y répondit avec une sincérité traversée de remords. Elle donna au roi cinq enfants ; M^{lle} de Blois survécut seule et épousa le prince de Conti, neveu du grand Condé. Louise de La Vallière se retira, en 1674, aux Carmélites de la rue d'Enfer et finit sa vie dans la pénitence, sous le nom de sœur Louise de la Miséricorde.

Depuis 1666, elle était remplacée dans la faveur du roi par Athénaïs de Rochechouart, marquise de Montespan, qu'elle avait eu l'imprudence d'accueillir dans son intimité. La nouvelle favorite, qui appartenait à la haute noblesse, avait séduit le roi par son esprit et sa beauté hardie, qui contrastait avec la grâce un peu fragile de Louise de La Vallière. Sa liaison fut coupée d'orages où éclatait son caractère altier. Des nombreux enfants qu'elle eut, quatre survécurent : M^{lle} de Nantes, mariée au duc de Bourbon ; M^{lle} de Blois, mariée à Philippe d'Orléans ; le duc du Maine et le comte de Toulouse.

Louis XIV, au cours de ces liaisons, d'ailleurs coupées de passades, abandonna toute vergogne et donna un instant le scandale d'avoir, presque en même temps, des enfants de la reine et de deux maîtresses, dont l'une était mariée. Suivant l'exemple de son aïeul, il légittima tous ses bâtards par lettres-patentes enregistrées au Parlement.

Au déclin de la faveur de M^{me} de Montespan, qui lutta jusqu'au bout avant de finir, elle aussi, dans la pénitence, le roi eut encore quelques brèves liaisons, notamment avec M^{lle} de Fontanges. Après 1681, les objurgations de Bossuet, ses sentiments religieux, l'inclinèrent à une vie plus régulière. Mais ce retour s'accompagna d'une passion nouvelle pour Françoise d'Aubigné, petite-fille du célèbre poète calviniste, mais catholique de naissance et veuve depuis 1660 de Scarron. Sans fortune, mais insinuante, elle sut intéresser la reine à son sort, tandis que M^{me} de Montespan lui confiait l'éducation de ses enfants. Son esprit solide et sa beauté plurent au roi, qui érigea pour elle en marquisat la terre de Maintenon. Mais elle lui résista et réussit même à rapprocher le roi de la reine ; à la mort de Marie-Thérèse, un mariage secret l'unit à Louis XIV.

Le roi, ainsi rentré dans la règle, s'appliqua à racheter par une grande sévérité les erreurs de son passé. On en voulut beau-



LOUIS XIV avec le Grand Dauphin, le duc de Bourgogne et le duc de Bretagne, enfant, conduit par la duchesse de Ventadour. — Peinture de Largillière. Collection Wallace. CL. HANFSTAENGL.

coup à M^{me} de Maintenon d'une réforme qui assura au roi la dignité de sa vieillesse, mais qui déçut de vilains calculs. On l'a aussi rendue responsable du zèle que le roi montra contre les protestants et les jansénistes. Mêlée aux affaires de l'État par le roi lui-même, calculatrice et peut-être ambitieuse, elle se trouve associée aux erreurs et aux embarras de la fin du règne. Mais il serait injuste de méconnaître sa piété et de ridiculiser l'idée mystique qu'elle avait d'être destinée à assurer le salut du souverain. A la cour, elle vivait très simplement, s'occupant de bonnes œuvres, et souvent rebutée par l'humeur du roi, que la vieillesse assombrissait. Elle trouvait quelque douceur à sa maison de Saint-Cyr, qu'elle avait fait fonder, en 1686, pour l'éducation des demoiselles nobles et qu'elle dirigeait avec application et bon sens. Elle s'y retira très dignement après la mort du roi et y mourut en 1719.

LES PRINCES DU SANG. — Philippe d'Orléans, frère du roi, dit Monsieur, né en 1640, mourut en 1701. Il avait de la capacité, mais si peu de discrétion que son frère, qui l'aimait beaucoup, l'éloigna toujours du Conseil. Marié d'abord avec Henriette d'Angleterre, qui fut en coquetterie avec le roi et dont la mort foudroyante, en 1670, émut la cour et inspira magnifiquement Bossuet, il épousa en secondes nocces la princesse Palatine, fille de l'électeur Palatin, franche et dévouée, mais libre de langage et de manières. Monsieur avait des habitudes efféminées et des mœurs dépravées. Son fils Philippe, duc de Chartres, le futur Régent, menait une existence libertine et affichait l'athéisme ; après la mort du duc de Bourgogne, il devint le centre de l'opposition aristocratique.

La duchesse de Montpensier, dite la Grande Mademoiselle, cousine germaine du roi, mais plus âgée que lui, représentait à la cour une époque disparue. Sa passion pour Lauzun, courtisan parfait et parfait intrigant, troubla la fin d'une vie agitée et ne lui laissa que des déceptions.

IV. LES INSTITUTIONS. LA SOCIÉTÉ AU XVII^e SIÈCLE

LA ROYAUTE DE DROIT DIVIN.

— La royauté française est une fonction que le monarque exerce dans l'intérêt du peuple



MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE (1638-1683), fille de Philippe IV, roi d'Espagne, et d'Élisabeth de France, fille de Henri IV et de Marie de Médicis. — Gravure de Gole. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



FRANÇOISE-ATHÉNAIS DE ROCHECHOUART, MARQUISE DE MONTESPAN (1641-1707). — Peinture anonyme. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

« pour le commun profit », et non pour satisfaire son appétit de domination ou son avarice. L'accord profond du roi avec son peuple est le véritable secret de sa force. Mais notre tradition nationale n'a jamais admis qu'il eût à répondre de l'exercice de son autorité devant quelque aéropage supérieur. Si, dans les temps de crise ou quand il le juge à propos, il convoque les États généraux, il ne leur reconnaît qu'un rôle consultatif. Ils n'auraient à intervenir, comme représentants du peuple, que si la lignée royale à qui la France a confié ses destinées venait à

défaillir. Ces principes sont constants, et les discussions passionnées qu'excitèrent sur ces questions les troubles religieux de la fin du XVI^e siècle, et qui poussèrent peut-être des cerveaux débiles aux meurtres de Henri III et de Henri IV, n'en écartèrent ni la raison de nos juristes ni le bon sens de notre peuple.

Au contraire, les conséquences odieuses tirées de la théorie de la souveraineté populaire accréditèrent, par réaction, la doctrine du droit divin des rois, qui faisait découler de Dieu même, immédiatement, l'autorité royale. Présentée par le Tiers aux États de 1614, avec la pensée d'embarrasser le clergé et de mieux assurer l'indépendance du roi à l'égard du pape, elle triompha sans grandes contestations au cours du XVII^e siècle. Elle avait l'avantage de justifier la pratique traditionnelle de l'absolutisme : le roi, ne tenant ses pouvoirs que de Dieu, n'est responsable que devant lui. Mais, dans l'exercice de son autorité, le roi de droit divin n'est qu'un mortel, faillible comme tout autre mortel. Bossuet, dans sa célèbre « Politique tirée de l'Écriture sainte », n'exalte sa puissance comme roi que pour le rabaisser comme pécheur. Il n'est donc digne de ses redoutables pouvoirs que s'il a conscience de sa responsabilité morale. De ce principe, les rois du XVII^e siècle ont été profondément pénétrés. Mais, responsables pleinement, ils entendent être maîtres des moyens à employer. Tout ce qui appartient au peuple est, pour le bien de l'État, à la disposition du roi ; on ne fait plus la distinction salutaire entre la souveraineté et la propriété ; le roi est le vrai propriétaire de tous les biens de ses sujets. Leur liberté est également à sa merci par le mécanisme des lettres de cachet ; leur loyalisme même est tel qu'ils préfèrent souvent la « voie d'autorité », dont le roi se réserve strictement l'emploi, à l'intervention de la justice normale.

Rien, dans tout cet absolutisme, n'est bien nouveau ; ce qui va l'être, c'est la réalisation progressive, dans les faits, d'une conception devant laquelle presque tout le monde s'incline. La crise du XVI^e siècle l'a ajournée ; les troubles de la minorité de Louis XIII et de la Fronde en retardent le plein succès. Mais ces agitations, que ne soutient aucun sentiment populaire sérieux, ne peuvent dissimuler les progrès pratiques de

l'absolutisme monarchique. Richelieu y contribua par la dureté même de ses réactions, comme Mazarin par la souplesse de son jeu. Louis XIV n'eut qu'à paraître pour les achever ; mais il n'eût pas abouti à de tels résultats si la besogne n'avait été de longtemps préparée et si, surtout, le sentiment populaire, las des remuements et des intrigues, n'avait aspiré à un régime d'autorité éclairée par la raison, la morale et la religion. Tout a donc concouru pour porter l'institution monarchique à ce point de perfection relative auquel les choses humaines peuvent

prétendre. L'expérience une fois encore tentée de convoquer les États généraux, en 1614, avait tourné à leur condamnation. Leur impuissance se révéla aux dissentiments qui éclatèrent entre les ordres : le Tiers, qui ne représente plus guère que la bourgeoisie des offices, ne s'entend avec la Noblesse que contre le Clergé. Mais il veut sauver la vénalité, comme la Noblesse ses pensions, et personne n'ose soulever la question capitale des impôts que les députés, en fait, ne paient plus. A quoi bon convoquer de si lourdes machines pour n'aboutir qu'à des doléances de détails sur la justice et l'administration ? La royauté, toute seule, fera mieux pour la réformation du royaume ; et les grandes ordonnances, voulues et préparées par Colbert, auront plus d'efficacité que le « Code Michau », sorti en 1629 seulement des cahiers de 1614.

En 1617 et en 1627, on réunit encore des Assemblées, plus restreintes, de notables, qui furent les dernières. Des velléités de convoquer les États généraux, en 1649, n'aboutirent pas. Seul, le clergé garda la périodicité de ses Assemblées, pour voter décimes et dons gratuits, prouvant ainsi, expérimentalement, que la prérogative de consentir à l'impôt est seule capable de justifier et de maintenir le jeu d'une assemblée représentative.



FRANÇOISE D'AUBIGNÉ, MARQUISE DE MAINTENON (1635-1719). — Peinture de Mignard. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.



FRANÇOISE-LOUISE DE LA BAUME LE BLANC, DUCHESSE DE LA VALLIÈRE (1644-1710). — Peinture de Mignard. — Galerie des Offices. Florence.

LES CONSEILS. — La royauté, ainsi munie d'une sorte de blanc-seing populaire, va mettre au point ses moyens d'action en organisant ses Conseils et son ministère.

Le roi, en revendiquant l'autonomie et la responsabilité de ses décisions, a toujours admis qu'il les devait prendre « à grand conseil » ; mais il a énergiquement réclamé, avec un sens parfait des conditions d'être de sa charge, le droit rigoureux de composer son Conseil à sa guise. Il a réussi à en écarter les représentants des États et des grandes compagnies judiciaires. Mais c'est au XVII^e siècle seulement que s'achèvera la libération définitive, lorsqu'il sera maître d'y appeler ou non les membres de sa famille et les chefs de l'aristocratie militaire. Louis XIV y parvint, sans rompre avec les traditions, mais en jouant habilement des combinaisons que lui offraient les diverses « séances » du Conseil.

Le Conseil, en soi, est unique,

et c'est une assemblée où le roi délibère sur ses affaires; mais les nécessités du gouvernement le font multiforme. Jusqu'à Louis XIV, il comprend essentiellement deux « séances ». La plus nombreuse s'occupe des affaires courantes, des questions contentieuses que soulèvent l'administration et le contrôle des grandes compagnies judiciaires, et enfin des questions que lui a laissées la disparition, au début du siècle, de la « séance » spéciale pour les finances. Les affaires de haute politique, requérant célérité et discrétion, sont examinées au sein d'une séance restreinte, où le roi n'appelle que les personnes jouissant de toute sa confiance. Louis XIV mit l'organisation au point en la compliquant un peu.

Le « Conseil privé ou des parties » continue l'ancien Conseil du roi. On en élimine, en 1673, les nombreux conseillers à brevet qui l'encombrement et on y cantonne les princes du sang, les grands officiers de la couronne et les ducs et pairs. Mais, rebutés par une besogne trop technique, ils n'y viennent pas, et le travail est fait, sous la présidence habituelle du chancelier, par des conseillers d'État de carrière, révocables en droit, mais inamovibles en fait; vingt-quatre conseillers de robe longue sont recrutés dans la haute bourgeoisie, avec les mêmes aptitudes juridiques que les parlementaires, mais avec un sens plus souple des nécessités de l'action administrative; trois conseillers d'Église et trois d'épée, pris dans la noblesse militaire, complètent ce personnel d'élite, où Louis XIV a eu la coquetterie de maintenir comme un reflet de la traditionnelle division du royaume en trois classes. Les conseillers d'État sont assistés par des maîtres des requêtes, officiers jeunes et actifs, provenant des mêmes milieux, et qui sont au Conseil comme à une école de haute administration. Tous fournissent aux autres sections du Conseil un personnel subsidiaire et des études techniques mûries dans les « bureaux ». Le Conseil privé est le régulateur de l'action administrative, le distributeur souverain des compétences entre les grandes compagnies judiciaires, souvent jalouses, et le gardien-né des coutumes et des ordonnances.

En son « Conseil d'État d'en haut », que Louis XIV tient toujours en personne, réside plus particulièrement la majesté du pouvoir. Nul n'y assiste du droit de sa personne ou de sa charge; il faut, pour chaque réunion, un billet du roi, mais il suffit d'y avoir pris séance une seule fois pour garder à vie le titre de « ministre d'État » avec la pension y attachée. Le roi est très avare de cette faveur, même pour ses proches. Seuls à peu près, les secrétaires d'État aux affaires étrangères, à la guerre et à la marine, et le contrôleur général des finances y pénètrent régulièrement. On y discute avec le maître les plus hautes questions de la politique; on y décide des alliances, de la guerre et de la paix, comme des plus graves affaires intérieures. Et, pour Louis XIV, il n'est pas d'ordre commandant mieux, chez ses sujets, le respect et un peu la crainte, qu'un arrêt de son Conseil d'en haut, expression dernière de sa volonté propre, dégagée, après la délibération la plus solennelle, dans le mystère qui doit entourer les affaires d'État.

La « séance », plus modeste, qui reçut en définitive le nom de « Conseil des dépêches », a pour but d'assurer l'unité de doctrine dans les questions d'administration intérieure, partagées entre les quatre secrétaires d'État. Chaque secrétaire y rapportait, à son tour, les affaires de son département devant le roi, les fils de France, le chancelier et les ministres d'État. Louis XIV, d'abord zélé à le tenir, en espaça peu à peu les réunions, ce qui favorisa les tendances à l'autonomie des divers départements ministériels.

Nombre de questions administratives, touchant par quelque côté aux finances, venaient, il est vrai, devant le « Conseil royal des finances », créé, en 1661, après la chute de Fouquet. Il était présidé, en l'absence du roi et du chance-



HENRIETTE-ANNE D'ANGLETERRE, DUCHESSE D'ORLÉANS, fille de Charles I^{er} d'Angleterre et d'Henriette de France (1644-1670). Dans le médaillon, son mari, Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV. Peinture de Netscher. — Musée Condé, à Chantilly.



CHARLOTTE-ÉLISABETH DE BAVIÈRE, seconde femme de Philippe, duc d'Orléans, et mère du Régent, dite la princesse Palatine (1652-1722). Peinture de Hyacinthe Rigaud. — Musée de Versailles. CL. BRAUN.

lier, par le « chef du Conseil royal des finances », brillamment renté et pris dans la haute noblesse; deux conseillers d'État en étaient membres permanents; le contrôleur général, assisté des intendants des finances, y rapportait les affaires de son ressort. Le Conseil des finances, comme le Conseil des dépêches, rendait de nombreux arrêts, soit pour vider des questions contentieuses, soit pour donner plus de solennité aux décisions prises, sans recourir toutefois à la forme des ordonnances.

LE MINISTÈRE. — C'est du Conseil que part la suprême impulsion. Mais les affaires doivent être préparées et leur exécution doit être suivie par de hauts personnages, que nous désignons aujourd'hui du terme générique de ministres. Tous ces ministres sont subordonnés au roi, mais l'ont été aussi, à certaines époques, à l'un d'entre eux, le « principal ministre d'État »; c'est le titre officiel de Richelieu et de Mazarin. Mais Louis XIV supprima cet intermédiaire: il entend être seul au courant de l'ensemble des affaires et ne départir, à chacun de ses auxiliaires, que ce qu'il juge utile de son autorité.

Parmi ces hauts personnages, les grands officiers de la couronne, selon la conception féodale de la fonction publique, jouissaient de l'inamovibilité. Mais Richelieu ne donna pas de successeur au connétable de Lesdiguières et s'attribua la charge d'amiral de France, à laquelle on ne laissa, après lui, que des prérogatives honorifiques. Seul, parmi ces grands officiers mêlés à l'administration, survécut le chancelier, gardien du grand sceau de France, superintendant de la magistrature, suppléant du roi en ses Conseils. Il est le lien vivant entre la couronne et les grandes compagnies judiciaires; il représente la tradition, chère aux Français, de la royauté justicière; il a le devoir de rappeler au roi, dans l'exercice de son autorité ou la « dispensation de ses grâces », les intérêts supérieurs de l'État. Mais ce haut personnage n'est plus en mesure, au XVII^e siècle, de limiter l'absolutisme de son maître; le roi peut lui enlever les sceaux, pour les garder lui-même ou les confier à un garde des sceaux, toujours révocable. La fonction conserve son prestige, mais n'est plus guère qu'une retraite décorative et lucrative. Les vrais agents actifs sont, à notre époque, les secrétaires d'État et le surintendant ou le contrôleur général des finances.

L'ascension des secrétaires d'État se poursuit régulièrement au XVII^e siècle, avec la spécialisation croissante de leurs fonctions. Sans doute, chaque année s'effectue le « département » des affaires entre les quatre secrétaires d'État, et ils ont toujours, près du monarque, un service commun qu'ils assument par « quartiers ». Mais, certains groupements d'affaires connexes sont néanmoins attribués au même secrétaire, tant qu'il reste en place, et des spécialités s'établissent, même quand l'existence du



SCEAU privé de Louis XIV.

principal ministre maintient les secrétaires d'État au second rang. L'évolution s'achève sous le gouvernement personnel de Louis XIV, en mettant les secrétaires d'État, sans intermédiaire, en rapport avec le roi. Les affaires étrangères, la guerre, la marine, la maison du roi constituent quatre principaux noyaux d'affaires attribués à chacun d'eux avec une grande stabilité. Les autres affaires sont réparties moins régulièrement et l'administration intérieure reste partagée géographiquement entre les quatre départements. Louis XIV donnait audience, chaque jour, à ses secrétaires d'État et expédiait avec eux la « liasse » des affaires courantes, sauf à mûrir en Conseil les questions délicates.

Les secrétaires d'État sont recrutés dans la robe, le plus souvent parmi les conseillers d'État; et l'on voit se former au XVII^e siècle de grandes familles ministérielles, munies de terres et de titres, et bientôt alliées à la noblesse militaire que Louis XIV écarte délibérément de ces charges. Les secrétaires d'État sont toujours révocables; mais la coutume s'introduit, quand la charge n'est pas donnée en survivance, d'obliger le nouveau titulaire à en rembourser à l'ancien la valeur, souvent très élevée.

La haute administration des finances ne s'est organisée, en définitive, qu'après beaucoup de tâtonnements. En principe, le surintendant, ordonnateur des dépenses, signe les mandements que vise le contrôleur général. Mais, parfois, la haute administration a été confiée à un collège, ou bien le surintendant a été flanqué de « directeurs des finances », ou bien le contrôle général lui-même a été dédoublé. On cherchait ainsi à éviter les « voleries », résultant de la collusion de ces personnages.

Après la chute de Fouquet, qui fut le dernier surintendant, Louis XIV revint à un système qui avait été pratiqué, sans grand succès, sous Henri IV. Toutes les affaires de finances sont réglées dans un Conseil spécial, où les registres de comptes, visés et vérifiés périodiquement, sont chaque année centralisés. Le roi est l'unique ordonnateur et signe lui-même tous les mandements, motivés ou non. Le contrôle général, reconstitué pour Colbert, n'est plus qu'un organe de préparation et d'exécution, comme les autres départements ministériels. Mais, dans ce domaine si technique des finances, le rôle effectif du contrôleur général est capital.

Assisté des intendants des finances et plus tard des intendants du commerce, il ne s'occupe d'ailleurs pas seulement des finances, mais aussi des travaux publics, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Il est le grand régulateur de l'action des intendants des généralités, qui correspondent avec lui plus souvent qu'avec le secrétaire d'État chargé de leur province. C'est du contrôle général qu'est partie l'impulsion décisive qui donnera à l'administration, par delà les privilèges des officiers, des communautés et des provinces, une direction méthodique et une allure vraiment moderne.

LES COURS SOUVERAINES. — Ayant ainsi rajeuni et fortifié ses Conseils et son ministère, le roi devait se heurter aux revendications des anciens organes. Les Cours souveraines, et au premier rang le Parlement de Paris, issues de l'entourage même du monarque, de la *curia regis* où se délibéraient, au Moyen âge, toutes les grandes affaires, n'étaient pas seulement des cours supérieures de justice; elles restaient traditionnellement associées, dans une certaine mesure, à l'action gouvernementale. Le roi peut toujours demander avis à ses conseillers « en sa Cour de Parlement » ou « en sa Chambre des comptes », et il accepte, au moins quand il envoie ses ordonnances à l'enregistrement, d'écouter les « très humbles remontrances » que leur suggère leur zèle pour son service.

Mais, au XVII^e siècle, la vénalité des offices et, grâce à la Paulette, leur hérédité, ont gravement altéré le recrutement des Cours souveraines. Il n'y a plus guère, comme autrefois, d'échanges entre leur personnel et le personnel gouvernemental. Les fils des grandes familles parlementaires et les descendants des enrichis de la finance ou du commerce s'y munissent très jeunes d'une charge qu'ils gardent jusqu'à la vétérance ou jusqu'à la mort. Ils s'y pénètrent de la méthode scrupuleuse, mais trop formaliste, qui est propre aux juges; mais ils n'ont plus l'esprit assez souple et assez réaliste pour saine apprécier les difficultés d'une action gouvernementale, devenue très complexe.

Ils n'entendent pas cependant renoncer à leurs prérogatives traditionnelles et les grandes affaires de l'État les tentent davantage, dirait-on, à mesure que le roi les veut mieux réserver à son Conseil. Ils s'y mêlent imprudemment, à la moindre occasion, au risque de faire le jeu des partis et de s'égarer, avec la gaucherie des doctrinaires, dans des intrigues où il ne s'agit plus guère, malgré les belles phrases, « du service du roi ». L'aventure de la Fronde prouva l'incapacité des Cours souveraines à soutenir un rôle qui séduisait leur orgueil.

Il y fallait une sanction. Louis XIV leur fit défense de délibérer

sur les affaires d'État, sans une invitation expresse, qui n'arrivera plus guère. Elles devront comprendre aussi que la souveraineté dont elles se targuent n'en est pas une et n'est que le droit de juger en dernier ressort les affaires que le roi veut bien leur confier. La vraie souveraineté réside dans le roi et son Conseil et ne s'exprime pas seulement dans les ordonnances scellées du grand sceau, mais aussi dans les arrêts du Conseil, assez puissants pour casser les arrêts des Cours, s'ils usurpent des pouvoirs réservés ou violent la législation en vigueur. Et, si le roi accepte encore les remontrances de ses Cours, elles ne pourront les présenter qu'après avoir obéi et avoir enregistré les ordonnances soumises à leur vérification. C'était aller un peu loin, sans doute. Mais, tant d'essais plus modérés avaient échoué antérieurement devant la ténacité des Cours, qu'il n'y avait guère d'autre alternative que de leur céder ou de les anéantir. Louis XIV ne pouvait hésiter, et il fut vraiment maître de gouverner, jusqu'aux jours de la bulle *Unigenitus*, où il put pressentir la renaissance du vieil esprit de souveraineté qu'il avait tant haï !

Le Parlement de Paris, avec sa Grand'Chambre, ses Chambres des enquêtes et des requêtes, sa Tournelle criminelle, n'eut plus qu'à juger les procès d'un immense ressort. Le Grand Conseil expédiait les affaires sur évocation et renvoi du Conseil du roi. La Chambre des comptes examinait et recevait les officiers de finances, conservait le domaine du roi et jugeait, avec des précautions minutieuses, les comptes de tous les officiers comptables des deniers du roi. La Cour des aides avait le contentieux en dernier ressort de la taille, des aides, traites et gabelle. Dans certaines provinces, des Parlements, issus du Parlement de Paris ou héritiers d'anciennes cours féodales antérieures à la réunion, avaient compétence générale dans leur ressort, sauf à subir parfois la concurrence de cours analogues à la Chambre des comptes et à la Cour des aides de Paris.

L'ADMINISTRATION PROVINCIALE. — Une séparation si nette du gouvernement et de la justice, contraire à la tradition, n'aurait pu se maintenir, si le roi n'avait eu, dans les provinces, des agents entièrement dévoués et inspirés de l'esprit nouveau qui l'animait.

Jusqu'au XVII^e siècle, le roi n'y avait été représenté que par des officiers de justice et par des chefs militaires. Baillis et sénéchaux, si puissants aux XIV^e et XV^e siècles, avaient accompli leur destin : devenus presque partout de robe courte, ils n'avaient plus guère, au XVII^e siècle, que des prérogatives honorifiques, comme chefs de la noblesse de leur ressort. Des lieutenants civils et criminels, assistés de conseillers que la vénalité avait multipliés, tenaient le tribunal du bailliage ou de la sénéchaussée. Certains sièges, renforcés en personnel, avaient été érigés en « sièges présidiaux » pour expédier en dernier ressort les affaires peu importantes et désencombrer les Parlements. Les anciennes attributions domaniales et financières des baillis étaient passées, dans le cadre plus vaste de la « généralité », aux trésoriers généraux de France, dont le corps constituait le « Bureau des finances ». Ces officiers, eux aussi multipliés par la vénalité, ont eu leur apogée au début du XVII^e siècle; mais, pleins de prétentions, soumis aux influences locales, plus aptes à juger qu'à administrer, ils ne tiennent guère compte des ordres du gouvernement. Tous ces corps, ardents à chicaner sur les prérogatives de leur charge plutôt qu'exactes à en remplir les devoirs, formaient des centres de résistance contre toute action un peu nette venant d'en haut.

Il en était ainsi, pour des raisons différentes, des chefs militaires, gouverneurs et lieutenants généraux ou particuliers. Leurs larges pouvoirs de « commissaires du roi » faisaient d'eux les intermédiaires naturels entre le souverain et tous ceux qui, dans leur gouvernement, individuellement ou en corps, jouissaient de quelques privilèges : haut clergé, noblesse, États provinciaux, Cours souveraines, corps de ville. Pour ces hauts personnages, recrutés dans la famille même du roi ou la noblesse la plus distinguée, avec l'hérédité de fait qu'assurait la pratique de la survivance, la tentation était grande d'abuser de leurs prérogatives pour se faire une situation personnelle, indépendamment du roi et peut-être contre lui. Ils n'y résistèrent pas sous la régence de Marie de Médicis, pas plus qu'ils ne l'avaient fait pendant les guerres de religion. La politique, justement sévère, de Richelieu ne réussit pas à enrayer cette recrudescence du féodalisme. Il jeta ses derniers feux dans les menées médiocres et parfois burlesques de la Fronde. Mais ses excès mêmes le condamnèrent. Le peuple de France préféra l'absolutisme royal, même avec le risque d'un Mazarin, au fédéralisme anarchisant des gouverneurs de province.

Louis XIV acheva de les réduire : en rappelant la précarité foncière de leur charge, il en fit des auxiliaires dévoués et des hommes de cour assidus; en renouvelant méthodiquement les garnisons, il ramena ces condottieri aux fonctions utiles et modestes d'un général commandant une région militaire. Mais il n'a pas modifié juridique-

ment leur situation, et l'on a trop répété qu'il les avait annihilés. Sans doute, ils ne peuvent plus faire, dans leur gouvernement, de politique personnelle; mais, s'ils sont adroits, ils peuvent avoir du crédit près du maître, que la vie de cour leur laisse toute latitude d'approcher; et de ce crédit, ils peuvent faire profiter leur province et y gagner ainsi une légitime autorité. Croire qu'avec Louis XIV les gouverneurs ne sont plus rien serait méconnaître les vrais ressorts du gouvernement monarchique et oublier qu'un mot dit à propos au maître, au détour d'un bosquet, peut faire plus pour la solution d'une affaire qu'un rapport mûri dans les bureaux et défendu au Conseil par le ministre compétent.

LES INTENDANTS. — Il reste que les gouverneurs, hommes d'épée, ne sont guère faits pour les détails dans lesquels doit entrer toute administration développée. C'est à ces détails que s'appliquera, dans sa généralité, « l'intendant de justice, police et finances, commissaire départi pour l'exécution des ordres du roi ».

Ces agents par excellence de la monarchie administrative se rattachent à de vieilles traditions d'inspections méthodiques, pour surveiller les autorités locales, et continuent, avec des intervalles, les maîtres des requêtes en chevauchée et les commissaires temporaires envoyés à la suite des armées ou dans les provinces avec un mandat déterminé. Sous le règne de Louis XIII, ils ont tendance à se fixer dans les généralités et Richelieu s'en sert avec prédilection, sans en faire pourtant une institution tout à fait stable et générale. Ils se multiplient pendant la minorité de Louis XIV; mais les Cours souveraines réagissent vigoureusement contre ces commissaires dont elles n'enregistrent plus les pouvoirs, qui empiètent sur leur juridiction normale, et dépouillent les officiers de finances. L'arrêt d'union (1648) exigea leur suppression et la régente dut céder. Mais les intendants reparurent après l'orage et s'installèrent bientôt partout : la Bretagne, longtemps rebelle, sera la dernière à en recevoir un en 1685.

Les intendants sont choisis normalement parmi les maîtres des requêtes du Conseil; ils tirent leurs pouvoirs d'une « commission », toujours révocable, et dont le contenu variable peut être complété par des arrêts d'attribution. Départis pour l'exécution des ordres du roi, dépositaires de son autorité et confidents de ses desseins, ils ne peuvent être entravés dans leur mission et on ne peut recourir contre eux qu'au Conseil dont ils sont les délégués. Leurs pouvoirs sont pratiquement illimités au triple point de vue de la justice, de la police (administration générale) et des finances; et, s'ils ne peuvent se substituer aux officiers, dont les ordonnances définissent les prérogatives, ils les contrôlent toujours et se superposent à eux.

Les premiers intendants ont été de rudes redresseurs. Ils ont mené sans faiblesse les procédures légales contre les criminels d'État et les rebelles; ils ont pourchassé les gentils-hommes pillards et meurtriers que protégeait la complicité effrayée des tribunaux locaux; ils ont assaini les municipalités livrées à des oligarchies peu honnêtes. Partout, ils ont réprimé les abus, secoué les apathies, raffermi l'action gouvernementale qui s'énervait à travers trop d'agents tièdes ou infidèles. Grâce à eux, l'œil du maître a pénétré partout et ils ont joué un rôle essentiel dans la restauration de l'autorité. Ils ont affranchi l'administration d'entraves séculaires et, touchant à mille choses, ils ont préparé dans les faits la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire qui a été l'une des bases du droit moderne.

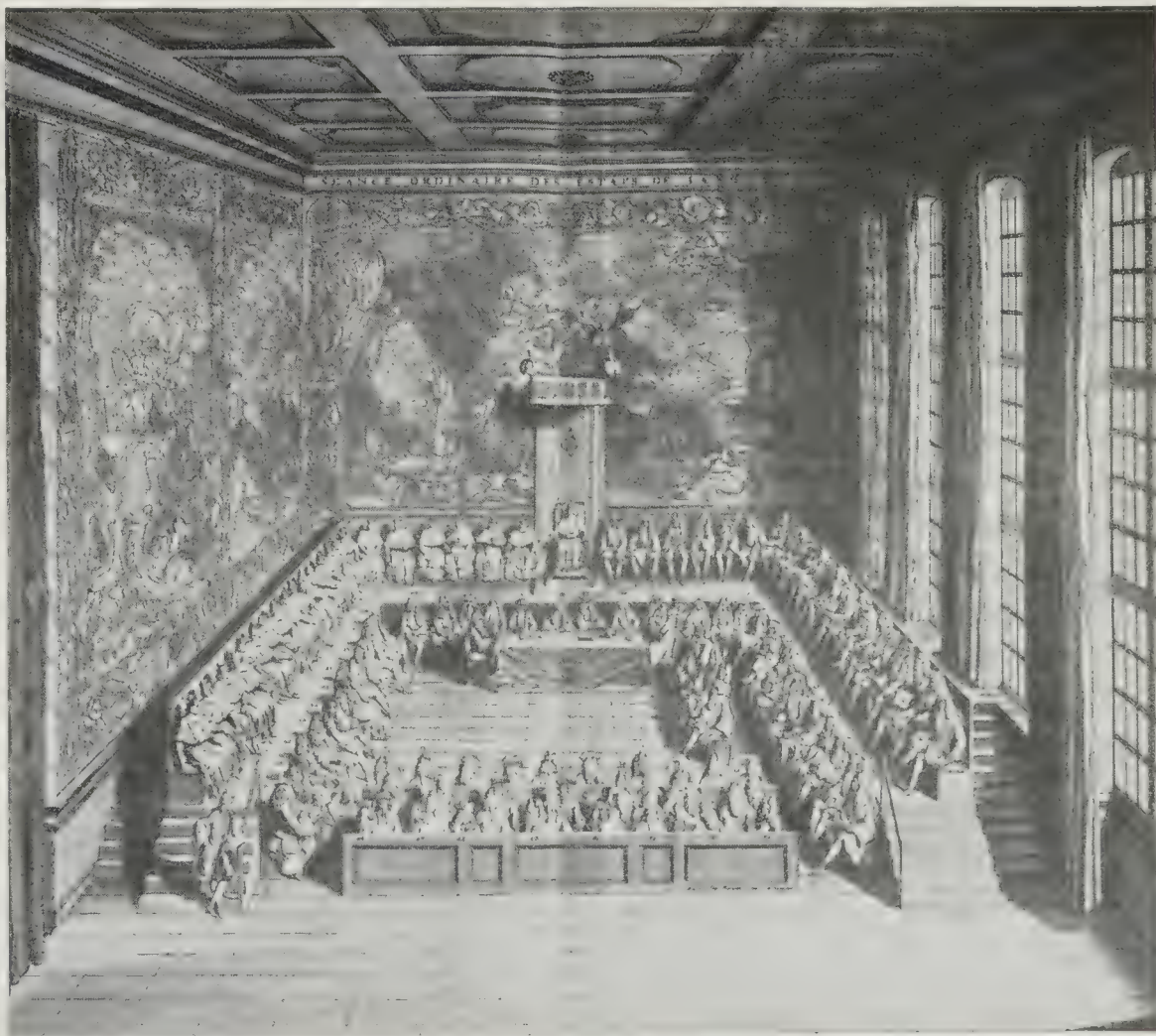
LES ÉTATS PROVINCIAUX. — Les intendants sont les maîtres surtout dans les « pays d'élection », ainsi nommés parce que les détails de l'administration financière y sont confiés, au-dessous des bureaux des finances, aux « élus » groupés dans les « bureaux d'élection ». Mais dans les « pays d'États », ils doivent compter avec les prérogatives traditionnelles des États provinciaux.

Ils n'existent plus guère, au XVII^e siècle, qu'aux provinces de la périphérie. Vestiges des franchises anciennes, ils n'ont pas eu la faveur de ceux qui voulaient forger à tout prix l'unité française; Richelieu fit dispa-

raître les États de Dauphiné et réduisit à peu de chose ceux de Provence; il faillit bien ne pas pardonner aux États de Languedoc leur compromission avec Montmorency. Pendant la minorité de Louis XIV, les États de Normandie achevèrent de mourir. Mais le roi, plus tolérant que Colbert, laissa vivre ceux qui avaient su se défendre jusqu'à lui : États d'Artois, de Bourgogne, de Languedoc, de Bretagne, outre ceux de Béarn et autres petits États pyrénéens. Il respecta leurs habitudes, dans la mesure où elles ne risquaient pas de compromettre son autorité. Ils purent qualifier de « don gratuit » les subsides qu'on leur demandait, à condition de les accorder « par acclamations », avec les formes de la vénération, auxquelles tous, dans le royaume, se portaient si aisément. Les intendants, stimulés par les ministres, surent intéresser les États au développement des communications, de l'agriculture et de l'industrie dans leur province et en tirer de grosses sommes, en les épuisant un peu, aux mauvais jours de la fin du règne. On ne voit guère ce qu'on eût gagné à leur suppression, hormis quelques simplifications dans les formes et plus de rapidité dans les affaires. A cet égard, Louis XIV n'avait pas une âme de premier commis, et, se sachant au surplus obéi, il aimait à donner aux courtisans et aux étrangers le spectacle des « ambassades » ou « députations » de ses États provinciaux, qui venaient, en bel arroi et de loin, lui porter leurs hommages et leurs doléances et qui partaient, éblouies de l'avoir vu « en sa majesté royale », et charmées d'avoir fait, dans ses carrosses, le tour des jardins de Versailles.

Les États provinciaux subsistèrent donc. Dans les provinces récemment annexées, qui n'avaient plus d'États ou dont les États ne se rallièrent pas franchement, comme en Franche-Comté, on n'introduisit pas les élections. Dans ces « pays d'impositions », toute la tâche de l'administration financière incombait aux seuls intendants.

LES INSTITUTIONS MUNICIPALES. — Les anciennes libertés municipales, sans être oubliées, avaient gravement dégénéré. Presque partout, un petit nombre de familles avaient confisqué en fait les postes influents et compromis les finances urbaines. Sous Louis XIV, les intendants prirent prétexte de ces désordres pour intervenir dans les élections, et des arrêts du Conseil modernisèrent les constitutions municipales trop vieilles. Les apparences furent conservées; mais, dans la pratique, le choix du maire ne se fit plus guère sans l'agrément du roi. En 1692, les fonctions de maire furent érigées en titre d'office et offertes à prix d'argent, soit à des particu-



LES ASSEMBLÉES PROVINCIALES AU XVII^e SIÈCLE. — Une séance des États du Languedoc, en 1704. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

liers, soit aux villes elles-mêmes, qui tenaient à garder leur droit de désignation. Cet expédient ne menaçait plus que l'ombre de la liberté électorale. Ici encore, le roi ne concevait la liberté que dans la soumission empressée à ses desseins ; la régularité rétablie dans les affaires des villes par un contrôle bienveillant, mais attentif, fut payée par l'affaiblissement regrettable de l'esprit municipal.

LES IMPOTS. — Les finances royales, alimentées en leur principe par les revenus du domaine, l'étaient au XVII^e siècle principalement par l'impôt. La taille était le plus ancien des impôts directs. Le montant en était fixé chaque année, selon les besoins, par le roi en son Conseil et réparti successivement entre les généralités, les élections et les paroisses. Dans les pays dits « de taille réelle », surtout dans le Midi, l'impôt était réparti entre les contribuables de chaque paroisse d'après les données d'un état descriptif qu'on appelait le « compoix » ; il portait principalement sur les terres roturières.

Dans les pays « de taille personnelle », plus nombreux, l'impôt frappait le revenu global, apprécié par des « assesseurs-collecteurs », choisis, en principe, par l'assemblée générale de la paroisse. Les ecclésiastiques, les nobles et un certain nombre d'officiers en étaient exempts. Beaucoup y échappaient indûment, en se prétendant nobles. D'autre part, la répartition, malgré les ordonnances, était souvent arbitraire ou faussée par des abus d'influence, émanant des plus riches habitants de la paroisse, avec parfois la collusion des « élus », chargés en premier ressort du contentieux de la taille. Sous Louis XIV, les intendants pourchassèrent les faux nobles, surveillèrent l'assiette et cotèrent d'office, sur des rôles spéciaux, les contribuables ménagés à l'excès. Leur action améliora la répartition de la taille, mais sans remédier à son défaut essentiel, qui était de peser presque exclusivement sur les paysans et les artisans.

L'inégalité fut évitée dans la « capitation », nouvel impôt direct créé en 1695. La capitation pesait en principe sur tout le monde, le roi seul en étant exempté ; mais le clergé réussit à s'y abonner et la noblesse fut ménagée. L'impôt, d'abord conçu comme une taxe par tête, selon la situation sociale des contribuables répartis en vingt-deux classes, évolua peu à peu et resta incertain dans ses principes. L'impôt du « dixième », au contraire, créé en 1710, reposait sur le dessein logique de discerner les divers revenus, mobiliers et immobiliers, pour en frapper le montant net par des moyens appropriés. Il présentait de sérieuses difficultés d'application ; les intendants, jusqu'en 1715, essayèrent un peu empiriquement d'en tirer quelques ressources, sans trop effaroucher les anciens privilégiés qu'il permettait d'atteindre.

Les impôts indirects étaient nombreux et complexes. Les « aides » frappaient diverses marchandises lors de leur circulation ou de leur consommation. Parmi d'innombrables taxes, il faut signaler surtout les droits sur les boissons vendues en gros ou en détail. Pour éviter la fraude, les propriétaires récoltants étaient contrôlés et taxés pour tout ce qui dépassait la consommation familiale.

La « gabelle » atteignait le sel, dont la vente s'effectuait sous la surveillance d'officiers tenant les « greniers » à sel ; elle était lourde dans le centre du royaume (pays de grande gabelle), plus légère, au sud et au sud-est, dans les pays de « petite gabelle ». Certaines provinces étaient exemptées ou « rédimées », moyennant un faible abonnement. Cette diversité de régimes, due au lent accroissement du royaume, favorisait la contrebande (faux saunage). Colbert codifia, en 1680, des règlements très complexes, sans améliorer sérieusement un impôt mal conçu, inégal, odieux au peuple par les vexations qu'il engendrait, et d'ailleurs peu productif.

Colbert avait aussi tenté de simplifier le régime des « traites », droits, qui, sous les noms les plus divers, frappaient les marchandises à l'entrée et à la sortie, non seulement du royaume, mais encore de certaines provinces intérieures. Il réussit à établir, pour certaines marchandises, un tarif général aux frontières ; et, dans les provinces centrales, dites « enceinte des cinq grosses fermes », il reporta à la périphérie toutes les douanes intérieures dont la perception était onéreuse et

entravait le commerce. Mais il dut respecter d'anciennes habitudes dans les provinces « réputées étrangères », qui conservèrent à leurs limites des droits sur les marchandises venant des autres provinces ou y allant, et dans les pays « à l'instar de l'étranger effectif », qui commerçaient librement avec l'étranger et n'avaient de frontières douanières que du côté de la France.

Les impôts indirects étaient traditionnellement perçus par des fermiers, qui en assumaient la levée moyennant une somme annuelle nette fixée par l'adjudication. Nous assistons, au XVII^e siècle, à une concentration croissante des droits affermés, qui diminue les frais de perception et accroît le rendement des baux. Colbert fit de sérieux efforts pour réprimer dans le passé et rendre difficile dans l'avenir la collusion entre gens d'affaires et personnages influents dans le gouvernement. En 1681, pour la première fois, Fauconnet devint, en nom, adjudicataire de « la ferme générale des droits et domaines du roi ». Et, la même année, une ordonnance réglementa cette vaste association de capitalistes à qui le roi déléguait l'exercice d'une partie de ses droits. Mais elle ne réussit pas à enrayer, surtout aux mauvais jours, les pilleries ou les vexations de la véritable armée de commis et d'agents que la Ferme entretenait partout.



UN PRÉSIDENT A MORTIER AU PARLEMENT DE PARIS. —
Portrait de Jean-Antoine de Mesmes, mort en 1673.
CL. GIRAUDON.

LES CLASSES SOCIALES. — La société est, au XVII^e siècle, divisée en classes nettement hiérarchisées, dont les prérogatives juridiques sont diverses, comme les fonctions qu'elles assument ; mais les privilèges ne vont pas sans des devoirs corrélatifs et les classes ne sont nullement im-pénétrables. Il appartient au roi, qui doit les respecter, de balancer équitablement leur situation réciproque et de diriger leurs intérêts, parfois antinomiques, vers des fins conformes au bien général.

LE CLERGÉ. — Le clergé est le premier ordre dans l'État, parce que sa fonction : la prière pour la gloire du roi et le bonheur du royaume, l'instruction du peuple, le soin des pauvres, est la plus essentielle de toutes. Il est propriétaire de biens considérables, venus de la générosité des princes et des fidèles, et chacun de ses membres chargé d'une fonction a la jouissance viagère d'un patrimoine plus ou moins étendu, le « bénéfice ». Les biens du clergé sont, en principe, affranchis de tout impôt public. Cependant, depuis le contrat de Poissy (1561), le clergé de France assume, à la décharge du roi, le service d'une partie des rentes constituées sur l'Hôtel de Ville de Paris et lui accorde, de temps à autre, une subvention extraordinaire, qu'il tient à qualifier de « don gra-

tuit » ; lors de la création des impôts nouveaux, il s'affranchit de leur perception directe par des abonnements négociés avec le roi. Les affaires du clergé de France sont gérées par une Assemblée générale, qui se tient tous les dix ans avec l'assentiment du roi. Le clergé des provinces récemment réunies, dit « clergé étranger », discute de même avec les intendants sa part contributive. Le clergé lève lui-même sur ses membres les « décimes » nécessaires pour faire face à ses engagements.

Depuis le Concordat de 1516, le roi désigne au pape un candidat aux évêchés et abbayes vacants, et le pape lui confère les pouvoirs canoniques. Sauf après 1682, le système n'a pas soulevé de sérieux conflits. Il met le haut clergé à la discrétion du monarque, et les plus beaux bénéfices récompensent les familiers du roi ou les cadets des grandes familles. Louis XIII, avant de faire ses nominations, prit l'habitude de consulter des personnes de confiance. Ce fut l'origine du « Conseil de conscience » où, sous Louis XIV, le confesseur du roi joue le rôle principal. Les choix s'améliorent et Louis XIV s'y montre attentif. Mais le haut clergé garde la nostalgie de la vie de cour et de nombreux évêques, pour venir souvent à Versailles, négligent le devoir de résidence.

Dans le bas clergé, les chanoines des églises catholiques et collégiales jouissent d'une situation enviable ; bien rentés d'ordinaire, avec des obligations peu strictes, ils appartiennent souvent à l'aristocratie. Le roi, comme fondateur ou « patron », nomme très souvent à ces « prébendes », et dans des conditions parfois bien singulières, de simples « tonsurés » qui ne sont pas toujours édifiants. Les curés sup-

portent tout le poids du service paroissial, sans jouir toujours des dîmes attachées en principe à leur fonction. Ces dîmes appartiennent souvent à des abbayes, à des chapitres et même à des laïques, et les curés doivent se contenter d'une « portion congrue » assez chichement calculée.

Les biens du clergé comme corps sont suffisants, mais mal distribués. Trop souvent, par le détour de la « commende », les revenus des monastères sont en partie détournés au profit des prêtres séculiers, au détriment de la vie monastique. D'autre part, et malgré l'esprit de l'ordre, les prélatures ne sont plus guère accessibles aux simples prêtres. Le clergé a subi l'empreinte d'une société d'essence aristocratique ; s'il se guérit peu à peu des désordres du XVI^e siècle, si la valeur intellectuelle et morale des clercs s'améliore, grâce à leur formation dans les séminaires, trop de parasites vivent à ses dépens et son unité est imparfaite, en raison des différences trop tranchées qui séparent ses divers degrés.

LA NOBLESSE. — La noblesse, chargée en son principe de la fonction militaire, assume, en outre, tout ce qui touche au « service du roi ». Elle est affranchie de tout impôt et de toutes charges roturières, mais doit renoncer à concurrencer le Tiers dans les carrières lucratives. Elle doit mener une « vie exemplaire », avide d'honneurs, attentive à son devoir de patronage sur la classe paysanne, mais peu soucieuse d'argent. Condamnée par son statut même à ne vivre que de ses revenus et de ce qu'elle attend « de la bonté du roi », elle ne peut subsister qu'en concentrant sur l'aîné la fortune de chaque maison. Et elle doit sans cesse se renouveler par l'absorption d'éléments enrichis dans le commerce ou la finance, absorption que régularise l'anoblissement par lettres du roi ou par l'acquisition de certaines charges.

En fait, au XVII^e siècle, les obligations militaires propres à la noblesse déclinent avec l'institution de l'« arrière-ban », à laquelle Louis XIV renonça après quelques expériences malheureuses. Les contingents ainsi levés se montrèrent médiocres et indisciplinés ; l'organisation des milices donna une autre direction à l'activité de la noblesse des campagnes. Par contre, à titre purement volontaire, et en jouissant de la solde comme les roturiers, de très nombreux nobles servent avec bravoure dans les armées et sur les vaisseaux du roi. Les plus riches

achètent un régiment ou une compagnie ; les autres servent en sous-ordre, dans la troupe de quelque parent ou protecteur.

Louis XIV a énergiquement combattu toutes les pratiques qui, dans les armées et dans les provinces, tendaient à constituer des clientèles particulières ou des foyers d'intrigues, autour des princes du sang et des grandes familles aristocratiques. Il n'a pas admis davantage que la noblesse locale, avec son autorité de fait sur les paysans, son pouvoir d'intimidation sur les officiers subalternes, ses ramifications de famille

dans le haut clergé, l'armée, les Cours souveraines, essayât de se mettre hors la loi commune et de narguer ses ordres. Mais il sait que les institutions aristocratiques soutiennent la monarchie ; du jour où elle s'est tournée vers lui, comme vers la source de toute faveur, il a aimé et comblé sa noblesse ; et, bien souvent, il a usé paternellement de la « voie d'autorité » pour dissimuler ses écarts, tout en les réprimant.

Socialement, il y a une large distance entre la haute noblesse, dont les ducs et pairs sont les chefs et à qui sont réservés les grandes charges de la cour, les emplois dans l'armée et la diplomatie, les gouvernements dans les provinces, et la petite noblesse provinciale, qui vit au milieu des paysans, dans ses manoirs, occupée à cultiver ses terres ou à percevoir les maigres profits de ses mouvances. Ces gentilshommes ruraux gardent encore quelque prestige sur les rustres qui les entourent ; la justice qui décore leur fief, le patronage qu'ils exercent sur l'église du village, le droit de chasse dont ils sont si jaloux, leur donnent des apparences d'autorité et ces satisfactions de vanité qui consolent de tant de choses. Mais leur situation réelle est médiocre. Il y a un contraste saisissant entre les prodigalités de la haute noblesse et les plaintes continuelles de la pe-

tite, qui, loin de la vie de cour, se condamne à végéter pour garder ses privilèges. Du moins paraît-elle encore exempte de morgue ; elle voisine volontiers avec la bonne bourgeoisie, dont la situation matérielle est meilleure que la sienne et qui, souvent, lui achète ses fiefs.

LA BOURGEOISIE. — Le Tiers état est une classe complexe où se rencontrent de grandes diversités de situations. A sa tête sont les officiers de justice, presque tous sortis de la bourgeoisie enrichie dans la marchandise. Les membres des Cours souveraines accèdent à la noblesse par la vertu même de leur office et, ayant bien assis leur fortune par l'achat d'une belle terre, leur ascension est définitive. Au-dessous d'eux, les officiers des tribunaux subalternes ont dans leur ordre une situation prédominante et, comme officiers du roi, éclipsent les représentants des villes. Les officiers de finances, sans avoir un prestige égal, font aussi bonne figure. Les avocats cherchent à se tenir très près des tribunaux, où ils militent et distancent les notaires et les procureurs, les greffiers et les huissiers.

Les fils de marchands qui se sont révélés capables d'étudier le droit tendent à acquérir des offices ; l'argent gagné par les parents leur permet de « fermer boutique » et de vivre noblement. Une classe intermédiaire se forme ainsi, où l'on fait normalement un stage avant de parvenir à la noblesse. L'acquisition de la fortune n'est qu'une première étape dans cette société hiérarchisée où l'argent joue son rôle, comme partout, mais n'est pas le principal régulateur des conditions. Le but des meilleurs est ainsi, en se bornant à conserver la fortune acquise, de se consacrer aux fonctions d'État, qui seules donnent un rang social.



LE CONCERT. — Gravure de Bonnat. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.



LE MAITRE A DANSER. — Gravure de Bonnat. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.



FILLE DE QUALITÉ EN HABIT DE CHASSE. — Gravure de Bonnat. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

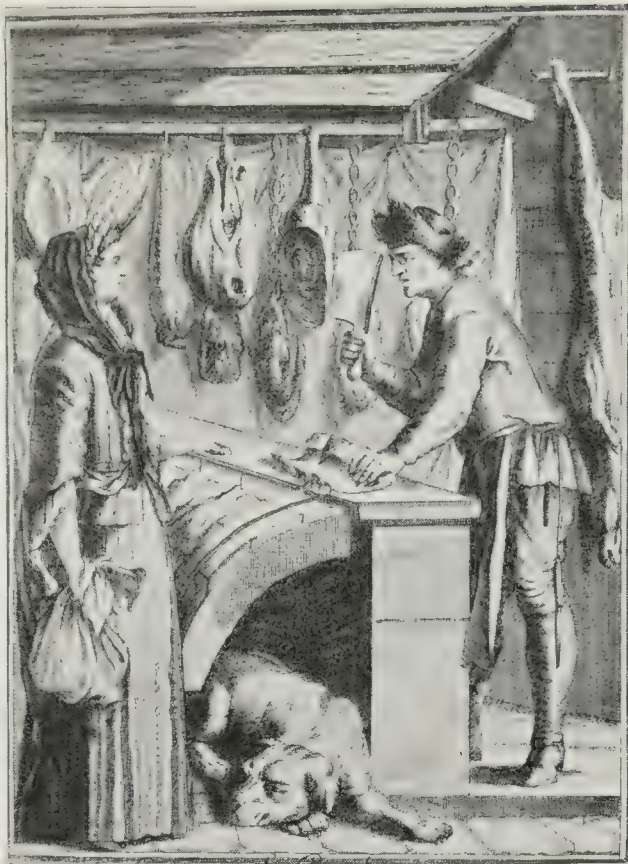
L'envers du système est l'ardeur à acquérir et à défendre les privilèges d'ordre pécuniaire attachés à la possession des charges, comme à l'anoblissement. Tous ces bourgeois en arrivent à considérer comme humiliante la participation aux contributions communes; et, dès qu'une fortune se consolide dans les rangs du Tiers, elle fuit l'impôt, dont la vraie notion est ainsi altérée. Le désir légitime de s'élever dans la hiérarchie sociale s'accompagne ainsi d'assez vilains calculs d'intérêt.

LES FINANCIERS. — A côté de ces bourgeois classés, le clan des financiers, longtemps méprisé, quoique secrètement envié, commence à se présenter sous de meilleures apparences. Les gens audacieux et capables y percent promptement, grâce aux mille occasions de profits, plus ou moins licites, qu'offrent « les affaires du roi ». Receveurs généraux, fermiers, traitants, munitionnaires, fournisseurs aux armées, banquiers et changeurs, tout ce monde se tient et se pousse. Ceux que le succès favorise achètent des terres et des titres et placent leurs enfants dans les charges. Cette société du XVII^e siècle, qui nous paraît si homogène et presque figée, présente en réalité de bien curieux mélanges et se renouvelle sans cesse par en bas, pour en acquérir une sève plus vigoureuse.

MARCHANDS, ARTISANS ET OUVRIERS.

— Les marchands et artisans des villes peuvent vivre fort à l'aise; socialement, ils ont peu de considération; même dans les échevinages, ils ne jouent plus le premier rôle. La France de Louis XIV, au regret peut-être de Colbert, ne pense pas comme les républiques commerçantes. D'ailleurs, marchands et artisans subissent aussi les influences aristocratiques qui imprègnent partout la société; il y a aussi une hiérarchie dans les métiers, et les maîtres cherchent à réserver à leurs enfants ou à leurs parents l'accès à la maîtrise. Les simples compagnons se voient souvent interdire une ambition cependant légitime; dans les « compagnonnages », protégés par le secret et par des rites un peu enfantins, ils prennent conscience de tout ce qui les sépare des maîtres. Les « manouvriers », ceux qui n'ont que leurs bras, constituent un groupe sans influence sociale, mais mobile et agité, pour qui le pouvoir ne témoigne guère de tendresse. Pour qu'ils ne s'échauffent pas trop autour des boutiques de boulangers, les autorités chargées de la police taxent les farines et cherchent à approvisionner les villes; mais elles ne tolèrent ni les tumultes, ni les grèves.

PAYSANS. — Dans les campagnes, la situation des paysans, loués officiellement comme les « nourriciers » de l'État, est très variable.



UNE BOUCHERIE AU XVII^e SIÈCLE. — Gravure populaire du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Ceux qui cultivent une tenue roturière ont à peu près, en fait, la situation des petits propriétaires d'aujourd'hui, car la dîme ecclésiastique est modérée et les redevances féodales, sauf abus, sont devenues charges bien légères. Ceux qui sont fermiers à court terme subissent plus sévèrement les exigences des propriétaires. Ça et là, l'industrie à domicile, exercée aux heures de loisirs (draps, toiles, dentelles), apporte un sérieux appoint. Mais, partout, les méthodes culturales sont médiocres et trop faible le cheptel. Aux années d'abondance, l'insuffisance des communications interdit souvent le déplacement fructueux des denrées et, quand la disette éclate, rend difficile d'y remédier. Il arrive souvent qu'une province souffre de la faim alors qu'ailleurs il y a pléthore. Certaines régions près des fleuves ou de la mer sont privilégiées; d'autres souffrent des guerres, des déprédations des troupes, des ravages du gibier que l'on multiplie dans les capitaineries, pour « les plaisirs du roi ».

D'une manière générale, le poids du régime fiscal pèse avant tout sur les paysans et les écrase dès que la guerre se prolonge ou que la disette vient, comme en 1693 ou en 1709. Il ne faut sans doute pas prendre à la lettre certaines déclamations, où perce trop le souci de l'effet littéraire. Mais il n'est pas possible de douter que,

surtout dans les pays d'élection, la situation des paysans ne soit, sinon tout à fait mauvaise, du moins précaire et trop dépendante des variations fatales des saisons. Pour qu'un sérieux progrès se constate, il faudra, outre les bienfaits désormais acquis d'une police exacte, une amélioration du régime fiscal et des méthodes de culture, et enfin l'achèvement du réseau routier qui reliera entre elles les provinces du beau royaume de France, si harmonieusement assis sur ses trois mers et sur ses frontières naturelles presque partout atteintes.

V. LA FIN DU RÈGNE

On a déjà parlé, en exposant l'histoire intérieure, de la misère croissante du royaume et de l'affaiblissement de l'autorité; on a constaté l'échec des efforts du roi et le trouble des esprits sur la question religieuse. Il convient maintenant de reprendre ces traits épars et de formuler une conclusion d'ensemble.

La fin du règne du grand roi, au milieu d'une famille où les tares ne manquaient pas, fut assombrie par des deuils, fermement supportés, et par la crainte pire des scandales. Tout ce monde, qu'il avait cependant relié par des mariages, ne s'entendait guère. Les légitimes jalosaient les légitimés, pour qui le roi avait des complaisances. Lorsqu'il ne resta plus sur les marches du trône qu'un enfant, Louis XIV ne craignit pas d'appeler à la couronne, à défaut de princes du sang, les légitimés mâles et leurs descendants (1714); et, ne voulant pas laisser toute l'autorité de la régence à Philippe d'Orléans, il chercha à le ligoter par l'institution d'un Conseil où prenaient place les légitimés. Mais il n'était pas tranquille; par un juste retour des choses, il craignait de payer, dans ses calculs même de roi, les entraînements d'orgueil qui l'avaient conduit à brouiller dans sa propre famille les règles de la morale et de la religion. Lorsque, en 1714, il confia au Parlement son testament politique, sa santé était ruinée. Il n'avait jamais pu contenir son appétit et, pour remédier à ses excès de nourriture, les médecins abusaient des purgations et des saignées. Il garda pourtant, presque jusqu'à la fin, sa haute mine; mais en août 1715 il s'effondra, atteint de gangrène sénile. Il se prépara à la mort avec sérénité et, s'étant mis en règle avec sa conscience, il parla à tous avec une parfaite convenue. Il confessa devant le Dauphin son trop grand amour pour la guerre et la dépense; il demanda pardon aussi pour le mauvais exemple qu'il avait donné et mourut au matin du 1^{er} septembre.



UNE FAMILLE DE PAYSANS. — Peinture des frères Le Nain. — Musée du Louvre. Cl. GIRAUDON

Ainsi s'achevèrent, par une mort vraiment chrétienne et royale, une vie laborieuse et un grand règne. Le roi, qui avait supporté, sans paraître accablé, les plus graves revers militaires, l'extrême misère de son peuple et les terribles deuils qui dévastèrent sa maison et menacèrent même l'avenir de sa couronne, accueillit la suprême visiteuse avec une dignité parfaite et une résignation sans emphase. Ayant réglé ses affaires avec la prévoyance qu'il apportait en toutes choses, il ne voulut plus, en ses derniers jours, que songer à Celui devant qui, seul, il admettait de rendre compte. Et, sans s'être dissimulé ses erreurs et ses fautes, il ne semble pas avoir manqué de confiance en ce suprême jugement.

L'historien ne peut qu'être frappé de cette assurance, à l'heure où les attitudes d'emprunt ne sont plus de mise, et il doit être lent à juger un homme qui a pu se tromper dans l'appréciation de ses devoirs d'état, mais qui s'est toujours déterminé pour des motifs sérieux et élevés. Il faut condamner pourtant les faiblesses de sa vie privée ; il les a d'ailleurs reconnues et rachetées par une maturité et une vieillesse irréprochables. Et elles n'ont en rien réagi sur sa vie publique.

A s'en tenir ici à la politique intérieure, il faut reconnaître l'éclat et l'utilité de son règne. Sans doute, en révoquant l'Edit de Nantes, il a commis une faute inexcusable et qui fournira bientôt à la philosophie, avec le beau thème de la tolérance, son argument le meilleur contre le régime. Mais, de cette France « rassemblée » pièce par pièce par ses prédécesseurs et par lui-même, il a achevé de faire une nation qui, sous les variétés régionales, prend le sentiment de son unité et trouve dans son loyalisme à l'égard du souverain le ciment qui fait sa force. Cette nation, il a achevé de la doter d'une administration vigilante qui fait régner partout la crainte des justes lois, disperse les derniers foyers d'anarchie locale et, dès que les circonstances le permettent, s'applique à développer la vie économique. Grâce à lui, la France est enfin munie de l'armature qui seule permet d'entreprendre et de soutenir les vastes desseins politiques. Il a sa place de choix parmi les plus fermes artisans de la grandeur française.

Et cependant son règne, commencé et longtemps poursuivi au milieu des acclamations, se termine dans une sorte de désapprobation rendue muette par l'habitude du respect et le souvenir de tant de services. Il s'y heurte dans sa famille même. Après s'être vu refuser la joie d'avoir un fils digne de lui, il avait trouvé dans son petit-fils un élève qu'il se plaisait à former. Et pourtant le duc de Bourgogne résista à ses maximes de gouvernement, toutes chargées qu'elles fussent d'expérience ; avec son entourage de beaux esprits, il rêvait d'autres choses qui n'étaient pas toutes chimériques. Lui disparu, Louis XIV redouta pis encore : les intrigants, dont le duc d'Orléans était devenu le centre, ne cachaient guère leur dessein d'un changement profond. Il s'efforça vainement de l'entraver en commandant par delà la mort.

C'est que son peuple aussi voulait changer. Il ressentait cet appétit du nouveau, si fréquent au déclin des longs règnes et qui manifeste l'instabilité des désirs humains ; il souffrait aussi de l'épuisement qui suit les efforts excessifs et d'une situation financière qui semblait désespérée. Mais surtout la France était lasse de ce régime trop autoritaire et trop réglé qu'elle avait accepté si volontiers après les folles licences de la Fronde. La grande génération qui l'avait aimé, dans la magnificence des lettres et des arts, dans la griserie des succès militaires, avait passé. Le roi, presque seul, survivait. Mais sa cour de Versailles paraissait morne, et trop lourde sa consigne de tenue morale et de stricte obéissance. Les gens du monde préféraient les sociétés moins guindées où le libertinage de l'esprit pimentait la dépravation des mœurs, et l'on se détachait d'un régime où les ordres, les provinces et les villes n'avaient qu'à se taire, où tout remontait au roi et dépendait de lui seul.

C'était une erreur déjà d'imposer un tel silence à un peuple facile à conduire, mais difficile à mener, et trop intelligent pour n'avoir pas le goût des affaires publiques. Elle fut aggravée par l'attitude du roi dans les querelles religieuses. Leur acuité, à dater du début du XVIII^e siècle, surprend ; le vieil esprit d'indépendance des Français y chercha sans doute un dérivatif. Le roi, qui régenta tant de choses sans jamais soupçonner le prix, pour ses sujets, d'un peu de liberté,

voulut encore régenter les consciences. C'en était trop, et l'on sympathisa avec les jansénistes, sans toujours les bien comprendre, parce que, seuls, ils faisaient figure d'opposants. Au fond, on en voulait au gouvernement au moins autant qu'à la Bulle et aux Jésuites ! Et ainsi, peu à peu, l'opposition religieuse devint politique et se tourna d'instinct vers l'antique organe qui donnait forme juridique à toutes les oppositions : le Parlement. Le roi s'en aperçut ; ses colères contre Daguesseau et les parlementaires, aux dernières semaines de sa vie, révèlent en son âme une impression de trouble et peut-être de doute. Avec presque tous ses contemporains, il avait confondu le domaine de la religion et celui de la politique : il y compromit non seulement des intérêts religieux qui lui étaient chers, mais encore les moyens d'action essentiels du gouvernement monarchique.

Louis XIV légua à son arrière-petit-fils un beau royaume bien policé et dont les misères économiques allaient être promptement guéries. Mais la lassitude d'un pouvoir trop absolu avait fait naître dans les esprits une fermentation qui ne s'arrêtera plus guère. Et les

querelles religieuses, qui vont porter le Parlement à tout de suite abuser de prérogatives imprudemment rendues, contenaient en elles le germe des difficultés politiques qui conduiront progressivement à une vraie crise du régime. Il serait dur d'en faire remonter toute la faute à Louis XIV ; il serait injuste de l'en exempter totalement, au risque d'aggraver encore la responsabilité, déjà lourde, de son successeur.

BIBLIOGRAPHIE

ADMINISTRATION

SOURCES — LOUIS XIV, *Mémoires pour l'éducation du Dauphin* (éd. Ch. Dreys, 1860, 2 vol. in-8°, et éd. Jean Longnon, 1923, in-16) ; — *Mémoriaux du Conseil de 1661* (éd. Jean de Boislisle, 1905-1907, 3 vol. in-8°) [publication de la Société de l'histoire de France]. — COLBERT, *Lettres, instructions et mémoires* (publiés par P. Clément, 1861-1873, 7 tomes en 8 vol. gr. in-8°, et une *Table analytique*, publiée par P. de Brotonne, 1882) ; — *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, recueillie par G.-B. Depping (1850-1855, 5 vol. in-4°) [Documents inédits sur l'histoire de France] ; — *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, publiée par A. de Boislisle (1874-1897, 3 vol. in-4°, même collection) ; — *Mémoires des intendants sur l'état des généralités* dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne, tome I (seul paru) ; — *Mémoire de la généralité de Paris*, publié par A. de Boislisle (1881, in-4°) [même collection]. — BOULAINVILLIERS (comte de), *État de la France... extrait des Mémoires dressés par les intendants du royaume, par ordre du roi Louis XIV, à la sollicitation de M^{gr} le duc de Bourgogne* (1737, 6 vol.

in-16). — FLÉCHIER, *Mémoires sur les Grands Jours d'Auvergne en 1665* (éd. Chéruel, 1862, in-16). — VAUBAN, *Projet d'une dîme royale* (1707, in-16).

OUVRAGES. — VOLTAIRE, *Le Siècle de Louis XIV* (éd. de 1785, in-8°, tomes XXII-XXIV). — BERTRAND (Louis), *Louis XIV* (1923, in-16). — LAIR (J.), *Nicolas Fouquet* (1890, 2 vol. in-8°). — CLÉMENT (P.), *Histoire de Colbert et de son administration* (1874, 2 vol. in-8°). — MARTIN (Germain) et BEZANÇON (M.), *Histoire du crédit en France sous le règne de Louis XIV*, t. I : *Le Crédit public* (1913, in-8°). — MARTIN (Germain), *La Grande Industrie sous le règne de Louis XIV* (1899, in-8°). — RONCIÈRE (Ch. de la), *Histoire de la marine française* (t. V, 1920, in-8°). — ROUSSET (C.), *Histoire de Louvois et de son administration politique et militaire* (3^e éd., 1865, 4 vol. in-8°). — ANDRÉ (L.), *Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique* (1906, in-8°). — GIRARD (G.), *Racolage et milice, le service militaire en France au temps de Louis XIV* (1921, in-8°). — HALÉVY (Daniel), *Vauban* (1923, in-16).

AFFAIRES RELIGIEUSES

MENTION (L.), *Documents relatifs aux rapports du clergé avec la royauté* (1893-1903, 2 vol. in-8°). — LE VAYER DE BOUTIGNY, *Traité de l'autorité des rois touchant l'administration de l'Eglise* (1701, in-16). — DAGUESSEAU, *Mémoires sur les affaires de l'Eglise de France, Œuvres* (éd. in-4°, t. XIII). — GÉRIN (Ch.), *Recherches historiques sur l'Assemblée du clergé de France de 1682* (2^e éd., 1870, in-8°). — PUAUX et SABATIER, *Études sur la révocation de l'Edit de Nantes* (1886, in-8°). — REBELLIAU (A.), *Bossuet, historien du protestantisme* (3^e éd., 1908, in-8°). — LE ROY (A.), *La France et Rome de 1700 à 1715, d'après des documents inédits* (1892, in-8°). — SAINTE-BEUVE, *Histoire de Port-Royal* (7^e éd., 1908, 6 vol. in-8°). — GAZIER (A.), *Histoire générale du mouvement janséniste depuis ses origines jusqu'à nos jours* (3^e éd., 1924, 2 vol. in-8°).

LA FAMILLE ROYALE. LA COUR

ÉZÉCHIEL SPANHEIM, *Relation de la cour de France en 1690*, publiée par Émile Bourgeois (1900, in-8°). — DANGEAU (marquis de), *Journal* (éd. Soulié et Dussieux, 1854-1859, 16 vol. in-8° de 1684 à 1715). — *Mémoires de Saint-Simon* (éd. A. de Boislisle, L. Lecestre et J. de Boislisle, en cours de publication depuis 1879, de 1692 à 1715). — *Mémoires du marquis de Sourches*, publ. par P. de Cosnac (1882-1893, 13 vol.). — PRIMI VISCONTI, *Mémoires sur la cour de Louis XIV*, traduits par Jean Lemoine (1909, in-8°). — SAINT-MAURICE (marquis de), *Lettres sur la cour de Louis XIV, 1667-1673*, publiées par Jean Lemoine (1912, 2 vol. in-8°). — LAIR (J.), *Louise de La Vallière et la jeunesse de Louis XIV*



LOUIS XIV. — Cire d'Antoine Benoist (1706). — Palais de Versailles (chambre à coucher du roi).
CL. GIRAUDON.

4^e éd., 1907, in-8°). — FUNCK-BRENTANO (Fr.), *Le Drame des poisons* (1909, in-16°). — SAINT-RENÉ TAILLANDIER (M^{me}), *Madame de Maintenon, l'énigme de sa vie auprès du grand roi* (1920, in-8°).

INSTITUTIONS ET SOCIÉTÉ

Outre les documents et les ouvrages cités *supra* : MARION (Marcel), *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles* (1923, in-8°). — ESMEIN (A.), *Cours élémentaire d'histoire du droit français* (14^e éd., revue par R. Génestal, 1921, in-8°). — VIOLET (P.), *Le Roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie* (1912, in-8°). — AVENEL (vicomte G. d'), *Richelieu et la monarchie absolue* (1884-1889, 4 vol. in-8°). — CAILLET (J.), *De l'administration en France sous le ministère du cardinal de Richelieu* (1857, in-8°). — LACOUR-GAYET (G.), *L'Éducation politique de Louis XIV* (2^e éd., 1923, in-8°). — BOISLISLE (A. de), *Les Conseils du roi sous Louis XIV* (extrait de l'appendice des

t. IV et V des *Mémoires de Saint-Simon* (1884, in-8°). — GODARD (Th.), *Les Pouvoirs des intendants sous Louis XIV, particulièrement dans les pays d'élection de 1661 à 1715* (1901, in-8°). — THOMAS (Al.), *Une province sous Louis XIV. Situation politique et administrative de la Bourgogne de 1661 à 1715* (1849, in-8°). — ESMONIN (E.), *La Taille en Normandie au temps de Colbert, 1661-1683* (1913, in-8°). — BOISGUILLEBERT, *Détail de la France sous le règne de Louis XIV* (paru en 1697, éd. Guillaumin, 1843, in-8°). — LARDÉ (G.), *La Capitation dans les pays de taille personnelle* (1906, in-8°). — CANS (A.), *L'Organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV*; — *La Contribution du clergé de France à l'impôt pendant la seconde moitié du règne de Louis XIV, 1689-1715* (1910, 2 vol. in-8°). — NORMAND (Ch.), *La Bourgeoisie française au XVII^e siècle*; *La Vie publique*; *Les Idées et les actions politiques, 1604-1661* (1908, in-8°). — ROUPNEL (G.), *La Ville et la campagne au XVII^e siècle*; *Étude sur les populations du pays dijonnais* (1922, in-8°).

CHAPITRE III

LES PROVINCES-UNIES AU XVII^e SIÈCLE

QUAND le XVII^e siècle commence, il y a près de quarante ans que les Pays-Bas sont en proie aux révolutions et aux maux de tout genre qu'elles entraînent après elles.

En fait, depuis le départ de Philippe II pour l'Espagne (1559), le mécontentement causé par l'administration de Granvelle s'était transformé en opposition déclarée (Compromis des nobles, 1565), puis en révolte ouverte (Union d'Utrecht, 1579). L'Espagne, cependant, ne lâchait pas prise. Mais toute la diplomatie de Requesens, toute la sombre énergie du duc d'Albe, toute l'habileté militaire de don Juan d'Autriche et d'Alexandre Farnèse, devaient en somme échouer, et quand, en 1596, la France et l'Angleterre eurent reconnu officiellement l'indépendance des Provinces-Unies, on pouvait déjà prévoir que la partie était perdue pour l'Espagne et que jamais plus cette portion de l'héritage de Marie de Bourgogne ne verrait flotter sur ses forteresses et ses beffrois la bannière timbrée du lion de León et des tours de Castille.

ÉTAT DES PAYS-BAS AU COMMENCEMENT DU XVII^e SIÈCLE. — Quel est, à ce moment où le XVII^e siècle s'ouvre sur ce pays encore ravagé par la guerre, mais soutenu dans la lutte par l'espérance d'une victoire qui désormais, il le sent, ne saurait lui échapper, l'état de cette nation nouvelle qui s'affirme comme une puissance avec laquelle il faut déjà compter, en attendant qu'elle devienne, dans peu d'années, une des plus importantes de l'Europe et même, en un court moment, l'arbitre de la paix et de la guerre ?

Comme l'indique la dénomination qu'elle prend dans les actes publics, la *République des Provinces-Unies des Pays-Bas* est une fédération.

Elle se compose de sept provinces. Ce sont, en commençant par le nord-est, celles de Groningue, Frise et Drenthe, Over-Yssel, Gueldre, Utrecht, Hollande et Zélande.

Chacune a ses caractères particuliers.

Quoique d'une très basse altitude, puisqu'elles ont dû être protégées par des digues contre les hautes marées, les provinces de Groningue et de Frise et Drenthe sont cependant d'une formation moins

purement alluvionnaire, plus solide, si l'on peut dire, que celles de Hollande et surtout de Zélande, conquises sur la mer par une lutte qui a connu, même dans les temps modernes, des alternatives d'avance et de recul et, de nos jours encore, sans cesse menacées d'un désastre.

Les trois autres provinces, Over-Yssel, Gueldre et Utrecht, forment géographiquement une transition entre les deux groupes du nord-est et du sud-ouest que nous venons d'indiquer.

Ces caractères géographiques, déjà fixés au début du XVII^e siècle, se retrouvent alors sur un autre plan dans l'organisation politique et économique des différentes provinces.

Pays habités par une sorte de démocratie paysanne, orientés économiquement vers les États scandinaves, Groningue et la Frise et Drenthe s'opposaient à la Zélande et surtout à la Hollande, où une bourgeoisie orgueilleuse et riche de négociants et d'armateurs dominait une population de marins et de pêcheurs et se trouvait inclinée, par sa situation géographique et par ses intérêts, à la fois vers l'Angleterre et vers ses voisins du sud, Pays-Bas espagnols et France.

Entre ces États de paysans et de bourgeois, le Gueldre, l'Over-Yssel et même l'Utrecht représentaient à certains égards l'ancien esprit féodal avec une noblesse restée maîtresse de ses terres et de ses châteaux forts, fière de ses origines et respectée par ses vassaux.

Ces sentiments, non moins que le voisinage immédiat, tournaient plutôt ces trois provinces vers l'Empire germanique.

Les différences géographiques, politiques et organiques, que nous venons d'indiquer, se répétaient naturellement dans les institutions administratives de ces différents États. Sans marquer de différences absolument tranchées, elles n'étaient cependant identiques dans aucun. La Hollande, par exemple, était une véritable fédération de cités tâchant de conserver chacune le maximum d'autonomie et se gardant jalousement contre la suprématie de l'une quelconque d'entre elles. On comprend que le lien qui unissait les parties d'un même État étant aussi lâche, celui qui unissait ces États entre eux devait l'être plus encore.

ORGANISATION POLITIQUE DES PAYS-BAS. —

Ce lien était formé essentiellement par l'assemblée que constituaient les députés nommés par chacun des États confédérés et qui portait le nom d'*États généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas*. Les États généraux siégeaient à La Haye et chaque État, quel que fût le nombre de ses représentants, qui variait pour chacun d'eux, n'y disposait que d'une voix. Encore, dans les cas importants, une décision ne pouvait-elle être prise qu'après que les députés en avaient référé à leurs commettants, c'est-à-dire aux États provinciaux de chaque province, aux régences des villes, aux différentes collectivités ayant qualité, à des titres divers, pour mandater des représentants.

La compétence des États généraux s'étendait : 1^o à la défense nationale et aux relations extérieures ; 2^o au vote et à la disposition des impôts fédéraux ; 3^o à la promulgation des ordonnances devant avoir force de loi dans toute la confédération ; 4^o à l'administration des colonies et des pays enlevés aux Espagnols, dits « pays de la généralité » ; 5^o à la nomination à certaines places ; 6^o au règlement du titre des monnaies frappées par chaque État.

Malgré le soin jaloux que les sept Provinces-Unies apportaient à maintenir leur souveraineté propre, malgré le fait que la présidence leur revenait à tour de rôle, la prépondérance, au moins morale, appartenait à la Hollande, tant du fait que l'assemblée siégeait dans sa capitale, La Haye, qu'à cause de ses forces supérieures et du rôle essentiel qu'elle avait joué dans les luttes pour l'indépendance de tous.



LE ZUYDERZÉE. — Peinture de Van de Velde le Jeune. — Musée de Bruxelles.
CL. HANSTANGL.



LE ROI ET LA REINE DE BOHÊME ET LES PRINCES D'ORANGE A LA FOIRE ANNUELLE DE RYSWYK. — Peinture de E. Van de Velde. — Musée d'Amsterdam.

Le premier ministre de Hollande, le conseiller pensionnaire ou, comme on a dit plus tard, le *grand pensionnaire*, qui faisait de droit partie des diverses commissions des États généraux, et spécialement de celle des Affaires étrangères, devait, dès lors, tendre à retenir en ses mains tout le pouvoir exécutif de la République, et il y tendit en effet.

Mais il allait trouver en face de lui un autre dépositaire du pouvoir exécutif, le *stathouder*. Pour peu qu'à cette rivalité d'influence s'ajoutât une rivalité de personne, c'était la lutte à peu près inévitable entre les deux principaux représentants du pouvoir exécutif. Il en fut ainsi en effet et, sous des formes diverses, cette lutte entre les deux pouvoirs rivaux du grand pensionnaire et du stathouder va former la trame de toute l'histoire de la politique intérieure des Pays-Bas au XVII^e siècle. Mais, au moment où un péril extérieur, si grave que l'existence même de la nation était en jeu, nécessita la concentration de la puissance entre les mains d'un chef unique, on comprit que ce chef ne pouvait être que celui qui, d'abord comme lieutenant du roi (c'est le sens littéral du mot stathouder), puis comme capitaine et amiral général des armées de terre et de mer, assumait les charges et les responsabilités de la défense nationale et du salut public.

PREMIÈRES LUTTES ENTRE LE STATHOUDER ET LES ÉTATS GÉNÉRAUX, MAURICE DE NASSAU ET BARNEVELD. — Cette lutte entre les deux tendances qui se partageaient les Pays-Bas : tendance à maintenir particulièrement et avant tout la souveraineté des États d'une part, tendance au contraire à concentrer le plus possible le pouvoir entre les mains du stathouder de l'autre, se manifeste dès le début du XVII^e siècle.

Cependant, tant que la guerre continuait, il fallait, par une patience réciproque, remettre à la paix tout ce qui aurait pu retarder l'œuvre de libération. Le stathouder, Maurice de Nassau, qui, à peine âgé de dix-sept ans, avait succédé à son père le Taciturne dès 1584, put battre les Espagnols à Nieuport (1602) et, s'il perdit Ostende, non sans une belle défense qui dura trois ans, il n'en reprit pas moins Bois-le-Duc, Grave et l'Écluse.

Ces succès ouvraient la porte à des négociations que l'épuisement réciproque des deux partis faisait désirer à tous. Elles amenèrent, en 1609, la signature d'une trêve de douze ans. Elle avait été conclue malgré l'opposition du stathouder Maurice, qui, croyant l'Espagne plus épuisée encore que les Pays-Bas, et craignant de l'autre que la cessation des hostilités ne diminuât son influence, désirait continuer la guerre. La grande autorité dont le grand pensionnaire de Hollande, Jean van Olden Barneveld, jouissait auprès des États généraux em-

porta la décision de ceux-ci et obligea le stathouder à se résoudre à la trêve. Maurice, dont la fierté aristocratique et le tempérament autoritaire supportaient déjà mal le partage du pouvoir avec les États généraux, se soumit d'assez mauvaise grâce, mais dès lors il conçut le projet de tout tenter pour substituer son autorité à celles des États. Au fond, il visait à transformer la République fédérative en une monarchie unitaire, dont il serait le souverain héréditaire, avec ou sans le titre de roi. Barneveld était le grand obstacle. Si l'on en croit les *Mémoires* d'Aubery du Maurier, il tenta d'abord de le gagner par l'intermédiaire de sa belle-mère, « la princesse douairière d'Orange ; ce qui n'ayant point réussi, la princesse ayant été convaincue par les raisons de M. Barneveld... », il résolut de s'appuyer sur tous les envieux et les ennemis de la vertu et de l'autorité de M. Barneveld, sans leur découvrir son dessein, remettant de le faire en temps et lieu : leur promettant seulement de les revêtir de ses dépouilles, afin que par le support de ces esprits inquiets, intéressés et désireux de nouveautés, et par la force des armes qu'il commandait souverainement, il pût parvenir à sa fin (1) ». Il fallait toutefois un prétexte pour s'attaquer à un homme aussi éminent par les services rendus, aussi justement estimé et considéré pour ses talents et son caractère que l'était Barneveld. La querelle théologique des Arminiens, partisans du libre arbitre, et des Gomaristes, qui poussaient à l'extrême la doctrine calviniste de la prédestination, le fournit à Maurice.

Barneveld, plutôt favorable aux doctrines des Arminiens, se vit en butte aux attaques de pamphlétaires, parmi lesquels le plus dangereux était François Aerssens, greffier des États généraux et tout gagné au stathouder : on l'accusa de ne favoriser les Arminiens que pour ménager un retour vers le catholicisme et, par conséquent, vers l'Espagne. Barneveld se défendit ; il riposta aux pamphlets par une apologie et fit appel pour la sûreté de sa personne à la protection des États de Hollande. Un incident imprévu, qui fournit au stathouder le prétexte désiré de rassembler l'armée autour de lui, rendit inutile cette protection. Les États d'Utrecht ayant voulu, comme la constitution fédérale des Pays-Bas leur en donnait le droit, conserver une garnison levée à leurs frais, Maurice se rendit à Utrecht, désarma la garnison, fit de même à Leyde, Harlem, Amsterdam, puis, désormais maître de la force armée et soutenu par le menu peuple, fit enfermer, sous l'accusation de trahison, Barneveld au château de La Haye, en même temps que ses principaux partisans, dont le célèbre Grotius. Barneveld, condamné à mort, fut décapité le 13 mai 1619. Son fils, Statembourg, tenta de le venger, mais sa

(1) *Mémoires* d'Aubery du Maurier, t. II, pp. 94-95.

CARTE DES PROVINCES-UNIES AU XVII^e SIÈCLE.

conjuraison ayant été découverte, il dut se réfugier près des Espagnols, tandis que son frère aîné, Gronneveltdt, était exécuté comme son père (1622).

Maurice de Nassau survécut peu à ces cruautés, mais, jusqu'à sa mort (1625), il ne cessa de tendre à établir à son profit le pouvoir monarchique.

LA FIN DES GUERRES DE L'INDÉPENDANCE. — FRÉDÉRIC-HENRY DE NASSAU. — Son frère, Frédéric-Henry (né le 28 février 1584), lui succéda et montra une ambition moins âpre ou tout au moins plus d'habileté. On avait cru d'abord que l'influence de sa mère, Louise de Coligny, fille de l'amiral, lui ferait rappeler en grâce les amis de Barneveld. Mais il jugea qu'il ne gagnerait rien à cette mesure de clémence, qui risquait même de raviver les vieilles querelles, et qu'il était plus sage de se borner à son rôle de diplomate et de soldat. Celui-ci fut brillant. La prise d'Oldenfel (1626) fut suivie de celle de Groll (1627), de Bois-le-Duc (1629), de Wesel, de Ruremonde, Vanloo, Maëstricht (1632) et Rheinberg (1633). Cependant, Frédéric-Henry ne tenait pas à étendre beaucoup ses conquêtes. Outre que les Pays-Bas espagnols, restés catholiques, se seraient difficilement laissés gouverner par les sept provinces protestantes, ils lui paraissaient une barrière nécessaire contre la puissance française. De plus, il gardait rancune à Richelieu d'avoir essayé de mettre la main sur sa principauté familiale d'Orange en achetant le gouverneur Walckenbourg. Aussi laissa-t-il l'armée des maréchaux de Châtillon et de Brézé, victorieuse à Avein, mais qui avait dû ensuite se retirer en Hollande après avoir levé le siège de Louvain devant l'approche de Piccolomini, se dissoudre et finir misérablement faute de vivres et de secours.

Enfin, en 1637, la capitulation de Bréda assura aux Pays-Bas une ligne de défense complète au sud. Dès lors, Frédéric-Henry borne plutôt son action à une défensive vigilante, interrompue toutefois par des coups

de main comme la prise de Hulst (1645), que l'épuisement des Espagnols, attaqués sur tant d'autres points de leur vaste Empire, rendait d'ailleurs facile. Mais la lutte contre eux continua sur mer. Dès 1626, une flotte espagnole avait été capturée par les vaisseaux hollandais à la baie de Tous-les-Saints ; une autre le fut, en 1628, près de Cuba, et la prise d'Olinde (1630) présageait la conquête du Brésil que devait accomplir le prince de Nassau-Siegen. Enfin, en 1636, le grand amiral Tromp battait et détruisait à moitié dans la Manche la flotte espagnole d'Oquendo.

Tout en conservant l'alliance avec la France, Frédéric-Henry s'en ménagea une autre en mariant Guillaume, l'unique fils qu'il avait eu de son mariage avec Amélie de Solms, à la princesse Marie d'Angleterre, fille aînée de Charles I^{er} et d'Henriette de France (1641).

Au total, quand Frédéric-Henry mourut, le 14 mars 1647, il avait su maintenir, à l'intérieur, l'entente avec les États généraux et assuré à l'extérieur plus encore que son frère, par ses succès diplomatiques, militaires et maritimes, l'indépendance de fait des Provinces-Unies.

Grâce à sa sagesse et à son habileté, son gouvernement de près de vingt-deux ans avait été une trêve dans la lutte inévitable entre le pouvoir des États et celui des stathouwers. Cette trêve prit fin avec son successeur.

GUILLAUME II DE NASSAU ET SA TENTATIVE VAINUE CONTRE L'AUTORITÉ DES ÉTATS GÉNÉRAUX. — Guillaume II, à peine âgé de vingt et un ans, « était, dit Aubery du Maurier, un prince naturellement ambitieux et de grand courage, qui, dans sa jeunesse, voulut exécuter ce que le prince Maurice avait voulu tenter en sa vieillesse ».

Les États généraux avaient, malgré tous les efforts de Mazarin, signé une paix séparée avec l'Espagne dès le 30 janvier 1648, et le désir de se garder d'un pouvoir militaire, dont la guerre accroissait l'importance et le danger, n'avait pas été étranger à cette décision. Les mêmes raisons qui inclinaient les États à la paix faisaient désirer la continuation de la guerre au stathouder. Il en avait besoin pour venir en aide, le cas échéant, à son beau-père Charles I^{er} dont déjà le trône chancelait ; il en avait besoin surtout pour faire du stathoudérat une monarchie héréditaire. Mazarin, justement blessé de ce que les États généraux, contrairement à leurs engagements, eussent traité séparément avec l'Espagne, lui laissait espérer son appui. Le licenciement d'un certain nombre de corps de troupes, décrété par les États, lui fournit le prétexte du coup d'État qu'il méditait. Après avoir vainement fait pression sur les États pour les amener à revenir sur leur décision, il fit arrêter six de leurs membres, le 30 juillet 1650, et tenta de s'emparer d'Amsterdam par un coup de surprise. Celui-ci échoua, mais les États

généraux ne semblèrent pas en prendre trop d'ombrage ; des deux côtés, en effet, on hésitait avant d'entreprendre une lutte qui ne pouvait se terminer que par l'écrasement d'un des deux partis. On eut recours à un compromis fondé sur le maintien d'une portion du contingent militaire. Guillaume s'y résigna, dans l'espoir de mieux préparer son action ; il n'avait certainement renoncé à aucune de ses ambitions, mais sa mort inopinée (16 novembre 1650) allait, pendant plus de vingt ans, faire rentrer dans l'ombre le stathoudérat et permettre aux États généraux d'exercer la plénitude de la puissance.

TRIOMPHE DES ÉTATS GÉNÉRAUX. — JEAN DE WITT. — La sagesse et la correction de Frédéric-Henry avaient fait oublier les tendances autoritaires de Maurice de Nassau et calmé les défiances des États généraux et des classes dirigeantes des Pays-Bas. La tentative de Guillaume II les avait, par contre, réveillées et augmentées.

Aussi quand il mourut, ne laissant qu'un fils posthume, toutes les précautions furent-elles prises pour éviter le retour des dangers du pouvoir personnel dont l'expérience avait appris que le stathoudérat pouvait être l'origine. Tout d'abord, ni la grand-mère, ni la mère du jeune prince Guillaume d'Orange

GUILLAUME I^{er} LE TACITURNE, stathouder de Hollande (1533-1584). — Peinture de Mierevelt. — Musée d'Amsterdam. CL. HANFSTAENGL.



LA GRANDE SALLE DU BINNENHOF, A LA HAYE, PENDANT L'ASSEMBLÉE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1651, PRÉSIDÉE PAR JACOB CATS.

Peinture de Dirk van Delen. — Musée de La Haye, C. H. B. A. N.



GUILLAUME II DE NASSAU (1626-1650).



JEAN VAN OLDEN BARNEVELD (1547-1619).

Gravures de F. R. Ingouf.



MAURICE DE NASSAU (1567-1625).

ne furent admises à exercer la régence. Il en fut de même de son plus proche parent, Guillaume-Frédéric de Nassau, dont on n'oubliait pas qu'il avait participé au coup de main contre Amsterdam. L'exercice des charges de capitaine et d'amiral général fut suspendu. Enfin, l'*édit perpétuel*, voté par les États généraux le 16 janvier 1651, établit en fait la déchéance du stathoudérat dans toutes provinces.

Dans presque toutes les révolutions politiques, qu'elles soient accomplies dans le cadre des décisions légales ou imposées par l'insurrection, il est bien rare qu'il ne se trouve pas un homme pour assurer leur succès et leur durée, en incarnant en lui, pour ainsi dire, les idées et les volontés qui les avaient rendues désirables, puis possibles et enfin triomphantes.

Dans les Pays-Bas du milieu du XVII^e siècle, c'était la crainte du pouvoir personnel des Nassau qui avait fait saisir aux États généraux l'occasion imprévue de la mort prématurée de Guillaume II pour rentrer dans la tradition politique originelle et reprendre leur autorité dans sa plénitude. L'homme se trouva qui devait incarner les traditions de liberté civile et de lutte contre le pouvoir personnel représenté par l'héritier de la maison d'Orange : celui en qui les vieux Hollandais purent penser qu'avait ressuscité Olden Barneveld, ce fut le grand pensionnaire de Hollande, Jean de Witt.

Il avait à peine vingt-six ans quand lui fut confié un pouvoir qu'il devait garder près de vingt ans.

Les difficultés ne lui manquèrent pas.

Il fallut d'abord faire la paix avec l'Angleterre, qui voyait avec une inquiétude jalouse le développement de plus en plus grand de la puissance maritime des Pays-Bas et leur avait imposé l'*acte de navigation* de 1651. La guerre qui avait suivi avait été peu heureuse pour eux : leurs flottes avaient subi des échecs dans la Manche ; le Portugal, allié de l'Angleterre, leur avait enlevé le Brésil. Il fallait donc acheter la paix, et cela malgré les protestations et les cabales des orangistes restés puissants dans le pays. Leur opposition était d'autant plus ardente que Cromwell exigeait, par un *acte d'exclusion*, l'engagement de ne jamais confier les charges de capitaine et d'amiral général au jeune prince d'Orange, petit-fils de Charles I^{er}. Jean de Witt céda aux exigences de Cromwell et parvint à faire accepter le traité aux États généraux (1654).

Il put alors se consacrer tout entier à développer la prospérité intérieure des Pays-Bas et à rétablir ce que trois quarts de siècle de révoltes, de guerres et de luttes intestines avaient détruit. Une heu-

reuse administration, le rétablissement des finances publiques, une politique extérieure prudente et habile, lui valurent une période de pouvoir indiscuté. Et, lors de la restauration des Stuarts (1660), Jean de Witt crut même pouvoir, pour marquer son désir de bonne entente avec le nouveau souverain britannique et pour rallier les derniers mécontents orangistes, abolir l'*acte d'exclusion*.

Une nouvelle guerre avec l'Angleterre éclata néanmoins, mais elle fut, cette fois, victorieuse. La flotte hollandaise put remonter la Tamise et faire entendre son canon à Londres effrayé ; le traité de Bréda (1667) consacra ses succès.

Les relations avec la France restaient bonnes. Et, quand Louis XIV essaya, en invoquant le droit de dévolution, de mettre la main sur les Pays-Bas espagnols, Jean de Witt put l'arrêter sans pour cela rompre avec lui, en négociant la Triple-Alliance avec l'Angleterre et la Suède et, par là, réaliser cette transaction pacifique que fut le traité d'Aix-la-Chapelle (1668).

En même temps, Jean de Witt tentait aussi une transaction à l'intérieur en assurant au jeune prince d'Orange, parvenu à ses dix-huit ans, les charges de capitaine et d'amiral général avec entrée au Conseil d'État, moyennant l'abandon de toutes prétentions au stathoudérat.

Les Pays-Bas paraissaient ainsi devenus les arbitres de l'Europe. Leur prospérité était au comble et Jean de Witt semblait, après avoir désarmé toute opposition, pouvoir désormais gouverner en paix ; c'est à ce moment qu'éclata l'orage.

Il vint de l'extérieur. Devant l'invasion des Pays-Bas par Louis XIV, devant la menace de la flotte anglaise, que fort heureusement Ruyter battit à Solebay (1672), on oublia les vieilles méfiances. Comme il arrive toujours en de telles circonstances, le souci de l'indépendance l'emporta sur celui de la liberté et, pour sauver la première, on sentit qu'il était nécessaire de remettre aux mains d'un chef toute la responsabilité et aussi toute l'autorité. D'un mouvement irrésistible, Guillaume d'Orange fut porté au stathoudérat. Ce mouvement n'épargna pas Jean de Witt, qui avait cependant tout fait pour le salut du pays et qui, probablement, ne désirait que s'entendre à cet effet avec Guillaume d'Orange. Après avoir échappé à une tentative d'assassinat, il dut rejoindre en prison son frère Cornelis de Witt, déjà accusé de trahison : la populace les en arracha pour les massacrer et mutiler leurs cadavres. Guillaume d'Orange avait, tout au moins, laissé faire.

La guerre contre la France, terminée par la paix de Nimègue (1678), lui assura



FRÉDÉRIC-HENRI, PRINCE D'ORANGE (1584-1647). — Peinture de Gérard Honthorrit. — Galerie du château de Windsor. CL. HANFSTAENGL.

définitivement le pouvoir, qu'il prit avec le titre de stathouder héréditaire.

GUILLAUME III DEVIENT STATHOUDER HÉRÉDITAIRE. — LA LUTTE CONTRE LOUIS XIV. — N'ayant plus à redouter à l'intérieur une opposition sérieuse, Guillaume III allait pouvoir s'occuper désormais presque exclusivement des affaires extérieures. Depuis la paix de Nimègue jusqu'à sa mort (1678-1702), il allait mener contre la France une lutte qui, pour être coupée de trêves et de négociations, n'en fut pas moins aussi implacable que tenace. La Ligue d'Augsbourg (1686), la révolution qui mit Guillaume d'Orange et la ligue protestante sur le trône d'Angleterre (1688), la ligue de Vienne (1697), les traités de partage par lesquels on essaya de régler pacifiquement et amiablement la succession d'Espagne, en marquèrent les étapes.

Les Pays-Bas durent suivre, bien qu'elle fût parfois fort contraire à leurs véritables intérêts, la politique ambitieuse et passionnée de celui qu'ils avaient mis à leur tête. Ils ne furent plus désormais, comme on l'a dit, qu'une chaloupe à la remorque d'un vaisseau de haut bord. Ce ne fut pas sans opposition et sans résistance. La ville d'Amsterdam, en particulier, s'opposait autant qu'elle le pouvait à une politique qui sacrifiait les intérêts des Pays-Bas à ceux de l'Angleterre, menaçait les finances du pays en augmentant les dépenses de guerre et diminuait les recettes par le trouble apporté au commerce et au développement des colonies. Le grand pensionnaire Fagel, en plein accord avec Guillaume d'Orange, fit taire les murmurs et dompta les révoltes commençantes. À sa mort (1689), après la courte administration de Ten Hove, ce fut Antoine Heinsius qui continua, avec peut-être plus d'énergie encore, cette politique. Il devait l'exercer pendant trente ans, jusqu'en 1720.

EXPANSION COLONIALE DES PAYS-BAS. — Les luttes intérieures pas plus que l'intervention des Pays-Bas dans la politique européenne durant la même période n'empêchèrent cette puissance de prendre un merveilleux essor colonial.

Jusqu'en 1654, les Pays-Bas occupèrent le Brésil et, jusqu'en 1667, la Nouvelle-Néerlande, sur les bords de l'Hudson, qui fut échangée, alors, contre une partie de la Guyane. Mais à défaut du Brésil et de la Nouvelle-Néerlande, les Pays-Bas conservèrent dans le Nouveau Monde, outre la Guyane, les Antilles néerlandaises (Curaçao, Bonaire, Aruba, Saint-Eustache, Saba, partie sud-est de l'île Saint-Martin) colonisées par la Compagnie des Indes occidentales établie en 1621.

La lutte contre l'Espagne, qui avait assuré l'indépendance des Pays-Bas, leur donna également leurs plus belles colonies. Les ports du Roi Catholique, où ils s'approvisionnaient d'épices et de produits exotiques, leur ayant été fermés, ils résolurent, en effet, d'aller chercher eux-mêmes les matières premières de leur commerce aux pays producteurs.

La *Compagnie du lointain* (Van Verre), fondée en 1595, fit une première expédition qui amena la création de nouvelles sociétés commerciales pour l'exploitation des richesses du pays des épices. En 1602, sur l'intervention du gouvernement, elles fusionnèrent toutes dans la *Compagnie des Indes orientales*, qui fut gratifiée des plus grands pouvoirs. Investie du droit d'administrer directement ses possessions, de lever des troupes pour leur défense et de traiter avec les naturels du pays, elle se composait de dix sections et était dirigée par dix-sept délégués élus de ces sections, — la *Chambre des dix-sept*, — qui jouissait d'un pouvoir quasi absolu.

Sous son gouvernement, la révolte de 1618 fut écrasée, Batavia fut fondée et elle connut pendant vingt-cinq ans (1653-1678), sous la direction de Jean Moëtsayker, une prospérité qui se maintint jusqu'en

1700. Sumatra, Bangka, Billiton, Riouw, Linga, Java, Bali, Lombok, Soembawa, Soemba, Floris, Timor, Rotti, une partie de la Nouvelle-Guinée, les Moluques, Célèbes, une partie de Bornéo, furent ainsi acquis au XVII^e siècle et ils forment, depuis lors, le riche domaine colonial des Pays-Bas, qui n'a, dans toute l'Océanie occidentale, de rival que l'Australie et ses annexes.

LA VIE INTELLECTUELLE. — La prospérité politique d'un peuple amène toujours avec elle sa prospérité économique et cette dernière, à son tour, détermine souvent l'épanouissement littéraire, scientifique et artistique de la nation. Cette loi historique s'est pleinement vérifiée dans les Pays-Bas du XVII^e siècle.

Si les écrivains hollandais du XVII^e siècle ne voient guère leur réputation déborder les frontières des Pays-Bas; si, grâce à l'asile donné à nos réformés, la langue française se constitue en Hollande un domaine extérieur dont les écrivains ajoutent à la splendeur du

grand siècle, l'esprit pratique des Hollandais se manifeste surtout dans les sciences et y permet à certains de leurs savants de conquérir un rang éminent.

Grotius est réputé dans l'Europe entière comme un des premiers théoriciens du droit international public et Spinoza marque sa place parmi les grands philosophes.

Dans l'art, enfin, le XVII^e siècle est l'âge d'or de la peinture hollandaise (1).

IMPORTANCE DES PROVINCES-UNIES AU XVII^e SIÈCLE. — Le XVII^e siècle s'est ouvert pour les Pays-Bas en assurant leur indépendance; en son milieu, ils se sont élevés au comble de leur grandeur et de leur gloire; quand il se clôt,

ils jouent encore dans la politique européenne un rôle de premier plan, mais qui, toutefois, a déjà bien perdu de son importance. Le stathoudérat de Guillaume III et son avènement au trône d'Angleterre avaient, il est vrai, sauvé leur indépendance à l'égard de la France, mais pour en faire les vassaux de la puissance britannique. Les libertés locales et provinciales, pour lesquelles étaient morts Barneveldt et les frères de Witt, ne devaient plus refluer. Avec elles s'en étaient allées les forces morales qui avaient soulevé d'un élan héroïque et sauvé les Pays-Bas.

La puissance extérieure des Provinces-Unies suivit ce déclin. Le XVIII^e siècle devait les voir ramenées à un rang secondaire, le seul que leur permit de conserver la faible

étendue de leur territoire et le peu d'importance comparative de leur population.

Mais, du glorieux passé dont nous venons d'esquisser l'histoire, il leur restait au moins, avec une indépendance fière et digne, une grande prospérité matérielle, un vaste et riche empire colonial et, par-dessus tout, le merveilleux rayonnement d'un art sans lequel quelque chose de très original et de très grand aurait manqué à la civilisation moderne.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES. — AUBERY DU MAURIER, *Mémoires pour servir à l'histoire de la République des Provinces-Unies* (Londres, 1794, 2 vol.). — BASNAGE, *Annales des Provinces-Unies depuis la paix de Munster jusqu'à la paix de Nimègue de 1648 à 1698* (La Haye, 1726). — BLOK (G.-J.), *Venetiaansche berichten over de Vereenigde Nederlanden van 1600-1795* (La Haye, 1909); — *Brieven aan Johan de Witt* (Amsterdam, 1919). — *Brieven tusschen Jan de Witt ende de gevolmagtigden van den staet der Vereenigde Nederlanden, 1652-1659* (La Haye, 1723-1725, 6 vol.); trad. franç. : *Lettres et négociations* (Amsterdam, 1725, 4 vol.). — COLENBRANDER (H. T.), *Bescheiden uit vreemde archieven omtrent de groote nederlandsche zeeoorlogen, 1652-1676* (La Haye, 1919). — DEVENTER (L. van), *Gedenkstukken van Johan van Oldenbarneveldt* (La Haye, 1860-1865, 3 vol.). — DILIS (E.), *De rekeningen der rederijkamer olijftak over de jaren 1615 tot 1629* (La Haye, 1910); — *Gazette de Leyde*. — GROEN VAN PRINSTERER (G.), *Archives ou*

(1) Le mouvement intellectuel et artistique en Europe au XVII^e siècle est l'objet d'un chapitre spécial (pages 216 et suiv.).



LE SIÈGE DE BRÉDA (1637). — Gravure de Jacques Callot. — Bibliothèque Nationale. Cabinet des Estampes.

correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau, 2^e série, 1584-1688 (Utrecht, 1857-1862, 5 vol.). — GROTIUS (Hugo), *Epistolae* (Amsterdam, 1687); — *Epistolae ineditae* (Harlem, 1806). — HÄPKE (Rud.), *Niederländische Akten und Urkunden zur Geschichte der Hanse, II, 1558-1669* (Lubeck, 1923). — HEIM (Vander), *Het archief van den raadspensionaris A. Heinsius* (La Haye, 1867-1880, 2 vol.). — HUYGENS (Constantin), *Mémoires* (La Haye, 1873). — LONCHAY (H.), CUVELIER (J.), *Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au XVI^e siècle, I, 1598-1621* (Bruxelles, 1923). — MALLET, *Négociations du comte d'Avaux en Hollande depuis 1679 jusqu'en 1684* (1752, 6 vol.). — *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, Hollande* (1922 et 1923, 2 vol.). — *Resolutiën der Staten Generaal van 1576 tot 1609* (La Haye, 1915). — *Résolutions importantes de Hollande et de West Frise pendant le ministère de Jean Witt* (Amsterdam, 1725). — WITT (Jean de), *Correspondance française*, publ. par Combes (1873); — *Brieven* (Amsterdam, 1906-1913, 4 vol.); — *Mémoires* (La Haye, 1709).

OUVRAGES A CONSULTER. — AITZEMA (L. van), *Zaken van staat en oorlog, 1621-1688* (La Haye, 1669-1671, 7 vol.). — CERISIER, *Histoire générale des Provinces-Unies* (Utrecht, 1777-1784). — DALEN (J.-L. van), *Cornelis de Witt* (Dordrecht, 1918). — DROSSAIRS (S.-W.-A.), *Diplomatiesche betrekkingen tusschen Spanje en de Republiek der Vereenigde Nederlanden 1678-1684* (La Haye, 1915). — EDMUNDSON (G.), *Frederick Henry, prince of Orange* (Cambridge, 1906); — *The Administrations of John de Witt and William of Orange, 1651-1688* (Cambridge, 1908). — ELIAS (J.-E.), *Het voorspel van den eersten engelschen oorlog* (La Haye, 1921). — EYSTEN (J.), *Het Leven van prins Willem II, 1625-1650* (Utrecht, 1916). — FABIUS (A.-N.-J.), *Het Leven van Willem III* (Alkmaar, 1912). — FRÉDÉRIC-HENRY, prince d'Orange, *Mémoires* (Amsterdam, 1723). — FRUIN (R.), *De tachtigjarige oorlog* (5^e éd., La Haye, 1909, 7 vol.). — GRINNELL-MILNE (G.), *Life of de Ruyter* (Londres, 1896). — GROEN VON PRINSTERER (G.), *Maurice et Barneveld* (Utrecht, 1875). — HEIM (Van der), *Dissertatio historico-politica inauguralis de Antonio Heinsio* (Leyde, 1835). — HUBERT (E.), *Les Pays-Bas espagnols et la République des Provinces-Unies depuis la paix de Munster jusqu'au traité d'Utrecht, 1648-1713* (Bruxelles, 1901). — JAPIKSE, Johan de Witt (Leiden, 1915). — KEMP (Van der), *Maurits van Nassau* (Rotterdam, 1843, 4 vol.). — KRAMER (F.-J.-L.), *De nederlandsch-spaansche diplomatie voor den vrede van Nijmegen* (Utrecht, 1892). — LA NEUVILLE, *Histoire de la Hollande de 1609 à 1678* (1703). — LE CLERC, *Histoire des Provinces-Unies de 1560 à 1728* (Amsterdam, 1728). — LEFÈVRE-PONTALIS (E.), *Vingt années de République parlementaire au XVII^e siècle, Jean de Witt, grand pensionnaire de Hollande* (1884). — LAVELEYE (E. de), *La Forme du gouvernement de la République des Provinces-Unies; — Les États généraux et le stathoudérat* (*Revue des Deux Mondes*, 15 août 1874). — LONCHAY (Henri), *La Rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas, 1635-1700* (Bruxelles, 1896). — MOLSBERGEN (G.-C.), *Frankrijk en de Republiek der Vereenigde Nederlanden, 1648-1662* (Rotterdam, 1902). — MOTLEY (J.-L.), *Life and death of John of*

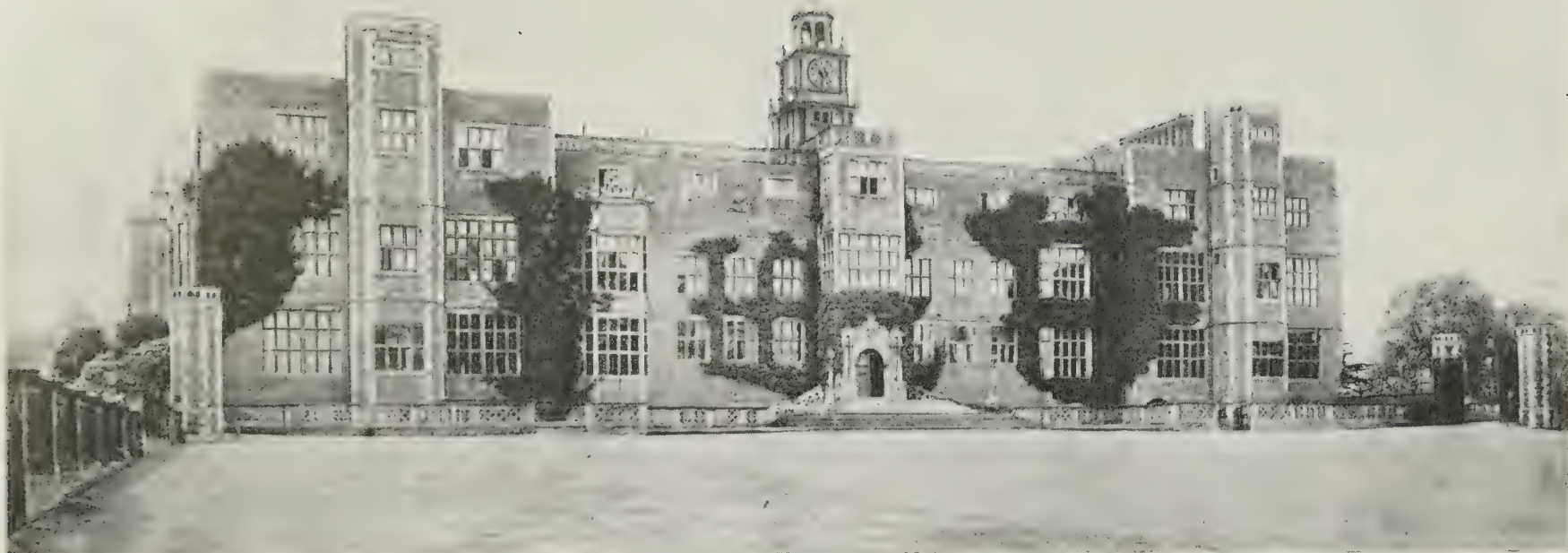


POTENTATS européens se préparant à intervenir par des discours dans la guerre entre la France et la Hollande (1672). — Satire contre la diplomatie. Gravure hollandaise du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Barneveld, 1609-1613 (London, 1904, 2 vol.); — *Histoire de la fondation de la République des Provinces-Unies et histoire des Provinces-Unies depuis la mort de Guillaume I^{er} jusqu'à la trêve de Douze ans de 1560 à 1609* (1859-1860, 4 vol.). — NABER (J.-W.-A.), *Onze vorstinnen uit het huis Orange-Nassau in het stathouderlijk tijdperk* (Harlem, 1911, 2 vol.). — NOOTEN (E.-I. van), *Prins Willem II* (La Haye, 1915). — NUIJENS (W.-J.-F.), *De Nederlandsche Republiek gedurende het twaalfjarig bestand, 1598-1625* (Amsterdam, 1905, 2 vol.). — REYNALD, Louis XIV et Guillaume III (1883, 2 vol.). — SIRTEMA DE GROVESTINS, Guillaume III et Louis XIV (1868, 8 vol.). — WADDINGTON (A.), *La France et les Pays-Bas espagnols de 1630 à 1659* (Lyon, 1875-1893, 2 vol.). — WALDTEUFEL (E.), *La Politique étrangère de Louis XIV, conquête de Hollande* (1898). — WICQUEFORT, *Histoire des Provinces-Unies depuis la paix de Munster jusqu'à la paix de Nimègue de 1648 à 1698*, publ. par Lenting et continuée par Ch. van Buren (Amsterdam, 1894).



JEAN DE WITT (1625-1672), grand pensionnaire de Hollande. — Gravure de C. Hag, d'après le tableau de Jean de Baan.



FAÇADE NORD DE HATFIELD HOUSE (comté de Hertford). — Résidence de la famille Salisbury, ce château fut construit par John Morton, évêque d'Ely, puis archevêque de Cantorbéry. L'évêque Goodrich le céda à Henry VIII, Edouard VI et Elizabeth y résidèrent avant leur avènement.

CHAPITRE IV

HISTOIRE INTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE AU XVII^e SIÈCLE

AU début du XVII^e siècle, l'absolutisme s'impose à presque toute l'Europe continentale. En Angleterre, avec l'avènement des Stuarts commence une série de conflits politiques, de querelles religieuses, de coups d'État et de révolutions, où nous distinguons deux périodes : de 1603 à 1660, la Couronne pousse ses sujets à la rébellion et succombe ; mais, après quelques années de République, les Stuarts sont rappelés ; de 1660 à 1714, la Restauration aboutit à une nouvelle crise, qui se dénoue par l'établissement définitif du parlementarisme en Grande-Bretagne.

PREMIÈRE PÉRIODE (1603-1660)

LES DEUX PREMIERS STUARTS

LA PREMIÈRE RÉVOLUTION. CROMWELL

JACQUES I^{er} (1603-1625). — SALISBURY ET LES CATHOLIQUES. — James Stuart ou Jacques I^{er}, fils de Marie Stuart, régnait en Écosse, depuis l'expulsion de sa mère, sous le nom de Jacques VI. Héritier d'Elizabeth comme descendant de Henry VII Tudor, il était âgé de trente-sept ans lorsqu'il parvint au trône après d'innombrables intrigues. Timide, le maintien embarrassé, le regard défiant, faible et irrésolu, peureux jusqu'à la poltronnerie, grossier dans son langage, il était nettement inférieur à sa tâche, en dépit de son pédantisme et de ses prétentions théologiques. Préoccupé d'éviter la guerre, dont il avait une crainte malade, il éloigna sir Walter Raleigh, partisan d'une politique extérieure active, et, se réservant les plaisirs, la chasse, les voyages, les fêtes, les mascarades, il abandonna la réalité du pouvoir à Cecil. Sous le titre modeste de secrétaire d'État, Cecil, devenu comte de Salisbury, fut en fait premier ministre et gouverna jusqu'à sa mort, atténuant de son mieux les maladresses du roi.

En publiant un copieux traité sur le droit divin des rois, en faisant imprimer, sous le titre de *Don royal*, des conseils à son fils au sujet de l'éducation des princes, Jacques I^{er} provoqua des discussions sur les limites de sa prérogative. Il ne fut pas moins mal inspiré en venant à Londres escorté d'une suite nombreuse d'Écossais arrogants et avides, qui furent bientôt traités d'intrus par les Anglais. Aussi, quand il invita les Parlements à voter l'union réelle des deux royaumes, il se heurta aux préjugés nationaux : après trois ans de chicane, les assemblées votèrent une loi anodine, facilitant les rapports de chaque côté de la frontière, mais maintenant le régime dualiste.

Devenu chef de l'Église anglicane, Jacques I^{er} se déclara en faveur de l'épiscopat, le considérant comme le fondement de la monarchie absolue. « Pas d'évêques, pas de roi ! », telle était sa maxime. Les presbytériens lui présentèrent une pétition appelée le *millénaire*, parce qu'elle était signée d'un grand nombre de ministres ; il conféra avec eux à Hampton Court, mais il s'en tint à ses idées personnelles. Il s'accorda moins encore avec les non-conformistes, qui n'acceptaient pas de se soumettre, comme les presbytériens, à la discipline d'un synode, et que l'on désignait sous le nom de « congregationnalistes » ou d'« indépendants ». L'archevêque Bancroft les pourchassa au point qu'ils durent quitter l'Angleterre ; en 1606, ils se réfugièrent en Hollande, où ils formèrent le noyau de l'émigration puritaine en Amérique.

Les catholiques prétendaient que le fils de Marie Stuart tint les promesses dont il avait été si prodigue avant et même depuis son avènement ; mais, après la conversion de la reine Anne, sa femme, à la religion romaine, et le refus de Clément VII de sévir contre les catholiques intransigeants, il ordonna l'expulsion en masse des prêtres papistes (22 février 1604). Trois complots furent tramés coup sur coup : le petit, le grand et la « conspiration des poudres ».

Salisbury ne les avait peut-être pas imaginés, mais il les connut dès l'origine. Ce fut un jeu pour lui de les réprimer et même de s'en servir pour se débarrasser de personnages encombrants, comme Arabella Stuart, la plus proche héritière de la couronne ; comme sir Walter Raleigh, qui, condamné à mort, bénéficia d'un sursis et fut enfermé à la Tour après la répression du grand complot.

Quant à la conspiration des poudres, la suprême habileté de Salisbury fut de suggérer au roi les ordres de perquisition : la veille même du jour où la session du Parlement devait s'ouvrir, la cave pleine de poudre fut découverte et Guy Fawkes arrêté. Alors une série de lois soumièrent les catholiques ou « récusants » à un régime particulièrement rigoureux ; ils durent prêter un serment d'allégeance, payer des amendes pouvant s'élever jusqu'aux deux tiers de leurs biens, verser une taxe pour avoir des domestiques de leur confession.

Le Parlement, qui avait voté les bills contre les « récusants », se montra moins docile en matière de finances. Jacques I^{er} était un mauvais administrateur : les dépenses de sa cour étaient énormes et il ne savait pas dire non à ses flatteurs. La dette publique se montait à 400 000 livres à la mort d'Elizabeth ; trois ans plus tard, elle avait presque doublé. Les efforts de Salisbury pour améliorer une situation très grave ne furent pas sans efficacité ; mais l'entêtement de Jacques I^{er} à prétendre qu'il pouvait lever des impôts en vertu de sa

prérogative donna lieu, en 1610, à un débat qui ne dura pas moins de quatre jours. Bacon parla en faveur du trône et Whitelocke soutint les privilèges des communes. Celles-ci ayant tenu bon et rejeté les combinaisons financières de Cecil (le *Great contract*), la dissolution fut prononcée (9 février 1611).

Ce premier Parlement de Jacques avait siégé sept ans, non sans mérite, et il adopta plusieurs lois importantes au point de vue social ou économique : ainsi, l'acte pour réprimer l'ivresse publique, des mesures en faveur de la marine, les règlements imposant aux fabricants de tissus et aux tanneurs des procédés propres à établir la renommée de l'industrie anglaise.

LES FAVORIS. — La mort de Salisbury, en 1612, priva le roi de son subtil conseiller et laissa le champ plus libre aux favoris. L'Écossais Carr, devenu vicomte Rochester, puis comte Somerset, mérita sa disgrâce par sa conduite scandaleuse ; il fut remplacé par Georges Villiers, créé comte de Buckingham, et qui, insolent, intrigant, prit assez vite une grande influence. Après le renvoi du « Parlement raté » (avril-juin 1614), Jacques gouverna pendant sept ans conformément à ses théories. Des secrétaires d'État rompus aux affaires — tel Winwood, tels Calvert et Naunton — excellèrent à trouver de l'argent par des procédés plus ingénieux que recommandables, vendant par exemple, en Irlande, le titre de baronnet. Durant cette période, sir Walter Raleigh fut mis à mort (1618), tandis que Bacon était créé lord chancelier et vicomte de Saint-Albans.

Jacques I^{er}, pacifique avant tout, avait fait la paix avec l'Espagne au lendemain de son avènement et il s'était efforcé de rester l'ami de tout le monde ; ceux de ses sujets qu'entraînait l'humeur guerrière allaient apprendre le métier des armes sur le continent, et à leurs frais. Un moment vint pourtant où la rumeur publique réclama une reprise des traditions diplomatiques et militaires de l'Angleterre. Le gendre de Jacques, l'Électeur palatin Frédéric, élu roi de Bohême, avait été chassé de son royaume et ses États héréditaires allaient être envahis. Il fallut convoquer un Parlement : les Communes votèrent immédiatement deux subsides, mais elles mirent Bacon en accusation pour concussion ; les Lords le condamnèrent à une lourde amende et il fut dégradé. Aussitôt après, Jacques I^{er} prononça la dissolution.

Buckingham avait pris une scandaleuse autorité : favori du roi et mentor du jeune prince de Galles, il avait imaginé, contre le sentiment national, de le marier à l'infante Marie. L'ambassadeur espagnol, Gondomar, laissait espérer que son maître soutiendrait l'Électeur palatin ; le prince héritier et le favori se rendirent donc à Madrid, mais en pure perte. Le pape, pour accorder les dispenses nécessaires, posa, en faveur des catholiques, des conditions que Buckingham n'accepta pas (1622).

A son retour, le ministre fut acclamé, et le roi profita de la circonstance pour convoquer un quatrième Parlement, qui lui accorda immédiatement trois subsides pour préparer la guerre (1624). L'argent, il est vrai, devait être levé, dans chaque comté, sous le contrôle des membres de la Chambre des communes et dépensé pour la cause protestante. Il n'en fut pas moins gaspillé, et le Parlement rendit responsable le grand trésorier, lord Middlessex, qui, mis en accusation par les Communes, fut condamné par les Lords. Ainsi, à la fin du règne de Jacques, grondent les premiers orages qui bouleverseront celui de son successeur.

Puisqu'on était brouillé avec l'Espagne, l'alliance française s'imposait. Un mariage fut projeté entre le prince de Galles et Henriette-Marie, sœur de Louis XIII ; mais Richelieu obtint qu'un article secret du contrat assurât la liberté religieuse aux catholiques anglais (10 novembre 1624), et le premier effet de cette clause fut de suspendre la légis-



JACQUES I^{er} (1566-1625). — Portrait conservé à la Galerie des Offices, à Florence. Auteur inconnu. Cl. ALINARI.

lation contre les « récusants ». Il avait fallu se passer de l'approbation du Parlement, donc de ses subsides, et une expédition anglaise, sous Mansfeld, échoua, faute de vivres et d'argent. Telle était la situation lorsque Jacques I^{er} vint à mourir.

CHARLES I^{er} (1625-1649). — **LES DÉBUTS.** — Le nouveau roi, que sa bonne mine rendait dès l'abord sympathique, avait des qualités de cœur et de la tenue ; malheureusement, il manquait de franchise, et ses façons distantes s'aggravaient d'un entêtement irréductible. Il ne se croyait aucunement lié vis-à-vis de ses sujets par les engagements les plus formels. Les élections avaient eu lieu au printemps de 1625, pendant les pourparlers du mariage avec Henriette de France.

Les marques de défiance envers la Couronne se précisèrent dès le premier contact entre le roi et les Communes.

La Chambre choisit comme speaker un juriste, sir Thomas Crew, dont l'indépendance de caractère et la franche éloquence allaient choquer Charles et Buckingham, comme elles avaient déjà déplu à l'ancien roi. Elle était pénétrée de la discipline des presbytériens et des congrégationnistes, et elle avait le favori en horreur. Ces sentiments se traduisirent par un vote que Charles accueillit très mal : les droits de

douane ne furent autorisés que pour un an, au lieu de l'être pour la durée du règne.

La dissolution fut prononcée le 12 août 1625, mais il fallut, dès l'année suivante, rappeler les représentants, et ceux-ci se montrèrent moins dociles encore (1626). Buckingham fut mis en accusation, comme malfaiteur public, empoisonneur du défunt roi, dilapidateur du trésor ; le grand orateur sir John Eliot, qui avait été son ami, le traita de Séjan.

Ce fut encore la dissolution (15 juin 1626). Or, tout allait de mal en pis. L'expédition envoyée au secours de La Rochelle était battue dans l'île de Ré (1627) ; les emprunts forcés, la mise en gage des bijoux de la Couronne ne couvraient pas les dépenses. Acculé à de nouvelles élections (mars 1628), le roi se trouva en présence d'hommes énergiques, qui rédigèrent, sous le nom de *Pétition des droits* (*Peti-*



LA CITÉ DE LONDRES, VUE DE LA RIVE DROITE. — Au premier plan, la porte du Pont : sur la plateforme, têtes de suppliciés. Par delà le pont, couvert de maisons, la cour de la Cité, que le grand incendie de 1666 détruisit de fond en comble. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



GEORGES VILLIERS, DUC DE BUCKINGHAM (1592-1628). — Gravure de Guillaume Jacob Delff, d'après le portrait de Mierevelt. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

tion of right), un résumé nerveux et clair des principes sur lesquels reposaient la Constitution et les libertés du peuple anglais. Sous l'influence de Wentworth, d'Eliot et du juriste Edward Coke, ils imposèrent aux lords et au roi la pétition.

Les Communes votèrent alors un libre et joyeux don de cinq subsides pour un an, mais elles ne désarmèrent pas. Elles reprirent la législation contre les catholiques et rédigèrent une « remontrance » pour demander au roi d'éloigner Buckingham. Comme le brillant favori

s'embarquait à Portsmouth, afin de se porter une seconde fois au secours de La Rochelle, il fut assassiné par Felton. Sa mort donna lieu, à Londres, à des manifestations de joie.

Thomas Wentworth, un de ses plus ardents adversaires, lui succéda à la tête du gouvernement. La Chambre des communes fut dissoute, après plusieurs séances tumultueuses, où les chefs de l'opposition tonnèrent contre la politique religieuse du gouvernement et contre la perception illégale des droits de douane. L'Angleterre allait faire à son tour, comme les autres États européens, l'expérience du despotisme intégral, de l'absolutisme à outrance (*thorough*).

LE ROI SANS PARLEMENT (1629-1640). — Les nécessités de la politique extérieure, devant lesquelles la nation s'inclina avec résignation, permirent au roi de tendre les ressorts de l'autorité. Wentworth fut investi d'une sorte de dictature dans le Nord, puis en Irlande, et déploya des talents de premier ordre ; il réunit un Parlement irlandais à Dublin, vivifia ce pays si longtemps opprimé, soumit catholiques et protestants à un régime d'active émulation.

Pendant ce temps, l'archevêque de Cantorbéry, Laud, entreprenait de restaurer l'Église anglicane en tenant tête aux deux courants qui l'affaiblissaient, le catholicisme et le puritanisme. Dans sa lutte contre les non-conformistes, dont les principales victimes furent le médecin théologien Leighton et l'avocat pamphlétaire Prynne, il eut pour instruments, outre la Chambre étoilée, la juridiction nouvelle de la Haute-Commission. L'émigration en Amérique continuait : il l'interdit (1637).

Pour gouverner sans Parlement, c'est-à-dire sans percevoir les taxes dont la Chambre des communes autorisait la levée, il aurait fallu administrer avec la plus stricte économie, en se contentant, pour alimenter le trésor, des revenus dont disposait en propre la Couronne ; mais ces revenus, assez abondants du reste, furent insuffisants, et le

gouvernement recourut aux monopoles, aux « benevolences », au *ship money*, taxe navale acquittée en temps de guerre par les comtés maritimes, et que Laud voulut percevoir, même en temps de paix, en y assujettissant aussi les comtés de l'intérieur. Un riche propriétaire rural, John Hampden, refusa de l'acquitter comme contraire à la Grande Charte, et il fut traduit devant la Chambre de l'Échiquier. Sept voix sur douze le condamnèrent, mais toute l'Angleterre l'admira.

Dans le même temps, Laud avait imposé aux Écossais le livre de prières et le rituel anglicans. Les femmes donnèrent le signal de l'émeute (1637). Jenny Geddes, à Saint-Gilles d'Édimbourg, jeta son tabouret à la tête de l'évêque et, de toutes parts, on signa un *Covenant* ou Ligue nationale (1638). Alexandre Leslie, élève de Gustave-Adolphe, prit le commandement d'une armée qui se monta vite à 30 000 hommes et envahit l'Angleterre. Charles, pris au dépourvu, s'engagea, par la paix de Berwick, à payer la solde de l'armée écossaise, alors qu'il n'avait pas de quoi payer celle de ses propres troupes (18 juin 1639).

Il ne comprit pas la leçon : tout en prodiguant les promesses à Leslie, il mit Northumberland à la tête d'une nouvelle armée, augmenta les pouvoirs et les titres de Wentworth, créé baron de Raby et comte Strafford, et convoqua le Parlement pour lui demander huit subsides : William Pym prit la direction des débats et fit refuser les crédits.

Au bout de six semaines (avril-mai 1640), le *Court Parlement* est renvoyé, mais les chefs de l'opposition commencent aussitôt une ardente propagande à la fois politique et religieuse. Les Écossais repassent la frontière ; Londres, le roi d'Espagne même, refusent toute avance, et le roi, à bout de ressources, est obligé (24 septembre 1640) de convoquer le Parlement. La campagne électorale fut courte, violente, décisive : de part et d'autre les positions étaient prises ; les non-conformistes, comme les adversaires de la tyrannie fiscale, comme les royalistes, étaient décidés à ne plus reculer.

LE LONG PARLEMENT. — LA GUERRE CIVILE. — MORT DU ROI. — Le 3 novembre 1640, s'ouvrit la première session de cette grande assemblée qu'on devait appeler le *Long Parlement*. La présidence de la Chambre des communes fut donnée à un légiste de Lincoln's Inn, Lenthall, réputé pour son caractère et pour son savoir. Défenseur de la légalité, il fut, ainsi que l'ardent Pym, secondé par Hampden, Ruydard, Haslerig, fougueux adversaires des papistes, de Laud et surtout de Strafford.

Dès la première semaine, le Parlement fut saisi de projets de loi contre les monopoles, les cours de justice, les taxes illégales ; mais la question dominante, c'était l'affaire Strafford, et, le 11 novembre, Pym, devant les lords, accusa le ministre de trahison. Détenu d'abord à Westminster, puis à la Tour, Strafford se défendit habilement ; mais les Communes votèrent un bill de prescription ou d'*attainder*, qui fut adopté par les pairs et que Charles eut la lâcheté de sanctionner. Strafford fut décapité (1641). Laud, mis lui aussi en accusation huit jours après, devait rester à la Tour quatre longues années avant d'être exécuté. Ces terribles exemples épouvantèrent la cour ; plusieurs ministres s'enfuirent sur le continent.

Pendant que le gouvernement royal se dissocie, le travail parlementaire se poursuit. Les comités accumulent enquêtes, rapports, projets de bills, où dominent les tendances presbytériennes. Les Communes abolissent la Chambre étoilée et la Haute-Commission, excluent les évêques de la Chambre des lords, et, par la « Grande Remontrance », renforcent la Pétition des droits.

Charles, avec plus de franchise, aurait peut-être pu ramener à lui la population, qui, foncièrement at-



CHARLES I^{er} (1600-1649). — Peinture de Van Dyck. Musée du Louvre. Cf. GIRAUDON.

tachée à ses traditions et à ses intérêts, flottait encore entre le roi et les Communes. Mais, en octobre 1641, les catholiques d'Irlande massacrèrent les protestants au cri de : « Vive le Roi ! » On le crut d'accord avec les auteurs de ces hécatombes. Tout en les désavouant, il organisa une nouvelle garde, tandis que lord Falkland à la Chambre des pairs, Hyde à la Chambre des communes essayaient de reformer un parti nettement royaliste. Pendant plusieurs semaines les deux camps s'affrontèrent : d'un côté, les partisans de Charles, les *cavaliers* aux longues boucles flottantes ; de l'autre, les *têtes rondes* aux cheveux rasés. Charles gâta tout par sa précipitation.

Le 4 janvier 1642, le roi se rendit en personne à Westminster pour se faire livrer cinq membres des Communes, accusés de haute trahison. Avertis à temps, Pym, Hampden, Haslerig, Strodes et Holles s'étaient réfugiés dans la Cité, et la démarche royale aboutit à une ridicule déconvenue, qu'aggrava un échec analogue, le lendemain, à Guildhall. Charles repassa, sous les huées, la barrière du Temple et quelques jours après, abandonné de ses plus bruyants flatteurs, se retira d'abord à Hampton Court, puis dans la direction du Nord. Londres et toute l'Angleterre du Sud-Est restaient aux mains du Parlement. Hull refusa d'ouvrir au roi son arsenal et son port. Après sept mois de tortueux pourparlers, le 22 août 1642, Charles, pour frapper l'imagination publique, fit déployer son étendard au sommet de la grosse tour de ce château de Nottingham, où Édouard III avait jadis arrêté Mortimer.

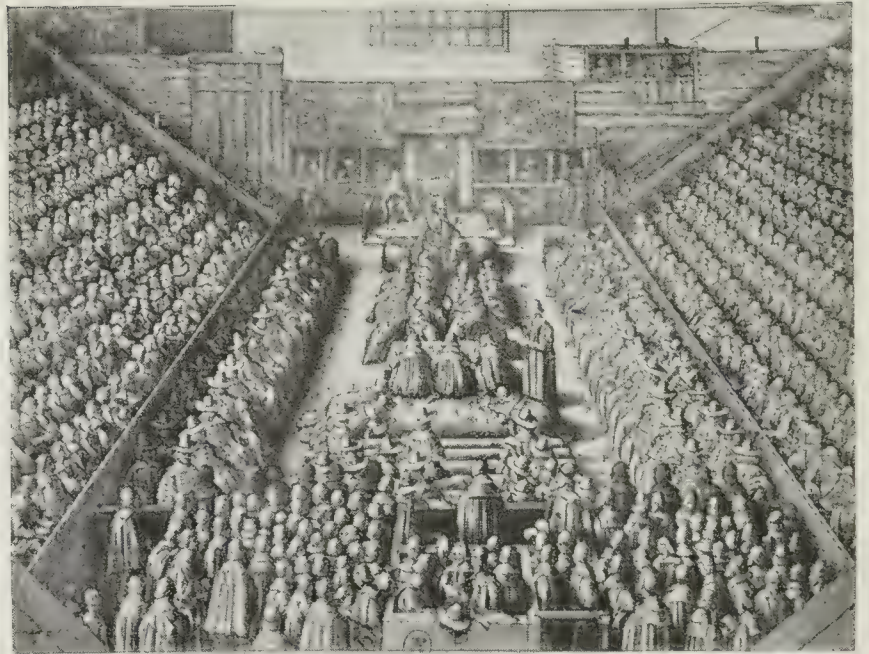
La guerre civile s'engageait dans des conditions plus avantageuses pour le Parlement que pour le souverain. Celui-ci se croyait suivi par une noblesse aguerrie. Un grand nombre de jeunes « cavaliers », qui avaient appris en Allemagne le métier des armes, avaient pour chef le prince Rupert, neveu du roi et fils du Palatin Frédéric. Les lords, en grand nombre, abandonnèrent à la cause commune leur argenterie, leurs œuvres d'art. Mais ces ressources étaient minimes en comparaison des richesses que le commerce et l'industrie avaient accumulées dans le sud-est du royaume. Le roi avait pour généraux Rupert, Newcastle, Falkland ; comme adversaires, Essex, Manchester, Skippon en première ligne, puis Hampden, Fairfax, et enfin Cromwell.

Les négociations allèrent de front avec les charges de cavalerie, les sièges et les canonnades. On se ménageait réciproquement.

Tout d'abord les troupes royales eurent le prestige et le succès. Après un combat indécis à Edgehill (23 octobre 1642), Rupert arriva jusqu'à Brentford, à quatre lieues de Londres. Les volontaires de la Cité, conduits par Skippon, se portèrent sur la pelouse de Turham et tinrent bon sous la canonnade. Charles fit d'Oxford sa capitale.

La campagne de 1643 sembla d'abord lui être favorable. Hampden périt le 18 juin dans une escarmouche près de Chalgrove ; la reine arriva de Hollande avec un peu d'argent ; Bristol passa aux royalistes après un siège mal soutenu (26 juillet). Mais lorsque l'on apprit, à Londres, que Charles investissait Gloucester, le comte d'Essex partit avec 15 000 hommes et fit lever le siège. A Newbury (19 septembre), la victoire resta indécise. En même temps l'Irlande négociait avec le roi, tandis que l'Ecosse négociait avec Londres. Le roi perd Falkland, tombé à Newbury, mais Pym meurt à la fin de l'année. Les succès et les revers se balancent dans les deux camps.

De même, au début de 1644, le roi réussit à rassembler à Oxford quatre-vingt-trois pairs et cent vingt-trois membres des Communes



PROCÈS DE STRAFFORD DEVANT LA CHAMBRE DES LORDS. — Gravure de Hollar. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

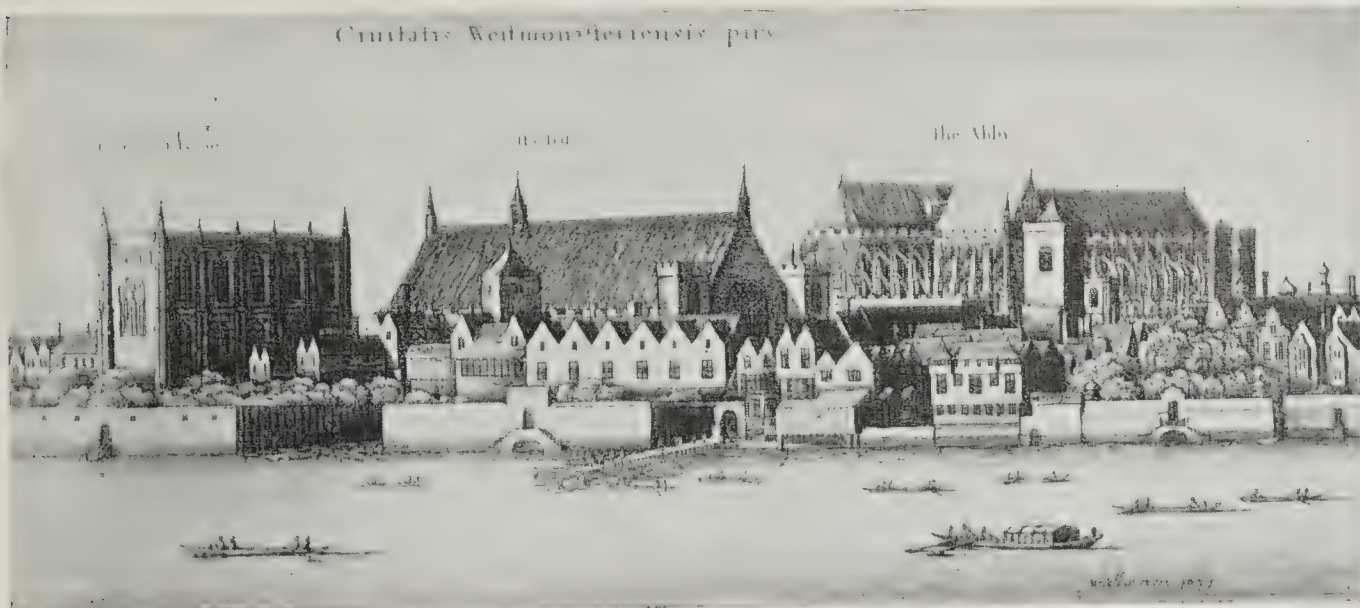
pour opposer ce Parlement royaliste au Parlement rebelle. Malheureusement pour lui, si l'assemblée d'Oxford était plus nombreuse que celle de Westminster, elle n'avait pas d'autorité, et la guerre reprit de plus belle.

L'alliance des Écossais avec Londres eut pour conséquence la réunion de l'armée de Leslie avec celle de Fairfax, et Manchester s'y joignit. Une grande bataille s'engagea le 3 juillet, à Marston-Moor. Là, Cromwell, qui s'était révélé comme un organisateur modèle, à la tête de ses escadrons des « Côtes de fer », faucha comme chaume les soldats de Newcastle et de Rupert. Charles essaya d'une brusque offensive contre la capitale : la seconde bataille de Newbury (1644) ne fit qu'augmenter le prestige de Cromwell. Le Parlement vota, à l'instigation du vainqueur, l'ordonnance de « désintéressement » ou d'incompatibilité entre le mandat législatif et tout commandement militaire, mais il fut affranchi personnellement de cette prohibition, et il disposa de l'armée qui, après avoir appartenu aux presbytériens, était désormais aux ordres des indépendants.

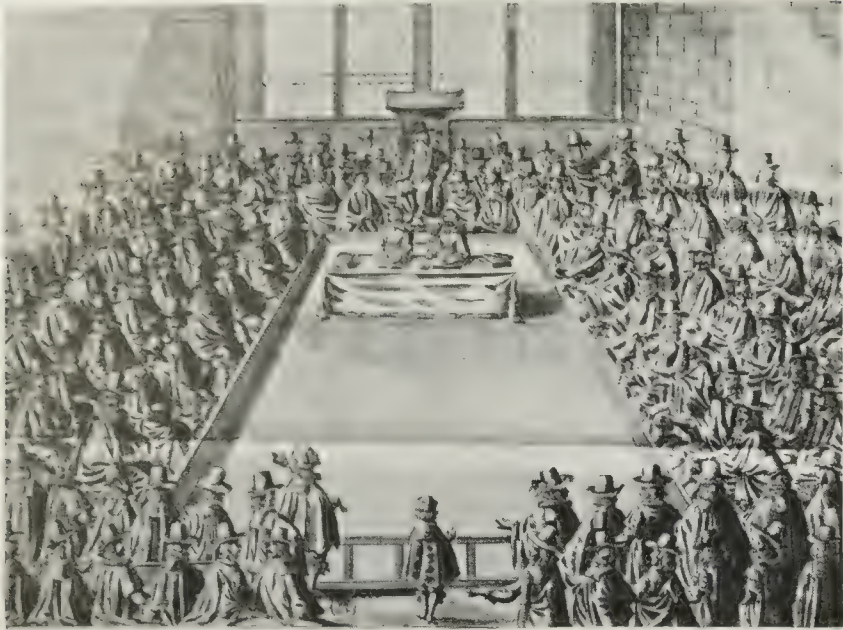
Alors les événements se précipitent. Le 14 juin 1645, Charles I^{er} perd, à Naseby, ses troupes, ses bagages et sa correspondance, qui révèle une fois de plus sa duplicité ; car il a manqué de franchise dans ses négociations avec les partis et par là, non moins que par son obstination à maintenir ses idées absolutistes, il a fermé la voie aux accommodements. Le jour où Montrose est vaincu par Leslie à Philiphaugh (13 septembre), la cause royale est définitivement perdue.

Les presbytériens, qui avaient la majorité au Parlement et l'appui des Écossais, formaient la fraction la plus modérée des vainqueurs. Alors que les indépendants rejetaient toute hiérarchie religieuse ou politique, les presbytériens étaient demeurés monarchistes. Charles pouvait encore s'entendre avec eux, puisqu'ils étaient disposés à frapper comme hérétiques les sectaires dissidents et que le pouvoir absolutiste

était brisé. Mais, alors qu'il affirmait au Parlement son désir de paix, il recrutait des mercenaires sur le continent et traitait avec les catholiques irlandais ; il offrait simultanément aux presbytériens de s'entendre avec lui contre les indépendants et à Henri Vane, un chef des indépendants, de s'entendre avec lui contre les presbytériens. Ses offres ayant été rejetées, il se tourna du côté des Écossais, les plus anciens sujets de sa dynastie. Lorsqu'il vit approcher le jour où la prise d'Oxford le ferait tomber aux mains de ses ennemis, il quitta la ville déguisé en domestique (27 avril 1646) et il se fit conduire au camp écossais devant Newark (comté de Nottingham).



WESTMINSTER A LA FIN DU XVII^e SIÈCLE. — Quatre parties distinctes préservées de l'incendie de 1666 : 1^o au premier plan, dépendances du vieux palais (les bureaux) ; 2^o à gauche, siège des deux Chambres ; 3^o au centre, St-Stephen's Hall ; 4^o à droite, l'abbaye où reposent rois et héros. Seuls, ces deux édifices ont échappé à l'incendie de 1833. — Gravure de Hollar. — Bibl. Nat.

PROCÈS DE CHARLES I^{er}. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes. CL. VITRY.

Les Écossais lui offrirent leur appui s'il consentait à signer le *covenant*. Comme il s'y refusait, ils l'abandonnèrent moyennant une indemnité de 400 000 livres sterling et ils reconnurent qu'il appartenait aux Anglais à disposer de la personne du roi. Ils le remirent aux commissaires du Parlement, le 23 janvier 1647, à Newcastle. A partir de ce moment, ce ne sera plus qu'une suite de péripéties rebutantes. Presbytériens du Parlement et indépendants de Cromwell s'emparent du roi et se le disputent ; Charles, de son côté, s'obstine dans ses intrigues et dans ses espérances, défendant opiniâtrément ses droits, ses convictions et l'épiscopat.

Exaspérés de sa résistance et de celle des parlementaires restés attachés au principe monarchique, Cromwell, les indépendants et les chefs de l'armée eurent recours à un coup d'État : le 6 décembre 1648, le colonel Pryde refusa l'entrée du Parlement aux partisans du roi. Le 1^{er} janvier 1649, une commission, présidée par Bradshaw, fut instituée par les Communes pour juger le monarque. Charles récusait cette juridiction, où siégeait Cromwell, mais on passa outre, et il fut condamné à la décapitation comme tyran, traître, meurtrier et ennemi public. Le 30 janvier au matin, il fut conduit à Whitehall et, d'une fenêtre, passa sur l'échafaud drapé de noir qu'on avait adossé au palais. D'une voix assurée, il protesta publiquement de son innocence, rejeta la responsabilité du sang versé sur ceux qui avaient voulu lui retirer le commandement de l'armée, exprima le regret d'avoir laissé périr Strafford, pardonna à ses ennemis et affirma qu'il mourait dans la foi anglicane. Il s'agenouilla, posa sa tête sur le billot et fit un signe. « Voici la tête d'un traître ! » s'écria le bourreau masqué en la montrant au peuple.

LA RÉPUBLIQUE PARLEMENTAIRE (1649-1653). — Dès la mort du roi, l'Écosse et l'Irlande reconnurent Charles II, pendant que s'organisait en Angleterre une nouvelle forme de gouvernement. Ce travail se fit sans hâte : après qu'un conseil d'État eut été investi du pouvoir exécutif (13 février), la royauté fut abolie (17 mars) ; la Chambre des lords disparut et une haute cour de justice hérita de ses attributions judiciaires ; la République fut proclamée.

L'armée garda ses chefs et Cromwell fut désigné comme commandant en chef pour réduire l'Irlande. Trois amiraux devaient assurer les communications.

Avant de recommencer une fois de plus la conquête de l'île rebelle, il fallut rétablir la discipline ébranlée dans l'armée elle-même par l'active propagande des puritains extrémistes, les « niveleurs ». Fairfax et Cromwell exterminèrent les mutins, pendant que Monck endormait les Irlandais par de fallacieuses promesses. Le réveil fut terrible. Cromwell débarqua à Dublin le 13 août 1649, emporta Drogheda d'assaut, puis Wexford, et ne fit pas

de quartier. Après une campagne d'hiver non moins impitoyable, les principales défenses de l'Irlande étant au pouvoir des Anglais, Cromwell laissa ses lieutenants achever son œuvre : mais son nom resta chargé de la haine de tout un peuple, d'abord pour la guerre d'extermination dont il avait donné l'exemple, ensuite pour le partage entre ses vétérans de trois provinces sur quatre.

En Écosse, Montrose avait essayé d'imposer Charles II comme roi absolu. Il fut pendu comme rebelle, mais le jeune prince jura tous les *covenants* que le Kirk lui imposa, et il fut reconnu à ce prix. Fairfax reçut l'ordre d'envahir l'Écosse : il déclina cette mission et Cromwell prit le commandement, mais, après de pénibles manœuvres autour d'Édimbourg, dut battre en retraite et se trouva cerné au défilé de Dunbar. Heureusement pour lui, le vieux Leslie quitta ses positions sur l'injonction des presbytériens et, le 3 septembre 1650, l'armée écossaise fut complètement battue. Les Écossais, opiniâtres, levèrent une nouvelle armée ; Charles II fut couronné à Scone, et, tandis que Cromwell s'avancait jusqu'à Perth (août 1651), l'armée royaliste pénétrait en Angleterre, où le jeune souverain espérait trouver un accueil enthousiaste. Déçu, harcelé par Harrison et Lambert, rejoint par Cromwell à Worcester, écrasé le 3 septembre, anniversaire de la bataille de Dunbar (1651), il ne fut plus, à partir de ce jour, qu'un prétendant en fuite.

L'Écosse, dont Monck acheva la conquête, se vit incorporée à l'Angleterre. Malgré le dur traitement que lui infligèrent les vainqueurs, elle se releva si rapidement que, dès 1659, on pouvait chevaucher à travers tout le pays, « une houssine à la main et cent livres dans sa poche ».

La fin des guerres civiles mettait l'armée victorieuse en face d'un pouvoir civil sans prestige et d'un Parlement sans racines dans le pays. Or, les relations de l'Angleterre avec la Hollande prirent juste à ce moment un caractère hostile, et le parti républicain fut conduit à chercher dans une guerre navale le moyen de contre-balancer l'influence des généraux. Henri Vane avait réorganisé la marine : Blake et les corsaires royalistes, le prince Rupert lui-même, s'étaient vus pourchassés jusque dans la Méditerranée.

En 1650, profitant de l'émotion causée par le coup d'État manqué du stathouder Guillaume II, l'Angleterre offrit aux Provinces-Unies un traité d'alliance, avec l'institution d'un conseil commun siégeant à Londres ; mais ce projet fut abandonné et, le 9 octobre 1651, l'*acte de navigation* réserva le droit d'importer les produits coloniaux aux seuls vaisseaux anglais, construits en Angleterre, montés par des équipages aux trois quarts anglais, sous les ordres d'un capitaine anglais ; d'autres mesures restrictives furent imposées au commerce entre les ports étrangers et les ports britanniques.

La guerre s'ensuivit : pendant trois ans, les flottes de l'Angleterre et de la Hollande se mesurèrent. Blake dispersa la flotte des Provinces-Unies au nord de l'Écosse, puis près de Douvres et à Katwyck, où périt l'amiral Tromp, et, après la défaite de Ruyter près du cap de La Haye, les Anglais furent maîtres de la Manche. Par le traité de Westminster, ils imposèrent à leurs rivaux, avec l'engagement de ne pas donner asile aux Stuarts, la reconnaissance de l'*acte de navigation* (1654).

La puissance maritime de l'Angleterre était fondée. Ses marins ne se contentent pas de maîtriser la redoutée flotte hollandaise ; ils font la police des mers, et le drapeau de la République flotte victorieux jusque dans la Méditerranée.

Le Parlement pouvait se faire honneur de ces brillants résultats, mais il n'eut pas le temps d'en recueillir le bénéfice. Il s'entendait de moins en moins avec les éléments militaires, dirigés par Cromwell. Se considérant comme la seule autorité qui subsistât en Angleterre, il voulait se perpétuer en élisant ou en faisant élire de nouveaux membres pour remplacer ceux qui disparaissaient. Cromwell et les chefs du conseil de guerre, Lambert et Harrison, se mirent d'accord pour réclamer la nomination d'un comité de réformes. Quand Cromwell vint leur apprendre que le Parlement allait passer à la troisième lecture du bill, ils renoncèrent à chercher une solution transactionnelle et ils résolurent de dissoudre le Long Parlement.

Le 19 avril 1653, Cromwell vint prendre séance aux Communes et, dès que fut terminé le débat sur la loi électorale, avant



GEORGE MONCK (1608-1670). — Gravure de David Loggan. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



EXÉCUTION DE CHARLES I^{er} SUR LA PLACE DE WHITEHALL (1649).

A gauche, le roi Charles I^{er} dont la couronne a roulé à ses pieds. — Peinture de Gonzalès Coques. — Musée d'Amiens. Cl. GRAUDON.

le vote, il adressa de vifs reproches à l'assemblée, disant que Dieu avait choisi des hommes plus dignes pour mener à bien son œuvre. Irrité par les interruptions, par les objections, il se leva, appela ses mousquetaires, qu'il avait amenés dans le vestibule. Le chapeau sur la tête, il se promenait de long en large, vociférant : « Vous n'êtes plus un Parlement : place à des hommes meilleurs ! » Harrison expulsa le speaker ; les autres membres furent chassés par les soldats ; au passage, Cromwell les apostrophait, les traitant l'un d'ivrogne, l'autre d'adultère, l'autre de vendu. Quand la salle fut vide, il ferma la porte et mit la clef dans sa poche. Le lendemain, Cromwell se rendit au conseil d'État et lui déclara qu'il le considérait désormais comme une simple réunion privée.

Les « indépendants » avaient aboli tous les pouvoirs légaux. Mais si Cromwell ne rappelait pas les Stuarts et ne voulait pas, pour lui-même, d'une dictature provisoire, il y aurait lieu de demander à un Parlement l'instauration d'une nouvelle autorité.

L'assemblée que convoqua Cromwell était dévote, fanatique et inexpérimentée. Elle fut ridiculisée par les pamphlets royalistes et elle a conservé le sobriquet de *Parlement Barebone*, du nom d'un marchand de cuir qui en faisait partie. Beaucoup de ses membres, non contents de prendre des prénoms bibliques, faisaient précéder leur nom d'une maxime pieuse ou d'un verset de la Bible. Ils voulaient réellement établir le règne de Dieu dans les îles Britanniques, mais leur programme religieux et social était si avancé que Cromwell, partisan du maintien d'une Église nationale, leur retira leur mandat (décembre 1653).

PROTECTORAT DE CROMWELL (1653-1658). — Le conseil de guerre s'assembla à Whitehall ; le général Lambert proposa un projet de constitution, un *instrument of government*, qui attribuait le pouvoir législatif, dans les trois royaumes unis, à un Parlement de quatre cents membres, élu au suffrage universel, et le pouvoir exécutif à un *Protecteur* nommé à vie, assisté d'un conseil d'État et contrôlé par lui, ayant le commandement des forces de terre et de mer, le droit de déclarer la guerre ; les Stuarts ne pourraient prétendre au Protectorat.

La dignité de *Lord protector* fut offerte à Cromwell, qui l'accepta à la satisfaction générale. Le 16 décembre 1653, il prit solennellement possession du pouvoir à Westminster et, le 14 avril suivant, il s'installa dans les appartements royaux de Whitehall.

La République subsistait nominalement. En fait, le pouvoir monarchique était rétabli, et l'opposition ne vint que des anciens « cavaliers » légitimistes et des « niveleurs ».

De décembre 1653 à septembre 1654, Cromwell promulgua quatre-vingt-deux ordonnances. Son système politique se ramenait à quatre principes fondamentaux : le pouvoir exécutif serait concentré en une seule main ; le Protectorat partagerait la disposition de la force armée avec le Parlement ; celui-ci n'aurait pas le droit de siéger en permanence ; la liberté de conscience serait reconnue.

Le 3 septembre 1654, Cromwell ouvrit la session de l'Assemblée de quatre cents membres, élue en vertu de l'« instrument de gouvernement », par un discours où il mit les députés en garde contre les projets subversifs des « niveleurs » et des « hommes de la cinquième monarchie », ennemis de la société civile et de la société religieuse, et demanda la ratification des institutions qu'il avait établies. Mais l'Assemblée, contestant le fondement même de son autorité, déclara que la constitution délibérée par le conseil de guerre, acceptée par Dieu et les hommes, ne pouvait être changée et qu'on la mettrait au tombeau plutôt que de la faire renoncer à l'un des quatre principes fondamentaux (12 sept. 1654). Trois cents députés, dont le président, lui jurèrent fidélité, mais ils continuèrent de se considérer comme investis du pouvoir constituant et prétendirent réviser l'« instrument de gouvernement » ; ils ajournèrent le vote des subsides pour l'armée et la marine ; ils protestèrent contre les taxes illégales levées pour l'entretien des troupes. Le 22 janvier 1655, le dictateur renvoya les représentants.

La politique extérieure de Cromwell fut remarquable et il tira un



OLIVIER CROMWELL (1599-1658). — Peinture de Gaspard de Crayer.
— Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

magnifique parti de la victoire remportée sur les Provinces-Unies. Lorsqu'il prit le pouvoir, l'Angleterre était en guerre avec la Hollande et avec le Portugal, en état d'hostilité avec la France et le Danemark. Le Danemark traita le 14 septembre 1654, ouvrant le Sund aux navires anglais ; un traité fut signé avec la Suède (juin 1656) ; le Portugal assura aux Anglais de grands privilèges pour leur marine et la tolérance religieuse pour leurs nationaux. Les trois traités signés avec la Suède, le Danemark, la Hollande étaient destinés à préparer une grande ligue des États protestants. En avril 1655, des Vaudois ayant été massacrés dans les Alpes piémontaises, Cromwell saisit cette occasion pour fédérer les puissances protestantes, et il adopta une attitude nettement belliqueuse. Mazarin, désireux d'éviter une guerre générale et d'obtenir l'amitié de l'Angleterre, obligea le duc de Savoie, par le traité de Pignerol (18 août 1655), à donner satisfaction à ses sujets non catholiques ; mais Cromwell, de son côté, avait besoin de la France. La guerre avec l'Espagne ayant éclaté en mars 1657, il conclut avec nous un traité d'alliance. Cromwell exigea l'expulsion des Stuarts, des garanties pour les réformés français, la cession de Dunkerque (juin 1658),

par laquelle les Anglais réparaient la perte de Calais. D'autre part, Blake avait promené le drapeau britannique dans la Méditerranée, remporté de sérieux avantages contre l'Espagne, pris la Jamaïque, imposé ses conditions aux chevaliers de Malte et châtié les pirates barbaresques (1655).

L'Angleterre avait conquis la maîtrise des mers et Cromwell était l'un des souverains les plus puissants de l'Occident. Ces succès extérieurs n'apaisaient pas, à l'intérieur, une opposition qui se manifestait par des complots, dont le Protecteur sut prévenir l'explosion, tant dans l'armée que dans le pays. L'Angleterre fut divisée en douze circonscriptions ; à la tête de chacune un major général commandait la milice et la police ; une taxe de 10 pour 100 fut levée sur le revenu des royalistes pour payer la solde des troupes ; les lois puritaines furent rigoureusement appliquées. Le gouvernement donnait l'exemple de l'austérité. Quelques restrictions furent apportées à la liberté religieuse, mais elles n'allèrent pas jusqu'à l'intolérance. Sous l'impression des complots fomentés par Charles II et par les Espagnols, le Parlement avait adopté des mesures exceptionnelles pour protéger la vie de Cromwell.

Au mois de janvier 1657, Sindercombe tenta de le faire sauter



DISSOLUTION DU LONG PARLEMENT. — Cromwell chassant les députés de la Chambre des communes (19 avril 1653). Gravure satirique du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes. CL. VITRY.



SCEAU DE CROMWELL POUR L'IRLANDE.
CL. VITRY.

pendant son sommeil. Le Parlement, par 123 voix contre 62, l'invita à prendre le titre, la dignité et la fonction de roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Il refusa la couronne, à la demande de l'armée; mais une nouvelle Constitution, inspirée du pur esprit monarchique, fut acceptée par lui; il nommerait les membres de la Chambre Haute, qui était rétablie; il aurait le privilège de désigner son successeur; il disposerait de crédits fixes et réguliers pour l'armée et la marine. Le 26 juin 1657, il fut de nouveau institué solennellement comme lord Protecteur dans l'église de Westminster; il portait la pourpre, l'hermine et le sceptre.

Néanmoins, les forces d'opposition croissaient, et, le 4 février 1658, il prononça la dissolution du Parlement après lui avoir rudement reproché ses divisions et son attitude dans les

questions de politique extérieure. Malgré ses victoires à l'étranger, il souffrait de son impuissance à consolider le régime qu'il avait fondé et qui rencontrait des adversaires jusque dans sa propre famille. Les fatigues avaient ébranlé sa santé; la mort de sa fille préférée hâta sa fin. Il expira à Whitehall le 3 septembre 1658, le jour anniversaire des batailles de Dunbar et de Worcester. Son corps fut embaumé, et, après des funérailles d'une splendeur inouïe, déposé dans l'abbaye de Westminster.

Ainsi disparaissait une des figures les plus extraordinaires de l'histoire. Quelque jugement que l'on porte sur sa valeur morale, on doit reconnaître que Cromwell fut à la hauteur de son rôle comme politique et comme soldat. Il gouverna tyranniquement et sans scrupules, se considérant comme l'instrument de Dieu. On lui objectait un jour que, s'il consultait la nation, il aurait neuf personnes sur dix contre lui. « Qu'importe, répliqua-t-il, si je désarme les neuf et que je donne un glaive au dixième. » Hume a dit de lui qu'il avait débuté par le fanatisme pour aboutir à l'hypocrisie, et le portrait que Bossuet a tracé du Protecteur est dans toutes les mémoires. Macaulay, Carlyle, Guizot ont plaidé la cause d'un homme dont le caractère est si plein



CARICATURE SUR RICHARD CROMWELL. — Richard Cromwell, dont se moque le fou anglais, brise en une crise de fureur un tonneau, symbole du Parlement. Il en sort des chouettes qui crient : « Vive le Roi ! » — Au mur, deux tableaux : à gauche, les grenouilles et le roi Grue (Olivier); à droite, Charles II proclamé. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes. CL. VITRY.

de contrastes que ce mystique, cet enthousiaste a peut-être mérité à la fois les éloges de ses admirateurs et les critiques de ses adversaires.

LA RESTAURATION DES STUARTS (1660). — Cromwell avait désigné pour lui succéder son fils aîné Richard, qui fut proclamé et installé le jour même (3 septembre). Le nouveau Protecteur était un bon légiste, un cultivateur avisé, mais il n'avait rien d'un chef, et les germes de conflit entre l'autorité civile et l'armée, entre le gouvernement et le Parlement, ne pouvaient que se développer, car ce gouvernement était sans énergie comme sans prestige. Richard se laissa arracher par les militaires la dissolution de la Chambre qu'il avait convoquée, puis les officiers subalternes, partisans de la République pure et simple, firent rappeler le Long Parlement, dissous douze ans auparavant par Cromwell (7 mai 1659). Pendant que se réunissaient, à Whitehall, cinquante membres de ce *Parlement croupion*, de cette Chambre fantôme, la succession de Richard était âprement disputée entre la flotte et l'armée : l'amiral Édouard Montague, l'ami de tout le monde, intriguait avec les partisans des

Stuarts aussi bien qu'avec leurs ennemis; mais il n'était pas de force à jouer ce rôle et il dut s'effacer au profit des chefs militaires. Deux généraux furent tour à tour les maîtres : Lambert, qui dispersa le *Parlement croupion*; Monck, qui le rappela et de qui dépendit enfin le sort de l'Angleterre. Monck s'était rendu populaire en Irlande après y avoir été le bras droit de Cromwell, en Écosse après s'y être fait redouter. Naguère brillant général et excellent marin, maintenant astucieux diplomate, il se décida finalement pour Charles II qui, de Bréda, promet, par une solennelle Déclaration, une amnistie presque générale, la liberté de conscience, le paiement des soldes arriérées, un gouvernement constitutionnel. Ces conditions furent admises par le *Parlement-Convention* élu sous les auspices de Monck et, le 8 mai 1660, Charles II était solennellement proclamé à Londres selon le cérémonial traditionnel.

Le retour du roi fut célébré dans la capitale et dans tout le royaume avec un enthousiasme extraordinaire. Les mémoires du temps attestent la popularité dont Charles II fut alors l'objet et qu'il sut adroitement entretenir. Ce devait être une force pour son gouvernement; ce fut aussi un péril, car il s'abusa sur le véritable caractère de l'accueil qu'il avait reçu et il attribua au *loyalisme* à l'égard de la dynastie ce qui était surtout la manifestation de la lassitude.



PALAIS DE WHITEHALL (Façade de la Salle des banquets). — Le palais où résidèrent Cromwell et Charles II fut incendié en 1627. Seule la Salle des banquets, construite sous Jacques I^{er} par Inigo Jones, échappa à la destruction.

DEUXIÈME PÉRIODE (1660-1714)

LA RESTAURATION

LA SECONDE RÉVOLUTION

LA SUCCESSION PROTESTANTE

LE ROYAUME DE GRANDE-BRETAGNE

LA RESTAURATION. — Pendant la période de l'histoire d'Angleterre qui coïncide avec le gouvernement personnel de Louis XIV, le régime parlementaire se constitue ; les deux grands partis qui désormais alterneront au pouvoir, *whigs* et *tories*, s'organisent. L'empire colonial grandit. L'union des deux États d'Angleterre et d'Écosse va favoriser le développement de la marine marchande.

La Révolution de 1688 a préparé l'évolution du XVIII^e siècle, moins solennelle, plus discrète, mais très féconde en résultats politiques et économiques.

CHARLES II (1660-1685). — Le second fils de Charles I^{er} et d'Henriette de France parvenait au trône à l'âge de trente ans, après une jeunesse aventureuse et parfois indigente. Il était intelligent et il avait eu Hobbes pour précepteur ; il se plaisait dans la société des savants. Il rappelait son grand-père Henri IV par son esprit et par sa vie galante. Il était égoïste, sceptique, prodigue. Il aimait à se montrer dans les fêtes ou à l'occasion des grandes catastrophes.

Si la Restauration ne fut pas précédée d'un pacte entre la nation et la Couronne, cela tint à plusieurs causes : d'abord, il n'y avait pas en Angleterre de constitution écrite, mais une série de statuts, parfois contradictoires, dont la codification eût été longue et laborieuse ; enfin, les vieilles bandes du Protectorat semblaient menaçantes, même à leurs chefs. Mais le roi n'avait pas abdiqué ses conceptions autoritaires, le peuple n'avait pas renoncé aux libertés publiques ; fatalement la crise éclatera de nouveau, car les Stuarts voudront restaurer le catholicisme ; par là, ils menaceront la puissance territoriale de l'aristocratie, et leur politique extérieure, qui blessa le sentiment national, achèvera de les perdre.

Les Stuarts allaient se trouver en présence d'une nation bien changée : les convictions ardentes avaient disparu ; les conceptions politiques de Hobbes, le théoricien du matérialisme absolu, correspondaient, en somme, à l'état des esprits. On était las de l'austérité puritaine. Il est toutefois remarquable que l'époque de Hobbes soit aussi celle de Milton et de Bunyan.

Avant de suivre le roi dans sa politique personnelle, il est intéressant d'enregistrer les résultats de l'action parlementaire de 1660 à 1685.

LES PARLEMENTS DE CHARLES II. — Il y eut durant cette période cinq élections générales et par conséquent cinq Parlements. L'Assemblée qui rappela Charles II avait été convoquée sous un nom appelé à une singulière fortune, celui de *Convention*. Elle ne siégea que quelques mois, de mai à décembre 1660 ; son œuvre fut considérable.

Le « Parlement-Convention », en majorité presbytérien, céda la place à une assemblée que l'on appela d'abord le *Parlement cavalier*, en raison de sa fougue royaliste et anglicane, puis la *Chambre pensionnée*, tant fut grand le nombre de ses membres qu'acheta l'or de Louis XIV. Ce fut aussi un Long Parlement : il dura du 8 mai 1661 au 24 janvier 1679. L'Assemblée qui lui succéda fut dissoute au bout de quelques semaines (6 mars-27 mai 1679) ; mais elle eut l'honneur de faire sanctionner le bill d'*habeas corpus*. Deux fois encore, à la fin de 1679 et en 1681, le roi fit appel aux électeurs.

Dès 1660, la Chambre des communes s'attribua le contrôle de l'assiette, de la répartition et de la perception des impôts. Jusque-là, l'Échiquier nommait les commissaires investis de cette prérogative ; désormais, pour chaque comté, la Chambre, constituée en comité, dressa soigneusement et inséra dans la loi des listes où figuraient sans distinction de parti les représentants des familles les plus honorables. Le *Parlement cavalier* alla plus loin : à la suite du gaspillage des crédits accordés pour la

guerre de Hollande (1666), il enleva à l'Échiquier non plus seulement le contrôle des recettes, mais aussi celui des dépenses. Enfin, deux ans plus tard, les Communes s'emparèrent du droit de désigner les agents de perception et de paiement. La ténacité des légistes avait remporté une victoire définitive.

LE GOUVERNEMENT DE CLARENDON (1660-1667). — Au point de vue politique et religieux, la réaction commença aussitôt après le rétablissement de la royauté, et elle fut dirigée par l'impérieux et honnête comte de Clarendon, le vrai chef du gouvernement.

Les régicides furent exclus de l'amnistie ; dix d'entre eux eurent la tête tranchée à Charing Cross, en vue de Whitehall, et l'on déterra, pour le suspendre au gibet, le cadavre de Cromwell. L'armée fut presque entièrement licenciée. Des royalistes ardents remplacèrent dans les fonctions publiques les libéraux et les presbytériens.

L'Église officielle fut rétablie, le « Livre des prières communes » imposé à tous, l'« acte d'uniformité » remis en vigueur. En Écosse, le *covenant* fut aboli et la doctrine épiscopale rendue obligatoire ; mais les rigueurs les plus atroces ne purent réduire les convenantaires.

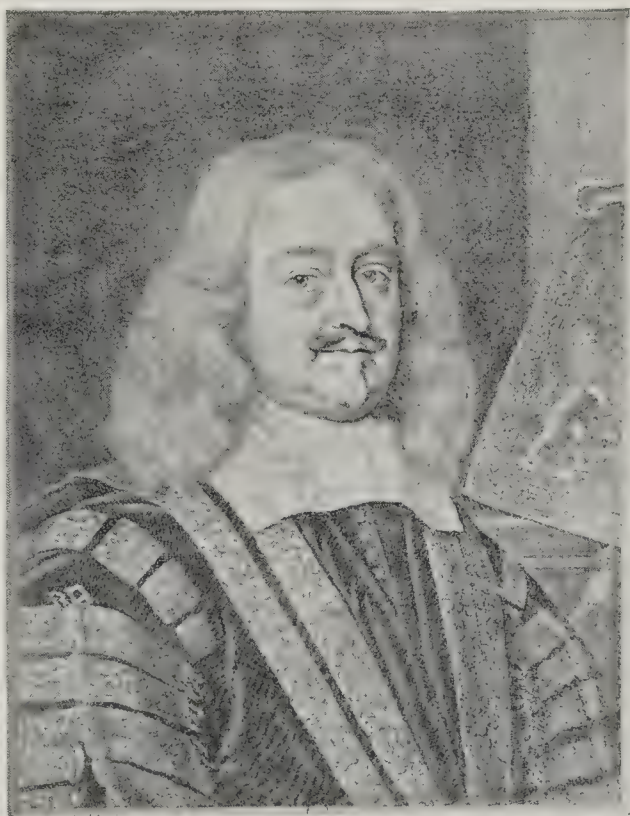
En Angleterre, le jour de la Saint-Barthélémy 1662 fut le dernier délai imparti aux membres du clergé presbytérien pour se faire ordonner et confirmer dans leurs fonctions par l'évêque du diocèse. Passé cette date, ils durent céder à d'autres leurs paroisses, leurs moyens d'existence. On les confondit avec les quakers. Une loi dite des *Conventicles* interdit les réunions de plus de quatre personnes, sous des peines pouvant aller jusqu'à la transportation. Les colonies d'Amérique y gagnèrent d'excellentes recrues ; Charles II exigea qu'on les laissât en paix, et ils furent une force pour la Nouvelle-Angleterre. Le Parlement qui, au mois de mai 1661, remplaça le « Parlement-Convention », comprenait une énorme majorité royaliste et anglicane, dont le souverain lui-même s'efforça de modérer le zèle ; mais la « déclaration d'indulgence » en faveur des catholiques fut rejetée (1663).

Clarendon lutta de toutes ses forces au profit de l'anglicanisme et l'on appelle même « code Clarendon » l'ensemble des statuts promulgués contre les dissidents. Ayant marié sa fille au duc d'York, enrichi des profits légitimes ou tolérés de ses nombreuses charges, il semblait inébranlable lorsque trois malheurs publics lui furent imputés à crime : la peste de 1665, qui enleva 100 000 habitants à Londres ; le grand incendie de 1666, qui consuma en cinq jours le cœur même de la Cité ; enfin, l'année suivante, les humiliations de la guerre de Hollande quand Ruyter vint brûler cinq bâtiments de guerre aux portes de la capitale. Déjà en 1662, Charles avait vendu à Louis XIV, au prix de cinq millions, cette place de Dunkerque, dont le Protecteur avait fait un nouveau Calais. Après la paix de Bréda avec les Provinces-Unies (1667), les Communes mirent en accusation le tout-puissant ministre, et le roi, l'abandonnant, lui conseilla de s'exiler.

William Temple négocia alors avec le



CHARLES II (1630-1685). — Gravure de Georges Vertue, d'après le tableau de Peter Lely. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



ÉDOUARD HYDE, COMTE DE CLARENDON (1608-1674). — Gravure de David Loggan. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



INCENDIE DE LONDRES (1666). — Les quartiers anéantis sont indiqués sur le plan par une ligne noire (d'après une gravure hollandaise du temps). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes. CL. VITRY.

Grand pensionnaire Jean de Witt le traité de la Triple-Alliance, à Aix-la-Chapelle (8 mai 1668).

LE MINISTÈRE DE LA CABALE (1668-1673). — Après la disgrâce de Clarendon, le roi forma un ministère où les catholiques et leurs adversaires se faisaient équilibre et qui fut dit ironiquement « ministère de la Cabale », d'après les initiales de ses principaux membres (Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley, Lauderdale). Buckingham, le fils du favori des deux premiers Stuarts, était à son tour celui de Charles II ; Clifford représentait dans cette administration l'élément catholique, et Ashley (lord Shaftesbury) la tendance opposée. Le roi se servit de Clifford et d'Arlington contre Shaftesbury.

A cette époque, le frère et héritier présomptif du roi, le duc d'York, se fit catholique et décida sa femme, la fille de Clarendon, à l'imiter. La reine mère, Henriette de France, professait une foi rigide, et Charles II lui-même penchait vers Rome. Il avait épousé l'infante de Portugal qui lui apporta, outre une riche dot, Tanger et Bombay. Enfin, Henriette, sœur du roi, se maria avec Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV.

Charles, qui avait passé de l'alliance française à la Triple-Alliance, revint avec la même désinvolture à sa première politique en vertu du traité secret de Douvres, conclu par l'entremise de la duchesse d'Orléans. Largement subventionné par le roi de France, il ne songea plus qu'à ses plaisirs, subissant l'influence de la duchesse de Cleveland, de l'actrice Nelly Gwynne, de Louise de Keroualle. Cette Bretonne, devenue duchesse de Portsmouth, seconda l'action de nos ambassadeurs et domina le roi, mais fut tenue en échec par Hortense Mancini, que Charles II avait connue en France et voulu épouser.

Le traité de Douvres stipulait la coopération des flottes anglaise et française contre les Hollandais ; il promettait aussi la conversion du roi qui, le 17 mars 1672, pendant la prorogation du Parlement, par une *Déclaration d'indulgence*, abrogea les lois contre les dissidents. Bientôt obligé, faute d'argent, de rappeler les Chambres, le roi révoqua la *Déclaration d'indulgence*. Le Parlement ne se contenta pas de cette mesure : le bill du *Test* passa à une forte majorité (1673) : du plus humble au plus éminent serviteur de l'État, tous devaient jurer qu'ils ne croyaient pas à la transsubstantiation. Le duc d'York quitta l'amirauté et Clifford le ministère.

Le gouvernement avait été, d'autre part, affaibli par les insuccès de la marine anglaise pendant la guerre de Hollande, et le roi, la paix signée, adopta une politique nouvelle, dont il confia l'exécution au comte de Danby.

MINISTÈRE DANBY (1674-1679). — Prenant la tête de l'opposition, Shaftesbury harcèle son successeur. Pendant près de six ans, la vie politique, brillante, compliquée, incompréhensible aux étrangers, est comme un duel entre Charles II et son ancien chancelier, duel où le roi met en œuvre toutes les ressources d'une perfidie souriante et d'une apparente nonchalance.

Danby se proposait de gouverner, en s'appuyant sur l'Église officielle, le Parlement et l'aristocratie. Charles fit une déclaration contre les catholiques et les non-conformistes et le Parlement astreignit les députés fonctionnaires à jurer qu'ils tiendraient pour criminelle toute

résistance à l'autorité royale. Les adversaires du bill, à leur tête Shaftesbury et Buckingham, formèrent le parti libéral, qui devint celui des *whigs* ; ses partisans fondèrent le parti conservateur ou *tory*.

Cette période fut ensanglantée par un drame policier, dont les péripéties firent revivre les émotions du temps de Guy Fawkes. En septembre 1678, un aventurier, Titus Oates, accusa en justice les catholiques de Londres de comploter la mort du roi et des ministres, pour proclamer le duc d'York et rétablir le papisme. L'invraisemblance même de ce complot, que Shaftesbury semble avoir inventé pour une large part, en assura le succès ; un vent de folie passa sur Londres, les prisons regorgèrent de victimes innocentes, et des condamnations iniques furent prononcées. Une sorte de peur instinctive, qui devait persister longtemps, souleva les foules au cri de *No popery* (Pas de papisme). Le Parlement vota l'expulsion des catholiques des Chambres, de la cour, de la capitale. Les lords furent tenus de jurer qu'ils ne croyaient pas à la transsubstantiation. Shaftesbury entreprit d'exclure du trône le duc d'York au profit du duc de Monmouth, le plus beau des jeunes Anglais, que Charles II croyait avoir eu d'une aventurière rencontrée en Hollande, au temps de sa jeunesse déréglée.

A la fin, on s'en prit à la corruption de la cour, on accusa le premier ministre, et Charles, irrité de l'attitude du Parlement, le renvoya le 24 janvier 1679.

Si sévèrement qu'on la juge au point de vue moral, cette assemblée, vénale et âpre à la lutte, fut pourtant, pendant dix-huit ans, l'école où se fit l'éducation politique de l'Angleterre. Elle établit le principe de la responsabilité ministérielle et fit reconnaître aux Communes le droit de contrôler les dépenses. Son attention s'était portée sur les besoins de la marine militaire, qui eut son Colbert dans le célèbre Pepys.

Danby avait fait la paix avec la Hollande et obtenu que la nièce du roi, Marie d'York, épousât Guillaume d'Orange. Le Parlement vota un million de livres pour la guerre à la France et Charles II allait entrer dans la coalition lorsque fut signée la paix de Nimègue (1678).

LE BILL D'*habeas corpus* (1679). — Les élections donnèrent l'avantage à l'opposition (février 1679). Sur le conseil de l'honnête William Temple, Charles II forma un conseil d'État où il appela l'opposition, tandis qu'un conseil privé avait la véritable direction des affaires. Le Parlement, que ces concessions n'avaient pas satisfait, vota l'exclusion du duc d'York de la succession au trône (22 mai 1679), et le célèbre bill d'*habeas corpus* : le droit des Anglais à la liberté individuelle était entravé par des exceptions qui, invoquées par les juges ou les geôliers, le rendaient illusoire ; l'acte de 1679, complété au temps de George III, rendit impossible l'emprisonnement illégal d'un citoyen ou d'un étranger, si une seule personne requérait en sa faveur, de la haute cour de justice, une ordonnance d'*habeas corpus*.

Le roi accorda sa sanction au bill d'*habeas corpus*, mais il la refusa au bill d'exclusion et, ne pouvant triompher de l'opposition persistante des Communes, il n'hésita plus, en 1681, à s'affranchir de toute tutelle. La canaille de Londres était à ce moment hostile au gouvernement : aussi les Chambres avaient-elles été réunies à Oxford. Après quelques séances orageuses, Charles fit brusquement lire un message de dissolution : les whigs avaient perdu la partie. Une sorte de coup d'État mit l'administration de Londres aux mains des tories. Shaftesbury, compromis dans une échauffourée, s'enfuit en Hollande, où il mourut.

Quelques mois après, par le complot de Ryehouse, des grognards cromwelliens projetèrent d'assassiner le roi et les ministres au retour des courses de Newmarket ; mais un incendie accidentel hâta la clôture de la réunion. Si Monmouth, compromis dans l'affaire, échappa au bourreau, de nobles victimes succombèrent : William Russell et Algernon Sidney ; le comte d'Essex fut trouvé dans son cachot la gorge coupée (1683). Le duc d'York reprit sa place au Conseil, puis à la tête de la flotte. Il fit au sentiment public la concession de marier sa seconde fille, Anne, au prince Georges de Danemark et non à un catholique.

Le 6 février 1685, frappé d'apoplexie, Charles fut administré par l'archevêque de Cantorbéry, suivant le rite anglican, mais la duchesse de Portsmouth et la reine introduisirent près du moribond un moine bénédictin, qui le confessa et lui donna l'absolution.

JACQUES II (1685-1688). — L'avènement de Jacques II eut lieu paisiblement ; le nouveau roi se fit sacrer par l'archevêque de Cantorbéry : il n'en fallut pas davantage pour réduire au silence l'opposition. Le Parlement réuni le 19 mai fut presque entièrement tory, même ultra-royaliste. Il accorda à Jacques II, pour la durée du règne, tous les subsides précédemment alloués à Charles II. Monmouth et le comte d'Argyll, réfugiés en Hollande, s'étaient concertés en vue de renverser

le roi ; mais Monmouth fut battu à Sedgemoor, près Bridgewater ; Argyll échoua en Écosse, et tous deux moururent sur l'échafaud.

Le grand juge Jeffreys, accompagné du colonel Kirke, remplit les prisons de l'Ouest et décima les prisonniers par les « assises sanglantes », en même temps que la torture de la poucette était employée en Écosse ; la dignité de chancelier récompensa ses services. Jacques, à la reprise de la session, le 9 novembre 1685, déclara qu'il ne pouvait pas se passer d'une armée permanente, dont il entendait choisir les officiers, même parmi les catholiques, et que l'acte du Test devait être abrogé. La discussion commença aussitôt dans les deux Chambres ; elle fut très vive, et le Parlement, prorogé à plusieurs reprises, finit par être dissous au mois de juillet 1687, au moment même où se constituait la Ligue d'Augsbourg.

LA « DÉCLARATION D'INDULGENCE ». — Le pape Innocent XI conseillait à Jacques II, mais en vain, de ne pas protéger les catholiques au point de donner aux autres confessions des motifs d'identifier le papisme avec l'absolutisme, le protestantisme avec la liberté. Le roi eut la maladresse de braver à la fois l'amour-propre national de ses sujets et leur horreur de la tyrannie.

Le 4 avril 1688, il publia une première *Déclaration d'indulgence* en faveur des dissidents et, le 27 avril 1688, il promit, par une seconde *Déclaration d'indulgence*, de convoquer le Parlement. Ordre était en même temps donné de lire ce document deux dimanches de suite dans toutes les églises du royaume. Le primat Sancroft et six autres évêques adressèrent au souverain une pétition respectueuse pour être dispensés de cette lecture. Mandés devant le Conseil, puis devant le Banc du roi, ils refusèrent de payer caution et furent conduits à la Tour.

Pendant l'instruction du procès, la reine Marie de Modène accoucha d'un fils avant terme (10 juin 1688). Les formalités protocolaires n'ayant pas été remplies, les ennemis de Jacques II firent courir le bruit que l'enfant avait été apporté en cachette au palais et des doutes se répandirent sur sa légitimité.

Cette naissance, accueillie par le roi comme une grâce spéciale du ciel, précipita les événements au lieu de consolider la dynastie. Jusque-là l'Angleterre patientait, car la succession de Jacques devait échoir à sa fille aînée, Marie, femme du prince Guillaume d'Orange ; maintenant, l'avenir paraissait appartenir à une dynastie catholique. Quelques jours après, les sept évêques anglicans comparurent devant les juges du Banc du roi et furent acquittés. Ce verdict fut accueilli avec enthousiasme, même par les soldats que Jacques faisait camper sur la bruyère de Hounslow pour mater l'Angleterre (29 août 1688).

Le soir même, déguisé en simple matelot, l'amiral Herbert portait une lettre à Guillaume : les chefs des whigs et des tories et l'évêque de Londres lui demandaient d'intervenir.

INTERVENTION DE GUILLAUME D'ORANGE. — Fils du stathouder Guillaume II et petit-fils par sa mère de Charles I^{er} Stuart, Guillaume d'Orange, stathouder lui-même, avait vu sa popularité croître en Angleterre à mesure que Jacques II se discréditait.

Louis XIV fit déclarer aux États généraux, au commencement de septembre 1688, « que le premier coup de canon qui serait tiré par eux contre les Anglais, Sa Majesté le tiendrait pour un acte d'hostilité fait contre ses États ». Jacques, furieux, désapprouva publiquement cette déclaration et accrut son impopularité en faisant venir des recrues irlandaises pour les incorporer à ses troupes. Mais, au lieu d'envahir la Hollande, Louis XIV entreprit une campagne sur le Rhin, et le prince d'Orange put ainsi passer librement en Angleterre. Sa flotte était composée de 500 transports et 54 vaisseaux portant son pavillon avec la devise : « Je maintiendrai la religion protestante et les libertés anglaises. » La flotte royale fut retenue dans la Tamise par un vent d'est ; grâce à quoi, le 5 novembre, 15 000 orangistes débarquèrent paisiblement à Torbay, puis occupèrent Exeter. La stricte discipline de cette petite armée rassura la population et les adhésions vinrent au prince malgré sa froideur et sa réserve, qui déconcertaient ses visiteurs. Pendant que Jacques gaspillait ses dernières

chances en refusant de convoquer un Parlement, Churchill, le vrai chef de l'armée, fit défection, et la seconde fille du roi, Anne, s'échappa de Whitehall, escortée par l'évêque de Londres.

Jacques, découragé, quitta son palais, après de vagues négociations avec son gendre, et s'embarqua à Sheerness, où quelques marins, acclamant et rudoyant leur ancien chef, le ramenèrent à Londres. La nouvelle de sa disparition avait déjà déchaîné dans la capitale l'anarchie, l'émeute et le pillage ; le redoutable Jeffreys était parmi les victimes du désordre.

Jacques, relégué à Rochester, réussit à s'enfuir. Il s'embarqua pour la France (25 décembre 1688) et fut magnifiquement reçu à Saint-Germain, où la reine et le prince de Galles avaient trouvé un asile.

LA SECONDE RÉVOLUTION (1688). — La seconde révolution d'Angleterre, dont Jacques II fut le maladroit artisan, posait de nouveau les plus graves problèmes ; Guillaume d'Orange eut la sagesse de se faire désirer. On convoqua, selon le précédent de 1660, une Convention qui se réunit le 22 janvier 1689 et remit solennellement à Guillaume le gouvernement provisoire. Après d'interminables discussions, John Somers rédigea une *Déclaration des droits*, qui reconnaissait comme roi et reine d'Angleterre le prince et la princesse d'Orange ; mais ceux-ci durent jurer de maintenir les lois et de gouverner suivant les avis du Parlement (13 février 1689).

L'expédition d'Angleterre n'était que le prélude d'une alliance de l'Europe contre la France.

GUILLAUME III (1689-1702). — Le nouveau souverain était âgé de trente-neuf ans. C'était, a dit de lui La Bruyère, « un homme pâle et livide qui n'a pas sur soi dix onces de chair et que l'on croirait jeter à terre du moindre souffle ». Maladif, méfiant, lointain, il ne se plaisait pas en Angleterre. Il était peu sympathique à la plupart des membres de la haute Église, parce qu'il était calviniste ; aux courtisans, parce qu'il s'entourait de favoris hollandais — comme Keppel et Bentinck, dont il fit respectivement un comte d'Albemarle et un lord Portland — ; au menu peuple, parce que sa politique et ses guerres entraînaient d'énormes dépenses et des impôts écrasants. A la reine, on reprochait d'être trop docile aux volontés de son mari. Cependant, Louis XIV traitait Jacques, à Saint-Germain, comme si le souverain dé-

trôné eût été toujours roi d'Angleterre, et Guillaume obtint du Parlement irrité une déclaration de guerre contre la France.

L'Écosse venait de se soulever. John Graham de Claverhouse, qui, avec ses highlanders, jetait l'épouvante dans les basses terres vainquit à Killiecrankie le général Mackay (27 juin), mais périt sur le champ de bataille. Les clans furent rapidement soumis, et John Dalrymple déshonora le gouvernement orangiste par l'épouvantable massacre de Glencoe (13 février 1692). Guillaume rétablit l'Église presbytérienne, affirmant toutefois qu'il s'opposerait à toute persécution.

En Irlande, il se déclencha une lutte de races. Quinze mille familles protestantes s'exilèrent. Louis XIV ayant fourni à l'armée irlandaise un cadre d'officiers et des subsides en argent, Jacques II vint se mettre à sa tête ; mais les tendances séparatistes de Tyrconnel paralysèrent ses efforts. Les protestants du Nord, enfermés dans Londonderry, soutinrent un siège de cent cinq jours. Les troupes jacobites furent battues à Enniskillen, et l'hiver amena la suspension des hostilités (1689).

LA « DÉCLARATION DES DROITS ». — Le Parlement avait décidé coup sur coup que le vote du budget serait annuel, que le Parlement devrait être renouvelé tous les trois ans, qu'un contrôle serait exercé par les assemblées. Les lois martiales et celles qui conféraient au Conseil privé le droit d'arrêter les suspects étaient justifiées par l'ébranlement de la discipline, les conspirations, les mutineries ; cependant l'application des mesures du salut public fut limitée à un an et n'emporta pas abrogation de la loi d'*habeas corpus*. Ces restrictions causèrent de fréquents malentendus ; mais, de part et d'autre, le sang-froid et le raisonnement l'emportèrent. Guillaume se résigna à n'être, comme il le disait, que le stathouder d'Angleterre et il ratifia la formule définitive de la *Déclaration des droits* (16 décembre 1689). La Déclaration



JACQUES II (1633-1702). — Gravure de Pinssio, d'après Largillière. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



GUILLAUME III (Guillaume d'Orange et de Nassau) [1650-1702]. — Peinture de Van Dyck. CL. MANSSELL.

précisait les droits essentiels des sujets anglais, confirmait l'exclusion des catholiques de la couronne et limitait le droit de succession à la princesse Anne. Les quatorze articles dont elle se composait correspondaient aux griefs reprochés à Jacques II, et, en ce sens, ils avaient un caractère plutôt négatif et provisoire.

Ce document fameux, sur lequel allaient reposer les rapports contractuels de la royauté et de la nation, est à rapprocher du *Traité du gouvernement civil* de Locke et à comparer à la *Politique tirée de l'Écriture sainte* de Bossuet.

LES JACOBITES. LA BATAILLE DE LA BOYNE. — Dans l'espoir de mettre fin aux dissensions entre whigs et tories, Guillaume forma un ministère mixte avec Danby (tory), Shrewsbury (whig) et lord Halifax (neutre). Cet expédient ne contenta personne et contribua même à la formation d'un parti jacobite; le roi dut dissoudre le Parlement et accorder une amnistie générale pour tous faits politiques. La nouvelle Assemblée (1690) eut une majorité de tories et Danby devint le chef incontesté du gouvernement. Guillaume put agir vigoureusement en Irlande, où 7 000 hommes venaient encore d'arriver, sous le commandement de Lauzun : le 1^{er} juillet 1690, il remporta la brillante victoire de la Boyne et Jacques regagna la France en toute hâte; Marlborough s'empara de Kinsale et de Cork. Au commencement de 1691, Ginkel battit à Anghrim les Franco-Irlandais. Le généralissime jacobite, Sarsfield, capitula et emmena avec lui, en France, près de 40 000 Irlandais. L'Irlande fut si bien réduite et ligotée qu'elle ne bougea plus pendant près d'un siècle.

Louis XIV se vengea de cet échec par une série de succès en Flandre et en Italie. Tourville battit la flotte anglaise à Beachy Head et brûla Teignmouth, jetant la terreur à Londres. Guillaume passa en Flandre avec 45 000 hommes (février 1691), mais recula devant les Français, qui s'emparèrent de Mons. Les jacobites relevèrent la tête; des tories comme lord Clarendon, des whigs comme Shrewsbury, entrèrent en communication avec Jacques; Marlborough complota le renversement du roi pour donner la couronne à la princesse Anne. Une armée de 30 000 hommes fut rassemblée en Normandie, toute prête à passer en Angleterre.

L'amiral Russell fit défection; mais s'il désirait un changement de règne, il ne voulait pas trahir. Il battit Tourville à La Hogue (mai 1692), et ce succès contrebalança la prise de Namur et les anglaises victoires de Luxembourg à Steinkerque et à Neerwinden.

PROGRÈS DU RÉGIME PARLEMENTAIRE. — Le triomphe définitif de Guillaume fut retardé par les incidents de la politique intérieure; mais, en définitive, le peuple anglais en retira d'immenses profits.

Ainsi, d'après un article de la Déclaration des droits, les élections des membres du Parlement devaient être libres : on s'avisa qu'il fallait en outre qu'elles fussent fréquentes. La ténacité des whigs conquiert, en 1694, le *triennal bill*, qui empêchait l'engourdissement des partis victorieux comme le découragement chez les vaincus et stimulait la vie politique locale.

Jusqu'à la Révolution, s'il y avait eu des ministres, il n'y avait pas eu de ministère. Le roi choisissait à son gré les personnages dont il dirigeait les délibérations au sein du Conseil privé ou l'action administrative. Peu à peu, Guillaume en arriva à constituer des ministères aussi homogènes que possible. Le développement de la société politique et de la constitution se réalisait progressivement et le temps était proche où se fixeraient les caractères de l'une et de l'autre.

Au point de vue religieux, « l'acte de tolérance », voté au début du règne (1690), avait peu à peu transformé l'esprit public. Les catholiques eux-mêmes en avaient profité quant à la pratique du culte.

Lorsque Guillaume prenait le commandement des armées, il laissait le gouvernement à la reine Marie, guidée par le fidèle Portland. La mort de cette compagne dévouée, de cette sûre confidente, l'affecta profondément (1694).

Juste à ce moment s'ouvrait une période d'embarras financiers et le roi en triompha grâce à la création de la Banque d'Angleterre, qui facilita les opérations de la trésorerie et permit une refonte de la monnaie, à laquelle présida Newton. Des complots ourdis par les jacobites furent sévèrement réprimés.

LA SUCCESSION PROTESTANTE. — **GUILLAUME RECONNU PAR L'EUROPE.** — A la paix de Ryswick (20 septembre 1697), Guillaume fut enfin reconnu par les Puissances.

Les Communes réduisirent à 10 000 hommes, puis à 7 000 l'armée permanente. Le roi dut congédier la garde hollandaise, et, en 1699, former un nouveau cabinet entièrement tory, avec lord Rochester et lord Godolphin.

Guillaume eût désiré, après la paix de Ryswick, se rapprocher assez de Louis XIV pour conclure cette alliance de la Hollande, de la France et de l'Angleterre, qui devait former plus tard la base de la politique de Walpole. L'établissement du duc d'Anjou sur le trône d'Espagne l'empêcha de donner suite à ce dessein.

Les tories le pressaient de reconnaître le nouveau roi d'Espagne, et, la Hollande s'y étant décidée, le roi d'Angleterre s'y résigna aussi (1701). Mais, bientôt, Louis XIV s'étant emparé des forteresses de la Barrière, le Parlement de 1701, quoique tory en grande majorité, appuya la protestation de Guillaume, qui exigeait le retrait des troupes françaises, et l'autorisa à conclure une alliance avec la Hollande. L'émotion produite par ces événements et la découverte d'un nouveau complot jacobite fortifièrent la situation du roi : le Parlement régla définitivement la question de la succession au trône d'Angleterre.

La reine Marie n'avait pas laissé de postérité. La couronne revenait donc à Anne Stuart, deuxième fille de Jacques II, protestante, et au duc de Gloucester, dernier survivant des dix-sept enfants qu'elle avait eus du prince de Danemark. Ce fils étant décédé en 1701, le Parlement, par l'*Acte d'établissement*, réserva la couronne, au décès d'Anne, à Sophie de Hanovre, petite-fille de Jacques I^{er} par sa mère : ainsi se trouva assurée l'hérédité dans la ligne protestante, à l'exclusion du fils catholique de Jacques II. Il fut arrêté, en outre, que tout futur souverain d'Angleterre devrait être en communion avec l'Église établie.

La mort de Jacques II (6 septembre 1702) acheva de grouper l'Angleterre autour de Guillaume : Louis XIV ayant reconnu le prince de Galles comme roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, whigs et tories se réconcilièrent.

Guillaume III, à son retour de La Haye, où il venait de conclure la Grande alliance, fut accueilli par les acclamations de ses sujets; il obtint l'élection d'une Chambre bien décidée à la guerre (nov. 1701). La levée de 40 000 soldats et de 40 000 marins fut autorisée; les membres des deux assemblées et tous les fonctionnaires prêtèrent serment à l'acte d'établissement.

Le 12 février 1702, le roi parcourait à cheval le parc de Hampton Court, lorsqu'il fut désarçonné et se brisa la clavicule. Transporté à Kensington, le dernier représentant de la branche aînée de la maison d'Orange expira le 19 mars. « Vous savez, dit-il à Bentinck, que je n'ai pas craint la mort; il fut un temps où j'eusse été heureux d'être délivré de mes soucis, mais aujourd'hui que s'ouvre cette nouvelle lutte avec la France, j'aurais désiré vivre quelques jours de plus. » Louis XIV perdait son plus redoutable ennemi, l'homme pour qui,

au dire de Macaulay, la monarchie française fut ce que la république romaine avait été pour Annibal.

LA REINE ANNE (1702-1714). — Issue du premier mariage de Jacques II avec Anne Hyde, fille de lord Clarendon, la reine Anne avait été mariée, à dix-huit ans, au prince Georges de Danemark, dont la nullité était incurable et qu'on relégua à l'Amirauté, où tout d'ailleurs se faisait sans lui.

Elle prit possession du pouvoir sans opposition. Agréable sans être jolie, elle s'exprimait en public avec une aisance et une netteté étudiées. Elle avait été élevée dans la religion anglicane. Très dévote, très généreuse, pénétrée de ses droits, mais très faible de caractère, elle subit d'abord l'influence de l'impérieuse Sarah Jennings, duchesse de Marlborough, puis celle de lady Masham, cousine du chef des tories, Harley. Son règne comprend deux périodes pendant lesquelles le pouvoir appartient successivement aux whigs (1702-1710), puis aux tories (1710-1714); mais il n'y eut de cabinet homogène que dans la seconde. Auparavant, Godolphin, l'habile financier que Marlborough gagna au parti whig, réunit des whigs déterminés, des tories et même des jacobites. A partir de 1710, le régime parlementaire fonctionna à peu près régulièrement; le chef du pouvoir fut le chef de la majorité à la Chambre des Communes.

L'autorité des whigs, consolidée par les succès remportés pendant la guerre de la Succession d'Espagne, fut ébranlée par les conférences de Gertruydenberg : on les accusa alors de tout sacrifier à la volonté de se maintenir au pouvoir, et la reine, brisant avec la duchesse de Marlborough, fit choix de Harley et de Bolingbroke comme principaux conseillers (1710).

RÉUNION DÉFINITIVE DE L'ÉCOSSE À L'ANGLETERRE. — Au commencement du XVIII^e siècle, les Écossais, mécontents de la politique de Guillaume III, tendaient au séparatisme. Des conférences se tinrent à Whitehall en 1706 et un *acte d'union*, laissant de côté la question ecclésiastique et la législation civile, stipula la réunion des deux couronnes, le libre-échange, l'unification du régime fiscal et la représentation de l'Écosse aux Communes et à la Chambre des lords. Cet acte important ne fut adopté à Édimbourg que par 110 voix contre 69. Il devait avoir pour l'Écosse, au point de vue économique, de très heureuses conséquences, mais le sentiment national était loin de lui être favorable.

ESSAI DE RESTAURATION DES STUARTS. — Les dernières années du règne furent occupées par des intrigues dont le but était de préparer la paix avec la France et de restaurer les Stuarts. Les élections de 1713 ayant donné la majorité aux tories, la paix fut signée à Utrecht (12 avril 1713) et une correspondance s'engagea entre Londres et Saint-Germain; mais Harley ne se procura pas assez vite l'argent nécessaire pour le rachat des charges militaires qui se trouvaient encore aux mains des whigs et le prétendant refusa de se convertir à la religion anglicane. C'est alors que la reine remplaça Harley, comme premier ministre, par Saint-John, vicomte Bolingbroke, favorable aux Jacobites. Emportée par une attaque de goutte que ses habitudes d'intempérance avaient rendue plus pernicieuse, elle expira avant d'avoir préparé le retour de Jacques III, son frère (1^{er} août 1714).

Les satisfactions que la Grande-Bretagne retira du traité d'Utrecht, l'annexion de Gibraltar (1704), la réunion définitive de l'Écosse à l'Angleterre, l'amélioration du régime représentatif, enfin la splendeur du mouvement littéraire, en voilà assez pour donner un lustre incontestable au règne de cette souveraine insignifiante, mais sympathique.

BIBLIOGRAPHIE

L'ANGLETERRE SOUS LES STUARTS

SOURCES. — *Statutes of the Realm*. — De la fin du volume IV, seconde partie, à la fin du volume IX, où se termine cette collection. Deux volumes de tables (grand in-fol., Londres, 1819-1828). S'arrête avec l'avènement de George I^{er}. — Pour le Long Parlement, voir : VERNEY (sir Ralph), *Notes of Proceedings in the Long Parliament* (Londres, 1845), édité par la Camden Society. — *Journals of the House of Lords* (in-f^o s. l. n. d., 20 vol.). — *Journals of the House of Commons* (in-f^o s. l. n. d., 16 vol.). — *Calendar of State Papers*. — *Domestic-series*. Cette partie est entièrement publiée pour les premiers Stuarts et la Révolution. La publication se poursuit pour la fin du XVII^e siècle. D'autres séries concernent l'Irlande, l'Amérique, les Indes occidentales, les finances du Parle-

ment pendant la guerre civile. — *Collection des Mémoires relatifs à la Révolution d'Angleterre*, publiée sous la direction de M. Guizot.

OUVRAGES À CONSULTER. — BESANT (sir Walter), *London in the times of the Stuarts* (in-4^o, Londres, 1903). — CLOWES (sir Lair), *The Royal Navy, t. II, 1603-1714* (in-4^o, Londres, 1900). — HALLAM, *The Constitutional History of England* (Londres, 1827). — LINGARD, *History of England*, point de vue catholique; souvent réimprimé (traduit en français par Léon de Weilly, 1845). — RANKE (Léopold von), *History of England, principally in the Seventeenth Century* (trad., Londres, 1875). — TREVELYAN (G.-M.), *England under the Stuarts* (in-8^o, Londres, 1904).

DE 1603 A LA RESTAURATION

SOURCES. — GUIZOT (M.), *Collection des Mémoires relatifs à la Révolution d'Angleterre* (25 vol., 1823-1825). — JACQUES I^{er}, *The Political works*, Cambridge (Harvard, États-Unis), 1887. — CROMWELL, *Lettres et discours*, édité par Thomas Carlyle (traduits par Edmond Barthélemy, 3 vol., 1910). — CLARENDON, *State Papers* (3 vol., Londres, 1767). — CLARKE PAPERS (The) publiés par C.-H. Firth, Camden Society, Londres, 1894. — LUDLOW, *Memoirs*, publ. par le même (2 vol., ibid., 1894). — HUTCHINSON (colonel), *Memoirs*, publ. par le même, 1885. — NEWCASTLE (Vie du duc de) par sa femme, p. p. C.-H. Firth; ces quatre témoignages donnent des dépositions de points de vue tout à fait opposés. — BULSTRODE WHITELOCKE, *Memorials Biographical* (Londres, 1860).

OUVRAGES À CONSULTER. — AIKIN (L.), *Memoirs of the court of Charles I^{er}* (Londres, 1831). — BROWN (J.), *The English Puritans* (Cambridge, 1910). — CALDERWOOD, *The History of the Kirk of Scotland* (Édimbourg, 1842). — CHART, *An Economic History of Ireland* (Dublin, 1920). — CORBETT (J.), *England in the Mediterranean* (Londres, 1904). — FIRTH (C.-H.), *The Last Years of the Protectorate, 1656-1658* (Londres, 1909); — *Cromwell's army* (1902); — *Oliver Cromwell and the rule of the Puritans in England* (Londres et New-York, 1900). — FORSTER (J.), *Sir J. Eliot* (Londres, 1909). — GARDINER (S. R.), *History of England 1603-1642* et sa continuation jusqu'en 1656. L'ouvrage a été achevé par Firth (15 vol., Londres, 1883-1903). — Sur la conspiration des Poudres : *The Identification of the writer of the anonymous letter to Lord Mounteagle in 1605* (Londres, 1916). — GUIZOT, *Histoire de la Révolution d'Angleterre* (1826, 2 vol.); — *Études biographiques sur la Révolution d'Angleterre* (1851). — HAMILTON (lord Ernest), *The Irish Rebellion of 1641* (Londres, 1910). — MARKHAM (Clément), *A life of the great Lord Fairfax* (Londres, 1870). — MASSON (David), *Life of Milton* (Cambridge, 1859-1873). — MORLEY (John), *Oliver Cromwell* (Londres, 1901). — LORD NUGENT, *Memoirs of Hampden* (1836, 2 vol.). — PRYCE, *The Great marquis Montrose* (Londres, 1912). — SAYOUS (E.), *Les Deux Révolutions d'Angleterre* (1891). — SKELTON (John), *Charles I^{er}* (1898), in-folio, nombreuses estampes.

DE LA RESTAURATION A 1714

SOURCES. — Cette période est surtout riche en mémoires. Les documents législatifs se trouvent dans les séries mentionnées ci-dessus.

AILESBUURY (Thomas Bruce, Earl) of *Memoirs*, p. p. le Roxeburgh Club (2 vol., Londres, 1892). — CARTWRIGHT (Thomas), *Diary* (Londres, 1843) [Camden Society]. — CLARENDON (Edward Hyde, comte), *Histoire de sa vie* (dans la Collection Guizot). — EVELYN (John), *Diary* (Londres, 1879). — FANSHAWE (Lady), *Memoirs* (Londres, 1907). — HAMILTON (Antoine), *Mémoires de la vie du comte de Grammont*, souvent réédités à Paris. — LUTTRELL (Narcissus), *Brief Historical Narration 1678-1714* (Oxford, 1857). — MARWELL, Andrew (éd. par Crossart, 4 vol., Londres, 1868). — PEPYS (Samuel), *Diary* (éd. par Wheatley, 10 vol., Londres, 1893-1899). — RERESBY (John), *Memoirs* (Londres, 1836). — MARLBOROUGH (duc de), *Letters and Dispatches*, important pour les détails des mouvements militaires (éd. par Sir George Murray, Londres, 1845). — MARLBOROUGH (duchesse de), *An account of the conduct; — The Private Correspondances and Letters* (Londres, 1742-1838-1875). — BURNET (Gilbert), *History of my own time* (6 vol., Oxford, 1897-1909). — Se trouve aussi dans la Collection des mémoires traduits et publiés par Guizot. — TEMPLE (sir William), *Memoirs of the life* (2 vol., Londres, 1836).

OUVRAGES À CONSULTER. — AIKMAN (James), *Annals of the persecution in Scotland* (Édimbourg, 1842). — AIRY (Osmund), *English Restoration and Louis XIV* (Londres, 1888). — BARBOUR (Violet), *Henry Bennet* (Londres, 1914). — BURTON (John Hill), *History of the reign of queen Anne* (3 vol., Édimbourg, 1880). — CHARNOCK (John), *Biographia Navalis* (6 vol., Londres, 1794-1798). — CHRISTIE (W.-P.), *Life of Shaftesbury* (Londres, 1888). — COLLIN (Churton), *Bolingbroke* (Londres, 1886). — COURSON (comtesse R. de), *La Persécution des catholiques en Angleterre; — Un complot sous Charles II* (1898). — EVANS (Fl.), *The Principal Secretary of State from 1558 to 1680* (Oxford, 1911). — GREW (M.-E.), *William Bentinck and William III* (Londres, 1924). — IMBERT TERRY (H.-M.), *A Misjudged Monarch* (Charles II) (Londres, 1917). — LECKY, *History of England* (Londres, 1892), le premier volume plein de tableaux vigoureux de la vie sociale au début du XVIII^e siècle. — MACKINNON (James), *The Union of England and Scotland* (New-York, 1907); — *Moneys received and paid for secret services of Charles II and James II, 1679-1688* (Londres, 1851). — MACAULAY (T.-B.), *Histoire d'Angleterre* (trad. Émile Montégut) [2 vol., 1854]. — SAVINE (Albert), *La Cour galante de Charles II* (1908). — SCOTT (E.), *The King in exile* (Londres, 1908). — SIBERT (Marcel), *Étude sur le premier ministre en Angleterre* (1909). — SICHEL (Walter), *Bolingbroke and his times* (Londres, 1901), — la contrepartie de l'ouvrage de Churton Collin. — STONE (Th.), *England under the Restoration* (Londres, 1923). — STANHOPE, *Reign of queen Anne* (2 vol., Londres). — TANNER (J.-R.), *Samuel Pepys, and the Royal Navy* (Cambridge, 1920). — WILSON (F.-M.), *The importance of the Reign of Anne in English Church history* (Oxford, 1911). — WYON (F.-W.), *History of Great Britain under the reign of queen Anne* (Édimbourg, 1880, 3 vol.).



ANNE STUART (1665-1714). — Gravure de Smith, d'après le portrait peint par G. Kneller. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

CHAPITRE V

LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE 1661 A 1715

VUE GÉNÉRALE. — La période de l'histoire européenne qui s'étend de 1661 à 1715 est essentielle. Non seulement elle coïncide avec une floraison extrêmement riche de la diplomatie et de l'art militaire, mais encore elle voit s'opérer un profond remaniement des divers États, dans leurs rapports réciproques. Certaines puissances, riches d'un passé glorieux, passent lentement au second plan, Suède, Pologne, Turquie. D'autres, Brandebourg et Russie, se révèlent ou apparaissent à l'horizon historique, sans encore atteindre toutes leurs possibilités de développement. Par-dessus tout, le principe de l'équilibre tend à s'établir comme un axiome politique, fatal à tous les essais de monarchie universelle. Pratiqué dans l'Italie intérieure dès le Moyen âge, il avait constitué au XVI^e siècle la grande force de la monarchie française contre la maison d'Autriche : c'est contre elle qu'il se retourne de 1661 à 1715, mais par une lente évolution, par un choc en retour qui atteindra son maximum d'énergie, du jour où le guidera et le dirigera Guillaume d'Orange. De ce point de vue, il apparaît que nous sommes en plein cœur de l'histoire moderne. Mais pourtant en cette Europe nouvelle persistent de graves préoccupations, qui furent celles de la chrétienté médiévale, et qui ne

s'éteindront définitivement qu'en 1718 : les craintes des invasions turques qui, plusieurs fois renouvelées, seront péniblement, mais victorieusement repoussées. Question d'Occident, question d'Orient, tels sont donc les deux pôles de la politique européenne au XVII^e siècle. La première existe en fonction de la France et de ses ennemis ou rivaux, la deuxième en fonction de la Turquie et de l'Europe tout entière. Elles ont entre elles des rapports, elles influent l'une sur l'autre, mais elles gardent pourtant leur originalité et méritent d'être analysées séparément, notre effort portant d'ailleurs plus particulièrement sur l'Europe occidentale.

I. POLITIQUE ET GUERRES DE 1661 A 1678

Au lendemain du traité des Pyrénées (1659), des traités d'Oliva et de Copenhague (1660), commence le règne personnel de Louis XIV (1661). Pour la première fois depuis de longues années, l'Europe jouissait enfin d'une tranquillité que troublaient seules la guerre d'indépendance nationale continuée par le Portugal contre l'Espagne,



CARTE POLITIQUE DE L'EUROPE VERS 1661.

la lutte désespérée de Venise avec l'Empire ottoman. Encore cette paix, si chèrement achetée, ne devait-elle être qu'une trêve, les Turcs n'attendant qu'une occasion pour attaquer la Hongrie autrichienne. Enfin les grands desseins de Louis XIV allaient progressivement se dévoiler et alarmer toute l'Europe occidentale. D'où des luttes presque incessantes, qu'arrêtèrent momentanément les traités de Nimègue (1678) d'une part, de l'autre les traités conclus avec la Turquie par l'Autriche, par la Pologne, par la Russie.

LOUIS XIV ET L'EUROPE (1661-1665). — Comment s'étonner que l'activité de Louis XIV dans les premières années de son gouvernement personnel ait été la grande préoccupation européenne ? Philippe IV, roi d'Espagne, ne désire que le maintien de la paix. Le Saint-Empire romain germanique est anarchique : l'empereur a les yeux tournés vers le Danube. Charles II d'Angleterre travaille à affermir sa dynastie, récemment rétablie. En Suède, un roi mineur ; en Hollande, un républicain qui craint le réveil du militarisme orangiste, Jean de Witt. Partout ailleurs des princes ou principules absorbés par leurs minuscules querelles de frontière ou de préséance. En face d'eux un roi jeune et ardent, soucieux avant tout de son prestige au dehors, de l'organisation de sa diplomatie, de son armée, de ses finances. Il a commencé par simplifier les rouages, réduire son conseil d'en haut à trois personnes : Le Tellier, Fouquet, que remplacera Colbert, Lionne, secrétaire d'État « des étrangers », cheville ouvrière de la politique royale ; mais il s'est réservé la direction et la décision, correspondant lui-même avec ses ambassadeurs, exigeant de son entourage le secret le plus rigoureux en matière de politique extérieure.

Les idées de Louis XIV vis-à-vis de l'Europe sont celles de Richelieu : il désire l'extension de la France vers ce qu'on est convenu d'appeler ses frontières naturelles, la restauration de l'ancienne Gaule telle que se la représentaient ses contemporains. Mais il n'aura ni la modération ni la prudence du grand cardinal. Son orgueil personnel est considérable, et il a une haute idée de sa situation de roi Très Chrétien, fils aîné de l'Eglise, monarque de droit divin, véritable héritier des anciens empereurs qui, comme tel, ne doit céder le pas en Europe à aucun souverain.

De là ses premiers actes vraiment significatifs. Il ne pense pas un seul instant à désarmer en face des Habsbourg d'Espagne et d'Autriche. Mais il essaie pourtant de concilier sa volonté d'affirmer partout sa suprématie avec le sens qu'il a des alliances nécessaires pour réaliser ses grands desseins : mainmise sur les Pays-Bas espagnols et peut-être même sur toute la succession hispanique.

A l'égard de son beau-père Philippe IV, il pratique une politique



LE TRIOMPHE DE LOUIS XIV. — Bas-relief de Coysevox, décorant le Salon de la guerre. — Musée de Versailles. Cl. GIRAUDON.

d'hostilités secrètes et de négociations quasi publiques. En dépit des engagements pris en 1659, il secourt, comme l'avait déjà fait Mazarin, le Portugal par l'intermédiaire de l'Angleterre. Des victoires comme celle de Villaviciosa en 1665 témoignent des résultats de cette intervention. Avec l'Espagne, affaiblie par cette diversion, Louis XIV

converse cependant. Pressenti par son ambassadeur, Philippe IV, qui est dans l'impossibilité d'acquitter la dot consentie à Marie-Thérèse, refuse en 1662 d'annihiler la renonciation de sa fille à la couronne d'Espagne. Force sera donc à Louis XIV d'employer d'autres moyens pour enrichir la France de Lille, de Gand, de Bruxelles, d'Anvers.

Il se tournera dès lors vers les Provinces-Unies, anciennes alliées de la France. Il conclura avec elles un traité de commerce et d'alliance défensive, ce dernier malencontreusement conçu, puisque les diplomates français n'avaient point prévu en 1662 que, par la rigidité de ses clauses, il entraînerait, le cas échéant, la France à une guerre contre l'Angleterre, rivale économique, commerciale et coloniale de la Hollande. Beaucoup plus compliquées seront les négociations relatives à un partage des Pays-Bas espagnols, bien que Jean de Witt en eût pris l'initiative. Les Hollandais voulaient bien de la France comme alliée, mais non pas comme voisine. Au cours des pourparlers, qui durèrent jusqu'en 1664, Jean de Witt apprit à connaître l'étendue des revendications françaises et l'intention de Louis XIV d'appuyer ses prétentions futures sur le droit de *Dévolution*, que travail-



LE SERMENT D'ALLIANCE DES SUISSES. — En 1663, les envoyés suisses vinrent à Paris renouveler leur alliance avec la France. Un serment solennel fut prêté à Notre-Dame entre les mains de l'évêque de Chartres. D'Ormesson, doyen des conseillers d'État, le prince de Condé, le duc d'Enghien entouraient le roi. — Gravure de Sébastien Le Clerc, d'après le carton exécuté par Le Brun pour les Gobelins. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



LES CLEFS DE MARSAL REMISES A LOUIS XIV (1^{er} septembre 1663). — Peinture de Van der Meulen. — Musée de Bâle. CL. GIRAUDON.

laient à établir légistes et historiographes de son entourage. Finalement, les transactions échouèrent.

Vis-à-vis de l'Allemagne, l'activité et la surveillance de Louis XIV demeurèrent constantes. Le Rhin était un objectif duquel ne se désintéressait pas la politique française. La France, depuis 1648, n'était-elle pas, avec la Suède, la garante des libertés germaniques ? La séparation de l'Alsace d'avec l'Empire n'était point complète et prêtait à d'infinis litiges. Formée en 1658, la ligue du Rhin augmentait encore le droit de regard de la France sur les affaires allemandes et lui créait un parti dont elle avait à surveiller le maintien et le renforcement.

De 1661 à 1665 se multiplièrent, même à l'excès, les manifestations de la diplomatie et des armes françaises. Une grande inquiétude naquit au delà du Rhin de la politique de Louis XIV à l'égard du duc de Lorraine, Charles IV, dont les territoires séparaient fâcheusement l'Alsace du reste de la France. Sans doute le traité de 1662, qui réalisait l'abandon de la Lorraine à la France, ne fut pas mis en pratique, mais un autre lui fut substitué, qui installait une garnison française à Marsal, seule place forte du duché, Nancy étant démantelée. En Alsace, les chicanes continuèrent entre l'administration française et les dix villes qui réclamaient « leurs franchises, libertés et immédieté avec l'Empire » ; le procès, soumis en 1665 à une commission arbitrale, ne devait être tranché qu'en 1673, à la manière forte, par la mainmise française sur les villes récalcitrantes.

Non moins significatives apparurent les interventions de Louis XIV comme membre de la ligue du Rhin. En 1664, il fournit à l'empereur des contingents pour la lutte contre les Turcs. Il accepta de réduire à ses devoirs envers l'électeur de Mayence la ville protestante d'Erfurt, ce dont l'Allemagne témoigna, d'ailleurs, plus d'inquiétude que de reconnaissance.

D'Allemagne, l'émoi gagna l'Europe tout entière. En 1662, Louis XIV, à la suite d'un conflit survenu à Londres, avait exigé de l'Espagne, sous menace de guerre, la reconnaissance de la préséance de ses ambassadeurs. A Rome même, au lendemain d'une querelle entre les laquais du duc de Créquy et les Corses pontificaux, Louis XIV imposa au pape Alexandre VII, par le traité de Pise (1664), une véritable

amende honorable. Tout semblait plier devant la France, mais les rancunes s'accumulaient contre elle.

Plus heureux furent quelques renouvellements ou conclusions d'alliance : en 1663, avec les cantons suisses ; en 1662, avec le Danemark ; la même année, avec la Suède, qui s'engageait à soutenir, le cas échéant, une candidature française au trône de Pologne, dont le succès eût assuré l'encerclement de l'Allemagne à l'est ; en 1664, avec l'électeur de Brandebourg.

LA GUERRE ANGLO-HOLLANDAISE (1664-1667). — Des événements imprévus dérangèrent les calculs de Louis XIV et ralentirent l'exécution de ses plans. Avant même que ne mourût Philippe IV d'Espagne, la guerre avait éclaté brusquement entre l'Angleterre et la Hollande. Dès 1664, les Anglais prirent l'initiative de l'attaque contre les colonies des Provinces-Unies en Guinée et en Amérique du Nord, et le héros de la marine hollandaise, Ruyter, fut chargé de reconquérir le terrain perdu. Ce conflit, que Louis XIV eût voulu limiter aux colonies, s'étendit à l'Europe ; en 1665, une flotte hollandaise fut attaquée près de Cadix par les vaisseaux anglais. Au vrai, il s'agissait de savoir qui, de l'Angleterre ou de la Hollande, aurait le profitable monopole de la traite des noirs.

Entre l'Angleterre, à laquelle il avait racheté Dunkerque en 1662 et qu'il craignait de jeter dans les bras de l'Espagne, et Jean de Witt, auquel le liaient de précis engagements, Louis XIV se trouvait fort embarrassé ; il s'appliqua à une infructueuse médiation. Entre temps, les Hollandais étaient battus sur mer à Lowestoff et menacés d'une diversion continentale par un condottiere allemand, Bernard de Galen, évêque de Munster, lequel envahit l'Over-Yssel. En juillet 1665, Louis XIV se décida à soutenir les Provinces-Unies, renonçant momentanément à ses projets contre l'Espagne. Dès avril 1666, l'évêque de Munster, menacé par un corps de troupes françaises, signait la paix. Sur mer, la collaboration franco-hollandaise fut moins efficace. Efforts et contre-efforts se balancèrent ; un incendie fortuit de Londres démoralisa les Anglais. En 1667, Ruyter envahissait l'embouchure de la Tamise et brûlait les vaisseaux de Charles II. La Hollande paraissait victorieuse. L'action diplomatique française avait puissamment contribué à empêcher le Danemark et la Suède de se déclarer contre elle. Elle intervint comme médiatrice aux négociations de Bréda qui aboutirent, en juillet 1667, au rétablissement presque complet du *statu quo*. Mais déjà avait éclaté la guerre de Dévolution, et les troupes de Louis XIV campaient en Flandre.

LA GUERRE DE DÉVOLUTION (1667-1668). — Dès 1662, il avait été fait allusion, dans les conversations de l'archevêque d'Embrun avec le gouvernement espagnol, au droit de *Dévolution*, dont la formule précise ne fut donnée que beaucoup plus tard. Philippe IV étant mort en septembre 1665, on ne tarda pas à connaître la teneur de son testament, qui déshéritait de manière absolue Marie-Thérèse. Le trône d'Espagne était occupé par un roi mineur, Charles II, enfant malade dont on escomptait la mort prochaine, et sous le nom duquel gouvernait la deuxième femme de Philippe IV, Marie-Anne d'Autriche. De nouveaux efforts diplomatiques de la France afin d'obtenir la reconnaissance du droit de *Dévolution* ayant échoué à Madrid, Louis XIV, sans attendre la fin du conflit anglo-portugais, se décida à la guerre.

Celle-ci avait été précédée de manœuvres fort habiles, dont l'objectif était d'isoler l'Espagne. La première fut le maintien, malgré la médiation anglaise, des hostilités entre l'Espagne et le Portugal. La seconde consista à obtenir, au moins tacitement, la neutralité de l'empereur. Le danger avait grandi : en 1665, Léopold mani-



MICHEL-ADRIEN VAN RUYTER (1607-1676). — Peinture de Ferdinand Bol. — Musée de La Haye. CL. HANFSTAENGLI.



COMBAT, DIT *Bataille des quatre journées*, ENTRE LES FLOTTES ANGLAISE ET HOLLANDAISE (11-14 JUIN 1666).

Peinture de Guillaume van de Velde le Jeune. — Musée d'Amsterdam. CL. HANFSTAENGL.

festait l'intention de renforcer par ses propres troupes les garnisons des Pays-Bas espagnols, qu'il sentait menacés; les Provinces Beligues, en tant que cercle de Bourgogne créé en 1512, ne faisaient-elles point partie du Saint-Empire? Contre une intervention possible de Vienne, la diplomatie française se protégea par le renouvellement de la ligue du Rhin, et quelques alliances supplémentaires avec divers princes allemands, électeurs de Mayence et de Cologne, duc de Neubourg, etc.

L'orage éclata en mai 1667. Le *Traité des droits de la reine Très Chrétienne sur divers États de la monarchie d'Espagne* fut présenté à Madrid par l'archevêque d'Embrun, et la guerre commença immédiatement sans déclaration.

Qu'était-ce donc que ce droit de *Dévolution*? Une coutume en usage dans le pays de Brabant, et d'après laquelle « les enfants, dès le moment de la mort du père ou de la mère, sont saisis de la propriété de tous les fiefs qui appartiennent au survivant des deux conjoints ». De cette loi civile, Louis XIV voulait faire un article de droit public, l'appliquer pour les pays où elle avait valeur au détriment des enfants d'un second lit. Il réclamait pour Marie-Thérèse, fille aînée de Philippe IV, issue d'un premier mariage, le Brabant, ses dépendances Anvers et Limbourg, Malines, la Haute-Gueldre, Namur, le comté d'Artois, Cambrai, comme pratiquant la coutume de dévolution; le Hainaut comme franc-alleu et devant en cette qualité et d'après sa coutume particulière revenir aux fruits du premier lit; le tiers du comté de Bourgogne (Franche-Comté) et le quart du duché de Luxembourg, d'après les coutumes spéciales à ces pays.

Répandu dans toute l'Europe par la propagande française, le *Traité des droits de la reine* fit grand bruit et suscita diverses répliques, dont la plus remarquable fut le *Bouclier d'État et justice* de Lisola, diplomate d'origine franc-comtoise au service de l'Autriche. Lisola protesta contre « le dessein manifestement découvert de la monarchie universelle sous le vain prétexte de prétentions de la reine de France ». Il s'éleva contre une tentative qu'il jugeait mal fondée pour trancher, en s'appuyant sur des coutumes régionales, une question de souveraineté. A vrai dire, le droit de *Dévolution* n'avait pour Louis XIV que la valeur d'un prétexte.

Bien préparées, les opérations militaires se succédèrent avec rapidité. Sous Louis XIV, qui s'initiait à l'art de la guerre, Turenne en



ENTRÉE DE LA REINE MARIE-THÉRÈSE DANS ARRAS (1667). — Peinture de Van der Meulen. — Galerie Royale, à Dresde. CL. HANFSTAENGL.

fut le véritable directeur. Il disposait de plus de 72 000 hommes, le corps principal concentré autour d'Amiens étant, sous ses ordres directs, couvert à gauche par le maréchal d'Aumont, qui devait opérer dans la direction des Flandres maritimes; à droite, à longue distance, par le maréchal de Créquy.

A la première nouvelle de l'attaque, Castel Rodrigo, gouverneur des Pays-Bas espagnols, fit sauter quelques-unes de ses places fortes, qu'il était impuissant à garnir de défenseurs. En peu de jours, Turenne occupa Armentières, Binche et Charleroi; il prit Ath sans résistance, pendant que d'Aumont se rendait maître de Bergues et de Furnes, puis avec le roi il investit Tournai, qui céda le 25 juin. En juillet tombait Douai, tandis que d'Aumont réduisait Courtrai.

De solennelles fêtes et le voyage de Marie-Thérèse ralentirent la conquête; à la fin de juillet pourtant, d'Aumont enleva Oudenarde, mais Turenne échoua contre Dendermonde. C'est alors que fut décidé le siège de la grande place forte de Lille, pourvue d'hommes et de munitions. Assiégée par Louis XIV, Turenne, Créquy, Lille, investie le 2 août, capitula le 28 août. Des troupes espagnoles, sous le commandement de Marsin, arrivées trop tard pour sauver la ville, et battant en retraite, furent surprises et défaites aux environs de Bruges. Après ce succès qui fit grand bruit, Louis XIV rentra à Saint-Germain, et Turenne, ayant pris Alost au mois de septembre, mit ses troupes en quartier d'hiver à la mi-octobre.

Dès le début des hostilités, le gouvernement espagnol avait appelé l'Europe à son secours. L'opinion publique était défavorable à la France. C'était à qui s'offrirait comme médiateur. Le pape avait proposé ses bons offices, et aussi les plus avisés des princes allemands.

On s'agitait beaucoup à la Diète de Ratisbonne. La ligue du Rhin s'effritait et ne devait pas être renouvelée. Chaque jour la défiance s'augmentait en Allemagne contre les deux puissances garantes des traités de Westphalie, la France conquérante, et la Suède, compromise par ses tentatives de 1666 contre Brême, ville libre d'Empire.

Tout ce mouvement fut arrêté par l'entente de la France et de l'empereur pour un partage éventuel de la succession d'Espagne. Signé secrètement le 19 janvier 1668, le traité ne fut guère connu qu'avec le XVIII^e siècle et Voltaire. En voici la teneur: au cas où Charles II décéderait sans enfants, la France obtiendrait les Pays-Bas, la Franche-Comté, Naples, la Sicile, les Philippines; à l'empereur Léopold seraient accordés l'Espagne, le Milanais, la majeure partie des colonies espagnoles. C'eût pu être la réconciliation des Bourbons et de la maison d'Autriche, les guerres vaines du



LOUIS XIV AU SIÈGE DE DOUAI (1667). — Tapisserie des Gobelins exécutée d'après les cartons de Le Brun et de Van der Meulen. — Mobilier national. CL. GIRAUDON.

XVIII^e siècle évitées, la face de l'Europe changée. En fait, par la faute de Vienne, dans les années suivantes, cet accord tomba en désuétude. Sa seule utilité momentanée fut de rassurer Louis XIV du côté de l'Allemagne. D'autres garanties complétèrent celles que tout le monde ignorait. Dès décembre 1667, une entente nouvelle avait été conclue avec le Brandebourg : la neutralité du Grand Electeur était assurée. Au congrès de Cologne, les princes allemands s'engageaient à ne point permettre le passage de secours autrichiens, destinés aux Pays-Bas espagnols.

Dans le reste de l'Europe, pourtant, l'inquiétude persiste. En Angleterre, Arlington, un des chefs de la Cabale, et le Parlement presque entier étaient hostiles à la France. En Hollande, Jean de Witt s'employait pour la paix, sollicitait de Louis XIV l'indication de ses conditions, était prêt à se rapprocher de l'Angleterre, sa récente ennemie, afin d'imposer sa médiation. Dès le début de 1668, William Temple, habile négociateur, nettement francophile, conversait à La Haye, chargé par l'Angleterre de mission officielle, avec Jean de Witt. Un accord se préparait pour la limitation des conquêtes de Louis XIV, pour un traité à imposer aux belligérants, et si la France se montrait rétive, pour une prise d'armes collective contre elle, précédée de la réconciliation de l'Espagne et du Portugal reconnu indépendant. Une adhésion conditionnelle fut donnée par la besogneuse Suède, toujours prête à se vendre moyennant quelques subsides. Ainsi se constitua la *Triple Alliance* de La Haye, qui devait déconcerter la diplomatie française insuffisamment renseignée.

Il est vrai que Louis XIV, durant ces mois d'hiver, n'était point demeuré inactif et qu'il avait pris sur l'Espagne de nouveaux gages. Il avait préparé avec Louvois et Condé l'invasion de la Franche-Comté. Simple promenade militaire qu'il est inutile de raconter ; les villes, à part Dôle, tombèrent comme château de cartes, à la grande et vaine inquiétude des Cantons suisses.

Au retour de cette expédition de février 1668, Louis XIV reçut la visite inattendue de plénipotentiaires hollandais et anglais, Van Beuningen et Trevor. Leur mission était de faire accepter la paix sur des bases antérieurement indiquées par Louis XIV ; l'Espagne, ou céderait les places occupées en Flandre, ou abandonnerait comme équivalent soit la Franche-Comté, soit le Luxembourg, l'une ou l'autre part grossie de Cambrai, Douai, Saint-Omer, Aire, Bergues et Furnes. Après des hésitations et de multiples conseils, Louis XIV, qui dans sa colère avait pensé quelque temps à déclarer la guerre aux Hollandais, finit par céder. Un congrès se réunit pour la forme à Aix-la-Chapelle, mais les tractations essentielles se firent à Saint-Germain-en-Laye, où fut rédigé en avril un projet de traité entre la France et l'Espagne. Après quelques mois d'atermoiement, l'Espagne, qui accepta en gros la première forme de l'alternative, se vit obligée de signer la paix d'Aix-la-Chapelle en mai 1668. La France lui restituait la Franche-Comté, mais gardait Charleroi, Binche, Ath, Douai, Tournai, Oudenarde, Lille, Armentières, Courtrai, Bergues et Furnes. Les Pays-Bas espagnols étaient sérieusement entamés. Une perte comme celle de Lille, centre de l'ancienne Flandre de langue française, était particulièrement sensible ; Charleroi et Ath constituaient de fortes positions avancées. En dépit des efforts qui furent

faits par la suite pour amener les États européens à garantir cette paix, chacun savait qu'elle ne constituait qu'une trêve.

FRANCE ET EUROPE DE 1668 A 1672. — Dans les années qui suivirent, la France est devenue en Europe occidentale « le premier moteur », les autres puissances étant réduites à l'expectative et à la défensive. Seule elle a des desseins offensifs.

L'objectif de la diplomatie française est très clair : la Hollande est l'unique obstacle qui s'oppose à la mainmise de Louis XIV sur le reliquat des Pays-Bas espagnols ; elle est aussi la rivale économique que Colbert ne peut dominer malgré l'outrance de sa politique protectionniste ; républicaine et protestante, elle déplait au Grand Roi, pour lequel ses gazetiers manifestent un respect insuffisant. Elle doit donc disparaître, ou tout au moins être réduite à l'impuissance.

Mais auparavant il convient d'isoler la Hollande par une savante série de négociations ; Lionne travaillera donc assidûment à obtenir des alliances ou des promesses de neutralité ; il ourdira les fils ténus d'une intrigue, que déchirera le moindre vent de guerre.

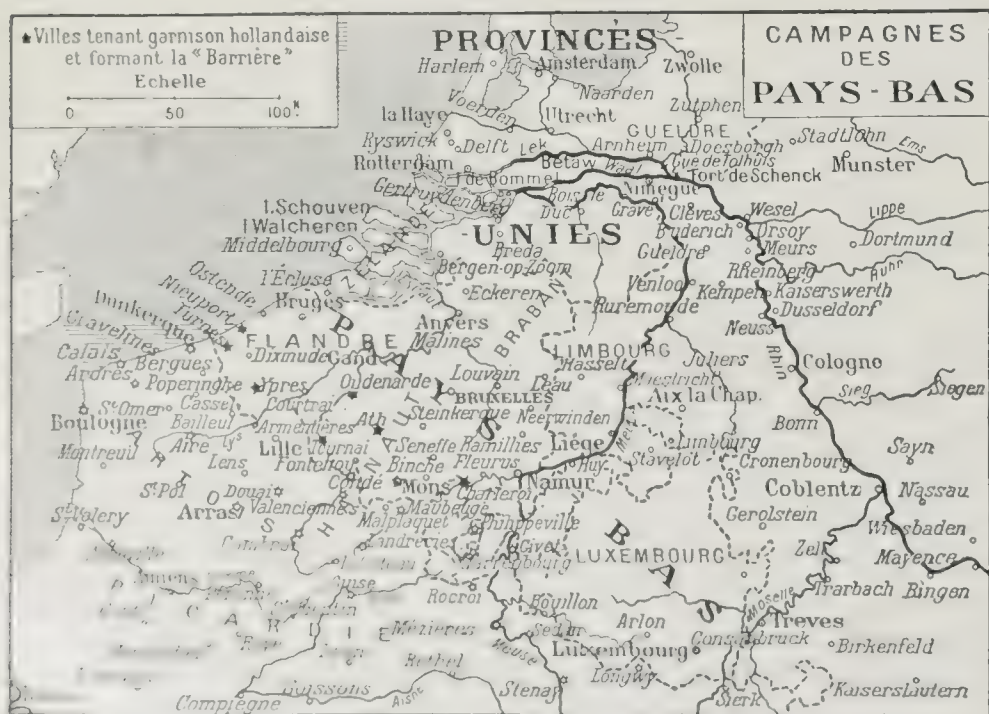
Il s'agissait d'abord de dénouer la Triple Alliance, d'empêcher son extension en tout cas. Elle fut renouvelée en 1670, mais ce n'était plus qu'un corps sans âme, un fantôme. De subtiles manœuvres, dont la cheville ouvrière fut Henriette d'Angleterre, sœur de Charles II et belle-sœur de Louis XIV, détachèrent la rivale maritime de la Hollande. Le traité secret de Douvres, qui liait France et Angleterre contre les Provinces-Unies (1670) et promettait à Charles II une part importante des dépouilles, fut doublé d'un second accord que connurent les conseillers protestants du roi, et où n'était point mentionnée sa promesse de conversion au catholicisme.

Cosignataire de la Triple Alliance, la Suède n'avait point de sérieux motifs de brouille avec la France. Elle hésitait seulement entre l'argent espagnol et les subsides que lui offrait Louis XIV. Le marchandage se prolongea. La Suède ne se décida qu'en 1672 ; cet attermoiement fut, avec l'insuffisance de la préparation militaire, une des causes essentielles du retard de la guerre, primitivement prévue pour 1671.

Comme toujours, l'attitude de l'Allemagne posait un gros point d'interrogation. A peine signé, le traité de partage de la succession espagnole était périmé par la mauvaise volonté autrichienne. Les événements de Lorraine vinrent encore aggraver, en 1670, les défiances des cours viennoise et allemande vis-à-vis de Louis XIV. Entre les mains du peu sûr Charles IV, la Lorraine demeurait pour la France une enclave dangereuse. Louis XIV procéda brutalement ; dès 1667, défiant des troupes lorraines, il les envoya de vive force guerroyer contre l'Espagne. En 1670, il organisa un coup de main sur la personne du duc de Lorraine à Nancy. Charles IV s'enfuit, mais son duché fut occupé et devait le rester jusqu'en 1697. Ainsi étaient coupées les communications entre la Franche-Comté et les Pays-Bas espagnols. La Diète s'émut vainement ; les représentations de l'envoyé de Vienne à la cour de France furent repoussées insolemment. L'empereur Léopold prit peur. En 1671, il promit de ne point soutenir les Hollandais, avec lesquels il avait pris antérieurement des engagements, de ce fait envolés.

Ailleurs des résultats décisifs furent plus facilement obtenus, l'argent français servant toujours de suprême argument. On essaya d'apaiser Frédéric-Guillaume de Brandebourg, fort mécontent de l'élection, contre son propre candidat, de Michel Wisniowiecki comme roi de Pologne en 1669, mais plus mal satisfait encore de l'empereur. On y réussit par un étroit et secret traité d'alliance, qui semblait faire passer définitivement le Grand Electeur dans le parti français, que travaillait à renforcer en Allemagne le meilleur agent de Louis XIV, Guillaume de Furstenberg. Semblable entente fut conclue avec la Bavière en 1670, avec l'électeur de Cologne en 1671, avec les évêques de Liège, de Munster, d'Osnabruck, avec le duc de Hanovre, etc. Tantôt il s'agissait de simple neutralité, tantôt de passage sur territoire étranger pour les troupes françaises, tantôt d'une promesse ferme de secours militaires moyennant subsides.

Toutes ces négociations ne demeurèrent point secrètes, et la Hollande menacée finit par s'en émouvoir. Mais Jean de Witt était d'esprit peu conciliant : il avait repoussé les offres de Louis XIV au lendemain d'Aix-la-Chapelle ; point de partage des Pays-Bas espagnols, mais la constitution d'une république indépendante, qui engloberait même les villes récemment cédées à la France. Ses efforts pour trouver des alliés furent partout prévenus ou victorieusement combattus. La Hollande avait mauvaise réputation en Europe : elle était ladre, peu dépensière en matière de diplomatie, elle était rogue, arrogante, en perpétuel conflit de détail avec ses voisins. Sa prospérité économique l'avait grisée.



CARTE pour suivre les campagnes de Louis XIV dans les Pays-Bas.



LOUIS XIV DÉCLARE LA GUERRE A LA HOLLANDE. — Peinture de Charles Le Brun. — Musée de Budapest. CL. HANFSTAENGL.

Pourtant sa situation intérieure était peu solide : le parti orangiste attendait que grandît son chef, pour relever la tête. En présence d'un danger extérieur, renforcer l'organisation militaire c'était faciliter le retour d'un prince d'Orange à la tête des Provinces. Jean de Witt le savait ; il ne sut ni prévenir la guerre, ni se préparer à une efficace résistance, moins par faute personnelle que par l'effet des circonstances.

LA GUERRE DE HOLLANDE (1672-1678). — Elle comprend plusieurs étapes. En 1672, elle débute entre la France, l'Angleterre, quelques petits princes allemands, et les Provinces-Unies, ces dernières complètement isolées. Mais dès 1674, la France, abandonnée par l'Angleterre, renforcée il est vrai par l'appui effectif de la Suède, se trouvera en face d'une dangereuse coalition. Les théâtres de guerre se multiplieront : Hollande d'abord, puis Pays-Bas espagnols, rive gauche et rive droite du Rhin, Franche-Comté, Allemagne du Nord, Sicile, Atlantique et Méditerranée, colonies.

LA CAMPAGNE DE 1672. — Les débuts de l'offensive de Louis XIV contre les Provinces-Unies furent foudroyants. Jean de Witt avait pris de tardives précautions, renforcé l'armée, la marine, fait nommer à titre provisoire Guillaume d'Orange capitaine et amiral général : mais les officiers étaient inexpérimentés, les troupes indisciplinées, la population déshabituée de la guerre. Devant les 120 000 hommes dont disposait le roi, divisés en deux corps, le principal avec Louis XIV et Turenne se portant de Charleroi sur Maëstricht, le second avec Condé partant de Sedan et devant rejoindre le premier, une seule ressource restait, la concentration des troupes hollandaises et l'action défensive sur l'Yssel. Les Hollandais ne reçurent qu'un renfort clandestin, celui de 3 000 soldats que le comte de Monterey, gouverneur des Pays-Bas espagnols, mit à leur disposition. Plus respectueux de la neutralité, les Français tournèrent la Belgique par les terres de l'évêque de Liège, de l'électeur de Cologne, de l'évêque de Munster, leurs alliés. Une série de places fortes, que les Hollandais occupaient en gages de l'électeur de Brandebourg et de l'électeur de Cologne, succombèrent sans résistance en juin. La jonction des deux corps d'armée français se fit définitivement à Wesel. Le passage du Rhin à Tolhuis permit de tourner la ligne de l'Yssel que le prince d'Orange abandonna précipitamment, reculant sur Utrecht. Pendant ce temps, les troupes alliées de Cologne et de Munster ravageaient l'Over-Yssel. Sur terre, la situation paraissait désespérée pour la Hollande.

En même temps avait commencé la guerre maritime. La jonction de la flotte anglo-française, placée sous le commandement du duc

d'York, ne put être empêchée par Ruyter. Le 7 juin 1672, se livra à Solebay, sur la côte orientale de l'Angleterre, une bataille acharnée : chacun s'attribua la victoire ; le lendemain Ruyter se déroba, mais l'offensive franco-anglaise était enrayée.

Sur le continent, il fallait à tout prix arrêter l'invasion française. On s'attendait à une marche précipitée de Louis XIV sur Amsterdam, que les gros marchands s'apprétaient à évacuer, pour cingler vers les Indes néerlandaises. Elle n'eut pas lieu : une partie de l'armée française se dispersa en garnisons inutiles. On laissa les Hollandais crever leurs digues, inonder le pays ; l'eau arrêta les ennemis sous les murs de Bois-le-Duc.

Avant même que ne fussent prises ces mesures désespérées, la Hollande avait cherché à traiter. Dès la fin de juin 1672, des plénipotentiaires s'étaient présentés au camp de Louis XIV. Ils offraient Maëstricht, les villes du Rhin, les pays de la Généralité (Bois-le-Duc, Bréda, Berg-op-Zoom). Ainsi eussent été encerclés au nord, au sud, à l'est les Pays-Bas espagnols. Louis XIV manqua de modération. Poussé par Louvois, il exigea tout le sud des Provinces-Unies, une indemnité, l'abandon de toutes les mesures de représailles économiques prises contre les édits de Colbert, et surtout l'exercice public du culte catholique en Hollande. On s'attendait à une capitulation ; les envoyés hollandais ne revinrent pas.

Une révolution intérieure allait sauver la Hollande. Jean de Witt fut rendu responsable de la défaite de son pays. Tous les pouvoirs furent donnés à Guillaume d'Orange, qui symbolisa la résistance à mort ; il devint stathouder de Hollande et de Zélande, puis de la plupart des autres provinces. Il laissa assassiner par ses partisans Jean et Cornélius de Witt, à La Haye, le 20 août 1672. Agé de vingt-deux ans, fils posthume de Guillaume II, petit, laid, malingre, ayant passé sa jeunesse sous la surveillance des États généraux, il avait des qualités d'homme d'État, la volonté, l'énergie, l'inaccessibilité au découragement, la discrétion, le tout galvanisé par une grande ambition et une haine solide de la France. C'était un adversaire sans générosité, mais avec beaucoup d'esprit politique.

Il importait peu dans ces conditions que la France et l'Angleterre eussent, en juillet, renouvelé leur alliance. Sur terre, la campagne offensive française était arrêtée par les éléments. La Hollande, à demi sauvée, allait enfin trouver des alliés. Après elle, en Europe, chacun se sentait visé. Dès mai 1672, le branle fut donné par le Grand Electeur, mécontent de l'occupation de quelques-unes de ses places fortes. Allié aux Hollandais, il remua toute l'Allemagne contre Louis XIV, se tourna vers Vienne et conclut avec Léopold



LE PASSAGE DU RHIN PAR L'ARMÉE DE LOUIS XIV, EN 1672. — Peinture de Joseph Parrocel. — Musée du Louvre. Cl. GIRAUDON.

un accord militaire, le 23 juin 1672. En septembre il aboutit à la formation d'une ligue qui comprenait entre autres membres l'Autriche, le Danemark, les ducs de Celle et de Wolfenbüttel. Sans déclaration de guerre, la constitution de cette coalition allait suffire pour déplacer le théâtre de lutte du Rhin inférieur vers le Rhin moyen, de la Hollande, où toutes les puissances d'action française étaient épuisées, vers l'Allemagne.

LES ANNÉES 1672 ET 1673. — Menacé à l'est, Louis XIV prit ses précautions. Il concentra une armée sur le Rhin avec Turenne. L'empereur mobilisait très lentement en Bohême : ses troupes, commandées par Montecuculli et le comte de Souches, n'opérèrent leur jonction que le 24 septembre avec un corps brandebourgeois ; elles n'avaient comme objectif avoué que le rappel à leur devoir de l'Électeur de Cologne et de l'évêque de Munster, qui avaient agi « contre l'autorité suprême de l'empereur, contre celle des Directoires, contre le style de l'Empire et ses Constitutions ». Entre la France et Vienne, les négociations continuaient. Cependant, le 17 octobre, l'empereur adhéra à l'alliance de La Haye, conclue entre Frédéric-Guillaume et Guillaume d'Orange, qui avait reconstitué son armée, et opérait contre Luxembourg, successeur de Turenne aux Provinces-Unies. Aussi du côté français, une armée de réserve, commandée par Condé, fut constituée sur la Moselle. Manœuvres et contre-manœuvres commencèrent. Les Allemands, ayant réussi le passage du Rhin près de Mayence en novembre, voulurent rejoindre les Hollandais. Turenne leur coupa le chemin. Ils repassèrent sur la rive droite. Vainement Guillaume d'Orange tenta en décembre un coup de main sur Charleroi. Ce fut un échec. Brandebourgeois et Impériaux prirent leurs quartiers de repos en Westphalie, d'où Turenne vint les déloger en janvier 1673. Ce fut une campagne d'hiver imprévue et contre les usages du temps. Déjà Montecuculli, lassé des timidités de Vienne, s'était fait remplacer par Bournonville, qui se sépara des troupes brandebourgeoises. Ce fut contre ces dernières que s'acharna Turenne. Frédéric-Guillaume, ainsi isolé, signa un armistice. Tout semblait en Europe concourir à la paix. La Suède, qui préférait la conciliation à une intervention militaire, à laquelle l'obligeait

son traité de 1672 avec la France, avait obtenu de Louis XIV, de Charles II d'Angleterre, des Provinces-Unies et de l'empereur, qu'ils consentissent à la réunion d'un congrès qui devait s'ouvrir à Cologne. Mal payé par la Hollande, Frédéric-Guillaume se décida à traiter seul. Le 21 juin 1673, il conclut avec la France le traité de Vossem ; il se résignait à une neutralité forcée, plutôt qu'il n'acceptait une paix véritable.

Allait-on aboutir à une pacification générale ? France et Angleterre firent connaître leurs prétentions au congrès de Cologne. Rien de sérieux ne fut entamé avant juin 1673. Le désaccord fut complet dès le début. Louis XIV insista jusqu'au bout pour avoir Bréda et Bois-le-Duc, pour obtenir une indemnité, et la liberté du culte catholique aux Provinces-Unies. Les négociations durèrent sans résultat jusqu'en avril 1674.

L'année 1673 n'amena aucun événement militaire décisif du côté français, et fortifia la résistance des Hollandais. Sur mer, une bataille indécise eut lieu entre Anglo-Français et Néerlandais à Schooneveld, au nord-est d'Ostende, le 7 juin 1673 ; reprise le 14 juin par Ruyter, elle libéra momentanément de toute menace les côtes de Hollande. En août une nouvelle offensive alliée au Texel fut un succès moral pour les Provinces-Unies.

Sur terre, Condé avait remplacé Luxembourg en Hollande, sans gagner un pouce de terrain. Louis XIV avait inauguré la guerre de sièges, seule adaptée à sa grandeur et à son orgueil ; il avait pris en juin Maëstricht.

Beaucoup plus importants sont les événements diplomatiques. L'Espagne s'apprête sous divers prétextes à secourir la Hollande. La Diète de Ratisbonne est surexcitée par l'occupation française de territoires germaniques. L'empereur traite avec le prince d'Orange, fortifié par sa récente nomination de capitaine et d'amiral général à vie. Une série d'accords offensifs sont conclus à La Haye le 30 août entre Léopold, les Provinces-Unies, l'Espagne, le duc de Lorraine. C'est la première coalition réalisée contre la France, avec, comme banquier, la Hollande.

LA GUERRE GÉNÉRALE (1674). — Elle fut marquée d'abord par des insuccès français, plus importants au point de vue moral qu'au point de vue matériel : reprise de Naerden par le prince d'Orange en Hollande le 7 septembre, capitulation de Bonn au mois de novembre devant Guillaume d'Orange et les Impériaux réunis, sans que Turenne, qui avait dû de Franconie battre en retraite, eût pu porter secours à la place assiégée. Louis XIV prit une grave décision ; il fit évacuer les parties occupées de la Hollande, préalablement ravagées par Luxembourg.

Au début de 1675, la situation diplomatique paraissait complètement renversée au profit de Guillaume d'Orange. L'Angleterre lâchait prise. Dès le 19 février, Charles II signait la paix avec les Provinces-Unies ; le nouvel électeur de Mayence, les princes de Bruns-
wick — à l'exception du duc de Hanovre — se joignaient à la coalition. L'enlèvement brutal, par les sbires de l'empereur, de Guillaume de Furstenberg clôturait le congrès de Cologne. Le 24 mai, l'Empire déclarait la guerre à la France. En juillet, le Brandebourg rompait la neutralité qui lui avait été imposée. Seule, la Bavière demeurait fidèle.

La réaction militaire française fut vigoureuse. Tandis que Turenne sur le Rhin contenait les Impériaux, que Condé aux Pays-Bas surveillait Espagnols et Hollandais, Louis XIV, de mai à juin 1674, refaisait presque aussi rapidement qu'en 1668 la conquête de la Franche-Comté. En août, Condé livrait aux Alliés la sanglante bataille de Senef, victoire difficile. Sur la rive droite du Rhin, Turenne, par le combat de Sinsheim, rejetait au delà du Neckar Caprara et le duc de Lorraine ; après avoir ravagé le Palatinat, il battait en retraite. Le 1^{er} octobre, les Impériaux envahissaient l'Alsace par Strasbourg. Ils étaient défaits à Ensheim, mais se renforçaient des troupes de l'électeur de Brandebourg, puis, maîtres du pays évacué par les troupes françaises, s'éparpillaient en quartiers d'hiver, croyant la campagne terminée, tandis que Turenne feignait de se cantonner en Lorraine. Mais subitement il franchissait les Vosges, battait les ennemis à Mulhouse, les culbutait à Turckheim



HENRI DE LA TOUR D'AUVERGNE, VICOMTE DE TURENNE (1611-1675). — Esquisse de Charles Le Brun. — Musée de Versailles. Cl. BULLOZ.

et leur faisait repasser le Rhin en désordre, en janvier 1675. Il n'y avait plus d'ennemis en Alsace. Quand le Grand Electeur rentra en Allemagne, navré de sa défaite et de ses désaccords avec Bournonville, général des Impériaux, il apprit que l'action de la diplomatie française avait triomphé des dernières hésitations de la Suède, et que 15 000 Suédois sous Wrangel envahissaient le Brandebourg !

En somme, la coalition avait échoué : même insuccès sur mer. En mai 1675, Tromp avait vainement croisé avec une flotte hollandaise devant les ports français de la Manche et de l'Atlantique, Ruyter avait attaqué sans résultat les Antilles françaises. Plus heureuses étaient les diversions de Louis XIV. Il soutenait les Hongrois insurgés contre l'empereur : Jean Sobieski, élu roi de Pologne en 1674, servant d'intermédiaire entre Versailles et le chef des rebelles Toekoeli.

LES DERNIÈRES ANNÉES DE LA GUERRE. — Malgré ces avantages, au début de 1675, Louis XIV semblait disposé à la paix. Il fit bon accueil à la médiation de Charles II. Un congrès dut donc s'ouvrir à Nimègue, mais rien de sérieux ne fut tenté avant 1676. La lutte continentale et maritime continua avec plus d'intensité que précédemment.

THÉÂTRES SECONDAIRES. — Il y eut des théâtres de guerre secondaires, d'autres décisifs. Parmi les premiers, la frontière franco-espagnole des Pyrénées. En 1675, Schomberg reprend Bellegarde, et il entame la Catalogne qui lui offre une résistance énergique. Mais les Espagnols sont bientôt obligés d'envoyer le gros de leurs forces en Sicile, où contre le vice-roi a éclaté une formidable insurrection : dès septembre 1675, une escadre française allait passer devant Messine soulevée. Des soldats furent débarqués, et le duc de Vivonne installé vice-roi de Sicile. Battus, les Espagnols appelèrent à leur secours la flotte hollandaise et Ruyter. En 1676, Duquesne fut successivement victorieux à Stromboli, à Agosta et à Palerme. La Méditerranée fut dès lors interdite à tout navire allié. Mais dans l'expédition de Sicile, Louis XIV ne voyait qu'une diversion. En présence de besoins jugés plus urgents, et surtout dans la crainte d'augmenter le mécontentement anglais, il se décida, en 1678, à évacuer la Sicile.

Dans les autres océans, l'activité des flottes ennemies fut considérable, mais contre-balancée par les ripostes françaises. C'est ainsi que d'Estrées intervint brillamment aux Antilles : Tabago, colonie hollandaise, fut occupée, de même que Gorée au voisinage du cap Vert. De tous les ports français et surtout de Dunkerque essaimèrent des corsaires, dont le célèbre Jean Bart. Quant aux flottes régulières française et hollandaise, elles s'affrontèrent encore en 1677 et 1678, au large d'Ouessant. Commerce et marine des Provinces-Unies subirent de lourdes pertes.

THÉÂTRES PRINCIPAUX. — Mais les combats essentiels se livrèrent aux Pays-Bas espagnols et en Allemagne. Depuis l'évacuation de la Hollande, les provinces belges demeuraient l'enjeu de la lutte. Le duc de Villa Hermosa, qui avait remplacé le comte de Monterey, ne disposait que de troupes médiocres et peu nombreuses. Sur ce terrain, Guillaume d'Orange était le chef de la coalition, stratège d'ailleurs de second ordre. La guerre, menée au moins nominale-ment du côté français par Louis XIV, se réduisit presque entièrement à des sièges heureux et bien préparés. Ainsi se passa l'année 1675. En 1676, les Français s'emparèrent de Condé, Bouchain, Aire. Guillaume d'Orange essaya vainement de prendre sa revanche contre Maëstricht.

L'hiver à peine terminé, les Français se remirent en marche. Louis XIV triompha de Valenciennes, de Cambrai, de Saint-Omer. Guillaume d'Orange, ayant tenté une diversion contre une autre armée française que commandaient Monsieur, frère du roi, et Luxembourg, se fit complètement battre au Mont Cassel. Ce succès, le seul marquant depuis la victoire de Senef, eut un grand retentissement. En 1678, les conquêtes françaises s'augmentèrent de Gand et d'Ypres : Mons fut bloquée. L'heureuse issue des négociations de



LOUIS II DE BOURBON, prince de Condé (1621-1686). — Peinture de Juste d'Egmont. — Musée Condé, à Chantilly. CL. BULLOZ

Nimègue arrêta les opérations. La dernière action fut la bataille désespérée de Saint-Denis, que livra Guillaume d'Orange à Luxembourg, le 14 août, alors que la paix était déjà signée ; mais Guillaume, mauvais joueur, feignit vraisemblablement de l'ignorer.

En Allemagne, l'activité française ne put, par l'effet des distances, et pour diverses autres raisons, se combiner avec celle des Suédois. En 1675 Montecuculli et Turenne se livrèrent sur la rive droite du Rhin à de savantes manœuvres qu'interrompit en juillet la mort de Turenne. En conséquence de cette perte irréparable, qui désorganisa le commandement, l'armée française repassa le Rhin, l'Alsace fut envahie, et Condé appelé à la rescousse. Au nord, sur la Moselle, le duc de Lorraine et des contingents allemands défirent à Consarbruck l'armée du maréchal de Créqui ; Trèves fut livrée aux Impériaux. Beaux succès, dont la mort de Charles IV, la mésestente des alliés, le défaut de renforts empêchèrent nos ennemis de profiter ! Avant la fin de l'année, Montecuculli évacua l'Alsace. L'effort allemand n'avait point donné de résultats. Il ne fut pas recommencé, et des deux côtés, dans les années suivantes, languirent les opérations. En 1676, les Impériaux s'emparèrent de Philippsbourg. En 1677, Créqui occupa Fribourg-en-Brigau.

LA GUERRE DU NORD. — En même temps avait lieu dans le nord de l'Allemagne un grand duel entre la Suède et les alliés allemands de l'Empire. Les armées suédoises avaient contre elles le Brandebourg, qui visait la Poméranie suédoise ; les princes de Brunswick, dont l'objectif était Brême et Verden ; enfin le Danemark qui voulait reconquérir les provinces méridionales de la Suède et se réinstaller à Rugen. Wrangel avait envahi le Brandebourg, mais en 1675 il se fit écraser à Fehrbellin par les troupes prussiennes, dont ce fut la première grande victoire. A ses ennemis déjà nombreux, la Suède vit bientôt s'ajouter l'Empire et l'évêque de Munster. Successivement les Suédois perdirent une partie du duché de Brême, le port de Wismar, les îles d'Usedom et de Wollin, etc. Heureusement pour eux, l'électeur de Bavière, le duc de Hanovre demeurèrent neutres ou même hostiles, l'électeur de Saxe n'intervint que mollement. L'empereur ne donna point tout son effort : les Provinces-Unies furent récalcitrantes à verser les subsides promis. Enfin la Pologne de Jean Sobieski s'était engagée en juin 1675, par un accord avec la France, à attaquer le Brandebourg, sitôt les hostilités terminées avec les Turcs.

Ainsi fut évitée la déroute totale. Mais les défaites se multiplièrent. La flotte danoise et la flotte hollandaise furent victorieuses des Suédois à Aland. Les Danois débarquèrent en Skanie, mais furent complètement battus à Lund à la fin de 1676. L'offensive reprit en 1677 et 1678. Stettin capitula : toute la Poméranie suédoise était conquise. Mais la réaction des vaincus fut désespérée : en janvier 1678, les Danois étaient expulsés de Rugen. Les circonstances devenaient plus favorables : l'empereur avait besoin de ses troupes contre les



RAYMOND, COMTE DE MONTECUCULLI (1609-1681). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Hongrois. Par la mort de l'évêque de Munster, le Brandebourg perdait un allié. La lutte continua cependant : Rugen fut repris ; Stralsund et Greifswald furent enlevés aux Suédois, qui ne possédaient plus rien en Allemagne. Il est vrai que si Sobieski ne se décida pas à attaquer le Brandebourg, il laissa passer sur son territoire, à la fin de 1678, l'armée suédoise qui arrivait en renfort de Livonie, et qu'il fallut défendre à nouveau victorieusement le duché de Prusse. Vaines prouesses brandebourgeoises ! Le sort de la guerre s'était joué à l'ouest, et le Grand Electeur était encore trop petit seigneur pour avoir quelque action contre l'accord enfin réalisé des grandes puissances européennes.

LE CONGRÈS DE NIMÈGUE ET LES TRAITÉS DE PAIX (1678-1679). — Depuis 1675, les négociations n'avaient guère chômé, tantôt retardées ou gênées par d'innombrables difficultés de préséance, tantôt s'activant, mais toujours subissant le contre-coup des actions de guerre. Au congrès de Nimègue, le jeu français, toujours identique à lui-même, tendit à une paix séparée, qui isolerait l'Espagne. L'attitude des Provinces-Unies, ballottées entre les républicains partisans de la paix et le prince d'Orange obstinément guerrier, fut plus compliquée. France et Hollande avaient d'ailleurs les yeux fixés sur l'Angleterre, dont les desseins varièrent beaucoup au gré de ses intérêts. En fait tous les accords finaux devaient découler de l'entente entre la France et la Hollande, réalisée la première.

Les débuts du congrès de Nimègue furent lents et pénibles. En 1676 les plénipotentiaires français ne trouvent assemblés que les délégués hollandais et quelques-uns des médiateurs anglais. L'on causa cependant. Dès février 1676, Louis XIV avait conclu avec Charles II un accord secret, par lequel les deux anciens alliés s'engageaient à ne point traiter l'un sans l'autre. En mai 1677, le congrès, étant plus nombreux, commença par l'intermédiaire des envoyés britanniques l'échange des propositions écrites des diverses parties. La France s'y résignait, des essais de négociations directes avec les Provinces-Unies ayant échoué.

Au cours de l'année 1677 se précisèrent les *desiderata* des belligérants. L'empereur voulait des restitutions et des indemnités, l'Espagne la récupération des villes perdues en 1668, les Provinces-Unies Maëstricht, l'électeur de Brandebourg le maintien de ses conquêtes, le Danemark l'annulation des traités de 1660, et Wismar et Rugen : la Suède répliquait en réclamant la restitution de ses domaines en Allemagne. La position prise par Louis XIV était plus originale. Il rappelait l'Empire à l'observation des traités de Westphalie, les pays nordiques à celle des traités de 1660, consentait à un rétablissement complet des Provinces-Unies en leur indépendance. Mais surtout de bonne heure il admit l'idée, qui devait faire fortune, d'une *Barrière*, c'est-à-dire « d'une ligne de forteresses espagnoles, destinée à défendre la Flandre et les Provinces-Unies contre ses ambitions ». C'était un pas en arrière, un effort de modération, l'acceptation « d'une limite à ses prétentions sur les Pays-Bas » (Em. Bourgeois). Seulement, l'Espagne, qui avait attaqué la France au mépris du traité d'Aix-la-Chapelle, devrait payer par de nouvelles concessions les frais de la guerre européenne.

La divergence de ces conceptions rendait un accord immédiat impossible. Mais la cause française courut un grand danger du fait de l'attitude nouvelle et menaçante de l'Angleterre, substituant sa politique mercantile à celle de son roi vénal. Le commerce anglais, étroitement lié par la contrebande au commerce hollandais, souffrait des prises de nos corsaires. Les succès français aux Pays-Bas en 1677 alarmaient le sentiment national. Inquiet, Louis XIV essaya de réaliser une entente rapide avec les Provinces-Unies. Des négociations directes furent entreprises avec le principal envoyé hollandais à

Nimègue, Beveringh : elles furent difficiles. Au même moment Guillaume d'Orange épousait la princesse Marie, fille du duc d'York. Allait-il, aidé du Parlement, entraîner l'Angleterre à une guerre contre la France ? On le craignit un instant. En 1677 Charles II signait avec les Provinces-Unies un traité d'alliance très rigoureux, afin d'imposer la paix à Louis XIV au besoin par les armes. La maîtrise française en Méditerranée n'inquiétait pas moins les Anglais que les conquêtes aux Pays-Bas. Louis XIV évacua la Sicile ; mais Gand et Ypres tombaient entre ses mains, Anvers était menacée. Des troupes anglaises débarquèrent à Ostende et à Bruges. Louis XIV fit de nouvelles concessions dans un *ultimatum* général, qu'il proclama en 1678 ; il accorda aux Hollandais Maëstricht. De son côté Charles II hésitait à sauter le pas. Enfin, en avril 1678, la Hollande se décida à traiter. L'Espagne épuisée allait suivre son exemple.

Les retards ne pouvaient dès lors venir que de l'Allemagne. Mais elle ne fut point consultée : ni princes, ni électeurs ne parurent comme contractants. L'empereur était avant tout préoccupé des Hongrois et des Turcs : il consentirait à la paix. Restaient comme récalcitrants le Danemark et le Brandebourg, qui ne voulaient point avoir mené inutilement une guerre victorieuse contre la Suède, que la France, alliée fidèle, refusait énergiquement d'abandonner. Tout faillit être un instant compromis. En juillet l'Angleterre signait un nouveau traité d'alliance avec la Hollande. Un expédient sauveur fut trouvé au dernier moment : on réserva le problème suédois. En août la Hollande ratifiait l'accord final : en septembre c'était le tour de l'Espagne, en février 1679 de l'empereur. Ce fut la débandade générale des alliés. Le Brandebourg et le Danemark persistant seuls dans leur résistance, les troupes de Créqui s'avancèrent jusqu'à Minden en Westphalie : des régiments français pénétrèrent dans l'Oldenbourg. La manœuvre d'intimidation réussit. Abandonnés par tout le monde, le roi de Danemark et le Grand Electeur durent céder en juin et en novembre 1679. C'était la pacification générale.

L'EUROPE OCCIDENTALE ET CENTRALE EN 1678-1679. — A Nimègue quatre traités furent conclus : les deux premiers le 10 août 1678 entre la France et les États généraux. La Hollande retrouvait ses frontières anciennes et acquérait définitivement Maëstricht, où serait maintenu le libre exercice du culte catholique. Les tarifs protectionnistes de Colbert avaient vécu. Aussi essentiel était le troisième traité du 17 septembre 1678, entre la France et l'Espagne. Des conquêtes de 1668, Louis XIV abandonnait Charleroi, Binche, Ath, Oudenarde, Courtrai. Il restituait quelques-unes de ses acquisitions de guerre, mais il gardait la Franche-Comté, Aire, Saint-Omer, qui complétaient la possession de l'Artois, en plus Valenciennes, Cambrai, Bouchain, Condé, également Ypres, Bailleul, Cassel, Maubeuge, etc. La frontière ainsi rectifiée était plus régulière, plus facile à défendre ; les avancées extrêmes seules étaient abandonnées.

Le quatrième traité de Nimègue fut signé avec l'empereur le 5 février 1679. La France restituait Philippsbourg et gardait Fribourg. La Lorraine devait être récupérée par Charles V, mais dans des conditions tellement humiliantes et dérisoires qu'elles ne furent pas acceptées, et que le duché demeura provisoirement à la France.

Les traités de Saint-Germain-en-Laye avec le Grand Electeur et de Fontainebleau avec le roi de Danemark rétablissaient le *statu quo* : la Suède sortait territorialement intacte de la guerre.

Ainsi la France n'avait pu détruire la Hollande, mais s'était dédommée aux dépens de l'Espagne. Il est vrai que les Pays-Bas semblaient provisoirement hors d'atteinte. L'empereur apparaissait moralement diminué, et avec lui l'Allemagne. Les desseins ambitieux du Brandebourg avaient



CARTE pour suivre les campagnes de Louis XIV sur le Rhin.

échoué. Mais la preuve était faite de la possibilité d'une coalition contre Louis XIV.

LA QUESTION D'ORIENT DE 1661 à 1678. — « Il y a toujours eu, écrit Émile Bourgeois, une question d'Orient, depuis le jour où l'Europe a été menacée par les invasions venues d'Asie. » A l'époque qui nous occupe, les Ottomans ont perdu leur grande puissance offensive, mais ils sont forts encore de la dissension de leurs adversaires. Surtout ils profitent des guerres occidentales, auxquelles participe l'Empire allemand, engagé dans une double lutte.

AUTRICHE, HONGRIE ET TURQUIE (1661-1664). — Le conflit de la Transylvanie et de la Turquie devait être le point de départ de la lutte entre Vienne et Constantinople. A vrai dire, l'Autriche ne désirait point la guerre. Elle crut cependant pouvoir soutenir Michel Kéményi en Transylvanie et envoya pour l'appuyer 15 000 hommes sous les ordres de Montecuculli. Ce dernier est une des figures les plus curieuses de l'histoire militaire du XVII^e siècle. Originaire de Modène, il avait d'abord servi comme simple soldat, et s'était distingué, avant 1660, dans la lutte contre les Suédois. Parvenu aux plus hauts grades, il sera l'un des chefs estimés de cette armée autrichienne qui, sous Léopold, a surtout été commandée par des étrangers. Son intervention, impuissante à empêcher la défaite et la mort de Kéményi, auquel la Turquie substitua Michel Apaffy, servit — entre autres motifs — de prétexte à la guerre du sultan contre l'Autriche en 1663.

Le 20 juillet, le grand vizir Kœprœli quitta Belgrade avec 120 000 hommes. L'Europe s'émut. Par ordre de la Diète, les clochers d'Allemagne sonnèrent chaque jour, à midi, la cloche des Turcs. Mais les princes envoyèrent peu d'hommes et pas d'argent. Le pape fit un solennel appel à une croisade contre les Infidèles. Soucieux de sa gloire, Louis XIV offrit 6 000 hommes. Tous ces renforts s'ébranlèrent lentement. Montecuculli chercha à gagner du temps. L'hiver arrêta les progrès de l'invasion turque, tandis que Zrinyi et les Hongrois guerroyaient sur la Drave.

En 1664, Kœprœli marcha vers le lac Balaton, en pleine Hongrie occidentale. Ce fut alors qu'il prit contact avec l'armée impériale, enfin constituée, et qu'il perdit, le 1^{er} août, la bataille de Saint-Gothard. Le combat, compromis par la débandade des Allemands au centre, fut rétabli par les Autrichiens et les Français. Il était temps : déjà la cour s'apprêtait à quitter Vienne.

L'Europe était à peine remise de ses alarmes qu'elle apprit, deux jours après la bataille, la signature par l'Autriche de la paix de Vasvar à des conditions peu honorables. Les Impériaux évacuaient les places occupées par eux en Transylvanie : ils reconnaissaient Apaffy, client de la Turquie. Ils gardaient Szatmar et Szabolcs, dans la vallée inférieure de la Theiss, mais les Turcs conservaient leurs récentes conquêtes : Grosswardein, Néograd et Neuhaeusel.

Coup terrible en Europe pour ce qui subsistait du prestige impérial, grave décision qui rendait au sultan toute sa liberté d'action contre les Vénitiens, ses seuls ennemis, désormais isolés ! Quels motifs avaient donc déterminé l'Autriche ? Son épuisement financier, sa défiance de la France, l'imminence de la mort, attendue par toute l'Europe, de Philippe IV d'Espagne.

TURQUIE, VENISE ET FRANCE (1664-1669). — La paix de Vasvar, tout en facilitant le jeu de la Turquie, n'interrompit pas les hostilités entre Constantinople et les puissances chrétiennes. Les rapports de la France avec le sultan étaient depuis longtemps devenus difficiles. Louis XIV résolut de réprimer une bonne fois les brigandages des Barbaresques qui, de Tunis, d'Alger, du Maroc, désolaient la Méditerranée malgré les escadres françaises.

Les résultats obtenus furent médiocres. L'entreprise de Djidjelli (Algérie) échoua finalement. Il est vrai qu'en 1666 le bey d'Alger, puis celui de Tunis, signèrent la paix. Le mécontentement fut grand à Constantinople contre la France : Kœprœli refusa de renouveler les Capitulations. C'est alors que Louis XIV se décida à porter secours

à Candie, défendue par les Vénitiens, et contre laquelle le grand vizir préparait un assaut définitif. Le siège par les Turcs avait recommencé, plus actif que jamais, en 1667. En 1669 fut envoyé, sous le duc de Navailles, un corps expéditionnaire qu'escortait une escadre, commandée par Beaufort. La division dans le commandement paralysa les efforts français. Navailles se réembarqua précipitamment. Candie capitula, et la Sérénissime République, à bout de souffle, d'hommes et d'argent, signa avec le sultan, en septembre 1669, un traité par lequel elle cédait la Crète, à l'exception de trois ports.

POLOGNE, RUSSIE ET TURQUIE (1667-1681). — Pas un seul instant, au cours de ces années, les États de l'Europe orientale, avant tout préoccupés de compétitions dont les raisons apparaîtront en un prochain chapitre, n'ont compris la nécessité de l'union contre la Turquie. Pologne et Russie sont en querelle jusqu'à la trêve d'Androusovo de 1667. Les luttes intérieures, aggravées par la rivalité franco-autrichienne, achèvent de paralyser l'activité polonaise. Jean-Casimir abdique pour venir finir ses jours à Paris. L'année 1669 voit

le triple échec du candidat français, fils du grand Condé ; du candidat brandebourgeois, le duc de Neubourg ; du duc Charles de Lorraine, soutenu par l'empereur. Un noble indigène, le piast Michel Wisniowiecki, est élu par la Diète ; il épouse une princesse autrichienne. Il lutte contre les Turcs et signe avec eux le honteux traité de Buczaz, par lequel il abandonnait la Podolie.

Ce ne fut là qu'une défaillance passagère, contre laquelle protesta le sentiment national. A la suite du refus du tribut annuel, Jean Sobieski défit les Ottomans à Chocim, en Bessarabie (1673). Au même moment mourait l'incapable Wisniowiecki. L'éclat de ses succès porta au trône de Pologne Jean Sobieski, d'ailleurs marié à une Française : Versailles et Varsovie renouèrent leurs relations. Louis XIV conçut le dessein d'utiliser le roi de Pologne contre le Brandebourg et l'Autriche. Mais Sobieski se préoccupa davantage des intérêts polonais que des intérêts français. Les victoires de Lemberg et de Jouravno forcèrent les Turcs à une paix dont la diplomatie française favorisa la signature (1676).

Arrêtée du côté polonais, et malgré la mort du grand vizir, l'activité turque se tourna contre la Russie. La guerre traîna en longueur jusqu'à ce que se conclût la trêve de Radzin (1681), qui rétablissait le *statu quo*. La pacification en Orient devait être plus tardive et plus provisoire encore qu'en Occident.

HONGRIE, AUTRICHE, FRANCE ET TURQUIE (1670-1681). — Au lendemain du traité de Vasvar, une partie de la noblesse hongroise, se jugeant sacrifiée, s'était tournée vers la France. En cette situation difficile s'accusa toute l'insuffisance de l'empereur Léopold. Primitivement destiné à l'Église, formé par les Jésuites, il était abondamment pourvu de vertus privées, mais n'avait aucune qualité sérieuse d'homme d'État. Lent à la décision, il suivait l'avis de ses conseils et de ses ministres. Vis-à-vis de la Hongrie, il manqua de générosité morale et de compréhension historique, méprisant les franchises traditionnelles de la couronne de Saint-Étienne, laissant ses représentants travailler sans modération à la catholicisation du pays. La noblesse, exaspérée, trouva des chefs : Pierre Zrinyi, Frangipani, Rakoczy, fils de l'ancien prince transylvain. En 1671, des mesures de rigueur et des exécutions arrêtaient pour un temps le mouvement insurrectionnel. Mais, à partir de 1673, les *Kouroutzes*, ou croisés — nom que prenaient les rebelles —, se multiplièrent. Louis XIV, en guerre avec Léopold, leur envoya des hommes et de l'argent. Ils mirent à leur tête Emerich Toekoeli. Les hostilités entre Magyars et Autrichiens furent une gêne sérieuse pour l'empereur. Elles durèrent jusqu'à la paix de Nimègue : un armistice arrêta les opérations. Cédant à la nécessité en 1681, Léopold fit aux Hongrois de sérieuses concessions à la Diète d'Oldenbourg.

Telle fut l'histoire de la question d'Orient dans ses rapports avec l'Europe ; sauf en 1664, son rôle fut surtout épisodique : ses diverses manifestations facilitèrent l'effort de la France aux prises avec une coalition européenne.



L'EMPEREUR LÉOPOLD I^{er}, (1640-1705). — Gravure de J.-A. Le Pautre. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

II. POLITIQUE ET GUERRES DE 1678 A 1697

Commencant au lendemain des traités de Nimègue, cette seconde partie de la politique européenne se clôture avec les traités de Ryswick. Deux faits d'égale importance la dominèrent : la formation contre la France d'une coalition qui forcera Louis XIV à réduire ses ambitions, la victoire de l'Autriche sur la Turquie et le rétablissement de son prestige en Europe.

LA FRANCE ET L'EUROPE DE 1678 A 1681. — L'attitude de Louis XIV demeure l'élément essentiel de la politique européenne. En face de lui, Guillaume d'Orange, irréconciliable, ne dispose encore que de moyens d'action limités ; l'empereur est déconsidéré ; l'électeur de Brandebourg, dès 1679, s'est rallié provisoirement à la cause française. Ainsi s'explique la politique audacieuse du roi de France, entouré de conseillers tels que Croissy et Louvois. Bientôt, d'ailleurs, va commencer la dernière phase, celle de la dévotion : les motifs confessionnels interviendront de plus en plus dans les décisions extérieures de Louis XIV.

Il importe peu de savoir, dans ces conditions, qui fut à l'origine de la fameuse politique des réunions : Le Tellier et Louvois suivant les uns, Colbert de Croissy selon d'autres. En fait, elle procède des traditions de la monarchie française. Ce que Louis XIV n'avait pu réaliser complètement par la guerre, il entreprit de l'achever par les Chambres de Réunion et les Parlements. A cette époque, un traité demeurait en quelque mesure un piège à déclenchement lointain ; son galimatias, souvent réel, était toujours intentionnel, de même que ses obscurités. Ce fut ainsi que Louis XIV, en une Europe stupéfaite et lassée, essaya de réaliser des conquêtes pacifiques, dont le premier effet fut de léser personnellement souverains et princes. Il fournit imprudemment à la vigilance silencieuse de Guillaume d'Orange les éléments d'une revanche.

L'objectif français était très net : compléter la ceinture de forteresses qu'érigait Vauban, en annexant les villes qui faisaient brèche à la frontière, ou créaient des voies de pénétration à l'intérieur du royaume. Le comté de Montbéliard fut réuni. En Alsace — exception faite pour Mulhouse — il ne restait guère d'indépendant que Strasbourg, qui céda en 1681 devant une opération purement militaire. Le Parlement de Metz multiplia les réunions de détail en Lorraine et en Luxembourg aux dépens de l'Espagne. En même temps que Strasbourg, tombait Casal, capitale du Montferrat, dont la possession constituait une menace directe pour le Milanais espagnol.

L'émoi fut grand en Europe : l'Allemagne, la Suède par la francisation du duché des Deux-Ponts, se sentirent atteintes. Une coalition indécise essaya de sortir des limbes. En septembre 1681, Suède et Hollande s'entendirent à La Haye pour le maintien des traités de Nimègue transgressés par Louis XIV. Les négociations de la France avec l'Allemagne ne réussirent pas à empêcher un accord de l'empereur avec les Provinces-Unies, ni la formation de l'alliance de Laxembourg entre Léopold, le cercle de Franconie et plusieurs États du cercle du Haut-Rhin (juin 1682).

Non moins grave qu'avec l'Empire était le litige avec l'Espagne : ce n'est pas que Charles II désirât la guerre : ses États avaient accueilli avec joie la pacification de Nimègue. Cependant l'influence autrichienne ne tarda pas à reprendre pied à Madrid, malgré la présence d'une reine française, Marie-Louise d'Orléans. Les difficultés avaient commencé au congrès de Courtrai, réuni pour le règlement de l'exécution de la paix de Nimègue. Les occupations de dix-sept villes luxembourgeoises, de Virton et de Chiny, dépendances espagnoles de l'évêché de Ver-

dun, soulevèrent des protestations. Non content, Louis XIV réclamait Vieux-Bourg de Gand, Alost, Grammont, Lessines. Ulcérée, l'Espagne se joignit à la coalition. Louis XIV eut peur d'une guerre générale, et peut-être aussi d'un jugement trop sévère de l'opinion européenne, à l'époque où les Turcs menaçaient Vienne. Sous ce prétexte honorable, il leva en mars 1682 le blocus de Luxembourg, entrepris quelques mois auparavant. Sans doute espérait-il pouvoir intervenir comme sauveur de la chrétienté menacée devant Vienne, mais ce rôle fut brillamment usurpé par Jean Sobieski. Alors la guerre redevint à l'ordre du jour. Louis XIV avait assigné à l'Espagne comme dernier délai de réponse à ses revendications le 25 janvier 1683, date prorogée sur les instances des Provinces-Unies et de l'Angleterre. En août commencèrent les ravages par les troupes françaises de la Flandre espagnole. Ainsi provoqué, Charles II déclara, en octobre, la guerre ; mais il demeura seul. Guillaume d'Orange se tint coi : Amsterdam demeurait obstinément pacifique. L'électeur de Brandebourg, à nouveau lié depuis 1683 par un accord avec le Danemark et la France, incita l'Empire à la conciliation. Les opérations militaires furent brèves et décisives. Dixmude, Courtrai, se rendirent. Luxembourg seule résista vigoureusement et ne capitula que le 4 juin 1684.

L'Europe désirait éviter une conflagration générale. La Hollande s'interposa comme médiatrice. L'empereur fut intimidé par l'occupation de Trèves, par les concentrations des troupes françaises en Lorraine et en Alsace. Le prestige de Louis XIV l'emportait : il venait d'être renforcé par le bombardement de Gênes (mai 1684), amie de l'Espagne, revanche indirecte sur mer et en Méditerranée d'efforts infructueux de Duquesne, les années précédentes, contre Alger. Ainsi aboutit-on en août 1684 à la trêve de Ratisbonne, double traité d'armistice conclu pour vingt ans entre la France, l'Espagne et l'empereur. Le *statu quo* était garanti, mais aussi la continuation des réunions interdite.

LES ORIGINES DE LA GUERRE DE LA LIGUE D'AUGSBOURG. — La paix de 1684 n'était qu'une pause. La guerre de 1689 eut comme raisons occasionnelles de très nombreux conflits de détails, comme motif général la crainte de la domination universelle qu'on accusait la France de prétendre instaurer. Deux grands événements rendirent possible la formation d'une coalition : la révocation de l'édit de Nantes en 1685, la révolution d'Angleterre en 1688.

En Hollande la révocation ruine le parti français : aux mécontentements suscités par la continuation malgré les traités de notre politique protectionniste, elle en ajoute d'autres. En Allemagne, l'électeur de Brandebourg transforme sa réconciliation avec la Hollande en une alliance : il se retourne vers l'empereur et s'accorde avec lui en 1686. Il se rapproche de la Suède, sa récente ennemie. Dans toute l'Europe protestante l'impression est détestable. Les *Soupirs de la France esclave* ameutent contre nous une partie de l'opinion. Aux protestations qui lui sont transmises Louis XIV répond de très haut. Il argue du droit d'être maître dans son royaume, et suscite en même temps les persécutions du duc de Savoie contre les Vaudois. Il est trop sûr de ses forces, trop confiant dans l'appui de l'Angleterre, où règne depuis 1685 Jacques II, secrètement converti au catholicisme. Aux ennemis traditionnels de la France, tendent donc à s'agréger les souverains protestants. Et de toutes ces rancœurs profite habilement Guillaume d'Orange.

Les litiges de détail se multiplièrent. En 1685 mourait sans héritier direct l'électeur palatin. Son plus proche parent, Philippe de Neubourg, occupa ses États :



ENTRÉE DE LOUIS XIV A STRASBOURG, LE 3 OCTOBRE 1681. — Devant la porte des Bouchers, le roi reçoit l'humble soumission du « Magistrat ». Gravure populaire du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Louis XIV protesta au nom de sa seconde belle-sœur, Madame, la princesse Palatine. Ses prétentions, bien que modérées, furent mal accueillies en Allemagne. En 1686, s'ouvrit le congrès d'Augsbourg, où s'étaient réunis des délégués de Bavière, de la branche Ernestine de Saxe, où apparurent bientôt le ministre de Suède à Ratisbonne, des commissaires de l'empereur, un envoyé du roi d'Espagne, vis-à-vis duquel Louis XIV ne gardait aucun ménagement. Ainsi s'éloignait-on de plus en plus des desseins de la diplomatie française, qui étaient de transformer à force de temps la trêve de Ratisbonne en une paix définitive. Au même moment, Guillaume d'Orange réussissait à obtenir des concours qui lui avaient fait défaut jusqu'à là. Il s'unissait à Clèves avec le Grand Électeur et le roi de Suède Charles XI. Mais ces deux alliances ne se rejoignaient pas : la première était purement défensive ; elle n'exista guère que sur le papier. Enfin, malgré le cri populaire, l'Angleterre officielle de Jacques II restait dans une complète et presque défavorable expectative. Le pape Innocent XI, avant tout préoccupé de la croisade chrétienne, était prêt à intervenir pour un accommodement, et Louis XIV acceptait sa médiation.

Diverses manifestations de la toute-puissance française précipitèrent la formation d'une coalition, qui demeurerait encore à l'état de projet.

Louis XIV prit des mesures militaires de précaution, qui parurent provocatrices. Une suprême imprudence fut le caractère aigu par lui donné à un conflit avec le pape, relativement au droit d'asile de l'ambassade française à Rome : l'entrée insolente du marquis de Lavardin, ambassadeur de France, dans la ville pontificale en 1687 fit scandale. Les rapports avec le Saint-Siège devinrent plus mauvais encore, quand vint au jour l'affaire de l'électorat de Cologne. L'archevêque malade, ancien allié de la France, avait besoin d'un coadjuteur : l'influence française fit proposer le cardinal Guillaume de Furstemberg, évêque de Strasbourg. Le pape lui préféra, malgré le choix du chapitre, un frère de l'électeur de Bavière Max-Emmanuel, qui avait adhéré à la ligue d'Augsbourg, et était gendre de l'empereur. Il proclama Joseph-Clément de Bavière coadjuteur et futur successeur de l'archevêque de Cologne.

Les inquiétudes de Louis XIV augmentaient chaque jour : victoires autrichiennes sur les Turcs, détachement progressif des alliés allemands, tout l'alarmait, et plus encore l'évolution intérieure de l'Angleterre. La politique de Jacques II, favorable trop ouvertement aux catholiques, exaspérait le peuple britannique : le roi d'Angleterre n'écoutait même pas les avis de prudence qui lui venaient de Rome. Or, les adversaires de Jacques II n'avaient eu longtemps qu'un seul espoir, c'est qu'en l'absence de tout héritier mâle, lui succédât son gendre Guillaume d'Orange. Sur ces entrefaites, on apprit que la reine, Marie de Modène, allait devenir mère. Alors s'ourdit un complot pour le renversement du roi d'Angleterre ; d'importants préparatifs furent faits, à la nouvelle desquels Jacques II renseigné par Louis XIV ne voulut pas ajouter foi. En présence d'une situation qu'il jugeait inextricable, Louis XIV, dont les offres de secours avaient été refusées par le roi anglais, se décida à prendre l'offensive pour garder l'avantage du premier attaquant, et surtout dans l'espoir de limiter la guerre à l'Allemagne. Se croyant encore au lendemain de la paix de Nimègue, il espéra intimider l'adversaire.

LA GUERRE DE LA LIGUE D'AUGSBOURG. — Le 25 septembre 1688, Louis XIV publiait un manifeste, dans lequel il dénonçait les préparatifs de l'empereur, son adhésion à la ligue d'Augsbourg, son refus de donner satisfaction à la duchesse d'Orléans et à Guillaume de Furstemberg. Il se posait en champion du catholicisme, au moment même où ses rapports s'aigrirent avec le pape Innocent XI. Immédiatement après cette déclaration de guerre, les places de l'électorat de Cologne furent occupées par les troupes françaises. Philippsbourg assiégée capitula. Tout le Palatinat fut débordé par l'invasion. Mannheim se rendit. Le pays fut abominablement ravagé.

L'attaque en Allemagne fut une erreur. Guillaume d'Orange, qui avait formé à Nimègue un camp, où affluaient les réfugiés protestants français, se vit libéré de toute crainte : dès lors les États Géné-



BOMBARDEMENT DE GÈNES par la flotte de Duquesne en 1684. — Gravure populaire du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

raux n'hésitèrent pas à lui donner la flotte et l'armée nécessaires pour un débarquement en Angleterre, en novembre 1688. Abandonné de tous, Jacques II s'enfuit et se réfugia à Saint-Germain. En février 1689 Guillaume III était proclamé roi d'Angleterre. Il demeurait très puissant aux Provinces-Unies par le canal de Fagel, greffier des États, et de Heinsius, Grand Pensionnaire.

Alors une coalition effective devint possible. Toute l'Allemagne se leva contre Louis XIV : la Diète déclara la guerre dès septembre 1688 ; il fut impossible de retenir la Bavière qui s'engagea avec l'empereur en mai 1689. Frédéric III, nouvel électeur de Brandebourg, se rapprocha de tous les ennemis de la France : dès 1688 un pacte l'unissait à Guillaume d'Orange ; il s'entendit avec l'électeur de Saxe, le duc Ernest-Auguste de Hanovre et le landgrave Charles de Hesse. En mai 1688, un traité était signé entre la Hollande et l'empereur. Guillaume III conclut un accord avec l'empereur par lequel était assurée secrètement à ce dernier la succession d'Espagne. Dès 1689, au lendemain de la mort de Marie-Louise d'Orléans qu'allait remplacer auprès de Charles II une princesse autrichienne, Marie de Neubourg, l'Espagne se liait avec les États Généraux. Ainsi s'élabora la *Grande Alliance*, dont le centre était à La Haye beaucoup plus qu'à Vienne. En octobre 1690 s'y joignit le duc de Savoie, dans l'espoir de se faire restituer Pignerol. La Suède, avec le prudent Charles XI, se réserva. Le Danemark fit de même. Il y avait là les éléments d'un tiers parti. Le Portugal, les cantons helvétiques demeurèrent neutres.

En somme les espérances de Louis XIV avaient été démenties par les événements. « Ce n'était pas la vue du roi, écrivait Spanheim, envoyé de Brandebourg à Paris en 1690, ou même de son ministre, de s'attirer une si grande guerre et autant d'ennemis sur les bras. »

LES OPERATIONS MILITAIRES DE 1690 A 1697. — La coalition disposa contre la France de troupes considérables, dont le total sur terre atteignit 220 000 hommes. Guillaume III en fut l'animateur : l'Allemagne et l'Empire furent simplement encadrés. L'argent comme la direction vinrent d'Angleterre et de Hollande. Les alliés eurent à leur actif quelques bons généraux : l'électeur Max-Emmanuel de Bavière, d'autant plus ardent qu'il avait obtenu de l'Espagne, par l'intermédiaire de Léopold, le gouvernement des Pays-Bas ; Louis de Bade qui s'était illustré dans la guerre contre les Turcs. Du côté français, Louis XIV n'avait plus ni Turenne ni Condé, mais Catinat, Luxembourg, le maréchal de Lorge, Boufflers et l'incapable Villeroi. Malheureusement pour la France, en 1691, mourait Louvois. Si la plupart des États coalisés souffraient de finances obérées, en notre royaume l'état économique périclitait, compromis par la fermeture des marchés européens, et à l'intérieur par les abus de la fiscalité. Les chances s'équilibraient.

Les théâtres de guerre furent nombreux. Les principaux furent la mer, les Pays-Bas, le Rhin, l'Italie, tant que la Savoie fut en action ; aux colonies et en Catalogne les opérations ne furent point décisives.

MER ET AUX COLONIES. — La lutte fut âpre, un caractère spécial, du fait de la diversion d'Irlande, les cœurs étaient restés fidèles à Jacques II. Pour Louis XIV écarter Guillaume III du continent, il n'y eut pas de journée plus triste dans les annales de Londres », écrit justement Macaulay ; les riverains s'enfuirent éperdûment vers l'intérieur. Ni Tourville ni le secrétariat d'État de la marine ne surent profiter de ce succès. En Irlande, Jacques II et le pitoyable Lauzun se virent écrasés à Drogheda, et regagnèrent précipitamment la France. Les préoccupations de Guillaume III rassuré pouvaient se porter sur la guerre européenne. L'année 1691 vit la soumission de l'île par les Anglais, la capitulation de Limerick, la retraite finale. L'Irlande était perdue.

Louis XIV s'obstina : vaincre l'Angleterre, c'était peut-être amener la paix. Pourquoi n'y pas tenter un débarquement ? Des troupes se rassemblèrent en Normandie. Mais les Anglais et les Hollandais firent un gros effort maritime. Tourville se heurta au large de Barfleur en 1692 à une flotte alliée très supérieure en nombre ; il dut battre en retraite : une partie de ses vaisseaux poursuivis furent brûlés à la côte du Cotentin, à la Hougue. C'était la fin de la primauté maritime de la France. L'expédition d'Angleterre fut abandonnée.

Maîtresses de la mer, l'Angleterre et la Hollande n'en profitèrent guère. Du côté français ce fut surtout la guerre de course, nos corsaires étant supérieurs aux corsaires ennemis, sauf aux marins de Flessingue. Jean Bart, Duguay-Trouin, beaucoup d'officiers de la marine régulière s'y distinguèrent. Le commerce ennemi subit des pertes considérables. En 1693, Tourville détruisit un énorme convoi anglo-hollandais. Quant aux essais de bombardements par les alliés de ports français, Saint-Malo, Dieppe, Dunkerque, ils ne donnèrent que de médiocres résultats. Par contre en 1697 une escadre française pillait Carthagène des Indes.

Aux colonies se livrèrent des combats acharnés. Les Anglais de New-York se rendirent un instant maîtres de l'Acadie française, mais la contre-action de Frontenac et d'Iberville fut très efficace. Aux Antilles les Anglais occupèrent Saint-Christophe. Aux Indes les Hollandais s'emparèrent de Pondichéry. Personne en Europe n'attacha d'importance à ces événements trop lointains !

LA GUERRE SUR TERRE. — Aux Pays-Bas espagnols les opérations sérieuses commencèrent tardivement : c'est là que furent portés les coups essentiels. La victoire de Luxembourg à Fleurus en 1690 arrêta l'offensive des alliés. En 1691, Guillaume d'Orange apportait son appui aux coalisés. Mais Louis XIV s'empara de Mons : Liège, dont le nouvel évêque venait d'adhérer à la Grande Alliance, fut bombardée. En 1692, Louis XIV prit Namur, et l'on fit grand bruit en France de ce succès. Guillaume III tenta sa revanche en attaquant les Français à Steinkerque : il fut complètement défait



ESTAMPE satirique sur la ligue d'Augsbourg. — Les ennemis de la France, Bavière, Hollande, Angleterre, Brandebourg à gauche, Savoie, Espagne, Allemagne, Flandre à droite, aiguissent en vain leurs lames contre elle. Au centre Esope se rit d'eux ; c'est la fable du serpent et de la lime. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

par l'habile stratège que l'on a surnommé le « Tapissier de Notre-Dame ». En 1693, Luxembourg ne put surprendre Bruxelles, mais il occupa quelques villes et défait Guillaume à Neerwinden en juillet : enfin il se rendit maître de Charleroi. En 1695, Luxembourg étant mort, Guillaume d'Orange fut plus heureux devant Villeroy : il réussit à reprendre Namur ; l'argent lui manqua pour continuer son effort : Villeroy se contenta de bombarder Bruxelles ; des deux côtés on était épuisé : on évita en 1696 et 1697 toute rencontre décisive.

Après l'incendie du Palatinat, qui ne fit qu'aggraver la haine de l'Allemagne contre Louis XIV, les opérations languirent. En 1693, s'affrontèrent le margrave Louis de Bade et le maréchal de Lorge. L'année d'après, l'Alsace fut menacée sans résultat effectif. L'empereur se contentait d'empêcher toute défection des princes allemands. En 1690, il avait fait élire son fils roi des Romains. En 1692, il avait créé pour Ernest-Auguste de Hanovre un neuvième électorat. Aucun tiers parti n'apparaissait malgré les efforts de Louis XIV. Bien plus, Léopold avait obtenu de l'électeur de Brandebourg la restitution de Schwiebus en Silésie, et ainsi amené en 1694 la fin d'un conflit, qui depuis six ans divisait Vienne et Berlin. Il poussa trop loin ses avantages : l'évêque de Munster, les ducs de Wolfenbützel et de Wurtemberg, le landgrave de Hesse-Cassel s'unirent au Danemark et aux électeurs ecclésiastiques pour protester contre la constitution du neuvième électorat.

En Italie, la lutte se borna à un conflit entre France et Savoie. Un envoyé français, chargé de négocier entre tous les États italiens une ligue de neutralité et de protection mutuelle, réussit à obtenir les bons offices de Venise et du nouveau pape Innocent XII pour une médiation pacifique en 1693. Ainsi fut circonscrit le combat, que la France mena énergiquement contre le duc. En 1690, Catinat battit à Staffarde les Piémontais et les Espagnols réunis. En 1691, le comté de Nice, attaqué par terre et par mer, fut enlevé. L'arrivée de troupes bavaroises empêcha la conquête du Piémont : au moins la Savoie demeurait-elle entre nos mains. L'année d'après, Victor-Amédée envahit le Dauphiné et fut obligé à une retraite désastreuse. En 1694, il bloqua Casal, mais fut défait par Catinat à La Marsaille. A la suite d'une entente secrète, en 1696, se produisit la défection de la Savoie.

A la frontière espagnole, Louvois avait vainement espéré par une action combinée de terre et de mer obtenir une rapide capitulation de l'Espagne, durement attaquée d'autre part aux Pays-Bas. Toute la guerre se fit en Catalogne : en 1693 Rosas et Palamos, en 1697 Barcelone tombèrent entre les mains des Français. C'était une diversion victorieuse, mais sans action sur le résultat général.



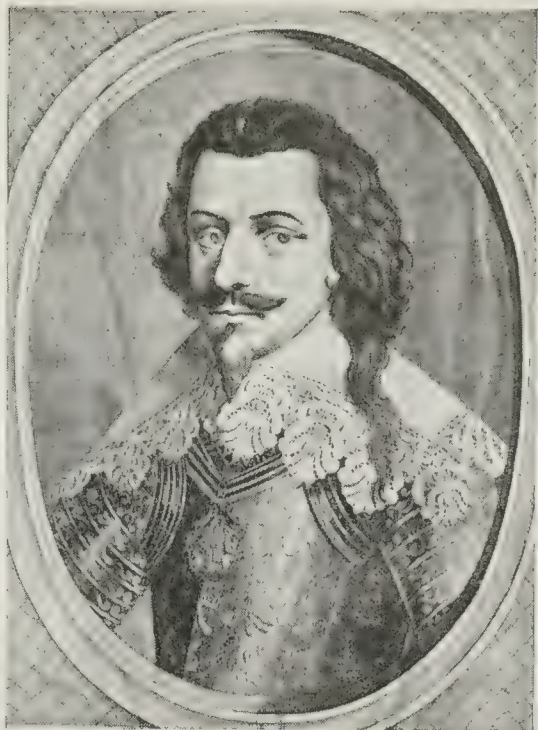
VUE DE BRUXELLES. — D'après une gravure du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

LES NÉGOCIATIONS PRÉLIMINAIRES AUX TRAITÉS DE RYSWICK. — Jamais peut-être, sinon pendant la guerre de Succession d'Espagne, on n'eut de pourparlers plus continus, sans pourtant interrompre les opérations. L'enthousiasme faisait complètement défaut aux deux partis. L'organisation intérieure de la plupart des États belligérants était insuffisante pour leur permettre des hostilités prolongées. Ce fut la belle époque des agents officieux, et aussi de la politique personnelle des souverains, qu'il s'agisse de Louis XIV, de Léopold I^{er}, voire de Guillaume III.

L'énumération des négociations secrètes serait interminable ; d'ailleurs le détail en est incomplètement connu. Dès 1691, du côté français de vains essais sont tentés en Espagne par des ecclésiastiques. Dans les cantons helvétiques, l'abbé Morel, puis l'ambassadeur Amelot s'entretiennent avec des envoyés impériaux. Guillaume d'Orange est pressenti dès 1692, il se dérobe. Alors Versailles s'adresse au parti républicain, à des commerçants de la province de Frise. Un premier obstacle apparaît, la reconnaissance de Guillaume comme roi d'Angleterre. Enfin en 1693, Charles XI de Suède offre sa médiation ; Louis XIV l'accepte, et fait connaître ses conditions. Il abandonne Philippsbourg et Fribourg, mais non Strasbourg ; il indemnise le duc de Lorraine ; il est prêt à consentir à la cession des Pays-Bas à l'électeur de Bavière, et même à un règlement définitif par arbitrage de la succession d'Espagne. Ces propositions n'agréèrent pas plus à l'empereur que celles qui avaient été insinuées en Suisse. Force fut donc à la France de se retourner du côté de la Hollande ; des conférences eurent lieu à cet effet à Maëstricht en 1694, entre les envoyés français et le confident de Guillaume III et d'Heinsius, Dijkveld. Mais les Anglo-Hollandais voulaient Strasbourg, le renforcement de la *Barrière* par Ypres, Condé et Tournai. Les marchands de Londres espéraient ruiner le commerce français, et mettre la main sur nos colonies. En 1695, peu de temps après la mort de la reine d'Angleterre, Marie d'York, dont on espérait qu'elle affaiblirait la puissance de Guillaume III, peu populaire auprès de ses sujets britanniques, il y eut une vaine reprise des pourparlers en Hollande. Divers événements intervinrent qui allaient modifier la situation diplomatique.

Le fait décisif vint d'Italie. Dans la Grande Coalition, Victor-Amédée avait toujours gardé son jeu individuel. Tardivement belligérant, il ne demandait qu'à traiter dans de bonnes conditions, fort mécontent d'ailleurs de l'attitude de Guillaume III à son égard. Les négociations n'aboutirent qu'en 1695 au lendemain de la capitulation de Casal. Entre Versailles et Turin il y avait suspension d'armes, et promesse de neutralité si la guerre générale continuait. Le traité de Turin de juin 1696 constitua un pas définitif. Louis XIV rendait ses États au duc, abandonnait Pignerol, que les Français occupaient depuis 1690, mariait le duc de Bourgogne avec la princesse de Savoie : la neutralité de l'Italie était proclamée.

Ce fut pour la coalition un véritable coup de massue. Sous la menace d'une offensive franco-piémontaise, les Habsbourg retirèrent leurs troupes d'Italie : Louis XIV put donc disposer d'éléments militaires nouveaux pour une offensive en Belgique. Dans ces conditions, Heinsius accepta en septembre 1696 la médiation suédoise. Les alliés, sauf l'Espagne, firent de même en février 1697. Guillaume III fut désarmé par la promesse d'une reconnaissance solennelle. Léopold, escomptant la mort du roi d'Espagne, atermoya en vain. Les négociations s'ouvrirent aux environs de Ryswick dans un château du prince d'Orange en mai 1697. On ne fit rien les premiers mois, l'empereur s'obstinant à vouloir récupérer Strasbourg, l'Espagne ne se décidant pas à accepter les réunions. Finalement les puissances maritimes, laissant de côté tout le fatras



VICTOR-AMÉDÉE, DUC DE SAVOIE (1665-1732). — Gravure de Michel van Lochem. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

du congrès, envisagèrent un accord direct avec la France. En Hollande le parti de la paix l'emportait. Louis XIV songeait à la fatigue de ses sujets et à l'imminence de la succession d'Espagne. Son candidat au trône de Pologne, le prince de Conti, venait d'échouer : la situation de l'empereur s'affermissait par les victoires du prince Eugène sur les Turcs. Portland, familier de Guillaume III, et Boufflers causèrent en tête à tête, pendant qu'à Ryswick les envoyés français et hollandais s'entretenaient particulièrement. La première entente directe facilita la seconde. Restait l'empereur. Les Français consentirent à proroger le délai qu'ils avaient primitivement fixé. Celui-ci dépassé, les Hollandais signèrent la paix le 20 septembre ; Léopold ne céda que fin octobre. L'Espagne avait traité dès le 20 septembre.

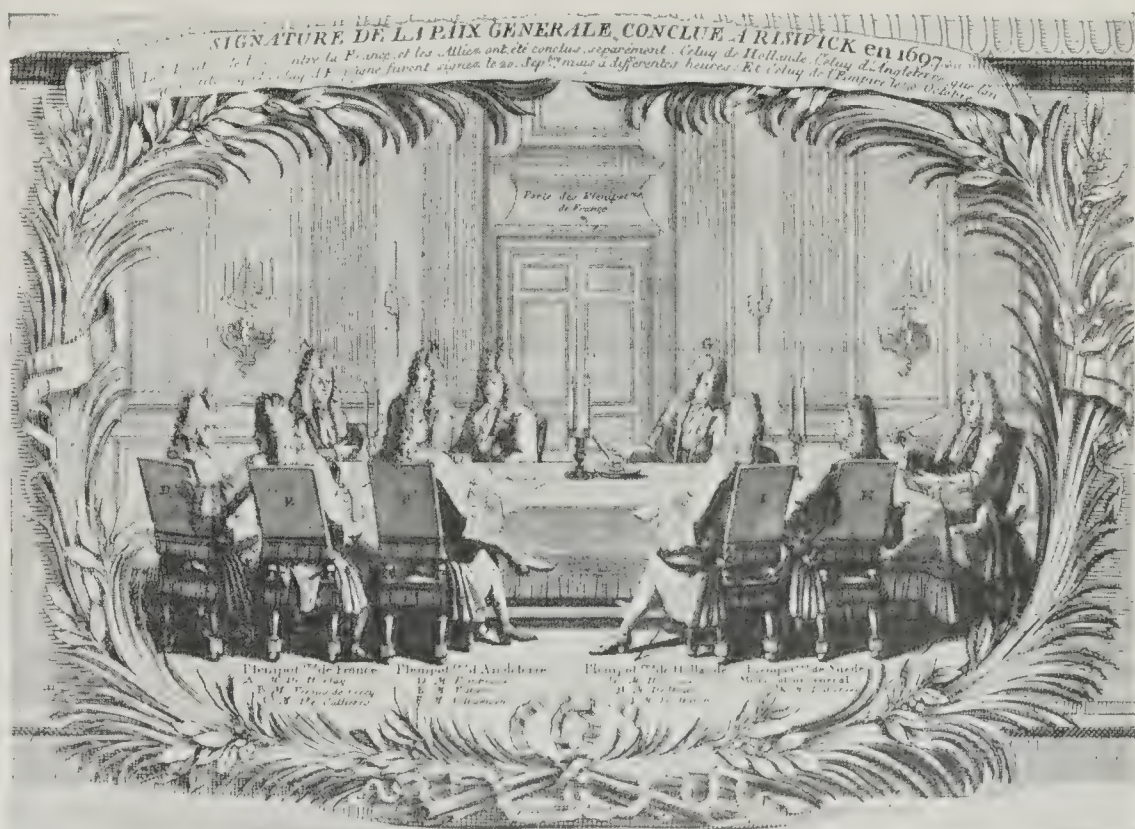
LES TRAITÉS DE RYSWICK. —

La question savoyarde étant liquidée dès 1696, cinq traités achevèrent de délimiter la physiologie de l'Europe pacifiée. Les deux premiers furent conclus entre la France et les Provinces-Unies. Les Hollandais obtenaient des avantages commerciaux, ils évacuaient Pondichéry, ils maintenaient leurs garnisons dans les places espagnoles de la *Barrière* qu'ils avaient occupées pendant la guerre, Charleroi, Binche, Oudenarde, Gand, etc. Quant à l'Espagne, Louis XIV lui restituait ses conquêtes en Catalogne, Luxembourg et le comté de Chiny, fruit des dernières réunions, Ath, Charleroi, Courtrai cédées en 1678.

Guillaume III était reconnu comme roi d'Angleterre, Louis XIV s'engageait personnellement à ne fournir aucun appui à Jacques II déchu.

Léopold traita pour tout l'Empire, et l'électeur de Brandebourg refusa de signer l'accord, parce qu'une de ses clauses comportait l'exercice libre de la religion catholique dans les territoires restitués par la France : la plupart des princes protestants suivirent son exemple. Trèves, Germersheim, Philippsbourg, Kehl, Vieux-Brisach, Fribourg, furent rendues. Le litige de Cologne fut définitivement réglé au profit de Clément de Bavière, la succession du Palatinat en faveur du duc de Neubourg qui désintéressait pécuniairement Madame. Fait plus grave, la France restituait la Lorraine, moins Marsal, Longwy et Sarrelouis, mais elle gardait Strasbourg.

En somme ces traités ne modifiaient pas sensiblement la carte de l'Europe. Leur principale signification était dans le *veto* imposé aux ambitions françaises. Le recul territorial était réel. Les puissances maritimes sortaient victorieuses du grand conflit, mais l'Angleterre



SIGNATURE DU TRAITÉ DE RYSWICK (20 septembre 1697). — Gravure du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

ne pouvait plus en tout cas être question de domination universelle, ni du côté des Bourbons, ni du côté des Habsbourg de Madrid ou de Vienne. L'équilibre européen s'établissait. Brillant du côté turc, le rôle de l'Empire avait été insignifiant et médiocre sur le front occidental. Un seul résultat avait été obtenu : la mort de l'influence politique française en Allemagne. Restait le grand problème de la succession d'Espagne. Son urgence avait hâté la fin du conflit.

LA QUESTION D'ORIENT DE 1680 A 1697. — On ne saurait trop insister, sans les examiner en détail, sur l'importance des événements qui se succédèrent à cette époque dans l'Europe orientale. C'est alors que se développa sans succès la dernière offensive turque, que les victoires de l'Autriche amenèrent la soumission presque totale de la Hongrie. Ce sont les débuts brillants du *Drang nach Osten*. A côté de cet acteur de premier plan qu'est l'empereur, le rôle de la Pologne et de la Russie apparaît parfois glorieux, mais encore épisodique.

L'INVASION TURQUE ET LA DÉLIVRANCE DE VIENNE. — Le péril oriental allait renaître à la suite de dissensions intérieures, de conflits mal apaisés entre les Magyars et la cour de Vienne. A l'appel de Tœkœli, le sultan Mohammed IV prit l'initiative de la guerre, et en 1683 mit le grand vizir Kara-Mustapha à la tête d'une armée de 250 000 hommes. En cette grande angoisse, un appel fut adressé à l'Europe chrétienne. Il ne fallait compter ni sur l'Espagne, ni sur l'Angleterre, ni sur les Provinces-Unies, ni même en Allemagne sur l'électeur de Brandebourg. Avec Innocent XI, la papauté fit un énergique effort ; elle envoya de l'argent et multiplia ses bons offices : Maximilien-Emmanuel de Bavière, Jean-Georges de Saxe, offrirent leur appui. Mais le salut vint de Pologne, où la diplomatie française ne put empêcher Sobieski de promettre à Léopold 40 000 hommes contre les Turcs. Ainsi fut empêché l'appel suprême que Louis XIV escomptait et qui aurait fait de lui le sauveur de l'Europe.

Les secours tardèrent à venir, et les Autrichiens durent d'abord se défendre seuls, avec leur armée placée sous les ordres de Charles V de Lorraine, prince intelligent et cultivé, qui avait hérité des talents militaires de son père. Vienne, menacée, fut évacuée par la cour impériale. Kara-Mustapha ne voulut pas précipiter les opérations du siège, afin de ménager le riche butin qu'il comptait y trouver : ce fut une grosse erreur. L'Autriche gagna du temps : en septembre, Sobieski opéra sa jonction avec Charles de Lorraine. La bataille du 12 septembre 1683 fut une terrible défaite pour les Turcs. Vienne fut délivrée. Kara-Mustapha battit en retraite en désordre : à Parkany les Turcs furent de nouveau vaincus. Gran, sur la rive droite du Danube, dut capituler.

LA SAINTE LIGUE ET LA GUERRE JUSQU'À LA PAIX DE CARLOVITZ. — Vienne allait-elle continuer la lutte, ou bien faire porter tout son effort contre Louis XIV, l'ennemi occidental ? Les conseils du pape Innocent XI et du duc de Lorraine l'emportèrent sur les sollicitations de l'ambassadeur d'Espagne. A Linz, fut conclue une Sainte Ligue entre l'Autriche, la Pologne et Venise, qui s'engageaient à ne point signer de paix séparée avec l'infidèle. En ce combat suprême, la Turquie demeura isolée avec Tœkœli, rebelle hongrois. Aucun plan d'ensemble ne présida à cette guerre, qui se déroula sur plusieurs théâtres. L'activité polonaise fut gênée par des dissensions intérieures, par des conflits avec la Lithuanie, par l'instabilité et la faiblesse de caractère de son roi, par les intrigues de la reine. Elle s'exerça du côté de la Podolie et de l'Ukraine. Elle s'appuya, à partir de 1686, sur l'alliance russe. En 1696 mourut Jean Sobieski. Sa succession fut fortement disputée entre le prince de Conti, candidat français, et l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste. Le premier fut élu, mais le second imposé par la Prusse, l'Autriche, la Russie. Auguste II continua, d'ailleurs, la guerre contre les Turcs. Ses troupes dévastèrent la Galicie et remportèrent une dernière victoire sur les Tatars, alliés de la Turquie, en 1698, à Podhajie.

Le rôle de Venise fut plus important. Elle dirigea ses attaques contre la côte de Dalmatie et la Grèce. En 1684, Morosini s'empara de l'île de Santa-Maura et de Prevesa, sur la côte d'Albanie. En 1685, il entama la conquête du Péloponnèse : presque toute la Morée du Sud devint vénitienne. En 1687 tomba Corinthe. Puis vinrent le siège d'Athènes et la capitulation de la ville. Les années suivantes furent plus difficiles : il fallut évacuer Athènes en 1688 ; une expédition contre l'île de Négrepont échoua. Les efforts des Vénitiens pour imposer le catholicisme détachèrent d'eux une partie de la population du Péloponnèse et de l'Attique. La politique habile du nouveau grand vizir Kara-Mustapha, fit le reste.

Le rôle de la Russie fut donné par l'Autriche. Dans la Hongrie du sud, les Russes perdirent rapidement leurs forteresses, à l'exception de Tokow, qui ne capitula qu'en 1686. Mais l'événement décisif

fut la prise de Bude, résultat d'une croisade à laquelle participèrent de nombreux contingents européens. L'armée turque, défaite, battit en retraite vers Belgrade ; elle perdit Szegedin, pendant que, sur la rive droite du Danube, opérait le margrave de Bade. Toute la Hongrie fut soumise. Une campagne de Charles de Lorraine réduisit la Transylvanie à l'obéissance. Vis-à-vis des insurgés hongrois, la répression autrichienne fut sanglante ; elle se déshonora à Eperjes. L'autonomie traditionnelle acheva de disparaître : la Diète de Presbourg, en 1682, proclama l'hérédité du trône dans la descendance mâle de la famille des Habsbourg : l'antique droit à l'insurrection fut aboli. Une amnistie finale ne fit pas disparaître toutes les rancœurs.

Débarrassée de la résistance hongroise, l'Autriche n'avait plus, dès lors, qu'à lutter contre la Turquie. Elle fut victorieuse, en 1687, à Harkany, près de Mohacz. Des négociations donnèrent de vains espoirs de paix non réalisés. Louis de Bade pénétra jusqu'en Serbie et reconquit la Transylvanie, un instant perdue, en 1690. Passant de là au sud du Danube, il remporta en 1691 la victoire de Szalan Kemen, où périt Kara-Mustapha, et prit Grosswardein en 1692.

Après plusieurs années d'hostilités languissantes, le grand jeu fut recommencé par le prince Eugène de Savoie ; auparavant, la prise d'Azov, après un premier échec, par le tsar Pierre, avait passé inaperçue : c'était pourtant l'éveil de la puissance militaire russe. Le prince Eugène repoussa définitivement la dernière invasion turque à Zenta, en 1697.

LA PAIX DE CARLOVITZ (1699). — Alors commencèrent les négociations définitives. On aboutit, le 29 janvier 1699, à une paix conclue pour vingt ans. Les Turcs renonçaient à toute la Hongrie jusqu'à la Tisza, ainsi qu'à la Slavonie et à la Transylvanie : ils ne gardaient que le territoire entre la Tisza et le Maros, le Banat, où seule Temesvar pouvait être fortifiée. Venise conservait la majeure partie de ses conquêtes en Dalmatie et en Morée. La Pologne recouvrait la Podolie et Kameniec. La Russie, qui traita séparément, était mise provisoirement en possession d'Azov. C'était un gros succès pour l'Autriche ; il est vrai que, se rapprochant de la Hongrie et des pays slaves, elle s'éloignait de l'Allemagne. C'était aussi une étape importante dans l'histoire de l'Europe : de nombreux pays chrétiens étaient définitivement libérés du joug turc.

III. POLITIQUE ET GUERRES DE 1698 A 1715

Dans les années qui suivront les traités de Ryswick et de Carlovitz, la politique européenne ira se compliquant sans cesse. A l'ouest, elle aboutira au règlement définitif de la succession d'Espagne ; à l'est, ne se développera pas seulement en une nouvelle phase la question d'Orient, mais se posera, avec plus d'extension encore qu'avant 1660, le problème du Nord.

LA SUCCESSION D'ESPAGNE ; LES PRÉTENDANTS ; LES PROJETS DE PARTAGE (1698-1706). — Au début de 1698, les jours de Charles II d'Espagne étaient comptés : malade de naissance, il avait failli plusieurs fois mourir et sa vie ne tenait qu'à un souffle. Or, il n'avait point d'héritier : qui donc recueillerait ses immenses domaines : Espagne, Belgique, Sardaigne, Milanais, Deux-Siciles, présides de Toscane en Europe ; dans le Nouveau Monde : Amérique centrale, Cuba, Amérique du Sud, à l'exception du Brésil ; en Asie : Philippines et îles Mariannes ; en Afrique : Oran, Melilla, Ceuta, Larache ? C'était le plus développé des empires mondiaux, riche en productions variées, en positions essentielles sur les grandes routes commerciales, avec d'inappréciables ressources comme les mines d'argent et le monopole de la traite des noirs. Que ne donneraient point toutes ces richesses entre les mains d'un État mieux organisé, économiquement et politiquement, que l'Espagne ? En l'occasion, les puissances maritimes, Angleterre et Hollande, ne pouvaient rester indifférentes. Quant à Louis XIV, ce qui avait été l'objectif de toute sa politique depuis 1661 se trouvait enfin à la portée de sa main.

Tels étaient les grands intérêts en présence dans cette querelle de succession, que d'autres avaient précédée, que d'autres suivront, en un temps où les peuples étaient considérés comme la propriété de leurs souverains, et se transmettaient comme des châteaux, de l'or ou de l'argent. Sans doute, un nouveau droit public avait apparu avec Guillaume III appelé et choisi comme souverain par l'Angleterre quasi unanime, mais il ne vint pas à l'esprit de ce roi, pourtant constitutionnel, que l'on pût, sur son sort futur, tenir compte des vœux du peuple espagnol. L'idée d'un partage pour éviter tout conflit parut plus naturelle. On essaiera donc de démembrer la succession d'Espagne,

comme on démembrera plus tard la Pologne. Louis XIV y avait pensé le premier, lors du fameux traité de 1668 entre la France et l'Autriche.

Le grand nombre des prétendants rendait encore plus difficile l'adoption d'une solution qui les satisfît tous. Pouvaient entrer en ligne, presque à égalité, d'abord Louis XIV, fils d'Anne d'Autriche, époux de Marie-Thérèse, sœur aînée de Charles II, pour lui, son fils ou ses petits-fils, en dépit de la renonciation de 1659; puis Léopold, également gendre de Philippe IV et petit-fils de Philippe III, pour lui ou plutôt ses fils Joseph et Charles; ensuite à un moindre degré, Max-Emmanuel de Bavière, auquel son beau-père avait imposé une renonciation contestée, en tout cas neveu par alliance de Charles II. Venaient enfin le duc de Savoie, le duc Philippe d'Orléans, futur Régent, le roi de Portugal, dont les parentés étaient beaucoup plus lointaines: ils se fussent contentés de compensations. Les véritables candidats étaient le Dauphin de France ou l'un de ses fils, Charles d'Autriche, son frère Joseph étant déjà roi des Romains, et le prince électoral de Bavière encore en bas âge, Joseph-Ferdinand. Les chances du dernier étaient grandes, parce qu'il était le moins puissant des trois.

Une fois de plus, l'initiative de l'action diplomatique fut prise par la France. Louis XIV, tout en envoyant d'Harcourt comme ambassadeur à Madrid, où il travailla habilement avec de fortes disponibilités pécuniaires, eut l'idée de dépêcher un homme de confiance, Tallard, en Angleterre, afin de procéder, sans embarras de cérémonial, à une négociation directe « d'homme à homme » avec Guillaume III. On essaierait ainsi d'amener le roi d'Angleterre à une entente préliminaire sur la succession d'Espagne, avec un partage à la base. Provisoirement, la Hollande fut tenue à l'écart, puis, quand le projet fut en voie de réussite, mise au courant. Tallard s'acquitta parfaitement de sa mission: il servit de truchement entre les deux rois. Le 24 septembre 1698 un traité fut signé: le gros de la succession irait au prince électoral de Bavière; le Dauphin aurait les Deux-Siciles, les présides de Toscane, en Espagne le Guipuzcoa, Fontarabie et Saint-Sébastien; l'archiduc Charles, le Milanais. Ainsi étaient sauvegardés les intérêts coloniaux et maritimes de l'Angleterre, respecté le désir de la Hollande de ne point voir les Français aux Pays-Bas. L'Autriche, que Villars amusait par des négociations, était hors du jeu; on espérait sa résignation.

Si secrètes que fussent ces tractations, leur résultat final ne fut point ignoré en Espagne. Charles II sentit vivement l'affront, et par un testament de novembre, qui visait à maintenir l'intégralité de son héritage, il décida de faire du prince électoral de Bavière son légataire universel. Mais la riposte espagnole ne détruisit pas la triple entente franco-anglo-hollandaise, qui déjà s'efforçait de faire homologuer par les autres États européens l'accord de Londres.

Subitement l'on apprit la mort en février 1699 de l'infant électoral de Bavière. Tout était à refaire, aussi bien du côté espagnol que du côté français. « Nous ne sommes pas dans un petit labyrinthe, écrivait Guillaume III à Heinsius, et Dieu veuille nous aider à en sortir! » Immédiatement, Louis XIV et Torcy, son secrétaire d'État, ébauchèrent un nouveau projet de partage, dont les conditions allaient être proposées aux puissances maritimes. Cette fois l'opération diplomatique était plus délicate, puisque restaient seuls en présence l'archiduc et le Dauphin. Pourtant l'on aboutit le 14 janvier 1700. Les délégués de l'empereur participèrent aux conférences, mais refusèrent de se rallier à l'accord final, que la Hollande elle-même n'accepta qu'avec difficulté. Il fut convenu que la part primitive du Dauphin serait augmentée du Milanais, qu'il pourrait échanger contre la Lorraine. L'Espagne, les Indes, les Pays-Bas seraient donnés à l'archiduc Charles, à condition de n'être jamais réunis à l'Empire. En faveur de la paix Louis XIV avait fait de grandes et sérieuses concessions.

L'empereur n'avait point voulu accéder à ce traité: il avait conçu de trop grandes espérances après la mort du prince bavarois: il croyait son parti très puissant à Madrid. Il ne se résignait pas à l'abandon du Milanais, dont la cession eût rendu plus difficiles les communications entre Vienne et Madrid. Son attitude rendait par

avance la guerre inévitable.

Or, au même moment, la France remportait à Madrid un succès inespéré. Connu des Espagnols, le récent traité de partage souleva la colère de Charles II. La cour se détacha de l'Autriche: l'empereur fut jugé impuissant à maintenir l'unité de la monarchie: on ne vit plus de sauveur que dans les Bourbons. Pour eux, se prononça le pape Innocent XII, que l'on avait consulté, et qui craignait de voir les Impériaux à Naples. C'est dans ces conditions que s'élabora le testament du 2 octobre, qui ne fut connu que plus tard, et qui assurait à un petit-fils de Louis XIV l'héritage complet. Gros sacrifice dans l'intérêt national de la part d'un Habsbourg! Mais l'Europe ignorait cet acte suprême: la Triple Entente travaillait à lui faire accepter l'accord de 1700. Beaucoup d'États pressentis n'eurent pas le temps de se prononcer: les yeux fixés sur la grande guerre qui commençait dans le Nord entre la Suède et ses voisins, ils avaient atermoyé et gagné du temps.

L'ACCEPTATION DU TESTAMENT ET LES ORIGINES DE LA GUERRE. — Le 1^{er} novembre 1700, mourait Charles II d'Espagne. Il laissait ses États au duc d'Anjou, futur Philippe V, frère du duc de Bourgogne et petit-fils de Louis XIV, à condition qu'il renoncât au trône de France; toutes les terres qui composaient la monarchie d'Espagne étaient déclarées inaliénables. Le 9 novembre le testament fut communiqué à Louis XIV. La décision était difficile à prendre. S'en tenir au traité de partage, au risque d'une guerre avec l'empereur, ou accepter le testament avec des dangers imprévisibles dans le détail, mais encore augmentés de conflit européen? « Puisque la guerre, en aucun cas, ne se pouvait éviter, déclara Torcy au conseil d'en haut, mieux valait la faire, en ayant l'Espagne pour, que contre soi. » Ainsi en décida Louis XIV.

L'hostilité de l'empereur et de l'Empire était certaine: Léopold prenait ses précautions pour ne rencontrer en Allemagne aucune résistance. En novembre 1700, après de longues négociations, il se décidait à signer le traité qui faisait de l'électeur de Brandebourg un roi en Prusse. Il s'était assuré l'appui du Hanovre, de la Saxe dont l'électeur Auguste le Fort était roi de Pologne, de l'électeur palatin. La Diète attendit la décision des puissances maritimes. Les électeurs de Bavière et de Cologne se rallièrent à la France.

Angleterre et Hollande étaient plus embarrassées que ne l'ont cru longtemps les historiens. Sans doute Guillaume III et Heinsius étaient personnellement fort mécontents. Mais ils ne disposaient complètement ni de la Hollande ni de l'Angleterre. Les Tories britanniques étaient pacifiques; ni les marchands de Londres, ni les républicains d'Amsterdam ne désiraient la guerre. Les bellicistes manœuvrèrent,



L'EMPEREUR CHARLES VI, (1685-1740). — Gravure de Bernard Vogel. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



PHILIPPE V, roi d'Espagne (1683-1746). — Gravure de Gole. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



LOUIS-JOSEPH, DUC DE VENDÔME (1654-1712). — Gravure de Desrochers. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

en particulier auprès des colons des Provinces-Unies et des Écossais ; ils attirèrent leur attention sur la riche proie que constituaient en dehors d'Europe les domaines espagnols.

On a fait grand bruit des fautes commises par Louis XIV, et qui auraient provoqué le ressentiment des puissances maritimes. Ce fut une erreur en effet de sa part que de maintenir, en février 1701, par un acte officiel, les droits du duc d'Anjou à la couronne de France. Plus grave fut sa mainmise trop apparente sur son petit-fils, personnage médiocre, assez inconsistant, bien que susceptible, que son grand-père entreprit de tenir en tutelle. Mais la mesure

la plus imprudente fut la brusque expulsion des garnisons hollandaises, qui depuis plusieurs années détenaient les places de la *Barrière* ; le régime « anjouin », comme l'ont appelé les historiens belges, fut aussi trop hâtivement introduit aux Pays-Bas. Même désinvolture en Espagne, où le roi de France distribue les emplois, et surtout où l'on établit le libre commerce, qui devait favoriser nos nationaux, au lieu du strict monopole qui régissait auparavant les relations économiques avec les Indes. L'*Asiento*, c'est-à-dire la traite des noirs, allait-il être dérivé au profit de la France ? Tels furent les motifs de brouille, habilement exploités par Guillaume III, et qui empêchèrent toute négociation d'aboutir entre la France et les puissances maritimes. La reconnaissance de Jacques Édouard comme roi d'Angleterre à la mort de Jacques II en 1701 fut postérieure aux décisions essentielles, par conséquent sans influence sur les événements.

Le 7 septembre 1701, se conclut la Grande Alliance de La Haye : les places fortes des Flandres constitueraient la *Barrière* à opposer aux ambitions françaises. L'Autriche obtiendrait le Milanais et aurait une situation prépondérante en Italie, les puissances maritimes la part du lion dans les colonies espagnoles. On espérait imposer à Louis XIV dans un délai de deux mois une solution transactionnelle. Bientôt toute l'Europe prit parti : l'empereur avait commencé la guerre : en 1702 le corps germanique adhéra à la coalition. Puis vint le Danemark. Mais le pape Clément XI reconnut Philippe V. L'Italie hésitait ; Victor-Amédée, duc de Savoie, beau-père de Philippe V, se joignit à la France. Don Pedro de Portugal fit de même. Seule la force pouvait trancher le différend. L'auteur de la Grande Alliance, Guillaume III, ne survécut guère à son œuvre : il mourut en 1702, et une fille de Jacques II, la reine Anne, le remplaça. Mais malgré les conflits des premières années, l'unité de direction fut réalisée rapidement par un triumvirat qui comprenait : Marlborough, conseiller préféré d'Anne, homme de confiance des *whigs*, commerçants que la guerre enrichissait, bon stratège, moralement assez médiocre ; Heinsius, pensionnaire de Hollande, tout-puissant depuis l'abolition du stathoudérat ; le prince Eugène, vainqueur des Turcs, représentant de la monarchie des Habsbourg. L'argent anglo-hollandais permit l'entrée en guerre et la prolongation des hostilités pendant de nombreuses années. Du côté franco-espagnol, l'impulsion essentielle vint de Versailles : mais l'effort faiblit bientôt ; les alliés se détachèrent ; les généraux furent inégaux : les plaies intérieures se rouvrirent ; l'épuisement économique et financier s'accrut ; la révolte protestante des Camisards dans les Cévennes fit naître de graves inquiétudes.

LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE — PREMIÈRE PÉRIODE (1701-1703). — En ce conflit qui va de 1701 à 1714, opérations militaires et négociations sont difficilement séparables. Rapidement, la France désirera faire la paix à des conditions favorables.

De 1701 à 1703, la contre-coalition, péniblement formée par la

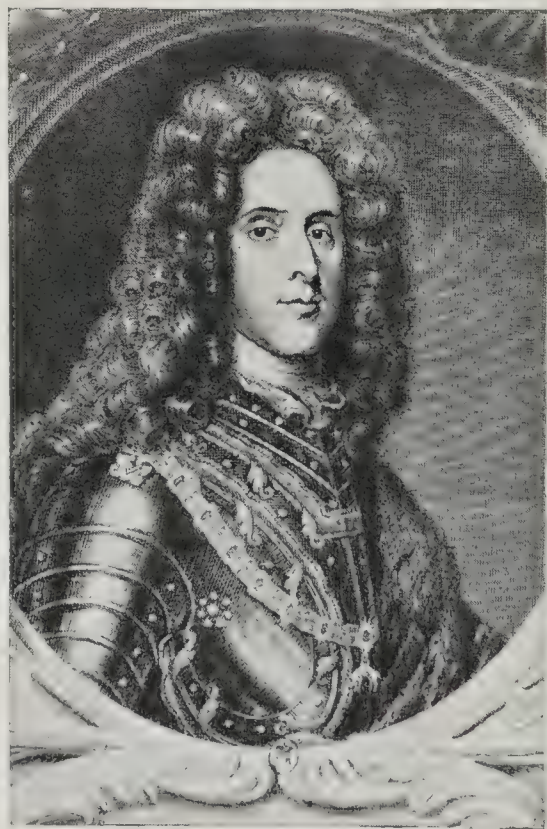
France pour résister à l'assaut de la majeure partie de l'Europe, se maintiendra difficilement, puis se rompra. « Il aurait fallu, écrit judicieusement Legrelle, l'entraînement continu de la victoire pour maintenir dans la bonne voie le peu d'amitiés équivoques ou intéressées que Louis XIV avait réussi à réunir. »

En 1701, le principal objectif de l'empereur, qui avait pris l'initiative des hostilités, semblait être de conquérir le Milanais, défendu par les troupes espagnoles, avec l'appui plus ou moins imposé des États de Mantoue et de Modène. Le duc de Savoie constituait pour la France un allié peu sûr. Catinat, très vieilli, et le prince Eugène en pleine gloire se trouvèrent face à face. Agé de trente-huit ans, fils de la comtesse de Soissons et du prince de Carignan, ce dernier avait dès 1683, mécontent de la cour de France, quitté Paris pour Bruxelles, et servi dans l'armée impériale avant de la commander avec succès : il devait devenir, en 1703, président du conseil militaire autrichien. Il avait un véritable génie stratégique, et contre la France, une implacable rancune. Catinat n'était pas de taille à lui résister, encore moins Villeroi, qui le remplaça et se fit prendre piteusement en 1702 dans Crémone. Il fallut faire appel au duc de Vendôme, inégal et paresseux, mais souvent brillant, qui fut vainqueur avec Philippe V des Autrichiens à Luzzara, mais ne sut pas tirer parti de sa victoire pour une action combinée avec Max-Emmanuel de Bavière dans le Tyrol. La défection de la Savoie en 1703 rendit dangereuse la situation des Français : le beau-père du duc de Bourgogne n'avait pu obtenir de Louis XIV le Milanais : l'Autriche fit surenchère. Alors Victor-Amédée opéra la jonction de ses troupes avec celles du général autrichien Stahremberg.

Aux Pays-Bas la lutte fut active au début : l'action de Louis XIV était loin d'y être désintéressée, puisque, dès 1702, il faisait donner au duc de Bourgogne, commandant des troupes françaises en Belgique, le titre de vicaire général de S. M. Catholique. Les protestations de l'électeur de Bavière coupèrent court à ces velléités : il fallut l'apaiser, lui promettre aux Pays-Bas des compensations s'il perdait ses États, beaucoup d'argent, et même le titre de roi. Quant à l'action militaire, elle fut menée par les Anglo-Hollandais, que commandait Marlborough. Malgré le duc de Bourgogne et son mentor, Boufflers, la Gueldre espagnole et les terres de l'archevêque de Cologne furent presque complètement ravagées. Mais des discussions paralysèrent l'offensive des alliés. Les Hollandais se refusaient à rompre leurs relations commerciales avec la France malgré la guerre ; ils étaient très jaloux de leurs places de la *Barrière* : comme ils entretenaient une partie de l'armée anglaise, on dut tenir compte de leurs avis.

Sur le Rhin et en Allemagne, les opérations militaires furent nettement favorables à la France. Sans doute Landau capitula en septembre 1702, mais Max-Emmanuel opéra sa jonction avec les troupes de Villars. En octobre 1702, Villars fut vainqueur à Friedlingen. L'année d'après il triompha à nouveau des Impériaux et du margrave de Bade à la première bataille d'Hochstædt. Ses désaccords avec l'électeur de Bavière le firent rappeler, mais, pendant ce temps, Tallard avait enlevé Vieux-Brisach et repris Landau.

Sur mer des efforts énergiques avaient été tentés par les puissances maritimes. L'étroite union franco-espagnole changeait complètement la situation : un de ses principaux objets fut d'assurer la sécurité de la flotte des galions, qui transportait chaque année les lingots d'argent de Carthage des Indes à Cadix. Elle ne fut pas garantie, puisque les si précieux navires, bien qu'escortés de Châteaurenault, furent en partie bloqués et coulés devant Vigo. Cette



FRANÇOIS-EUGÈNE DE SAVOIE-CARIGNAN (1663-1736). — Gravure de P. van Gunst. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

défaite servit de prétexte au Portugal, déjà travaillé par Methuen, ambassadeur anglais à Lisbonne, afin d'abandonner la France et de se livrer aux Britanniques, par un véritable traité de vasselage économique et politique (1703).

Ainsi s'isolait la France, tandis que les puissances maritimes reconnaissaient comme roi d'Espagne Charles III d'Autriche, en faveur duquel son père Léopold avait renoncé pour lui et son aîné Joseph à la succession d'Espagne.

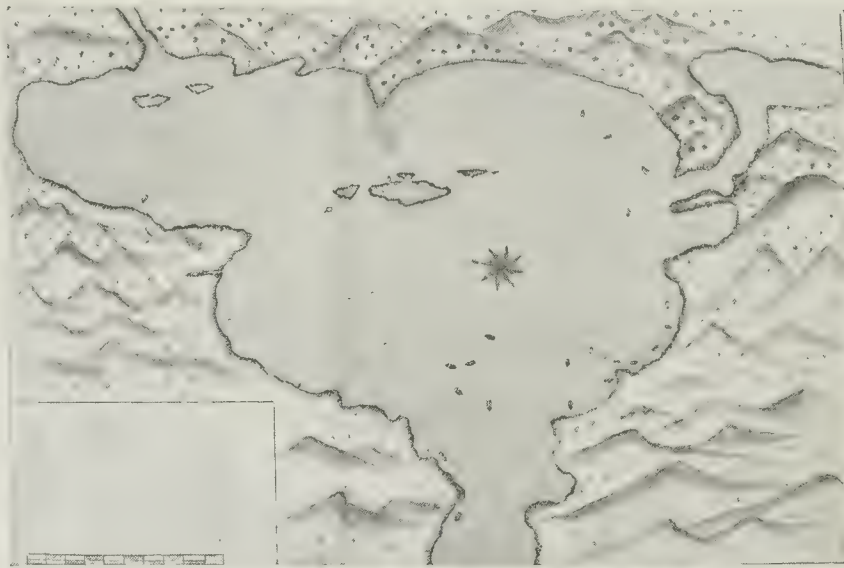
SECONDE PÉRIODE DE LA GUERRE (1704-1707). — La situation diplomatique était favorable aux coalisés. En 1705 mourut Léopold I^{er}, auquel succéda Joseph I^{er}, d'un caractère doux et tolérant, dont l'action pacificatrice s'exerça surtout du côté de la Hongrie.

Les champs de bataille se multiplièrent. Le plus essentiel fut l'Allemagne. Marlborough réussit à passer de Maëstricht en Bavière, à opérer sa jonction avec les Prussiens et les Impériaux : il ravagea effroyablement les États de Max-Emmanuel. Tallard accourant à leur secours fut complètement défait à Blenheim (deuxième bataille d'Hochstædt, 1704) par le prince Eugène et Marlborough. La Bavière fut perdue. On fit venir des Cévennes Villars qui rétablit la situation. L'électeur de Bavière se consola à Bruxelles, où le régime « anjouin » trop centralisateur, violemment antijanséniste, mécontentait la population.

La guerre passa d'Allemagne aux Pays-Bas. Marlborough de retour, après avoir été repoussé de l'Alsace par Villars, n'eut point de peine à battre Villeroi à Ramillies en 1706. Ce fut un nouveau coup porté au prestige français. Les villes tombèrent les unes après les autres. Presque toute la Belgique fut perdue, sauf la région de la Sambre. Les États de Flandre reconnurent pour roi Charles III.

En Italie, Vendôme opérait contre le duc de Savoie et contre le prince Eugène. Il fut vainqueur à Cassano en 1705, à Calcinato en 1706. Mais il fut rappelé d'Italie aux Pays-Bas. La Feuillade entama le siège de Turin sans grand résultat. Le prince Eugène défit les troupes françaises, et ce furent successivement la perte du Piémont, celle du Milanais, et bientôt celle du royaume de Naples.

En Espagne et en Portugal les coalisés remportèrent des succès. Sans doute, en 1704, les troupes espagnoles commandées par Berwick envahirent le Portugal. Mais la flotte anglaise de l'amiral Rooke prit Gibraltar, et les Anglo-Hollandais annulèrent sur mer la contre-



PLAN DU GOLFE DE VIGO (ESPAGNE). — On voit les emplacements où, en 1703, furent coulés les fameux « galions » escortés par Châteaurenault. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

offensive française. Maîtresse de Gibraltar, l'Angleterre tenait la Méditerranée. Elle installa l'archiduc dans le pays catalan, insurgé contre Philippe V qui avait le tort d'être le roi des Castellans. L'Aragon et Valence, par particularisme, suivirent l'exemple de la Catalogne. Toute l'Espagne méditerranéenne fut perdue par le roi Bourbon, et les Anglais entrèrent même à Madrid. Bientôt les Baléares et la Sardaigne allaient être attaquées, et la flotte française obligée de se réduire à Toulon. Il est vrai que le budget anglais s'exhaussait jusqu'à sept millions de livres sterling, et que la dette s'accroissait. Mais le commerce anglo-hollandais prospérait. Avec leurs bénéfices les marchands d'Amsterdam et de Londres pouvaient entretenir la guerre continentale.

On ne s'étonnera pas que dans ces conditions particulièrement défavorables, la France ait cherché à traiter. Dès 1705, elle essaya de profiter des désaccords entre l'empereur et les puissances maritimes, de faire revivre l'antique rivalité entre Angleterre et Hollande. Aux Provinces-Unies, les agents secrets, dont beaucoup volontaires, foisonnèrent. Peine perdue : en 1706, les Hollandais exigeaient pour l'Autriche non seulement Naples et la Sicile, mais encore le Milanais et les Pays-Bas. Ni l'Angleterre ni la Hollande n'acceptèrent de conférence de paix. Même échec pour des négociations séparées avec Victor-Amédée de Savoie.

TROISIÈME PÉRIODE DE LA GUERRE (1707-1709). — La guerre continuait. Elle fut inopérante aux Pays-Bas en 1707. Sur le Rhin, Villars franchit le fleuve et s'avança jusqu'à Stuttgart ; il rançonna le pays et conçut de vastes projets que la cour l'empêcha de réaliser ; elle avait d'autres soucis, l'invasion de la Provence. Du côté des Alpes, la France était depuis le début de 1707 réduite à la défensive, et elle avait stipulé avec l'empereur la neutralité de l'Italie. Mais les Austro-Piémontais pénétrèrent en Provence, atteignirent même Fréjus, échouèrent devant Toulon ; ils battirent en retraite.

Presque à la même date Philippe V avait réussi à rentrer dans Madrid et à réorganiser ses troupes. Berwick fut victorieux des Anglo-Portugais à Almanza. Vint ensuite la soumission de Valence et de l'Aragon. La Catalogne seule résistait. C'était un retournement complet de la situation.

En 1708 un grand effort fut essayé du côté français. On comptait beaucoup sur des résultats aux Pays-Bas. Vendôme y opérait, malheureusement, sous la dangereuse suzeraineté du duc de Bourgogne : Gand et Bruges furent reprises. Les coalisés concentrèrent les armées et les talents de Marlborough et du prince Eugène. Oudenarde vit une défaite très disputée des Français : par contre la retraite fut une déroute. Le royaume fut entamé par la prise de Lille, après une héroïque résistance, et, en dépit d'une diversion de Max-Emmanuel contre Cambrai, Gand succomba à nouveau.

Partout ailleurs la guerre languit. Beaucoup de projets furent vainement ébauchés. En 1706, la réunion de l'Écosse à l'Angleterre avait suscité de nombreux mécontentements. De cette inquiétude Louis XIV essaya de profiter : un débarquement fut projeté. Il échoua, aussi bien que les incursions anglaises sur les côtes françaises en 1708. Par contre, à la frontière suisse, où la succession de Neuchâtel, après la mort d'une princesse française, venait après de longues contestations d'échoir à l'électeur de Brandebourg, roi de Prusse, les visées des Autrichiens sur la Franche-Comté furent prévenues par les précautions militaires de Louis XIV.



LA BATAILLE DE BLENHEIM (1704). — Gravure de Claude du Bosc. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Pendant ce temps, la diplomatie de la France ne demeurait pas inactive. Dès 1708, recommençaient en Hollande des négociations secrètes, afin de désarmer les États Généraux par des concessions commerciales en France et aux Indes. Vinrent ensuite, l'horizon militaire s'assombrissant, des négociations politiques menées par le président Rouillé. Louis XIV, avec une grande puissance de décision, acceptait l'abandon de toute la monarchie espagnole sauf Naples et la Sicile (1709). Ce désir de conciliation très sincère lui était dicté par la situation misérable de ses peuples, et M^{me} de Maintenon le favorisait. Les Hollandais, marchands à courte vue, aboutirent à un ultimatum brutal, abandon de Tournai, de Maubeuge, retour pour l'Alsace au traité de Munster, cession du Haut-Palatinaat par l'électeur de Bavière. C'est ce qu'on appelle les *préliminaires de La Haye*. La France faiblissait; Torcy allait jusqu'à céder Lille. Mais les exigences des Hollandais s'accroissaient sans cesse. Elles étaient aggravées par Marlborough et le prince Eugène. Ils réclamaient Dunkerque et l'Alsace : ils voulaient que Louis XIV obligeât *manu militari* Philippe V à quitter l'Espagne. Les alliés spéculaient sur la misère et la famine, conséquences en France du terrible hiver de 1709. Ils montraient aussi peu de modération et de sens politique que jadis Louis XIV, quand il repoussait en 1672 les propositions hollandaises. Même sort leur advint : les pourparlers furent rompus par Torcy qui était allé rejoindre Rouillé en Hollande, et Louis XIV éloquemment et non vainement fit appel à la nation française.

QUATRIÈME PÉRIODE DE LA GUERRE (1709-1711).

— La principale menace des alliés fut dirigée contre les Pays-Bas. Le prince Eugène et Marlborough conquièrent Tournai en septembre, livrèrent à Villars la sanglante bataille de Malplaquet, et firent capituler Mons : ils étaient ainsi maîtres du Hainaut, voie classique de pénétration en France. En 1710 Douai, Béthune, Aire, Saint-Venant, en 1711 Bouchain, tombaient entre leurs mains : la route de Paris était ouverte.

Au début de 1709, par contre, était fort mince l'avantage des alliés sur les Franco-Espagnols au delà des Pyrénées. Mais il fallut rappeler des contingents français indispensables à la défense du territoire, et abandonner Philippe V à ses propres forces : les alliés rentrèrent à Madrid. Cependant contre eux — fait imprévu — s'exaspéra la résistance nationale. Louis XIV put ensuite envoyer des renforts. En 1710, les Anglais de Stanhope durent capituler à Brihuega; les Autrichiens de Stahremberg furent complètement battus à Villaviciosa par Vendôme. Du même coup, l'Espagne fut reconquise. Charles III fut réduit à la possession de la Catalogne, qu'entama Noailles. Ce succès fut tellement éclatant qu'il gêna quelque peu la cour de Versailles, nettement pacifique. Partout ailleurs une activité ralentie. En Italie un vain effort du duc de Savoie en 1711 pour récupérer ses possessions; sur mer la guerre de course, redoutable au début du côté français, mais que la contre-action anglaise finit presque par annihiler. En 1711 Duguay-Trouin réussit à bombarder Rio-de-Janeiro.

Beaucoup plus importantes que les opérations militaires sont les négociations. La fatigue est générale. En Angleterre, la reine Anne ne supporte plus qu'avec peine la domination des whigs; les propriétaires fonciers se plaignent : ils dénoncent le scandaleux enrichissement de Marlborough. La presse retentit des querelles des pacifistes et des bellicistes. En 1710 le ministère sera renvoyé, et la nouvelle chambre, la précédente ayant été dissoute, en grande majorité tories. En Autriche, meurt en 1711, à trente-trois ans, Joseph I^{er}. Ce fait accidentel fut riche de conséquences importantes : Joseph n'avait point d'enfants : la couronne impériale allait revenir à Charles III déjà

roi d'Espagne. L'Europe, si désireuse d'équilibre, laisserait-elle se reconstituer l'Empire de Charles-Quint par la réunion des possessions des Habsbourg de Vienne et de toute la succession espagnole? Les Anglais commencèrent à réfléchir.

C'est dans ces conditions que, de 1709 à 1711, se poursuivirent des pourparlers de Louis XIV avec le triumvirat. Entre Anglais et Hollandais l'accord demeurait complet en apparence; ils s'étaient entendus dès 1709 sur les places de la *Barrière*, dont la garde serait confiée définitivement à la Hollande. Mais avec la France, même après l'échec de Rouillé et de Torcy en juin 1709, les négociations secrètes avaient continué. Elles furent reprises en 1710. Lemaréchal d'Huxelles et Polignac furent envoyés en Hollande, où ils rencontrèrent les représentants des Provinces-Unies à Gertruydenberg. Les puissances maritimes ne se départirent point de leur insolence, aggravant encore leurs conditions de paix. En vain leur offrit-on Valenciennes et des subsides pour le détrônement de Philippe V. Alors Louis XIV rappela ses plénipotentiaires et tenta, comme nous l'avons vu, un nouvel effort militaire.

Vendôme victorieux en Espagne, Sunderland et Godolphin, gendre et beau-frère de Marlborough, écartés du conseil en Angleterre, bientôt Joseph I^{er} décédé,

la situation allait devenir meilleure pour la France. Ce fut non de la Hollande, mais d'Angleterre que vint la paix.

Le vicomte de Bolingbroke et Harlay, comte d'Oxford, nouveaux ministres, en prirent l'initiative. Du côté français, l'abbé Gaultier, puis Ménager, spécialiste en questions économiques, négocièrent à Londres. Le 8 octobre 1711 étaient signés des articles préliminaires, embryons de la paix d'Utrecht, que l'Angleterre allait imposer à la coalition. Philippe V devait garder l'Espagne et les Indes, les Hollandais une forte *Barrière* dans les Pays-Bas, qui passeraient aux Habsbourg de Vienne. Suivaient des articles secrets stipulant une série de concessions à l'Angleterre : traité de commerce, démolition de Dunkerque, cession de Gibraltar, participation à la traite des noirs, etc. Naturellement, Louis XIV s'engageait à empêcher la réunion sur une même tête des couronnes de France et d'Espagne. Des pourparlers pour une paix européenne s'ouvrirent à Utrecht : les Hollandais furent forcés d'y consentir.

LA FIN DE LA GUERRE : LES TRAITÉS D'UTRECHT ET DE RASTADT. — Les conférences com-



BATAILLE DE CASSANO (16 août 1705). — Gravure de Claude du Bosc, d'après A. Benoist. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

mencèrent, en effet, à Utrecht le 12 janvier 1712 : seule des belligérants, l'Espagne n'y fut pas représentée, Louis XIV se chargeant des intérêts de son petit-fils. Les débats sérieux furent tardifs. Au début, le temps se passa en allées et venues et aussi en conversations particulières. En avril 1712, le congrès fut suspendu. D'ailleurs, la guerre continuait, en même temps que se prolongeaient les tractations entre Anglais et Français : le 17 juillet, entre Londres et Versailles un armistice fut signé. Le 24 juillet, malgré l'abstention britannique, fut livrée entre le prince Eugène, qui menaçait Landrecies, la seule place qui barrât la route de Paris, et Villars, la bataille de Denain. Ce fut pour la France une victoire essentielle qui ébranla les alliés, et qui fut suivie de la reconquête d'une bonne partie des places du Nord.

Pourtant, il n'y eut point reprise immédiate des conférences générales. Mais Bolingbroke vint traiter directement à Fontainebleau. Une trêve fut conclue. Les Hollandais se décidèrent à leur tour. Dans l'intervalle étaient publiées solennellement les renonciations de Philippe V à la couronne de France, des princes français à la couronne d'Espagne. Recommencé à Utrecht, le congrès ne servit d'abord qu'à masquer les négociations franco-anglaises. En mars 1713, Vienne, jusque-là isolée, commença à s'entretenir avec la France sous la direction britannique. Ce fut sans résultat. Mais le 11 avril 1713 étaient signés les sept traités d'Utrecht, dont deux entre la France et la Grande-Bretagne, deux entre la France et les Provinces-Unies, les trois autres avec le roi Juan V de Portugal, l'électeur de Brandebourg, roi de Prusse, Frédéric I^{er}, et le duc de Savoie, roi de Sicile, Victor-Amédée. Vinrent ensuite toute une série de ratifications du roi d'Espagne, Philippe V, au nom duquel s'était engagé Louis XIV.

C'était la dissolution de la coalition. L'empereur restait donc seul en dehors de la pacification générale. A Gertruydenberg, il avait été parlé d'une reprise de la question d'Alsace, de la constitution d'une barrière de forteresses contre la France. On n'en soufflait mot en 1713. Mécontents, l'empereur et l'Empire, à l'exception de la Prusse, continuèrent la guerre. Elle leur fut complètement défavorable. Villars s'empara de Landau, puis de Fribourg.

Charles VI, découragé, laissa Villars et le prince Eugène négocier à Rastadt, où ils signèrent la paix le 6 mars 1714. L'Empire n'était qu'impliqué dans cette pacification. Il la reprit pour son propre compte et envoya des délégués en Suisse, à Baden : les questions confessionnelles compliquèrent les débats ; on finit, le 7 septembre, par adopter avec quelques modifications le traité de Rastadt.

Finalement, l'accord d'Anvers du 15 novembre 1715 entre l'Autriche et les Provinces-Unies régla le mode de transmission de la Belgique aux Impériaux et constitua définitivement la *Barrière* chère aux Hollandais. L'Escaut demeurait fermé. Il ne fallait pas qu'Anvers pût concurrencer Amsterdam : c'était pour l'arrière-pays belge le sommeil obligatoire.

Dès lors, l'état de guerre — sans reprise effective des hostilités —



LOUIS-HECTOR, DUC DE VILLARS, maréchal de France (1653-1734). — Gravure de Drevet, d'après le portrait peint par H. Rigaud. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

n'exista plus qu'entre l'Autriche et l'Espagne. La paix régulière ne devait être rétablie entre ces deux puissances que par le traité de Vienne du 3 avril 1725.

EUROPE DU NORD ET QUESTION D'ORIENT DE 1699 à 1715. — Pendant que se jouait à l'Ouest une partie essentielle, Charles XII et Pierre le Grand étaient en lutte. Un

instant même les deux foyers de guerre faillirent se rejoindre, mais il n'en fut rien. Ce fut un conflit ininterrompu qui ne sera point clos en 1715 et auquel prendront part Autriche, Suède, Danemark, Pologne, Russie, Turquie.

HONGRIE ET AUTRICHE. — Au lendemain du traité de Carlovitz, la majeure partie de la Hongrie était tombée sous la domination de Vienne. Celle-ci fut, à son habitude, brutale et tracassière. Les aspirations nationales se cristallisèrent alors en la personne de François Rakoczi II. Élevé à Vienne, il demeura cependant réfractaire aux influences autrichiennes. Ses biens confisqués, il réussit à s'enfuir et entra en Hongrie en 1703, au moment où éclatait une insurrection de paysans, prélude d'un soulèvement général. Il eut, dès le début, l'appui de Louis XIV. Il groupa autour de lui protestants et catholiques, et des officiers français vinrent instruire ses troupes. En 1707, il réussit à se faire proclamer prince de Transylvanie. Il inquiéta jusqu'aux puissances maritimes, qui entrèrent en négociations avec lui. Quant à Louis XIV, il eût voulu obtenir la déchéance de Joseph I^{er} comme roi de Hongrie, ce qui se réalisa à la Diète d'Onod en 1707. Le trône était donc vacant : mais, pressenti, l'électeur de Bavière se déroba. De tout côté il y avait incertitude et indécision. Les Impériaux en profitèrent dès 1708 pour reprendre l'avantage. De la France épuisée cessaient de venir les subsides. Joseph I^{er} assura l'amnistie aux rebelles qui se soumettraient. Presque abandonné, Rakoczi s'exila, et la Diète



BATAILLE DE TENIÈRES (Malplaquet) [11 septembre 1709]. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



LOUIS XIV RECEVANT A FONTAINEBLEAU LE PRINCE ÉLECTEUR DE SAXE (27 septembre 1714). — Peinture de Louis Silvestre. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

hongroise signa la paix de Szathmar, en 1711, qui stipulait le rétablissement des libertés hongroises et concédait le droit de pratiquer leur culte aux protestants.

CHARLES XII ET LA GUERRE DU NORD. — La révolte de Hongrie n'eut guère plus d'importance qu'un soulèvement provincial, celui des Camisards en France par exemple. La guerre du Nord eut son originalité : ce fut une nouvelle phase de la lutte qui se poursuivait depuis les temps héroïques de Gustave-Adolphe pour la possession de la Baltique. Ni la France, ni la Hollande et l'Angleterre, reines du commerce en cette mer quasi fermée, n'y pouvaient demeurer indifférentes.

Au moment même où commence à régner en Suède un roi belliqueux, ardent, doué de grands talents militaires, mais peu politique et peu diplomate, depuis plusieurs années déjà un tsar novateur, qui bouleverse l'économie intérieure de ses États, les occidentalise de force, leur donne une armée et une marine, concentre en sa personne toutes les ambitions extérieures de la nation moscovite, gouvernait la Russie. La Suède est pour Pierre le Grand un obstacle : elle possède la Finlande, la Carélie, l'Ingrie, la Livonie, l'Esthonie, une partie de la Poméranie. Personne ne connaît encore Charles XII, qui vient de succéder en 1697 au pacifique et prudent Charles XI. On le croit avant tout préoccupé de passe-temps et d'exercices physiques, très dépensier, mal conseillé par son cousin Frédéric IV de Holstein-Gottorp. Ses premiers actes hostiles à la noblesse ont mécontenté la classe dominante dans les pays livoniens et esthoniens. Le chef des opposants, Reinhold Patkul, a porté ses doléances à Auguste II de Saxe, roi de Pologne, et au tsar Pierre. L'occasion paraît belle pour dépouiller Charles XII, pour se partager quelques-unes de ses provinces. Prusse, Pologne, Danemark, Empire sont prêts à accourir à la curée.

C'est dans ces conditions que fut savamment ourdie une coalition entre le Danemark, la Saxe, la Pologne, le tsar. Les alliés prirent l'offensive. En 1700 les Danois envahirent le Slesvig. L'électeur de Brandebourg, intéressé à la succession d'Espagne, puis à l'héritage personnel de Guillaume III qui allait bientôt mourir, réserva son action. Alors se révélèrent de manière foudroyante les qualités militaires de Charles XII. Il attaqua le Danemark avec sa flotte, menaça Copenhague, imposa la paix de Travendal le 8 août 1700 sur la base du *statu quo*. Puis il se transporta en Livonie, fit lever par les Polonais le siège de Riga, écrasa à Narva la cohue mal armée, qui constituait l'armée de Pierre le Grand. Méprisant trop la puissance russe en formation, il s'acharna contre Auguste II. Il défit les Saxons au passage de la Duna, envahit la Pologne, en proclamant qu'il faisait la guerre au roi, non à la République, prit Varsovie, Cracovie, et de ~~la~~ ~~la~~ Auguste II, plus par rancune personnelle que par politique, fit proclamer en 1703 comme roi de Pologne

Stanislas Leczinski, soutenu par l'aristocratie, défavorable aux grands fonctionnaires saxons qu'elle vit, il est vrai, remplacés par des Suédois.

Profitant de ce répit, le tsar, après avoir réorganisé son armée, chassait les Suédois de Livonie et d'Esthonie ; il conquérirait ces provinces et l'Ingrie, concluait un accord en 1705 à Grodno avec Auguste II. Sans se soucier de ces prises de gages, Charles, fidèle à sa haine, poursuivait Auguste II jusqu'en Saxe, et il vint établir son camp à Altranstadt, non loin de Leipzig, où il força Auguste II à la paix en 1706. L'extraordinaire aventure de Gustave-Adolphe allait-elle recommencer ? La position de Charles XII était forte : ne serait-il point tenté d'intervenir dans la guerre occidentale ? De divers côtés on le craignit et on l'espéra. Louis XIV lui dépêcha en 1707 le baron de Besenval. Inquiets les alliés envoyèrent le duc de Marlborough en personne. Ce dernier partit tout à fait rassuré, moyennant quelques concessions qu'il promit et obtint effectivement de l'empereur en faveur des protestants de Silésie. Quant à Besenval, il avait négocié vainement avec Charles XII, et surtout avec son conseiller principal le comte Piper. Finalement Charles XII déclina toute médiation dans le grand litige de l'Europe occidentale : il refusa d'assumer la tâche de la défense des « libertés germaniques », desquelles France et Suède étaient légitimement garantes depuis

1648. Ainsi, il ménageait les Allemands qui devaient, après sa défaite, participer à la ruine de ses États. Somme toute, il agit en médiocre politique, à vues courtes. Il n'avait rien d'un homme d'État européen.

Charles XII se décida à quitter le camp d'Altrandstadt pour reconquérir les provinces baltiques, mais aussi dans des intentions beaucoup plus vagues et chimériques, conquête de Moscou, de l'Asie, etc. Ainsi s'enfonçait-il en plein roman de chevalerie, avant de s'enliser dans l'intérieur de la Russie. Pierre le Grand se déroba à l'attaque qui se fit d'abord vers l'Est et dans la direction de Moscou. Mentchikov opposa aux Suédois une belle résistance à Holowczyn. Alors Charles XII se laissa entraîner vers le Sud et vers l'Ukraine par l'hetman Mazeppa, que les cosaques abandonnèrent. Entre temps, les renforts envoyés de Suède à Charles XII sous les ordres de Lewenhaupt furent interceptés et presque complètement détruits à Lesna. Charles XII ne reçut donc que des débris d'armée ; ses troupes souffrirent beaucoup du terrible hiver de 1708-1709. Arrivé dans les steppes de l'Ukraine, Charles XII enleva, en janvier 1709, la petite forteresse de Hadjack. Ses communications étaient coupées avec l'Europe, mais il gardait son imperturbable confiance et sa sérénité. En mai, il commença le siège de Poltava. C'est devant cette place que vint l'attaquer, le 8 juillet, Pierre le Grand avec des forces très supérieures en nombre. Charles XII, qui se dépensa suivant son habitude dans l'action, fut blessé et complètement battu ; la plus grande partie de son armée capitula.

Les conséquences de cette défaite — la première grande victoire russe — furent énormes. En Pologne, Stanislas Leczinski s'effondra. Quant à Charles XII il s'était réfugié sur les terres du sultan, où il demeura dans une demi-captivité de 1709 à 1714 à Bender en Bessarabie. Bientôt une nouvelle coalition allait se former contre lui. A Thorn, dès 1709, Auguste II avait resserré son alliance avec Pierre le Grand. A Dresde, s'entendirent Auguste et Frédéric IV de Danemark. Toutes les ambitions se réveillèrent. Frédéric I^{er} eût voulu acquérir la Pologne prussienne : mais ses suggestions trouvèrent mauvais accueil auprès du tsar, lors de l'entrevue de Marienwerder en 1709. Pierre le Grand agissait : il s'emparait de Riga, il attaquait diverses places en Esthonie et en Finlande. La Poméranie suédoise était envahie. En 1711 commençait le premier siège de Stralsund par une armée composée de Russes, de Saxons, de Danois. Bientôt l'électeur de Hanovre, le duc de Mecklembourg participaient aux hostilités. Vainement Charles XII appelait à l'aide l'Angleterre et la Hollande qui avaient promis la garantie du traité d'Altrandstadt. Elles se contentèrent à La Haye en novembre 1710 de proclamer leur neutralité. En Suède même l'autorité se détendait : le Sénat en l'absence du roi trouvait devant lui des résistances.

Heureusement pour Charles XII, la coalition formée contre lui

était plus impressionnante que solide. La Russie pesa lourdement sur ses alliés. La France essaya vainement de réagir, de réconcilier contre le tsar, Pologne, Suède et Turquie jusque-là immobiles. Ses avertissements furent multipliés à la cour d'Auguste de Saxe. Depuis longtemps Constantinople, sous le sultanat d'Ahmed III, faisait la sourde oreille et se désintéressait de la lutte. Un nouvel effort fut tenté au lendemain de Poltava. Fériel, ambassadeur de France, puis Des Alleurs qui le remplaça, joignirent leurs sollicitations à celles de Charles, afin de décider la Sublime Porte à intervenir. Le tsar était un peu inquiet : il était en assez mauvais rapports avec Louis XIV qui avait décliné sa visite en 1698. Mais ses conquêtes nordiques l'absorbaient, Carélie, Livonie, Esthonie. Le duc régnant de Courlande, vassal de la Pologne, sollicitait la main d'une de ses nièces. De la péninsule des Balkans lui étaient adressés de nombreux appels.

L'argent français aidant, Constantinople finit par s'inquiéter de cette ébauche de croisade chrétienne, et de ce panslavisme avant la lettre. Une imprudence russe précipita la rupture : le représentant du tsar, Tolstoï, ayant risqué un ultimatum, se vit emprisonné aux Sept Tours. Le tsar s'aventura avec son armée dans les principautés danubiennes : il voulait marcher sur Constantinople et délivrer les chrétiens d'Orient. L'entreprise était insuffisamment mûrie, et ne fut pas soutenue par les concours espérés. Le nouveau vizir Baltadgi Mohammed cerna sur les rives du Pruth l'armée de Pierre le Grand, mais il se laissa corrompre et consentit à négocier. Ce fut le traité de Falksen du 23 juillet 1711, par lequel le tsar restituait Azov, promettait de se désintéresser des affaires polonaises, de laisser Charles XII rentrer dans ses États. En vain Charles XII et la France protestèrent. Le roi de Suède fut expulsé après combat de Bender. En 1713 la paix d'Andrinople, due à l'intervention de la Hollande et de l'Angleterre, lui enlevait tout espoir de nouvelles hostilités entre Constantinople et Moscou. Force lui fut de regagner ses États.

Entre temps, le roi de Prusse s'était fait livrer Stettin et la Poméranie : l'électeur de Hanovre, George I^{er}, roi d'Angleterre, était maître de Brême et de Verden qu'il avait rachetés au Danemark ; les flottes russes menaçaient Stockholm ; l'infanterie de Pierre le Grand campait en Mecklembourg devant Wismar : elle avait occupé le Holstein, levé des contributions sur Hambourg et Lubeck. Ce fut au tour de l'Allemagne de s'alarmer devant le conquérant moscovite. En 1714, pour faire la part du feu, la Prusse traitait avec lui : les deux princes se garantirent à Saint-Petersbourg, d'un côté l'Esthonie, l'Ingrie, et la Carélie, de l'autre la Poméranie. La même année recommençait le siège de Stralsund, où venait de se jeter Charles XII. Il n'y put demeurer, s'enfuit et la ville capitula. En 1715, George I^{er} d'Angleterre concluait un accord avec le tsar à Greifswald. La situation de la Suède semblait désespérée.

L'EUROPE EN 1715. CONCLUSION GÉNÉRALE. — A l'ouest les traités d'Utrecht et de Rastadt faisaient la loi. Que ressortait-il de ce laborieux ensemble de textes ? D'abord la victoire de l'Angleterre. La France reconnaissait la reine Anne, elle écartait le prétendant, elle rasait Dunkerque, elle abandonnait la baie et le détroit d'Hudson, l'Acadie, Terre-Neuve et les îles adjacentes, Saint-Christopheaux Antilles : ainsi était sérieusement écorné son empire colonial. L'Espagne concédait à l'Angleterre, pour trente ans, le trafic des noirs dans l'Amérique espagnole et lui accordait le privilège du vaisseau de permission autorisé tous les ans à la

foire de Porto-Bello. Elle renonçait à Gibraltar et à Minorque. Les Provinces-Unies semblaient, elles aussi, l'emporter. Elles occupaient, avec des garnisons entretenues aux frais de la Belgique, les places de La Barrière, Namur, Tournai, Menin, Furnes, Warneton, Ypres et Knocke. Mais leur action politique allait désormais se confondre avec celle de l'Angleterre. Elles n'étaient plus qu'une puissance de second rang ; l'accident heureux qui avait fait leur extraordinaire et anormal développement cessait d'exister.

La succession d'Espagne était définitivement réglée. Ni les Habsbourg ni les Bourbons ne l'emportaient. Philippe V demeurait roi d'Espagne, mais il était exclu de la couronne de France. L'Espagne avait gardé le souverain de son choix, mais au prix de lourdes pertes territoriales : elle était dépouillée des Pays-Bas et de ses territoires italiens ; il est vrai qu'allégée de possessions lointaines, coûteuses, et difficiles à défendre, elle devenait plus homogène.

La France évacuait la Lorraine, cédait Tournai, Ypres et Furnes, afin de recouvrer Aire, Béthune et Saint-Venant. Avec le duc de Savoie, elle échangeait contre la vallée de Barcelonnette la partie du Dauphiné située dans la vallée du Pô. Mais elle gardait l'Alsace, Landau et Strasbourg.

L'Autriche recevait les Pays-Bas, grevés de l'hypothèque hollandaise. Elle n'avait plus rien à espérer de l'Espagne, où des Habsbourg avaient cessé de régner. Elle obtenait en Italie Naples, la Sardaigne, les présides de Toscane, le Milanais, qui faisaient d'elle la maîtresse de la Péninsule. Par les côtes belges, par les ports italiens, elle eût pu devenir une grande puissance commerciale.

Dans l'Empire, peu de changements. Définitivement étaient reconues la création de l'Électorat de Hanovre, dont le titulaire allait devenir roi d'Angleterre en 1714, et la royauté prussienne de Frédéric I^{er}, lequel acquérait une partie de la Gueldre et le pays de Kessel. L'électeur de Bavière et l'électeur de Cologne, restés fidèles jusqu'au bout à Louis XIV, recouvraient cependant leurs États.

En Italie, le duc de Savoie obtenait, comme récompense de l'aide prêtée par lui aux alliés, la Sicile, au titre de laquelle il fut nommé roi en 1713. On ne comprit qu'imparfaitement, en ce temps, la lente ascension de cet État jeune, parallèle à celle de la Prusse.

Si la question d'Occident était réglée par une série d'accords, il



CARTE politique de l'Europe après les traités de 1715.

Le même du problème nordique et de la question de Louis XIV en 1715 est antérieure de plusieurs années aux traités qui arrêteront les hostilités entre les coalisés et la France, l'Autriche et la Turquie, mais l'on peut prévoir ce que sera le résultat final. En janvier 1715 Louis XIV — décision qu'il prenait — accordait des subsides à Charles XII. Il était trop tard : la guerre de Suède dans la Baltique était terminée. Entre des mains étrangères la Pologne allait achever son déclin. Les puissances maîtresses de l'heure étaient la Russie et bientôt la Prusse, grave bouleversement des rapports de valeur en Europe. La situation de l'Angleterre, en possession de Brême, de Verden, de l'électorat de Hanovre, demeurait prépondérante à l'est comme à l'ouest. La décadence de la Turquie allait encore s'affirmer dans les années subséquentes.

En somme c'était une Europe nouvelle, qui venait au jour, celle du XVIII^e siècle. La France n'y gardait pas sa situation prépondérante. Ses anciennes alliées étaient en déclin. Déjà s'annonçait le rôle mondial de l'Angleterre, maîtresse des mers, colonielement accrue. Plus que jamais dans l'évolution de la politique européenne, il faudrait tenir compte du facteur oriental. A la Suède, à la Pologne, à la Turquie en liaison avec la Prusse se substituerait la Russie. Quant aux mœurs et pratiques internationales, elles demeuraient inchangées. C'est avec raison que de ce point de vue Albert Sorel n'a établi aucune différence entre l'Europe politique du XVII^e et du XVIII^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES. — Elles sont trop nombreuses pour être énumérées. Contétons-nous de citer : pour les traités : DUMONT, *Corps diplomatique*, t. VI-VII-VIII (Amsterdam, 1726-1731). — VAST, *Les Grands Traités du règne de Louis XIV* (3 vol., 1893-1894); pour la Prusse : les *Urkunden und Actenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg* (Auswärtige Acten, Frankreich, Berlin à partir de 1865); pour la Hollande : Groen van Prinsterer, *Archives de la maison d'Orange Nassau* (2^e série, Utrecht, 1861; 3^e série, Leyde, 1907); pour la France : Louis XIV, *Mémoires* (éd. Dreyss, 2 vol., 1860). — TORCY, *Journal* (1709-1711, éd. Masson, 1884). — SPANHEIM, *Relation de la cour de France* (éd. Bourgeois, 1890). — *Recueil des Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution* (Espagne, Morel-Fatio; Autriche, Albert Sorel; Rome, G. Hanotaux; Hollande, André et Bourgeois, etc.). — VOLTAIRE, *Le Siècle de Louis XIV* (1752).

Pour l'histoire militaire : DE VAULT et PELET, *Mémoires militaires relatifs à la Succession d'Espagne* (1835-1892, 11 vol.). — VILLARS, *Mémoires* (éd. Vogüé, 6 vol., 1884-1904); — *Feldzüge des Prinzen Eugen von Savoyen* (17 vol., Vienne, 1876-1892), etc.

OUVRAGES A CONSULTER. — 1^o Ouvrages généraux : BOURGEOIS, *Manuel historique de politique étrangère*, t. I. — CARUTTI, *Storia della diplomazia della Corte di Savoia* (t. II et III, Turin, 1879). — FLASSAN, *Histoire générale de la diplomatie française*, t. III et IV. — IMMICH, *Geschichte des europaischen Staatensystems* (1660-1789, Munich, 1905). — LAVISSE, *Histoire de France*, (t. VII, 2, et VIII, 1, avec la collaboration de Saint-Léger, 1907-1908). — 2^o Ouvrages relatifs à la Succession d'Espagne : GAEDEKE, *Die Politik Oesterreichs in der spanischen Erbfolgefrage* (Leipzig, 1877). — O. KLOPP, *Der Fall des Hauses Stuart, etc* (Vienne, 1875). — LEGRELLE, *La Diplomatie française et la Succession d'Espagne* (4 vol., 1888-1892). — MIGNET, *Négociations relatives à la Succession d'Espagne* (4 vol., 1835-1842). — NOORDEN (Karl von), *Europaische Geschichte in achzehnten Jahrhundert* (3 vol., Leipzig, 1870-1882); aux rapports de Guillaume III et de Louis XIV. — COURCY (de), *La Coalition de 1701 contre la France* (1886). — GRIMBLOT, *Letters of William III and Louis XIV* (Londres, 1848). — GROVESTINS (Sirtema de), *Guillaume III et Louis XIV* (1868). — REYNALD, *Louis XIV et Guillaume III* (2 vol., 1883); aux questions militaires et maritimes. — ARNETH, *Prinz Eugen von Savoyen* (Vienne, 1864). — FEA (Pietro), *L'assedio di Torino del 1706* (Rome, 1905). — PICAVET (C.-G.), *Les Dernières Années de Turenne*, 1914 (bibliographie complète des campagnes de Turenne). — RONCIÈRE (de la), *Histoire de la marine française* (t. V, 1924). — ROUSSET (Camille), *Histoire de Louvois* (1863). — F. TAYLOR, *The Wars of Marlborough* (Oxford, 1921). — 3^o Ouvrages portant sur des problèmes diplomatiques spéciaux : AUERBACH, *La Diplomatie française et la cour de Saxe* (1887); — *La France et le Saint-Empire romain germanique* (1912). — BAUDRILLART, *Philippe V et la cour de France* (t. I, 1890). — BOURGEOIS (Émile), *Neuchâtel et la politique prussienne en Franche-Comté* (1887). — DOEBERL, *Bayern und Frankreich* (Munich, 1900-1903). — HIPPEAU, *Avènement des Bourbons au trône d'Espagne* (2 vol., 1875). — IMMICH, *Zur Vorgeschichte des Orleans'schen Krieger* (1898, Heidelberg). — O. KLOPP, *Das Jahr 1683* (Graz, 1882). — LEFÈVRE-PONTALIS, *Jean de Witt* (1884). — LONCHAY, *La Rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas* (Bruxelles, 1896). — PAGÈS, *Le Grand Electeur et Louis XIV* (1905). — PRIBRAM, *Lisola und die Politik seiner Zeit* (Leipzig, 1894). — ROTT, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses* (t. VII, 1921; t. VIII, 1923). — SYVETON, *Louis XIV et Charles XII au camp d'Altrandstadt*, 1900 (cf. sur le même sujet : SCHEFER, *Annales des Sciences politiques* (1890-1893). — WADDINGTON (Albert), *La Politique extérieure du Grand Electeur* (t. II, 1908). — WEBER (Ottokar), *Der Friede von Utrecht* (Gotha, 1891). — 4^o Articles de revues : cf. tout particulièrement *Revue historique* (BOURGEOIS, 1888; PAGÈS et JAPIKSE, 1908), *Revue des questions historiques* (HYRVOIX DE LANDOSLE, 1922), *Archiv für oesterreichische Geschichte* passim.

CHAPITRE VI

L'EUROPE SEPTENTRIONALE ET ORIENTALE AU XVII^e SIÈCLE

L'HISTOIRE de l'Europe septentrionale et orientale au XVII^e siècle est caractérisée, dans son ensemble, par ce fait qu'elle s'associe d'une façon désormais très étroite à celle de l'Europe occidentale. Jusque-là, les grands problèmes qui agitaient l'Occident n'avaient eu, au Nord et à l'Est, qu'une faible répercussion, et les bouleversements de l'Europe orientale, entre la Baltique et la mer Noire, étaient demeurés, pour la plupart, à peu près aussi complètement inconnus en Occident que s'il se fût agit d'un autre continent. Cet état de choses se modifie au XVI^e siècle. Il se modifie davantage encore au XVII^e siècle. Le mouvement de la Renaissance et celui de la Réforme se propagent aux confins de l'Europe chrétienne. Les relations économiques se nouent ou se resserrent. Les grandes combinaisons politiques de l'Occident, s'élargissant progressivement, embrassent peu à peu tous les pays antérieurement ignorés ou mal connus. De près ou de loin, Turquie, Hongrie, Suède, Moscovie, se trouvent amenées à jouer leur rôle dans la rivalité qui met aux prises les maisons de France et d'Autriche. Les événements qui se passent en Livonie, en Transylvanie, en Moldavie, en Podolie, à Azov, deviennent des éléments du jeu sur l'échiquier de la diplomatie européenne.

En même temps que l'évolution naturelle des choses et l'action des diplomates la font participer de plus en plus directement aux affaires de l'Occident, l'Europe septentrionale et orientale a eu, au XVII^e siècle, à résoudre ou à aborder des problèmes qui lui étaient propres, tels que la question de la Baltique et celle de la mer Noire, l'antagonisme polono-moscovite, ou le conflit entre le catholicisme et l'orthodoxie, problèmes qui se sont insérés complètement ou en partie dans la trame des événements occidentaux.

Le jeu des forces en présence et les actions du dehors ont déterminé, au XVII^e siècle, dans l'Europe septentrionale et orientale, une

série de faits qui ont modifié du tout au tout la situation entre la Baltique et la mer Noire : abaissement de l'État polono-lithuanien, grandeur de la Suède, avènement de la monarchie prussienne et de la Russie moderne, recul de l'Empire ottoman, consolidation de l'Autriche dans ses possessions orientales.

I. L'ÉTAT POLONO-LITHUANIEN

Ces faits se comprendraient mal si l'on ne connaissait pas d'abord les conditions de la République de Pologne, qui était territoriale-ment, à l'aurore du XVII^e siècle, le plus important organisme politique de l'Est européen. L'affaiblissement de cet État constitue, en définitive, l'événement essentiel du siècle. Il en est résulté une sorte d'énorme dépression vers laquelle se sont précipitées les forces voisines.

La République de Pologne venait justement, dans les dernières années du XVI^e siècle, de prendre sa forme à peu près définitive au point de vue territorial et au point de vue de l'organisation intérieure. Elle comprenait deux parties, la Pologne proprement dite ou *Couronne*, et le grand-duché de Lithuanie, soudées l'une à l'autre, depuis la fin du XIV^e siècle, par une série d'accords dont le dernier avait été l'Union de Lublin (1569). Cette fusion avait fait la fortune de la Pologne, en la rendant maîtresse d'immenses domaines étendus progressivement vers le sud-est dans le bassin du Dniepr. L'État réunissait à l'ouest la Poméranie ou « Prusse royale », la Varmie, la « Grande Pologne », la « Petite Pologne »; à l'est la Livonie, la Samogitie, la Lithuanie proprement dite, la Russie Blanche, la Russie Noire, la Polésie, la Volhynie, la Russie Rouge, la Podolie, l'Ukraine cisdnépienne et transdnépienne. En outre, deux duchés,

celui de Courlande et celui de « Prusse ducale » (Prusse orientale), étaient des fiefs polonais. L'État polono-lithuanien barrait tout le continent du golfe de Finlande aux principautés danubiennes, de la plaine du Brandebourg à la plaine moscovite.

Sa puissance, cependant, était plus apparente que réelle. Il juxtaposait des éléments ethniques très variés, Polonais, Lithuaniens, Lettons, Allemands, Russiens (ou Ruthènes) de plusieurs types, Juifs, Arméniens, Tatars, etc., appartenant à toutes sortes de confessions, catholicisme, Église catholique-grecque, Église orthodoxe, calvinisme, luthéranisme, judaïsme, arianisme, religion musulmane. Or la Pologne-Lithuanie s'était donné le régime qui convenait le moins pour l'administration d'un domaine aussi vaste et aussi disparate.

Depuis l'extinction de la dynastie nationale des Jagellons (1572), la couronne est élective, le roi pouvant être choisi au dehors, ce qui, outre le fléau des interrègnes toujours troublés, donne prise aux intrigues de l'étranger et aux manœuvres d'intimidation des partis. Le souverain est obligé de signer des capitulations (*Pacta Conventa*) qui limitent rigoureusement ses droits au bénéfice des classes privilégiées. Ses prérogatives sont presque uniquement honorifiques. Il ne peut même librement voyager à l'étranger non plus que se marier ou divorcer. Il n'a aucune autorité sur les fonctionnaires, qui sont tous nommés à vie.

Le pouvoir tout entier appartient aux représentants des classes privilégiées, à la Diète (Sejm), qui fait les lois, vote les impôts, contrôle l'armée, et a même des attributions judiciaires. Le Parlement est le théâtre d'une lutte acharnée des factions. Ses délibérations deviendront de plus en plus difficiles et stériles quand s'établira, à partir de 1652, la pratique du *Liberum Veto*, le droit étant reconnu à un député d'annuler par son unique suffrage un vote de tous ses collègues.

Les diètes sont précédées de *diétines* régionales et locales. Réunies d'abord uniquement pour désigner les représentants à la Diète, elles élargissent peu à peu leur compétence, absorbent les attributions du pouvoir central, paralysent les députés par des mandats impératifs, et arrivent, au XVII^e siècle, à réduire la Diète elle-même à un rôle secondaire.

Ce régime parlementaire, c'était la noblesse qui l'avait établi, et à son profit. La noblesse, très nombreuse, est souveraine. Elle ne paie pas d'impôts. Elle a seule le droit de posséder la terre. Elle se réserve les charges laïques et les hautes dignités ecclésiastiques. Elle assujettit le paysan aux corvées et méprise les bourgeois, au point qu'elle en viendra, en 1633 et en 1677, à exclure de ses rangs les gentilshommes qui prétendent s'occuper d'industrie ou de commerce. Maîtresse de la vie publique par les Diètes, elle l'est aussi par les *confédérations*, sorte de ligues militaires constituées d'abord dans les interrègnes, puis de plus en plus fréquentes à mesure que le pouvoir royal faiblit. Plus d'une fois, au cours du XVII^e siècle, quand le souverain, toujours suspecté d'ombrageusement, sera considéré comme ayant enfreint la légalité, les *confédérations* dégèneront en insurrections ou *rokosz*.

Tous les nobles, théoriquement, étaient égaux, et ils s'appelaient « frères ». En fait, depuis le XVI^e siècle, des inégalités considérables s'accroissaient. La moyenne et petite noblesse (*szlachta*), qui avait élaboré le régime, s'était beaucoup appauvrie, dans le même temps que s'enrichissaient certaines familles, surtout en Petite Pologne, en Lithuanie et dans les pays russiens, par l'exploitation des confins. Ces familles s'étaient constituées d'immenses *latifundia* où elles avaient leur cour et leur armée. Leur influence sur la vie publique ne cessera de croître au XVII^e siècle. Les *magnats* auront leur diplomatie à eux, leurs guerres. Ils recruteront leurs serviteurs et clients dans la foule des gentilshommes sans fortune et par eux ils deviendront les maîtres des diétines. Ainsi la lente décentralisation opérée par ces dernières au détriment du roi et de la Diète ne servira qu'à fortifier la domination d'une oligarchie égoïste. Au point de vue militaire, la force

principale était toujours, en théorie, le *pospolite ruszenie* ou levée en masse, mais, les qualités guerrières ayant beaucoup baissé, le *pospolite ruszenie* était provoqué rarement et rendait de médiocres services. En cas de guerre, on recrutait des mercenaires et l'on utilisait de faibles éléments réguliers. La Pologne en resta à ce système même après la guerre de Trente ans, quand les États européens commencèrent à organiser des armées permanentes.

Le plus grand défaut de l'armée polonaise tenait à un vice général du pays : les soldats ne touchaient pas de solde régulière, parce que le Trésor était dans un perpétuel embarras. La classe nobiliaire tout entière étant exempte des charges fiscales, le poids des impôts retombait sur la bourgeoisie, peu nombreuse, et sur les paysans, très pauvres. Le revenu de ces impôts était ainsi presque dérisoire, et il fallait, dans les circonstances exceptionnelles, voter des contributions extraordinaires. La Diète, gardienne des intérêts de la noblesse, laissa subsister cette organisation financière.

Le souci des intérêts de l'État, dans un pays où tout le régime tendait à satisfaire et à fortifier les instincts de l'individualisme slave, diminue d'une façon très sensible au cours du nouveau siècle. Le niveau de la culture baisse. Les traditions de tolérance faiblissent. La Pologne-Lithuanie, peuplée de nombreux *dissidents*, entourée d'États protestants, orthodoxes, musulmans, laisse les questions confessionnelles envenimer les problèmes politiques et en vient à noter d'infamie (1669) les citoyens qui abjurent le catholicisme. Pendant tout le siècle, de Richelieu à Louis XIV, elle résistera, sauf à de courts intervalles, aux instances de la politique française, pour lier son sort aux intérêts de l'Autriche catholique. Condamnée à un rôle de satellite dans la lutte contre le protestant et l'infidèle, fière de ses institutions archaïques qu'elle croit modernes et de ses libertés qui sont seulement de l'anarchie, elle ne s'aperçoit pas qu'autour d'elle des États anciens ou nouveaux se donnent des finances, des armées, un pouvoir fort, et qu'ils se préparent à s'élever sur ses ruines.

II. LA LUTTE POUR LA BALTIQUE

Au XVII^e siècle et dans le premier quart du XVIII^e ont eu lieu ce qu'on appelle les « guerres du Nord ». L'enjeu de ces guerres était le « *dominium maris Baltici* ». Elles ont mis principalement aux prises



CARTE de la Pologne au XVII^e siècle.



VUE DE VARSOVIE au XVII^e siècle. — D'après une gravure populaire. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

les deux puissances du Nord qui étaient à ce moment les plus importantes, la Suède et la Pologne-Lithuanie. Leur résultat a été d'épuiser les deux adversaires, au profit de l'État prussien à l'ouest et de l'État moscovite à l'est.

IMPORTANCE DE LA BALTIQUE. — LES ÉTATS RIVERAINS. — LA LIVONIE. — La mer Baltique, qui n'avait été, pendant des siècles, que le refuge des corsaires normands, avait commencé à jouer un rôle politique et commercial au XIII^e siècle, lors de la formation de la Hanse. L'établissement des Turcs en Europe avait considérablement accru l'importance de ce rôle. Le commerce baltique avait pris en grande partie la place du commerce méditerranéen. Pendant longtemps, il n'y eut plus désormais d'autre voie de mer pour les communications politiques et économiques entre l'Occident et les pays de l'Est européen.

Au commencement du XVII^e siècle, quatre États étaient en rivalité dans la Baltique : Suède, Pologne-Lithuanie, Danemark et Moscovie. Le point principal où ils se heurtaient se trouvait entre le golfe de Finlande au nord et les bouches du Niémen au sud, c'est-à-dire en Estonie, en Livonie et en Courlande. Ces régions étaient destinées à être un champ clos, parce qu'elles voisinaient directement avec la Moscovie et constituaient ainsi l'intermédiaire naturel entre l'Occident et l'Orient.

Au XV^e siècle, puis au XVI^e, la Moscovie s'était frayé un chemin vers la Baltique en détruisant les républiques marchandes de Novgorod et de Pskov. La Livonie, attaquée à son tour, s'était donnée à la Pologne-Lithuanie (1561), et la Courlande avait été érigée en fief polonais. Ces événements avaient été suivis avec attention par le Danemark et la Suède, entre lesquels existait un antagonisme acharné depuis la rupture de l'Union de Calmar. Le Danemark avait occupé l'île d'Oesel, et la Suède le principal port de l'Estonie, Revel. Ainsi, dans la seconde moitié du XVI^e siècle, la Livonie et les régions avoisinantes étaient devenues le centre de gravité des affaires du Nord. Pour débrouiller l'écheveau qui se forme alors sur ce point, il faudra plus d'un siècle et demi.

LA QUESTION POLONO-SUÉDOISE. — Au commencement du XVII^e siècle, deux des partenaires avaient l'avantage. Tandis que le Danemark se contentait de son hégémonie sur mer, la Suède et la Pologne-Lithuanie, par des efforts simultanés, s'étaient débarrassées de la concurrence encore peu redoutable de la Moscovie. Celle-ci, qui devait tomber bientôt dans l'anarchie, avait fait les frais de la première « Guerre du Nord ». Elle était presque éliminée du jeu pour plus d'un siècle.

La Pologne-Lithuanie l'avait contrainte à renoncer à toute prétention sur la plus grande partie de la Livonie. La Suède lui avait fermé la porte en occupant tout le golfe de Finlande.

Après leur commun succès, ces deux États se trouvaient face à face. Une cause particulière vint aggraver leur antagonisme naturel et en fit le grand événement de l'histoire de l'Europe septentrionale au XVII^e siècle. Le roi de Suède, Jean III, avait épousé la sœur du

dernier roi de la dynastie polono-lithuanienne des Jagellons. Son fils avait été élu en 1587 roi de Pologne-Lithuanie, sous le nom de Sigismond III. Cette union des deux familles des Jagellons et des Vasas avait éveillé de grandes espérances. On se flattait, en Pologne, qu'elle permettrait un règlement pacifique et avantageux des affaires du Nord. On rêvait d'un pacte polono-suédois analogue au pacte polono-lithuanien. En Europe, dans les milieux catholiques, on pensait que, par l'intermédiaire de Sigismond III, la Suède, revenant à la foi romaine, serait amenée à prendre place, aux côtés des Habsbourg et de la Pologne, dans une grande alliance contre les puissances protestantes.

Du coup, le conflit polono-suédois, jusque-là tout local, prenait une extension redoutable. Il se compliquait d'une question dynastique et d'une question religieuse, c'est-à-dire devenait un épisode de la lutte entre la maison d'Autriche et ses adversaires. C'étaient Richelieu et Mazarin, en fin de compte, qui allaient être appelés à trancher les affaires du Nord.

Le roi de Pologne Sigismond III, catholique ardent, taciturne, défiant, borné, sorte de pâle réplique de Philippe II, s'acharna à une pensée qui fut pendant plus de soixante-dix ans, jusqu'à 1660, le pivot de la politique polonaise et qui engendra les pires calamités : conquérir la couronne suédoise.

Après avoir épousé, en 1593, une archiduchesse d'Autriche, il vint en Suède, la même année, recueillir la succession de son père. A son retour en Pologne, il laissa le gouvernement de l'État scandinave à un conseil de régence présidé par le frère de Jean III, Charles de Sudermanie. Charles, luthérien passionné, extirpa les restes du catholicisme et persécuta le parti royal. Sigismond débarqua à Calmar avec une petite armée, fut battu au pont de Stångebro (1598) et signa trois jours après une capitulation complète. L'année suivante, les États suédois prononcèrent la déchéance de Sigismond et transmettaient la couronne à son fils âgé de quatre ans, sous la réserve qu'il serait envoyé en Suède pour y être élevé dans la religion protestante et l'esprit suédois. Sigismond repoussa ces conditions.

LA DEUXIÈME GUERRE DU NORD. — Il était clair, dès ce moment-là, que l'union dynastique entre la Suède et la Pologne-Lithuanie, bien loin de simplifier la situation, l'avait compliquée terriblement. La bataille du pont de Stångebro posait à nouveau, de la façon la plus aiguë, le problème de la Baltique. Elle inaugurait la seconde guerre du Nord.

La Suède abordait la lutte avec décision. Depuis la rupture de l'Union de Calmar, elle travaillait énergiquement à se faire sa place dans la Baltique. Entièrement acquise au protestantisme, elle était homogène et vigoureuse. Si son *Riksråd* (Sénat) et son *Riksdag* (Diète) jouissaient de pouvoirs étendus, ces pouvoirs étaient surtout théoriques, et la force du sentiment monarchique permettait au souverain d'agir librement au mieux des intérêts de l'État sans se subordonner aux intérêts d'une classe.

Il n'en était pas de même en Pologne-Lithuanie. Cet État avait d'immenses intérêts dans la Baltique, mais il était mal préparé à les sauvegarder. Son régime parlementaire extravagant lui interdisait l'esprit de suite. Il n'avait pas de politique maritime. Il ne possédait pas de flotte, les ressources



CHARLES DE SUDERMANIE (1550-1611). — Régent du royaume de Suède, puis, à partir de 1604, roi sous le nom de Charles IX. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

normales du Trésor étant insuffisantes. Il s'intéressait peu à la mer, et son attention se tournait principalement vers les vastes domaines de l'Est et du Sud-Est qu'il fallait peupler, mettre en valeur et défendre. Au surplus, il n'était pas entièrement maître de ses côtes. La Courlande et la Prusse orientale n'étaient que des fiefs. Dantzig, le principal port de la Baltique, jouissait depuis le ^{xv}^e siècle d'un « Privilegium magnum » jalousement maintenu. La cité marchande ne s'occupait que de ses intérêts, et son attitude fut pour la Pologne un obstacle continu au cours des guerres du Nord. Mais elle était ménagée par les souverains dont elle était la créancière, et par la noblesse, soucieuse de ne pas compromettre le libre transport des céréales qui faisait sa prospérité. Enfin, le malentendu était complet entre le roi Sigismond III et le pays. Quand on vit que la Suède rejetait Sigismond et que la question du Nord restait posée, on vint à penser que le roi n'avait en vue que ses intérêts personnels et dynastiques. De là l'impopularité des Vasas, des contradictions politiques, des troubles, une incohérence générale qui devait mener au désastre.

LA GUERRE DE TRENTE ANS. — GUSTAVE-ADOLPHE. — ALLIANCE POLONO-AUTRICHIENNE. — En 1600, Charles de Sudermanie, plus tard roi sous le nom de Charles IX, incorpora officiellement l'Estonie à la Suède, puis, l'année suivante, conquiert la Livonie. Après une série d'opérations, où les Polonais remportèrent la victoire de Kirchholm (1605), une trêve fut conclue jusqu'à 1614.

Les choses en étaient là quand Charles mourut (1611). Son successeur, Gustave-Adolphe, notifia son avènement à Sigismond III en lui conseillant de mettre fin aux malentendus entre les deux pays. Sigismond ne répondit pas. C'était le temps où l'empereur Mathias cherchait des assurances contre les princes protestants d'Allemagne. En mars 1613, une *alliance polono-autrichienne* était conclue. Elle prévoyait que les deux souverains se prêteraient assistance en cas de révolte dans une partie de leurs États, ce qui signifiait évidemment, étant donné l'état des choses dans l'Empire, que la Pologne aurait bientôt à épauler les Habsbourg. A la veille du drame qui se préparait et qui allait décider non seulement des affaires d'Occident, mais de celles du Nord, l'alliance de 1613 fixait définitivement l'orientation fatale de la Pologne. La République, en se mettant à la remorque de la puissance destinée à être vaincue, allait être vaincue avec elle.

Gustave-Adolphe, en 1617, consolida sa situation dans le Nord en concluant avec la Moscovie la paix de Stolbovo, qui lui laissait l'Ingrie et la Carélie, reliant ainsi les possessions de la Suède en Finlande à ses possessions en Livonie. « La Moscovie est coupée de la Baltique », déclara-t-il à la Diète. Et il ajoutait, annonçant comme inévitable une nouvelle guerre avec la Pologne-Lithuanie, qu'il s'agissait « du maintien de la liberté religieuse et politique ainsi que de l'indépendance de la Suède ». La Diète vota l'expulsion de tous les catholiques, dans un délai de trois mois, puis, aussitôt, Gustave-Adolphe se jeta sur la Courlande et la Livonie. La Pologne, laissée seule par l'allié autrichien, signa une nouvelle trêve (1618). Là-dessus, la guerre de Trente ans ayant éclaté, Sigismond III envoya des Cosaques au nouvel empereur Ferdinand II et autorisa les adversaires de Bethlen Gabor à lever des troupes dans son royaume. On faisait miroiter à ses yeux la possibilité, moyennant une diversion en Silésie, de récupérer cette province comme fief impérial. Les protestants, craignant l'éventualité de cette diversion, excitèrent contre la Pologne la Turquie et la Moscovie. Tandis qu'Osman II envahissait les provinces méridionales de la République, Gustave-Adolphe enlevait Riga (1621), le point commercial le plus important de la rive orientale de la Baltique, et en même temps la clef stratégique des positions polonaises en Livonie. Le roi de Suède appelait la Livonie et la Prusse les ailes de l'aigle polonais. Une des ailes était coupée. Restait la Prusse. Après une nouvelle trêve, Gustave-Adolphe attaque

la Prusse occidentale et menace Dantzig (1626). La noblesse polonaise, cette fois, comprend que le trafic du blé par la Vistule est en péril. On vote des impôts, on recrute des troupes, on se prépare enfin à un grand effort, mais Richelieu intervient et, par la médiation du baron de Charnacé, fait signer pour six ans la trêve d'Altmark (1629), dont la Pologne fait les frais.

Richelieu avait besoin de Gustave-Adolphe en Allemagne. Le roi de Suède, d'ailleurs inquiet des visées impériales sur la Baltique, où Waldstein commençait à organiser une flotte, débarqua dans l'île d'Usedom en juillet 1630. Par ses victoires, et par celles de ses lieutenants, le petit royaume scandinave allait continuer en Allemagne la conquête de la mer et la ruine de son adversaire polonais. Comme son père Sigismond III, le nouveau roi de Pologne Ladislas IV (1631-1648) s'obstinait à revendiquer la couronne suédoise, et seule l'opposition de la Diète l'empêcha de reprendre la guerre à l'expiration de la trêve d'Altmark. Vainement Richelieu lui offrit l'alliance française et la main de Marie-Louise de Gonzague. Persistant dans l'erreur de 1613, il épousa une archiduchesse. Quand elle mourut, il se ravisa enfin et accepta la main de la princesse française. C'était en 1644. Il était trop tard. Un ordre nouveau était né, que les traités allaient consacrer.

La paix de Westphalie (1648) laisse la Pologne les mains vides. Par contre, sa rivale, la Suède, a le bénéfice du *statu quo* que lui ont valu, dans la Baltique, plusieurs trêves conclues sous la pression de la coalition antiautrichienne. En outre, elle s'établit solidement à l'Ouest, en territoire allemand, par l'acquisition de la Poméranie cétérienne avec Rügen, de l'île de Wollin, des bouches de l'Oder, de Stettin, et de plusieurs principautés ecclésiastiques.

DES TRAITÉS DE WESTPHALIE A LA PAIX D'OLIWA (1648-1660). — Pour faire pièce aux influences autrichiennes, Mazarin avait réussi à faire épouser au nouveau roi de Pologne, Jean II Casimir (1648-1668), la veuve de Ladislas IV. Mais Jean-Casimir, autre Vasa, protesta contre l'avènement en Suède de Charles X Gustave (1654-1660), qui avait pris la couronne après la minorité et le règne de la fantasque Christine.

La Suède, qui avait besoin de guerres pour soutenir sa fortune, était en outre excitée par beaucoup de gentilshommes polonais à qui la dynastie des Vasas était odieuse. Malgré les efforts de la France, Charles-Gustave se jeta sur la Pologne. Les magnats polonais se placèrent sous sa protection. En quelques mois, tout le pays fut occupé et épouvantablement ravagé (1656). Jean-Casimir, abandonné de tous, s'enfuit en Silésie. Le Danemark, qui était entré en guerre, fut réduit à capituler.

Émus de ces succès foudroyants, la Hollande, le Brandebourg, l'Autriche, se déclarèrent contre Charles-Gustave que les Polonais, s'étant ressaisis, refoulèrent jusqu'au Danemark. La Suède vaincue, c'était la revanche des traités de Westphalie. La France s'inquiéta. Mazarin se hâta de signer la paix avec l'Espagne (nov. 1659) pour rétablir l'équilibre compromis dans l'Europe septentrionale.

Par le traité d'Oliwa (3 mai 1660), la Suède recouvrait ses possessions en Poméranie, et Jean-Casimir renonçait définitivement aux prétentions de la Pologne sur le trône suédois. D'autre part, le traité de Copenhague (6 juin 1660), conclu avec le Danemark, laissait à la Suède la Skanie, la Blekingie et Aland, et la paix de Cardis (juillet 1661), conclue avec la Moscovie, lui laissait la Livonie.

L'œuvre de Westphalie était sauvegardée. En face du Danemark abaissé, de la Moscovie emmurée, de la Pologne dont l'aventure dynastique finissait en déroute et dont la concurrence était irrémédiablement brisée, la Suède, établie en Finlande, en Ingrie, en Carélie, en Estonie, en Livonie, en Poméranie, était la grande puissance du Nord, la reine de la Baltique. Elle va jouir de cette hégémonie pendant près d'un demi-siècle, jusqu'au jour où Charles XII verra se dresser contre lui la Russie de Pierre le Grand, et où la troisième guerre du Nord, qui s'engage à la fin du siècle, tranchera au profit de ce rival jusque-là dédaigné le grand débat de la Baltique.



GUSTAVE-ADOLPHE, roi de Suède (1594-1632). — Peinture de van Dyck. — Musée de Munich. CL. HANFSTAENGL.

III. LE BRANDEBOURG ET LE ROYAUME DE PRUSSE

Le XVII^e siècle a été une période décisive pour la fortune d'une petite famille d'Allemagne, celle des Hohenzollern. Cette famille a dû sa grandeur à son esprit de suite, à sa patience, à sa perfidie, à son absence totale de scrupule. Elle l'a due aussi à la débilité et à l'incroyable aveuglement de l'État polono-lithuanien.

L'HÉRITAGE DU DUCHÉ DE PRUSSE. — Depuis le XV^e siècle, la branche aînée des Hohenzollern était établie dans le margraviat de Brandebourg, avec le titre électoral. D'autre part, au XVI^e siècle, un membre de la branche cadette, Albert de Brandebourg, grand maître de l'ordre Teutonique, que les Polonais avaient jadis appelé en Prusse orientale, avait passé au luthéranisme, avait accepté la suzeraineté polonaise, et s'était fait reconnaître duc héréditaire de Prusse (1525).

Il était, dès lors, d'un immense intérêt pour les Hohenzollern de travailler à réunir sous la même souveraineté le Brandebourg, fief impérial, et la Prusse orientale, fief polonais, entre lesquels s'étendait la Prusse occidentale ou « Prusse royale », propriété directe de la couronne polonaise.

Le programme qu'ils se sont attachés à réaliser, pendant plus de deux siècles, avec une persévérance admirable et un plein succès, comportait plusieurs étapes : 1^o obtenir pour les électeurs de Brandebourg l'héritage du duché de Prusse ; 2^o émanciper le duché de Prusse de la suzeraineté polonaise ; 3^o relier le Brandebourg et le duché en s'appropriant les territoires polonais interposés. Les deux premières étapes ont été franchies au XVII^e siècle ; la troisième, au XVIII^e.

Albert de Brandebourg, le premier duc de Prusse, était mort en 1568, laissant pour unique héritier un fils imbécile et dégénéré, Albert-Frédéric. Le Brandebourg avait déjà pris ses dispositions, prévoyant l'extinction prochaine de la branche de Prusse. En 1563, l'électeur, profitant des embarras de la Pologne du côté de la Livonie,



CHARLES X GUSTAVE, roi de Suède (1622-1660). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

avait obtenu d'elle le droit de recueillir éventuellement l'héritage. Les guerres polono-suédoises furent pour le Brandebourg, en cette affaire, une aubaine dont il sut profiter par une politique de chantage discret, se gardant d'indisposer la Pologne tout en laissant espérer son concours à la Suède. La Pologne, absorbée par l'affaire suédoise, et soucieuse de le ménager, se laissa manœuvrer. Un premier tuteur du duc de Prusse étant mort au moment de la guerre de Livonie, Sigismond III de Pologne confia la tutelle, en 1605, à l'électeur de Brandebourg Joachim-Frédéric.

Après la tutelle, la succession. La France fit beaucoup pour y aider les Hohenzollern. Henri IV voulait que le Brandebourg eût les mains libres quand s'ouvrirait la succession de Clèves et de Juliers, et il tenait à faire figure de défenseur des libertés germaniques. Les préoccupations de la lutte contre la maison d'Autriche, à ce moment et dans les années qui suivirent, empêchèrent de voir le danger. Grâce aux appuis qui lui furent fournis au moment où se préparait la guerre de Trente ans, l'électeur de Brandebourg Jean-Sigismond (1608-1619) obtint de la Pologne, à la mort d'Albert-Frédéric (1618), l'investiture du duché de Prusse. L'ironie du destin voulait que la France et la Pologne ouvrirent ensemble la voie à Frédéric II et à Bismarck.

EMANCIPATION DU DUCHÉ DE PRUSSE. — TRAITÉ DE WEHLAU (1657). — Le nouvel électeur Georges-Guillaume (1619-1640) étant parti en Prusse pour prendre possession du fief, sa sœur, en son absence, fut mariée à Gustave-Adolphe. L'Espagne fit des représentations. L'empereur demanda au roi de Pologne de refuser l'investiture. La Pologne, menacée d'une guerre avec la Turquie, n'osa pas sévir contre un vassal qui s'alliait au plus grand ennemi du pays. L'électeur ayant juré que sa sœur s'était mariée à son insu, l'incident fut clos et la Diète autorisa l'investiture. Le Brandebourg, qui donnait un gage sérieux à la coalition antiautrichienne, s'en tirait à bon compte. Après avoir aidé de mauvais gré Gustave-Adolphe, puis abandonné la Suède au lendemain de Nordlingen, puis conclu avec elle un traité de neutralité, il recueillit, à la paix de Westphalie, des bénéfices territoriaux (Poméranie orientale, Halberstadt, Minden, Cammin, Magdebourg) qui assuraient son avenir en Occident et faisaient de lui, en face des Habsbourg, le plus grand État d'Allemagne.

Frédéric-Guillaume I^{er}, le « Grand Electeur » (1640-1688), était en train de réparer les ruines de la guerre et d'unifier ses possessions quand la nouvelle guerre polono-suédoise lui fournit encore une occasion d'arranger ses affaires, sans grands frais, du côté de l'Est. Voyant la Pologne terrassée par Charles-Gustave, il se précipita à la curée. Le roi de Suède, qu'il aida à reprendre Varsovie (juillet 1656), lui promit un morceau de la Pologne. Mais il fallut, par prudence, renvoyer la chose à plus tard, au siècle suivant. Les succès suédois éveillant partout des inquiétudes, Frédéric-Guillaume fit volte-face, et, par l'entremise de l'Autriche, conclut la paix avec la Pologne, heureuse de se débarrasser d'un adversaire. Par le traité de Wehlau (septembre 1657), la Pologne, en échange d'un contingent de six mille hommes, renonçait à tous ses droits de suzeraineté sur la Prusse orientale.

LE ROYAUME DE PRUSSE (1701). — Le Brandebourg-Prusse était maintenant en état de jouer un rôle important dans les affaires continentales. On a vu ailleurs la part qu'il prit aux guerres du règne de Louis XIV, en s'orientant définitivement vers une politique antifrançaise. La France, qui comprit alors les dangers que comportait le développement non surveillé du jeune État, offrit à la Pologne une occasion, la dernière, de réparer en commun les erreurs du passé. Au temps de la guerre de Hollande, en 1675, elle obtenait de Sobieski un traité par lequel il s'engageait à déclarer la guerre à l'électeur et à lui reprendre la Prusse orientale. Sobieski ne fit rien. Sept jours après, l'armée prusso-brandebourgeoise remportait à Fehrbellin, sur les Suédois alliés



CHATEAU DE HOHENZOLLERN, sur le Zollerberg, près de Heihingen (Souabe). — L'édifice actuel a été élevé dans le style du XIV^e siècle, en 1850, par le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, sur l'emplacement du château primitif construit au IX^e siècle, et déjà rebâti en 1423.

de la France, sa première grande victoire. Quant à la Pologne, elle allait bientôt retomber dans l'alliance autrichienne.

Le sort en est jeté. Ce que l'imprudence des diplomates a permis aux Hohenzollern d'accumuler par la fourberie et la trahison, ils le garderont. Quand le siècle s'achève, ce que rêve Frédéric III (1688-1713), c'est une couronne de roi. Roi de Brandebourg, il resterait vassal de l'empereur. Roi de Prusse, il sera indépendant dans une partie de ses États. Il aura le prestige nécessaire pour prendre, comme défenseur du protestantisme allemand en face des Habsbourg, la place de l'électeur de Saxe qui vient de passer au catholicisme pour obtenir la couronne de Pologne. Il s'agit avant tout, pour aboutir, d'être dans les bonnes grâces de l'empereur. Frédéric repousse les avances de Louis XIV et adhère à la Ligue d'Augsbourg. La succession d'Espagne s'ouvrant, il offre 6 millions d'écus à l'empereur Léopold. En Pologne, il achète les principaux magnats et, pour calmer les appréhensions, promet de s'intituler non « roi de Prusse », mais « roi en Prusse », en ajoutant que ce titre ne donnera aucun droit à ses successeurs sur la Prusse polonaise. Puis, dédaignant les résistances de la France et de la Suède, il se couronne roi à Königsberg, le 18 janvier 1701, sous le nom de Frédéric I^{er}. Date fatale non seulement pour les Habsbourg, mais aussi et surtout pour la République de Pologne.

IV. LE DUEL POLONO-MOSCOVITE

POLOGNE ET MOSCOVIE. — La situation générale qui s'était créée à l'Est, au Moyen âge, subsistait dans ses grandes lignes, au commencement du XVII^e siècle. Tandis que la masse des Slaves de l'Est était soumise au joug tatar, les princes lithuaniens s'étaient taillé librement un très vaste domaine, qui était ensuite entré dans la composition de l'État polono-lithuanien. Mais un nouvel organisme politique s'était peu à peu constitué, au cœur de la plaine orientale, sur l'emplacement de nombreuses tribus finnoises. Unifiés par les grands princes de Moscou, les « Grands-Russes », en même temps qu'ils élargissaient leur domaine vers l'Oural et la Sibérie, devaient tendre tout naturellement à se frayer un chemin vers l'Europe occidentale. Dès lors, le choc était fatal avec la Pologne-Lithuanie. Ce qui allait être débattu, pendant plusieurs siècles, c'était le sort de cette zone ethnique intermédiaire, peuplée surtout de « Blancs-Russiens » et de « Petits-Russiens » (Ukrainiens), qui reliait le territoire proprement polonais au noyau « grand-russe » constitué par la Moscovie. Les tsars, en entreprenant le « rassemblement de la terre russe », et cela dès le XVI^e siècle, se sont donnés comme les légataires de la Russie kiévienne et ont prétendu récupérer l'héritage des fils de Rurik accaparé par la Pologne-Lithuanie.

L'antagonisme des deux États slaves voisins était rendu inévitable non pas seulement par ces conditions politiques générales, mais par d'autres causes également graves. C'étaient deux civilisations, presque deux mondes, qui se trouvaient affrontées. L'État polono-lithuanien, par ses origines et son histoire, se rattachait à l'Occident, à la latinité. Ses relations étaient anciennes avec l'Italie, la France, l'Allemagne. Sa culture, d'ailleurs superficielle, était brillante. Si ses institutions étaient vicieuses, du moins n'opprimaient-elles ni l'individu ni les collectivités, et leurs auteurs se flattaient d'avoir imité les plus beaux modèles de l'antiquité classique.

La Moscovie, au contraire, était un pays



Frederik Wilhelm de Prusse
Kourant's Brandebourg

FRÉDÉRIC-GUILLAUME, dit « le Grand Électeur » (1620-1688). — Gravure de Gole. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



FRÉDÉRIC I^{er}, roi de Prusse (1657-1713). — Gravure de Desrochers, d'après le portrait peint par Wenzel. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

dont les géographes ne savaient pas encore, au commencement du XVII^e siècle, s'ils le devaient placer en Europe ou en Asie. Bloquée par la Suède, la Pologne-Lithuanie, les Tatars et les Turcs, elle ne communiquait librement avec l'Europe que par la mer Blanche, gelée huit mois sur douze. Une masse populaire barbare, des popes grossiers, une vie sociale et intellectuelle à peu près nulle, une passion générale, dans toutes les classes, pour la boisson et les spectacles brutaux, la réclusion des femmes, une législation criminelle horrible, un tsar à moitié divinisé, dont les sujets sont les « esclaves », et qui est le maître de leur vie et de leurs biens, la haine de tout ce qui est étranger (on coupe le nez aux priseurs), tel est, jusqu'à la fin du XVII^e siècle, l'aspect de cette civilisation non européenne qui combine les traditions de Byzance et celles des Tatars-Mongols.

L'élément le plus important, dans cette opposition entre la Moscovie et la Pologne, était peut-être la différence des confessions. Le schisme qui s'était produit au Moyen âge, laissant la Pologne à l'Église romaine et entraînant la Russie dans l'Église grecque, condamnait d'avance les deux pays à défendre l'un contre l'autre deux traditions religieuses rivales. Plus la Moscovie prit conscience de ses destinées, plus elle identifia ses intérêts avec ceux de l'orthodoxie. En refoulant le « polonisme », elle visait en même temps à refouler le papisme, dont la Pologne, surtout depuis la grande réaction catholique du XVI^e siècle, s'était constituée le champion dans l'Europe septentrionale et orientale.

CRACOVIE OU MOSCOU? ORTHODOXIE ET CATHOLICISME. — Au XVI^e siècle, dans la première phase du duel entre Moscovites et Polonais, l'avantage était resté à ces derniers. Étienne Batory était entré en Moscovie et avait tenu Ivan le Terrible à sa merci. Il s'en fallut de peu, au commencement du siècle nouveau, que la Pologne-Lithuanie ne réussît à tout trancher en absorbant la Moscovie.

L'idée de cette fusion était ancienne. Elle avait apparu dès les premières années du XV^e siècle, quand le royaume de Pologne et le grand-duché de Lithuanie s'étaient associés pour former un seul État. On avait vu, au XVI^e siècle, tel roi de



JEAN III SOBIESKI, roi de Pologne (1629-1696). — Peinture de Rembrandt. — Musée de l'Ermitage, à Pétersbourg.

C. L. HANFSTAENGL.



VUE DE CRACOVIE AU XVII^e SIÈCLE. — D'après une gravure populaire du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Pologne épouser la fille d'un grand prince de Moscou, et tel tsar briguer la succession des Jagellons. Un système polono-lithuano-moscovite, s'il eût pu être réalisé, eût mis fin à l'antagonisme de Cracovie et de Moscou et épargné au monde slave le plus fatal de ses déchirements. Mais au profit de qui ce système serait-il établi ?

Cette question posait, avant tout, un problème d'ordre religieux, celui des rapports du catholicisme et de l'orthodoxie. En quelque sens que s'effectuât l'union des deux États, il fallait que l'une des deux confessions se substituât à l'autre, ou qu'un compromis fût réalisé entre elles. Ivan le Terrible ne s'était dégagé de l'étreinte de Batory qu'en promettant au Saint-Siège d'amener ses États à l'Église romaine. Or, non seulement il ne tint pas parole, mais son fils, le tsar Fédor, consolida l'orthodoxie par un acte d'une importance capitale. La Moscovie et la Pologne-Lithuanie avaient chacune un métropolite orthodoxe, l'un siégeant à Moscou, l'autre à Kiev. Tous deux étaient subordonnés directement au patriarche de Constantinople. En 1589, Fédor érigea le siège métropolitain de Moscou en patriarcat. Cette mesure, d'apparence modeste, ouvrait l'avenir à la Russie moderne. D'une part, elle équivalait à dessaisir en fait le patriarche de Constantinople, prisonnier des Ottomans, de son autorité sur les chrétiens d'Orient, et préparait ainsi les voies à la « mission orthodoxe » de la Russie dans les Balkans et dans les pays danubiens. D'autre part, elle portait directement atteinte aux intérêts de la Pologne-Lithuanie, dont elle plaçait les habitants orthodoxes, avec leur chef le métropolite de Kiev, sous l'autorité ou l'influence du patriarche de Moscou : par là elle amorçait la politique de protection des minorités religieuses qui devait aboutir, par un jeu savant et opiniâtre, à démanteler l'État polono-lithuanien. Tout l'avenir était en germe dans cet acte de 1589, qui dressait la Moscovie contre l'Église romaine, en faisant d'elle le représentant et le champion de la Slavie orthodoxe.

La Pologne-Lithuanie se rendit compte du danger. Pour y parer, elle reprit une idée ancienne, qui n'avait pas abouti, celle de l'organisation d'une Église mixte, formant transition entre l'Église grecque, dont elle conserverait les rites, et l'Église latine, dont elle reconnaîtrait le chef. En 1595, l'*Union des Églises* était proclamée solennellement à Rome, et aussitôt la Pologne-Lithuanie entreprenait activement de répandre le culte *uniate*.

Le dilemme était posé. Le débat qui s'engageait était décisif. La Slavie de l'Est serait-elle latine ou grecque ? Ou encore, en termes plus généraux, entrerait-elle dans un système occidental, polono-lithuanien, ou dans un système oriental, celui des tsars de Moscovie ? Tel est bien le problème d'immense intérêt qui domine les relations polono-moscovites dans les premières années du XVII^e siècle

et les convulsions terribles auxquelles a mis fin l'avènement des Romanov.

BORIS GODOUNOV. — LES FAUX DÉMÉTRIUS. — AVÈNEMENT DES ROMANOV. — Les circonstances offraient alors à la Pologne-Lithuanie une occasion exceptionnellement favorable de faire aboutir ses plans politico-religieux. En 1598, la mort du tsar Fédor marquait la fin de la descendance directe de Rurik, c'est-à-dire de la lignée des grands princes et tsars de Moscou qui avait reformé un État russe. Le boïar Boris Godounov, élu à sa place, se rendait odieux par sa tyrannie et par ses cruautés contre les grandes familles. Le mécontentement était général. La Moscovie, ravagée par la famine et la peste, tombait dans l'anarchie.

Alors parut un homme qui prétendait être un fils d'Ivan le Terrible, Démétrius (Dmitri), que l'on croyait mort depuis 1591. Il venait des provinces orientales polono-lithuaniennes. Appuyé par des magnats de ces régions, encouragé en sous-main par l'Église romaine à laquelle il promettait de réaliser l'*Union*, il franchit la frontière avec des contingents polonais, se fit acclamer partout, et prit la couronne des tsars (1605). Puis, ce fut une suite de péripéties rapides et tragiques. Démétrius épouse une Polonaise. Des doutes viennent sur son identité. On le soupçonne de vouloir introduire « l'hérésie latine ». Les Polono-Lithuaniens dont il s'entoure exaspèrent par leur insolence. Des conjurés moscovites, pour « sauver la foi », massacrent Démétrius et les Polonais. Le boïar Chouïsky est proclamé tsar. Mais un second Démétrius surgit, qu'épouse la Polonaise veuve du premier. Moscou, pressé par lui, est dégagé. Alors le roi de Pologne, Sigismond Vasa, entre en scène et réclame la couronne des tsars. Les Moscovites sont écrasés à Klouchine (1610), Chouïsky détrôné, une garnison polonaise établie à Moscou. L'excès des malheurs ranime les courages. La guerre sainte est proclamée contre « le perfide ennemi de l'orthodoxie ». Les Polonais sont expulsés. La Moscovie se donne en 1613 une nouvelle dynastie nationale en élisant Michel Romanov.

Les principaux artisans de cette élection ne l'avaient emporté qu'en faisant miroiter aux yeux des boïars et des nobles la perspective d'une



PLAN DE MOSCOU AU XVII^e SIÈCLE. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

charte de libertés à la polonaise, dont ensuite il ne devait plus être question. Ce fait éclairerait à lui seul le sens de la crise. Ce qui se dresse contre le tsarat, se sont les villes marchandes, les cosaques, le particularisme de l'aristocratie des provinces occidentales, éléments égoïstes ou turbulents que la République de Pologne séduit par son libéralisme inorganique et la débilité de ses souverains. Sur le territoire de cette république, ils trouvent tout naturellement leurs appuis les plus solides chez les magnats des confins qui ne tiennent pas à changer de régime. Ce qui se rallie autour du tsarat et le sauve de la tourmente, ce sont les forces traditionnelles, étrangères et hostiles à l'Occident, ces forces de conservation nationale, morales et religieuses, sur lesquelles reposent le pouvoir autocratique et l'idée orthodoxe fondus en la personne d'un chef héréditaire. Pendant quinze ans, les vastes régions qui s'étendaient entre la Pologne ethnographique et le vieux patrimoine des grands princes de Moscou ont oscillé entre deux centres de cristallisation. Si la Moscovie a été sauvée, elle l'a dû à l'énergie de ses réactions. Elle l'a dû aussi aux erreurs et à la mollesse de son adversaire. La Pologne-Lithuanie, embarrassée par l'affaire suédoise, empêtrée dans des intrigues subalternes, sans plans, sans diplomates, a été lamentablement inégale aux circonstances et n'a pas su comprendre que tout son avenir se jouait là. Après la perte de Moscou, la Diète refusa les crédits nécessaires à la poursuite de la guerre. « Du moment qu'il y a plus de désirs impulsifs que de constance dans la volonté, il vaut mieux s'en retourner à son coin », écrivait tristement au roi l'hetman de Lithuanie. Les destins sont fixés dès cette date. Cracovie ou Moscou ? Ce sera Moscou. Après avoir éveillé inutilement le sentiment national russe, la Pologne renonce pour ses rois, en 1635, à la couronne des tsars, comme elle devra renoncer un peu plus tard à celle des Vasas de Suède. Bientôt les voies qu'elle a frayées seront suivies, dans la direction de Varsovie, par les armées de l'empereur « de toutes les Russies ».

LA QUESTION D'UKRAINE. — LES COSAQUES. — TRÊVE D'ANDROUSSOVO. — Après son offensive manquée, la Pologne-Lithuanie se trouva rapidement contrainte de passer à la défensive et d'abandonner du terrain. Ce fut en Ukraine, dans les régions où avait jadis brillé la Russie kiévienne, que se déroula le second grand épisode des relations polono-moscovites au XVII^e siècle.

L'Ukraine (ancien nom commun signifiant pays frontière, marche), dévastée par les Tatars, avait été peu à peu repeuplée et colonisée au XV^e et au XVI^e siècle. Les rois de Pologne y avaient concédé aux nobles des domaines très étendus, où les colons, en l'absence de contrôle sérieux, étaient exploités par les intendants. A l'Est et au Sud-Est de la zone colonisée s'était accumulée une population flottante et hétéroclite, les Cosaques, qui vivaient de chasse, de pêche, surtout de coups de main contre les Tatars et les Turcs. La Pologne eut de bonne heure des difficultés avec ces éléments turbulents. Elle entreprit, au XVI^e siècle, puis au XVII^e, de les discipliner en les embrigadant et en établissant des postes de surveillance. Ce contrôle importun et le mécontentement croissant des colons d'Ukraine, dont les Polonais négligeaient d'améliorer la condition, déterminèrent finalement en 1648, après plusieurs tentatives sévèrement réprimées, une insurrection générale dirigée par l'hetman Khmielnitsky. Les insurgés, alliés aux Tatars et aux Turcs, reçurent les encouragements du patriarche orthodoxe de Constantinople et, en 1654, ils se placèrent sous la souveraineté moscovite (traité de Périéslav), pour y renoncer d'ailleurs quatre ans plus tard. Après une guerre poursuivie sur tout le front oriental, la Moscovie arracha à la Pologne, par la trêve d'Androussovo (1667), Smolensk, la Séverie, Tchernigov, la rive gauche du Dniepr, et l'antique cité de Kiev. Kiev, clef de l'Ukraine, comme Smolensk était la clef de la Lithuanie, n'était cédée à la Moscovie que pour deux ans, mais elle devait rester définitivement en ses mains. La trêve d'Androussovo ouvrait les routes de la Pologne à ceux, qui, peu d'années avant, avaient failli avoir un tsar



MICHEL-FÉODOROVITCH, tsar de Russie (1596-1645), fondateur de la dynastie des Romanov. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

polonais. Le démembrement de l'État polono-lithuanien est commencé. Ses possessions d'Ukraine sont partagées. A côté de l'Ukraine polonaise, il existe désormais l'Ukraine moscovite, puis bientôt, par la paix de Juravno, signée avec la Porte (1676), une Ukraine feudataire de la Turquie. Si le premier grand coup qui ébranle le système polono-lithuanien est porté sur les provinces du sud-est, la raison en est d'une part que ces régions sont celles où la domination polonaise est le plus précaire, et d'autre part qu'elles offrent un intérêt exceptionnel pour l'avenir de la Russie du côté de la mer Noire et des Balkans, où les éléments de certains problèmes modernes commencent à prendre forme au XVII^e siècle.

V. L'ORIENT CHRÉTIEN ET L'ISLAM

L'EMPIRE OTTOMAN AU COMMENCEMENT DU XVII^e SIÈCLE. — Poursuivant ses progrès en Europe depuis la fin du XIV^e siècle, la Turquie a occupé tous les Balkans. La Hongrie est coupée en trois morceaux : Hongrie autrichienne, Hongrie ottomane, Transylvanie, cette dernière vassale du sultan. Entre la Transylvanie et le Dniestr, la Valachie et la Moldavie, toutes deux tombées sous la domination du Croissant, oscillent entre la suzeraineté polonaise et la suzeraineté turque. Au delà du Dniestr, le long de la mer Noire septentrionale, les Turcs sont les maîtres. Leur suzeraineté a été reconnue, dès le XV^e siècle, par les Tatars, qui se sont maintenus dans ces régions, du Dniepr au Don, et en Crimée. Ainsi, vers 1600, l'Empire ottoman domine des abords de Venise à l'embouchure du Don, et la mer Noire est une mer intérieure turque.

Les problèmes posés par cet état de choses avaient ce qu'on pourrait appeler un aspect occidental, qui retenait à peu près seul l'attention, et un aspect oriental, encore confus.

AUTRICHE, POLOGNE ET TURQUIE. — La grande affaire était d'enrayer la progression des Turcs en Europe centrale, et



MAISON DE LA FAMILLE ROMANOV, A MOSCOU.

La Hongrie y était le plus directement intéressée. Ce qui était la difficulté pour elle de grouper contre elle les forces chrétiennes de ses États et des régions voisines. La Hongrie était démembrée. Les confessions et les intérêts y étaient divers. La Transylvanie, en particulier, peuplée de Magyars, des Saxons, des Roumains, des Serbes, catholiques, calvinistes, sociniens, orthodoxes. Les princes roumains de Moldavie et de Valachie, turbulents et ambitieux, flottaient entre la Chrétienté et le Croissant. Cet état de choses paralysait d'autant plus les Habsbourg qu'il était exploité systématiquement par tous les ennemis de la maison d'Autriche. Pendant tout le XVII^e siècle, ce fut une politique classique que d'aller chercher des divisions contre l'empereur non pas seulement à Stamboul, mais en Hongrie royale, en Transylvanie et en Moldavie.

L'Autriche catholique, dans ces circonstances, eut un allié fidèle et un seul, la Pologne-Lithuanie. Celle-ci avait cessé de jouer un rôle important contre le Turc. Au XV^e siècle, les Ottomans, qui entreprenaient la conquête du littoral septentrional de la mer Noire, lui avaient enlevé les portes de Kilia et d'Akerman, par lesquelles elle commerçait avec l'Orient. Au XVI^e siècle, elle avait abandonné en fait son ancienne suzeraineté sur la Moldavie et la Valachie. Son trésor étant vide, ses magnats et sa szlachta ayant pour principal souci d'exploiter leurs domaines et de s'enrichir par le commerce des céréales, elle évitait soigneusement de se créer des embarras du côté de l'infidèle. Mais une autre politique fut inaugurée quand les princes polonais de la maison des Vases se proposèrent comme but principal de conquérir la couronne suédoise. En liant partie avec les Habsbourg pour atteindre cet objectif, la Pologne-Lithuanie se condamna à épouser les intérêts de l'Autriche en face des Turcs. Cette politique nouvelle, d'abord accueillie avec répugnance par le pays qui la tenait pour dangereuse et purement dynastique, devint populaire avec les progrès de la réaction catholique.

HONGRIE, TRANSYLVANIE, MOLDAVIE ET VALACHIE.

Entre la Hongrie turque et le Dniestr, de part et d'autre des Karpathes, et entre les Karpathes et le Danube, s'étendaient des régions appelées naturellement à être le terrain principal des luttes entre Chrétiens et Ottomans : Transylvanie, Moldavie, Valachie. Ces pays constituaient une sorte de glacis de l'Ukraine, de la Podolie et de la Galicie. Maintes fois les Polonais et les Turcs se sont heurtés dans le couloir entre le Dniestr moyen et les Karpathes.

La Transylvanie avait échappé à la sujétion ottomane, et elle était devenue une principauté autonome, dont les princes reconnaissaient plus ou moins la souveraineté autrichienne. Elle était complètement isolée de l'Europe chrétienne, sauf du côté de la Pologne-Lithuanie, qui se trouvait ainsi en mesure d'exercer sur elle une influence parfois assez forte. Mais jamais les deux pays n'arrivèrent à un accord, et plus d'une fois ils se combattirent. La Transylvanie était, d'autre part, en butte aux entreprises des princes roumains de Moldavie et de Valachie, vassaux des Turcs. En 1600, le Roumain Michel le Brave réunit un moment les trois pays. Son échec marqua la fin des tentatives des pays roumains pour secouer le joug turc.

A ce moment avait lieu une grande guerre entre la maison d'Autriche et la Turquie (1593-1606). La Hongrie royale et transylvaine en profita pour se soulever avec Etienne Bocskay, qui aida les Ottomans, puis les abandonna en se faisant reconnaître comme prince de Transylvanie et en obtenant pour la Hongrie des garanties nationales (1606). La même année, à la paix de Sitvatorok, les Habsbourg enregistrèrent pour la première fois un succès sérieux sur le Croissant, dont les progrès étaient arrêtés. Le sultan renonçait au tribut annuel fourni par Vienne et reconnaissait la situation créée en Transylvanie par l'accord de l'Autriche avec Bocskay.

Mais bientôt, avec la guerre de Trente ans, de nouveaux embarras allaient surgir de ce côté pour les Habsbourg. Élu prince de Transylvanie, le huguenot Bethlen Gabor essaya de renverser leur domi-

nation en Hongrie et de se tailler un État indépendant. Il se rapprocha de la Turquie. Les Tchèques le proclamèrent roi (1620). Une ambassade des États tchèques et hongrois fut reçue solennellement à Stamboul.

Alors la Pologne, liée à l'Autriche par le traité de 1613, intervint. Son roi Sigismond III permit à l'empereur de recruter des troupes dans ses États. Des partisans polonais assaillirent la Transylvanie. Le sultan Osman II, pour parer à cette diversion, marcha sur la Pologne.

Pendant que l'empereur écrasait leurs frères slaves de Bohême à la bataille décisive de la Montagne Blanche, les Polonais eurent à supporter tout le poids des forces turques, sans autre résultat pour eux que d'être finalement contraints de renoncer à intervenir désormais dans les principautés danubiennes. Quant à Gabor, il fut tout heureux, après la défaite de la Bohême, de se tirer du mauvais pas en conservant la Transylvanie.



MICHEL VAIVODE DELLA VALACCHIA IL QUALE PRESE LA CITÀ DINICOPOLI NELLA BULGARIA L'ANNO 1598

MICHEL LE BRAVE, voïvode de Valachie (1593-1601). — Gravure de J. Orlandi. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

LA PAIX DE CARLOVITZ

(1699). — La Transylvanie retrouva la paix avec Georges Rakoczy I^{er} (1639-1648). Mais son successeur, Georges II, s'engagea malheureusement dans une guerre contre les Turcs et dans une alliance avec la Suède et les Cosaques d'Ukraine contre la Pologne. La Turquie, intervenant pour le choix d'un nouveau prince en Transylvanie, ravagea la Hongrie, la Moravie et la Silésie, mais essuya une grande défaite à Saint-Gothard (1664), où les contingents français jouèrent le rôle principal. Aux termes du traité de Vasvar (1664), la Transylvanie devait être évacuée par les Turcs et les Impériaux, mais payer tribut à la Porte et faire agréer ses princes par les deux États.

Ainsi la Turquie était toujours redoutable, grâce à ses vizirs de la dynastie des Kœprülü, qui étaient aux affaires depuis 1656. La Pologne-Lithuanie vit combien il lui en coûtait d'avoir rompu avec elle, pour servir les intérêts autrichiens, les traditions de bon voisinage établies au XVI^e siècle. Les Ottomans n'hésitèrent pas à intervenir dans les redoutables complications d'Ukraine pour appuyer la révolte des Cosaques. Après de longues hostilités (1666-1667, 1671-1676), ils enlevèrent aux Polonais Kamieniec, la place la plus importante de leur front méridional.

L'occasion s'offrit à la Pologne, après la paix de Nimègue (1678), de rectifier sa politique. Pour rompre la nouvelle coalition

qui se nouait contre lui, Louis XIV poussait contre l'empereur la Turquie et la Hongrie, où Emerich Tœkœli était à la tête des mécontents. Peu de temps auparavant, comme on l'a vu plus haut, la diplomatie française avait vainement essayé (1675) d'amener le roi de Pologne Sobieski à marcher contre le Brandebourg pour lui reprendre la Prusse orientale. Elle essayait maintenant de le détourner de la guerre contre les Turcs, et Louis XIV lui représentait, par un pressentiment magnifique de l'avenir, que les vrais ennemis de son pays étaient l'Autriche, le Brandebourg et la Moscovie. Sobieski ne comprit pas. La szlachta polono-lithuanienne répugnait à lier partie, aux côtés de la France, avec la Suède protestante et la Turquie infidèle. En 1683, la Diète se prononça en faveur d'une alliance offensive et défensive avec l'Autriche, les deux puissances devant mutuellement se porter secours avec toutes leurs forces en cas de danger menaçant leur sécurité. C'était renouveler contre le Turc, à soixante-dix ans de distance, le pacte funeste conclu en 1613 contre les protestants d'Allemagne. La Pologne, contre l'intérêt de la France et contre son propre intérêt, se résignait à n'être encore que l'instrument des Habsbourg.

C'est ce que l'on vit bien tout de suite. La victoire de Vienne (1683), dont le mérite principal revenait aux Polonais, n'était pas la victoire de la « Chrétienté », mais celle de l'Autriche. Elle a eu pour conséquence toute la série des succès poursuivis par les Impériaux jusqu'à la paix de Carlovitz. A Carlovitz, la Pologne-Lithuanie ne faisait que réparer ses dernières pertes, mais l'Autriche obtenait la Hongrie (sauf le banat de Temesvar), la Transylvanie, et la plus grande partie de l'Esclavonie (Syrmie). Depuis la paix de Westphalie, les Habsbourg, abaissés en Allemagne, avaient tendu de plus en plus



LES TURCS DEVANT VIENNE.

L'armée turque, commandée par Kara Mustapha, mit pour la troisième fois, en 1683, le siège devant Vienne. Le 12 septembre de la même année, elle dut abandonner ses positions sous les vigoureuses attaques de Sobieski, roi de Pologne. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

à se fortifier dans leurs États patrimoniaux. Le premier grand recul des Turcs, sanctionné par le traité de Carlovitz, accentue et confirme cette orientation. Il est comme l'acte de naissance de l'Autriche-Hongrie moderne qui, refoulée de l'Allemagne par le développement de la puissance prussienne, s'enfonce dans la direction du bas Danube et des Karpathes, où elle sera bien placée pour ramasser demain quelques morceaux de la Pologne.

LA MOSCOVIE, LA MER NOIRE ET L'ÉGLISE GRECQUE. — Ce que nous appelions plus haut l'aspect oriental de la question ottomane est encore peu nettement défini au XVII^e siècle. La « Question d'Orient » avait surtout un caractère politique, en tant qu'elle était mêlée étroitement au jeu des diplomates européennes. Elle avait aussi un caractère religieux très général, la « Chrétienté » ayant à repousser les assauts de l'infidèle. Hors de là, on n'apercevait pas certains éléments qui allaient renouveler bientôt le problème. Les chrétiens soumis au joug turc étaient principalement des Slaves. La Porte leur avait laissé leurs langues, leurs religions, leurs mœurs, sans essayer de les assimiler, en se bornant à détruire leurs gouvernements nationaux et à les assujettir aux charges fiscales. Ainsi les peuples slaves des Balkans subsistaient, et par là la question des Balkans était, en son fond, une question ethnique. D'autre part, ces peuples, en grande majorité, étaient demeurés fidèles à l'Église grecque, persécutée, humiliée, privée de protection, abandonnée par plus d'un Slave découragé ou ambitieux, mais toujours solidement enracinée dans les masses ; par là la question des Balkans était un problème religieux.

Catholique et allemande, l'Autriche n'était pas qualifiée pour prendre en main les intérêts ethniques et religieux des populations danubiennes et balkaniques. Ce rôle ne pouvait échoir non plus à la Pologne-Lithuanie, État slave, mais catholique et d'ailleurs en voie de décadence. Restait un dernier voisin de l'Empire ottoman, la Moscovie, État à la fois slave et orthodoxe, jeune et plein de force. C'est de ce côté-là que se précise peu à peu un aspect nouveau de la question d'Orient.

On a vu par ailleurs que la tendance constante des Slaves de l'Est, au Moyen âge, avait été de s'établir sur les bords de la mer Noire, qu'ils y avaient un moment réussi, et qu'ils en avaient été éloignés après l'effondrement de la Russie kiévienne. Dans la suite, la Moscovie, à son tour, essaya de se frayer les voies de la mer, dont la séparaient les masses des Cosaques du Don et des Tatars établis sur la Caspienne, en Crimée, et en dessous du Dniepr. Elle avait conquis, au XVI^e siècle, Kazan et Astrakan, mais sa poussée, ensuite, avait été peu accentuée, les Tatars offrant une grande résistance. Longtemps, elle n'osa pas affronter la puissance ottomane et s'abstint de jouer un rôle sérieux dans les ligues antiturques. Le tsar, en 1637, refusa d'accepter Azov que les Cosaques venaient d'enlever, et qu'ils lui offraient.

Or, en 1695, un autre tsar, Pierre le Grand, organisait une expédition contre cette même place que ses prédécesseurs n'avaient pas osé recevoir en cadeau, et il la prenait l'année suivante. Cette conquête lui était confirmée à Carlovitz en 1699, puis de nouveau en 1700, par une trêve qui libérait en même temps la Moscovie du tribut qu'elle payait aux Tatars. Pierre avait profité de la débâcle turque en Europe centrale pour s'établir définitivement sur la mer Noire. Une ère nouvelle de la question d'Orient commençait.

La puissance qui venait d'apparaître, sans que l'Occident y fit attention, au fond de la mer d'Azov, n'était-elle pas l'héritière légitime de Byzance ? Ivan III n'avait-il pas épousé, en 1472, la nièce du dernier

empereur Paléologue ? L'Église russe ne venait-elle pas, au milieu du XVII^e siècle, par la grande réforme du patriarche Nikon, de rétablir entre elle et les Églises d'Orient l'harmonie complète détruite par le temps ? Cette réforme marquait, de la part de la Moscovie, l'instinct, ou plutôt la volonté de préparer la mission dont elle prend maintenant conscience. Un serbe de Croatie, Krijanitch, venu en Russie sous Alexis Mikailovitch, écrit un livre où il supplie déjà le tsar de prendre en main la cause de tous les Slaves. Avant Carlovitz, on voit l'hospodar de Valachie, Brancovane, et celui de Moldavie, Kantémir, conjurer le tsar Pierre de marcher sur le Danube, et tous les chrétiens d'Orient, insurgés, attendent sa venue. Pendant son premier voyage d'Occident, en 1697, Pierre écrit de Hollande au patriarche Adrien qu'il travaille pour apprendre l'art de la mer, « afin, dit-il, que, revenu chez nous, nous soyons victorieux des ennemis du Christ, et, par sa grâce, les libérateurs des chrétiens qui sont là-bas ». Le panslavisme était né, c'est-à-dire l'idée à la fois politique et religieuse d'une reconstitution de l'unité slave sous les auspices de la Russie et à son profit.

BIBLIOGRAPHIE

On trouvera les indications essentielles concernant les sources, répertoires et ouvrages de fond dans les bibliographies données par la *Grande Encyclopédie* à la fin de chacun des articles consacrés aux pays dont il est traité dans ce chapitre. On se reportera également au t. 1^{er} du présent ouvrage (« Formation de l'Europe orientale » p. 335), où sont signalées une série de publications plus récentes. Nous nous bornerons à noter ici quelques travaux intéressants plus particulièrement le XVII^e siècle.

Pour la Pologne-Lithuanie, une synthèse des dernières recherches est fournie, avec une bibliographie bien à jour, par la 2^e partie de l'*Histoire politique de la Pologne, 1506-1775*, publiée comme tome V de la grande *Encyclopédie polonaise* de l'Académie des Sciences de Cracovie (Cracovie, 1923, en polonais).

Sur le régime de l'ancienne République de Pologne, on a toujours profité à consulter l'ouvrage déjà ancien du marquis de Noailles : *Henri de Valois et la Pologne en 1572* (3 vol., 1867). — KARÉIEV (N.), *Esquisse d'une histoire de la Diète polonaise* (Moscou, 1888, en russe). — REMBOWSKI, *Confédération et rokosz* (Varsovie, 1893, en polonais). — PAWINSKI, *Les Diétines* (Varsovie, 1895, en polonais). — BALZER, *Histoire des Institutions polonaises* (Cracovie, 1905, en polonais). — KUTRZEB, *Histoire des Institutions polonaises* (Léopold, 1912, en polonais) et *La Diète de l'ancienne République polonaise* (Varsovie, 1922, en polonais).

Pour la question de la Baltique, les guerres du Nord et le Brandebourg : GEFROY, RAMBAUD, FARGE, *Instructions données aux ambassadeurs de France en Suède, Russie, Pologne*. — OHDNER, *La Politique de la Suède* (Gotha, 1877, en allemand). — HAUMANT, *La Guerre du Nord et la paix d'Oliva, 1655-1660* (1895). — GEFROY, *Histoire des États scandinaves* (1851). — SZELONGOWSKI (A.), *La Lutte pour la Baltique* (Léopold, 1904, en polonais). — KUBALA (L.), *Les Guerres danoises et la paix d'Oliva* (Léopold, 1922, en polonais). — KONOPCZYNSKI (W.), *La Pologne et la Suède de la paix d'Oliva à la chute de la République, 1660-1795* (Varsovie, 1924, en polonais). — WADINGTON, *L'Acquisition de la couronne royale par les Hohenzollern* (1888). — OBLICH, *Histoire de l'État prussien au XVII^e siècle* (3 vol., Berlin, 1838-1839, en allemand). — DROYSSEN, *Histoire de la politique prussienne* (Leipzig, 1859, en allemand).

Pour la Russie, l'Ukraine et la mer Noire : SOLOVIEV, *Histoire de la Russie* (Moscou, 1851-1878, en russe). — IKONNIKOV, *Essai d'historiographie russe* (2 vol., 1891-1892, 1908, Kiev, en russe). — KOSTOMAROV (N.), *Monographies et recherches* (20 vol., Pétersbourg, 1868-1889, en russe). — PIERLING (R.-P.), *La Russie et le Saint-Siège* (5 vol., 1896-1912). — CHLIAPKINE (J.-A.), *Saint Dmitri de Rostov et son temps, 1651-1709* (Pétersbourg, 1891, en russe). — LESKI (J.-N.), *Histoire de la frontière orientale de la République polonaise* (Léopold, Varsovie, 1922, en polonais). — HRUCHEVSKY (M.), *Histoire de l'Ukraine* (Léopold, 2^e édit., 1907, en ukrainien), et *Abrégé de l'histoire de l'Ukraine* (Paris, Genève et Prague, 1920). — KOULICH, *Histoire de la réunion de l'Ukraine* (Pétersbourg et Moscou, 3 vol., 1874-1877, en russe). — KOSTOMAROV (N.), *Bohdan Khmielnitsky* (3 vol., Pétersbourg, 1884, en russe). — JABLO-ROWSKI (A.), *Histoire de la Ruthénie du Sud* (Cracovie, 1912, en polonais). — RAWITA-GAWRONSKI, *La Cosaquerie d'Ukraine dans la République polonaise jusqu'à la fin du XVIII^e siècle* (Varsovie, 1923, en polonais).

Les principales publications intéressantes l'Europe orientale, pays baltes, Slaves, Roumanie sont signalées chaque année dans la *Bibliographie de l'Europe orientale* depuis 1921 (Breslau, en allemand).



UN AMBASSADEUR MOSCOVITE AU XVII^e SIÈCLE. — Ce portrait est celui de Pierre Potemkine, un ancêtre du célèbre favori de Catherine II, qui fut envoyé à deux reprises en mission auprès de Louis XIV par le tsar Féodor III. — Peinture de Carreno de Miranda. — Musée du Prado, à Madrid. CL. BRAUN.

LES LETTRES, LES SCIENCES ET LES ARTS AU XVII^e SIÈCLE

I. LES LETTRES

Première période (1610-1660)

Le prestige de l'Espagne survécut à l'échec des grandes ambitions castillanes; une certaine vertu chevaleresque malgré la dérision de *Don Quichotte*, une intensité de vie religieuse allant jusqu'au mysticisme, les séductions contradictoires du réalisme « picaresque » ou du « gongorisme » le plus fleuri firent longtemps de la littérature hispanique une influence qui contribua à donner sa variété à la première moitié du XVII^e siècle. L'expansion de la Réforme semble arrêtée; le catholicisme, un peu partout, prend une force nouvelle; l'humeur aristocratique, combattue de plus en plus par un besoin d'autorité et de centralisation, tente de suprêmes retours offensifs: il n'est pas jusqu'à l'humanisme qui ne soit amené à revêtir des formes moins harmonieuses, plus propices à Sénèque et à Lucain qu'à Sophocle ou Euripide, et à s'accommoder du burlesque lui-même. Tout cela confère à la littérature qui va de 1610 à 1660 environ un relief et une couleur, une âpreté cruelle ou une truculence grotesque, bien caractéristiques d'une époque tendant à un ordre nouveau, mais encore secouée par des forces divergentes.

La « défense et illustration » des idiomes nationaux, commencée en Italie et poursuivie dans les pays d'Occident au siècle précédent, se continue de proche en proche. Presque aussitôt, et comme si ces idiomes décidément libérés, mis sur le même plan de dignité que l'Antique, voulaient se défendre contre la promiscuité du populaire, la distinction de la forme dégénère en préciosité et en recherche.

Beaucoup moins évidentes sont deux autres caractéristiques de la même période. Les règles élaborées par une critique plus ou moins avisée, acceptées avec une déférence fort variable par les auteurs, ne sont guère en progrès que dans les milieux savants ou pédants; mais par une sorte de coup d'État, la société distinguée, les pouvoirs publics tendant à l'unification politique, feront accepter peu à peu des codes et des lois dont l'Antiquité, tant bien que mal, avait paru fournir la substance. D'autre part, en face des véhémences religieuses qui prononcent dans la guerre de Trente ans leurs dernières offensives politiques, une déférence croissante à la « bonne conduite de l'esprit », une dépréciation de l'expérience mystique au nom du principe d'évidence rationnelle ou des témoignages des sens, incitent les littérateurs, si pénétrés qu'ils soient encore de libre humeur, à adopter les moyens les plus lucides, les plus sensés de communiquer leur pensée à leur public.

LITTÉRATURE ESPAGNOLE.

— Bien que les traités de B. Gracian (1601-1658) ne divulguent qu'assez tard (*El Heroe*, 1630; *El Discreto*, 1646) le « type » d'humanité distinguée propre à plaire aux maîtres de l'heure, on voit assez, grâce à diverses causes, une manière de « surhomme » à l'espagnole se proposer à l'émulation des classes aristocratiques de l'Occident. Secret, en pleine possession de sa volonté — car « il n'y a point de plus grande seigneurie que celle de soi-même et de ses passions » —, glorieux et avide d'éminence, sachant pratiquer la « manière » et le « je ne sais quoi », se distinguant du vulgaire et trouvant le faible de chacun, courtois sans se donner, mesuré « avec du sang aux ongles », ne

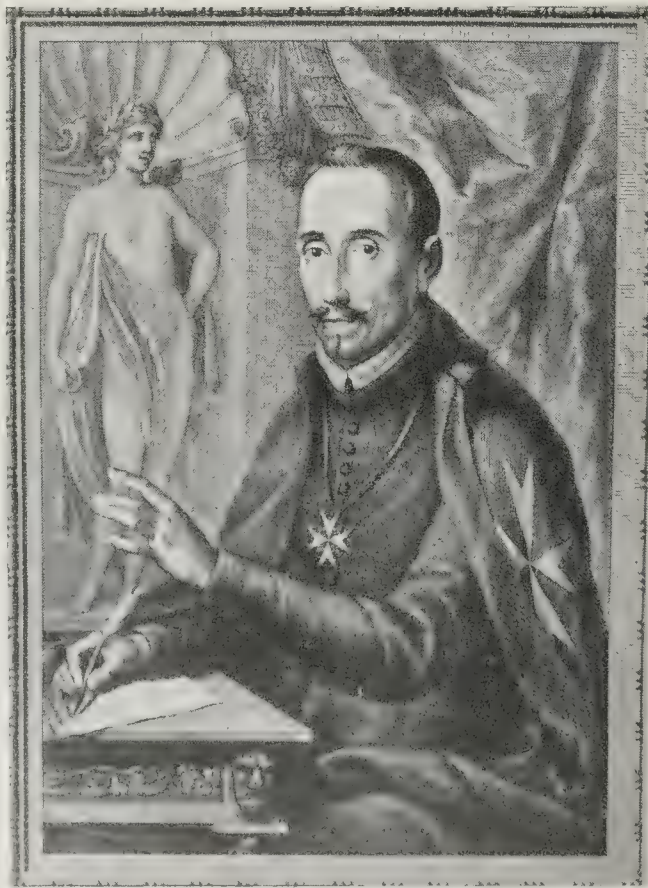
parlant jamais de soi-même et choisissant ses amis, se gardant de céder à tout efféminement et ne laissant aux femmes que la tâche de l'admirer, ou de l'égaliser si elle est d'humeur virile: tels sont les traits de cette « sainteté » laïque accommodée à la pratique extérieure de la religion et à ses préceptes de discipline et faite, avant tout, pour mener les affaires du siècle avec le goût de la grandeur.

Fort différente est une autre tendance qui s'affirme, vers le même temps, dans la péninsule hispanique. Avec le *cultéranisme* de Gongora (1561-1627) et de ses disciples, l'Espagne porte jusqu'à l'obscurité et la jonglerie le raffinement dans l'expression, l'artifice dans la métaphore que la plupart des sociétés occidentales se piquent de pratiquer: « écriture artiste » que guettent l'entortillement et la boursouffure, mais qui maintiendra la phraséologie littéraire sur un plan distingué. Si l'on ajoute que, dans la littérature espagnole, les mystiques avaient manifesté d'admirable façon une ardeur dans la foi qui fait des saintes Thérèse (canonisée en 1622) et des Jean de la Croix des modèles dont s'autorise désormais la vie religieuse de l'Occident, avec un métaphorisme sensuel dans l'effusion, on comprendra qu'une partie des résultats de l'humanisme se soient trouvés balancés par des dispositions assez divergentes. Celles-ci n'annoncent en rien le classicisme, et c'est plutôt une tradition médiévale qui pourrait s'armer d'elles contre l'enseignement des anciens et les conquêtes de l'esprit d'investigation.

D'autre part, la plus sèche docilité au réel, avec un humour qui jaillit du simple contraste entre des destinées misérables et d'inoubliables souvenirs de chevalerie et de croisade, se manifeste dans les récits « picaresques » du même temps: le *picaro*, coureur d'aventures, besogneux et habile, souple et tenace, sacripant qui est parfois le meilleur fils du monde, voit défiler tout au long de son destin hasardeux les conditions et les sentiments, les silhouettes et les ridicules. La plupart des grands romans picaresques espagnols — qui devaient avoir sur le renouvellement du genre romanesque au XVIII^e siècle une si grande influence — appartiennent à une époque immédiatement antérieure à

celle qui nous arrête, puisque leur véritable atmosphère est la même que pour *Don Quichotte*. Cependant, *Marcos de Obregon*, de V. Espinel, date de 1618, et l'*Aventurier Buscon*, de Francisco de Quevedo y Villegas (1580-1645), n'ont été publiés qu'en 1626: c'est l'impitoyable récit d'aventures traversées, dans les milieux souvent les moins avouables, par un héros parasite et cynique. Les *Visions*, du même auteur (1627), amère description, sous forme de songes transcendants, des vices contemporains, sont un *Enfer* semi-burlesque où des peines appropriées punissent les pécheurs. Velez de Guevara (1570-1643), auteur dramatique en même temps que satirique, imagine, dans son *Diable boiteux*, un artifice différent pour dépeindre la réalité des existences dans les demeures des hommes.

Mais c'est dans la floraison nationale du théâtre que l'Espagne révèle alors une vitalité prodigieuse. Avec les persistances dévotes de la péninsule, l'organisation donnée par les municipalités et la royauté aux compagnies d'acteurs et aux représentations populaires, la *comedia* (drame), l'*auto* (drame religieux ou liturgique), l'*entremès* (intermède) et d'autres genres connaissent une extraordinaire fortune, dont l'éclat n'a pas été sans impressionner les autres pays d'Occident, dont l'importance ne sera balancée que par le prestige dé-



F. LOPE FELIX DE VEGA CARPIO (1562-1635). — Poète espagnol. — Dessin de R. Ximeno. — B. N. Cab. des Estampes.

volu, un peu plus tard, au théâtre « régulier » des Français. Ici, c'est plutôt une tradition vénérée qui permet à des auteurs dont le génie est surtout de la fécondité de créer d'amples répertoires. Lope de Vega (1562-1635) aurait écrit, outre bien d'autres œuvres, dix-huit cents pièces, dont un tiers à peine nous a été conservé. Il a, en 1608, exposé ses théories sur l'art dramatique ; mais ce traité, fait pour une Académie, est l'excuse d'un contempteur des règles plutôt qu'une franche revendication de libre créateur. Du moins y a-t-il là une sorte de dramaturgie pour un théâtre qui, n'étant pas fait pour les « doctes », renonce à séparer le tragique du comique, observe l'unité d'action en faisant progresser une fable enfermée, autant que possible, en trois « journées » : le sang espagnol, déclare Lope, n'est pas satisfait si le poète ne fait pas défiler, au cours d'une représentation de deux heures, tous les événements imaginables, de la Genèse au Jugement dernier. La « suspension des sentiments » est une autre exigence de cette dramaturgie dont se souviendront, à l'issue du classicisme, les rénovateurs du théâtre. « Contenter le parterre » : à cette ambition maîtresse de Lope de Vega, le fécond auteur a satisfait, au gré des contemporains et de lui-même, par la variété des personnes, des conditions, des caractères qu'il a portés sur la scène, et aussi — dans la mesure où la versification adoptée par lui se prête à une réelle variété de tons — par la copie fidèle de leurs allures, surtout celles des classes inférieures. Il a donné de l'équilibre à une forme composite de théâtre qu'il avait héritée du XVI^e siècle, et c'est dans un sens favorable que l'épithète de « monstre de la nature » a été attribuée à ce puissant metteur en œuvre de compositions imparfaites, de psychologies assez courtes, d'actions précipitées et de véhéments conflits où le point d'honneur tient sa grande place.

Avec lui, Calderon de La Barca (1600-1681), qui a laissé environ cent quatre-vingts pièces, domine la scène espagnole du XVII^e siècle et représente l'inspiration religieuse au théâtre. Non sans une monotonie dans les caractères dont certaines époques lui sauront gré, il ne s'est pas lassé, au cours d'une carrière pittoresque de soldat, de courtisan, de grand converti, de dramatiser des sujets nationaux ou catholiques. Art poétique fort désinvolte et qui, lui aussi, se donne pour règle principale de plaire avant tout à son public ; culte exalté du point d'honneur, impatience de toute offense à la réputation, survivance chatouilleuse de l'esprit chevaleresque, ardeur de foi qui se trouve d'accord avec les exigences de l'Inquisition ; indifférence à toute couleur locale étrangère ou antique, bien faite pour séduire des auditoires populaires : autant de mérites qui l'ont rendu cher à l'Espagne et ont permis de voir en lui, avec Cervantes, le plus représentatif des auteurs espagnols : ses *autos*, en particulier, le mettent hors de pair.

Agustin Moreto y Cavana (1618-1669), avec une bien moindre puissance d'invention, a le mérite d'adapter la pièce d'intrigue à la peinture des mœurs et d'animer le personnage du *gracioso* comique, tandis que Jean Ruiz de Alarcon (1581-1639) semble avoir tenu à ajouter une intention morale plus expresse à des sujets de cape et d'épée.

Tirso de Molina (1571-1648) et Velez de Guevara ajoutent chacun un répertoire d'environ quatre cents pièces à cette extraordinaire production. Le premier, à qui sont attribués le *Séducteur de Séville* et le *Convive de pierre*, a ainsi le mérite d'avoir fait pénétrer le type de *Don Juan* dans la littérature universelle. Guilhen de Castro (1569-1631), de son côté, a rendu le même service au *Cid*. Francisco de Rojas, élève de Calderon, achève d'illustrer une floraison où revivait sur la scène le génie traditionnel de l'Espagne.

Le Portugal, dans le même temps, ne peut guère alléguer, après l'éclat jeté par Camoëns, que le nom de Manuel de Mello (1608-1666), qui ne publia qu'assez tard, dans sa langue maternelle, des vers entachés de la préciosité à la mode.

LITTÉRATURE ITALIENNE. — La belle ardeur de la Renaissance semble tombée : une sorte d'intermède permet à l'Italie, privée de vie nationale, de refaire ses forces tout en restant le pays d'élection des arts et parfois de la technique littéraire.

Le Napolitain G.-B. Marino (1569-1625) marque à la fois le suprême moment de la Renaissance déclinante et le point où une réaction ne pouvait manquer de se produire. L'esprit de mots, l'ingéniosité tenant la place de l'inspiration, célèbrent, avec l'auteur de l'*Adone*, un triomphe qui contribue à éloigner de lui — et de tout un aspect de l'italianisme — un goût plus raffiné : le *marinisme* rejoindra le *gongorisme* et le *cultisme*, l'*euphuisme* et la *préciosité* dans une mésestime qui a parfois fait déprécier à l'excès le souci d'expression choisie qui s'y manifestait.

A. Tassoni (1565-1635) est considéré comme le créateur du genre héroï-comique, et la *Secchia rapita* mélange, en effet, la gravité et le burlesque : le mérite n'est pas mince, si l'on songe que l'arme la plus efficace contre les prétentions de la fausse grandeur en poésie

a été un peu partout forgée sur le modèle de ce poème, racontant sans sourciller l'histoire d'un seau conquis par Modène sur Bologne.

Dès lors, et pour plus d'un siècle, l'Italie demeure la terre par excellence de la musique gracieuse, du tour de main et du « métier » dans la plupart des arts, mais aussi des « faux brillants », des « éclatantes folies » que dénoncent les législateurs du Parnasse occidental. Pays de fourberie et de superstition au gré des voyageurs malveillants, l'Italie reste incomparable pour la beauté de son ciel, la richesse de ses vestiges antiques, auxquels s'ajoutent désormais les chefs-d'œuvre des siècles plus récents. Mais elle est, à ce titre, « la terre des morts », et rares sont ceux qui savent qu'un mouvement intellectuel de premier ordre va y prolonger désormais l'effort génial de Galilée : la lutte entre le principe d'autorité et l'expérimentation y est ardente. D'ailleurs, même démunie de prestiges authentiques, l'Italie continue à jouer son rôle dans la vie littéraire de l'Europe : l'opéra et ses agréments de ballet ou de mise en scène restera longtemps une forme de l'italianisme. D'autre part, des comédiens italiens vont égayer, dans toutes les grandes villes de l'Occident et du Nord, des assistances mêlées, à la fois populaires et distinguées, par leur plaisant répertoire, prévu et capricieux tout ensemble, dont il semble que l'initiative ait été prise à Mantoue en 1567 : sur une trame déterminée, avec des personnages de caractère fixe, la libre fantaisie des acteurs et leur mémoire farcie de citations et de centons broderont des improvisations endiables. La *commedia dell'arte* sera peut-être, en face des traditions académiques dont les âges « augustes » tendent à s'éprendre à l'excès, la plus vive protestation de la mobilité et de la vie.

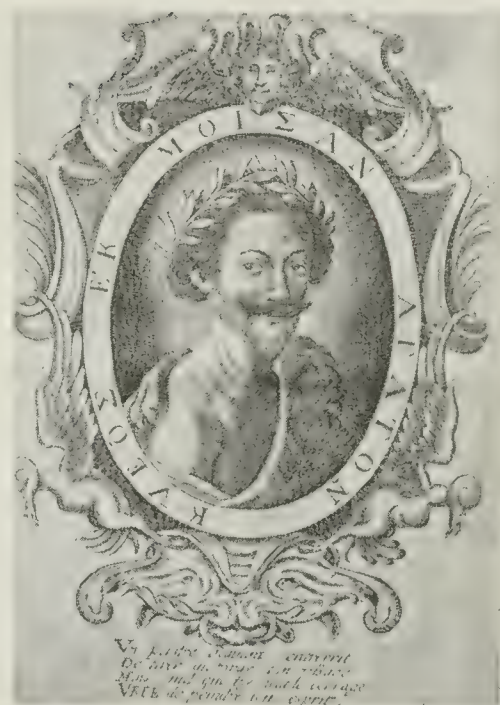
LITTÉRATURE FRANÇAISE. — Effervescence pittoresque, secret acheminement vers l'ordre et la discipline : ces deux tendances opposées s'affrontent ou s'accordent tant bien que mal, au cours de la période qui suit la mort de Henri IV.

L'*Astrée* d'Honoré d'Urfé, qui en marque le début (1607 et 1627), déroule en six mille pages, entrelacées d'intermèdes variés, l'histoire des amours de Céladon et d'Astrée : roman d'aventures qui renchérit sur les *Amadis* en mettant en scène, dans une Gaule du V^e siècle, d'impossibles bergers, mais qui contribue à l'affermissement de l'art de la composition, à l'assouplissement de la psychologie, surtout féminine, et de l'expression, surtout « galante » : à tout prendre, l'une des grandes influences du temps, plus propice à la sensibilité et à l'imagination qu'aux facultés raisonnables ou volontaires, mais apaisante à souhait et bien faite pour contribuer à donner, au lien social d'une France nouvelle, souplesse et fermeté tout ensemble.

L'action qu'exerce l'œuvre de saint François de Sales (1567-1622) ou de J.-P. Camus, évêque de Belley (1582-1653), est du même ordre, puisque les « écrits angéliques » du premier, grand directeur de conscience, auteur aimable de l'*Introduction à la vie dévote* (1609), s'appliquent à démontrer qu'« une âme vigoureuse et constante peut vivre au monde sans recevoir aucune humeur mondaine, trouver des sources d'une douce piété au milieu des ondes amères de ce siècle » ; puisque le second, désireux d'offrir un contrepoison au romanesque extravagant, épanouit ses romans chrétiens dans une atmosphère de suavité.

A cette littérature fleurie s'oppose la verve drue des réalistes à la Sorel avec son *Francion* (1622), son *Berger extravagant* (1627), où la vivacité des picaresques revit dans un cadre français. La belle humeur d'un Théophile de Viau (1590-1626) et d'un Cyrano de Bergerac (1619-1655) a de quoi plaire aux libertins. Le *Roman comique* de Scarron (1651) couronne toute une œuvre originale où la parodie de l'Antique conduit au réalisme le plus savoureux.

Même variété de survivances ou d'anticipations dans la poésie, où Saint-Amand (1594-1661) va du burlesque à l'idylle héroïque ;



HONORÉ D'URFÉ. — Gravure tirée de l'édition complète de l'*Astrée* (1632-1633).



RENÉ DESCARTES (1596-1650). — Gravure d'Edelinck, d'après le portrait peint par Franz Hals. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

mettent aux prises l'humanisme et la tradition, la religion et le stoïcisme, les règles et l'irrégularité. Une forme commode, la tragi-comédie, domine la scène française ; à côté d'elle, la pastorale dramatique, la comédie de mœurs et surtout d'intrigue, donnent libre carrière à la bouffonnerie et à la fantaisie. La *Silvanire* de Mairet (1624) est une pastorale « régulière », et de même sa *Sophonisbe* (1634) peut passer pour la première tragédie conforme aux règles qu'élaborait l'esthétique nouvelle. Mais il s'en faut qu'une adhésion générale fasse un sort définitif à cette forme « régulière » de théâtre qui aura une si longue destinée.

L'œuvre d'A. Hardy (1570-1631), maladroite et tumultueuse, opère une sorte de totalisation de toutes les velléités dramatiques de l'époque. Des centaines de pièces qu'il doit avoir composées, une quarantaine subsistent, abondantes en personnages, en décors, en épisodes qui n'hésitent pas à porter sur la scène le meurtre, l'obscénité ou le supplice, et à éparpiller l'action sur des semaines et des mois : forme libre de « tragi-comédie » qui, le génie aidant, eût pu devenir shakespearienne et qui reste une forme désordonnée de spectacle.

Aux alentours de 1635, il n'y avait nulle raison de croire que les leçons d'eurythmie et d'ordre incluses dans le legs de la Renaissance avaient été véritablement comprises par la littérature française. Sans doute, l'humanisme instinctif d'un public de plus en plus formé par l'étude du latin s'opposait aux grands écarts d'imagination ; sans doute aussi François Malherbe (1555-1628) s'appliquait, dans ses commentaires, à décanter les apports mêlés que la Pléiade avait laissés dans la langue poétique ; il inclinait ses propres effusions lyriques dans le sens des idées générales et rationnelles : mais celui que M^{lle} de Gournay appelait un « docteur en négative » risquait, à force d'émonder et d'élaguer, de tarir la sève de toute création poétique.

Guez de Balzac, de son côté (1594-1654), pour rendre la langue moins « incertaine et chancelante », compose avec une scrupuleuse discrimination des lettres ou des traités qui aident l'esprit français à ne se satisfaire que d'une forme rigoureuse et nette. Mais c'étaient là, si l'on peut dire, des procédés tout extérieurs, agissant sur les dehors plutôt que sur les dispositions profondes des êtres. Le sens individuel, l'outrance, l'insubordination sont encore entre la sobriété et la discrétion, que Renaissance et Réforme ont laissé de vigueur aux volontés et d'indépendance aux humeurs.

C'est, en effet, l'intérieur de l'homme

Maynard (1582-1646), de la chanson à l'ode mesurée ; Voiture (1598-1648), du rondeau badin au sonnet ; Brébeuf (1617-1661), du « travestissement » à la poésie religieuse. Racan lui-même (1589-1670) doit surtout à l'amitié de Malherbe et à l'influence heureuse d'un décor rustique de Touraine d'avoir atteint le ton si discret et si fraîchement suave de ses meilleures pièces.

C'est surtout dans l'inspiration des auteurs de théâtre que les sollicitations les plus divergentes

qu'il faut toucher. Le moi a besoin d'être, en quelque sorte, fortifié en profondeur, assagi, apaisé. Dès qu'on l'exalte dans la littérature du temps, on est tenté de lui attribuer une sorte d'outrance absolue. Très pénétré d'influence espagnole, par exemple, Rotrou (1609-1650) met en scène des héros allant jusqu'à dire :

Un dessein glorieux
[est toujours légitime.]
Et tout crime est permis
[mis quand il nous a
grandis].

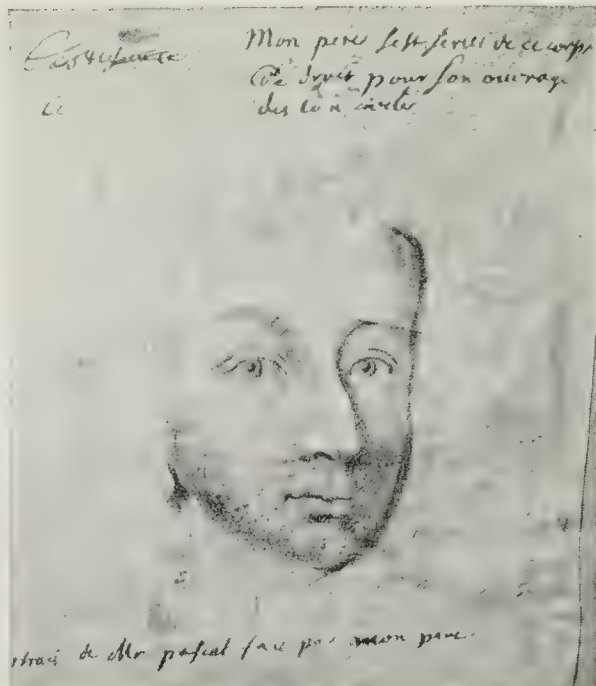
Contre une telle prime au surhomme, ce ne sera point trop des forces conjurées de la morale religieuse, de la tradition humaniste, de la réalité sociale.

« Supprimer l'amour-propre » ne sera pas moins le but de la civilité mondaine que de l'exhortation chrétienne, de même que tout l'effort des royautés et des peuples tendra d'abord à décourager de tout retour offensif ceux dont la Grande Mademoiselle disait encore : « Il faut que les intentions des Grands soient comme les mystères de la foi ; il n'appartient pas aux hommes de les pénétrer. »

Si la Fronde illustre bien une telle prétention, d'autres épisodes très connus — fondation de l'hôtel de Rambouillet, organisation de la société précieuse, avances faites par Richelieu à un groupe de beaux esprits qui vont céder aux invites de l'autorité et donner à leurs réunions l'autorité publique et le caractère officiel qui en feront dès 1634-1635 l'Académie française, direction de Saint-Cyran à l'abbaye de Port-Royal (1635) — sont autant d'indices significatifs. Mais surtout l'on verra, dans le mouvement général des idées, la surenchère des volontés, la singularité des tempéraments se contraindre à des disciplines acceptées, et non pas seulement à des limitations extérieures. Le succès du cartésianisme, à la fois signe et agent d'une modification des esprits, coïncide avec d'autres symptômes ; c'est dire que cette philosophie n'a pas créé à elle seule un état d'esprit. Du moins mérite-t-elle d'être mise en bonne place, au voisinage de cette littérature qui s'infléchit vers un ordre nouveau.

On a dit que « pour faire la science, il faut croire à la science ». Le mérite de Descartes (1596-1650) est d'avoir proclamé que, même si elle tâtonne, la méthode est génératrice de progrès : l'ardeur avec laquelle ce grand esprit prétendait trouver des explications pour toutes choses a été singulièrement féconde, en particulier dans les applications de l'algèbre et dans la détermination des concepts fondamentaux de la mécanique. Génie volontaire et lucide, inquiet des contradictions de la philosophie comme des ignorances de la théologie, impatient des molleses d'un humanisme de surface, très avisé de ce que les mathématiques peuvent offrir de vigueur aux esprits « à cause de la certitude et de l'évidence de leurs raisons », ayant couru le monde en « spectateur plutôt qu'acteur en toutes les comédies qui s'y jouent », Descartes a offert dans le *Discours de la méthode* (1637) et dans le *Traité des passions* (publié en 1649) la « philosophie nouvelle » dont s'empare peu à peu son époque.

Le goût des idées claires et logiquement conduites ; l'indifférence à toutes



BLAISE PASCAL (1623-1662). — Dessin à la sanguine exécuté par Domat sur une page d'un ouvrage de droit. — Collection de Maurice Barrès.



FRANÇOIS VI DE LA ROCHEFOUCAULD (1613-1680). — Gravure attribuée à Moncornet. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

les séductions de l'inconscient, de l'indéterminé, de l'imprécis; la foi paisible dans une correspondance parfaite entre l'exercice de l'esprit et le cours de l'univers, car « la nature agit, en tout, suivant les lois exactes des mathématiques et c'est Dieu qui lui a imposé ces lois » : malgré toutes les subtilités métaphysiques où s'égare ce grand esprit quand il veut expliquer l'univers, son prestige baigne tout le siècle, se confond avec lui, et cette concordance justifie ce que disait Descartes lui-même dans une de ses lettres : « La connaissance de la vérité est comme la santé de l'âme; lorsqu'on la possède, on n'y pense plus... »

C'est d'une autre espèce de certitude qu'est avide Pascal (1623-1662). Le goût de la science tient une place différente dans la vie et dans la pensée d'un homme qui n'a guère abandonné une recherche gémissante de la vérité absolue. Il est un des fondateurs du calcul intégral, du calcul des probabilités, de l'expérimentation dans les recherches physiques; il a sa légende d'inventeur précoce; il est l'initiateur de diverses applications de la science et l'adversaire méthodique des hardiesses cartésiennes qui prétendaient explorer l'essence de la matière. Chez lui, cependant, c'est une autre passion que celle de la raison déductive qui s'est affirmée; son génie scientifique inné a rendu les armes à une illumination intérieure d'un autre ordre. Non sans péripéties et douloureux épisodes, le combat de la foi et du « siècle » s'est terminé pour lui — dans un désarroi dont une santé déplorable augmentait les troubles, et dont l'inachèvement et le désordre de son œuvre maîtresse fournissent la preuve — par la défaite du « moi haïssable », de l'« honnêteté » insuffisante, de toutes les « dissipations » du monde. Pascal, plongé successivement dans l'enchantement de l'expérimentation scientifique, dans les furieuses polémiques religieuses auxquelles appartiennent ses *Provinciales* et qui lient sa destinée et sa renommée à l'histoire du jansénisme, ayant eu ses vifs intermédiaires de mondanité et ses crises de mysticisme, expose en juin 1658, à « plusieurs personnes considérables de ses amis », le plan d'une *Apologie de la religion chrétienne*; il s'agit de toucher ces « mondains » si sûrs d'eux-mêmes en leur faisant reconnaître la misère de l'homme, admettre le besoin de certitude que les philosophes n'apaisent point, l'éminence d'une religion qui, pour lui, occupe une place à part parmi toutes les religions. Qu'ils n'objectent pas l'argument des « libertins », la *déraison* des mystères, l'absurdité de la révélation : le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. Désormais, les *Pensées* ont pu se prêter à des reconstructions multiples et Pascal devra en particulier au romantisme une gloire désormais liée à la plus émouvante apologétique.

Avec Gassendi (1592-1655) apparaît, en face du cartésianisme et du mysticisme, une survivance de l'épicurisme philosophique avec laquelle devra compter la littérature. Ecrites en latin, ses œuvres attaquent Aristote, réfutent Descartes, remettent en honneur une explication atomique de l'univers, aboutissant surtout, chez ses disciples proclamés, à une morale « naturelle ». Par là, les gassendistes sont le plus souvent des « libertins » de tout point, et non pas seulement en matière de foi; même en ces matières où la spéculation pouvait rester cosmique, métaphysique, le problème de l'homme tend à primer : tendance dominante de la pensée française vers le milieu du XVII^e siècle.

Il y paraît aux *Maximes* de La Rochefoucauld (1613-1680) : chez lui, l'expérience de la Fronde, la romanesque *mousquetairie*, la connaissance désabusée des volontés discordantes des « grands », s'infléchissent vers l'acceptation assez amère, malgré tout, du « mensonge social » : seul il peut rendre la vie supportable parmi les égoïsmes naturels et quand tout être tend

à persévérer fortement dans son être. « Les hommes ne vivraient pas longtemps s'ils n'étaient pas dupes les uns des autres » : une sorte de mutualité de convention, la reconnaissance implicite d'un idéal vertueux, multiplient les emprises de l'intérêt, du faux semblant parmi les hommes en société. Même dans l'amour, qu'on pourrait croire la plus sincère des passions, mille éléments de vanité, de fausseté, viennent se fondre : cela vaut mieux que si l'ardeur spontanée de l'instinct était déchaînée, de même que l'intérêt, si bas qu'il paraisse, a quelque supériorité sur les extravagances de la nature humaine laissée à elle-même. Et ainsi, la philosophie désenchantée du noble duc annonce à la fois la satisfaction conventionnelle de la grande époque française qui va suivre, et la théorie de l'utilitarisme qui triomphera au siècle suivant.

A se placer en face des tendances sociales qu'illustre une littérature aussi diverse, on se convainc que l'individualisme aristocratique, l'humeur égoïste et commode de l'homme moyen que n'assouplissaient pas une tutelle religieuse ou des nécessités pratiques, finissaient vraiment, aux alentours de 1660, par s'accommoder à la société ou par entrevoir l'utilité d'une discipline.

Même G. de Scuderi (1601-1667), très féru de sa propre noblesse, qui était mince, et de son mérite militaire, qui ne s'était guère montré, entrevoit l'accord entre l'élan individuel et l'exigence sociale :

Ceux qui tiennent un rang de puissance infinie
Sont instruits seulement par un divin génie,
Qui fait toujours céder, au cœur d'un potentat,
Cette raison commune à la raison d'État...

Chez son illustre sœur, M^{lle} de Scuderi, qui remplira tout le siècle d'une gloire assez vaine (1607-1701), le romanesque coule à flot, et les sentiments héroïques, tels que les imagine ce faux idéalisme, sont un panache accroché à des personnages romains ou persans où le siècle reconnaît ses grands premiers rôles. L'artifice est de même nature dans les vastes romans de La Calprenède (1610-1663) et dans les aventures dialoguées qui se donnent, sous son nom, pour des pièces de théâtre.

C'est à la fois d'une plus ferme discipline des caractères et d'un encadrement social plus fort qu'avait besoin la psychologie littéraire, si elle voulait échapper à une grandiloquence surannée, à une boursoufflure chevaleresque sans substance. On a l'impression que Pierre Corneille à lui seul pouvait lui conférer la première; la seconde fut l'affaire d'un mouvement assez général de la société.

Cette maîtrise de soi, en effet, cette « seigneurie » que les grandes âmes se doivent à elles-mêmes d'acquérir et de pratiquer, nul mieux



PIERRE CORNEILLE (1606-1684). — Gravure de Michel Lasne.



MAISON natale de Pierre Corneille, rue de la Pie, à Rouen. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



FRANÇOIS BACON (1561-1626). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

polie, et de quelques modernes qui commençaient à se produire, et qui n'étaient pas plus réguliers que lui. » Le scrupule de la « régularité », c'est-à-dire de l'obéissance aux règles déduites d'Aristote, sera, pour le poète, une hantise douloureuse dont ses *Examens* porteront la trace : de lui-même, il se plairait aux situations extraordinaires, prendrait toutes sortes de tempéraments avec la rigueur croissante des doctes prescriptions. Une partie de sa noblesse vient certainement de la contrainte que s'impose, pour créer du grand art, un tumultueux génie obligé de « s'accommoder », de faire des concessions à l'académisme montant et au goût de l'Antique, alors qu'« on épouse malaisément des beautés si vieilles » ; une partie de son succès est due à ce que les « habiles et honnêtes gens auxquels il suffit de plaire » voudraient trouver, par delà les représentations diffuses et un peu grossières à la manière de Hardy, une jouissance nouvelle et délicate. Dans les pièces de Corneille, il n'y a probablement nul sophisme à imaginer des aventures personnelles (*Mélite*), des clefs (*Clitandre*), et surtout des allusions, claires pour les contemporains, indistinctes pour la postérité, à des faits du jour ou à leur contre-coup : mais quelle habileté que de donner à la dégustation esthétique cette saveur d'une action antique ou étrangère de personnalités grandies ainsi par la dignité classique !

La ferme unité intérieure du héros cornélien, avec sa parfaite fidélité à soi-même décrétée par le plus lucide vouloir et que ne trouble qu'épisodiquement la rébellion des passions aveugles, amour, haine, lâcheté, c'est comme un de ces « châteaux de l'âme » que décrivent les directeurs de conscience, et d'où semblent descendre, pour des incursions sur la vie, des passions actives, impérieuses et nobles. Clairvoyance, lucidité, ce sont ici les vertus souveraines de l'homme, soit que la *Galerie du Palais* leur soumette expressément l'amour lui-même, cessant désormais d'être une trouble effervescence :

mmes hors du temps de cette vieille
erreur
l'amour une aveugle fureur...
Ceux qui l'ont peint sans yeux ne le connais
saient pas...

soit que la haine soit aussi de leur ressort, comme dans *Pertharite* :

Mais qui l'a par devoir ne s'aveugle jamais.
C'est sa raison qui lui fait

que le « grand » Corneille (1606-1684) n'a su en faire l'objet d'une expression véhémente. Lui-même, ayant à réduire une humeur plutôt rude de Normand sûr de lui-même et désireux de s'affirmer, était bien fait pour comprendre un tel genre de conflits ; comme la forme qu'il se vit peu à peu contraint de donner à ses tragédies était à elle seule un exercice de discipline consentie, on peut dire que la technique du drame, aussi bien que les circonstances de la vie, servit à son éducation. « Je n'avais pour guide, dira-t-il, qu'un peu de sens commun, avec les exemples de feu Hardy, dont la veine était plus féconde que

Les héros cornéliens font passer ainsi sous le jour de la réflexion volontaire et de l'examen conscient les sentiments mêmes qui prétendraient se réfugier dans les coulisses ou les dessous de l'être ; une grâce d'État confère à ces personnages la faculté de tenir conseil avec leurs passions et de faire triompher l'avis le plus lucide dans ces tumultes de sentiments. D'où le fier renoncement qui marque ses meilleurs personnages du sceau de la grandeur.

Une telle maîtrise de soi, greffée sur la plus somptueuse conscience de sa valeur, aboutit à ce que des psychologues de ce temps appellent « l'esprit de principauté ». Ne relever que de soi, n'obéir qu'à soi, ne connaître, du reste du monde, que d'autres égocentrismes de même qualité : quelle source d'exaltation, de « volonté de puissance », d'attachement des héros à leur « gloire ! » C'est, pour Corneille, le triomphe, et peu à peu l'écueil, que cette seigneurie redoutable ; on dirait que même ses personnages comiques, le Matamore de l'*Illusion* comme le Dorante du *Menteur*, sacrifient à cette autonomie, et que ses mystiques, Polyeucte ou Théodore, Félix ou Pauline, sont moins frappés de la révélation supérieure de la grâce que d'une manifestation soudaine de cette lumière intérieure : la valeur absolue du moi, son caractère « incompressible » et indépendant.

De ses chefs-d'œuvre, tout a été dit : ils tiennent les années 1636 à 1647. L'échec de *Pertharite* (1652) achève le règne de Corneille sans mettre fin à sa production ; et rien n'est plus lamentable que la fin de la carrière du grand poète qui se survit à lui-même et finit sur cet aveu dans des vers de 1680 adressés au Dauphin :

Quel supplice pour moi, que l'âge a tout usé,
De n'avoir à t'offrir qu'un esprit épuisé !

LITTÉRATURE ANGLAISE. — La version anglaise « autorisée » de la Bible, qui parut en 1611, est peut-être le plus grand fait d'ordre intellectuel à signaler ici, puisque ce texte servira d'aliment à toutes les classes de la nation et y maintiendra une sorte de religiosité de pensée contre laquelle ne prévaudront guère d'autres forces ; des mouvements littéraires aussi bien que sociaux trouveront leur point de départ dans cette familiarité dévotieuse avec le génie biblique. Le *Novum Organum* de Bacon lui-même (1620) compte moins à cet égard, puisque cette justification de la méthode inductive, cette glorification des faits convenablement observés, ne diffuse que dans les milieux savants la prudence expérimentale et fraye surtout la voie aux sciences naturelles et à leurs applications.

Tandis que les prochaines luttes religieuses semblent, sous Jacques I^{er}, s'annoncer dans la polémique et la prédication, les vives élégances de la Renaissance, sa fantaisie bucolique, sa recherche des formes d'art se continuent dans l'œuvre poétique de Drayton, de Wither, de Browne, de Fletcher ; ses curiosités métaphysiques animent encore l'inspiration de Donne. Mais il semble que le grand élan soit à bout, et que la déception ait remplacé le joyeux espoir : l'heure est propre à des humoristes comme Burton, dont l'*Anatomie de la Mélancolie* (1621) agrémente, d'un badinage volontiers pédantesque et d'une érudition désordonnée, une justification de la tristesse ; ou comme Browne, avec sa *Religio medici* (1642), mélange d'excentricité et de solennité, de science et de cocasserie. Un médecin mystique à la façon de Vaughan, frère d'un cabaliste et sollicité lui-même par le mystère des analogies naturelles, un converti comme Herbert, un puritain sensuel comme Marvell, surtout un pasteur anacréontique tel que Herrick, auteur des *Hespérides* (1648), illustrent de la façon la plus variée et la moins prévue la poésie de cette époque. L'ambition de rivaliser avec la grande tradition humaniste est plus forte chez Cowley, Waller, Denham, poètes ingénieux et assez artificiels : le premier a aussi laissé des *Essais* ; le second manifeste, par une adhésion successive à Cromwell et à la royauté, l'incertitude politique du milieu du siècle.

Au théâtre, les successeurs de Shakespeare sont surtout des huma-



JOHN MILTON (1608-1674). — Gravure de G. Vertue. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

nistes : tels Chapman (1557-1634) et Ben Jonson (1573-1637), dont les comédies abandonnent la fantaisie romanesque pour la peinture des originalités, dont les tragédies historiques s'efforcent à la dramatisation des documents du passé. Témoin d'une veine que Shakespeare n'avait pas toute absorbée, Webster, Beaumont et Fletcher, Massinger, Ford, Shirley représentent, avec des mérites divers, une exubérance d'imagination à laquelle le genre de la tragi-comédie ne correspond pas moins que dans la France de Hardy. Mais la clôture des théâtres en 1642, par arrêt du Parlement, marquera une victoire puritaine dont on peut dire qu'elle signifiait aussi la fin de la dramaturgie de la Renaissance.

Bien que ses œuvres maîtresses n'aient vu le jour que plus tard, l'inspiration du plus célèbre des poètes épiques de l'Angleterre a ses racines dans ce temps : soit que des influences italiennes vibrent encore dans ses poèmes de jeunesse, soit que le problème chrétien par excellence, la « chute de l'homme » et la promesse de la Rédemption, indique justement un vigoureux accord de sa maturité avec les préoccupations religieuses de l'Angleterre puritaine, Milton (1608-1674) a ici sa place.

« Le plus grand des hommes, sinon le plus grand des poètes, John Milton » : c'est ainsi qu'un auteur anglais a pu qualifier l'auteur du *Paradis perdu*, pour bien marquer combien une forte individualité, autant qu'un génie d'artiste, s'était manifestée dans cette œuvre illustre. Doué d'une sensibilité complexe qu'il domine, enthousiaste de la liberté parce qu'il croit à la dignité foncière de l'homme et non parce qu'il veut s'arroger des droits, voyant dans la maîtrise de soi une chose aussi belle qu'une « armure d'acier », conciliant une forte éducation classique, le goût de l'amour et de la beauté, avec un souci d'action morale et de religieuse vertu, Milton a contribué à former l'esprit orgueilleux et chaste de l'Angleterre moderne. Après avoir trouvé, dans un voyage en Italie, une occasion de confronter sa propre fermeté avec le laisser-aller d'un pays « où tant de choses sont considérées légitimes », et vu dans la guerre civile, où il se jeta en pamphlétaire et en réformateur, une chance de réaliser sur terre le royaume de Dieu ; après une expérience matrimoniale malheureuse qui le conduisit à proclamer la nécessité du divorce « quand l'union des âmes n'accompagne pas l'union charnelle », il fut tout entier à l'œuvre qui dépasse celles qu'il avait écrites jusque-là : ce *Paradis perdu* qui deviendra le testament de son génie. Avec sa forte substance théologique, sa puissance descriptive, sa volupté décente, le genre d'harmonie que lui donne l'emploi délibéré du « vers blanc », le grand poème épique de Milton a satisfait pour longtemps, chez les Anglais, le cœur et l'esprit. Le *Paradis regagné* complète le *Paradis perdu* en donnant comme pendant, à Adam qui cède aux séductions de l'Archange déchu, le nouvel Adam, Jésus-Christ, qui résiste aux prestiges de Satan et regagne ainsi l'Eden perdu. *Samson agoniste* confère une forme dramatique au sujet sémitique de Samson aveugle, jouet des Philistins, s'ensevelissant avec eux sous les ruines du temple qu'il a fait crouler. Et, ainsi, le merveilleux biblique, l'histoire d'Israël, les promesses chrétiennes revêtaient pour la dernière fois, pourrait-on dire, les formes d'art préconisées par le génie créateur de la Renaissance.

LITTÉRATURE ALLEMANDE. — Le mouvement de contre-Réforme dont l'Espagne était le foyer a touché profondément, sinon l'Allemagne dont les princes maintiennent, pour la plupart, la sécularisation luthérienne, du moins des personnalités représentatives. Scheffler, médecin de Breslau, qui, sous le nom d'Angelus Silesius (1624-1677), publia en 1657 deux recueils de poésies religieuses qu'animent une intense ferveur et toute l'impatience d'une âme avide de se fondre en Dieu, est un converti catholique ; F. von Spee (1591-1635) appartient à la Société de Jésus ; ses poèmes religieux, publiés après sa mort, ont plus d'artifice que de spontanéité, mais s'élèvent, par leur intention, au-dessus des simples redites de la foi dogmatique ; J. Balde (1604-1688), prédicateur de la cour bavaroise, est plus à son aise dans l'imitation latine que dans la poésie indigène. Moine et prédicateur de la cour de Vienne, Abraham a Santa Clara (1644-1709) sera le représentant le plus singulier d'une rude verve baroque, indifférente à toute élégance et à toute délicatesse, où les vérités de la foi devront s'accommoder d'allusions, d'actualités, de trivialités qui en feront le succès populaire. L'illumi-

nation immédiate du Saint-Esprit exalte le plus grand des méditateurs de ce temps, Jacob Böhme (1575-1624), *philosophus teutonicus*, dont l'inspiration s'est communiquée à une partie de l'âme allemande à travers des ouvrages comme *Aurora*, le *Grand Mystère*, etc.

En face de ces œuvres où soit le catholicisme, soit le mysticisme reprenaient, dans la littérature allemande, une singulière vigueur d'expression, l'inspiration luthérienne se maintenait au contact de la spontanéité populaire dans des œuvres comme celle de P. Gerhardt (1607-1676), dont les poésies religieuses (1667) ont une simplicité harmonieuse et drue.

La première « école silésienne » se constitue dans l'Est germanique, avec un programme inspiré des doctrines qui avaient donné aux divers pays une poésie distincte. A. Gryphius (1616-1664), dont le point de départ est l'inspiration luthérienne qui se manifeste dans ses poésies allemandes, a un autre mérite encore : élève des dramaturges hollandais et de l'art brutal des comédiens ambulants de ce temps, il a mis à la scène des faits tragiques de la légende et de l'histoire et jusqu'à l'exécution de Charles I^{er} Stuart, mais aussi des situations humoristiques comme l'*Horribilicribrifax*.

Le mouvement d'idées de la Renaissance ayant surtout, dans ces pays, abouti à la Réforme et à l'érudition, c'est par un effet tardif et indirect que les lettres allemandes s'avisent d'accorder ensemble l'émulation pour l'antiquité, le souci de la libre beauté, avec le culte de la langue nationale et le désir de lui conférer tout le mérite artistique possible. Contrarié par la guerre de Trente ans, ce mouvement n'achèvera de s'épanouir que peu à peu. Une sorte de XVI^e siècle attardé permet à l'Allemagne de l'Ouest de connaître à son tour d'autres résultats de l'humanisme que l'érudition, la discussion, les théories philosophiques de l'univers. Weckherlin (1584-1653) pratique la France et l'Angleterre, écrit des poésies allemandes d'un rythme assoupli et démontre que la « Teutsche Poesy » ne mérite pas le mépris des doctes.

Martin Opitz (1597-1639) a beau être le contemporain de Malherbe : son activité est plutôt comparable à celle d'un Du Bellay, tant les lettres, autour de lui, ont encore besoin d'un animateur et non d'un modérateur, et surtout d'un apologiste d'une langue dédaignée. *Aristarchus, sive de contemptu linguæ teutonicæ* (1617), prélude à l'entrée des Muses sur ce Parnasse allemand où seule la poésie religieuse avait trouvé des accents originaux. Désormais, le latin ne paraîtra plus le langage obligé des auteurs ambitieux de rivaliser avec les classiques ou les étrangers : une *Poétique*, en 1624, confirme l'initiative excellente d'Opitz en matière de révélation et d'encouragement littéraire. Lui-même, dans ses *Trost Gedichte* (1633), ses traductions, sa pastorale *Hercinie*, joint l'exemple au précepte et devient pour longtemps le maître de chœur incontesté des porte-lyre allemands. Son action s'exercera en particulier à travers les sociétés « frugifères » et autres, qui groupent à la manière italienne des gentilshommes soucieux d'épurer la langue et les mœurs.

Effort de rectification et d'assouplissement d'autant plus nécessaire que les désordres du temps faisaient revivre de singulières rudesses : il est poussé jusqu'à l'excès par un Ph. von Zesen (1617-1689), un Harsdorffer (1607-1658). Et à tant vouloir se mettre à l'école des maîtres du bien-dire, l'inspiration allemande ne risque-t-elle pas de tomber dans la singerie ? De bonne heure, F. von Logau (1605-1655) sent le danger ; la manie d'être « à la mode », qui chez ses compatriotes tourne vite en une vraie dépossession de soi-même, lui paraît le péril capital dont ses *Épigrammes* (1654) doivent garder les Allemands :

Vêtement à la mode — pensées à la mode :
Aux façons du dehors s'accorde le dedans...

C'est à l'Espagne que s'apparente le *Philander von Sittewald* de Moscherosch (1601-1669), qui donne à l'Allemagne ses *Songes* à la Quevedo, tandis que le roman picaresque, aggravé de perpétuelles détresses de guerre, rehaussé d'une méditation souvent douloureuse, revit dans les récits sans grâce, rudes comme les gravures sur bois contemporaines de la guerre de Trente ans, que va donner Grimmelshausen dans son *Aventueux Simplicius Simplicissimus* (1669).

Fleming (1609-1640) aurait pu être pour l'Allemagne le grand



PAUL FLEMING (1609-1640). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

ête qui prête enfin une voix à des aptitudes nationales guidées par l'émulation et l'étude : il est mort trop jeune pour avoir donné toute sa mesure, mais ses *Poèmes allemands* (1642) témoignent d'une originalité nourrie par les voyages et la vie intérieure, assouplie par la pratique des modèles sans être étouffée par eux. Il faudra aux Muses allemandes un nouvel apprentissage pour qu'elles animent, plus tard, une spontanéité semblable.

LITTÉRATURE NÉERLANDAISE. — La littérature néerlandaise, qui se détachait peu à peu de l'Antique et qui, dans son théâtre et son lyrisme, avait subi des influences venues du Midi et de l'Ouest, alors qu'une veine populaire continuait d'alimenter sa sève véritable, trouva dans les lettres espagnoles des modèles à son goût. Les colonies de Juifs bannis de la péninsule maintenaient, avec leur ancienne patrie, un contact que renforça malgré tout, pour l'aristocratie, la longue occupation espagnole. Les romans picaresques se trouvèrent de bonne heure chez eux dans un pays qui se gaussait du Brabançon hâbleur comme d'une réplique indigène de l'écuyer castillan. Quant au théâtre, un auteur comme Rodenburg, à son retour d'Espagne en 1613, ne se faisait pas faute de révéler à ses compatriotes la splendeur de Lope ; plus que Calderón, c'est ce dernier qui séduisait des imitateurs dont aucun, d'ailleurs, n'a mérité de prendre rang dans la littérature universelle.

Il n'en est pas de même de l'inspiration nationale ou religieuse chez Vondel (1587-1679), anabaptiste qui finit par se faire catholique, auteur de trente-deux tragédies (qui ont fourni son point de départ à toute une branche de la scène néerlandaise) en même temps que de poésies religieuses et de traductions. C'est un des initiateurs de la littérature néerlandaise : dans des pièces comme *Gijsbrecht Van Aemstel* ou comme *Lucifer*, Vondel créait des modèles dont s'est longtemps inspirée la poésie de son pays, et contribuait à déterminer la langue littéraire de la Hollande. Dans cet ordre d'idées, en 1636, Grotius publie en vers flamands une apologie du christianisme, *De la Vérité de la religion chrétienne*, pour permettre aux marins hollandais d'évangéliser les infidèles. Son œuvre d'érudit et de légiste est, quant au reste, entièrement écrite en latin.

LITTÉRATURES SCANDI-NAVES.

— Bien que la Suède soit encore fort marquée d'un caractère théologique peu favorable aux belles-lettres, et que sa grande reine Christine s'intéressât aux sciences et à la philosophie plus qu'à la littérature, cette époque voit la grande monarchie du Nord s'éveiller à son tour à la dignité de la poésie. G. Stiernhielm (1598-1672), si dépendant qu'il soit de l'influence classique dans son poème didactique *Hercules*, y procède à l'« illustration » et à la « défense » de la langue nationale, et hausse aussi l'éloge de la vertu au-dessus des délices des sens. Son élève S. Columbus introduit de même le badinage horacien dans les lettres suédoises : le sonnet, le burlesque, la poésie fugitive, le conte en vers y font leur entrée. Mais pendant longtemps encore, et même après que la culture y est sortie de l'engourdissement, grâce aux vifs contacts de la guerre de Trente ans et de la promotion de la Suède au rang de grande puissance, l'érudition y aura le pas sur la littérature ; ou bien c'est la science du droit, avec Stiernhook (1596-1675), la philologie avec divers érudits, qui y font figure, pour longtemps, de disciplines primordiales de l'esprit : les belles-lettres tarderont à se faire leur juste place à côté des sciences philologiques et théologiques.

On peut en dire autant du Danemark, où même la satire prend aisément une tournure théologique, où un poète comme Arrebo (1587-1637) est tout pénétré de religiosité. La pastorale est à peu près seule à risquer une note plus mondaine dans une époque appelée à bon droit « l'âge érudit ».

LES LITTÉRATURES DE L'EUROPE ORIENTALE.

— La Réforme plus que l'Humanisme éveilla, chez les Slaves de l'Ouest et chez les Hongrois, un mouvement dont la littérature put recueillir l'effet, soit que la foi nouvelle ait trouvé dans la Bible, remise à sa portée, le même genre d'inspiration qu'y découvraient des

« réformés » occidentaux, soit que les attraites de la poésie de la Renaissance aient été mieux goûtées par des pays appelés à une nouvelle vie religieuse de l'esprit, soit enfin que la contre-Réforme ait tenu à s'armer de prestiges issus du catholicisme occidental.

Ces diverses influences s'enchevêtrent dans les populations entremêlées de l'Orient européen. La Pologne fut surtout sensible aux séductions italiennes, en raison de la profonde culture latine qui, depuis le X^e siècle, faisait de ce pays un bastion de l'Église romaine, une terre d'élection du latin parlé. La Bohême, secouée par le hussisme, resta assez indifférente aux aspects séculiers de la Renaissance et élabora plutôt en profondeur les rudes leçons de son réformateur national. Quant à la Hongrie, elle occupe à cet égard une position moyenne, ferments religieux et germes esthétiques s'y trouvant juxtaposés.

L'Église, la chancellerie, l'école ont beau rester fidèles au latin, idiome international pour les érudits, le sens de la vie est tourné d'un autre côté, et le XVII^e siècle verra de croissantes émancipations. Même la Pologne se déprend peu à peu de la latinité exclusive qui a long-

temps fait sa force et le meilleur de sa discipline. Les *Satires* d'Opalinski (1650), les *Proverbes du parler courant* de Fredro (1658) protestent contre une mode exclusive ; le théâtre latin des écoles jésuites a d'ailleurs l'avantage de maintenir un certain classicisme dans les esprits, en attendant l'émancipation du XVIII^e siècle.

Emphase et préciosité caractérisent la littérature polonaise de ce temps. Aristocratique et désinvolte à souhait, elle a peu le souci d'épurer les fantaisies du sens personnel : l'absence d'un vrai public, le morcellement de la société rendent longtemps assez chanceuses les conditions d'un vrai développement national.

En Hongrie, le cardinal Pazmany (1570-1637) donne l'essor à la prose magyare dans son *Guide vers la vérité divine*, son *Livre de prières* et ses *Sermons*. L'épopée nationale des Hongrois date de 1651 : c'est le *Siège de Zrinyi*, où le romantisme éclatant du Tasse s'adapte à la fierté aristocratique des Magyars.

L'Orient orthodoxe ayant, au XVI^e siècle, échappé presque complètement aux influences émancipatrices de la Renaissance et de la Réforme, et la forte imprégnation antique n'y ayant pas, dès lors, laissé les mêmes germes que dans les littératures d'Occident, le « classicisme » et ses diverses manifestations y demeurèrent quelque chose d'assez sporadique et artificiel, un luxe de surface

plutôt qu'un agent organique de développement. Au contraire, des influences byzantines continuèrent à encadrer ce qui, dans la faible vie spirituelle des masses et dans l'effort dispersé des élites, n'était pas simple tradition, folklore, religiosité idolâtre. Jean Visenskij, illustre par sa vie et sa science théologique au début du XVII^e siècle, est l'un des premiers à défendre la langue slave pour aider à la diffusion de la religion et de la morale. Pierre Mogila (1597-1647), l'auteur de la confession de foi orthodoxe, représente l'émancipation de la langue populaire par la religion.

A l'imitation de la Pologne, d'ailleurs, les poètes russes copièrent la prosodie latine dans des poésies de circonstance qui marquent l'éveil des belles-lettres proprement dites, des « mystères », et illustraient les fêtes religieuses comme en un Moyen âge persistant.

Deuxième période (1660-1688).

Une véritable « volonté de civilisation », la foi dans un « ordre » auquel adhèrent et collaborent ceux qui manient les valeurs de l'esprit, auquel se soumettent ceux qui vivent dans le siècle : il semble bien que ce soit là le principe le plus actif dont procède cette grande époque. On sort, dans presque tous les pays d'Europe, de crises épuisantes ; on s'est aperçu qu'à laisser son franc-jeu à l'humeur des hommes, on met en cause la raison d'être d'une humanité policée ; le tumulte des émancipations religieuses et philosophiques a fait la partie trop belle aux convoitises et aux rudesses. Il y a donc, dans presque tout l'Occident, un vif désir de discipline et d'autorité : mais c'est un appel des peuples autant qu'un décret des pouvoirs qui confère la première autorité aux princes, et surtout qui soumet la fantaisie individuelle à de rigoureuses disciplines. Jamais autant qu'à cette époque les manuels de savoir-vivre, les traités de civilité, les direc-



NICOLAS BOILEAU (1636-1711). — Peinture de H. Rigaud.
— Musée de Versailles. CL. BRAUN.

tions de conscience ne se sont multipliés pour l'instruction et l'affinement des hommes et des femmes : si la sève reste drue, si la brutalité persiste dans les mœurs, et si les « libertins » ne cessent pas de se réclamer de la franche nature, il y a, dans les classes sociales qui donnent le ton, et surtout dans la littérature qu'elles encouragent, un effort excellent pour refouler les bas instincts et dissimuler jusqu'aux souffrances et aux laideurs de l'homme.

Une doctrine absolutiste en matière de gouvernement, élaborée aux âges antérieurs, mais longtemps combattue en fait et en théorie, achève de s'affirmer. La souveraineté est de plus en plus considérée comme inséparable de l'État, royaume ou république, et les pouvoirs intermédiaires doivent se soumettre ou disparaître, la volonté populaire s'incliner ou se taire.

En France, à travers quelques épisodes hostiles, le roi paraît posséder une autorité émanant de Dieu même, et simplement limitée par les « lois fondamentales du royaume » ou par les devoirs que le christianisme exige d'un souverain. Même atténuée, cette conception est propice, dans les lettres, à une certaine dépendance des poètes ou des savants à l'égard de l'autorité : l'heure d'une littérature de cour, avec ses élégances ou ses faiblesses, va sonner pour la plupart des pays d'Occident, et des « Académies », des pensions, des journaux privilégiés font souvent partie de ce système.

Une telle unification ne va pas sans résistance. Vers 1660, c'est chose faite pour la France, et si la Fronde a remis en question la doctrine ou son application, il est désormais entendu que la royauté est de caractère divin et que le gouvernement personnel d'un souverain « qui n'a de comptes à rendre qu'à Dieu » est salutaire aux peuples : aux lettres de s'accommoder d'une telle idée. Elle n'est pas moins familière aux sociologues du dehors qu'à ceux de France. Grotius, Hobbes, Filmer, Spinoza, également convaincus qu'une autorité dominante peut seule maintenir l'ordre social, élaborent des doctrines semblables. Et si la question individuelle du salut restait la grande affaire pour les jansénistes, leur conception rigoureuse du péché et de la malice congénitale de l'homme suggérerait aussi la nécessité d'un pouvoir fortement armé.

LITTÉRATURE FRANÇAISE. — Comme toutes les époques nettement caractérisées, ce troisième tiers du XVII^e siècle ne tarde pas à se reconnaître et à s'apprécier dans un *type* qui, d'accord avec l'idéal implicite qui le guide, lui sert à la fois de miroir, de garant, de terme, de mesure et de comparaison. L'« honnête homme » avait mis quelque temps à se dégager du « courtisan » italien ; il s'était défendu contre l'ascendant du « héros » espagnol et avait maintenu, en face de l'« homme de bien » que préconisait la morale religieuse, ses positions plus indépendantes et séculières. L'art « d'exceller en tout ce qui regarde les agréments et les bienséances de la vie » trouvait son incarnation dans ce parfait personnage, trop dégagé de sa profession et supérieur à son métier pour « se piquer de rien », assez sûr de soi pour « vouloir être toujours exposé à la vue des honnêtes gens » ; clairvoyant, modéré, serviable et juste par un esprit de société bien entendu, fuyant le pédantisme, mais non le savoir, corrigeant par le commerce de la bonne compagnie les inconvénients de son indépendance d'esprit :

Et l'école du monde, en l'air dont il faut vivre,
Instruit mieux à mon gré que ne fait aucun livre...
Nous naissons, nous vivons pour la société...

C'est surtout par la conversation que la société se révèle à elle-même. « Elle est le lien de la société de tous les hommes, le plus grand plaisir des honnêtes gens et le moyen le plus ordinaire d'introduire non seulement la politesse dans le monde, mais encore la morale la plus pure et l'amour de la gloire et de la vertu... »

Nul faux semblant ne saurait longtemps leurrer la clairvoyance d'une société, quand l'usage affine perpétuellement les qualités mutuelles de ses participants. D'autres types sociaux peuvent être contrefaits :

Pour paraître honnête homme, en un mot, il faut
— l'être...

« Il y a d'honnêtes gens dans tous les métiers », affirme Méré, le parfait théoricien de la doctrine, qui reconnaît cependant que certaines professions basses rendent bien difficile de l'être. Se croira-t-on même dispensé, dans une société ainsi comprise, de travailler au progrès général ? Nullement, puisqu'une force d'émulation doit émaner d'une présence efficace : « Il

ne faut qu'un honnête homme pour inspirer les bonnes mœurs au plus méchant peuple de la terre, et pour donner envie à tous ceux d'une cour grossière et sauvage d'être honnêtes gens » ; et, d'ailleurs, « un honnête homme doit même bien vivre avec ceux qui vivent mal avec lui », inspirer ainsi une imitation salutaire à l'affinement général.

C'est, on peut le dire, sur ce modèle, dont la réalisation parfaite ne se rencontrait guère, que tendaient à se modeler les gens qui se piquaient de répondre à l'instinct supérieur d'une société fort encombrée encore, du reste, de brutalité, de rudesse, de laid. L'« honnête femme », dont on était d'ailleurs beaucoup moins sûr, lui faisait pendant, ou, plus exactement, la femme avec des qualités d'honnête homme : car ici l'émancipation individuelle, l'équilibre trouvé en soi-même, la fermeté d'âme paraissent incertaines, la fragilité davantage possible, une tutelle plus nécessaire. Et c'était bien par une limitation des instincts, par une contrainte acceptée et une adhésion intérieure à un ordre consenti, que l'on pouvait dire de l'honnête homme

Que, pour le rendre libre, il le faut enchaîner...

A quelle littérature se complaira un âge ainsi modelé par un sens clairvoyant des bienséances, comprises comme une rectification permanente de la nature, comme une protestation contre ses désordres ? Sans doute, l'unité absolue ne se fera jamais, fort heureusement, et en dépit des Académies, des pensions royales, des encouragements officiels, ou même de l'accord moyen des honnêtes gens : la préciosité romanesque ne cessera pas d'attirer un vaste public impénitent de belles âmes, de héros en disponibilité, et M^{lle} de Scudéri restera la représentante d'un goût déséquilibré, d'une artificialité guindée qui correspondent à une sorte de rébellion des fantaisies ; d'autre part,

disciples proclamés d'Épicure, invoquant sans prudence la Vénus de Lucrèce ou de plus gauloises divinités, les libertins estiment que la veine franche, ou même grossière, des burlesques et des réalistes est seule savoureuse et spontanée.

Enfin, voisinant parfois avec le platonisme des premiers ou avec la rudesse des seconds, certaines préférences continuent, à travers le siècle, à se détourner d'une sociabilité trop exigeante : il s'agit pour des esprits plus religieux que les libertins, plus substantiels que les précieux, de rester fidèles aux prescriptions de la sainteté : l'importance du jansénisme pour la bourgeoisie française, le rôle joué par Port-Royal dans la vie et dans la littérature répondent évidemment à un souci d'austérité, ou de rigoureuse décence morale en tout cas, que les codes de savoir-vivre ne satisfont pas. Néanmoins, dans l'ensemble, le grand public ne tourne pas le dos à des formes littéraires faites à l'origine pour plaire à des aristocraties, et qui vont de plus en plus se plier à l'expression de sentiments et de pensées que les classes moyennes peuvent comprendre, qu'elles éprouvent même de plus en plus.

A l'extraordinaire prestige qui avait, par



LE « LUTIN ». — Gravure de B. Picart, ornant l'édition des Œuvres de Boileau (1718).



JEAN RACINE (1639-1699). — Buste par Jean Caffieri. — Musée de la Comédie-Française. CL. GIRAUDON.



JEAN-BAPTISTE POQUELIN, dit MOLIERE (1622-1673). — Peinture de Mignard. — Musée de la Comédie-Française

dans leur crudité ; la nature ne paraîtra que par allusion dans la plupart des « grands genres », et même le lyrisme ne l'invoquera guère directement. Mais surtout, les excentricités, les humeurs, les turbulences dont n'avait pas rougi l'âge antérieur, sauf quand Malherbe y maniait sa férule, seront « fâcheuses » et condamnables. Avec la tournure d'esprit cartésienne que prend le siècle, il sera assez aisé de pratiquer l'abstraction et la généralisation qui vont de pair avec ce procédé exigé par les « bienséances ». Connaissant l'homme plutôt que les hommes, prenant parfois pour la « raison » absolue ce qui n'est qu'une évidence partielle, mais familière, le classicisme français aura le mérite de faire, de la description psychologique, son domaine par excellence : y correspondent dans la société les délassements, les divertissements de bon goût, « portraits », jeux d'esprit, ébats épistolaires, conversation spirituelle.

C'est définir Boileau (1636-1711), ou à peu près, que de dire qu'il fut, dans la littérature, le porte-parole de cette convention civilisée. Il n'est pas le défenseur d'un idéal rare contre l'indifférence d'une époque, ou l'annonciateur de futures nouveautés, ce « législateur du Parnasse » : il est l'interprète des bienséances auprès des gens de lettres de son temps. Bourgeois de Paris, robin assez frondeur par nature, il se défie des grands mouvements de l'âme et se plairait aux coteaux modérés ; le romanesque, le sentimental, le sublime, l'art pailleté des Italiens ou le relief un peu âpre des Espagnols le déroutent également ; mais il a, pour le sens commun, pour les moyennes du goût, où il engage à fond tout son caractère, une dilection de nature qui va jusqu'à l'enthousiasme. Il demande aux poètes d'ajouter, à l'indispensable *génie*, au *beau naturel*, la déférence à l'estime des honnêtes gens et l'étude des bons modèles, les Anciens surtout, qu'une sorte de triage nous a transmis dans leur valeur éminente, et comme décantés et épurés. Réaliste quand il le faut, dans des satires sociales ou dans le *Lutrin*, il demande à la grande littérature, dans son *Art poétique*, de s'accorder le mieux possible avec les exigences d'un idéal social chatouilleux : les « règles » sont là, et les préceptes des maîtres, et les exemples d'une longue tradition qui ignore le Moyen âge ; s'écarte des fièvres de la Renaissance et n'établit de contact historique qu'avec Malherbe « enfin ». La séparation des genres — précepte d'un art raffiné pour qui la vie et son désordre ne doivent pas faire irruption dans le domaine de la beauté —, l'attribution à la mythologie païenne de tous les « ornements » dont usent les poètes et, en conséquence, le bannissement de tout le « merveilleux chrétien » : autant de prescriptions que les « bienséances » exigent évidemment, et

la Renaissance, soudé à une Antiquité lointaine et à une mythologie étrangère les vives ferveurs occidentales, va s'ajouter un coup d'État non moins singulier. Par un biais qui était le contraire d'une trahison, par un effort qui laissait le génie parfaitement à son aise, la haute littérature, la plus renommée, la plus vantée par les doctes, s'abstiendra de donner du monde *réel*, de la nature humaine qu'elle connaît à merveille, de la nature en général qu'elle n'ignore pas, mais qu'elle dédaigne, une transcription directe. Son « réalisme » se refusera à montrer les choses

que des raisons esthétiques paraissent justifier. Boileau a eu le mérite de donner à ses préceptes la forme lapidaire que l'on sait : celle-ci eut, sans doute, l'inconvénient de transformer en lois sacro-saintes des conseils dont son époque avait reconnu l'importance, et que l'école, le pédantisme, la commodité désespérante des critiques devaient considérer longtemps comme d'immuables principes.

Avec Racine (1639-1699), le genre tragique trouvait un écrivain merveilleusement propre à se soumettre sans

impatience maladroite à toutes ces tutelles, parce qu'il possédait le sens des *crises* où aboutissent des passions se heurtant, et qui sont le point vif de destinées qu'il est inutile de suivre dans leur évolution antérieure : nul besoin d'une dramaturgie plus lâche, puisque quelques instants peuvent décider une catastrophe et mettre en ligne toutes ses causes psychologiques. Appartenant à deux ascendances de fort tempérament, comprimé par des pratiques pieuses, confié à l'éducation janséniste avec laquelle il rompra pour se jeter à cœur perdu dans l'amour des actrices, féru d'hellénisme et avisé du savoir-vivre, laissant d'ailleurs une verve combative s'épancher dans une comédie comme les *Plaideurs*, revenant à la foi et à la vie de famille après des brouilles et des traverses orageuses, courtisan à son heure, et non sans déférence souplesse, il a donné au plus somptueux instant du siècle une expression théâtrale qui en était digne. On l'a cru tendre, féminin et suave, alors qu'il faisait voir, dans les passions, des énergies fatales : c'est que sa forme d'art est un chant, une mélodie où même les cris de folie ou les aveux de crime conservent la plus belle mesure.

Plus encore que chez Corneille, la réalité humaine, et même une réalité historique éventuelle, se masquent ou se voilent chez lui sous la transposition antique ou exotique. Même son œuvre apparente est une sorte d'aveu dramatisé de son moi profond, comme si, chez ce grand artiste, se trouvaient « refoulées », pour une harmonie plus parfaite, des véhémences sourdement frémissantes. D'abord, comme

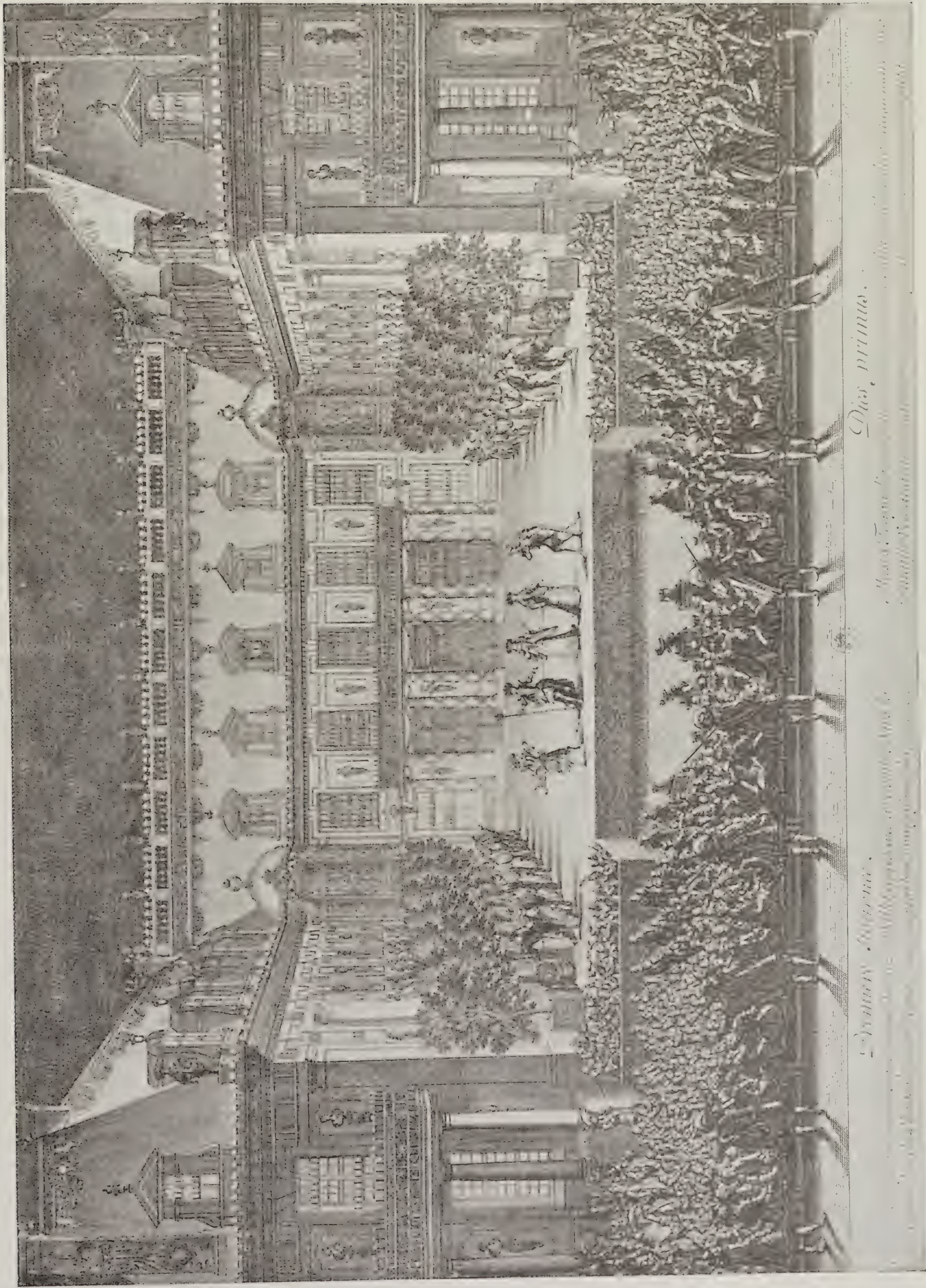
le dira son fils, « un jeune auteur qui cherche à plaire à la cour d'un jeune roi où l'on respire l'amour et la galanterie fait respirer le même air à ses héros et à ses héroïnes » : et c'est l'explication d'un certain ton « dameret » qui lui a été reproché, et qui ne séduira que trop de faciles imitateurs. *Andromaque*, « qui fit autant de bruit à peu près que le *Cid*, » et sa peinture de l'amour maternel en conflit avec le souvenir conjugal ; *Britannicus*, « celle de ses tragédies qu'il a le plus travaillées » et qui évoquait les plus âpres conflits de l'ambition tyrannique ; *Phèdre* et son impitoyable analyse de la possession amoureuse, s'élèvent d'une façon durable au-dessus des goûts et des modes — qu'on reprochait d'ailleurs à Racine de trop peu satisfaire — et marquent trois réussites parfaites d'un art « sublimé » sans boursoufflement, éloigné de tout réalisme d'expression sans perdre le contact de la vérité et de la nature. Enfin *Esther* et *Athalie*, une Antiquité religieuse propre à intéresser le milieu pédagogique ou officiel de Saint-Cyr — se jouant l'une et l'autre sur un fond d'allusions aux intrigues de Louvois ou aux inquiétudes des Jacobites anglais exilés : suprême adresse d'un grand artiste qui n'a jamais perdu contact avec



JEAN DE LA FONTAINE (1621-1695). — Gravure d'Edelinck, d'après H. Rigaud. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



JACQUES-BÉNIGNE BOSSUET (1627-1704). — Gravure de Pierre Drevet, d'après le portrait peint par H. Rigaud. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



LA REPRÉSENTATION D'« ALCESTE ».

Alceste, tragédie lyrique écrite par Quinault et mise en musique par Lully, fut représentée en 1674 à Versailles, devant le roi et la cour. — Gravure de Lepautre. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

la vie contemporaine, et qui pourtant donne à des modernes la sensation de l'eurythmie attique et d'une parfaite harmonie.

Pour Molière (1622-1673), l'adhésion aux bienséances sociales et esthétiques comporta toujours des réserves et se produisit tard : c'est-à-dire après une initiation mouvementée à la vie, en province surtout, dans des tournées où sa troupe promena pendant douze ans un répertoire chargé d'italianisme, mais déjà traversé d'autres intentions dans l'*Étourdi* et le *Dépit amoureux*. Enfin, protégé par le roi, Molière se fixa à Paris et, dès les *Précieuses ridicules* (1659), donna la mesure d'un art sinon nouveau, du moins renouvelé, et où le sens du mouvement s'alliait à la stylisation.

L'*École des femmes* (1662) commençait à mettre en cause, sous la plume de Molière, d'autres questions encore que de simples ridicules contemporains ou que les éternelles drôleries des infortunes conjugales : la défense implicite de la nature humaine contre certaines tyrannies ou déformations sociales apparaît chez ce disciple de Gassendi. On aurait tort, cependant, de faire de lui un ancêtre déclaré du rousseauisme et de voir dans le héros du *Misanthrope* (1666) un adversaire de la société, dans le « grand seigneur méchant homme », et pourtant séduisant, de *Don Juan* (1665) un idéal d'émancipation romantique. C'est plutôt parce que Molière sent avec intensité tout ce que l'ordre social, la tutelle religieuse, comportent de contraintes et de chaînes pour l'individu, que son comique est chargé de tant de sérieux, et que les malentendus de *George Dandin*, de l'*Avare* ou du *Malade imaginaire* laissent un tel arrière-goût d'amertume. Comme si sa veine comique s'était contrainte, elle aussi, à une discipline que Scapin ou Sganarelle ne connaissaient pas, ses « grandes comédies » haussent — non sans quelque artifice dans la forme du langage — leur ton jusqu'à une prose mesurée ou une demi-abstraction versifiée, également éloignées de la libre allure de la farce : d'où, pour les bienséances, une garantie de retenue, de réserve discrète qui fera parfois accuser Molière de verve insuffisante, mais qui, de son temps et pour une période très longue, augmentait la vertu éducatrice de ce théâtre si humain, si tolérant, si courageux et si simple.

Chez La Fontaine (1621-1695), la transposition est d'un autre ordre dans le genre qui a fait sa gloire. Délices des honnêtes gens plutôt qu'honnête homme à vrai dire, le « fablier » a laissé pousser l'apologue au bout de chacune de ses branches comme un arbre ses fruits : sa connaissance de la vie, augmentée de toute la prudence un peu sournoise et de la gauserie un peu grasse d'un vieux coin de France, trouve à se déguiser parmi des animaux humanisés. Dans les œuvres où il se sent libre de laisser son lyrisme délicat s'exprimer à sa guise, il est suave, rêveur et flexible, ce qui est un autre aspect de sa nature : quand la comédie humaine l'incite à une notation indirecte de tant de travers, de faiblesses ou de mesquineries, son ingénieux « bestiaire » lui permet un perpétuel travesti. « Ample comédie à cent actes divers », ses *Fables* sont, plutôt qu'un traité de morale, un raccourci de sagesse traditionnelle, un tableau en miniature de la hiérarchie sociale et des rapports entre hommes tels qu'il les connaît : et ce savoureux personnage, lui-même assez égoïste et découvrant tous les moyens de défense utiles à un épicurisme sans raffinement, a ainsi laissé, outre d'autres œuvres témoignant de la souplesse de son génie, un ensemble définitif de tableautins propres à figurer dans la littérature universelle.

Est-ce exagérer l'influence d'un idéal social et d'une conception littéraire sur l'organisation de la pensée ? Bossuet (1627-1704) écrivain, Bossuet orateur, dès qu'il s'éloigne de la polémique ou de la biographie, donne des gages au même souci de transposition. Lui aussi pratique d'instinct l'art des grands ouvriers littéraires. Il pourrait suivre véhémentement la réalité, comme font les sermonnaires courants. Il pourrait se préoccuper de style « noble », c'est-à-dire orner des figures requises une variété d'élocution véhémement et abstraite, comme Mascaron, ou de style « fleuri », comme Fléchier. Une sorte de secrète permanence latine offre à son style d'autres ressources plus efficaces : celles qui résultent de la rigoureuse tenue de la phrase, de l'enchaînement impressionnant des mots, de la structure véhémement de la période. Ce Bourguignon robuste, d'un actif optimisme, goûtant l'action apologetique et morale, est parfaitement à l'aise dans ses vues



MARIE DE RABUTIN-CHANTAL, MARQUISE DE SÉVIGNÉ (1626-1694). — Peinture conservée au musée de Versailles. Cl. NEURDEIN.

ordonnées et objectives. « Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient, et non parce qu'on a vu qu'elles sont en effet. » Puisque « Dieu a fait l'homme en abrégé de son grand ouvrage », il importe qu'un ordre soit maintenu, et dans les facultés humaines, et dans la hiérarchie des hommes, et dans le cours des événements historiques, et dans la pratique des vertus religieuses : et c'est à contempler cet ordre que s'appliquent *Oraisons funèbres*, *Sermons*, *Histoire universelle* : ou bien c'est à le défendre que s'ingénient la *Politique tirée de l'Écriture sainte* ou l'*Histoire des variations*.

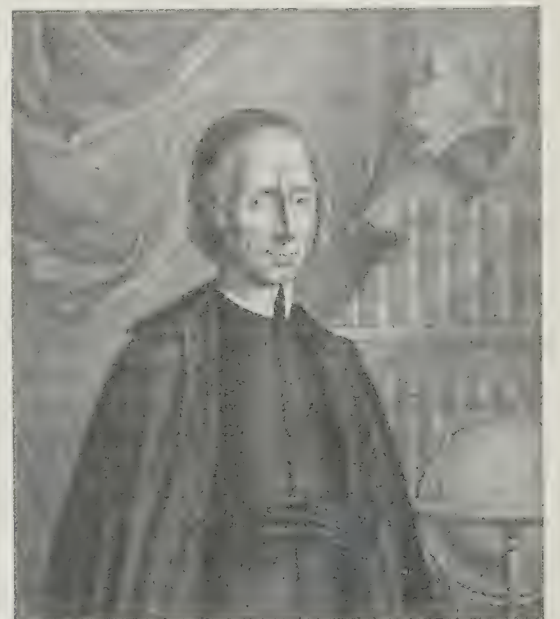
Le genre du roman, sous prétexte qu'il est, par définition, voué à l'imagination et à la folle du logis, échappera-t-il à l'emprise des exigences sociales et de la mesure ? Sans doute, la descendance de l'*Astrée* et des *Amadis* se poursuit à travers tout cet âge, pour donner bientôt la main au roman sentimental du XVIII^e siècle. Cependant M^{me} de La Fayette restera célèbre, d'abord par sa silhouette un peu mystérieuse, sa liaison avec le morose La Rochefoucauld des dernières années, enfin par la *Princesse de Clèves*, publiée anonyme en 1678 et

qui, plus que d'autres romans et que ses propres productions antérieures, soumet à des qualités vraiment classiques un genre enclin à la luxuriance et qui a d'autant plus de mérite à s'astreindre à un cadre. Forme et fond, tout est caractéristique d'une réserve, d'une discrétion, d'une simplicité émouvante dans ce livre exceptionnel.

M^{me} de La Fayette, lucide psychologue, disait non sans envie à son amie M^{me} de Sévigné : « La joie est l'état véritable de votre âme, et le chagrin vous est plus contraire qu'à qui que ce soit. » Les lettres de la marquise sont en effet le témoignage spontané qu'une vive et franche personnalité donne librement, « la bride sur le cou », à une époque avec laquelle elle se sent parfaitement accordée. Ses goûts littéraires la porteraient plutôt vers les survivances de l'âge antérieur, et le succès de Racine dépote une admiratrice tenace du vieux Corneille. Mais à travers ses curiosités, la multiplicité des relations qui lui permet d'alimenter sa chronique épistolaire, comme on la sent à l'aise dans la vie d'apparat hiérarchique et de mutuelle surveillance qui tend ses réseaux sur la ville après la cour, sur la province après Paris ! Le genre épistolaire, qui devait célébrer tant de triomphes, avait des fées de belle santé et de robuste gentillesse pour veiller sur son berceau.

À voir sa fille très chérie donner à fond dans la « nouvelle philosophie », M^{me} de Sévigné pouvait se rendre compte de la vogue croissante dévolue au cartésianisme, et de la satisfaction qu'y trouvaient peu à peu tous les esprits. Bon gré, mal gré, l'ordre et la clarté dans les pensées, l'élimination des obscurités se poursuivent de proche en proche. Malebranche, dans sa *Recherche de la vérité* (1674-1675), s'efforce d'accorder la raison et la foi et de « faire servir la métaphysique à la religion ». Jansénistes comme calvinistes, s'ils réservent une place aux

« saints mystères », se rallient à des procédés de raisonnement analogues et conduisent leur méditation d'une manière qui paraît identique. Et cette sorte de systématisation lucide et d'aptitude à construire sa pensée paraît donner une valeur d'intelligence à toutes les réalités du royaume. On dirait que l'ordre dans l'esprit, la suite dans les idées, se dégagent de la nation elle-même. « Sous Louis XIV, pouvait dire Bossuet, la France a appris à se connaître. Elle se trouve des forces que les siècles ne savaient pas. »



NICOLAS MALEBRANCHE (1638-1715). — Gravure de Rochefort. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

tenant que vers 1678 ou 1680, avec cette maîtrise correspondant aux succès diplomatiques ou militaires et à l'économie renouvelée, avec l'espoir de la pérennité donne le sentiment d'une réelle supériorité spirituelle, la France eût paru de nature à fixer les destinées. A tout le moins, les « législateurs du Parnasse » pensaient avoir saisi pour toujours le procédé par excellence de la création du beau. Les *traités* se multiplient sous la plume des esthéticiens; l'Académie couronne l'effort littéraire des doctes; le roi pensionne, en France et hors de France, les grandeurs intellectuelles qui lui paraissent dignes de recevoir les rayons de sa gloire. C'est un ciel bien réglé où une sûre gravitation va maintenir, dirait-on, une constante harmonie.

Enfin, la confiance de tout cet âge en lui-même n'aurait pas été complète si la France classique n'avait ambitionné de « fixer la langue » : elle entendait par là, après Vaugelas (1585-1650), avec Bouhours (1628-1702), un instrument si absolu de bienséance rationnelle que son essence pouvait rester à l'abri des atteintes de la vie mouvante des sociétés et de la mobilité des choses. Avec le *Dictionnaire de l'usage*, entrepris par l'Académie, avec les manuels où le beau langage semblait déterminé par des qualités si parfaites qu'il avait la limpidité de l'eau claire, les moyens d'expression n'étaient-ils pas aussi définitifs que pouvaient l'être les résultats de l'algèbre ou de la géométrie ? Or c'est un des points — le plus sensible par nature — où la prétention à la fixité, à la pureté immuable, devait susciter une animadversion immédiate : Furetière (1619-1688) le fit bien voir à l'Académie et aux grammairiens, en adoptant les termes techniques et « bas » dans le *Dictionnaire universel* qui ne fut publié qu'après sa mort. C'est que l'auteur du *Roman bourgeois*, « historiettes et galanteries arrivées entre des personnes ni héros ni héroïnes », est de ceux pour qui les aspects nobles du siècle ne sont après tout qu'une partie de la réalité, et non pas un tableau définitif.

Là était le défaut d'une doctrine admirablement confiante dans les possibilités de la raison et de la clairvoyance, trop peu disposée à renouveler sans relâche son fonds d'idées et de sentiments pour n'être pas, un jour, assaillie par les puissances qui n'avaient pas été conviées au banquet. Ni le domaine du spontané et de l'irrationnel, ni l'organisation de la Cité (et non pas seulement de la vie distinguée) n'ont été assez maintenus au voisinage de la zone lumineuse où opérait avec tant d'excellence l'esprit classique. La revanche se produira bientôt. On ne saurait dire qu'elle n'ait pas été prévue, et par un arbitre des bienséances en personne.

Les choses du monde naturel, écrivait le chevalier de Méré, sont bien les plus belles, les plus nobles et les plus agréables pour un esprit d'une étendue infinie ; mais on les goûte bien peu dans les plus belles cours, où l'on ne s'entretient volontiers que de celles du monde artificiel, je veux dire de celles qui se passent parmi les gens qui s'y sont bornés, comme de leurs intérêts, de leurs amours, de leurs galanteries, des bals, des ballets, des comédies, des assemblées, des prétentions à la faveur et des nouvelles surprenantes.

C'est ainsi que l'un de ceux qui avaient le plus contribué à donner à la sociabilité française une parfaite conscience d'elle-même reconnaissait les limites d'une culture qui risquait de faire de la *société* distinguée seule, avec ses exigences propres, la norme même de la vie.

D'autre part, un représentant aussi éminent de l'esprit du XVII^e siècle que Bossuet avoue qu'« entre nos idées claires et distinctes, il y en a de confuses et de générales, qui ne laissent pas d'enfermer des vérités si essentielles qu'on renverserait tout en les niant ». Ce n'est pas reconnaître de même qu'une « littérature d'idées claires » risquait de rencontrer des raisons de défaveur dans ce qui avait fait sa grandeur.

LITTÉRATURE DE LA « FRANCE DE BORDURE » : SUISSE, PAYS-BAS. — Que la France dût faire école en offrant à ses voisins, et même à de lointaines contrées, l'exemple d'une parfaite sociabilité ornée d'une expression littéraire parfaite dans son genre, voilà qui, dans l'état du monde, ne pouvait manquer de se produire. Le prestige intellectuel s'étayant sur des succès d'autre nature, l'irradiation fut éblouissante. Ce furent souvent les aspects superficiels qui, de l'organisation classique des bienséances, passèrent à imiter le plus vite. De même que, des manières françaises, on ne prenait parfois que les formes taillées ou les perspectives en trompe-l'œil, sans concevoir l'ordonnance es-

entielle d'un parfait mariage des sites, des eaux, des plantes et des pierres taillées en statues ou en palais, on trouva souvent plus facile d'emprunter à la sociabilité française et à son heureuse structure de 1660 des agréments de *surface* que, trop souvent, l'étranger puritain, ou pédant, ou barbare, crut prendre pour l'essentiel des mérites classiques : contre ceux-ci protestaient d'abord les « humeurs » individuelles, puis les traditions nationales, et souvent aussi des doctrines arrêtées en philosophie et en morale.

Même apprécié dans des formes plus authentiques, le classicisme français, en passant les frontières, ne manque pas de se réfracter et de se nuancer de bien des façons. Sur nombre de points, il trouve assurément des affinités prêtes à entrer en jeu, des consonances accordées à sa tonalité propre. Des rois et des princes disposés à jouer au Louis XIV, rien de plus aisé à imaginer, et une certaine protection de la littérature d'apparat se produisait ainsi aux alentours des maîtres de l'heure ; des gens de qualité, des bourgeois ambitieux séduits par les mérites de l'honnête homme, rien de plus normal ; des gens de lettres prompts à s'approprier la tournure, l'allure extérieure d'une littérature « régulière », rien non plus qui ne fût analogue aux tendances du temps. Il sera plus difficile d'attraper le vrai tour des grands écrivains, l'eurythmie intérieure ; même le cartésianisme ne triomphera pas sans résistance, et le résultat de l'influence française a été souvent de donner une voix à des énergies hostiles qui, sans lui, fussent restées muettes.

Comme il est naturel, ce sont les pays avec lesquels la France se trouvait en contact qui éprouvèrent d'abord l'effet de son ascendant. Dans la plupart des cas, le génie national de ces pays n'avait guère à redouter un prestige français, qui se combinait avec celui de la civilisation, des arts et des lettres, de la dignité humaine. Peu à peu cependant, une volonté plus indépendante ne pouvait manquer de protester contre les gênes assez tyranniques ou les puérités assez niaises qu'entraînait la supériorité française : heureux quand le *Grobrianus*, le déterminé ba'ourd, si fier de sa matérielle suffisance et de son attachement aux lourdes traditions, ne faisait pas pièce à l'honnête homme.

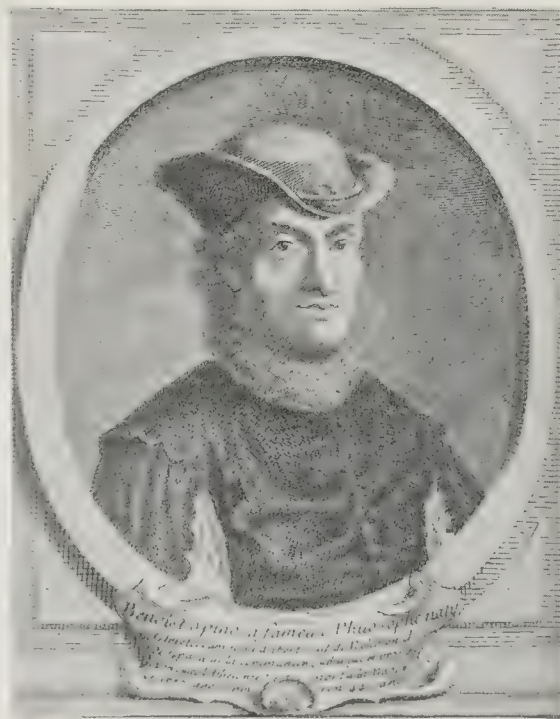
Le théâtre est un des véhicules de cette sociabilité et du genre de divertissement qu'elle préférait. Remplaçant peu à peu les troupes des « comédiens de campagne », des sociétés s'autorisant d'un patronage officiel tendent à jouir d'une certaine permanence : un répertoire systématique est révélé dans les grandes villes comme Bruxelles, et un effet durable en résulte. Les petits souverains des régions rhénanes appellent volontiers auprès d'eux, non seulement des troupes ou des acteurs, mais des précepteurs et des secrétaires qui continuent auprès d'eux l'éducation parisienne qu'eux-mêmes ont pu amorcer en France.

Cette exportation du goût français est à peu près impossible à Genève, où une représentation privée du *Cid* fait scandale en 1681. C'est moins par la littérature d'imagination, en général, que par l'histoire, la philosophie, les codes de savoir-vivre, qu'une influence française agit sur les Républiques théocratiques de la Suisse.

Dans les Pays-Bas se vérifie le plus vite l'effet d'une action combinée des agréments de société et de la solidité de pensée, dont la France offre l'exemple et diffuse le goût. S'efforçant de donner à la littérature distinguée une pureté qui l'éloigne du goût grossier du peuple, des groupes d'auteurs néerlandais prennent exemple sur les Français.

Nil volentibus arduum : devise de la plus célèbre de ces sociétés qui, formée en 1669, veille à une appropriation croissante de la scène hollandaise aux usages de la scène parisienne. Encore est-ce Corneille plus que Racine qui semble garantir l'excellence d'une doctrine qu'on oppose au désordre de la tragédie-comédie.

L'influence exercée par Descartes en personne dans ces contrées se continue, mais elle rencontre des résistances qui sont parfois de la scolastique attardée. Bien qu'il écrive surtout en latin, Benoît Spinoza (1632-1677) affirme, dès sa première œuvre, sa parenté intellectuelle avec l'auteur du *Discours de la Méthode*, et son *Ethique* posthume donne à son tour une allure géométrique à cinq divisions enchaînées, une rigueur déductive à des propositions défendant d'ailleurs l'unité de substance au lieu du dualisme cartésien : il est remarquable qu'un philosophe dont on a pu dire qu'il était « ivre de Dieu » soumette ainsi sa ferveur panthéiste elle-même à des méthodes toutes rationnelles.



BENOIT SPINOZA (1632-1677). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

LITTÉRATURE ANGLAISE. — La Restauration de 1660 préparait les voies à une influence du classicisme. Là aussi, la centralisation politique avait ses théoriciens et un grand besoin de discipline se faisait sentir. Le *Leviathan* de Hobbes (1651), bien qu'antérieur au retour de Charles II, coïncide avec les vues de la royauté par sa théorie d'un pouvoir souverain illimité, seul détenteur des droits délégués par des sujets qui, autrement, resteraient dans le néfaste état de guerre de tous contre tous. Le *Patriarcha*, de Filmer (publié en 1680), n'attaque pas moins toute souveraineté populaire. Et le transfert de la Royal Society, en 1662, d'Oxford à Londres, indique une attention croissante pour la recherche organisée. L'effort de critique raisonnable réalisé par la France semblait enviable à ceux qui avaient souci des lettres anglaises. Mais c'est en subissant presque aussitôt une sorte de réfraction que le classicisme pénètre en Angleterre : les milieux de lettres en prendraient plutôt la déférence humaniste que l'exigence du décorum ; les milieux de cour l'interprètent dans le sens de l'esprit plutôt que du bon sens. Une veine humoristique comme celle de Butler, dans *Hudibras* (1663), satisfait un goût persistant pour le burlesque. Des lyriques maintiennent en bonne place la pratique de l'effusion religieuse.

C'est dans la comédie de mœurs que se discerne le mieux le mélange des persistances indigènes et des influences continentales. Congreve se pique de « dessiner des caractères qui semblent ridicules moins par folie naturelle que par affectation d'esprit » : c'est dire que l'ancienne drôlerie des « humeurs » est exploitée, souvent avec une verve toute élisabéthaine, mais d'un point de vue qui est bien souvent celui de l'honnête homme et des mœurs françaises d'importation. Toute une pléiade de dramaturges : Etheredge, Wycherley, Vanbrugh, Farquhar, représentent, avec des variétés particulières, cette vivante et souvent grossière utilisation scénique des heurts de tempérament, de la prétention que peut avoir l'animal humain de se montrer dans sa singularité. Dryden (1631-1700), fils de puritain rallié à la monarchie et converti au catholicisme, représente enfin la première absorption des « bienséances » par la littérature anglaise : une sorte de magnificence distinguée dans le lyrisme, le goût de l'antique et de sa dignité, une aptitude décidée pour la discussion critique et pour la satire sociale compensent dans son œuvre une certaine sécheresse, une faible veine comique et aussi quelque artifice grandiloquent dans ses tragédies rimées.

L'outrance déclamatoire des « heroic plays », où N. Lee et d'autres dramaturges croient travailler à la française, montre de même une disconvenance initiale entre le cadre classique et le tempérament anglais : il faudra patienter jusqu'à la génération suivante pour trouver les contrastes harmonisés et l'ordre accepté, ici aussi, du dedans par les contemporains d'Addison et de Pope.

D'ailleurs, le fait seul que les grands poèmes de Milton, dont l'inspiration appartient à l'âge antérieur, paraissent en 1667 et en 1671 et servent de ralliement à tout un public, indique des persistances profondes. Le *Voyage du Pèlerin*, de Bunyan (1678 et 1684), allégorise la quête du salut par l'âme pécheresse et donne une voie à la conscience alarmée et vigilante d'une Angleterre que ne séduit pas la mondanité. Il faudra que celle-ci donne des gages à la morale, en même temps qu'à un certain bourgeoisisme pour que l'effet de la régularité classique se fasse sentir à plein de l'autre côté du détroit.

LITTÉRATURE ALLEMANDE. — La première « école silésienne » avait groupé les poètes ambitieux de donner à leur pays une littérature distinguée, inspirée des grands modèles ; une seconde « école silésienne » accentue ces dispositions en mettant à son tour l'« imitation » sacro-sainte au point de départ de l'œuvre poétique. Préciosité et concettisme chez Hoffmanswaldau (1617-1679) ; notion guindée du tragique cornélien chez Lohenstein (1635-1683) ; élaborations lyriques selon la recette de Boileau chez d'autres épigones : telles sont, en raccourci, les caractéristiques du mouvement. Du moins, l'effort de ces poètes vient-il contrebattre l'élégance de commande des rimeurs uniquement appliqués à contrefaire l'esprit parisien et à satisfaire la gloriole des princes qui les protègent. Il maintient aussi, en face de la religiosité monotone de la poésie confessionnelle, une certaine souplesse d'inspiration. Un théoricien érudit, Morhof (1639-1691), a le mérite de réunir en 1682, exemples et doctrines, de quoi confirmer l'espoir d'une littérature encore hésitante.

Quant aux « académies » continuant la tradition des sociétés poétiques ou linguistiques, qui s'étaient formées pour lutter contre la détérioration de la langue, le danger de ces tutelles était dans une scolastique nouvelle, dans un pédantisme néfaste au libre jeu de l'inspiration. Même Christian Weise (1642-1708) n'évite pas un souci indiscret de moralisation, un utilitarisme didactique dont souffrent ses comédies comme ses romans : cet adversaire de la seconde

école silésienne était plus à son aise dans le gai naturel de ses poésies « pour la verte jeunesse », et c'est un des gages les plus manifestes d'une spontanéité lyrique dont, un siècle plus tard, l'Allemagne aura le bénéfice.

LITTÉRATURES MÉRIDIONALES. — Comme si la production trop riche des âges antérieurs avait épuisé les sèves nationales, comme si le souci de rivaliser avec le classicisme français convenait mal au génie des pays latins, il faut attendre ici quelque temps le résultat d'une nouvelle initiation. Et, surtout pour l'Italie, on peut dire que la mortification de la Péninsule à se voir remplacée dans l'interprétation de l'Antique et dans l'élaboration d'une philosophie dominante fut pour beaucoup dans un effort nouveau. En Espagne, l'attachement aux anciennes formes littéraires subsiste et n'est que peu à peu évincé par le goût des admirateurs des choses françaises, ces *afrancesados* contre lesquels proteste l'attachement de la vieille Espagne à ses traditions. Il convient de mentionner ici, pour la sensation qu'elles créèrent par leur accent de passion directe, les *Lettres portugaises*, publiées en 1669.

LITTÉRATURES DE L'EUROPE ORIENTALE. — L'affranchissement des littératures à l'égard du latin, la libération d'une pensée s'exprimant à son tour en langue nationale se poursuit régulièrement : et en somme, c'est ici, pour les pays danubiens ou slaves, l'équivalent de l'émancipation consciente opérée en Occident à partir du XIII^e siècle. C'est, le plus souvent, la mémoire des traditions indigènes qui est la première à inspirer les auteurs que le latin n'attire plus.

En Hongrie, le poète Stefan Gyongyusi (1625-1704) a une richesse d'imagination toute populaire : il a fait notamment un sort littéraire, dans la *Vénus de Murány*, à un épisode national : la reddition de cette place à l'armée impériale par la comtesse Széchi, qui s'éprend du chef ennemi. Le premier ouvrage philosophique hongrois, l'*Encyclopédie magyare* de Jean Cseri (1655), s'inspire de Ramus et de Descartes, « l'ornement et la gloire de notre siècle ». Mais le sort de la Hongrie est encore incertain, dans un temps qui ne verra qu'en 1686 les Turcs chassés de Bude : chroniques, hymnes religieux représentent longtemps le meilleur de l'effort intellectuel pour un peuple qui tient son rôle de sentinelle avancée de la chrétienté.

Il s'en faut d'ailleurs que le latin ait abandonné toutes ses positions dans des pays où l'influence de l'Eglise coïncidait avec le souci philosophique, où le contact avec le monde savant de l'étranger se faisait surtout dans cette langue. Comenius (1592-1670), proscrit de sa Moravie natale, a voué sa vie héroïque à la réformation des écoles dans une partie des contrées qu'il a habitées ; il a écrit en tchèque un seul de ses ouvrages, en latin tous les autres. C'est, de même, en latin que Balbin (1621-1688) disserte en l'honneur de la langue slave, en particulier bohème.

La Pologne, de son côté, soumise à l'enseignement des Jésuites, abandonne une partie des conquêtes intellectuelles acquises par la Renaissance. Kochowski reste fidèle à l'idiome national et à une inspiration indigène, surtout puisée dans l'œuvre de Kochanowski, le grand poète de la Renaissance, et W. Potocki hasarde une épopée sur la *Bataille de Chocim* en 1673.

L'influence scolastique, dont le jésuitisme polonais conserve ainsi la tradition, s'exerce en Russie principalement par l'intermédiaire de Kiev et de son école d'enseignement supérieur. Des grammaires, des annales historiques, etc., sont publiées, d'autre part, sous les auspices de l'académie grecque de Moscou, fondée en 1682.

Cependant le théâtre, le roman, prennent une existence plus ou moins indépendante. La cour et les écoles ne sont plus seules à connaître la joie des représentations scéniques quand l'Allemand J.-G. Gregori s'installe avec sa troupe au « faubourg » cosmopolite de Moscou. *Frol Skobéiev* fait pendant aux picaresques d'Espagne et d'Allemagne.

Troisième période (1688-1715)

Le parfait équilibre auquel le monde de l'esprit avait pu se flatter d'atteindre en France portait en lui-même ses germes de désintégration. D'abord, l'infatuation est proche d'une trop belle assurance : une contemplation trop satisfaite de soi-même comporte un danger d'erreur et de chute, et le règne de la « raison » n'aurait pu durer qu'à condition d'assouplir sans cesse cette notion même. Au contraire, un goût sèchement intellectuel, la négligence d'autres éléments humains risquent de compromettre la pure doctrine des classiques, et Boileau, sur le tard, reconnaissait que « la philosophie de Descartes avait coupé la gorge à la poésie ». L'idée de relativité esthétique, l'incertitude des esprits lucides à l'égard des « règles », ne peuvent manquer de se manifester dans la dernière période du siècle : d'autant plus que le monde de la politique et celui de la religion donnent des preuves



LOUIS DE ROUVROY, DUC DE SAINT-SIMON (1675-1755). — Peinture de la collection Maxime Duval.

bel esprit à la française, qui s'imagine avoir le privilège de toutes les grâces et se figure que les allées de Versailles se prolongent jusqu'au bout du monde, fait encore illusion dans les milieux de mondanité superficielle, mais commence à irriter les esprits sagaces. Heureusement que, pour ceux-ci, l'effort scientifique et historique de la France se continue et témoigne, à l'envi, des vertus du cartésianisme développé.

D'ailleurs, comme la philosophie de l'évidence et des idées claires offre à la fois une méthode et une doctrine, comme le classicisme propose tout ensemble un système et des moyens d'expression, bien des pays étrangers, réveillés d'une certaine torpeur intellectuelle par ces brillantes réalisations, peuvent prendre la méthode en hésitant sur la doctrine, adopter les formes artistiques et regimber sur le fond. Et ainsi, dans certains cas, un reflux d'idées hostiles à la France du XVII^e siècle n'en est pas moins le résultat de son action.

On en peut dire autant du « Refuge », le mouvement d'exode continu qui installe en Angleterre, en Hollande, en Prusse et ailleurs des huguenots persécutés. Tout en favorisant l'hostilité à la monarchie française et à l'unité de pensée religieuse, ils font passer beaucoup de leurs habitudes d'esprit dans les collectivités auxquelles ils se mêlent.

Mais ce sont là des conséquences assez lentes à se développer. La fin du règne de Louis XIV et la période correspondante en littérature est caractérisée, chez nous, par l'affermissement apparent du classicisme et sa première crise réelle, et, au dehors, par l'adoption plus ou moins nuancée de ses principes ou par des indices de résistance : celle-là, comme ceux-ci, témoigne d'un éveil incontestable de l'esprit européen.

LITTÉRATURE FRANÇAISE.

— Le décor reste debout ; les figurants sont toujours là ; le Roi Soleil demeure au centre d'un monde qui gravite autour de lui. Mais l'automatisme dans une partie de la France a remplacé l'élan ; ailleurs, une surenchère de servilité, ou de passivité, permet de douter de la sincérité des courtisans ou des sujets : la révocation de l'Édit de Nantes (1685), les difficultés financières au dedans, l'irritation de l'étranger sont autant de lézardes dans la façade. Dans la littérature, il y a de même, sous la doctrine qui persiste, un affaiblissement du classicisme.

La Querelle des Anciens et des Modernes, engagée en 1688 par un *Parallèle* de Perrault qui donne la palme aux écrivains contemporains, alimentée par une *Querelle* *française*, aide à retourner contre le vrai classicisme son succès et son mérite eux-mêmes. Le bel esprit, proclame Boursault, est l'« étoile » de la nation française : « On ne peut que tout l'esprit et toute

éclatantes d'un égocentrisme périlleux.

La diffusion du classicisme grâce à la France n'en continue pas moins, et les préceptes d'ordre et d'organisation inclus dans toute la sociabilité française ne cessent pas de faire merveille. Des adhésions successives, pourrait-on dire, et une sorte d'influence à retardement se manifestent dans le monde occidental.

Mais c'est aussi l'époque où le statut qui avait servi à fonder la belle époque de 1660 perd de sa force. L'honnête homme s'amenuise en petit-maître ou se fait dévot ; surtout à l'étranger, la fatuité du

la science du monde soient maintenant parmi nous, et que tous les autres peuples soient barbares en comparaison des Français. » Vanité redoutable, et dont ne tardera pas à souffrir une littérature ainsi infatuée d'elle-même ! Puisque des œuvres excellentes viennent, chez nous, d'égaliser les Antiques, ne proclame-t-on pas que ceux-ci n'ont point de valeur absolue et que, pour les lettres autant que pour d'autres formes de civilisation, le progrès est continu et rectiligne ? Le public sera disposé à préférer aux sujets

« que le Temps a consacrés » ceux que leur date rapproche de ses propres commodités ; les auteurs suivront et diront avec Boursault, à la prétentieuse Melpomène attachée aux grands modèles :

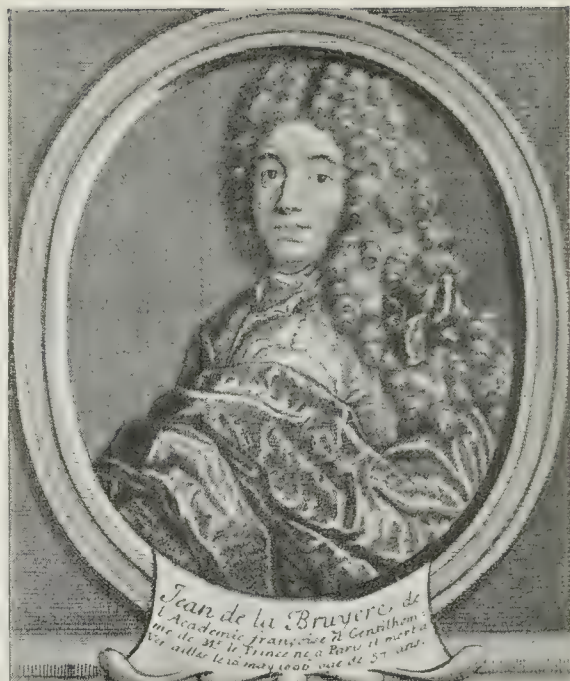
Pour t'occuper n'est-il point de grand homme
Si tu ne le choisis dans Athènes ou dans Rome ?

C'en est donc fait de toute une variété de haute littérature. Les « règles », qui avaient donné une armature excellente à des œuvres conçues d'accord avec une certaine entente des bienséances, sont envisagées comme des recettes sacro-saintes, qu'il faut sauver à tout prix, ou comme des exigences ridicules dont on s'est encombré : deux façons de méconnaître leur essence. Sans doute, les genres traditionnels se continuent, soit parce que leurs représentants sont toujours là, soit parce que l'imitation en est singulièrement facile et commode ; mais, sur beaucoup de points, ce sont des formes vides, où seuls l'ingéniosité et l'esprit peuvent donner l'illusion de la vie.

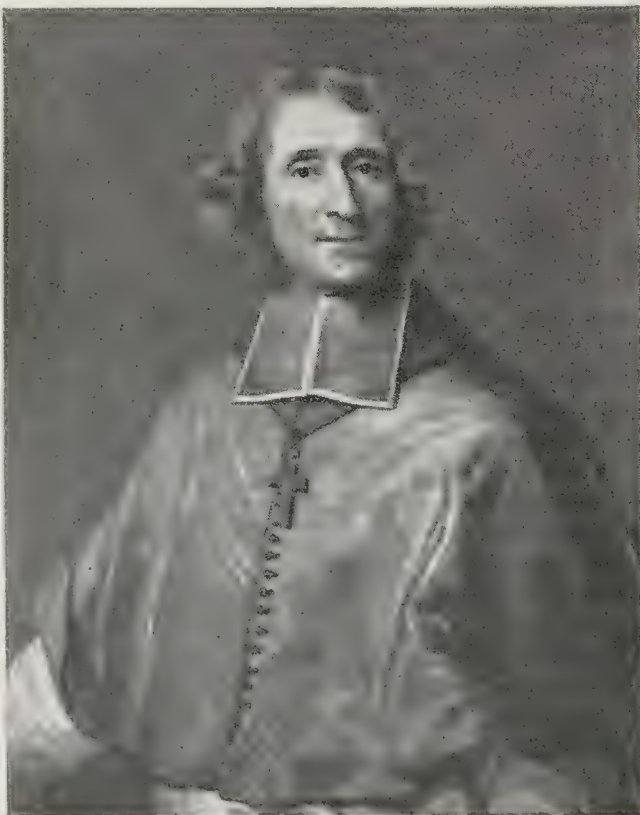
Le roman, qui n'avait guère cessé de se modeler sur le goût du public pour l'extraordinaire ou le sensationnel, tend de plus en plus, avec Preschac ou Des Challes, surtout aux mains de femmes comme M^{me} de Villedieu ou M^{me} de La Force, vers les délices faciles du cœur ou de l'imagination. La tragédie de Th. Corneille, puis de Campistron et de La Fosse, de La Grange-Chancel et de Crébillon, commence sa noble existence de redites ou de surenchères.

Il y a plus de vie dans la comédie, si détachée qu'elle soit de la haute conception moliéresque : elle devient un art plaisant qui découpe un personnage caractérisé par une manie, une singularité, et organise autour de lui une intrigue faite pour mettre en relief un ridicule dont le monde, autant que la morale, est le vrai juge. La peinture des mœurs contemporaines n'y perd rien, et avec Dancourt (1661-1725), Regnard (1680-1757), Destouches (1655-1709), ce sont des mérites divers d'observation, d'esprit, de savoir-faire, qui font passer sous nos yeux les anomalies comiques d'une société assez vaniteuse, fort agitée de soucis de gloire et d'amour, tiraillée entre l'honneur et l'argent, la tradition et la mode, la sincérité et la mondanité factice. Le *Joueur* de Regnard (1696), grand voyageur, fournisseur éventuel du Théâtre italien, se hausse à la comédie de caractère en traçant le portrait d'un vice contemporain. Et, surtout, le *Turcaret* de Le Sage flagelle àprement le personnage du traitant enrichi (1709).

La décadence du régime (mais c'est, à son gré, le régime lui-même qui était une décadence) permet à Saint-Simon



JEAN DE LA BRUYÈRE (1645-1695). — Gravure de Desrochers. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



FÉNELON (1651-1715). — Peinture de Vivien. — Musée de Munich. Cf. HANSTÄNGL.

(1675-1755) d'accentuer l'allure vengeresse de ses *Mémoires* : impitoyable à la comédie humaine et surtout courtisane, dont il est l'observateur aigu, il note avec passion les tares et les pauvretés du monde qui avait reçu de Louis XIV son rythme et son ordonnance ; les raccourcis saisissants de ce mémorialiste passionné épingle jusqu'au bout, dans ses dossiers, les papillons éblouis par le roi et entraînés dans la ronde.

Autrement enclin à raffiner sur la forme qu'il donne à ses peintures, parce qu'il est un merveilleux styliste et n'est pas un grand seigneur, La Bruyère (1645-1695) dispose d'un admirable arsenal de moyens d'expression ; et qu'il se serve de Théophraste pour déguiser d'abord les caractères qu'il trace, ou qu'il multiplie les artifices qui diversifient ses portraits et ses réflexions, il a eu l'habileté d'animer sa galerie de tableaux par des procédés qui en faisaient une comédie humaine, et pas seulement une chronique : l'homme au naturel, l'homme en état de civilisation, ne sortent pas précisément grandis de son enquête, mais l'intelligence, la noblesse des sentiments, la fidélité aux grands devoirs n'en sont, à son gré, que de plus nécessaires vertus.

Si l'observation de la société contemporaine ne peut manquer de susciter de pittoresques notations, c'est surtout la critique des doctrines qui donne la mesure de la désintégration qui, peu à peu, effritera le classicisme authentique et ses assises sociales. Nonobstant les prédicateurs comme Bourdaloue (1632-1704) ou Massillon (1663-1742), le doute philosophique à la Bayle (1647-1706) s'autorise, dans les *Nouvelles de la République des Lettres*, et surtout dans le *Dictionnaire historique et critique* (1697), du rationalisme pour saper l'autorité, le surnaturel, la révélation, les fables et le merveilleux.

Les législateurs sociaux, les apologistes de l'absolutisme perdent aussi leur peine : Vauban (1633-1707) risque, en 1707, l'impression de sa *Dîme royale*, et ce n'est là qu'une doléance parmi beaucoup d'autres. Toute une école de politiques à la Boulainvilliers (1658-1722) regrette les temps où la France ne connaissait point la centralisation.

Une des formes désormais familières que prend la critique sociale, avec les espoirs ou les illusions s'offrant à des esprits désabusés qui n'osent trop l'avouer, c'est le *Voyage imaginaire*, récit de découvertes alléguées comme des explorations véridiques, promettant des possibilités presque illimitées de métamorphoses. On peut dire enfin que, sur les confins de la poésie et de la musique, du spectacle extérieur et d'une certaine délectation de l'esprit, le genre de l'opéra, où triomphent les continuateurs de Quinault, ne pouvait manquer de poursuivre des succès commencés par cet habile organisateur : le moins réaliste de tous les genres scéniques offre à la fantaisie des champs illimités.

Dans la littérature proprement dite, la discordance secrète entre l'apparence et la vérité n'est pas moindre. Si les traités orthodoxes de belles-lettres se multiplient, des notions hétérodoxes se manifestent. Saint-Evremond (1613-1703) a beau passer en Angleterre la plus grande partie d'une vie d'exil : son interprétation de la mentalité britannique aide à assouplir l'opinion de certains milieux français, et il affirme que « la *Poétique* d'Aristote est un excellent ouvrage ; cependant il n'y a rien d'assez parfait pour régler toutes les nations et tous les siècles ». Et il faut toute l'ingéniosité d'un Fontenelle (1657-1757), un esprit scientifique éminent, pour tenter une justification en raison des « règles » dramatiques, pour hasarder une théorie de la poésie pastorale, pour se risquer dans le genre, artificiel entre tous, du *Dialogue des Morts*. Ce futur centenaire est l'homme du goût nouveau, donnant dans le maniérisme des beaux-esprits dès que sa clairvoyance de savant ne le guide plus, sentant bien que les honnêtes gens vont se détourner de l'étude animée de l'homme — la littérature — pour se tourner vers les sciences. Éloquence et poésie ne sont pas « en elles-mêmes fort importantes » à son gré, et Fontenelle appelle de ses vœux un âge « où les poètes se piqueront d'être plus philosophes que poètes, d'avoir plus d'esprit que de talent, et en seront loués ».



« CALYPSO ET EUCHARIS ». — Illustration de Moreau le Jeune pour *Les Aventures de Télémaque*. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Fénelon (1651-1715) fournit évidemment à l'incertitude des temps des valeurs positives : ce sont, sous le charme d'une langue assouplie et comme rafraîchie, sous l'apparente garantie d'une haute dignité ecclésiastique et d'un grand air de gentilhomme, des prestiges dont l'âge de 1660 aurait redouté les alliances. En religion, l'amour substitué à l'autorité, le sentiment préféré à l'activité lucide de l'âme ; en politique, une sorte de féodalité libérale réglée par la vertu du prince et éclairée par la consultation des peuples ; en littérature, le retour à un hellénisme moins rigide que l'antiquité figée dont le classicisme avait fini par se proposer le modèle : autant d'infractions à la stricte obéissance du siècle, avec des substituts séduisants et parfois dangereux ; la vie du cœur préférée à l'intellectualité, la souplesse dans les formes, dans le vocabulaire, dans les genres poétiques au lieu de la régularité trop prévue, le naturel et le simple, le naïf, le riant, mis à la place du régulier, du guindé, de l'immobile. Le fameux *Télémaque* (1699), vite populaire, offrait une sorte de synthèse de toutes les nouveautés sociales impliquées dans l'initiative de Fénelon : et c'était, aux confins du « grand siècle », l'annonce de quelques revendications que le suivant devait développer.

LITTÉRATURE ANGLAISE.

— L'Angleterre, qui a trouvé dans la Révolution de 1688 et l'avènement de Guillaume III, non pas un ébranlement, mais une stabilisation, ne tarde pas à éprouver les effets intellectuels d'un état politique et social qui encadrera pendant longtemps sa vie nationale en associant les classes bourgeoises à son gouvernement. Elle s'arme à cette époque des particularités substantielles qui feront son succès au XVIII^e siècle : selon les dispositions profondes de sa civilisation, le souci moral, la recherche scientifique, le goût de la nature confluent dans ses courants littéraires, beaucoup plus que le bel esprit d'origine mondaine, l'apparat académique ou l'humanisme formel. Des périodiques satisfont aux curiosités et aux goûts d'une bourgeoisie soucieuse de s'y trouver chez elle. La Société royale pour l'avancement des sciences, dont les origines remontent à 1645 et la charte à 1662, étonnera bientôt Voltaire, parce qu'elle « mêle indifféremment la littérature à la physique » et place « une dissertation sur les coiffures des Romaines à côté d'une centaine de courbes nouvelles » : désordre apparent qui, joint à l'absence d'encouragement officiel, est propice à une interpénétration des esprits. De tous côtés, la recherche scientifique se poursuit, et Newton trouve, sur l'optique, les mathématiques, la chronologie, la prophétie même, des vues qui feront bien longtemps autorité.

La vie individuelle se polarise à cette époque en quelque sorte dans une diversité de croyances qui teintera les œuvres de la littérature d'un reflet d'immanence religieuse : car déjà, à côté des représentants de l'Eglise établie, voici les héritiers de Fox, Wesley et ses disciples, qui démocratisent l'idée évangélique et en font à nouveau une foi agissante qui ne connaît pas de réproposés sociaux.

Dans les classes lettrées, c'est le déisme qui l'emporte : un



JOHN LOCKE (1632-1704). — Gravure de W. Smart. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

christianisme « raisonnable », « non mystérieux », un Dieu accordé à la mesure des commodités humaines et de la conscience, une Providence ayant ajusté la création à la créature, une humanité faite pour s'encadrer à merveille dans un univers sans soubresauts, préparent dans les esprits l'apaisante finalité qui ne tardera pas à trouver mainte expression.

Locke (1632-1704), dans son *Essai concernant l'entendement humain* (1690), fournit à l'empirisme ses lettres de créance et assure que les données de la perception répétée suffisent à créer notre connaissance de la réalité et nos idées générales, sans que des « idées innées » aient besoin d'être invoquées : prenant ce concept de Descartes dans le sens le plus étroit, il lui oppose une « table rase », qui est l'âme avant toute sensation et qui reçoit de celle-ci, non seulement les données de l'expérience, mais des notions complexes élaborées par la réflexion : modes, substances, relations. L'*Essai sur le gouvernement civil* de Locke, combattant les théories politiques de Hobbes, défendait la Révolution de 1688 au nom de droits humains imprescriptibles impliqués dans un « état de nature » qui n'était pas la guerre de l'homme avec l'homme. Par ailleurs, Locke est utilitaire dans sa conception de la poésie, « qui ne profite guère à ceux qui s'y adonnent... On y perd son temps et argent ». Le point de vue de Shaftesbury (1671-1713), analogue à celui des moralistes français, est plus favorable à l'élément esthétique dans la nature humaine ; il trouvera des adeptes parmi les meilleurs philosophes du XVIII^e siècle.

Réaliste parce qu'attachée au concret et au connu, émotive plutôt qu'artiste et intellectuelle parce qu'elle s'adresse à un public mêlé et point spécialisé, la littérature courante s'éloignera de tout ce qui semblerait de l'art pour l'art : elle aurait même besoin d'un redressement esthétique dès qu'elle se hausse aux grands genres et à la plus libre poésie ; mais elle est attentive aux questions qui intéressent le citoyen ou l'homme actif, et sera toute préparée à l'encadrer et à le soutenir.

Pour l'instant, elle jette du lest. Le réquisitoire de J. Collier contre « l'impiété et l'immoralité de la scène anglaise » (1698) et la polémique qui s'ensuit contribuent à barrer le chemin à la dramaturgie de la Restauration. Un Addison (1672-1719), personnage officiel, n'a point de peine à adhérer aux doctrines du classicisme français, qu'il accorde à une netteté de jugement et à un souci immuable de décence, à un respect attendri pour mainte tradition britannique ; mais son *Caton* (1713) semble une réussite parfaite dans le genre de la tragédie française. Pope (1688-1744), de son côté, achève d'annexer à une substantielle sagesse anglaise une zone distinguée de la littérature française, et l'*Essai sur la Critique* (1711) marque en quelque sorte le plus haut point d'alliance entre la pensée britannique et l'école de Boileau. Le gentil esprit de Prior (1664-1721), poète du « style familial » et à qui, pour un peu, l'on ferait compliment de n'être pas poétique, anime des vers superficiels et charmants où

s'ébat une personnalité aimable de bohème courtisan et philosophe. Les résultats de l'influence française sur la société anglaise sont indéniables. Tandis que toute loquacité paraissait encore, à des gens d'étoffe puritaine, un signe de folie et de mauvaise éducation, Richard Steele (1672-1729) insiste sur les exigences de la « conversation », qui doit amener chacun à mettre en commun avec ses amis sa quote-part de bonne volonté et de bonne humeur. Pour une race disposée à se replier dans ses homes et ses clubs, il y avait plus que de la condescendance à faire ainsi la part des agréments « mondains » dans le maintien d'une sociabilité essentielle. De même, des sujets dramatiques nettement bourgeois osent désormais se risquer sur les planches : le genre du « drame domestique » est proche.

LITTÉRATURE ALLEMANDE. — La valeur intellectuelle de l'Allemagne de cette époque est garantie par un nom éclatant — celui d'un philosophe. Par son génie multiple, où l'érudition d'un « dictionnaire vivant » s'unissait à l'activité pratique, la culture scientifique à la hardiesse métaphysicienne, Leibniz (1646-1716) sembla vraiment combiner les meilleures possibilités de l'esprit germanique. Pour un peuple sans unité, sans perspective d'affranchissement politique, sans goût véritable pour une affirmation de progrès, une activité de cette ampleur avait une valeur d'héroïsme contagieux. La *Théodicée* (1710) formule la doctrine de l'optimisme pour justifier Dieu dans ses œuvres et faire accepter ce qui est « pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ». Partant de la théorie de Descartes, mais pour s'en écarter, Leibniz rejette tout dualisme et s'en tient à une seule espèce de réalité. L'univers, d'après la *Monadologie* (1714), est composé de monades autonomes et cohérentes, dont l'harmonie n'est explicable que par l'intervention d'un régulateur tout-puissant, qui est Dieu. Par une activité multiple allant d'un projet de réunion des Églises à l'idée de percer le canal de Suez, Leibniz donnait l'exemple d'une force de pensée guidée par une logique de mathématicien où survivaient des éléments de scolastique aptes à se concilier avec des vues nouvelles.

Autour de lui, c'est le vide, sinon dans les âmes, que savent animer l'effusion religieuse, la chanson populaire, la cordialité familiale, du moins dans les esprits, que l'imitation française ne féconde guère encore, que l'humanisme enrichit de savoir plutôt que d'élégance. Ce qui compte pour l'Allemagne de ce temps, outre la science qui se développe, c'est, hostile à l'organisation et la sécularisation de la foi, le progrès du piétisme avec Spener (1635-1705) et Francke (1663-1727). La poésie de Gunther (1698-1723) révèle, au gré de Goethe, « un poète dans toute la force du terme » et confesse l'aveu d'une vie de débauche et d'aventures qui laisse intacte une vigoureuse sensibilité. L'émulation suscitée par la France continue, et ce n'est pas le réfugié huguenot qui l'atténuera. Le Saxon Thomasius (1665-1728) se préoccupe, en 1687, d'indiquer à ses compatriotes comment rivaliser avec les supériorités françaises et demande en particulier l'abandon des méthodes scolastiques au profit de la logique de Port-Royal ; le « parfait homme sage » dont il propose l'idéal serait un « honnête homme » à l'allemande.

LITTÉRATURE ITALIENNE.

— Plus encore qu'en Allemagne, le désir de propagande et la prétention à l'universalité qui émanaient de la France classique aidèrent l'Italie à prendre conscience de ses forces latentes et à manifester, souvent contre sa monitrice, des activités autonomes. La littérature et la politique n'en profiteront que plus tard : un travail scientifique excellent permet à la Péninsule de traverser, sans trop d'inerte somnolence, de dures années d'asservissement ou d'indifférence. Tandis qu'universités et académies servent de champ clos à des discussions passionnées sur le cartésianisme et que Naples, en particulier, voit, en 1687, la première grande polémique sur ce sujet, Bologne et Rome contribuent surtout à acclimater dans la Péninsule le répertoire théâtral du classicisme. De bonne heure, l'émulation italienne oppose une autre tradition — en par-



Académie des Sciences et des Beaux-Arts. — Gravure allégorique de Sébastien Le Clerc. — Bibl. Nat.



UNE OBSERVATION ASTRONOMIQUE AU XVII^e SIÈCLE. — Gravure de Sébastien Le Clerc. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

ticulier la fantaisie luxuriante de ses épopées et la gravité mystique de Dante lui-même — aux trop faciles évidences d'une poésie à la Boileau. Dès la *Méropé* de Maffei, en 1713, la Péninsule pouvait alléguer qu'elle avait enlevé à la France la palme dramatique.

Encore fallait-il, pour la littérature italienne, se débarrasser des inconvénients de l'excèsif savoir-faire : un effort vers quelque naïveté est impliqué dans l'activité poétique de ce temps. Le retour à la simplicité n'alla pas sans beaucoup d'artifice, comme si le *marinisme*, exagération de l'ingéniosité poétique, et l'abus de la lascivité, résultat des mœurs publiques affaiblies, ne pouvaient être combattus que par l'excès et l'affectation de la naïveté. Sans doute, la nouvelle Académie, fondée à Rome en 1690, avait un programme très avouable de sagesse et de netteté ; mais, baptisée *Arcadie* et installée dans des jardins, avec un chalumeau enguirlandé pour armoiries, elle mettait une convention à la place d'une autre. Sans doute aussi, les leçons de noblesse et de goût que pouvait donner la France, naguère élève de l'Italie, passaient les Alpes, mais c'était pour s'adapter, vaille que vaille, à un esprit national appauvri, à une habileté extérieure, à un désir de prendre les choses du côté purement technique. L'*Arcadie* domine donc une grande partie de l'art italien de cet âge ; c'est dans cette artificialité bucolique que se prépareront maints renouvellements.

LITTÉRATURES SCANDINAVES. — Bien que l'*Art poétique* de Boileau ne doive être traduit en suédois qu'en 1721 et que Holberg ne commence qu'après 1720 sa merveilleuse carrière de Molière septentrional, l'influence française classique aide déjà la Suède à lutter contre le burlesque : Triewald imite Boileau sans être encore bien sûr de la pureté de son goût ; de 1699 à 1706, la troupe de Rosidor à Stockholm initie le public à un art dramatique vivant et souple. Là encore, la dispersion des huguenots français contribue en même temps à diminuer le prestige du gouvernement de Louis XIV et à augmenter l'intérêt des classes bourgeoises pour les formes de l'intelligence française.

En Danemark, une pièce où se fait sentir, dès 1680, l'influence de Molière, la *Comédie du Comte et du Baron*, a marqué le début d'une veine autochtone de raillerie qui devait se développer, au plus grand profit de la littérature et de la société.

LITTÉRATURES DE L'EUROPE ORIENTALE. — Tandis que la Pologne va souffrir, au début du XVIII^e siècle, de ce qu'on appelle le « marasme saxon », une certaine vie de l'esprit est maintenue, en Bohême, dans les classes populaires, par l'effet d'une préoccupation religieuse plus intense. La Bible de Kralice et les psautiers des diverses communautés assurent à la fois les liens entre Bohèmes et Slovaques et un appel à une vie moins stagnante. Mais l'asservissement politique, dans les pays soumis à la couronne des Habsbourg, est un obstacle à toute intellectualité ; seuls, l'érudition, le théâtre d'école préconisé par les jésuites, font leur part aux choses de l'esprit, assez sévèrement encadrées, d'ailleurs, dans l'orthodoxie religieuse et civique.

De grands faits, cependant, se préparent ou se jouent dans l'Orient slave. La nature composite ou amorphe de la plus grande nationalité

de l'Est européen va changer de nature avec l'avènement de Pierre le Grand et la fondation de Pétersbourg, capitale volontaire au lieu d'être un sanctuaire ou un marché, déplacement d'équilibre dans l'influence relative des noyaux religieux et sociaux de ce monde plus mobile que le nôtre. En effet, les centres de culture n'ont jamais eu, dans l'Orient européen, la même stabilité et les mêmes possibilités d'irradiation qu'en Occident : d'où une parfaite diversité dans les manifestations littéraires de pays qui, tantôt engagés en pleine Asie par le joug ou l'attraction de l'Islam, tantôt maintenus par l'orthodoxie religieuse dans des formes byzantines de pensée et de foi, n'offriront jamais, au cours du XVIII^e siècle, que des indices sporadiques de rationalisme, ou, plus généralement, de civilisation au sens occidental du mot.

Pour la partie surtout catholique de ces contrées, — la Pologne, la Hongrie, certains éléments de la Bohême, — Varsovie, Bude et Prague avaient longtemps été des capitales intellectuelles : dès que les Habsbourg eurent étendu leur domination sur la majorité de ces pays, Vienne ne tarda pas à devenir un centre d'attraction, auquel les Tchèques surent le mieux résister, auquel cédèrent davantage Croates, Serbes et Grecs : influence composite qui laissait filtrer, à travers les précautions et les surveillances d'un État « policier », un certain nombre de rayons émanés des grands foyers occidentaux. Varsovie seule se maintint hors de l'attraction viennoise, sans affirmer à fond, parmi les rivalités d'une aristocratie distinguée, mais féodale, la suprématie d'une culture ancienne et latinisée.

Au contraire, les centres de culture de l'Orient orthodoxe, après avoir été Byzance, Kiev et Moscou, finirent par rallier Saint-Petersbourg, création d'un potentat ambitieux de rivaliser avec les monarchies centralisées de l'Occident. Plus encore qu'en Pologne, l'absence de classes moyennes conscientes de leur valeur et persistantes en leur effort se faisait sentir dans quelques tentatives assez peu « organiques » pour approprier, à des races longtemps stagnantes, les revendications occidentales ; trop vite, et sans qu'un levain séculaire eût animé les couches les plus nombreuses du peuple, on y passa à l'imitation de l'Occident francisé.

II. LES SCIENCES

Le XVI^e siècle, époque de renouvellement et de développement intense pour les lettres et les arts, ne fut pour les sciences qu'une période de préparation. Copernic établit sans doute les bases véritables de l'astronomie moderne ; mais les conceptions nouvelles, trop différentes des idées vulgaires, n'eurent aucune influence sur les savants d'alors : c'est le XVII^e siècle qui les conduisit à la maturité scientifique. Cette renaissance se produisit généralement en dehors des Universités et presque toujours contre elles.

L'ORGANISATION COLLECTIVE DU TRAVAIL SCIENTIFIQUE. — Parmi les hommes qui menèrent le mouvement scientifique, Bacon, Descartes, Pascal, Huygens, furent des gentilshommes ou des bourgeois assez riches pour pouvoir consacrer leur

temps à des études désintéressées; Leibniz, d'une famille universitaire, reçut du duc de Brunswick-Lunebourg une pension qui lui permit de vivre indépendant; Galilée fut longtemps en butte, de la part de ses collègues, à une hostilité qui causa sans doute son départ de l'Université de Pise.

Ces savants éprouvèrent le besoin de se grouper pour échanger leurs idées et faciliter leur travail: dès le milieu du XVII^e siècle se formèrent donc les illustres sociétés savantes qui jouèrent désormais, dans l'histoire des sciences, un rôle prépondérant.

Le mouvement avait commencé dès le XVI^e siècle en Italie: J.-B. Porta fonda à Naples, en 1560, l'*Academia secretorum naturæ* pour l'étude des questions médicales et philosophiques; le prince Cesi créa à Rome, en 1603, l'*Academia dei Lincei*, qui compta Galilée parmi ses membres; le prince Léopold de Médicis fonda à Florence, en 1657, l'*Academia del Cimento*, qui ne subsista, d'ailleurs, qu'une dizaine d'années.

L'Angleterre, la France et l'Allemagne s'associèrent à cette évolution. Les réunions d'hommes de science qui se tenaient, dès 1645, dans la maison du chimiste Robert Boyle, aboutirent en 1662 à la création de la *Société Royale de Londres*, qui publie depuis 1665 ses *Philosophical Transactions*. En France, dès 1635, diverses compagnies scientifiques se groupèrent selon les affinités de leurs membres jusqu'à ce que Colbert fondât, en 1666, l'Académie des Sciences de Paris, dont firent partie des savants étrangers, comme Huygens, Cassini, Römer, appelés en France par Colbert; elle publia ses *Mémoires* à partir de 1693. L'Académie de Berlin fut créée, en 1700, par Frédéric I^{er}, sur un plan proposé par Leibniz.

En même temps que les travaux des grandes Sociétés paraissent les premiers journaux scientifiques indépendants. Le *Journal des Savants* est fondé à Paris en 1665 par Denis de la Coudraye, conseiller au Parlement; à Leipzig, Otto Mencke crée en 1682 les *Acta Eruditorum* qui, par l'édition des œuvres de Leibniz, prennent une importance considérable; en Hollande, où trouvent asile les réfugiés français, sont publiées les *Nouvelles de la République des Lettres* (1604-1718), la *Bibliothèque universelle et historique* (1686-1693), l'*Histoire des Ouvrages des Savants* (1687-1709). En France, Picard (1681) donne la *Connaissance des temps*, recueil de données astronomiques dont le Bureau des Longitudes continue l'établissement dans l'intérêt des navigateurs.

L'organisation collective du travail scientifique fut complétée par la création des grands observatoires astronomiques: celui de Paris, construit de 1667 à 1671 sous la direction de Cassini; celui de Greenwich, achevé en 1676.

LES INSTRUMENTS DE L'OBSERVATION. — Parallèlement à la méthode, l'outillage scientifique se crée ou se développe. La lunette, inventée en Hollande, est perfectionnée par Galilée et devient la lunette astronomique; plus tard Grégory, Newton et Cassegrain construisent les lunettes à réflexion, qui sont les premiers télescopes (1672). Auzout et Picard adaptent des lunettes aux cercles gradués servant aux mesures astronomiques; ils inventent le micromètre qui permet de mesurer les diamètres apparents des corps célestes. Le commencement du XVII^e siècle voit aussi la découverte du microscope qui devait tant contribuer aux progrès de la zoologie et de la botanique.

L'outillage de l'astronomie et de la physique réalisa un progrès essentiel par l'invention de l'horloge à pendule. Jusqu'alors le temps était mesuré très imparfaitement par les clepsydres et les sabliers. Après que Galilée eut constaté l'isochronisme des oscillations du pendule, Huygens construisit l'horloge à pendule, qu'il présenta aux États généraux de Hollande le 16 juin 1657.

Des formes rudimentaires du thermomètre furent imaginées par le physicien hollandais van Drebbel (1572-1632) et par le médecin italien Sanctorius (1561-1636); l'instrument fut perfectionné par Robert Boyle et Newton, par Amontons, qui, en 1702, construisit le premier thermomètre à mercure, et enfin, au XVIII^e siècle, par Fahrenheit, Réaumur et Celsius, qui donnèrent à l'instrument les formes et les repères de température actuellement employés.

La première forme du baromètre est le tube de Torricelli, que Pascal employa pour mesurer la différence du poids de l'air suivant les hauteurs. Les constructeurs s'ingénierent ensuite à varier le dispositif du tube de Torricelli, pour rendre plus sensibles les moindres variations de la colonne barométrique.

La machine pneumatique, inventée par Otto de Guéricke (1602-1688), vint fournir l'appareil indispensable aux expériences de la physique des gaz; elle fut notablement perfectionnée par Robert Boyle. C'est aussi à Otto de Guéricke que l'on doit la première forme de la machine électrique, simple globe de soufre mis en mouvement par une manivelle et qui s'électrisait par frottement sur la main. Le XVII^e siècle ne devait cependant faire aucun progrès sensible dans la connaissance de l'électricité, dont l'étude n'avança vraiment qu'au XVIII^e siècle et surtout au XIX^e.

LE TRIOMPHE DE LA MÉTHODE SCIENTIFIQUE. — Dans la première moitié du XVII^e siècle, Bacon, Kepler, Galilée, Descartes et Pascal sont, chacun avec son action propre et à des titres très différents, les promoteurs de la renaissance scientifique; leur œuvre fut continuée par Huygens, Leibniz et Newton.

Malgré l'influence qu'il eut sur ses contemporains et qui se prolongea jusqu'aux encyclopédistes, François Bacon (1561-1626), chancelier d'Angleterre, appartient plus à la philosophie qu'à la science, et son principal ouvrage, le *Novum Organum* (1620), formule pour la recherche de la vérité le précepte plutôt que l'exemple. Bacon n'avait pas le génie de la découverte, mais il indiqua la voie et par ses écrits, par son influence, il fut l'annonciateur de la méthode expérimentale.

Kepler (1571-1630) révéla les premières lois précises de l'astronomie. Les lois képlériennes des mouvements planétaires sont d'un énoncé si clair, serrent de si près la réalité qu'il ne s'était rencontré rien de pareil depuis qu'Archimède avait formulé le principe fondamental de l'hydrostatique. Tout l'échafaudage des cycles et épicyles de Ptolémée s'effondra; la loi scientifique, avec son énoncé d'une netteté géométrique, apparaît dans le monde moderne.

L'œuvre de Galilée (1564-1642) est double. Le perfectionnement de la lunette, appliquée à l'étude du ciel, fait de lui le premier créateur de l'astronomie descriptive et, d'autre part, il fonde la dynamique moderne: par son étude du mouvement des corps pesants, il aperçoit que l'action d'une force est indépendante du mouvement antérieurement acquis; il ébauche ainsi le principe de l'inertie, qui, bientôt précisé par Huygens, deviendra la loi fondamentale de la dynamique: c'est le premier progrès essentiel de la mécanique depuis Archimède. La science du mouvement, qui n'existait pas auparavant, prend un tel essor que, cinquante ans plus tard, Newton résout le problème général du mouvement des planètes.

Descartes (1596-1650) est l'esprit universel qui marque de son empreinte toute la philosophie et toute la science de son temps. Son œuvre scientifique est surtout mathématique; la géométrie cartésienne ou géométrie analytique établit, entre les équations de l'algèbre et les figures de la géométrie, une correspondance qui contribue aux progrès des deux sciences; bien plus, la notion de coordonnée, qui réalise cette correspondance, dépasse le domaine de la géométrie pour s'étendre à la mécanique et aux sciences physiques: toute théorie physique est une représentation, une explication algébrique des phénomènes. Ainsi Descartes, transportant les mathématiques dans des régions entièrement nouvelles, considère le premier tous les phénomènes comme de simples conséquences des lois de la mécanique. Mais, en dehors des mathématiques, Descartes crée, par sa pensée, le monde extérieur, et sa physique est une sorte de géométrie où l'expérience n'a point de place.

Le triomphe définitif de la méthode expérimentale date de Torricelli (1608-1647) et de Pascal (1623-1662). Malgré Bacon et jusqu'au milieu du XVII^e siècle, l'expérience n'a qu'une faible part dans le progrès scientifique. On procède surtout à priori et en s'aidant des mathématiques; les instruments alors connus ne permettent que des expériences peu précises et, dans l'exposé des résultats, on raisonne



GODEFROID-GUILLAUME LEIBNIZ (1646-1716). — Gravure de Ficquet. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

sur des hypothèses ou des postulats qui ne sont qu'une autre forme de ce que l'on veut établir. C'est sur des hypothèses mathématiques que Galilée expose les lois de la chute des corps et que Descartes établit les lois de la réflexion et de la réfraction de la lumière.

Des célèbres expériences de Torricelli (1643) et de Pascal (1648), simples et décisives, date le triomphe de la méthode expérimentale dans la science. Leur retentissement fut immense, car elles résolvaient d'une façon définitive ces questions de l'horreur du vide et de la pesanteur de l'air que toutes les discussions d'école n'avaient fait qu'obscurcir. Pascal pouvait écrire que « les expériences sont les véritables maîtres qu'il faut suivre en physique ».

La seconde moitié du XVII^e siècle vit s'épanouir les grandes constructions scientifiques ébauchées par les travaux de Galilée et de Descartes : la création du calcul infinitésimal augmenta prodigieusement la puissance des mathématiques et leur ouvrit des domaines nouveaux, non seulement en mathématiques pures, mais aussi en mécanique et en physique ; la mécanique rationnelle fut constituée et aboutit à l'explication des mouvements célestes par la loi unique de l'attraction universelle ; l'optique expérimentale fit des progrès considérables et son explication mathématique commença à être entrevue. Parmi les savants qui contribuent à ces progrès immenses, il faut citer au premier rang les grands noms du Hollandais Huygens (1629-1695), de l'Allemand Leibniz (1646-1716) et de l'Anglais Newton (1642-1727). Avec ces continuateurs des grands génies du début du siècle, la science moderne a désormais sa méthode, basée sur l'observation et l'expérience.

LES MATHÉMATIQUES. — Les créations capitales du XVII^e siècle en mathématiques sont la géométrie analytique et surtout le calcul infinitésimal.

Le *Discours de la méthode pour bien conduire sa raison et chercher la vérité dans les sciences*, publié en 1637, était suivi de trois suppléments : la *Dioptrique*, les *Météores* et la *Géométrie*, où Descartes exposait quelques applications particulières de sa doctrine générale.

L'idée fondamentale de la géométrie analytique, la détermination d'un point du plan par ses distances aux deux côtés d'un angle droit, n'était certes pas nouvelle, puisqu'on fixait depuis longtemps la position d'un point sur la sphère terrestre par ses deux coordonnées géographiques, la longitude et la latitude. Mais Descartes, appliquant cette idée à la géométrie, en montra l'étonnante fécondité : il en fit sortir une méthode générale pour traiter par l'algèbre toutes les questions de géométrie et, en même temps, la meilleure classification des courbes ; il donna, en particulier, une solution du problème des tangentes, l'un des deux problèmes qui devaient conduire à la création du calcul infinitésimal.



JEAN KEPLER (1571-1630). — Gravure de N. Dietz.



GALILÉE (1564-1642). — Peinture de Juste Susterman. — Musée des Offices, à Florence. CL. ANDERSON

Plus fécond encore que la géométrie analytique, le calcul infinitésimal sortit en effet de deux problèmes d'abord traités isolément l'un de l'autre : le calcul des quadratures et la recherche des tangentes.

Le problème des quadratures, c'est-à-dire le calcul des surfaces enfermées par une courbe, et celui des volumes avaient été traités, dans des cas simples, par Archimède. Le géomètre syracusain décomposait la surface ou le volume à calculer en tranches

minces parallèles (tranches infiniment petites), assimilées à des rectangles ou à des cylindres et dont il calculait la somme. Tous les géomètres, depuis Galilée et Kepler, employèrent les méthodes de sommation d'infiniment petits. Dans sa *Géométrie des Indivisibles* (1635), Cavalieri (1598-1647) se borna à les exposer sous forme systématique et ne les appliqua qu'aux exemples les plus simples. Autrement importants furent les résultats obtenus par Roberval (1602-1675), qui semble avoir trouvé sa méthode de sommation indépendamment de Cavalieri, par Fermat, Torricelli, Descartes, Wallis, et surtout Pascal qui, par des prodiges d'ingéniosité, porta le problème des quadratures aussi loin qu'il était possible avant l'invention du calcul intégral. Leibniz a dit des *Lettres de Dettonville* (1659), où Pascal a publié les résultats obtenus sur la roulette, qu'elles furent l'origine des idées qui le conduisirent à la découverte du calcul infinitésimal.

Le problème des tangentes, que les géomètres se posaient à la même époque, sans en apercevoir d'abord le lien avec le problème des quadratures, était beaucoup plus difficile à résoudre. Dans sa *Géométrie*, Descartes donnait une méthode générale de recherche relativement compliquée ; Fermat, ramenant le problème des tangentes au problème des maxima et minima, imagina une solution bien meilleure, dont d'Alembert a dit qu'elle est la première application du calcul différentiel ; Roberval et Torricelli trouvèrent aussi la construction des tangentes par la considération du mouvement des figures.

Du problème des quadratures, qui était une sommation d'infiniment petits, et de la recherche des tangentes, que Fermat avait ramenée au calcul des rapports d'infiniment petits, l'esprit philosophique de Leibniz sut faire sortir la puissante synthèse qu'est le calcul infinitésimal. Leibniz s'était peu occupé de mathématiques jusqu'à l'époque où son séjour à Paris (1672-1676) lui fit connaître Huygens et les travaux des géomètres français, entre autres ceux de Pascal et de Fermat. Il cherchait depuis longtemps à représenter les opérations de l'esprit par des symboles abstraits et à créer ainsi une sorte d'écriture universelle ; c'est en essayant de réduire à l'essentiel les idées et les calculs qui donnaient les quadratures et les tangentes qu'il aperçut que les deux problèmes étaient inverses l'un de l'autre, ce qui avait échappé à ses devanciers ; il remplaça alors les raisonnements et les artifices plus ou moins compliqués par un calcul soumis à des règles précises et créa les notions nouvelles d'infiniment petits, de dérivées et d'intégrales avec les méthodes et les notations qui sont encore employées. L'invention de Leibniz, faite à Paris en 1675, ne fut publiée qu'en 1684 dans les *Acta Eruditorum* de Leipzig.

Ce sont des considérations géométriques qui avaient conduit Leibniz aux idées fondamentales de son calcul différentiel : Newton, qui s'occupait surtout de mécanique, aboutit au nouveau calcul en considérant les quantités mathématiques comme engendrées par le mouvement. Ainsi apparurent les notions de variables (*fluents*) et de vitesse de variation (*fluxions*) ; ainsi se posèrent les deux problèmes mécaniques correspondant aux problèmes géométriques des tangentes et des quadratures : 1^o connaissant à chaque instant l'espace parcouru par un mobile, trouver sa vitesse ; 2^o connaissant à chaque instant la vitesse d'un mobile, trouver l'espace parcouru. La réciprocité est évidente, et la méthode



ISAAC NEWTON (1642-1727). — Gravure de Ravenet.



L'OBSERVATOIRE DE PARIS construit sur les plans de Perrault, de 1667 à 1672.

de Newton, évitant en apparence la considération des infiniment petits, paraît plus intuitive. Newton la découvrit sans doute dès 1671, par conséquent quelques années avant Leibniz, mais il ne la publia qu'en 1704, à la fin de son traité de l'*Optique*. Si, au début du XVIII^e siècle, on disputa très vivement sur l'attribution à Newton ou à Leibniz du mérite de la nouvelle découverte, il est maintenant établi que Newton a bien précédé Leibniz de quelques années (sans rien publier de sa méthode), mais que les deux découvertes furent indépendantes et procédaient de principes différents.

Le calcul infinitésimal augmenta prodigieusement le domaine et la puissance des mathématiques en y introduisant la notion de variations déjà contenue dans la géométrie de Descartes ; il en permit l'application à l'étude des phénomènes naturels, où le mouvement occupe le premier rang ; des problèmes nouveaux furent posés et résolus, non seulement en mathématiques pures, mais aussi en mécanique, en astronomie, en physique ; le calcul infinitésimal favorisa le prodigieux développement de la physique mathématique.

Newton, qui garda longtemps ses méthodes secrètes, ne fit que peu de disciples ; mais, à la suite de Leibniz, toute une génération de mathématiciens habiles se forma en Allemagne et en France. Jacques Bernouilli (1654-1705) et son frère Jean Bernouilli (1667-1748), qui enseignèrent successivement à Bâle, firent connaître le « nouveau calcul » par leurs leçons et leurs ouvrages ; le marquis de l'Hospital, élève de Jean Bernouilli, publia en France son *Analyse des infiniment petits* (1696).

À côté du calcul différentiel, principale création mathématique de l'époque, d'autres progrès importants étaient réalisés. Tandis que Descartes découvrait la géométrie analytique, les méthodes que la géométrie pure tenait des Grecs étaient complètement renouvelées par un Lyonnais, Girard Desargues (1593-1662), l'un des créateurs de la géométrie projective ; comme Monge, à qui il peut être comparé, il appliquait ses découvertes à la pratique et notamment à la perspective et à la coupe des pierres. Une autre direction de recherches fut inaugurée en géométrie par Roberval, Descartes et La Hire, qui étudièrent les courbes engendrées par le mouvement d'une figure.

La théorie des nombres renaît au XVII^e siècle avec Bachet de Méziriac (1587-1638), qui donne (1621) la première bonne traduction de Diophante, et en 1624 un recueil de *Problèmes plaisants et délectables qui se font par les nombres*. Le grand créateur fut ici Pierre Fermat (1601-1665), conseiller au Parlement de Toulouse, l'égal dans toutes les parties de la science des meilleurs géomètres de son temps. Son œuvre arithmétique nous est connue par la publication que fit, en 1670, son fils Samuel Fermat, d'une édition de Diophante accompagnée des notes que Pierre Fermat avait inscrites en marge de son exemplaire ; on y trouve les solutions de ces problèmes sur les nombres, avec lesquels Fermat désespérait ses contemporains, et aussi des théorèmes tels que, pour l'un au moins, on n'en connaît pas encore de démonstration complète. Fermat possédait peut-être, pour l'étude des nombres, une méthode simple

qui nous est inconnue ; en arithmétique, il est resté sans égal.

L'ASTRONOMIE. — Dans son ouvrage *De revolutionibus orbium celestium* (1543), Copernic avait fait connaître l'ordre véritable du système du monde. Après lui Tycho-Brahé, par des observations précises, sut rassembler les matériaux d'où le génie de Kepler devait faire sortir les lois des mouvements planétaires. Jusqu'à celui-ci, tous les astronomes, et Copernic lui-même, avaient admis comme un dogme que les mouvements des corps célestes sont circulaires et uniformes, parce que le cercle parmi les figures et le ciel parmi les corps sont ce qu'il y a de plus parfait. Comparant cette affirmation avec les observations de Tycho-Brahé sur la planète Mars, Kepler constata des divergences qui dépassaient certainement les erreurs possibles des observations ; après de longues recherches, il parvint à découvrir les deux premières lois, qu'il énonça dans ses *Commentarii de motibus stellæ Martis* (1609) : 1^o Les planètes décrivent des ellipses dont le soleil occupe un foyer ; 2^o Les aires décrites par le rayon vecteur allant du soleil à chaque planète sont proportionnelles aux temps employés à les parcourir.

Ces deux lois ne concernent que le mouvement individuel de chaque planète. Kepler cependant, persuadé de l'harmonie du système du monde, s'efforçait d'en découvrir les lois mathématiques ; ayant

essayé les combinaisons les plus étranges de nombres et de figures, il parvint enfin à découvrir sa troisième loi : les carrés des temps des révolutions des planètes sont proportionnels aux cubes des grands axes des orbites. L'enthousiasme de Kepler victorieux éclate dans son *Harmonice mundi* (1619), l'ouvrage où il fait connaître sa découverte. Soixante ans après Kepler, Newton devait achever de révéler « l'Harmonie du monde » par la découverte de l'attraction universelle ; mais il était auparavant nécessaire de renverser la fausse mécanique d'Aristote et de découvrir les lois exactes du mouvement : ce fut l'œuvre de Galilée et de Huygens.

L'œuvre scientifique de Galilée et son influence sont immenses. En 1609, il apprend l'invention en Hollande d'une lunette, formée de deux lentilles ; il perfectionne l'instrument et construit un appareil grossissant trente fois les diamètres qui fait de lui le grand découvreur du ciel. Dans un écrit de quelques pages, le *Sidereus Nuntius* (1610), il fait connaître ce que nul homme avant lui n'avait aperçu dans le ciel : la lune a des mers, des cratères, des montagnes qu'il mesure ; la voie lactée est une poussière d'étoiles ; Jupiter a quatre satellites qui tournent autour de lui comme la lune autour de la terre ; Saturne a deux bosses dans lesquelles Huygens reconnaitra plus tard l'anneau entourant la planète ; Vénus présente des phases, comme la lune ; le soleil a des taches et tourne sur lui-même.

Ces découvertes eurent un retentissement immense et rendirent Galilée célèbre ; elles furent de suite fort discutées, car la plupart d'entre elles fournissaient des arguments très forts en faveur du système de Copernic qui prenait figure de réalité, et la querelle entre partisans de Ptolémée et partisans de Copernic, restée scientifique depuis 1543, prit un aspect nouveau. Le dominicain Baccini dénonça au Saint-Office Galilée et les coperniciens : ce fut le premier procès de Galilée. Le 5 mars 1616, la Congrégation de l'Index prohiba solennellement le livre de Copernic, où est soutenue « cette fausse doctrine pythagoricienne, tout à fait contraire à la divine Écriture, de la mobilité de la Terre et de l'immobilité du Soleil ». Galilée, qui s'était énergiquement défendu d'avoir voulu attaquer la religion, avait pu éviter la condamnation directe, mais le car-



CHRISTIAN HUYGENS (1629-1695). — Gravure de Frédéric Ottens. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

dinal Bellarmin lui avait secrètement notifié, le 25 février 1616, la défense de soutenir d'aucune façon la doctrine de Copernic. Galilée ne put cependant s'empêcher de revenir à sa découverte : en 1632, il fit paraître à Florence ses *Dialoghi sopra i due massimi sistemi del mondo, Ptolemaico e Copernicano*; les polémiques se ranimèrent; Galilée fut traduit devant le Saint-Office, détenu pendant une vingtaine de jours, enfin condamné à la prison et obligé d'abjurer solennellement à genoux, dans le couvent de Minerve, le 23 juin 1633, ses prétendues erreurs.

Dans le domaine de la mécanique, Galilée ne fut pas moins grand initiateur qu'en astronomie. Là aussi il dut lutter contre les partisans d'Aristote. L'ancienne mécanique enseignait, conformément aux apparences immédiates, que les corps tombaient d'autant plus vite qu'ils étaient plus lourds, que le mouvement s'accélérait proportionnellement à l'espace parcouru et qu'il cesse de lui-même s'il n'est pas entretenu par une cause extérieure. Galilée substitua à ces faux principes les lois exactes de la pesanteur, lois de la chute verticale ou sur un plan incliné, mouvement parabolique des projectiles, mouvement pendulaire, première forme du principe de l'inertie. Il paraît avoir été en possession de ces importantes découvertes dès 1604, mais, peut-être à cause de l'hostilité qu'il rencontrait, il ne les publia que longtemps après dans les *Discorsi e dimostrazioni matematiche intorno a due nuove scienze attenenti alla mecanica* (Leyde, 1638).

Galilée avait établi les premiers principes de la science du mouvement : Huygens et Newton achevèrent l'édifice de la mécanique rationnelle.

A la fois profond mathématicien et doué d'un esprit porté vers les applications pratiques, Huygens étudie le mouvement circulaire et donne la formule de la force centrifuge; il fait le premier pas dans la connaissance du mouvement des systèmes en calculant la durée d'oscillation du pendule composé; il donne l'énoncé définitif du principe de l'inertie et du principe des forces vives, qui, au XIX^e siècle, trouvera son prolongement dans le principe de la conservation de l'énergie. Huygens rassembla ces découvertes capitales, qui constituaient définitivement la mécanique rationnelle, dans son *Horologium oscillatorium* (1673).

Il lui aurait suffi de rapprocher son calcul de la force centrifuge des lois de Kepler pour obtenir la loi de l'attraction planétaire en raison inverse du carré des distances. Newton, à qui était réservée la gloire de cette découverte, trouva la loi de la force qui agit entre le soleil et les planètes, entre la terre et la lune, et démontra que cette force est la même que la pesanteur; une hardie et géniale généralisation le conduisit à supposer que la même force s'exerce entre deux masses matérielles quelconques et à énoncer la loi de l'attraction universelle : deux molécules matérielles s'attirent en raison directe de leurs masses et en raison inverse du carré de leur distance; la loi du système du monde nous était révélée.

Le grand ouvrage de Newton, les *Principes mathématiques de la Philosophie naturelle* (1687), est consacré à établir la loi de l'attraction et à en développer les conséquences; par elle, Newton explique la plupart des phénomènes astronomiques connus, non seulement les lois de Kepler, mais aussi les écarts entre les mouvements réels et les mouvements képlériens; il rattache les inégalités du mouvement de la lune à l'action du soleil; il établit que les marées sont dues aux attractions associées de la lune et du soleil sur la terre et l'océan; il explique la précession des équinoxes par l'action du soleil sur le renflement terrestre équatorial; il calcule les masses du soleil et des planètes. La loi si simple de l'attraction se présentait comme la plus vaste synthèse et la plus féconde.

Kepler, Galilée et Newton avaient formulé les grandes lois générales qui gouvernent le système du monde; de nombreuses recherches particulières vinrent étendre nos connaissances astronomiques. L'abbé Picard (1620-1682) effectue la première mesure exacte du degré du méridien. Le calcul du rayon terrestre, qui en découle, permet à Newton de comparer la pesanteur à l'attraction exercée sur la lune et d'établir l'identité des deux forces. Richer (1630-1696) constate l'augmentation de la durée d'oscillation du pendule quand on se rapproche de l'équateur, ce qui permet à Huygens et à Newton de conclure au renflement équatorial terrestre. Huygens perfectionne notablement la lunette astronomique, découvre un satellite de Saturne et reconnaît la forme véritable de l'anneau de la planète. Dominique Cassini (1625-1712), appelé par Colbert à Paris, où il devient le premier directeur de l'Observatoire, détermine exactement la durée de rotation du soleil, de Jupiter, de Mars, de Vénus, et découvre quatre nouveaux satellites de Saturne. Amené du Danemark en France par Picard, Røemer trouve dans l'observation des satellites de Jupiter le moyen de calculer la vitesse de la lumière. Halley observe la comète de 1681 et en calcule les éléments d'après la méthode de Newton; il aperçoit que les comètes observées en 1607 par Kepler, en 1531



LA MACHINE ARITHMÉTIQUE DE PASCAL. — L'inscription que l'on peut lire sur l'intérieur du couvercle est vraisemblablement de la main de Pascal. — Conservatoire national des Arts et Métiers.

par Apian, possèdent à peu près les mêmes éléments; il en conclut que ces trois comètes sont les apparitions successives d'un même astre, dont il annonce le retour pour 1759; l'événement justifia la prédiction, apportant un nouvel appui à la loi de Newton.

LES SCIENCES PHYSIQUES ET CHIMIQUES. — Galilée, Huygens et Newton avaient créé la mécanique du mouvement : le XVII^e siècle vit aussi naître et se constituer comme sciences la statique des liquides et des gaz et l'optique.

Pour expliquer les actions dues à la pesanteur de l'air et à la pression atmosphérique, en particulier la montée de l'eau dans les pompes, les disciples d'Aristote se contentaient de dire que la nature a *horreur du vide*; une expérience nouvelle devait faire crouler cette explication. Un jardinier de Florence, ayant construit une pompe plus longue que les pompes ordinaires, remarqua que l'eau ne s'y élevait que jusqu'à trente-deux pieds : il communiqua le fait à Galilée qui, cachant sa surprise et sans doute un sourire, répondit que la nature n'avait horreur du vide que jusqu'à trente-deux pieds. Galilée, on a des raisons de le penser, présuma que la présence de l'air extérieur était la cause de la montée de l'eau dans les pompes, mais il mourut avant d'avoir pu vérifier sa conjecture, et ce fut son élève, Torricelli, qui fit la première expérience décisive (1643). Torricelli eut l'heureuse idée de substituer le mercure à l'eau et constata que le mercure s'élevait seulement à la hauteur de vingt-sept pouces; c'était précisément la colonne de mercure de même poids qu'une colonne d'eau de trente-deux pieds. Torricelli en conclut que les colonnes d'eau ou de mercure font équilibre à la colonne d'air, et il écrit le 11 juin 1644 : « Nous vivons submergés au fond d'un océan d'air et nous savons, par des expériences indubitables, que l'air est pesant, et même que cet air qui est le plus grossier au voisinage de la surface de la terre pèse environ 1/400^e du poids de l'eau. »

C'est à Pascal que l'on doit la seconde expérience décisive, la grande expérience du Puy de Dôme : « S'il arrive, écrit Pascal à son beau-frère Périer en 1647, que la hauteur du vif-argent soit moindre en haut qu'au bas de la montagne (comme j'ai beaucoup de raisons pour le croire, quoique tous ceux qui ont médité sur cette matière soient contraires à ce sentiment), il s'ensuivra nécessairement que la pesanteur et pression de l'air est la seule cause de cette suspension du vif-argent, et non pas l'horreur du vide, puisqu'il est bien certain qu'il y a beaucoup plus d'air qui pèse sur le pied de la montagne que sur son sommet; au lieu qu'on ne saurait dire que la Nature abhorre le vide au pied de la montagne plus que sur son sommet. » L'expérience conçue par Pascal fut faite en octobre 1648 au pied et au sommet du Puy de Dôme par Périer et le Père Chatin et donna les résultats attendus. Simple et décisive, elle eut un retentissement immense et fut bientôt répétée avec le même succès dans la plupart des pays d'Europe; il n'est pas exagéré de dire qu'elle marque le triomphe de la méthode expérimentale dans la science.

Les études sur le vide et la pesanteur de l'air furent continuées par Otto de Guéricke (1602-1688), bourgmestre de Magdebourg, qui inventa la machine pneumatique et trouva ainsi les moyens de pomper et manier l'air comme l'eau et les liquides. A l'aide de sa machine, Guéricke reconnut que l'air est indispensable à la combustion, à la respiration et à la transmission du son; l'expérience des hémisphères de Magdebourg (1672) matérialisa la pression atmosphérique. La

La pneumatique de Guéricke fut notablement perfectionnée par le physicien anglais Robert Boyle (1627-1691) qui étudia en particulier la relation entre le volume et la pression d'une même masse gazeuse; en même temps que l'abbé français Mariotte (1620-1684), il découvrit la loi appelée en Angleterre loi de Boyle et en France loi de Mariotte : la température restant la même, le volume d'une même masse gazeuse est en raison inverse de la pression.

Dans le domaine de l'optique, on constate un premier progrès avec Snellius, qui découvre cette loi de réfraction de la lumière, dont Descartes et Fermat donnent des démonstrations à priori, avec une idée féconde chez Fermat. Descartes essaie de l'appliquer à la construction mathématique des lentilles, sans succès d'ailleurs à cause de l'inégale réfraction des diverses couleurs; les bases exactes de la bonne construction des lentilles ne commenceront à être établies qu'au XVIII^e siècle.

Les deux savants qui constituent définitivement l'optique à l'état de science sont Newton et Huygens, tous deux aussi habiles expérimentateurs que profonds mathématiciens. En 1668, Newton fait la découverte capitale de la décomposition de la lumière par le prisme; il montre par les expériences les plus ingénieuses que la lumière blanche n'est pas homogène et qu'elle est formée d'une infinité de radiations des diverses couleurs du spectre. La maîtrise de Newton dans l'observation et l'expérience se montrera dans toutes ses recherches optiques, qu'il s'agisse de l'étude du spectre solaire, des anneaux colorés ou de la diffraction; par contre, son explication mathématique de l'optique par l'hypothèse de l'émission est le type de la mauvaise théorie qu'il faut modifier et compliquer à chaque instant pour expliquer chaque fait nouveau. D'une toute autre valeur est la théorie des ondulations créée par Huygens, qui l'expose dans son *Traité de la Lumière* (1690); là sont expliquées rationnellement et complètement la réflexion, la réfraction ordinaire et enfin la double réfraction, qu'Érasme Bartholin venait de découvrir dans le spath d'Islande; là se révèle la sagacité et l'habileté qu'apporte Huygens à vérifier les conséquences expérimentales de son hypothèse. La théorie des ondulations, comme explication physique, doit être mise au niveau de l'hypothèse de l'attraction universelle. Elle donne, en effet, des phénomènes lumineux, une explication aussi complète que celle que la gravitation donne des mouvements célestes, bien que les phénomènes lumineux soient beaucoup plus nombreux et variés que les mouvements des planètes, qui sont tous du même ordre. Cependant l'autorité de Newton imposa la théorie de l'émission et la théorie de Huygens resta ignorée jusqu'à ce que Fresnel, au XIX^e siècle, l'eût fait complètement triompher.

Tandis que la physique se soumettait, en plusieurs de ses parties, aux disciplines modernes, la chimie purement descriptive demeurait une collection de recettes empiriques, de faits plus ou moins bien observés, que l'on ne savait pas relier par une doctrine générale. Le médecin belge van Helmont (1577-1644), continuant l'œuvre de Paracelse, commença d'étudier les propriétés chimiques des différents « airs », pour lesquels il créa le nom de gaz. Un pharmacien de Périgueux, Jean Rey, constata (1630) l'augmentation de poids du plomb et de l'étain quand on les calcinaient et présuma que ces métaux fixaient une partie de l'air. Découverte de l'oxygène et de la composition de l'air, mécanisme de l'oxydation des métaux, tout cela pouvait sortir des faits très exactement observés par Jean Rey, mais il fallait les y trouver, et ce sera, cent cinquante ans plus tard, l'œuvre de Lavoisier. De nombreux corps nouveaux sont découverts, entre autres le phosphore, par Brandt, marchand de Hambourg (1669); ils ne sont connus que par leur préparation et leurs propriétés immédiates; leur composition reste ignorée, car l'analyse chimique n'existe pas, ni une nomenclature précise; la chimie n'est que l'histoire naturelle des corps bruts. L'importance de ses applications à la métallurgie et surtout à la médecine conduit cependant à en donner un enseignement régulier : Nicolas Lefèvre (1620-1674) professe en France et en Angleterre et publie en 1660 sa *Chimie théorique et pratique*. Christophe Glaser, de Bâle, puis Nicolas Lemery (1645-1715) succèdent à Lefèvre dans la chaire de chimie du Jardin du Roi. En Angleterre, Robert Boyle fait écarter la croyance aux qualités occultes des corps.

LES SCIENCES NATURELLES ET MÉDICALES. —

Au XVII^e siècle, l'étude de la nature continue à se développer dans une voie purement descriptive; elle donne lieu à la publication de nombreux ouvrages concernant les plantes et les animaux des pays ouverts à la colonisation, et de traités encyclopédiques qui exposent l'ensemble des connaissances acquises sur le monde végétal et le monde animal. Vouloir mettre de l'ordre dans ces tableaux encyclopédiques, c'était aborder le problème de la classification.

Joseph Pitton de Tournefort (1656-1708) aboutit à une première classification botanique générale, qu'il exposa dans ses *Éléments de*

Botanique (1694) et dans ses *Institutiones rei Herbariæ* (1700). Le système de Tournefort maintenait l'ancienne distinction arbitraire entre les *arbres* et les *herbes*; il était fondé sur des caractères secondaires, corolle et pétales, et négligeait les organes sexuels, étamine et pistil. Malgré ces imperfections, il rendit d'incontestables services en attendant que Linné et de Jussieu eussent établi sur des bases définitives la nomenclature botanique.

Pendant que zoologistes et botanistes dressaient l'inventaire du monde vivant, les grandes découvertes physiologiques et anatomiques commençaient à révéler en profondeur le mécanisme de la vie. Dès le XVI^e siècle, André Vésale et ses successeurs avaient décrit, dans ses grandes lignes, la structure du corps humain; au XVII^e siècle, on étudie le fonctionnement des appareils qui le constituent. La grande découverte, en physiologie, est celle de la circulation du sang par William Harvey (1578-1658); avant lui, la petite circulation, entre le cœur et les poumons, avait été entrevue (1559) par Michel Servet et Colombo, mais on n'en avait tiré aucune conséquence, et c'est seulement en 1619 que Harvey, par des expériences méthodiques, consistant surtout à ligaturer les vaisseaux, démontra la circulation générale, qu'il exposa en 1628, dans son premier ouvrage : *Exercitatio anatomica de motu cordis et sanguinis circulatione in animalibus*. L'œuvre de Harvey fut complétée par Gaspardo Aselli (1584-1626) qui, en 1622, aperçut les vaisseaux chylifères; par Jean Pecquet (1622-1674), qui montra comment le chyle passe dans la circulation du sang; enfin, par Olaus Rudbeck (1630-1702), qui acheva de déterminer le système des vaisseaux lymphatiques. Le système circulatoire était désormais connu. C'est encore au XVII^e siècle, quand le microscope fut devenu l'instrument de recherche des naturalistes, que se constituèrent l'embryologie et l'anatomie microscopique. Dans son second grand ouvrage, *Exercitationes de generatione animalium* (1652), Harvey affirma que « tout animal provient d'un œuf ». Cette hypothèse fut confirmée par les recherches de Sténon (1631-1686) et de Graaf (1641-1673), qui découvrirent les ovules chez les femelles des mammifères, tandis que Leuwenhoek (1632-1723) trouvait les spermatozoïdes. Malpighi (1628-1694) étudia le développement du poulet; Swammerdam (1637-1680), la reproduction et les métamorphoses des insectes. La première notion précise de sexualité chez les plantes apparut en 1694 dans un opuscule de Rudolph Camerarius (1665-1721).

En anatomie microscopique, Malpighi découvre les vaisseaux capillaires, les corpuscules du toucher et du goût, les glandes de la peau; étudiant les mêmes organes chez divers êtres vivants, il fonde l'anatomie comparée. Leuwenhoek, fabricant de microscopes à Delft, mettant des appareils perfectionnés au service de ses rares facultés d'observation, découvre la circulation capillaire, les globules du sang, les infusoires et les fibres nerveuses.

La médecine pratique fit moins de progrès que la science du mécanisme de la vie. L'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne s'honorent respectivement d'un Sydenham (1624-1689), d'un Boerhaave (1668-1738), d'un Frédéric Hoffmann (1660-1742), mais l'ensemble du corps médical reste empirique et routinier. Le médecin « moyen » du XVII^e siècle connaît son Hippocrate et son Galien; il a des notions assez vagues sur les tempéraments, les « humeurs », parmi lesquelles il sait qu'il doit combattre les humeurs peccantes; il prescrit abondamment les saignées, purgations et clystères; il est un bon modèle pour Molière.

La Découverte de la Terre et les Sciences géographiques.

VOYAGES ET EXPLORATIONS AU XVII^e SIÈCLE.

— Au point de vue géographique, les cent années qui séparent le XVI^e siècle du XVIII^e paraissent presque vides. Pas ou fort peu de grandes expéditions amenant des découvertes considérables; aucun voyage vraiment scientifique. D'ordinaire, les voyageurs se contentent d'observations toutes superficielles : tels les Pietro della Valle, les Tavernier, les Chardin, etc., dans les pays de l'Asie antérieure et de l'Inde. Néanmoins certains savants ou missionnaires ont exécuté au XVII^e siècle des travaux très estimables, et plusieurs explorateurs ont mené à bien de beaux voyages de découvertes.

Ces voyages, ce n'est pas en Afrique qu'ils furent effectués. À l'époque, en effet, l'Afrique est le continent délaissé sur lequel, seuls, quelques missionnaires, portugais en Éthiopie, italiens au Congo et deux administrateurs français, Étienne de Flacourt à Madagascar, André Brûe au Sénégal, réunirent des observations exactes et précises dont les explorateurs du XIX^e siècle ont confirmé la valeur. De même, en Extrême Orient, les missionnaires de l'Indochine et de la Chine firent un véritable travail scientifique. Alors les jésuites, établis à Pékin depuis l'an 1600, préludèrent à leurs études ultérieures sur la



LA COLONNADE DE LA PLACE SAINT-PIERRE, A ROME, ÉLEVÉE PAR LE BERNIN. CL. ALINARI.

contrée par la publication, dès 1655, du précieux *Atlas de la Chine*, dressé par le P. Martini.

Quant à des découvertes géographiques proprement dites, il faut les chercher ailleurs. Au nord de l'Asie, les Cosaques, continuant dans la région sibérienne l'œuvre commencée par Iermak au temps d'Ivan le Terrible, ont, de Tobolsk fondée dès 1587, gagné les rivages de la mer Glaciale arctique (1638), les bords du Grand Océan (1639) et même l'extrémité orientale du continent (Deschnef, 1648-1650). — Au sud-est, par delà les terres fécondes de l'Insulinde, les Hollandais poursuivaient le travail de reconnaissance amorcé par les Espagnols. Des côtes de Mexique et du Pérou, ceux-ci avaient gagné différents archipels polynésiens et même la Nouvelle-Guinée; ils avaient découvert les Nouvelles-Hébrides (Queiros en 1605) et franchi le dangereux passage qui sépare l'Australie de la Papouasie (Torrès en 1606). Allant plus loin, les Hollandais explorèrent les rivages septentrionaux de la Nouvelle-Hollande, et Abel Tasman, contournant ses côtes orientales, aperçut la terre de Van Diémen et l'archipel de la Nouvelle-Zélande (1644).

Cependant, les coureurs des bois, partis de la Nouvelle-France, explorée et colonisée par Champlain, découvraient le système des grands lacs d'où sort le Saint-Laurent. Un peu plus tard (1673), Louis Jolliet et le P. Marquette, naviguant sur le Mississipi au delà du confluent de l'Ohio, voyaient en lui un tributaire du golfe du Mexique, ce que ne tardait pas à constater Cavelier de la Salle (1682). — Plus au septentrion, le mouvement de recherche du passage nord-ouest, à peine amorcé au XVI^e siècle (John Davis, 1585), avait conduit Henry Hudson (1607-1610) et Guillaume Baffin (1616) jusqu'aux abords du complexe de terres et d'eaux glacées qui sépare les eaux libres de l'Atlantique de celles du Pacifique. — Dans l'Amérique du Sud, par contre, aucune grande découverte; Pedro de Texeira a néanmoins fourni des notions précises sur le grand fleuve des Amazones (1639), et les Hollandais Schouten et Lemaire ont précisé, au delà du détroit de Magellan, la connaissance des terres ultimes du continent (Terre de Feu et cap Horn, 1616).

GÉOGRAPHES ET CARTOGRAPHES. — En même temps, la géographie positive prenait, grâce à l'essor des sciences mathématiques, une précision nouvelle. L'élaboration de la *Connaissance des Temps* et la construction de bonnes montres marines facilitaient le calcul des longitudes aux navigateurs. La mesure d'un degré de la circonférence terrestre réalisée par Jean Picard entre Paris et Amiens en 1669 précisait les notions sur la grandeur et la figure de la terre. Sur l'initiative de Colbert, Cassini et La Hire ont repris

ce travail et l'ont prolongé jusqu'à Perpignan et aux Pyrénées au sud et jusqu'à Dunkerque au nord. Alors a commencé aussi la détermination astronomique des bornes de la France. Ainsi se préparait l'élaboration d'une carte scientifique aux bases solides. Cependant, les expériences menées à bien par Jean Richer à Cayenne en 1671 permettaient à Huygens et à Newton de conclure à l'existence d'un renflement du globe à l'équateur, et voir en lui un sphéroïde.

De leur côté, les cartographes néerlandais successeurs des Ortelius et des Hondius, les Sanson d'Abbeville et les Nicolas de Fer, etc., établissaient des cartes de plus en plus satisfaisantes et précises. Il suffit de comparer les cartes de France du début et de la fin du XVII^e siècle pour s'en rendre compte. Par ailleurs, Varenus pouvait composer sa *Geographia generalis* (Amsterdam, 1664) tandis que Bergier, Cluvier et d'autres élaboraient de savants travaux de géographie ancienne.

Ainsi, bien que très inférieure à celle du XVI^e siècle, l'œuvre géographique du siècle suivant mérite, à tous égards, quelque attention.

III. LES ARTS

Si le XVII^e siècle est, en somme, l'héritier de la Renaissance, il n'a pas suivi exactement les mêmes voies. Il révere l'antiquité, mais d'un culte moins scrupuleux. Il l'adapte à son goût et à sa fantaisie. Il ne professe pas non plus un idéalisme exclusif. Dans la peinture et dans la sculpture s'accusent des tendances réalistes.

L'influence de l'Italie, dépositaire de la civilisation antique et dont la Renaissance a fait l'éducatrice de l'Europe, prédominera encore; elle s'exercera même plus fortement que jamais sur certains pays, la France notamment. Cependant, partout, l'esprit national se réveille et réclame ses droits. La fin du siècle marquera généralement l'éclipse de la domination artistique de l'Italie.

Étudié sans prévention, le XVII^e siècle, si on le considère dans son ensemble, et non pas seulement chez certaines nations et chez quelques artistes, apparaît comme une époque de recherches et d'essais qui accusent le désir d'interprétations et d'expressions nouvelles. Il a sa physionomie propre dans la succession des périodes qui, depuis le début du Moyen âge, ont laissé des œuvres d'art où se reflète la civilisation européenne.

L'Italie

Pour les raisons que nous venons d'indiquer, une étude du mouvement artistique en Europe au XVII^e siècle doit obligatoirement commencer par l'Italie, où ont été créées les formes d'art qui se sont imposées à toute l'Europe. Les décisions du concile de Trente,



ÉGLISE DU GESÙ A ROME. — Construite sur les plans de Vignole et Giacomo della Porta; elle réalise le type des églises de la Contre-Réforme. CL. ALINARI.

énergique des papes de la Contre-Réforme, tel Sixte-Quint, et de nouveaux ordres comme la Compagnie de Jésus, ont eu sur les arts une influence dont il ne faut pas exagérer la portée ni surtout la durée, mais qui fut très grande. Ce fut, pour un temps du moins, l'abandon de l'esprit païen qui avait dominé la Renaissance. On vit régner, d'une façon générale, une plus grande austérité et dans les arts expressifs, comme la peinture ou la sculpture, une plus grande moralité. La restauration du catholicisme amena, au moins dans les pays latins, un autre résultat : la prédominance de Rome, capitale du monde religieux, qui dicta ses lois et, dans le domaine de l'art, fournit des modèles.

ARCHITECTURE. — Un de ces modèles fut le Gesù, élevé par l'ordre même qui avait joué un rôle essentiel dans la reconquête du monde religieux. Cette église, projetée par Vignole (1507-1573) et terminée par Giacomo della Porta (1541-1604), offrait des dispositions nouvelles : d'abord, sa façade, partie que les Italiens avaient jusqu'alors négligée même dans des édifices importants, comme les cathédrales de Milan ou de Florence. La façade du Gesù, celle de Saint-Louis des Français, due aussi à della Porta, d'autres encore, sont conçues suivant un principe de lignes horizontales. Elles sont partagées en deux étages par des ordres antiques, sous forme de pilastres peu saillants ou de colonnes engagées ; le dernier étage, où s'ouvre une grande fenêtre que surmonte un fronton, est plus étroit, mais se raccorde aux extrémités de l'étage inférieur par deux grandes consoles. Peu de relief dans l'ensemble, une impression voulue de nudité austère, en somme l'entrée qui convient à un lieu où l'on vient prier. A l'intérieur, les nefs latérales ne forment plus que d'étroits couloirs qui, souvent même, font place à de petites chapelles fermées. La nef majeure devient une manière de grande salle, où les fidèles se réunissent pour entendre la bonne parole sous l'œil de leurs directeurs de conscience. L'ensemble présente un aspect de netteté et de tenue correcte. Le décor intérieur est plus riche et plus chaud que celui de la façade, mais sans le luxe qui ne tardera pas à se manifester.

Dans ces constructions de la Contre-Réforme apparaît déjà le style dit « baroque ». Le terme *baroque* — dont on a retrouvé l'origine dans le mot espagnol *barrueco*, sorte de perle irrégulière reproduite dans



LA VILLA PAMPHILI, A ROME, LE CASINO CONSTRUIT PAR L'ALGARDE, LES JARDINS DESSINÉS PAR LE NOTRE. — Gravure de Pérelle. CL. GIRAUDON.

les ornements —, pas plus que celui de *rococo*, ne doit être pris ici dans un sens péjoratif : c'est simplement une désignation. Ce qui distingue l'architecture baroque de l'architecture de la Renaissance, plus fidèle à Vitruve et aux anciens, ce sont les libertés qu'elle prend dans l'emploi des ordres, de la colonne dont elle n'hésitera pas à modifier le galbe ou qu'elle emploiera sous la forme torse ; mêmes licences vis-à-vis du fronton que les architectes du XVII^e siècle n'hésiteront pas à fendre par le milieu, peuplant au besoin cette cavité de figures sculptées. Enfin, ce qui constitue une nouveauté et, par delà la Renaissance, nous ramène aux conceptions du Moyen âge, on voit réapparaître les lignes courbes, dont l'emploi avait été proscrit par les classiques de la Renaissance, sauf pour les coupes. L'architecture civile nous offre des palais publics ou privés. Le modèle qui s'impose, qui obsédera les architectes jusqu'à la fin du XVII^e siècle, parce qu'il réalise bien l'idéal romain visant avant tout à la force et à la puissance, c'est le Palais Farnèse : par sa sévérité, il correspondait bien à l'esthétique de la Contre-Réforme. Sa façade, qui tire sa beauté de ses proportions et de sa grande corniche, sa cour à portique se retrouvent dans la première des demeures somptueuses construites pour la nouvelle aristocratie que composent les familles des papes : le Palais Borghèse, construit par Martino Lunghi en 1590. D'autre part, l'architecture de villas, avec jardins réguliers et terrasses, avait donné, dès la fin du XVI^e siècle, un modèle avec la villa Aldobrandini, à Frascati.

En résumé, le style baroque était préparé dès le XVI^e siècle ; il a même Michel-Ange pour ancêtre. Au cours du siècle suivant, il évoluera dans le sens du mouvement et de la richesse. Rome qui, sous la Renaissance, était encore une petite ville, aux rues étroites et surpeuplées, environnée, dans son enceinte même, de solitudes, devient une capitale et prend la physionomie qu'elle a en partie conservée.

La grande œuvre de la papauté fut l'achèvement de Saint-Pierre. Le plan en croix grecque de Michel-Ange fut abandonné. Carlo Maderno (1556-1629) construisit une grande nef. Il donna très habilement place aux nefs latérales en forant une galerie à travers les énormes piliers élevés pour faire suite aux supports de la coupole de Michel-Ange. La nef terminée, Maderno éleva la façade composée d'un portique au rez-de-chaussée et d'une galerie au premier étage.



L'ENTRÉE DU GRAND CANAL, A VENISE, PAR ANTONIO CANALE, DIT LE CANALETTO. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.



FAÇADE DE L'ÉGLISE SAINTE-AGNÈS, PLACE NAVONE, A ROME.

L'église Sainte-Agnès est l'œuvre de l'architecte Borromini. CL. ALINARI.

Les pontificats d'Urbain VIII, Innocent X et Alexandre VII, qui se succédèrent de 1623 à 1667 et qui dépensèrent sans compter, représentent une époque de faste incomparable. Suivant cet exemple, les couvents aussi bien que les particuliers furent de généreux Mécènes. Pour exécuter de magnifiques desseins, ils trouvèrent principalement quatre architectes. La figure dominante est celle de Lorenzo Bernini (1598-1680), qui représente le mieux cette époque complexe. Il est ensemble architecte et sculpteur, voire peintre, sans que, chez lui, sauf quand besoin en est, le sculpteur apparaisse sous l'architecte. Il prend la suite de Maderno (mort en 1630) à Saint-Pierre. Il décore la nef principale ; il achève les nefs latérales dont il règle la perspective en calculant d'une façon avisée l'emplacement des colonnes qui précèdent l'entrée de ces sortes de galeries percées à travers les piliers. Il prend une disposition analogue à la Scala regia, le grand escalier du Vatican, afin de corriger le défaut de parallélisme des murs. Il donne enfin à la plus grande église de la chrétienté une magnifique préface, le portique embrassant la place Saint-Pierre, d'un dorique sobre qu'adoucissent seulement les statues placées sur la terrasse. Ce sentiment classique se retrouve dans la façade et dans la cour du Palais Barberini. C'est exceptionnellement pour le Palais Ludovisi (aujourd'hui Palais du Parlement), dont il acheva le rez-de-chaussée seulement, que le Bernin inventa un style moins classique : une façade incurvée encadrée d'énormes bossages en marbre brut.

Pierre de Cortone (1596-1669) est peintre en même temps qu'architecte. Ses constructions, comme celles du Bernin, sont baroques en ce sens que les éléments tels que colonnes et frontons n'y jouent pas, comme dans les édifices classiques, un rôle essentiel, et servent seulement à la décoration ; mais, dans leur dessin, Pierre de Cortone apporte un goût purement classique. Il s'était, du reste, formé sur Palladio. Son œuvre principale, dont il s'occupa toute sa vie, à partir de 1635, l'église SS. Luca e Martina au Forum, est petite. La Contre-Réforme avait doté Rome de ses grandes églises ; l'Algarde, le sculpteur rival du Bernin, et le Dominiquin avaient construit, en 1612, la dernière de ces vastes églises, Saint-Ignace, inspirée du Gesù. Les architectes, appartenant à la même génération que Pierre de Cortone et le Bernin, n'eurent à exécuter que des œuvres moins importantes. SS. Luca e Martina, en forme de croix grecque, par la forme délicate de sa coupole, par les proportions de sa façade et de son intérieur uniquement blanc, par l'élégance de ses colonnes, rappelle les constructions du début de la Renaissance. Le souvenir de Bramante et du Tempietto de San Pietro in Montorio est visible à la rotonde qui précède la façade de Santa Maria della Pace.

Carlo Rainaldi (1611-1691) est plus jeune que les précédents architectes et que Borromini. Cependant, il se rattache davantage à l'art sévère de la Contre-Réforme, qui apparaît dans sa façade de Sant' Andrea della Valle et aussi à Santa Maria in Campitelli, qu'il bâtit tout entière. L'impression de puissance et de richesse résulte ici, non pas de la décoration très sobre, mais de la manière dont sont traitées les colonnes.

Rainaldi se montre réfractaire aux lignes courbes que le Bernin et Pierre de Cortone employèrent et dont Borromini fit, si l'on peut dire, le principe même de son art. Borromini (1599-1667) qui, comme Rainaldi, ne fut qu'architecte, est le représentant le plus



L'Extase de sainte Thérèse, PAR LE BERNIN. — Église Sainte-Marie de la Victoire, Rome. CL. ALINARI.

significatif du style baroque et le père du rococo, qui découle naturellement du baroque. Figure intéressante au suprême degré, que celle de cet architecte dédaigneux des chemins rebattus, cherchant sans trêve du nouveau et voulant créer un art qui lui fût propre. Il semble compliquer ses plans à plaisir pour avoir à résoudre victorieusement de difficiles problèmes. Puis, dans l'exécution, rien ne l'arrête : on dirait qu'une main de géant a pétri et tordu ses façades d'églises. A cet art abstrait et mathématique qu'est l'architecture, il donne le frémissement de la vie. C'est d'ailleurs un virtuose prodigieux, capable de donner aussi bien une impression de grâce et de douceur, comme à San Carlo alle Quattro Fontane, que de puissance, comme au clocher de Sant' Andrea delle Fratte. Aucun artiste n'est sorti davantage de son milieu et n'a eu autant le sentiment de formes lointaines, si bien que Marcel Reymond a pu voir à son clocher de Saint-Yves, à la Sapienza, une réminiscence d'Extrême Orient, communiquée par des missionnaires. Mais c'est avec la façade hémicirculaire de Sainte-Agnès, place Navone, que Borromini donna la fleur de son art.

A côté des grands protagonistes, bien d'autres architectes ont exécuté des œuvres intéressantes qui ne peuvent prendre place dans une vue d'ensemble, notamment Valvasori avec qui éclôt, dès la fin du XVII^e siècle, le style rococo déjà en germe chez Borromini. Le rococo se distingue du baroque, en ce qu'il ne cherche plus la somptuosité, mais le joli et l'agréable. Il prodigue des ornements contournés (rocaille, fleurs) qui ne doivent plus rien à l'antique. La façade du Palais Doria sur le Corso, construite par Valvasori en 1690, est significative.

Un mot reste à dire sur l'architecture des jardins. Le XVII^e siècle vit aménager, à Rome ou dans les environs, plusieurs villas célèbres (villa signifie ici, non le bâtiment lui-même, le *casino*, mais l'ensemble du domaine) : la villa Pamphili, imaginée par l'Algarde ; la villa Borghèse ; la villa Ludovisi, conçue par le Dominiquin, aujourd'hui disparue. Ces villas comprenaient un jardin avec ou sans ter-



DÉCORATION PAR BERRETTINI, DIT PIERRE DE CORTONE, de la salle de Vénus au Palais Pitti, à Florence. CL. BROGI

rasses suivant la conformation du terrain, orné de parterres à dessins (le Français Le Nôtre dessina les parterres des villas Ludovisi et Pamphili). Le parc lui-même, moins régulier que ceux de la Renaissance, donnait une impression de nature.

Pendant le XVII^e siècle, Naples, qui se modèle sur Rome, n'offre pas de construction vraiment marquante. A Florence, le Palais Pitti est agrandi par Giulio Parigi et par son fils; les appartements nouveaux reçoivent les belles décorations de Pierre de Cortone. Matteo Nigetti élève, à côté de San Lorenzo, la Chapelle des Princes, Panthéon des Médicis, remarquable surtout par la richesse des matériaux. A Milan, l'achèvement de la façade de la cathédrale, que Tibaldi avait entrepris à la fin du siècle précédent, préoccupera près de trois cents ans les Milanais. En 1638, l'architecte Buzzi présente un projet où se montre un intérêt, rare à cette époque, pour le style gothique.

Gênes doit son aspect actuel plus au XVII^e siècle qu'au XVI^e, mais les architectes conservent la tradition du XVI^e siècle et de Galeazzo Alessi : la disposition des palais construits à flanc de montagne reste la même. L'Université, construite en 1634 par Bartolomeo Bianco (mort en 1657), d'un style sévère, avec une cour à portique qui précède un jardin en étages, est un des plus beaux palais de Gênes. L'Hôtel des Pauvres (1656), dû à plusieurs architectes, est surtout, en raison de son plan si vaste qu'il n'a pu être réalisé, un édifice d'une importance essentielle dans l'histoire des constructions hospitalières. La seconde moitié du XVII^e siècle amène une plus grande richesse dans la décoration, dont le Palais-Royal actuel fournit un exemple typique. Cependant, l'art plus sobre de Bianco se retrouve au Palais-Rouge (1672-1677), dû à son élève Corradi.

A Turin, le Père Guarini (1624-1683) domine son siècle. C'est un architecte exceptionnellement intelligent et instruit, auteur d'un livre fortement pensé, *Architettura civile*. Guarini, qui admire le gothique, se révèle sans préjugés esthétiques aussi bien en théorie que dans la pratique. Sa coupole de la chapelle du Saint-Suaire, celle de San Lorenzo avec ses nervures découpées, sont originales et hardies.



Sainte Cécile, par DOMENICO ZAMPIERI, DIT LE DOMINIQUE. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

Turin, en partie reconstruit après le siège de 1640, porte la marque du XVII^e siècle, notamment au Palais-Royal. Plusieurs palais sévères et sobres ont pour auteur le comte de Castellamonte, à qui on attribue aussi le château du Valentino, édifié dans le goût français pour Marie-Christine, fille de Henri IV.

Venise, elle, reste fidèle à ses traditions et au culte de Palladio, transmis par Scamozzi. A l'extrémité du Grand-Canal, Longhena (1631-1682) construit, dans l'esprit de Palladio, la grande église de Santa Maria della Salute, imposante par sa robuste coupole et par sa porte principale en arc de triomphe. On doit aussi à Longhena les deux palais les plus importants du XVII^e siècle, Rezzonico et Pesaro, où se retrouvent les conceptions anciennes, avec plus d'ampleur et de richesse. Le baroque apparaît davantage dans les constructions de Sardi (1630-1699), surtout à la façade de Santa Maria Zobenigo, avec ses couples de colonnes cannelées.

SCULPTURE. — Après la mort de Michel-Ange, son influence persista sur les sculpteurs italiens qui copièrent ses modèles fortement musclés et s'inspirèrent de sa manière puissante. Seule, l'école de Venise, à la suite de Sansovino, demeura réfractaire à l'imitation de Michel-Ange.

Au début du XVII^e siècle, à côté du vieux Vittoria, héritier direct de Sansovino, elle offre Girolamo Campagna (1552-1623) dont les œuvres sont vivantes et gracieuses. A Florence, Jean de Bologne, ou mieux Jean Boulogne (1530-1608), domine cette période. Flamand italianisé, il sert de trait d'union entre Michel-Ange et le Bernin. Chez lui, la force de Michel-Ange subsiste dans l'*Enlèvement de la Sabine* ou dans le *Centaure*. Mais sa nature le porte plutôt vers des figures fines et nerveuses comme le *Mercure volant* , son chef-d'œuvre. Ses disciples sont de Vries, qui partit jeune pour l'Allemagne, Tacca et Francheville.

Jean de Bologne reste un homme de la Renaissance, traitant le nu et s'inspirant de la mythologie. Cependant, à Florence même, la Contre-Réforme porta ses fruits, au moins pour un temps. Un survivant de la Haute-Renaissance, Ammanati, très vieux, abjura en 1582 ses erreurs et renia ses œuvres. Mais c'est à Rome principalement qu'il y eut un art plastique de la Contre-Réforme. Cet art nous a surtout laissé de magnifiques tombeaux dont les plus remarquables sont les sépultures de Pie V et de Sixte-Quint à Sainte-Marie-Majeure. La statue du pape occupe le centre d'une construction à deux étages, entre des bas-reliefs représentant des événements contemporains et traités dans un but didactique. Ce rôle de propagande est dévolu aussi à des monuments profanes, même utilitaires, par exemple des fontaines. Si Landini conçoit dans un esprit naturaliste sa fontaine des Tortues, Prosper Bresciano, à l'*Acqua Felice*, campe un Moïse courroucé entre deux bas-reliefs inspirés de l'Histoire sacrée. Dans les églises, nous voyons déjà apparaître ces saints, prédicateurs pathétiques, statues dont le XVII^e siècle nous offrira tant d'exemples.

Cet art de la Contre-Réforme, qui reflète une piété grave, trouva son expression la plus délicate dans la *Sainte Cécile* de Maderno (1576-1636). Mais le Bernin (1598-1680) n'allait pas tarder à rendre à la sculpture italienne un caractère sensuel, non point tant dans les sujets eux-mêmes que dans l'expression. Peu d'artistes



DÉCORATION, PAR ANNIBAL CARRACHE, de la galerie du Palais Farnèse, à Rome. CL. ALINARI.

ont au tant aimé la vie. C'est, avant tout, le mouvement qui caractérise ses statues, depuis son *Apollon et Daphné*. Dans l'action qu'il représente, avec l'esprit réaliste dont il donna la mesure dans ses bustes, il veut fixer l'instant essentiel, en donner, si cet anachronisme nous est permis, comme un instantané sculptural. De là vient l'erreur géniale de sa *Sainte Thérèse* qui, au lieu de l'extase purement spirituelle, traduit un simple abandon des sens. Une vie frémissante, qu'aucun sculpteur n'a rendue à ce point, agite ses statues de saints dans leurs niches, et même celles des papes sur leurs tombeaux. Elle anime les fontaines dont il égaya les places de Rome, et, au premier chef, la plus simple et la plus belle de toutes, son *Triton* qui, de sa bouche, projette, dans un souffle formidable, un jet d'eau en l'air.

A côté du Bernin, des artistes bien doués, comme l'Algarde et Duquesnoy, paraissent calmes, même quand ils veulent l'imiter et livrer leurs personnages à cette tempête qui emporte ses héros.

PEINTURE. — Vers 1580, sauf à Venise, le génie italien semble épuisé par les formidables créations de la Renaissance et résigné à ne plus inventer. Le maniérisme constitue la règle : tout semble dit ; on se contente de copier platement les maîtres, surtout Raphaël et Michel-Ange. Seul ou à peu près, isolé à Urbino, Baroccio (1528-1612), disciple lointain du Corrège, présente de l'intérêt par son clair-obscur délicat et par la finesse de son coloris.

Puis un réveil se produit. Les trois Carrache, d'une part, le Caravage, de l'autre, préparent l'art du XVII^e siècle auquel ils n'appartiennent pas, puisque Annibal et Augustin Carrache et le Caravage ont disparu en 1610. Ils ont seulement deux points communs : leur origine, nés dans la Lombardie et l'Émilie voisines, et la part que prend Venise à leur formation. Mais leurs tendances sont différentes.

Louis Carrache et ses deux cousins, plus jeunes, sont originaires de Bologne, qui avait joué jusqu'alors un plus grand rôle dans les sciences que dans les arts. Grandis dans un milieu savant, ils offrent un caractère laborieux et assimilateur. La décadence de la peinture les frappa. Pour y remédier, ils fondèrent leur académie, aïeule de nos écoles des Beaux-Arts. A l'imitation mécanique et stérile ils substituèrent l'étude intelligente des grands maîtres, principalement des Vénitiens et du Corrège, plus coloriste que Michel-Ange et que Raphaël. Ils préconisèrent le travail d'après le modèle vivant. Ils s'efforcèrent de donner à leurs élèves une culture générale.

Se conformant à l'esprit de la Contre-Réforme, ils ont bien créé un art religieux décent, qui bannit les détails choquants ou propres à distraire les fidèles du but édifiant que doit avoir un tableau d'église. Mais, dans leurs compositions profanes, les Carrache annoncent l'humanisme voluptueux du XVII^e siècle ; la proscription des sujets mythologiques et des nudités a été éphémère. Dans les dernières années du XVI^e siècle, Annibal, le mieux doué des trois, crée, pour un prince de l'Église, le plafond du Palais Farnèse, où il célèbre la puissance de l'amour sensuel et qui va servir de modèle à l'Europe.

Les Carrache n'avaient pas été insensibles à la Nature ; leurs dessins et certaines de leurs peintures le prouvent. Avec sa *Fuite en Égypte* (Rome, Palais Doria), Annibal Carrache crée le paysage historique tels que Poussin et Claude Lorrain le concevront. Les Carrache furent aussi des réalistes, mais le principal représentant du réalisme est le Caravage. Il joue un rôle considérable et non moins important, au point de vue technique, dans le domaine du clair-obscur. Parti d'une première manière, lumineuse et colorée, qu'ont inspirée les Vénitiens, il imagina ensuite cet éclairage vertical par projection violente, dont la *Mort de la Vierge* (Louvre) nous donne un exemple. Puis, dans les œuvres exécutées à Naples et en Sicile, à la fin de sa vie, il noie ses personnages dans un brouillard.

Annibal Carrache et le Caravage s'affrontèrent à Rome qui, aux environs de 1600, surtout avec les vastes décorations d'églises, offrait un vaste champ à l'activité des artistes. Ce sont, surtout, des décorateurs que l'on peut citer : Frédéric Zuccaro, le Cavalier d'Arpin, le Pomarancio.

Les Carrache eurent des élèves, le Caravage des imitateurs ; disciples chez qui ces tendances différentes s'associèrent.

Les élèves des Carrache vinrent aussi à Rome pour plus ou moins longtemps : l'Albane (1578-1660) dont les paysages, peuplés d'Amours, trahissent le goût de la Nature ; le Dominiquin (1581-1641) qui, à une époque surchauffée, garde un sentiment délicat et virginal ; le Guide (1574-1642), travailleur fécond, avant tout homme d'atelier, insensible à la Nature et occupé seulement de l'homme, capable d'œuvres fortes à côté de spécimens d'un art détestable ; le Guerchin (1591-1666), souvent intéressant aussi bien par un fondu délicat que par un sentiment romantique et mélancolique. A l'école des Carrache se rattache indirectement Lanfranc (1581-1675), imitateur du Corrège. A la fin du XVII^e siècle, Franceschini (1648-1729), avec des décorations amusantes qui annoncent l'âge suivant, et surtout

Giuseppe Maria Crespi (1665-1747), réaliste jusque dans ses tableaux religieux (les *Sacrements*, au musée de Dresde), maintiennent la réputation de Bologne.

L'influence des Bolognais se décèle, à Rome même, chez Andrea Sacchi (mort en 1661), dont le sentiment religieux est très pur, et chez l'habile Carlo Maratta (1625-1713). La grande peinture décorative, qui, dans les coupes d'églises, feint des perspectives sur le ciel, est le fait de deux virtuoses incomparables, le P. Pozzo (1642-1709) et le Génois Bacciccio (1639-1709).

Le Caravage, de son côté, marque profondément Borgia, Spada (1556-1622), Manfredi qui, au besoin, outrèrent sa manière. Il domine l'école napolitaine : Ribera (1588-1656) qui le relie aux Espagnols, le Calabrais Mattia Preti (1613-1699) et le Sicilien Novelli (1603-1647). Que ne lui doivent pas aussi, bien que plus détachés de lui, le grand improvisateur Giordano (1632-1705), qui conserva sa verve populaire dans ses scènes de marchés et même dans ses plafonds allégoriques, et Salvator Rosa (1615-1673) dont la nature plus fine et nerveuse se révèle dans des batailles tourmentées ou dans des paysages romantiques ? L'accent caravagesque se retrouve tempéré chez Massimo Stanzioni (1585-1656) et chez Cavallino (1622-1654).

Le Caravage est le père spirituel de l'école génoise, représentée au cours du siècle par Bernardo Strozzi (1581-1644) et, ensuite, par Andrea De Ferrari (1598-1669) qui forme à son tour le dramatique Valerio Castello (1625-1659) et Castiglione (1616-1670), animalier. Dans la seconde moitié du siècle, Domenico Piola (1628-1703) et Gregorio De Ferrari (1644-1726), avec leurs teintes plus claires et douces, préparent le XVIII^e siècle. Le grand maître du réalisme se retrouve chez ses compatriotes lombards dont la peinture prend un accent sec et énergique qui l'apparente à l'art espagnol. Giovanni Battista Crespi (1557-1633), Daniele Crespi (1590-1630) et le Morazzone (1571-1626) possèdent ce caractère commun.

Cependant, Florence est restée à peu près en dehors des grands courants carrachesque et caravagesque. A la suite de Cristofano Allori (1577-1621), nous rencontrons d'agréables conteurs comme Rosselli (1578-1651), Biliverti, Franceschini, dit le Volterrano (1648-1729), Furini (1604-1649), plus lyrique et romantique, et surtout Giovanni da San Giovanni, spirituel fantaisiste aussi bien dans ses tableaux que dans ses décorations. Carlo Dolci (1616-1686), de son côté, donne la formule d'un art religieux fade et sucré. Pour la grande décoration, Florence offre un maître sans rival à cette époque, Pierre



ÉGLISE DU VAL-DE-GRAVE, A PARIS. — Commencée en 1645 par François Mansart, elle fut continuée par Le Mercier, puis par Le Muet et Le Duc et achevée au bout de vingt ans. La coupole fut décorée intérieurement par Mignard.



LA COLONNADE DU LOUVRE pendant les travaux de construction dirigés par Claude Perrault à partir de 1667. — Gravure de Sébastien Le Clerc.

de Cortone (1596-1669), que nous connaissons déjà comme architecte, et, à un degré inférieur, le doux Poccetti (1542-1612).

A Venise, les artistes se contentent de copier : le Padouan (1590-1650) pastiche le Titien. D'autre part, les *Tenebrosi* imitent le Caravage. Ils préparent Piazzetta, mais la rénovation de l'art vénitien est surtout due à trois étrangers : le Génois Strozzi, le Romain Feti, déjà cités, et l'Allemand Lys, qui tantôt accuse son origine et son éducation septentrionales, tantôt les fait oublier complètement. Venise reprend haleine avant un prochain et magnifique réveil.

MUSIQUE. — Le XVII^e siècle innova. Il réforma la technique. Il créa l'art moderne. Le rôle de l'Italie fut essentiel. Du cercle d'érudits et d'artistes que, vers 1580, le comte de Vernio réunissait à Florence et qui ambitionnaient de restaurer le drame antique, l'opéra est sorti. La première œuvre de ce genre fut l'*Eurydice* de Peri et Caccini (Florence, 1600). Sa nouveauté consistait dans l'emploi du récitatif et du chant isolé. Monteverde (vers 1570-1649) domine son époque ; ses ouvrages, notamment l'*Orphée*, sont de véritables drames lyriques où l'on retrouve déjà certaines conceptions de Wagner. Après 1630, l'opéra émigre de Florence à Venise, où il s'épanouit grâce à des musiciens tels que Cavalli et Cesti. L'école napolitaine, née à la fin du siècle sous les auspices de Provenzale et de Stradella, jettera son plein éclat avec Scarlatti (1659-1725). Cependant, la musique religieuse, dont le caractère est principalement vocal, conservait son centre à Rome. Parallèlement à l'opéra, l'oratorio, sorte d'opéra sacré, doit sa création à Carissimi (1604-1680), qui, de suite, lui donne un accent profondément dramatique.

La France.

Pendant la Renaissance, la France avait subi l'influence de l'Italie et de l'antiquité vue à travers l'Italie. Le XVII^e siècle s'inspira des modèles italiens contemporains et ne jura que par les anciens ; mais le génie français ne se condamna pas à une imitation servile ; il donna sa propre marque à ce qu'il fit, même lorsqu'il fut le plus académique. A la fin du siècle, c'est la France que l'on imitera en Europe.

ARCHITECTURE. — Le règne de Henri IV et la minorité de Louis XIII forment une époque de transition. L'esprit de la Renaissance vit encore, et, en partie, on achève des constructions déjà commencées : on liquide le passé. D'autre part, un âge nouveau se dessine. Aux secousses de la fin du XVI^e siècle succède un besoin de tranquillité et de refonte sociale qui se marque dans l'architecture par une notable activité. Henri IV résolut d'embellir Paris tout en ménageant les fonds de l'État. Pour ces nouveaux ensembles, on adopta un mode de construction simple et d'aspect plaisant, en

brique avec des chaînes et des encadrements de pierre, inauguré vers 1580 (Hôtel de Mayenne). Henri IV fit percer des rues nouvelles et bâtir le Pont-Neuf. C'est dans le style de la Renaissance que furent élevés la deuxième partie de la Grande Galerie du Louvre, le Pavillon de Flore qui la termine et le bâtiment raccordant ce pavillon aux Tuileries ; on ne s'accorde pas sur le nom de l'auteur, Du Pérac ou Jacques Androuet du Cerceau le fils. Le bon roi ne s'occupa pas moins de ses châteaux : Fontainebleau où il fit élever les ensembles de la cour ovale, du Jardin de Diane et de la cour des Cuisines, dans un style qui rappelle l'Italie, mais simplifié ; — le Château-Neuf de Saint-Germain, dont peu subsiste, au sommet de la colline qui domine la Seine : un long bâtiment composé d'un seul rez-de-chaussée, une grande maison de plaisance, évoquant les *casini* italiens, plutôt qu'un palais officiel. Du Pérac en fut probablement l'architecte. Un beau parc fut aménagé à flanc de colline et orné de grottes avec jeux d'eau, chef-d'œuvre de l'Italien Francini.

Après la mort du roi, Marie de Médicis voulut faire construire un palais qui lui rappelât le Palais Pitti de son enfance. Mais Salomon de Brosse (1571-1626) édifia le Luxembourg dans un esprit bien français par son plan (un bâtiment central et deux ailes encadrant une cour d'honneur) et par son aspect général. Seuls certains éléments (les bossages de pierre, le portique) prouvent des souvenirs d'Italie. De Brosse construisit, à la même époque, le château de Coulommiers, ébauche du Luxembourg, la salle des Pas-Perdus du Palais de Justice et l'aqueduc d'Arcueil inspirés de l'architecture romaine antique, enfin la façade du Palais des États, à Rennes. Son



FAÇADE DU PALAIS DE VERSAILLES, SUR LE PARC. — Commencée en 1668, par Le Vau, la construction fut continuée par Jules Hardouin-Mansart, à partir de 1676. — Cf. NEURDIN.

art dit adieu à la Renaissance et laisse prévoir le Grand Siècle.

Sous le règne de Louis XIII, l'aile du Louvre, commencée au XVI^e siècle par Lescot (aile du Pavillon de l'Horloge), fut achevée par Le Mercier dans le même style. Le Mercier (mort en 1654) construisit pour Richelieu le Palais-Cardinal, le château de Rueil, la petite ville poitevine qui porta le nom du cardinal et enfin la Sorbonne.

L'architecture civile de cette époque a un aspect nettement français; les bâtiments sont simples, peu ornés, avec de grands combles septentrionaux. Tout le luxe, qui est un peu lourd, est réservé pour l'intérieur conçu pour les réceptions : grands salons, enfilade d'appartements. Peu à peu, le goût de la magnificence apparaît à l'extérieur. On abandonne la brique. Colonnes et statues gagnent de la place. L'aile nouvelle du château de Blois et le château de Maisons, par François Mansart (1598-1666), marquent l'étape vers Versailles.

Cette période vit s'élever un grand nombre de couvents et d'églises. L'architecture religieuse, où, cependant, persistent des traditions gothiques, notamment pour les voûtes, s'inspire de l'Italie. Une façade avec des ordres, plaquée contre l'église et sans rapport avec l'intérieur, est, pour la première fois, élevée à Saint-Gervais par Salomon de Brosse. La coupole, qui était apparue au XVI^e siècle, se généralise. Les jésuites propagèrent le style de la Contre-Réforme. Ils recrutèrent leurs architectes parmi eux-mêmes : le P. Derand et, surtout, le P. Martellange (1569-1641), complètement italianisés, élevèrent à Paris l'église de leur communauté, Saint-Paul de la rue Saint-Antoine. Le P. Martellange bâtit les divers collèges de la Compagnie dans toute la France, entre autres Le Puy et La Flèche. Plusieurs grandes églises de Paris (Saint-Roch, Saint-Sulpice, Notre-Dame-des-Victoires) furent commencées à cette époque.

L'énorme Val-de-Grâce, qu'Anne d'Autriche fit entreprendre pendant sa régence, donne la conclusion et la synthèse de cette période d'architecture religieuse très active. François Mansart, Le Mercier, Le Muet y mirent successivement la main.

Mazarin, lui, logea ses belles collections dans un hôtel à l'aspect sobre et sévère (aujourd'hui la Bibliothèque Nationale). Les troubles passés, on se mit à bâtir. Les travaux du Louvre furent repris. Dans l'aile nord des Tuileries, Mazarin fit élever par l'Italien Gaspare Vigarani un gigantesque théâtre aux machines perfectionnées. Les hôtels particuliers surgissaient, notamment dans l'île Saint-Louis, qui posséda deux des plus belles demeures de Paris : l'Hôtel de Bretonvilliers (aujourd'hui démoli), par le dernier Du Cerceau (env. 1590-1649), et l'Hôtel Lambert, magnifique début de Louis Le Vau (vers 1612-1670), dont le rôle allait devenir prépondérant. Il construisit avec lourdeur, mais avec puissance, l'Hôtel Lambert, puis le château de Vaux : il réalisa pour Fouquet cette ébauche de Versailles qui excita la jalousie de Louis XIV et décida la disgrâce du surintendant.

Le Vau devint ensuite l'architecte du roi. Il édifia, sur le legs de Mazarin, le Collège des Quatre-Nations (l'Institut actuel) où apparaissent les reminiscences de Sainte-Agnès à Rome. Il fut employé aux Tuileries, où il éleva le pavillon central, et au Louvre, pour achever les bâtiments destinés à former l'actuelle cour carrée. Mais Colbert jugea-t-il Le Vau insuffisant ? Il fit appel à Pierre de Cortone, puis au Bernin, qui



CARIATIDES DE PIERRE PUGET, décorant l'hôtel de ville de Toulon.
CL. BOUGAULT.

vint à Paris en 1665 et donna des plans qui ne furent pas exécutés. Le triomphateur fut Claude Perrault (1613-1688). Sa colonnade, dont le péristyle et le toit plat rappellent l'Italie, a pu sembler impropre à notre climat, mais elle forme un décor d'une incomparable élégance. Perrault donna un aspect plus austère à ses autres façades du Louvre et à l'Observatoire.

Colbert ne pensait pas seulement aux fastes, mais aussi aux devoirs de la monarchie. Libéral Bruand (1645-1697) éleva, pour les vieux soldats, l'Hôtel des Invalides dont la façade simple produit une forte impression par ses grandes lignes et par son portail en arc de triomphe. Entre cet immense hospice et l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, le récent Faubourg-Saint-Germain vit bâtir de nouveaux hôtels pour la noblesse qui désertait le Marais. Aux environs de la rue Saint-Honoré, Jules Hardouin-Mansart (1646-1708) aménagea la place des Victoires et la place Vendôme. Paris prend enfin allure de capitale. Des arcs de triomphe, comme les portes Saint-Denis et Saint-Martin, se dressent à ses limites.

Cependant, Louis XIV délaissait Paris pour Versailles où il s'installa définitivement en 1682. Le palais grandit autour du petit château de brique rose

qu'avait laissé Louis XIII et que son fils respecta pieusement. Le Vau construisit autour de cette maison de plaisance une enveloppe de bâtiments qui constituent la partie centrale du château, dont il est bien le principal auteur : après sa mort, c'est d'après ses plans que Mansart construira les deux longues ailes du nord et du midi. A Mansart reviennent les deux Écuries (sur la place, en face du château) et le Grand-Commun (aujourd'hui l'Hôpital militaire) ainsi que l'Orangerie aux escaliers cyclopéens.

Les jardins furent l'œuvre d'André Le Nôtre (1613-1700). Dans ce genre périssable, il a atteint le génie, créant des modèles qu'a copiés toute l'Europe et que lui-même apporta en Italie, la terre classique des jardins.

A Versailles se rattachent deux autres constructions de Mansart : le Grand Trianon et Marly où Louis XIV faisait trêve à une vie de



Paysage avec Polyphème, PAR NICOLAS POUSSIN. — Musée de l'Ermitage, à Pétersbourg. CL. HANSTÄENGL.



Jésus apparaissant à la Madeleine, PAR EUSTACHE LESUEUR. — Musée du Louvre. CL. NEURDEIN.

cour fatigante. Marly était une demeure féerique dont le cadre seul subsiste. Le château et douze petits pavillons, symbolisant le soleil et ses satellites, encadraient la première pièce d'eau.

La dernière construction de Mansart à Versailles fut la chapelle que termina Robert de Cotte. Elle donne la preuve de l'infinité variété des conceptions de Mansart. Cette chapelle appartient déjà au XVIII^e siècle non seulement par la date, mais par le goût.

SCULPTURE. — Le règne de Henri IV se rattache plus au XVI^e siècle qu'au XVII^e. Barthélemy Prieur (mort en 1611), élève et successeur de Pilon; Pierre Biard (1559-1609), auteur de l'élégant jubé de Saint-Étienne-du-Mont; Jacques, sont les survivants de la Renaissance franco-italienne. L'Italie et Jean de Bologne sont représentés directement à Paris par Francheville (1548-1618), qui exécuta les *Esclaves* pour le monument de Henri IV au Pont-Neuf.

Pendant la période suivante, un retour à des traditions françaises d'un réalisme familier se marque principalement dans la sculpture iconographique, surtout funéraire. Guillaume Dupré (mort en 1644) et Jean Warin (mort en 1672), principalement médailleurs; Simon Guillain (1581-1658), Barthélemy Boudin (mort en 1637), Michel Bourdin (mort en 1640), et, dans la génération suivante, Gilles Guérin (1606-1678), ont laissé des effigies remarquables par leur sincérité.

Mais, en dehors du portrait, les sculpteurs doivent beaucoup à l'Italie: Jacques Sarrazin (1588-1660), qui eut en son temps la plus grande réputation, avait longtemps séjourné à Rome, ce que prouvent ses décorations et même ses effigies funéraires, plus pathétiques et moins graves que celles de ses contemporains. Le grand tombeau à allégories et à travestissements antiques apparaît avec lui et avec François Anguier (1604-1669). Un autre Anguier, Michel (1612-1680), passa dix ans à Rome et n'en revint que tard.

C'est en Italie, l'Italie du Bernin et de

Pierre de Cortone, que se forma Pierre Puget (1622-1694). Il y fortifia des dispositions naturelles pour le mouvement et l'expression. Cependant, malgré la vie intense de ses personnages, peut-être même parce que cette exubérance parut vulgaire, le créateur des *Cariatides* de Toulon et du *Milon de Crotone* n'eut qu'une part minime dans les grands ensembles de Vaux et de Versailles.

En tête de l'équipe de Versailles, Coysevox (1640-1720), aussi habile que Puget dans le travail du marbre, offre une nature différente, placide. Profond psychologue dans ses bustes, il n'est jamais académique, même dans ses œuvres décoratives. On ne peut en dire autant de Girardon (1628-1715), de Martin Desjardins (1640-1694), ni même de Nicolas Coustou (1658-1733), neveu de Coysevox.

PEINTURE. — Nous assistons, sous le règne de Henri IV, à une survie de la Renaissance. Une seconde école de Fontainebleau se constitue, fidèle aux souvenirs du Primatice et copiant Michel-Ange et Raphaël. Ce groupe d'artistes, qui décorent Fontainebleau, Saint-Germain et le Louvre, a exécuté une série considérable d'œuvres, surtout décoratives, dont la majeure partie a disparu. Il comprend des Flamands: Ambroise Dubois (1543-1614), Dhoey (mort en 1615), Voltigeant; les Français Toussaint Dubreuil (mort en 1602), Jacques Bunel (mort en 1614) et Martin Fréminet (mort en 1619), qui a peint à la chapelle Saint-Saturnin du château de Fontainebleau les compositions les plus importantes qui aient subsisté de cette époque. Le Flamand Pourbus représente le genre du portrait d'apparat. C'est seulement dans les petits portraits au crayon que l'esprit français demeure intact, principalement avec Daniel Dumonstier (1574-1646) et Lagneau.

Mais cette seconde école de Fontainebleau ne forma pas d'élèves. C'est en Italie que vont étudier, ou tout au moins se perfectionner, presque tous les artistes. Plusieurs d'entre eux se fixent et meurent à Rome. Tel le Valentin (1591-1634), un des plus remarquables parmi les satellites du Caravage. C'est également le cas du plus grand et du plus noble parmi les peintres français du XVII^e siècle, Nicolas Poussin (1594-1665), qui donna à une pensée poétique et philosophique si française un vêtement et un cadre italiens. Claude Lorrain (1600-1682), incomparable traducteur des effets de lumière, passa aussi son existence là-bas. D'autres eurent la force de revenir, comme Callot (1592-1635), extraordinaire fantaisiste, réaliste tantôt narquois, tantôt dramatique.

La conception italienne fut rapportée par Sébastien Bourdon (1616-1671), par Blanchard (1600-1638) et surtout par Simon Vouet (1590-1649). Très habile, intelligent, doué d'une grande mémoire, travailleur infatigable, il reçut de nombreuses commandes et ne compta plus ses élèves. Il enseigna aux Français la grande



Vue d'un port de mer, PAR CLAUDE LORRAIN. — Musée du Louvre.

composition décorative, telle que la concevaient les Italiens au début du XVII^e siècle, à la suite des Carrache et avec le Guide.

Mais le goût du public ne s'attachait pas exclusivement aux mythologies. L'époque de Louis XIII, à côté d'une sévérité qui s'affirme chez Philippe de Champaigne (1602-1674), montre de la bonhomie et de la simplicité. Les gravures d'Abraham Bosse (1602-1676), qui représentent la vie familière, ont du succès. De grands maîtres réalistes sont les frères Le Nain, qui ont retracé l'existence des paysans, leurs contemporains, avec l'exactitude et la sympathie d'un Millet au XIX^e siècle.

Ce sentiment frais et naïf se retrouve même chez l'un des deux principaux élèves de Vouet : Le Sueur (1616-1655) n'alla pas en Italie et ne connut Raphaël, son principal modèle, que d'après les tableaux de ce maître qui se trouvaient en France et d'après des gravures ou des dessins. Son ingénuité délicate fait de Le Sueur un peintre religieux tout à fait attachant.

Charles Le Brun (1619-1690), autre élève de Vouet, fut tout à fait différent de Le Sueur. On trouve chez lui l'intelligence, la mémoire, l'habileté ainsi que l'esprit d'organisation et d'autorité, bien plus que le sentiment. Il fut de ces hommes qui se trouvèrent à point pour servir les projets de Colbert et les desseins du roi. Directeur sans rival, il surveilla les manufactures royales, régenta l'Académie royale de peinture, fondée en 1648, et embrigada les artistes chargés de glorifier le monarque. L'œuvre principale qui immortalise Le Brun est la décoration de Versailles, principalement les peintures de la Galerie des Glaces, dont le plafond célèbre les fastes du règne.

Le Brun eut un rival, non point l'antiquisant Errard, dont il se débarrassa en le faisant envoyer à Rome comme directeur de l'académie nouvellement fondée en 1666, mais Pierre Mignard (1612-1695), qui, après la mort de Colbert, triompha de lui. Mignard, inférieur à Le Brun comme organisateur, le surpassait comme peintre et sa coupole du Val-de-Grâce est une grande œuvre.

Cependant, la forte discipline à laquelle Le Brun, exécuteur des ordres de Colbert, soumettait les artistes français, devait forcément provoquer une réaction contre cette domination autoritaire et contre

les modèles qu'elle imposait. La grande peinture décorative fut le dernier genre qui évolua, puisque Antoine Coypel, dans sa Galerie du Palais-Royal, au début du XVIII^e siècle, imite encore Le Brun. Mais le renouvellement de l'art et l'éclipse de la faveur dont jouissaient les Italiens depuis deux cents ans s'annoncent dans le portrait ; Rigaud (1659-1743), et surtout Largillière (1656-1756), qui avait passé sa jeunesse à Anvers, tournent les yeux vers les Flamands, recherchent leurs riches carnations et leur coloris vif. Les Flamands et, en tête, Rubens, dont la Galerie du Luxembourg, jusqu'alors dédaignée, allait avoir la force d'un enseignement, vont prendre leur revanche et devenir les éducateurs des peintres français du XVIII^e siècle.

MUSIQUE. — La bonhomie un peu rude du XVII^e siècle à son début s'exprime dans les airs naïfs, quelque peu carrés et lourds, mais écrits avec un souci français de clarté et de proportion, que composent Pierre Guesdon, puis son gendre Boesset, Mauduit et d'autres. De ces airs, cantates et ballets, est sorti l'opéra français. Il ne prit forme qu'après 1660, après les essais infructueux de Cambert et de son librettiste Perrin, et surtout après les représentations italiennes du *Serse* et de l'*Ercole amante*, de Cavalli. Le Florentin Lulli (1632-1687), qui se francisa complètement, doué d'un véritable génie inventif aux inépuisables ressources, sinon d'une grande inspiration, joua pour la musique le rôle de Le Brun vis-à-vis des arts plastiques. Comme lui, il sut être un chef, et il assura le fonctionnement de l'académie royale de musique créée en 1672. Il créa la tragédie lyrique et l'opéra-ballet. Il éclipssa des musiciens peut-être mieux doués que lui, et notamment Charpentier. Après sa disparition, il fut principalement remplacé par Campra, qui fit un début triomphal à l'Opéra, en 1697, avec l'*Europe galante*, véritable féerie.

A l'église, les orgues sont tenues par plusieurs personnalités remarquables : Titelouze, de Rouen ; puis à Paris même, Roberday, Métru et Gigault ; enfin, l'organiste de Louis XIV, Antoine Le Bègue (1630-1702), cependant que les maîtrises exécutent des motets, sortes d'oratorios miniatures où triomphent Formé et surtout Henri Du Mont (1610-1684), le maître de chapelle de Versailles.



SACRE DE LOUIS XIV DANS LA CATHÉDRALE DE REIMS, tapisserie des Gobelins exécutée d'après un carton de Charles Le Brun. — Musée de Versailles.

CL. GIRAUDON.



La GALERIE DES GLACES, au palais de Versailles. — Construite par Mansart, elle reçut une décoration conçue par Le Brun. CL. NEURDEIN.

La musique instrumentale poursuit, de son côté, un heureux développement. Déjà des clavecinistes annoncent cette école qui sera une des gloires de la France au siècle suivant : Chambonnières et son élève Harelle, puis les premiers Couperin : Louis (1630-1665), François et Charles, le père du grand François Couperin (1664-1733), dont l'influence sera considérable au XVIII^e siècle et qui imposera les formes françaises à des géants comme Bach et Hændel.

L'Espagne et le Portugal.

L'art en Espagne, au XVII^e siècle, est le vêtement splendide qui masque une décadence profonde, encore invisible au début de cette période. Les rois peuvent dépenser, sans compter, les trésors des colonies, et se montrer les plus munificents des monarques contemporains. L'Espagne s'est agrandie en annexant le Portugal, qu'elle conservera jusqu'en 1640.

Quand s'ouvre ce siècle, l'influence italienne atteint son apogée grâce aux Italiens et aux Espagnols italianisés qui jouissent de la faveur royale. Mais peu à peu l'inspiration nationale se dégagera.

ARCHITECTURE. — A la fin du XVI^e siècle, l'art sévère de la Contre-Réforme avait été importé en Espagne et avait inspiré notamment l'église de l'Escorial et les églises Saint-Roch et Saint-Vincent à Lisbonne, et Notre-Dame-du-Pilier à Porto. Herrera (vers 1530-1597), l'architecte de l'Escorial, avait formé toute une école soumise à l'art italien. C'est en dehors des Castilles, dans le Sud, que se dégage le baroque proprement espagnol. Il dénature rapidement les éléments classiques et leur adjoint des éléments nouveaux. Nous assistons comme à un renouveau de l'art plateresque. De plus en plus, surtout dans les portes, les détails s'accumulent. Cette débauche d'ornements, qui fait songer à un art asiatique et qui voile de misérables constructions, atteint son paroxysme avec Churriguera (mort en 1725).

SCULPTURE. — Pompeo Leoni (mort en 1608), entouré de compatriotes et d'élèves espagnols, avait constitué à l'Escorial un foyer d'italianisme.

Les provinces du Nord suivent la leçon de l'étranger. A Valladolid, Gregorio Hernandez (1566-1636), qui fonde une école, est à la remorque de la Renaissance italienne, bien qu'il réagisse avec vigueur.

Le salut vient de l'Andalousie où la statuaire, principalement polychrome et sur bois, sauf dans les bas-reliefs, est, avant tout, d'inspiration religieuse ; elle fournit notamment les figures portées dans les processions. Les artistes restèrent, par ce fait même, en contact avec le peuple pour qui ils travaillèrent ; ils furent obligés de se montrer réalistes et dramatiques. L'énergie et le pathétique de

Montanes (mort en 1649) s'adoucissent chez son élève Alonso Cano (1601-1667), aux talents multiples, qui cherche plus que lui la beauté et l'idéalisation. Ce caractère s'accroît davantage chez Pedro de Mena (1628-1688), onctueux et dont les Vierges deviennent de petites femmes coquettes. Montanes eut d'autres élèves, notamment Pedro Roldan, père d'une fille remarquable, la Roldana (1624-1672), mais, de sa postérité spirituelle, c'est Mena qui engagea la sculpture andalouse dans la voie qu'elle a suivie.

PEINTURE. — A Tolède, le Greco (mort en 1614) passe ses dernières années dans un état de folie qui ne l'empêche pas d'exécuter des chefs-d'œuvre comme le *Portrait de l'inquisiteur Guevara*. A Madrid, les frères Carducci sont les chefs d'un groupe d'Italiens qui, comme eux, se sont définitivement fixés en Espagne.

C'est encore dans le Midi que se forme un art vraiment espagnol, non pas à Valence où Ribalta (mort en 1628), le maître de Ribera, est tout à fait italianisé, mais à Séville. Là, Juan de las Roelas (1558-1625) se dégage de l'Italie où il a étudié. Coloriste, ordonné dans des compositions touffues, il est en somme le fondateur de l'école sévillane, plus que Herrera le Vieux (1576-1656) à qui sa technique reste spéciale. Zurbaran (1598-1661) qui, à ses heures, est aussi volontairement bizarre et dur, a retracé l'existence des moines d'une façon incomparable. Cependant, à Séville même, un retour vers le classicisme italien était marqué par l'aimable et savant Pacheco (1571-1654) qui forma Alonso Cano, plus intéressant comme sculpteur, Velasquez et Murillo.

Diego Velasquez (1599-1660) est un des plus grands peintres des temps modernes ; on peut même dire que personne n'a égalé sa technique. C'est un réaliste prodigieux qui ne s'arrête pas seulement à l'écorce de ses modèles, mais les interroge et les scrute pour, au reste, constater souvent leur insignifiance. Il vécut à la cour de Philippe IV dont il a rendu l'âme étiolée par l'ennui et fait revivre la famille, l'entourage et même les bouffons. Cette existence au milieu d'un monde factice a cependant laissé intactes les qualités de simplicité et de bonté de Velasquez ; l'académisme, malgré l'enchantement de l'Italie, ne prit pas sur lui — il a représenté Vulcain et ses forgerons comme de simples ouvriers — ; il peignit avec délices les enfants et avec intérêt les pauvres gens et les disgraciés de la nature. Velasquez n'a pas laissé de descendance spirituelle, bien qu'après lui et sur ses traces, il y eut à Madrid une école honorable de portraitistes dont le plus brillant fut Carreno (1614-1685).

Bartolomé Esteban Murillo (1617-1682), lui, resta à Séville. Doux peintre rêveur, il n'a pas l'accent, le « nerf » de Velasquez et pâlit à côté de lui. On se lasse sinon de sa peinture religieuse, du moins de ses madones tendres, mais édulcorées, et on goûte surtout chez lui les scènes où il fait revivre avec sympathie la plèbe de Séville.

MUSIQUE. — La première moitié du XVII^e siècle continue le XVI^e siècle pendant lequel la musique religieuse avait atteint son apogée avec trois maîtres comme Morálès, Guerrero et surtout Victoria. Victoria (mort vers 1607) voit poindre le XVII^e siècle. Après lui, la musique religieuse perd sa simplicité et se complique. Le chant sans accompagnement fait place au style concerté avec le concours de l'orgue — représenté à cette époque par des exécutants remarquables — et d'autres instruments : les violons, longtemps proscrits, finissent par entrer dans le sanctuaire. A la fin du siècle, Duron, Churriguera musical, subtil et compliqué, brise les rythmes, en crée de nouveaux et fait œuvre de révolutionnaire.

Le XVII^e siècle, par contraste avec le XVI^e, n'offre plus de personnalités accentuées, mais un grand nombre de compositeurs de talent.

Ils forment les mille parties d'un ensemble magnifique. Ils possèdent en commun le caractère bien espagnol de leur art, cet art où l'inspiration nationale, fortifiée par l'apport oriental, a valu à l'Espagne le fonds populaire le plus riche entre les nations de l'Europe occidentale.

Le théâtre lyrique espagnol prend forme. Le nouveau récitatif continu à la façon italienne n'eut pas de succès auprès des Espagnols ; ils concurent plutôt la *zarzuela*, où le parlé se mêle aux airs, aux duos et aux chœurs. Les grands dramaturges Lope de Vega et Calderon contribuent à la création du drame lyrique par leurs pièces où la musique renforce l'action et traduit le sentiment des personnages.

On assiste d'autre part au début de la musique instrumentale. L'orchestre se constitue. Mais l'instrument préféré des Espagnols, dont eux seuls ont su tirer tout le parti, c'est la guitare. Elle accompagne les airs où revit l'âme du peuple et les danses qui se répandent dans l'Europe entière, chacones, passecailles et sarabandes.

La musique espagnole ne commence à perdre son originalité, en subissant les modes étrangères, qu'à l'avènement de Philippe V, prince français devenu roi d'Espagne.



LA REDDITION DE BREDA (LES LANCES), tableau de Vélasquez. — Musée du Prado, Madrid.

Les Pays-Bas.

La scission entre les Flandres et la Hollande, proches par la race et par la langue, remonte au XVI^e siècle; elle s'est accentuée au XVII^e. Les Flamands, restés catholiques, se résignèrent au joug de l'Espagne, devenu plus tolérable. Les Hollandais, protestants et républicains, luttèrent contre Rome et Madrid pour leurs libertés religieuses et politiques. L'art marque cette séparation. C'est sous la même forme, la peinture, avec une égale maîtrise, que le génie de chaque peuple se manifeste d'une manière différente en exprimant son caractère avec netteté.

LA FLANDRE. — Au début du siècle, les Flamands pratiquent un art italianisé qu'ils doivent à leurs voyages en Italie, où certains d'entre eux se fixent définitivement. Leur caractère national ne se manifeste que dans le paysage, pourtant teinté d'italianisme (les frères Bril), et surtout dans le portrait.

Rubens (1577-1640) nous permet de constater le magnifique résultat de cette soumission à l'Italie. Il représente parfaitement le type de l'italianisant. Formé par des maîtres inféodés à l'art italien, il est resté huit ans en Italie, dont les usages et la langue lui sont familiers, où il s'est pénétré des grands maîtres. Mais il a assimilé cette nourriture esthétique. Il ne copie pas. Son art demeure septentrional, géant flamand blond, au sang généreux transparent sous la peau. Il nous étonne par sa force et par son équilibre. Cette santé épanouie caractérise aussi l'œuvre de Jordaens (1593-1678). Une énergie non moins irrésistible emporte les animaux de Snyders (1580-1657). C'est dans les portraits de Cornelis de Vos (1585-1651) qu'il faut chercher une gravité austère et contenue.

Rubens a éduqué un élève incomparable, Van Dyck (1599-1641), qui a transformé cet art robuste et matériel en un art plus délicat, moins expansif et plus mélancolique. Il va, à son tour, en Italie, mais pour y rapporter ce que ses compatriotes ont acquis. Son influence s'exerce à Gênes et en Sicile. Puis il se fixe en Angleterre qui lui devra son art pictural. Van Dyck fut, en effet, avec Rubens, un des pôles magnétiques de l'art flamand.

Le caractère populaire de la *Kermesse* de Rubens reparait chez Brouwer, trait d'union entre la Hollande et la Flandre, et chez David Téniers le Jeune, observateur exact et peintre délicat dans sa technique, s'il ne l'est pas toujours dans ses sujets.

L'architecture offre peu d'intérêt. Peu de constructions notables s'élèvent. L'art baroque fait son apparition aux églises des jésuites. La sculpture, que l'Italie et aussi Rubens influencent, est abondamment représentée, et particulièrement sous la forme d'œuvres décoratives en bois dans les églises, mais les artistes à citer sont rares. Des deux Duquesnoy, François (1591-1642) s'est fixé en Italie, où son frère, Jérôme (né en 1602), alla aussi et en revint, également conquis par l'art étranger.

Les deux figures qui dominent cette époque sont celles de Lucas Faidherbe (1617-1697), de Malines, formé par Rubens — architecte en même temps que sculpteur, il construisit l'église Notre-Dame de Hauswyck à Malines — et du Wailon Jean del Cour. Tous deux doivent à l'Italie du Bernin leur élégance et leur facilité d'exécution qu'ils associent à un sentiment réaliste très prononcé.

LA HOLLANDE. — Le XVII^e siècle a été, pour l'art de la Hollande, le siècle prédestiné. Ce pays a joué, alors, un rôle qu'il ne devait plus jamais tenir comme si, en cette période, il avait épuisé son génie artistique. Le champ d'action ouvert aux artistes était limité. Ils ne pouvaient espérer la commande de décorations mythologiques interdites par le puritanisme, ni de vastes tableaux religieux bannis des temples protestants. Les grandes compositions qu'ils pouvaient exécuter étaient les tableaux représentant des



LES *Menines*, PAR VELASQUEZ (fragment). — Musée du Prado, à Madrid.
Cl. ANDERSON

membres de corporations ou de conseils. Les particuliers voulaient surtout des portraits, quelques épisodes de la Bible et, pour égayer leurs petites maisons bourgeoises, des tableautins de genre ou des paysages.

Au cours d'une vie désordonnée, Frans Hals (1584-1661), véritable enfant prodigue abusant de ses dons, a montré une originalité complète dans sa technique hardie, éliminant la couleur à mesure qu'il avançait dans sa carrière, la remplaçant par des gradations de noir, de blanc et de gris. Son œuvre est, en partie, formée par ces portraits collectifs, dans lesquels Van der Helst excella après lui.

Hals montre le chemin à une armée de peintres, dont les talents, comme les genres qu'ils ont pratiqués, sont infiniment variés, mais Rembrandt (1606-1669) les laisse loin derrière lui.

Ce qui donne à des génies comme Rembrandt, Léonard de Vinci ou Michel-Ange leur supériorité sur d'admirables artistes comme Rubens ou Véronèse, c'est que, chez eux, il y a plus que la magie du

pinceau, plus qu'une vision magnifique du monde extérieur. L'esprit a dominé leurs yeux et leur main. Poètes et philosophes autant que peintres, ils ont su faire passer dans leurs tableaux leur sentiment intérieur et capter, si je puis dire, le suprasensible. Les moyens d'exécution de Rembrandt ont été étonnants, mais que sont-ils auprès de la pensée dont ils sont le vêtement? Le monde mystérieux où il nous fait pénétrer, et qu'il évoque, au besoin, sur quelques pouces de papier, l'emporte en intérêt sur la traduction plastique.

La preuve que des êtres comme lui sont exceptionnels, qu'il ne faut pas les considérer uniquement d'après la théorie de la race et du milieu, c'est que Rembrandt, somme toute, est un isolé dans son pays. Ses contemporains se sont uniquement contentés de réfléchir la Nature. Peut-être pourrait-on trouver quelque nostalgie mélancolique dans les grands ciels de Ruysdaël, dans les paysages d'Hobbema, de Van Goyen ou de Vermeer. Mais ailleurs, c'est une vie prosaïque que rendent, avec un merveilleux talent, Gérard Dou (1613-1675), Terburg (1617-1681), Metz (1630-1667), Pieter de Hooch (1629-1678). La vie du rustre, que distraient des beuveries ou les lourds divertissements des pays du Nord, nous a été conservée par Jan Steen (1626-1679) et par Van Ostade (1610-1685); Paul Potter (1625-1654) est un bon bœuvier qui nous montre ses animaux dans leurs gras pâturages.



LA *Conception immaculée de la Vierge*, PAR MURILLO. — Musée du Louvre. Cl. NEURDIN.

Ce réalisme, si fort, si savoureux, devait pourtant céder devant la étrangère. La Hollande avait résisté longtemps à l'influence italienne, mais elle finit par être conquise à son tour. Un étranger, le Liégeois Gérard de Laïresse (1640-1711), fut l'introducteur de l'italianisme. Puis, sous les auspices d'Adrien van der Werff (1659-1722), les mythologies léchées et l'académisme s'implantent en Hollande.

En Hollande, comme dans les Flandres, la sculpture pâlit singulièrement à côté de la splendide floraison picturale que vit ce siècle. Les sculpteurs, avec les prohibitions du protestantisme, ne peuvent exécuter ni des œuvres pour les églises, ni des statues mythologiques. Ils doivent se contenter des monuments funéraires, de grands tombeaux aux morts ayant mérité de la patrie. Un sens réaliste s'y dénote dans les effigies ; même les bas-reliefs servent parfois de prétexte à de petits tableaux de genre, sculptés au lieu d'être peints. Henri de Keyser (1565-1621) et, plus encore, Romboust Verhulst (1624-1698) sont les deux personnalités qui émergent.

La Grande-Bretagne.

Le style d'architecture, qui s'était formé pendant le règne d'Elizabeth (1603), dont il porte le nom, lui survécut et fut en honneur sous Jacques I^{er} (1603-1625). Ce genre, où des motifs classiques s'associent heureusement à la tradition gothique, a inspiré des demeures largement éclairées, confortables à l'intérieur et d'un caractère bien anglais. L'avènement de Charles I^{er} (1625-1649), féru d'art italien, changea ces conceptions. D'ailleurs, le style Elizabeth convenait plutôt à des habitations moyennes qu'à des palais ou à des châteaux. L'architecte qui réalisa, en partie du moins, les projets du roi fut Inigo Jones (1573-1652), qui était revenu d'Italie absolument inféodé au classicisme et à Palladio. Il pasticha habilement l'art vénitien dans son Banqueting Hall à Londres ; il devait édifier un gigantesque palais dans le même style à Whitehall, mais la révolution presbytérienne faucha le goût pour l'art étranger comme, au reste, pour tout art. Charles II fut favorable aux arts. L'incendie de Londres en 1666, qui consuma quantité d'églises, provoqua un renouveau de l'architecture religieuse, délaissée depuis le XVI^e siècle, qui avait doté l'Angleterre de nombreux temples.

Wren (1632-1723) reçut la mission de préparer un plan de reconstruction de la capitale. Lui aussi était imbu des Italiens et de Palladio, avec cependant plus d'éclectisme que Jones. Il se servait, quand il le fallait, de ce gothique flamboyant qui resta toujours cher aux Anglais et qui n'avait jamais été abandonné : plusieurs collèges d'Oxford avaient récemment été construits dans ce style. Mais, dans sa grande œuvre, Saint-Paul à Londres, Wren copia Saint-Pierre de Rome pour l'intérieur et la coupole. On lui doit aussi l'idée de ces façades sans ornements, plates et sèches, aux monotones rangées d'ouvertures dont on a abusé dans ce pays. Le palladianisme, continué par le neveu de Jones, Webb (1611-1672), trouve encore un interprète en Vanbrugh (1664-1726), auteur de châteaux gigantesques et lourds, comme Castle Howard ou Blenheim.

La sculpture est médiocre. La leçon italienne de la Renaissance a été mal comprise. Cet art est représenté par des étrangers comme le Français Hubert Le Sueur ; les Anglais, dont le plus célèbre est Stone, suivant fidèlement la leçon étrangère. Dans la décoration, Gibbons (1648-1720) témoigne de plus d'originalité.

La peinture est surtout entre les mains de Flamands, bien que Londres attire des étrangers de tous pays. Van Dyck est à l'origine

de l'école anglaise. Après lui, sa royauté artistique passe successivement aux mains du Hollandais Lely (1618-1680), puis de l'Allemand Kneller (1646-1726) qui l'imitent. De timides personnalités anglaises naviguent dans leur sillage, et il faut attendre le XVIII^e siècle pour trouver une école nationale.

Les Anglais de cette époque avaient un goût très vif pour la musique, qui était même populaire et dont l'enseignement se donnait couramment. Leurs musiciens étaient en rapports constants avec l'étranger, notamment avec l'Italie. La musique profane — surtout la musique instrumentale (madrigaux, ballets, « ayres ») — avait plus de succès que la musique religieuse. Byrd, compositeur sacré et remarquable exécutant sur le virginal, est le grand musicien de l'époque Elizabeth, à laquelle il survit (mort en 1623). Son élève Morley et Orlando Gibbons rivalisent avec lui et lui succèdent.

La révolution presbytérienne qui brisa les organes faillit ruiner la musique religieuse, mais les puritains, Cromwell en tête, témoignèrent d'indulgence et même de sentiment pour la musique profane. Elle brilla d'un nouvel essor sous Charles II, qui restaura aussi l'art religieux. L'opéra était en germe dans les *Masks* et, d'une façon générale, dans les drames, ceux de Shakespeare en tête, qui comportaient des parties de musique. Purcell (1658-1690) résume l'art de ses prédécesseurs avec une plus grande sensibilité et une écriture plus souple et plus hardie. L'art anglais donne des promesses qu'il ne tint pas.

L'Allemagne.

Depuis le milieu du XVI^e siècle, l'art allemand perd tout caractère national et original. La Réforme, puis la guerre de Trente ans vont, surtout dans le Nord, lui porter un coup terrible. Mais déjà, vers 1550, l'art bourgeois et populaire s'était transformé en un art de cour, d'essence cosmopolite.

Au commencement du XVII^e siècle, l'Allemagne du Sud, l'Autriche, la Bohême, ainsi que la Pologne sont soumises à l'influence italienne ; l'Allemagne du Nord, comme tous les États de la Baltique, imite la Hollande. Puis, à la fin du siècle, le prestige de Louis XIV,

et aussi la Révocation de l'Édit de Nantes, qui dispersa à travers l'Europe des centaines d'artistes et d'artisans français de religion réformée, assureront la suprématie de l'art français, sauf en Autriche où l'art italien conservera ses positions à peu près intactes.

ARCHITECTURE ET SCULPTURE. — Au XVI^e siècle, l'Allemagne avait adopté l'architecture italienne dont elle avait fait un art luxuriant et compliqué ; à la fin du même siècle, elle adopte un style sévère, inspiré de Palladio. C'est à Munich que la nouvelle architecture religieuse de la Contre-Réforme fait son apparition avec l'église Saint-Michel (1583-1597), inspirée du Gesù. Saint-Gaétan, trente ans plus tard, rappellera Sant'Andrea della Valle. Le palais de la Résidence évoquera l'Italie par les fresques de sa façade.

Prague, dans le même temps, se couvre de copies de palais italiens. Vienne, la ville baroque par excellence, ne montre une activité réelle qu'après le siège de 1683 et la retraite des Turcs. Il fallait relever les ruines. L'empereur Charles I^{er} (1657-1705) s'y employa, suivi par ses successeurs. Il eut principalement à son service deux architectes : Johann Bernhard Fischer von Erlach (né en 1656), formé à Rome, auteur d'une série de palais importants dont le palais Schwarzenberg (1697-1705), et Hildebrand (1668-1745), qui, pen-



ÉCHANGE DES DEUX PRINCESSES (ANNE D'AUTRICHE ET ÉLISABETH DE FRANCE), SUR LA RIVIÈRE D'HENDAYE, LE 9 NOVEMBRE 1615, PAR RUBENS. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

dant cette période chevauchant les deux siècles, construisit, pour le prince Eugène de Savoie, le palais du Belvédère (1694-1724). A ce moment commencent les embellissements de Dresde, sous l'impulsion d'Auguste II.

Les réfugiés protestants, entre autre Dieusart, théoricien très goûté, les Du Ry qui bâtirent Cassel, provoquèrent la décroissance de l'art hollandais qui fut rapide, sauf à Berlin. Le goût français ne s'y affirma entièrement pour la première fois qu'à l'Arsenal, commencé en 1695 par le Hollandais Nering, mais bâti par le Français Jean de Bodt. Au reste, le plus grand des architectes qui construisirent la nouvelle capitale est Berlinois, André Schlüter (1664-1714). Obsédé par des souvenirs français et italiens, il donna les plans du château royal.

En même temps, il affirmait un appréciable talent de sculpteur dans sa statue équestre du Grand Electeur à Berlin, ou encore dans ses mascarons de l'Arsenal. Dans l'une, il fait penser à Girardon, dans les autres à Puget. C'est un des rares sculpteurs allemands de cette époque. La sculpture avait, depuis 1550, subi une décadence complète. Notamment l'art du bois, de tradition si purement allemande, n'existait plus. Des Italiens ou des Flamands italianisés, Peter de Witte (mausolée de Louis I^{er} à Munich), Adrien de Vries (Fontaines d'Augsbourg) et d'autres, avaient pris la place des nationaux.

De loin en loin, on trouve un nom d'artiste allemand par la naissance, mais inféodé au goût étranger, comme Charles Richter, ou encore Balthasar Piermoser (1650-1732), le plus grand sculpteur qu'offre l'Autriche où règne un art contourné et tarabiscoté (Fontaine de Salzbourg, Colonne de la Peste sur le Graben, à Vienne).

PEINTURE. — La peinture suit les destinées de l'architecture et de la sculpture. Dès le milieu du XVI^e siècle, l'art national et populaire est défunt. Les artistes allemands s'expatrient, tout d'abord pour apprendre la leçon étrangère, exigée des princes qui se sont substitués aux villes et aux bourgeois comme Mécènes. Ces artistes se rendent surtout à Rome et à Venise. A la fin du XVI^e siècle, à côté de Schwarz (1550-1592) et de Rottenhammer



LA Famille Beresteyn, PAR FRANS HALS. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

(1564-1623), pâles copistes des Vénitiens, émerge une figure plus originale, celle d'Adam Elsheimer (1578-1610), qui, à Rome, régente tout un groupe d'artistes allemands. Ses petits tableaux sur cuivre nous intéressent par leurs paysages en même temps que par leurs recherches d'effets lumineux dénotant un précurseur de Rembrandt.

Les peintres de la génération suivante émigrent en plus grand nombre, mais pour échapper aux horreurs de la guerre. Parmi les Carl Loth et les Peter Roos, à côté de Sandrart et de Mérian, célèbres non comme peintres, mais l'un par ses vies de peintres, l'autre par ses gravures topographiques, se dresse une forte personnalité trop tôt fauchée par la mort, celle de Jan Lys (vers 1600-1629 ou 1630).

MUSIQUE. — Jusqu'au XVII^e siècle, rien ne pouvait laisser présager la suprématie que l'Allemagne allait détenir dans le domaine musical. Jusque-là, elle n'avait pas tenu le rôle dévolu aux Pays-Bas, à l'Italie, même à l'Angleterre. Sa musique populaire est pauvre à côté du fonds si riche de pays comme l'Espagne ou la Russie.

Mais l'Allemagne reprenant, condensant ce qu'elle avait appris, allait reforgier un instrument nouveau et doter la musique d'une puissance dans l'expression ainsi que d'une profondeur dans la pensée et dans le sentiment que cet art ne possédait pas encore. Le XVII^e siècle est pour la musique allemande une période de gestation. Tout d'abord, époque de théoriciens comme Schultz, qui codifient la nouvelle esthétique. Réalisateurs de ces théories, se dressent des artistes intéressants, précurseurs de Bach et de Hændel.

La musique religieuse, en dehors de la pure liturgie, présente Henrich Schütz (1585-1672) qui séjourna, à deux reprises, en Italie où il fut l'élève de Gabrieli et où il connut l'œuvre de Monteverde. Il donna à la cantate l'armature que lui conservera Bach. Il cherche des effets nouveaux, et sa polyphonie est savante. Son expression, rude parfois encore, possède une force dramatique. Deux autres précurseurs du grand Bach sont le Tchèque Hammerschmidt et son propre oncle, Jean-Christophe Bach (1642-1703), qui, à la technique encore un peu lourde et gauche



LA Ronde de nuit, PAR REMBRANDT. — Musée d'Amsterdam. CL. HANFSTAENGL.

de Schütz, donne la souplesse et l'élégance à la danse, les meilleures proportions dans l'en-

Dans le domaine de l'orgue et du clavier, Bach et Haendel comptent également des ancêtres spirituels aussi bien au Nord qu'au midi de l'Allemagne. La cour de Vienne entretenait des musiciens remarquables dont le principal est Jakob Froberger (1600-1667). Doué d'une culture cosmopolite, il fait connaître en Autriche les maîtres français aussi bien que les Italiens. Nuremberg était un foyer de musique instrumentale où régnait Pachelbel.

Dans les pays du Nord la musique d'orgue vit son développement et son caractère renforcés par le protestantisme ; c'était le seul art aimé et toléré par les Réformés dans leurs temples.

À la fin du XVI^e et du XVII^e siècle, Sweelinck (1562-1621) dirigeait en Hollande une école très florissante dont l'influence rayonna sur les villes de la Hanse, en pleine prospérité, et notamment sur Lubeck qui offre la forte personnalité de Buxtehude (1637-1707). Il fut non seulement un virtuose sans égal à son époque, mais, en même temps, un compositeur de musique pure, encore dure et massive, mais pleine de pensées. Hambourg, ville de richesse et de jouissances, mettait, au même moment, son orgueil dans son opéra que dirigeait Keyser (1673-1739), personnalité multiple, le créateur du drame lyrique en Allemagne.

La même année 1685 voit naître les deux hommes qui allaient être les deux colonnes de la musique allemande, et, partant, de la musique européenne : Jean-Sébastien Bach et Georges-Frédéric Haendel. Le chemin leur était frayé et ils n'avaient plus qu'à avancer.

Les Pays scandinaves. — La Russie.

Au Danemark et en Suède, suivant une évolution parallèle, l'influence hollandaise disparaît devant le goût français. L'art est de forme officielle. Au Danemark déjà, dans les châteaux royaux élevés au début du siècle (Frederiksborg), se marquaient des réminiscences des constructions massives à la Du Cerceau ; mais avec le roi Frédéric V, la reine Sophie-Amélie de Brunswick, puis avec la reine Charlotte-Amélie de Hesse-Cassel, le triomphe de l'art français, que représentent principalement le sculpteur Lamoureux et le peintre d'Agar, est assuré.

En Suède, cette transformation du goût met plus de temps à se produire. Le Palais de la Noblesse à Stockholm, par Simon et Jean de la Vallée, présente un compromis entre les deux tendances. Enfin, au début du XVIII^e siècle, le château de Drottningholm par les Tessin père et fils consacre l'imitation de Versailles. Pour la sculpture, la Suède resta fidèle aux Pays-Bas. Pour la peinture, bien que Christine fit appeler Sébastien Bourdon, l'Italie domine avec Ehrenstrahl et son neveu David von Krafft, formés dans ce pays.

En Russie, le XVII^e siècle marque une grande activité. On ne construit plus seulement des églises de bois, à coupes. Des édifices en pierre à toiture pyramidale surgissent. En même temps, l'architecture baroque, d'origine italienne, pénètre par la Pologne et par l'Ukraine.

La sculpture, par suite de l'interdiction des figures par le clergé, n'existe que sous forme de bas-reliefs à dessins uniquement décoratifs. Mais la peinture, que les orthodoxes réservent uniquement aux icônes rituelles, prend, grâce à des étrangers — Allemands ou Hollandais — un aspect plus vivant. Les novateurs et, en tête, Simon Ouchakov, adaptent des compositions d'après les bibles étrangères importées en Russie d'Allemagne ou de Hollande.



LA Dentellière, PAR VERMEER DE DELFT. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

BIBLIOGRAPHIE

I. LES LETTRES

- COSTER (A.), *B. Gracian* (1913). — CHANDLER (F.-W.), *The Picaresque Novel in Spain* (New-York, 1901). — THOMAS (L.-P.), *Gongora et le gongorisme* (1911). — COTARELO Y MORI, *Ensayo sobre la vida y obras de Calderon de la Barca* (Madrid, 1924). — Tirso de Molina (1893). — RENNERT (H.-A.), *The Spanish stage in the time of Lope de Vega* (New-York, 1909). — MÉRIMÉE (E.), *Quevedo* (1886). — BORINSKI (C.), *Gracian und die Hofliteratur in Deutschland* (Halle, 1894). — VAN PRAAG, *La Comédie espagnole aux Pays-Bas au XVII^e et au XVIII^e siècle* (Amsterdam, 1922). — MENGHINI (M.), *La Vita e le opere di G.-B. Marino* (Rome, 1888). — FRIGERI (L.), *Principit della nuova epopea italiana* (Mantova, 1879). — REURE, *La Vie et les œuvres d'Honoré d'Urfé* (1910). — BOCHET (H.), *L'Astrée* (Genève, 1923). — MARSAN, *La Pastorale dramatique* (1905). — STROWSKI (F.), *Saint François de Sales* (1898). — RIGAL (H.), *Alexandre Hardy* (1889). — LANCASTER (H.-C.), *The French tragicomedy* (Baltimore, 1907). — HARMAND (R.), *Brebeuf* (1897). — ROY (E.), *La Vie et les œuvres de Ch. Sorel* (1891). — MAGNE (E.), *Scarron et son milieu* (2^e éd., 1924). — SPORON (W.), *Rotrou* (Copenhague, 1894). — VIANEY (J.), *M. Régnier* (1896). — ARNOULD (L.), *Racan* (2^e éd., 1901). — BRUNOT (F.), *La Doctrine de Malherbe* (1891). — LANSON (G.), *L'Influence de Descartes dans la littérature française* (Revue de métaphysique et de morale, juillet 1896). — STROWSKI (F.), *Pascal et son temps* (1907-1909, 3 vol.). — GIRAUD (V.), *La Vie héroïque de Blaise Pascal* (1924). — CHEVALIER (J.), *Pascal* (1922). — BOURDEAU (J.), *La Rochefoucauld* (1895). — LACHÈVRE (F.), *Le Libertinage au XVII^e siècle* (1911-1924). — PERRINS, *Les Libertins au XVII^e siècle* (2^e éd., 1899). — SAINTE-BEUVE, *Port-Royal*. — E. PICOT, *Bibliographie cornélienne*, complétée en 1908. — CASTELAIN (M.), *Ben Jonson* (1909). — STOLL (E.), *John Webster* (Londres, 1903). — DOWDEN (E.), *Anglican and Puritan* (Londres, 1901). — GOSSE (E.), *T. Browne* (1905). — LILJEGREN (S.-B.), *Studies in Milton* (Lund, 1919). — SAURAT (D.), *La Pensée de Milton* (1921). — HAVENS (R.-D.), *The Influence of Milton on English poetry* (Cambridge, E.-U., 1922). — GOSSE (E.), *Seventeenth Century Studies* (1897). — *Caroline Poets*, éd. SAINTSBURY, 3 vol. (Oxford, 1906-1921). — DELATTRE (F.), *Robert Herrick* (1910). — BORINSKI (K.), *Die Poetik der Renaissance und der Anfang der liter. Kritik in Deutschland* (Berlin, 1886). — HARTLEBEN (O.-E.), *Angelus Silesius* (Berlin, 2^e éd., 1904). — STREHLKE, *Martin Opitz* (Leipzig, 1856). — PETRICH (H.), *Gerhardt Gütersloh*, 1907. — BOSSERT (Ad.), *Simplicissimus* (Essais sur la littérature allemande, 1^{re} série, 1905), et, plus généralement, BOBERTAG (F.), *Geschichte des Romans, I* (Berlin, 1884). — WYSOCKI, *Gryphius et la tragédie allemande au XVII^e siècle* (1893). — HEMPEL, *Die Kunst Friedrichs von Logau* (Berlin, 1917). — ROEDERER (P.-L.), *Mémoire pour servir à l'histoire de la société polie en France* (1835). — DESJARDINS (P.), *La Méthode des classiques français* (1913). — GAIFFE (F.), *L'Envers du grand siècle* (1924). — WRIGHT (C.-H.-C.), *French classicism* (Cambridge, 1920). — LANSON (G.), *Boileau* (1892). — LEMAITRE (J.), *Racine* (1908). — MICHAUT (G.), *Molière* (1922-1925). — HALLAYS (A.), *La Fontaine* (1922). — REBELLIAU (A.), *Bossuet* (1900). — HUREL (A.), *Les Orateurs sacrés*



L'Avenue, PAR HOBBEEMA. — Galerie Nationale, à Londres. CL. ANDERSON.

à la cour de Louis XIV (1872). — ASHTON (H.), *M^{me} de La Fayette* (Cambridge, 1922). — HALLAYS (A.), *M^{me} de Sévigné* (1921). — DONCIEUX, *Le Père Bouhours* (1886). — SAYOUS (A.), *Le XVII^e siècle à l'étranger* (1852). — COHEN (G.), *Écrivains français en Hollande* (1920). — FELDKAMP (J.), *Butler, the author of Hudibras* (Hilversum, 1923). — NICOLL (A.), *A history of Restoration drama* (Cambridge, 1923). — DOBREE (B.), *Restoration Comedy* (Oxford, 1924). — NICOLL (A.), *Dryden and his Poetry* (Londres, 1923). — ANER, N. Lee (Berlin, 1904). — BROWN (J.), *Bunyan, his life, times and works* (Londres, 1887). — Pour l'ensemble du XVII^e siècle : CHARLANNE (L.), *L'Influence française en Angleterre au XVII^e siècle* (1906). — ETTLINGER (J.), *Hofmannswaldau* (Heidelberg, 1891). — BROSSMANN, *Hofmannswaldau* (Leipzig, 1900). — FULDA (L.), *Die Gegner der zweiten schlesischen Schule* (Coll. Kürschner). — PALM (H.), *Christian Weise* (Breslau, 1854).

GILLOT (H.), *La Querelle des anciens et des modernes* (1914). — VON WALDBERG, *Der empfindsame Roman in Frankreich, I* (Berlin-Strasbourg, 1906). — ATKINSON (G.), *The extraordinary voyage in French literature before 1700* (New-York, 1920); — *Les Relations de voyages du XVII^e siècle et l'évolution des idées* (1924). — CHERUEL, *Saint-Simon considéré comme historien de Louis XIV* (1865). — LANGE (M.), *La Bruyère critique des conditions et des institutions sociales* (1909).

— MAIGRON (L.), *Fontenelle* (1906). — CHEREL (A.), *Fénelon au XVIII^e siècle en France* (1917). — LEMAITRE (J.), *La Comédie après Molière et le théâtre de Dancourt* (2^e éd., 1903). — GAUTHERON, *Regnard, l'homme et le poète* (1909). — HEFELBOWER, *Relation of Locke to English Deism* (Cambridge, 1919). — BELJAME, *Le Public et les hommes de lettres en Angleterre* (1906). — SAINTSBURY, *The Peace of the Augustans* (Londres, 1916). — GRIFFITH, *Bibliography of Pop* (Austin, 1923, ss.). — CLARK (A.-F.-B.), *Boileau and the French critics in England* (1925). — KRAMER, A.-H. *Francke* (Halle, 1880). — WITTIG (C.), *Günther* (Glogau, 1909). — ERMANN et RECLAM, *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés français* (Berlin, 1782). — D'une manière générale, REYNAUD (L.), *Histoire générale de l'influence française en Allemagne* (1914). — TOFFANIN (G.), *L'Eredità del Rinascimento in Arcadia* (Bologna, s. d.). — CROCE (B.), *Saggi sulla letteratura italiana del seicento* (Bari, 1911). — ROBERTSON (J.-G.), *Studies in the genesis of romantic theory in the eighteenth century* (Cambridge, 1923). — DIETERICH (K.), *Die Osteuropäischen Literaturen in ihren Hauptströmungen vergleichend dargestellt* (Tübingen, 1911).

II. LES SCIENCES

CANTOR (M.), *Vorlesungen über Geschichte der Mathematik* (t. II et III) (Leipzig, 1900-1901).

POGGENDORFF, *Histoire de la Physique*, trad. de Bibart et de la Quesnaie.

BERTRAND (Joseph), *Les Fondateurs de l'astronomie moderne* (1865); — *L'Aca-*

démie des Sciences et les académiciens de 1666 à 1793. — LIBRI, *Histoire de la vie et des œuvres de Galilée* (1841).

DUMAS, *Leçons de philosophie chimique* (1837).

DAREMBERG (Ch.), *Histoire des sciences médicales* (1870). — PAPILLON, *Histoire de la philosophie moderne dans ses rapports avec le développement des sciences de la nature* (1876).

LA DÉCOUVERTE DE LA TERRE ET LES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES

DOCUMENTS. — MARGRY (Pierre), *Mémoires et documents pour servir à l'histoire des Établissements français dans les pays d'outre-mer*; — *Lettres de Cavalier de la Salle* (1879).

OUVRAGES À CONSULTER. — MARKHAM (C.-R.), *Les Abords de la région inconnue*, trad. Gaidoz (1876). — PERRIER, *La Figure de la Terre* (Revue annuelle de Géographie, 1908). — RAINAUD (Armand), *Le Continent austral* (1893). — VIVIEN DE SAINT-MARTIN, *Histoire de la Géographie* (1873).

III. LES ARTS

GÉNÉRALITÉS. — MICHEL (A.), *Histoire de l'art*, tomes V et VI. — BLANC (Ch.), *Histoire des Peintres* (1865-1875).

ITALIE

GURLITT (C.), *Geschichte des Barockstils in Italien* (Stuttgart, 1897). — REYMOND (M.), *De Michel-Ange à Tiepolo* (1912). — RICCI (C.), *L'Architecture baroque en Italie* (1912). — FRASCHETTI (S.), *Il Bernini* (Milan, 1900). — FABBRINI, *Pietro da Cortona* (Cortone, 1896). — SANDONINI (T.), *Del Padre G. Guarini* (Modène, 1890). — REYMOND (M.), *La Sculpture florentine* (Florence, 1909). — VOSS (H.), *Die italienische Malerei der Spät Renaissance* (Berlin, 1920). — OJETTI (U.), *La Pittura italiana del seicento... nella mostra di Palazzo Pitti* (Milan, 1924). — ROUCHÈS (G.), *La Peinture au Musée du Louvre. Ecoles italiennes, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles* (1924); — *La Peinture bolonaise* (1913); — *Le Caravage* (1921). — ROLFS, *Geschichte der Malerei Neapels* (Leipzig, 1910). — BOEHM (M. von), *Guido Reni* (Bielefeld, 1910). — SERRA (L.), *Le Dominiquin* (Rome, 1909). — Collections *Sei et settecento italiano* et *Piccola collezione d'Arte* (en cours de publication).

FRANCE

HOURTICQ (L.), *France* (1911). — LEMONNIER (H.), *L'Art français au temps de Richelieu et de Mazarin* (1913); — *L'Art français au temps de Louis XIV* (1911). — GEYMULLER (H. de), *Die Baukunst der Renaissance in Frankreich* (Stuttgart, 1898-1901). — ROUYER et DARGEL, *L'Art architectural en France* (1863-1866). — BLOMFIELD (R.), *A history of french architecture* (Londres, 1911-1921). — PANNIER (J.), *Salomon de Brosse* (1911). — VERNE (H.), *Le Palais du Louvre* (1923). — HAUTECEUR (L.), *Le Louvre et les Tuileries* (1924). — NOLHAC (P. de), *Histoire du château de Versailles* (1906). — CHARVET, *Martellange* (Lyon, 1874); — BOUCHOT (H.), *Martellange* (1886). — GUIFFREY (J.), *Le Nôtre* (s. d.). — LAMI (S.), *Dictionnaire des sculpteurs du règne de Louis XIV* (1900). — LAGRANGE (L.), *Puget* (1868). — AU-



CHATEAU DE HAMPTON-COURT (Middlesex). — Ce palais, qui appartient d'abord au cardinal Wolsey, puis à Henry VIII, fut agrandi en 1694, sous la direction de l'architecte Christopher Wren.



CHATEAU DU BELVÉDÈRE À VIENNE, construit de 1694 à 1724 pour le prince Eugène de Savoie, sur les dessins de l'architecte Hildebrand.

— IER (Ph.), *Puget* (s. d.). — KELLER-DORIAN (G.), *Antoine Coysevox* (1920). — HOURTICQ (L.), *De Poussin à Watteau* (1921). — MARCEL (P.), *La Peinture française de la mort de Le Brun à la mort de Watteau* (1904). — BLUM (A.), *Abraham Bosse* (1924). — PLAN (P.-P.), *J. Callot* (Bruxelles, 1912). — LIEURE (J.), *Jacques Callot* (en cours de publication). — MAGNE (N.), *Nicolas Poussin* (Bruxelles, 1914). — GRAUTOFF (O.), *Nicolas Poussin* (Munich, 1914). — M^{me} PATTISON, *Claude Lorrain* (1884). — DEMONTIS (L.), *Essai sur la formation de Vouet*. Bull. de la Société de l'histoire de l'Art français (1913). — GAZIER, *Ph. de Champaigne*. — ROUCHÈS (G.), *Eustache Le Sueur* (1923). — JOUIN (H.), *Le Brun* (1889). — MARCEL (P.), *Charles Le Brun* (s. d.). — JAMOT (P.), *Les Frères Le Nain* (1922). — BOUVY (E.), *Nanteuil* (1923).

ESPAGNE ET PORTUGAL

DIEULAFOY (M.), *Espagne et Portugal* (1911). — ARAUJO GOMEZ, *Istoria de la escultura en España* (Madrid, 1885). — LAFOND (P.), *La Sculpture espagnole* (1909). — LEFORT, *La Peinture espagnole* (1894). — LOGA (V. von), *Die Malerei in Spanien* (Berlin [s. d.]). — MAYER (A.-L.), *Geschichte der spanischen Malerei* (Leipzig, 1913). — *Die Sevillaner Malerschule* (Leipzig, 1912). — NICOLLE (M.), *La Peinture au Musée du Louvre. L'École espagnole* (s. d.) [1925]. — COSSIO (M.), *El Greco* (Madrid, 1910). — LAFOND, *Zurbaran* (s. d.). — BERUETE (de), *Valdes Leal* (Madrid, 1911). — *Velazquez* (1898). — GENSEL, *Velazquez* (Stuttgart, 1905). — MAYER (A.-L.), *Murillo* (Stuttgart, 1913).

PAYS-BAS

FROMENTIN (E.), *Les Maîtres d'autrefois* (1870). — BODE (W. von), *Die Meister der holländischen und vlämischen Malerschule* (Leipzig, 1921). — ROOSES (M.), *Flandre* (1913). — ROUSSEAU (H.), *La Sculpture aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Bruxelles, 1911). — VITRY (P.), *La Sculpture belge au XVII^e siècle* (Bruxelles, 1913). — ROOSES, *Geschichte der Malerschule Antwerpens* (Munich, 1881). — *Rubens* (Anvers, 1901). — HOURTICQ (L.), *Rubens* (1906). — ROSENBERG (A.), *Rubens* (Stuttgart, 1905). — BUSCHMAN, *Jordaens* (Bruxelles, 1905). — FIERENS-GEVAERT, *Jordaens*. — GUIFFREY (Jules), *Van Dyck* (1882). — CUST (L.), *Van Dyck* (Londres, 1909). — SCHAEFFER (E.), *Van Dyck* (Stuttgart, 1909). — ROSENBERG (A.), *Téniers* (Leipzig, 1901). — SCHMIDT-DEGENER, *Brouwer* (Amsterdam, 1908). — HOFSTEDE DE GROOT, *Beschreibendes und kritisches Verzeichnis der Werke der hervorragendsten holländischen Maler des XVII. Jahrhunderts* (Esslingen, 1907 et suiv.). — M^{lle} MISME, *La Peinture au Musée du Louvre. École hollandaise* (1925). — MOES (E.-W.), *Frans Hals* (Bruxelles, 1910). — BODE (W. von), *Frans Hals* (Berlin, 1914). — MICHEL (E.), *Rembrandt* (1895).

— VALENTINER, *Rembrandt* (Stuttgart, 1908 et supplément, 1921). — ROSENBERG (A.), *Adriaen und Isack Van Ostade* (Bielefeld, 1900). — *Terborch und Jan Steen* (Bielefeld, 1897). — MARTIN (W.), *Gérard Dou* (1911). — VANZYPE (G.), *Vermeer de Delft* (Bruxelles, 1911). — MICHEL (E.), *Jacob van Ruysdael* (1890). — RIAT (G.), *Ruysdael* (s. d.). — MICHEL (E.), *Hobbéma et les paysagistes en Hollande* (1891). — *Potter* (1907).

GRANDE-BRETAGNE

ARMSTRONG (W.), *Grande-Bretagne et Irlande* (1910). — BLOMFIELD (R.), *A history of Renaissance architecture in England* (Londres, 1897). — JONES (J.), *Some architectural works of I. Jones* (Londres, 1901). — MILMAN, *Sir Christopher Wren* (Londres, 1908). — LEVEFROVE, *The life... of Vanbrugh* (Londres, 1902). — CHESNEAU (E.), *La Peinture anglaise* (s. d.). — MUTHER (R.), *The History of modern painting* (Londres, 1895).

ALLEMAGNE

LUBKE (W.), *Geschichte der deutschen Kunst* (Stuttgart, 1890). — DOHME, *Geschichte der deutschen Baukunst* (Berlin, 1897). — ILG, *Leben und Wirken des Wiener Architekten Johann Lukas von Hildebrand* (Vienne, 1893). — *Die Fischer von Erlach* (Vienne, 1895). — GURLITT (C.), *Andreas Schlüter* (Berlin, 1891). — GERLAND, *Paul Charles und Simon Louis Du Ry* (Stuttgart, 1895).

SCANDINAVIE

LESPINASSE (P.), *L'Art français au Danemark de 1650 à 1800*; — *L'Art français et la Suède de 1657 à 1816*. Bull. de la Société de l'Histoire de l'Art français, 1912 et 1913.

RUSSIE

RÉAU (L.), *L'Art russe* (1920-1922).

MUSIQUE

COMBARIEU (J.), *Histoire de la Musique* (1913). — LAVIGNAC (L.) et LAURENCIE (L. de la), *Encyclopédie de la Musique*. 1^{re} partie, Historique (t. II à V, 1914-1923). — ROLLAND (R.), *Histoire de l'Opéra en Europe* (1895); — *Musiciens d'autrefois* (1910). — PRUNIÈRES (H.), *L'Opéra italien en France avant Lulli* (1914). — LAURENCIE (L. de la), *Les Créateurs de l'Opéra français* (1921); — *Lulli* (1911). — RAUGEL (F.), *Les Organistes* (1923). — COLLET, *Victoria* (1914). — COMMINGS, *Purcell* (Londres, 1912). — PIRRO (A.), *Dietrich Buxtehude* (1913); — *Schütz* (1913).



CHATEAU DE FREDERIKSBORG (Danemark). — Il fut bâti de 1602 à 1608 pour le roi Christian IV, et reconstruit en 1850 après un incendie.



BAL MASQUÉ donné par Louis XV, dans la Grande Galerie du château de Versailles, pendant la nuit du 25 au 26 février 1745, à l'occasion du mariage du dauphin avec Marie-Thérèse, infante d'Espagne. Gravure de Cochin. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

LIVRE IX

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA FRANCE SOUS LOUIS XV

LA RÉGENCE DU DUC D'ORLÉANS. — A la mort de son bisaïeul, Louis XV, fils du duc de Bourgogne, avait cinq ans et demi. D'après les lois du royaume, la régence appartenait au duc d'Orléans, fils de Monsieur. Dès le 2 septembre 1715, il se rendit au Parlement avec les princes du sang, les légitimés, les ducs et pairs. Le testament du roi défunt fut lu et, au cours d'une longue séance dramatisée à l'excès par Saint-Simon, il fut décidé, à l'encontre de ses dispositions précises, que le Régent resterait libre de composer à sa guise le Conseil de régence, aurait à sa disposition les places et les grâces et commanderait les troupes de la Maison du roi. Ces arrangements furent régularisés à la séance royale du 12 septembre, où le petit roi eut une tenue parfaite et excita par sa grâce et sa fragilité l'idolâtrie des Parisiens. Le Parlement fut payé de sa complaisance par l'édit du 15 septembre, qui lui rendait, sans aucune restriction, son droit de remontrances. Un peu plus tard (juillet 1717), un édit écarta les légitimés de la succession au trône.

Le Régent, redevenu si aisément le maître de la situation, garnit d'amis dévoués le Conseil de régence pour s'assurer la majorité. Puis il bouleversa entièrement le gouvernement central, en substituant aux départements ministériels une série de Conseils dont les présidents exécutaient les décisions, sauf à en référer, dans les affaires de conséquence, au Régent, ou au Conseil de régence, instance suprême. Ces Conseils étaient composés de « seigneurs » titrés, de conseillers

d'État, et parfois de conseillers au Parlement. Le Régent les plaça sous l'invocation du duc de Bourgogne, dont la mémoire restait vénérée. Leurs apologistes y virent la destruction du système absolutiste de Louis XIV et un retour aux traditions aristocratiques de la royauté. En réalité, la réforme ne fut pas si profonde : seul parmi le haut personnel employé par Louis XIV, le contrôleur général Desmarests fut sacrifié ; si trois secrétariats d'État sur quatre furent supprimés, leurs titulaires furent employés dans les Conseils et le duc de la Vrillière, ami de Saint-Simon, conserva intact son département. Le nouveau système conduisit surtout à multiplier les places, grassement payées, et l'expérience n'aurait pas duré six mois si elle n'avait été soutenue par les gens de robe, familiers avec la mécanique des affaires, et par les secrétaires des Conseils, gens effacés, mais capables, formés dans les bureaux de l'ancien ministère.

Le Régent, satisfait d'être le maître, n'épouse ni les rancunes, ni les vues systématiques d'un Saint-Simon ; il lui suffit de contenter ses amis par des places et par des grâces. Intelligent, cultivé, d'un tour d'esprit très agréable, il songe plutôt à aplanir les difficultés journalières qu'à gouverner selon un plan bien arrêté. C'est qu'il se soucie avant tout de ses plaisirs, auxquels il consacre ses soirées et ses nuits, avec ses roués, ses grandes dames, sa fille même et les « nymphes » de l'Opéra. De là viennent sans doute cette élégante nonchalance et cette paresse de décision dont Saint-Simon le morigène et qui finirent par lui aliéner tout le monde. Il eût fallu cependant une main ferme et



L'ÉDUCATION DE LOUIS XV ENFANT. Gravure allégorique. — Biblioth. Nat. Cabinet des Estampes.

une volonté inflexible pour apaiser les esprits mis en fermentation par tant de nouveautés.

L'agitation janséniste, mal contenue sous le grand roi, éclata la première. Le Régent, trop sceptique pour s'intéresser à la question, l'avait encouragée en plaçant le cardinal de Noailles à la tête du Conseil de conscience, chargé des affaires religieuses. Tandis qu'on cherchait avec Rome un terrain d'entente acceptable pour les deux partis, les intransigeants appelèrent de la Bulle *Unigenitus* au futur concile et un huissier réussit à remettre l'acte d'appel au pape « parlant à sa personne ». Les adhésions à l'appel se multiplièrent et les « appelants » s'opposèrent ainsi aux « constitutionnaires », favorables à la constitution *Unigenitus*.

La situation financière était très grave, malgré des réductions brutales opérées dans l'armée et la Maison du roi. Le Conseil des finances, présidé par le duc de Noailles, tâcha d'y remédier, après avoir repoussé l'expédient immoral de la banqueroute. Les papiers d'État, très dépréciés, qui flottaient sur le marché et annihilèrent le crédit, furent soumis au visa d'une commission d'experts qui essaya de discerner, parmi les porteurs, ceux qui avaient effectivement secouru l'État et les spéculateurs, qui avaient acquis ces papiers à vil prix. Après revision, on en convertit un grand nombre en rentes perpétuelles à 4 p. 100. On supprima la plupart des offices créés à la fin du précédent règne. Mais on eut recours aussi aux mutations de monnaie, et une « Chambre de justice » imposa des « institutions draconiennes » à tous ceux

qui, ayant participé de quelque manière aux « affaires du roi », avaient trop promptement accru leur fortune. Les applaudissements du peuple, toujours hostile aux « publicains », couvrirent les abus inévitables d'une telle opération, dont la délation était le principal ressort. Noailles fit encore supprimer l'impôt du dixième, remania les méthodes de comptabilité et tenta, sur une échelle trop restreinte, d'améliorer l'assiette de la taille. Sa politique prudente visait surtout aux économies. Mais le Régent l'abandonna, pour écouter Law, un magicien dont les doctrines étaient moins sévères. Bientôt, poussé en sous-main par Dubois, il se fatigua des Conseils eux-mêmes, qui, à partir de 1718, disparurent l'un après l'autre. Puis, il se brouilla avec les Parlements et revint ainsi tout doucement au régime autoritaire de Louis XIV, avec cette différence que ce ne fut pas pour régner lui-même, mais seulement pour laisser les mains libres à ses favoris.

LE SYSTÈME DE LAW. — L'Écossais Law était un homme plein d'idées ; familier avec le mécanisme des grandes banques d'émission, comme la Banque d'Angleterre et la Banque d'Amsterdam, il réussit à séduire le Régent. En 1716, il obtint un privilège pour la création d'une Banque ayant le droit de faire le commerce de l'argent et d'émettre des billets. L'institut nouveau, d'abord froidement accueilli, ranima bientôt les transactions en facilitant l'escompte du papier commercial, en assurant les paiements en valeur fixe et en finançant les exportations. Bientôt les caisses du roi reçurent les billets de la Banque. Ces succès restaurèrent la confiance et firent sortir les espèces qui se cachaient. La preuve était faite qu'une monnaie de papier pouvait s'adjoindre utilement à la monnaie métallique.

Mais Law rêvait beaucoup plus. En 1717, il créa, sur un type connu, la Compagnie d'Occident, qui devait monopoliser le commerce avec l'Amérique du Nord ; les actions étaient payables en billets d'État, dont le Trésor lui versait les intérêts. Le public, entraîné par une habile réclame, s'engoua pour le « Mississipi », dont le peuplement était activé par de singuliers procédés. Le Parlement essaya vainement d'entraver une nouvelle refonte des monnaies, entreprise par Law dans le but presque avoué de discréditer la monnaie métallique au profit des billets de la Banque. Un lit de justice, suivi de l'exil de plusieurs conseillers, brisa sa résistance comme l'avait été celle du duc de Noailles (août 1718). Bientôt, la Compagnie d'Occident obtint la ferme du tabac, puis créa une filiale, la Compagnie des Indes, dont les souscripteurs devaient être actionnaires de la compagnie mère. Puis, presque coup sur coup, le Régent lui concéda la fabrication des monnaies et la Ferme générale, jusqu'alors concédée à « l'Anti-système », compagnie formée, sous la direction des frères Pâris, par les traitants, que les innovations de Law risquaient d'affamer. Le « système » triomphait : tout le monde se ruait sur les papiers de la Banque, de la Compagnie d'Occident, de la Compagnie des Indes et même sur les papiers d'État reçus en souscription.

En 1719, Law entreprit de rembourser toute la dette du roi, en émettant, avec une prime énorme, des actions nouvelles de la Compagnie des Indes ; le roi n'avait à payer qu'un intérêt de 2 p. 100 à la Compagnie dont les rentiers devenaient actionnaires. L'émission eut un succès extraordinaire, grâce à une spéculation frénétique dont la rue Quincampoix, proche de l'hôtel Mazarin, rue Vivienne, siège de la Banque, fut le théâtre. En décembre 1719, les actions de la Compagnie, au nominal de 500 livres, atteignirent le cours fabuleux de 18 000 livres, tandis que la Banque accélérât ses émissions de billets pour rendre faciles toutes ces opérations. Ce circuit vertigineux devait finir par une catastrophe, car les bénéfices réels de toutes ces affaires, quoique sérieux, ne pouvaient satisfaire les folles espérances des spéculateurs.

Aux derniers jours de 1719, commencèrent les réalisations et les échanges des billets de la Banque contre espèces. Law, qui avait été nommé contrôleur général en janvier 1720, essaya en vain de les enrayer. Il racheta les actions des Compagnies en émettant des billets de la Banque : c'était lier le sort de la Banque, qui était viable, à celui des Compagnies, déjà condamnées. En quelques semaines, malgré une défense prodigieusement



PHILIPPE, DUC D'ORLÉANS, petit-fils de France, régent du royaume. Gravure d'Edelinck. — Biblioth. Nation. Cabinet des Estampes.

habile, les cours s'effondrèrent. On s'écrasa aux guichets de la Banque, tandis qu'une hausse considérable des denrées, accentuée par les accapareurs, exaspérait le peuple. Il fallut, au 1^{er} novembre, démonétiser les billets de la Banque et, en décembre, Law, entièrement ruiné, dut s'enfuir à l'étranger.

La liquidation du système fut faite par les frères Pâris. Beaucoup de communautés modestes et d'innombrables familles furent à peu près ruinées, tandis qu'une poignée de spéculateurs de tous les mondes édifiaient des fortunes considérables, qu'essaya d'atteindre la capitulation extraordinaire de 1722. Au regard de quelques avantages éphémères, le système provoqua, surtout à Paris, une profonde démoralisation et déconsidéra pour de longues années le recours, cependant légitime, aux formes modernes du crédit. Le bouleversement des situations et le mélange des classes dans une fièvre commune accrurent le malaise social en alimentant le scepticisme et l'esprit de critique contre les gouvernants. Le Régent et son équipe y perdirent toute popularité, tandis que la considération générale allait au Parlement, qui, à peu près seul, avait résisté au vertige.

DUBOIS ET LE JANSÉNISME. — L'abbé Dubois, né en 1656, « domestique » de la famille d'Orléans, avait été le précepteur du Régent, qui subit toujours son ascendant. D'une intelligence souple et pénétrante, mais vil de caractère, il était perdu de mœurs, comme son élève, et sa rapide ascension fit scandale en cette scandaleuse époque. Conseiller d'État en 1716, membre du Conseil des affaires étrangères en 1717, puis secrétaire d'État après la disparition du Conseil, il dirigea très habilement, on le verra ailleurs, la politique extérieure du Régent. Rongé d'ambition, pour devenir cardinal comme Richelieu et Mazarin, il s'évertua à régler les affaires de la constitution *Unigenitus* auxquelles Rome attachait une grande importance. Il obtint des chefs des deux partis la signature d'un « corps de doctrine » expliquant la Bulle et assez vague pour contenter tout le monde. Une déclaration royale du 4 août 1720, prenant acte de cet « accommodement », ordonna l'exécution de la Bulle et interdit tout appel au futur concile. Le Parlement ne l'enregistra qu'en décembre, sous réserves, et après de multiples péripéties. Le cardinal de Noailles se rallia alors publiquement à la transaction, mais les jansénistes intransigeants le traitèrent en renégat et l'agitation reprit. Dubois la combattit énergiquement et finit par obtenir le chapeau de cardinal, en juin 1721, après les plus louches manœuvres.

Quelques mois plus tard, il entra au Conseil de régence et prit

séance avant les ducs et les maréchaux, qui désertèrent le Conseil. En août 1722, Dubois, qui avait déjà poussé le Régent à se débarrasser des Conseils pour mieux sauvegarder son autorité, lui fit sentir les inconvénients d'un gouvernement partagé entre les secrétaires d'État et se fit nommer principal ministre. Il garda sa situation en février 1723, lorsque, à la majorité du roi, le Conseil de régence fut placé au Conseil d'en haut. Il ne devait pas en jouir longtemps : il mourut en août. Le duc d'Orléans fut déclaré principal ministre ; mais sa vie libertine avait usé sa santé ; il sombra dans l'apathie quand, en décembre 1723, une attaque d'apoplexie le foudroya, à quarante-neuf ans. Sa politique incohérente et sceptique fit beaucoup plus que l'absolutisme raisonné de Louis XIV pour déconsidérer dans l'esprit public les principes d'autorité et de moralité qui sont la base nécessaire de tout gouvernement.

LE MINISTÈRE DU DUC DE BOURBON ET LE MARIAGE DU ROI. — Pendant ce temps, le petit roi, dont on gérât si mal les affaires, grandissait, adoré de son peuple pour sa beauté et pour les espérances qu'il représentait. Orphelin de père et de mère à deux ans, il avait été mal élevé, comme tant de petits princes. Sans doute, Fleury, son précepteur, avait veillé à son éducation religieuse, qui le marqua d'une manière ineffaçable, et avait suffisamment orné son esprit, aidé par une heureuse mémoire et une intelligence alerte. Mais l'entourage du jeune roi, anxieux d'une vie si précieuse, avait laissé se développer à l'excès tous ses caprices, toutes ses fantaisies. Son caractère resta étrange et déroutant ; il était taciturne ou lançait des traits désobligeants, peut-être pour cacher sa timidité. Bien qu'il ait été capable d'affection, certaines anecdotes révèlent en lui un penchant à la cruauté. Mal surveillé, il semble avoir été dépravé de bonne heure, ce qui ne saurait surprendre au milieu de la profonde immoralité qui l'entourait.

A la mort du duc d'Orléans, Fleury, son précepteur, qui attendait patiemment son heure, lui conseilla de nommer principal ministre le duc de Bourbon, second prince du sang. « Monsieur le Duc », d'une complète incapacité politique, se laissa mener par son ambitieuse maîtresse, Mme de Prie, tandis que les finances étaient conduites en sous-main par Pâris-Duverney. Son grand souci fut de hâter le mariage du roi, moins sans doute pour protéger ses mœurs que pour fermer plus tôt les avenues du trône à la branche d'Orléans. Exploitant une maladie opportune du jeune roi, il fit renvoyer la petite fiancée espagnole, provoquant ainsi une grave crise extérieure, et maria Louis XV, en 1725, à Marie Leszczyńska, fille du roi dépossédé de



« LA FORTUNE DES ACTIONS ». — Allégorie faisant ressortir les conséquences du système de Law. Gravure de B. Picart, 1720. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



LE CARDINAL DUBOIS (1656-1723), l'un des principaux conseillers du Régent, premier ministre en 1722. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



LE CARDINAL HERCULE DE FLEURY (1653-1743), ministre d'État en 1726. Peinture de Rigaud. — Musée de Budapest. CL. BRAUN.

Pologne et de six ans plus âgée que lui. La reine, gracieuse et bonne, aimait profondément son mari, qui était l'un des plus beaux jeunes hommes de son temps, et de 1727 à 1737 lui donna dix enfants. Le duc de Bourbon essaya de l'intéresser à la politique pour contrebattre l'influence de Fleury ; mais il fut brusquement disgracié en juin 1726 et la reine cessa d'intervenir dans les affaires.

LE MINISTÈRE DE FLEURY. — Fleury, évêque de Fréjus et précepteur du roi, avait su se rendre indispensable à son élève, surtout depuis la mort du duc d'Orléans. Après avoir déterminé la chute du duc de Bourbon, il refusa de le remplacer en titre et fit annoncer que le roi gouvernerait par lui-même, comme son bisaïeul. En réalité il fut le maître, grâce à son assiduité au Conseil d'en haut et à son ascendant sur le monarque. Il fut fait cardinal en août 1726. Son long ministère, qui dura dix-sept ans, apparaît un peu vide, après les agitations de la Régence ; temporisateur, ennemi des nouveautés, Fleury s'appliqua surtout à rétablir le jeu normal des institutions et à apaiser les esprits.

Deux contrôleurs généraux honnêtes et laborieux, Le Pelletier des Forts et Orry, remirent de l'ordre dans les finances. Les monnaies redevinrent fixes ; l'impôt en nature du cinquantième sur les revenus, qui avait soulevé la colère des privilégiés, fut supprimé. Pendant les périodes de guerre, l'impôt du dixième fut rétabli, sans innovations profondes, mais avec un contrôle plus attentif. Orry généralisa l'emploi de la corvée pour la construction de routes nouvelles, qui favorisèrent le commerce et la circulation des grains. Il sut obtenir de la Ferme, qui atteignit à cette époque son apogée, des baux plus avantageux, justifiés par la prospérité du pays.

La question religieuse s'apaisa moins aisément. Le vertueux et rigide Soanen, évêque janséniste de Senez, révoqua en 1726 son adhésion au « corps de doctrine ». Il fut suspendu de ses fonctions par le concile provincial d'Embrun, que présidait l'archevêque de Tencin, créature de Dubois et fait à son aune. Il termina sa vie en exil à la Chaise-Dieu, porté aux nues par les « Nouvelles ecclésiastiques », l'insaisissable organe des jansénistes. En 1729, le cardinal de Noailles mourut, après avoir de nouveau accepté la Bulle, et il fut remplacé à Paris par un constitutionnaire ardent.

L'année suivante, une déclaration royale, qui ne fut enregistrée au Parlement qu'après des scènes très vives, exigea une fois de plus entière soumission à la Bulle. Le jansénisme perdait du terrain dans le clergé : il en gagnait chez les laïques. C'est à cette époque qu'éclata une prise singulière de mysticisme religieux au cimetière de Saint-Médard, autour du tombeau du diacre Paris, homme d'une vie austère et notoire janséniste. Des malades furent guéris et l'on vit alors nous attirons le jugement de Dieu en faveur d'une cause qui était condamnée par les hommes. La police dut fermer le cimetière et le mouvement versa dans les excès des « convulsionnaires ».

Cependant, les déclarations de 1720 et de 1730 ne furent pas inopérantes. Une surveillance attentive écarta de l'épiscopat les jansénistes. Les évêques constitutionnaires, bien armés par la Bulle et par la législation royale, luttèrent méthodiquement contre les prêtres ou les religieux jansénistes de leur diocèse ; pour éviter les appels comme d'abus, que les Parlements sont toujours prêts à accueillir, malgré les ordonnances, ils usèrent largement des lettres de cachet, moyen discret et efficace contre lequel les cours souveraines n'osaient pas encore protester. Et ainsi, peu à peu, la question s'assoupit, au moins passagèrement.

Fleury, accablé de vieillesse, se maintenait au pouvoir, malgré toutes les intrigues. Mais son élève s'émancipait. Après avoir été pendant six ans un mari modèle, Louis XV céda aux conseils des jeunes seigneurs dissolus dont il faisait sa compagnie et notamment du duc de Richelieu. Dès 1733, il eut une liaison discrète avec M^{me} de Mailly, fille du marquis de Nesle, supplantée dès 1738 par sa sœur Pauline, duchesse de Vintimille, qui intrigua contre Fleury. Une troisième sœur de

Nesle l'emporta : elle posa ses conditions et devint, en 1742, duchesse de Châteauroux et maîtresse déclarée. Poussée par Richelieu, elle chercha à secouer l'apathie du roi pour la politique, surtout après la mort de Fleury, survenue en janvier 1743. Mais l'opinion publique, jusqu'alors indulgente aux faiblesses du roi, réagit contre l'intrusion de la Châteauroux dans les affaires. Et lorsque, en août 1744, au cours d'une grave maladie dont le roi fut atteint à Metz, elle fut chassée brutalement, le peuple accueillit cet acte énergique avec non moins d'enthousiasme que la guérison du roi.

LE GOUVERNEMENT PERSONNEL DE LOUIS XV. — A la mort de Fleury, Louis XV déclara de nouveau qu'il allait gouverner seul et travailler directement avec les secrétaires d'État : il était bien incapable de tenir sérieusement sa promesse.

Pour diminuer la tâche du roi, les ministres, comme au temps où il fallait ne pas fatiguer le vieux cardinal, se réunissaient en une sorte de Conseil de cabinet, que l'on appelait le « Comité », et dont Louis XIV n'avait jamais voulu. Mais, hors de la présence du roi, les inimitiés qui divisaient les ministres éclataient au point que le Comité devint, selon le mot du marquis d'Argenson, une pétaudière. Il fallut donc tenir régulièrement le Conseil d'en haut.

Le roi s'y résigne. Il y montre une indifférence telle qu'il ne semble pas qu'il s'agisse de son État ; tantôt absent d'esprit tant il s'ennuie, tantôt narquois à suivre les rivalités d'influences qu'il démêle aisément, il affecte le plus souvent une impartialité détachée et se range volontiers, par timidité peut-être, à l'avis qui prévaut, même si son sens très fin en discerne



JEAN SOANEN (1647-1740), évêque de Senez. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

les inconvénients. Mais il a parfois de brusques sursauts et son goût profond pour le repos, qui est le trait essentiel de sa nature, lui inspire un bref accès d'énergie pour rompre avec une politique qui lui paraît devoir entraîner trop de complications. Alors que Louis XIV dirigeait ses ministres et ne les frappait presque jamais, Louis XV les laisse aller et subitement les brise pour marquer qu'il est le maître et qu'il n'est pas dupe. Assez intelligent pour voir ce qu'il faudrait faire, trop paresseux pour suivre longtemps un dessein difficile, trop sceptique peut-être pour croire au succès d'une politique réfléchie et inflexible, il s'en remet à ses ministres, mais ne leur accorde qu'un appui provisoire et un crédit à court terme. S'ils ne réussissent pas tout de suite, il les abandonne pour tenter une expérience nouvelle avec une nouvelle équipe. L'instabilité ministérielle lui apparaît ainsi comme un moyen d'affirmer, par à-coups, une autorité qu'il n'a pas le courage d'exercer par les voies de la régularité, du travail réfléchi et de l'application soutenue. Comme, d'autre part, il a le dégoût du détail des affaires et qu'il sent très bien qu'on le trompe, la division dans le ministère et le partage de sa confiance ont à ses yeux l'avantage de diminuer les dangers de son abdication. L'un de ses procédés favoris est de maintenir au ministère deux hommes qui, sourdement, se combattent et qui polarisent les influences diverses. Il a même parfois des entretiens mystérieux avec de hauts personnages qui ne sont ni du Conseil ni du ministère ; la politique intérieure, elle aussi, a été embrouillée par « le secret du Roi ». Il lui importe



MARIE-ANNE DE MAILLY-NESLE, DUCHESSE DE CHATEAURoux (1717-1744). Gravure de Pruneau, d'après Nattier. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



JEANNE-ANTOINETTE POISSON, MARQUISE DE POMPADOUR (1721-1764). Peinture de Nattier. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

peu, dirait-on, que ses frivolités et ses cachotteries nuisent à la conduite générale des affaires et donnent au public l'impression désastreuse de l'incohérence dans le gouvernement. Il y voit l'avantage de rester le maître aux moindres frais, en manifestant son caprice, puisqu'il ne sait pas montrer sa volonté. Ce dilettante n'a pas vu que le peuple de France, s'il se laisse aisément mener, aime à savoir où on le mène. La politique « à la turque » l'amuse un instant par ses péripéties, mais elle a bientôt fait de l'irriter, car il comprend très vite qu'il en est la première victime.

Mais le pire fut que les courtisans et les femmes s'en mêlèrent. Louis XIV avait rigoureusement séparé le plaisir et les affaires, en subordonnant toujours ses distractions à son devoir. Louis XV ne renversa pas seulement le rapport ; il confondit tout, en voyant très bien qu'il avait tort, tout en ne marquant que par des boutades sa liberté d'esprit et son indépendance réelle de décision. D'Argenson a maintes fois signalé l'influence, dans la politique, des « cabinets », c'est-à-dire de ces réunions intimes où les « talons rouges » font la fête avec le roi. L'influence de la maîtresse en titre est plus connue encore et plus facile à suivre.

Déjà la duchesse de Chateauroux avait voulu intéresser le roi à la politique et s'immiscer dans les affaires. Mais ce fut tout autre chose lorsque Louis XV, renonçant aux grandes dames qui se disputaient sans vergogne ses faveurs, jeta son dévolu sur Jeanne-Antoinette Poisson, dame d'Étioles, fille d'un commissaire aux vivres et mariée à un sous-traitant, neveu du fermier général qui protégeait sa famille. Bientôt faite marquise de Pompadour, elle fut officiellement présentée à la cour en septembre 1745. Jeune, belle, intelligente, elle ne se contenta pas de divertir le roi par des inventions toujours nouvelles, elle voulut s'occuper des affaires de l'État. Ses interventions, déterminées à la fois par des considérations d'intérêt personnel et des idées de politique générale, vinrent souvent compliquer l'évolution des événements.

Le roi n'est ni dupe ni docile à toutes ses volontés, et sait à l'occasion le lui faire dire ; assez dissimulé et assez versatile pour inquiéter sans cesse la favorite, il ne fut jamais assez ferme pour secouer le joug et aller contre son plaisir. Mais il cherche volontiers, dans son entourage de famille, un contrepoids à l'influence de la marquise. La reine est très effacée et d'ailleurs épuisée par la maternité ; Louis XV ne se reconnaît pas dans son fils Louis, né en 1729 et marié successivement à une fille du roi d'Espagne et à une princesse de Saxe ; le prince, très pieux et de tempérament flegmatique, se tient à l'écart des affaires. Mais Louis XV aime beaucoup ses nombreuses filles et écoute volontiers Madame Adélaïde, très intelligente et très libre d'allures. Toutes sont très pieuses et Madame Louise entrera au Carmel pour expier les désordres de son père.

Les gens de cour, qui aiment à simplifier, opposent volontiers le « parti de la famille », favorable au clergé et aux jésuites, et « le parti de la maîtresse », favorable au Parlement, aux jansénistes et aux philosophes,



LOUIS XV (1710-1774). Peinture de Carl Van Loo. — Musée de Versailles. CL. NEURDEIN.

libres alliés. Sans doute cette vue est approximativement exacte, mais, dans la réalité, d'autres influences s'entre-croisent et il y a bien des nuances dans chaque parti. Bien des alliances ou des coalitions éphémères compliquent les choses et certaines combinaisons ministérielles s'accompagnent d'assez répugnantes intrigues de boudoir. Le roi ne s'en étonne ni ne s'en indigne. Au gré de son humeur, ou selon les sentiments qui dominent dans son cœur, sincèrement religieux, mais faible devant le plaisir, il donne des gages à l'un et à l'autre parti, sans que jamais l'un d'entre eux l'emporte nettement ou longtemps.

Au fond, il suit avec une élégante indolence un jeu extrêmement enchevêtré, et son entourage, sans démêler le secret d'une pensée impénétrable, a le sentiment d'un danger perpétuel. Ni la maîtresse, ni les ministres ne sont en sécurité. Leur seule chance de durer est que le roi, par timidité naturelle et paresse d'esprit, n'aime guère le changement ; il lui en coûte de rompre avec ses habitudes.

Pour relever un peu ce que tous ces traits ont de mesquin, il faut ajouter que Louis XV, malgré sa vie scandaleuse, a toujours été religieux et pénétré de ses devoirs envers son peuple. Il fit un jour au sceptique Choiseul cette confidence caractéristique, et qui sort bien du fond même de sa pensée : « Les mérites de saint Louis s'étendent à ses descendants et nul roi de sa race ne peut être damné, pourvu qu'il ne se permette ni injustice envers ses sujets, ni dureté envers les petites gens. » Il fut aussi très jaloux de son autorité royale, lorsqu'il sentit que sa prérogative même était menacée par les Parlements. Son peuple lui fit le plus large crédit et lui témoigna le plus touchant loyalisme lors de sa maladie de 1744 comme lors de l'attentat de Damiens en 1757. Mais ce crédit, l'excès de ses dépenses, de ses débauches, de ses tergiversations, l'épuisa. On se l'expliquera en suivant les complications de sa politique intérieure.

Jusqu'à la fin de son règne, Louis XV s'en tint à sa volonté de n'avoir pas de premier ministre. Mais d'ordinaire, parmi un personnel instable et souvent insignifiant de « vieux libertins usés par les plaisirs de Paris », se détachent quelques ministres prépondérants : d'Argenson et Machault d'Arnouville, de 1749 à 1757 ; le duc de Choiseul, de 1758 à 1770, et enfin Maupéou, de 1770 à 1774. Ces trois périodes, qu'il ne faudrait pas d'ailleurs trop artificiellement séparer,

fournissent d'utiles jalons parmi des événements très complexes, où les questions religieuses et financières s'enchevêtrent et contribuent à poser au premier plan la question fondamentale des rapports de la royauté et des Cours souveraines, question qui finira par déterminer une véritable crise du régime.

LE COMTE D'ARGENSON ET MACHAULT D'ARNOUVILLE. — Le comte d'Argenson était secrétaire d'État à la guerre depuis 1743 ; il se montra plein d'énergie pendant la guerre de la succession d'Autriche. En 1749, à la disgrâce de Maurepas, sans doute sacrifié aux rancunes de M^{me} de Pompadour, il reçut en outre le département de Paris, attribution enviée parce qu'elle englobait les affaires de la grande police dont le roi était très curieux. D'Argenson, qui ne s'entendait guère avec la favorite, cherchait quelque appui du côté de la famille, mais sa meilleure chance était le plaisir que le roi trouvait à travailler avec lui.

LES INITIATIVES FINANCIÈRES DE MACHAULT. — Machault d'Arnouville, intendant du Hainaut, remplaçant au contrôle général, depuis 1745, Orry, qui fut probablement victime des rancunes des grands financiers de l'entourage de la marquise. Ce

n'était pas un homme de cour, mais la nécessité l'amena à lier partie avec la favorite et à contre-balancer, au Conseil, l'influence de d'Argenson. Capable, froid et obstiné, il s'appliqua à résoudre les difficultés financières qu'entraînait la liquidation des dettes de la guerre.

Bien informé des énormes bénéfices de la Ferme, il imposa au renouvellement de 1749 une élévation annuelle de près de 10 millions dans le chiffre du bail, sans augmenter les droits. En même temps qu'il empruntait dans des conditions favorables, il constitua une Caisse autonome pour l'amortissement méthodique des derniers emprunts. La dotation principale de cette caisse fut assurée par le maintien, à la quotité atténuée du vingtième, de l'impôt du dixième sur les revenus, qui avait été établi seulement pour la durée de la guerre.

L'impôt, dans son principe, ne comportait aucun privilège, mais il n'avait pas encore été très régulièrement perçu ; levé directement dans les pays d'élection, il n'avait pas été exigé du clergé qui s'en déchargeait par des dons gratuits ; dans les pays d'États, le roi, après quelques tentatives de levée directe, avait accordé des abonnements, à



MARIE LESZCZYŃSKA (1703-1768), reine de France. Peinture de Carl Van Loo. — Musée de Versailles. Cf. GIRAUDON.



Marie-Adélaïde (1732-1800).

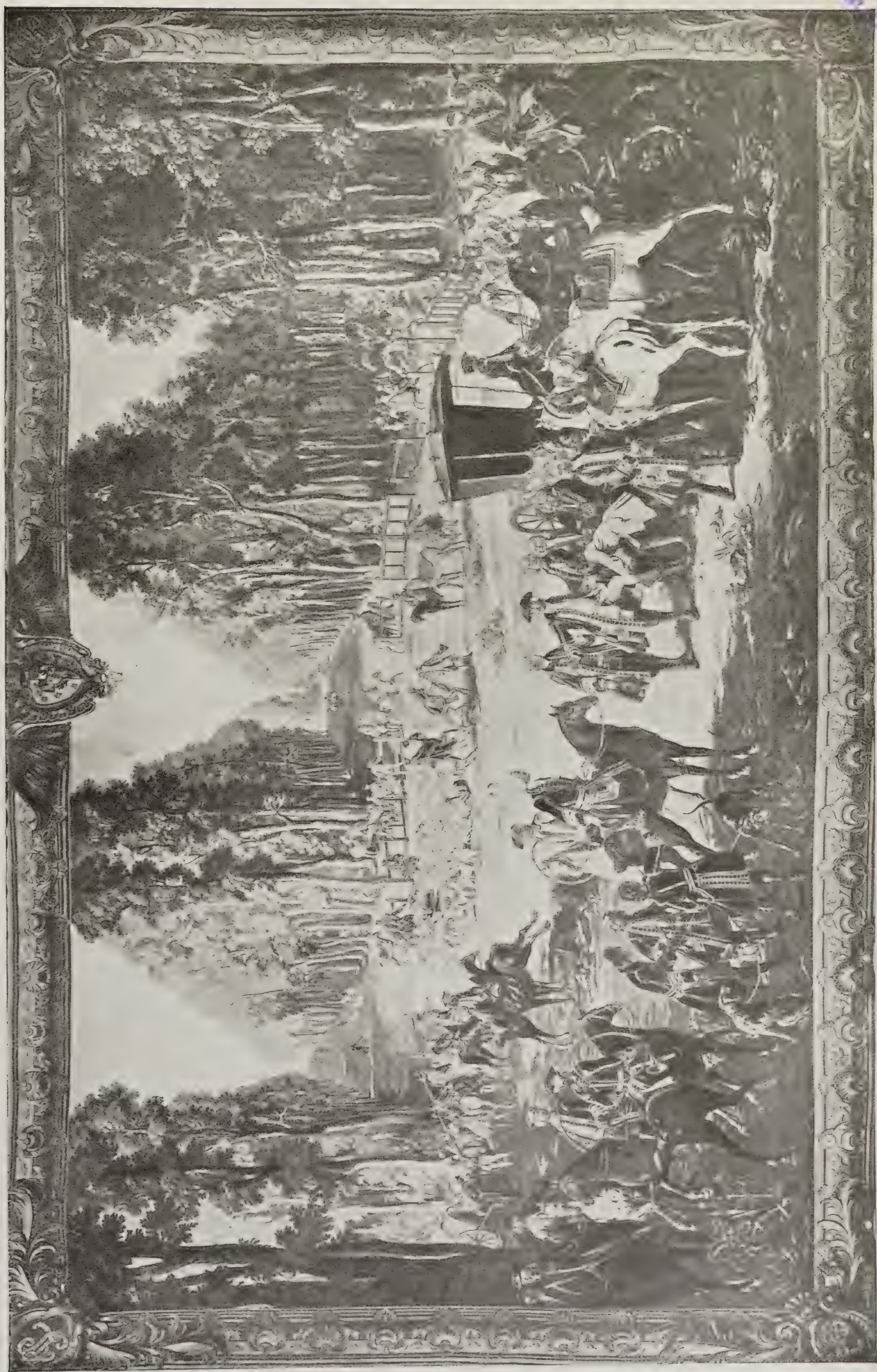


Victoire-Louise-Marie-Thérèse (1733-1799).



Louise-Elisabeth (1727-1759).

Peintures de Nattier. — Musée de Versailles. Cf. NEURDIN.



UNE CHASSE AU TEMPS DE LOUIS XV.
Tapisserie exécutée d'après le carton de F.-B. Oudry. — Palais Pitti, Florence. Cl. ALINARI.

Les longues négociations menées avec le premier président de Maupeou, par une déclaration royale, assez aigrement conçue, rappela le Parlement. De nouveau, le silence sur la Bulle avait été imposé (septembre 1754). Son triomphe moral fut avéré lorsque, quelques mois après, l'archevêque de Paris fut exilé, comme trop fanatique, dans son manoir de Conflans. La question du refus des sacrements fut tant bien que mal vidée au fond, en octobre 1756, par une encyclique de Benoît XIV prescrivant de ne refuser les sacrements qu'aux fidèles se déclarant eux-mêmes réfractaires à la Bulle ou convaincus de l'être par un jugement régulier. Une fois de plus, Rome se contentait de la soumission extérieure de ces obstinés, qui voulaient rester dans l'Eglise sans obéir à ses lois. Le Parlement, que rien ne désarmait, chercha des chicanes juridiques contre cette mesure d'apaisement (décembre 1756). Mais les passions lassées, en un siècle versatile, abandonnaient les querelles religieuses. Le Parlement, pour rajeunir sa popularité, les suivit sur un autre terrain.

LES COURS SOUVERAINES ET LES FINANCES. — Depuis la fin de juillet 1754, Machault n'était plus au contrôle général; n'ayant plus l'espoir de faire triompher ses vues, il s'était prêté volontiers à un remaniement qui le fit passer au département de la marine, tout en gardant les sceaux. Le roi, qui négociait alors avec le Parlement, vit probablement dans cette combinaison un moyen d'apaiser le clergé, à qui il demandait des concessions dans l'affaire des refus de sacrements. Il accentua la détente de ce côté, en convoquant, en 1755, l'assemblée du clergé qui, une fois rassurée sur le maintien de ses prérogatives traditionnelles, s'empressa de voter un beau don gratuit. Ce fut la destinée singulière de Machault, homme d'État réfléchi et énergique, d'entreprendre des desseins hardis, auxquels n'applaudissaient vraiment que les ennemis naturels de l'Eglise, à une époque où la royauté, secouée par la redoutable opposition du Parlement, avait besoin de tous ses appuis. Louis XV se montra plus clairvoyant que lui en refusant de mettre sur le même pied la résistance de son clergé en 1750 et l'insurrection des « grandes robes » en 1753.

Les successeurs de Machault au contrôle général, Séchelles et Moras, ne tardèrent pas, eux aussi, à s'en apercevoir. Alors que Machault avait fait enregistrer sans trop de difficultés l'édit créant le premier vingtième, ses successeurs eurent de la peine à faire accepter par les Cours un second vingtième, que la guerre commençante rendait cependant inévitable. Il fallut, à Paris, un lit de justice; ailleurs, l'exil des opposants les plus acharnés. Les remontrances, indûment livrées à la publicité, flétrissaient comme une intolérable inquisition les vérifications des contrôleurs des vingtièmes, « jeunes apprentis sans expérience..., vils ambulants..., fléaux des peuples ». Pour la première fois, le Parlement de Paris, au scandale de l'honnête avocat Barbier, affirma la théorie de l'indivisibilité du Parlement primitif, subdivisé en « classes » solidaires pour la commodité des justiciables. Les Cours des Aides mêlèrent à ce concert des voix aigries par le sentiment de leur irrémédiable inutilité.

Le roi tenta de faire front; il fit enregistrer en lit de justice un édit de discipline supprimant deux Chambres et accroissant l'autorité de la Grand'Chambre, où siégeaient les conseillers assagis par l'âge. Les jeunes magistrats répondirent par une démission collective. Quelques jours après, le 5 janvier 1757, un déséquilibre, nommé Damiens, blessa légèrement au côté, d'un coup de couteau, le roi montant en carrosse. Louis XV craignit d'être empoisonné; il se rapprocha de la reine et parut sur le point de renvoyer la favorite; Machault, trop prompt à devancer la volonté du maître, crut devoir conseiller à la marquise de s'éloigner. Elle resta et obtint du roi, bientôt rassuré, la disgrâce du ministre. Le comte d'Argenson, qui méditait alors quelque intrigue de sérail, fut renvoyé en même temps. Louis XV, brusquement lassé des deux ministres prépondérants, fit place nette.

Pendant quelque temps, l'instabilité ministérielle fut complète. La guerre rendit indispensable le recours à l'emprunt; il fallut négocier avec le Parlement pour obtenir son approbation, qui donnait confiance au public. L'abbé de Bernis rêvait des lauriers de Dubois; il s'y employa. Moras fut sacrifié aux rancunes des parlementaires et Boulogne, qui leur était agréable, le remplaça: c'était le troisième contrôleur général depuis le départ de Machault, et il ne dura guère. Les ministres changeaient, comme des figurants de théâtre; le roi s'amusa à tenir les sceaux. Le ministère ne reprit un peu d'assiette qu'en 1758, à l'avènement de Choiseul.

MINISTÈRE CHOISEUL. — Le duc de Choiseul, qui appartenait à la haute noblesse lorraine, avait fait sa carrière dans la diplomatie. Il remplaça, en 1758, l'abbé de Bernis aux Affaires étrangères et, en 1761, le roi lui confia à la fois le département de la Guerre et celui de la Marine, dont il se chargea,

en 1766, sur son cousin, le duc de Choiseul-Praslin. Ce grand seigneur, qui avait d'ailleurs épousé une fille de finance, était sceptique et autoritaire, mais plein d'énergie et de clairvoyance. Il jouit de la faveur de Mme de Pompadour jusqu'à la mort de la marquise, survenue en 1764, et garda toute la réalité du pouvoir jusqu'à sa disgrâce en 1770.

Son ministère débuta par des difficultés financières. En septembre 1759, Silhouette, qui avait remplacé Boulogne au contrôle général et qui s'était fait une réputation par de brillantes opérations de trésorerie, dut lancer le célèbre édit de « subvention générale » établissant un troisième vingtième, quatre sols pour livre sur les fermes, des taxes sur les consommations de luxe, et restreignant les privilèges fiscaux des officiers. Cette mesure courageuse souleva une telle opposition près des Cours souveraines qu'il fallut sacrifier Silhouette. Le lieutenant de police Bertin, qui avait quelque liaison avec le parti déjà influent des économistes, le remplaça et ne put que remanier légèrement les projets de son prédécesseur (février 1760). Les Cours se déchaînèrent de nouveau. Le Parlement de Rouen, entre tous violent, osa, dans un historique un peu aventureux, lier à la disparition des États généraux le développement du « génie fiscal ». La publicité donnée aux remontrances compromit la levée des impôts et le succès des emprunts inévitables. Pour venir à bout de l'opposition des Cours, il fallut leur faire des concessions. A la Cour des Aides, on abandonna le contentieux de la capitation des taillables et des cotes d'office de la taille, jusqu'alors réservé aux intendants. Au Parlement de Paris, on abandonna les jésuites.

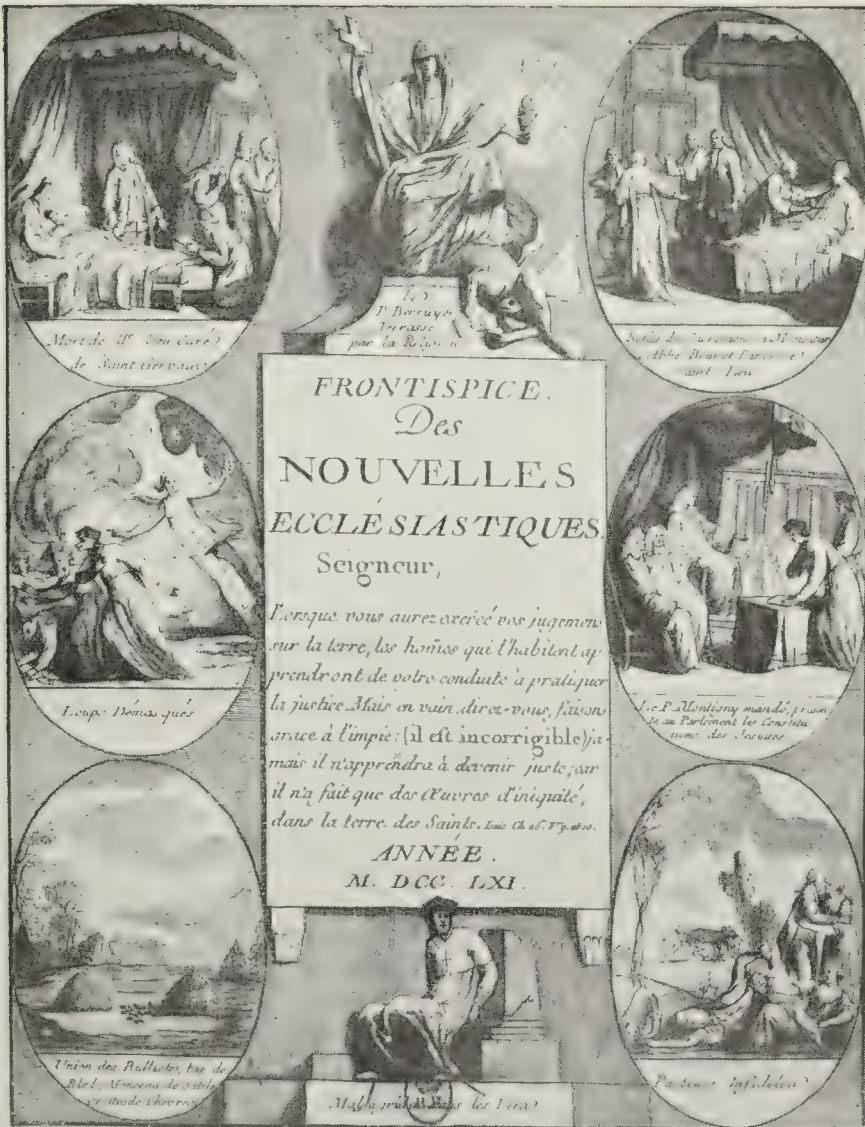
L'EXPULSION DES JÉSUITES. — Le Parlement n'avait pu l'emporter entièrement dans l'affaire des refus de sacrements: il en voulait aux jésuites, considérés comme responsables de la Bulle *Unigenitus* et de ses conséquences. Or, par une maladresse que l'on ne s'explique guère, les jésuites vinrent s'offrir aux rancunes de leur vieil ennemi.

Le P. de Lavalette, supérieur de la maison de l'ordre à la Martinique, avait essayé de rétablir ses affaires, malgré la défense de ses chefs, par des opérations commerciales. Les captures des corsaires anglais, au début de la guerre de Sept ans, le ruinèrent et sa faillite plaça dans une situation difficile ses principaux créanciers, les frères Lioncy, négociants à Marseille. La Société l'aida, mais sans assumer la responsabilité juridique de ses engagements. Les frères Lioncy ayant dû suspendre leurs paiements, le syndic de leur faillite obtint des juges-consuls de Marseille une condamnation contre la Société de Jésus. D'autres juges rendirent des décisions analogues. L'ordre, au lieu d'arrêter à tout prix ces affaires, qui intéressaient l'opinion, obtint des lettres attribuant à la Grand'Chambre du Parlement de Paris la connaissance exclusive du débat.

La cause y fut portée le 19 août 1760. Les jésuites soutenaient que, d'après leurs constitutions, chaque maison de l'ordre avait son autonomie financière; leurs avocats plaident au milieu des murmures et des huées. Et l'avocat de la faillite Lioncy, le célèbre Gerbier, eut beau jeu pour établir la solidarité morale et juridique d'une société si étroitement cimentée par le lien de l'obéissance. Il plaida, soutenu par les manifestations les plus hostiles aux jésuites, tandis que d'innombrables pamphlets donnaient à l'affaire une ampleur dépassant de beaucoup la question de droit si imprudemment posée. Sur conclusions conformes de l'avocat général Lepeletier de Saint-Fargeau, qui émergea par « l'héroïsme de son courage », l'arrêt du 8 mai 1761 condamna les jésuites « ensemble, le supérieur général et, en sa personne, le corps de la Société » à acquitter les lettres souscrites par le P. de Lavalette et à 50 000 livres de dommages-intérêts.

Ce n'était qu'un début. Les ennemis de la Société rêvaient des succès que venait de remporter Pombal au Portugal. Dès le 17 avril 1761, Chauvelin, conseiller-clerc et ardent janséniste, dénonça les constitutions des jésuites « comme renfermant plusieurs choses contraires au bon ordre, à la discipline de l'Eglise et aux maximes du royaume ». Le Parlement s'empressa d'ordonner le dépôt au greffe des Constitutions et, le 9 juillet, après conclusions du Parquet, Chauvelin lança contre les jésuites une philippique passionnée dont l'effet fut énorme.

Le roi, qui avait déjà tenté d'arrêter le Parlement, évoqua l'affaire devant lui le 2 août et interdit à ses Cours toute mesure provisoire ou définitive, pendant un an. Le 6, à une énorme majorité, le Parlement n'en reçut pas moins l'appel comme d'abus de son procureur général contre les bulles d'institution de la Société, condamna au feu vingt-quatre ouvrages écrits par des jésuites, et, par provision, interdit à tout sujet du roi d'entrer dans la Société, aux jésuites d'enseigner et aux étudiants de fréquenter leurs collèges. Le roi, dont les ordres étaient ouvertement bravés, se borna le 29 août à surseoir pour un an à l'exécution des arrêts. Le Parlement n'admit la surséance que jus-



« NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES ». — Frontispice, pour l'année 1761, des « Nouvelles ecclésiastiques », publication janséniste clandestine. L'un des médaillons figure la présentation des « Constitutions » des jésuites, prescrite par le Parlement en 1761. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

qu'au 1^{er} avril 1762. Les collèges des jésuites purent ouvrir à la rentrée, mais le premier coup était porté.

Tout l'hiver, on chercha, sans grande méthode, à sauver l'ordre. Une Assemblée extraordinaire du clergé se prononça en sa faveur; le roi négocia à Rome, sans succès semble-t-il, pour obtenir du général et du pape quelques modifications dans les Constitutions. C'est alors qu'aurait été faite la célèbre réponse : « Sint ut sunt aut non sint. » Le 6 mars 1762, le roi crut pouvoir effectuer d'autorité ces modifications; une déclaration soumit les jésuites français aux lois du royaume, à l'autorité du roi et à la juridiction des ordinaires, et les obligea à enseigner « les propositions du clergé de France », c'est-à-dire la déclaration de 1682. En compensation, les jésuites pouvaient vivre paisiblement nonobstant tous « règlements, arrêts ou appels comme d'abus ».

Il eût fallu beaucoup d'énergie pour imposer cette solution tardive. Le Parlement ajourna l'enregistrement de la déclaration, sous prétexte de soumettre au roi les « Extraits des assertions dangereuses et perniciosieuses » relevées dans les ouvrages des jésuites par la commission Chauvelin. En même temps, les « Extraits » étaient répandus dans le public, tandis que les libelles favorables aux jésuites étaient condamnés au feu. Le Parlement gagna aisément, sans obéir, la date du 1^{er} avril. Le roi ne fit rien, et le 1^{er} avril les novices et les élèves furent congédiés de tous les collèges du ressort; dès le 2 avril, le collège de Clermont était vide.

Le 22 juin, l'Assemblée du clergé, exprimant « le vœu unanime » de ses mandants, essaya de piquer l'amour-propre du roi en montrant un institut, formé par ses lettres-patentes, exposé à la destruction par un simple arrêt sur appel comme d'abus. Le roi répondit évasivement et, le 6 août 1762, le Parlement vida l'appel qu'il avait reçu un an auparavant. L'arrêt, en de très longs considérants, reprenait les griefs accumulés depuis deux siècles contre la Société et ses membres les plus compromettants; des citations nombreuses, empruntées aux « Extraits » et qui fourmillent d'erreurs, donnaient à cette diatribe une apparence de solidité. Au fond, il déclarait « ledit Institut inadmissible par sa nature dans tout État policé, comme contraire au droit naturel, attentatoire à toute autorité spirituelle et temporelle », et ordonnait aux jésuites de se disperser dans la huitaine et de vivre

isolément, sous l'autorité des ordinaires. Les ex-jésuites ne pouvaient exercer de fonctions religieuses qu'après avoir juré de professer la déclaration de 1682, d'avoir rompu tout lien avec la Société et désavoué la « morale pernicieuse » des « Extraits ». A peine 25 jésuites sur près de 4 000 prêtèrent ce serment. De nombreux arrêts particuliers réglèrent le sort des collèges, qui furent remis provisoirement aux municipalités, et celui des biens de l'ordre, attribués au roi, sous réserve des fondations et de pensions viagères pour les jésuites prêtres âgés de plus de trente-trois ans.

La plupart des Parlements provinciaux s'associèrent à l'action du Parlement de Paris. Celui de Rennes fut entraîné par le fameux « Compte rendu des constitutions des jésuites », de son procureur général de La Chalotais, pamphlet ramassé et vigoureux que son sceptique auteur publia avec l'assentiment de Choiseul et auquel le parti philosophique fit un succès. L'arrêt du Parlement de Rouen fut encore plus violent, dans les termes, que celui du Parlement de Paris. A Bordeaux, à Pau, à Dijon, à Grenoble et à Metz, les ennemis de la Société ne l'emportèrent qu'avec peine. Le Parlement d'Aix se divisa gravement; à Toulouse, une minorité dut se contenter d'un arrêt provisoire. Les Parlements de Douai et de Besançon et le Conseil souverain d'Alsace ne se laissèrent pas ébranler.

Le roi ne résista pas à l'entraînement général. Le Parlement de Paris, irrité par les manifestations du clergé, avait enjoint à tous les jésuites, le 22 février, de prêter le serment exigé par l'arrêt du 6 août 1762 pour l'exercice d'une fonction religieuse. Sur leur refus, un arrêt du 9 mars les bannit du royaume. C'est alors qu'un édit du roi, en novembre, permit aux jésuites de vivre en paix dans le royaume et anéantit toute procédure contre eux, mais ordonna « qu'à l'avenir la Société des jésuites n'ait plus lieu dans notre royaume ».

Les Parlements obtenaient ainsi gain de cause contre les vœux de la très grande majorité du clergé, contre le parti de la famille royale et, sans doute aussi, contre le sentiment intime du roi. Ses velléités de résistance furent-elles paralysées par l'influence de la Pompadour et de Choiseul? C'est probable, sans être absolument sûr. En tout cas, il fut intimidé par l'unanimité au moins apparente d'une opinion activement travaillée. Le vrai vainqueur fut le parti philosophique. Dès le 4 mai 1762, d'Alembert écrivait à Voltaire : « Les Parlements croient servir la religion, mais ils servent la raison, sans s'en douter; ce sont les exécuteurs de la haute justice pour la philosophie dont ils prennent les ordres sans le savoir. » Pour enlever toute illusion au parti qui semblait triompher, il déclarait dans sa brochure sur la « Destruction des jésuites » préférer encore les jésuites, « gens accommodants », aux jansénistes, « sans égards comme sans manières », et proposait à ses lecteurs ce bref apologue : « Un grand prince reprochait à un de ses officiers d'être janséniste ou moliniste, je ne sais plus lequel. On lui répondit qu'il se trompait et que cet officier était athée. S'il n'est qu'athée, dit le prince, c'est autre chose et je n'ai rien à dire. »

Toute la philosophie de l'affaire tient dans ces quelques lignes. Les querelles infinies autour de la Bulle avaient divisé le clergé et poussé à l'extrême l'exaltation des Parlements. Mais, tandis que le clergé, inquiet des progrès saisissants de l'impiété, laissait le jansénisme s'éteindre de lui-même et échappait aux sirènes du gallicanisme, les Parlements persistaient dans leur aveuglement et, quoique composés d'une majorité de chrétiens sincères et convaincus, se faisaient les fourriers de l'irrégion.

Un aveuglement analogue va conduire ces corps, pénétrés du plus rigoureux conservatisme social, à se faire les fourriers de la révolution politique, en ébranlant l'autorité royale dans ses ressorts les plus nécessaires.

L'OPPOSITION AUX ÉDITS FISCAUX. — Choiseul avait espéré, en abandonnant les jésuites, désarmer l'hostilité des Parlements; il n'y réussit guère. La question financière ne tarda pas à leur offrir une plate-forme d'opposition sur laquelle il leur était plus facile d'obtenir l'unanimité des « classes » et qui leur permettait de prendre l'avantageuse attitude de défenseurs des droits des peuples contre les agents du despotisme ministériel. La question financière était, de par les vicieuses habitudes du régime, à peu près insoluble. En temps de paix, les dépenses somptuaires — bâtiments, déplacements continuels de la cour — et la prodigalité toujours croissante des pensions, consommaient les ressources ordinaires. Dès qu'il fallait soutenir la guerre, on devait tout de suite en venir aux expédients et aux emprunts, à des conditions onéreuses.

Après avoir fait face péniblement aux nécessités de la guerre, Bertin voulut conserver, lorsqu'elle eût pris fin, les deux vingtièmes péniblement obtenus pour sa durée seulement. Et un édit d'avril 1763 décida qu'il serait procédé, pour leur levée intégrale, à un dénombrement exact de tous les biens-fonds du royaume. Il fut enregistré d'autorité au Parlement de Paris et à la Cour des Aides, qui ne craignit pas, dans ses remontrances, de faire allusion aux « États

général du royaume ». En province, lorsque les commandants en chef, porteurs de lettres closes, se présentèrent aux Parlements, des scènes tumultueuses se produisirent : à Toulouse, le duc de Fitz-James, à Rouen, le duc d'Harcourt, furent acculés à des mesures brutales, malgré leur modération, et, à Grenoble, le marquis Dumesnil fut décrété de prise de corps par la Cour. Il fallut bien sévir, mais d'interminables remontrances et une opposition tenace prouvèrent au roi que la théorie des « classes » ne restait pas sur le terrain académique.

Encore une fois, Louis XV céda. Bertin quitta le contrôle général et l'on créa pour lui une cinquième charge de secrétaire d'État. Il fut remplacé par L'Averdy, conseiller au Parlement de Paris et janséniste notoire. En novembre, le roi retira l'édit qui avait soulevé tant d'orages et fit appel aux lumières de ses Cours pour l'aider dans la reconstitution des finances. Une commission fut nommée pour l'examen des mémoires sollicités ; on s'efforçait ainsi de dessaisir l'opinion publique de ces difficiles questions de finances que des libellistes suspects agitaient avec plus de passion que de discernement.

Par cette politique inouïe de concessions, Louis XV espérait sans doute désarmer ses Parlements. L'Averdy, lui-même, écrivait en 1764 : « Les Français, nation légère, donnent à présent dans les Parlements, comme ils ont donné dans les pantins », et il refusait de s'en alarmer. Mais il connaissait bien mal ses anciens collègues s'il les croyait vraiment sensibles à des concessions. Ils ne songeaient qu'à tirer tous les avantages possibles, et de l'appui de l'opinion et de la faiblesse du roi. C'est ce caractère implacable de l'opposition parlementaire qui donne une importance particulière à l'épisode dit « l'affaire de Bretagne ». Jusqu'alors on n'en était qu'aux mesures d'approche ; les Parlements avaient déconsidéré le clergé, détruit les jésuites, fait et défait les contrôleurs généraux. Désormais, le drame même va se nouer autour d'incidents secondaires, parce que les Parlements sont à bout d'insolence et le roi à bout de faiblesse.

L'AFFAIRE DE BRETAGNE. —

Machault venait d'engager la lutte contre les prérogatives financières des États de Bretagne et d'en triompher lorsque, en 1753, le duc d'Aiguillon fut nommé commandant en chef, pour le roi, dans la province dont le duc de Penthièvre, fils du comte de Toulouse, était gouverneur. Jeune alors, après avoir brillamment servi aux armées, il arrivait en Bretagne avec l'éclat d'un beau nom, d'une grande fortune et d'une puissante parenté. Neveu du maréchal de Richelieu, apparenté à Maurepas, il allait faire l'apprentissage des grandes affaires dans une province que son oncle, le comte de Saint-Florentin, secrétaire d'État de la Maison du roi, avait dans son département. Comme il était en froid avec la favorite, on vit bientôt en lui le successeur possible du duc de Choiseul, dont le scepticisme déplaisait au Dauphin et à son parti.

Il débuta bien. L'affaire du vingtième fut réglée aux États de 1756 par la concession de l'abonnement, en échange de l'octroi d'un second vingtième nécessité par la guerre. Le duc montra une intelligente activité à développer les grands chemins et à susciter, dans les villes principales, des travaux d'aménagement et d'embellissement. En 1758, l'heureux combat de Saint-Cast ajouta à son renom d'administrateur un joli reflet de gloire militaire.

En 1762, l'affaire des jésuites porta aux nues la réputation du procureur général de La Chalotais. Le duc d'Aiguillon, ardent à rester le premier dans la province, en conçut-il quelque jalousie ? On l'a supposé. En tout cas, La Chalotais lui en voulut de la neutralité qu'il affecta lorsque, en octobre-novembre 1762, certains gentilshommes entendirent manifester aux États en faveur des jésuites et il le signala, à Choiseul, attentif à tout ce qui pouvait entraver sa politique. À partir de cette date, l'hostilité déclarée qui existe, à Rennes, entre le procureur général et le commandant en chef n'est, pour les bien informés, qu'un prolongement de la sourde hostilité qui, dans le ministère, oppose le parti de Choiseul et le parti de la famille.

Le Parlement de Rennes ne tarda pas à prendre fait et cause pour son procureur général. Le 1^{er} février 1764, en s'associant aux protestations des autres « classes » contre les mesures fiscales de Bertin, il déclara vigoureusement, sans le nommer, le duc d'Aiguillon. Le 1^{er} mars 1764, il n'enregistra l'édit proposé par L'Averdy qu'après avoir émis une protestation sur les droits, franchises et libertés de la Province » et

dénoncé en termes violents l'administration du commandant en chef. La Chalotais fut tenu pour responsable par Choiseul lui-même de ces mesures agressives. Le roi manda à Compiègne une députation du Parlement et lui reprocha, en termes modérés, d'avoir mêlé à son arrêt « des objets qui y étaient totalement étrangers et qui ne tendent qu'à jeter des nuages sur une administration dont je suis aussi content que la Province ». Il interpella sévèrement le procureur général. Le Parlement aggrava son attitude en rompant, par un « arrêt de scission », tout rapport personnel avec d'Aiguillon. Une seconde députation, mandée en cour, ne reçut du roi qu'une admonestation courtoise et Louis XV chercha à apaiser son commandant en chef. Cette modération ne pouvait donner aux esprits surexcités, en Bretagne, qu'une impression de faiblesse.

L'orage éclata à la session des États de la province, ouverte à Nantes, le 1^{er} octobre 1764. Malgré les conseils de d'Aiguillon, soucieux d'éviter la conjonction des États et du Parlement, L'Averdy avait prescrit, dès l'enregistrement du 5 juin, la levée immédiate des deux sols pour livre sur les droits de la Ferme générale et les octrois des villes qui n'étaient pas, selon lui, soumis au consentement des

États. En droit, la question était douteuse, à cause de l'origine domaniale de la plupart de ces taxes ; elle était de moindre conséquence, en tout cas, que bien d'autres sur lesquelles les États avaient antérieurement passé condamnation, sauf réserves de style. Mais elle fournit un prétexte.

Les États formèrent opposition à la perception des droits devant la Chambre des vacations du Parlement, alors en vacances. La Chambre, chargée seulement d'expédier les affaires courantes, n'en accueillit pas moins l'opposition avec un empressement suspect, et, par cinq voix contre trois, suspendit par provision la perception des taxes, à peine de concussion. L'arrêt ne concordait guère avec l'arrêt d'enregistrement du 6 juin, mais il avait tout de même une base juridique que des récriminations sur l'administration du duc d'Aiguillon qui, de toute évidence, échappait aux appréciations de la Cour. Et surtout, il réalisait, sur le terrain bien choisi des « libertés de la province », l'union des États et du Parlement que l'affaire des jésuites avait failli rompre.

Tout de suite, un arrêt du Conseil annula l'opposition des États et évoqua l'affaire.

Mais, tandis que les États, prolongeant leur session à plaisir, résistaient pied à pied aux demandes habituelles du roi, le Parlement, de son côté, soutenait avec quelques insolences nouvelles une de ces chicanes d'apparence juridique auxquelles les Cours souveraines, depuis quelques années, s'entraînaient mutuellement. Bref, le 4 décembre, le Parlement suspendit son service.

Par deux fois, le roi lui enjoignit vainement de le reprendre ; des négociations officieuses avec La Chalotais, menées par Calonne, échouèrent. Le 22 janvier 1765, en audience solennelle, devant tous les magistrats convoqués par lettres de cachet, le commandant en chef lut des lettres de jussion. Le Parlement n'y déféra pas. Mandé en corps à Versailles pour expliquer sa conduite, il se plaignit de voir ses sentiments travestis et déclara ne pas reconnaître, dans les ordres reçus, la volonté du roi.

Deux fois de suite, le 15 et le 20 mars, le roi affirma qu'il instruit de tout il avait ordonné lui-même tout ce qui avait été transmis au Parlement, et il lui prescrivit de vive voix, dans les termes les plus impératifs, de reprendre son service. La fiction derrière laquelle la Cour abritait sa désobéissance ne pouvait plus être maintenue. Le roi lui-même avait parlé.

Il ne fut pas obéi. Dès le 6 avril, de retour à Rennes, grisée par l'accueil enthousiaste de la population et par les compliments des autres « classes » du grand Parlement de France, la Cour décida à une faible majorité, dit-on, de remettre au roi « des pouvoirs dont il la juge et qu'il la rend, par ce jugement, incapable d'exercer avec honneur ». Et le 22 mai, elle donna sa démission : douze conseillers seulement, sur une centaine, refusèrent de démissionner.

Ces événements déterminèrent dans la province, et surtout à Rennes, une extraordinaire agitation. Les douze magistrats restés fidèles au roi furent vilipendés par la belie société ; une gravure dite des « ifs », dont un calembour grossier sur les deux initiales J. F. (qui ne voulaient pas dire *judices fideles*) faisait tout le sel, les mit au pilori. D'Aiguillon et ses rares partisans, mis à l'index, étaient accusés d'avoir



RENÉ DE CARADEUC DE LA CHALOTAIS, procureur général du roi au Parlement de Bretagne. Gravure de Cochin, 1764. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

provoqué la catastrophe par de faux rapports et à la secrète instigation des jésuites. Un jeune *minus habens*, peut-être inspiré, peut-être tout simplement influencé par l'exaltation ambiante, adressa en juin 1765 à Saint-Florentin un billet anonyme et fort grossier; vite découvert, il fut mis à la Bastille et devint fou peu après. Deux autres billets anonymes, encore plus injurieux pour le ministre et pour le roi, lui parvinrent après l'arrestation.

Louis XV, qui avait reçu des billets analogues peu avant l'attentat de Damiens, fut extrêmement troublé. Des subalternes, dont les soupçons furent confirmés par une expertise, crurent reconnaître, dans ces billets, l'écriture de La Chalotais. Un espionnage, organisé sans trop de scrupules par les amis de d'Aiguillon autour des magistrats démissionnaires, crut discerner des menées suspectes, des machinations contre la paix publique, dont le procureur général, son fils et quelques conseillers fougueux paraissaient être le centre. Comme il fallait régler la question du Parlement avant la rentrée judiciaire et la prochaine session des États, le gouvernement crut pouvoir brusquer la solution par un coup de force: au début de novembre 1765, au milieu d'un grand déploiement de troupes, les deux La Chalotais et trois conseillers démissionnaires furent arrêtés et internés dans divers châteaux. Le Parlement fut en même temps sommé d'enregistrer une déclaration qui liquidait le passé et de reprendre son service.

Ce maladroite essai d'intimidation échoua; le Parlement refusa d'enregistrer et confirma sa démission. Une faute irréparable avait été commise: l'arrestation des meneurs, sous des inculpations à la fois vagues et mal fondées. La nécessité de les juger allait placer le gouvernement dans des embarras inextricables. L'agitation soulevée autour des démissions était artificielle et locale; on lui offrait la possibilité inespérée d'exploiter les passions les plus nobles, qui s'émeuvent si aisément chez nous autour des procès politiques.

Une commission extraordinaire du Conseil fut d'abord chargée du procès des inculpés; elle procéda avec beaucoup de calme et de méthode, tandis que La Chalotais, mal surveillé, saisissait l'opinion par des « Mémoires » habilement rédigés. Comme les autres Parlements protestaient contre la constitution d'un tribunal extraordinaire, le roi se décida à réorganiser le Parlement de Rennes et à lui renvoyer l'affaire. Le duc d'Aiguillon se donna beaucoup de peine et parvint à recruter quelques nouveaux membres pour son « bailliage », comme on disait dans le parti chalotiste. Le Parlement de Paris, dans des remontrances véhémentes, contesta sa compétence et son impartialité. C'est alors que le roi, exaspéré par cette opposition systématique, se rendit au Parlement le 3 mars 1766, et rappela les principes avec une telle sévérité de termes que cette séance royale est restée connue sous le nom de « séance de la flagellation ». Ce coup d'éclat intimida un peu les parlementaires et le nouveau Parlement de Rennes commença le procès, mais, peu soucieux d'aggraver son impopularité, le fit traîner en longueur, donnant au public l'impression que le gouvernement hésitait dans ses desseins.

De fait, en novembre, malgré l'avis du duc d'Aiguillon, le roi évoqua l'affaire en son Conseil. Comme le Parlement de Paris protestait avec une violence redoublée, et comme le conseiller rapporteur inclinait à la clémence, le roi éteignit à tout jamais la procédure le 22 décembre 1766, et il exila les inculpés par voie d'autorité. La solution était correcte, car la voie d'autorité, distincte d'un vrai jugement, restait à la discrétion du roi.

Mais Louis XV, après tant de flottements, n'eut même pas l'énergie de maintenir sa position. En août 1768, il accepta la démission du duc d'Aiguillon, excédé et de moins en moins soutenu au ministère, où prévalait l'influence de Choiseul. Et, en juillet 1769, après avoir reçu des démissionnaires de 1765 de vagues assurances de fidélité, il rappela « l'universalité du Parlement », que n'avaient cessé de réclamer les États et le nouveau Parlement lui-même.

On avait fait espérer au roi, fatigué par l'affaire de Bretagne, que le rappel de l'universalité ramènerait le calme et la paix. La province n'y vit qu'un signe de faiblesse et le Parlement ne songea plus qu'à obtenir le retour de son procureur général qui, repoussant les propositions les plus conciliantes, s'obstinait à réclamer des

juges et abusa de sa victoire contre tous ceux qui avaient, à un titre quelconque, pris parti pour d'Aiguillon. Les vainqueurs se vengèrent d'abord sur des subalternes; puis, insidieusement, une information fut ouverte sur une ténébreuse affaire de subornation de témoins où l'on espérait impliquer l'ancien commandant en chef.

Le duc d'Aiguillon, qui avait repris du crédit à la cour, grâce à la du Barry, dont Choiseul était l'ennemi déclaré, demanda à son tour des juges. Malgré son avis personnel, le roi se rangea au sentiment de son Conseil (mars 1770). D'Aiguillon étant duc et pair, la Cour des pairs, composée des membres du Parlement de Paris, renforcée par les pairs du royaume, se réunit à Versailles, le 4 avril, et ouvrit une instruction sur la plainte en subornation de témoins déposée par La Chalotais. Il devint bientôt clair que ce n'était qu'un prétexte pour instituer, devant la Cour et l'opinion, le procès du gouvernement et de l'administration. D'Aiguillon, qui désirait un débat approfondi, hâta la publication du Mémoire plein de talent composé par Linguet, son avocat, et qui fit une impression profonde en reprenant toute l'affaire de Bretagne sous ses multiples et redoutables aspects. Mais le roi, qui s'était fait communiquer l'information, coupa court: il tint un lit de justice le 27 juin et imposa à tous un silence perpétuel sur l'affaire, en alléguant, à bon droit, l'impossibilité où il était de soumettre « à une discussion judiciaire les détails du gouvernement de son royaume ». Le duc d'Aiguillon reçut un satisfecit complet et dîna le soir à Marly avec le roi.

Le Parlement de Paris, dès le lendemain, protesta contre le coup d'autorité du roi et, le 2 juillet, rendit un audacieux arrêt qui, se basant sur « les commencements de preuves » recueillis par l'information, suspendait le duc d'Aiguillon de tous ses privilèges de pair de France jusqu'à ce qu'il soit, par un jugement régulier, « purgé des soupçons qui entachent son honneur ».

Ainsi se termina l'affaire de Bretagne, qui suscita tant de passions, aujourd'hui encore mal éteintes. Elle fut, dans son essence, tout autre chose qu'un conflit entre les libertés provinciales et l'absolutisme centralisateur: une insurrection des Parlements contre les prérogatives naturelles de l'administration royale et du roi lui-même. L'opposition des Cours, sans doute, n'en fût pas venue à ces extrémités sans l'incroyable faiblesse de la politique royale et le désarroi de l'opinion publique. Du moins, l'affaire acheva d'éclairer le roi: sous la contradiction des mesures prises, on sent monter sa colère. L'arrêt du 2 juillet, qui prétendait clore, à l'avantage des parlementaires, l'affaire de Bretagne, devait être le bûche de paille qui allait embraser tout le royaume.

DÉMISSION DE CHOISEUL. — LE TRIUMVIRAT. — MAUPEOU ET LA RÉFORME DES PARLEMENTS.

— Au moment où les querelles parlementaires atteignaient ainsi leur paroxysme, la situation ministérielle se modifiait sérieusement. En septembre 1768, René-Nicolas de Maupeou, premier président du Parlement de Paris, avait été nommé chancelier aux lieu et place de son père, René-Charles, qui en exerçait les fonctions depuis la disgrâce de Lamoignon. C'était « un petit homme noir », sans convictions ni principes, intrigant, peu scrupuleux, mais rompu aux affaires, plein de ressources et d'une énergie étonnante pour soutenir son ambition. Il connaissait bien les gens de robe, dont son père et lui, depuis 1743, avaient surveillé et parfois dirigé les manœuvres. Il connaissait mieux que personne les faiblesses secrètes de cette opposition de si noble apparence, les divisions, les jalousies qui travaillaient ces grands corps, les considérations d'orgueil, de vanité ou de simple intérêt qui les menaient parfois, autant que le souci des principes. Il comprit vite que Louis XV, malgré sa paresse d'esprit, était excédé de l'insolence des parlementaires et serait reconnaissant au ministre qui le débarrasserait, une bonne fois, des « grandes robes ». Son autorité s'accrut ainsi dans les Conseils où Choiseul, lié, dans une certaine mesure, au parti parlementaire, se trouvait dans une situation délicate.

D'ailleurs, depuis quelque temps, pour des raisons bien différentes, l'étoile de Choiseul pâlisait. Ce grand seigneur, qui s'était si bien entendu avec la Pompadour, fut entraîné par son entourage à faire grise mine à la nouvelle favorite, la du Barry, présentée à la cour en 1769, et qui lui en garda rancune. D'autre part,



RENÉ-CHARLES DE MAUPEOU (1714-1792), chancelier de France. Gravure de Petit. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Choiseul ne s'entendait guère avec le nouveau contrôleur général, l'abbé Terray, conseiller-clerc au Parlement de Paris, nommé en décembre 1769, à l'instigation de Maupeou. L'abbé Terray, responsable de la situation désespérée des finances, s'opposait aux prodigalités de Choiseul. Lorsque ce dernier, en décembre 1770, proposa une guerre de revanche contre l'Angleterre, Maupeou et Terray déterminèrent le roi à une politique pacifique. Le 24 décembre, Choiseul dut démissionner et se retira dans sa terre de Chanteloup, au milieu des manifestations les plus flatteuses du parti des philosophes et des parlementaires.

Quelques semaines après, il fut remplacé par le duc d'Aiguillon, dont ses subtiles manœuvres avaient si longtemps entravé la carrière. Cette fois d'Aiguillon avait su se concilier les bonnes grâces de la favorite, sans perdre celles du parti de la famille. Le « triumvirat » était constitué et la voie était libre désormais pour une action décisive contre les parlementaires.

Elle avait été engagée dès le 3 septembre. Le roi, en lit de justice, exigea la remise de toutes les procédures concernant l'affaire de Bretagne et les fit rayer des registres de la Cour. Le chancelier lui fit défense de revenir sur cette affaire et la prévint que le roi regarderait « toute correspondance avec les autres Parlements comme une confédération criminelle contre son autorité et sa personne ». Le Parlement, après avoir agité les partis les plus extrêmes, renvoya la délibération au 3 décembre, après les vacances.

Le chancelier ne lui laissa pas le bénéfice de l'offensive. Dès le 28 novembre, arriva au parquet un édit de discipline, qui, malgré les réclamations les plus véhémentes, fut enregistré en lit de justice le 7 décembre. Le préambule, très ample, reproche aux Cours d'avoir cédé à « l'esprit de système » et au goût des nouveautés en interrompant leur service, en se considérant comme un seul Parlement divisé en plusieurs classes, ce qui mènerait tout droit aux « arrêts d'union » sévèrement prohibés, en professant enfin des doctrines inouïes, opposant l'intérêt de la nation à l'autorité du roi. Après ce rappel du passé, dont aucun trait n'est exagéré, l'édit défend toute communication avec les autres Parlements, hors les cas prévus par les ordonnances, et tout emploi des termes d'unité, d'indivisibilité ou de classes. Toute interruption ou cessation de service, toutes démissions concertées sont interdites sous peine de privation d'office. Les remontrances avant l'enregistrement sont permises, tant qu'il plaira au roi de les recevoir. Mais si le roi, persévérant dans sa volonté, fait enregistrer l'édit en sa présence ou par un porteur de ses ordres, il est défendu, par quelque mesure que ce soit, d'en entraver l'exécution.

L'édit de discipline, précis et modéré, était d'accord, dans ses principes, avec la tradition monarchique. Maupeou l'éclaira encore par un très bref discours dont voici le passage essentiel : « Quand le législateur veut manifester sa volonté, vous êtes son organe, et sa bonté permet que vous soyez son conseil... Là finit votre ministère. Le roi pèse vos observations dans sa sagesse ; il les balance avec les motifs qui les déterminent, et, de ce coup d'œil qui embrasse l'ensemble de la monarchie, il juge les avantages et les inconvénients de la loi. S'il commande alors, vous lui devez la parfaite soumission. » Et Maupeou avait beau jeu pour conclure : « Si votre résistance n'avait pas un terme, vous ne seriez plus ses officiers, mais ses maîtres, sa volonté serait assujettie à la vôtre ; la majesté du Trône ne résiderait plus que dans vos assemblées. »

Tout cela était le bon sens même. Mais comment le faire entendre à un corps grisé depuis cinquante ans par une popularité d'ailleurs factice, dont la ténacité avait remporté d'innombrables victoires sur la faiblesse du gouvernement et qui, de bonne foi sans doute, dans l'immense confusion d'idées qui est la marque de l'époque, s'imaginait être le dernier rempart de la liberté française contre l'absolutisme ministériel ?

Le 10 décembre, par un arrêté plein de dignité, la Cour décida que, si l'édit de discipline n'était pas retiré, ses membres offriraient au « seigneur Roi... leur état et leur tête », dans « l'impuissance où est ladite Cour de pouvoir, avec honneur, exécuter ledit édit et remplir aucune de ses fonctions ». En attendant la réponse du roi, les Chambres demeuraient assemblées, ce qui suspendait en fait l'administration de la justice.

La désobéissance était flagrante. Cependant les négociations continuèrent dans la coulisse, même après la disgrâce de Choiseul. Le 7 et le 15 janvier 1771, la Cour décida de persévérer dans son attitude ; le 16, le 17 et le 18, des lettres de jussion lui enjoignirent en vain de reprendre son service.

Il fallait en finir. Dans la nuit du 19 au 20 janvier, chacun des membres du Parlement fut réveillé par deux mousquetaires, porteurs d'une lettre de cachet ordonnant de déclarer, par oui ou par non, s'il consentait à reprendre son service. La plupart, malgré leur surprise, répondirent négativement et, réunis le lendemain au Palais, sous la

présidence de leur doyen, ils maintinrent les précédents arrêts de la Cour et allèrent porter leur déclaration à l'hôtel du premier président. Ce lent cortège aux flambeaux, conduit par un vieillard de quatre-vingt-quatre ans, attendrit les témoins jusqu'aux larmes : il menait les funérailles du Parlement.

La nuit suivante, des lettres de cachet exilèrent les refusants, et un arrêt du Conseil, rapporté d'ailleurs trois mois après, déclara leurs charges confisquées. Les trente-huit conseillers qui avaient consenti à reprendre le service et les présidents tinrent à honneur de partager le sort de leurs collègues ; l'affaire de Bretagne avait montré, au surplus, qu'on courait moins de risques à suivre la majorité de la Compagnie qu'à obéir au roi. Au total cent soixante-quinze membres du Parlement furent dispersés ; on n'épargna que les malades. L'opinion publique, très excitée, vit dans ces rigueurs une manifestation des rancunes personnelles de Maupeou.

Dès le 24 janvier, le Parlement dispersé fut remplacé par des conseillers d'État et des maîtres des requêtes qui ne marchandèrent pas leur dévouement au service du roi. Mais la grève des procureurs et des avocats paralysa le fonctionnement du nouveau tribunal ; les scènes de Rennes recommençaient sur un théâtre plus sonore. Les princes du sang, dont certains étaient en coquetterie réglée avec les parlementaires, songèrent à protester contre ce « changement dans la constitution ». Le roi rompit brusquement le concert ; on dit même qu'il reprocha au duc d'Orléans la faute commise par son grand-père le Régent, en restituant au Parlement son droit de remontrances.

Les Parlements de province vinrent à la rescousse, celui de Rouen tenant, à son ordinaire, le plus audacieux langage. Il osa parler des États généraux comme de « la dernière ressource que les lois offrent à la nation ». La Cour des Aides de Paris, stylée par son premier président Malesherbes, l'ami des philosophes, lui fit écho. Ses remontrances remarquables du 18 février réclamaient hardiment « les droits de la nation » en présence de l'absolutisme ministériel qui prétend réduire tous les corps « à une obéissance muette et passive ». Elles terminaient ainsi : « Interrogez donc, Sire, la nation elle-même, puisqu'il n'y a plus qu'elle qui puisse être écoutée de Votre Majesté. Le témoignage incorruptible de ses représentants vous fera connaître au moins, s'il est vrai, comme vos ministres ne cessent de le publier, que la magistrature seule prend intérêt à la violation des lois ou si la cause que nous défendons aujourd'hui est celle de tout ce peuple par qui vous réglez et pour qui vous réglez. » La logique de leur opposition conduisait les Cours à ce langage républicain.

Maupeou ne se laissa pas intimider. Le 23 février, la Commission du Conseilregistra un édit qui introduisait de profondes réformes dans l'organisation judiciaire. Le Parlement de Paris gardait ses attributions quant à l'enregistrement des ordonnances, mais, pour l'administration de la justice, son immense ressort était dépecé et six « Conseils supérieurs », créés à ses dépens à Arras, Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon et Poitiers, avec compétence en dernier ressort pour toutes matières. Les membres de ces Conseils étaient nommés par le roi et appointés par lui avec exclusion de la vénalité ; les droits de vacations et d'épices étaient interdits et l'édit annonçait la simplification de la procédure. Ces réformes rapprochaient les plaideurs de la justice souveraine et rendaient moins onéreux ces déplacements qu'entraînait l'usage alors général des sollicitations. La suppression de la vénalité, « introduite par le malheur des temps », allait permettre au roi de contrôler sérieusement le recrutement de la magistrature, tandis que la disparition des épices mettait fin à l'antique collusion des procureurs, des avocats et des juges également intéressés à compliquer les procédures et à rendre les procès « éternels ».

Malgré des difficultés locales, les Conseils supérieurs, avec le concours des intendants, ne tardèrent pas à s'organiser. C'est alors que quelques Parlements, la Cour des Aides et certains tribunaux inférieurs déclarèrent qu'ils ne reconnaîtraient pas les nouveaux tribunaux. Et le 4 avril, les princes du sang présentèrent des représentations collectives qui provoquèrent une violente colère du roi ; ses filles même s'inquiétèrent, dit-on, de la surexcitation de l'opinion publique. Maupeou tint tête à l'orage. Il supprima la Cour des Aides et confia ses attributions au Parlement et aux Conseils supérieurs, comme cela était pratiqué dans certaines provinces. Il entreprit vigoureusement la réorganisation des Parlements provinciaux qui avaient protesté contre l'édit de février ; il en démembra quelques-uns, en convertit quelques autres en Conseils supérieurs, renouvela le personnel des plus hostiles et supprima même celui de Rouen. Dès le 12 avril, un édit éteignit tous les offices du Parlement de Paris, à charge de remboursement, et un nouveau corps de soixante-quinze magistrats inamovibles était créé, dont le noyau fut composé par les magistrats du Grand Conseil, lui aussi supprimé. Les autres Parlements s'inclinèrent.

Ces mesures inflexibles atteignirent un millier de magistrats qui

durent se contenter de l'intérêt à 5 pour 100 de la finance de leur office, en attendant un remboursement qui fut effectué trop souvent en effets dépréciés. On établit de nouveaux impôts pour faire face à cette liquidation, et il fallut élever les taxes perçues par le roi sur les actes de procédure, ce qui diminua l'avantage résultant pour les plaideurs de la suppression des épices.

Une réforme aussi profonde devait agiter l'opinion publique. Le trouble des esprits fut aggravé par une campagne de libelles et de brochures d'une extraordinaire intensité. Maupeou la soutint courageusement; il trouva en Voltaire un allié inattendu : le vieux philosophe n'oubliait pas que le Parlement de Paris avait condamné au feu son « Dictionnaire philosophique » et prononcé, en 1766, la peine de mort contre le chevalier de la Barre pour crime de sacrilège; il se sépara de la plupart de ses amis qui, pour des raisons de tactique, soutenaient le Parlement, et son petit pamphlet eut le plus vif succès.

Maupeou eut plus de peine à compléter le recrutement de son nouveau Parlement, à cause de l'étroite solidarité qui régnait dans les familles parlementaires, et dut se résigner à quelques choix médiocres, si l'on en croit la chronique de l'époque. Mais, somme toute, l'activité méthodique de Maupeou, sûr de la confiance du roi et de la favorite, réussit. A la Saint-Martin 1771, plus de trois cents avocats rentrèrent à la Messe rouge, célébrée par l'archevêque de Paris : ce fut un triomphe pour le chancelier. Gerbier, qui avait vaincu les jésuites, finit par céder, et les plus récalcitrants, l'abbé May, Lepaige, Maulrot, qui avaient tant écrit pour défendre les thèses parlementaires, sans prêter encore serment, rouvrirent leurs cabinets. La soumission des avocats produisit une impression profonde et, malgré une violente fermentation en Normandie et en Bretagne, à la fin de l'année le service judiciaire était partout assuré.

Maupeou, en moins d'un an, l'avait emporté, montrant tout ce que pouvait un ministre résolu, soutenu par un roi ayant enfin pris son parti, montrant aussi tout ce que cette opposition parlementaire, tant redoutée, avait au fond de factice. Un peu grisé, il fit, en 1772, quelques fausses démarches; ses nouvelles Cours lui donnèrent de la tablature en s'opposant, elles aussi, aux édits fiscaux; mais il arrangea les choses. A l'automne de 1772, les princes du sang, assez penauds, firent un à un leur soumission au roi et rentrèrent en grâce. En même temps, la campagne de brochures s'arrêtait devant l'indifférence du public plus encore que devant les poursuites moins molles du nouveau Parlement.

Seule, la fâcheuse mésaventure du conseiller Goëzman, dont la femme ne sut pas résister aux offres d'argent de Beaumarchais, ranima la curiosité publique. Beaumarchais eut le talent de tourner une affaire où il avait joué un rôle assez cynique en une cause de déconsidération pour le nouveau Parlement; il eut même la chance, dit-on, de faire rire le roi. Mais les derniers carrés de l'opposition parlementaire s'illusionnèrent jusqu'à croire que les plaisanteries du « sieur Caron » détermineraient Louis XV à revenir sur une décision qui était si bien dans la logique de ses idées. Le duc d'Aiguillon, pour remplacer un collègue dont le crédit près du maître l'offusquait, prépara un de ces changements brusques de politique qui avaient tant diminué le prestige du gouvernement; une interpellation du roi le « fit rentrer sous terre ». A la rentrée de Pâques 1774, quelques jours avant la mort de Louis XV, un bon observateur constatait l'indifférence du peuple à l'égard du nouveau Parlement et le succès final d'une réforme où tant de gens avaient vu, non sans emphase, « une surprenante révolution ».

TERRAY ET LE PACTE DE FAMINE. — L'énergie d'un ministre clairvoyant avait suffi pour réduire l'opposition parlementaire; mais la situation financière, éternelle plaie du régime, était moins facile à améliorer. Le contrôleur général Terray, discrédité par une vie de débauche, y appliqua pourtant toutes les ressources d'un esprit délié, mais peu scrupuleux. Il eut recours, pour alléger les charges du Trésor, à de véritables procédés de banqueroute; il suspendit le paiement de certains papiers du Trésor analogues à nos bons, puis les accepta à l'appui de souscriptions à un emprunt perpétuel; il convertit des rentes tontinières en rentes viagères simples et diminua les intérêts des rentes perpétuelles. Du moins, il s'appliqua comme ses prédécesseurs à perfectionner la levée des vingtièmes, dont le second fut prorogé sans diffi-

culté, grâce à la souplesse des nouvelles Cours. Il remania de même l'assiette du marc d'or et de l'annuel, droits perçus sur les possesseurs d'offices, et les principes équitables qu'il posa facilitèrent beaucoup la liquidation des charges sous la Révolution. Il s'essaya en vain à réformer profondément la Ferme générale; mais, par le jeu des croupes et des pensions, trop de gens y étaient intéressés pour qu'il fût possible d'aboutir. Du moins réussit-il à obtenir une très sérieuse augmentation du nouveau bail.

Sa réputation était si mauvaise qu'on l'a chargé de crimes qu'il n'a point commis. Certes, il a laissé, autour de lui, spéculer et trafiquer des places, mais il n'a jamais spéculé sur les blés, comme on l'en a accusé. Sa politique économique est restée dans la routine du régime. Il est bien connu que le gouvernement d'alors considérait comme l'un de ses devoirs essentiels d'assurer l'alimentation du pain à un prix aussi bas que possible, dans l'intérêt de la classe pauvre. Il suivait de très près le commerce des grains, soumis à une réglementation étroite pour empêcher l'accaparement et la cherté. Il lui arrivait même de constituer des magasins où des approvisionnements étaient tenus en réserve à proximité des grandes villes. En 1765, un certain Malisset,

gardien de ces réserves, offrit au gouvernement de les maintenir à ses risques à un certain niveau; ainsi l'administration royale se déchargeait sur des spécialistes des mesures fort délicates qu'impose l'entretien d'un stock de grains. Un libelliste, qui fut d'ailleurs promptement embastillé, dénonça l'opération, en 1767, comme constituant un « pacte de famine » : le contrôleur général et ses commis étaient accusés de spéculer avec les traitants sur la cherté des grains. Ces accusations, malgré leur fausseté, trouvèrent quelque crédit dans le peuple, prompt à la panique et à la colère quand il s'agissait de la question du pain. Terray fut soupçonné de vilaines manœuvres; comme son prédécesseur, il s'était borné à constituer des réserves pour le cas de disette. La précaution était utile : après une mauvaise récolte, il y eut, en 1773, une disette qui provoqua des émeutes.

LA FIN DU RÈGNE. — Le mécontentement du peuple, aux heures difficiles, s'accroissait au spectacle du luxe et des scandales de la cour. M^{me} de Pompadour était morte, jeune encore, en 1764; elle avait réussi, jusqu'à la fin, à assurer sa faveur en fermant les yeux sur les caprices du roi, qui cachait ses débauches dans une petite maison située dans le quartier dit du Parc-aux-Cerfs,

à Versailles. Elle ne fut pas officiellement remplacée pendant quelque temps.

C'est en 1769 seulement que le roi présenta à la cour une nouvelle favorite, fille naturelle d'une femme de mauvaises mœurs et à qui un complaisant gentilhomme avait vendu son nom de comtesse du Barry. D'une beauté ravissante, elle n'était ni plus sotte, ni plus grossière que Jeanne Poisson; elle avait même pris aisément les manières de la société raffinée; elle était gaie, bonne fille et sans ambition. Mais on lui en voulait de la bassesse de ses origines et d'avoir été à tous avant d'être au roi. Et cette dernière liaison mit le comble au scandale que n'avait guère cessé de provoquer la conduite du monarque.

Louis XV ne s'en souciait guère et, grisé par cette jeunesse éblouissante, il cédait à toutes les fantaisies de la favorite. Les fêtes de Louveciennes dépassèrent encore en luxe les spectacles de Bellevue, dont la Pompadour avait été l'intelligente organisatrice. Elle avait autour d'elle un parti imposant de grands seigneurs et de nobles dames. Toute la cour s'inclinait devant la passion du roi. La famille bouda plus longtemps. La reine était morte en 1768, dans l'effacement, comme elle avait vécu; la mort du Dauphin, en 1765, avait fait passer le titre sur la tête du duc de Berry, le futur Louis XVI, qui épousa, en 1770, l'archiduchesse Marie-Antoinette d'Autriche. La Dauphine traitait de haut la favorite; elle finit cependant par s'adoucir et la famille songea même à un mariage, pour supprimer le péché et atténuer le scandale. Mais le projet n'aboutit pas et le roi resta partagé, comme il l'avait été toute sa vie, entre ses passions et ses scrupules religieux.

Il ne fit pas ses pâques en 1774, malgré les sermons très hardis du prédicateur du carême, l'abbé de Beauvais. Peu après, à la fin d'avril, il fut pris par la petite vérole et son état devint bientôt grave. Tandis qu'on s'agitait autour de lui, dans la nuit du 3 au 4 mai, il congédia lui-même sa maîtresse « pour éviter l'aventure de Metz ». Le 7 mai,



L'ABBÉ TERRAY (1715-1778), contrôleur général des finances. — Gravure de Le Beau. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

il se confessa à son confesseur ordinaire et le cardinal de la Roche-Aymon, grand aumônier, lui apporta le viatique, après qu'il eut publiquement demandé pardon, s'il avait « causé du scandale à ses peuples ». Il reçut l'extrême-onction le 9 mai et mourut le lendemain, défiguré par la maladie, après de grandes souffrances qu'il supporta courageusement. Des prières publiques avaient été ordonnées, mais les Parisiens montrèrent une complète indifférence. Ses funérailles eurent lieu le 12 : on plaisanta au passage de sa dépouille, emmenée bon train à Saint-Denis.

Ainsi finit le long règne de Louis le Bien-Aimé, l'un des plus chargés d'incidents et l'un des plus vides de grandes choses de toute notre histoire. L'avènement de ce prince si séduisant avait été cependant entouré des plus favorables auspices et ses sujets, heureux de se détendre après le joug sévère du Grand Roi, lui avaient fait largement confiance. Il gâcha tout par ses vices, ses prodigalités et surtout son impuissance à gouverner. Son peuple, à peine touché par le bouillonnement d'idées nouvelles qui agitaient l'élite, eut beaucoup d'indulgence pour ses faiblesses et garda longtemps des trésors de loyalisme pour l'idée qu'il représentait ; mais il ne lui pardonna pas de ne pas agir en roi. Prêt à l'applaudir au premier geste où il reconnaissait la fierté du monarque, il se découragea à le voir s'abandonner à son scepticisme paresseux et aux intrigues de cour où il se complaisait. Ainsi l'enthousiasme s'usa et dégénéra en une indifférence pire que la colère. Les hautes classes, livrées au plaisir et à l'irréligion, ne voyaient pas le danger et cédaient au vertige. Les classes moyennes, plus réfléchies, s'indignaient contre une cour dépensière et débauchée et toléraient mal une politique autoritaire, pratiquée sans conviction par des ministres souvent cyniques, plus préoccupés de leur situation que du bien de l'État ; elles se tournaient volontiers vers ces magistrats dont le langage empreint de gravité défendait à leurs yeux la majesté de la loi et les bases antiques de la constitution. Toute atteinte portée à leur autorité — le fût-elle pour sauver l'autorité monarchique — leur semblait un pas nouveau vers le despotisme et les amenait un peu plus vers des doctrines nouvelles, parées de toutes les séductions de l'intelligence et de la mode. Peu à peu, le terrain se minait autour du trône, à qui manquaient tous les appuis, sauf ceux qui achevaient de le compromettre : un clergé discrédité par les querelles autour de la Bulle et par les moqueries des philosophes, une noblesse sans vigueur et ne songeant qu'à jouir.

Louis XV, assez intelligent pour s'en rendre compte, assez bon

peut-être au fond pour en souffrir, n'eut pas l'énergie de rompre avec une vie déshonorante pour faire son métier de roi. Il laissait à son petit-fils, intacts encore quoique un peu découragés, les cadres administratifs qu'avait mis au point son bisaïeul. Mais ce n'était plus guère qu'une apparence, parce que, le moteur central ayant défailli, le bon peuple était désenchanté et l'élite ne croyait plus à la monarchie traditionnelle. La faiblesse et la médiocrité intellectuelle de Louis XVI allaient achever la ruine inévitable.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES. — ARGENSON (marquis d'), *Journal et Mémoires* (1859-1867, 9 vol. in-8°) [Société de l'Histoire de France]. — BARBIER (E.-J.-F.), *Journal anecdotique* (1847-1856, 4 vol. in-8°) [*Ibidem*]. — BERNIS (cardinal de), *Mémoires et Lettres* (1715-1758) [1878, 2 vol. in-8°]. — BUVAT (Jean), *Journal de la Régence* (1715-1723) [1865, 2 vol. in-8°]. — CHOISEUL (duc de), *Mémoires* (1719-1785) [1904, in-8°]. — HARDY (S.-P.), *Mes loisirs, journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connaissance*, t. I (seul paru, 1764-1773) [1912, in-8°]. — HAUSSET (Madame du), *Mémoires* (1824, in-8°). — LUYNES (duc de), *Mémoires sur la cour de Louis XV* (1860-1865, 17 vol. in-8°). — MARAIS (Mathieu), *Journal et Mémoires sur la Régence et le règne de Louis XV* (1715-1737) [1863-1868, 4 vol. in-8°]. — RICHELIEU (maréchal de), *Mémoires authentiques* (1725-1757) [1918, in-8°]. — SAINT-SIMON, *Mémoires* (1715-1723), édit. de Boislisle et Lecestre, t. XXIX à XXXVI, et édit. Chéruel, t. XVI à XIX. — *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle* (1888-1898, 3 vol. in-4°, t. I et II) [Documents inédits sur l'Histoire de France]. — *Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle* (Angers, 1909, in-8°).

OUVRAGES. — LECLERCQ (dom H.), *Histoire de la Régence pendant la minorité de Louis XV* (1921, 3 vol. in-8°). — LEVASSEUR (E.), *Recherches historiques sur le système de Law* (1854, in-8°). — NOLHAC (Pierre de), *Louis XV et Madame de Pompadour* (1909, in-12). — MARION (M.), *Machault d'Arnouville, étude sur l'histoire du contrôle général des finances de 1749 à 1754* (1891, in-8°). — MASSON (Fr.), *Le Cardinal de Bernis depuis son ministère* (1884, in-8°). — MARION (M.), *La Bretagne et le duc d'Aiguillon* (1753-1770) [1898, in-8°]. — POCQUET (B.), *Le Pouvoir absolu et l'esprit provincial. Le Duc d'Aiguillon et La Chalotais* (1900-1901, 3 vol. in-12). — GLASSON (E.), *Le Parlement de Paris, son rôle politique depuis Charles VII jusqu'à la Révolution* (t. II, 1901, in-8°). — LE MOY (A.), *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle* (1909, in-8°). — ROBERT (P. Albert), *Les Remontrances et arrêtés du Parlement de Provence au XVIII^e siècle* (1715-1790) [1912, in-8°]. — MAUGRAS (G.), *La Disgrâce du duc et de la duchesse de Choiseul* (4^e édit., 1903, in-8°). — FLAMMERMONT (J.), *Le Chancelier de Maupeou et les Parlements* (1883, in-8°). — AFANASIEV (G.), *Le Commerce des céréales en France au XVIII^e siècle* (1894, in-8°). — GIRARD (René), *L'Abbé Terray et la liberté du commerce des grains* (1769-1774) [1924, in-8°]. — NOLHAC (P. de), *Marie-Antoinette dauphine, d'après de nouveaux documents* (s. d., in-12). — GONCOURT (E. et J. de), *La du Barry* (n^{lle} édit., 1878, in-18). — SAINT-ANDRÉ (Cl.), *Madame du Barry, d'après les documents authentiques* (1909, in-12).

CHAPITRE II

POLITIQUE INTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE AU XVIII^e SIÈCLE

LE XVIII^e siècle est sans doute la période la plus importante de l'histoire de la Grande-Bretagne. C'est alors que se développe le régime parlementaire, que la vie économique prend un essor incomparable, que nos voisins font la conquête de la mer et s'établissent solidement hors d'Europe, que le Royaume-Uni, en un mot, devient l'un des plus grands États de l'Europe et le plus vaste Empire du monde. On ne s'occupera ici que de l'histoire intérieure, les guerres continentales et les rivalités coloniales étant l'objet de chapitres spéciaux.

GEORGE I^{er} (1714-1727). — ADMINISTRATION DES WHIGS. — Par application de l'« Acte d'Établissement », l'électeur de Hanovre, descendant de Jacques I^{er} par sa mère, succéda à la reine Anne sous le nom de George I^{er}.

L'avènement de la dynastie de Hanovre devait consolider les résultats de la Révolution de 1688. Le principe héréditaire ayant été subordonné, dans le choix de la maison souveraine, à la question religieuse et à la question constitutionnelle, la dynastie et la nation se trouvèrent liées par un contrat, inspiré des doctrines de Locke et de Leibniz, et dont les clauses avaient été très clairement rédigées par les juristes des deux États, afin de prévenir toute difficulté d'application. Une tentative du prétendant Stuart, Jacques III, était annoncée et probable ; elle n'eut pas lieu au moment où elle aurait eu quelque chance de réussir, c'est-à-dire à la première heure. Le roi en exil

n'avait ni la volonté, ni l'éloquence, ni le don d'entraîner les hommes, et ses principaux partisans n'eurent pas le temps de s'organiser.

Au contraire, les whigs s'installèrent immédiatement au Conseil de régence. La liste en avait été dressée d'accord avec les représentants de l'électeur à Londres : elle comprenait dix-huit personnalités adroitement choisies, au nombre desquelles Shrewsbury s'imposait par son énergie, connue de longue date. Aucun incident grave ne troubla d'ailleurs le pays pendant les sept semaines qui s'écoulèrent entre le décès de la reine Anne et le débarquement de George I^{er} à Greenwich.

Le nouveau souverain était âgé de cinquante-quatre ans, de taille moyenne, les traits accentués, l'air gauche et indifférent, grossier et de façons communes, buveur et débauché, en mauvais termes avec tous les siens. Il était, au dire de sa mère, « matérialiste en philosophie ».

On lui a attribué un très noble propos, à savoir que son plus beau titre de gloire était d'être en Angleterre le prince de Newton et en Hanovre le prince de Leibniz ; mais c'est là une légende. Ignorant à peu près tout de son royaume, il mena dans le palais de Saint-James le même genre de vie que dans sa résidence hanovrienne du Herrenhausen, et si par là il prêta le flanc à la satire, il n'en fut pas moins, à d'autres points de vue, favorablement apprécié. « Ce n'était pas un glorieux monarque, a dit de lui Thackeray, mais il n'était ni fourbe, ni haineux, ni extravagant. Quoique habitué en Hanovre à



SCÈNE DE LA VIE PUBLIQUE A LONDRES AU XVIII^e SIÈCLE. — Réception du lord-maire en 1747. — Gravure de W. Hogarth. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

pratiquer le despotisme, il usa de son autorité avec modération. Il entendait laisser l'Angleterre se gouverner elle-même, dans la plus large mesure, et y résider le moins possible. Son cœur était en Hanovre. Il fut acclamé par la partie raisonnable de la nation, dont il connaissait les idées, mais il fut toujours un étranger pour le peuple, qui tournait en dérision ses mœurs allemandes. Il ne s'illusionna pas sur le sens de notre accueil, nous vola le plus d'argent qu'il put et nous sauva du papisme et de l'anarchie. Il demeura fidèle au pacte conclu avec la nation et, s'il ne fut pas plus exempt qu'un autre des vices de son époque, nous lui devons au moins de la gratitude pour avoir sauvé et pour nous avoir transmis intactes nos libertés. »

Parti d'Allemagne le 31 août 1714, il arriva à Londres avec une suite peu nombreuse : le grand écuyer Bernstorff, le baron Kielmannsegg, la femme de celui-ci, qui était sa maîtresse, et son autre maîtresse en titre, M^{lle} de Schulembourg. Ces gens bien endentés se considéraient, en général, comme des explorateurs venus pour reconnaître le terrain et préparer les voies à leurs amis ou parents. Mais le Parlement avait entouré l'exercice des fonctions publiques de garanties minutieuses pour en écarter les étrangers et il s'était réservé le droit de naturalisation. Si M^{lle} de Schulembourg devint duchesse de Kendal, si sa rivale fut créée comtesse Darlington, l'influence de la cour resta toujours très limitée.

TOWNSHEND ET STANHOPE. — George I^{er} était entouré de deux groupes d'hommes d'État qui se jalousaient, se dénonçaient ou se coalisaient tour à tour : l'élément britannique et la « junte » hanovrienne. Son accession au trône ayant été déterminée par les whigs, il investit Townshend du gouvernement : les tories n'y furent représentés que par Shrewsbury, qui avait été dans son parti le chef du clan hanovrien, et par

Nottingham, qui s'était rendu précieux lors de la crise dynastique.

La junte hanovrienne était une sorte de triumvirat formé par Bernstorff, qui avait conduit les négociations avec la reine Anne; par Bothmer, représentant diplomatique, à Londres, de la maison de Brunswick; enfin par un réfugié huguenot, Robethon, dont la haine contre Louis XIV doublait les moyens, et qui avait tout particulièrement aidé à l'avènement de George I^{er}. Les membres de la junte ne s'entendaient guère et leurs rivalités étaient mises à profit par leurs adversaires anglais. De plus, le roi et son fils unique, le prince de Galles, se haïssaient cordialement : la résidence à Londres de l'héritier présomptif, Leicester-House, était un foyer d'opposition où les tories éliminés du pouvoir se rencontraient avec les whigs dissidents. Ces intrigues tinrent le gouvernement en haleine et l'obligèrent à s'organiser.

Comme le roi, ignorant l'anglais, s'abstenait d'assister aux délibérations du Conseil, il parut indispensable de donner au Cabinet une composition homogène et une ferme direction; on n'alla pas du premier coup jusqu'à la rigoureuse formule que préconisaient déjà les Addison, les Steele et les Fielding, et l'on conserva quelques tories modérés, mais il y eut un président, par qui le roi fut officiellement informé des décisions prises. Le chef de l'administration, Townshend, était assisté, en particulier, de deux collègues dont l'ascendant ne tarda pas à lui porter ombrage : le général Stanhope, l'un des héros de la guerre de Succession d'Espagne, et sir Robert Walpole, l'homme de l'avenir.

Le premier Parlement de George I^{er} avait été élu pendant l'hiver de 1715. Les whigs y disposaient d'une majorité de cent cinquante voix, alors que le dernier Parlement de la reine Anne avait été en majorité tory; ils contestèrent la validité d'une trentaine d'élections et se débarrassèrent ainsi sans scrupules de dé-



GEORGE I^{er} (1660-1727), premier roi de la dynastie de Hanovre, né et mort à Osnabrück.

putés gênants. D'autres scandales agiterent l'opinion, et le prétendant Stuart se laissa convaincre que l'heure de la restauration avait sonné. Malgré l'échec des tentatives naguère appuyées par Louis XIV, les jacobites (1) avaient conservé de nombreux partisans en Angleterre et aussi en Écosse, où toutes les « Hautes-Terres » étaient acquises à leur cause et qui, moins d'un an après le couronnement de George I^{er}, se soulevèrent à la voix du comte Mar; mais le duc d'Argyll battit à Sheriffmuir le lieutenant de Jacques III et le prétendant dut regagner le continent.

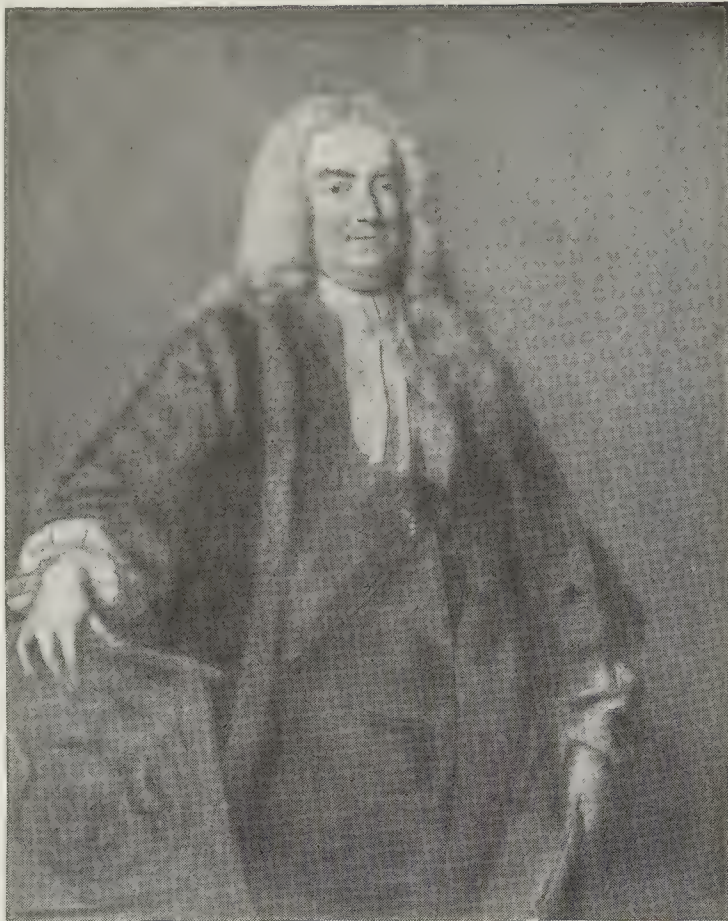
Cette prise d'armes eut des conséquences politiques importantes. Elle atténua l'impopularité du roi en suscitant des manifestations en faveur de la succession hanovrienne et, aux Communes, la majorité se laissa aisément convaincre de l'utilité de prolonger ses pouvoirs : l'acte qui les porta à sept ans (7 mai 1716), le « bill de septennalité », est encore en vigueur aujourd'hui.

Aussitôt qu'eut été réprimée l'insurrection jacobite, George I^{er} manifesta le désir de retourner en Hanovre. D'après l'*Act of settlement*, les rois hanovriens ne pouvaient quitter leur royaume qu'avec le consentement du Parlement. George fit rapporter cette clause et partagea désormais son temps presque également entre l'Angleterre et l'Allemagne. En 1717, au retour d'un premier voyage, il se sépara de Townshend, que son beau-frère Robert Walpole suivit dans la disgrâce, et Stanhope, qui avait provoqué la décision royale, prit les rênes du gouvernement; mais, après plusieurs échecs plus ou moins retentissants, tant aux Communes qu'à la Chambre des Lords, le ministère sombra dans la débâcle de la « Compagnie de la mer du Sud » (*South Sea Bubbles*). Attristé des scandales auxquels donnaient lieu, jusqu'au sein du Parlement, les opérations de la Compagnie et le « krach » qui les suivit, Stanhope, que son honnêteté ne mit pas à l'abri des reproches, mourut à Westminster d'une attaque d'apoplexie (4 février 1721).

ROBERT WALPOLE. — De cette époque date le règne ministériel de Robert Walpole, qui devait se prolonger pendant vingt-deux ans. George I^{er} parlait le français, mais non l'anglais, et ses ministres ne comprenaient pas l'allemand. Comme Walpole avait fait à Eton et à Cambridge de brillantes études classiques, il s'avisa de recourir au latin, et c'est en cette langue que s'entretenaient le roi et le premier lord de la Trésorerie, devant « un bol de punch ». Il est à remarquer que George I^{er} parlait très bien le français, et peut-être même notre langue était-elle son idiome favori; il y recourait volontiers pour exprimer ses sentiments de joie, de chagrin, de surprise et, quand il sentit venir la mort, il s'écria : « C'en est fait de moi ! »

Sir Robert Walpole n'est pas seulement de tous les hommes d'État britanniques celui qui s'est maintenu le plus longtemps sans interruption au pouvoir (1721-1742). Laisant à Townshend la diplomatie, tout en se préoccupant de maintenir la paix en s'appuyant principalement sur l'alliance française, malgré que le sentiment national y fût défavorable, il put pratiquer une politique intérieure véritablement féconde. Sa faveur demeura assez solide pour résister aux intrigues de Bolingbroke, servi par la duchesse de Kendal.

Appartenant à une vieille famille de ce riche comté de Norfolk, où l'agriculture et l'industrie textile attiraient et retenaient tant d'émigrants, il y possédait plusieurs propriétés qui lui donnaient le droit de désigner les représentants de la circonscription à la Chambre des Communes : c'est ce qu'on appela plus tard des « bourgs pourris ». Entré au Parlement dès l'âge de vingt-cinq ans, il acquit très vite la réputation d'un esprit vigoureux et subtil, d'un orateur clair et précis, même dans les débats les plus arides. Secrétaire au département de la



ROBERT WALPOLE, COMTE D'ORFORD (1676-1745), premier ministre de 1721 à 1742. — Peinture de Van Loo. — National Gallery à Londres.

de la politique coloniale moderne : la paix, qu'il sut maintenir pendant près de vingt ans, favorisa le développement de l'industrie.

« L'âge de Walpole » passe pour l'époque où la vénalité, sous toutes ses formes, et en particulier la corruption parlementaire atteignirent le plus haut point. A la vérité, les hommes politiques d'Angleterre avaient depuis longtemps trafiqué de leurs votes, et le renversement de Walpole n'eut pas pour effet de ramener la vertu au palais de Westminster; mais il est de fait que l'achat des consciences politiques fut alors érigé en système de gouvernement.

GEORGE II (1727-1760). — George I^{er} mourut subitement à Osnabruck, le 12 juin 1727, au cours d'un voyage qu'il fit en Allemagne. Son fils unique, George II, l'avait jadis accompagné en Angleterre après la mort de la reine Anne, et il s'était tout de suite efforcé de se rendre populaire. Pendant plusieurs années, il vécut en complète mésintelligence avec le roi et, même lorsque Walpole eut obtenu la soumission du prince de Galles, les relations du père et du fils restèrent jusqu'au bout très froides, très mauvaises. Dès que George I^{er} fut mort, son successeur s'empressa de détruire le testament qu'il avait laissé.

Tout le monde s'attendait à un changement de ministère; car le prince avait réuni autour de lui les chefs des divers groupes de l'opposition : whigs jaloux, tories déçus, prélats jacobites. Quand Walpole, à genoux, lui apprit la mort de son père, George II lui ordonna sèchement de remettre le pouvoir au président des Communes, le solennel mordant Spencer Compton. Toute la cour félicitait déjà le nou-

Guerre (1708), il se montra extrêmement adroit dans les négociations entre les partis et il lui arriva de rétablir l'accord entre les membres du cabinet.

A la chute des libéraux, en 1710, il fut accusé par les tories d'avoir introduit le déficit dans le budget, puis — après qu'il eut répliqué par deux pamphlets très vifs — de concussion et de vénalité. Condamné et enfermé plusieurs mois à la Tour de Londres, mais réélu en 1713, il commença la brillante carrière qui devait se poursuivre sous le règne suivant. Choisi comme chef du cabinet en 1721, il se proposa de faire passer dans la pratique sa théorie de gouvernement, comportant l'homogénéité du ministère, l'autorité du « Premier » sur des collaborateurs de son choix, le transfert des pouvoirs fondamentaux de la Chambre des Lords à la Chambre des Communes, la responsabilité collective des ministres devant cette dernière et non devant le roi. La réforme qui restreignit les prérogatives de la Chambre haute, personne ne contribua plus que Robert Walpole à la faire triompher, et son action s'était déjà exercée en ce sens alors qu'il siégeait sur les bancs de l'opposition : c'est lui qui avait fait rejeter le *Peerage bill*, tendant à retirer à la couronne le droit de créer de nouveaux lords. Enfin, il fut l'un des promoteurs du libre-échange et



GEORGE II (1683-1760), fils de George I^{er}, né à Hanovre, mort à Kensington. — Gravure de Gunst. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

1) Les premiers jacobites furent les partisans de Jacques II, chassé par la révolution de 1688 et remplacé par Guillaume d'Orange. Les seconds jacobites furent les partisans de la maison des Stuarts, dépossédée par la maison de Hanovre.



LE COURONNEMENT DE GEORGE I^{er}, LE 31 OCTOBRE 1714, DANS L'ABBAYE DE WESTMINSTER.

Gravure du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

veau maître, ainsi que John Carteret, le chef désigné de la diplomatie britannique ; mais Compton se jugea incapable de remplir les hautes fonctions qu'on lui avait dévolues et la reine Caroline, qui exerçait sur son mari un empire d'autant plus ferme qu'il était plus discret, lui fit comprendre qu'il avait tout intérêt à laisser au gouvernement l'homme dont la générosité égalait la compétence financière. Un des premiers actes du ministre réinstallé fut d'augmenter la liste civile du roi et de faire voter à la reine une dotation personnelle.

Petit, vulgaire d'aspect, grand mangeur et grand chasseur, aimant le pouvoir pour les avantages qu'il en retirait, mais n'aimant ni le travail ni les affaires, d'esprit méthodique, mais incapable de suite dans ses desseins, ignorant et superstitieux, mais sans religion et aussi sarcastique pour l'Église anglicane que pour l'Église romaine, George II était moins habile que son père, dont il avait hérité les mauvaises mœurs. La reine feignait d'ignorer ses vices, moyennant quoi elle le dominait en lui suggérant des décisions dont Walpole lui faisait comprendre l'intérêt. Il avait une extrême mobilité de caractère : constitutionnel à Saint-James, il était à Herrenhausen un « despote éclairé ». On eut lieu toutefois de vanter ses sentiments charitables, lorsqu'il contribua de toute sa bonne volonté, sinon de son argent, à la création de la colonie de Géorgie, œuvre philanthropique destinée aux prisonniers pour dettes.

Le maintien de Walpole au pouvoir décût amèrement les whigs dissidents groupés autour de Pulteney, de Bolingbroke et de Wyndham. Dans leur journal *The Craftsman* (*L'Artisan*), ils attaquaient sans relâche, non seulement leur tout-puissant adversaire, mais aussi le roi, qui écoutait ses conseils, et le Parlement, qui le soutenait ; cependant, telle était l'habileté de sir Robert à déconcerter ses adversaires qu'il leur fallut dix ans de manœuvres pour ruiner son parti à la Chambre des Communes.

Les élections générales de 1734 laissèrent le gouvernement en possession d'une majorité considérable, mais fortifièrent l'opposition par l'élection de membres jeunes, ardents, éloquents, dont le plus brillant, William Pitt, élu par le bourg pourri d'Old-Sarum, fief de sa famille, allait en quelques mois acquérir un prestige redoutable. Les « gamins patriotes », comme les appelait Walpole, ne craignirent pas de s'en prendre au roi lui-même. De son côté, le prince de Galles, Frédéric-Louis, élevé en Hanovre par ordre et autorisé à venir en Angleterre seulement quand il eut atteint sa vingt et unième année, détestait ses parents qui, eux, souhaitaient ouvertement sa mort ; son mariage avec Augusta de Saxe-Gotha (1736) fut le prétexte de discussions budgétaires où le gouvernement obtint dans les deux Chambres un vote rejetant les demandes du prince, et celui-ci devint alors le chef déclaré de l'opposition.

La mort de la reine Caroline (20 novembre 1737) priva George II d'une conseillère prudente et Walpole d'un appui précieux.

Au mois de mars 1739, les adversaires du gouvernement quittèrent avec ostentation la salle des séances. Cette sécession échoua et, libéré des attaques quotidiennes des whigs dissidents et des tories, le ministère put donner tous ses soins aux préparatifs de la guerre avec l'Espagne, que le « Premier » déplorait, mais qu'exigeaient le monde des affaires et le roi.

George II voulut aussi intervenir dans les complications européennes qui suivirent la mort de l'empereur Charles VI (1740) et il se prononça pour Marie-Thérèse contre la Prusse ; Walpole eût préféré rester neutre, mais son pacifisme finissait par peser au roi et commençait à mécontenter le pays. L'opposition se crut assez forte pour proposer carrément son renvoi : Walpole réussit à obtenir de fortes majorités en



LA FLOTTE ANGLO-ALLEMANDE DEVANT L'ÎLE DE WIGHT (juillet 1744). — Gravure de P. Fourdrinier. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

gagnant l'appui des jacobites, qu'il avait d'abord combattus, et la Chambre fut prorogée, puis dissoute. Pendant l'inter règne parlementaire, une grêle de mauvaises nouvelles s'abattit sur l'Angleterre et l'on constata que, dans la nouvelle assemblée, la majorité avait changé de camp : par deux fois, lors de la vérification des pouvoirs, deux députés de bourgs, nommés comme ministériels, furent invalidés au profit de leurs concurrents. Pulteney demanda alors une enquête sur la conduite de la guerre ; Walpole fit rejeter la proposition par 253 voix contre 250, mais, jugeant son autorité insuffisante, il accepta, le 9 février 1742, le titre de comte d'Orford, et le surlendemain donna sa démission de tous ses emplois. Une commission, composée de ses ennemis, fut chargée par la Chambre des Communes de procéder à une enquête ; elle dut conclure à l'intégrité personnelle et au désintéressement de l'ancien ministre, qui mourut des suites du surmenage qu'il s'était imposé.

De la chute de Walpole à la mort de George II, il n'y eut pas moins de sept ministères. Cette instabilité politique eut pour conséquence de redoutables crises diplomatiques, aggravées par une courte éclipse du prestige maritime de l'Angleterre et l'échec de ses armées ; mais la nation était restée vaillante et confiante ; la période de dépression fut suivie d'un réveil d'énergie nationale, auquel restera attaché le nom de William Pitt.

John Carteret, qui recueillit la succession de Walpole, prétendit grouper des collaborateurs appartenant à divers partis et, comme il le disait, « constituer une administration à large base ».

La victoire de Dettingen, gagnée par George II en personne sur le maréchal de Noailles, valut au roi une certaine popularité (1743), et la guerre entre l'Angleterre et la France fut bientôt officiellement déclarée, mais lorsque Frédéric se jeta sur la Bohême au lieu de soutenir les Hanovriens, le ministère se divisa ; Carteret fut remplacé par un des chefs du parti de la paix, Henri Pelham, et par son frère, le duc de Newcastle (novembre 1744). La campagne d'été fut, en 1745, très mauvaise pour les Anglais, qui furent battus à Fontenoy, et le fils du prétendant Stuart, Charles-Édouard (I), après avoir fait proclamer Jacques III à Édimbourg, passa en Angleterre ; il arriva jusqu'à Derby, à 175 kilomètres de Londres ; mais s'il fut acclamé, il ne fut pas suivi et dut rentrer en Écosse,

(1) Charles-Édouard (1720-1788) était le petit-fils de Jacques II et le fils aîné de Jacques Stuart, dit « le Prétendant » ou « le Chevalier de Saint-Georges », et qui s'était fait proclamer en Écosse sous le nom de Jacques III. Il fut dans la suite désigné sous le nom de comte d'Albany.



WILLIAM PITT (1708-1778). — Peinture de Hoppner. — National Gallery, Londres.



VUE DU COTÉ EST DE L'INTÉRIEUR DE WESTMINSTER-HALL. — Les deux chambres du Parlement sont réunies, le 18 mars 1747, pour juger Simon Fraser, lord Lovat, qui fut condamné à mort pour haute trahison. — Gravure de Remi Parr, d'après un dessin de Freemann (1747). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

où le duc de Cumberland écrasa à Culloden la dernière armée des Stuarts (avril 1746).

La situation du ministère fut consolidée par la paix d'Aix-la-Chapelle (18 octobre 1748). Malgré la reprise des hostilités aux Indes et en Amérique, Pelham put gouverner paisiblement jusqu'à sa mort, se consacrant énergiquement à la restauration des finances. Le duc de Newcastle devint alors premier lord de la Trésorerie (1754); mais les factions, maîtrisées par Pelham, ne tardèrent pas à s'agiter, et la perte de Minorque, à l'ouverture de la guerre de Sept ans, détermina la chute du ministre, dont le pouvoir n'avait jamais été bien solide.

L'arrivée aux affaires de William Pitt allait changer la face des choses (1756).

WILLIAM PITT. — LE RÉVEIL DU SENTIMENT NATIONAL. — Sans l'hostilité du roi, William Pitt aurait pu, dès la chute de Walpole, être appelé au gouvernement. Il dénonça avec plus de véhémence que jamais les sympathies hanovriennes de la royauté, et les désagréments que lui valut son attitude accrurent sa popularité. Après l'avènement du ministère Pelham, il mit une sourdine à ses attaques et Newcastle le recommanda fortement pour un portefeuille, mais sans réussir à vaincre la répugnance du souverain, qui consentit pourtant à sa nomination de vice-trésorier, puis de payeur général d'Irlande (1746). Se séparant peu à peu du prince de Galles, qu'il laissa à la tête d'une opposition considérablement affaiblie, il prit sur la Chambre une influence de plus en plus marquée, discuta avec éclat les questions de politique étrangère, rivalisa d'éloquence avec Henry Fox, son éternel adversaire. Cette rivalité eut son contre-coup sur les combinaisons ministérielles qui suivirent; c'est ainsi que la nomination de Fox comme secrétaire d'Etat amena la démission de Pitt et de Grenville (1755), que la chute de Fox (1756) contraignit le roi à nommer Pitt à sa place, que George II obligea Pitt à démissionner en renvoyant du cabinet son parent lord Temple (1757). Enfin Pitt, soutenu par l'opinion, se saisit solidement du portefeuille de la Guerre. « Mon intention, dit-il, en prenant possession de sa place, est de sortir l'Angleterre de l'état d'énervement où elle se trouve et qui permet à vingt mille soldats français de la troubler. » Il s'attacha à réparer des désastres tels que la perte de Minorque et la défaite de l'amiral Byng, fort sensibles à l'orgueil anglais. Il sut réveiller l'énergie de ses compatriotes, les entraîner par son éloquence pompeuse mais sincère, leur inspirer confiance par ses convictions, son intégrité, sa franchise, sans doute aussi par son orgueil et une sorte d'ostentation naïve, qui lui semblait inséparable

de la fonction publique. Le ministère déplaisait absolument au roi, qui le subit plutôt qu'il ne l'accepta. Ses débuts ne furent pas heureux, au point de vue militaire, car le duc de Cumberland fut battu à Hastembeck et perdit le Hanovre.

George et Pitt comprirent qu'ils devaient se réconcilier et, le 19 juin 1757, fut constitué le ministère de coalition où Pitt se réserva la conduite de la diplomatie, la guerre et les colonies, sous le titre modeste de secrétaire d'Etat du département du Sud, tandis que Newcastle, premier lord de la Trésorerie, dirigeait à sa fantaisie les marchandages avec les députés.

Alors commence une période héroïque de l'histoire de nos voisins, pendant laquelle William Pitt déploie une activité merveilleuse, qu'atteste sa correspondance. En 1757, Clive remporte la victoire de Plassey, origine de la domination de l'Angleterre sur les Indes. En 1759, la victoire de Minden rejette une armée française sur le Rhin et celle de Quiberon arrête une tentative de descente sur les côtes anglaises; la bataille de Rosbach abaisse la France au profit de la Prusse, et nos projets coloniaux sont ruinés en Amérique par la chute de Québec. L'année d'après, la prise de Montréal coïncide avec l'écrasement de notre domination dans l'Inde.

Une mort subite frappa George II au milieu de cette période de succès (25 octobre 1760).

LE REGNE DE GEORGE III (1760-1820) JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — Petit-fils de son prédécesseur, le nouveau roi avait vu le jour à Londres et s'en vantait. Son premier discours du trône commençait par ces mots: « Né et élevé dans ce pays, je me glorifie du nom de Bretagne (*sic*) », ce qui lui valut une popularité inconnue de ses ascendants. Si son père avait été parmi les hommes les plus dépravés du royaume, sa mère, femme d'une extrême piété, s'était consacrée à son éducation avec le désir de faire de lui le modèle des vertus domestiques. Il n'était pas très intelligent ni très instruit, mais il était très consciencieux, et il donna des preuves de volonté jusqu'au jour où la folie annihila ses dons naturels.

Marié, l'année de son avènement, à la princesse Charlotte-Sophie, sœur du duc de Mecklembourg-Strelitz, il mena une vie très simple soit à Windsor, où il aimait à contempler les jeux des écoliers d'Eton, soit à Londres, où il acheta pour la reine le palais de Buckingham, résidence de la cour. Après avoir admiré ses goûts modestes, on ne tarda pas à les chausonner.

Il connaissait à fond l'étiquette de la cour, les moindres détails de la routine administrative, le personnel de ses services; « mais, ajoute

Thackeray, quant à cette mission délicate et presque divine, la plus belle qu'il soit donné à un mortel de remplir, celle de diriger son peuple, de guider sa conscience, de gagner sa soumission, de lui faire embrasser comme siens l'honneur et la dignité du monarque, une telle mission était au-dessus de ses forces, et il n'est pas étonnant qu'il ait été, par instant, accablé sous le fardeau des devoirs auxquels le sort l'obligeait. »

Il ne voulait pas qu'il y eût, comme il disait, de nouveautés pendant son règne, et il reprochait à l'aristocratie whig, soutien de la dynastie hanovrienne, d'avoir faussé par ses usurpations le jeu des institutions politiques, tel qu'il le concevait ; il prétendit choisir désormais les ministres selon leurs aptitudes administratives, les confiner dans leur spécialité et se réserver la décision suprême dans les affaires intéressant la diplomatie, la guerre, la politique générale.

L'exécution de ce plan était subordonnée à deux conditions préalables : il fallait d'abord se débarrasser du ministère de coalition et saper les fondements de son autorité en mettant fin à la guerre ; ensuite, ressusciter le parti tory qui, uni aux whigs dissidents, formerait un groupe disposant à la Chambre des Communes de la majorité des voix. Tel fut, en effet, l'objectif du jeune souverain pendant les trois premières années de son règne, et ainsi s'expliquent les manœuvres par lesquelles George III, digne élève de la princesse saxonne sa mère et de l'Écossais Bute, son gouverneur, travailla obstinément à miner l'autorité de William Pitt et de Newcastle. Les deux ministres s'étant trouvés en désaccord dans un débat sur la conduite de la guerre, Pitt démissionna (octobre 1761). La cité de Londres lui envoya cette adresse : « Quand vous parvîntes au pouvoir, le pays était dans la plus déplorable position, nos armées battues, notre marine inactive, notre crédit au plus bas. Il n'y avait pour nous que désespoir à l'intérieur, mépris au dehors. Lorsque vous l'avez résigné, nos armées et nos flottes étaient partout victorieuses, notre commerce plus florissant qu'en temps de paix, nos finances rétablies et le peuple plus pressé d'offrir son argent que les ministres d'emprunter. »

Les whigs s'opposaient à la paix. Bute, devenu le maître, se brouilla avec le roi de Prusse et cessa de lui fournir des subsides. Newcastle proposa de les rétablir : la majorité du cabinet vota contre et le vieux lord, à son tour, abandonna ses fonctions, refusant la pension dont il avait grand besoin, car il s'était ruiné au pouvoir. Le ministère de la paix se constitua donc, mais les préliminaires du traité de Paris furent mal accueillis et la populace de Londres manifesta contre Bute. Toutefois la corruption fit son œuvre : par 319 voix contre 65, les Communes ratifièrent le traité.

L'opinion ayant reproché au roi de s'être laissé dominer par son favori écossais, il dut s'en séparer (1763), et à contre-cœur il appela lord Grenville, financier capable, mais qui s'entêta maladroitement à vouloir imposer les colons de l'Amérique du Nord.

Le marquis de Rockingham lui succéda en 1765. Il n'était guère plus sympathique à George III et, dès l'année suivante, Pitt, créé comte de Chatham, reçut la mission de former un cabinet. Il le composa d'amis du souverain ou de partisans personnels, sans se préoccuper de lui donner une signification politique et, du jour au lendemain, il perdit sa popularité. Exaspéré par les résistances qu'il rencontrait, il traitait ses collègues comme des commis placés sous ses ordres et plusieurs démissionnèrent, qu'il eut de la peine à remplacer ; puis, Londres exprima très vivement son mécontentement lorsqu'il voulut restreindre les agrandissements territoriaux de la Compagnie des Indes. De guerre lasse, souffrant d'un de ces violents accès de goutte qui le tourmentèrent toute sa vie, il se tint dans une sorte de retraite et envoya enfin sa démission, le 15 octobre 1768.

Les manifestations populaires avaient pris peu à peu une forme véhémente et



EXÉCUTION DE L'AMIRAL BYNG, à bord du *Monarque*, après l'échec que lui infligea la flotte française au large de Gibraltar. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

même offensante ; il y eut des émeutes et des fusillades dans Saint-George Field. Le journal satirique *North Briton*, sous la plume d'un écrivain de mœurs effrontées, John Wilkes, comparait lord Bute à Mortimer et ne craignait pas d'attaquer le roi lui-même. Le Parlement ordonna des poursuites ; mais, comme les articles incriminés étaient anonymes, le pamphlétaire, à la grande joie du public, tira impitoyablement parti des incidents de procédure qu'il ne manqua pas de soulever. Au milieu de tout ce bruit, il fut réélu député ; la Chambre cassa l'élection deux fois de suite, et enfin déclara élu un concurrent qui avait obtenu à peine le quart des suffrages. La presse se déclara presque unanimement pour Wilkes. Le ministère — c'était alors celui de Grafton — fut attaqué avec une vivacité exceptionnelle, dont les *Lettres de Junius*, dues sans doute à Philippe Francis, conservent le souvenir. Ainsi la crise constitutionnelle exaspérait les résistances, envenimait les polémiques de presse, appelait l'attention sur les vices du système électoral.

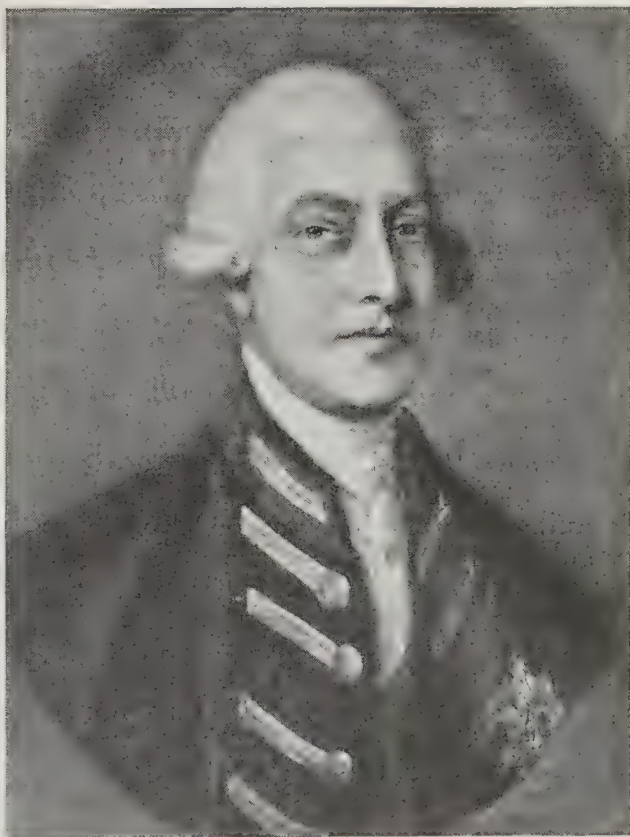
Grafton démissionna en janvier 1770 et la Trésorerie fut attribuée à lord North, déjà chancelier de l'Échiquier. Les conceptions de George III se trouvèrent à peu près réalisées durant douze ans : l'opposition divisée et très réduite dans les Communes, la prérogative royale sensiblement accrue, un ministère docile, des majorités obéissantes.

Lorsque la guerre avec les colonies américaines eut définitivement éclaté (avril 1775), George III, qui méprisait la force militaire des insurgés, blâma les vues conciliantes de lord North. Le roi eut d'abord avec lui la majorité de la nation ; mais, après la capitulation de Cornwallis (19 octobre 1781), il dut rendre les sceaux, le 27 mars 1782, à Rockingham, son ennemi personnel. Le cabinet Rockingham comprenait deux sortes de whigs : ceux dont Rockingham était le chef et ceux dont le feu comte de Chatham avait été le leader. George III travailla à semer la division entre Rockingham et Shelburne, et celui-ci, demeuré en place après la mort de Rockingham, se trouva en butte à l'hostilité de Fox, à celle aussi des anciens partisans de lord North ; il dut se retirer devant cette coalition.

Le roi, irrité et déprimé, parlait de se retirer en Hanovre ; il appela successivement Pitt, Portland, North et, de nouveau, Pitt. Il dut accepter un ministère de coalition formé par Fox et lord North, mais il ne put le supporter que quelques mois.

C'est alors qu'il choisit pour premier ministre le second fils de lord Chatham, William Pitt.

Ancien élève de l'Université de Cambridge, versé dans les lettres anciennes aussi bien que dans les mathématiques, avocat au barreau de Londres, Pitt, entré



GEORGE III (1738-1820), petit-fils de George II, né à Londres, mort à Windsor. — Peinture de Thomas Gainsborough. — Château de Windsor. Cl. HANFSTAENGL.



« MALADIE DE L'ANGLETERRE ». — Gravure satirique de l'époque. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

aux Communes en janvier 1781, avait prononcé son « maiden speech » en faveur de la réforme économique préconisée par Burke et produit une profonde impression.

L'Angleterre accueillit avec joie l'avènement d'un fils du grand Chatham. Le roi, d'abord surpris et frémissant, finit par se plier correctement à son rôle de souverain constitutionnel, dont s'étaient contentés ses prédécesseurs au temps de Walpole. Le Parlement, après quelques hésitations, accepta de se laisser conduire par un homme d'État pauvre et incorruptible; la cité lui témoigna une confiance enthousiaste.

Grand et mince, Pitt avait hérité des yeux brillants et de la dignité de son père. Très calme, très froid pour les étrangers, il exerçait sur ses amis une véritable séduction, mais il n'oublia jamais une offense. Il excellait dans le sarcasme et il en abusait. Sa vie privée fut remarquablement pure. Il laissa beaucoup de dettes parce qu'il méprisait l'argent et n'avait pas le temps de surveiller les dépenses de sa maison.

Le premier lord de la Trésorerie n'avait que vingt-quatre ans. L'opposition possédant une forte majorité dans la Chambre des Communes, il dut entamer une lutte sans merci contre cette assemblée, soutenu par le roi et d'accord avec le pays. Il laissa ses adversaires se discréditer par les violences et les fureurs où les jetaient les tentatives inutiles qu'ils faisaient pour le renverser et, quand il recourut à la dissolution, cent soixante de ses adversaires perdirent leurs sièges.

Pitt devait conserver dix-sept ans la direction des affaires et, durant cette longue période, sa vie politique se confond avec la vie même de son pays. Il mit à profit les années de paix pour rétablir l'ordre dans les finances, amortir la dette, restreindre les armements, préparer une extension libérale des droits électoraux, tenter de réconcilier l'Irlande et le Royaume-Uni.

Au printemps de 1788, George III tomba malade; une agitation loquace excessive dégénéra en irritation délirante, et il ne recouvra jamais la plénitude de ses facultés, ses manies s'aggravant avec l'âge. Mais, nonobstant la carence ou les défaillances de l'autorité royale, les institutions parlementaires avaient acquis une telle régularité, l'Angleterre était dans une situation économique si avantageuse qu'elle put supporter sans faiblir la lutte implacable que Pitt engagea contre la Révolution française.

SITUATION GÉNÉRALE DE L'ANGLETERRE AU XVIII^e SIÈCLE. — Les deux premiers princes de la maison de Hanovre, George I^{er} et George II, n'avaient rien d'Anglais, ne parlaient pas la langue de leurs sujets, n'assistaient même pas aux délibérations du Conseil des ministres. Comme, d'autre part, il leur importait de ne pas favoriser indirectement, par des procédés arbitraires, l'opposition jacobite, le régime parlementaire put donc fonctionner librement. Sous George III, on l'a vu, un retour offensif de la prérogative royale provoqua une crise constitutionnelle, mais elle se dénoua à l'avantage de la nation. Montesquieu put écrire que « l'Angleterre est une nation où la République se cache sous les formes de la monarchie ».

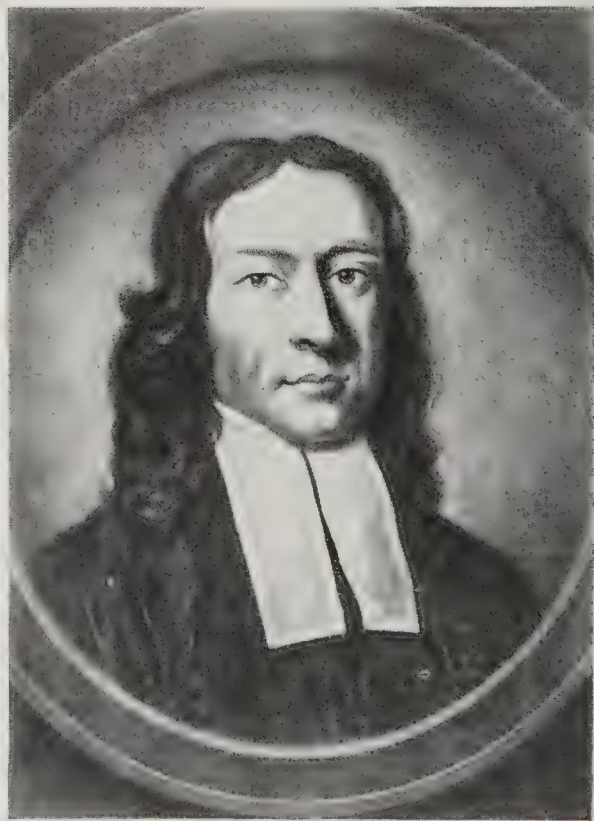
La transformation du gouvernement et de la société britanniques avait eu son point de départ dans la « Déclaration des droits » qui, avec la Grande Charte et la « Pétition des droits », est le fondement

de la Constitution anglaise; mais c'est au XVIII^e siècle que se prépara cette transformation à la fois politique et sociale: politique, en tant qu'elle imprima à la monarchie un caractère contractuel, garantie des libertés publiques; sociale, parce que la classe dirigeante fut désormais une oligarchie foncière et rurale, la *gentry*. La *gentry*, à l'exclusion de la bourgeoisie industrielle, non encore politiquement puissante, forgea l'instrument dont se servirent plus tard la démocratie britannique et ses imitatrices.

En même temps que sa transformation politique et sociale, l'Angleterre avait accompli une véritable révolution industrielle. James Watt avec sa machine à vapeur fournit une force motrice indépendante des saisons aux machines à filer et à tisser de Hargreave et d'Arkwright; Wedgwood fonde la cité des poteries, qu'il appela bravement *Etruria*. Les canaux de jonction, les rivières canalisées, les grandes routes multiplièrent les moyens de communication. Dès le temps de Walpole, la paix avait été mise à profit. Les frères Lombes acclimatèrent l'industrie du tissage de la soie, dont ils avaient surpris les secrets en Italie; les lainages virent leur production doublée; l'Écosse et l'Irlande gardèrent le premier rang pour les étoffes de lin, tandis que Nottingham et Leicester, Londres surtout, fabriquaient des bas de coton pour toute l'Europe. Townshend, de son côté, en appliquant dans son domaine de Rainham les conseils de Jethro Tull, qu'on a comparé à Olivier de Serres, fut l'initiateur d'un fécond mouvement agricole. Ainsi, la Grande-Bretagne amassa les ressources grâce auxquelles elle put supporter les charges des guerres de coalition et se passer, pendant le blocus continental, des céréales de Pologne et de Russie.

À l'époque du traité d'Utrecht, l'Angleterre n'était encore qu'une puissance coloniale secondaire: l'Espagne, la Hollande, la France la primaient ou l'égalaien. Mais alors elle engagea une lutte opiniâtre contre ses rivales, s'efforça d'anéantir leur marine, leur commerce, leurs colonies, et d'établir sa suprématie à leurs dépens; de là les longues guerres qu'elle soutint jusqu'en 1815. Le traité de Paris (1763) vit passer entre ses mains nos plus belles possessions, doubla l'étendue de son domaine extra-européen et lui donna sur la France une avance énorme. La guerre d'Amérique la mit aux prises avec les trois États dont elle voulait briser la puissance d'expansion; mais, même après la perte de ses colonies insurgées, même après la paix de Versailles (1783), elle se trouva dans une situation prédominante: maîtresse des mers, elle tenait pour ainsi dire à sa discrétion les établissements amoindris des puissances concurrentes et, la Révolution lui ayant fourni l'occasion de compléter sa victoire, elle sera bientôt la première puissance coloniale du monde. La métropole n'apparaîtra désormais que comme une petite partie d'un immense domaine mondial, comme le centre de « la plus grande Bretagne ».

Tandis que se développent le régime parlementaire, l'éloquence politique, la liberté de la presse, la vie intellectuelle et artistique, la puissance maritime et coloniale, la corruption règne dans les assemblées, les consciences et les votes sont tarifés, les élections se font à prix d'or, toutes les classes sociales font assaut d'immoralité et de cynisme, se ruent à la débauche, à l'ivrognerie, au jeu, et Chesterfield ne craint pas d'écrire: « L'Angleterre n'est plus une nation. » Cependant, Pitt a donné le signal du réveil patriotique, et John Wesley a fondé, avec d'autres étudiants d'Oxford, une association destinée à provoquer un réveil de la foi, d'où devait sortir le « méthodisme ». Comme l'a dit Taine, « entre la vase du fond et l'écume de la surface roulait le grand fleuve national ».



JOHN WESLEY. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

qui, s'épurant par son mouvement propre, laissait déjà voir par intervalles sa couleur vraie, pour étaler bientôt la régularité puissante de sa course et la limpidité salubre de son eau ».

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES. — ANNUAL REGISTER (The), *Années 1758 et suiv.* (Londres). — BLACKSTONE (William), *Commentaries on the Law of England* (Londres, 1765). — BOLINGBROKE, *Dissertation sur les partis* (1734); — *Idée d'un roi patriote* (1738); — *Lettres sur l'histoire*, traduites de l'anglais, par J. Barbeau du Bourg (S. L., 1752, 2 vol.). — CALEB OF ANVERS (pseudonyme de Nicholas Amhurst, Bolingbroke et Pulteney), *The Craftman* (Londres, 1727). — CHALMERS (Georges), *Analyse de la force de la Grande-Bretagne, sous le règne de George III et sous les quatre règnes précédents* (Londres et Paris, 1789). — COBBETT ET WRIGHT, *The Parliamentary History of England* (Londres, 1806-1828, 36 vol.). — GRENVILLE, *Papers*, éd. Smith (1852, 4 vol.). — HOUSE OF COMMONS, *Reports from Committees of 1715-1801* (Londres, 1803, 16 vol.). — HOUSE OF LORDS, *Journals of the* (tomes XX-LI, 1714). — HOME OFFICE PAPERS, *Calendar of* (Londres, 1878-1899, 3 vol.). — MANTOUX (Paul), *Notes sur les comptes rendus des séances du Parlement anglais au XVIII^e siècle, conservées aux archives du ministère des Affaires étrangères* (1906). — PITT, *Discours* (1848); — *Correspondance* (Londres, 1838-1840, 4 vol.); — *Lettres à son neveu Thomas Pitt* (Londres, 1834). — THE PARLIAMENTARY REGISTER, I, 1775-1780; II, 1780-1796 (Londres, 61 vol.); — *The Statutes at Large* (1^{re} Série) [Londres, 1801]. — SCARGILL-BIRD (S.-R.), *A Guide to the Various Classes of Documents in the Public Record Office* (Londres, 1896, 2^e éd.). — WESLEY (John), *The Journal of the rev. John Wesley* (Londres, 1872-1878).

OUVRAGES A CONSULTER. — BOUTMY (Émile), *Le Développement de la constitution et de la société politique en Angleterre* (1887). — BOWDEN (W.), *Industrial Society in England, towards the End of the eighteenth century* (New-York, 1924). — BROUGHAM, *Historical sketches of the Statesmen of George III* (Londres, 1839); — *A view of the history of Great Britain during the administration of lord North* (Londres, 1782, 2 vol.). — CHESTERFIELD, *Memoirs* (Londres, 1893); — *Letters* (1892). — CLOWES (Sir W. Laird), *History of the Royal Navy*, t. III (Londres, 1901). — COXE, *Memoirs of the life and administration of sir R. Walpole* (1798, 3 vol. in-4^o, Londres). — COWPER (lady), *Diary* (Londres, 1864). — CORNEWALL LEWIS, *Histoire gouvernementale de l'Angleterre, 1770-1830*, trad. fr. (1869). — CRAIK (Sir H.), *A Century of Scottish History from the days before the '45 to those within living memory* (Edimbourg, 1901). — CRAVEN (Mary), *Famous Beauties of two reigns with a Chapter on fashion in femininity by Martin-Hume* (Londres, 1906). — CUNNINGHAM (William), *The Growth of Industry and Commerce in modern times* (Cambridge, 1892-1903, 3 vol.); *The Progress of capitalism in England* (Cambridge, 1916). — FITZMAURICE (Lord), *Life of Shelburne* (Londres, 1875-1876, 3 vol.). — GEORGE III, *Corres-*

pondance avec lord North (Windsor, 1867, 2 vol.). — GNEIST (Heinrich-Rudolph von), *Le Système représentatif en Angleterre* (Leipzig, 1865). — HARRISON (Frederic), *William Pitt, earl of Chatham* (Londres, 1905); — *William Pitt* (Londres, 1906). — HERVEY (John H. Lord), *Memoirs of the reign of George the Second...* edited by J. W. Croker (Londres, 1848). — GLASSON (E.), *Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre* (1882-1883, 6 vol.). — HUNT (W.), *The Political History of England*, vol. X, 1760-1801 (Londres, 1905). — JUNIUS, *Lettres*, traduction française de Parisot (1823, 2 vol.). — LEADAM (J.-S.), *Political History of England*, edited by Oman, vol. IX, 1702-1760 (Londres, 1904). — LECKY (W.-E.-H.), *History of England in the eighteenth century* (2^e éd., Londres, 1892, 12 vol.).

LELIÈVRE, *John Wesley, sa vie et son œuvre* (2^e éd., 1882). — LOLME (de), *La Constitution de l'Angleterre* (1785). — MACAULAY, *Essais historiques et biographiques*, trad. par Guillaume Guizot (1862, t. II). — MAC CARTHY, *The Four Georges* (Londres, 1897-1901, 4 vol.). — MAHAN (A.-T.), *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783* (Boston, 1889; nombreuses rééditions). — MALTHUS (T.-R.), *Essay on the Principle of Population* (Londres, 1798). — MANTOUX (Paul), *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle* (1906). — MASSEY (W.-N.), *History of England during the reign of George III* (2^e éd., 1865-1866). — MAY (Sir Erskine), *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre, 1760-1860*, trad. Cornelis de Witt (1866, 2 vol.). — MELVILLE (L.), *The First George in Hanover and England* (Londres, 1908, 2 vol.). — MELVILLE (L.), *Farmer George [vie privée de George III]* (Londres, 1907, 2 vol.). — MOFFIT, *England on the Eve of the Industrial Revolution (1740 to 1760)*, with special reference to Lancashire (Londres, 1924). — MORLEY (J.), *Walpole* (Londres et New-York, 1899). — RÉMUSAT, *L'Angleterre au XVIII^e siècle* (1856). — ROBERTSON, *England under the Hanoverians* (Londres, 1911). — ROCKINGHAM, *Memoirs*, éd. Albemarle (Londres, 1852, 4 vol.). — ROSEBERRY (Lord), *William Pitt, comte de Chatham* (Londres, 1910). — SEELEY (J.-R.), *The Expansion of England* (Londres, 1883); — *Formation de la politique britannique*, trad. par le C^e Baille (1896, 2 vol.). — SICHEL (W.), *Bolingbroke and his time* (2 vol.) [Le 2^e traite de la période après 1714] (Londres, 1902). — STANHOPE, *History of England, 1713-1783* (Londres et Boston, 3^e éd., 1853). — SUFFOLK (comtesse de), *Lettres, 1712-1776* (Londres, 1824, 2 vol.). — TAINE, *Histoire de la littérature anglaise* (t. III). — TAYLOR (W.-F.), *John Wilkes, Patriot, An unfinished autobiography* (Harrow, 1888). — TERRY (Ch.-S.), *The Rising of 1745* (Londres, 1903); — *The Chevalier de Saint-George* (Londres, 1915). — TREVELYAN, *Early History of Fox* (Londres, 1881). — TRAILL, *Social England* t. V. (Londres, 1896). — TYERMAN, *Life and Times of Wesley* (Londres, 1871, 3 vol.). — WALPOLE (Horace), *Memoirs of the Reign of George III* (Londres, 1845); — *Journal of the Reign of George III* (Londres, 1859); — *Letters* (Londres, 1797, 9 vol.); — *Complete Letters*, édition Mrs. Payet Toynbe (Londres, 1903-1905, 16 vol.); — *Walpoliana, Anecdotes collected by H. Walpole* (Londres, s. d., 2 vol.). — WARD (A.-W.), *The Electress Sophia and the Hanoverian succession* (1909). — WILSON (Beckles), *George III, as man, monarch and statesman* (Londres, 1907). — WRIGHT (Thomas), *England under the House of Hanover* (Londres, 2 vol., 1848).

CHAPITRE III

L'EUROPE CENTRALE

LES ÉTATS AUTRICHIEN ET PRUSSIEN

LES ÉTATS AUTRICHIENS AVANT LE XVIII^e SIÈCLE. — L'Autriche fut d'abord une marche établie, au couloir du Danube, entre les Alpes et les hautes terres de Bohême. Elle était peuplée d'un mélange de toutes races : Bavaïois, populations rhéto-romanes, débris des Avars, que germanisèrent les Allemands établis dans le pays. Ces Allemands gagnèrent facilement à leur domination et à leur influence tout ce qui est la montagne, les deux Autriches, la Styrie, la Carinthie, le Tyrol; mais ils se heurtèrent au delà à des populations d'une race différente, à des Slaves au nord et aussi au sud-est, à des Magyars au centre, c'est-à-dire à l'est.

Ces Slaves du Nord, ce sont les Tchèques, établis dans le quadrilatère de Bohême; à leur flanc oriental, sur les rivières qui vont au Danube (March, Waag), ce sont les Moraves et, plus à l'est encore, au sud des Karpathes, ceux que l'on appelle aujourd'hui les Slovaques; au nord des monts Métalliques, dans la Saxe d'aujourd'hui, ce sont aussi les Sorabes, et enfin, en Lusace et en Silésie, les Wendes. Ils ont formé un État chrétien, le royaume de saint Vasclav (Wenceslas), qui a reçu la foi de missionnaires de Byzance, Cyrille et Méthode, autrement dit qui n'a pas été évangélisé par des Allemands. Ils ont été réunis en nation d'abord sous une dynastie indigène, puis (à partir du XII^e siècle) sous des rois allemands, ceux de cette maison de Luxembourg qui a fourni à l'Empire une suite pour ainsi dire ininterrompue de souverains, et qui a favorisé le germanisme en faisant du chef du royaume de saint Vasclav un électeur d'empire et peut-être davantage encore en créant l'Université de Prague. Ainsi a commencé en Bohême, entre élément allemand et élément slave, une lutte continuelle, tantôt latente et tantôt aiguë (lors de la révolte des Hussites et de la phase bohémienne et palatine de la guerre de

Trente ans). Après la bataille de la Montagne Blanche, les Slaves avaient été si bien écrasés qu'on pouvait, au début du XVIII^e siècle, croire la partie perdue pour eux.

Tout autre a été l'histoire des Slaves du Sud (Slovènes, Croates, Serbes) : ils ont passé au XV^e siècle sous le joug ottoman, et c'est seulement au XVIII^e siècle qu'ils sont entrés ou rentrés en contact avec l'Allemand.

Quant aux Magyars, ils se sont beaucoup mieux gardés de l'infiltration germanique que ne l'ont fait les Slaves du Nord. Sous leurs rois nationaux, puis sous les Français, — les Angevins, — et sous les Jagellons de Pologne qui ont porté la couronne de saint Étienne, les grands de Hongrie n'ont jamais cessé de veiller sur les entreprises de l'étranger. Mais s'ils ont résisté avec succès à l'emprise allemande, les Magyars n'ont pu, par contre, se défendre contre les Turcs : après une lutte glorieuse à laquelle s'associèrent les Romains de Transylvanie, quatre cinquièmes du royaume de saint Étienne tombèrent aux mains du sultan de Constantinople. Vienne devint ainsi, pendant un siècle et demi, la forteresse de première ligne à la frontière de la chrétienté. La petite partie de la Hongrie karpathique (à peu près la Slovaquie d'aujourd'hui), qui avait échappé aux Turcs et qui avait pour roi Ferdinand, le frère de Charles-Quint, se trouva ainsi abandonnée à l'influence germanique.

Pendant longtemps, toutefois, celle-ci ne se fit pas sentir. Elle ne le pouvait, alors que succombaient ou semblaient succomber d'abord l'ancienne Autriche, celle de Charles-Quint, puis celle qui lui succéda, l'hydre à deux têtes, Madrid et Vienne. Mais, au début du XVIII^e siècle, voici que surgit un État autrichien nouveau et, une fois encore, formidable, une Autriche faite d'un bloc. Par surcroît, l'empereur est le maître de la route du Danube, de la route d'Occi-

dent en Orient, et il peut tirer, des populations à demi barbares dont il devient le seigneur, des soldats sans nombre, auxquels on ne promettra jamais en vain le pillage. Ce résultat, l'Autriche le doit aux deux grandes guerres faites par elle à la Turquie, l'une à la suite de la paix de Ryswick, l'autre à la suite des paix d'Utrecht et de Rastadt. Par le traité de Carlovitz, Joseph I^{er} acquit la Hongrie et la Transylvanie; par celui de Passarovitz (on dit maintenant *Pojarevats*), Charles VI gagna le Danube de Temesvar, Belgrade avec une partie de la Serbie et la Petite Valachie.

Cet empire de l'Autriche ainsi accrue a des frontières excellentes : les Alpes, le quadrilatère, les Karpathes et des affluents du Danube comme la Save. Malheureusement pour lui, il n'a pas, au point de vue humain, la même valeur qu'au point de vue physique. Dans ce cadre, entre les différentes parties duquel le Danube assure si bien les communications à l'intérieur et dont il forme le débouché extérieur, dans ce cadre fait pour contenir et pour former une nation, vivent des Allemands, des Slaves de toute espèce, des Magyars, des Romains, des Juifs en plus grande masse que nulle part ailleurs, sauf en Pologne. Leur État une fois constitué, les souverains de l'Autriche comprirent quelle cause de faiblesse était pour lui cette variété de races et, comme ils étaient d'origine germanique, ils entreprirent de germaniser tous les peuples qui leur étaient soumis, comme avaient naguère été germanisés les Wiltzes, les Wendes et les Prussiens primitifs.

CHARLES VI ET LA PRAGMATIQUE SANCTION.

— Depuis 1711, l'Autriche nouvelle, agrandie et concentrée, était gouvernée par Charles VI, à qui la mort de son frère Joseph I^{er} avait laissé les États héréditaires de la maison de Habsbourg et la couronne impériale. Ce souverain, de valeur médiocre, eut beaucoup de peine à oublier que, sous le nom de Charles III, il avait été roi d'Espagne pendant la guerre de Succession, mais il se résigna pourtant à ne plus ajouter à son titre de roi apostolique celui de roi très chrétien. Aussi bien, dès le lendemain de son avènement, eut-il une autre préoccupation : il avait pris en 1711 la place d'une fille de son frère aîné, mais la « Disposition léopoldine » en vertu de laquelle il avait succédé à ce dernier visait à créer une sorte de loi salique pour les États héréditaires d'Autriche; au cas où il n'aurait pas de descendance masculine, ses couronnes devaient repasser à la fille aînée de Joseph. Il n'accepta pas cette réserve et s'employa avec une grande énergie à assurer sa succession à sa propre fille Marie-Thérèse. En mariant les deux filles de son frère aîné, la première avec le duc de Bavière, la seconde avec le duc de Saxe, il leur fit jurer, à elles-mêmes et à leurs époux, de reconnaître Marie-Thérèse pour son héritière; après il traita avec ses différents États, puisqu'il n'y avait pas d'unité autrichienne, ou plutôt il fit des concessions à ses sujets. Enfin il travailla de toutes les manières à obtenir l'adhésion de l'Europe à cette « Pragmatique Sanction » de 1713, par laquelle il garan-

tissait la succession de ses États héréditaires à sa fille Marie-Thérèse, à l'exclusion de ses nièces. Successivement, moyennant des satisfactions arrachées à son amour paternel, les Puissances y adhérèrent, de 1726 à 1738. Mais quand, cette œuvre diplomatique à peine terminée, Charles VI mourut inopinément (1740), personne ne tint sa promesse; Marie-Thérèse était une jeune femme sans défense, sans trésor ni armée pour faire respecter ses parchemins.

LES ORIGINES DE L'ÉTAT PRUSSIEN. — LA MARCHE DE BRANDEBOURG. — Or, parmi les États qui convoitaient quelqu'une des parties des domaines de Marie-Thérèse, il en était un qui avait, lui, un trésor et une armée, la Prusse.

Au début de l'époque carolingienne, l'Allemagne n'arrivait même pas à l'Elbe, du côté de l'est. Des Slaves avaient passé ce fleuve au nord (lande de Lunebourg) et au sud du bassin de la Saale, gagné les sources du Weser, prenant paisiblement, ici et là, les places que les migrations des Germains dans l'Empire romain avaient rendu vacantes. C'est néanmoins sur cette ligne de l'Elbe que s'organisèrent, après Charlemagne, la défense et l'expansion de l'Allemagne. On y créa des évêchés et aussi des marches dont la mission était d'arrêter les progrès des Slaves. Les chefs de ces marches eurent tôt fait de fixer les Slaves devant leurs forteresses, puis ils entreprirent de les rejeter vers l'est, indéfiniment. Ce fut une poussée rapide, dans une plaine et devant un ennemi inapte, en fait, à se défendre; car les tribus slaves, encore profondément enfoncées dans la barbarie, ne comprenaient pas même la nécessité de l'union. Les Germains au contraire, convertis au christianisme, énergiques, persuadés qu'ils devaient jouer un grand rôle dans le monde, prétendaient succéder en tout aux Romains; ils avaient par surcroît une organisation féodale bien hiérarchisée et où régnait une forte discipline. Le résultat n'était pas douteux. En fait, les Slaves Obotrites établis sur l'Elbe maritime disparurent avec une rapidité extraordinaire. Plus au sud, les Wiltzes, dont le domaine s'étendait sur les bords des deux rivières qui, de lac en lac, vont si paresseusement à l'Elbe moyen, le Havel et la Sprée, furent incapables de résister au margrave de Brandebourg. Tout de suite, celui-ci fut sur la rive droite du fleuve, à Brannibor, dont il germanisa le nom (Brandebourg). Bientôt après, il détruisit ses adversaires et étendit sa domination de l'Elbe moyen à l'Oder et même au delà de l'Oder, dans la nouvelle marche. Telle fut l'œuvre des margraves de Brandebourg de la famille dite *Ascanienne*. Lorsqu'elle s'éteignit, au XIV^e siècle, l'empereur donna le margraviat à un homme qui lui avait prêté de l'argent, à un seigneur de Hohenzollern en Souabe, qui était burgrave de Nuremberg.

LES ORIGINES DE L'ÉTAT PRUSSIEN : LES CHEVALIERS TEUTONIQUES EN PRUSSE. — La Prusse n'est pas seulement sortie de ce margraviat de Brandebourg;



CHÂTEAU DE NUREMBERG. — Ce *burg* est bâti dans la partie septentrionale de la ville. Restauré dans le style gothique en 1854-1856, il avait été construit en 1024 par l'empereur Conrad II. Là vint s'établir en 1273 Frédéric de Hohenzollern, à la suite de l'érection en sa faveur du burgraviat de Nuremberg en principauté héréditaire par l'empereur Rodolphe de Habsbourg.

elle doit son nom à un autre pays, situé bien plus à l'est, et même bien plus encore en dehors de l'Allemagne. En effet, la Prusse primitive, c'est le pays compris, sur les bords de la mer Baltique, entre la basse Vistule et le bas Niémen. Au début du Moyen âge, cette Prusse était habitée non par des Slaves, mais par des Lithuaniens, qui étaient au même stade de civilisation que les Slaves. Le christianisme aurait, sans doute, pu leur venir de Pologne ; mais, la route étant interceptée par les lacs de Mazurie, les Prussiens demeurèrent païens ; ils furent, pour cette raison, considérés au XIII^e siècle comme hors la loi et abandonnés par la chrétienté à une croisade allemande.

Dès cette époque, les Allemands rêvaient de l'empire du monde ; aussi avaient-ils fondé, en Terre sainte, l'ordre des chevaliers Teutoniques pour le substituer aux ordres déjà existants, et surtout français, du Temple et de l'Hôpital.

Lorsque la partie fut perdue en Palestine, les Teutoniques vinrent s'établir aux confins des terres qu'il s'agissait de conquérir sur les Prussiens. Ils instituèrent contre ces populations païennes une croisade permanente, et, ayant obtenu que l'Europe chrétienne les aidât dans cette œuvre pie, leur puissance s'accrut rapidement. Elle se doubla, pour ainsi dire, grâce à la réunion de l'ordre Teutonique avec celui des chevaliers Porte-glaives qui faisaient, eux aussi, la croisade allemande, mais un peu plus au nord, sur la Duna. Au XIV^e siècle, la domination des chevaliers Teutoniques s'étendait de la Prusse à l'Estonie par la Courlande et la Livonie. Mais la tyrannie du grand maître provoqua, au siècle suivant, des révoltes et une intervention polonaise. Alors les Teutoniques, écrasés à Tannenberg (1460), durent s'humilier devant Casimir IV, abandonner à la Pologne la Prusse occidentale, et, pour la Prusse orientale qui leur fut laissée, reconnaître la suzeraineté de la République polonaise.

Un demi-siècle plus tard, le grand maître des Teutoniques, Albert de Brandebourg, saisit l'occasion de séculariser à son profit le domaine de l'ordre en adoptant la doctrine nouvelle et il en fit donc son duché en 1525. La nouvelle dynastie ne dura guère : en 1611, le duché de Prusse passait aux mains des marquis de Brandebourg.

Prusse fief de Pologne, Brandebourg fief du Saint-Empire, voilà les deux points de départ du royaume de Prusse.

GERMANISATION DES POPULATIONS DE L'ÉTAT PRUSSIEN. — Dès le début du XVII^e siècle, les Hohenzollern ont voulu, de ces deux États séparés, constituer un État d'une seule pièce. Il fallait, pour y parvenir, acquérir la Poméranie et cette Prusse occidentale qui avait été cédée à la Pologne après Tannenberg. La réunion de la Poméranie fut facile. Ducs de Poméranie et margraves de Brandebourg avaient signé un pacte de « confraternité » en vertu duquel, en cas d'extinction de l'une ou de l'autre de leurs dynasties, ils se léguaient mutuellement leurs États. Les ducs de Poméranie s'étant éteints au début du XVII^e siècle, les margraves de Brandebourg bénéficièrent des clauses du pacte. Ainsi commença le rapprochement, mais non pas encore la soudure des deux parties primitives de l'État prussien.

Or, dans ces différents pays de l'Allemagne orientale, Brandebourg, Mecklembourg, Poméranie, la situation ethnique était alors tout autre qu'aux temps carolingiens. En cinq ou six siècles, un peuple était né, dont le fond purement slave avait été modifié par les Allemands qui s'y étaient mêlés. Qu'ils fussent pieurs, soldats ou marchands, ces Allemands étaient les maîtres, de par le droit du mieux



L'ANCIEN CHATEAU DE L'ORDRE TEUTONIQUE, A MARIENBOURG. — C'est là que le grand maître des chevaliers de l'ordre Teutonique transporta sa résidence en 1308. Il existe un autre château des Teutoniques dans la ville de Marienburg, qui est d'ailleurs tout entière « une relique du temps des chevaliers ».

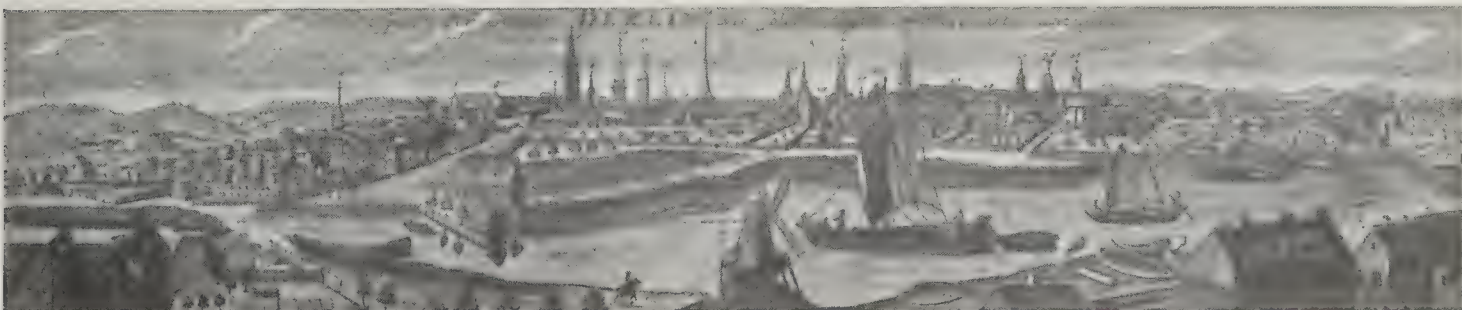
armé ; ils germanisèrent si bien les peuples soumis que, dès le XVII^e siècle, une branche nouvelle d'Allemands était née à côté des Saxons et des Thuringiens, qui sont les Allemands les plus purs, et aussi à côté des Allemands les plus aptes à se civiliser et à propager la civilisation, de ceux qui avaient vécu sur le Rhin en contact avec les populations de la Gaule romaine, et sur le Danube et dans les Alpes en contact avec les Romains de la Pannonie et du Norique.

LE GRAND ÉLECTEUR : SES ASPIRATIONS, SON RÔLE EXTÉRIEUR (1640-1688). — A peine réalisé cet accroissement de l'État prussien, la guerre de Trente ans vint entraver les visées de ses princes : le Grand Électeur, qui commença à régner au plus fort de cette tourmente (1640), ne se vit pas très bien traité au règlement général qui la termina ; Frédéric-Guillaume perdit à la paix de Westphalie tout ce qui avait de la valeur en Poméranie ; l'embouchure de l'Oder, le pays de Stralsund, l'île de Rugen, donnés à la Suède. Sans doute le Grand Électeur obtint des compensations ; la propriété des évêchés brandebourgeois (Brandebourg, Havelberg, Lebus) lui fut confirmée, et il acquit quatre principautés ecclésiastiques — l'archevêché de Magdebourg et les évêchés de Halberstadt, de Minden, de Cammin —, mais ce beau butin était dispersé, de l'Oder à l'Elbe et à la Weser. Ainsi l'État des Hohenzollern se faisait de pièces et de morceaux, qu'ils coudront dans l'étoffe des autres.

En attendant que pût se réaliser cette suture territoriale, le Grand Électeur Frédéric-Guillaume, qui avait passé une grande partie de sa jeunesse en Hollande et qui s'y était vraiment formé, entreprit de créer un régime d'unité politique et administrative dans tous ces États qui s'éparpillaient, de la frontière des Pays-Bas espagnols à celle de la Lithuanie. Malgré l'opposition des Prussiens de la Prusse orientale, accoutumés à une sorte d'autonomie, il parvint, en brisant les résistances, à réaliser ce dessein et à se procurer l'argent nécessaire pour réorganiser ses États et pour se créer une armée.

Il fit mieux encore, le jour où, à la suite des défaites infligées par les Suédois aux Polonais, l'Autriche eut réconcilié le margrave de

Brandebourg, duc de Prusse, avec le roi de Pologne. Pour salaire, Frédéric-Guillaume exigea de Jean-Casimir que le duché de Prusse fût désormais affranchi de la suzeraineté polonaise et il l'obtint, à Wehlau, en 1657. Dès lors, dans une partie de ses États, le Hohenzollern fut pleinement indépendant. Au sur-



BERLIN AU DÉBUT DU XVIII^e SIÈCLE. — Berlin n'était encore au XVIII^e siècle qu'une petite ville-résidence. Après la guerre de Trente ans, grâce aux efforts du Grand Électeur, le premier des « princes colonisateurs » de la Prusse, elle se transforma et prit figure de ville importante. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

plus, il obtint d'autres satisfactions. On lui remit Elbing, et, en passant allègrement de l'alliance suédoise à l'alliance polonaise, il contribua à un recul de la Suède, dont le triomphe définitif eût été insupportable au Brandebourg.

Plus tard, le Grand Électeur se mesura avec les Français, pendant la guerre de Hollande en 1672 et pendant la guerre de la première Coalition, de 1673 à 1675. Si ses soldats furent plusieurs fois battus par Turenne, Frédéric-Guillaume obtint une compensation le 18 juin 1679, quand il vainquit à Fehrbellin la bande suédoise de pillards indisciplinés dont Charles XI, l'allié de Louis XIV, avait imposé le commandement au glorieux Wrangel. Sans doute la France empêcha le Grand Électeur de tirer parti de sa victoire et de mettre la main sur toute la Poméranie occidentale; par deux fois le maréchal de Créquy battit les Brandebourgeois en plein cœur de l'Allemagne, puis il menaça Magdebourg : la paix de Saint-Germain n'en autorisa pas moins la Prusse à conserver un petit district suédois au delà de l'Oder.

L'ŒUVRE INTÉRIEURE DU GRAND ÉLECTEUR. — Comme la guerre de Trente ans avait dépeuplé ses États, Frédéric-Guillaume entreprit de les coloniser. A l'époque, il n'était point trop malaisé de se procurer des colons de race germanique. La paix de 1648, qui donna à chaque prince de l'Empire le droit d'imposer sa propre religion à tous ses sujets, avait eu pour conséquence, en effet, d'obliger, au cours des années qui suivirent, un nombre considérable d'Allemands à chercher une patrie nouvelle. Le Grand Électeur en profita. Il fit aussi appel aux Hollandais; alors se créèrent ces « hollanderies », qui font l'effet de fermes modèles. Il était aussi naturel — il en fût de même dans toute l'Europe germanique et scandinave — qu'il ouvrît ses États aux huguenots français avant et après la révocation de l'Édit de Nantes. Il n'y manqua point et, par l'Édit de 1684, il leur fit des conditions très favorables. Les huguenots apportèrent chez lui une civilisation nettement supérieure, et il sut les utiliser selon leurs aptitudes. Les membres du petit Parlement d'Orange se transformèrent, *ipso facto*, en juges brandebourgeois.

Beaucoup de réformés entrèrent dans l'armée. Ceux-ci créèrent des manufactures, ceux-là introduisirent la culture maraîchère dans les sables de la marche. Un faubourg de Berlin, auquel on donna le nom biblique de Moabit, recueillit les proscrits par milliers. Si ceux-ci, à la deuxième ou à la troisième génération, devinrent de parfaits Prussiens, toujours prêts à combattre et à calomnier la France, ils gardèrent longtemps l'usage de leur langue maternelle et la répandirent; la plupart des princes allemands du XVIII^e siècle, Frédéric II entre autres, ont eu des précepteurs huguenots.

Frédéric-Guillaume eut toutes les ambitions des souverains d'un grand pays. Il rêva d'avoir une flotte et des colonies ou, tout au moins, de prendre part au commerce des Indes occidentales. Il créa des comptoirs à la côte de Guinée (Frederiksborg), et, en son nom, des Hollandais tentèrent, en 1685, de s'établir à Arguin.

LE PREMIER ROI DE PRUSSE: FRÉDÉRIC I^{er} (1688-1713). — Le successeur du Grand Électeur, Frédéric III, ne semblait pas de taille à poursuivre son œuvre. Mais ce malingre, ce faible, voulait être roi. En politique, il n'eut d'autre objectif que d'obtenir la couronne, et il y parvint lorsque la mort de Charles II eût ouvert la succession d'Espagne : l'empereur Léopold I^{er}, qui ne pouvait point dédaigner l'appui de Frédéric, se résigna à le laisser devenir roi en Prusse, la Prusse étant en dehors de l'Empire. Aussitôt Frédéric, malgré l'opposition de Louis XIV et de Charles XII, se fit couronner à Königsberg avec une pompe



LA STATUE DU GRAND ÉLECTEUR. — Cette œuvre, d'André Schlüter, se dresse, à Berlin, dans le quartier fondé par Frédéric-Guillaume lui-même, près du palais royal.

magnifique (15 janvier 1701), et donna à l'empereur, en échange de ce titre, huit mille hommes pour la guerre contre la France, l'Espagne et la Bavière.

Frédéric I^{er} (il ne faut plus désormais l'appeler Frédéric III) n'a rien conquis les armes à la main; il n'en a pas moins accru le domaine. Il a hérité, en 1707, des principautés de Neuchâtel et de Valengin, ce qui l'a établi sur la frontière de la Franche-Comté et lui a donné des sujets de langue française. Il a acquis, de la même façon, le comté de Limbourg et quelques districts de la Gueldre. A Utrecht et à Rastadt, il a obtenu la confirmation de tous ces accroissements et la reconnaissance de son titre de roi de Prusse et non plus en Prusse, par le roi très chrétien et par le roi catholique.

Par ailleurs Frédéric I^{er} suivit la même politique que son père. Il organisa définitivement l'Eglise française de Brandebourg et accueillit de nouveaux proscrits de notre langue, des Vaudois des Alpes, mais il fut aussi peu tolérant, en matière religieuse, que le Grand Électeur.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME I^{er}, LE ROI-SERGEANT (1713-1740). — A sa mort, l'État prussien commence à prendre quelque figure. L'unification administrative est consommée. On ne résiste plus nulle part, ni sur le Rhin, ni sur le

Niémen, à l'autocrate de Berlin; mais cet État est encore inerte. A Frédéric-Guillaume I^{er} revient le mérite de le faire vivre. Il crée un directoire qu'il préside, qu'il fait travailler et qui punit les prévaricateurs. On lui doit, en somme, la fameuse bureaucratie prussienne. Et ce qui, d'autre part, est nouveau, c'est que ce roi de Prusse n'accepte pas de subsides de l'étranger, trouve chez lui tout l'argent nécessaire.

Frédéric-Guillaume I^{er} a surtout désiré de l'argent pour être le plus fort possible. On parle toujours de ce régiment de la garde où il a réuni des hommes de taille démesurée, qu'il a embauchés partout et qu'il marie d'office avec des géantes. Mais le Roi-Sergent ne pouvait se contenter de ce seul régiment; il voulait une armée entière, et cette armée se composant par moitié d'étrangers, force lui fut de trouver sur place l'autre moitié. Pour ce faire, il eut une idée qui allait donner à la Prusse presque deux siècles d'hégémonie : à chaque régiment, à chaque compagnie, il fixa le district, le canton où il se recruterait et ainsi fut inauguré en Prusse le service obligatoire. En même temps, il força sa noblesse à lui fournir les cadres d'officiers.



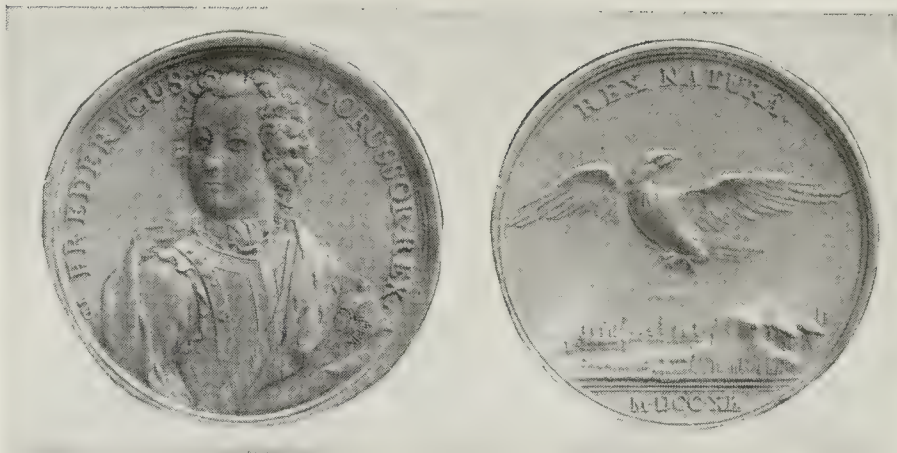
L'ARSENAL DE BERLIN. — C'est une des constructions les plus intéressantes du Berlin de la fin du XVII^e siècle. — L'arsenal a été bâti de 1695 à 1705, dans Friedrichswerder (l'île de Frédéric), par les soins de l'électeur Frédéric III, qui fut le roi Frédéric I^{er}.

Aussi, en 1739, alors que la France a 160 000 soldats et l'Autriche 100 000, la petite Prusse en a déjà 83 000.

Le Roi-Sergent ne risquait pas ses soldats à la légère : ils coûtaient trop cher. Il attendit donc l'occasion heureuse, qui se présenta après la défaite de Charles XII ; alors Frédéric-Guillaume accourut à la curée, ce qui lui valut Stettin, les îles de l'embouchure de l'Oder, au bas mot la moitié de la Poméranie suédoise.

LE FUTUR FRÉDÉRIC II ET SON PÈRE. —

Le second roi de Prusse, toujours en tournée d'inspection pour le civil comme pour le militaire, « mettait (ce sont ses propres expressions) l'armée et le pays en état », se préoccupait de former un successeur digne de lui, et il avait tracé un programme très précis aux hommes qu'il avait chargés de l'éducation du jeune prince, celui qui sera le Grand Frédéric et qui était né à Berlin en 1712. Mais ces gens de valeur, très consciencieux, réussirent mal dans leur tâche et la discorde s'avéra violente lorsque le Roi-Sergent constata que son futur successeur avait les idées d'un petit-maître de Paris, que cet écolier de Berlin était formé à la française, enfin qu'il n'adhérait pas au credo paternel. La vie devint infernale pour le jeune homme qui, finalement, résolut de s'enfuir. Mais il fut trahi, et faillit payer de sa tête un projet qui coûta la vie à celui qui avait concerté sa fuite avec lui. Frédéric dut assister au supplice, puis, pendant six mois, remplir



FRÉDÉRIC II DE PRUSSE au lendemain de son avènement, en 1740. — Au revers, l'aigle prussienne prenant son vol, allusion à la conquête de la Silésie. — Médaille de Dainer.

un emploi à la Chambre des domaines de Kustrin, ce qui d'ailleurs compléta heureusement son éducation. Alors, ayant donné satisfaction à son père par son obéissance, il obtint un régiment, se montra colonel irréprochable et finit de se réconcilier avec le roi en se laissant marier comme le désirait l'Autriche. A Neu-Ruppin, puis à Rheinsberg, sur les frontières de Mecklembourg, loin de « Jupiter et de la foudre », il acheva de se former.

Aussi est-il en 1740 tel que le pouvait rêver le Roi-Sergent. Il est bon soldat, il sait comment un roi absolu peut administrer son État : de plus, il n'a aucune

religion, et il est résolu à n'avoir aucun scrupule quand il s'agira de mentir et de prendre. Enfin cet Hohenzollern que rien n'arrête est une intelligence de premier ordre.

Dès le lendemain de la mort de son père, Frédéric fait preuve de son manque de cœur en rejetant de sa vie sa femme Elisabeth de Bewern, qu'il a naguère épousée par contrainte. Mais il ne lui donne pas de rivale, car il n'aime pas les femmes. Et puis il a une bien autre affaire en tête : il entend se venger de l'Autriche et agrandir ses propres États aux dépens de la fille de Charles VI, Marie-Thérèse.

Avant de raconter comment le fils du Roi-Sergent réalisa ce dessein, il importe de revenir en arrière pour voir comment avaient été réglées, depuis la mort de Louis XIV, un certain nombre de questions intéressantes pour le maintien de l'équilibre européen.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE CONTINENTALE

I. SUCCESSIONS D'ESPAGNE, DE POLOGNE, D'AUTRICHE

RÈGLEMENT DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE (1715-1731). — Les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade, qui avaient mis fin à la guerre de Succession d'Espagne, semblaient devoir ouvrir pour l'Europe une longue période de paix. Jamais l'Europe n'avait eu autant besoin de repos. Les peuples étaient épuisés, ruinés. En ce qui regarde la France, on était en droit de croire que le maintien d'un roi Bourbon en Espagne et dans les Indes présenterait un appréciable avantage, et que, à l'Escurial, Philippe V allait rester un petit-fils de Louis le Grand. Or il n'en fut pas ainsi. Sur le trône d'Espagne, Philippe V ne fut rien moins qu'un prince français. Ce fils du Dauphin se fit aisément Espagnol, voire même si parfaitement Espagnol qu'il devint, en définitive, un ennemi de la France.

La chose peut s'expliquer de bien des manières. Philippe V s'est tourné contre la France, parce que la France, c'était le duc d'Orléans et parce que lui-même n'acceptait pas les renonciations d'Utrecht. En outre, l'Espagne a été la grande victime de la paix de 1713, où elle a perdu les Pays-Bas et l'Italie, et même de sa propre terre, Gibraltar et Minorque ; comme elle n'a pas conscience de la décroissance de ses forces, elle ne peut se résigner à sa situation nouvelle. Aussi bien Philippe V n'a-t-il pas traité avec Charles VI : la guerre de la Succession d'Espagne n'est donc pas terminée.

Philippe V avait du moins cette qualité d'être un mari assidu. Veuf d'une princesse de Savoie (la cadette d'Adélaïde, duchesse de Bourgogne), il était tombé sous la domination d'Anne de La Trémoille qui, par son second mariage avec Orsini, le duc de Bracciano, était devenue, si l'on francise son nom, la princesse des Ursins. Mais cette ambitieuse duègne de quatre-vingts ans, se rendant parfaitement compte qu'il fallait donner une femme à Philippe V, entendit lui en donner une qui lui restât reconnaissante à elle-même de sa fortune. Elle crut trouver qui elle cherchait dans la personne d'Élisabeth Farnèse, et elle fit ainsi conclure à cette fille du duc de Parme un

mariage inespéré avec le petit-fils de Louis XIV. Élisabeth Farnèse, si elle n'était point belle, savait du moins plaire. D'une ambition sans mesure et d'une inlassable opiniâtreté, elle s'empara en un tournemain de l'esprit de Philippe V et chassa aussitôt sa bienfaitrice.

Elle témoigna d'une toute autre façon sa reconnaissance à celui qui était en 1715 le représentant du duc de Parme à Madrid et qui avait, lui aussi, puissamment contribué à son mariage avec Philippe V. Dès le lendemain du mariage, Alberoni, ce fils d'un jardinier de Plaisance, cet homme d'Église, que Vendôme avait introduit en Espagne, dirigea toute la politique étrangère de Philippe V ; il devint bientôt cardinal, puis légat du pape, et si jamais il ne fut, à proprement parler, le premier ministre du roi catholique, du moins fut-il celui dont le roi catholique suivait aveuglément les avis. Il eut le mérite de comprendre que l'Espagne était une convalescente à laquelle il fallait rendre la vigueur, et il en réorganisa les finances, l'armée, la marine. Mais cette réorganisation ne fut pas poussée assez loin pour que l'Espagne pût tenir tête à la fois au régent de France et à l'empereur d'Allemagne, et pourtant c'est à quoi tendaient les grands projets d'Alberoni ; il voulait reprendre aux Autrichiens le Milanais, les présides de Toscane, le royaume de Naples, et il escomptait la mort de Louis XV pour instaurer en France un des fils de Philippe V. En attendant, il voulut enlever la Régence au duc d'Orléans.

Pour la réalisation de ces ambitieux desseins, Alberoni décida son maître à rechercher l'alliance de l'Angleterre. Philippe V hésita, comme souverain catholique, à traiter avec des hérétiques. Il se décida néanmoins et, le 4 décembre 1715, il signa avec George I^{er} un traité de commerce extrêmement favorable aux Anglais, leur accordant plus de privilèges dans les colonies espagnoles de l'Amérique que jamais la France n'en avait obtenus : le vaisseau de permission et l'*Asiento*, c'est-à-dire le droit de vendre des nègres. Ainsi se trouvaient confirmées les concessions de l'année 1713.

DUBOIS ET L'ANGLETERRE. — LA TRIPLE ALLIANCE (1717). — C'est alors qu'Alberoni se heurte à Dubois, l'ancien précepteur du duc d'Orléans, un prêtre médiocre, indigne de devenir archevêque de Cambrai et cardinal, mais qui, en dépit de

out ce qu'ont pu dire contre lui ses adversaires, a, en fin de compte, bien travaillé pour la France.

Le duc d'Orléans et George I^{er} étaient parents. Tous deux, le premier comme petit-fils, le second comme arrière-petit-fils, descendaient d'une Stuart, de cette comtesse Palatine qui, au début de la guerre de Trente ans, fut un moment reine de Bohême. Bien avant la conclusion de la paix d'Utrecht, ils échangeaient des lettres amicales. En fait, ils avaient besoin l'un de l'autre, celui-ci pour parvenir et pour se maintenir à la Régence et aussi — au cas où le jeune Louis XV viendrait à mourir — pour assurer le maintien de ses droits et des droits de ses héritiers sur la couronne de France, d'accord avec les puissances signataires de la grande paix ; celui-là, si récemment établi en Angleterre et y faisant quelque peu figure d'intrus, pour que le jeune frère catholique de la protestante Anne, Jacques III, qui menaçait toujours de débarquer en Écosse, ne fût pas soutenu par la France. Ainsi, entre George I^{er} et Philippe d'Orléans, rien de plus logique que cette entraide.

Malheureusement pour eux, les peuples qu'ils gouvernaient ne voulaient pas, ne raisonnaient pas comme eux. En 1715, les Anglais avaient pris l'habitude de haïr la France, et à la haine politique venait s'ajouter la haine religieuse. Chez les Français répugnance égale.

On ne pardonnait pas à Guillaume d'Orange d'avoir noué la grande alliance de La Haye, ni à Marlborough d'avoir si bien dirigé la coalition. Puis on avait fait dix ans de guerre pour s'assurer l'alliance de l'Espagne et l'on tenait à cette alliance, payée d'un prix si cher. Enfin les Français aimaient, admiraient et soutenaient le prétendant, ce chevalier de Saint-Georges qui avait mené, en tête de la maison du roi, l'admirable charge de Malplaquet. En vain ses partisans ont-ils été battus en 1715 à Sheriffmuir, dans les hautes terres d'Écosse ; en vain lui-même n'a-t-il pas été plus heureux l'année suivante : l'opinion française lui demeure fidèle.

Alors Londres prend l'offensive et insiste pour l'expulsion du chevalier de Saint-Georges et de ses amis. En même temps, et avec non moins d'énergie, il réclame l'abandon des travaux de Mardyck, où les Français, inconsolables d'avoir dû détruire le port de Dunkerque en vertu du traité d'Utrecht, s'efforcent de reconstituer un nouveau Dunkerque. Va-t-on donc derechef en appeler aux armes ? La Hollande n'avait rien gagné à la dernière passe d'armes et ne voulait plus d'une guerre qui payait si mal ; le Régent recourut à ses bons offices, et le Grand Pensionnaire, flatté d'être pris pour arbitre, entreprit de réconcilier l'Angleterre et la France. Mais les ministres anglais ne se hâtèrent point de répondre à ses démarches, et lorsqu'on sait à Paris que George I^{er} et Stanhope se rendent en Hanovre en passant par la Hollande, Dubois vient à La Haye incognito ; il y voit Stanhope, puis joint dans son duché George I^{er} lui-même, le rassure et le persuade. S'il abandonne le prétendant et Mardyck, il obtient en compensation que Stanhope accorde la garantie de l'Angleterre aux clauses du traité d'Utrecht. Par surcroît, il décide les Hollandais, qui ont été, en somme, les médiateurs de cet accord, à y entrer à leur tour. Ainsi est conclue (14 janvier 1717) la Triple Alliance qui, pour avoir été mal accueillie en France, constitue pourtant le triomphe de la carrière de Dubois.

CONSPIRATION DE CELLAMARE ET GUERRE FRANCO-ANGLAISE CONTRE L'ESPAGNE. —

Cependant, le gouvernement de Madrid commettait faute sur faute. A la suite d'une maladroite provocation de l'empereur qui, s'intitulant toujours roi de Castille et d'Aragon, fit arrêter à Milan (où il était de passage) le grand inquisiteur d'Espagne, tenu par lui pour un sujet rebelle, il s'était emparé de la Sardaigne, ce qui avait amené Charles VI, hors d'état de se défendre, à faire appel à l'Angleterre. Alors Stanhope et Dubois entreprirent de tirer parti de ce conflit pour donner à l'Europe une paix durable. Ils proposèrent donc à l'empereur de reconnaître sans réserve Philippe V pour le véritable et unique roi catholique, et d'accepter le fils aîné d'Élisabeth Farnèse comme héritier de la couronne de la Toscane et de Parme ; de son côté, Victor-Amédée de Savoie céderait la Sicile à Charles VI et, en échange, recevrait la Sardaigne. Mais l'Espagne ne voulut pas accéder à cette paix compromise ; elle refusa de constituer la Sardaigne et même elle occupa la

Sicile. Alors l'empereur d'adhérer à la Triple Alliance (2 oct. 1718), et, une flotte anglaise intervenant, l'amiral Byng de détruire une flotte espagnole au cap Passaro. Au lieu de tenir compte de cet avertissement, les dirigeants de Madrid s'attaquèrent au Régent.

Pour gouverner comme il l'entendait, celui-ci avait dû casser le testament de Louis XIV. Le duc du Maine, bien qu'il se trouvât ainsi lésé, ne s'était pas défendu en 1715, et il ne se défendit pas davantage en 1718, quand il fut ramené au rang de duc et pair. Par contre, sa femme, la petite-fille du grand Condé, n'accepta pas avec résignation une telle déchéance ; sa petite cour de Sceaux devint un foyer d'opposition contre le gouvernement établi et elle-même entra en rapports avec la cour de Madrid, dont elle reçut en cachette le représentant à Paris, le comte de Cellamare. Bientôt la conclusion de la Triple Alliance détermina le gouvernement espagnol à accepter ces alliés qui s'offraient à lui et qui projetaient d'ameuter l'opinion française, d'obtenir la convocation des États généraux, de faire modifier le régime de la Régence. Averti de ce qui se tramait, Dubois fit arrêter les porteurs de dépêches entre Alberoni et Cellamare ; fort des pièces qu'il avait entre les mains, il expédia, sous bonne escorte, l'envoyé de Sa Majesté Catholique à la frontière des Pyrénées ; il envoya le duc du Maine à Doullens, la duchesse du Maine à Dijon, le menu fretin à la Bastille, et finit par en obtenir des aveux d'où il ressortit que la conspiration de Cellamare n'avait pas fait courir de grands risques à Philippe d'Orléans.

Néanmoins, les suites en furent partout fâcheuses. L'Angleterre déclara la guerre à l'Espagne en décembre 1718 et la France en janvier 1719 : Philippe V riposta comme il put, mais sans succès. La flotte armée par lui à Cadix pour débarquer en Écosse le prétendant Jacques III avec cinq mille soldats fut dispersée par une tempête dans le golfe de Biscaye. Une tentative de Philippe V pour soulever les Bretons, à la suite d'une violation des privilèges de la province et d'un refus d'obéissance du Parlement de Rennes, n'aboutit en fin de compte qu'à un échec (26 mars 1720). A ce moment, l'armée française était depuis longtemps en campagne. Sous les ordres de Berwick, elle avait franchi la Bidassoa et conquis toute la côte du Guipuzcoa, brûlant partout les arsenaux et les navires mis en chantier. Berwick passa ensuite aux Pyrénées orientales et s'empara d'Urgel, espérant provoquer ainsi une insurrection en Catalogne, mais les Catalans ne bougèrent pas.

Sur ces entrefaites, Alberoni avait lié partie avec Charles XII. Celui-ci étant tombé devant la première forteresse norvégienne qu'il assaillit, Philippe V, revenu de ses illusions, congédia Alberoni, qui s'éloigna, mais put, avant sa mort (1752), voir son grand projet, — l'établissement des Bourbons, fils d'Élisabeth Farnèse, à Parme et à Naples, — réalisé par la puissance même qu'il avait voulu combattre, par la France.

L'ESPAGNE ADHÈRE A LA QUADRUPLE ALLIANCE. — Quelque peine que Philippe V éprouvât à se résigner à sa défaite, il finit par la reconnaître et, après avoir adhéré à la Quadruple Alliance (16 février 1720), conclut, le 27 mars 1721, avec la France, une alliance étroite. La France rendait toutes les places conquises par Berwick en Guipuzcoa et en Catalogne ; elle s'engageait à appuyer les prétentions des fils d'Élisabeth Farnèse sur les successions de Toscane, de Parme et de Plaisance ; elle allait même jusqu'à solliciter des Anglais la restitution de Gibraltar. Enfin, pour achever la réconciliation des deux branches royales des Bourbons, le mariage de l'infante Marie-Anne-Victoire avec Louis XV était décidé ; M^{lle} de Montpensier épousait le fils aîné de Philippe V, don Louis, et une autre fille du Régent, M^{lle} de Beaujolais, était destinée à épouser un autre infant.

FRANCE ET RUSSIE. — PIERRE LE GRAND A PARIS. — Tandis que Dubois parvenait à conclure la Triple Alliance où semblait devoir s'abolir le rêve des dernières années de Louis XIV, Paris recevait un extraordinaire visiteur, Pierre le Grand. Le tsar avait déjà tenté de passer la frontière de France en 1697. Mais Louis XIV, ne sachant pas au juste sur quel pied traiter un prince de Moscovie, l'avait plus ou moins habilement écarté de son royaume. Vingt ans plus tard, il n'était plus possible au gouverne-



LE CARDINAL JULES ALBERONI (1664-1752). — Évêque de Malaga et ministre de Philippe V. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



PHILIPPE V ET SA FAMILLE, EN 1745. — Au milieu sont assis le roi et sa seconde femme Élisabeth Farnèse; à droite, debout, l'avant-bras appuyé sur une chaise, le prince des Asturies (le futur Ferdinand VI, fils de Marie-Louise de Savoie) et à côté de lui sa femme Marie-Thérèse de Portugal. Viennent ensuite les enfants du second mariage de Philippe V : don Carlos (le futur Charles VII de Naples et Charles III d'Espagne), don Philippe (duc de Parme en 1748) et don Louis, Marie-Anne-Victoire, Marie-Thérèse-Antoinette-Raphaële, Marie-Antoinette-Ferdinande, etc. — Esquisse de L.-M. Van Loo, d'après le tableau du musée du Prado. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

ment français d'ignorer qui était ce Pierre Romanov, qui avait si laborieusement, mais si complètement, vaincu Charles XII et échappé aux Turcs dans la campagne du Pruth. Celui-ci n'était, jusqu'alors, que fort médiocrement renseigné sur la France; édifié en 1717, il envisagea tout le profit qu'il pouvait tirer de l'alliance française; il estima qu'il pouvait en échange nous fournir un secours utile et pensa même à un mariage du petit roi avec sa plus jeune fille, Élisabeth, née en 1709. Sur tous ces points, son ministre Kourakine entra donc en pourparlers avec le Régent et avec Dubois, mais ceux-ci repoussèrent les offres de Pierre le Grand, non pas, comme on l'a dit, pour rester fidèles aux vieilles alliées, la Suède et la Turquie, mais pour assurer le maintien de cette alliance anglaise qui leur avait demandé tant d'efforts. Les Russes s'étant mis en hostilité avec George I^{er}, à la fois comme roi d'Angleterre et comme électeur de Hanovre, le Régent les éconduisit poliment et se contenta de contracter avec eux un traité de commerce; très obligeamment, il s'offrit aussi comme médiateur entre les Russes et les Suédois, et contribua ainsi à la conclusion de paix de Nystadt (1721).

NOUVEAU DEMÊLE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. — Quelques années plus tard (1725), le duc de Bourbon rompa le mariage de Louis XV et de Marianita, à la grande irritation des souverains espagnols, qui essayèrent de se venger.

Tous deux se laissaient alors mener par un aventurier hollandais qui s'était fait Espagnol et catholique, Riperda. Depuis longtemps celui-ci, qui représentait son maître auprès de Charles VI, poussait à une alliance austro-espagnole; après le renvoi de l'infante, il reçut l'ordre de traiter coûte que coûte avec l'empereur. N'ayant pas le sentiment exact de la force espagnole et se méprenant par surcroît sur

la force française, Riperda parla alors d'aider l'Autriche à recouvrer l'Alsace, les Trois-Évêchés, la Flandre et la Bourgogne, et finit par conclure une alliance défensive entre Vienne et Madrid (30 avril 1725). Les deux souverains renonçaient à leurs prétentions sur leurs États respectifs; Philippe V reconnaissait la Pragmatique sanction où Charles VI dépouillait les filles de Joseph I^{er} en faveur de sa propre fille; il reconnaissait aussi la Compagnie d'Ostende, qui pouvait devenir une concurrente dangereuse pour les Compagnies de France, d'Angleterre, de Hollande; enfin il ouvrait ses ports aux Autrichiens. De son côté, l'empereur tenait pour valables les droits de don Carlos aux successions de Parme et de Toscane, et offrait ses bons offices à l'Espagne pour obtenir la restitution de Gibraltar et de Minorque; mais il ne prenait aucun engagement pour le mariage de Marie-Thérèse avec un infant.

Le traité de Vienne provoqua une riposte de tous ceux qu'il menaçait. Une contre-alliance se forma entre France et Angleterre; la Prusse s'y joignit un instant et aussi, de façon plus étroite, la Hollande. On crut alors en France à la guerre générale; mais, avec beaucoup de patience et de tact, Fleury parvint à calmer la colère de Philippe et d'Élisabeth. Puis, l'échec des Espagnols devant Gibraltar et l'état précaire de la santé du roi donnèrent à réfléchir à la cour de Madrid: on se débarrassa bientôt de Riperda.

Le 31 mai 1727, Fleury obtint un autre succès. Pour donner satisfaction à l'Angleterre, il convainquit l'empereur Charles VI de renoncer, au moins pour sept ans, à la Compagnie d'Ostende et de convoquer un congrès d'où sortirait la pacification générale. Lorsque mourut, le 10 mars 1731, le dernier des Farnèses, le fils d'Élisabeth lui succéda à Parme, et fut en même temps reconnu comme héritier présomptif de la Toscane.

L'AFFAIRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE (1733-1736).

Au lendemain du jour où la patience et la modération de Fleury rendaient ainsi la paix à l'Europe, la mort d'Auguste II, électeur de Saxe et roi élu de Pologne, vint remettre tout en question (1^{er} février 1733). Qui serait roi à Varsovie ? Un traité conclu en 1726 entre Autriche et Russie assurait le trône à Auguste III. En attendant qu'ils osassent procéder à la mutilation ou au démembrement de la République, les deux alliés étaient d'accord pour ne pas permettre l'élection d'un candidat français qui pourrait la mettre en état d'échapper à leurs convoitises.

Or, depuis le mariage de Louis XV, la France avait un candidat, le beau-père même du roi, Stanislas Leszczynski. Aussi bien l'opinion publique voulait-elle que Marie Leszczynska devînt la fille d'un roi véritable. A l'annonce de la mort d'Auguste II, Stanislas ne perd pas de temps. Avec un seul compagnon et sous un déguisement, il traverse l'Allemagne et se fait acclamer à Varsovie : le voici roi de Pologne et grand-duc de Lithuanie. Mais les dissidents lui opposent Auguste III, et, pour soutenir ce dernier, vingt mille Russes sont lancés sur la Vistule. Comme ils ne rencontrent aucune résistance, Stanislas est bientôt contraint de se réfugier derrière les murs de Dantzig, qui est tout de suite aux abois.

L'honneur de la France étant en jeu, le gouvernement agit, mais faiblement. Il envoya dans la Baltique une escadre avec six mille hommes de débarquement, qu'un héros, le ministre de la France à Copenhague, le comte de Plélo, prit sur lui de conduire à l'ennemi ; il se fit tuer dans les tranchées des Russes. Quant à Stanislas, dont la tête avait été mise à prix, il parvint à s'échapper de Dantzig.

LA GUERRE EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE. — Dès lors c'est sur les Autrichiens que la France va se venger de l'humiliation qui lui a été infligée par les Russes. Dans ce but, deux armées sont mises en mouvement, dont l'une, l'armée d'Allemagne, est à Berwick et l'autre, celle d'Italie, à Villars. Berwick occupe la Lorraine, enlève Kehl et se fait tuer le 12 juin 1734 devant Philippsbourg, que prend bientôt après Asfeld.

En Italie, Charles-Emmanuel de Sardaigne offre à la France son alliance moyennant l'échange de la Savoie contre le Milanais. De son côté, l'Espagne reprend une fois encore les projets de l'opiniâtre Élisabeth Farnèse, qui réclame pour ses enfants Parme et Plaisance, et même le royaume de Naples. Villars, malgré ses quatre-vingts ans passés, mène la campagne avec une ardeur juvénile. Coup sur coup, il prend Novare, Milan, Pizzighettone, Mantoue, et, finalement, meurt de fatigue à Turin.

Dès lors, la guerre se poursuit dans le plus grand désordre. Chacun des alliés se bat pour son seul intérêt particulier et pour son profit immédiat : le roi de Sardaigne ne s'occupe que du Milanais, et les Espagnols n'agissent que sur le Pô et dans la région napolitaine. Mais les Français ne sont pas là pour écraser les Autrichiens. Coigny bat et tue Mercy à la journée de Parme (29 juin 1734) ; Maillebois s'empare de Modène ; l'armée impériale est culbutée à Guastalla. En même temps, don Carlos entre à Naples et la victoire de Montenapoli, à Bitonto, a pour conséquence l'expulsion définitive des Autrichiens du sud de la Péninsule.

LE TROISIÈME TRAITÉ DE VIENNE. — Il ne resterait plus qu'à traiter si Fleury n'éprouvait alors beaucoup de peine à



CHARLES-EMMANUEL III DE SAVOIE (1701-1773), roi de Sardaigne, depuis 1730, sous le nom de Charles-Emmanuel I^{er}. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

mettre d'accord le Sarde et l'Espagnol, et si les fiançailles de Marie-Thérèse, la fille de Charles VI, avec François de Lorraine, ne venaient compliquer étrangement la situation. François de Lorraine étant destiné à devenir empereur, la France peut-elle permettre que la Lorraine s'absorbe dans les domaines autrichiens et se rattache ainsi fortement à l'Empire ? Charles VI, s'il a cru la chose possible, ne tarda pas à être détrompé. Une combinaison permit enfin de conclure la paix : il fut convenu que la Lorraine dédommagerait Stanislas Leszczynski évincé du trône de Pologne, et, à sa mort, son unique héritière étant la reine de France, c'est à la France que reviendrait la Lorraine. Restait à trouver un duché pour François de Lorraine : ce fut la Toscane, le dernier des Médicis ne devant pas laisser de postérité.

Il est alors possible de signer la paix (à Vienne, le 3 octobre 1735). Les Deux-Siciles vont à don Carlos, Parme et Plaisance à l'Autriche, et Charles-Emmanuel se contente de quelques morceaux du Milanais. Mais, pour la Lorraine, il faudra négocier jusqu'en 1738.

Il convient d'insister sur le règlement de l'affaire de Lorraine, car par lui fut achevée la France de l'Est. Jusqu'alors, la Lorraine avait été une enclave germanique entre Champagne, Franche-Comté et Alsace, et les Lorrains, bien qu'aux trois quarts de langue française, avaient pris l'habitude de vivre en dehors de la France. Sous le gouvernement de Sta-

nislas, qui exerça avec douceur un rôle de Mécène et de philanthrope, la Lorraine vécut heureuse et, insensiblement, les Lorrains devinrent d'excellents Français.

LA SUCCESSION D'AUTRICHE (1741-1748). — **FRÉDÉRIC II EN SILÉSIE.** — La question de la succession de Pologne et toutes celles qui s'y rattachent étaient à peine réglées depuis deux ans qu'un événement inattendu vint, une fois encore, déclencher la guerre en Europe. La mort de Charles VI montra l'inutilité du travail diplomatique que cet empereur avait entrepris par amour paternel. L'électeur de Bavière réclama l'Empire et la Bohême et l'électeur de Saxe, la Moravie ; Philippe V, ou plutôt Élisabeth Farnèse, exigea pour son fils, l'infant don Philippe, un établissement considérable au nord de l'Italie, et le roi de Sardaigne prétendit aller



LE DUC DE COIGNY EST VAINQUEUR DU GÉNÉRAL AUTRICHIEN MERCY SOUS LES MURS DE PARME (29 juin 1734). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

aussi loin que possible sur la route de Milan. De tous les côtés on se ruait à la curée de la succession d'Autriche.

Parmi les prétendants à cette succession, il s'en présenta un que l'on n'attendait pas : Frédéric II. Le nouveau roi de Prusse avait jeté son dévolu sur la Silésie. Après une sommation à Marie-Thérèse, qui lui répondit fièrement, il occupa la partie septentrionale de la province, avec Breslau. Hors d'état de se défendre, Marie-Thérèse fit aussitôt appel aux deux grandes puissances d'Occident qui avaient reconnu la Pragmatique. L'Angleterre, sympathique à la requête, ne put intervenir aussitôt. Quant à la France, elle était partagée entre deux tendances opposées, le gouvernement, c'est-à-dire Fleury, tenant pour la paix, et le parti de Belle-Isle pour la guerre.



FRÉDÉRIC II LE GRAND, roi de Prusse (1740-1786), fut le fondateur de la grandeur prussienne, l'homme d'État et le militaire le plus remarquable de son temps. — Portrait exécuté par son premier peintre, Antoine Pesne (1683-1767). — Musée de Berlin. CL. BRAUN.



MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE (1717-1780), fille de l'empereur Charles VI, femme de l'empereur François I^{er}, mère de Joseph II, de Léopold II et de la reine de France Marie-Antoinette. — Musée de Versailles.

LA FRANCE ENNEMIE DE L'AUTRICHE. — Le chef de ce parti était le petit-fils de Nicolas Fouquet, un militaire qui venait de recevoir le bâton de maréchal et qui témoignait d'une aptitude égale pour les armes et pour la diplomatie. Il avait contribué avec éclat, en 1736, à l'acquisition de la Lorraine ; en 1740, il voulait que la France intervînt conformément à sa politique traditionnelle.

Certes la mort inattendue de Charles VI ne diminuait en rien la validité des engagements pris au sujet de la Pragmatique. Le gouvernement français devait donc considérer Marie-Thérèse comme ayant succédé légalement à son père dans tous ses États ; il pouvait même lui offrir son appui contre les violateurs de la paix. Mais agir de la sorte était aller contre les anciens errements de la politique française à l'égard de l'Allemagne. Pour ce motif, le parti de Belle-Isle, le parti de l'action, l'emporta d'autant plus facilement qu'en 1741 l'Autriche semblait encore redoutable pour la France. A Rastadt, en effet, l'Autriche avait vraiment obtenu sur le continent la part du lion. En Italie, elle tenait Milan, Naples, la Sardaigne ; en même temps, elle était établie à Gand, à Anvers, à Bruxelles, à Luxembourg. D'autre part, les

victoires du prince Eugène sur les Turcs lui avaient livré la route du Danube, la grande forteresse des Alpes de Transylvanie, et vers le sud-est des perspectives qui semblaient indéfinies, sans préjudice d'un magnifique recrutement de Hongrois et Slaves. Que de raisons pour voir dans l'Autriche une puissance redoutable !

Fleury, alors nonagénaire, fut débordé. Il accepta la combinaison par laquelle la France, sans déclarer la guerre à Marie-Thérèse, soutiendrait par les armes les maris des deux filles de Joseph I^{er}, notamment ce Charles-Albert de Bavière, qui voulait être à la fois roi du royaume de saint Wenceslas et chef élu du Saint-Empire romain germanique.

Cependant, les affaires de Marie-Thérèse empiraient. En tentant de chasser les Prussiens de Silésie, Neipperg s'était fait battre à Mollvitz, ce qui avait engagé la cour de Versailles à s'entendre avec Frédéric. Beauvau estimant qu'on pouvait s'allier avec lui momentanément, aussitôt les prétendants, et la France qui les encourage, de courir aux armes, puis Français et Bavares d'entrer en campagne et, d'un bond, d'arriver à Linz, sur la route de Vienne. Mais alors l'électeur de Bavière, craignant que la Bohême ne lui échappe, entraîne Belle-Isle devant Prague, que Chevert enlève d'un coup de main, puis, grâce au même Belle-Isle, se fait élire, à Francfort, empereur sous le nom de Charles VII.



VIENNE EN 1723. — Cette vue cavalière montre le système d'organisation défensive de la ville et ses principaux monuments, en particulier l'église cathédrale de Saint-Étienne. — Gravure d'Aveline. — Bibl. Nat.

MARIE-THÉRÈSE ET LES HONGROIS. — Dès lors il ne restait plus à Marie-Thérèse d'autre ressource que de se confier au loyalisme de ses sujets. Les Hongrois profitèrent de l'occasion pour obtenir le rétablissement de leurs privilèges, puis ils proclamèrent solennellement leur fidélité à la souveraine : « *Moriatur pro rege nostro, Maria Theresa.* » Tandis que l'Angleterre s'appêtait à entrer en ligne, ils décidaient la levée en masse et, avec une nombreuse cavalerie, s'en allaient bloquer Prague d'assez loin.

LA PREMIÈRE PAIX SÉPARÉE DE FRÉDÉRIC II. — Frédéric II, sans aucun souci de ses alliés, traite avec Marie-Thérèse. Il a déjà obtenu de Charles-Albert de Bavière, comme chef du royaume de saint Wenceslas, la cession du comté de Glatz ; avec l'aide des Anglais, il persuade maintenant Marie-Thérèse de lui abandonner toute la Silésie, haute et

basse. C'est la première paix séparée de Frédéric II (11 juin 1742). De là une aggravation dans la situation des Franco-Bavarois. Déjà leur garnison de Linz a capitulé; celle de Prague, qui meurt de faim et qui doit par surcroît lutter contre la population tchèque — hostile puisque les Français offrent simplement un Allemand de Bavière comme souverain, au lieu d'un Allemand d'Autriche —, est contrainte de faire de même après le départ des troupes alliées, dont la retraite, dirigée par Belle-Isle, fut extrêmement pénible, cinq jours durant, au long de l'Egra jusqu'au Fichtelgebirge. Du moins Chevert, demeuré à Prague, obtient-il d'en sortir glorieusement avec armes et bagages.

L'ENTRÉE EN LIGNE DE L'ANGLETERRE : DETTINGEN. — A leur sortie de la Bohême, les Français se heurtèrent aux Anglais, qui avaient marché en hâte au-devant d'eux et s'étaient engagés dans une région difficile, où ils risquaient d'être enveloppés. Malheureusement, Noailles, le général de l'armée française de Westphalie, ne sut pas profiter de ces avantages et laissa les Anglais s'échapper à Dettingen, ne gardant entre ses mains que leurs blessés et le champ de bataille. Il fallut donc évacuer l'Allemagne (27 janvier 1743). Quelques semaines plus tard, Charles VII était déposé; après sa mort (janvier 1745), Marie-Thérèse n'eut aucune difficulté à faire choisir son mari François par les électeurs. Elle avait déjà traité avec la Saxe; la Bavière fut heureuse de faire de même et d'obtenir le retour au *statu quo* de 1341.

L'ALSACE MENACÉE. — LOUIS XV LE BIEN-AIMÉ. — Marie-Thérèse n'avait pas attendu jusqu'alors pour tenter de se venger de la France. Comme, dès 1744, plus rien ne subsistait de la coalition qui avait prétendu naguère la déposséder, elle entendit ramener le royaume des fleurs de lis à ses limites du Moyen âge, lui arracher l'Alsace, les Trois-Évêchés, cette Lorraine, qui, si récemment encore, appartenait à son mari, et même la

Franche-Comté, et elle somma les populations de reprendre l'ancienne obéissance à l'Empire.

Fleury était mort au début de 1743. Louis XV, qui n'avait plus de premier ministre, se décida alors à rejoindre ses armées. A peine arrivé à Metz, où il apprit du baron de Schmettau, l'envoyé de Frédéric II, la rentrée de l'armée prussienne en Bohême, il tomba malade d'une fièvre maligne et putride qui mit ses jours en danger. Malgré les tristesses et les difficultés de l'heure, sa guérison fut accueillie avec une joie unanime, et c'est alors qu'il reçut le surnom de « Bien-Aimé ».

On avait craint pour Metz ou, tout au moins, pour Sarrelouis et pour Thionville: c'est sur la Basse-Alsace que se jeta Charles de Lorraine. Il franchit le Rhin et poussa jusqu'à Saverne et Dabo. Les Alsaciens, qui l'appellent parfois « la croisade des Pandours », gardent le souvenir de cette invasion des cavaliers barbares de Hongrie et de Croatie menés par des chefs allemands experts à diriger le pillage; ils savent aussi les féroces exploits du baron de Trenck. Il était sans doute facile de faire payer leur audace aux Pandours. Les maréchaux de Noailles et de Coigny manœuvrèrent pour les entourer, mais ils le firent avec tant de lenteur et de maladresse que les pillards échappèrent. Peut-être aussi la rentrée en ligne de Frédéric II fut-elle pour beaucoup dans la retraite de Charles de Lorraine. Dans tous les cas, l'Alsace se trouva purgée des manteaux rouges.

Pour affirmer le succès des Français, on emmena Louis XV sur la rive droite du Rhin et on lui fit prendre Fribourg-en-Brissgau, mais on n'alla pas plus loin. Comment faire fond sur des alliés aussi peu sûrs que Frédéric II, les Saxons et les Bavarois?

MAURICE DE SAXE EN BELGIQUE. — FONTENOY. — D'Allemagne on transporta donc la guerre sur cette terre de Belgique où, par condescendance pour Walpole, on n'avait pas voulu pénétrer tout d'abord. Marie-Thérèse n'avait pas de plus bel héritage; on était sûr que tout progrès des troupes françaises sur la côte de Flandre



CARTE DES ÉTATS AUTRICHIEN ET PRUSSIEN, EN 1740.



LA BIBLIOTHÈQUE DE FRÉDÉRIC II AU CHATEAU DE SANS-SOUCI, A POTSDAM.

Sans-Souci a été bâti de 1743 à 1747 par Knobelsdorf. Des décorations de style rococo qui en ornent les pièces, celles de la bibliothèque sont parmi les plus remarquables. Sur une console, on voit un buste antique d'Homère. Malgré les motifs délicats des boiseries et de la glace, cet intéressant ensemble ne saurait soutenir la comparaison avec ceux que représentent, à Versailles, la bibliothèque du Dauphin fils de Louis XV et celle de Louis XVI. CL. NEURDEIN.

et vers l'embouchure de l'Escaut serait intolérable pour les insulaires d'en face; enfin, l'armée française s'y appuyait sur la France et sur la frontière de Vauban.

Déjà la guerre était engagée de ce côté. Louis XV, venu à Lille avant de se rendre à Metz, avait assisté à la prise d'Ypres et de Furnes. Quand il y revint, Maurice de Saxe, un bâtard d'Auguste II, électeur de Saxe et roi élu de Pologne, et d'Aurore de Koenigsmark, commandait l'armée de Belgique. Entré en 1720 au service du Régent, Maurice avait mis quatorze ans à devenir lieutenant général, vingt-quatre à devenir maréchal, si bien qu'il avait cinquante ans en 1745. Il assiégeait Tournai, une place forte de Vauban que la paix de Rastadt avait enlevée à la France, lorsque le généralissime des ennemis, Cumberland, le frère de George II, voulut le contraindre à renoncer à son entreprise. L'enjeu de la bataille n'était pas seulement, à Fontenoy, la délivrance de Tournai, mais la possession de la Belgique entière : à coups de canon, en présence de Louis XV et du Dauphin, Maurice de Saxe détruisit la colonne d'attaque de ses adversaires. Depuis Denain il n'y avait pas eu de victoire pareille (11 mai 1745). Dès lors, c'est une suite de capitulations : Tournai d'abord, Gand, Alost, Bruges, Oudenarde, Nieuport, ouvrent leurs portes aux Français en 1745, puis, en 1746, Bruxelles, où les Français trouvent cinquante drapeaux, et aussi l'oriflamme que les Espagnols avaient prise à Paris au temps de la Ligue. De tels succès compensaient les échecs antérieurement subis en Allemagne.

DÉFAITE DE CHARLES-ÉDOUARD A CULLODEN.

— Le fils du prétendant au trône d'Angleterre, le petit-fils de Jacques II, Charles-Edouard, débarqué en Écosse au lendemain de Fontenoy, avait débuté par remporter quelques succès; il avait même pénétré en Angleterre jusqu'à Derby, provoquant à Londres une terreur panique. Mais il dut bientôt battre en retraite, par suite de l'indiscipline de ses propres partisans, et fut complètement défait à Culloden par Cumberland, le 27 avril 1746. Non sans peine ni péril, Charles-Edouard parvint à repasser sur le continent, tandis que Cumberland punissait de la façon la plus barbare le loyalisme des Écossais. Ceux-ci, dès lors, renoncèrent à la lutte, et l'Angleterre put disposer bientôt, pour ses besoins, de la magnifique infanterie des Highlanders.



HERMANN-MAURICE, COMTE DE SAXE, MARÉCHAL DE FRANCE (1696-1750). — Gravure de J.-G. Will. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



LOUIS XV (1710-1774), troisième fils de Louis, duc de Bourgogne, et d'Adélaïde de Savoie. — Pastel de Quentin de La Tour. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

FRANÇAIS ET ESPAGNOLS EN ITALIE. — En Italie, la guerre était aussi heureuse qu'aux Pays-Bas. Dès 1744, Autrichiens et Sardes avaient été défaits à Velletri dans le royaume de Naples et à Coni en Piémont. Puis la république de Gênes s'était déclarée contre l'Autriche, ce qui avait permis à Maillebois de descendre dans le Montferrat et d'y appeler les Espagnols, établis à Bologne et à Modène. Les Franco-Espagnols s'emparèrent alors d'Acqui et de Tortone, et, après un nouveau coup frappé sur les Sardes à Bassignana (septembre 1745), firent tomber toutes les forteresses qui coudoient le Piémont au sud et à l'est : Asti, Valanza, Casal. Seule, Alexandrie tenait encore au moment où le marquis d'Argenson entra en pourparlers avec Charles-Emmanuel III.

Celui-ci s'était d'abord déclaré contre Marie-Thérèse, puis s'était réconcilié avec elle en abandonnant ses alliés. Quand il se vit sur le point de perdre Alexandrie, il négocia avec d'Argenson, et parvint ainsi à sauver cette ville en attendant que l'approche d'une forte armée autrichienne ranimât le courage de ses troupes. Il reprit alors Asti, obligea les Espagnols à évacuer le Milanais et Parme, et lorsque, pour donner satisfaction à l'orgueil de ceux-ci, Maillebois eût été mis sous les ordres de don Philippe, il les battit à Parme



BATAILLE DE FONTENOY (11 mai 1745). — Peinture de P. Lenfant. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.



PRISE DE GAND (11 et 15 juillet 1745). — Gravure de A. Benoist. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

(16 juin 1743) : le siège de Gênes et l'invasion de la Provence furent les suites de cette défaite; heureusement, Belle-Isle rétablit la situation en quelques mois, battit l'envahisseur à Antibes, le rejeta au delà du Var et lui fit enfin lever le siège de Gênes, mais son frère ne parvint pas à rentrer en Piémont.

RAUCOUX ET LAUFELD. — Au même moment, aux Pays-Bas, Maurice écrasait cinquante mille Autrichiens à Raucoux (11 octobre 1746) et, l'année suivante, une dernière grande bataille se livra à Laufeld, le 12 juillet 1747. Ce nouveau triomphe, remporté avec la collaboration de Lowendal, qui commandait la brigade irlandaise à Fontenoy, fut bientôt suivi de la prise de Berg-op-Zoom, puis de celle de Maëstricht (7 mai 1748). Il semblait que rien ne pût empêcher désormais l'invasion de la Hollande : on avait compté sans la paix.

LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE (1748). — Tout le monde désirait que cette longue guerre trouvât enfin son terme. Les Français, vainqueurs, pouvaient offrir la paix, et un congrès s'ouvrit à Aix-la-Chapelle, en avril 1748.

Dix-huit mois plus tôt, quand les armées de Louis XV tenaient à la fois la Belgique et le nord de l'Italie, les négociations se fussent présentées pour nous avec les chances les plus favorables. Il n'en était plus ainsi, en 1748, alors que les Français avaient été chassés de la Péninsule. Louis XV, qui voulait faire la paix « non en marchand, mais en roi », se contenta, en fin de compte, du *statu quo* pour la France, avec la constitution d'une principauté formée de Parme et de Plaisance pour l'infant don Philippe; car le gouvernement de Versailles avait manqué l'occasion de compléter sa frontière du Nord et de s'ouvrir une porte sur l'Italie, et l'opinion publique se montra fort peu satisfaite. Le moins loyal des alliés de la France, Frédéric II, était le seul pour qui fût bonne la paix d'Aix-la-Chapelle. Les dames de la Halle, pour la qualifier, mirent à la mode un dicton qui fit fortune : « Bête comme la paix. » On avait, en effet, travaillé « pour le roi de Prusse ».

II. LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES

Depuis longtemps déjà, Louis XV était résolu à s'unir à l'Autriche, car la situation respective des puissances s'était complètement modifiée, mais il hésitait devant une volte-face qui renversait notre système d'alliances et qui pouvait choquer le sentiment national mal informé. Cependant, on avait vu quel singulier allié pouvait être Frédéric II et des dispositions nouvelles s'avéraient chez Marie-Thérèse, qu'attristait la simple vue d'un Silésien.

Comprenant, depuis Fontenoy, que la France était la première puissance militaire de l'Europe, elle entreprit de se ménager la possibilité d'un accord avec Louis XV, et envoya Kaunitz à Versailles. L'abbé de Bernis qui, de l'ambassade de Venise, avait passé au secrétariat d'État des Affaires étrangères, se montra de son côté favorable à la cause autrichienne; mais c'est seulement en 1756 que furent prises les résolutions décisives.

Alors le nouvel ambassadeur de Marie-Thérèse, Stahrenberg, révéla à Louis XV, dont l'ambassadeur Mirepoix avait quitté Londres pour protester contre la saisie des navires de commerce français par Boscowen, que Frédéric II avait signé avec George II, le 11 janvier 1756, le traité de Whitehall, par lequel le roi de Prusse s'engageait à protéger le Hanovre contre une invasion française. Aucune temporisation n'était plus possible. Aussi, le 1^{er} mai, la France signa-t-elle avec l'Autriche le premier des trois traités de Versailles. Les deux puissances s'y promettaient une garantie réciproque et un secours de vingt-quatre mille hommes en cas d'attaque.

Le « renversement des alliances », provoqué par le rapprochement anglo-prussien, avait été précipité par la mauvaise foi de Frédéric. Il ne faut en chercher la cause ni dans le désir de Louis XV d'établir l'orthodoxie de ses sentiments religieux en se détachant des alliances protestantes, ni dans les railleries du roi de Prusse, ni dans les flatteries de M^{me} de Pompadour. C'était, du moins à l'origine, un acte d'alliance purement défensive.

III. AUTRICHE ET PRUSSE

LES ALLIANCES DE L'AUTRICHE. — Frédéric II, rapidement informé, n'hésita pas à agir au mieux de ses intérêts, et, sans déclaration de guerre, se jeta sur la Saxe (août 1756). Bloquée dans Pirna, l'armée saxonne capitula et Frédéric, de gré ou de force, incorpora dans ses propres troupes les quinze mille soldats dont elle se composait. Ce fut un grand émoi à Versailles, la Dauphine étant la fille d'Auguste II.

Alors Louis XV, dans sa hâte d'en finir avec Frédéric, conclut avec Marie-Thérèse le deuxième traité de Versailles (1^{er} mai 1757), par lequel il mettait à la disposition de l'impératrice cent mille hommes, répartis en deux armées; la première irait conquérir le Hanovre et la seconde se joindrait au gros des armées autrichiennes. De son côté, Marie-Thérèse, en échange de la Silésie recouvrée, abandonnerait Nieuport et Ostende à la France et ferait du reste de la Belgique un État souverain, royaume ou duché, pour le gendre de Louis XV, le duc de Parme; par compensation, l'Autriche aurait les domaines de l'infant en Italie.

A la France se joignit bientôt pour l'Autriche une autre alliée : la



VICTOIRE DE RAUCOUX (11 octobre 1746). — Au centre sont figurés, en flammes, les villages de Raucoux, de Liers et de Vauroux, défendus par Charles de Lorraine. — Gravure de Guélard, d'après le dessin de Brouard. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



VICTOIRE DE LAUFELD remportée sur le duc de Cumberland (2 juillet 1747). — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Russie ou, pour parler exactement, la tsarine Élisabeth Petrovna, la fille de Pierre le Grand, que, par ses railleries, Frédéric II avait cruellement blessée et qui tenait d'ailleurs le roi de Prusse pour un dangereux voisin. La situation semblait donc excellente pour la France; malheureusement, pendant une guerre où il était nécessaire que le gouvernement eût pour lui l'opinion publique, celle-ci demeurerait divisée. Les uns se désolaient de voir le drapeau fleurdelisé engagé avec l'Autriche; d'autres, même dans la diplomatie ou dans l'armée, tenaient obstinément pour le roi philosophe. L'insuffisance des généraux français, leurs rivalités devant l'ennemi, l'incapacité des trois gouvernements alliés à s'entendre pour rendre efficace la supériorité des forces qu'ils pouvaient opposer à un ennemi redoutable expliquent pourquoi la guerre de Sept ans finit si mal pour la France.

IV. LA GUERRE DE SEPT ANS

LES DÉBUTS DE LA GUERRE DE SEPT ANS. — La guerre avec l'Angleterre eut cependant d'heureux débuts. On répondit à l'attentat de Boscowen par un coup inattendu. La France avait à Toulon une escadre prête, que La Galissonnière, un bon marin doublé d'un vrai savant et même d'un bon administrateur, conduisit à Minorque, où débarquèrent, au pied du fort Saint-Philippe, les douze mille hommes du maréchal de Richelieu. Après un long combat qui fut pour lui une victoire, La Galissonnière écarta la flotte anglaise, et le fort Saint-Philippe fut emporté quelques jours plus tard.

En même temps, le maréchal d'Estrées entra dans le Hanovre, le domaine propre de George II, et, avec Chevert pour second, écrasait aussitôt l'armée du duc de Cumberland à la bataille d'Hastenbeck (26 juillet 1757). Richelieu, qui lui succéda, profita de cette magnifique mise en train; il occupa tout le pays qui devait servir de gage : Hanovre, Brunswick, Hesse-Cassel, évêchés de Verden et de Brême. Cumberland, qui se retirait devant lui par étapes, finit par se laisser acculer à Stade, à l'embouchure de l'Elbe, et dut capituler à Closterseven, le 8 septembre 1757. Malheureusement, Richelieu accepta de tenir les Hanovriens, depuis le général jusqu'au dernier soldat, pour prisonniers sur parole et les renvoya dans leurs foyers. Ce fut le salut de Frédéric II, car le cabinet britannique ayant refusé de



SIÈGE DE BERG-OP-ZOOM. — La ville fut prise le 16 septembre 1747. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

contresigner la capitulation de Closterseven, toute cette armée se mit sous les ordres du duc de Brunswick.

ROSBACH ET CREVELT. — La faute était trop lourde; Richelieu fut donc remplacé. Son successeur, le comte de Clermont, qui n'avait pas mal servi dans la guerre précédente, rétablit la discipline et cassa une cinquantaine d'officiers; mais il était trop tard pour remettre l'armée en parfait état. Les Hanovriens ayant repris les armes, leur nouveau chef, Ferdinand de Brunswick, que leur envoya Frédéric II, eut tôt fait de reconquérir le Hanovre, Brême et Minden; il fallut évacuer jusqu'à Dusseldorf et même repasser le Rhin. Alors eut lieu la bataille de Crevelt (Krefeld) où le descendant de Condé, avec soixante mille soldats contre quarante mille, ne put garder le champ de bataille, malgré l'aide de lieutenants comme Chevert et Saint-Germain et la vaillance du comte de Gisors (23 juin 1758).

Cette défaite, malgré son retentissement, n'avait pas la même importance que celle de Rosbach, qui l'avait précédée. Dans l'été de 1757, une armée française avait marché à travers la Thuringe, contre Frédéric II, qui se trouvait en Saxe, et s'y était jointe à l'armée des cercles de l'Empire. Ainsi se constitua une armée composée d'Allemands pour les deux tiers et de Français pour le dernier tiers, avec, pour général en chef, le duc de Saxe-Hildburghausen, quand, rencontrant les Prussiens à Rosbach, Frédéric dirigea d'abord contre elle une attaque de flanc, qui fut repoussée; puis, Hildburghausen ayant essayé d'une manœuvre d'enveloppement et l'ayant déplorablement menée, ce fut une débandade générale des Allemands. Les Français, que commandait Soubise, finirent par être entraînés dans cette débandade, encore que la division de Saint-Germain eût très bien tenu et que le régiment de Piémont se fût fait « crever » (5 novembre 1757).

Les suites de Rosbach furent considérables au point de vue moral. Cette victoire, en effet, rendit courage à Frédéric II, qu'avaient littéralement désespéré les défaites subies par ses troupes sur un autre théâtre d'opérations, à Kollin et à Jaegersdorf. Bien qu'il eût battu Hildburghausen plutôt que Soubise, le roi de Prusse fut tenu dès lors pour ayant vaincu les Français, donc pour invincible.

CHOISEUL ET LE PACTE DE FAMILLE. — Une autre conséquence de Rosbach et de Crevelt fut la retraite de Bernis,

que Choiseul remplaça aux Affaires (9 octobre 1758).

Le comte de Stainville, qui venait d'être fait duc de Choiseul, était un Lorrain. Ambassadeur à Rome, de 1754 à 1757, il était, lui aussi (et sans quoi le roi ne l'eût pas choisi), un ferme partisan de l'alliance autrichienne. Mais comment, à la fin de 1757, ne pas comprendre que la guerre d'Europe était d'importance secondaire et que la question se posait surtout avec l'Angleterre en Amérique et dans l'Inde ? Par le troisième traité de Versailles (mars 1758), Choiseul réduisit donc les obligations de la France à l'égard de Marie-Thérèse : les subsides promis à l'Autriche ne seraient payés qu'après la guerre ; la France ne serait plus tenue d'envoyer vingt-quatre mille hommes en Bohême, mais elle garderait cent mille soldats sur le Rhin ; elle paierait toujours deux cent quatre-vingt mille florins par mois à l'alliée de Vienne et les autres sommes convenues au Danemark et à la Suède. Si Marie-Thérèse recouvrait la Silésie, la France y gagnerait toujours Ostende et Nieuport ; mais il ne serait plus question, en aucun cas, de la couronne des Pays-Bas pour don Philippe.

Ce nouveau traité détruisait donc les grandes espérances qu'on avait entretenues à Versailles et à Parme. L'infante fille de Louis XV ne leur survécut pas ; mais, avant de mourir, elle assura le succès de Choiseul à Madrid et la signature de ce *Pacte de famille* qui faisait un seul bloc de tous les princes de la famille des Bourbons.

GUERRE INDÉCISE SUR LE RHIN ET SUR LE WESER. — Tandis que se négociaient ces actes si importants, les Français continuaient la guerre dans l'ouest de l'Allemagne, sans jamais établir la moindre liaison entre leurs opérations et celles des Autrichiens et des Russes : ils semblaient faire une guerre séparée, ayant pour objectif la conquête de la Hesse et du Hanovre. Cette indépendance ne leur assura point le succès.

En 1759, ils ont deux armées à la frontière : sur le Rhin celle de Contades, sur le Mein celle de Broglie. Broglie bat d'abord Brunswick à Minden ; mais, lorsque Contades l'a rejoint, leur mésintelligence permet aux Anglo-Hanovriens de Brunswick de les vaincre tous les deux, le 1^{er} août. L'année suivante, Broglie et Saint-Germain



LE DUC DE RICHELIEU (1705-1788), maréchal de France.
— Statue de Pigalle. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

défont Brunswick à Corbach ; malheureusement ces deux hommes, aussi fiers, aussi entêtés l'un que l'autre, ne sauraient s'entendre ; Saint-Germain s'éloigne donc pour servir le roi de Danemark. La campagne fut marquée par un succès de Castries à Clostercamp (16 octobre 1760). Mais Broglie, d'abord vainqueur à Cassel, se fit battre à Villinghausen pour n'avoir pas attendu Soubise, et cet échec marqua la fin des grandes opérations (16 juillet 1761).

La conclusion de ce qui précède est, hélas ! facile à tirer. Tous ces chefs, sans parler des incapables, sont également indisciplinés, également insoucieux de l'intérêt de la France. Si pourtant les résultats se balancent, si la guerre demeure indécise, si la frontière française n'est jamais menacée par les troupes ennemies, le mérite en revient aux cadres inférieurs et aux soldats : c'est que l'officier, lieutenant, capitaine, major, lieutenant-colonel, est souvent de la meilleure qualité, tel ce chevalier d'Assas, à qui on a associé le sergent Dubois, qui mourut à Clostercamp, et dont le cri magnifique : « A moi, d'Auvergne ! » sauva l'armée.

SUR L'ELBE, L'ODER ET LA VISTULE. — Au reste, le drame s'est joué

ailleurs, sur l'Elbe et l'Oder, et en trois actes, précédés d'un prologue qui fut l'attaque brusquée de Frédéric II sur la Saxe. Cette offensive ayant été durement repoussée en Bohême, à Neukollin, tout de suite Frédéric II, qui n'avait pas réussi son coup de trahison, crut la partie perdue. Il se préparait à tomber en beauté et songeait au suicide de Caton d'Utique, quand l'impérial de Saxe-Hildburghausen et de Soubise le sauva à Rosbach. Peu après (5 décembre 1757), à Leuthen ou Lissa, il gagna sa plus belle bataille sur les Autrichiens de Charles de Lorraine. Alors commença une guerre d'usure qui ne pouvait être favorable à Frédéric II, encore qu'il eût caisse ouverte à Londres. L'ennemi qu'il avait cru accabler par surprise avait eu, en effet, le temps d'apprendre la guerre, et si Frédéric demeurait toujours aussi habile, les généraux de Marie-Thérèse, Daun et Laudon, avaient fait des progrès. Et puis les Russes lui causèrent de vilaines surprises, à Kunnesdorf par exemple, où il laissa vingt mille hommes sur le terrain (12 août 1759) ; mais, comme il était décidé à perdre jusqu'à son dernier soldat s'il le fallait, et comme les Russes et les Autrichiens, qui s'étaient réunis en Silésie, ne surent pas agir de



LE FORT SAINT-PHILIPPE, principale défense de l'île de Minorque. Trois de ses positions avancées furent enlevées par le maréchal de Richelieu, le 27 juin 1756. Ce succès, qui suivit la victoire de La Galissonnière sur l'amiral Byng (20 mai), amena la garnison anglaise à capituler. — Peinture de l'École française du XVIII^e siècle.
— Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

concert, Frédéric II finit par sortir victorieux d'une guerre qui ne s'était pas terminée assez vite.

TRAITÉS DE PARIS ET D'HUBERTS-BOURG (1763). — Au début de l'année 1762, les Autrichiens avaient un instant occupé Berlin ; ils étaient d'autre part maîtres de la Silésie, tandis que les Russes tenaient la Prusse proprement dite et la Poméranie ; mais, à ce moment précis, mourut Elisabeth de Russie (5 janvier 1762).

Elle eut pour successeur Pierre III de Holstein, un petit-fils de Pierre le Grand, qui avait voué à Frédéric II une admiration passionnée. Il n'hésita pas à faire aussitôt passer ses sujets sous les ordres du roi de Prusse, et les Russes, s'emparant de Schweidnitz, aidèrent alors les Prussiens à chasser les Autrichiens de Silésie.

Après la mort de Pierre III, sa femme Catherine II, — Allemande elle aussi, — demeura neutre ; mais la passagère intervention de Pierre III avait suffi pour assurer le triomphe de Frédéric II. Marie-Thérèse n'avait plus qu'à traiter ; la paix d'Hubertsbourg rétablit le *statu quo ante bellum* (1763).

Quelques jours plus tôt, le traité de Paris (10 février) avait consacré la ruine de notre puissance coloniale aux Indes et en Amérique (Voir page 308).



BATAILLE DE ROSBACH (5 novembre 1757). — Cette gravure anglaise représente la mise en déroute des Impériaux par les troupes de Frédéric II, après que les Français, commandés par Soubise, se fussent efforcés de tenir tête aux Prussiens. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

V. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE APRÈS 1763

LES IDÉES DE CHOISEUL EN 1763. — Louis XV autorisa des réjouissances à l'occasion de la paix de Paris ; il redoutait les suites d'une lutte qu'un Pitt, s'il fût demeuré aux affaires, et un Frédéric II, assuré de l'alliance ou de la neutralité de la Russie, eussent continué de mener contre la France, l'Espagne et l'Autriche. Il n'était cependant pas indispensable de célébrer la fin d'une guerre si désavantageuse.

Choiseul, lui non plus, ne se dissimulait pas la dureté des conditions auxquelles il avait dû souscrire ; mais, dès l'année 1762, deux sentiments l'animaient qui donnent la clef de sa politique jusqu'au moment de sa chute. Il pensait d'abord que l'abandon du Canada par la France serait bientôt suivi de l'indépendance des colonies anglaises de l'Amérique du Nord. C'est pourquoi, dans les années consécutives à la paix de Paris, Choiseul — devenu en 1761 ministre de la Guerre et de la Marine sans cesser d'inspirer le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, son cousin Choiseul-Praslin — reconstitua les forces de terre et de mer de la France et applaudit aux efforts de l'Espagne pour faire de même ; il fallait se préparer de loin à une nouvelle guerre contre l'Angleterre. En second lieu, Choiseul se flattait de donner à la France, dans d'autres parties du globe, un beau et riche domaine à peupler et à mettre en valeur.

LES TENTATIVES COLONIALES DE CHOISEUL. — A la fin d'avril 1762, Choiseul avait envoyé un officier à la Guyane avec mission d'en faire un établissement fructueux et utile pour « le commerce de la France ». On s'explique ce choix si l'on songe à la prospérité dont jouissaient les Antilles françaises — la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Domingue surtout — et si l'on tient compte du fait que la Guyane pouvait s'étendre par delà l'Oyapok jusqu'à l'Amazone. Mais Choiseul eut la singulière idée de créer dans ce pays une colonie de peuplement à l'usage des blancs : quand arrivèrent sur les bords de la rivière Kourou, située au nord de celle de Cayenne, les 15 000 immigrants — des Allemands surtout — qu'il avait rassemblés à Rochefort, rien n'avait été préparé pour les recevoir ni pour leur permettre de s'habituer au climat ; ils moururent tous sur place en quelques mois.

Après cette malheureuse tentative, Choiseul renonça à ses projets sur la Guyane, mais il n'abandonna pas son dessein d'accroître la France d'outre-mer. Le comte

de Maudave lui ayant proposé en 1767 « d'étayer les colonies de l'île Bourbon d'un établissement à Madagascar », il y consentit. Les habitants des Mascareignes ne virent pas sans jalousie se reconstituer à Fort-Dauphin un établissement dont ils redoutaient la concurrence pour leurs propres entreprises. Aussi en 1770, après deux ans d'efforts, Maudave dut-il abandonner le poste de Fort-Dauphin : l'administration et les colons des Mascareignes avaient contribué, à l'envi, à la ruine de son entreprise.

LES ACCROISSEMENTS TERRITORIAUX DE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE. — Si Choiseul échoua dans ses essais d'agrandissement de la France d'outre-mer, il réussit par contre dans ses efforts pour affermir la situation territoriale de la métropole. Pour reprendre une expression de Vauban, il contribua pour sa part à « faire son pré carré » le jour où, après la mort de Stanislas Leszczyński (23 février 1766), il réunit la Lorraine à la France. Ainsi fut réalisé un accroissement territorial préparé par la paix de Vienne du 18 novembre 1738. Deux ans plus tard, le pape Clément XIII ayant prononcé l'anathème contre le duc de Parme, qui venait d'expulser les jésuites de ses États, le Parlement d'Aix proclama la réunion du Comtat-Venaissin et d'Avignon à la France, et le marquis de Rochemour en prit immédiatement possession (11 juin 1763).

CONQUÊTE DE LA CORSE. — En même temps, dans le bassin occidental de la Méditerranée, Choiseul ajoutait une autre province à la France.

Depuis le XIV^e siècle, la Corse relevait de la République génoise. A bien des reprises, la mauvaise administration de ses maîtres y avait suscité des insurrections contre la grande cité suzeraine, entre autres celle de Sampietri au XVI^e siècle (de 1553 à 1559) ; celle de 1735, qui fit un moment de la Corse un royaume pour l'aventurier Théodore de Neuhof. En 1752, les deux frères Paoli prirent la tête d'un nouveau mouvement que les Génois ne parvinrent pas à réprimer, même avec la collaboration de la France. Alors, désespérant de venir à bout des insulaires, Gênes vendit à la France sa suzeraineté sur la Corse (15 mai 1768). Mais l'établissement de l'autorité française dans l'île n'alla pas sans difficultés ; Pascal Paoli, qui avait sollicité de Versailles la reconnaissance de son indépendance, organisa contre les troupes envoyées en Corse une résistance opiniâtre, qu'il fallut près d'une année et 30 000 soldats pour surmonter. Enfin Paoli vaincu passa en Angleterre, laissant le champ libre à une administration fran-



LE DUC DE CHOISEUL (1719-1785). — Gravure de N. de Launay, d'après le tableau peint en 1760 par L.-M. Van Loo. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



ESTAMPE COMMÉMORATIVE DE LA CESSON DE LA LORRAINE A LA FRANCE. —
Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

çaise qui sut très habilement panser les maux de la guerre et pacifier les esprits.

Grâce à l'acquisition de la Corse, la France, maîtresse de Toulon et forte de l'amitié des Bourbons d'Espagne et d'Italie, occupa dans la Méditerranée occidentale une situation prépondérante, au grand dépit d'une Angleterre inconsolable de la perte de Minorque.

LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE CHOISEUL.

— La fermeté, voilà donc ce qui caractérise la politique de Choiseul depuis 1763, au delà des mers — en dépit de ses insuccès —, sur mer et à l'intérieur même des frontières françaises, enfin en Europe, vis-à-vis des alliés comme des adversaires de la France. Instruit par la douloureuse expérience de la guerre de Sept ans et éclairé par sa rancune à l'égard de l'Angleterre, Choiseul entend réserver désormais toutes les forces du royaume pour la future guerre contre son ennemie triomphante ; il ne veut donc pas de luttes sur le continent européen et il s'applique à les empêcher. Aussi, tout en restant fidèle à l'alliance autrichienne, s'efforce-t-il avant tout de maintenir l'équilibre entre la Prusse de Frédéric II et l'Autriche de Marie-Thérèse vieillie ou de Joseph II. Lorsqu'il avait été désigné pour l'ambassade de Vienne, en 1757, ses instructions lui recommandaient d'« entretenir l'union des deux cours par la noblesse et la bonne foi de ses procédés », de « se conduire extérieurement comme si l'union des deux cours devait être éternelle », de « saisir le milieu qu'il y a entre une bonne foi aveugle et d'injustes ombrages ». Il eut la satisfaction de diriger comme ministre la politique qu'il avait servie et préconisée comme ambassadeur. Plus à l'est encore et plus au nord, il est partisan d'une politique d'équilibre entre les partis qui se déchirent : en Pologne, ce sont d'innombrables divisions de races, de religions, de classes, d'idées politiques, favorisées par le *liberum veto* ; en Suède, ce sont les *bonnets* et les *chapeaux*. Or, de l'anarchie de ces deux pays dépend leur neutralité, et par suite la paix en Allemagne et en Orient. C'est

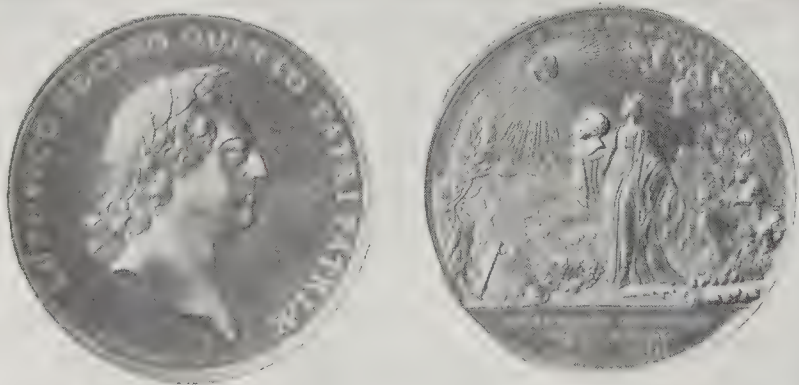
surtout en Pologne que Choiseul pratiqua sa politique. Aucun pouvoir favorable aux vues de la Russie ne lui semblait pouvoir s'établir dans cet État, affaibli par l'anarchie ; en 1768, ayant compris son erreur, il tâcha de la réparer en poussant la Turquie à entrer en guerre contre Catherine II et en envoyant Dumouriez au secours des confédérés de Bar. Ni l'une ni l'autre de ces deux interventions ne réussit. La guerre déclarée à la Russie par Moustapha III, à l'instigation de Vergennes, alors ambassadeur de France à Constantinople, tourna très vite au désastre, et que pouvaient, d'autre part, quelques centaines de Français, même intrépides, contre les Russes de Tottleben ? En réalité, le sort de la Pologne était fixé, de par la volonté de Frédéric II, et tel que l'avait prévu Stanislas Leszczyński, avant même que Choiseul tombât du pouvoir.

L'AFFAIRE DE PORT-EGMONT ET LA CHUTE DE CHOISEUL. — Plus encore que de l'entente franco-autrichienne, Choiseul faisait cas de cette entente franco-espagnole qu'il avait, par le *Pacte de famille*, rendue plus étroite qu'auparavant. Elle lui causa plus d'une déception, aussi bien après qu'avant la signature de la paix de Paris ; mais elle lui permit, dans les années postérieures à 1763, d'infliger quelques échecs sensibles à la diplomatie britannique. Choiseul dut, par contre, sacrifier la Louisiane à l'Espagne, qui l'impliqua dans une affaire très délicate : celle de Port-Egmont ou des Malouines.

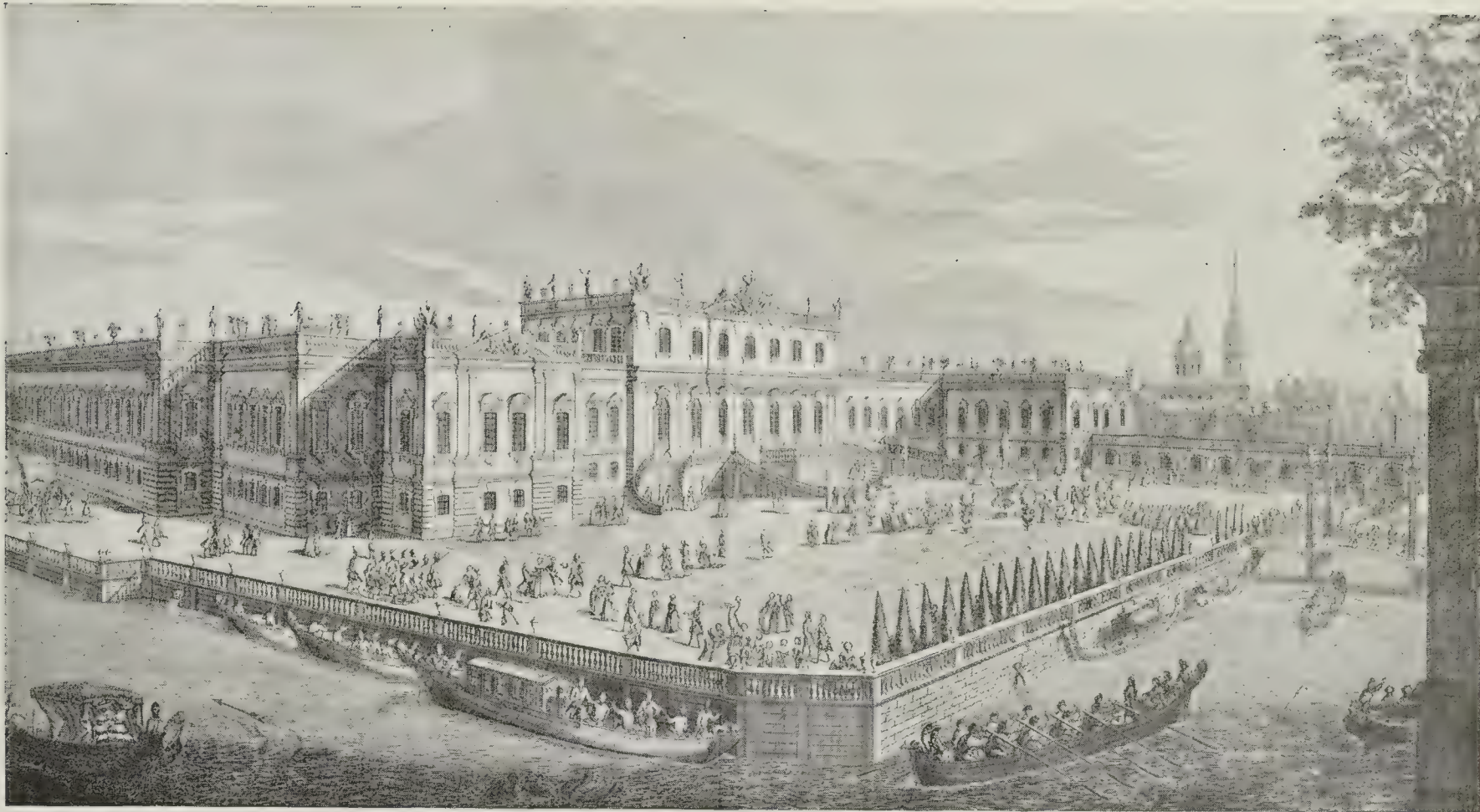
Les îles Malouines, les Falkland d'aujourd'hui, sont situées dans l'Atlantique, à 500 kilomètres dans le nord-est du détroit de Magellan. Bougainville y ayant installé quelques colons, la cour de Madrid réclama la souveraineté de cet archipel comme dépendant de la Plata et la France n'insista pas. Malheureusement pour l'Espagne, l'Angleterre, qui avait aussi des visées sur les Malouines, s'établit à Port-Egmont. Quand, en 1769, le fait fut bien avéré, le représentant de Charles III à Buenos-Aires n'hésita pas à recourir à la force pour chasser ces nouveaux occupants, qui menaçaient par surcroît le commerce des mers du Sud et surveillaient la route du détroit de Magellan, jalousement monopolisée par l'Espagne. De là un conflit très sérieux entre les deux gouvernements de Madrid et de Londres, conflit que Choiseul s'efforça d'atténuer ; l'obstination et l'orgueil des deux cours l'envenimèrent à tel point que la guerre parut presque inévitable à la fin de l'année 1770.

Alors Louis XV intervint en personne. Il écrivit secrètement à Charles III une lettre où il le conjurait de préserver la paix, même au prix d'un sacrifice d'amour-propre. Une pareille démarche n'avait rien d'étonnant à l'époque, étant donné les habitudes du souverain, qui menait souvent sa diplomatie secrète — le secret du roi — en dehors et à l'insu de celle du secrétaire d'État des Affaires étrangères. Quelques jours plus tard, il exilait Choiseul dans sa terre de Chanteloup (24 décembre).

Le ministre disgracié avait certainement fait de son mieux depuis 1763 pour remettre la France en état de jouer de nouveau un rôle dans les affaires internationales, et ce n'est pas d'ailleurs dans sa politique étrangère qu'il faut chercher la vraie cause de sa chute (voir p. 264). Il fut entouré, dans sa retraite, de la plus grande popularité. Ce fut une mode d'aller le visiter dans son exil, où il vivait au milieu d'un luxe quasi royal. « Dès que Choiseul paraissait, disent les *Mémoires* du duc des Cars, il avait encore l'air du maître de la France. » Cet exil cessa à la mort de Louis XV (1774) et, un moment même, on crut que Louis XVI l'appellerait au pouvoir, mais il devait mourir sans en reprendre possession.



MÉDAILLE COMMÉMORATIVE DE LA RÉUNION DE LA CORSE A LA FRANCE. —
Œuvre de C.-N. Roettiers. — Bibl. Nat. Cabinet des Médailles.



SAINT-PÉTERSBOURG EN 1753 : LE PALAIS D'ÉTÉ. — Gravure d'Alexis Grekov, d'après le dessin d'Ivan Sokolov. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

CHAPITRE V

L'EUROPE SEPTENTRIONALE ET ORIENTALE AU XVIII^e SIÈCLE

L'« ORGANISATION de l'Orient, a-t-on dit, est le fait capital de la période moderne. » Cette organisation, commencée au XVII^e siècle, s'est achevée au XVIII^e. Affaiblie par les guerres du règne de Louis XIV, absorbée de plus en plus par sa rivalité avec l'Angleterre, la France exerce dans la partie orientale et septentrionale du continent une action de moins en moins vigoureuse et efficace. Elle s'accroche encore à son système traditionnel d'alliance avec la Suède, la Pologne et la Turquie, mais ce système, qui avait fourni d'utiles diversions contre la maison d'Autriche, est impuissant maintenant à barrer la route aux progrès des États nouveaux. La Suède et la Turquie tombent en décadence. La Pologne-Lithuanie s'effondre. La Prusse devient le premier État d'Allemagne. La Russie, hier encore dédaignée et inconnue, se révèle enfin comme la première puissance de l'Europe orientale, avec l'ambition et les moyens de recueillir l'héritage des pays déchus et d'instituer à son profit un ordre nouveau.

I. LA RUSSIE AU XVIII^e SIÈCLE

L'avènement de la puissance russe est le fait qui domine l'histoire de l'Europe orientale au XVIII^e siècle. L'artisan principal en a été le tsar Pierre I^{er}, appelé Pierre le Grand.

L'ŒUVRE INTÉRIEURE DE PIERRE LE GRAND (1689-1725). — Pierre I^{er}, qui prit le pouvoir en 1689, tenait de son éducation décolorée un respect médiocre des traditions nationales et un goût passionné pour la civilisation occidentale. Il résolut d'engager la Russie dans des voies nouvelles et de lui « ouvrir une fenêtre » du côté de l'Europe. Tâche immense, qu'il entreprit et poursuivit avec un courage admirable et une volonté farouche. Il alla s'instruire en Occident (1696). Jamais encore un tsar n'avait quitté la Moscovie. Ce fut un scandale. Les popes dénoncèrent Pierre comme

un Antéchrist. N'avait-il pas, au lieu de la longue barbe, le menton rasé ? Ne portait-il pas, au lieu de la longue robe, l'habit court des Allemands ? N'autorisait-il pas l'usage du tabac ? Il eut contre lui la noblesse, le clergé, l'armée, la masse populaire, tous ceux qui, par intérêt ou routine, répugnaient aux changements. Il écarta brutalement tous les obstacles, noyant dans le sang les révoltes de la milice des Streltsi et des Cosaques du Don, enfermant la tsarine dans un monastère, faisant condamner à mort son propre fils par un tribunal d'exception, vouant au supplice les hauts dignitaires récalcitrants.

Tous les domaines de la vie russe furent bouleversés. Pierre supprime la réclusion des femmes, et il essaie de créer une vie sociale et mondaine encore inexistante en ouvrant des salons à l'européenne. Le service du tsar, c'est-à-dire de l'État, devient l'unique justification des privilèges nobiliaires : la noblesse héréditaire est tout entière au service du tsar, et quiconque entre dans ce service devient gentilhomme. Les serviteurs de l'État sont répartis selon une hiérarchie ou *tchin* qui compte quatorze degrés. Les habitants des villes sont distribués en trois classes. Quant à ceux des campagnes, ils sont tous réduits au servage.

Pierre remplaça l'ancien Conseil des Boïars (*Douma*) par un « Sénat dirigeant ». Sur le conseil de Leibniz, il institua, selon le type allemand, des « collèges » chargés de l'administration supérieure. L'empire fut divisé en gouvernements et provinces. Une police très forte fut organisée. Au patriarcat fut substitué un *Saint Synode* présidé par un « procureur général » représentant le tsar. Une armée régulière remplaça la milice des Streltsi. Une marine fut créée de toutes pièces. Par une foule de mesures, Pierre favorisa l'industrie, le commerce, la vie intellectuelle.

La fondation de Saint-Petersbourg (1703) fut comme le symbole de toute son œuvre.

L'ESPRIT DES RÉFORMES. — LES INFLUENCES ALLEMANDES. — Les réformes de Pierre le Grand ont donné à

CATHERINE I^{re} (1725-1727). — Gravure de Mécou, d'après le tableau de H. Benner. — Bibl. Nat.ÉLISABETH I^{re} (1741-1762). — Gravure de Tchemesov, d'après le tableau de L. Tocqué. — Bibl. Nat.

la Russie une forte armature et une partie de l'outillage européen dont elle avait besoin. Mais elles n'ont pas éliminé l'autocratie à la fois patriarcale et asiatique qui avait constitué jusque-là l'essence du tsarat moscovite; elles ont seulement mis à son service de nouveaux instruments d'action. Ce qui les inspire, ce n'est pas un idéal de droit, de légalité, d'équilibre entre le juste intérêt des individus et celui de la collectivité, c'est la conception de l'État, de l'État fort, omnipotent, qui absorbe tout. Pierre le Grand a introduit des méthodes, une technique de gouvernement, il n'a pas touché au fond moral du peuple russe. En centralisant, en fonctionnalisant, en bureaucratisant à outrance, il a réalisé une œuvre qui apparaît comme procédant beaucoup moins de l'esprit occidental, latin ou anglo-saxon, que de l'esprit germanique, dont les conceptions politiques s'accordaient bien, sur plusieurs points, avec les vieilles traditions venues de Byzance et des Tatars.

C'est avant tout sous sa forme allemande que la civilisation européenne s'est imposée à la Russie de Pierre le Grand. Les Allemands méprisaient les Russes, comme en général tous les Slaves, mais l'éveil du jeune État attirait de plus en plus leur attention et beaucoup d'entre eux, surtout des pays baltes, y venaient chercher fortune. Pierre le Grand en avait rencontré dans ses vagabondages de jeunesse. Il avait trouvé parmi eux des camarades dont il fit ses auxiliaires les plus directs, tels que Munich et Osterman. Avec eux, il avait appris l'allemand. C'était avec des images colorées d'Allemagne qu'il avait étudié l'histoire. Il avait une prédilection décidée pour les mœurs de l'Allemagne, ses manières, ses danses, ses costumes. Il chercha de ce côté-là ses alliances de famille (1). On ne saurait s'étonner, dès lors, de retrouver dans l'esprit général et dans le détail de son œuvre les marques très apparentes des influences allemandes, rendues sensibles jusque dans la langue par l'introduction de nombreux termes du vocabulaire administratif.

Malgré des réactions sporadiques, les Allemands vont jouer désormais en

le tsar ayant rompu (en 1721) avec le principe héréditaire et n'ayant pas eu le temps de désigner son successeur.

Il avait épousé, en 1712, une paysanne livonienne, dont plusieurs généraux avaient été les amants. L'un d'eux, Menchikov, ancien pâtissier, l'établit sur le trône avec l'espoir de lui succéder. Effectivement, sous Catherine I^{re} (1725-1727), il fut le maître véritable, et les parvenus avec lui. Mais la vieille noblesse le renversa quand la couronne eut passé au jeune Pierre II (1727-1730), fils du tsarévitch Alexis et de Charlotte de Brunswick. Écartant la descendance directe de Pierre le Grand, les Dolgorouki et les Galitsine donnèrent le pouvoir à une de ses nièces, Anna Ivanovna (1730-1740), femme du duc de Courlande. Ils essayèrent de limiter l'autorité de la tsarine et de lui faire rétablir Moscou comme capitale. Anna, d'abord docile, réagit avec vigueur et abaissa l'aristocratie. Elle s'entoura de courtisans étrangers. Les Allemands triomphèrent avec le favori Biren, avec Osterman, Loewenwold, Bismarck, Munich, Korff, Keyserling. Un corps de cadets fut créé à Saint-Pétersbourg : on y enseigna non pas l'histoire de la Russie, mais celle de l'Allemagne.

Jamais les perspectives ne furent aussi belles pour les Allemands que sous la minorité d'Ivan VI (1740-1741), fils d'une petite-nièce de Pierre le Grand, mariée à Antoine de Brunswick. La mère du jeune tsar était entièrement dominée par son favori saxon Linar et sa favorite Julia Mengden. Biren, devenu régent, fut renversé, et la mère d'Ivan prit sa place, tandis que Munich devenait premier ministre, et Osterman grand amiral.

La seconde fille de Pierre le Grand, Elisabeth (1741-1762), fit arrêter toute cette camarilla et s'empara du pouvoir. Elle poursuivit les réformes de son père et encouragea fortement, par réaction contre les Allemands, l'influence de la civilisation française. Mais, obéissant aux suggestions de Frédéric II de Prusse, qui voulait par là se ménager des assurances du côté des Russes « barbares », elle choisit pour héritier son neveu Pierre, fils du duc de Holstein, et lui fit épouser (1744) la princesse Sophie d'Anhalt-Zerbst, qui embrassa la religion grecque et prit le nom de Catherine. L'action du germanisme, qu'Elisabeth voulait combattre, n'avait jamais reçu un tel appoint.

Pierre, devenu tsar en 1762 sous le nom de Pierre III, ne cachait pas son mépris pour la Russie, ni son admiration



CATHERINE II LA GRANDE (1762-1796). — Gravure de Walker, d'après le tableau de Schebanof. — Bibl. Nat.

(1) Mariage de sa fille Anna avec le duc de Holstein-Frédéric de Holstein; de son fils Alexandre avec Charlotte de Brunswick; de sa fille Anna Ivanovna avec le duc de Courlande; de son autre nièce Catherine Ivanovna avec le duc de Mecklembourg, mariage dont naquit une fille, Anna, qui épousa elle-même le duc de Brunswick-Bevern.

fanatique pour la Prusse de Frédéric II. Il régnait depuis quelques mois quand sa femme se proclama impératrice, sous le nom de Catherine II (1762-1796). Peu de jours après, il était étranglé dans la résidence où il avait été relégué.

Catherine II au pouvoir, c'était l'intronisation officielle de l'Allemagne en Russie. Mais la nouvelle impératrice fut la véritable héritière de Pierre le Grand, dont elle poursuivit l'œuvre dans tous les domaines, à l'intérieur et à l'extérieur. Ce qui est remarquable, en effet, dans l'histoire de la Russie au XVIII^e siècle, c'est la continuité puissante avec laquelle elle se développe malgré les fluctuations qu'elle subit. Elle semble une force élémentaire, massive, à laquelle la nature a marqué ses directions comme à un fleuve sa pente. De Pierre le Grand à la Grande Catherine, elle progresse irrésistiblement, jusqu'à devenir la maîtresse incontestée de l'Europe orientale.

II. CHARLES XII ET PIERRE LE GRAND

L'HÉGÉMONIE SUÉDOISE. — COALITION CONTRE CHARLES XII. — Depuis les traités de 1660 et de 1661, la Suède avait conservé, sous Charles XI (1660-1697), la domination de la Baltique. Mais Pierre le Grand, qui voulait donner de l'air à la Russie, était décidé à rouvrir le vieux débat engagé depuis le XVI^e siècle. La fortune le seconda merveilleusement.

La législation suédoise, appliquée en Esthonie et en Livonie, y avait grandement mécontenté la classe nobiliaire. Une délégation vint protester, en 1697, auprès de Charles XI. Seul son chef, Reinhold Patkul, échappa à la mort. La même année, Charles XI mourait, laissant le trône à Charles XII, jeune prince héroïque et romanesque, nourri de Quinte-Curce et épris de faits d'armes.

Charles XII ne fit rien pour contrecarrer les intrigues que Patkul nouait autour de la Suède. Le hasard voulut qu'au même moment, malgré les efforts de la France, la couronne de Pologne tombât aux mains d'un prince allemand, l'électeur de Saxe, qui prit le nom d'Auguste II. Le rêve d'Auguste était de briser l'oligarchie des magnats polono-lithuaniens pour établir la monarchie héréditaire. Il crut que la lutte entre la Suède et la Russie lui en fournirait le prétexte et les moyens.

Au retour de son voyage en Occident, en 1698, Pierre le Grand se rencontra, par les soins de Patkul, avec Auguste II. L'année suivante, ils concluaient un traité secret. Le Danemark, éternel ennemi de la Suède, fut mis dans le jeu. Le Brandebourg, toujours à l'affût des occasions, s'entendit avec Auguste II.

BATAILLE DE NARVA. — ABDICATION D'AUGUSTE II. — Ce fut Auguste II qui commença la guerre. Les Saxons vinrent attaquer Riga. Charles XII, en six semaines, terrassait le Danemark, puis, se retournant vers le nord, écrasait à Narva l'armée de Pierre le Grand (1700). Les coalisés, épouvantés, ne demandaient plus qu'à signer la paix, mais Charles, loin de vouloir écouter leurs demandes, ne pensa qu'à poursuivre la lutte pour s'assurer un riche butin et se venger d'Auguste II. Au surplus, l'aristocratie de Pologne-Lithuanie l'appelait pour chasser avec lui les Saxons.



CHARLES XII, ROI DE SUÈDE (1697-1718). — Gravure populaire vendue à Paris en 1702. La scène qui se déroule sur le fond représente la bataille de Narva (1700). — Bibl. Nat. CL. GIRAUDON.

Obligé de combattre encore pour sauver sa couronne, Auguste resserra son alliance avec la Russie. A l'entrevue de Birsen (1701), il s'engagea à occuper les Suédois à l'ouest. Autrement dit, il condamnait les Polonais à travailler pour le tsar, qui eut toute liberté, cinq ans durant, pour refaire ses forces, s'établir en Livonie et en Esthonie, et fonder une nouvelle capitale sur les bords de la Baltique. Pendant ce temps, les Polono-Lithuaniens, partisans de la Suède ou partisans de la Russie, s'entr'égorgent. Charles XII, descendant vers le sud, entre à Varsovie (1702), puis à Cracovie. La Pologne entière est de nouveau inondée de Suédois, comme au temps de Jean-Casimir. Les partis s'y groupent en « confédérations » pour ou contre le roi saxon. Auguste se démène, offre la Courlande à Charles pour obtenir la paix, renouvelle son alliance avec Pierre le Grand (1704), puis essaie de gagner la Prusse en lui proposant un démembrement de la Pologne. Mais Charles fait élire à Varsovie, par une petite assemblée, et en présence de quatre cents hommes d'infanterie suédoise, Stanislas Leszczyński, jeune voïevode de Posnanie (juillet 1704). Il poursuit Auguste jusqu'au delà de la Silésie et lui impose le traité d'Altranstadt (septembre 1706), par lequel il l'oblige à renoncer à la couronne de Pologne et à toute alliance.

CHARLES XII EN RUSSIE.

— POLTAVA. — Ces événements ne suffirent pas à instruire les Polonais. Ceux qui devaient leur fortune au Saxon renouvelèrent encore l'alliance avec la Russie (1707). Par le nouveau pacte, le tsar devait aider la République contre la Suède et garantir son intégrité. Le primat Szembek proclama l'inter règne. De leurs propres mains, les Polonais installaient le protectorat russe. La situation était admirable pour Pierre le Grand, au point qu'il conçut le projet de donner à son fils Alexis le trône de Pologne. Après avoir passé en Saxe environ



SAINT-PÉTERSBOURG EN 1753 : COLLÈGES IMPÉRIAUX. — Gravure d'Alexis Grekov, d'après le dessin d'Ivan Sokolov. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

une année, Charles XII se décida à régler enfin ses comptes avec la Russie. Il marcha d'abord sur Moscou, prit Grodno, Mohilev (1708), puis, les Russes faisant le vide devant lui, il obliqua vers le sud, du côté de l'Ukraine, où il comptait sur l'appui d'un aventurier, Mazepa, qui voulait secouer le joug de Moscou. Avant qu'il eût rejoint Mazepa, les Cosaques étaient écrasés. Livré à lui-même, il arriva sur la Vorskla, à Poltava, avec une armée de 16 000 à 17 000 hommes, épuisés par les privations et par un hiver terrible. Les Russes le taillèrent en pièces. Il s'enfuit, avec Mazepa, au delà du Dniepr (1709).

La bataille de Poltava fut un événement d'immense portée dans l'histoire de l'Europe orientale. Elle marquait la fin de la puissance suédoise, celle de l'indépendance ukrainienne, et la ruine prochaine de l'État polono-lithuanien. Elle annonçait l'avènement triomphal de la Russie moderne.

Charles XII, sans armée, se réfugia en Turquie. Auguste II reprit le chemin de la Pologne, où affluèrent de nouveau les troupes saxonnes et russes. Les Polonais du parti saxon rétablirent Auguste « par la protection du tsar ». Leszczyński fut abandonné par la majorité de ses partisans. Pierre le Grand était l'arbitre du Nord. La Prusse, dès 1709, lui proposa le démembrement de la Pologne-Lithuanie et de la Suède. Il préféra attendre.

GUERRE DE TURQUIE. — TRAITÉS DE STOCKHOLM ET DE NYSTADT. — Peu s'en fallut que l'ajournement ne lui coûtât cher. Les partisans de Leszczyński, appuyés par l'envoyé français à Stamboul, décidèrent la Turquie à lui déclarer la guerre (1711). Encerclé avec son armée, il dut capituler. Tout semblait perdu. Sa femme, la Livonienne Catherine, sauva tout, en gagnant le grand vizir. Le traité du Pruth ne lui imposa que la restitution d'Azov. Alors qu'il s'attendait à abandonner les provinces baltiques, rien ne lui fut demandé en faveur de la Suède. Quant à la Pologne, il dut seulement promettre de ne pas y intervenir et d'en retirer ses troupes, engagement dont il était décidé, le moment venu, à faire bon marché. Peu de temps après le traité, un nouveau grand vizir concluait avec lui une trêve de vingt-cinq ans, et forçait Charles XII à quitter la Turquie.

Libre de ce côté, le tsar put achever son œuvre au nord. Les Allemands l'y aidèrent, et, grâce à eux, les troupes russes apparurent pour la première fois en Europe centrale. Les succès de la Russie alarmèrent l'Angleterre et l'Empire. Pierre, menacé d'une coalition, vint chercher à Versailles l'alliance française, qui lui fut refusée (1716). Il consentit, un peu plus tard, à un accord avec la Suède, qui, abandonnant la Baltique, entreprit la conquête de la Norvège. Mais Charles XII fut tué, en 1718, au siège de Friedrikshall.

Les traités de Stockholm (1719-1720) et de Nystadt (1721) consommèrent la ruine de la Suède. Le Hanovre gardait Brême et Verden. La Prusse, dont le roi Frédéric-Guillaume I^{er} « aimait bien à pêcher, disait Pierre le Grand, mais sans se mouiller les pieds », gagnait à bon compte, comme toujours, les îles d'Usedom et de Volin, Stettin et la Poméranie citérieure entre l'Oder et la Peene. Le Slesvig restait au Danemark. Quant à la Russie, elle s'appropriait tous les pays baignés par le golfe de Finlande et le golfe de Riga, c'est-à-dire l'Esthonie, la Livonie, l'Ingrie, la Carélie et la Finlande méridionale.

Les guerres du Nord étaient terminées. Les États qui s'étaient disputé si longtemps l'hégémonie de la Baltique, Suède, Danemark, Pologne, étaient évincés par cette Moscovie dont ils faisaient naguère bon marché. Pierre le Grand avait réalisé son rêve. La Russie, maintenant, respirait. Ses communications avec l'Occident étaient assurées. Ses rivaux du Nord étaient abaissés, réduits même à une sorte de vasselage. En Suède, après Charles XII, le pouvoir royal tombe à rien. La couronne, comme en Pologne, devient élective. L'aristocratie est toute-puissante. Les Allemands se disputent l'héritage des Vasas. La princesse Ulrique Éléonore, qui succède à Charles XII, épouse le prince de Hesse-Cassel, dont l'unique souci est de satisfaire les appétits égoïstes de l'aristocratie. Un autre Allemand, le duc de Holstein, gendre de Pierre le Grand, essaie de le supplanter par les mêmes moyens et son parti arrivera, en 1735, à livrer la Suède à la Russie. La Suède, un peu plus tard, tentera de se dégager, sur les instances de la France, mais après une guerre malheureuse avec la Russie (1741-1743) elle se verra imposer l'élection du duc de Holstein.

Quant à la Pologne, comme on va le voir, elle

était devenue, plus encore que la Suède, une sorte de fief de la Russie victorieuse.

III. LA SAXE-POLOGNE, PROTECTORAT RUSSE (1698-1740)

LA DYNASTIE SAXONNE. — AUGUSTE II. — Les guerres du Nord, qui ont abouti à l'effondrement de la puissance suédoise, ont eu aussi pour conséquence l'asservissement de l'État polono-lithuanien, prélude de sa disparition définitive.

Cet État a existé sur la carte jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. En fait, il était mort, à cette date, depuis un siècle, depuis le jour où s'étaient fermés les yeux du roi Jean Sobieski (1696) et où les Polonais, écartant le candidat français, avaient donné la couronne à un prince allemand, l'électeur Frédéric-Auguste de Saxe, roi sous le nom d'Auguste II (1698-1733). Le nouveau roi devait son élection aux efforts combinés de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, c'est-à-dire précisément des trois futures puissances copartageantes. Il était le type accompli de ces princes allemands, qui, par leur ambition, ont favorisé l'accroissement de la Russie et ses progrès en Europe centrale. Fêré d'absolutisme, comme ses semblables, égoïste, borné, vaniteux, étranger à tout scrupule moral ou politique, il voulait faire de l'État polono-lithuanien une simple annexe de son domaine patrimonial de Saxe et y établir une monarchie héréditaire. Il comptait, pour y arriver, sur l'appui des États voisins, auxquels il était disposé, le cas échéant, à offrir des dédommagements territoriaux.

Ainsi, avec le Saxon, se renouvelait, ou à peu près, l'aventure de la dynastie des Vasas, qui, eux aussi, avaient voulu réunir deux domaines, et détruire, au profit de leur absolutisme, la constitution de la République polonaise. Seulement, les Vasas étaient à moitié Polonais et ils étaient honnêtes. Auguste II, lui, n'était qu'un Allemand, et cynique. Les Polonais, aveugles ou achetés, qui l'élurent couronnèrent la trahison. Le Saxon, qui combinait des plans de partage dès 1698, et qui en combina toute sa vie, fut le fourrier de Frédéric II et de Catherine. Avec lui, le germanisme, installé dans la place, en prépara la reddition. A vrai dire, ce n'est pas l'État polono-lithuanien qui sera démembré, c'est un fief saxon, une province allemande devenue protectorat russe.

APRÈS POLTAVA. — LA « DIÈTE MUETTE ». — Auguste II vit dans la guerre russo-suédoise qui s'annonçait l'occasion de réaliser ses projets. On a vu plus haut comment il se précipita dans l'aventure, comment Charles XII le força à abdiquer, comment il reprit la couronne, après Poltava, « par la protection du tsar ». Quant à ses sujets polono-lithuaniens, il se souciait peu de leur avis. La masse était passive. La foule de la petite noblesse et les grandes familles étaient divisées en clans rivaux qui se disputaient, les armes à la main, prussophiles et russophiles, partisans ou adversaires de la Suède, clients ou ennemis jurés du Saxon, sans compter la quantité des individus qui flottaient d'un parti à l'autre, à la merci d'une



VUE DE CHRISTIANIA A LA FIN DU XVII^e SIÈCLE. — A gauche, le château d'Aggrehus, résidence royale. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



LE TSAR PIERRE LE GRAND.

Peinture de A. de Gelder. — Rijksmuseum, Amsterdam. CL. HANFSTAENGL.

pièce d'or. Cette anarchie était profitable à Auguste II. Elle l'était plus encore à Pierre le Grand, qui jugea le moment venu, en 1716, d'intervenir comme médiateur, en appuyant ses offres de menaces. Par le traité de Varsovie (1717), Auguste dut retirer les troupes saxonnes, les « confédérations » rivales étaient dissoutes, et l'armée réduite à 18 000 hommes pour la « Couronne », à 6 000 pour la Lithuanie. Une « Diète Muette » ratifia l'accord. Le tsar avait atteint à la fois un double but : il avait brisé les plans dynastiques de la Saxe et désarmé la Pologne-Lithuanie.

A dater de ce jour, Auguste II ne fut plus qu'un roi en peinture, la réalité du pouvoir appartenant au résident russe. A la fin des guerres du Nord, le tsar, malgré ses promesses, oublia de lui restituer la Livonie. Il oublia aussi d'évacuer la Courlande, fief polonais où il avait introduit ses troupes en 1711 et dont il avait fait épouser le prince à sa nièce. La Courlande, en 1730, devait être définitivement perdue pour la Saxe-Pologne.

ACCORD DE BERLIN. — GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE. —

Auguste II essaya un moment de se dégager de l'emprise russe, en combinant un plan d'alliance avec l'Autriche et en mariant son fils à une archiduchesse. Mais les envoyés prussien et russe, en 1720, firent dissoudre la Diète qui devait ratifier l'alliance avec Vienne.

Cette alliance eût été peut-être, effectivement, le moyen de rétablir, tant bien que mal, pour un temps, les affaires de la Saxe-Pologne, mais il y eût fallu une condition : une entente entre la France et l'Autriche. Or, à cette date, les deux puissances persistaient encore, contre leurs intérêts réels, dans leur antagonisme traditionnel. Au lieu de concerter leur politique polonaise, elles continuaient à se combattre à Varsovie, sans vouloir se rendre compte que là-bas, depuis la fin du dernier siècle, le jeu était mené par la Prusse et par la Russie. Louis XV ayant épousé la fille de Stanislas Leszczynski (1724), l'Autriche se trouva naturellement amenée à lier



AUGUSTE II, ROI DE POLOGNE (1698-1733). — Tableau de L. de Silvestre, galerie royale, Dresde. CL. HANFSTAENGL.

parti avec Berlin et Saint-Pétersbourg, pour faire échec à une nouvelle candidature du roi détrôné, hier créature de la Suède, aujourd'hui protégé de la France. Les trois cours, par l'accord de Berlin (1732), s'engagèrent à patronner en Pologne la candidature de quelque magnat docile, à s'opposer aux réformes et à agir solidement en toute circonstance. Auguste II voulait tout au moins garder pour son fils une partie de l'héritage. Il était occupé, encore une fois, à négocier avec la Prusse un partage de la Pologne, quand la mort vint le frapper (1733).

Instruits par l'expérience, les Polonais ne voulaient plus d'un prince allemand. Ils élurent Stanislas Leszczynski. Mais la dynastie saxonne faisait bien les affaires des cours voisines. Les troupes russes arrivèrent et imposèrent comme successeur d'Auguste II son fils Auguste III (1733-1763). Stanislas s'enfuit à Dantzig. Pour être agréable à la reine, le cardinal Fleury lui envoya trois bataillons, qui n'empêchèrent pas la prise de Dantzig. La France tenta vainement de la diversion turque ou suédoise. Elle n'avança pas plus les affaires en déclarant la guerre à l'Autriche, ce dont l'unique résultat fut de donner à la Russie toute liberté d'action pour renforcer son protectorat.

La France gagna, par ailleurs, à cette nouvelle campagne contre l'Autriche, mais la Pologne resta avec son Saxon.

IV. L'AFFAIRE DE SILÉSIE

IMPORTANCE DE LA QUESTION SILESIENNE. —

A côté de leur aspect occidental, la guerre de la Succession d'Autriche et la guerre de Sept ans, qui se sont déroulées entre 1740 et 1763, ont eu aussi leur aspect oriental. Le débat décisif qui mit alors aux prises la Prusse et l'Autriche comporta des conséquences générales lointaines, mais également des conséquences prochaines intéressant directement l'Est européen.

La Silésie, enjeu de ce débat, était convoitée avidement par les Hohenzollern. Sa possession assurait la ligne de l'Oder, ouvrait la porte du bassin danubien, de la Hongrie, de la Russie méridionale, et permettait, avec la Prusse orientale, de prendre la République polonaise dans un puissant étau. D'immenses perspectives s'offraient, de ce point, sur l'Europe centrale et orientale. On a pu dire avec raison que, si les Habsbourg avaient su conserver la Silésie, « ils auraient rendu impossible le développement de la monarchie prussienne vers l'Orient ».

Frédéric II de Prusse sut le comprendre. L'affaire de Silésie, c'est toute son œuvre. Pour elle, il a dépensé vingt-trois ans d'efforts, tout son génie militaire et diplomatique. La guerre de la Succession d'Autriche et la guerre de Sept ans n'ont été à ses yeux, comme aux yeux des historiens allemands, que « les guerres de Silésie ».

PREMIÈRE GUERRE DE SILÉSIE. — TRAITÉS DE BRESLAU ET DE DRESDE. — En octobre 1740, l'empereur Charles VI mourait. Les adversaires des Habsbourg avaient chacun leur objectif. En décembre, Frédéric II



STANISLAS LESZCZYNSKI. — Le beau-père de Louis XV fut élu roi de Pologne par les habitants du pays, mais dut céder le trône à Auguste III. — Peinture de l'École française du XVIII^e siècle. — Musée de Versailles.

CL. GIRAUDON.



AUGUSTE III, ROI DE POLOGNE (1733-1763). — Fils d'Auguste II, il monta sur le trône de Pologne grâce à l'appui des troupes russes. — Gravure de J. Daullé, d'après le tableau de L. de Silvestre. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

envahit la Silésie, sans s'embarrasser de chercher seulement un prétexte. La France, toujours antiautrichienne, s'allia à lui (1740). L'année suivante, par le traité de Breslau, l'Autriche, serrée de toutes parts, lui abandonna la Silésie.

Les succès de Marie-Thérèse, avec laquelle l'Angleterre formait une coalition contre les Bourbons, l'inquiétèrent bientôt sérieusement. C'est alors que, pour avoir l'amitié de la Russie, il arrangea le mariage du futur tsar Pierre III avec la future Catherine II, la princesse Sophie d'Anhalt-Zerbst (1744). En même temps il s'allia à la Bavière et, par un nouveau traité, engagea à fond Louis XV contre l'Autriche. Vaincue par lui à Friedberg et à Kesseldorf (1745), Marie-Thérèse offrit à la France, pour être délivrée de Frédéric, des avantages en Flandre et en Italie. La France refusa, exigeant la cession de la Silésie. C'est à quoi l'Autriche se résigna par le traité de Dresde (décembre 1745), qui confirmait celui de Breslau. A la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748, Louis XV rendit toutes ses conquêtes, mais il garantit à Frédéric II la possession de la Silésie. La France avait travaillé « pour le roi de Prusse ». Mieux que cela, elle avait porté la Prusse, de ses propres mains, au rang de grande puissance.

DEUXIÈME GUERRE DE SILÉSIE. — ROLE DE LA RUSSIE. — L'antagonisme des Bourbons et des Habsbourg, qui avait fait pour une grande part la fortune des Hohenzollern, venait de leur valoir la Silésie. Une situation nouvelle fut créée quand les conjonctures européennes générales déterminèrent enfin le rapprochement des deux maisons rivales et le « renversement des alliances ».

La France prévoyait une guerre coloniale avec l'Angleterre. L'Autriche trouvait onéreuse et stérile l'alliance de Londres, et elle ne renonçait pas à la Silésie. Sur ces bases s'élabora une combinaison à laquelle furent associées la maison de Saxe, qui régnait alors en Pologne-Lithuanie, et la tsarine Elisabeth. L'Autriche, en octobre 1755, obtint de la Russie une promesse de concours contre la Prusse. Frédéric II, averti, s'allia à l'Angleterre, en février de l'année suivante. En mai, la France et l'Autriche signaient la convention de Versailles.

L'heure était redoutable pour la Prusse, elle était solennelle pour l'Europe orientale tout entière. C'était la première fois que la France prenait appui sur un groupe compact de trois États catholiques voisins, l'Autriche, la Saxe et la Pologne-Lithuanie ; la première fois qu'elle semblait enfin préoccupée de barrer la route aux ambitions des Hohenzollern ; la première fois que la Russie était appelée à intervenir en Allemagne à ses côtés, comme avait été appelée, au siècle précédent, la Suède de Gustave-Adolphe. La guerre prochaine allait faire savoir si, oui ou non, la France aurait des appuis continentaux et exercerait une influence en Europe orientale, si le développement menaçant de la Prusse serait enrayé, et si l'étreinte mortelle qui étouffait la Pologne serait desserrée. Le succès paraissait assuré si la Russie contribuait loyalement à l'effort commun. Qu'allait faire la Russie ?

Frédéric II prit les devants, en août 1756. Il se jeta sur la Saxe, l'occupa, poussa jusqu'à Prague. Encerclé par la coalition, il se mit sur la défensive et songea un moment à abandonner la Silésie. Mais, tandis que le maréchal de Richelieu s'attardait dans le Hanovre, les Russes, vainqueurs à Grossjägerdorf (août 1757), se retiraient aussitôt et repassaient le Niémen. Frédéric en profita pour écraser les Français à Rossbach et les Autrichiens à Lissa.

L'attitude des Russes était étrange. Personnellement, la tsarine Elisabeth détestait sincèrement le roi de Prusse, et l'on a vu plus haut qu'elle s'était mise à la tête d'une réaction contre les influences germaniques en Russie. Mais elle ne pouvait aller bien loin dans cette voie. N'était-ce pas elle qui avait prêté la main à la politique allemande en mariant Pierre, l'héritier du trône, à Sophie d'Anhalt-Zerbst ? Or l'un et l'autre, pendant la guerre de Sept ans, furent au service du roi de Prusse. Elisabeth, qui soupçonnait son neveu Pierre de communiquer à Frédéric II le secret des délibérations, dut l'exclure de la « Conférence » où étaient discutées les affaires militaires et politiques. Les ambassadeurs de France et d'Autriche ayant crié à la trahison après la retraite inattendue de l'armée russe, l'examen des papiers du général Apraxine, qui commandait cette armée, révéla des faits compromettants pour la femme de Pierre et pour le chance-

lier Bestoujev, qu'Elisabeth dut congédier. De nouveau, les troupes russes avancèrent. Elles envahirent la Prusse orientale. Le Brandebourg était ouvert. Les Autrichiens battirent Frédéric à Hochkirch (octobre 1758). Mais, encore une fois, les Russes s'immobilisèrent, Remis en marche après plusieurs mois, ils enfoncèrent les Prussiens à Züllichau (juillet 1759) et opérèrent enfin leur jonction avec les Autrichiens. A Kunersdorf, près de Francfort, Frédéric fut écrasé complètement (août 1759). « Je considère, dit-il, que tout est perdu », et il s'enfuit. L'idée lui vint de se donner la mort.

Tout semblait perdu, en effet. Des partis russes arrivèrent jusqu'à Berlin. Mais le gros de l'armée resta sur l'Oder et se sépara des Autrichiens. Frédéric se reprend, tient tête comme il peut aux Impériaux. A bout de force, il apprend en janvier 1762 la mort de la tsarine Elisabeth. Il est sauvé. Pierre III, aussitôt, range ses armées à côté des siennes. Puis Catherine II se retire de la lutte. La France est lasse, l'Autriche isolée. La paix d'Hubertsbourg (février 1763) laisse la Silésie à Frédéric II.

La Prusse avait été sauvée par la Russie comme elle le sera après Iéna. Les deux cours étaient liées par la communauté des intérêts, qui mettait maintenant en échec le système français, favorisait le triomphe de l'Angleterre, et réduisait l'Autriche à une position secondaire en Allemagne. Malgré des divergences momentanées et superficielles, la Prusse et la Russie étaient, ensemble, les arbitres de l'Europe orientale. Après le prologue que constituait l'affaire silésienne, le moment était venu pour elles d'en venir, pour être voisines, à la grande opération préparée de longue main, la liquidation de la Pologne-Lithuanie.

V. DÉMEMBREMENT DE LA POLOGNE-LITHUANIE

La paix d'Hubertsbourg avait été signée en février 1763. Sept mois plus tard, en octobre, le Saxon Auguste III, roi de Pologne-Lithuanie, mourait. La succession de Pologne s'ouvrait au lendemain d'une guerre dont l'Autriche et surtout la France sortaient épuisées. La Russie et la Prusse, maîtresses de la situation dans l'Est, allaient pouvoir achever leur œuvre en Pologne.

ÉTAT DE LA POLOGNE-LITHUANIE. — Depuis un siècle et demi, le contraste n'avait cessé de s'accroître entre le caractère de l'État polono-lithuanien et celui des États voisins. Le hasard avait voulu que le pays qui s'était donné les institutions les plus républicaines se trouvât justement placé entre les deux pays qui tendaient le plus fortement à un régime absolutiste. La Pologne-Lithuanie manquait d'homogénéité ethnique et religieuse. Les différentes parties de l'État étaient mal soudées. Le gouvernement n'existait pas. Le souverain, élu, était sans pouvoir devant un parlementarisme exorbitant et brouillon que l'absurde pratique du *Liberum veto* frappait lui-même d'impuissance (dans les trente années de règne d'Auguste III, une seule Diète put atteindre le terme normal de la session). En Prusse et en Russie, au contraire, une bureaucratie savante était organisée, et l'État, pourvu de moyens d'action de plus en plus perfectionnés, entouré d'un prestige à moitié religieux, imposait la subordination des individus à l'intérêt général. La plupart des Polonais qui apercevaient ce contraste ne s'en alarmaient aucunement. Ils estimaient que la force de leur pays serait, à coup sûr, une cause de dangers et que sa faiblesse, au contraire, était la meilleure garantie de sa sécurité. C'est l'anarchie qui maintient la Pologne, disaient-ils, et ils répétaient le mot fameux d'un castellan : « La Pologne doit imiter l'exemple de l'escargot et ne pas sortir la tête de sa coquille. »



VUE DU PALAIS ROYAL DE VARSOVIE AU XVIII^e SIÈCLE. — Gravure du temps. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

Ce que l'on décorait ainsi de maximes pacifistes n'était que de l'égoïsme, de la lâcheté et de la démoralisation. L'histoire offre peu d'exemples d'un pays qui se soit aussi complètement abandonné que la Pologne-Lithuanie du XVIII^e siècle. Les uns, hébétés, s'enfoncent dans les plaisirs ou dans la bigoterie. Les autres, frénétiques, font des « Confédérations », intriguent, déclament. Les arsenaux sont vides, le trésor vide, les forteresses ruinées, les troupes mal équipées. Les villes sont dépeuplées, le commerce et l'industrie en décadence, les paysans écrasés par les corvées. Les armées étrangères passent et repassent dans ce pays qu'elles appellent une auberge, réquisitionnent, pillent, lèvent des recrues. Qu'importe, puisqu'on a le droit de veto et que l'on jouit de la « liberté dorée » ?

Les adjurations des patriotes clairvoyants étaient restées vaines. Le moment était venu, après la mort d'Auguste III, d'expier durement la faute d'avoir confondu la liberté avec l'anarchie.

ÉLECTION DE STANISLAS-AUGUSTE PONIA-TOWSKI (1764). — CONFÉDÉRATION DE BAR. — Une famille de magnats, celle des Czartoryski, s'était mise à la tête d'un mouvement ayant pour objet l'institution d'une monarchie réformatrice, en prenant appui sur la Russie. La cour de Saint-Petersbourg, qui trouvait là une occasion nouvelle d'intervenir dans les affaires de Varsovie, encouragea ce mouvement, avec l'intention de le contrôler.

À la mort d'Auguste III, un neveu des Czartoryski, Stanislas-Auguste Poniatowski, se trouvait à Saint-Petersbourg. Il était l'amant de Catherine II. La tsarine résolut de le placer sur le trône de Pologne. Elle envoya aux Czartoryski, pour préparer l'opération, de l'argent et des soldats. Le seul obstacle pouvait venir de la France. Mais la France avait deux candidats : l'un, préparé de longue date, le prince de Conti, appuyé par le ministre des Affaires étrangères ; l'autre, mis en avant à la dernière heure, le fils d'Auguste III, soutenu par Louis XV et son secret (Louis XV avait marié son fils à une fille d'Auguste III). Catherine et Frédéric II profitèrent de cet imbroglio pour faire élire Stanislas-Auguste sous la menace des canons (septembre 1764).

Sous l'influence des Czartoryski, Stanislas-Auguste s'engagea dans la voie des réformes. Ce n'était pas ce qu'attendaient de lui ses protecteurs. Les Czartoryski ayant décidé de présenter, à la Diète de 1766, un projet de loi tendant à la suppression du *Liberum veto*, l'agent russe Repnine, qui gérât les intérêts des deux cours voisines, fit savoir qu'il poserait à la même Diète la question de l'égalité des droits pour les *dissidents*, c'est-à-dire pour les protestants et les orthodoxes, que la législation en vigueur excluait des fonctions publiques. La Diète ayant refusé, Repnine détermina les dissidents à se confédérer et à s'adresser aux cours étrangères, puis, sous la pression des baïonnettes, et à prix d'or, il trouva quelques créatures qui, sous le nom de « Délégation », octroyèrent aux dissidents l'égalité des droits, confirmèrent solennellement le *Liberum veto*, et conclurent une alliance avec la Russie, en proclamant Catherine II garante et protectrice des lois et libertés de la République (1768).

L'indignation souleva le pays. Les patriotes formèrent la Confédération de Bar (en Podolie). Catherine II, pour créer une diversion, souleva contre les Polonais catholiques les masses orthodoxes d'Ukraine, et deux cent mille personnes furent égorgées. Les troupes russes envahirent la Pologne. Les Confédérés, aux abois, firent appel à l'Europe. L'Autriche, intimidée par la Prusse, les appuya discrètement. La France leur envoya de l'argent, des volontaires, et Choiseul réussit à lancer la Turquie contre la Russie (octobre 1768).

DÉFAITE DE LA TURQUIE. — INITIATIVE DE FRÉDÉRIC II. — LE PREMIER PARTAGE. — Choiseul tomba en 1770, et sa politique fut abandonnée. Les Confédérés, héroïques, mais brouillons, s'aliénèrent les esprits en déposant Stanislas-Auguste. Les Turcs, enfin, furent écrasés par les armées de Catherine.

À Vienne et à Berlin, on s'inquiéta des victoires de la Russie sur

le Croissant. L'Autriche craignait pour les provinces danubiennes, qu'elle convoitait elle-même. Quant à Frédéric II, il était placé en face d'une double éventualité : ou bien le conflit austro-russe en Orient allait s'envenimer, et alors la Prusse, qui avait grand besoin de paix, se verrait obligée, comme alliée de la Russie, de participer à une grande guerre ; ou bien la Russie et l'Autriche s'entendraient pour dépouiller la Turquie, et alors l'équilibre territorial serait rompu au détriment de la Prusse.

L'idée vint à Frédéric, pour sortir de ces embarras, de proposer à ses voisins une opération qui pourrait satisfaire leur appétit en même temps que le sien. Dès 1770, il dépêcha son frère à Saint-Petersbourg pour suggérer une amputation de la Pologne-Lithuanie. Il revint à la charge l'année suivante. Catherine, voyant l'Autriche se rapprocher de la Turquie, accepta. Marie-Thérèse fut révoltée d'abord par le projet des « deux monstres ». Mais son fils Joseph II avait moins de scrupules. Et puis, elle songea que peut-être, par là, elle recouvrerait la Silésie. Après de cruelles hésitations, pleine de remords, elle céda. Catherine, elle, se glorifiait de la combinaison, et Frédéric plaisantait : « Nous communierons d'un même corps eucharistique qui est la Pologne. »

« Au nom de la Très Sainte Trinité », par le traité de Saint-Petersbourg (juillet 1772), la Russie s'adjugea un lot de 3200 lieues carrées, comprenant toute la Lithuanie au delà du Dniepr supérieur et de la Duna ; l'Autriche reçut la Galicie et une partie de la Podolie, soit 2500 lieues ; la Prusse, 900 lieues, avec la Prusse polonaise, moins Thorn et Dantzig. La Pologne-Lithuanie perdait les deux cinquièmes de son territoire. L'Europe regarda faire.

DEUXIÈME ET TROISIÈME PARTAGES (1793-1795). — Les trois cours obtinrent par la force la ratification du traité de Saint-Petersbourg et imposèrent une constitution nouvelle (1775), qui, en introduisant quelques réformes secondaires, avait soin de maintenir la monarchie élective et le *Liberum veto*.

Les Polonais, dans l'excès du malheur, se ressaisirent. Pour relever leur pays, ils déployèrent une grande activité dans tous les domaines. L'enseignement public, dont les vices avaient eu des conséquences particulièrement funestes, fut réorganisé de fond en comble par une « Commission d'éducation ». Une assemblée, dite « Diète de quatre ans » (1788-1792), entreprit une vaste réforme en s'inspirant de la Révolution française. Par la « Constitu-

tion du Trois Mai » (1791), elle établit la monarchie héréditaire et abolit le *Liberum veto*.

La Prusse et la Russie s'inquiétèrent. Les ennemis des réformes, s'appuyant sur la Russie, formèrent la Confédération de Targowitz (1792), à laquelle le roi adhéra. De nouveau, les troupes russes arrivèrent. Les patriotes polonais, invoquant un traité conclu avec Berlin en 1790, appelèrent la Prusse à leur secours. La Prusse fit la sourde oreille et, à la faveur des complications européennes du moment, concerta avec la Russie un nouveau partage. L'accord se fit en janvier 1793. La Russie s'appropriait la Russie-Blanche et l'Ukraine de la rive droite du Dniepr. La Prusse se saisit de la Posnanie, de Thorn et de Dantzig.

Les patriotes, à la tête desquels se distinguèrent Kosciuszko et le cordonnier Kilinski, organisèrent un soulèvement, qui éclata en mars 1794. Complètement isolés, ils plièrent rapidement sous le nombre. En novembre, Varsovie est prise. L'année suivante, Stanislas-Auguste dépose la couronne, et la liquidation territoriale est achevée. La Russie met la main sur ce qui reste de la Courlande et de la Lithuanie, sur la Podolie et la Volhynie ; la Prusse, sur Varsovie et la rive gauche du Bug et de la Vistule ; l'Autriche, sur Cracovie et les palatinats de Sandomir et de Lublin.

L'effondrement définitif de l'État polono-lithuanien bouleversait profondément l'ordre des forces en Europe orientale et sur le continent tout entier. La France n'allait pas tarder à s'apercevoir que la Russie avait désormais les moyens de peser directement sur les destinées de l'Europe et que la Prusse, ayant achevé son œuvre à l'Est, pouvait maintenant songer à assurer les destinées du germanisme en Occident.



STANISLAS-AUGUSTE PONIATOWSKI, roi de Pologne sous le nom de Stanislas II (1764-1795). — Gravure de Sysang. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.



CARTE FAISANT RESSORTIR LES TROIS PARTAGES DE LA POLOGNE.

VI. LA RUSSIE, L'AUTRICHE ET L'EMPIRE OTTOMAN

Le traité de Karlovitz qui, en 1699, avait enlevé à la Turquie les plus belles conquêtes de Soliman, marquait le premier recul de l'Islam en Europe. A dater de ce jour, il allait être obligé de se borner à la défensive et être peu à peu refoulé au cours du XVIII^e siècle. C'est en ce siècle que la Turquie a commencé à devenir « l'homme malade » et que la pensée est venue à ses voisins de se partager ses dépouilles.

Un de ces voisins, la Pologne-Lithuanie, ne comptait plus au commencement du siècle nouveau. La Russie était encore un adversaire peu sérieux. Pierre le Grand n'avait enlevé Azov, en 1696, qu'à la faveur de la lutte poursuivie alors contre la Porte par l'Autriche et par Venise. Au traité de Karlovitz, puis en 1700, la possession de cette bicoque lui avait été confirmée, mais il avait dû accepter qu'une zone neutre et déserte la séparât de la Crimée et raser quatre forteresses établies sur le bas Dniepr. Seule l'Autriche était redoutable. La paix de Karlovitz lui avait valu la Transylvanie, la plus grande partie de l'Esclavonie, et toute la Hongrie, sauf le banat de Temesvar. Elle menaçait ainsi directement le cœur de l'Empire ottoman.

Forte de cette supériorité de position, l'Autriche, qui avait une avance considérable sur la Russie, a pu d'abord collaborer avec elle et faire d'elle l'instrument de sa politique. Mais les deux puissances, poussant dans la même direction, orientées l'une et l'autre vers les Balkans

et les provinces danubiennes, devaient fatalement arriver un jour à se heurter. C'est dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que leur collaboration contre l'Infidèle a commencé à faire place à l'antagonisme dont l'importance est devenue si grande par la suite.

ASSERVISSEMENT DE L'UKRAINE. — Alors que l'Autriche était en contact direct avec l'Empire ottoman, et cela sur une zone étendue, la Moscovie avait encore devant elle, au commencement du XVIII^e siècle, d'immenses étendues occupées soit par les Cosaques, sur qui sa domination était mal affermie, soit par les Tatars, vassaux et postes avancés de la Turquie. Avant de songer à jouer un rôle sérieux dans la mer Noire et dans les Balkans, les tsars devaient être les maîtres de la Russie méridionale. La question d'Ukraine était ainsi liée étroitement à la question d'Orient.

A défaut de la Porte, qui se refusa longtemps, malgré les instances de la France, à intervenir dans la lutte entre Pierre le Grand et Charles XII, les turbulentes populations d'Ukraine orientale pouvaient être l'instrument d'une dangereuse diversion contre le tsar, qui ne cessait de leur demander de l'argent et des hommes. En 1706, une partie des Cosaques du Don se révoltèrent et menacèrent Azov. Pierre en fit pendre un grand nombre. Un danger plus grave surgit avec Mazepa, dont Charles XII et les Polonais antirusse encourageaient secrètement les projets d'indépendance. En 1708, quand les Suédois envahirent la Russie, Mazepa essaya d'amener à eux les Cosaques. Pierre le Grand, pour les retenir, s'engagea à respecter leurs libertés et fit appel à leur foi orthodoxe en flétrissant la complicité de Mazepa avec les hérétiques. L'hetman fut

excommunié par le métropolite de Kiev. Avant que Charles XII eût pu leur tendre la main, les Cosaques et les Zaporogues des bouches du Dniepr étaient écrasés par les troupes moscovites.

La bataille de Poltava (1709), qui eut tant de conséquences, marqua la ruine des libertés ukrainiennes, que le tsar avait promis de respecter. Un « surveillant impérial » fut placé à côté de l'hetman Skoropadski, successeur de Mazepa. Pour accélérer la russification, l'indigénat fut conféré aux Moscovites établis en Ukraine, où les grands dignitaires du tsar se taillèrent d'immenses domaines. A dater de 1722, les affaires d'Ukraine, gérées jusque-là par le « Collège des Affaires étrangères », le furent par un « Collège de la Petite Russie ». A la mort de Skoropadski, il ne fut pas désigné d'hetman pour lui succéder. L'hetmanat, réduit à une dignité toute nominale, fut enfin aboli en 1789. Quant aux Cosaques Zaporogues, ils disparurent en 1775, après la révolte de Pougatchev. En s'emparant de la partie méridionale de l'État polono-lithuanien démembré, la Russie, à la fin du siècle, achevait de se rendre maîtresse de l'Ukraine, base nécessaire de ses grandes opérations contre l'Empire ottoman.



THADÉE KOSCIUSZKO (1746-1817), général en chef des armées polonaises. — Gravure de Josi, d'après un tableau de Grassi. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

CAMPAGNE DU PRUTH (1711). — TRAITÉ DE PASSAROVITZ (1718). — Cette base manquait encore à Pierre le Grand, lorsque, grisé par sa victoire de Poltava, il crut pouvoir braver la Turquie, où s'était réfugié Charles XII, et tendre la main aux chrétiens d'Orient, parmi lesquels le succès de la Moscovie orthodoxe avait eu un immense retentissement. Brancovane, hospodar de Valachie; Démétrius Cantémir,

hospodar de Moldavie, traitèrent avec le tsar, qui devait les libérer de la suzeraineté ottomane et les prendre sous sa protection. On escomptait un soulèvement général des Roumains, des Bulgares, des Serbes, des Grecs. Après avoir adressé des proclamations aux chrétiens d'Orient, Pierre le Grand franchit le Pruth et entra en Moldavie. Les concours qu'il attendait firent défaut. Brancovane le trahit. Il dut battre en retraite. Les armées turques l'enveloppèrent. Jamais, même à Narva, il ne s'était trouvé en si grand péril. Sa femme, en gagnant le grand vizir, le sauva. Le traité du Pruth (juillet 1711), qui eût pu être une catastrophe, ne fut guère plus qu'un incident. Sans rien changer au cours des affaires du Nord, il imposait seulement à la Russie un léger recul au sud, en la forçant de restituer Azov aux Turcs et de raser Taganrog et les autres forteresses construites en territoire ottoman.

L'entreprise de Pierre le Grand était prématurée. Elle n'eut pour effet que d'attirer les répressions turques sur les Monténégrins, et aussi sur les provinces danubiennes, dont les hospodars nationaux furent désormais remplacés par des hospodars grecs détestés, les *Phanariotes*.

On put mesurer, bientôt après, combien l'Autriche était alors plus redoutable à la Porte que la Russie de Pierre le Grand. Une nouvelle guerre s'étant allumée en 1714, entre la Turquie et Venise, l'armée impériale, commandée par le prince Eugène, écrasa les Ottomans à Peterwardein (1716) et à Belgrade (1717). Au traité de Passarowitz (1718), qui confirmait celui de Karlovitz, l'Autriche obtenait, en outre, le banat de Temesvar, la Serbie septentrionale, avec Belgrade et Semendria, et la Petite-Valachie (entre le Danube et l'Aluta). Au lieu d'avoir à restituer une bicoque comme celle d'Azov, l'Autriche progressait, en s'y établissant solidement, sur les routes des Balkans et de la mer Noire.

COOPÉRATION AUSTRO-RUSSE CONTRE LA TURQUIE. — TRAITÉ DE BELGRADE (1739). — Les Habsbourg n'avaient pas à prendre ombrage des Romanov. Tout au contraire, étant encore en lutte avec les Bourbons, ils pouvaient trouver du côté de la Russie un utile moyen de paralyser la classique diversion ottomane. Aussi les voit-on, dans la première moitié du siècle, pousser activement la cour de Saint-Petersbourg contre la Porte, sans paraître prévoir l'avenir. Ils réussirent, en 1726, à conclure avec elle une alliance offensive.

Après la guerre de la Succession de Pologne, qui lui avait coûté cher, Charles VI chercha des compensations en Orient. Il utilisa la Russie. La tsarine Anna Ivanovna, en 1736, prit prétexte des incursions tatares, prétexte qui avait servi tant de fois, pour lancer ses armées en avant. Munich enleva Azov, puis marcha sur la Bessarabie. L'Autriche, l'année suivante, se mit en branle à son tour sur les routes de Bulgarie et de Macédoine. Les Turcs, galvanisés par la France, réussirent à immobiliser les Russes et à refouler les Impériaux. L'opération commune, grâce à la France, fut d'un maigre profit. Au traité de Belgrade, l'Autriche dut rendre Belgrade et la Petite-Valachie. Quant à la Russie, elle n'obtint de la Turquie que le démantèlement des fortifications d'Azov.

CATHERINE II ET LA TURQUIE. — TRAITÉS DE KAINARDJI (1774), DE SISTOVA ET DE JASSY (1792). — L'action de la Russie contre la Porte, médiocre encore sous Pierre le Grand, avait été déjà beaucoup plus sérieuse sous Anna Ivanovna, mais toujours étroitement liée à celle de l'Autriche. Sous Catherine II, elle devint puissante, et capable désormais de se passer des concours étrangers.

On a indiqué plus haut les conditions dans lesquelles la diplomatie française, en 1768, déterminait la Turquie à attaquer la Russie pour dégager la Pologne. Depuis le traité de Belgrade, la France exerçait à Stamboul une influence très forte. Mais la Turquie de Mustapha III, débile et anarchique, plia rapidement.

Les Russes remportèrent des succès triomphaux et peut-être inespérés. Leurs armées occupèrent les provinces danubiennes, Azov, la Crimée, le littoral de la mer Noire, tandis qu'une escadre venait incendier toute la flotte turque dans la baie de Tchesmé (1770). Après un armistice et des négociations bientôt rompues, l'armée turque fut cernée à Choumla, près de Varna. Le nouveau sultan, Abdul-Hamid, dut se résigner à l'écrasant traité de Koustchouk-Kaïnardji. Outre une indemnité, la Russie obtenait Azov, Taganrog, Kinburn à l'embouchure du Dniestr, l'indépendance de la Crimée et du Kouban, la libre navigation commerciale sur la mer Noire et sur la mer de Marmara. Enfin la Turquie lui reconnaissait le droit de protéger les chrétiens orthodoxes des principautés danubiennes.

Catherine II réalisait le rêve des Slaves de l'Est, qui s'étaient toujours considérés comme les héritiers de Byzance. Après bien des

efforts, ils s'ouvraient enfin la mer Noire et tendaient la main aux chrétiens placés sous le joug turc. La situation en Orient était complètement renversée. L'Autriche comprit trop tard l'imprudance qu'elle avait commise en associant la Russie à ses entreprises contre la Porte. Les provinces danubiennes, qu'elle convoitait, menaçaient de lui échapper. Alarmée, elle se rapprocha cette fois de la Turquie, et un conflit avec Saint-Petersbourg parut imminent. On sait comment Frédéric II profita de ces conjonctures pour déterminer les cours du Nord à un premier partage de la Pologne.

Ce partage, s'il donnait pleine satisfaction à la Prusse, ne résolvait pas l'antagonisme désormais flagrant des intérêts russes et des intérêts autrichiens du côté de la Turquie. L'idée vint à l'Autriche, pour arranger les choses, de faire sur ce point l'opération qui avait réussi en Pologne. Le partage de l'Empire ottoman fut à l'ordre du jour des conversations entre Joseph II et Catherine. Quand la Russie, exploitant sa victoire, substitua sa suzeraineté à celle de la Porte en Géorgie, quand elle envoya des consuls à Bucarest et à Jassy, sous couleur d'y protéger les chrétiens, quand elle trouva un prétexte pour annexer la Crimée (1784), la cour de Vienne n'y mit pas d'obstacle, et ses armées allèrent combattre aux côtés des Russes, le jour où la Turquie, lasse des provocations, reprit la lutte contre Catherine (1787). Les Austro-Russes envahirent la Moldavie. Souvarov enleva Ismail, le dernier boulevard turc sur le Danube. Les Impériaux entrèrent à Belgrade. L'Europe, par son intervention, sauva la Turquie de la catastrophe. Au traité de Sistova (1791), l'Autriche garda Orsova et un district de la Croatie. La Russie, par le traité de Jassy (1792), obtint Otchakov, avec tout le pays entre le Bug et le Dniestr.

L'Angleterre avait fait beaucoup pour arrêter la poussée austro-russe. Le développement extraordinaire de la Russie commençait à lui apparaître comme une grave menace pour son empire. Mais c'était la France qui avait eu le plus à souffrir de l'œuvre accomplie, au cours du siècle finissant, par Pierre le Grand et ses successeurs. Tous ses points d'appui dans l'Europe septentrionale et orientale avaient été ruinés. La Pologne-Lithuanie avait été rayée de la carte. La Suède, abattue avec Charles XII, soumise à la tutelle russe, ne s'était ressaisie que tardivement, après le coup d'État de Gustave III (1772), et avait inutilement tenté par une guerre (1788-1790) de remettre en question l'hégémonie de la Russie dans la Baltique. La Turquie enfin, aux abois, toujours refoulée, était elle-même menacée d'un démembrement. Les résultats de tous les bouleversements qui s'étaient produits, en un siècle, de la Finlande au Bosphore, avaient concouru à refouler les influences françaises de toute la partie orientale du continent, pour ouvrir un champ nouveau au germanisme et placer l'Europe en face d'un impérialisme slave.

BIBLIOGRAPHIES DES CHAPITRES III, IV ET V

CHAPITRE III. — HIMLY (A.), *Formation territoriale des États de l'Europe centrale* (1876, 2 vol.). — LAVISSE (Ernest), *Étude sur l'une des origines de la monarchie prussienne, ou la marche de Brandebourg sous la dynastie ascanienne* (1875); — *Études sur l'histoire de Prusse* (1879); — *La jeunesse du Grand Frédéric* (1891); — *Le Grand Frédéric avant l'avènement* (1893). — LEGER (Louis), *Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines* (1879). — PARISET (Georges), *L'État et les Églises en Prusse sous Frédéric-Guillaume I^{er}, 1713-1740* (1897). — WADDINGTON (Albert), *L'Acquisition de la couronne royale de Prusse par les Hohenzollern*



« FAITS MÉMORABLES DE L'ANNÉE 1717 ». — En haut, siège de Belgrade par le prince Eugène; en bas, victoire navale remportée par les Vénitiens sur les Turcs. — Gravures extraites d'une planche représentant les événements principaux de l'année 1717. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

(1888) : — *Le Grand Électeur Frédéric-Guillaume, sa politique extérieure, 1640-1688* (1905-1908, 2 vol.) ; — *Histoire de Prusse*, t. I (1911).

CHAPITRE IV. — SOURCES. — FRÉDÉRIC II, *Œuvres* (Berlin, 1846 et suiv.) ; — *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française* (depuis 1884) ; v. surtout, les t. I, *Autriche* (p. p. A. Soril, 1884), IV et V, *Pologne* (p. p. Louis Farges, 1888), VIII et IX, *Russie* (p. p. A. Rambaud, 1890-1891), XI, XII et XII bis, *Espagne* (p. p. Morel Fatio et Léonardon, 1894-1899), XV, *Prusse* (p. p. A. Waddington, 1901).

OUVRAGES A CONSULTER. — DROYSEN, *Geschichte der Preussischen Politik* (Berlin, 1855-1881, 5 vol.) ; — FLASSAN (de), *Histoire de la diplomatie française* (2^e édit., 1811, 7 vol.) ; v. les t. V et VI. — Von ARNETH, *Geschichte Maria Theresia's* (Vienne, 1868-1879, 10 vol.).

SUCCESSIONS D'ESPAGNE, DE POLOGNE ET D'AUTRICHE

SOURCES. — ARGENSON (d'), *Journal et Mémoires, 1697-1757* (édit. Rathery, 1853-1867, 9 vol.) ; — FRÉDÉRIC II, *Histoire de mon temps* (Œuvres, t. II et III). — M^{me} DE STAEL-DELAUNAY, *Mémoires* (1754, 4 vol.).

OUVRAGES A CONSULTER. — BAUDRILLART (Alfred), *Philippe V et la cour de France* (1890-1894, 5 vol.), les quatre derniers volumes. — BOURGEOIS (Émile), *Alberoni, M^{me} des Ursins et Elisabeth Farnèse* (Cr. Acad. Sciences morales et polit. [1891]) ; — *La Diplomatie secrète au XVIII^e siècle, ses débuts* (1909-1910, 3 vol.) ; — BROGLIE (duc de), *Frédéric II et Marie-Thérèse* (1882, 2 vol.) ; — *Frédéric II et Louis XV* (1884, 2 vol.) ; — *Marie-Thérèse impératrice* (1888, 2 vol.) ; — *Maurice de Saxe et le comte d'Argenson* (1891, 2 vol.) ; — *La Paix d'Aix-la-Chapelle* (1892). — HAUSSONVILLE (d'), *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France* (1854-1859, 4 vol.) ; cf. le t. IV. — RAYNAL (Paul de), *Le Mariage d'un roi, 1721-1727* (1887). — RATHERY, *Le Comte de Plélo* (1876). — WIESENER (Louis), *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais* (1891-1893, 2 vol.). — ZÉVORT (Ed.), *Le Marquis d'Argenson et le ministère des Affaires étrangères, 1744-1747* (1880).

LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES

SOURCES. — BERNIS, *Mémoires et Lettres* (p. p. Fr. Masson [1878, 2 vol.]).

OUVRAGES A CONSULTER. — BROGLIE (duc de), *Les Préliminaires de la guerre de Sept ans* (*Le Correspondant*, 1879). — RANKE (L.), *Der Ursprung des Siebenjährigen Krieges* (Leipzig, 1871). — WADDINGTON (Richard), *Louis XV et le renversement des alliances ; préliminaires de la guerre de Sept ans, 1754-1756* (1896).

AUTRICHE ET PRUSSE

OUVRAGES A CONSULTER. — VANDAL (Albert), *Louis XV et Elisabeth de Russie* (1882). — Von ARNETH (A.), *Maria Theresia und der Siebenjährigen Krieg* (Vienne, 1875, 2 vol.).

LA GUERRE DE SEPT ANS

SOURCES. — FRÉDÉRIC II, *Histoire de la guerre de Sept ans* (Œuvres, t. IV-V) ; — *Correspondance du général-major de Martange, 1756-1782* (p. p. Ch. Bréard 1898.).

OUVRAGES A CONSULTER. — CISTERNES (Raoul de), *La Campagne de Minorque* (1899). — ROUSSET (Camille), *Le Comte de Gisors, 1752-1758* (1868). — SCHAEFER (Arnold), *Geschichte des Siebenjährigen Krieges* (Berlin, 1867-1874, 3 vol.). — WADDINGTON (Richard), *La Guerre de Sept ans ; histoire diplomatique et militaire* (1899-1914, 5 vol.).

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE APRÈS 1763

SOURCES. — CHOISEUL, *Mémoires, 1719-1785* (édit. F. Calmettes, 1904) ; — *Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère* (p. p. Boutaric [1886, 2 vol.]).

OUVRAGES A CONSULTER. — BROGLIE (duc de), *Le Secret du roi* (1879, 2 vol.). — DAUBIGNY, *Choiseul et la France d'outre-mer après le traité de Paris* (1892). — GREGOROVIVS (Ferd.), *Corsica* (1878, 2 vol.). — PARISOT (Rob.), *Histoire de*

Lorraine ; t. II, de 1552 à 1789 (1922). — SOREL (Albert), *La Question d'Orient au XVIII^e siècle ; les origines de la Triple Alliance* (1878).

CHAPITRE V. — La bibliographie du chapitre sur la « Formation de l'Europe orientale » (tome I^{er}, p. 335) et surtout celle du chapitre sur « l'Europe orientale et septentrionale au XVIII^e siècle » (tome II, p. 215) fournissent beaucoup de données intéressant le XVIII^e siècle. On y peut ajouter les travaux suivants :

Sur la SUÈDE : NORDBERG, *Histoire du roi Charles XII* (Stockholm, 1740, en suédois). — ADLERFELD, *Histoire militaire de Charles XII* (Amsterdam, 1740). — VOLTAIRE, *Histoire de Charles XII*. — LIMIERS, *Histoire de Suède sous le règne de Charles XII* (Amsterdam, 1721, 6 vol.) ; — *Annales des guerres de Charles XII* (12 vol., édit. Quennerstedt, depuis 1905, Lund, en suédois). — HJÄRNE (H.), *Charles XII et l'Europe orientale* (Stockholm, 1903, en suédois). — HALLENDORF, *Auguste le Fort et Charles XII* (1905, en suédois). — CARLSON (E.), *La Suède et la Prusse de 1701 à 1709* (1880, en suédois). — BRING (S.-J.), *Charles XII* (Stockholm, 1918, en suédois). — SJÖGREN, *Jean Reinhold Patkul* (1880, en suédois). — Pour l'histoire de Patkul, voir ses *Rapports au cabinet du tsar de Moscovie* (3 vol., Berlin, 1793-1795, en allemand).

Sur la RUSSIE : *Écrits et documents du tsar Pierre le Grand* (7 vol., depuis 1872, en russe) ; — *Recueil de la Société d'histoire de l'Empire russe* (t. XI, XXV, XXXIV, XXXIX, XL, L, LII, LVIII, LXI, LXIV, LXXIV, LXXXI, en russe). — GOLIKOV, *Histoire de Pierre le Grand* (30 vol., Saint-Petersbourg, 1788-1790 ; 2^e édit. 1837, en russe). — USTIALOV, *Histoire du règne de Pierre le Grand* (Saint-Petersbourg, 1858-1863, 6 vol., en russe). — SOLOVIEV, *Histoire de Russie* (t. XXV-XXIX). — UMANIETS, *L'Hetman Mazepa* (1898, en russe). — VASILIEV, *La Russie et la France de l'avènement de Pierre le Grand au traité d'Amsterdam* (Gotha, 1902, en allemand). — WALISZEWSKI (K.), *L'Héritage de Pierre le Grand, régime des femmes, gouvernement des favoris, 1725-1741* (1900). — VANDAL (A.), *Louis XV et Elisabeth de Russie* (1882). — SOREL (A.), *La Question d'Orient au XVIII^e siècle* (1878). — PETROV, *La Guerre de la Russie contre la Turquie et les Confédérés polonais* (Saint-Petersbourg, 1870, 5 vol., en russe). — UEBERSBERGER, *La Politique orientale de la Russie* (t. I, Stuttgart, 1911, en allemand). — CASTAGNÉ (J.), *Russie slave et Russie turque* (vol. LVI de la « Revue du Monde musulman », 1923).

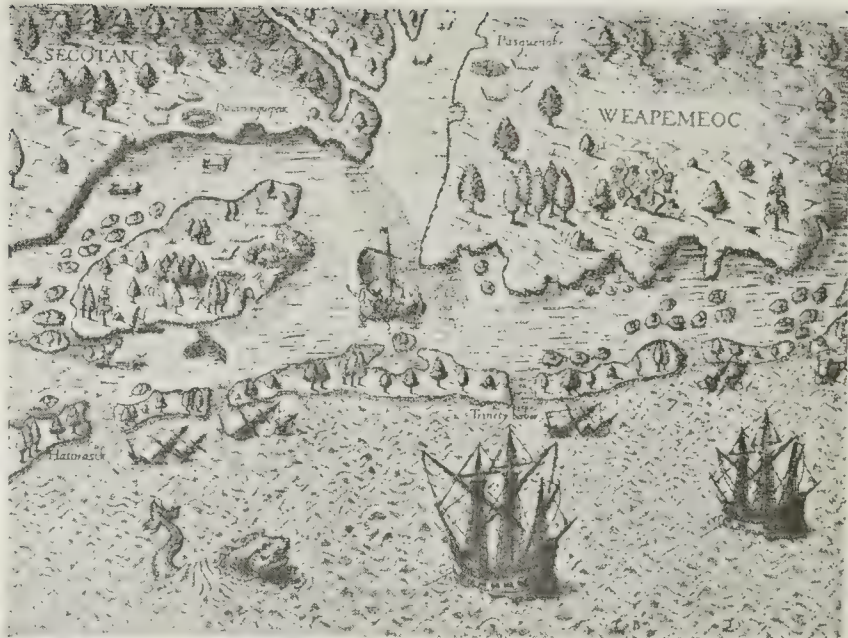
Sur la SAXE et la POLOGNE : SMOLENSKI (W.), *La Révolution des idées en Pologne au XVIII^e siècle* (2^e édit., 1923, en polonais). — JAROCZOWSKI (K.), *Histoire du règne d'Auguste II* (1856, complété en 1890, en polonais). — DESROCHES DE PARTHENAY, *Histoire de Pologne sous Auguste II* (La Haye, 1733-1734). — FASSMANN (D.), *La Vie et les actions de Frédéric-Auguste le Grand, roi de Pologne* (Francfort et Leipzig, 1734, en allemand). — HAAKE, *Auguste le Fort* (Munich-Berlin, 1902, en allemand). — PHILIPP (A.), *Auguste le Fort et la Pragmatique Sanction* (Leipzig, 1910, en allemand). — DE CHEVRIÈRES, *Histoire de Stanislas I^{er} de Pologne* (Francfort, 1740, 2 vol.). — BOYÉ, *Stanislas Leszczyński et le troisième traité de Vienne* (1898). — MABLY, *Du gouvernement et des lois de la Pologne* (Londres, 1781). — ROUSSEAU (J.-J.), *Considérations sur le gouvernement de la Pologne* (1771, publié en 1782). — KONOPCZYNSKI (W.), *Le Liberum veto* (1918, en polonais). — KORZON (T.), *Histoire intérieure de la Pologne sous Stanislas-Auguste* (1882-1886 ; 6 vol., en polonais). — KALINKA (W.), *Les Dernières Années du règne de Stanislas-Auguste* (1868, en polonais) ; — *La Diète de quatre ans* (1880-1888, 2 vol., en polonais). — RULHIÈRE, *Histoire de l'anarchie de Pologne* (4 vol., 1807), continuée par FERRAND : *Histoire des trois démembrements de la Pologne* (1820, 3 vol.). — KOSER, *Le Roi Frédéric le Grand* (4 vol., nouv. édit., 1912). — ANGERBERG, *Recueil des traités, conventions et actes diplomatiques concernant la Pologne, 1762-1862* (Paris, 1862). — LUTOSTANSKI (K.), *Les Partages de la Pologne et la lutte pour l'indépendance* (Lausanne, 1918). — KRAUSHAR (A.), *Le Prince Reprine et la Pologne* (Cracovie, 1897, en polonais). — REPELL, *La Dernière Élection au trône de Pologne* (Goettingue, 1894, en allemand). — BEER, *Le Premier Partage de la Pologne* (Vienne, 1873, 2 vol., en allemand). — GAWRONSKI (F.-R.), *Histoire des troubles hajdamaks* (Lwow, 1899, en polonais). — MEJBAUM, *Le Trône de Stanislas-Auguste* (Lwow, 1914, en polonais). — SOLOVIEV, *Histoire de la chute de la Pologne* (Moscou, 1862).



STATUE DE PIERRE LE GRAND, érigée à Saint-Petersbourg. — Œuvre de Falconet.



LA NOUVELLE-AMSTERDAM. — La Nouvelle-Amsterdam fut fondée en 1623 par les Hollandais dans l'île Manhattan. Elle est l'origine de la ville actuelle de New-York. — Gravure allemande du XVII^e siècle. — Bibl. Nat.



ARRIVÉE DE WALTER RALEIGH en Virginie, en 1585. — Dessin contemporain de John White, inséré par Théodore de Bry dans l'ouvrage de Thomas Harriot : *Le Premier Établissement des Anglais en Virginie* (1590).

CHAPITRE VI

LES LUTTES MARITIMES ET COLONIALES

I. LES PREMIÈRES RIVALITÉS

LA LUTTE CONTRE LE MONOPOLE HISPANO-PORTUGAIS. — De très bonne heure, la prétention des Espagnols et des Portugais à la possession exclusive des « terres neuves » découvertes par leurs navigateurs souleva les protestations des autres nations de l'Europe occidentale. Avant même que François I^{er} demandât à voir « l'article du testament d'Adam » sur lequel s'appuyaient les peuples de la péninsule Ibérique pour justifier ce monopole, Henry VII Tudor avait envoyé les Vénitiens Jean et Sébastien Cabot explorer les côtes orientales de l'Amérique du Nord, et les marins français des rivages de l'Atlantique s'étaient rendus dans les poissonneux parages de la « terre des morues », notre Terre-Neuve ; enfin, non contents d'intercepter aux alentours des Açores quelques-uns des riches convois que les *conquistadores* envoyaient en Espagne, chargés des trésors d'empires qu'ils avaient détruits, les Normands visitaient régulièrement les côtes du Brésil et y trafiquaient avec les indigènes. Bientôt même l'armateur dieppois Jean Ango lançait quelques-uns de ses pilotes dans la mer des Indes, tandis que François I^{er} envoyait Jean Verrazano reconnaître à son tour les rivages de l'Amérique septentrionale, préludant ainsi à la découverte du golfe du Saint-Laurent et du pays de la Nouvelle-France par le Malouin Jacques Cartier (1534-1535).

François I^{er} voulut faire davantage et fonder une colonie dans les parages qu'avait visités Jacques Cartier. Il ne réussit pas dans sa tentative de 1540-1541 ; néanmoins, Henri II et l'amiral Gaspard de Coligny reprirent ce dessein et tentèrent de le réaliser. Mais Portugais et Espagnols veil-

laient : ils ne permirent pas à Villegagnon, ni à Jean Ribaut et à Laudonnière, de consolider leurs établissements, et leurs flottes, maîtresses des mers, ne laissèrent pas, par la suite, les escadres françaises pousser jusqu'aux pays lointains assignés secrètement à leurs chefs, comme objectif, par Catherine de Médicis. C'est seulement après la ruine des Armadas espagnoles et portugaises, dans les dernières années du XVI^e siècle, que les peuples de l'Europe occidentale, forts de l'impunité dont jouissaient les flibustiers anglais et les marins néerlandais, songèrent à fonder outre-mer de véritables établissements coloniaux.

LES COMPAGNIES DE COMMERCE ET DE COLONISATION.

— Qu'ils fussent en paix ou en guerre avec l'Espagne, les gouvernements anglais, français et néerlandais ne pouvaient pas à cette époque, pour des motifs différents, mais également valables, agir directement au delà de la « ligne des amitiés ». Ils recoururent donc à des Compagnies d'armateurs et de marchands analogues à celles qui, aux cours des décades précédentes, avaient déjà pris l'initiative de tant d'aventureuses expéditions : telle, en Angleterre, la « société des marchands chercheurs des pays, terres, îles, États et possessions inconnus et non encore visités par voie maritime ». Mais ils leur octroyèrent des privilèges beaucoup plus étendus, parfois même de véritables monopoles, et rendirent ainsi possible le succès d'entreprises de vaste envergure et de grand avenir. La Compagnie anglaise et la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, fondées l'une à Londres dès 1600, l'autre à La Haye en 1602, sont les plus importantes et les plus célèbres de ces nombreuses sociétés de commerce et de colonisation qui se formèrent au XVII^e siècle, dans les pays dé-



LE CHASSEUR INDIEN. — Cette composition a pour objet d'idéaliser les pays exotiques, que l'on se représentait, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, comme un éden. — Tapisserie des Gobelins de la série des Nouvelles-Indes, exécutée en 1763. — Palais du Quirinal, Rome. CL. ALINARI.

sireux de s'assurer une part du lucratif commerce d'outre-mer, et jusqu'en Danemark, en Suède ou dans le Brandebourg.

FONDATION DE L'EMPIRE COLONIAL NÉERLANDAIS. — Celle qui, toutefois, obtint le succès le plus rapide et le plus brillant fut la Compagnie hollandaise. Constituée à la suite des premiers voyages des Néerlandais dans l'Insulinde, c'est-à-dire au début du règne de Philippe III, à un moment où les débris des flottes ibériques avaient cessé de jouer leur double rôle antérieur de défenseur du monopole hispano-portugais et de convoyeur des richesses coloniales, elle put très vite se tailler dans l'Insulinde un immense empire aux dépens du Portugal, uni à l'Espagne depuis 1580. La fondation de Batavia, sur le site de la javanaise Jacatra, assura, dès 1619, la cohésion de ce vaste domaine que la Compagnie des Indes orientales étendit au milieu du XVII^e siècle, toujours au détriment des Portugais (séparés des Espagnols depuis 1640), jusqu'à Malacca, à Ceylan et à l'Inde elle-même. En même temps, pour s'assurer une escale à l'entrée des mers orientales, la Compagnie néerlandaise s'établissait d'abord à l'île Maurice (1638), puis à l'extrémité méridionale de l'Afrique, au Cap (1652). Simultanément, d'autres Hollandais, agissant surtout pour le compte d'une Compagnie des Indes occidentales fondée en 1621, créaient différentes colonies, plus ou moins viables, à l'embouchure de l'Hudson, sur la côte des États-Unis (dans l'île Manhattan), aux Antilles, à la Guyane et au Brésil. Après l'Espagne, la république des Provinces-Unies posséda désormais outre-mer le domaine le plus étendu et le plus riche.

LES DÉBUTS DE L'EMPIRE COLONIAL ANGLAIS.

— Les Anglais, en effet, développèrent leur puissance coloniale beaucoup plus lentement que les Hollandais. D'autre part, en dépit de l'existence de leur Compagnie des Indes orientales, ils ne portèrent pas tant leur activité du côté de l'Extrême Orient que vers l'Amérique. C'est que, de très bonne heure et malgré les ménagements dont ils usaient envers les Anglais, les Hollandais avaient prétendu faire revivre à leur propre bénéfice le monopole maritime dont avaient naguère joui les peuples de la péninsule Ibérique; c'est aussi que les côtes anglaises de l'est font directement face à celles de l'Amérique septentrionale et qu'une tradition maritime déjà longue poussait de ce côté les marins de Bristol et de Londres. Si Walter Raleigh échoua dans ses tentatives en Virginie et en Guyane, le capitaine Smith parvint un peu plus tard, sous le règne de Jacques I^{er}, à fonder une colonie permanente, Jamestown, à l'embouchure du fleuve James (1607). Au nord de ce groupe de calvinistes et de fils de famille vinrent très vite s'établir des puritains et des indépendants dans les colonies d'abord isolées, puis « unies », de la Nouvelle-Angleterre; des anabaptistes en Rhode-Island, des catholiques dans le Maryland. En même temps commençait la mise en valeur de quelques-unes des petites Antilles : la Barbade, Saint-Christophe, Antigua, Montserrat. Partout déjà, ces Anglais voyaient d'un très mauvais œil l'établissement d'autres Européens dans les contrées dont ils entendaient se réserver la possession exclusive; ils ne tardèrent pas à y consolider leur situation soit par des acquisitions territoriales (conquête de la Jamaïque, au temps de Cromwell, et absorption de la Nouvelle-Néerlande, insérée au milieu des colonies de la Nouvelle-Angleterre, au traité de Bréda de 1667), soit par la fondation de groupements nouveaux, tels que ceux de la Caroline, à partir de 1663, et de la Pensylvanie.

De tels progrès n'empêchaient d'ailleurs pas les Anglais de prendre en même temps pied en Afrique (à Tanger, en Gambie), ni de créer aux Indes différents comptoirs appelés dans l'avenir à un grand essor, en particulier le fort Saint-George, près de Madras, Hougli et Bombay. Aussi, en moins de trois quarts de siècle, l'Angleterre s'était-elle créé outre-mer, sous un climat tempéré plus encore que sous les tropiques, un empire considérable, dans certaines parties duquel prospéraient d'actives et cohérentes populations blanches, grâce auxquelles cet empire gagnait chaque jour en force et en stabilité.

LES PROTAGONISTES DE LA COLONISATION FRANÇAISE JUSQU'EN 1660. — Par comparaison, l'empire extra-européen de la France paraît bien petit. La jalousie, les menaces



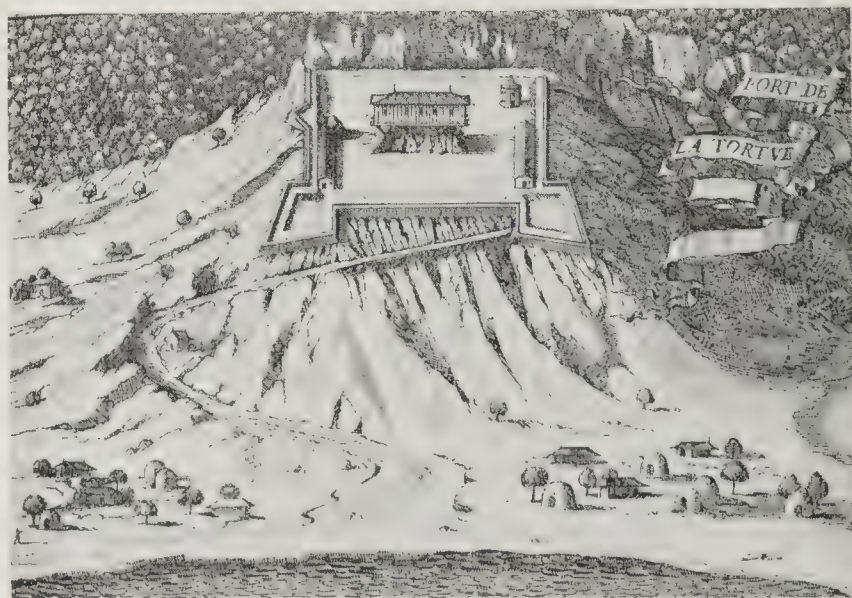
LE CAPITAINE JOHN SMITH (1580-1631). — Il fonda en 1607 Jamestown, premier établissement anglais en Virginie. — Gravure exécutée en 1616.

et même les violences des Hollandais empêchèrent Henri IV de constituer la Compagnie des Indes orientales, dont il eût désiré la création; puis, sous Louis XIII, ils écartèrent les négociants français des lointains pays de l'Extrême Orient : pour leur égoïsme mercantile, la liberté des mers n'existe plus. C'est seulement à l'embouchure du fleuve Sénégal, où ils fréquentaient depuis longtemps, et dans la partie occidentale de la mer des Indes, à l'extrémité méridionale de Madagascar, que les marins normands s'établirent durant le ministère de Richelieu. L'activité des Normands, des Bretons et des Saintongeais s'exerça plus efficacement sur les côtes orientales du Nouveau Monde. Ils durent renoncer à s'établir au Brésil et ils ne prirent pied à la Guyane que de façon très précaire; par contre, aux Antilles, — que l'on appelle souvent alors « les îles du Pérou » avant de parler simplement « des îles », — ils commencèrent de coloniser une partie de Saint-Christophe, la Martinique, la Guadeloupe, la Grenade, Sainte-Lucie. Enfin, dans le nord du continent américain, ils reparurent sur les rives du Saint-Laurent, toujours visitées par les Malouins de façon plus ou moins suivie depuis le temps de Jacques Cartier. Poutrincourt,

dès 1605, y éleva un fort en Acadie, et Samuel Champlain, de Brouage, y jeta en 1608 les fondements de la ville de Québec. Malgré la jalousie des Anglais, leur œuvre dura et se développa pendant le demi-siècle qui suivit la mort de Henri IV. Grâce à la diplomatie de Richelieu, renseigné par Champlain, la Nouvelle-France, occupée par les Anglais en 1629, demeura à la métropole en vertu de la paix de Saint-Germain (1632). Grâce aux efforts de différentes compagnies de commerce et, plus encore, d'âmes charitables mues par le désir de gagner les « sauvages » à la foi du Christ, quelques familles de paysans des provinces de l'Ouest furent transportées sur les bords du Saint-Laurent et, en 1642, fut fondée Villemarie-de-Montréal. Néanmoins, en 1660, la Nouvelle-France n'était encore qu'une possession : nos vraies colonies se trouvaient aux Antilles, et encore ne pouvaient-elles supporter la comparaison avec les colonies britanniques échelonnées plus au nord, entre la Floride espagnole et l'Acadie française.

L'ESSOR COLONIAL AU TEMPS DE COLBERT.

— Colbert s'en rendit admirablement compte, et, dès son arrivée aux affaires, s'efforça de développer l'embryon d'empire colonial d'Amérique, comme aussi d'asseoir solidement l'influence française dans la mer des Indes. Ses efforts furent couronnés d'un plein succès à la Nouvelle-France et aux Antilles; mais ni en Acadie, ni en Guyane, les établissements français ne jouirent d'une plus grande stabilité qu'auparavant. Au Canada, gouverné par des vice-rois et administré par des intendants, la politique de la « peuplade » donna par contre de vrais colons et celle de l'entente avec les Peaux-Rouges nous



FORT DE LA TORTUE. — Il fut bâti en 1641 par les Français dans l'île de la Tortue, à la côte nord-ouest d'Haïti. Extrait de l'ouvrage du P. du Tertre. — Bibliothèque Nationale.

procura des alliés contre les habitants de la Nouvelle-Angleterre, inquiets des progrès de la colonie autant que de l'activité de ses explorateurs et de ses missionnaires. Aux Antilles, où la souple intelligence de Colbert avait vite compris les exigences de la situation, l'essor fut plus considérable encore. Dès que disparut la Compagnie des Indes occidentales de 1664, dès qu'un régime de liberté eut été substitué à celui du monopole, la population augmenta et mit en valeur, grâce au travail des nègres esclaves amenés d'Afrique, le sol fécond de terres encore inexploitées; en même temps, une habile politique ajouta des îles nouvelles au domaine antérieur de la France, et les boucaniers de la Tortue et de la côte nord-ouest de Saint-Domingue se rangèrent sous l'autorité du Grand Roi.

De l'autre côté de l'Atlantique, Colbert assura de son mieux à son pays, sur la côte ouest de l'Afrique — au Sénégal, en Guinée — des établissements où les négriers pussent se procurer le « bois d'ébène » indispensable à la mise en valeur des Antilles. Mais il ne put guère réaliser ses vastes desseins dans les mers de l'Orient. Malgré l'intérêt que lui témoigna le Roi-Soleil, la Compagnie des Indes orientales de 1664 déçut son attente. Cette puissante association privilégiée, non plus municipale ni provinciale, mais nationale, dont Colbert avait rêvé de faire l'heureuse rivale de la Compagnie néerlandaise, ne lui fournit pas la collaboration qu'il en avait attendue et ne sut pas tirer parti de l'assistance royale, non plus que se maintenir à Madagascar. Quelques petits comptoirs à l'île de la Réunion et dans l'Inde (Pondichéry), voilà tout ce qu'elle avait su créer quand mourut Colbert, en 1683.

CONSOLIDATION DE LA PUISSANCE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE. — Fort heureusement, de tous les côtés, l'impulsion donnée par ce grand ministre continua de se faire sentir pendant un temps, si bien que l'empire colonial français s'étend et se consolide encore après lui. Si, dans l'Inde, les efforts de François Martin n'eurent pas de résultats considérables, ceux des administrateurs du Sénégal ne furent pas inutiles, et les différentes compagnies à qui fut successivement octroyé le privilège du commerce sur les côtes occidentales de l'Afrique envoyèrent de la Guinée aux Antilles un certain nombre de nègres « pièces d'Indes ». Grâce à eux, grâce aux blancs venus d'Europe et qui dirigent leur labeur, les Antilles françaises réalisent de nouveaux progrès dans les dernières années du XVII^e siècle et Saint-Domingue prélude à son admirable essor de l'époque suivante.

Cependant, les voyages de Louis Jolliet et de Cavalier de La Salle ayant révélé l'importance de la vallée du Mississipi, Iberville, qui en a trouvé l'embouchure, s'établit un peu plus à l'est sur la côte nord du golfe du Mexique (1699) et prépare ainsi l'établissement des Français en Louisiane : dans l'immense pays drainé par le grand fleuve, au long de certains de ses affluents gauches, quelques postes jalonnent la route depuis la vallée du Saint-Laurent. Par ailleurs, la Nouvelle-France doit à ses chefs militaires et à ses administrateurs de



UNE INDIGOTERIE AUX ANTILLES, AU XVII^e SIÈCLE. — Gravure de Leclerc. — Bibl. Nat.

chasser les Anglais des abords de la baie d'Hudson (c'est ce que fit Iberville en 1686), de contenir les Iroquois, alliés des colons de la Nouvelle-Angleterre, et de résister victorieusement à de nouvelles attaques de ces derniers; c'est ainsi que Phips échoue devant Québec en 1690. Poussant même plus loin ses avantages, elle expulse ces mêmes Anglais de l'Acadie, qu'ils ne cessent d'envahir, et elle assoit la domination française sur l'île de Terre-Neuve (1696-1697).

LE DUEL DE LA NOUVELLE-FRANCE ET DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE AU DÉBUT DU XVIII^e SIÈCLE. — L'avance que l'Angleterre avait naguère acquise sur la France au Nouveau Monde paraissait regagnée; néanmoins la supériorité britannique demeurait toujours considérable. Beaucoup plus que les pays français de la vallée du Saint-Laurent, les colonies anglaises riveraines de l'Atlantique étaient riches en hommes. Ceux de leurs sujets dont ils combattaient les croyances dans leur propre royaume, les souverains d'Angleterre les laissèrent libres d'agir à leur guise au Nouveau Monde, tandis que Louis XIV, fils aîné de l'Eglise, faisait régner au Canada comme en France « une seule loi et une seule foi ». Aussi, après la révocation de l'Édit de Nantes, les réformés, au lieu de se rendre en Amérique selon leur désir, se dispersèrent dans les différents États de l'Europe et même jusque dans les contrées plus lointaines, où ils étaient assurés de conserver leurs croyances; ils y portèrent ainsi une intelligence, une activité et des richesses dont eussent utilement bénéficié les possessions françaises d'outre-Atlantique.

Très appréciable à toute époque, un tel accroissement de population eût été d'incalculable valeur en un temps où les progrès de la Nouvelle-France suscitaient, à Boston et dans les autres établissements anglais de l'Amérique du Nord, les inquiétudes les plus vives. Craignant d'être enfermés par leurs voisins du septentrion entre la mer et les monts Alleghany, par suite de l'extension de l'influence française dans la vallée du Mississipi, les colons britanniques se décidèrent bientôt à en finir avec leurs rivaux. Les circonstances leur semblaient propices, en un temps où la Succession d'Espagne avait groupé contre Louis XIV et son petit-fils Philippe V toutes les puissances de l'Europe. Alors s'engagea dans les mers américaines, et surtout sur le continent du Nord même, un duel dont l'acharnement montre bien la gravité du péril couru par les colonies britanniques du Nouveau Monde. Nulle part ailleurs, la lutte n'atteignit pareille acuité; dans l'Inde, en particulier, où les Hollandais s'étaient emparés de Pondichéry (1693), les Compagnies néerlandaise et française s'entendirent pour garder une pacifique neutralité, qui contrasta avec l'âpreté de la lutte engagée en Amérique. Dans l'ensemble, les attaques parties de Boston échouèrent et la troisième expédition dirigée contre Québec depuis un siècle se termina piteusement (1711); les succès partiels remportés par les armes anglaises en Acadie et à Terre-Neuve suffirent néanmoins pour amener Louis XIV, désireux de faire la paix avec l'Angleterre, à consentir



UNE SUCRERIE AUX ANTILLES, AU XVII^e SIÈCLE. — Gravure de Leclerc. — Bibl. Nat.

sacrifices territoriaux aux Antilles, surtout aux alentours du Canada. Saint-Christophe, l'île de Terre-Neuve, l'Acadie (revendiquée, depuis le début du XVII^e siècle, par les rois stuarts, qui l'appelaient la Nouvelle-Écosse), les territoires riverains de la baie d'Hudson, furent abandonnés, à Utrecht, aux ambitions des colons anglais d'Amérique. Fait plus grave encore : ces concessions, loin d'assouvir les convoitises des ennemis de la Nouvelle-France, fournirent aux gens de la Nouvelle-Angleterre, ou plutôt aux colonies britanniques du continent septentrional, de nouveaux prétextes de querelle avec les Français dans la vallée du Saint-Laurent.

Ainsi s'aggravait, loin de s'atténuer, un conflit qui ne cessa d'empirer pendant le quart de siècle consécutif à la conclusion de la paix.

LES CONCESSIONS COMMERCIALES DE LA PAIX D'UTRECHT ET LEURS SUITES (1713-1740). — En même temps, dans d'autres parties de l'Amérique, les clauses économiques des traités de 1713 engendraient de nombreux conflits.

Cette paix, que l'Angleterre avait dictée en s'inspirant de ses seuls intérêts particuliers, avait exigé de l'Espagne des sacrifices commerciaux très considérables, l'abandon du monopole exclusif que les Rois Catholiques s'étaient jusqu'alors réservé dans leur empire d'outre-mer. C'était l'envoi, chaque année, d'un navire de commerce de 500 tonneaux, — le « vaisseau de permission », — chargé de marchandises britanniques, dans le principal port des colonies espagnoles sur la mer des Antilles, Portobello; c'était le transfert à la Compagnie anglaise de la mer du Sud du privilège de l'*asiento*, c'est-à-dire de l'introduction des nègres esclaves dans les mêmes colonies espagnoles. Non contents d'exploiter ce privilège très convoité, les Anglais travaillèrent de toutes les manières à accroître encore subrepticement, au détriment de l'Espagne et contre elle, les avantages qu'ils s'étaient fait concéder. Le « vaisseau de permission » ne tarda pas à augmenter son tonnage, à demeurer en permanence et non plus à temps — le temps de vendre sa cargaison — dans les eaux de Portobello, à recevoir constamment des Antilles anglaises, par une flottille de petits bâtiments, de nouvelles marchandises britanniques; bref, il devint un véritable magasin flottant. Par ailleurs, une contrebande incessante et audacieuse introduisit en même temps de toutes les manières d'autres marchandises anglaises dans les colonies espagnoles. De là des réclamations répétées du gouvernement de Madrid. Le cabinet de Londres n'en tenant aucun compte, des mesures de répression de plus en plus énergiques amenèrent la saisie de navires anglais, le châtimement des interlopes, les réclamations des commerçants britanniques, des protestations à la Chambre des Communes et, finalement, la guerre entre Angleterre et Espagne (1739).

Les Anglais n'avaient pas moins abusé de certaines clauses des traités commerciaux conclus par eux avec la France. Aux Antilles, le commerce de la métropole avait beaucoup souffert des agissements des interlopes britanniques; lorsque le cardinal Fleury voulut, par des négociations avec le cabinet de Saint-James, réprimer les abus de la contrebande, il se heurta à de telles difficultés qu'il ne put aboutir et qu'il dut, malgré son amour de la paix, rompre totalement les pourparlers. On sait quels obstacles suscitèrent, d'autre part, aux colons qui travaillaient depuis le temps de Law à mettre en valeur l'immense Louisiane, les Anglo-Américains des rivages de l'Atlantique; ils soulevèrent contre eux les Indiens de la vallée du Mississippi et ils ont leur très lourde part de responsabilité dans le massacre des Français du poste des Natchez (1729). Il ne faut donc nullement prendre dans son sens littéral le terme de « grande paix », dont on se sert parfois pour désigner la période comprise entre 1713 et 1740.

PROGRÈS DE LA FRANCE DANS LA MER DES INDES. — Au contraire, sur toute l'étendue de la mer des Indes et



UN VILLAGE INDIEN DE VIRGINIE. — Ce village, entouré de jardins et de cultures, est représenté tel qu'il était déjà au XVI^e siècle. — Dessin de John White (d'après une publication de Théodore de Bry).

dans la grande péninsule de l'Hindoustan, la paix règne, à la même époque, entre les différentes Compagnies européennes qui ont fondé, aux siècles antérieurs, des établissements en Extrême Orient; elles n'ont les unes et les autres qu'un souci, celui du commerce. Les Hollandais ayant évacué l'île Maurice qu'ils ont vainement tenté de coloniser par deux fois (en 1638 et en 1659), les Français s'y sont établis en 1721 et ont très vite fait de l'île de France, — tel est désormais le nom officiel de cette Mascareigne, — leur principale escale sur la route des Indes. Tandis que La Bourdonnais travaille avec succès à la mettre en valeur, ils augmentent dans l'Inde le nombre de leurs comptoirs. François Martin et son gendre Boureau-Deslandes ont naguère établi la France sur la côte de Coromandel à Pondichéry et sur le principal bras du Gange, l'Hougly, à Chandernagor; en 1725, une affaire de poivres permet à Lenoir de s'emparer de Mahé de Malabar, sur la côte ouest du Dekkhan et sur la mer d'Oman. Enfin, bien auparavant, la Compagnie de Chine avait poussé ses premiers vaisseaux jusqu'en Extrême Orient (entre 1698 et 1719). Rien, au total, vers 1740, pas même la présence de Dupleix, jusqu'alors uniquement occupé de commerce, ne permet de présager les luttes si âpres, si acharnées, qui vont s'engager dans l'Inde même et dans les mers avoisinantes, entre les

Français et les Anglais. C'est néanmoins dans ces parages qu'il convient de suivre d'abord les péripéties de la rivalité coloniale des deux peuples au milieu du XVIII^e siècle. Les événements de l'Inde sont, en effet, toujours demeurés indépendants de ceux du Nouveau Monde, et jamais les uns n'ont réagi sur les autres.

II. LA RIVALITÉ COLONIALE ANGLO-FRANÇAISE DANS L'INDE

L'HÉRITAGE DU GRAND MOGOL : FRANÇAIS OU ANGLAIS ? — Au commencement du XVIII^e siècle, l'Inde appartient toujours, en apparence, au demi-dieu qui règne à Delhi. Mais, en fait, l'Empire mogol est en dissolution. Son chef n'est plus obéi de ceux, nababs et soubabs, qui gouvernent ses provinces et qui, depuis plus ou moins longtemps, sont entrés en contact avec les Européens.

Les premiers venus parmi ceux-ci, les Portugais, demeurent confinés dans Goa, où ils ne font point parler d'eux. Il en est de même des Hollandais, épuisés par leurs luttes de la fin du siècle précédent. Anglais et Français restent donc seuls en présence, se disputant âprement la clientèle du grand marché qu'est l'Inde, s'empressant d'ouvrir des comptoirs partout où viennent d'en fonder leurs concurrents, créant l'un à côté de l'autre Madras et Pondichéry, Calcutta et Chandernagor : l'enjeu de la lutte n'est autre que l'Inde entière, où les deux gouverneurs français Lenoir (1721-1735) et Dumas (1735-1741) viennent de donner à leur pays le premier Mahé, sur la côte de Malabar; le second, Karikal, sur la côte de Coromandel.

LA COMPAGNIE DES INDES. — Martin, Lenoir, Dumas et leurs collaborateurs ont tous agi pour le compte d'une association privilégiée, fondée naguère par Colbert, la Compagnie des Indes. Celle-ci, pour nombre de raisons différentes, n'a jamais fait de brillantes affaires. En 1741, elle se trouve dans une véritable détresse. L'Angleterre déclare-t-elle la guerre à la France? Il faut que le roi paie leur dividende aux actionnaires. Aussi la Compagnie s'est-elle constamment trouvée à la veille de la banqueroute et, par suite, ses directeurs ont dû toujours rejeter les projets qui entraînaient des charges nouvelles. Mais l'avidité des actionnaires n'est pas seule responsable de ses échecs et de ses fautes, et ce ne sont pas des motifs d'ordre pécuniaire qui expliquent sa conduite à l'égard de Dupleix.

LES DÉBUTS DE DUPLEIX. — Dupleix, né à Landrecies dans les derniers jours de l'année 1696, avait fait, dès l'âge de dix-huit ans, un premier voyage aux Indes, où n'avait pas tardé à le renvoyer la colère paternelle. Avait-il commis quelques peccadilles ou quelques prodigalités excessives ? Toujours est-il que son père le fit nommer à Pondichéry en qualité de commissaire des guerres et de membre du Conseil supérieur (janvier 1721). Ses débuts furent assez difficiles : il ne s'entendit pas avec le gouverneur Lenoir, qui le fit même révoquer, mais il ne tarda pas à être rétabli dans ses fonctions.

Ayant fait ses années d'apprentissage, surtout comme négociant, il fut nommé à la direction du comptoir de Chandernagor. Dans le milieu favorable du Bengale, il étendit ses affaires, pratiquant le commerce d'Inde en Inde, envoyant des cargaisons et des vaisseaux à Moka, à Manille, à Achem, à Surate, aux Maldives, témoignant par toute sa conduite son ambition de gagner et d'avancer. En 1737, il se juge assez riche pour songer à retourner en France, lorsque, tout d'un coup, ses affaires se gâtent ; il est bientôt à demi ruiné. Mais la retraite de Dumas le désigne pour le gouvernement de Pondichéry et, le 13 janvier 1742, il est reconnu, à la tête des troupes, pour gouverneur et commandant de tous les établissements français dans l'Inde. A cette époque, il appartient depuis douze ans à l'administration du pays ; il est dans la force de l'âge et il vient d'épouser la veuve de son ami et associé Vincent, Jeanne de Castro, d'origine portugaise. Femme d'un esprit supérieur, douée du sens des affaires, parlant les langues indigènes, la « princesse Jeanne », la « Begum Joanna », rendit de réels services à son mari.

Pondichéry était alors une petite ville mal bâtie, mal fortifiée ; Karikal ne comptait pas cinq mille habitants ; quatre compagnies d'infanterie, à cent vingt hommes chacune, avaient été constituées par les colons. Dupleix fut pourtant obligé de combattre, tout de suite, le rajah de Tanjaour qui menaçait Karikal : un chef de valeur, Paradis, y fut envoyé et fournit une preuve éclatante de la supériorité militaire des Européens sur les Hindous.

LA PREMIÈRE GUERRE AVEC L'ANGLETERRE. DUPLEIX ET LA BOURDONNAIS. — Lorsque les hostilités éclatèrent entre la France et l'Angleterre, La Bourdonnais, gouverneur de Bourbon, reçut l'ordre de conduire dans l'Inde une petite escadre ; quant aux Anglais, ils s'empressèrent de saisir quelques navires de commerce dans le détroit de Malacca, et parmi eux un navire de Dupleix. La Compagnie, dont la caisse était vide, ne désirait que la paix, et Anaverdi-Khan, le lieutenant du Grand Mogol sur la côte du Carnatic, déniait aux Européens le droit de se faire la guerre dans un territoire où ils n'étaient acceptés que comme marchands. Dupleix proposa d'abord d'observer la neutralité dans l'Inde, à partir du cap de Bonne-Espérance ; puis, sur le refus des Anglais, il songea à s'appuyer sur le nabab du Carnatic, à qui il dénonça l'agression anglaise. L'arrivée de La Bourdonnais, qui venait de délivrer Mahé, le détermina enfin à prendre l'offensive et à se jeter sur Madras, dont, en unissant leurs forces, Dupleix et La Bourdonnais réussirent à s'emparer.

Mais alors éclata entre eux une grande et regrettable querelle. Dupleix voulait détruire Madras. La Bourdonnais s'y opposa ; on a été jusqu'à prétendre qu'il était d'avis de rendre la place aux Anglais, moyennant une indemnité dont il eût personnellement bénéficié. Quoi qu'il en soit, il s'éleva entre les deux hommes une inimitié qui ne contribua d'ailleurs en aucune manière au désastre subi dans l'Inde par la France. Si, en effet, en 1748, il fallut rendre Madras à l'Angleterre, c'est parce que Madras fut échangé contre l'île Royale et Louisbourg, perdus par la France en Amérique.

Cependant Anaverdi-Khan, irrité contre les Français, qui avaient pris Madras malgré sa défense, s'était mis en mesure de reprendre la place. Il fut arrêté en route par Paradis à San-Thomé. Comme Paradis était un conseiller civil, les officiers refusèrent de lui obéir, et on leur donna un autre chef. Ils ne se montrèrent pas d'ailleurs beaucoup plus rassurés après ce changement, mais Anaverdi-Khan, qui ne l'était pas davantage, demanda à traiter.

LA GRANDE POLITIQUE DE DUPLEIX. — Tant d'événements, exerçant sur Dupleix une influence pro-

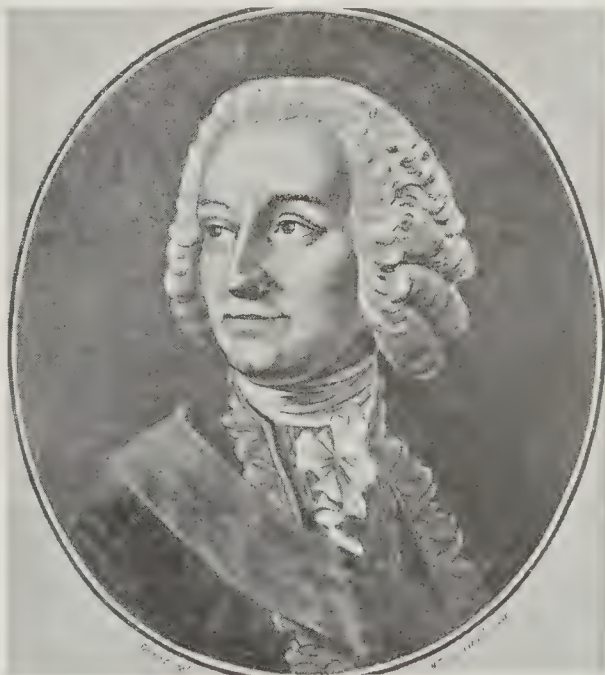
fonde, l'avaient en quelque sorte transformé. Depuis qu'il avait conquis Madras, depuis qu'il avait sauvé Pondichéry, assiégée par l'amiral anglais Boscowen, assisté d'Anaverdi-Khan et de 1 200 Hollandais, il n'était plus le commerçant des premiers jours. C'était un conquérant. La Bourdonnais ayant dû, par suite de la tempête, partir sans rembarquer ses soldats, il disposait d'une armée : 2 000 blancs, 1 700 cipayes, 300 nègres, et la distance à laquelle il se trouvait de la France le rendait en quelque sorte indépendant. Il se décida à agir.

Les Français regrettaient de ne pas avoir à Arcote, au lieu d'Anaverdi-Khan, un nabab qui fût pour eux un ami certain. Les Anglais venaient de soutenir un prétendant au royaume de Tanjaour et s'étaient fait payer ce service par une cession territoriale. S'inspirant de cet exemple, Dupleix résolut d'aider Chanda-Sahib à s'emparer d'Arcote. Il lui donna 500 hommes, commandés par d'Auteuil, son propre beau-frère, et Anaverdi-Khan fut vaincu et tué à la bataille d'Ambour (3 août 1749). Le nouveau nabab récompensa généreusement ceux qui l'avaient aidé : aussi Dupleix résolut-il de recommencer, à la première occasion, une opération de tout point avantageuse.

Tandis que Chanda-Sahib aspirait à la nababie de Carnatic, Mouzafer Sing Bahadour prétendait à la soubabie du Dekkhan. Lui aussi, il sollicita l'appui des Français, et Dupleix le lui accorda contre la cession de Dahour : 800 blancs et 300 nègres, placés sous les ordres du capitaine Duquesne, entrèrent à son service pour l'aider à s'emparer de Trichinopoli. S'ils y réussissaient, l'Inde tout entière, du Krichna au cap Comorin, serait soumise à la Compagnie. Après un échec subi par les siens devant Tanjaour, Dupleix sut arrêter la retraite des Français aux abords de Pondichéry et leur permit de remporter sur l'armée du nabab, par une attaque de nuit, une victoire que suivirent très vite deux autres victoires : celle d'Auteuil à Tiravady et celle de Bussy à Gingi. En même temps, on s'empara de Mazulipatam et tôt après, dans la nuit du 16 décembre 1750, le capitaine de La Touche surprit le camp de Nazer Sing, l'adversaire de Mouzafer Sing Bahadour. Nazer Sing fut tué ; Mouzafer, hier encore prisonnier, le remplaça et, pour s'acquitter envers Dupleix, lui donna le commandement de tout le pays entre le Krichna et la mer, et le pouvoir — dont Dupleix usa — de concéder Arcote à Chanda-Sahib ; il céda enfin Mazulipatam et Divy à la Compagnie.

Sa dette ainsi payée, Mouzafer Sing Bahadour partit de Pondichéry pour le Dekkhan, en compagnie de Bussy, de 300 Français et de 1 800 cipayes, pour se débarrasser de quelques traîtres ; mais il fut blessé à mort au cours de cette campagne. Alors, sans hésiter, Bussy proclame Salabet-Sing soubab du Dekkhan. Tandis qu'il travaille à obtenir de l'empereur de Delhi la confirmation de tout ce qui nous a été accordé, le nouveau soubab rend publique la donation territoriale qu'il a faite à Dupleix et qui, au décès de ce dernier, doit revenir à la France : le Carnatic, Trichinopoli, le Maduré, avec toutes leurs dépendances, à la charge de le défendre lui-même contre tous ses ennemis. En moins de dix mois, Dupleix a obtenu des résultats merveilleux : le Dekkhan tout entier lui est ouvert (décembre 1750).

AU CARNATIC ; AU DEKKHAN. BUSSY. — Dupleix, dont le succès stimule l'ambition, rêve de s'établir au Pégou, à Surate,



JOSEPH-FRANÇOIS, MARQUIS DE DUPLEIX (1696-1763). — Gravure de Sergent. — Bibl. Nat.



BERTRAND-FRANÇOIS MAHÉ DE LA BOURDONNAIS (1699-1755). — Grav. de V. Vangelisty. — Bibl. Nat.



ROBERT, LORD CLIVE, BARON DE PLASSEY (1725-1774). — Gravure anglaise publiée en 1799. — Bibliothèque Nationale.

dain sur cette place. Le soubab fit cent quarante-six prisonniers, qu'il enferma dans un « trou noir », d'où, le lendemain, on retirait vingt-six cadavres. Cet odieux attentat appelait un châtement exemplaire ; le conseil de Madras en chargea Robert Clive, qui avait naguère porté secours à Mohammed Ali dans le Carnatic. Clive, diplomate et organisateur, était par surcroît un remarquable chef de guerre et il avait en outre pour lui le constant soutien de la Compagnie anglaise. A Plassey (1757), avec 900 Anglais et 1 500 cipayes, il culbuta les 50 000 hommes que lui opposait Souradja-oud-

Daoula ; puis il s'empara de Chandernagor, dont le commandant s'obstinait à garder la neutralité. Les humiliantes concessions consenties naguère par la Compagnie française comptaient pour rien ; les Anglais, bien commandés, allaient certainement faire un grand effort... On leur opposa Lally-Tollendal.

LA GUERRE DE SEPT ANS. — DÉFAITE ET MORT DE LALLY-TOLLENDAL. — Lally-Tollendal était né en Dauphiné, d'un Irlandais qui avait suivi les Stuarts en France. Il avait de beaux états de services, tant militaires que civils, et, à Fontenoy, il s'était couvert de gloire. Malheureusement, il ne connaissait rien du pays, rien de ses habitants ; il méprisait les indigènes, qui n'étaient pour lui que des noirs, et son mauvais caractère, altier, cassant, ne convenait pas à une situation qui exigeait autant de calme, de douceur et de diplomatie que de force matérielle.

Il arriva dans l'Inde avec un brillant état-major, avec d'Estaing et Crillon. Ses débuts furent heureux. A peine débarqué (1758), il attaqua victorieusement Gondelour et Saint-David, où s'était brisée l'opiniâtreté de Dupleix. On pouvait croire qu'il allait reprendre le programme de son prédécesseur ; mais bientôt, faisant abstraction des coutumes et de la hiérarchie des natifs, il commit faute sur faute, envoyant pêle-mêle à la corvée des transports les brahmanes et les parias. Puis il se querella avec Bussy, qui méritait d'être ménagé ; avec le gouverneur Leyrit, avec d'Aché, qui commandait la flotte et qui saisit la première occasion pour s'éloigner.

Cependant, Lally, plein d'ardeur, veut frapper la puissance anglaise au point le plus vulnérable : il marche sur Madras. Mais, pour se procurer des ressources, il rançonne imprudemment le Tanjaour et pille les pagodes les plus vénérées. Obligé de lever le siège de Madras, il prend bientôt sa revanche sur Arcote, revient de nouveau sur Madras, s'empare d'un quartier de la ville, entreprend d'enlever l'autre maison par maison et ne se retire que devant une flotte anglaise. Alors (1759) Salabet Sing, qui doit tant à Dupleix et à Bussy, traite avec les Anglais et leur livre Mazulipatam ; les Circars se rangent sous le protectorat britannique ; le Dekkhan, le Carnatic sont perdus. Bussy rétablit un moment notre prestige par sa belle victoire de Vandavachi, mais Lally, loin de lui rendre justice, l'exaspère maladroitement et perd la seconde bataille de Vandavachi (22 janvier 1760), après laquelle les Français font retraite sur Pondichéry. Les Anglais viennent l'y assiéger ; mais il s'est aliéné tout le monde, Français et indigènes, civils et militaires, et sa défense, prolongée pendant près d'un an, est tout embarrassée de l'hostilité générale. Il doit capituler

le 18 janvier 1761, à des conditions très sévères, et, bientôt, la prise de Mahé achève la perte de notre empire.

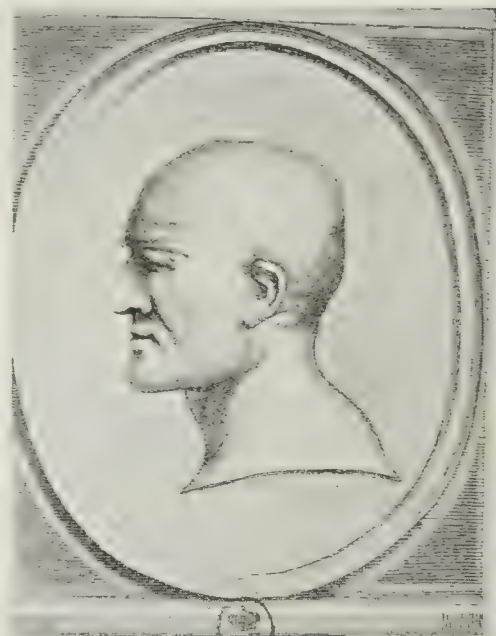
Les Français, qui s'étaient assez facilement consolés de la perte pourtant irréparable de leur grande colonie de peuplement de l'Amérique du Nord, n'acceptèrent pas aussi facilement la catastrophe de l'Inde. La capitulation de Pondichéry produisit une vive émotion à Paris, où l'on rendit Lally responsable de toutes les fautes commises. Prisonnier, il fut transféré malade à Madras, puis à Londres, d'où il obtint de revenir à Paris pour se justifier des accusations portées contre lui par ses ennemis. Après un an de

tergiversations, il fut enfermé à la Bastille, où il resta neuf mois sans être interrogé ; puis on lui fit son procès avec une extrême rigueur, lui refusant même un conseil. Au bout de deux ans de procédures secrètes et de débats orageux, le Parlement le déclara coupable d'avoir trahi les intérêts du roi et le condamna à mort. Louis XV s'étant refusé à lui faire grâce, il fut mené en tombereau jusqu'à la place de Grève, où, au milieu des huées, le bourreau lui trancha la tête (1766).

Lally, qui avait protesté de son innocence jusqu'à la fin, n'avait pas toutes les qualités nécessaires pour reprendre l'œuvre de Dupleix contre un adversaire tel que Clive, mais il n'était pas un traître. On s'émut de tant d'injustice. Voltaire attaqua l'arrêt du Parlement en 1773 et, si le fils de Lally n'obtint pas la réhabilitation judiciaire de la mémoire de son père, le procès fut gagné devant l'opinion.

ÉTABLISSEMENT DÉFINITIF DE LA DOMINATION ANGLAISE. — Au lendemain du traité de Paris (1763), il semblait que l'Inde fût livrée tout entière aux Anglais : les Français leur abandonnaient le Dekkhan et eux-mêmes avaient conquis le Bengale d'où, avec l'appui de Mir Djafer, il leur était aisé de surveiller le Grand Mogol et le prince d'Aoude, restés indépendants.

Mais les princes hindous pouvaient toujours compter sur les bandes de soldats européens, débris des troupes régulières françaises, qui couraient l'aventure à travers la Péninsule et dont les chefs ont laissé un souvenir légendaire : tel le chevalier Law de Lauriston ; tel le Suisse Reinhart, qui se faisait appeler le « colonel sombre ». L'empereur Alam II, le prince d'Aoude et le gendre de Mir Djafer, Mir Kassin, utilisant leurs services, se coalisèrent contre les conquérants, qu'ils ne parvinrent pas à battre. Au contraire, les Anglais les écrasèrent coup sur coup, de 1761 à 1764, aux batailles de Patna, de Gya, où fut pris Lauriston ; de Geriah, de Duxar. Après Duxar, le Grand Mogol se soumit ; il garda Delhi, Agra, Allahabad, mais Clive eut bien soin d'assurer la continuité des possessions anglaises, du Carnatic au Bengale. Reinhart s'échappa et fonda une soubabie qu'il légua à sa femme, la « Begum sombre ». Cette bayadère arabe, convertie au christianisme, lutta pendant quarante ans contre les Anglais et ne fit la paix avec Wellesley qu'en 1804.



THOMAS-ARTHUR, COMTE DE LALLY-TOLLENDAL (1702-1765). — Portrait dessiné quand Lally-Tollendal allait être exécuté. — Bibl. Nat.



WARREN HASTINGS (1732-1818). — Gravure de Bromley. — Bibliothèque Nationale.

CLIVE, WARREN HASTINGS. — Les conquérants anglais de l'Inde ne furent pas plus heureux que les Français. Clive avait reçu de tous les côtés la récompense de ses services : il s'était constitué une telle fortune qu'il fut, dès son retour en Angleterre, accusé de concussion. Malgré les conclusions de l'enquête ordonnée par la Chambre des Communes, on n'osa pas condamner ce grand serviteur de la



LA VILLE ET LE PORT DE HALIFAX EN 1777. — Halifax, la capitale de la Nouvelle-Écosse, est l'ancienne Chibouctou ou Chedabouctou de l'Acadie. Elle s'élève sur la rive occidentale du bassin d'Halifax, qui forme un port très sûr. — Gravure de Mason. — Bibl. Nat.

patrie : c'est lui-même qui, s'estimant déshonoré, se fit justice en se donnant la mort.

Pour empêcher le retour de pareils scandales, la Chambre assumait désormais le gouvernement de l'Inde par l'« Acte régulateur », qui confiait la direction du pays à un gouverneur et à un conseil indépendant de ce haut fonctionnaire.

Le successeur de Clive n'en retomba pas moins dans les mêmes erreurs. Warren Hastings qui, au demeurant, avait de grandes qualités d'administrateur, fut, comme le dit Fox, le « Verrès moderne » ; imprudemment, il dépouilla de leurs trésors les princes d'Aoude, ce qui lui valut d'être, lui aussi, traduit devant la Chambre des Communes (1785). Il fut acquitté, mais un nouveau bill modifia l'organisation de l'Inde : toujours nommé par la Compagnie, le gouverneur pouvait être révoqué par le roi, et ses actes étaient contrôlés par une commission dont tous les membres étaient à la désignation du souverain. Ces dispositions restèrent en vigueur jusqu'à l'insurrection des cipayes (1857).

III. LA RIVALITÉ COLONIALE ANGLO-FRANÇAISE AU NOUVEAU MONDE

LA NOUVELLE-FRANCE APRÈS 1715. — Tandis que se succédaient dans l'Inde les épisodes de cette tragique histoire, les mers qui environnent le continent américain du Nord et les parties orientales de ce continent lui-même étaient, entre Français et Anglais, le théâtre d'une lutte non moins acharnée et même plus continue.

Le traité d'Utrecht mutilait la Nouvelle-France et surtout l'isolait complètement de la métropole pendant l'hiver, alors que le Saint-Laurent est fermé par les glaces. Il eût donc fallu mettre la colonie en état de résister par elle-même à des attaques possibles, et donc la peupler. De 1713 à 1744, on ne fit à peu près rien dans ce sens ; on se contenta presque exclusivement de fortifier Québec, et aussi, dans l'estuaire du Saint-Laurent, Louisbourg dans l'île Royale (aujourd'hui l'île du Cap-Breton). C'est pourquoi, en 1744, la force numérique de la colonie ne s'était guère accrue, malgré la fécondité des mariages canadiens ; seules, les ressources économiques du pays avaient beaucoup augmenté.

GUERRE DE SUCCESSION D'AUTRICHE ET PAIX D'AIK-LA-CHAPELLE. — Ces ressources ne suffirent pas, quand la guerre recommença avec l'Angleterre, pour permettre à la Nouvelle-France de se défendre contre les

attaques des gens de Boston. Très vite, les soldats de ces derniers parvinrent à s'emparer de l'île Royale et de Louisbourg. Une série de circonstances malheureuses empêchèrent la métropole de secourir la colonie, mais les partis de guerre canadiens entrèrent en Acadie ; s'ils ne purent enlever Annapolis (l'ancien Port-Royal des Français), ils prirent Grandpré et firent subir aux Anglais des pertes considérables (1747). Cependant, le comte de La Galissonnière se rendait compte de la valeur de la Nouvelle-France et en plaidait chaleureusement la cause auprès du gouvernement royal ; on ne l'écouta pas et, lorsque les victoires françaises de Belgique forcèrent l'Angleterre à signer la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), il fut stipulé que les deux nations se rendraient leurs conquêtes aux colonies ; c'est ainsi que le nord-ouest de l'Acadie et Madras, dans l'Inde, furent échangés contre l'île Royale et Louisbourg. Malheureusement les signataires de la paix négligèrent de régler le sort des territoires américains contestés entre France et Angleterre.

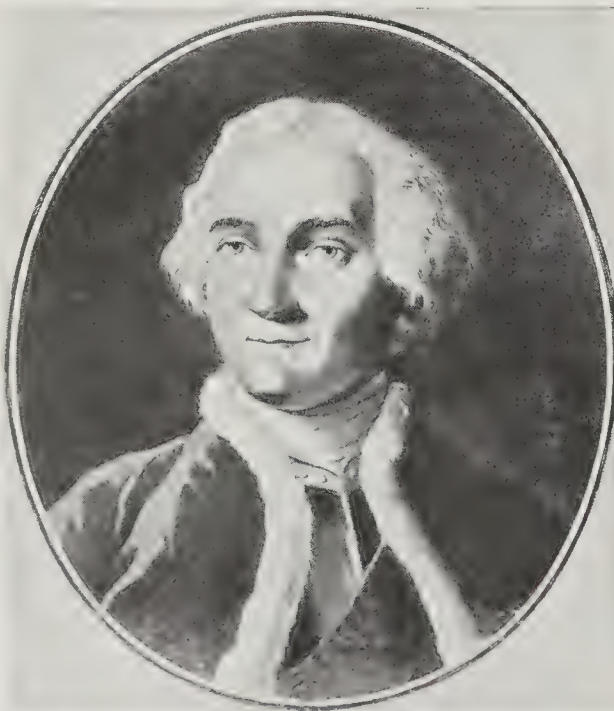
LES TERRITOIRES CONTESTÉS. — Pourtant, la question en valait la peine. Le contesté franco-anglais s'étendait, en effet, sur un territoire équivalent en superficie à trois ou quatre fois la France d'Europe, et il se trouvait entièrement dans la possession de la France.

Les Anglais réclamaient toute l'Acadie, autrement dit, selon eux, l'adjonction du Nouveau-Brunswick à la Nouvelle-Écosse, la Gaspésie et un accès au Saint-Laurent inférieur. Ils n'acceptaient pas, d'autre part, la limite que la France imposait à leur territoire de la baie d'Hudson dans l'intérieur des terres, et, pour éviter que ce territoire ne fût qu'une côte, ils l'étendaient presque jusqu'aux rives septentrionales du lac Supérieur. Le désaccord portait principalement sur les pays baignés par l'Ohio, sur l'arrière-pays des treize colonies : de ce côté, les Anglais réclamaient presque tout le bassin du Mississippi.

Les Français ne pouvaient acquiescer à de telles prétentions. S'ils étaient prêts à accepter quelque compromis, ils ne pouvaient admettre que l'Acadie fût portée jusqu'au Saint-Laurent ; ils devaient maintenir largement ouverte sur le lac Supérieur la route vers l'ouest, où La Verendrye venait de découvrir les montagnes Rocheuses ; enfin l'Ohio était le passage de l'Illinois et du Michigan au Mississippi. D'autre part, les Anglais étaient décidés à la guerre. Les délibérations de la commission qui, depuis 1748, siégeait à Londres pour régler la question des contestés n'aboutirent à aucun résultat.

LA GUERRE EN PLEINE PAIX. — De fait, la guerre n'avait jamais cessé en Amérique, où les Anglais s'efforçaient toujours d'empiéter sur la vallée de l'Ohio et les Français de s'y installer plus solidement. Ces derniers ayant construit le fort Duquesne, non loin de Pittsburg, une troupe de miliciens de Virginie conduite par un colonel de dix-huit ans, George Washington, s'attaqua à un petit détachement qui formait l'escorte d'un parlementaire, tua celui-ci et occupa le fort Duquesne ; mais Washington ne tarda pas à être rudement délogé de sa conquête par le frère de sa victime. Les Anglais ne furent pas plus heureux au nord. Sur le Monongahéla, où ils avaient capturé des compagnies de la colonie, le général Braddock essuya une défaite complète. Un officier allemand, le baron de Dieskau, se fit battre et prendre sur la route de New-York : ce fut le seul échec subi du côté français.

Comme, malgré tout, le gouvernement de Versailles ne voulait point reprendre la lutte, les Anglais entreprirent de lui forcer la main. Sur l'ordre de Pitt, l'amiral Boscawen s'empara de tous ceux de nos navires marchands qu'il put rencontrer dans l'Atlantique, et, de même que Frédéric II à l'égard des troupes saxonnes, il contraignit nos marins à servir sur la flotte britannique.



LOUIS-JOSEPH, MARQUIS DE MONTCALM DE SAINT-VÉRAN (1712-1759). — Gravure de Sergent. — Biblioth. Nationale. CL. GIRAUDON.

Mieux encore; dans les eaux de Terre-Neuve, deux frégates s'étant trouvées au milieu de la flotte anglaise, leur chef demanda par le porte-voix si l'on était en paix ou bien en guerre. « En paix », lui répliqua-t-on et, presque aussitôt après, une décharge générale mit l'*Alcide* et le *Lys* hors de combat. Force fut donc au roi de France de déclarer la guerre à l'Angleterre (19 juin 1756), au moment où les Anglo-Américains venaient, pour préparer le terrain, de procéder à ce que les victimes elles-mêmes appellent simplement le « grand dérangement » : l'expulsion des Acadiens demeurés dans leur pays, confiants en la parole du roi d'Angleterre.

LA GUERRE NAVALE. —

Pour défendre ses colonies et pour tenir ouverte la route de l'Amérique et des Indes, la France aurait eu la marine nécessaire si Rouillé, puis Machault d'Arnouville, qui avaient entrepris de 1749 à 1757 la restauration de sa puissance navale, n'avaient eu comme successeurs des administrateurs inférieurs à leur tâche et mal secondés par des officiers sans valeur réelle ou divisés par la jalousie. Dès lors, comment lutter contre l'Angleterre qui, à la flotte française, oppose une flotte quatre fois plus nombreuse, et, en outre, bien commandée? La conquête de Minorque est donc la première et la dernière victoire navale de la France, dont, dès 1757, les Anglais attaquent les côtes. Ils font une descente à Cherbourg, pillent les faubourgs de Saint-Malo, bombardent Le Havre, occupent l'île d'Aix à l'embouchure de la Charente, ce qui leur permet de bloquer Rochefort, et tentent d'envahir la Bretagne, mais sont battus à Saint-Cast par le duc d'Aiguillon.

Pour répondre à de tels affronts, on réunit trois corps de débarquement, que La Clue et Conflans doivent transporter sur les côtes anglaises. Mais La Clue, qui part de Toulon, est écrasé par Boscawen à Lagos, sur la côte du Portugal. Quant à Conflans, sa timidité lui fait subir un vrai désastre à Quiberon (30 novembre 1759). Dès lors, la France n'a plus d'armée navale et les Anglais s'emparent de Belle-Ile en 1761. Quant au Canada, il est définitivement coupé



UN CHEF ANGLAIS DE PEAUX-ROUGES : le major Robert Rogers.
— Bibliothèque Nationale.

de la France, sans laquelle il ne saurait se défendre, en dépit de son hiver de six mois.

LA DÉFENSE DU CANADA PAR MONTCALM (1756-1758). —

Heureusement, un convoi parti de Bordeaux sur les bateaux du juif Gradis et sous la direction de Pellegrin, le capitaine du port de Québec, avait transporté à temps au Canada Montcalm et les régiments qui livrèrent la suprême bataille sur les bords du Saint-Laurent : ceux de la Reine, de la Sarre, de Guyenne, de Languedoc, de Royal-Roussillon et un bataillon de Berry. Leur chef était un Méridional petit et vif, plein de cœur et intelligent ; il se rendit bientôt compte de ce qu'il pouvait tirer des milices et des troupes et, avec l'aide de quelques bons lieutenants, Lévis, Bougainville, Sennebergues, il prit constamment l'offensive, parce qu'il se trouvait le plus faible.

Les Anglo-Américains, en effet, avaient tout pour eux : la maîtrise de la mer, le nombre des soldats (ils purent mettre en ligne, à la fin de la lutte, plus de 50 000 réguliers, sans parler du contingent de leurs colonies, peuplées de

1 500 000 habitants, alors que les terres françaises n'en possédaient que 60 000) et l'enthousiasme inspiré par une guerre décisive. Néanmoins, ils ne triomphèrent qu'après une lutte de cinq ans.

De la pointe sud-est du lac Ontario où ils étaient établis, les Anglais pouvaient facilement couper les communications les plus directes de leurs adversaires avec l'Ohio, qui est le chemin de la Louisiane. C'est de ce côté qu'agit d'abord Montcalm. Il déloge l'ennemi du fort Oswego ou Chouaguen (14 août 1756), et Rogers, qui veut rendre coup pour coup, se fait battre près de Carillon. En 1757, c'est le tour du fort William-Henry, à la tête du lac George, que défend le colonel Monroe. Irrités de ces échecs et désireux de les venger, les Anglais attaquent en 1758 dans trois directions, conformément à un plan d'ensemble dont l'idée première appartient, dit-on, à Franklin. Ils débutent par le sud, où les Français ont grossièrement fortifié Carillon (*Ticonderoga* en langue indigène), sur la route de Montréal par le lac Champlain et la rivière Richelieu ; mais

le général Abercromby y subit une cruelle défaite (8 juillet 1758). Par contre, ils emportent l'entrée du Saint-Laurent à Louisbourg, médiocrement défendu, et l'évacuation du fort Duquesne leur ouvre la route des lacs. Voici qui est plus grave encore : victorieuse ou vaincue, la petite armée de Montcalm s'use ; de la métropole, où il est venu plaider à Versailles la cause de la Nouvelle-France, Bougainville n'a pas ramené 400 recrues ! D'avance la partie est donc perdue, d'autant plus que la colonie est livrée aux spéculations de l'intendant Bigot et que Montcalm n'est pas en bonne intelligence avec le gouverneur général, le marquis de Vaudreuil.

WOLFE ET LA PRISE DE QUÉBEC (1759). —

C'est dans de telles conditions que, pendant l'été de 1759, Montcalm dut faire face à l'attaque de Wolfe. Celui-ci, ayant essuyé une défaite sévère à Montmorency, bombarda Québec de ses navires de haut bord, mais sans laisser la résistance de la place. A la veille de battre en retraite, avant que le fleuve ne gelât, Wolfe parvint à débarquer ses troupes à l'ouest de la ville, dans la nuit du 12 au 13 septembre, et à les masser dans les plaines d'Abraham. Là s'engagea un dur



MORT DU GÉNÉRAL WOLFE DEVANT QUÉBEC. — Le commandant des troupes anglaises fut blessé mortellement, le 13 septembre 1759, quelques instants avant que fût également blessé à mort Montcalm, qui défendait la ville. — Gravure de W. Wollett, d'après la peinture de B. West.

CARTE DES COLONIES EUROPÉENNES DANS L'AMÉRIQUE DU NORD (XVIII^e SIÈCLE).

combat, où les Anglais avaient l'avantage du nombre et aussi — du moins sur les miliciens canadiens — celui de l'armement. Les deux généraux en chef furent mortellement blessés. Wolfe, qui succomba immédiatement, eut du moins la vision de la défaite des Français ; tandis qu'agonisait Montcalm, Ramesay, son successeur, capitula (13 septembre 1759).

LA RÉSISTANCE DE LÉVIS (1760). — Du reste des troupes — moins de 3 000 soldats —, Lévis prit alors le commandement. Pendant l'hiver, il travailla à se refaire une armée en y incorporant les plus vaillants des miliciens, puis il rentra en campagne sans attendre la fin de la mauvaise saison. Il espérait pouvoir surgir devant Québec sans être arrêté et enlever la place par surprise. Mais s'il culbuta les Anglais à Sainte-Foye le 23 avril et s'il bloqua étroitement la ville, Murray l'empêcha de s'en emparer avant le dégel du fleuve et l'arrivée de la flotte anglaise.

A la fin de mai 1760, la partie était perdue pour la France. Lévis prolongea néanmoins la résistance. Non contents de terroriser les habitants du Canada, les Anglais concentrèrent sur Montréal plusieurs colonnes. Aussi, après avoir rêvé d'une bataille décisive sous les murs de la ville, puis songé, comme naguère Montcalm, à une retraite générale des soldats, et aussi des Canadiens, sur l'Illinois et sur la Louisiane, Lévis dut se rendre aux raisons de Vaudreuil : le 7 septembre 1760 fut signée la capitulation des derniers débris de l'armée et de toute la colonie.

LA RÉSISTANCE DES SAUVAGES. — Toutefois, les Sauvages ne se soumièrent pas encore. En 1763, un chef de l'Ottawa, Pontiac, tenta de former contre les nouveaux maîtres du Canada une coalition de tribus. Nombre de coureurs de bois se trouvant dans les forêts et sur les lacs, les Anglais, conscients de la gravité du péril qu'ils couraient, ajournèrent le départ de leurs troupes et firent campagne

dans l'Ouest, à travers un pays immense et mal connu. Pontiac succomba et l'échec de sa « conspiration » marqua la fin de la lutte franco-anglaise au Canada au XVIII^e siècle.

ABANDON DE L'AMÉRIQUE DU NORD PAR LA FRANCE. — Auparavant, le traité du 10 février 1763 avait ratifié la capitulation de Montréal et cédé sans aucune restriction la Nouvelle-France et ses dépendances au roi de la Grande-Bretagne. De son côté, Sa Majesté Britannique avait accordé aux habitants du Canada la liberté de pratiquer la religion catholique « autant que les lois de la Grande-Bretagne pouvaient le permettre », et accordé aux Canadiens un délai de dix-huit mois pour se retirer librement en France, à la condition expresse de vendre leurs terres et leurs maisons à des sujets anglais.

La défaite française n'entraîna pas seulement la perte de la Nouvelle-France. Le traité de Paris donna encore à l'Angleterre toute la rive gauche du Mississippi, sauf la Nouvelle-Orléans et une assez large banlieue. Cette ville elle-même, ainsi que le pays s'étendant sur la rive droite du Mississippi et qui couvrait au moins trois fois l'étendue de la France européenne, furent cédés par Choiseul à l'Espagne, en vertu du traité de Fontainebleau, pour dédommager cette puissance de la perte de la Floride, que l'Angleterre lui avait enlevée en 1762. Dès lors, pour un temps, la France ne posséda plus rien dans l'Amérique du Nord.

IV. L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS

LES DÉBUTS DE LA COLONISATION BRITANNIQUE DANS L'AMÉRIQUE DU NORD. — De très bonne heure, les Anglais ont contribué à la découverte de la partie orientale de l'Amérique du Nord ; ils ont aussi participé

à sa colonisation, et d'une façon originale. D'ordinaire, les colons sont envoyés par la métropole aux points où ils doivent s'établir ; les colons anglais, au contraire, sont le plus souvent des exilés volontaires s'en allant par groupes occuper un pays où ils pourront vivre selon leur idéal politique et religieux.

C'est ainsi que les puritains ont fondé au nord la Nouvelle-Angleterre (colonies de Massachusetts, du New-Hampshire, du Connecticut, de Rhode-Island), dont la capitale est Boston, la plus ancienne ville des États-Unis. Au sud, au contraire, des royalistes, parmi lesquels beaucoup de gentilshommes, se sont répartis entre la Virginie et les deux Carolines. A peu près à égale distance de ces deux colonies, il s'en est fondé une de catholiques dans le Maryland, et une autre de quakers en Pensylvanie.

Si des étrangers s'insinuent au milieu de leurs établissements (des Suédois sur la Delaware ; des Hollandais sur le cours inférieur de l'Hudson), les Anglais s'en débarrassent très vite. Dès la paix de Bréda (1667), la Nouvelle-Amsterdam devient la Nouvelle-York (New-York) et les Anglais sont, dès lors, les seuls maîtres du pays ; ils y possèdent douze colonies, auxquelles s'en est ajoutée une treizième au commencement du XVIII^e siècle, la Géorgie, ainsi nommée du roi George I^{er}. Cette Amérique anglaise comprend tout le pays situé entre l'océan Atlantique à l'est, les monts Alleghany à l'ouest, la Floride des Espagnols au sud et, au nord, la Nouvelle-France. Entre le maître de ce pays et celui des douze colonies, la lutte pour la possession de l'Amérique du Nord a commencé dès la fin du XVII^e siècle. Les Bostonnais (car Boston est vraiment alors le centre dirigeant de l'ensemble des colonies anglaises) y ont pris une grande part ; ils ont envoyé, dès 1690, une expédition importante contre Québec ; mais son chef, Phips, a été battu par Frontenac, et, la guerre s'étendant au loin, Lemoyne d'Iberville s'empare de Terre-Neuve et de la baie d'Hudson. Un peu plus tard, le traité de Ryswick sanctionne la défaite des Anglais (1697) ; mais la Succession d'Espagne

ayant bientôt après renouvelé la guerre, la France doit, à la paix d'Utrecht, abandonner la baie d'Hudson, Terre-Neuve, et aussi l'Acadie (c'est-à-dire la Nouvelle-Écosse).

Telle était la situation au début de la « longue paix » qui dura de 1713 jusqu'à la première des deux guerres de Sept ans.

PROSPÉRITÉ DES COLONIES BRITANNIQUES AU MILIEU DU XVIII^e SIÈCLE. — La cause principale de la victoire des Anglo-Américains fut la prospérité des treize colonies. Les habitants du Sud-Est surent en effet créer sur leur territoire des plantations d'une richesse extraordinaire et utiliser la main-d'œuvre africaine pour en tirer le plus grand profit. Ceux de la Nouvelle-Angleterre, dont le sol est médiocre, furent au contraire amenés très vite à vivre de la vie industrielle et commerciale; ils construisirent des navires, entrèrent en relations avec les Antilles; ils y apportèrent du bois et du poisson; ils en rapportèrent des mélasses dont ils firent du rhum, qui constitua la monnaie de troc pour la traite avec les Indiens. En même temps, grâce à un fort excédent des naissances sur les décès, grâce à une immigration considérable, la population s'accrut; elle était, vers 1750, de 1 600 000 blancs et de 6000 noirs.

Si, dans les colonies du Sud, le développement intellectuel ne marchait pas de pair avec l'essor économique, il en allait autrement plus au Nord, où, dès le XVII^e siècle, le Massachusetts possédait l'Université de Harvard, bientôt entourée de celles de Yale, de Princeton au New-Jersey, et de Columbia à New-York, et aussi de l'académie de Philadelphie. Dès 1641, d'autre part, le Massachusetts avait voté le principe de l'instruction obligatoire. L'avance de la Nouvelle-Angleterre était donc considérable; déjà Boston constituait un centre intellectuel important.

Au milieu du XVIII^e siècle, les treize colonies formaient en réalité trois groupes: ceux du Nord (ou de la Nouvelle-Angleterre) et du Sud ou des colonies de plantations, à la population nettement anglaise, et, entre les deux, un groupe de population moins homogène, comptant beaucoup d'étrangers: Hollandais de New-York et de New-Jersey, Suédois, Allemands, huguenots de France. Les habitants du Nord reprochaient aux gens du Sud leurs goûts aristocratiques; ceux-ci critiquaient l'âpreté au gain, l'étroitesse des idées religieuses de leurs censeurs.

Quant aux rapports entre les possessions anglaises et la métropole, ils s'étaient modifiés avec le temps. Au début, le gouvernement de Londres avait été incapable de faire sentir au loin son action; mais, surtout après la chute des Stuarts, les colonies durent se soumettre aux lois du Parlement, et accepter des gouverneurs de la main du roi. Elles gardèrent néanmoins leurs assemblées, et des conflits se produisirent plus d'une fois entre elles et les gouverneurs.



LA VILLE DE SAVANNAH EN 1733. — Elle est établie au milieu des forêts, sur un terre-plein qui domine de 12 mètres les eaux de la Savannah, où se trouvait antérieurement le village indien Yamacraw. Déjà la palissade est amorcée et le fortin a été élevé; l'emplacement du temple est réservé. Sur la berge du fleuve se dresse la tente du général Oglethorpe, le fondateur de la ville. — Gravure de Fourdrinier. — Bibliothèque Nationale.

LE CONFLIT ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COLONIES. — De tels conflits n'étaient rien, toutefois, comparés à celui qui éclata après la conquête de la Nouvelle-France et dont, si les responsabilités sont partagées, la plus grave incombe au roi George III, qui entendit imposer despotiquement sa volonté aux colons d'Amérique. Ces colons étaient sans doute des Anglais conscients de la fraternité qui les unissait aux habitants de la mère patrie, avec lesquels ils avaient vaincu la France; mais que de différences entre ces frères! En Europe se juxtaposaient un peuple de pauvres et une minorité de grands seigneurs très riches; en Amérique, il existait une hiérarchie sociale. Si les planteurs de la Virginie et quelques familles anciennes de la Nouvelle-Angleterre occupaient le premier échelon, il n'était défendu à personne de s'élever par son labeur et son intelligence; au total, la grande masse vivait dans une médiocrité dorée, récompense du travail et d'une vie régulière. D'autre part, Anglais et Américains parlaient la même langue, mais les fins lettrés de Londres découvraient les fautes d'accent et les idiotismes des coloniaux. L'accord n'existait pas, non plus, au point de vue religieux, les Américains n'acceptant aucunement la suprématie, et même difficilement la présence de la Haute Église. En somme, l'Océan constituait une frontière beaucoup trop large, une coupure beaucoup trop profonde pour que la séparation ne fût pas fatale. Peut-être, grâce à des ménagements, eût-on pu la prévenir ou la retarder: mais la maladresse de George III et de ses conseillers la précipitèrent.

LES PREMIERS ESSAIS DE TAXATION. — C'est à propos de taxes financières que le conflit éclata. La guerre de Sept ans ayant coûté très cher à l'Angleterre, on jugea équitable que les treize colonies prissent part à la dépense, elles qui avaient eu le gros bénéfice de la victoire. Mais comment fourniraient-elles leur contribution? Elles acceptaient bien que le Parlement d'Angleterre les frappât des taxes extérieures, c'est-à-dire des droits de douane à l'entrée ou à la sortie, sur la côte; par contre, elles entendaient conserver pour leurs assemblées coloniales le droit de fixer les taxes intérieures. C'est sur ce point qu'on ne put s'entendre, George III prétendant que tous les impôts perçus dans l'Amérique anglaise fussent votés à Londres.

Au lendemain de la chute du grand ministère de Pitt et de Newcastle, un des membres du cabinet Grenville, Rockingham, s'aperçut que les lois sur le commerce n'étaient plus appliquées au Massachusetts. En vain stimula-t-il le zèle des agents des douanes; celui-ci se heurta à une résistance insurmontable, la population des colonies n'ayant jamais accepté les « Acts of Trade », et l'on donna aux fonctionnaires des mandats spéciaux de perquisition. De là des protestations ardentes, les Américains ayant, disait-on, les mêmes droits que les sujets métropolitains de Sa Majesté; un jeune avocat de Virginie, Patrick Henry, proclama qu'il ne fallait plus obéir à George III, et un congrès général donna raison aux protestataires.



LA BOUILLOIRE À THÉ. — Le Temps montre sur un écran, aux peuples étonnés, les Bostonnais déguisés en Indiens et mettant en fuite les agents du fisc chargés de percevoir les droits sur le thé (Allusion à la Tea party de Boston en 1773). — Gravure allégorique de la fin du XVIII^e siècle.



DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE AMÉRICAINE, le 4 juillet 1776. — Les cinq membres chargés de rédiger le texte de la déclaration — Franklin, Jefferson et John Adams sont les trois principaux — remettent ce document, en présence des membres de l'Assemblée, à son président Harnock. — Gravure de Jazet d'après la peinture murale de J. Trumbull au Capitole de Washington.

Un peu plus tard (1764), Grenville fit voter par le Parlement de nouvelles taxes, interdit l'importation du rhum ne provenant pas d'une colonie britannique et étendit la liste des articles ne pouvant être exportés qu'en Angleterre ; bientôt après (1766), tous les articles coloniaux furent compris dans cette restriction. Pour appliquer sa loi douanière, le ministre de George III fit passer en Amérique des agents pour empêcher la contrebande et les juges d'Amirauté infligèrent de lourdes contraventions aux fraudeurs. Désormais, les Américains n'eurent pas la faculté, sans payer des droits prohibitifs, de recevoir les mélasses qu'ils faisaient venir des Antilles françaises. C'était, à brève échéance, la mort de la distillerie de la Nouvelle-Angleterre, la fin de la traite des nègres en Guinée, la disparition des pêcheries et la ruine.

L'IMPOT DU TIMBRE ET L'IMPOT DU THÉ. — Après la chute de Grenville, la même politique continua de prévaloir. Avec le ministère Rockingham, on perçut l'impôt du timbre, qui d'ailleurs ne rapporta rien, et qui, sur l'intervention de Pitt, ne tarda pas à être aboli. A son tour, le cabinet Townshend (1767-1770) supprima quelques anciennes taxes, mais en établit de nouvelles. Aussi la résistance commença-t-elle à s'organiser. Les marchands de Boston, de New-York, de Philadelphie, décidèrent de ne plus accepter de marchandises anglaises, et les exportations métropolitaines subirent une diminution considérable. Puis, le *Liberty* étant entré dans le port de Boston, on enferma dans la cale le receveur des douanes et on ne le délivra qu'après déchargement complet de la cargaison ; finalement, les commis des douanes furent obligés de se réfugier sur un navire de guerre. Alors, le gouvernement se décida à envoyer deux régiments dans la ville et le « massacre » de Boston coûta la vie à cinq de ses habitants (5 mars 1770).

Pour apaiser le conflit, un nouveau ministre, lord North, supprima les taxes, sauf une seule, très faible, la taxe sur le thé. Mais bientôt, afin de favoriser la Compagnie des Indes, il autorisa la vente directe du thé en Amérique et les ainsi beaucoup d'intérêts en supprimant beaucoup d'in-

termédiaires. Alors une troupe de Bostonnais, déguisés en Peaux-Rouges, d'envahir les bateaux qui étaient au port et d'en jeter le thé à la mer.

La « partie de thé » de Boston provoqua un grand enthousiasme en Amérique ; mais, par contre, suscita une indignation générale en Angleterre, où le gouvernement décida aussitôt des représailles. Le général Gage débarqua donc à Boston (mai 1774) et ferma aussitôt le port pour ne le rouvrir, déclara-t-il, que le jour où la ville aurait réparé le dommage fait par elle à la Compagnie. En même temps, on publiait l'acte de Québec, autrement dit la charte constituée du Canada, que venait de voter le Parlement britannique, et qui, mal connu des Américains, fut pour eux une nouvelle cause de griefs. Avant même l'arrivée de Gage, la ville de Boston avait demandé l'appui des autres colonies. La Virginie convoqua alors une réunion générale, qui s'ouvrit à Philadelphie le 5 septembre 1774.

LE CONGRÈS DE PHILADELPHIE ET LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE. — Sauf la Géorgie, toutes les colonies étaient représentées à ce Congrès, qui vota une déclaration des droits et des adresses, d'une modération remarquable, au roi et au peuple d'Angleterre.

L'influence des tories, qui ne veulent pas de séparation, s'y manifeste nettement ; mais voici que, le 20 octobre 1774, le parti de l'action organise l'association continentale pour mener la lutte économique contre la mère patrie. Si le ministre anglais ne cède pas, tout commerce entre l'Angleterre et l'Amérique sera interrompu en deux étapes : le 1^{er} décembre 1774 pour l'importation anglaise en Amérique, le 10 décembre 1775 pour l'exportation américaine en Angleterre. Puis on forme des comités de bons citoyens pour surveiller les récalcitrants, et c'est contre les tories une véritable persécution. Franklin, qui a vainement négocié à Londres, rentre en Amérique au printemps de 1775, et l'Assemblée du Massachusetts, dissoute par Gage, mais reconstituée hors Boston, s'occupe de réunir des armes. La guerre ne peut plus être évitée ; car George III, en réponse à la « branche d'olivier », comme disaient les Américains, que lui a envoyée le Congrès, déclare ceux-ci rebelles et interdit tout commerce avec eux (23 août 1775). Puis la flotte anglaise brûle deux villes ouvertes : Falmouth dans le Maine et Norfolk en Virginie. Alors Washington, que le Congrès a déjà désigné comme chef de l'armée des colons, arbore à son quartier général le premier drapeau de l'indépendance, un drapeau rouge à raies blanches, et, le 6 avril 1776, le Congrès ouvre les ports de la



MORT DU GÉNÉRAL MONTGOMERY DEVANT QUÉBEC (31 décembre 1775). Gravure de W. Ketterlinus d'après la peinture de John Trumbull.



LE GÉNÉRAL WASHINGTON (1732-1799).

Dans ce tableau, spécialement peint pour La Fayette, peut-être par Trumbull, l'artiste s'est plu à évoquer le souvenir de la coopération franco-américaine. Aussi les deux drapeaux : américain (aux treize étoiles symbolisant les treize premiers États de la Confédération) et français (blanc semé de fleurs de lis) se dressent-ils, accolés, derrière le triomphateur, aux pieds duquel gisent les drapeaux de l'ennemi vaincu. — Œuvre appartenant à M. Xavier de Pusy, descendant de La Fayette. (L. GRAUDON.)



BENJAMIN FRANKLIN (1706-1790), l'un des fondateurs de l'indépendance américaine, venu en France pour négocier le traité d'alliance du 6 février 1778. — Buste de Houdon. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

contrée à toutes les nations, sauf l'Angleterre. Un peu plus tard, la nouvelle des « traités infâmes » conclus par le gouvernement anglais avec le duc de Brunswick et le landgrave de Hesse, pour leur acheter des hommes destinés à combattre au Nouveau Monde, porte l'exaspération à son comble ; la motion d'indépendance est votée par douze colonies sur treize, les représentants de New-York s'étant abstenus. La célèbre Déclaration des droits, rédigée par Jefferson, d'une inspiration si française, affirme que les colonies unies ont le droit d'être

des États indépendants, qu'elles ont pleine autorité pour faire la guerre, conclure la paix et contracter des alliances.

Pour beaucoup de raisons, la lutte devait être longue. L'étendue du champ de bataille (du Saint-Laurent à la Caroline du Sud, c'est la distance de Paris à Gibraltar), l'existence de grands fleuves larges et profonds (l'Hudson, la Delaware, le Potomac), ne sont pas les seules dont il faille tenir compte. En fait, aucun des adversaires n'a le moyen d'accabler l'autre.

L'armée des *Insurgents*, dont les cadres sont ceux des anciens régiments de milices qui ont fait campagne pendant la guerre de Sept ans, est recrutée par engagements de six mois et les volontaires n'ont pas une instruction militaire très solide ; néanmoins ces coloniaux savent généralement se servir du fusil, car il y a parmi eux des chasseurs de fourrures ; ils ont de l'élan et de l'enthousiasme.

L'armée anglaise n'est pas mauvaise, mais elle est mal préparée à une telle guerre et, comme elle manque bientôt d'hommes, le gouvernement de Londres en est réduit, pour compléter ses effectifs, à acheter des soldats aux princes du Rhin ; enfin les chefs ne sortent point de la médiocrité.

Quant au général en chef des Américains, George Washington, c'est un planteur de Virginie, de famille aristocratique, et très riche. Il a pris une part honorable dans la conquête des colonies françaises. S'il n'a point passé par les écoles de l'Europe, s'il n'a pas été formé par la méthode prussienne, il connaît toutefois son métier et il a de l'expérience. Ses qualités maîtresses sont l'endurance, le sang-froid, l'optimisme ; il met de la discipline dans ses troupes improvisées et, à l'occasion, il se montre justicier impitoyable ; il est vraiment un chef.

L'INVASION DU CANADA. — Les Américains débutèrent par un coup d'audace : ils envahirent le Canada, Québec étant alors la plus grande forteresse de l'Amérique du Nord, et, du moins dans la belle saison, son plus beau port. La partie eût été gagnée aux trois quarts s'ils avaient pu s'en emparer ; mais ils avaient mal choisi leurs chefs, Arnold et Montgomery. S'ils entrèrent aisément à Montréal, si même ils rallièrent à leur cause une partie des habitants, ils échouèrent devant Québec. Les habitants répondirent à l'appel du gouverneur, le général Carleton, l'assaut fut repoussé, et ce fut bientôt la retraite générale des envahisseurs.

PRÉLIMINAIRES DE L'INTERVENTION FRANÇAISE. — En France, où l'événement était prévu depuis longtemps, on suivait avec une attention passionnée les progrès de la révolution américaine. Dès la première heure, on y prit naturellement parti pour les Américains. Aux Français, qui n'oubliaient pas les humiliations de la guerre de Sept ans et qui déploraient toujours la cession du Canada, cette bataille d'outre-mer faisait en effet entrevoir une revanche. Mais, chez le plus grand nombre, un autre sentiment dominait : les Américains avaient le mérite d'être les champions de la liberté. De la capitale et de ses salons, l'émotion gagna les provinces

les plus éloignées. Ainsi, par l'exemple, la Révolution américaine contribua à préparer la Révolution française.

Les hommes du Congrès de Philadelphie envoyèrent d'abord à Paris Sileas Deane, puis Benjamin Franklin, un savant, — l'inventeur du paratonnerre, — un philosophe — ce « Bonhomme Richard » qui enseignait la sagesse avec une bonne grâce toute socratique — et, par surcroît, le plus adroit des diplomates. Franklin fut bientôt de toutes les fêtes et commença de négocier avec le gouvernement de Versailles. Tandis que celui-ci hésitait à s'engager dans une voie qui menait sûrement à la guerre, des Français se jetaient dans la mêlée. Un jeune officier, tenant garnison à Metz et âgé tout juste de vingt ans, La Fayette, passa la mer et offrit ses services à Washington, qui le prit aussitôt pour aide de camp, avant de le mettre hors de pair et lui donner à commander une division de l'armée américaine. Le Polonais Kosciusko, l'Allemand Stendon se mirent aussi au service des Américains.

Non moins que de soldats, l'Amérique avait besoin d'armes et de matériel militaire. La cour de France et la cour d'Espagne, — celle-ci suivait la cour de France à cause du Pacte de famille, — résolurent de consacrer des sommes importantes à venir en aide aux *Insurgents*. Comme la chose devait être tenue secrète, l'auteur du « Mariage de Figaro » accepta le rôle d'intermédiaire responsable.

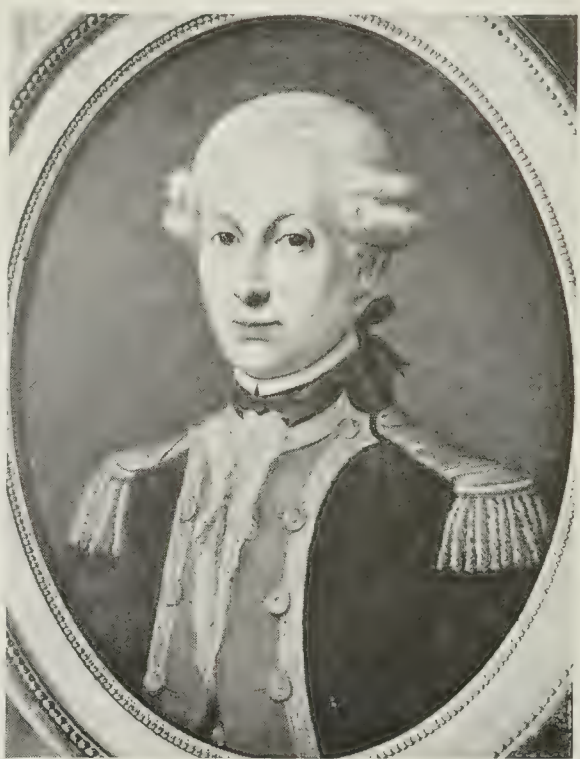
Cependant, les opérations militaires se poursuivaient, en 1776 et en 1777, sans donner aucun résultat. Washington avait pris Boston, mais les Anglais l'avaient chassé de New-York et contraint de se retirer dans la vallée de la Delaware ; s'ils eussent mené la poursuite avec une énergie suffisante, leur victoire eût probablement été décisive : ils perdirent du temps et un de leurs détachements fut surpris à Trenton.

Washington étant revenu dans la banlieue de New-York, Howe entreprit une nouvelle offensive, qu'il mena jusqu'à Philadelphie, le siège du Congrès et en quelque sorte la capitale de la nouvelle République. Heureusement les Américains remportèrent alors une victoire inespérée. Les Anglais avaient formé au Canada une armée destinée à conquérir la Nouvelle-Angleterre ; son chef, le général Burgoyne, l'égara dans la grande forêt qui fait suite à la frontière canadienne, se laissa battre en détail, et surtout affamer par le général Gates ; finalement, il se rendit à Saratoga (17 octobre 1777).

A cette nouvelle, l'enthousiasme de l'opinion française entraîna le gouvernement à conclure avec les *Insurgents*, à la date du 6 février 1778, un traité d'amitié et de commerce et un traité d'alliance garantissant leur souveraineté aux treize colonies. La Grande-Bretagne rappela aussitôt son ambassadeur, et les hostilités commencèrent (1778).

Outre qu'il donnait satisfaction au parti des philosophes, cet accord était conforme aux traditions diplomatiques d'après lesquelles la monarchie française avait protégé les cantons suisses, les Provinces-Unies, les États allemands.

Une première mission officielle fut confiée à Conrad-Alexandre Gérard, chargé, aux termes de ses instructions : 1^o de donner au Congrès l'assurance que les parties ne concluraient pas de paix séparée et que le roi de France ne déposerait pas les armes tant que la Grande-Bretagne n'aurait pas reconnu « l'indépendance plénière et absolue des treize États unis » ; 2^o de préparer un accord entre l'Espagne et le Congrès ; 3^o de décider les Américains à ne pas s'emparer du Canada, comme ils en avaient formé le projet ; car le voisinage des Anglais contribuerait à maintenir les Américains dans leurs sentiments de fidélité à l'amitié française.



GILBERT MOTIER, MARQUIS DE LA FAYETTE (1757-1834). — Peinture attribuée à David, appartenant à madame de Corcelle. Château de Beaufossé, Orne. CL. GIRAUDON.



REDDITION DE SARATOGA. — Le 17 octobre 1777, le général Burgoyne remet son épée au général Horace Gates. — Gravure de Godefroy, d'après Fauvel.

LES PREMIÈRES BATAILLES FRANCO-ANGLAISES. — Elles débutèrent par ce combat singulier de la *Belle-Poule* et de l'*Aréthuse*, d'où la *Belle-Poule* se tira avec honneur. La bataille d'Ouessant, livrée à la sortie de Brest par la grande flotte de d'Orvilliers à la flotte anglaise de l'amiral Keppel (27 juillet 1778), prouva, dès le début, que les efforts de Choiseul et de Sartines n'avaient pas été vains : la marine française sut pendant quatre ans, sur tous les océans, de la mer des Antilles à la mer des Indes, tenir tête à ses adversaires, assurer la liberté des mers, maintenir largement ouvertes les routes de l'Amérique, et y transporter la petite armée qui donna le coup décisif.

Une escadre de douze vaisseaux et de quatre frégates, sortie de Toulon sous les ordres de d'Estaing, après la victoire d'Ouessant, put librement cingler vers l'Amérique. A son approche, les Anglais évacuèrent Philadelphie et revinrent sur la côte; Washington les poursuivit, mais l'aide française ne lui permit pas de leur reprendre New-York, comme il l'avait un moment espéré. L'amiral français, de son côté, échoua dans sa tentative pour fusionner Américains et Canadiens en un seul peuple. C'est que l'Acte de Québec n'avait pas seulement mis fin à la tyrannie des militaires et des bureaucrates; il donnait aussi aux Canadiens un régime constitutionnel, des libertés et des droits, garantissait l'exercice de la religion catholique, et permettait à ceux qui professaient cette religion l'admissibilité à tous les emplois, nonobstant le bill du Test. Malheureux dans l'Amérique du Nord, où il subit encore un échec à Savannah, d'Estaing passa aux Antilles, où Bouillé, gouverneur des îles françaises, avait pris la Dominique, mais les Anglais s'étaient emparés de Sainte-Lucie.

L'INTERVENTION ESPAGNOLE (1779). — L'Espagne, dont l'Angleterre avait refusé la médiation, intervint dans la lutte en 1779, après avoir obtenu de la France la promesse de ne point signer la paix avant qu'elle-même ne fût rentrée en possession de Gibraltar et de Minorque (12 avril 1779); il fut en outre convenu, à la demande du cabinet de Madrid, qu'on tenterait une descente en Angleterre.

Pendant que les Espagnols commençaient le siège de Gibraltar, le comte d'Orvilliers prenait le commandement de la flotte alliée et du corps de débarquement réuni en Normandie; mais l'entreprise, mal engagée et contrariée par les circonstances, aboutit finalement à un échec.

Les Antilles, d'Estaing prit Saint-Vin-



HORACE GATES (1728-1806). — Gravure du temps. — Bibliothèque Nationale.

cent et la Grenade, livra aux Anglais une bataille qui fut bien près de tourner à son avantage (6 juillet), mais fut moins heureux devant Savannah.

Comme dans l'Amérique du Nord, aux Antilles et en Europe, Français et Anglais se mesuraient sur la côte occidentale d'Afrique. Là, en vertu du traité de Paris de 1763, les Anglais, s'ils avaient laissé à la France le petit îlot de Gorée, bien placé en face du cap Vert, s'étaient établis à Saint-Louis, à l'embouchure du Sénégal : cette ville leur fut enlevée en 1779.

L'amiral anglais le plus réputé, Rodney, se trouvait alors à Paris, retenu par des créanciers auxquels il devait 200 000 livres; un jour qu'il s'en plaignait dans un salon, assurant qu'il saurait conduire les flottes britanniques à la victoire, le maréchal duc de Biron répondit de sa dette : geste courtois, mais imprudent et maladroit qui devait nous coûter cher.

Les Alliés étaient toujours devant Gibraltar. L'amiral Rodney détruisit une escadre de secours, fortifia la place, puis cingla vers l'Amérique.

Le comte de Guichen, qui avait succédé à d'Estaing, s'y mesura bravement avec lui et opéra sa jonction, à La Havane, avec l'escadre espagnole de l'amiral Solano (19 juin); mais les deux chefs ne purent s'entendre pour réaliser les projets formés contre les possessions anglaises.

LA LIGUE DES NEUTRES. — Une lutte aussi acharnée, et dans laquelle ils n'étaient pas toujours victorieux, exaspéra les Anglais. Si longtemps maîtres des mers, ils n'acceptaient point qu'on leur en disputât la suprématie, et, comme ils n'admettaient pas non plus qu'on pût ravitailler les Américains, ils voulurent imposer aux neutres le droit de visite; mais l'impératrice Catherine II publia un manifeste stipulant que les vaisseaux neutres navigueraient librement d'un port à un autre et sur les côtes des puissances belligérantes, et que les marchandises ennemies, à l'exception des munitions et de la contrebande de guerre, seraient garanties sur les vaisseaux neutres (26 février 1780). La France adhéra le 25 avril 1780 à la *Ligue des neutres*, à laquelle accédèrent successivement les États-Unis, l'Autriche, l'Espagne, le Portugal, la Suède, le Danemark, la Prusse et la Hollande. Pour faire respecter le manifeste, la Russie, le Danemark et la Suède constituèrent même une flotte combinée, d'où la dénomination de *Ligue de neutralité armée*, et la Baltique fut fermée aux bâtiments de guerre des belligérants.

Les Anglais risquaient de jeter certaines puissances neutres dans l'alliance de la France et de l'Espagne. Ils le comprirent et, rongé par leur frein, ils se soumièrent aux injonctions de la Ligue; mais ils entendirent se venger de la Hollande, dont ils savaient les colonies sans défense; ils rompirent avec elle, et elle entra dans la coalition.

Dès le début de la guerre avec la Hollande, Rodney reçut l'ordre d'attaquer Saint-Eustache, dont il s'empara. A la fin de juin 1781, Guichen partit de Brest pour rallier à Cadix l'escadre de Cordova : la flotte combinée réussit à jeter sur les plages de Minorque 10 000 Espagnols, commandés par le duc de Crillon (21 août).

ENVOI DE TROUPES FRANÇAISES EN AMÉRIQUE; CAPITULATION DE YORKTOWN. —

Cette guerre navale, qui s'étendait à tous les océans, de la mer du Nord aux tropiques, ne pouvait à elle seule donner de solution. En réalité, l'indépendance de l'Amérique ne devait être conquise que sur le sol américain. Or, la guerre y languissait lamentablement, car Washington manquait de recrues et les États fédérés semblaient avoir beaucoup de peine à maintenir entre eux la concorde et l'unité de vues. C'est alors que le Congrès de Philadelphie demanda à Louis XVI d'expédier en Amérique un corps expéditionnaire français : le roi répondit à cet appel par l'envoi d'une petite division de

6 000 hommes d'élite, commandés par Rochambeau.

Lorsque la flotte du comte de Grasse débarqua à New-Port, tout près de New-York, le marquis de Rochambeau et son corps expéditionnaire, Clinton renonçant à la conquête des régions du nord, concentra ses forces vers le sud, dans le dessein d'occuper la Virginie. Les Anglais, déjà maîtres de la Géorgie, entendaient, par la conquête du pays situé plus au nord, donner aux Américains le coup de grâce. Aussitôt Washington, Rochambeau et de Grasse transportèrent leurs bataillons et leurs vaisseaux vers la Caroline menacée. Très vite, le principal lieutenant de Clinton, Cornwallis, qui avait du reste très peu de monde, fut bloqué dans Yorktown, et, au bout de huit jours, la ville capitula (19 octobre 1781).

Sept mille soldats, sans compter les matelots, se constituèrent prisonniers. L'Angleterre ne possédait plus en Amérique que Charleston, Savannah et New-York.

SIÈGE DE GIBRALTAR. — AUX ANTILLES, BATAILLE DES SAINTES. — AUX INDES, VICTOIRES DU BAILLI DE SUFFREN. — « Mon Dieu, tout est perdu, » s'était écrié lord North à la nouvelle de la capitulation de Yorktown. De fait, la partie était gagnée pour les Américains et les Anglais ne tardèrent pas à abandonner New-York; mais la guerre dura néanmoins près de trois ans encore, car ils entendaient rétablir leur prestige avant de traiter. Ils essayèrent de le faire aux dépens de la France. Gibraltar, défendu par le général gouverneur Elliot, était assiégé depuis 1778; le duc de Crillon dirigeait les opérations.

L'ingénieur d'Arçon imagina d'enlever la place par mer au moyen de dix batteries flottantes, soutenues par une flottille de canonnières et par la grande flotte franco-espagnole de quarante-cinq vaisseaux de ligne, aux ordres de l'amiral Cordova. Mais la flotte ne put, par suite de l'état de la mer, prendre part à l'action et seconder l'attaque simulée du côté de la terre. Peu après, à la faveur d'une tempête, la place fut ravitaillée.

La levée du siège de Gibraltar fut pour les Anglais une première satisfaction; ils en obtinrent une autre aux Antilles. Après la prise de Yorktown, l'amiral de Grasse, à la suite de nombreuses maladroites, fut battu et pris aux Saintes par Rodney (13 avril 1782). Vaudreuil, qui avait rallié les navires échappés au désastre, put, par la suite, honorablement tenir tête à l'ennemi.

Le plus illustre des chefs de la flotte française était entré en ligne. Cet ancien chevalier de Malte, le bailli de Suffren, n'était devenu chef d'escadre qu'en 1779; il donna sa mesure dès qu'il put agir à sa guise. Parti de Toulon avec le comte de Grasse, il avait, à la sortie du détroit de Gibraltar, tourné vers la gauche, et, tout en contournant l'Afrique, battu une division ennemie aux îles du Cap-Vert, puis secouru la colonie hollandaise du Cap; enfin, après avoir refait ses



BATAILLE D'OUessant. — Le 27 juillet 1778 fut livrée, au large de l'île d'Ouessant, la bataille qui mit aux prises les vaisseaux français *Ville de Paris* et *Bretagne*, sur lequel était le comte d'Orvilliers, et le bâtiment anglais *Victoire*, ayant l'amiral Keppel à son bord. — Gravure de R. de Montigny. — Bibl. Nat.

équipages à l'île de France, il avait gagné les mers de l'Inde. Dans ce pays, un allié de la France, Haïder-Ali, sultan de Mysore, résistait avec peine aux troupes de la Compagnie anglaise; l'arrivée de Suffren le sauva. Cet admirable marin livra sur les côtes de l'Inde un grand nombre de combats, dont il ne sortit pas constamment vainqueur; mais habile manœuvrier, gardant toujours son sang-froid, il tira le meilleur profit de ses succès et réduisit à peu de chose les succès des autres. Il prit Négapatam et Trinquemalé (1782) et remporta enfin une très belle victoire à Gondelour (janvier 1783). A ce moment, les négociations pour la paix étaient près d'aboutir, mais les dernières victoires de Suffren n'influèrent pas sur les clauses du traité de Versailles, étant encore ignorées en Europe.

PAIX DE VERSAILLES (1783). — On comprend difficilement que la France ait conclu la paix en 1783, si l'on ne tient compte de diverses considérations. Depuis longtemps, dès la capitulation de Yorktown, sinon plus tôt, les libéraux anglais avaient accepté l'idée d'une Amérique indépendante. D'autre part, les Américains avaient promis de ne point conclure la paix avant que la France y fût résolue, et la France, de son côté, avait intérêt à continuer une lutte où se pouvaient réparer les dommages de la guerre de Sept ans; mais elle avait grand-peine à trouver de l'argent, et le moment vint, après les ministères de Turgot et de Necker, où il parut raisonnable, sinon même nécessaire, de mettre un terme à de trop lourdes dépenses. L'impatience des Américains, désireux de s'organiser, brusqua le dénouement et hâta la conclusion de la paix, qui fut signée à Versailles le 3 septembre 1783.

La Grande-Bretagne reconnaissait l'indépendance des treize colonies et leur cédait toute la partie de la Louisiane qu'elle avait enlevée à la France en 1763, comme aussi la partie méridionale du Canada.



YORKTOWN EN VIRGINIE, où Washington et Rochambeau cernèrent le général anglais Cornwallis. — Gravure de Le Rouge. — Bibl. Nat.



LA CAPITULATION DU GÉNÉRAL CORNWALLIS A YORKTOWN (19 oct. 1781) décida de l'indépendance des États-Unis. — Dessin de Marillier.

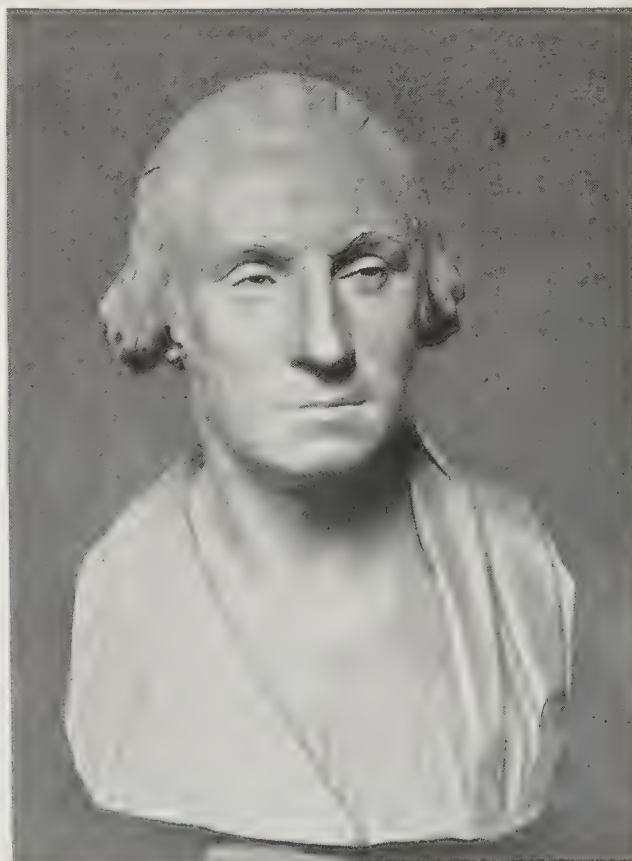


ENTREVUE DU BAILLI DE SUFFREN ET D'HAÏDER-ALI AU MOIS DE JUIN 1782. — « Jusqu'à présent, aurait dit le despote indien en abordant Suffren, je me suis cru un grand homme ; depuis que tu as paru sur cette île, tu m'as éclipsé. » — Gravure de Sergent. — Bibl. Nat.

L'Espagne conservait Minorque et la Floride, qu'elle avait reprises pendant la guerre. La Hollande rentrait en possession de ses colonies perdues, sauf Négapatam, qu'elle céda à l'Angleterre.

La France recouvrait en Amérique Tabago, Sainte-Lucie, Saint-Pierre et Miquelon, et le droit de pêche lui était exclusivement reconnu sur la côte occidentale et septentrionale de Terre-Neuve ; mais elle rendait à l'Angleterre la Dominique, la Grenade, Saint-Vincent, Saint-Christophe, Montserrat. En Asie, elle obtenait la restitution de Chandernagor, de Mahé, de Pondichéry.

LA FRANCE EN INDOCHINE. — Si elle avait contribué à assurer l'indépendance des États-Unis, donc à infliger un échec à la Grande-Bretagne sur le terrain colonial, et à fonder une grande république démocratique, elle n'obtenait pas, au point de vue territorial, des satisfactions propres à effacer les clauses regrettables du traité de Paris. Cependant, le comte de Montmorin, dont la politique extérieure eut un caractère négatif, témoigna en Extrême Orient de quelque initiative. Louis XVI s'intéressait personnellement aux questions maritimes et à la géographie. Son gouvernement, plus d'une fois, manifesta des velléités de mettre en valeur les débris de l'empire colonial demeurés en possession de la France après le traité de Paris ou recouvrés par elle en 1783. De là, pendant que la prospérité de Saint-Domingue et des petites Antilles atteignait son apogée, un nouvel essai, peu heureux, de colonisation à la Guyane ; de là, à Madagascar, les tentatives du baron de Benyowski, qui, après s'être targué de soumettre la grande île à la France, songea à s'y tailler un royaume indépendant (1784). Quand, un peu plus tard, Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran, sollicita la cour de France de porter secours à l'empereur détrôné de Cochinchine, Nguyễn Anh, le futur Gia-Long, et de le rétablir dans ses États (1787), Louis XVI n'hésita pas à signer un traité qui, en échange des secours demandés, donnait à la France la baie de Tourane avec quelques îles sur la côte orientale de l'Annam. Si cet accord demeura lettre morte et si l'honneur de rétablir Nguyễn Anh sur le trône revint en fin de compte au seul évêque d'Adran, Louis XVI et son ministre Montmorin n'en eurent pas moins le mérite d'avoir, à la veille de la Révolution, voulu jeter les bases d'un établissement français en Indochine.



GEORGE WASHINGTON (1732-1799). — Buste de Houdon. — Musée du Louvre.

LA CONSTITUTION AMÉRICAINE DE 1787. — Cependant, aux États-Unis, les années qui suivaient immédiatement la guerre de l'Indépendance — on les a appelées la période critique — étaient troublées par des complications plus ou moins graves.

La Grande-Bretagne avait cédé au nouvel État un vaste territoire entre les Alleghany et le Mississipi ; sans en attendre le partage, les différentes colonies se hâtèrent d'en prendre possession. La Virginie, les deux Carolines, le Massachusetts, le Connecticut, la Géorgie, New-York émirent des prétentions par lesquelles le New-Jersey, le Delaware et le Maryland se déclarèrent lésés. La querelle eût pu avoir de grandes conséquences si les gens avisés n'avaient imaginé une solution que tout le monde finit par accepter : dans l'Ohio et dans le centre fut créé un domaine national où seraient établies six colonies, et, le jour où le nombre des colons y serait devenu suffisant, ces territoires seraient admis à égalité par les États.

Il fallait aussi donner satisfaction à l'armée, c'est-à-dire au petit nombre d'officiers et de soldats qui, en prenant part à une si longue lutte, avaient souvent compromis leur avenir et celui des leurs ; Washington plaida leur cause et obtint pour eux du Congrès, en manière de pension, la demi-solde durant toute leur vie. Mais le Congrès étant revenu sur sa décision, une crise nouvelle détermina une nouvelle intervention de Washington, qui sut faire accorder aux soldats une solde de sept ans. Bien qu'elle fût républicaine, cette armée aurait fait de Washington un dictateur, s'il l'eût voulu ; le citoyen très honnête et très désintéressé qu'était ce grand homme repoussa l'offre et de très haut.

Enfin, il était urgent de mettre au point la Constitution de 1777, qui avait, en pleine guerre, organisé provisoirement un gouvernement des « États unis d'Amérique ». L'entreprise était délicate, car il s'agissait de concilier les tendances unitaires et les tendances particularistes. Sans doute la révolution avait provoqué un véritable élan vers l'unité et Patrick Henry avait proclamé qu'il ne devait plus y avoir de frontières entre les colonies. Mais, par la suite, les traditions avaient si bien repris leur force que la Confédération fut d'abord, et longtemps, un simple être de raison.

La crainte des mouvements populaires, — il y eut des émeutes, au Massachusetts notamment, — détermina la réunion à Philadelphie, en 1787, d'une Convention chargée d'établir et de faire ratifier par les États un projet de Constitution.

Si tous étaient d'accord sur la nécessité d'établir un pouvoir fort et uni devant l'étranger, les treize colonies n'entendaient pas renoncer complètement au profit de l'Union à leur souveraineté ; l'autorité du gouvernement fédéral devait se concilier avec l'autonomie des États et ne pas les réduire au rôle de simples circonscriptions administratives. Ce fut la préoccupation essentielle des rédacteurs de la Constitution, qui voulurent en outre que le pouvoir des représentants du peuple ne fût pas absolu et que la conformité des lois avec la Constitution ou même

avec le droit naturel fût maintenu par une juridiction suprême. Ces idées, d'inspiration anglaise, tirent leur origine des conditions historiques dans lesquelles s'étaient développées les treize colonies ; mais les rédacteurs de l'acte fédéral subirent aussi l'influence des philosophes et des publicistes français ; notamment, ils empruntèrent à Montesquieu le principe de la séparation des pouvoirs.

Combinée par les plus fameux hommes d'État, des juristes, des patriotes, Washington, Madison, Mason, Franklin, Governor Morris, l'ordonnance de 1787, œuvre de la Convention fédérale, donna la formule transactionnelle qui fut acceptée par tous les États, non sans résistance, car l'un d'eux n'y adhéra qu'en 1790.

La Constitution faisait de chaque ancienne colonie, de chaque « État », un organisme autonome, pourvu d'institutions particulières (Parlement composé de deux Chambres ; gouverneur nommé par le peuple), pleinement souverain en dehors des matières que s'était expressément réservées le *gouvernement fédéral*, à savoir la politique extérieure de l'Union, l'entretien et le commandement des armées et des flottes, le droit de battre monnaie, le service postal, la « prospérité commune » des États.

Depuis 1776, les affaires d'intérêt fédé-

BIBLIOGRAPHIE

LES PREMIÈRES RIVALITÉS

ral étaient confiées à un organe unique, le « Congrès continental ». La Constitution de 1787 lui substitua trois organes distincts : à savoir le Congrès, le président et la Cour suprême, correspondant respectivement aux trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

Le pouvoir législatif appartenait au Congrès, composé de deux Chambres, dont l'une, celle des représentants, était élue par les citoyens de chaque État d'après le chiffre de la population, tandis que l'autre, le Sénat, était composée de deux sénateurs par État; ainsi, quel que pût être le développement ultérieur des États, leur égalité se trouvait assurée par la représentation sénatoriale.

Le Sénat était doté de droits particuliers, spécialement celui de se constituer en Haute Cour pour juger les fonctionnaires mis en accusation par la représentation nationale et celui d'approuver ou de rejeter des traités conclus par le président.

Le président de la République était élu directement par le peuple, chaque État nommant un corps électoral particulier. Représentant de la nation tout entière, il tenait de la Constitution des pouvoirs très étendus, un droit de *veto* limité, et, en cas de crise, la dictature.

Gouvernant par des ministres qu'il choisissait lui-même en dehors du Parlement et responsables devant lui seul, il était son propre premier ministre, sans être lui-même directement responsable devant le Congrès.

La Cour suprême, composée de membres nommés à vie par le président, sans intervention du peuple, serait l'interprète suprême des lois constitutionnelles et le pouvoir garant des libertés publiques.

Trop pratiques pour se perdre dans l'abus des abstractions, les Constituants se gardèrent bien de pousser jusqu'à leurs conséquences extrêmes le principe de la séparation des pouvoirs : chacun des trois « départements » devait exercer sur les autres un certain droit de contrôle.

La Constitution de 1787, compromis entre deux tendances concurrentes, fut une œuvre solide qui, très légèrement modifiée et malgré quelques déviations dans la pratique, régit encore les États-Unis, et que prirent pour modèle, au XIX^e siècle, plusieurs États de l'Amérique latine. Ainsi que l'a dit Émile Boutmy, et James Bryce a exprimé la même idée, la Constitution fédérale est le complément des constitutions particulières des États; celles-ci sont la base de l'édifice ou plutôt l'édifice lui-même, celle-là n'en étant que l'acrotère et le couronnement. Toutes les affaires qui ne sont pas strictement d'intérêt national, c'est-à-dire presque tous les actes et toutes les manifestations de la vie civile et administrative, appartiennent aux législatures des divers États et sont placées en dehors des pouvoirs fédéraux.

Peu de temps après sa ratification par le peuple des États-Unis, la Constitution entra en vigueur à l'unanimité. Washington fut élu président de la Confédération (30 avril 1789). Réélu quatre ans plus tard, il n'accepta pas, une troisième fois, le renouvellement de son mandat : ce refus constitua un précédent qui fut observé par tous ses successeurs.

BEER (George-Louis), *The Origins of the British Colonial system, 1578-1660* (New-York, 1908). — BONNASSIEUX (Pierre), *Les Grandes Compagnies de commerce* (1892). — CHAILLEY-BERT, *Les Compagnies de colonisation sous l'Ancien Régime* (1898). — GIRAULT (Arthur), *Principes de colonisation et de législation coloniale* (4^e éd., 1^{re} partie, 1921). — LANNOY (Charles de) et VANDER LINDEN (Herman), *Histoire de l'Expansion coloniale des peuples européens; II, Néerlande et Danemark* (Bruxelles, 1911). — MALOTET (A.), *Étienne de Flacourt ou les Origines de la Colonisation française à Madagascar, 1648-1661* (1898). — MONDAINI, *La Colonisation anglaise*, trad. franç. (1920, 2 vol.). — PAULIAT (Louis), *Louis XIV et la Compagnie des Indes* (1886). — SEELEY (J.-R.), *L'Expansion de l'Angleterre*, trad. Baille et Rambaud (1885). — VEBER (Henry), *La Compagnie française des Indes, 1604-1875* (1904).

RIVALITÉ ANGLO-FRANÇAISE DANS L'INDE

BIOVÈS (Achille), *Les Anglais dans l'Inde : Warren Hastings, 1772-1785* (1904). — CRÉPIN (Pierre), *Mahé de La Bourdonnais, 1699-1753* (1922). — CULTRU (P.), *Dupleix, ses plans politiques, sa disgrâce* (1901). — HAMONT (Tibulle), *La Fin d'un Empire français aux Indes sous Louis XV; Lally-Tollendal* (1887). — HILL (S.-C.), *Three Frenchmen in Bengal* (Londres, 1903). — HUNTER, *A History of British India* (Londres, 1912, 2 vol.). — KAEPELIN, *Les Origines de l'Inde française; la Compagnie des Indes orientales et François Martin, 1664-1719* (1908). — MALLESON, *History of the French in India* (Londres, 1868, trad. franç., 1874). — MARTINEAU (A.), *Les Origines de Mahé de Malabar* (1917); — *Dupleix et l'Inde française* (1920-1923, 2 vol.). — SOUCHU DE RENNEFORT, *Histoire des Indes orientales* (1688).

LA RIVALITÉ COLONIALE ANGLO-FRANÇAISE AU NOUVEAU MONDE

CASGRAIN, *Un pèlerinage au pays d'Évangeline* (3^e éd., 1889). — GARNEAU, *Histoire du Canada* (Québec, 1852; 5^e éd., Paris, 1913-1920, 2 vol.). — LACOUR-GAYET, *La Marine militaire de la France sous le règne de Louis XV* (2^e éd., 1909). — LAUVRIÈRE (Émile), *La Tragédie d'un peuple : Histoire du peuple acadien* (1923, 2 vol.). — MOIREAU (Auguste), *Histoire des États-Unis de l'Amérique du Nord*, t. I (1892). — SALONE, *La Colonisation de la Nouvelle-France* (1906). — TANTET, *Survivance de l'esprit français aux colonies perdues* (1900). — WINSOR (Justin), *The Struggle in America between England and France, 1697-1763* (Londres, 1895). — WRONG (George M.), *The Fall of Canada* (Oxford, 1914).

L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS

BANCROFT, *Histoire de l'action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, trad. de Circourt (3^e éd., 1876). — BECK (James), *La Constitution des États-Unis* (1923). — DONIOL, *Histoire de la participation de la France à la libération des États-Unis* (1887-1892, 5 vol.). — FAY (Bernard), *L'Esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle* (1925); — *Bibliographie critique des ouvrages français relatifs aux États-Unis, 1770-1800* (1925). — FISKE (John), *The Critical period of American history, 1763-1789* (Boston et New-York, 1890). — LACOUR-GAYET, *La Marine militaire de la France sous le règne de Louis XVI* (1905). — MERLANT, *La France et la guerre de l'Indépendance américaine, 1776-1783* (1918). — MOIREAU (Auguste), *Histoire des États-Unis de l'Amérique du Nord; t. II, Les États-Unis de 1776 à 1800* (1892). — ORMESSON (Wladimir d'), *La Première Mission officielle de la France aux États-Unis* (1924). — PASQUET (D.), *Histoire politique et sociale du peuple américain; t. I, Des Origines à 1825* (1925). — WINSOR (Justin), *Narrative and Critical History of America*, t. I à VI (Boston, 1886-1889); — *The Westward Movement, the Colonies and the Republic West of the Alleghenies, 1763-1798* (Boston, 1897).



ARMOIRIES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Les treize étoiles représentent les treize États qui formèrent l'Union après l'adoption de la Constitution de 1787. Elles sont, aujourd'hui, au nombre de quarante-huit sur la bannière étoilée.

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL ET ARTISTIQUE

I. LES SCIENCES

CARACTÈRES GÉNÉRAUX. — Pour les sciences mathématiques et physiques, le XVIII^e siècle est une période de mise au point, de perfectionnement et de classement. La chimie sort du chaos, avec Priestley, Scheele, Cavendish, Lavoisier surtout. Les sciences naturelles étendent prodigieusement leur domaine, et la création de la biologie réalise un progrès considérable dans l'intelligence du mécanisme de la vie.

Le rôle des Universités dans la découverte scientifique continue d'être faible ou nul ; les savants sont des hommes éclairés de toutes les professions libérales, que leur fortune dispense souvent d'embrasser une autre carrière. Réaumur est un gentilhomme riche et indépendant ; Buffon est grand propriétaire en Bourgogne ; Priestley est un prêtre non conformiste de Birmingham ; Cavendish, cadet de la famille des ducs de Devonshire, hérite d'un oncle une immense fortune ; Franklin est journaliste, fonctionnaire et homme d'État ; Herschel est organiste et Lavoisier fermier général. Ces hommes de science, comme les lettrés et les philosophes, exercent volontiers à l'étranger leur activité professionnelle.

Ce sont les Académies qui continuent de donner l'impulsion au mouvement scientifique : sous Frédéric II, l'Académie de Berlin prend une importance qui la rend égale aux sociétés analogues de Londres et de Paris ; Pierre le Grand fonde à Saint-Petersbourg une Académie des sciences qui dispute à la Prusse les mathématiciens en renom ; en Suède, l'Académie d'Upsal, fondée en 1728, et celle de Stockholm, fondée en 1739, deviennent, pour la chimie et l'histoire naturelle, d'importants centres de recherches, avec Linné, Bergman, Scheele et, plus tard, Berzélius. L'influence de ces institutions a une double cause : elles donnent des facilités pour la publication des mémoires et les récompenses qu'elles décernent sont fort appréciées. Les sujets proposés sont souvent choisis dans le domaine des applications : forme de la terre, théorie des marées, régime des vents, mâture des vaisseaux, meilleure forme des voiles, des rames, arrimage des bateaux, éclairage des grandes villes.

Enfin, la science fait désormais partie essentielle de la culture générale ; le public éclairé s'intéresse à ses progrès et les savants les plus considérables ne dédaignent pas de faire œuvre d'éducateurs. Clairaut rédige pour les commençants des *Éléments de géométrie* (1741) et des *Éléments d'algèbre* (1746), où, abandonnant l'appareil ordinaire de la démonstration logique, il recourt principalement à la méthode intuitive. D'Alembert écrit, pour l'*Encyclopédie*, le Discours préliminaire, ainsi que la plupart des articles mathématiques, parfois paradoxaux, toujours ingénieux. Euler compose pour la princesse d'Anhalt-Dessau, nièce de Frédéric II, les *Lettres à une princesse d'Allemagne sur la physique et la philosophie*. Buffon fait de l'histoire naturelle une science populaire, à laquelle il gagne des adeptes d'autant plus nombreux que son action coïncide avec celle de Rousseau. L'abbé Nollet inaugure, en 1752, un enseignement de physique expérimentale qui a un tel succès qu'il faut bientôt construire pour son enseignement un amphithéâtre spécial ; le fils de Louis XV, puis le futur Louis XVI, sont ses élèves.

Tous ceux qui dirigent le mouvement des idées au XVIII^e siècle sont des savants, comme d'Alembert, ou bien sont pourvus d'une forte culture scientifique et font œuvre de vulgarisation. Les *Entretiens sur la pluralité des mondes*, de Fontenelle (1686), mettent la science à la portée des amateurs intelligents et alimentent les conversations mondaines. Voltaire, dans ses *Lettres anglaises* (1731), expose non seulement la philosophie de Locke, mais aussi le système du monde de Newton ; les *Principes* du grand savant anglais sont traduits par la marquise du Châtelet, avec le concours de Clairaut. Le philosophe Condillac rédige des traités d'arithmétique, d'algèbre, de mécanique, l'astronomie. Les écrits scientifiques de Montesquieu sont une partie connue, mais assurément estimable, de son œuvre. Rousseau suit le chimiste Rouelle et compose un *Traité de botanique*.

Le XVIII^e siècle tient donc, à cette époque, dans la formation des esprits une part essentielle. Les grandes découvertes exaltent l'imagination et ouvrent à la curiosité d'immenses horizons. La gravitation newtonienne, en dissipant le mystère du mouvement des astres, semble promettre la révélation des secrets de la nature ; l'homme croit tenir le monde dans sa main. Selon le programme de Diderot, l'*Encyclo-*

pédie n'est pas seulement destinée à mettre en lumière la puissance et les progrès de la raison ; elle doit être « un tableau général des efforts de l'esprit humain, une apothéose de la civilisation, des sciences, des arts et des industries qui améliorent la condition intellectuelle et matérielle de l'humanité ».

LES MATHÉMATIQUES : ANALYSE, MÉCANIQUE RATIONNELLE ET MÉCANIQUE CÉLESTE. — La création du calcul infinitésimal, l'établissement définitif des principes de la mécanique et la découverte de la loi d'attraction universelle marquent le début d'une ère nouvelle dans le développement des mathématiques et des sciences physiques. La grande pensée de Descartes, l'application des mathématiques à l'étude des phénomènes naturels, trouve dans le calcul infinitésimal son instrument d'exécution, dans les mouvements des astres son premier champ de recherches ; la mécanique céleste est le fil conducteur du développement mathématique à cette époque.

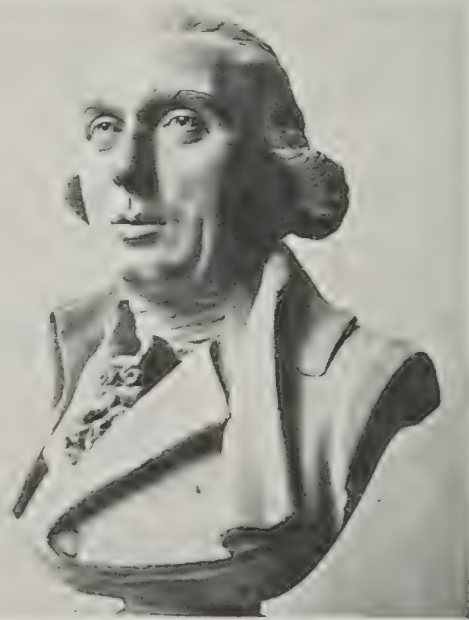
Les premiers savants qui, à la suite de Leibniz et de Newton, continuent la découverte mathématique sont des disciples de Leibniz et appartiennent à l'école de Bâle. Ce sont les Bernoulli, dont les principaux sont : Jacques (1654-1705), son frère Jean (1667-1748) et Daniel (1700-1782), fils de Jean ; puis, Léonard Euler (1707-1783), né à Bâle, élève de Jean Bernoulli et sans doute le plus grand mathématicien du milieu du XVIII^e siècle. En Angleterre, Newton a des continuateurs immédiats : Taylor (1685-1731), Stirling (1696-1770), Maclaurin (1698-1746) ; mais c'est en France que le génial auteur des *Principes mathématiques de la philosophie naturelle* aura ses véritables successeurs en Clairaut (1713-1765), d'Alembert (1717-1783) et surtout Laplace (1749-1827) : à ces maîtres se rattache Lagrange (1736-1813), originaire de Turin et qui, en 1787, se fixa définitivement à Paris.

L'histoire de l'analyse mathématique au XVIII^e siècle n'est autre que celle des problèmes de la mécanique générale et de la mécanique céleste. Les relations de la science pure et de la science appliquée entraînent le progrès mutuel des deux parties ; la mise en équation des problèmes de la mécanique conduit aux équations différentielles dont l'intégration, qui sera désormais l'œuvre principale des mathématiciens, reste pourtant alors un domaine à peine exploré.

Le premier progrès, préface nécessaire de tous les autres, fut la constitution définitive de la mécanique rationnelle. Le livre des *Principes*, de Newton, contenait l'étude du mouvement d'un point ; il restait à établir la mécanique des ensembles : corps solides, liquides et gazeux. Huygens avait fait le premier pas en étudiant le pendule composé. Varignon, dans sa *Nouvelle mécanique* (1725), réduisit l'équilibre des corps solides à la règle du parallélogramme des forces ; il y publia la lettre de Jean Bernoulli (1717) contenant l'énoncé définitif du principe des déplacements virtuels.

Avec d'Alembert, la mécanique se dégage des considérations métaphysiques qui entraînaient son développement : partant du principe qui porte son nom, d'Alembert, dans son *Traité de dynamique* (1743), première synthèse des résultats acquis, exposa une méthode générale pour mettre en équation tous les problèmes du mouvement, obtint les équations de l'hydrodynamique et du mouvement des gaz et donna une première forme des équations du mouvement d'un corps solide, à laquelle Euler trouva la forme définitive.

Après Maupertuis,



LAPLACE (1749-1827). — Buste de Houdon — Musée des Arts décoratifs. (L. NEURDEIN.)

qui énonça le principe de la moindre action, Lagrange réunit sous un même point de vue les découvertes de ses prédécesseurs ; il en montra la liaison et la dépendance réciproque ; sa *Mécanique analytique* (1788), chef-d'œuvre de clarté, d'élégance et de méthode, acheva de constituer la mécanique rationnelle.

Parallèlement se poursuivait l'étude des problèmes posés par l'astronomie. Newton avait déjà expliqué non seulement les mouvements elliptiques képlériens, mais aussi la plupart des phénomènes observés : mouvement de la Lune, perturbations planétaires, marées, forme de la Terre, précession des équinoxes ; mais il n'avait pu, en l'état des connaissances mathématiques de son temps, qu'ébaucher ces diverses théories. Tous les grands problèmes de la mécanique céleste furent repris par les continuateurs de Newton ; en les choisissant comme sujets de ses prix, l'Académie de Paris provoquait les recherches des géomètres les plus distingués. Daniel Bernouilli, Euler, Maclaurin, Clairaut, d'Alembert, Lagrange, ne parvinrent qu'à des solutions approchées : Laplace donna des solutions approfondies, fondées à la fois sur le calcul et l'observation.

Son grand *Traité de mécanique céleste* (1799-1825) et son *Exposition du système du monde* (1796), vulgarisation anticipée de ce grand ouvrage, constituent un tableau complet des résultats obtenus en astronomie. L'œuvre inaugurée par les *Principes* de Newton aboutit à sa conclusion définitive : les mouvements et les formes des astres sont bien la conséquence de l'unique loi de l'attraction universelle. A la fin de l'*Exposition*, Laplace présente en quelques pages sa célèbre hypothèse cosmogonique, qui explique par la nébuleuse primitive la formation du système planétaire : « Malgré les objections qu'on lui a opposées, elle est toujours debout, a écrit Henri Poincaré, et c'est encore elle qui rend le mieux compte de bien des faits ; c'est elle qui répond le mieux à la question que s'était posée son auteur : pourquoi l'ordre règne-t-il dans le système solaire, si cet ordre n'est pas dû au hasard ? »

L'ASTRONOMIE D'OBSERVATION. — Tandis que les mathématiciens construisent la mécanique céleste, les observateurs étendent la connaissance du monde. Bouguer et La Condamine au Pérou (1735-1744), Maupertuis et Clairaut en Laponie (1736), déterminent la forme et les dimensions de la Terre. Les observations simultanées faites, en 1751, par Lalande à Berlin et Lacaille au cap de Bonne-Espérance font connaître très exactement la distance de la Lune à la Terre. Les mesures concertées en 1761 et 1769, à l'occasion des passages de Vénus sur le Soleil, conduisent à évaluer à 24 000 rayons terrestres la distance du Soleil à la Terre. C'est la première approximation satisfaisante de cette distance ; le nombre actuellement admis est 23 400.



D'ALEMBERT (1717-1783). — Pastel de Quentin de La Tour, légué à Condorcet par d'Alembert. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

A ces travaux, qui firent connaître les dimensions principales du système planétaire, on peut rattacher : d'une part, les mesures faites par Cavendish (1798) pour obtenir la masse et la densité de la Terre ; d'autre part, les grands travaux géodésiques exécutés en France et qui aboutirent à la construction de la célèbre carte de Cassini.

Parallèlement à ces travaux collectifs, les astronomes faisaient isolément d'importantes découvertes. Bradley (1692-1762),

professeur à Oxford, remarqua, en 1727, que la position des étoiles fixes subit de petites variations périodiques ; il en reconnut les causes et les décomposa en deux phénomènes indépendants : le plus important, l'aberration annuelle, tient à la composition du mouvement de la lumière et du mouvement de la Terre autour du Soleil, et il fournit une preuve nouvelle de ces deux mouvements : le phénomène secondaire est dû à une petite rotation de l'axe terrestre, liée au mouvement de la Lune.

Avec les télescopes à réflexion, connus depuis Newton, mais non sérieusement utilisés, Herschel (1738-1822) renoue la tradition des grands observateurs du XVII^e siècle ; il découvre la planète Uranus, située au delà de Saturne, et reconnaît que Mars a des saisons comme la Terre ; il observe les étoiles doubles ; il découvre un grand nombre de nébuleuses, les distingue en résolubles et en non résolubles, et il en tire des présomptions sur la formation des étoiles.

LES SCIENCES PHYSIQUES. —

C'est au XVII^e siècle que la physique a commencé de se constituer sur une double base : l'expérience et l'utilisation des mathématiques pour la coordination et l'extension des résultats.

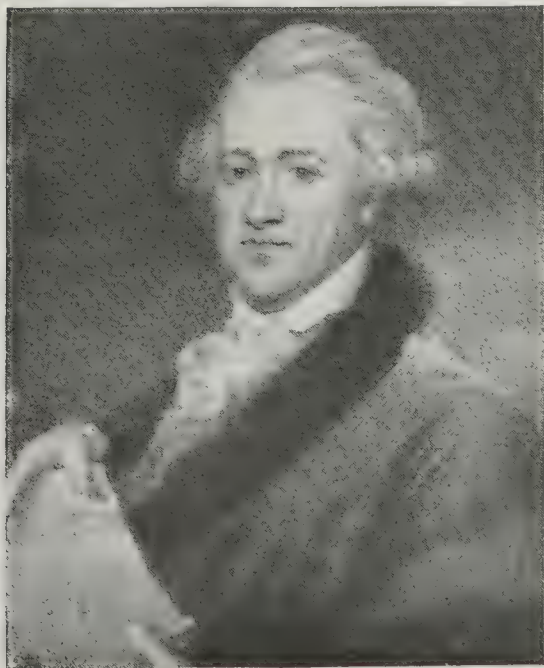
En astronomie, l'explication, par les lois de la mécanique, des faits observés, est, avec Laplace, la perfection même ; mais, dans les autres branches de la physique, le XVIII^e siècle n'enregistre aucune découverte importante ; c'est une période d'aménagement et de consolidation. Étant reconnu que le son est dû aux vibrations d'un corps et à leur propagation dans un milieu élastique, l'acoustique devient une branche de la mécanique ; l'étude mathématique des cordes vibrantes est faite par Taylor, Daniel Bernouilli, Euler, d'Alembert, Lagrange, et ce problème de physique donne lieu à de fécondes discussions mathématiques. En optique, l'autorité de Newton continue d'imposer la théorie de l'émission et les idées de Huygens sont négligées ; il n'y a guère à signaler que la fondation de la photométrie par Bouguer et la construction de l'objectif achromatique (1757) par l'opticien Dollond, d'une famille protestante française réfugiée en Angleterre.

Dans l'étude de la chaleur, le thermomètre doit sa forme définitive à Amontons, Fahrenheit, Réaumur et Celsius. La mesure des quantités de chaleur commence avec le physicien écossais Black (1728-1799), qui fait connaître, le premier, les *chaleurs latentes* ; en France, Lavoisier et Laplace mesurent (1780) les premières *chaleurs spécifiques* et la chaleur dégagée dans certaines réactions chimiques, fondant ainsi la thermochimie.

On savait, depuis Thalès de Milet (500 ans avant J.-C.), que l'ambre jaune et le soufre acquièrent, par le frottement, la propriété d'attirer les corps légers ; Gilbert (1540-1603), médecin de la reine Elisabeth, avait bien écrit, en 1600, le premier ouvrage connu sur les phénomènes électriques, et Otto de Guericke (1602-1688) avait imaginé une machine très simple, grâce à laquelle il observa que les corps légers, après avoir été attirés, étaient ensuite repoussés. Mais c'est seulement dans le second quart du XVIII^e siècle que furent réalisés dans ce domaine de sérieux progrès. En 1725, Stephan Gray montre que tous les corps se divisent en conducteurs et non conducteurs, et que les conducteurs peuvent aussi être électrisés s'ils sont isolés ; puis, en 1732, il électrise le corps humain. Du Fay (1698-1739), qui précède Buffon à la direction du Jardin du Roi, distingue les électricités positive et négative et construit le premier électroscope. La bouteille de Leyde, découverte en 1745 par Musschenbroek, donne lieu à des expériences qui intéressent vivement le grand public. En 1775, le physicien allemand Hoch, dit Æpinus, montre que l'électrisation peut se produire à distance, par influence et sans contact.

Les fortes étincelles électriques que l'on tirait des batteries de Leyde donnèrent à penser que la foudre était un phénomène électrique ; réalisant une expérience proposée par Franklin (1706-1790), plusieurs savants — Dalibard, Delor, Lemonnier, De Romas — démontrèrent que les nuages orageux sont chargés d'électricité et que la foudre est en grand ce que l'étincelle est en petit : la conséquence pratique de ces expériences fut l'invention du paratonnerre par Franklin.

Les grands faits de l'électrostatique étaient ainsi connus qualitativement : l'étude de leurs mesures eut pour initiateur Coulomb (1736-1806) qui, dans ses *Mémoires* sur l'électricité et le magnétisme (1785-



HERSCHEL (1738-1822). — Gravure de E. Scriven, d'après J. Russell.



CHUTE D'UN BALLON MONTGOLFIER A GONESSE, le 27 août 1783. — Gravure du temps. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

1789), énonça la loi des attractions et des répulsions électriques et magnétiques, identiques à la loi newtonienne de l'attraction; l'électrostatique et le magnétisme entraient dans le cadre des sciences physico-mathématiques.

On songeait depuis longtemps à appliquer la pression atmosphérique et les propriétés des vapeurs à la production de la force motrice, et, si les projets de Huygens, de Boyle, d'Amontons, n'eurent aucune suite, Denis Papin (né à Blois en 1647, mort en Allemagne vers 1714), assistant de Huygens, puis de Boyle, sut donner à cette idée féconde une forme concrète, quoique peu pratique encore. Il construisit un corps de pompe où se mouvait un piston poussé de bas en haut par la vapeur d'eau, puis, après condensation de la vapeur, de haut en bas par la pression atmosphérique. A la même époque (1698), l'Anglais Savery inventa un appareil très différent de la pompe à piston de Papin : l'eau était élevée par pression directe de la vapeur sur la surface du liquide.

La première véritable machine à vapeur fut créée par le serrurier Newcomen et le vitrier Cawley, qui adaptèrent l'idée de Papin à la machine de Savery. Dès 1715, la machine de Newcomen, dite machine atmosphérique, à cause du rôle que continue à y jouer la pression atmosphérique, fut employée à l'épuisement des eaux dans les mines d'Angleterre; la Compagnie d'Anzin l'introduisit en France en 1732.

La « pompe à feu » de Newcomen était cependant bien imparfaite et d'un rendement très médiocre. Le véritable créateur de la machine à vapeur fut James Watt (1736-1819), constructeur mécanicien de Glasgow, qui, après des perfectionnements décisifs entre 1769 et 1785, lui donna ses organes essentiels et en fit un moteur propre à toutes les applications.

En France, il y eut des tentatives intéressantes pour appliquer la machine à vapeur au problème des transports. L'ingénieur militaire Cugnot construisit en 1769 un fardier qui put se déplacer avec une vitesse d'une lieue à l'heure. En 1776, le marquis de Jouffroy d'Abbans fit naviguer pendant deux mois, sur le Doubs, un bateau mû par la vapeur; il fit un second essai à Lyon en 1783 : mais, ruiné, il ne put continuer ses recherches pourtant heureuses, et c'est un Américain, Fulton (1764-1815), qui fit de la navigation à vapeur une application vraiment pratique.

Aucune nouvelle ne souleva en France plus d'enthousiasme que celle de l'expérience faite par les frères Joseph et Étienne Montgolfier, le 5 juin 1783, à Annonay, en présence des Etats du Vivarais : un ballon de 12 mètres de diamètre, gonflé d'air chaud, était élevé à une hauteur de 1 000 toises. On voulut au même jour faire l'expérience à Paris, où le physicien Lavoisier construisit un ballon de 4 mètres de diamètre, qu'il fit monter à l'Annonay et lança du Champ-de-

Mars, le 27 août 1783, devant trois cent mille personnes. Les ascensions se succédèrent ensuite rapidement : le 19 septembre, en présence de Louis XVI, Étienne Montgolfier fit enlever un ballon avec un panier contenant un mouton, un coq et un canard; le 21 novembre, Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes s'élevèrent dans les airs; le 1^{er} décembre, Charles et Robert partirent des Tuileries dans un ballon équipé et, après un voyage de deux heures, atterrirent à Nesle, à neuf lieues de Paris : six mois après l'expérience d'Annonay, l'aérostation était fondée. En 1785, Blanchard et Jeffries traversèrent la Manche en ballon; la même année, l'aérostation fit ses premières victimes : Pilâtre de Rozier et Romain, voulant recommencer la même traversée, se tuèrent à Boulogne-sur-Mer.

LA CRÉATION DE LA CHIMIE MODERNE. — LAVOISIER. — Au commencement du XVIII^e siècle, la chimie n'est qu'une science purement descriptive et les idées générales sur la composition des corps sont encore extrêmement vagues; si nombreux que soient les faits déjà connus, ils ne forment qu'une collection de recettes empiriques qu'il est impossible de coordonner et de classer. La chimie des composés fixes et des métaux est sans doute assez avancée, grâce à la pratique de la métallurgie; mais la

chimie des produits volatils n'existe pas et le plus grand désordre règne dans le groupe si important des matières combustibles — charbon, soufre, alcool — qui, en brûlant, semblent disparaître et donnent des gaz que la technique d'alors ne sait pas saisir. Les combustions, les oxydations, les réductions, donnent donc lieu aux confusions les plus étranges entre la matière pesante et les impondérables : feu, chaleur, lumière; les notions de feu, de matières combustibles, d'esprits volatils, de gaz et de vapeurs forment jusqu'à Lavoisier un chaos indistinct.

En ce qui concerne les faits nouveaux, les chimistes du XVIII^e siècle apprirent à distinguer nettement les divers gaz aperçus par Van Helmont, mais jusqu'alors considérés comme de l'air atmosphérique modifié par des particules ou des vapeurs étrangères. Le physicien anglais Hales, en inventant des procédés pour recueillir et manier les gaz (1727), réalisa le progrès technique qui en permit l'étude précise. L'Écossais Black, le premier, démontra nettement que l'*esprit sylvestre* de Van Helmont, notre acide carbonique, était complètement distinct de l'air ordinaire (1757). En 1767, Cavendish (1731-1810) prouva la spécificité de l'hydrogène, connu par Boyle et aperçu par Paracelse. Ensuite, Priestley (1733-1804) isola en quelques années (1771-1774) les principaux gaz : oxygène, azote, oxydes d'azote, acide chlorhydrique, ammoniacque. Le pharmacien suédois Scheele (1742-1786) prépara l'oxygène en même temps que Priestley et découvrit le chlore.

Nulle autre époque n'avait apporté à la chimie une moisson aussi abondante, mais les découvertes étaient énoncées dans le langage du « phlogistique », qui cachait la véritable nature des gaz. Habile à découvrir, Priestley ne sut pas édifier une théorie générale sur les si riches matériaux qu'il avait rassemblés. Une pareille synthèse nécessitait une logique puissante, qui lui faisait défaut, et aussi une indépendance complète à l'égard de la théorie régnante du phlogistique; ces qualités se rencontrèrent chez Lavoisier.

La doctrine de Lavoisier (1743-1794) ne fut pas, toutefois, le premier essai de coordination des faits de la chimie. Au commencement du XVIII^e siècle, le médecin allemand Stahl (1660-1734) avait déjà proposé un système expliquant les phénomènes de combustion et de calcination. Après les constructions arbitraires des anciens Grecs et des alchimistes du Moyen âge, la théorie du phlogistique, bien qu'inexacte, avait été une première tentative de coordination scientifique.

Le phlogistique de Stahl, qui dérive de l'entité « soufre » des alchimistes, est le principe combustible des corps. Les corps très combustibles, charbon, huiles, alcool, sont riches en phlogistique et le perdent en brûlant. Les métaux en contiennent aussi, en petite quantité, mais le perdent lorsqu'on les



LAVOISIER (1743-1794). — Gravure de Brossard-Beaulieu.

calcine et deviennent des terres (oxydes) ou métaux déphlogistiqués ; ceux-ci, chauffés avec du charbon riche en phlogistique, se phlogistiquent à nouveau et par suite reprennent la propriété métallique. La doctrine de Stahl explique la formation des oxydes, leur réduction et, en général, les phénomènes de combustion ; si le phlogistique est en quelque sorte l'opposé de l'oxygène, il coordonne un ensemble important de phénomènes, ramenés à une même conception générale. Acceptée avec enthousiasme, elle domina toute la chimie du XVIII^e siècle : Cavendish, Priestley, Scheele, dont les recherches, exactement interprétées par Lavoisier, devaient tant contribuer à l'abandon de cette théorie, lui restèrent obstinément fidèles.

La découverte des divers gaz était cependant une première atteinte à la doctrine de Stahl, qui ignorait l'action de l'air dans la combustion, ce qui devenait inacceptable après la découverte de l'oxygène ; d'autre part, le métal augmentait de poids en perdant son phlogistique et en devenant oxyde, et il n'était pas facile de résoudre cette contradiction. La considération de tous les produits des réactions, y compris les gaz, la pesée exacte de tous les corps en présence : telles furent les idées fondamentales qui suffirent à Lavoisier pour faire disparaître l'entité phlogistique devant l'oxygène, qu'on peut saisir et peser, et pour trouver la véritable explication des phénomènes de combustion et de calcination. Lavoisier apporta l'ordre et la clarté dans la confusion de l'ancienne chimie et les résultats obtenus par cette méthode furent immenses : composition de l'air et de l'eau, formation des acides, explication de la respiration et de la chaleur animale, premières idées sur la constitution des matières organiques, toutes ces acquisitions créèrent un système dont les bases essentielles sont demeurées inattaquables. En même temps, la chimie se dégagait de la mystique ; la notion expérimentale des corps simples fixait l'origine des combinaisons chimiques ; l'équation de la conservation de la masse était établie pour le total des matières en présence et aussi pour chaque corps simple constituant ; cette équation, qui devint la base de la chimie, donna la définition de la matière ; la distinction était enfin établie entre les corps pondérables soumis à la balance et les impondérables : chaleur, électricité, magnétisme. Par là, les travaux de Lavoisier prolongeaient les principes de la mécanique en montrant que la masse, invariant mécanique, est aussi un invariant chimique.

La révolution accomplie par Lavoisier rendait nécessaire la réforme de la nomenclature. La langue des chimistes renfermait alors une multitude de vieux noms empiriques, qui n'exprimaient en rien la composition des corps : la connaissance des véritables éléments chimiques permit d'établir des formules rationnelles. Guyton de Morveau en prit l'initiative et la nouvelle nomenclature, à laquelle collaborèrent



RÉAUMUR (1683-1757). — Gravure de Simonneau, d'après la peinture de Belle. — Bibl. Nat.

les principaux chimistes français, Berthollet, Fourcroy, Lavoisier lui-même, fut rendue publique, à l'Académie des sciences, le 18 avril 1787. Présentée en détail par Lavoisier dans son *Traité élémentaire de chimie* (1789), elle fut adoptée dans l'Europe entière.

LES SCIENCES NATURELLES ET LA MÉDECINE. — Le XVIII^e siècle continua de réaliser des progrès considérables, favorisés par la multiplication des recherches, l'exploration générale du monde et l'amélioration technique des procédés d'observation.

Les animaux supérieurs, surtout ceux des contrées européennes, étaient assez bien connus dans leur structure et leurs mœurs. De nombreux savants portèrent leur attention sur les animaux inférieurs et révélèrent de nouvelles formes de la vie. Peyssonnel montra que le corail, considéré d'abord comme une pierre, puis comme une plante, était un animal (1723) ; Trembley observa que le polype d'eau douce, coupé en morceaux, donnait autant de polypes qui se reconstituaient intégralement. Charles Bonnet reconnut la même propriété pour les vers et établit de façon rigoureuse la parthénogénèse des pucerons (1740). Lyonnet publia sa célèbre *Anatomie de la chenille du saule* (1760).

Spallanzani étudia le rotifère de la mousse (1776), dont la vie est intermittente, puisque, après des années de dessèchement et de mort apparente, il suffit de l'humecter pour le ressusciter.

L'activité de Réaumur (1683-1757) s'exerça dans les domaines les plus variés : mathématiques, physique, art de l'ingénieur, sciences naturelles. Ses *Mémoires pour servir à l'histoire des insectes* (1734-1742) sont principalement consacrés à la description des mœurs de ces animaux, à leur développement, à leurs métamorphoses ; son étude des abeilles fait connaître la vie intérieure de la ruche et la nature réelle de la reine, qu'Aristote avait considérée comme un mâle. Peu soucieux de théories générales, Réaumur était un esprit précis et ingénieux, attiré par l'exacte observation des faits ; son influence, grande au commencement du siècle, déclina devant celle de Buffon. Buffon envoya des expéditions dans les régions tropicales et australes ; les voyages de Bougainville, de Cook, de La Pérouse autour du globe firent connaître la faune et la flore de l'océan Pacifique et, entre autres, ces curieux animaux d'Australie, le kangaroo, l'échidné, l'ornithorynque, qui bouleversaient les classifications. De son long voyage en Sibérie (1769-1774), le naturaliste allemand Pallas rapporta des observations considérables pour l'ethnographie, la zoologie, la botanique, la géologie ; il découvrit le mammouth conservé intact dans les glaces depuis des milliers d'années.

L'établissement d'une bonne classification, rendue plus nécessaire, mais aussi plus difficile par le développement des connaissances, fut une partie importante de l'œuvre scientifique de l'époque. Reprenant les travaux de l'Anglais J. Ray (1628-1704), de l'Allemand Bachmann (Rivinus, 1652-1725) et du Français Tournefort (1652-1702), le Suédois Linné, esprit éminemment méthodique (1707-1778), parvint à une répartition systématique des animaux, des plantes et des minéraux connus ; il créa le langage des sciences naturelles en fondant la nomenclature binaire, selon laquelle un être vivant est désigné par deux noms latins, indiquant le genre et l'espèce, et il sut définir chaque genre et chaque espèce en quelques mots d'une rare précision. Le défaut de son système fut d'enfermer la nature dans un cadre conçu arbitrairement, de ne pas toujours tenir compte des rapports naturels des êtres entre eux, de faire de l'espèce une réalité immuable.

Les Jussieu apportèrent une intelligence plus souple à l'étude des affinités des plantes. Après Tournefort, qui avait fixé les genres, Bernard de Jussieu (1699-1777) et son neveu Laurent (1748-1836) distinguèrent des familles et des groupements de familles, en fondant leur classification sur l'ensemble des caractères, rangés par ordre d'importance ; de leurs travaux sortit le principe de la subordi-



LAVOISIER FAIT UNE EXPÉRIENCE sur la respiration de l'homme au repos. — Lavis exécuté par M^{me} Lavoisier.



LE JARDIN DES PLANTES à la fin du XVIII^e siècle, après les agrandissements réalisés par Buffon. — A gauche de la gravure, le labyrinthe; au fond, la Seine; plus loin, les collines de la rive droite qui formeront les XII^e et XX^e arrondissements. — Gravure de Chappuis. — Bibl. Nat.

nation des caractères, qui exerça sur les naturalistes, au début du XIX^e siècle, une influence capitale.

Comme l'œuvre de Linné et des Jussieu, celle de Buffon est un vaste tableau de la nature, mais d'une tout autre inspiration. Le plus grand naturaliste de la seconde moitié du XVIII^e siècle, Georges-Louis Leclerc, comte de Buffon (1707-1788), s'occupa d'abord de mathématiques. Nommé en 1739 intendant du Jardin du Roi, il se trouva orienté vers l'étude du monde, dont il entreprit de donner une vue d'ensemble dans son *Histoire naturelle* (qui parut en trente-six volumes in-4^o, de 1749 à 1788). L'univers y est décrit du point de vue de l'homme et dans sa complexité vivante; pour Buffon, la science n'a pas pour objet la classification des êtres, mais la peinture des manifestations de la vie dans ses rapports avec la nature. Philosophe plus que naturaliste, penseur plus qu'observateur, Buffon ne s'intéresse aux faits particuliers qu'en raison de la clarté qu'ils apportent à sa théorie; il s'efforce de dégager les lois générales des phénomènes. Dans son *Histoire de la Terre* (1749) et ses *Époques de la Nature* (1778), il construisit le premier essai scientifique de l'histoire du monde et il fut le précurseur de la géologie; par ses conceptions sur les rapports des organismes avec le milieu, sur leurs variations avec le climat, il annonce Lamarck; son œuvre, d'où ne sont pas absentes les erreurs et les affirmations téméraires, est riche d'idées neuves et profondes, de données intuitives qu'exploiteront ses successeurs.

En même temps que se développait la connaissance générale des animaux et des végétaux, on étudiait les fonctions des organismes. Un progrès essentiel en physiologie, l'explication de la respiration, fut réalisé par Lavoisier à la suite de ses recherches sur la composition de l'air et le rôle chimique de l'oxygène. Pour Aristote, la respiration servait à rafraîchir le sang; pour le physiologiste suisse Haller (1708-1777), elle comprimait le sang qui est dans l'abdomen et le renvoyait plus rapidement au cœur. Par des expériences décisives, Lavoisier montra que l'air, passant dans les poumons, y laisse une partie de son oxygène et se charge d'acide carbonique; il en conclut (1777) que la respiration était une combustion. Il restait à savoir comment agit l'oxygène et où se forme l'acide carbonique. Lavoisier ne put que poser ces questions, que devait résoudre le XIX^e siècle. Cependant, quelques années plus tard, au moyen de mesures calorimétriques faites de concert avec Laplace et surtout avec Seguin, il établit que la respiration est la cause de la chaleur animale, que l'activité musculaire augmente les combustions respiratoires et produit ainsi un surcroît de chaleur, enfin que la transpiration est le régulateur de la chaleur animale; c'était un premier aperçu des échanges énergétiques dans l'organisme. Pour la première fois, les phénomènes vitaux étaient ramenés à des actions physico-chimiques.

On ne peut que mentionner ici, sans les exposer, les doctrines médicales qui s'affrontèrent au XVIII^e siècle : doctrines spiritualistes (*animisme* de Stahl et *vitalisme* de l'école de Montpellier); doctrines physiologistes fondées sur la propriété des tissus et dont la principale est celle de l'*incitabilité*, imaginée par Brown (1735-1788). Quant au *mesmérisme*, il ne fut qu'une tentative de systématisation, basée sur une hypothèse, d'ailleurs erronée, des phénomènes d'hypnotisme.

Le grand événement médical du siècle fut la découverte de la vaccine par Jenner (1749-1823). Pour prévenir la variole, on avait d'abord inoculé le virus pris directement sur le malade, mais cette pratique orientale, rapportée en 1721 de Constantinople en Angleterre par Lady Montague, n'allait pas sans entraîner une assez grande mortalité, et elle fut très discutée, ce qui n'empêcha pas la Faculté de Paris de se prononcer en sa faveur (1764). Jenner eut l'honneur de découvrir la vaccine, c'est-à-dire l'inoculation par un virus atténué : il fit ses premières observations en 1776 et n'osa expérimenter son premier vaccin que vingt ans plus tard.

La Découverte de la Terre et les Sciences géographiques.

Aux XV^e et XVI^e siècles, d'un seul coup, grâce aux explorations des Portugais et des Espagnols, étaient venues s'ajouter à la connaissance du monde méditerranéen et de l'Europe septentrionale celle des contours encore ignorés de l'Afrique et de l'Asie et la révélation du Nouveau Monde. Très importante aussi fut l'œuvre géographique menée à bien par les hommes du XVIII^e siècle; mais elle affecta un autre caractère : au lieu de porter exclusivement sur l'intérieur des masses continentales déjà reconnues, elle

en rechercha surtout de nouvelles et aboutit à la connaissance d'un monde océanique jusqu'alors à peine entrevu.

L'EXPLORATION DE L'ASIE RUSSE, BÉRING ET PALLAS. — Ce n'est pas à dire que l'étude des terres déjà entrevues, sinon même explorées, ait été négligée à l'époque; elle réalisa au contraire, sur certains points, de très grands progrès. L'Asie septentrionale surtout bénéficia de l'activité de nombreux voyageurs que les tsars de Russie avaient chargés de déterminer les bornes et de reconnaître les ressources des contrées orientales de leur empire. Les Cosaques qui, au XVII^e siècle, étaient parvenus jusqu'aux rivages de l'océan Glacial Arctique et du Pacifique avaient laissé beaucoup à faire après eux; avec sa grande intelligence et son esprit pratique, Pierre le Grand le comprit et résolut d'y pourvoir. Non content donc de faire étudier, aux confins de la Russie d'Europe, la mer Caspienne et les steppes de la Transcaspiie dans la direction de Khiva, il voulut reprendre sur nouveaux frais l'exploration de la Sibérie, amorçant ainsi une œuvre que ses successeurs eurent à cœur de continuer. Ce fut la « grande expédition », qui obtint des résultats géographiques considérables.

Pierre le Grand désirait avant tout savoir où, du côté de l'est, se terminaient ses États; à la veille de sa mort (1725), il confia cette recherche à un Danois qui était depuis longtemps à son service, Vitus Béring. Une reconnaissance des côtes orientales de l'Asie, depuis Okhotsk jusqu'au cap Serdzé Kamen, permit à ce marin de fixer au cap Oriental, déjà doublé en 1648 par Michel Dehnef, la borne ultime du continent asiatique (1728-1729). Onze ans plus tard (1740-1741), Béring compléta son œuvre au cours d'un second voyage en constatant, dans la mer qui porte aujourd'hui son nom et plus au sud, l'existence de terres différentes de celles de l'Asie.

Bientôt après (1742), le pilote russe Tcheliousskine atteignait en traîneau, depuis les bords de la Léna, le promontoire le plus septentrional de l'Ancien Monde, sur la route duquel s'étaient déjà avancés plusieurs de ses devanciers. Quelques années encore, et un marchand découvrirait, au large des côtes continentales, l'archipel de la Nouvelle-Sibérie, ou plutôt les îles que, d'après lui, on appelle les îles Liakhov (1770). A ce moment, le naturaliste berlinois Pierre-Simon Pallas préludait déjà, en Russie d'Asie, aux travaux qu'il devait accomplir en Russie d'Europe. Depuis 1768, sur l'ordre de Catherine II, il se trouvait en Sibérie; mais, non content de collaborer aux travaux de la mission envoyée pour y observer le passage de Vénus sur le Soleil, il étudia jusqu'en 1774, après Messerschmidt et G. Gmelin, les parties occidentales et même centrales de la contrée — l'Oural, l'Altaï, la Transbaïkalie — tandis que Guldenstaedt explorait les pays caasiens.

L'EXPLORATION DES AUTRES PARTIES CONTINENTALES DU GLOBE. — Guldenstaedt et Pallas méritent déjà d'être tenus pour des voyageurs *scientifiques*; ils ne sont pas les seuls que l'on puisse ainsi qualifier au XVIII^e siècle, et surtout dans sa seconde moitié. De plus en plus, en effet, se développe le goût des



MORT DU CAPITAINE COOK, LE 14 FÉVRIER 1779, SUR LA COTE D'OWHY-HEE OU HAWAÏ, LA PRINCIPALE DES ILES SANDWICH.

Cook, qui avait découvert l'archipel des Sandwich en janvier 1778, y revint en novembre après s'être élevé au nord du détroit de Béring, sur la côte de l'Alaska, jusque par 70° 50' de latitude. Accueilli d'abord comme un dieu, il finit par être massacré par les indigènes, et ses compagnons ne parvinrent pas à rentrer en possession de son corps. — Gravure française exécutée d'après le dessin de J. Webber. — *Ann. Nat.*

recherches physiques et naturelles. Les jésuites de la Chine continuent à recueillir sur le pays qu'ils évangélisent une foule de renseignements de haute valeur, que coordonne et publie le P. Du Halde. Plus à l'ouest, en Arabie, une Commission scientifique, dirigée par le Danois Carsten Niebuhr, parcourt et étudie le Yémen de 1761 à 1767. En Afrique, l'Écossais Bruce découvre en 1770 les « claires fontaines » que sont les sources du Nil Bleu; Mayeur fait de précieuses observations sur Madagascar; Sparmann et Le Vaillant explorent le pays du Cap, le botaniste Adanson observe (en 1749-1750) la flore et la faune du Sénégal. Enfin, au Nouveau Monde, à la suite de travaux scientifiques accomplis au Pérou, La Condamine descend l'Amazone depuis les Andes jusqu'à l'Atlantique, tout en observant différents phénomènes du plus grand intérêt (1743-1744); un peu plus tard, don Félix Azara, en travaillant à délimiter d'avec le Brésil les possessions espagnoles voisines, étudie la géographie et l'histoire naturelle de pays de l'intérieur encore à peine connus. Dans l'Amérique du Nord, où le chevalier Varennes de la Vérendrye a eu la première connaissance des montagnes Rocheuses dès 1743, deux agents de la Compagnie de la baie d'Hudson s'avancent très loin dans le nord-ouest : ce sont Samuel Hearne, l'explorateur de la Coppermine entre 1769 et 1772, et, en 1789, Alexandre Mackenzie, le découvreur du grand fleuve qui porte son nom.

LA CROYANCE AU CONTINENT AUSTRAL. — Si dignes d'attention qu'ils soient, ces voyages plus ou moins scientifiques, accomplis à la surface des continents, le cèdent en importance à ceux qui, accomplis à l'époque sur les flots du Grand Océan, eurent pour résultat de mettre hors de doute la nature pleinement maritime de l'immense espace qui s'étend à l'ouest des côtes les plus lointaines du Nouveau Monde et de détruire la croyance au Continent austral.

Les hommes de l'antiquité et du Moyen âge, s'appuyant sur de simples présomptions, conjecturaient l'existence d'un continent considérable dans l'hémisphère austral de notre planète; par la suite, les découvertes des Portugais et des Espagnols semblant confirmer dans une certaine mesure l'hypothèse traditionnelle, les cartographes du XVI^e siècle figurèrent sur leurs cartes, au sud de l'Afrique et du détroit de Magellan, un grand continent qui remontait en plein océan Pacifique, par delà le tropique du Capricorne, jusqu'aux abords de la ligne équinoxiale. Pour conquérir à la science et au commerce ce monde nouveau, des navigateurs n'hésitèrent pas à se lancer dans les vastes espaces inexplorés de la mer du Sud, et tout rivage inconnu, toute île, tout cap jusqu'alors ignoré des cartographes prit à leurs yeux de



LOUIS-ANTOINE BOUGAINVILLE (1729-1811). — Il entreprit le premier voyage autour du monde exécuté par un Français (1768).

Nouvelle-Cythère, où les philosophes crurent aussitôt trouver la confirmation de leurs théories sur la bonté native de l'homme, valurent à Bougainville une renommée qui, toutefois, ne tarda pas à pâlir devant celle de James Cook. Ce dernier en effet, au cours de ses trois voyages à travers le Pacifique, accomplit une œuvre scientifique admirable et fixa les traits essentiels de la géographie du Grand Océan.

LES PREMIERS VOYAGES DE COOK ET LA FIN DU CONTINENT AUSTRAL. — Il résolut d'abord le problème du Continent austral. Celui-ci pouvait exister au sud des archipels visités par ses prédécesseurs immédiats; Cook navigua d'abord dans ces parages. Lorsque, dans son premier voyage (1768-1771), il se fut lancé au sud-ouest de Tahiti sans trouver autre chose que la Nouvelle-Zélande de Tasman, dont il constata l'insularité; lorsque, en remontant la côte orientale de l'Australie depuis la Tasmanie, il fut parvenu au détroit de Torrès et eut reconnu, après le navigateur portugais du XVII^e siècle, l'indépendance de la Nouvelle-Guinée d'avec la Nouvelle-Hollande, un coup très sérieux fut porté à la théorie du Continent austral. Certains cartographes, Dalrymple entre autres, continuant néanmoins de la soutenir, Cook n'hésita pas, dans son second voyage (1772-1775), à pénétrer jusqu'à de hautes latitudes australes; entre le sud de l'Afrique et le sud de la Patagonie, il franchit le cercle polaire antarctique par trois fois, sous trois méridiens différents. Comme il ne se heurta jamais à des terres considérables, comme jamais non plus, quand il remontait ensuite vers le nord jusque dans la zone intertropicale, il ne rencontra que des terres insulaires déjà vues ou (Nouvelle-Calédonie) encore ignorées, Cook put, à son retour en Angleterre, affirmer avec autorité la non-existence d'un Continent austral dans les parages qu'il venait de parcourir.

L'ÉTUDE DU PACIFIQUE NORD; COOK, LA PÉROUSE. — Ce grand problème résolu, Cook dut en étudier un autre; mais sa fin tragique (le 14 février 1779) aux îles Sandwich, découvertes par lui un an plus tôt (janvier 1778), ne lui permit pas de trouver au nord du Nouveau Monde le passage qu'il avait

dant plus de cent ans, aucune découverte nouvelle ne vint porter un nouveau coup à la croyance au Continent austral.

ANGLAIS ET FRANÇAIS DANS LA MER DU SUD; BOUGAINVILLE.

— C'est seulement après la fin des guerres maritimes et coloniales du milieu du XVIII^e siècle que les navigateurs s'en occupèrent une fois encore et entreprirent d'explorer systématiquement les profondeurs de la mer du Sud. Le commodore Byron en 1764-1765, Wallis et Carteret en 1766 et 1767 sont les premiers marins anglais qui aient, au cours de la période, navigué dans les eaux du Pacifique. Après eux, le Français Bougainville les parcourut à son tour; le 2 avril 1768, il arrivait à Tahiti (la Nouvelle-Cythère) que Wallis avait déjà visitée huit mois plus tôt; puis il découvrait les Samoa, les Nouvelles-Hébrides, et, au sortir de la mer de Corail, qui sépare l'Australie de la Nouvelle-Guinée, l'archipel de la Louisiade; enfin, il traversa, après Carteret, le groupe des Salomon avant de regagner Batavia.

Le nombre des archipels découverts, le charme de son récit, une description de la



JAMES COOK (1728-1779). — Il fut le plus grand des explorateurs de l'océan Pacifique au XVIII^e siècle.

grandes proportions; c'était, pensaient-ils, une des pointes extrêmes du Continent austral dans la direction du nord. Queiros, en particulier, sacrifia au problème de la Terre australe une somme énorme de recherches et d'efforts. Mais les découvertes ultérieures, loin de confirmer certaines de ces aventureuses hypothèses, les condamnèrent sans appel : successivement les terres situées au sud du détroit de Magellan (Schouten et Lemaire en 1616), et la Nouvelle-Hollande (Tasman en 1642-1643) en furent être détachées. Ensuite, pen-



J.-F. GALAUP DE LA PÉROUSE (1741-1788?). — Il compléta l'œuvre de Cook avant de périr à Vanikoro.

mission d'y chercher depuis le détroit de Béring jusqu'à l'océan Atlantique. Du moins put-il, avant de mourir, relier aux découvertes de Béring les découvertes faites le long de la côte américaine par les marins espagnols (Juan de Fuca à la fin du XVI^e siècle) et prouver que le continent de l'ouest se rapproche, au détroit de Béring, des parties extrêmes de la Sibérie orientale. Dès lors, l'existence d'un hémisphère marin s'opposant à celle d'un hémisphère continental devient absolument hors de doute; dès lors aussi, la carte de l'océan Pacifique est fixée dans ses grands traits; sauf en un point toutefois, où le Français Galaup de la Pérouse ne tarde pas à la dessiner. En 1787, en effet, ce navigateur explore la côte asiatique entre l'île de Nippon et la mer d'Okhotsk et reconnaît l'insularité de Sakhaline avant de gagner, en 1788, la Baie botanique (Botany bay) et les récifs de Vanikoro aux Nouvelles-Hébrides, sur lesquels se perdent bientôt après ses deux navires.

AUTRES PROGRÈS DE LA CONNAISSANCE DES Océans; LA CAMPAGNE DES MONTRES. — Nombre d'autres expéditions plus ou moins scientifiques ont sillonné les différentes mers du globe au XVIII^e siècle, surtout après 1763, mais elles ne s'imposent pas à l'attention comme les précédentes. Le Hollandais Roggwein, l'Anglais Anson, Bouvet de Lozier, Surville, l'infortuné Marion, massacré en 1772 à la Nouvelle-Zélande, Kerguelen, n'ont en effet réalisé que des découvertes de détail. Plus importantes sont les campagnes maritimes d'un genre particulier dirigées l'une par Fleuriot en 1768-1769, l'autre par Verdun de La Crenne en 1771-1772. En même temps qu'elles ont résolu le difficile problème de la détermination de la longitude à la mer, les « campagnes des montres », comme on les appelle parce qu'elles mirent à l'épreuve les montres marines de Berthoud et Le Roy, ont contribué aux progrès de la navigation et de la géographie de l'Atlantique et de la mer du Nord.

LES PROGRÈS DE LA GÉODÉSIE ET LA CARTE DE FRANCE DE CASSINI. — Quelques décades plus tôt, la détermination de la figure de la Terre avait suscité l'envoi de deux missions scientifiques en Laponie et au Pérou. Clairaut et Maupertuis de 1735 à 1737, puis, de 1735 à 1739, Bouguer, Godin et La Condamine, assistés d'ingénieurs espagnols, mesurèrent simultanément ici et là deux arcs de méridien et purent expérimentalement confirmer la théorie newtonienne de l'aplatissement du globe terrestre au pôle. Dès le début du siècle (entre 1702 et 1711), le Suisse Scheuchzer avait utilisé de manière suivie le baromètre pour la mesure des altitudes alpestres. De toutes les manières, par conséquent, la géographie de précision achevait de se constituer.

Aussi, fort des travaux menés à bien pour la mesure d'un degré terrestre de Dunkerque à Perpignan (entre 1669 et 1718) et pour la détermination mathématique des côtes de France (entre 1672 et 1682), Cassini de Thury put-il, de 1744 à 1783, exécuter une carte géométrique de la France. Son échelle (1 ligne pour 100 toises, soit 1 : 86 400^e) en fait la première carte topographique de ce pays appuyée sur un canevas géodésique; c'est aussi la première carte de ce genre qui ait été exécutée.

CARTOGRAPHES ET GÉOGRAPHES FRANÇAIS DU XVIII^e SIÈCLE. — La carte de Cassini n'est pas la seule œuvre cartographique dont la France puisse alors se glorifier. Guillaume Delisle publia en effet, dès 1700, les premières cartes générales construites sur des bases solides. Un peu plus tard, l'Atlas moderne de Bourguignon d'Anville, paru de 1743 à 1761, dénota de la part de son auteur une méthode scientifique très sûre et une érudition immense qu'attestent par ailleurs, chez lui comme chez Fréret, de remarquables mémoires de géographie ancienne. Le *Neptune oriental* de d'Après de Manneville, paru en 1742 (la seconde édition, toute renouvelée, est de 1775), constitue encore, pour la mer des Indes, un très précieux travail hydrographique. Enfin le cartographe Philippe Buache, non content de dresser des cartes nombreuses, exposa en 1756 la fameuse théorie des « bassins » fluviaux dont les géographes devaient tant abuser par la suite.

Ainsi, et sans même tenir compte du labeur remarquable accompli en Russie par les frères Delisle de 1725 à 1745, se place au tout premier plan, dans un siècle dont l'œuvre géographique a été de première importance scientifique, le travail des cartographes et des géographes français. Il est digne de la participation de la France à la découverte et à l'étude du globe terrestre, dans lesquelles, grâce à Cook, l'Angleterre seule a pu alors lui enlever la première place.

BIBLIOGRAPHIE

La théorie des nombres et fonctions de Bernoulli se trouve dans les principaux traités de calcul différentiel et intégral (Bertrand, Lacroix, etc.). Sur les lois de

Bernoulli, relatives aux tuyaux sonores où la section est minime par rapport à la longueur, voir les *Mémoires de l'Académie des sciences* (1762) et les *Annales de chimie et de physique* de Dulong (2^e série, t. XLI).

BERTRAND (Joseph), *D'Alembert* (1889). — EULER, *Lettres à une princesse d'Allemagne sur quelques sujets de physique et de philosophie* (Saint-Petersbourg, 1768-1772, 3 vol.). — DELAMBRE (J.), *Histoire de l'astronomie au XVIII^e siècle* (forme le tome VI de son *Histoire de l'astronomie* [1817-1827]). — HOLDEN (W.), *Sir W. Herschel, his life and works* (New-York, 1881). — HOLDEN et HASTINGS, *Synopsis of the scientific writings of sir William Herschel* (Washington, 1881). — THURSTON, *Traité de la machine à vapeur*, traduction française de Maurice Demoulin (1893, 2 vol.). — BERTHELOT (M.), *La Révolution chimique; Lavoisier* (1890). — GRIMAUD (E.), *Biographie de Lavoisier* (1888). — COOPER (Th.) et CHRISTIE (W.), *Observations on the works of J. Priestley* (Londres, 1806). — FONVIELLE (J.), *Priestley* (1875). — WURTZ (Ad.), *Histoire des doctrines chimiques* (1868). — MORNET (Daniel), *Les Sciences de la Nature en France au XVIII^e siècle* (1911). — PAPILLON (F.), *Histoire de la philosophie moderne dans ses rapports avec la science* (1876, 2 vol.). — FLOURENS (P.), *Histoire des travaux et des idées de Buffon* (3^e éd., 1870). — GISTEL, *Carolus Linnæus* (Francfort, 1872).

STOENER, *Leben des Ritters K. von Linné* (Hambourg, 1792, 2 vol.). — BOINET (E.), *Les Doctrines médicales, leur évolution* (1911). — LEMOINE (A.), *Le Vitalisme et l'animisme de Stahl* (1864). — JENNER, *An inquiry into the causes and effects of the variolæ vaccinae* (Londres, 1798).

Pour les découvertes et les sciences géographiques, les relations de Bougainville, de Cook, etc. — CAHEN (Gaston), *Les Cartes de Sibérie au XVIII^e siècle* (1911). — MARGRY, *Découvertes et établissements des Français dans l'Amérique septentrionale*, t. VI (1888).

BERTHAUT, *La Carte de France, 1750-1898; Étude historique*, t. I (1898). — DELAMBRE (J.-B.-J.), *Grandeur et figure de la Terre*, p. p. G. Bigourdan (1912). — PERRIER (Georges), *La Figure de la Terre* (Revue annuelle de Géographie, 1908). — RAINAUD (Armand), *Le Continent austral* (1893). — SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE, *Centenaire de la mort de Cook* (Bull. Soc. Géogr., mai 1879).

II. LES LETTRES

Première période (1715-1760)

Victorieuse ou médiatrice, l'Angleterre, avec la Hollande devenue « une chaloupe à la remorque du vaisseau britannique », l'avait emporté sur la France : une monarchie parlementaire, appuyée sur une opinion intérieure et sur des alliés de caractère mercantile et bourgeois, avait eu raison de la « magnificence » française. Il ne faut pas attribuer aux prestiges matériels une influence primordiale sur les affaires de l'intelligence, mais il était naturel que l'effort des classes moyennes, dans tout l'Occident, fût en grande partie déterminé, au cours du siècle, par les vainqueurs des traités d'Utrecht : une certaine anglo-manie devait s'imposer à une période de l'histoire que caractérisera l'accession continue du Tiers à la responsabilité politique et à la dignité de la vie intellectuelle.

Telle est la vertu de la sociabilité française, tel est le mérite d'humanité et de généralité acquis par les classiques du XVII^e siècle, qu'une très grande partie des influences anglaises s'opèrent à travers les lettres françaises et grâce à elles : la langue a sa part dans la diffusion des « lumières », et la nôtre est alors un incomparable instrument d'échange, de discussion, de polémique, le lien de l'élite européenne, la monnaie d'échange entre gens d'esprit, la frappe donnée aux idées, même étrangères. Comme le confesse un auteur britannique du temps :

Le pesant lingot d'un seul vers anglais,
Étiré en fil d'archal français, étincelle dans des pages entières...

La principale substance, en effet, des valeurs diffusées dans tout l'Occident, durant une partie du siècle, viendra d'Angleterre. Non que l'anglo-manie ait duré jusqu'en 1800, ou même jusqu'en 1789; mais le statut implicite sur lequel s'édifie l'ère nouvelle reçoit d'outre-Manche ses articles fondamentaux.

D'abord, ainsi qu'il arrive après les grandes crises qui le secouent dans ses profondeurs, l'Occident tout entier, au lendemain des dernières guerres de Louis XIV, s'inquiète de ses directions moyennes. Étaient-elles dignes d'être conservées? Ne s'écartait-on pas à l'excès des préceptes de sainteté et de vertu qu'impliquait pour l'Europe un christianisme de base? Le cartésianisme dominant allait-il suffire à donner, de l'origine des connaissances, une idée satisfaisante?

Sur la première de ces questions, la réponse vint assez vite : la *Fable des Abeilles* de Mandeville (1714) semble la plus généralement admise des répliques offertes à une sourde inquiétude. « Les vices privés sont des vertus publiques », c'est-à-dire qu'une harmonie salutaire résulte des conflits d'appétits et de tendances que réprouve la morale, mais que pratiquent ceux qui vivent dans le siècle; comme dit Bayle de son côté, « un État de justes ne saurait subsister ». On sera donc « mondain ». On le sera de diverses manières, et celle de Voltaire peut différer de celle de Law et de ses clients : il n'en reste pas moins que le XVIII^e siècle ne se convertit pas à des préceptes de vertu qui prendront d'autant plus de force dans la propagande des sectes et, plus tard, dans l'appel à la simplicité qui trouva préparés tant de cœurs.

Locke, avec son empirisme, supplante en général Descartes et ses idées innées. Pour les esprits « philosophiques »,

Tout entre dans l'esprit par la porte des sens ;

ce vers de Delille proclamera sur le tard une influence que le plus grand nombre des esprits ne songera même pas à affirmer, tant l'atmosphère moyenne de la pensée se sera accoutumée à cette notion : l'acquisition des idées due uniquement à l'activité sensorielle de l'être.

Quant au problème des doctrines politiques fondamentales, l'idéal anglais, plus ou moins exactement interprété, s'imposera aux espoirs de l'Occident, quand n'y suffira pas la créance qu'on peut faire au « despote éclairé » : en tout cas, la séparation des trois pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, devient un dogme pour les réformateurs. Ceux-ci sont des « philosophes » ; ce mot change de sens en français, puisque, synonyme jusque-là d'esprit de sage accommodation, il tend à désigner les critiques religieux et sociaux ; et quand Voltaire, en 1759, écrit à M^{me} du Deffand que « nous n'avons même que depuis trente ans appris un peu de bonne philosophie des Anglais », c'est bien cette liberté de jugement à l'égard des doctrines et des institutions qu'il veut ici désigner.

De même que le XVII^e siècle français avait élaboré peu à peu le « type » de l'honnête homme, conforme aux aspirations d'une société et d'une époque sûres d'elles-mêmes, l'Angleterre tendait à offrir, à sa propre complaisance et à l'émulation de ses voisines, un idéal issu de ses vertus essentielles. Plus original et humoriste que semillant et gracieux, homme de comptoir et de club plutôt que de salon, positif dans sa conception de la vie autant que dans la pratique des affaires, généreux par humanité et non par ostentation, voyageur intrépide, ami du confort et friand de curiosités, jaloux — dans son île et au dehors — de ses droits civiques et prêt à les défendre, indifférent aux formes précieuses et plus goguenard que galantin en face du beau sexe, très capable enfin de choisir l'heure et le genre de sa mort, par décision plutôt que par désespoir : tel est le « libre citoyen » qui tend à imposer son ascendant aux hommes réfléchis, et la figure de John Bull n'aura guère qu'à exagérer quelques traits de ce citoyen britannique, marchand de la Cité ou gentilhomme campagnard, pour être la caricature d'un type substantiel sinon séduisant, plus enviable que sympathique peut-être, mais fort impressionnant, et auquel s'adjoindra une silhouette de femme un peu dolente, blonde et domestique, soumettant sa sensibilité à l'humeur plus rogue de son compagnon et trouvant dans la *nursery* ou dans les confidences domestiques son principal sujet d'entretien.

Les élégantes silhouettes de la France doivent défendre leur prestige, qui reste grand, contre ces rivaux mieux faits pour plaire aux classes moyennes : conciliants, des esprits cosmopolites affirment, dans la première moitié du siècle, que l'idéal de l'Européen, ce serait « le Français qui pense et l'Anglais qui parle ». Voltaire ne se lasse pas de dire que l'art de plaire et l'art de réfléchir peuvent être combinés par une culture anglo-française comme celle qu'il s'est donnée, ou que, après l'ère des mots arrangés et des fines nuances psychologiques, « le siècle des choses est arrivé ».

Quelles choses ? La « religion naturelle » s'oppose plus ou moins librement aux données de la révélation : Dieu, loin d'être conçu comme une spiritualité antagoniste à la Nature, est pour le déiste un pouvoir bienveillant qui manifeste sa bonté dans des lois cosmiques parfaitement réglées, qui ne fait plus de miracles, mais se révèle à l'homme par l'ordre même du monde et sa marche providentielle.

La science qui, surtout mathématique et physique au XVII^e siècle et au début du XVIII^e, tend à devenir plutôt zoologique et botanique, enregistre volontiers des « harmonies », un « plan de la nature » dont les classifications elles-mêmes témoignent d'un parfait accord entre l'entendement et son objet extérieur. Une fois la société amendée, l'optimisme

complet sera parfaitement justifié : le siècle y va besogner. Utilitaire en général, faite souvent pour l'édification et l'instruction, toujours susceptible en tout cas d'application sociale, la littérature devient un merveilleux moyen de diffusion et d'action immédiate pour les écrivains ambitieux de réforme sociale et de propagande : objectif normal en un âge ainsi orienté et qui vaudra surtout par là.

Le principe auquel on obéira, même en poésie, pendant la plus grande partie du siècle, c'est celui de l'« imitation choisie » :

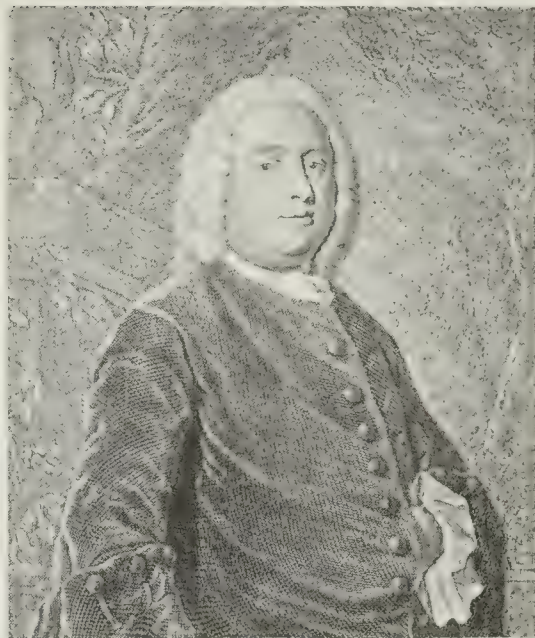
un discernement heureux permet à l'écrivain d'élire, dans la variété du monde ou des modèles, les éléments composites dont l'assemblage répondra au « beau idéal ». Esthétique assez étroite, qui ne permettra guère aux grandes constructions épiques et dramatiques, entreprises surtout en souvenir des nobles traditions, de posséder la vie : c'est plutôt dans les genres indépendants ou « secondaires » que le naturel et le charme trouveront un refuge.

LITTÉRATURE ANGLAISE. — Pope, consacrant à sa traduction d'Homère les années qui vont de 1715 à 1726, donne en quelque sorte au classicisme anglais sa grande charte poétique, et à une partie du siècle la tonalité dominante où devait se tenir la poésie de grand style. Sa *Dunciade* (1728) tente sur le Parnasse anglais une opération de police littéraire et morale qui, sous son voile d'allégorie, procède de la même inspiration que des œuvres plus légères, épîtres et satires. Surtout l'*Essai sur l'homme* (1733), avec ses quatre épîtres envisageant l'humanité en elle-même, puis dans ses rapports sociaux et par rapport au bonheur, et faisant de l'homme « le propre objet d'étude de l'homme », marque le haut point de l'étiage où les généralités classiques sont adaptées aux dispositions anglaises : la correction et la pompe font une place au concret et au sensible, et il y a des signes avant-coureurs de romantisme dans une forme qui reste d'ailleurs distinguée et noble. Enfin, si l'être humain se trouve ici placé au faite du système du monde, il est moins abstrait que l'« homme » du classicisme cartésien.

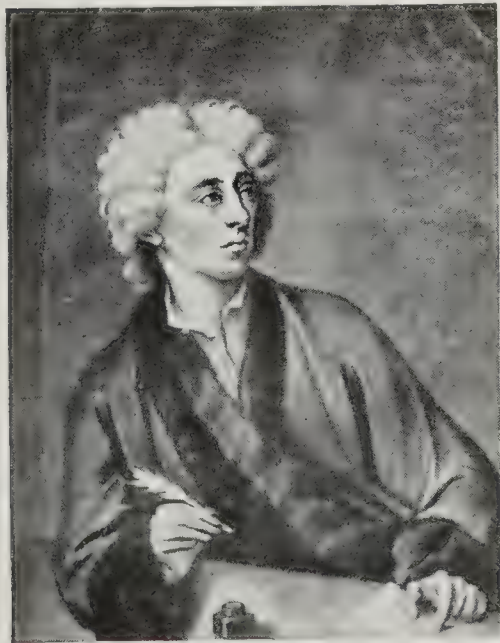
Il y a plus de simplicité dans l'œuvre et dans le personnage de Gay (1685-1732), dont on ne connaît plus guère les pastorales et les poèmes héroïques, mais dont on goûte encore le brillant *Opéra du vagabond* (1728). De même, la régularité de forme de Tickell ou de Parnell a moins fait, pour la réputation ultérieure de ces poètes, que des accents épars d'élégie ou de mélancolie. Il y a ainsi, dans la littérature anglaise qui illustre les règnes des premiers successeurs de la reine Anne, des survivances qui deviendront bientôt des germes de renouvellement.

Surtout, l'esprit anglais, médiocrement séduit par la séparation de l'abstrait et du concret où penchait le cartésianisme, trouve volontiers ses positions maîtresses dans la *philosophie naturelle* : expression usitée, depuis Newton en particulier, pour désigner, comme l'a dit Auguste Comte, « l'ensemble des diverses sciences d'observation considérées jusque dans leurs spécialités les plus détaillées » ; il y aura là, pour l'exercice de l'esprit, une façon de maintenir des prédilections assez différentes de celles de la France intellectuelle. Il était normal que l'œuvre descriptive d'un James Thomson (1700-1748), les *Saisons* (1726-1730), vint rompre, au profit du monde extérieur et des décors successifs de l'année, un équilibre dont l'esprit classique faisait une manière de domination de la nature par l'esprit. L'activité humaine, d'ailleurs, partout évoquée dans ces vers, le sentiment du cœur associé à l'impression des sens, ont donné une valeur durable en Angleterre, et bientôt sur le continent, à ce type de poésie « descriptive », si propre à enchanter des générations optimistes.

Périodiques d'allure bourgeoise, satisfaisant de même une curiosité croissante et une moralité plutôt conservatrice, le *Spectator*, le *Tatler* et bien d'autres ont fait école. Steele (1672-1729), qui est avec Addison le plus connu des « rédacteurs » de revues de cet ordre,



SAMUEL RICHARDSON (1689-1761). — Gravure de Bernigeroth. — Bibl. Nat.



ALEXANDRE POPE (1688-1744). — Gravure de J. Simon, d'après une peinture de Dahll. — Bibl. Nat.



MONTESQUIEU (1689-1755). — D'après la médaille de Dassier. — Bibl. Nat.

l'humanité, mais qui trouve dans sa solitude la force de vivre vingt-huit ans loin de la société sans perdre des vertus de constance, de décence, d'optimisme qu'on attribue d'ordinaire au vivant appui des relations mutuelles du monde social, apporte (1719) une note curieuse à la littérature universelle, qui en fera son profit avec plus ou moins de retards et d'altérations. Traduite dès l'année suivante par l'intermédiaire de la Hollande, cette monographie aventureuse fait vite son chemin dans les pays germaniques, mais tarde davantage à s'acclimater chez les Latins : l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau achèvera de lui conférer une valeur décisive.

Les *Voyages de Gulliver* de Swift (1667-1745) dissimulent à demi, sous le voile de l'humour, la plus amère satire de la prétention humaine et des apparences sous lesquelles se laissent découvrir l'ineptie sociale et la perversité congénitale, la courte raison de l'homme (1726). « Doyen de Saint-Patrick » à Dublin, amené par ses fonctions à s'inquiéter des misères irlandaises, l'auteur de ces semblants de voyages extraordinaires, âpre génie acrimonieux et passionné qu'une *Bataille des livres*, un *Conte du tonneau* avaient fait connaître comme critique et polémiste, déguise sous le sérieux, la cocasserie, le réalisme, un pessimisme absolu qui déshabille sans gaieté la pauvre marionnette infatuée qui porte le nom d'homme.

Le *Conte du tonneau*, un de ses premiers écrits, renvoyait dos à dos des religions affirmant à l'envi qu'elles sont fidèles au pur esprit chrétien : on admettait volontiers que, grâce au pullulement des sectes, l'Angleterre connaissait une paix religieuse que ne pouvait troubler un parti dominateur. L'intensité de vie chrétienne dont témoigne cette contrée au début du XVIII^e siècle est, de fait, un phénomène dont la littérature a ressenti le contre-coup. Wesley, le fondateur du méthodisme (1703-1791), fait dater sa conversion d'une expérience mystique de 1738 et se dépense en un apostolat où hymnes et prédications ont leur place : désormais, la littérature devra compter, comme la politique, avec l'esprit d'un « non-conformisme » favorable à l'émotion plutôt qu'à l'esprit, à la morale plus qu'à l'art ; des régions vierges s'offrent à certains genres littéraires comme à certaines vues sociales.

C'est en particulier toute une ère nouvelle qui va s'ouvrir pour le roman européen. En novembre 1740, la publication de *Pamela ou la Vertu récompensée*, par S. Richardson (1689-1761), un maître-imprimeur de plus de cinquante ans, marque une date dans l'histoire de la fiction. Les « lettres familières d'une jeune et belle demoiselle à ses parents » eurent un succès immédiat : l'effusion épistolaire de cette femme de chambre, qui résiste aux violences de son maître et se fait épouser par lui, était faite pour plaire à un public avide de sentiment et de romanesque en même temps que de moralité. *Clarisse Harlowe* (1747-1748) répartit l'intérêt sur un plus

est aussi le rénovateur de la comédie sentimentale.

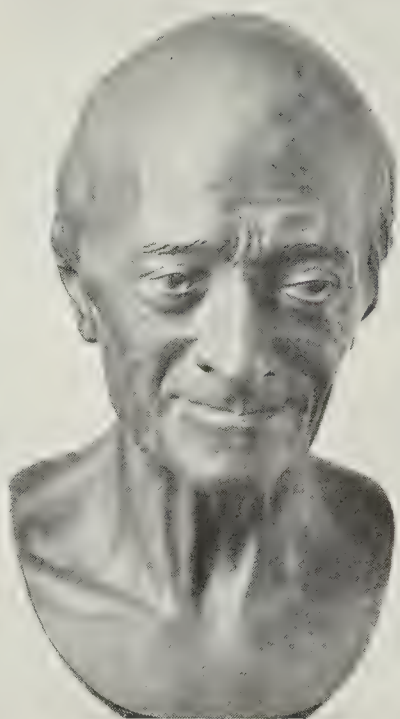
Mais c'est dans le genre du roman que l'éveil des classes moyennes anglaises manifeste le mieux le genre de vitalité et d'originalité qu'on en pouvait attendre. Le *Robinson Crusoé* de Daniel de Foë (1660-1731) est l'œuvre tardive et assez imprévue d'un sexagénaire, homme d'affaires et d'intrigues, partisan passionné autant qu'auteur au sens français du mot. Ce roman de l'homme qu'un naufrage isole de

grand nombre de personnages, et c'est ici que le séducteur Lovelace fait son entrée dans la littérature, pervers, roué, redoutable par ce qu'il a de séduisant. *Sir Charles Grandisson* (1754), au contraire, exagère les mérites d'un impossible homme de bien, sans renoncer aux effusions et aux attendrissements.

A la sentimentalité éperdue qui s'épanchait dans Richardson et chez ses successeurs, s'oppose presque aussitôt la libre allure des récits hauts en couleur par lesquels une Angleterre plus drue, plus concrète, plus mobile, renouvait à sa façon la tradition des

picaresques espagnols. Fielding (1707-1754) prend nettement le contrepied de Richardson. Ce grand disciple de Molière, qui a adapté plusieurs de ses pièces, lance cordialement dans la vie mêlée de ce bas monde les héros de son *Joseph Andrews*, de son *Tom Jones* surtout, tandis que Smollett (1721-1771) rabaisse d'un ton, et jusqu'à la bohème, le caractère de ses récits et la présentation des milieux où évoluent *Peregrin Pickle*, *Roderick Random* et les autres. Le lien qui rattachera le roman de Dickens à ces créations, à travers les zones d'un fantastique ou d'un grotesque plus accusés, a été souvent signalé, de même qu'une certaine analogie des êtres entre le monde de Walter Scott et celui de Richardson. D'ailleurs, confidences de « belles âmes » que leur condition médiocre ne dissuadait pas de cultiver les droits du cœur et la volupté des larmes, ou franches équipées de gaillards traversant avec désinvolture la vie, la place faite aux classes moyennes reste décisive dans ces deux variétés fécondes de romans.

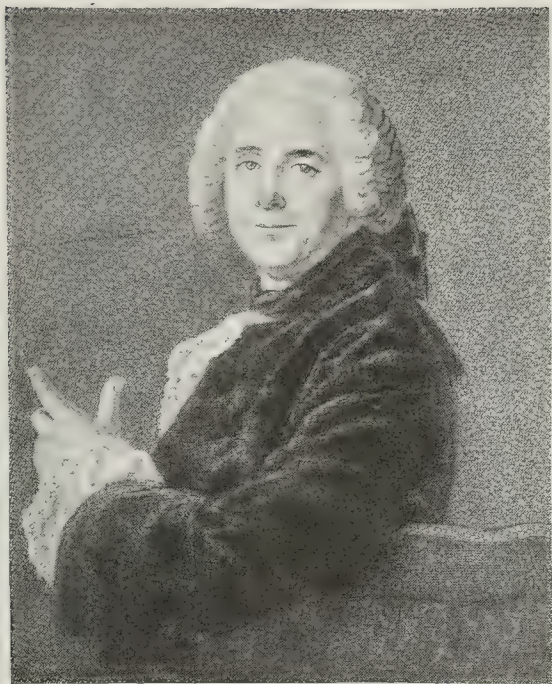
C'est aux mêmes préoccupations du public que s'adressent, en somme, des pièces de théâtre comme *le Marchand de Londres*, de Lillo (1731), et *le Joueur*, de Moore (1753), puisque ces « drames bourgeois » mettent en scène, non plus d'illustres catastrophes, mais l'histoire d'un apprenti conduit au meurtre par une courtisane, la ruine causée par une passion vicieuse chez un héros de condition très ordinaire. Par attachement à un grand nom, le théâtre shakespearien connaîtra au XVIII^e siècle maint renouveau ; d'autre part, l'adaptation des formes françaises de tragédie pourra plaire à des esprits distingués de l'Angleterre, aristocrates ou intellectuels : une carrière plus prospère attend, malgré tout, des pièces directes, utiles,



VOLTAIRE (1694-1778). — Buste de Houdon. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.



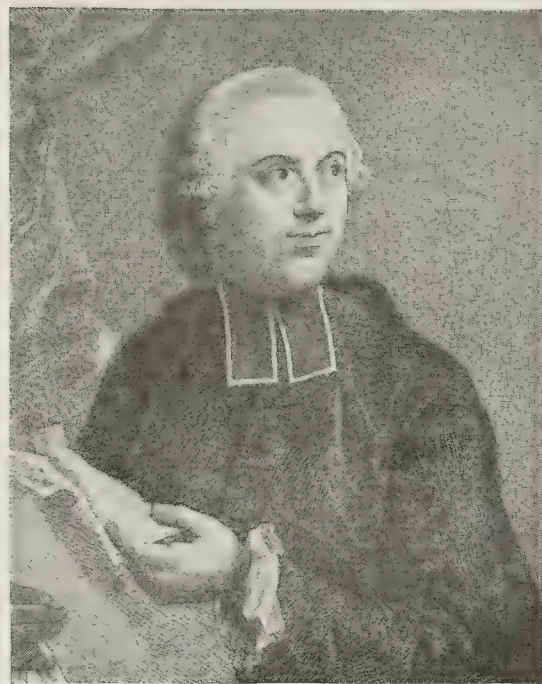
FAÇADE OUEST DU CHATEAU DE FERNEY. — Gravure de Queverdo, d'après Siguy. — Bibl. Nat.



MARIVAUX (1688-1763). — Gravure de Massard, d'après la peinture de L.-M. Van Loo.



BUFFON (1707-1788). — Gravure de V. Vangelisty. — Bibl. Nat.



CONDILLAC (1715-1780). — Gravure de Volpato, d'après une peinture de Baldrighi. — Bibl. Nat.

dépourvues d'art supérieur. Sans donner encore, dans son style poétique, beaucoup de gages à des nouveautés saisissantes, Young (1683-1765) annonce et prépare les temps prochains, met en cause l'optimisme moyen en matière de destinée, fait de son *moi* l'exposant mélancolique d'une méditation — fort connue de toutes les traditions humanistes et chrétiennes — sur la vie, sur la mort. Ses *Nuits* (1742-1746) ont beau développer sans lyrisme des thèmes familiers à moralistes et prédicateurs; leur affabulation de clair-obscur, l'évocation frissonnante de lieux communs, mais parmi les tombes, suffisaient à parer ces poèmes d'une amère nouveauté : d'où un succès sans précédent en Angleterre et sur le continent. Une poésie « nocturne et sépulcrale » suit désormais son cours. Le *Tombeau* de Blair (1743), les *Tombeaux* de Hervey (1745-1747) contribuent à orienter le « préromantisme » de ce temps vers la même région. C'est d'ailleurs Young, médiocre lyrique, qui a, dans ses *Conjectures sur la composition originale* (1759), donné ses premières lettres de créance à une théorie engageante et commode : celle qui, de deux sortes d'« imitations », l'imitation des modèles ou l'imitation de la nature, préférerait décidément la seconde. On trouvera bien des encouragements à la révolte esthétique dans un traité qui était, avant tout, un écho de la querelle des anciens et des modernes.

LITTÉRATURE FRANÇAISE. — Au crépuscule du véritable classicisme, après diverses tentatives pour maintenir ou alléger une orthodoxie littéraire et morale, c'est toute la relativité des goûts, des mœurs, des codes sociaux, qui va se révéler.

Montesquieu (1689-1755) commence par donner quelques opuscules de caractère tout académique, avant de rencontrer le succès avec ses *Lettres persanes*, spirituelle critique des mœurs contemporaines sous le masque d'observateurs orientaux. Libre de sa charge de président au Parlement de Bordeaux, il parcourt une partie de l'Europe, s'arrête deux ans en Angleterre, et, de retour en son château de la Brède, travaille à loisir à l'œuvre qui devait l'illustrer : *l'Esprit des lois* (1748). Les « rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses » sont conditionnés par les ensembles divers de causes où le climat tient la première place; les constitutions politiques sont relatives : les préférences de l'auteur vont à l'équilibre des pouvoirs dans une monarchie « tempérée ». Une certaine tendance au fatalisme historique, ou tout au moins à une étroite détermination du moral par le physique, s'y laisse discerner, de même que les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* (1734) avaient peut-être exagéré l'enchaînement rigoureux des circonstances collectives déterminantes.

Chez l'abbé de Saint-Pierre (1658-1743), une croyance illimitée, vraiment pathétique, dans les destinées du genre humain, explique, parmi d'autres raisons de « bienfaisance », le fameux *Mémoire pour rendre la paix perpétuelle* (1712 et 1717). « Le genre humain n'est encore qu'en enfance, en comparaison de ce qu'il sera dans cinq ou six mille ans... »

La « philosophie », c'est-à-dire la critique des abus et la discussion des principes et des conventions, prendra chez Voltaire (1694-1778) les formes protéennes qui triomphent dans la plus grande partie du XVIII^e siècle et lui donnent son principal éclat. Ce Parisien

d'origine poitevine, fils d'un notaire pourvu ensuite d'un emploi à la Chambre des comptes, brillant élève des jésuites et familier du monde léger de la Régence, passe déjà pour l'héritier de Racine en raison de son *Œdipe* (1718), pour le plus heureux des poètes de cour après *Marianne* et *l'Indiscret*, pour un hardi réalisateur épique par son *Poème de la Ligue*, quand ses démêlés avec un Rohan-Chabot, sa détention à la Bastille qu'il connaissait déjà, lui font chercher un asile en Angleterre. Là, pendant un séjour de plus de deux ans, il s'initie à mainte singularité féconde. Il sera, au retour, un défenseur passionné de la tolérance religieuse, newtonien déterminé, avocat de formes dramatiques plus souples; ses succès dans tous les genres, la tragédie de *Mérope* (1743) comme les opuscules philosophiques et les spirituels badinages épistolaires ou poétiques, font de lui le favori du public lettré. Pour le pouvoir, c'est autre chose, et si Voltaire, naguère pensionné par la France et subventionné par l'Angleterre, accepte en 1750 d'aller auprès de Frédéric II pour être « son grammairien, non son chambellan », les soupers de Potsdam, les démêlés avec l'Académie de Berlin prennent fin dès 1753. Bientôt Voltaire s'installe, « roi chez lui », aux Délices, enfin à Ferney, d'où son esprit ne cesse de rayonner par tous les moyens sur son siècle, et qu'il ne quittera, en 1778, que pour mourir à Paris dans une atmosphère d'apothéose.

Si Voltaire a vraiment « régné » sur son époque, c'est que — pour la première fois — une activité d'écrivain se saisissait ici d'une puissance diffuse, l'*opinion*, et contraignait les autres pouvoirs à compter avec cet esprit public dont Voltaire comprend si bien le maniement : « Il est bien plus aisé de mener les hommes par les idées qu'ils ont qu'en voulant leur en donner de nouvelles. » Pour remplir cet emploi de perpétuel et partial informateur, il faut avoir, non seulement l'esprit, l'à-propos dont Voltaire était supérieurement doué, mais l'art de tourner en propagande tous les épisodes qui s'offrent, de s'emparer de tous les faits pour en tirer argument. Le goût de l'évidence facile, le persiflage à toute force sont la rançon d'une activité qui déteste l'intolérance, la niaiserie, l'abus d'autorité, la fausse science, qui fait merveille s'il s'agit de défendre La Barre et Calas, Sirven et Lally-Tolendal. Voltaire s'attaque souvent à de plus nobles objectifs et préfère railler à toute force que voir juste, comprendre l'enchaînement des choses, se résigner, se soumettre : *Candide*, protestation contre l'optimisme métaphysique, les alertes *Contes* font plus, pour la gloire de Voltaire, que *Zaïre*, gageure de simplicité au théâtre, et *Mérope*, tragédie sans amour, ou que les comédies, ou même que le célèbre poème de la *Religion naturelle*. *L'Essai sur les mœurs*, le *Dictionnaire philosophique*, d'innombrables écrits de circonstance agissent sur l'esprit public; après une longue existence à laquelle font défaut les grands dévouements, mais non les salubres indignations et le désir passionné de voir clair, Voltaire pouvait signer cette profession de foi d'une de ses préfaces : « On retrouvera dans tous mes écrits cette humanité qui doit être le premier caractère d'un être pensant; on y verra... le désir du bonheur des hommes, l'horreur de l'injustice et de l'oppression. » Seulement « les gens qui rient sur les grandes choses », comme dira Flaubert, seront toujours tentés de s'autoriser de son génial persiflage, et ce sera là, de par le monde, la rançon et la limite d'une action qui, cependant, a mis, le plus souvent, le sarcasme au service de l'intelligence et de la justice.

L'abbé Prévost (1697-1763) doit sa renommée à un admirable petit récit, *Manon Lescaut* (1731), enchâssé dans une œuvre considérable, parfois prolixe et hâtive : c'est que dans cette simple et douloureuse histoire d'amour d'une fille perdue et d'un chevalier d'industrie, se concentrent, à vrai dire, les expériences, les émotions, les véhémences d'un homme qui, religieux intermittent, grand voyageur, laborieux ouvrier de lettres, traducteur de Richardson et interprète de l'Angleterre, est sincère et indépendant en face de la vie.

Marivaux (1688-1763) a laissé dans son théâtre l'expression nuancée d'une société exquise, agile et subtile : « J'ai guetté, disait-il, dans le cœur humain toutes les niches différentes où peut se cacher l'amour, lorsqu'il craint de se montrer, et chacune de mes comédies a pour objet de le faire sortir d'une de ces niches. » *Surprises de l'amour*, en effet, qui font du « marivaudage » une sorte de subtilité racinienne, se jouant à l'aise au milieu des mille nuances de la vie des cœurs. A son théâtre s'ajoutent des œuvres de tout genre, entre autres *Marianne* et *le Paysan parvenu*, romans qui ont leur part dans l'expression d'une société nouvelle.

Lesage (1668-1747) avait, dans *Turcaret*, flagellé au théâtre le traitant enrichi ; *le Diable boiteux* et *Gil Blas* (1715-1735) passent en revue, à l'espagnole, les situations sociales où se donne carrière une spirituelle friponnerie. Crébillon fils (1707-1777) égaie surtout ses contemporains par la fantaisie licencieuse de ses récits.

Par ses comédies (*le Glorieux*, 1732), Destouches (1680-1754) maintient à la scène le goût des études de caractère dramatisées, comme la tradition s'en perpétuera chez nous. Avec des ambitions diverses et des mérites variés, Piron, Boissy et beaucoup d'autres recueillent divers éléments de l'héritage de Molière, tandis que la formule tragique, modifiée par Voltaire, trouve une nouvelle raison d'être dans la prédication philosophique, et que, dans le roman, des germes de nouveauté commencent à agir, ou que s'y développent les ferments variés fournis par la tradition, par l'étranger, par la complexité de la vie ambiante, par les thèses philosophiques et sociales.

Que devient le lyrisme dans une époque ainsi disposée à n'abdiquer guère les droits de l'esprit critique ? J.-B. Rousseau (1670-1741) fait de l'ode le triomphe d'une laborieuse convention, mais excelle à donner à l'épigramme une netteté incisive. La poésie badine, en effet, sous diverses formes, s'adapte aux jeux de la belle société, surtout à ses galanteries, sans se risquer à la grande émotion ou à une vraie spontanéité de forme, et même la poésie sacrée d'un Lefranc de Pompignan (1709-1784) reste soumise à de dures contraintes esthétiques. « Nous sommes, dit Voltaire poète, des esclaves qui voulons danser avec nos chaînes. »

Sous l'artifice et l'imitation qui se perpétuent dans les « genres nobles », les indices de renouvellement se discernent cependant de toutes parts ; même le sentiment ne perd pas tous ses droits dans un âge lucide avant tout. Gresset en veut, dans *le Méchant*, à la « stérilité de l'âme » ; *Vert-Vert*, chez ce poète badin qui ne sera jamais sarcastique pour de bon, est une réussite assez exceptionnelle de la vingtième année (1734). Duclos (1704-1772), par indépendance de caractère, refuse de faire cause commune avec les « grands raisonnateurs et sous-petits raisonneurs » contemporains dans ses *Considérations sur les mœurs de ce temps* (1751). Sincérité, noblesse et discrétion dans l'attendrissement stoïque caractérisent la pensée de Vauvenargues (1715-1747).

Au théâtre aussi, l'émotion, même grosse, trouve à se frayer un chemin. Nivelles de la Chaussée (1692-1754) débute à quarante ans au théâtre : *la Fausse Antipathie* prélude en 1733 à ce « comique larmoyant » qui tiendra longtemps la scène et ouvrira la voie à de nouvelles variétés de spectacle ; La Place (1707-1793), par ses initiatives de traducteur, contribue à rénover le théâtre. Mais la dominante reste bien le règne de l'esprit, de l'intelligence pénétrante et gouailleuse ; l'investigation porte dans le même temps sur les données de la métaphysique, de la religion, de la tradition religieuse, des allégations légendaires. Buffon (1707-1788) lance en 1749 les premiers volumes de son *Histoire naturelle*, dont la publication passera

la date de sa mort. Persuadé de l'unité du plan de la nature, il éprouve une sorte de déférence pour des forces si harmonieuses, et s'efforce de leur faire honneur dans des tableaux éclatants. De plus en plus hardis sont les empiétements de l'esprit critique sur la métaphysique : *l'Homme machine*, de La Mettrie, est de 1748 ; le *Traité des Sensations*, de Condillac, de 1754 ; *l'Esprit*, d'Helvetius, de 1758 : par là, l'empirisme de Locke prend des formes de plus en plus agressives. Les tentatives de défense théologique ou laïque sont vaines, et Lefranc de Pompignan, Palissot ou Fréron ne mettront pas les rieurs de leur côté : les rieurs, c'est-à-dire l'opinion de quiconque se pique de juger par soi-même. Au confluent de la raillerie voltairienne et de la critique ou de l'investigation sociale et scientifique, un dessein fameux rassemble, au milieu du siècle, une brillante équipe de collaborateurs pour un « dictionnaire universel des arts et des sciences » qui, analogue à la *Cyclopedia* de Chambers, soit le répertoire raisonné, raisonnable, raisonneur, des choses connues : « La raison, écrit Diderot dans l'*Encyclopédie*, est à l'égard du philosophe ce que la grâce est à l'égard du chrétien. » Choisi en 1745 pour diriger la publication, il préside avec d'Alembert (1717-1783) à l'élaboration de ce prestigieux répertoire, dont le dix-septième et dernier

volume paraîtra en 1765, et qui deviendra l'arsenal du rationalisme. Son collaborateur, mathématicien précoce, homme du monde et d'Académie en même temps que spécialiste renommé, écrit le *Discours préliminaire* pour établir, dans un plan tout humain, la filiation et le développement des connaissances. Diderot (1713-1784), esprit singulièrement vivant, autodidacte, avide d'omniscience et plein de contradictions, matérialiste avec élan, athée avec délices, attendri jusqu'aux entrailles par certaines réalités, ignorant et dédaigneux du grand style ou de la simple distinction artiste, mais spontané, désordonné, pathétique, à la fois vulgaire et maniéré, représente bien le passage du XVIII^e siècle « raisonnable » au XVIII^e siècle « sensible ». Sa foi dans un dynamisme essentiel, animant la molécule et faisant vivre la matière, l'apparente à la tradition des panthéistes « ivres de Dieu » : il se déclare en même temps « ivre de vertu », proche de Shaftesbury dont il s'inspire, pensant comme lui que « l'athéisme est moins offensant que la superstition ». Bien qu'il n'ait jamais passé la Manche et que son amour des digressions, des négligences et des synthèses un peu lâches l'ait fait appeler « tête allemande », il a reçu d'Angleterre presque tous les ferments de sa pensée, mais l'effervescence qu'ils y produisent

est bien sienne : son goût de la vie, même tumultueuse, son sens des forces, même immorales, son aptitude à sympathiser avec les conflits sociaux, avec les détails caractéristiques de l'individu, font de lui un novateur éminent dans presque tous les domaines. La tradition académique française n'a pas de plus violent ennemi que le véhément défenseur du tragique domestique dans *le Fils naturel* et *le Père de famille*, le chroniqueur des *Salons*, l'humoriste de *Jacques le Fataliste*, moralisateur inconsistant et historien passionné.

LITTÉRATURES NÉERLANDAISE ET HELVÉTIQUE. — Intermédiaires excellents entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne, avec des curiosités volontiers exotiques et une grande multiplicité de pensée religieuse, la Hollande et la Suisse jouent un rôle important, durant presque tout le siècle, comme terrains de rencontre et d'échange. Leurs propres auteurs comptent moins, pour la littérature générale de l'époque, que leur office d'arbitrage et d'échange entre tendances divergentes.

La tradition du grand style tente encore de se révéler en Hollande, dans des œuvres comme *l'Abraham* de Hoogvliet (1727), les épopées profanes de Steenwijk ou le *Friso* de Van Haren (1741), et c'est le prestige du classicisme français qui continue d'opérer, tel que l'avait préconisé un « dictateur » comme Pels. Philosophe bourgeois, réformateur de la langue, Van Effen s'appuie volontiers sur les productions d'Angleterre. Dans son inspiration autochtone, la littérature néerlandaise reste fidèle à certains traits fonciers : une gaieté vulgaire s'affirme dans les œuvres de Langendijk (1683-1756), artisan plein de verve dont on a dit qu'il était une sorte de Scarron hollan-



DIDEROT (1713-1784). — Peinture de L.-M. Van Loo. — Musée du Louvre. Cl. GIRAUDON.

dais ; ou bien l'attachement de poètes tels que Poot (1689-1733), Smits, ou Elisabeth Hoofmann, à un cadre de fraîche nature suscite un anacréontisme sans fièvre, d'une jolie note sincère et simple. Le théâtre reste en arrière et ne trouve pas de formule mémorable entre la farce d'auteurs « locaux » à l'excès et les grands genres d'importation étrangère.

La Suisse romande, avant Rousseau, risquerait de s'épuiser en arguties théologiques, si un vif renouveau des sciences ne se manifestait, à Genève en particulier, et si les affinités cosmopolites des Cantons ne servaient pas à enrichir l'esprit des meilleurs citoyens, un Crouzas à Lausanne, un Muralt à Berne. C'est surtout dans la période qui va suivre que l'initiative de la Suisse se fera sentir au dehors : elle absorbe en ce moment des ferments venus d'Angleterre en même temps que de France, et, par le zèle de ses historiens, affirme très énergiquement sa conscience nationale. La Suisse alémanique — Zurich en particulier — entre dès ce temps dans la lice intellectuelle. Bodmer (1698-1783), très enraciné dans son milieu local, très ferme dans son rôle d'humaniste utilitaire et moralisant, s'essaie dans les « grands genres » de l'épopée, de la tragédie, s'efforce en vain de les animer par la Bible ou l'histoire nationale, mais rafraîchit le culte de l'ancienne littérature germanique ; associé à Breitinger (1701-1776), il fournit aux pays de langue allemande une imitation du *Spectateur* d'Addison. Puis, c'est une défense du « merveilleux » qui devient, vers 1740 et à l'encontre des tendances dominantes, un problème fondamental de la littérature : la libération de la fantaisie créatrice se trouve impliquée dans une apologie plus ou moins hardie de facultés que réprouvait le strict rationalisme. Par là, les « Suisses » ont une part à l'éveil progressif de la littérature allemande au XVIII^e siècle.

LITTÉRATURE ALLEMANDE. — La Germanie, incertaine de son destin, est avant tout le champ clos d'idées et de goûts qu'alimentent d'une part le classicisme français fondé sur les convenances sociales et sur l'activité rationnelle de l'esprit, d'autre part la « sagesse » anglaise, bientôt renforcée des attraits du méthodisme et des promesses du « génie original ».

L'action de la France littéraire demeure très forte et assez féconde, grâce aux cours princières, à l'émulation des doctes, à de multiples contacts de société. Elle inspire la tentative par laquelle Gottsched (1700-1766) devient, dans le « Petit-Paris » de Leipzig, l'arbitre des bienséances germaniques. Aidé de sa femme, Louise Kulmus (1713-1762), et de quelques amis, en liaison avec la troupe de comédiens que dirigent les Neuber, il entreprend une campagne à la Boileau pour améliorer le goût germanique, non par les dehors et la simple imitation des modèles étrangers, mais par une épuration intérieure ; Gottsched veut que les lettres soient au service de la « saine raison », et ses multiples entreprises, d'accord avec ce programme, luttent contre les bassesses et les vices courants : il manque à toutes, et surtout à sa tragédie de *Caton mourant*, l'étincelle du génie. Ses disciples ou ses partisans, rattachés de près ou de loin à l'école de Leipzig, ne confèrent qu'un éclat artificiel aux lettres allemandes : Schönaich (1725-1807) et son *Hermann*, J.-E. Schlegel (1719-1749) et son théâtre, modelé à l'école des Grecs et non des Français seulement ; Cronegk (1731-1758), attentif aux principes de la tragédie française ; Zachariä (1726-1777) et son burlesque *Renommiste* (1744), sont les principaux représentants d'un effort louable, mais passager. Des anacréontiques, de leur côté, font écho à la poésie légère des Français.

Mais l'exemple de la France sembla en fin de compte moins analogue aux dispositions foncières de l'Allemagne que celui qui venait d'Angleterre, et surtout qu'une détermination indépendante, plus « dynamique », en somme, que sociale et intellectuelle. Ainsi s'explique que même l'adhésion totale de Frédéric II à l'intellectualité française — empirisme philosophique, scepticisme religieux, académisme officiel, foi dans les « règles » — n'ait été, à vrai dire, qu'un coup d'État de souverain ambitieux de rivaliser avec le Roi-Soleil : le bénéfice des idées claires, tel que l'ami de Voltaire tenait à le conférer au plus vite à son entourage et à ses parfaits fonctionnaires, était une façon d'outillage officiel. L'action de ce roi de Prusse, si clairvoyant, si machiavélique, se fait sentir par la confiance victorieuse qu'il donne à toute une partie du Parnasse allemand. Il y paraîtra (1767) dans la *Minna de Barnhelm*, de Lessing (1729-1781), critique rationaliste assurément, admirateur du classicisme, mais qui va conduire à son terme la dépendance intellectuelle de l'Allemagne à l'égard du siècle de Louis XIV : disposé à admettre Shakespeare comme un vrai tragique, le drame bourgeois des Anglais comme la forme sincère d'une moderne dramaturgie, — et il l'imita dans *Miss Sara Sampson* et *Emilia Gulotti*, — il n'a donné qu'avec effort

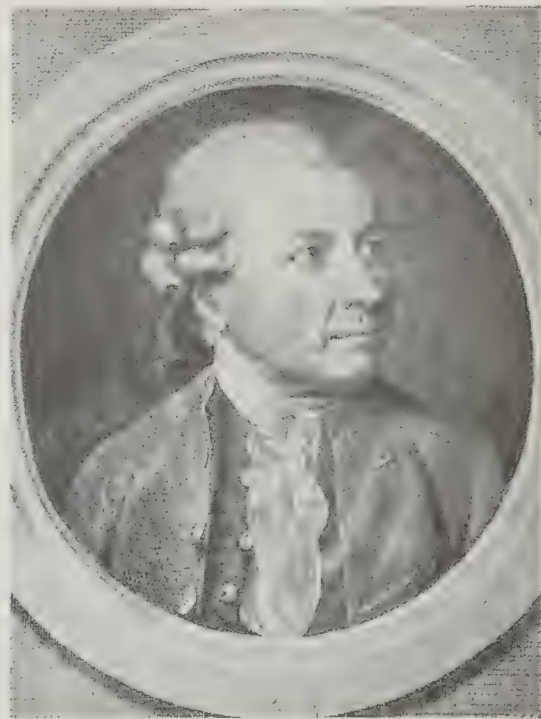
ou parti pris une libre expression à son individualité, peu sensible et poétique. Son intrépidité critique, en revanche, et sa confiance dans l'ordre rationnel — fût-il prussien — sont indéfectibles, ainsi que ses vues sur l'*Éducation du genre humain* par une religion développant progressivement l'esprit que voile la lettre de la révélation : *Nathan le Sage*, drame philosophique, sera l'expression de la pensée théologique de Lessing. Plus discursive que créatrice, à tout prendre, son activité a surtout déblayé de multiples terrains : par les *Lettres sur la littérature* (1759-1765), en s'efforçant de retrouver une tradition « classique » plus vraie que certaines imitations ; par le *Laocoon* (1766), en limitant la portée de l'axiome *ut pictura poesis*, qui justifiait la manie descriptive ; par la *Dramaturgie*, en frayant la voie à Diderot et aux Anglais contre Voltaire et l'ancien théâtre.

Malgré l'engourdissement prolongé de ses classes moyennes, l'Allemagne s'ouvrait ainsi aux influences britanniques. Le relai mercantile de Hambourg, les contacts officiels du Hanovre, les intermédiaires calvinistes de la Suisse et de la Hollande faisaient pénétrer, dans cette région du continent, des ferments d'origine britannique dont le développement est lié à l'éveil germanique. Revues « moralisantes » lancées à Hambourg dès 1713, à Zurich en 1721, à l'imitation du *Spectateur* anglais, et destinées à faire concurrence aux *Mercur* rédigés pour les cercles princiers, ramenant l'attention des milieux bourgeois sur eux-mêmes et leur propre dignité ; voyages d'affaires et d'études ; traductions et adaptations — souvent d'après une version française — complètent une familiarité où l'Angleterre, pour l'instant, a tout à donner. C'est ainsi que les principaux adversaires de Gottsched, les Zurichois Bodmer et Breitinger, n'ont pas de meilleure démonstration à opposer au rationalisme du maître de Leipzig qu'une traduction en prose du *Paradis perdu* de Milton (1732), étayant une *Poétique* (1739), un *Traité critique du merveilleux* (1740), des *Considérations sur les tableaux poétiques des peintres* où sont défendus les droits poétiques de l'irrationnel.

Ceux du sentiment s'affirment, et avec excès, dans l'œuvre romanesque de Gellert (1715-1769), grand admirateur de Richardson, poète et fabuliste à son heure, mais qu'un seul roman, la *Vie de la comtesse suédoise* (1747-1748), a rendu cher à tout un public avide de retrouver une phraséologie quasi religieuse à propos d'aventures souvent risquées.

Une sorte de confiant parallélisme que l'âme croyante découvre entre la nature et la vie humaine caractérise en général le lyrisme germanique, et ne laisse pas de déborder, par une extension presque mystique, sur des régions où, ailleurs, l'intelligence, l'esprit politique, le sens de la personnalité, tiendraient à défendre leurs positions. La poésie descriptive s'autorise de ce naturisme docile chez les Allemands. Brockes (1680-1747), Hambourgeois fort au courant des lettres anglaises, traducteur de Pope et surtout de Thomson, chante en neuf fragments, de 1721 à 1748, les *Terrestres délices en Dieu* et réconcilie tout à fait le sentiment religieux et la poésie. E.-C. von Kleist, de son côté (1715-1759), chante le *Printemps* avec une effusion qui fait prévoir le lyrisme direct des grands poètes de la fin du siècle. Il appartient d'ailleurs au groupe des littérateurs prussiens que l'ascendant de Frédéric II appelle à une inspiration patriotique nouvelle, et dont Gleim et Ramler sont deux représentants notables.

Il était donné à Klopstock de satisfaire diverses tendances auxquelles ces essais de la Muse germanique répondaient en partie. Les premiers chants de la *Messie* paraissent en 1748 ; les derniers ne seront publiés qu'en 1773 : avec les *Odes* et les drames bibliques ou tudesques publiés dans l'intervalle, c'est toute une révélation, pour l'Allemagne, qu'une œuvre de cette ampleur et de cette tonalité. Le sentiment religieux concilié à fond par une persistante



KLOPSTOCK (1724-1803). — Gravure de Geyser, d'après la peinture de Juel. — Bibl. Nat.

inspiration biblique; l'ambition de rivaliser enfin avec les plus grands modèles; le frémissement de la harpe opposé aux vibrations de la lyre; une effusion lyrique créant de nouvelles ressources de langue et de rythme: autant de raisons qui firent de l'œuvre de Klopstock un patrimoine national et une promesse d'avenir, en dépit d'insuffisances manifestes, faible intérêt humain d'une épopée dont l'action est prévue et les péripéties obligées, interventions surnaturelles qui n'ont ni une très grande valeur symbolique, ni une véhémence orthodoxe incontestable, monotonie de construction que ne relèvent guère des artifices d'*oratorio* — récitatifs, monologues, dialogues, « ensembles ». Luthéranisme, piétisme, nationalisme germaniques sont d'accord pour saluer dans la *Messiede* une promesse et une réalisation, concédant le moins possible à l'esprit critique, aux gentillesques de société, au génie de la Cité. Même sans la trilogie des *Arminius*, ces « bardietes » où Klopstock prétendait ressusciter les chants et les chœurs de l'ancienne Germanie, le poète de la *Messiede* encourageait — en face des aimables fictions où Wieland et les « mondains » restent fidèles à un hellénisme francisé, tout aiguillé d'esprit voltairien — une jeune Allemagne s'enchantant du murmure des vieilles forêts teutoniques.

LITTÉRATURES SCANDINAVES. — La « laïcisation » de la littérature s'opère de plus en plus dans des pays où, en général, l'humanisme avait été le fait des ecclésiastiques. Un grand nom domine la production de cette époque : Holberg (1684-1754) cherche d'abord sa voie dans les humanités et les sciences théologiques, puis sur les routes d'Occident, et rentre en Scandinavie riche d'expériences et de projets. Professeur à l'Université de Copenhague, ce Norvégien de naissance va devenir le Molière de son pays d'adoption, tout en faisant honneur aux disciplines officielles qui le font vivre. Par lui, les ridicules des classes moyennes, pédanterie, prétention, niaiserie qui se donne des airs, subissent le même genre de correction que l'auteur du *Bourgeois gentilhomme* leur avait fait subir en France : enjouement savoureux plutôt que « mâle gaieté », sa verve s'élève au-dessus de la satire locale sans atteindre à la gravité d'Alceste. Mais c'est à lui qu'est due une sorte de révélation du théâtre, de ses mille possibilités indigènes dans les pays du Nord : l'ouverture du « Théâtre danois » est du 23 septembre 1722. C'est moins du point de vue délicat de l'« honnête homme » que d'un angle moins subtil, celui de la simplicité et de la bonhomie, que les ridicules sociaux sont pris à partie : l'influence de Holberg balance celle des plus grands dans une zone importante du public, et la pédanterie dans *Érasme Montanus*, la politicaillerie dans le *Potier d'étain*, la docilité à la mode étrangère dans *Jean de France*, vingt autres ridicules passent avec lui un mauvais quart d'heure.

Holberg est un moraliste profane, alors que chez Falster, Sorterup et d'autres, le point de départ théologique reste perceptible. Le piétisme, sous l'influence de l'Allemagne, s'étend au Danemark et à la Norvège qui parle la même langue littéraire : les évêques Pontopidan et Brorson témoignent d'une intensité nouvelle dans l'individualisme religieux.

Dans le reste de la Scandinavie, de même, la pensée libre tarde

à faire son entrée entre l'orthodoxie confessionnelle et le piétisme. Mais la mort de Charles XII en 1718 inaugure, pour la Suède, une période d'utilitarisme universel qui se fait sentir dans les sciences, y compris les sciences appliquées. A l'orthodoxie régnante s'oppose, là aussi, le piétisme, venu d'Allemagne, et qui fait des progrès de 1730 à 1740 : Swedenborg (1688-1772) part des mathématiques et de la mécanique, traverse les sciences biologiques et, à la suite d'une crise religieuse, vers 1745, élabore non plus une explication de l'univers, mais une description mystique de ce *Monde des esprits, de l'enfer et du ciel* qu'il vit ouvert devant lui; une secte, presque une religion, en sortira. L'influence franco-anglaise, cependant, gagne quiconque se pique de faire vraiment de la littérature; avec le retard immanquable en ces matières, le classicisme plutôt que les « lumières » anime la figure centrale de la Suède lettrée de ce temps, Dalin (1708-1763), rédacteur d'un *Argus* moralisant, auteur d'une épopée figée, d'une gauche tragédie, d'une histoire de Suède et, pour finir, de badinages faits pour égayer la jeune cour. M^{me} Nordenflycht subit le prestige de Voltaire, de Montesquieu et de Pope, se passionne pour l'*Encyclopédie* et devient entre 1750 et 1763 une personnalité efficace. Le classicisme fraye la voie au rationalisme chez d'autres écrivains suédois, qui heurteraient difficilement de front l'orthodoxie régnante. Dans trois poèmes en particulier, Gyllenborg donne à l'inspiration des déistes anglais leur pendant suédois.

LITTÉRATURE ITALIENNE. — La grande affaire reste bien, pour les lettres italiennes, de revendiquer, contre le classicisme français, une plus authentique fidélité au grand art des anciens. Gravina (1664-1718) s'était comparé à Sophocle lui-même pour ses tragédies; Marano (1662-1744) et Bergamini (1666-1744), d'autres encore, font honneur à l'« Arcadie » en attendant Maffei (1676-1755), dont la *Méropé* a été un succès européen : l'amour d'une mère qui expose la vie de son fils en croyant le venger y servait de thème à une œuvre où l'Italie reconnut son propre génie, à la fois véhément et artiste.

La critique italienne relève le défi des classiques français et dérive au profit de la Péninsule la querelle des anciens et des modernes. Aussi l'un des premiers points de départ de l'offensive anticlassique se trouvera-t-il dans les objections faites par des critiques italiens au cartésianisme esthétique et à une certaine complaisance française pour ses résultats : intellectualité raisonneuse, fausse symétrie, etc.

Cependant il faudra à l'Italie un apprentissage nouveau de la pensée — où les Anglais seront ses maîtres — et une conscience nouvelle de sa vertu propre — où sa propre foi dans un glorieux passé lui est un gage d'avenir — pour la préparer à un nouvel essor. Vico (1668-1744), historien, juriste et poète, est un des créateurs de la philosophie de l'histoire par sa *Scienza nuova* (1725) qui retrace les « trois âges » par lesquels passent les peuples, non sans conserver les caractéristiques essentielles qui ont présidé à leur premier groupement : mythes, idiomes primitifs sont parmi les meilleures clefs dont puisse se servir l'investigation historique. A peu près ignorée de son vivant, l'œuvre de Vico servira de guide à l'Italie dans plusieurs de ses crises nationales. Pour l'instant, un Baretti (1716-1789), après avoir pris parti contre la bouffonnerie de Gozzi et la formule bourgeoise de Goldoni, va

chercher fortune en Angleterre; un Muratori, un abbé Conti, un Becelli, un Martello, se contentent, ou presque, de faire opposition à la prétendue « classicité » des Français, à laquelle reste attaché un Algorotti. Et, si le savoir-faire demeure un apanage inaliénable de tout ce qui, dans la Péninsule, se pique de bien dire, la réelle substance fait le plus souvent défaut à une virtuosité assez creuse chez les poètes du temps.

LITTÉRATURES ESPAGNOLE ET PORTUGAISE. — Les efforts tentés par les Bourbons d'Espagne pour augmenter les « lumières » par des mesures de centralisation et de protection officielles ont divers bons effets : Bibliothèque Nationale fondée en 1711, Académies en 1714 et 1738; *Dictionnaire des autorités*, publié de 1726 à 1739. Mais les « nouveautés » de France ne prennent pas de vraies racines; la « dramaturgie gallo-classique », les abus des « préceptistes » soulèvent maintes protestations et n'empêchent pas maintes survivances. Les doctrines des partisans de la France littéraire, appuyées sur de nombreuses traductions, n'en donnent pas moins ses caractéristiques principales à la production la plus distinguée de l'Espagne. Luzàn (1702-1754), parfait lettré, se préoccupe de soumettre, par une *Poétique*, « les vers



HOLBERG (1684-1754). — Gravure de Bernini. — La peinture de Roselius. — Bibl. Nat.



SWEDENBORG (1688-1772). — Gravure de Berningeroth. — Bibl. Nat.

espagnols aux règles prédominantes parmi les nations cultivées » : encore sait-il apprécier Lope et Calderón, et est-il le premier à faire connaître Milton à ses compatriotes. Il voudrait exhorter son pays à entrer en ligne avec les autres littératures, devenues « régulières ». Hervas (mort en 1742) le suit dans cette voie, et Feijóo (1675-1764), un bénédictin qu'on a pu appeler le « Voltaire de l'Espagne », défend avec zèle la cause des « lumières ». Le « bon goût », terme et chose académiques, s'attaque même à des grandeurs nationales de l'ordre de Cervantès et de Lope : Montiano oppose aux pièces de ce dernier ses froides tragédies. Isla (1703-1781), jésuite renommé pour des prédications et des parodies qui s'efforcent d'épurer le style de l'éloquence sacrée, traducteur de *Gil Blas*, se rattache à une tendance analogue.

À côté de cette littérature castillane, le catalan ne survit guère que dans les contes, les chansons, et des œuvres d'édification populaire dont les auteurs allèguent que c'est « une providence spéciale du ciel pour les chrétiens que d'entendre la parole divine dans leur propre langue maternelle ».

Le Portugal, cependant, voit à son tour se fonder des « Arcadies » comme celles qui, en Italie, s'étaient offertes comme les conservatoires de la simplicité indigène plus ou moins authentique. Ici, la nécessité de ne pas donner prise à l'Inquisition, la tendance utilitaire du temps, ne laissent pas grande chance aux vrais mérites littéraires : les noms de Meneses (1673-1743), de Garção (1724-1772), l'« Horace portugais », ou de Quita (1726-1770) évoquent les mérites un peu froids d'un anacréontisme convenu.

LITTÉRATURE HONGROISE. — Le traité de Szatmár ayant mis fin aux aspirations nationales de la Hongrie en 1711, c'est une période de décadence qui commence pour ce pays. Sa littérature proprement dite reste assez peu féconde : des livres religieux, des traités savants rédigés en latin maintiennent une certaine vie intellectuelle dans un pays asservi. Faludy (1704-1779) écrit dans sa langue, « pour la propager, pour faire connaître les problèmes qui occupent l'esprit des nations étrangères » ; on a, d'Amádé (1703-1764), des poésies d'une inspiration assez spontanée. D'autres représentants de l'aristocratie, Rádai, Mikes, ont le mérite d'avoir accru, par des traductions, des relations de voyages, des mémoires, le trésor intellectuel ou historique de leur nation. Mais le théâtre a beaucoup de peine à se faire une place à côté des drames scolaires en latin ; la politique des Habsbourg tend à affaiblir la position de l'idiome national en lui substituant autant que possible l'allemand. Un intervalle de plus d'un demi-siècle sépare le premier essor d'un renouveau qui animera le dernier quart du siècle.

LITTÉRATURES SLAVES. — La détresse nationale de la Pologne empêche, dans ce pays aussi, une littérature indigène de se développer. Très justement, les historiens observent que, si le goût des lettres se maintint dans une contrée vouée à l'infortune, ce fut grâce aux femmes de sa noblesse : mais le réveil est loin encore.

En Bohême, vers le même temps, c'est plutôt par la culture des sciences que persistent les choses de l'esprit dans des populations soumises au régime autrichien. Mais, si une Société des sciences y est fondée sous le règne de Joseph II, c'est en allemand que se font ses délibérations et ses publications : d'où un immanquable retard pour l'éveil d'une littérature nationale.

Tandis qu'en Occident, à cette date, le renouvellement des idées et des littératures est le fait des classes moyennes ou d'une aristocratie cultivée, c'est nettement de l'autorité elle-même que semble partir, dans la plus grande monarchie de l'Europe orientale, l'initiative des « lumières ». Leur diffusion dépassera peu à peu l'intention des souverains, désireux de rivaliser avec les princes occidentaux, et souvent de faire pièce aux tutelles ecclésiastiques : anacréontisme, dilettantisme élégant, goût de l'exotisme distingué, seront souvent caractéristiques de cette littérature d'aristocrates.

Avec Pierre le Grand, l'initiation de la Russie à la culture occidentale commence pour de bon, et même avec quelque excès, sans un suffisant effort pour concilier l'esprit de la race avec les révélations étrangères. Un classicisme de surface et d'apparat, une règle plus administrative qu'organique semblent rapprocher de l'Europe rationaliste les vastes pays de la Slavie orthodoxe : comme l'étape de la Renaissance leur a fait défaut, cette initiation restera sporadique et, souvent, plus superficielle que profonde. Trediakovski (1703-1769), initié à diverses civilisations, en particulier aux choses de France par un séjour à Paris, s'applique à l'épuration de la langue et du goût : effort méritoire d'un grammairien, d'un métricien, que ne servent pas d'égales

qualités de poète. Plus attaché encore à l'exemple des maîtres français, Kantemir (1708-1744), ambassadeur à Paris, satirique à la manière de Boileau et d'Horace, s'en tient à un persiflage des ridicules et des vices dont le ton est vigoureux, la conclusion, par contre, assez abstraite et générale.

Lomonosov (1711-1765), le « Leibniz de la Russie », enfant du peuple, développe une activité encyclopédique de naturaliste, de linguiste, en même temps qu'une production estimable de poète : en combinant le parler de Moscou avec celui de Saint-Petersbourg, il aide à créer un commun idiome littéraire pour la Moscovie. Des odes, des hymnes, des essais poétiques et dramatiques offrent une sorte de vérification et d'épreuve de son initiative volontaire et avisée : l'impulsion qu'il donne à la littérature nationale se continue dans un domaine important. Avec la modernisation de l'alphabet russe par les soins de Pierre le Grand, avec les traductions que celui-ci fait faire de traités d'économie politique, c'est bien un perfectionnement de l'esprit slave par l'intérieur qui s'accomplit : par malheur, des agréments qui sont tout de surface font tort, en général, à cette action.

L'eupéanisme de commande des auteurs à la mode suscite de bonne heure l'opposition d'écrivains tels que Soumarokov (1718-1777), qui n'arrive guère à insuffler l'héroïsme et la vibration nationale à des personnages de l'histoire moscovite qu'il fait parler à la façon des philosophes déguisés de Voltaire : encore a-t-il le mérite de donner ses vraies lettres de noblesse au théâtre de son pays.

C'est ainsi que, dans la plus grande partie de l'Europe, les « lumières », le goût de l'évidence, la foi dans la raison et dans la tolérance se répandent, grâce à des initiatives où l'Angleterre et la France ont la plus grande part. Cette littérature nouvelle conquiert des classes moyennes enrichies et affranchies, s'impose à des aristocraties et à des clergés, se trouve souvent favorisée par l'émulation de princes « éclairés » ; elle va gagner de proche en proche les couches plus profondes des peuples occidentaux, les races encore assoupies ou engourdies de l'Orient et du Nord.

Mais, ainsi qu'il arrive, l'action suscite des réactions qui la dépassent ou la font dévier. À des prestiges jugés invincibles, mais parfois desservis par ceux qui les détiennent, ou devenus automatiques, vont répondre, bien souvent, des tendances divergentes ; les « lumières » détermineront la riposte de tout ce qui sommeillait à l'abri de tutelles différentes. On s'enchantera du « primitif », sans trop le connaître : dans une partie des littératures européennes, des formes tumultueuses de la vie protesteront contre un ordre de choses trop hiérarchique et figé, contre les formules littéraires qui le représentent.

Deuxième période (1760-1793)

Dans une grande partie de l'Occident européen, le procès du classicisme s'engage grâce à la séduction d'une idée délicieusement attrayante et commode : les mérites de l'homme « primitif » et la valeur autonome de celui-ci, les agréments de l'état de nature et la nostalgie de cet âge d'or de l'humanité.

Voyageurs, missionnaires, sociologues en chambre, se trouvaient d'accord pour proclamer que le « bon sauvage », vertueux Iroquois aussi bien que sage Huron, dont on disait « qu'il n'avait point péché



L'ERMITAGE DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU A MONTMORENCY. — Gravure de Fortier. — Bibl. Nat.

« Adam », manifestait librement le plus naturel ; même un produit compliqué des civilisations séculaires, comme le Chiens des Pères jésuites, faisait figure de plaisant animal ingénu et spontané. Comment ne se seraient pas imposés, à l'espoir novateur d'un siècle fatigué, le désir d'une Arcadie où s'ébattre en toute simplicité primitive, la hantise d'un Éden où l'instinct se laisserait aller à son élan, le regret d'un paradis perdu où l'on pouvait rentrer rien qu'en revenant à la nature ? Les ironistes à la Voltaire prétendaient bien que c'était seulement en marchant à quatre pattes que ce progrès régressif pouvait s'opérer : un sourd discrédit à l'égard des valeurs de civilisation et d'éducation — trop souvent desservies par leur rigueur, leurs prétentions, leur automatisme — se fraie un passage à travers plusieurs décades de littérature et finit par alimenter la foi révolutionnaire de l'Occident.

Habitudes, conventions, règlements, sont d'ailleurs trop forts pour que l'idéal du retour à la nature, de la « nature primitive de l'homme », se concrétise aisément. La rêverie solitaire, fût-ce parmi les tombes, séduit des misanthropes et des originaux ; les délices du sentiment et de la « vertu » servent de succédanés à des nostalgies inopérantes. Mais les habitudes de civilisation urbaine sont tenaces, et le précepte que donne Voltaire patriarcale :

C'est la cour qu'on doit fuir, c'est aux champs qu'il faut vivre,

est généralement corrigé par une tradition peu disposée encore à renier grand-chose de l'héritage antérieur, au moins dans les faits concrets : aussi la littérature et l'art sont-ils d'autant mieux faits pour accueillir ce qui doit rester un rêve, un désir, une aspiration.

Le vœu de retrouver à toute force des exemples vivants de l'homme primitif, « l'homme tel qu'il sortit des mains de la nature », transforme donc de plus en plus le songe éternel des poètes en une doctrine flatteuse ; il confère la plus aimable actualité au montagnard de l'Helvétie ou des Highlands, à l'« homme des champs », au bon sauvage, et aussi, rétrospectivement, au contemporain des âges ingénus, vertueux et primitifs. On voudrait lui ressembler : à défaut, et en dehors d'originaux qui prétendent le faire revivre en eux, et de « sauvages » importés ou autochtones sur qui l'on s'extasie, on sous-entend de plus en plus, dans les systèmes d'éducation comme dans les codes criminels, dans les projets de constitution comme dans les traités de mythologie et de linguistique, un primitivisme dont on ne rougit plus comme d'une barbarie, dont on s'enchantait plutôt comme d'un titre périmé de noblesse. L'art des jardins subit, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, sa transformation la plus décisive : l'« agromanie » des physiocrates, l'herborisation des amateurs, les laiteries de Trianon



JEAN-JACQUES ROUSSEAU (1712-1778). — Buste de Houdon. — Musée Jacquemart-André. Cl. BULLOZ.



JEAN-MICHEL MONTGELAS (1723-1799). — Peinture de Roslin. — Musée du Louvre. Cl. GIRAUDON.

et les ermitages de cour, le goût des ascensions en montagne, ne supposent pas nécessairement une hiérarchie inédite des facultés humaines ; ils témoignent pourtant de rapports neufs entre l'âme et son entourage, un discrédit croissant à l'égard de l'encadrement civilisé et de ses exigences.

Ayant trouvé, dans l'émancipation d'esprit qui leur venait surtout de France, de nouveaux moyens d'expression et une vie intellectuelle s'élevant au-dessus de l'érudition, du folklore ou de l'intuition religieuse, les pays limi-

trophes de la France « réagirent », dans toute la force du terme, à l'initiation qui leur avait été donnée. Avec une force plus intacte dans les tempéraments, un sens plus vigoureux des vertus simples, un contact moins artificiel avec la nature, ces contrées ne tardent point à opposer, à une sociabilité un peu attardée, à des conventions surannées dans bien des régions de l'art et des lettres, une conception plus libre de la vie. Et les exemples les plus agissants viennent de là d'abord.

LITTÉRATURE HELVÉTIQUE. — La Suisse,

École des vertus, bienfaisante Helvétie,

a, dans ce « réveil », une part bien connue ; mais d'autres régions, telles que l'Écosse, participent au même redressement des valeurs européennes.

Haller (1708-1777) appartient à l'âge antérieur par la date de ses *Poésies suisses* (1732), dont la seconde édition, en 1734, renfermait le fameux poème *les Alpes* : le succès de celui-ci, sa réputation prolongée de physiologiste, son roman d'*Usona* (1771) placent cependant le vrai renom du médecin bernois dans l'âge du « primitivisme ». Chez Gessner (1730-1788), artiste et auteur zurichois, l'artifice et la mièvrerie ne sont nulle part absents, et ses fameuses *Idylles* (1756 et 1772), son *Daphnis* (1754), sa *Mort d'Abel* (1758), n'ont plus rien qui nous charme, rien à peine qui explique l'extraordinaire accueil que reçut, dans le monde entier, le « Théocrite de l'Helvétie » ; mais les contemporains y goûtèrent d'emblée la délicieuse convention qui présentait en plein décor actuel des bergers dignes de l'Arcadie, citoyens aussi bien qu'amoureux. Stylisation engageante de vertus spontanées, l'artifice de Gessner fut pour beaucoup dans le mouvement qui gagna à la convention pastorale les artistes, les délicats, les anacréontiques.

Il convient de rappeler ici de quelle vogue les médecins et les pédagogues suisses jouissent dans les autres pays — ou chez eux — puisqu'en général le retour à la « vie simple » était leur formule. Un savant comme Bonnet (1720-1793), par sa *Contemplation de la nature* et sa *Palingénésie*, introduit dans les études naturalistes une notion de progrès mystique, de développement organique entre les formes de la vie, et s'appuie sur l'observation passionnée des êtres les plus humbles. Zimmermann (1728-1795) donne l'autorité de sa réputation médicale à un essai *Sur la solitude*, qui fut un bréviaire pour beaucoup de contemporains. Lavater (1741-1801) revêt une notoriété qu'on imagine mal, non seulement comme directeur de conscience, comme physionomiste consultant, mais comme l'auteur de *Vues sur l'éternité*, qui complétaient par des notions mystiques toute une œuvre exaltée et consolante.

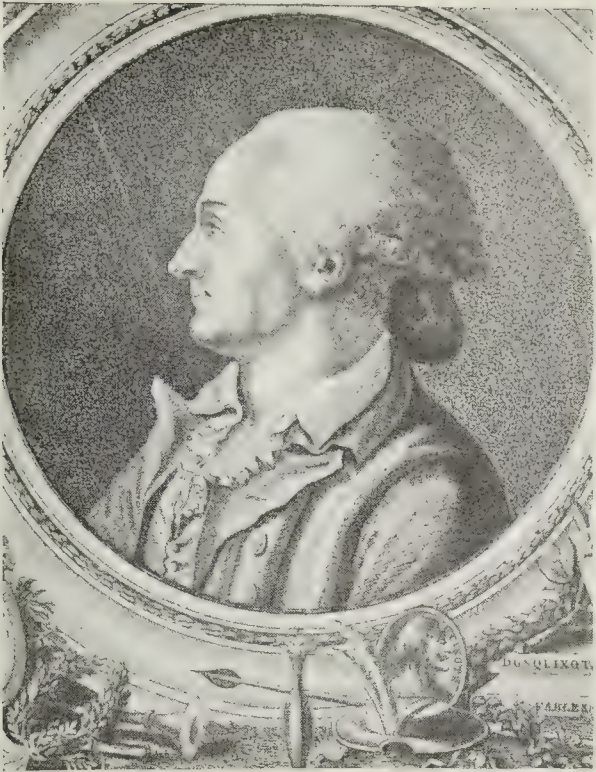
L'investigation appliquée aux sociétés primitives doit beaucoup à la Suisse de cette époque, et pas seulement pour l'étude de la Confédération elle-même et de ses origines, puisque Mallet (1730-1807) fait sensation en révélant à l'Europe les *Monuments de la mythologie et de la poésie des Celtes, et particulièrement des anciens Scandinaves* (1756) : confusion ethnique qui ne fit point tort à cet ouvrage plein de révélations saisissantes. On trouve codifiés, en 1747, puis en 1766, les principes du droit naturel chez Burlamaqui (1694-1748) et l'on rencontre, chez divers représentants de la Suisse religieuse, une simplicité dans la foi qui tranche sur l'étroitesse littérale d'autres auteurs ecclésiastiques.

Mais c'est à un Suisse d'expression française qu'il était réservé d'émouvoir profondément la société européenne de son temps, — avec la dangereuse mission de « tout enflammer sans rien inventer », — et de symboliser par-dessus toutes choses le retour à la nature. Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) est un Genevois d'origine française qui, appartenant aux milieux populaires, avait quelque raison d'en vouloir à l'oligarchie régnante ; un non-conformiste de tempérament et d'origine, qui ne pouvait manquer de faire pièce à tous les dogmatismes. Un autre sentiment s'y ajoute : « Je suis né, dit-il, avec un amour naturel pour la solitude, qui n'a fait qu'augmenter à mesure que j'ai mieux connu les hommes. » Les hommes qu'il a connus ne valaient ni plus ni moins que la moyenne humaine : plébéien ombrageux, sensuel et jaloux, vagabond mercenaire ou parasite, ne dédaignant pas toujours les agréments de cette vie de société qu'il



ASSEMBLÉE AU SALON.

Cette estampe du XVIII^e siècle représente, le salon du duc de Luynes. — Gravure de Dequevauviller, d'après N. Lavreince. — Bibl. Nat.



FLORIAN (1755-1794). — Dessin d'après nature de Queverdo. — Gravure de Massol. — Bibl. Nat.

déteste, il connaît véritablement, dans la solitude, dans l'adoration du « Grand Être qui meut le monde », des « extases ineffables » auxquelles il identifie les grands sentiments, l'amour, la pitié, l'inspiration. Et, comme il possède l'art de mettre dans tous ses propos une véhémence ou un relief tout nouveaux, comme sa destinée semble respirer une saveur de nature alternant avec un charme romanesque, « touche de vert » qui reste incomparable dans ses meilleures pages, il a exercé une sorte de magie sur plusieurs géné-

rations de Français et d'étrangers. Regrets de l'âge d'or dans ses premiers *Discours* (1750 et 1753) et anathèmes sur la notion de propriété autant que sur l'intelligence et le luxe; « progrès » apparents du genre humain accusés d'être des régressions réelles au gré d'une vertu revêche et d'une maussaderie digne d'Alceste pour les formes polies; rudimentaire et suggestive pédagogie naturelle dans l'*Émile* (1762), traité d'éducation qui doit avant tout empêcher de corrompre par d'absurdes routines l'enfant initialement parfait: « tout est bien, sortant des mains de l'auteur des choses, tout dégénère entre les mains de l'homme »; délices de l'amour dans un cadre rustique, et indulgence pour les erreurs provenant de la spontanéité, non de la perversité dans la *Nouvelle Héloïse* (1760), opposition entre le chalet montagnard, les jeux, les occupations de la campagne, et les artifices citadins; gouvernement immédiat, autant que possible, par le peuple lui-même, proposé dans le *Contrat social* (1762) qui déplore l'abandon de la douce liberté primitive pour le pacte des sociétés; *Rêveries*, plus tard *Confessions*: tout cela, et la prédication sinon l'exemple, à travers une vie aventureuse à sa façon, sans aucune responsabilité sérieuse d'homme, de chef de famille, de citoyen, mais toute de désinvolture séduisante, d'indépendance enviable, finit par conférer à cet agitateur impatient une auréole d'apôtre, et même une sorte de sainteté. « Moi, homme obscur, pauvre et tourmenté d'un mal sans remède, pouvait-il écrire en 1756 à Voltaire, je médite avec plaisir dans ma retraite, et trouve que tout est bien... » Tout, à condition que l'homme se persuade que le mal vient de la société humaine, et non de l'homme. « Le principe fondamental de toute morale sur lequel j'ai raisonné dans tous mes écrits, écrivait-il en 1762, est que l'homme est un être naturellement bon, aimant la justice et l'ordre, qu'il n'y a point de perversité originelle dans le cœur humain, et que les premiers mouvements de la nature sont toujours droits. »

A cette destinée extraordinaire et à cette stupéfiante renommée s'opposent, au sein de la Suisse, des carrières très humbles, d'où émane la même foi. Tandis que le « citoyen de Genève » reçoit de Paris, de la société française, une partie de ses moyens avérés d'action et de rayonnement, Bridel (1757-1845), un Vaudois qui n'a jamais voulu sortir de son pays, travaille toute sa vie, mais surtout vers 1775, à préciser une sorte de nationalisme poétique pour la Suisse polyglotte et fédéraliste. Les Alpes pour cadre, la description fervente et la naïve « romance » pour moyens d'expression, l'attachement aux usages locaux pour sagesse, tels sont les articles principaux d'un *credo* où se trouvent impliqués des principes incontestables de rajeunissement. Le mérite particulier du « bon doyen » est d'avoir établi, entre Suisse allemande guettée par la féodalité de l'Empire et Suisse romande menacée par la mondanité parisienne, un lien d'alliance intellectuelle dont la « Société helvétique » est garante.

LITTÉRATURE DE LA « FRANCE DE BORDURE », DE LA RHÉNANIE, DE LA HOLLANDE. — Si, de la Suisse devenue, pour beaucoup d'Européens de cet âge, un lieu de dévôt pèlerinage en même temps que de délassément agreste, nous

descendons la vallée du Rhin et les régions voisines, nous trouvons les mêmes germes de nouveauté, une protestation analogue contre les exigences d'une sociabilité qui se survit à elle-même. Les Alsaciens Pfeffel (1736-1809), fabuliste et conteur; Oberlin (1735-1806), pasteur et philanthrope, sont en équilibre entre la France attachée à sa charmante tradition de savoir-vivre et de bon goût et l'Allemagne impatiente de protester contre les pauvretés et les superficielles exigences de la sociabilité, au nom d'une indépendance qu'elle décore volontiers du nom de « génie ». Ils donnent la main à des Rhénans, également en suspens entre deux zones d'attractions, comme la romancière Sophie Laroche (1730-1807), ou à des Allemands attirés par la région du Rhin, comme le singulier Jung Stilling (1740-1817), qui devait finir dans le mysticisme. F. Müller « le peintre » (1749-1825) appartient au Palatinat. H.-L. Wagner (1747-1779) est un Strasbourgeois; et il ne faut pas oublier que Goethe et Klinger n'auront que peu de chemin à faire pour venir, de leur Francfort natal, aux confins de la France de Louis XV, ni que le théâtre « national » de Mannheim devint un vrai centre d'expériences dramatiques. Enfin, destinés à une célébrité fort inégale, Miller, Schiller et Schubart sont des Souabes, enflammés pour la liberté politique autant que pour l'indépendance littéraire. Ainsi, on est assez tenté de voir, dans une région qui n'a pas de détermination nationale très définie à cette époque, et qui est comme une survivance de l'ancienne Austrasie, le prolongement de l'Helvétie et le berceau de presque toute l'effervescence qui, dans les lettres comme en politique, se manifestera de tant de façons.

A plus forte raison, le conflit des principes littéraires se produira-t-il plus au nord, où l'action de la France avait été si forte. Neyts, dans les Flandres (1727-1794), crée une scène flamande affranchie des entraves des « chambres de rhétorique »; mais le prince de Ligne (1735-1814) est un pur écrivain français. En Hollande, le roman d'Élisabeth Bekker (1738-1804) accueille favorablement les « lumières » et le rationalisme, tandis que les *Poésies enfantines* de Van Alphen (1746-1803) tentent de donner une voix à des sujets assez négligés par la poésie académique. M^{me} de Charrière, au contraire, se rattache à la tradition française du roman psychologique dans ce qu'elle a de plus distingué.

LITTÉRATURE FRANÇAISE. — Pour Voltaire, c'était le commencement de l'abomination que des doctrines oubliées de la hiérarchie admise des facultés humaines. Il engage la lutte sur un terrain où il est maître de tous ses moyens: celui de l'ironie, de l'esprit, du persiflage. Il s'était efforcé d'assouplir les habitudes intellectuelles de ses compatriotes par des exemples étrangers: il bat en retraite, abandonne plusieurs de ses positions, en occupe d'autres qu'il veut à tout prix fortifier contre le désordre montant. Puisqu'il a affirmé que l'homme naturel est un pauvre animal et que c'est l'état de société qui est normal chez l'homme, il a quelque droit à faire grimacer son *Huron* (1767) « nu-tête et nu-jambes, l'air simple et naturel », à opposer Corneille à Shakespeare, à redouter toutes les formes de l'« enthousiasme », c'est-à-dire de la véhémence du moi sensible.

Avec lui, après lui, les défenseurs des vieilles habitudes civilisées ne manquent pas: ils croient défendre du même coup la pure doctrine classique en préconisant les anciens préceptes, et la civilisation elle-même en s'opposant à toute innovation. La renommée de Marmontel (1723-1799) se fonde autant sur les *Éléments de littérature* que sur les *Incas*, sur les *Contes moraux* que sur *Bélisaire*, celle de La Harpe (1739-1803) sur son *Lycée* ou *Cours de littérature* que sur *Warwick* ou les *Barmécides*: c'est que, fond et forme, une doctrine qui avait fait ses preuves dans le classicisme s'offrait à recueillir éternellement l'effort littéraire des Français. Rivarol (1753-1801) célèbre, dans son *Discours sur l'universalité de la langue française*, les



BERNARDIN DE SAINT-PIERRE (1737-1814). — Gravure de Ribault.

malgré son mouvement à cet idiome et à ses artisans. Mais comment les hommes de rénovation ne trouveraient-ils pas des voix, éloquentes et maladroites, pour les exprimer, quand la société elle-même est en mal de renouvellement ? « L'homme sensible » s'oppose à la société toute entière. L'apogée de la spontanéité débridée au mainteneur de la morale et de la tutelle. Dans le roman et au théâtre, une passion dévorante poursuit, fidèle à la spirituelle convention

à la désinvolture mondaine : les *Liaisons dangereuses* de Laclos (1741-1803) feront du type de Valmont, en 1782, le modèle du parfait roué. La comédie de demi-caractère est plus que jamais florissante. La tragédie a plus de mal à se modeler sur des goûts qui sont eux-mêmes modifiés : Bancelard d'Arnaud, De Belloy, ont la chance de renouveler sur quelques points la qualité d'intérêt qu'on demande à un genre fatigué ; Ducis (1733-1816) commence, dès son *Hamlet* (1769), une utilisation édulcorée de Shakespeare et d'autres sources tragiques. Survivances méritoires et parfois heureuses de la formule classique, toutes ces œuvres répondent de moins en moins au goût des classes moyennes. Le « drame », malgré l'exorcisme de Voltaire, se fraye un chemin inévitable dans les sympathies du public. Il a l'avantage, au gré des « philosophes », de moraliser directement la bourgeoisie, mais il perd vite le contact avec le grand art. Sur un plan plus distingué, Diderot lui-même donne et la théorie d'une « tragédie bourgeoise », et des échantillons du genre dans *le Fils naturel*, *le Père de famille*. Plus heureux, dans leur gentillesse, sont les vaudevilles que Favart (1710-1792) enguirlande de pimpante musique, les pièces où Sedaine (1719-1797) fait triompher la bonhomie originale du *Philosophe sans le savoir* (1765) et de *la Gageure imprévue* (1768).

Mais le retour à la nature prend mille formes artificielles ou obliques. Saint-Lambert (1716-1803) est surtout connu par ses *Saisons*, poème descriptif ; Roucher (1745-1794), par ses *Mois* ; Gilbert, par sa destinée légendaire de poète infortuné. Thomas (1732-1785), académicien précoce, doit à une santé médiocre son goût des pleurs et de la solitude. Les mièvreries du « genre troubadour » amusent les esprits en leur rappelant le passé sous une forme factice. Chamfort (1741-1794), s'il est l'auteur de clairvoyantes « maximes », n'en a pas moins repris, dans sa comédie de *la Jeune Indienne* (1764) le contraste convenu entre civilisés et primitifs. Page, dragon, gentilhomme, Florian (1755-1794) enchante ses contemporains par ses fables, ses nouvelles et ses romans pastoraux, tandis que le créole Léonard (1744-1793) néglige le chaud pittoresque de sa Guadeloupe natale pour donner dans le « sensible » et le larmoyant. Berquin (1749-1791) passe de l'idylle à la romance et à la littérature enfantine avec une égale fadeur.

Mais c'est surtout dans l'idéologie que s'affirme le « primitivisme » du temps. Raynal (1713-1796) donne, à la génération qui fera la Révolution, un bréviaire dans l'*Histoire philosophique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes* (connue en France en 1772) : l'anticléricisme y voisine avec l'engouement pour l'état de nature. Remueur d'idées, mais touche-à-tout, « livrier » intarissable qui n'a jamais eu la moindre notion de l'art, Sébastien Mercier (1740-1814) oriente sa curiosité dans les sens les plus divers. Par lui, c'est vers le mélodrame que s'achemine, théorie et pratique, le théâtre français, et son *Tableau de Paris*, à l'issue de l'ancien régime, donne une vue de la capitale bien propre à réjouir ceux qui, par amour de la nature, prenaient en haine les grandes agglomérations citadines. Bernardin de Saint-Pierre (1737-1814) a le mérite, dans *Paul et Virginie* (1787), de satisfaire au goût de son temps pour un certain exotisme, pour l'évocation du primitif, tandis que ses *Études* et ses *Harmonies de la nature* font passer par le prisme le plus aimable les énigmes de la création. Restif de La Bretonne (1734-1806) laisse une œuvre immense et trouble, que domine un roman au titre significatif, *le Paysan perverti ou les dangers de la ville*.

L'homme doit cultiver la terre et la peupler ; l'activité primordiale, et normale entre toutes, des groupes humains est l'agriculture. Nul doute que l'influence de Rousseau n'ait servi à favoriser ces idées, même sous leur forme idéologique. La *Physiocratie* de Quesnay (1694-1774) fut publiée en 1768 par Du Pont de Nemours et faisait suite à divers articles de Quesnay qui composaient décidément à l'économie politique une voie d'organisation un peu nouvelle. Les idées qui firent école. Il n'y a

qu'une source réelle de richesse, et c'est la terre, seule passible d'impôt, car elle est seule véritablement productive, les autres activités ne faisant que modifier ou déplacer les produits de la terre : *Laissez faire, laissez passer*, maxime interdisant au pouvoir d'intervenir dans des phénomènes qui ont tous, pour point de départ, la fécondité du sol aménagé.

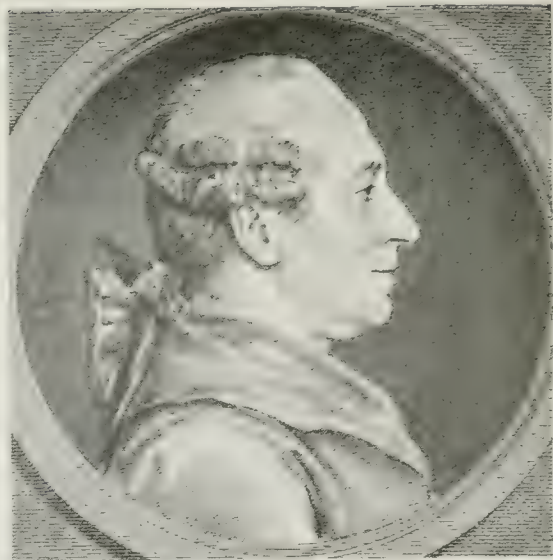
Mais la doctrine physiocratique n'est pas seulement une théorie économique de la production (1) fondée sur le sol, sur la nature : elle présente une théorie générale de la société, un système de droit public, dont Vauban et Boisguillebert en France, Locke en Angleterre, furent les précurseurs. Pour établir une organisation politique conforme à l'ordre naturel, les physiocrates font appel à une autorité supérieure et protectrice qui en assure l'observation absolument, mais impartialement, et ce fut le « despotisme éclairé ».

La doctrine physiocratique fut formulée vers 1750 par Quesnay, et Gournay, particulièrement soucieux de la liberté du commerce, s'y rallia. Elle fut défendue ensuite par le marquis de Mirabeau, Mercier de La Rivière, Du Pont de Nemours et par le groupe de Gournay, Turgot, Morellet, Trudaine, Malesherbes.

Turgot (1727-1781) fut le vrai porte-parole des physiocrates devant l'opinion et put, au pouvoir, mettre en pratique plusieurs de leurs vues. Ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1766) font date dans l'histoire sociale ; car si les physiocrates se sont trompés, notamment quant à la conception de la valeur, ils ont apporté à la science économique une contribution importante : rapports entre les phénomènes sociaux, libre concurrence, liberté du travail, supériorité des taxes directes sur les indirectes, etc. Ils ont inspiré les réformes de Turgot et influé sur l'œuvre fiscale de la Constituante.

Une conception nouvelle de l'hellénisme, et même de l'antiquité tout entière, résulta de la mode régnante en même temps que de rencontres plus immédiates avec le monde méditerranéen d'autrefois : par là, le primitivisme trouvait une sorte de moyen terme laissant subsister une partie de la tradition classique, lui communiquant même une sève très vivace. Chez André Chénier (1762-1794), c'est une sensualité plus directe, une ardeur dans l'impression, un goût du concret, la mélancolie du corps plus que de l'âme, qui cherchent à la fois leur garant et leurs modèles dans la pratique enthousiaste d'un hellénisme savoureux : une œuvre poétique incomparable, riche d'accents sincères et directs et, sinon de rythmes et de mots nouveaux, du moins d'appropriations renouvelées, fut interrompue par la mort de ce grand pamphlétaire sur l'échafaud.

Chez Jacques Delille, au contraire (1738-1813), l'artifice ingénieux triomphe de plus en plus, et l'adresse d'une langue mosaïquée et



BEAUMARCHAIS (1732-1799). — Gravure de Saint-Aubin, d'après un dessin de Cochin. — Bibl. Nat.



ANDRÉ CHÉNIER (1762-1794). — Peinture de Thomir. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON

(1) La doctrine physiocratique part de ce principe que, dans l'état social, l'homme a droit à ce qu'il acquiert librement par son travail. Liberté et propriété sont des droits d'ordre naturel, que le droit positif doit consacrer. L'organisation de la société doit de même être calquée sur l'ordre naturel, auquel sont soumis les phénomènes de production, de répartition, de circulation. La terre crée seule la richesse : elle exige des *avances primitives* en biens à reproduire, instruments, etc., et des *avances périodiques* d'entretien ; mais elle restitue l'équivalent des avances périodiques et de l'intérêt des avances primitives (reprises), plus un excédent ou *produit net*. Dans l'état social, les reprises appartiennent au cultivateur, le produit net au propriétaire. L'impôt doit frapper uniquement le produit net, c'est-à-dire la propriété foncière. Une troisième classe de personnes, industriels et commerçants, modifie les produits du sol, mais la valeur qu'elle leur donne est compensée par le coût de fabrication : son travail est donc *stérile*. La circulation des biens doit être libre : la vente, comme le troc, est un échange, car la monnaie n'est qu'une marchandise.

d'une versification monotone, appliquée à tout ce qui peut être décrit : la périphrase se charge de faire un sort aux choses les plus éloignées de la poésie, les habiles ressources du style tiennent lieu de véhémence lyrique. Ainsi, traducteur de Virgile et plus tard de Milton, descriptif intarissable des *Jardins*, des *Trois Règnes*, et du reste, Delille fournira l'inventaire versifié de presque tout ce qui, de son temps, a pu paraître digne d'attention.

Clairvoyant railleur du genre descriptif, Rivarol (1753-1801) devait trop à la vie de salon pour médire de l'esprit de conversation, charme d'une civilisation avancée : encore la dispersion de son talent dans les feux d'artifice de la parole fait-elle regretter que le traducteur de Dante n'ait pas pris de recul à l'égard d'une société qui célébrait son meilleur triomphe dans les salons de M^{me} Geoffrin ou de M^{me} Necker, aux dîners d'Holbach, dans les bureaux de rédaction, partout où l'on causait. Faut-il rappeler que c'est dans une de ces agapes spirituelles que Cazotte (1720-1792), l'auteur du *Diable amoureux*, aurait énoncé sa fameuse « prophétie ». Lui-même devait mourir sur l'échafaud et vérifier la prophétie pour son compte.

Deux comédies retentissantes, *le Barbier de Séville* (1775) et *le Mariage de Figaro* (1784), accusent de la façon la plus significative le développement de l'esprit critique à la fin de l'Ancien Régime : même si Beaumarchais (1732-1799) n'était pas le plus souple des intrigants, l'habile homme par excellence, ces réquisitoires peu déguisés contre une société frivole et des classes privilégiées oublieuses de leurs devoirs auraient été applaudis. L'auteur a fait une carrière singulière d'homme à la mode et de spéculateur : les deux pièces où il touche d'une main si légère aux travers d'un régime finissant sonnent avec un sourire le glas d'une société.

LITTÉRATURE ALLEMANDE. — L'Allemagne accueillit avec enthousiasme des messages qui l'appelaient à de moindres contraintes. Elle avait d'ailleurs des réserves de simplicité, d'immédiateté, qui se trouvaient comme libérées par une exhortation expresse au primitivisme. Le *Sturm und Drang*, la période d'assaut, qui a dû son nom à une pièce de ce titre dont l'auteur est Klinger, se présente comme une fièvre de croissance où la jeunesse de la Germanie se jette avec entrain, et manifeste ce qui est peut-être son idiosyncrasie véritable : ici, le génie impatient de toute règle, et souvent de toute bienséance, entend ne procéder que de lui-même ; là, des révolutionnaires sociaux, après avoir proposé de tout renverser, rentrent sans trop de mal dans l'obéissance et l'acceptation, en réservant leur « liberté intérieure » ; partout un appel au passé le plus lointain de la « race » encourage des véhémences de sentiment qui ne s'accommodent pas du conformisme social.

Gerstenberg (1737-1823), l'auteur de l'horrible tragédie d'*Ugolin* et du *Chant d'un scalde*, organise dans le Nord la rébellion artistique par ses *Lettres sur les curiosités de la littérature* (1766) et préconise pour ses confrères l'étude de la poésie runique. Le groupement connu sous le nom de « Göttinger Dichterbund », fondé en 1772 et qui procède de Klopstock, n'est cependant qu'un premier ralliement, auquel se rattachaient non seulement les poètes attirés, comme Höltz, les frères Stolberg, Voss — que ses affinités classiques en séparent peu à peu, et qui a le mérite d'avoir, par ses traductions et son épopée domestique de *Louise*, maintenu les droits d'une autre tradition —, mais un indépendant comme Bürger (1747-1794), malheureux dans sa vie privée, professeur mécontent, adroit adaptateur du folklore médiéval dans des ballades célèbres comme *Lenore* ou *le Chasseur sauvage* (1778), novateur habile dans des formes métriques adaptées des littératures romanes : Schiller a pu dire de ses *Poésies* qu'elles étaient un prisme où se condensait l'esprit d'un siècle.

Ainsi qu'il arrive dans les lettres germaniques, le vrai mouvement ne se manifeste qu'une fois affirmées une doctrine, une théorie, sur quoi s'arc-boutent les œuvres elles-mêmes. Avec Hamann (1730-1788), le « Mage du Nord », auteur sybillin de traités fragmentaires où sont revendiqués avec insistance les droits de l'individualité, Herder (1744-1803) est l'annonciateur des idées sur lesquelles toute une littérature va s'édifier. *Fragments* (1767) et *Sylves critiques* (1769) préludent à une œuvre considérable qui feront de l'auteur, sinon un créateur en poésie, du moins un précurseur mémorable. Un voyage de Riga à Nantes en 1769, près de cinq mois passés en France,



J.-C.-F. SCHILLER (1759-1805). — Photographie d'une peinture allemande du temps.

achèvent de préciser pour lui ce qu'il rejettera, ce qu'il admettra des conceptions courantes en fait d'esthétique, de critique littéraire, d'acceptation sociale. C'est l'année suivante, et à Strasbourg, aux confins de la France, qu'il groupe autour de lui des jeunes gens hésitants ou déjà convaincus, et que se révèle la force des idées préconisées par lui : la vraie littérature émane du peuple lorsque celui-ci, inadulteré par les croisements et les infiltrations de pensée, crée à la fois sa religion, sa langue et sa fiction, comme autant d'expressions directes du groupe primitif ; la poésie populaire renferme des trésors que les lettrés, plus tard, utilisent en mosaïques artificielles, mais que seules les formes primordiales pouvaient manifester, efficacement, en un syncrétisme saisissant. Un essai sur l'origine du langage, des articles sur l'art allemand, procèdent de ces idées, qu'illustre une collection de chants populaires (1778-1779) ; toutes sortes de nations s'y trouvaient représentées et, par exemple, le *Cid* doit à Herder une sorte de renouveau. Herder, en 1776, avait été appelé à Weimar comme dignitaire ecclésiastique. Ce « Fénélon de

l'Allemagne » conciliera tant bien que mal les exigences de sa charge avec un spinozisme de base qui reste sa doctrine profonde, à savoir un Dieu immanent plutôt que transcendant, et qui ne laisse pas d'imprégner son grand ouvrage, les *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité* (1784-1791), où sont présentés successivement, dans un enchaînement qui les lie aux conditions naturelles et cosmiques, les divers génies nationaux.

Le ralliement opéré par Herder est évidemment un moment décisif pour l'Allemagne, puisque son meilleur disciple de 1771 n'est autre que Goethe (1749-1832), traversant avec désinvolture, entrain passionné et fièvre impatiente des années de libre développement, renonçant désormais à faire une carrière d'auteur parisien, célébrant la cathédrale de Strasbourg ou la simple Frédérique, dramatisant la chronique de *Goetz de Berlichingen à la main de fer* (1773) et donnant enfin dans *Werther* (1774), dans *Clavigo*, dans *Stella*, et dans les premières ébauches de ce qui deviendra le poème dramatique de *Faust*, le témoignage d'une inspiration d'abord sentimentale, ensuite prométhéenne, qui s'exhale aussi dans mainte poésie. *Egmont* se rattache à demi à la même inspiration ; mais, installé à Weimar en 1775 et assagi sous diverses influences, faisant, en 1786, un voyage en Italie qui l'aide à décanter bien des troubles, Goethe cesse de représenter les fièvres de sa jeunesse pour donner, dans *Iphigénie*, dans *Torquato Tasso*, des drames épurés.

La jeune Allemagne s'enivre de liberté ; non seulement les Rhénans dont il a été parlé plus haut, mais de plus lointains confrères, Lenz, Leisewitz, auteurs de drames violents, Heinse et son *Ardinghello*, Moritz et son *Anton Reiser*. La plus illustre recrue qui répondait, du fond de son inquiétude, à l'appel du programme d'assaut et des promesses sociales qui y étaient incluses, c'est encore le jeune Schiller (1759-1805), dont les *Brigands* (1780) jettent le gant à la société, dont *Fiesque*, *Intrigue et amour* et certaines pièces lyriques reflètent les ardeurs contemporaines, mais qui, protégé à son tour par le duc de Weimar, s'en tient à la formule de *Don Carlos* (1787) et à son idéal de monarchie éclairée.

Aux revendications primitivistes ré-



J.-W. GÖTTE (1749-1832). — Peinture d'Eglostein. — Musée de Weimar.



LAURENCE STERNE (1713-1768). — Gravure de Fisher, d'après une peinture de Reynolds. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes.

même temps que le bien, la plus heureuse indépendance de l'être parfait, harmonieux et serein. C'est le point de vue que défend Winckelmann (1717-1768), pour qui la sérénité de la sculpture grecque, alors connue sous ses formes classiques presque seules, était l'expression même d'une époque équilibrée et parfaite. Malgré les premières influences qu'avaient exercées sur lui Richardson et Klopstock, Wieland, le « Voltaire de l'Allemagne » (1733-1813), se réfugie volontiers, pour des récits pleins de mesure et de raison, dans le monde de la fiction non chrétienne : féerie dans *Don Sylvio de Rosalba* et *Obéron*, hellénisme dans *Agathon* et *les Abdérites*. L'enjouement avisé de cet humaniste à la vive imagination reste fidèle à une notion très saine de la mesure, du goût, des moyennes sociales, de l'éducation de l'homme par la vie. Son *Mercur allemand* (1773-1789) tente de seconder jusqu'au bout l'effort anglo-français pour former des esprits sociables et tolérants, dignes de la sagesse antique ; on le voit peu à peu débordé par des pédantismes farouches ou d'inquiétantes mystiques. Wieland n'en reste pas moins un grand esprit, compréhensif et harmonieux, bien qu'un peu exsangue, artificiel et concerté.

Avant 1789, Kant a commencé la grande œuvre critique dont le renom sortira, après cette date, des arcanes de l'École.

LA LITTÉRATURE ANGLAISE. — L'Angleterre avait, en quelque sorte, sa Suisse propre : c'était l'Écosse, restée elle aussi plus spontanée, plus franchement naturelle, sans perdre le contact avec la communauté britannique et avec le continent lui-même. Cette région, que recommandaient à la fois un pittoresque charmant et un attachement plus fervent au passé, prend dès lors une valeur nouvelle. Et tandis qu'à l'âge précédent des Écossais comme Arbuthnot et Thomson ou, de même, un Gallois comme Dyer cédaient à l'attrait de l'Angleterre proprement dite, tandis que de grandes carrières comme celles de Hume (1711-1776), moraliste et historien, ne présentent rien qui témoigne d'une couleur spéciale, on voit un certain particularisme se manifester dans d'autres œuvres écossaises. Mickle (1735-1788) et Home (1722-1808) se replient plus volontiers sur un solide fonds local ; Robertson (1721-1793) est un pasteur presbytérien écrivant pour ses compatriotes une *Histoire d'Écosse*. Il en est surtout ainsi en poésie. Le *Gentil Berger* d'Allan Ramsay (1725) n'avait été encore, dans cette voie, qu'une charmante et gauche indication. Des sèves autrement riches vont jaillir peu à peu, entraînant avec elles ces incomparables thèmes lyriques : le sentiment profond du moi, même désac-

pondent, en Allemagne, deux mentalités principales. La philosophie des « lumières », transposée dans la littérature, maintient ses positions, rétrécit même en un froid positivisme les préceptes de la sagesse. Frédéric II lui-même, en 1780, publie en français un traité dédaigneux, *De la littérature allemande*, qui indigna les jeunes « génies » par ses fins de non-recevoir. Plus séduisante était l'autre réponse, l'espèce de moyen terme défendu par ceux qui se référaient à un primitivisme hellénique, le rêve tenace d'une humanité pratiquant d'instinct, dans les livres cités de l'Hellade, le beau en

cordé, le contact de la sensibilité humaine avec la musique, le sens pathétique du passé. Il y a là une tradition locale qu'illustre un Beattie qui ira jusqu'à Burns (1759-1796) : le « poète-laboureur » donne un relief incomparable et un rythme irrésistible à la simple et directe expression de ses amours, de sa sympathie pour les êtres et, d'autre part, retrouve la veine populaire pour chanter *Tam O'Shanter* ou *la Vision de la Liberté*.

Chez les Irlandais, ou chez des Anglais nés en Irlande, une grande spontanéité, une vivacité parfois un peu gesticulante contribuent à évertuer les lettres britanniques. Quoi de plus trépidant, à l'encontre des noblesses classiques et de la dignité insulaire, que le caprice de Sterne (1713-1768) dans son *Tristram Shandy* et son *Voyage sentimental* ? Ce dernier mot, qui fait du « sentiment » la mesure des choses, a été lancé par le capricieux auteur et a servi, pour toute une génération, à caractériser, à justifier un genre et une attitude. Goldsmith (1728-1774) a moins de mobilité, mais une gaieté plus solide, même dans la vie de bohème qu'il lui advint de mener et dans la production un peu hâtive d'où émerge à jamais le confiant, bon et souriant *Vicaire de Wakefield* (1766). Sheridan (1751-1816) appartient aux lettres par la première moitié d'une carrière aventureuse où sa verve anime *les Rivaux* et surtout la fameuse *École du scandale* (1777).

Le charme du primitif n'opère pas dans le présent seul : le passé révèle de toutes parts des prestiges de noble simplicité, de farouche grandeur, de romanesques délices. On suit avec joie les traces de Spenser ; la chevalerie est associée au romantisme dans les lettres de Hurd (1762), le sublime rattaché à l'ancienne poésie hébraïque par Lowth (1753), l'œuvre d'Homère ramenée à l'un de ses berceaux par Wood (1769) ; le « barde » remplace de plus en plus le poète dans l'estime des contemporains, et même, au delà du barde, l'illettré parfait d'autrefois. L'évêque Percy, après diverses tentatives dans ce sens, publie en 1765 trois volumes de *Reliques de l'ancienne poésie anglaise* et touche ainsi, du rameau d'or, tout un délicieux archaïsme qui ressuscite. Macpherson (1736-1796) donne pour « traduits du gaélique » des *Fragments d'anciennes poésies* (1760), et rapporte d'une nouvelle exploration des Highlands la série fameuse des poèmes en prose qui constitueront *Ossian* (1761-1763) ; il semblera, désormais, aux imaginations éprises du passé grandiose et simple, qu'elles possèdent des monuments différents de la tradition homérique : à l'aède hellénique, symbole des clartés méditerranéennes, s'oppose un barde nordique et mystérieux. Si le théâtre contemporain est assez peu riche en chefs-d'œuvre, le jubilé de Shakespeare en 1769 et les polémiques engagées à son sujet permettent de dresser désormais, face aux écrivains cultivés, ce « génie » inculte dont l'ignorance aurait été compensée par une stupéfiante inspiration. Le fameux Dr Johnson (1709-1784), éditeur, lui aussi, de l'œuvre shakespearienne, s'est trouvé comme partagé entre la grande culture classique, dont il a été l'un des derniers représentants, et l'impulsion de sa rude nature indépendante. Il est un humaniste sans rien des grâces de forme que la pratique des traditions lettrées passe pour conférer aux caractères.

Supercheries littéraires à la Chatterton, attribuant au moine Rowley ses propos pastiches, piété érudite comme celle des Warton, exhumations, restitutions, restaurations, témoignent d'un culte de plus en plus significatif pour le passé et pour ses formes authentiques ou supposées : même l'affabulation gothique d'un Horace Walpole, élaborant son *Château d'Otrante* (1765) et créant ainsi un genre, le roman « frénétique », porte un défi à la commode probabilité et à l'actualité pure et simple. Ailleurs, on se détache de tout ce qui paraît conventionnel. La simplicité dans la sincérité fait de Cowper (1731-1800) un précurseur incontestable des poètes lakistes, et W. Blake prélude en 1777 à une œuvre singulièrement originale de rêveur halluciné.

Tandis que l'imagination et la sensibilité britanniques s'éprennent de plus en plus de ce « romantisme » que reflètent aussi l'art des jardins et certains caprices de la mode, l'investigation méthodique s'empare de domaines où s'élaborent des disciplines particulières. En liaison avec les physiocrates, Adam Smith (1723-1790) publie, en 1776, ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des*



HORACE WALPOLE (1717-1797). — Peinture de Reynolds, — Collon Landsdowne, Londres. CL. BRAUN.

nations, puis sa *Théorie des sentiments moraux*. Bentham (1747-1832) fonde sur l'intérêt individuel ses thèses d'économie politique. La psychologie, conduite par de nouvelles curiosités dans les profondeurs du *moi*, fait des progrès incessants, dont témoigne à sa manière le genre du roman, amené, sous la plume d'auteurs sans génie, mais bons observateurs, à suivre les remous des caractères, surtout des caractères féminins, dans les méandres de lentes intrigues.

LITTÉRATURE ITALIENNE. — La pénétration des idées philosophiques se manifeste, dans la Péninsule, par des œuvres qui dépassent désormais l'effort d'un Algarotti avec son *Newtonianisme des dames*. Le *Traité des délits et des peines* de Beccaria (1738-1794) obtient en 1764 un succès prodigieux ; c'est que la confiance de ce temps dans la bonté primordiale de l'homme, même délinquant, même criminel, s'y retrouvait en même temps que les grandes notions d'équité humanitaire.

Il fallait à la Péninsule « arcadienne », trop attachée à ses formes poétiques, des initiations nouvelles, capables de favoriser à la fois la spontanéité nécessaire et le culte du patrimoine national : ainsi Bertola (1752-1798), citant en 1784 les poètes « naïfs » de la moderne Germanie, leur associe sans cesse les anciens. Et c'est une sorte de « risorgimento » littéraire, avant l'autre, qui se prépare dans une Italie encore asservie, mais respirant des doctrines qui mettent de plus en plus la spontanéité avant l'art, le sens intérieur avant la déférence sociale, le moi autonome avant l'homme en société. Parini (1729-1799) est un satirique mordant et un habile descriptif, de qui *le Jour* (1763) est une œuvre réussie d'élégance et de malice.

Qu'advient-il, quand un grand tempérament expressif s'emparera de l'histoire, surtout de l'histoire antique, pour y trouver matière à la plus belle véhémence théâtrale ? Alfieri (1749-1803), malade jusqu'à l'épilepsie dans son enfance, impulsif et amer sa vie durant, borné dans ses curiosités intellectuelles et restreignant sa politique à « mépriser les esclaves et détester les tyrans », trouvant son idéal dans une Antiquité inadulterée, à la Plutarque, d'ailleurs peu disposé à mettre la populace sur le trône des majestés déchues, adorant sa patrie avec âpreté et détestant la France, dont il suit les modèles au théâtre, se donne carrière dans un lyrisme tendu et des abstractions violentes. De sa *Cléopâtre* (1775), qui dépeint, non sans quelque retour sur lui-même, la fatale domination de la femme sur le héros, jusqu'à son *Brutus II*, son âme républicaine s'est épanchée dans des tragédies enfiévrées, tandis que des *Odes*, une *Étrurie vengée*, reprenaient sous d'autres formes le problème de l'héroïsme et de la liberté.

Sur d'autres plans, la littérature italienne retrouvait l'inspiration de ses meilleurs siècles en se dégageant des artifices et des conventions de l'Arcadie et du classicisme pédant. La *commedia dell'arte* continue ses destinées, non sans que la dépassent diverses formes de comédie, qu'illustrent d'habiles et ingénieux auteurs.

Goldoni (1707-1793) avait dans le sang le goût du théâtre, avec toute l'aventureuse drôlerie du métier comique, avec la vivacité un peu bouffonne qui convient à ce genre de divertissement au gré du XVIII^e siècle qui s'amuse. Cent cinquante comédies ne sont qu'une partie de son œuvre : opéras-comiques, intermèdes, farces, drames s'y ajoutent, et surtout divers produits de la *commedia flebile*. « Si, a-t-il

dit, j'avais l'esprit de Molière, je ferais dans mon pays ce qu'il a fait dans le sien. » A défaut, le *Bourru bienfaisant*, écrit en français (1771), *Molière*, le *Père de famille*, le *Véritable Ami*, s'ils ne répondent pas à cette haute ambition, témoignent d'une âme honnête, qui ne s'en tient pas à la simple reprise des personnages traditionnels et donne au théâtre italien des charmes nouveaux. Pour son compte, Chiari (1720-1788) ne laisse pas moins d'une soixantaine de comédies. Carlo Gozzi (1718-1806), leur rival, s'ingénie à Venise à ranimer des formules languissantes : dix comédies *fiabesques* (fables théâtrales) sont les plus connues de ses initiatives, mais des drames, des comédies adaptées de l'espagnol, des poèmes, complètent une œuvre des plus variées. L'ingénieux Metastase (1698-1782), malgré son installation à Vienne, fait honneur à son Italie natale du « mélodrame » ou drame lyrique, dont il a fourni soixante-treize livrets à divers collaborateurs musicaux.

LITTÉRATURE ESPAGNOLE. — L'action de la France, si voisine ; si sûre de sa civilisation, se poursuit dans les milieux cultivés, sans aller très profondément dans les masses populaires, sans toucher peut-être l'âme ombrageuse de l'Espagne, mais en suscitant des œuvres qui contribuent à l'illustration d'une littérature dont le développement se poursuit sans interruption.

N.-F. de Moratin (1737-1780), Iriarte (1750-1791), Cadalso y Vázquez (1741-1782), Samaniego (1745-1801), représentent, à divers titres, l'adaptation à l'art espagnol des doctrines ou des exemples issus de France, non sans adjonction d'inspirations anglaises chez les deux derniers. Jove-Llanos (1744-1811), personnage officiel, écrivain politique, économiste, a laissé aussi des œuvres littéraires, un drame à la Diderot, des poèmes satiriques. Moins conventionnel, Ramon de la Cruz, après avoir commencé par l'imitation française, multiplie en de courtes *saynètes* la notation humoristique des ridicules locaux. Comella (1716-1779) s'efforce d'adapter le vieux style national à des sujets historiques modernes.

LITTÉRATURES SCANDINAVES. — Avec les relations incessantes qui liaient le Danemark à l'Allemagne, avec les séjours de Klopstock et d'autres poètes sur le sol danois, le goût des sociétés distinguées pour les formes françaises est contrebattu par d'autres tendances. J.-H. Wessel (1742-1785) est un représentant mitigé de la dramaturgie convenue, mais sa parodie *l'Amour sans bas* est de style populaire. J. Ewald (1743-1781) subit l'influence de *Robinson Crusoé*, voyage à l'aventure en Allemagne, tombe de la théologie dans la bohème et laisse à trente-neuf ans une œuvre originale : *Poésies lyriques*, drames comme *Rolf Krage* et *la Mort de Balder* évoquant les antiquités nordiques, comédies raillant des travers nationaux. C'est à lui qu'est dû l'un des chants nationaux du Danemark.

Le libéralisme bourgeois s'inspire surtout de l'esprit anglo-français chez P.-A. Heiberg (1758-1841), qui finira par s'installer à Paris, après avoir raillé dans ses comédies le snobisme germanophile de certains compatriotes et lancé des traits humoristiques contre les imperfections politiques de son pays. K.-L. Rahbek (1760-1830) déploie une grande activité comme directeur de théâtre, traducteur et critique, et ses comédies autant que ses œuvres de biographie et de théorie maintiennent en Danemark la meilleure tradition issue de Holberg.

La Norvège fournit un contingent de plus en plus important à la littérature d'expression dano-norvégienne, et une « Société norvégienne » peut se former à Copenhague en 1772.

La Suède, pour qui la décade 1760-1770 est une période de sombre incertitude, s'initie toujours aux nouveautés étrangères par plus d'un intermédiaire : Creutz lui donne un *Chant de l'été* qui fait écho à Thomson, et le genre descriptif ne peut manquer de prospérer ici à son tour. Enfin, la Suède trouve en Gustave III un « monarque des lumières », élevé à la française et qui voudrait donner à son pays, qu'il aime passionnément, un éclat intellectuel analogue à celui qu'il avait apprécié à Paris. Une Académie suédoise, des Sociétés littéraires avec assemblées publiques et concours, un Opéra, d'autres théâtres subventionnés, secondent l'effort du roi et d'une brillante aristocratie. Gustave III a lui-même laissé un répertoire théâtral qui n'est pas sans valeur. C'est un vrai renouveau que la Suède célèbre dans la dernière partie du siècle, et en particulier dans la décade 1780-1790 : Kellgrén (1751-1795) procède de Voltaire et des encyclopédistes ; il n'en



ALFIERI (1749-1803). — Peinture de F.-X. Fabre.
CL. ALINARI.



GOLDONI (1707-1793). — Gravure de Le Beau,
d'après un dessin de Cochin. — Bibl. Nat.

apprécie pas moins la sombre mélancolie d'Ossian et la plénitude miltonienne, et il ouvre ainsi des sources à la poésie suédoise. Leopold (1756-1829) et Thorild (1759-1808) le continuent. Mais c'est Bellmann (1740-1795) qui est resté, avec une spontanéité plus grande et le charme d'une inspiration qui l'a fait surnommer l'« Anacréon suédois », le vrai lyrique selon le cœur de la Suède de cette époque. Une sève vraiment drue s'ajoute chez lui à une légèreté charmante : faites pour la musique, ses chansons sont mélodieuses et chantantes à souhait.

LITTÉRATURE HONGROISE. — Bien que l'apologie du primitivisme et le retour à la nature ne puissent avoir la même actualité pour des pays que la civilisation et les « lumières » ne touchaient pas dans la même mesure que l'Occident, la nuance idyllique de Gessner se retrouve chez Faludy (1704-1779), l'anacréontisme chez Szabó (1767-1805), et l'antivol-tairianisme chez Teleki (1738-1796). L'émancipation nationale, au point de vue de la langue et de la littérature, est un fait accompli. Gvadanyi (1725-1801), dans son *Notaire de Peleske* (1790), se moque de l'affinement de surface de la noblesse magyare. Pourtant la diffusion du rationalisme est surtout le fait de celle-ci, séduite par le voltairianisme et en général encouragée par le régime autrichien instauré par Joseph II. Bessenyei (1742-1811), gentilhomme pauvre, donne à la littérature hongroise son premier drame, *Agis* (1772), et sa première comédie, *le Philosophe* (1777). Un fort accent social différencie de bonne heure la littérature hongroise de ses voisines slaves, plus mystiques d'accent, ou de dispositions plus passives. Orczy (1718-1789) fait, à la manière de Rousseau, la part la plus grande au paysan de son pays et aux beautés naturelles qui l'entourent, tandis que Báróczy (1735-1809) introduit dans sa patrie les romans « sensibles ».

LITTÉRATURE POLONAISE. — Les dernières décades de l'ancienne Pologne indépendante sont signalées par un vif mouvement intellectuel dont la cour du dernier roi, Stanislas Poniatowski, est le centre principal. Le « Voltaire polonais » de cette époque est l'évêque Krasicki (1735-1801), dont l'œuvre est considérable et variée, allant du poème burlesque au roman et de la comédie à l'histoire, avec une permanente intention morale ou politique : elle se retrouve dans les satires d'un autre évêque, Naruszevicz (1733-1796), ou dans celles de Wegierski. Le sentimentalisme du temps se reflète dans l'œuvre lyrique de Karpiński (1741-1825), tandis que les émotions nationales trouvent un écho pathétique chez Kniaznin (1750-1807).

Imitateur de Molière, le P. Bohomolec (1720-1784) a écrit, d'abord pour l'école, puis pour la scène, un répertoire assez varié. Il a le mérite d'avoir, par surcroît, servi la cause nationale en éditant des documents relatifs à l'ancienne histoire de son pays. Les pamphlets et les comédies de Zablocki servent la même cause, et l'activité de Boguslawski, directeur de théâtre en même temps qu'auteur, leur fait pendant : c'est à lui qu'est due, après le soulèvement de Kosciuszko, la glorification poétique du paysan galicien et du montagnard des Tatras ; l'inspiration populaire entre ainsi dans la littérature par la voie nationale. Mais, déjà, le sort provisoire de la Pologne était décidé : la littérature réformatrice, radicale ou constitutionnelle, que représentent des auteurs plus directement encore intéressés à l'amélioration de leur collectivité — Staszyc, Kollataj, élèves des encyclopédistes — ne sera plus d'aucun secours. La constitution du 3 mai 1791 ne précède que de peu la guerre civile et le partage de la Pologne en 1793.

LITTÉRATURE RUSSE. — Catherine II ayant continué l'œuvre de Pierre I^{er}, la correspondante de Grimm, l'amie de Diderot, encourage longtemps une littérature de gentilshommes ou de beaux esprits occidentalisés. Les *Odes* de Dershavine (1743-1816) com-

pensent leurs artifices de forme par une certaine vigueur patriotique et religieuse. Kniainine (1747-1791), Loukine (1757-1824) font œuvre d'adaptateurs dramatiques, et Catherine elle-même, qui encourage et développe les représentations théâtrales, travaille pour la scène. La poésie savante de Kheraskov (1733-1807), les essais de Emine (1735-1770) dans le genre romanesque, font pendant à ces efforts. L'ambition de rivaliser avec l'académisme occidental se manifeste dans l'évocation épique du passé, et Cheraskov (1743-1805) célèbre la prise de Kasan par Ivan IV dans une *Rossiade* démesurée.

Une Moscovie plus authentique va-t-elle se révéler ? En attendant que la littérature prenne conscience de ses forces propres, c'est dans les sciences, avec la princesse Dachkov et le prince Tcherbatov, que la protestation s'élève d'abord contre un abandon systématique de l'âme slave. Le Russe occidentalisé est tourné en ridicule,

aussi bien que la barbarie du Moscovite laissé à lui-même, dans les comédies de Von Vizine (1744-1792) ; mais Allemand d'origine, il ne laisse pas d'être lui-même très dépendant de l'étranger dans ses œuvres dramatiques.

C'est par le chemin détourné de la sentimentalité que Karamzine (1766-1826), traducteur, voyageur, historien, contribue à vivifier à nouveau un coin de la littérature de son pays : ce disciple de Sterne a fait vibrer des notes assez nouvelles et célébré magnifiquement la langue russe, « coulant comme un fleuve fier et majestueux » ; Radichtchev (1749-1802) s'inspire du même auteur anglais, maître en émotions superficielles, en attendant que des lames de fond saisissent le monde slave engourdi.

LITTÉRATURES BALKANIQUES. — Si la plupart des nationalités balkaniques ont trouvé dans la lutte contre le Turc, dans l'opposition entre leurs divers éléments propres, des ferments de conscience ethnique dont la poésie et la littérature populaire portent témoignage dès avant le XVII^e siècle, les disciplines savantes y restent attachées à l'usage du latin jusque dans la seconde moitié du XVIII^e. Ce fut l'exemple des grands auteurs politiques et philosophiques de France et d'Angleterre qui secoua la tradition néo-latine des érudits et des chroniqueurs, et l'attrait de la civilisation occidentale qui multiplia les contacts personnels les plus fructueux.

D'ailleurs, l'action émancipatrice des écrivains, au lieu de passer, comme pour un Voltaire, un Montesquieu, un Lessing, par l'intermédiaire de l'esprit critique et de l'intelligence raisonneuse, agit directement sur les classes sociales opprimées ou les nationalités asservies : aussi le passage du voltairianisme au rousseauisme, si l'on peut dire, et de Wieland à Herder, y fut-il des plus rapides. Puis, comme l'excès de civilisation et d'intellectualisme dont souffraient les pays occidentaux n'était guère le fait de l'Orient européen, le « retour à la nature » impliqué dans ces messages devait rester sans écho — ou plutôt ne pouvait qu'être accueilli comme un cri d'émancipation nationale. Si, dans un pays d'ancienne culture comme la Bohême, il était possible à J. Dobrovsky (1753-1829), « patriarche de la philologie slave », formé par la science allemande, de devenir un des artisans du renouveau national par la publication d'une *Histoire de la langue et de l'ancienne littérature bohèmes* (1792), d'autres secousses étaient nécessaires aux pays danubiens : la Révolution française fut la plus efficace, en donnant à des nationalités asservies le sens de leur unité et de leur permanence (1).

LITTÉRATURE AMÉRICAINE. — Simple branche de la littérature anglaise, les lettres, aux États-Unis, restent longtemps sous



CATHERINE II présente le Code de ses lois aux diverses nations qui forment son Empire. — Gravure de P.-P. Choffard. — Bibl. Nat. CL. GIRAUDON.

(1) Un « livre » spécial étant consacré au *Mouvement intellectuel pendant la Révolution et l'Empire*, la période qui forme la transition entre le XVIII^e et le XIX^e siècle (1793-1815) se trouve exposée dans le tome III de cet ouvrage.

la tutelle de la théologie. Avec Benjamin Franklin (1706-1790), elles commencent à s'en émanciper ; cet autodidacte, ce rédacteur de l'*Almanach du pauvre Richard* (commencé en 1733), est, en 1754, « l'homme le plus important de l'État de Pensylvanie ». Ses œuvres valent moins par la forme que par leur importance sociale : il ne peut fleurir alors, dans cette colonie, qu'une littérature pratique, toute relative aux soucis des groupes naissants qui ont à définir leur statut propre. Des vers religieux lui font écho, et il est significatif qu'un des premiers recueils authentiques de poésies, *Poèmes sur divers sujets de religion et de morale* (1773), soit l'œuvre d'une petite négresse acclimatée à Boston.

L'indépendance américaine suscite cependant une inspiration autochtone. Le poète « de la Révolution », Freneau (1752-1832), très affranchi des modèles anglais, est le porte-parole autonome des insurgents. Le milieu bostonien, avec sa culture puritaine, trouva en Samuel Adams, Quincy et quelques hommes d'État, des avocats éloquents de la jeune nation, tandis que la Virginie, d'esprit plus souple, a des hommes politiques lettrés comme Jefferson (1743-1826). La *Déclaration d'indépendance* est, à sa manière, un des premiers monuments, littéraires aussi bien que politiques, de la colonie émancipée.

BIBLIOGRAPHIE

I. — KAYE (F.-B.), *Mandeville; the Fable of the Bees* (Oxford, 1924). — ROBERTSON (J.-M.), *Short history of free thought* (3^e éd., Londres, 1915). — SICHEL (W.), *Bolingbroke and his times* (Londres, 1901-1902). — RAND (B.), *Shaftesbury* (Londres, 1900). — WALTON (Ch.), *Notes and materials for an adequate biography of W. Law* (Londres, 1854). — AUDRA (E.), *Pope et les philosophes français* (1926). — DOTTIN, *De Foë* (1924). — PONS, *La Jeunesse de Swift* (1925). — PAUL (H.-G.), *John Dennis* (New-York, 1911). — THOMSON (C.-L.), *S. Richardson* (Londres, 1900). — BOAS (F.-S.), *Richardson's Novels and their influence* (Oxford, 1911). — CROSS (W.-L.), *H. Fielding* (New-Haven, 1918). — HOFFMANN (L.), *George Lillo* (Marburg, 1888). — BEYER (H.), *Moore* (Leipzig, 1889). — THOMAS (W.), *Le Poète Young* (1901).

BARCKHAUSEN, *Montesquieu, ses idées et ses œuvres* (1907). — DESNOIRESTERRES (G.), *Voltaire et la société au XVIII^e siècle* (8 vol., 1867-1876). — LANSON (G.), *Voltaire* (rééd., 1910). — BELLESSERT (A.), *Essai sur Voltaire* (1925). — LENOIR (R.), *Condillac* (1924). — MORLEY (J.), *Diderot and the encyclopædists* (Londres, 1891). — DUCROS (L.), *Les Encyclopédistes* (1903). — BERTRAND (J.), *D'Alembert* (1889). — LARROUMET, *Marivaux* (rééd., 1894). — SCHROEDER, *L'Abbé Prévost* (1899). — NADAULT DE BUFFON, *Buffon* (1863).

SCHNEIDER (F.-J.), *Die deutsche Dichtung vom Ausgang des Barocks bis zum Beginn des Klassizismus* (Stuttgart, 1924). — WANIEK (G.), *Gottsched und die deutsche Litteratur seiner Zeit* (Leipzig, 1897). — SERVAES (F.), *Die Poetik Gottscheds und der Schweizer* (Strasbourg, 1887). — SCHMIDT (E.), *Lessing* (rééd., Berlin, 1909). — MUNCKER (F.), *Klopstock* (Stuttgart, 1893).

CARINI (I.), *L'Arcadia* (Rome, 1891). — BERTANA, *In Arcadia* (Naples, 1909). — GRAF, *L'Anglomania e l'infusso inglese in Italia nel secolo XVIII* (Turin, 1911). — MAUGAIN (G.), *Étude sur l'évolution intellectuelle de l'Italie de 1657 à 1750 environ* (1909). — CANTONI (C.), *Vico* (Turin, 1867).

MOREL-FATIO, *Études sur l'Espagne* (1895-1904). — VALMAR, *Historia critica de la poesia castellana en el siglo XVIII* (3^e éd., Madrid, 1893).

BERGH (G.), *Litterär Kritik i Sverige under 1600-och 1700-talen* (Stockholm, 1916). — LAMM (M.), *O. Dalin* (Upsal, 1908).

BRÜCKNER, *Possochkov, Ideen und Zustände in Russland zur Zeit Peters des Grossen* (Leipzig, 1878). — PIÉKARSKI, *Naouka i litiératoura v Rossii pri Piétrié V* (Saint-Pétersbourg, 1862).

II. — VALLETTE (G.), *Jean-Jacques Rousseau genevois* (1911). — TEXTE (J.), *Rousseau et les origines du cosmopolitisme littéraire* (2^e éd., 1909). — BALDENSBERGER (F.), *L'Helvétisme littéraire et ses relations avec les grands courants de la pensée occidentale* (dans *La Suisse et les Français*, par divers auteurs, 1920). — REYNOLD (G. de), *Le Doyen Bridel et les origines de la littérature suisse romande* (Lausanne, 1909). — FREY (Ad.), *Haller* (1879). — GUINAUDEAU, *Lavater* (1924). — STADLER (N.), *Mallet* (Lausanne, 1924).

MORNET (D.), *Le Sentiment de la nature en France...* (1907). — VAN TIEGHEM (P.), *Le Prérromantisme* (1925). — ÉTIENNE (S.), *Le Genre romanesque en France...* (1922). — GAIFFE (F.), *Le Drame en France au XVIII^e siècle* (1907). — FEUGÈRE (A.), *L'Abbé Raynal* (1922). — BÉCLARD (L.), *Mercier* (1903). — WOGUE (J.), *Gresset* (1894). — SOURIAU (M.), *Bernardin de Saint-Pierre* (1905). — LINTILHAC, *Beaumarchais* (1887). — LE BRETON, *Rivarol* (1895). — BERTRAND (L.), *A. Chénier et le retour à l'antique* (1899). — SCHELLE, *Du Pont de Nemours et l'école physiocratique* (1888). — Gournay (1897).

MILLAR (J.-H.), *A literary History of Scotland* (Londres, 1903). — SMEATON (O.), *Allan Ramsay* (Édimbourg, 1896). — MOREL (L.), *Thomson, sa vie et ses œuvres* (1895). — THOMSEN (A.), *David Hume* (Berlin, 1912). — HASBACH (W.), *Quesnay und Smith*

(Leipzig, 1890). — ATKINSON (C.-M.), *Bentham* (Londres, 1905). — HOUSTON (P.-H.), *Doctor Johnson* (Cambridge, 1923). — VAN TIEGHEM (P.), *Ossian en France* (1917). — MOORE (F.), *O. Goldsmith* (Londres, 1910). — CROSS (W.-L.), *Sterne* (New-York, 1909). — YVON (P.), *Walpole* (1924). — RINAKER (C.), *Thomas Warton* (Urbana, 1916). — ROY (J.-A.), *Cowper* (Londres, 1914). — INGRAM (J.-H.), *The True Chatterton* (Londres, 1910). — NORTHUP (C.-S.), *A bibliography of Gray* (New-Haven, 1917). — HUCHON (R.), *Crabbe* (1906). — ANGELLIER, *Burns* (1893). — DE MAAR (H.-G.), *A history of modern English romanticism* (Oxford, 1924, ss.).

WAGNER (A.-M.), *Gerstenberg und der Sturm und Drang* (Heidelberg, 1920-1924). — BLUM (J.), *Hamann* (1912). — HAYM, *Herder* (Berlin, 1877-1885). — SCHMIDT (E.), *Richardson, Rousseau und Goethe* (Berlin, 1875). — BIELSCHOWSKY, *Goethe* (3^e éd., Munich, 1904). — WEISSENFELS (R.), *Goethe im Sturm und Drang* (Halle, 1894). — SCHMIDT (E.), *Lenz und Klinger* (Berlin, 1878). — BERGER (K.), *Schiller* (Berlin, 1905-1909). — ROSANOW (M.), *Lenz* (Leipzig, 1909). — JUSTI (C.), *Winckelmann und seine Zeitgenossen* (2^e éd., Leipzig, 1898).

CHATFIELD-TAYLOR, *Goldoni* (New-York, 1913). — BERTANA (E.), *Alfieri* (Turin, 1902).

COTARELO Y MORI (E.), *Don Ramon de la Cruz y sus obras* (Madrid, 1899). — MORAYTA (M.), *El Padre Feyjoo y sus obras* (Valence, 1897). — LOPEZ PELAEZ, *Sarmiento* (La Corogne, 1901).

BLANK (A.), *Den Nordiska Renässansen i sjuttiondhundralets Litteratur* (Stockholm, 1911). — VAN TIEGHEM (P.), *L'Ossianisme dans la littérature européenne* (1920).

POGODINE, *Karamzine* (Moscou, 1866). — BILIARSKI, *Lomonosow* (Saint-Pétersbourg, 1865).

CONVAY (M.-D.), *Th. Paine* (New-York, 1892). — AUSTIN (M.-S.), *Freneau* (New-York, 1901). — FAY (B.), *L'Esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle* (1925).

III. LES ARTS

Le XVII^e siècle, si bien personnifié par Louis XIV, avait été majestueux et sévère. Tout, en cette époque, s'affirmait solennel et ordonné. La fantaisie paraissait suspecte. Parce que leurs pièces aux intrigues piquantes sont le charme et le sourire, les comédiens italiens, nonobstant une installation presque centenaire, sont sévèrement bannis. Adieu Mezzetin, Cassandre, Gilles, Scaramouche ! Adieu Colombine légère, rêvant, surprise

De sentir un cœur dans la brise
Et d'entendre en son cœur des voix.

Le XVIII^e siècle fut une époque d'élégance suprême et de fantaisie. Las de solennité et d'étiquette, les gens de cour tout les premiers aspirent à un décor plus aimable, mieux adapté à leur vie journalière. Le Régent, ceux qui l'entourent, sont les protagonistes du mouvement qui va se propageant et demandent à l'Art, dans toutes ses manifestations, d'être à l'unisson de leurs sentiments.

Les façades se font souriantes, la pierre se fouille : c'est l'époque des mascarons spirituels et des clefs de voûte fleuries. Plus de lignes

droites là où elles ne sont pas absolument nécessaires, mais de sinueuses courbes. A l'intérieur, c'est mieux encore : les boiseries, finement sculptées, décorées de volutes, de coquilles, de combinaisons végétales, remplacent les grands nus solennels ; les salons et cabinets s'aèrent par suite du remplacement, dû à de Cotte, selon d'Argenville et Patte, à J.-B. Bullet, selon d'autres, des tableaux et bas-reliefs installés jusqu'alors sur les cheminées, par des glaces qui, réfléchies par d'autres glaces en vis-à-vis, « forment des tableaux mouvants qui agrandissent et animent les appartements et leur donnent un air de gaieté et de magnificence qu'ils n'avaient pas » (Patte). Puis, au-dessus des portes, dans les trumeaux, ce sont de claires peintures inspirées de la nature et de la vie galante.

Cet art souple et fleuri, au décor si léger, constitue le style XVIII^e siècle. Il prend naissance sous la Régence et se développe dans toute son ampleur durant le règne de Louis XV. Cependant, sous l'empire de sentiments nouveaux, au temps de Louis XVI, il évoluera sans que les éléments décoratifs perdent de leur amabilité. On reviendra à plus de sérieux, les verticales retrouveront leur prépondérance, mais ce qu'il y a en elles de dur sera atténué par la présence de ces bandeaux,



PORTE DU SALON OVALE DE L'HOTEL SOUBISE, dessinée par Boffrand.
— Les peintures, de Natoire, représentent la légende de Psyché.

CL. GIRAUDON.



LE PETIT TRIANON, A VERSAILLES : côté du parc. — Architecture de Gabriel.
CL. NEURDEIN.



LA PLACE STANISLAS, A NANCY. — Porte en ferronnerie de Jean Lamour.
CL. NEURDEIN.

de ces médaillons, de ces guirlandes fleuries, qui constituent par excellence le style Louis XVI.

L'ARCHITECTURE. — La merveille, c'est que, Louis XIV décédé, ce programme ait trouvé presque instantanément des réalisateurs. Toutefois la transformation ne porta point, en premier lieu, sur l'ordonnance extérieure des logis où le style de Mansart continue d'être suivi, mais bien dans l'aménagement et la décoration des intérieurs. Des travaux de décoration entrepris à Notre-Dame sont parmi les premiers qui marquent la nouvelle orientation. Chargé de donner le dessin des boiseries du chœur, de Cotte (1656-1735) révèle la mesure de son goût, la délicatesse de son invention dans une suite d'admirables panneaux parés de guirlandes légères, de palmettes délicates, de rinceaux élégants, qui donnent au bois finement amenuisé une valeur décorative jusqu'alors insoupçonnée. « Œuvre capitale dans l'histoire de l'architecture et de la décoration au début du XVIII^e siècle », a pu écrire très justement Henry Lemonnier. Car le style de ces boiseries influença la décoration intérieure de tout le règne.

Quoique de Cotte ait construit à Paris plusieurs hôtels d'importance : hôtel d'Estrées, rue de Grenelle-Saint-Germain ; du Lude, rue du Bac ; de Meulan, près des Capucines ; du Maine, rue de Bourbon — habitations témoignant toutes d'une initiative heureuse dans les dégagements et la décoration — c'est Boffrand (1667-1754), autre collaborateur de Mansart, qui est par excellence l'ordonnateur et le décorateur des belles habitations privées de l'époque. Et, plus heureux que de Cotte, de parfaits spécimens de ses talents se trouvent conservés. Ainsi l'hôtel du Petit Luxembourg (présidence du Sénat), l'hôtel de Soubise (Archives nationales), dont les appartements, de même que ceux de l'Arsenal, sont encore intacts et montrent, dans la proportion des portes et des fenêtres, l'élégance des panneaux et des trumeaux, la sûreté de son œil, l'excellence de son goût.

Aussi la faveur qui accueille ces ingénieuses réalisations est-elle extrême. Le concours de Boffrand est demandé un peu partout. Le duc Léopold de Lorraine le nomme son architecte et lui confie la construction des châteaux de Malgrange et de Saint-Léopold, ainsi que l'achèvement de divers autres séjours ou modifications à y apporter. Si bien qu'il forme un élève, cet Emmanuel Boffrand, auquel on doit la place Stanislas à Nancy, ce chef-d'œuvre architectural, les pavillons des châteaux de Lunéville, Chanteleux, Commercy, et la galerie du château d'Einville.

La renommée des constructeurs fran-

çais passe même la frontière, et c'est encore à Boffrand que l'électeur de Wurtzbourg demande la décoration de sa résidence, tandis que de Cotte, à l'invitation de l'électeur de Cologne, dirige des travaux considérables qui renouvellent le château de Bonn et celui de Poppelsdorf. De même font l'électeur de Bavière, le prince de Turn et Taxis, le roi d'Espagne.

De Cotte et Boffrand n'épuisent pas à Paris tous les travaux. Peut-être, comme constructeurs, sont-ils dépassés par Cailleteau, dit Lassurage, dont le nom est attaché à deux belles demeures parisiennes : le Palais-Bourbon, commencé par Girardini, et l'hôtel de Lassay (présidence de la Chambre des députés), où il eut Aubert pour collaborateur. Oppenordt, de son côté, donne le dessin de plusieurs des décorations intérieures du Palais-Royal et de l'hôtel du Grand Prieur, au Temple. Car, en cette époque, le bâtiment va fort et au moins autant dans les provinces qu'à Paris. C'est l'instant où les intendants, concevant grandiosément leur rôle, transforment les capitales provinciales, faisant de cités sombres et tortueuses des villes aérées et aimables. Jean-Jacques Gabriel, contrôleur des Bâtiments du roi, qui avait déjà réédifié la plupart des monuments de Rennes, détruits par un incendie en 1720, est appelé à Bordeaux par l'intendant Claude Boucher, afin de donner le dessin de la nouvelle place Royale, qu'il dote d'une Bourse et d'un hôtel des Fermes (Douanes) remarquables par leur élégance, la finesse de toutes leurs parties. Mais c'est à son fils, Jacques-Ange, qu'échoit la gloire de donner à l'architecture du règne de Louis XV toute sa signification, et d'enrichir Paris de l'un des plus beaux



LA PLACE LOUIS XV (place de la Concorde). — Vue de cet ensemble architectural tel qu'il fut réalisé par l'architecte Jacques-Ange Gabriel. — Gravure de Taraval. — Bibl. Nat.

ensembles monumentaux qui soient : la place Louis XV, aujourd'hui de la Concorde. Ce sont ses plans, en effet, qui sont retenus à la suite d'un concours organisé en 1752 et auquel avaient pris part Boffrand, Blondel, Contant d'Ivry, Servandoni, Lassurance. Telle qu'elle est demeurée, avec les deux spacieuses constructions : ministère de la Marine et bâtiments parallèles, qui développent de chaque côté de la rue Royale, au-dessus d'un soubassement percé d'arcades, leurs façades aérées par un grand ordre de colonnes corinthiennes, cannelées, formant péristyle, et terminées par une balustrade à l'italienne, cette place paraît vaste et harmonieuse, vraiment monumentale. Mais qu'est-ce cela à côté de l'ensemble qui a existé jusqu'à la Révolution ? Alors, une double balustrade défendant un fossé gazonné, limité par les petits édicules que le XIX^e siècle a surchargés de statues, ceignait la place, en en soulignant le dessin, et, au centre, s'élevait, avec l'ampleur décorative voulue, la statue équestre du roi, modelée par Bouchardon. Ce n'était qu'espace et harmonie, comme le révèle un charmant dessin de Moreau le Jeune.

Auparavant, en 1742, Gabriel avait donné les plans de l'École militaire.

On lui doit encore la construction de la salle de spectacle du palais de Versailles, la reconstruction du château de Compiègne, les dispositions de la décoration sculpturale de la colonnade de Perrault et la restauration de l'aile qui la rattache à l'ancien Louvre.

Ce qui frappe dans les architectures de Jacques-Ange Gabriel, c'est la majesté simple de l'ensemble, ses dispositions logiques, en même temps que la finesse et la perfection des parties. On voit très bien ce qu'il a conservé des enseignements de ses devanciers et ce que, interprète des goûts de son siècle, il a affiné, rendu plus aimable, sans enfreindre les lois de l'architecture. Qu'il y ait un retour vers le classicisme, et celui-ci se manifeste aux environs de 1760, à la suite des fouilles d'Herculanum et de la découverte de Pompéi, jusqu'alors enfouis sous la lave, l'enseignement de ces découvertes sera de même retenu, mais en se gardant de toute exagération.

Avant d'en arriver là, il faut signaler quelques tentatives de caractère théâtral plus que monumental et religieux, dont la manifestation la plus importante est le portail de Saint-Sulpice, dû à Nicolas Servandoni (1695-1766), d'ailleurs directeur des décorations de l'Opéra. Cette manifestation, qui subordonne la logique à l'illusion optique, a son parallèle dans les excès faits, vers le même temps, dans la décoration intérieure : boiseries, trumeaux, meubles, etc. La ligne droite, l'indispensable régularité se voient bannies, les formes sont creusées, évidées, désaxées à plaisir. Aussi ces singularités furent-elles justement qualifiées de *chicorée*, *rococo* ou *rocaille*.

Mais ce n'est là qu'un accident dans l'architecture. Ce qui est autrement important, c'est la révolution heureuse dont les enseigne-



INTÉRIEUR DU PANTHÉON (Paris). — Ce monument, destiné primitivement à l'exercice du culte sous le nom d'église Sainte-Geneviève, fut édifié par Soufflot de 1764 à 1790. CL. NEURDEIN.

ments de Jacques-François Blondel (1705-1774) font bénéficier la distribution intérieure. C'est, toutefois, plus par la théorie, la diffusion de son *Cours d'architecture*, que par l'exemple, que Blondel, qui a surtout construit en province, à Metz, à Strasbourg, a eu de l'influence. Jusqu'à lui les pièces étaient disposées en enfilade, ou tout au moins n'étaient desservies que par des dégagements insuffisants. Or, Blondel, faisant sienne une idée esquissée par son confrère Leblond (1679-1719), l'architecte du château de Peterhorf, en Russie, résout le problème de la circulation intérieure par la distribution en double profondeur, qui, devenue depuis de règle, rend aujourd'hui les plus modestes appartements autrement confortables que ceux des princes et des rois d'autrefois, de Louis XIV lui-même, dont la chambre à coucher, au palais de Versailles, ne disposait d'aucun dégagement. Cette amélioration considérable, l'architecte Patte, dès 1765, se plaît à la constater : « Toutes ces distributions agréables, que l'on admire aujourd'hui dans nos hôtels modernes, qui dégagent les appartements avec tant d'art, ces escaliers dérobés, toutes ces commodités recherchées, qui rendent le service des do-

mestiques si aisé et qui font de nos demeures des séjours délicieux et enchantés, n'ont été inventés que de nos jours ; ce fut au Palais-Bourbon, en 1722, qu'on en fit le premier essai, qui a été imité, depuis, en tant de manières. »

Ces améliorations répondent tellement aux besoins d'une société plus affinée, que le moraliste Vauvenargues les prend en exemple : « Quelques auteurs traitent la morale comme on traite la nouvelle architecture, où l'on cherche, avant toute chose, la commodité. »

Quelques années encore et voici triomphante la réaction classique. Depuis l'avènement de Louis XV, l'art était essentiellement français, indemne de préoccupations étrangères. Or, voilà qu'on regarde de nouveau la Rome des empereurs, et, plus au sud, Herculanum et Pompéi, Pæstum. Les imposantes colonnes et les massifs chapiteaux reviennent à la mode. Soufflot, tout imprégné de souvenirs romains, donne le dessin de l'église Sainte-Geneviève (Panthéon), qu'il conduit jusqu'à la naissance du dôme, et celui de l'École de droit, qui lui fait vis-à-vis. Encore, dans son exagération monumentale, la nouvelle basilique se recommande-t-elle par le bonheur de ses proportions et une ingénieuse perspective intérieure. Mais ces qualités disparaissent dans les églises Saint-Philippe-du-Roule et Saint-Louis-d'Antin (ancienne chapelle des Capucins), lourds édifices que construisent un peu plus tard Chalgrin et Brongniart. Plus heureux, Jacques-Denis Antoine obtient au concours la construction de l'hôtel des Monnaies et ordonne les éléments classiques de la façade avec un goût certain, que le manque de recul fait seul mal apprécier. Le même élève, sur la cour de Mai, l'entrée monumentale du Palais de Justice.

Parallèlement, un artiste du plus sûr mérite, Victor Louis, construit à Bordeaux, dans le goût classique, c'est-à-dire avec colonnade et entablement, le Nouveau-Théâtre, mais les proportions en sont si heureuses, la distribution intérieure si bien entendue, que cette construction paraît encore aujourd'hui une œuvre d'art inégalable. Les architectes du XIX^e siècle, Charles Garnier tout le premier, ont pu emprunter son plan, développer les dimensions des parties, mais sans rien ajouter aux dispositions de cette œuvre parfaite. A Paris même, Victor Louis donne le dessin des constructions en bordure du jardin du Palais-Royal et élève le Théâtre-Français.

Ces derniers travaux appartiennent au règne de Louis XVI. Sous l'influence des exemples fournis par l'antiquité redevenue à la mode, et surtout du goût ambiant épris de clarté, l'architecture a tendu à la simplification. La ligne droite reprend sa prééminence, l'ornement perd de son ampleur, mais gagne en élégance et en précieux. C'est le temps des constructions où de grands nus font valoir une frise, un bandeau, quelque motif du goût néo-antique le plus affiné.

Dans cet esprit, Rousseau élève l'hôtel de Salm (palais de la Légion d'honneur), petit bijou qui dominait autrefois les quais de la Seine, alors plus bas qu'aujourd'hui et dépourvus d'un voisinage de



BUSTE D'ALEXANDRE BRONGNIART, PAR JEAN-ANTOINE HOUDON. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.



L'Enfant à la cage, PAR JEAN-BAPTISTE PIGALLE. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

hautes constructions; Belanger improvise pour le comte d'Artois le pavillon de Bagatelle, construit en soixante-quatre jours, tandis que Ledoux fait une égale prouesse à Louveciennes en faveur de la du Barry. Le même construit encore une foule de petits hôtels dans le quartier neuf de la Chaussée-d'Antin : hôtels de Thélusson, de Montesson, maison de la rue Chanteraine qu'habitera le général Bonaparte. Dans la suite il élèvera avec un bonheur moins soutenu les pavillons placés à l'entrée des barrières de Paris, et parmi lesquels demeurent la rotonde de la Villette et les deux constructions de la place Denfert-Rochereau.

Les travaux royaux chôment un peu. Cependant Richard Mique, successeur de Gabriel comme premier architecte du roi, au Petit Trianon décore le grand appartement, élève le temple de l'Amour et la salle de spectacles. A Paris, Contant d'Ivry donne le dessin du temple antique, à destination d'église, qui, sous le vocable de la Madeleine, doit être élevé à l'extrémité de la nouvelle rue Royale.

LA SCULPTURE. — Lorsque, au Louvre, on passe de la salle de Coysevox et de Puget dans celle des Coustou, une différence profonde marque les œuvres exposées. Non du fait des Coustou : Nicolas (1658-1733), Guillaume (1677-1746), qui conservent tard la tradition de l'atelier de Coysevox, mais à cause de la présence d'une foule de morceaux de réception à l'Académie royale, sortes de pièces de maîtrise de jeunes artistes, que le désir de plaire à leurs aînés n'empêche pas d'être représentatifs du goût de leur temps. En dépit de sa fougue, Puget respire, de par l'équilibre de ses productions, une saine robustesse; au contraire, les morceaux de réception sont tourmentés, souvent emphatiques : c'est *Neptune calmant les flots*, de Lambert-Sigisbert Adam (1700-1759), le souple auteur du groupe de *la Seine et la Marne*, qui couronne la cascade de Saint-Cloud, et du *Neptune et Amphitrite*, ornant le bassin de Neptune à Versailles; c'est le *Prométhée* de son frère, Nicolas-Sébastien Adam (1705-1778), à qui l'on doit le tombeau de la reine de Pologne, femme du roi Stanislas, conservé à Nancy; c'est la *Léda* de Thierry, le *Saint Sébastien* de Dejoux, le *Titan foudroyé* de François Dumont, l'*Hercule* de Vinache; c'est, enfin, le *Milon de Crotone dévoré par un lion* de Falconet (1716-1791), ami de Diderot, l'auteur si français de la *Baigneuse* (Louvre) et de tant de nudités charmantes, le hardi modelleur de la statue équestre du tsar Pierre I^{er}, dressée sur un rocher au milieu de l'une des places de Saint-Petersbourg. Un peu son aîné était Edme Bouchardon (1698-1762), artiste plus froid, mais savant, consciencieux, sachant lire et réfléchir. Un jour, le comte de Caylus le rencontre, tout agité, un livre à la main : « Ah ! Monsieur ! s'écrie le sculpteur, depuis que j'ai lu ce livre, — une traduction d'Homère, — les hommes ont quinze pieds et la nature s'est accrue pour moi. » Les hommes, il devait les rendre avec noblesse et vérité, témoin la statue équestre de Louis XV, qui occupa jusqu'en 1789 le centre de la place de la Concorde; la nature, il l'interprétait avec charme comme le prouvent les gracieux bas-reliefs de la fontaine de la rue de Grenelle, dont il avait arrêté l'architecture avant d'en modeler les parties.

Mais le grand statuaire du XVIII^e siècle, véritablement grand par ses hautes qualités, sa science et sa conscience, la place qu'il a tenue sans défaillance pendant plus de cinquante ans, c'est Jean-Baptiste Pigalle (1714-1785), l'auteur du *Mausolée du maréchal de Saxe*, conservé dans l'église Saint-Thomas, à Strasbourg. On en connaît le thème : la Mort entr'ouvre un cercueil aux pieds du héros de Fontenoy, que la France éplorée s'efforce de retenir. Œuvre saisissante, qui tranche sur la production du siècle et retourne par l'inspiration vers l'art médiéval. Notre-Dame de Paris conserve, à peine moins saisissant, le *Mausolée du maréchal d'Harcourt*, et la Bibliothèque de l'Institut, cet étrange *Voltaire*, âgé, représenté nu et décharné avec un sentiment d'une implacable vérité. A cela, le Louvre ajoute l'excellent *Mercure attachant ses talonnières*, son morceau de réception, l'*Amour et l'Amitié*, l'*Amour et Psyché*, et quelques bustes admirables d'observation, de modelé : le major J.-B. Guérin; le *Maréchal de Saxe*, un visage qu'on n'oublie pas; *Diderot*, un Diderot mobile, expressif, jetant par les yeux, la bouche, tout le feu de son esprit, le *Diderot du Neveu de Rameau*, sans contour. D'ailleurs le triomphe de l'art

statuaire au XVIII^e siècle, c'est le portrait. A nulle autre époque on n'en a fait de plus beaux, de plus vivants, de plus spirituels. Tout d'abord, c'est la manière des Lemoyne qui prédomine : l'ampleur décorative passe avant toutes choses. Et cependant, comme le buste de *Mansart* par Jean-Louis Lemoyne (1665-1755), conservé au Louvre, et celui de l'ingénieur *Duplessis*, placé au musée de Bordeaux, sont déjà prenants ! Et son fils Jean-Baptiste (1704-1778) ajoute encore, en accent, à ces belles qualités : buste de *Montesquieu*, au musée de Bordeaux, bustes de *Trudaine*, de *Gabriel*, de *Noël-Nicolas Coypel*, au Louvre. « Faites des bustes, » ne cessait de répéter au sculpteur, Diderot, qui n'aimait pas les monuments de Jean-Baptiste.

Mais c'est avec Jean-Jacques Caffieri (1725-1792) et Jean-Antoine Houdon (1741-1828) que le portrait s'élève à la plus haute expression. Si Houdon, qui se ressent de la renaissance néo-classique manifestée aux environs de 1760, est plus précis, plus sévère, — correspondant dans le portrait sculpté à ce qu'est David dans le portrait peint, — Caffieri est davantage expressif. Le buste de *Van Cleve*, si vrai en même temps que si décoratif, celui de *Claude Nivelles de La Chaussée*, comptent, au Louvre, parmi les plus vivants du musée. Mais c'est au Théâtre-Français qu'il faut aller pour sentir toute l'ampleur, toute l'intelligence du talent de Caffieri. Ses bustes, a écrit très heureusement Gaston Schefer, ont « fixé pour toujours l'image des génies de la scène. Le *Rotrou*, le *Corneille*, le *Molière*, d'une si fière beauté d'expression, n'ont pas la valeur documentaire de portraits d'après nature; ils s'éloignent même de la vérité; mais ils symbolisent avec une telle force l'œuvre des écrivains qu'ils représentent, qu'ils en ont imposé le type ».

Avec Houdon, c'est la vie, la vérité qui dominent, non point la vérité littérale, instantanée, mais la vérité essentielle, permanente. Les bustes de Houdon sont un prodige d'observation et de sincérité, enregistrées par un artiste qui sait être exact sans minutie, éloquent sans emphase. Faut-il rappeler le puissant *Mirabeau*, son merveilleux *Diderot*, son *Buffon* si vrai et si noble, le *Jean-Jacques Rousseau* et le *Washington*, tous bustes conservés au Louvre; enfin, et c'est par elle qu'il aurait fallu commencer, la statue de *Voltaire* du Théâtre-Français, statue par l'ampleur de l'ensemble, portrait par la vérité de la physionomie, les particularités de l'attitude. Cette sévérité d'observation n'exclut pas, chez Houdon, le sentiment de la grâce, comme le prouvent les bustes de sa femme et de sa fille, Sabine, ceux des enfants de Brongniart (Louvre). Enfin il ne faut pas oublier Houdon statuaire, auteur de l'élégante *Diane* conservée au Louvre, des deux charmantes figures de l'*Hiver* et de l'*Été* (musée de Montpellier). Caffieri et Houdon ne monopolisent pas à eux seuls l'art du portrait dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : Pajou a modelé, entre autres beaux bustes, une *Madame du Barry* délicieuse.

L'examen des portraits du XVIII^e siècle nous a éloignés de l'art courant de l'époque, de ces modelleurs habituels d'Amours, de Dianes,



LES Plaisirs du Théâtre-Français, PAR WATTEAU. — Musée de Berlin. CL. BRAUN.

de Psychés, que les amateurs ne se lassent pas de demander. Leurs noms : Allegrain (1710-1795), artiste préféré de M^{me} du Barry, et auteur d'une *Baigneuse* et d'une *Diane surprise par Actéon* (Louvre); Claude Vassé (1716-1772) dont, entre autres, le musée du Louvre conserve un *Berger endormi* et la *Comédie*, et le musée de Versailles un *Stanislas, roi de Pologne*; François Ladatte (1706-1787), dont la *Judith* (Louvre) offre, dans son maniérisme, le piquant de se rapprocher, à très peu de chose près, de l'attitude de la simple, naturelle *Pourvoyeuse*, de Chardin. Voici aussi Claude Francin (1702-1773), le sculpteur excellent des statues de Muses qui décorent si heureusement la façade du Grand-Théâtre de Bordeaux; Le Lorrain, l'auteur du merveilleux haut-relief des *Chevaux de Phébus*, del'hôtel de Rohan (Imprimerie Nationale); les frères Slodtz, dont l'un, Michel-Ange, est l'auteur du *Tombeau du curé Languet de Gergy*, dans l'église Saint-Sulpice, qui conserve aussi de lui un *Christ* réputé. Enfin, au-dessus d'eux, il y a encore ici Pajou dont, au Louvre, une *Bacchante*, une *Psyché* et une *Marie Leszczyńska* sous les traits de la *Charité*, révèlent l'art souple et vivant.

Mais l'heure de la réaction néo-classique a sonné. C'est le temps où Julien (1731-1804) exécute son *Ganymède versant le nectar à Jupiter* (Louvre), et Boizot (1743-1809) sa figure de l'*Amour*. Cependant, la statuaire va avoir son Prud'hon dans le voluptueux Clodion, compositeur de savoureuses petites scènes où s'ébattent Nymphes et Satyres. Chinard donne de la grâce aux jeunes femmes de son époque, et Jacques-Edme Dumont modèle des médaillons groupant des figures charmantes.

LA PEINTURE. — La peinture du XVII^e siècle fut pompeuse et solennelle; celle du XVIII^e sera vive et légère. Sans obéir à un mot d'ordre, les artistes exquis qui vont embellir le nouveau règne de leurs productions se détournent de l'Italie, jusqu'alors la grande inspiratrice. Et, chose piquante, ils ont en cela l'approbation de certains de leurs prédécesseurs. Ainsi, de La Fosse vieilli va jusqu'à regretter que les jeunes gens n'étudient pas les merveilleux ouvrages du Primatice à Fontainebleau « au lieu d'aller en Italie, où on ne voyait pas de peintures si magnifiques et si convenables pour former un homme ».

S'ils ne connaissent pas le Primatice, ces jeunes peintres, il est un maître qu'en France, à Paris même, dans le palais du Luxembourg où s'affirme son génie, ils ne manquent pas de consulter; un maître éternellement brillant, sensuel, dont l'œuvre séduit à l'extrême la nouvelle génération, car il a le secret des lignes vivantes et des couleurs aux fraîcheurs éclatantes. Ce maître, c'est Rubens, le peintre de la *Vie allégorique de Marie de Médicis*.

S'il en est, parmi les débutants, qui aillent en Italie, ils ne reconnaissent dans le passé qu'un maître, Véronèse; et, pour le présent, leur enthousiasme ne va qu'à un nom : Tiepolo. Leur esprit s'enivre



Scène champêtre, PAR LANCET. — Musée de Berlin. CL. HANFSTAENGEL

de sa fantaisie; leurs yeux sont éblouis par l'éclat de ses tonalités légères. Boucher méprise tout hors lui, et Fragonard lui voue une admiration sans bornes.

Le peintre qui, des premiers, va demander conseil à Rubens et sort de la galerie du Luxembourg, transporté, mieux armé pour un art de fantaisie exquise, est Antoine Watteau, le génial créateur de ces adorables scènes que l'époque a très justement qualifiées de « fêtes galantes », tant il y a en elles d'esprit, de douce volupté.

Quand paraît Watteau (1684-1721), la maussaderie règne en maîtresse, les comédiens italiens sont exilés. Il ne connaît leurs pimpants costumes, leurs manières, leurs jeux que par son maître d'un instant, Claude Gillot. Mais les dessins un peu secs de celui-ci, commentés par ses conversations, sont suffisants pour que Watteau crée une humanité pittoresque et charmante, vivant d'esprit, d'amour, de musique, qu'il place dans les clairières de beaux et véridiques paysages. Beaucoup de ses œuvres ont heureusement trouvé asile au Louvre, qui conserve : *Gilles*, *Pastorale*, *l'Assemblée dans un parc*, et encore le chef-d'œuvre de ses chefs-d'œuvre : *Embarquement pour Cythère*. Watteau, hypocondre malgré la grâce de sa palette, consumé par la phtisie, devait mourir jeune; mais l'art qu'il avait créé avait trop de charme pour ne pas lui survivre. Il fut continué par Lancelotti (1690-1743) et J.-B. Pater (1695-1736), qui, avec moins de génie toutefois, apportèrent dans la présentation des « fêtes galantes », Lancelotti une distinction, Pater une bonne humeur, qui justifient la faveur dont jouèrent leurs œuvres.

Enfin, dans la seconde partie du XVIII^e siècle, Watteau devait avoir un libre continuateur en Honoré Fragonard (1732-1806). Compositeur fin, spirituel, caractère heureux, il enchantait son époque par une foule de scènes légères, pleines d'entrain, de malice, et d'une couleur admirable. Cet artiste, qui semble la fantaisie même, a cependant tout vu, tout regardé, tout noté. Il connaît à fond Watteau, comme lui il a fort intelligemment étudié Rubens; il est fanatique, par surcroît, de Tiepolo. Et, avec tout cela, il fait du Fragonard : un art souple, aérien, plein d'entrain, qui ne ressemble à aucun autre. Témoin, au Louvre, la *Leçon de musique*, *Vœu à l'Amour*, *Baigneuses*, *Bacchantes endormies*, la *Chemise enlevée*, etc. Sur un feu d'artifice, ce galant peintre ferme le cycle des peintres de « fêtes galantes ».

Quelques charmantes, quelques persuasives qu'elles paraissent, les productions de Watteau, de Lancelotti, de Fragonard ne représentent qu'une partie de la belle floraison d'art du XVIII^e siècle. La tradition des grandes décorations, si en honneur durant l'époque précédente, n'était pas encore perdue, et un artiste allait en renouveler l'intérêt en les dotant d'une vie, d'une souplesse, d'une sensualité, qu'elles n'avaient pas eues jusqu'alors. Cet artiste qui satisfait si complètement les exigences de son temps fut Le Moyne. En dehors de Rubens, — du Rubens de la *Vie allégorique de Marie de Médicis*, — l'éducation de Le Moyne est toute française. Il ne connaît l'Italie qu'assez tard, et, si l'on en excepte le Corrège, sous l'influence duquel il exécuta l'*Hercule et Omphale* de la galerie du Louvre, et Pierre



LA Leçon de musique, PAR FRAGONARD. — Musée du Louvre. CL. ALINARI.



Halte de chasse, PAR VAN LOO. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.

de Cortone, les exemples d'outre-mont ont peu d'effet sur lui. Tel quel, il devait cependant exécuter, avec un rare feu, les plus difficiles travaux. C'est lui, par exemple, qui, assumant la décoration du salon d'Hercule à Versailles, a victorieusement couvert un plafond d'une surface de soixante-quatre pieds de long sur cinquante de large, animé par cent quarante-deux figures, qui valent par l'habileté des groupements, la hardiesse des indications, la splendeur du coloris. Il est aussi l'auteur de la grande *Assomption*, qui décore la chapelle de la Vierge à Saint-Sulpice. Très justement applaudi en son temps, ce beau morceau est maintenant malencontreusement défiguré par des restaurations. Mais le musée du Louvre en conserve depuis peu la magistrale esquisse.

Tout fécond qu'il est en peintres, le XVIII^e siècle ne devait pas retrouver, dans la décoration des grandes surfaces, d'artistes de la valeur de Le Moyne. C'est que Le Moyne possédait une très forte éducation. Il avait soigneusement étudié certains maîtres, confrontant leurs enseignements avec la nature, quitte à ne prendre de la consultation que ce qui lui plaisait. Ses successeurs dédaignent celle-ci et ceux-là. En effet, avec son élève Natoire (1700-1777), artiste souple et bien doué, c'est la pratique qui triomphe. « A quoi bon peindre d'après nature ? devait dire Natoire à son élève Vien. Est-ce que la nature peut fournir des figures de second et de troisième plan ? La belle difficulté de prendre un modèle et de le copier ! » Et, de fait, il se passa d'un tel concours dans les nombreuses décorations et compositions, profanes ou religieuses, qu'il exécuta durant sa longue carrière. Toutefois il convient de noter qu'à défaut de la documentation immédiate, nombre de ses émules et lui-même avaient à leur service un considérable acquis de jeunesse, une réelle mémoire des formes et des attitudes. Et c'est parce qu'il avait la main souple, le tracé sûr et le cerveau meublé, qu'il put exécuter son émouvante décoration de la chapelle des Enfants-Trouvés, décoration malheureusement détruite, mais dont le souvenir nous est conservé par les gravures de Fessard.

Même parti pris chez un autre artiste, non moins excellemment doué : Jean-François de Troy (1679-1752). Lui aussi peignait de premier jet, sans recourir au modèle, et se gardait même de retoucher ses compositions, car il estimait que les modifications et les reprises n'étaient bonnes qu'à « refroidir le génie ». Malgré cela, ses cartons de l'*Histoire d'Esther* se voient toujours avec plaisir. Une habileté égale, plutôt supérieure, apparaît dans la production de Carl Van Loo, tour à tour portraitiste, peintre d'histoire, d'allégories, de scènes pastorales, toutes œuvres traitées avec une adresse, un brio, une grâce, qui désarment la critique. Admirez plutôt au Louvre ces productions si diverses : portrait de Marie Leszczyńska, *Énée portant son père Anchise*, *Mariage de la Vierge*, enfin cette charmante scène pastorale, *Halte de chasse*, qui montre ce qu'un artiste comme Van Loo était capable de faire lorsqu'il daignait s'intéresser à la nature. Même honneur d'ailleurs échéait à J.-F. de Troy, peignant, avec des qualités inhabituelles, son *Déjeuner aux huîtres*, toile charmante.

Mais l'artiste qui incarne le plus complètement le XVIII^e siècle dans sa période de plein épanouissement, c'est Boucher (1704-1770).

Elève de Natoire, il fut de son vivant le plus populaire des artistes, le plus choyé, et telle était sa réputation qu'elle demeure, après deux siècles, à peine ternie. C'est que nul effort n'est nécessaire pour comprendre une production de Boucher; tout œil est séduit par la clarté de la composition, la limpidité des tonalités distribuées en larges accords, et si excellemment travaillées que le coloris, malgré les ans, ne paraît nullement vieilli. Ainsi apparaît-il dans *Diane sortant du bain*, *Vénus commandant à Vulcain des armes pour Énée*, les *Pastorales*, que conserve le Louvre, qui possède de ce peintre une autre merveille, une toile sobre, sincère, révélatrice de l'intimiste qu'il eût pu être. Nous voulons parler du *Déjeuner*, représentation fidèle d'un intérieur du temps.

Tout lasse, surtout les pompes, les fêtes. Elles enivrent un moment, charment les yeux, mais fatiguent l'esprit, laissent un vide au cœur. Et puis, pour les gens paisibles, fidèles à l'intérieur familial, pour cette bourgeoisie encore timide et fermée, mais courageuse et réfléchie, il fallait bien une peinture qui répondît à ses mœurs. Il fallait aussi penser aux amateurs véritables, épris de belle pâte, que ne transportaient point les bleus et les roses de l'Olympe. Ce fut le rôle de Jean-Baptiste-Siméon Chardin (1699-1779) de satisfaire les uns et les autres. Original, ce peintre de natures mortes, ce portraitiste des ménagères laborieuses, l'est au suprême degré. Et quel bon technicien ! Large, savoureux dans la pâte, distingué dans la façon d'exprimer. Par un don secret, dont l'excellent artiste donnait la clef en disant : « On se sert de couleurs, mais on peint avec le sentiment, » l'air, la vie, l'activité, se révèlent dans ses toiles; des êtres se devinent, momentanément absents seulement. Oh ! de petite condition, ces êtres, mais si sains, d'une telle valeur morale ! Les gens qui l'inspirent, les gens selon son cœur, il les présente dans le *Bénédictin*, la *Pourvoyeuse*, la *Mère laborieuse* (Louvre), la *Gouvernante* (galerie Lichtenstein).

Sur l'exemple de Chardin, l'art du XVIII^e siècle aurait bien pu bifurquer, revenir au naturel; mais il faut compter avec les engouements, les modes. Vient le moment où ces intimités si saines ne satisfont plus une sentimentalité affectée, née de la lecture des philosophes. On considère comme inférieure toute fiction, toute œuvre d'art, d'où ne ressort pas une conclusion morale. Rousseau, Diderot, sont les théoriciens de cette évolution, qui aboutit littérairement à l'*Émile*, et, sur la scène, au *Fils naturel*. En peinture, elle trouve sa forme dans les œuvres de Greuze : la *Lecture de la Bible*, l'*Accordée de village*, la *Malédiction paternelle*, le *Fils puni* (Louvre). Leur succès fut extrême; Diderot et d'autres soulignèrent leur valeur éducative. Mais ce ne fut là qu'une illusion que les années se chargèrent de détruire. Il fallut bien reconnaître que Greuze, qui n'avait pas d'ailleurs la belle unité de vie de Chardin, sacrifiait trop souvent la véritable simplicité au maniérisme et à la joliesse, qui ont été, pour lui, au reste, l'occasion d'œuvres charmantes : la *Jeune Fille qui pleure son oiseau*, la *Laitière*, la *Cruche cassée*, auxquelles un fichu dérangé, un corsage entr'ouvert, donnaient un piquant galant



Sujet pastoral (fragment), PAR BOUCHER. — Musée du Louvre. CL. GIRAUDON.



LE BÉNÉDICTÉ, tableau de Chardin. — Musée du Louvre.

fort apprécié d'une catégorie d'amateurs. Nous avons dit quelle est la haute valeur des portraits sculptés légués par le XVIII^e siècle. La peinture en présente aussi de fort beaux, surtout dans sa seconde partie. Auparavant, le portrait vise au décoratif, ambitionne l'allégorie; toute grande dame veut paraître sous les traits et avec les attributs d'une déesse; tout gentilhomme entend personnifier Tircis, Mars ou Apollon. Nattier (1685-1766) passa maître en ce genre de flatterie. Si on ajoute que, formé lui aussi par l'étude de Rubens, il avait une touche souple, le secret de tonalités tour à tour vibrantes ou délicatement perlées, on comprendra le grand succès de ses portraits.

Cependant Nattier était capable de vérité, ainsi que le prouvent les portraits des filles de Louis XV, Mesdemoiselles *Henriette* et *Adélaïde*, occupées à des travaux de leur sexe (Versailles), et aussi le propre portrait de *Nattier et sa famille*, peinture franche qui montre quels résultats obtenait le peintre lorsqu'il n'était pas contraint de plaire à autrui.

Vers le même temps, les Drouais : Hubert (1699-1767) et François-Hubert (1727-1775), obtenaient le plus grand succès avec des portraits aimables, rarement sincères, toujours empreints de charme; ainsi certaine *Madame de Pompadour* (musée d'Orléans). Puis vient Tocqué (1699-1772), gendre de Nattier, dont les portraits marquent, dans leur élégance voulue, un retour à la simplicité.

Dans la seconde moitié du siècle, sous l'action des philosophes et la contrainte bourgeoise, dont l'influence va grandissant, le portrait redevient naturel et véridique, atteignant au chef-d'œuvre avec Aved (1702-1766), Quentin de La Tour (1704-1788) et Perronneau (1708-1783).

Des trois, le pastelliste Quentin de La Tour est le plus célèbre, et c'est justice. Avec lui, le modèle vit, révèle des sentiments, un esprit. C'est que l'artiste, au contact de tant de personnalités qui passèrent devant son chevalet, avait appris à voir, à juger, à confesser : « Tout être a dû souffrir plus ou moins de la fatigue de son état, confiait-il à Diderot; il en porte une empreinte plus ou moins marquée. Le premier point est de bien saisir cette empreinte, en sorte que, s'il s'agit de peindre un roi, un général d'armée, un ministre, un magistrat, un prêtre, un philosophe, un portefaix, ces personnages soient le plus de leur condition qu'il est possible; mais, comme toute altération d'une partie a plus ou moins d'influence sur les autres, le second point est de donner à chacun la juste proportion d'altération qui lui convient; en sorte que le roi, le magistrat, le prêtre, ne soient pas seulement roi, magistrat, prêtre, de la tête ou de caractère, mais soient leur état depuis la tête jusqu'aux pieds. » La Tour a laissé une



LE DUC DE VILLARS, PASTEL DE LA TOUR. — Musée d'Aix. CL. GIRAUDON.

foule de portraits admirables : *Madame de Pompadour*, le contrôleur des finances *Orry*, le sculpteur *Le Moyne*, tous trois au Louvre; préparations encore plus belles, pour les portraits de *Mademoiselle Fel*, de *Madame Favart*, de *Mademoiselle Dangeville*, etc... (musée de Saint-Quentin).

La réputation de Perronneau tend maintenant à égaler, à surpasser peut-être, celle de La Tour. Notre époque lui sait gré de présenter ses modèles avec simplicité et dans des gammes colorées, dont ses contemporains ne semblent pas avoir senti la délicatesse. Ainsi le graveur *Cars*, *A. Van Robais*, *Jeune Fille en bleu* (M^{lle} Huquier), tous trois au Louvre.

Au XVIII^e siècle, la peinture religieuse n'occupe plus le premier plan dans la préoccupation des peintres et le désir des amateurs. Exécute-t-on quelques scènes de l'histoire sacrée, c'est avec un souci de décor, un maniérisme d'expression et de geste, qui dénotent quelle influence avait le théâtre sur le goût de l'époque. Les toiles de Coypel sont caractéristiques en ce sens. En fait, le XVIII^e siècle ne connaît, en ses premières années, qu'un peintre

religieux fidèle à la grande tradition de l'époque précédente, c'est Subleyras (1699-1749). Dans sa dernière période, Vien (1716-1809), avec la belle suite de compositions sur la vie de sainte Marthe (église de Tarascon), redonne du caractère à la peinture sacrée.

Mais son rôle n'est pas ici accidentel. Vien est le protagoniste de la réaction classique que Louis David poussera jusqu'en ses extrêmes conséquences.

Il appartenait au XVIII^e siècle, surtout dans sa seconde moitié, de mettre en honneur le paysage. L'école française avait accoutumé jusqu'alors de le considérer comme un accessoire, une toile de fond propre à détacher une ou plusieurs figures, à situer une scène. Certes Claude Lorrain et Nicolas Poussin l'avait traité d'une façon émue, mais la signification en était atténuée par sa subordination à une représentation historique ou épisodique. Par ses magnifiques évocations, Jean-Jacques Rousseau devait puissamment aider à la réhabilitation de la nature. Toutefois son initiative a été prévenue par Watteau, qui, le premier, donna à ses compositions des fonds vrais. Le paysage s'y pare de mystère et d'infini, mais de caractère déterminé, particulier à une région, en fait l'Île-de-France; de même les frondaisons se colorent de nuances, qui révèlent la saison, l'heure. Si l'on excepte Oudry et Desportes, qui ont peint de fort belles pages agrestes, significatives sans aucune adjonction, même de menu gibier, ce qui eût été excusable de la part des peintres de chasse, il faut attendre l'arrivée de Lantara (1729-1778), de Bruandet (vers 1752-1804), et surtout de Louis-Gabriel Moreau (1740-1806), le frère du merveilleux dessinateur Moreau le Jeune, pour rencontrer des paysages véridiques, tout parfumés de senteurs naturelles. Parallèlement, Joseph Vernet (1714-1789) donnait sa mesure dans la suite des *Ports de France*, empreints de pittoresque et d'une atmosphère caractéristique. Pour ne s'intéresser qu'aux ruines et aux effets d'architecture, Hubert Robert (1733-1808) n'en demeure pas moins un paysagiste compréhensif, sachant faire jouer le ton local.

Accessoire au XVII^e siècle, l'animal acquiert, à la fin du règne de Louis XIV, une place stable dans l'œuvre d'art et la conserve durant la période qui suit. L'intérêt n'est plus seulement limité au cheval, compagnon de l'homme d'armes et du chasseur, au chien opposé à ses adversaires, le loup et le sanglier; il s'étend à toute la gent des taillis et des guérets, à la bête fabuleuse des tropiques.

Le mérite de la transformation revient à François Desportes (1661-1743) et à Oudry (1668-1755), et leur exemple est suivi, avec une originalité amoindrie, par J.-B. Huet et Bachelier. Le genre bifurque bientôt en deux branches : l'une groupe les scènes de chasse, les portraits de fins limiers des meutes royales ou princières, le gibier de poil et de plume observé dans sa liberté; l'autre se spécialise dans les combinaisons décoratives où l'animal joue un rôle essentiel. Et ici large place est faite à l'exotisme. Point de belle habitation qui n'ait sa « singerie », c'est-à-dire une pièce dont les lambris, le plafond, sont décorés d'arabesques peu-



L'Accordée de village, PAR GREUZE. — Musée du Louvre. CL. NEURDEIN.



Paysage, PAR JOSEPH VERNET. — Musée du Louvre.

plées de singes musiciens ou acrobates, allant et venant sous l'œil surpris des oiseaux des îles, leurs compagnons. Le château de Chantilly et l'hôtel de Rohan (Imprimerie Nationale) conservent de belles « singeries » dues au pinceau de Christophe Huet, un spécialiste.

Le goût des « singeries » fut suivi de celui des « turqueries », représentations avant tout ornementales de la vie des sultanes, dans lesquelles excellent, après la venue d'Antoine de Favray (1706-1791), peintre exact des types orientaux, Philippe Van Loo, qui s'en tient à un Orient de fantaisie; J.-B. Leprince, lequel voyagea jusqu'en Moscovie, et J.-B. Hilair, qui avait visité la Grèce et les côtes de l'Asie.

LA GRAVURE. — Ces œuvres, si séduisantes, du XVIII^e siècle eurent, en leur temps, un succès étendu. Cependant, ceux qui les appréciaient n'étaient pas tous assez fortunés pour les acquérir. Aussi, en permettant la multiplication et la cession à des prix modiques, la gravure bénéficia-t-elle d'une grande faveur. Et d'autant plus légitime, que les graveurs artistes, savants et consciencieux, abondent à cette époque. Il arriva même qu'ils firent mieux que traduire les œuvres convoitées. Par l'emploi de techniques nouvelles, ils donnèrent parfois à leurs travaux l'apparence de productions originales.

Ces techniciens avaient été formés par les graveurs de recueils du siècle précédent, vastes entreprises où tous les talents, toutes les bonnes volontés trouvaient à s'employer; et aussi par la grande école des graveurs de portraits, dont Morin, Nanteuil, Masson s'affirmèrent les plus illustres représentants.

Quand s'ouvre le XVIII^e siècle, et durant les années qui suivent, ces maîtres ont de dignes continuateurs dans les Drevet, c'est-à-dire Pierre Drevet (1664-1738), son fils Pierre-Imbert (1697-1739) et son neveu Claude Drevet (1705-1782). Au premier, on doit le portrait du *Cardinal de Fleury* et celui de *Louis XV enfant*; au second, un *Bossuet* fameux; au troisième, un *Guillaume de Vintimille* qui n'a cessé d'être recherché. Ce sont les exemples de ces maîtres qui domineront le portrait du XVIII^e siècle, même lorsque, avec des moyens plus libres, un Cochin, un Ficquet et un Augustin de Saint-Aubin représenteront dans l'encadrement d'un médaillon les personnages de leur temps.

Mais ce qui occupe surtout la phalange des graveurs, c'est la reproduction des œuvres des peintres de fêtes galantes : Watteau, Lancret, Pater, et aussi celles de Boucher et de Chardin. Cependant, comment rendre, avec le seul burin, l'esprit, la chaleur, la couleur des peintures merveilleuses de Watteau et de ses émules. Audacieuse-

ment, ils mélangent les travaux du burin à ceux de la pointe et recourent à l'eau-forte. Il en résulte des pièces colorées, légères, d'un charme infini. Laurent Cars (1699-1771), artiste souple, adroit autant que consciencieux, peut graver avec un égal succès *Hercule et Omphale*, la *Délivrance d'Andromède* de Lemoyne, la *Fête vénitienne* de Watteau, ou la *Serinette* d'après Chardin. Et, luttant d'émulation, c'est, autour de lui, Lebas, Lépicié, Aveline, Duflos, Dupuis, Charles-Nicolas Cochin (1688-1753), et son fils (mêmes prénoms) [1715-1790]. Plus tard, ceux-ci auront de dignes successeurs dans Levasseur et Flipart, les graveurs de Greuze. D'ailleurs, à aucun moment on n'a eu tant besoin des graveurs : point de beau livre sans vignettes sur cuivre. Et pour traduire, avec tout le soin désirable, l'esprit, la finesse des compositions de Gravelot, d'Eisen, de Moreau, toute une école de graveurs vignettistes se forme, instruite par de Longueil, Chedel, Choffard, les infatigables Cochin. Le grand succès obtenu par les *Ports de France* et autres peintures de Joseph Vernet entraînait autour de lui la constitution d'une équipe de graveurs paysagistes, au premier rang desquels se placent Balechou et Vivarès, dont les exemples instruisirent les graveurs de paysages anglais, qui allaient devenir si réputés. Le plus célèbre d'entre eux, Woollett, reconnaissait de quel enseignement avait été pour lui la planche de la *Tempête*, gravée par Balechou.

A côté de leurs œuvres peintes, les maîtres du XVIII^e siècle, Boucher et Fragonard en tête, improvisaient ces lavis de bistre, ces dessins à la sanguine, qui, plus que la composition réfléchie, révélaient l'acuité de leur vision, la prestesse de leur main. C'était chez les collectionneurs une fureur que de posséder quelques-unes de ces pièces. Les graveurs songeaient alors à les reproduire en fac-similé et cette ambition activait l'invention de nouveaux procédés de gravure : gravure à la manière noire, gravure au pointillé en manière de crayon où excelle Demarteau, qui, par ce procédé, reproduit des centaines de sanguines de Boucher; gravure à l'imitation de pastel, où se spécialise Bonnet; gravure à l'aquatinte et au lavis, inventée par un amateur artiste, l'abbé de Saint-Non, et employée avec succès par J.-B. Le Prince, qui retrace, par ce moyen, ses souvenirs de Russie; gravure en couleurs enfin. Inventée par J.-C. Leblond, descendant d'une famille de réfugiés français établis en Allemagne, elle permet à des virtuoses, comme Janinet et Debucourt, de lutter de fraîcheur avec l'aquarelle. Alors sortent ces pièces, aujourd'hui payées des milliers de francs, qui s'appellent : la *Promenade publique*, le *Menuet de la mariée*, les *Compliments de la matinée du Jour de l'an*, etc.

A l'étranger, la gravure au pointillé trouvait un maître dans le



CONSOLE DU CABINET DU ROI, supportant un petit médaillon d'applique. — Bibl. Nat. CL. GIRAUDON.

Florentin Bartolozzi, installé en Angleterre. Mais l'Italie s'imposait surtout par les admirables planches, d'après les monuments antiques, que Piranesi gravait avec une fougue de visionnaire. La manière noire avait la faveur de l'Angleterre, qui possédait, d'autre part, un véritable graveur original en Hogarth, le si humoristique observateur des mœurs et des vices de son temps.

LES ARTS MOBILIERS. — Ces formes onduleuses, ces lignes infléchies, qui séduisent dans l'architecture et se retrouvent dans les figures peintes et sculptées, donnent leur plus belle fleur dans les arts mobiliers. Ce ne sont, ici, que courbes et sinuosités qui distraient l'œil et appellent la caresse de la main. Et puis, quelles essences précieuses, douces, luisantes, sont employées ! Le commerce des bois exotiques prend alors toute son ampleur ; ils affluent dans nos ports. Mais comme la richesse de ces essences : bois de rose, citronnier, bois d'amarante ou de violette, est indépendante de leur volume, c'est en marqueterie précieuse qu'ils sont employés ; leurs nuances, les teintures dont ils sont susceptibles, permettent de jolies géométries, la combinaison de motifs fleuris. Le grand artisan de ces merveilles est, à l'époque de la Régence, Charles Cressent, petit-fils de maître-menuisier et fils de sculpteur, par conséquent merveilleusement préparé à l'établissement des pièces dans lesquelles la marqueterie et les ornements de bronze jouent un rôle égal. Il a laissé des meubles admirables, de bel équilibre dans la fantaisie de leurs lignes. Mais hélas ! pourquoi faut-il que ces meubles, exécutés pour le Régent et les plus grandes familles, aient été dispersés. Nombre d'entre eux sont à Londres, au South Kensington, et dans les collections de Rothschild et Richard Wallace. Néanmoins, le Louvre et le Cabinet des Médailles de la Bibliothèque Nationale en conservent encore quelques-uns.

Cressent avait des émules, notamment ce Gaudreau, auteur du grand médaillon en forme de commode, à double cintre, décoré de tiges de palmier et de médaillons à bas-reliefs, que conserve le Cabinet des Médailles de la Bibliothèque Nationale. Les frères Slodtz, grands inventeurs sur le papier, en avaient donné le dessin, ainsi que des deux armoires-encoignures qui accompagnent, et sont dues, elles, à l'ébéniste Joubert.

Les productions de Charles Cressent et de ses émules caractérisent un art dont la nouveauté est modérée par les exigences de la tradition. Il est tout charme, mais très équilibré. Cette gracieuse retenue est compromise lorsque le dessinateur Justin-Aurèle Meissonnier devient, au

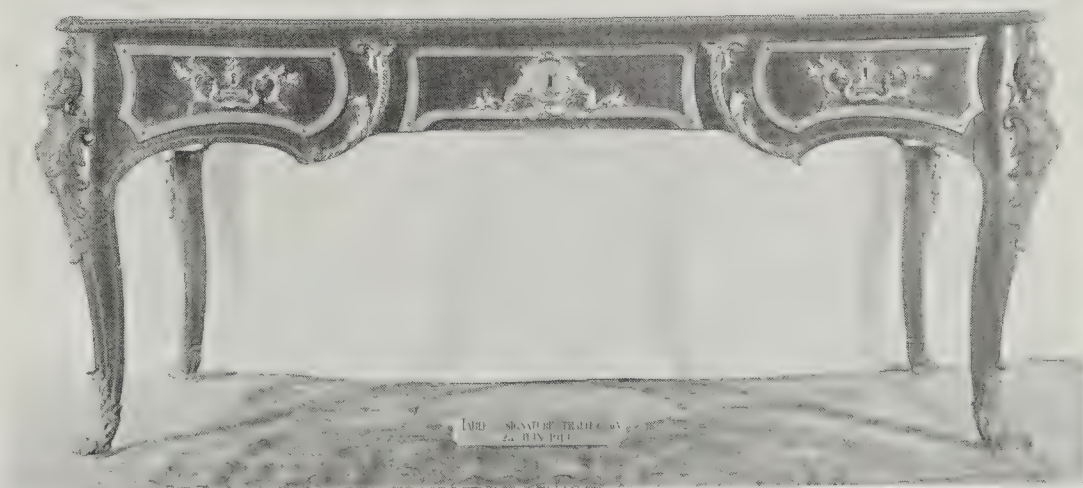
milieu du règne de Louis XV, le grand inspirateur de l'art ornemental de l'époque. Il invente, mais n'exécute pas ; aussi son crayon se livre-t-il à la plus extrême fantaisie : les ornements sont charmants, imprévus, mais ils défient la logique, les lois de l'équilibre. Ces inventions hardies donnent naissance à ce style que l'on a pittoresquement baptisé : *chicorée*, *rocaille* ou *rococo*. L'habileté technique aidant, c'est un jeu pour les artistes de ce temps de donner corps à ces éléments dans la sculpture des lambris, la ciselure des bronzes. Pour ceux-ci, l'un des grands fournisseurs est Jacques Caffieri, qui crée des pièces d'une extrême perfection d'exécution, comme en témoignent les cuivres de certaine commode, conservée à Londres dans la collection Richard Wallace, et provenant de la chambre du roi, à Versailles.

Cependant, vers la fin du règne de Louis XV, le goût devait se lasser du style rocaille. Sur l'exubérante fantaisie des ornements de bronze, l'ébénisterie prend le pas. C'est ce qui apparaît dans les meubles si parfaits qui sortent des mains de Jean-François Ében, pourvu, depuis 1754, d'un brevet d'ébéniste du roi, avec jouissance d'un logement dans les dépendances de l'Arsenal. Il est le grand fournisseur de M^{me} de Pompadour, dont le goût très sûr donne le ton à tout ce qui approche de la cour. Ében, dont la fille, mariée au conventionnel Charles Delacroix, donnera le jour au grand peintre Eugène Delacroix, venant à décéder, sa veuve épouse le premier commis de l'atelier, Jean-Henri Riesener. Et, par suite, celui-ci ajoute sa signature à celle de son patron sur certain bureau commandé par Louis XV au temps de Ében, laissé inachevé par celui-ci, repris par son successeur, et conservé maintenant au Louvre, dont il est une des plus belles pièces.

Bien d'autres noms d'ébénistes excellents seraient encore à citer. Par exemple, ceux de Bernard, qui embellissait parfois ses productions de plaques de porcelaine de Saxe, initiative fort goûtée par M^{me} du Barry, qui tint à garnir Luciennes d'un ameublement décoré de délicates peintures sur porcelaine, chefs-d'œuvre de la manufacture de Sèvres. De cet ameublement, certaines pièces sont conservées maintenant dans les collections de Rothschild.

Sous l'emprise des influences néo-antiques qui se manifestent à la fin du règne de Louis XV, Riesener, devenu maître absolu de sa fabrication, devait évoluer vers plus de simplicité. En fait, il marque la transition entre le pur goût Louis XV et celui du règne de Louis XVI, qui implique l'abandon des lignes sinueuses et le retour à la pureté des formes enrichies de bronzes sobres, mais élégants, dont l'exécution dépasse en perfection les productions de l'époque précédente. Alors apparaissent les griffons et les sphinx dans les supports, les cariatides dans les angles, et, parallèlement, ces gracieuses lyres fleuries de guirlandes de roses dans lesquelles s'inscrivent des cadrans de pendules, ou qui, amplifiées, constituent l'ornement principal d'un devant de meuble, comme il arrive dans certaines commodes sortant des ateliers de Beneman, autre fameux ébéniste du même temps, que représentent, au Louvre et au palais de Fontainebleau, des morceaux excellents, dotés d'un « caractère de noblesse monumentale » dont on ne rencontre l'équivalent chez aucun autre ébéniste de cette époque. L'auteur des beaux bronzes finement ciselés et superbement dorés, qui ajoutent à la richesse des meubles de cette période, est généralement Goutière (1740-1800), dont les merveilles ne se comptent plus.

Mais quelque séduisantes qu'elles fussent, les marqueteries en bois des îles ne pouvaient suffire à satisfaire, à elles seules, le goût si affiné des amateurs du XVIII^e siècle. Ils conservaient de la période précédente une curiosité profonde pour les laques d'Extrême Orient. Une telle passion orientait les artistes à rechercher le secret de la fabrication orientale. Ils n'y parvenaient qu'imparfaitement ; mais les frères Martin trouvaient un vernis, dont la vogue, bientôt, faisait pâlir celle des produits venus de Chine. Dans les teintes bleu lapis et vert émeraude, ils obtenaient des effets charmants. Leur procédé, qui comportait, sur un fond aventuriné,



BUREAU. — Œuvre de Cressent. — Sur ce bureau fut signé le traité de paix qui mit fin à la Grande Guerre (28 juin 1919). — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

des sujets en relief, fut d'abord appliqué à la décoration des carrosses (musée de Cluny) et des chaises à porteurs, mais bientôt il s'étendit aux lambris (il en existe encore des fragments à Versailles, dans les petits appartements) et aux meubles, qui recevaient, conjointement au décor au vernis, la parure de beaux bronzes rocaille. La vogue des Martin fut extrême; Frédéric II les appela pour la décoration de Sans-Souci, et Voltaire prisait si fort leurs travaux, qu'un de leurs élèves fut appelé à décorer Cirey, la résidence de M^{me} du Châtelet, son amie.

La pure orfèvrerie subit une série d'évolutions parallèles à celle du meuble. Au début du règne de Louis XV, le grand exécutant est Claude Ballin, neveu de l'orfèvre de Louis XIV. Ses recherches s'accordent avec les conceptions de Robert de Cotte. Puis vient Meissonier. Or, l'orfèvrerie, bien mieux que le bois, peut se plier aux fantaisies du prestigieux dessinateur. Elle n'y manque pas. Cependant le style rocaille, interprété par Thomas Germain, le grand orfèvre du règne de Louis XV, ou par Roettiers, conserve une haute tenue : la forme demeure, si le métal est chantourné et ciselé avec un goût supérieur. C'est qu'aussi Germain était un véritable artiste. Fils d'orfèvre, il avait fait de fortes études, voyagé en Italie, et appris à modeler sous la direction du sculpteur Legros. Parmi les plus belles œuvres sorties de ses ateliers, on cite la « toilette » de la reine Marie Leszczyńska et celle de la Dauphine. Hélas ! ces morceaux fameux, qui ne comptaient pas moins de trente-cinq pièces : cuvette, pot à eau, miroir, boîtes diverses, flacons, ont été envoyés au creuset en des époques difficiles, et ne nous sont plus connus que par la description admirative du temps et les reproductions qu'en a données Germain dans ses *Éléments d'orfèvrerie* !

D'ailleurs le métal est, en ce siècle, sous toutes ses formes, merveilleusement traité. C'est le temps où le ferronnier Jean Lamour dote Nancy de fers forgés admirables, compléments indispensables des belles architectures de Héré.

LA MUSIQUE. — Par ce privilège qu'ont les sons de parler à toutes les âmes, de les exalter aux mêmes accords, la musique est, plus que les autres arts, internationale. Une symphonie peut naître à Rome, qui enchantera dans le même temps Paris et Londres.

Au XVII^e siècle, l'Italie possédait sans conteste le privilège de l'initiative musicale. Au XVIII^e, il passe en Allemagne, quoiqu'elle produisit encore un Pergolèse, un Piccini, et ce Cimarosa aimé de Stendhal. Mais, de l'autre côté, ce sont des maîtres aussi sensibles que savants, créateurs d'un art musical renouvelé : Hændel (1685-1759), Bach (1685-1750), Gluck (1714-1787), Haydn (1732-1809), Mozart (1756-1791). Floraison admirable, qui prépare Beethoven, dont le génie resplendit à l'aube du XIX^e siècle.

Hændel, compositeur d'oratorios, toute-puissance et tout charme ; Bach, le musicien-né, créateur aussi savant qu'original et abondant, toujours d'actualité, — aujourd'hui comme demain précieux à consulter pour un musicien ; Haydn, le père de la symphonie. Quant à Gluck, créateur du drame lyrique, et au divin Mozart, qui ne les connaît, n'est prêt à citer leurs œuvres ? De Gluck, *Orphée*, *Alceste*, les deux *Iphigénies* ; de Mozart, cette foule de concertos, de symphonies, parmi lesquelles la symphonie en *ut*, celle en *mi bémol*, celle en *sol mineur* chan-



RAMEAU (1683-1764). — Peinture de Chardin.
CL. NEURDEIN.

tent dans toutes les oreilles ; ces opéras, dont les *Noces de Figaro*, et la *Flûte enchantée* sont les plus achevés. Gluck, Mozart ! des noms qui s'imposent comme, en littérature, ceux de Dante, de Goethe, de Racine, de Hugo ; en peinture et en sculpture, ceux de Raphaël, de Rubens, de Delacroix et de Michel-Ange.

Mais cette phalange admirable ne peut cependant faire oublier le mouvement musical français. Dans la première partie du XVIII^e siècle, une physionomie quasi géniale s'impose, celle de Rameau (1683-1764). Grand compositeur, il est en même temps le premier théoricien, aujourd'hui dépassé, mais non oublié, de l'harmonie. Malgré certaines parties désuètes, sa théorie de la basse fondamentale et des harmoniques demeure une grande découverte. « Ce fut lui, écrit fort justement H. Lavoix fils, qui donna à l'harmonie la couleur et la profondeur, développa les forces expressives de l'orchestre, créa l'ouverture, qui n'était avant lui qu'une sorte de murmure plus ou moins agréable. Avec Bach et Hændel, Rameau complète la grande trinité musicale de la première moitié du XVIII^e siècle, et nous pouvons dire que Gluck ne fut pas sans subir la forte et salutaire influence du maître bourguignon. » Comme il arrive aux êtres profon-

dément originaux, Rameau connut durant de longues années les difficultés. Avant d'aborder le théâtre, il avait été compositeur religieux, organiste, claveciniste. C'est seulement parce qu'il fit la connaissance du riche M. de la Poupinière, qui avait à sa solde un librettiste, des exécutants et possédait un théâtre, que Rameau, atteignant sa cinquantième année, écrivit son premier essai dramatique : *Hippolyte et Aricie*, que suivit, en 1737, *Castor et Pollux*, dont les représentations à l'Opéra eurent un succès considérable : tout paraissait neuf dans cette œuvre, tout y semblait transfiguré. Certes Rameau continuait Lulli : c'était toujours la même déclamation rythmée, toujours la même préoccupation de musique imitative, mais avec une richesse d'expression, une valeur harmonique inconnues jusqu'alors. Et plus grand encore fut le succès du maître, quand parut *Dardanus* (1736).

Cependant vint le moment où les habitués de l'Opéra se lassèrent de la production de Rameau. Justement, il y avait eu, entre temps, un retour offensif de l'aimable, brillante musique italienne, avec la *Serva padrona*, opéra bouffe de Pergolèse, qui triompha pleinement. Les amateurs se divisèrent et ainsi naquirent ces incidents dont les épisodes alimentèrent la querelle connue sous le nom de « guerre des bouffons » ou des « coins », les habitués de l'Opéra se divisant en deux camps : les partisans de la musique italienne, placés du côté de la loge de la reine ; ceux de la musique française, groupés près de la loge du roi. Et Voltaire d'écrire :

J'entends crier : Lulli, Campra, Rameau, Bouffons,
Êtes-vous pour la France ou bien pour l'Italie ?
— Je suis pour mon plaisir.

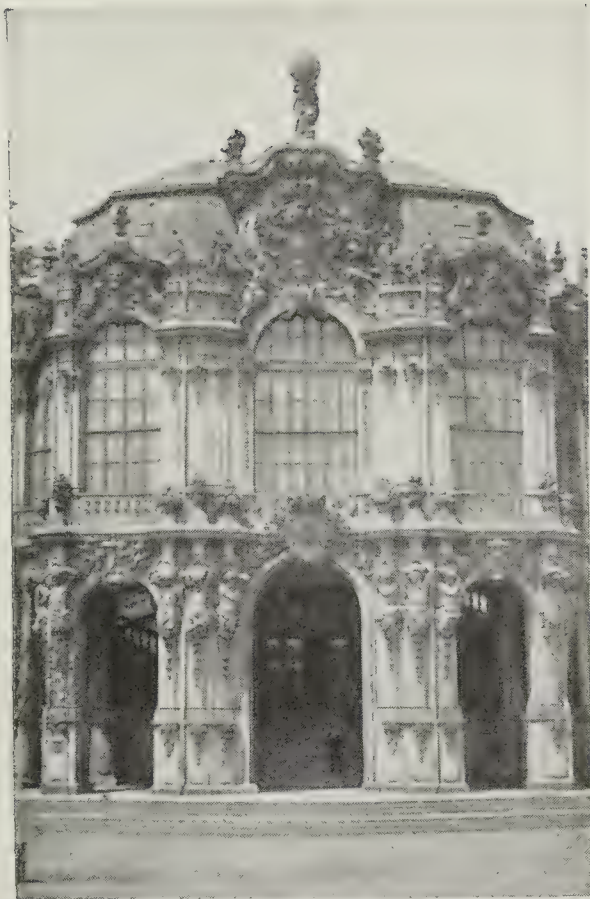
Mais un génie, un artiste puissant, Gluck, allait dominer le tumulte, s'imposer par des œuvres musicales d'une grandeur insoupçonnée, parlant au cœur et à l'âme. Musicien-né, nomade par nécessité, Gluck avait commencé par composer des opéras à la manière italienne, qui ne le satisfaisaient pas lui-même. Vint le jour où il rompit avec le passé en donnant *Alceste*. L'œuvre, représentée à Vienne, y fut peu goûtée. C'est alors qu'il songea à Paris, escomptant une aide de la jeune reine Marie-Antoinette, qui avait été son élève.

Sur un livret que lui fournit un des attachés de l'ambassade de France, Bailly du Rollet, il écrit une *Iphigénie en Aulide*, qui donne du coup la note la plus sublime de l'art expressif et de la tragédie musicale classique. L'œuvre fut représentée pour la première fois à l'Opéra, le 19 avril 1774. La petite reine Marie-Antoinette, à laquelle on devait un peu le spectacle, était présente. Ce fut un triomphe. Triomphe qui redoubla quand parurent *Orphée et Eurydice* (1774), *Alceste* (1776), *Armide* (1777), *Iphigénie en Tauride* (1779). Dès lors, Paris a ses gluckistes, au premier rang desquels se distingue par l'enthousiasme, l'originalité d'esprit, le philosophe Diderot. Et le maussade J.-J. Rousseau, malgré ses préférences italiennes, de dire : « Puisqu'on peut avoir un si grand plaisir pendant deux heures, je conçois que la vie soit bonne à quelque chose. »

Rompant avec l'amabilité des compositeurs italiens, renonçant à la pompe tout extérieure de Rameau, Gluck fait du drame musical une œuvre simple et grande, dont l'émotion profonde est accusée par le



GLUCK (1714-1787). — D'après Duplessis.



LE ZWINGER, DE DRESDE. — Œuvre de Daniel Pöppelmann.

commentaire de l'orchestre. A celui-ci il demande d'ailleurs beaucoup : les violonistes ne mettront plus de gants en hiver, et une application soutenue remplacera leur habituel laisser aller. De l'orchestre il retire la flûte à bec, le cor de chasse et le clavecin, et il le dote de la harpe et du trombone.

Les applaudissements résonnent encore aux oreilles de Gluck, qu'une coterie, que les chants d'*Orphée* et le désespoir d'*Iphigénie* n'ont pu convaincre, pousse à l'Opéra Piccini, un compositeur d'outre-monts, dont l'art a de la grâce et du charme. Voici que sa *Didon* triom-

phe, et du coup gluckistes et piccinistes se forment en deux camps. Les querelles vont-elles recommencer ? — Non, la Révolution qui éclate met à cela bon ordre.

D'ailleurs, que vient faire à l'Opéra cet art aimable ? N'a-t-il pas plus de parenté avec les pièces qu'on représente rue Favart, à l'Opéra-Comique, né à la Foire de la comédie à ariettes, et qui, le succès venu, possède vaste scène et répertoire fourni obéissant à des règles sans rigueur, qui satisfait l'esprit et la sensibilité d'un public léger. Ses fournisseurs les plus applaudis sont Monsigny, l'auteur du *Déserteur* ; Philidor, que la passion des échecs enlèvera à la musique ; Grétry, qui fut un très grand musicien et dont le souvenir est perpétué par *Richard Cœur de Lion* ; enfin Dalayrac, qui a écrit des morceaux de premier ordre dans *Camille* et *Gulistan*.

L'ART DU XVIII^e SIÈCLE A L'ÉTRANGER

Tandis que, durant tout le XVIII^e siècle, l'art français s'épand à travers l'Europe, est recherché jusqu'en Scandinavie et en Russie, celui des autres nations s'éteint ou se particularise : en Italie dans une ville, Venise ; en Espagne dans un homme, Goya.

Cette pauvreté en créateurs n'empêche cependant pas les commandes des rois et des princes. En Allemagne notamment, les électeurs élèvent de nombreux édifices, dont l'architecture est imitée de Versailles et la décoration inspirée du style rocaille, venu également de France. Ainsi le « Zwinger », de Dresde, construit par Daniel Pöppelmann de 1711 à 1722. Mais l'œuvre architecturale la plus réputée est le château épiscopal de Wurtzbourg, édifié en 1720 par J.-B. Neumann, après révision des plans par Oppenord.

Cependant, le plus souvent, on s'adresse directement aux architectes français. En Bavière, Fr. Cuvillier (1698-1768) bâtit le château de Nymphenburg ; en Wurtemberg, P.-L. de La

Guépière achève le palais de Stuttgart et construit les châteaux de Monrepos et la Solitude ; dans le Palatinat, à la demande de l'électeur Charles-Frédéric, N. de Pigage (1721-1796) élève plusieurs châteaux ; à Cassel, Charles Dury édifie la célèbre Orangerie, enrichie de décorations aux gracieux motifs. Parmi les autochtones, un seul se distingue dans l'art statuaire : André Schlüter (1664-1714), auteur des masques de guerriers morts qui ornent le mur de l'Arsenal de Berlin, et de la statue équestre du *Grand Électeur*, placée sur un des ponts de la même ville.

En peinture, deux artistes, d'un goût très différent, voient encore le jour en Allemagne. Le premier, Chodowiecki (1726-1801), médiocre peintre d'histoire, se montre fin observateur et quelque peu ironiste dans les sujets de genre, dont s'emparent les graveurs ; l'autre, Raphaël Mengs (1728-1779), imbu des idées de Winckelmann, son ami, est l'un des champions de la renaissance néo-classique, dont le succès s'affirme dans les divers pays durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Pris au sérieux pour un temps, et à Rome même où il décora la villa Albani et dota de fresques la bibliothèque du Vatican, Mengs a vu sa réputation décroître avec les années, son art étant rejeté comme convaincu d'aridité académique. On cite encore J.-A. Tischbein (1722-1789), rallié aux mêmes principes, et dont le musée de Cassel conserve un caractère *Ecce homo*. Bref, si l'Allemagne, en ce siècle de grâce et de spirituelle observation, veut participer à un art de séduction, force lui est de demander la collaboration d'artistes étrangers, français comme A. Pesne (1683-1757) et Ch.-A.-Ph. Van Loo (1719-1795), ou italiens comme Canaletto et J.-B. Tiepolo, décorateur prestigieux du château de Wurtzbourg.

La Russie, que Catherine II ouvre à la civilisation occidentale, fait appel aux artistes français : à Nattier en 1715, à Tocqué en 1757-1758, surtout à Falconet, qui s'y rend en 1766 et exécute la statue équestre de Pierre le Grand. A la fin du siècle, quelques artistes nationaux commencent à s'affirmer. L'un des meilleurs est le portraitiste Dmitri-Gregorieff Levitski (1735-1822). Même appel au talent français en Danemark, où le sculpteur Saly séjourne de 1754 à 1775 et exécute la statue équestre, coulée en bronze, du roi Frédéric V. En Suède, on signale le passage de Bouchardon, venu en 1735 pour exécuter au château royal des travaux qui seront continués par Larchevêque ; Louis-Jean Desprez s'y fait apprécier comme peintre et architecte, décorant notamment l'Opéra de Gustave Wasa.

Les Pays-Bas, dont la production aurait à elle seule suffi pour faire du XVII^e siècle l'une des plus admirables périodes d'art, ne manifestent plus, au XVIII^e, de caractéristique activité. Il est vrai que des causes politiques et économiques contribuent à accentuer une telle déca-

dence. C'est à peine si, dans les arts, et en peinture surtout, quelques noms peuvent arrêter un instant. En Hollande, C. Troost (1697-1750), peintre de mœurs et portraitiste de régents ; J.-M. Quinkhardt, également portraitiste ; Langendyck (1748-1805), auteur de scènes militaires, et J. Moucheron (1670-1744), paysagiste ; en Belgique, Pierre Verhaegen (1728-1811), peintre d'histoire religieuse ; B. Van Bossche (1681-1725), dont le musée d'Anvers conserve une *Réception du bourgmestre del Campo au local du Serment de l'Arbalète* ; Balthazar Ommegank (1755-1826), peintre animalier. A la fin du siècle, le sculpteur Godecharle (1750-1835) obtient un juste succès avec ses bustes et statuette, qui s'apparentent aux œuvres du sculpteur français Chinard.

En Italie, l'activité artistique abandonne Rome et Florence pour se concentrer à Venise. Mais il y a ici une magnifique floraison avec Antonio Canale, dit « il Canaletto » (1697-1768), et son élève Francesco Guardi (1712-1793) ; Giambattista Tiepolo et son fils Domenico ; enfin Pietro Longhi.

Giambattista Tiepolo (1693-1769), c'est la fantaisie exquise, l'abondance décorative d'un Véronèse modernisé. Ses fresques aux sujets pimpants couvrent palais et temples avec une ai-



LE Repas de Cléopâtre, PAR TIEPOLO. — Palais Labbia à Venise.
CL. ANDERSON.

sance jamais lasse. Son fils Domenico eut moins de feu. Antonio Canale, d'abord peintre de décorations de théâtre et d'antiquités, présente l'originalité de s'inspirer de la seule Venise : de ses perspectives monumentales, de ses canaux animés de gondoliers, innovant un art très neuf, très vrai, réaliste avec une charmante fantaisie et dont raffolent avec justice Vénitiens et touristes. Aussi est-il appelé en Allemagne et séjourne-t-il longtemps à Dresde, où, sur les bords de l'Elbe, il peint des vues admirables par la fermeté du dessin et la limpidité du coloris ; à Londres, où il gagna des sommes considérables.

Autre merveilleux magicien, Francesco Guardi (1712-1793) reste fidèle à Venise et éclaire ses délicieuses compositions d'une lumière d'une exceptionnelle qualité. Ses architectures sont animées d'une foule de figures d'une aisance parfaite et présentées dans une note claire, pimpante, qui n'a rien à envier au prestigieux G.-B. Tiepolo. Quant à Longhi, c'est le peintre de la vie intime de Venise, le chroniqueur des plaisirs, des intrigues de ses citoyens. Il en narre les épisodes d'un crayon précis et d'un pinceau aux colorations justes, parfois piquantes. Enfin, à la fin du siècle, l'Italie s'enorgueillit d'un sculpteur chef d'école, Canova (1757-1822), et d'un graveur admirable, J.-B. Piranesi (1720-1778), dont le burin héroïse les monuments de l'ancienne Rome.

La Suisse, jusqu'alors peu féconde en artistes, si elle avait des amateurs curieux de l'art européen, et français en particulier, donne naissance à un singulier maître du crayon, le Genevois Liotard (1702-1790), qui, voyageur jamais las, séjourna à Constantinople et poussa jusqu'en Moldavie et en Transylvanie, afin d'en peindre à l'huile, au pastel, aux crayons de couleur, toujours avec charme, pittoresque et esprit, les hospodars (œuvres aux musées d'Amsterdam et de Dresde).

L'Espagne est si dépourvue d'artistes depuis le XVII^e siècle, que Ranc (1674-1735), puis Louis-Michel Van Loo (1707-1770) ont été appelés de France pour remplir la charge de premier peintre du roi. Elle prendra sa revanche avec Goya à l'extrême fin du siècle (voir le Livre XI).

Mais une grande nation, qui jusqu'alors ne possédait point d'artistes autochtones, donne naissance à une école de peinture dont l'influence ira grandissant. C'est l'Angleterre. Au XVII^e siècle, elle a eu la visite de



LES Vieilles, PAR GOYA. — Musée de Lille. CL. GIRAUDON.

Le talent de Josuah Reynolds (1723-1792) est plus complètement accessible à la généralité des amateurs d'art. C'est que ses modèles, représentés le plus souvent dans leurs occupations coutumières, ont ces accents de vie, de vérité, qui rendent un portrait parlant. Ajoutez à cela qu'à l'exemple de Rubens et de Van Dyck, ses peintures ont de l'ampleur, une distinction prenante, particulièrement vive dans la représentation des femmes. L'approbation unanime va à ses portraits de *Mistress Siddons*, de *Ketty Fischer*, de *Lady Spencer*, de *Mistress Robinson*, de la *Jeune Fille au manchon*, de *Nelly O'Brien* (collection Richard Wallace) ; parmi ses portraits d'hommes, ceux de *Lord Hanson*, de *Richard Burke*, de *G.-A. Elliot*, de *Lord Heatfield* (National Gallery) sont les plus admirés.

Reynolds est le type de l'artiste instruit et renseigné. Il a voyagé, visité l'Italie et la France ; il a constitué l'une des plus colossales collections de dessins qui aient existé. Thomas Gainsborough (1727-1788) est plus libre, plus spontané. Né artiste, tout l'intéresse : la figure, la nature. Aussi est-il le fondateur de l'école anglaise de paysage, qu'il traite avec une compréhension très heureuse, sans être distrait par de dangereuses théories, qui avaient fait avorter les recherches de Richard Wilson (1714-1781).

Gainsborough a laissé aussi de fort beaux portraits, plus naturels que ceux de Reynolds et d'une plus belle pâte, quoique sa technique soit moins savante et que son dessin paraisse parfois un peu gauche. On met aux premiers rangs de ses portraits ceux de *Mistress Siddons*, de *Mistress Sheridan*, de *Mistress Tickell*, de *Miss Graham*, de *Georgiana Spencer*, duchesse de Devonshire. Mais son œuvre la plus célèbre est le portrait de *Master Buttall* (le *Blue Boy*, l'*Enfant bleu*), triomphale réponse à Reynolds, qui, dans un discours à l'Académie, avait posé comme un principe que le bleu ne peut entrer dans un tableau à titre de couleur dominante, et aussi que les tons les plus vigoureux doivent être placés au centre de la composition. Or, sauf une transparente collerette et les crevés des manches, c'est, dans cette toile, du haut en bas, le même bleu nuance dite « bleu de roi ».

Parmi ses portraits d'hommes, on rappellera ceux de *George, prince de Galles* ; de *Henry, duc de Buecleugh* ; parmi ses paysages : l'*Abreuvoir* (National Gallery), la *Porte de la chaumière*, *Paysage avec animaux*, *Cottage Door*, le *Lieur de fagots*, etc.

Après ces maîtres, l'école anglaise du XVIII^e siècle a encore donné, comme peintres de figures et de



Contrat de mariage, PAR HOGARTH — National Gallery, Londres. CL. ANDERSON.



Lady Spencer, par REYNOLDS. — Collection Spencer.
CL. HANFSTAENGL.

portraits, John Russell (1744-1806) et W. Beechey (1753-1839).

BIBLIOGRAPHIE

GÉNÉRALITÉS. — FONTAINE (A.), *Les Doctrines d'art en France de Poussin à Diderot* (1909). — *Procès-verbaux de l'Académie royale de peinture et de sculpture*, publiés par Anatole de Montaiglon (1875-1892). — MARIETTE, *Abecedario*, publié par de Chennevières et Montaiglon (1851-1860). — DUSSIEUX (L.), SOULIÉ (E.), CHENNEVIÈRES (Ph. de), MANTZ (Paul), MONTAIGLON (A. de), *Mémoires inédits sur la vie et les ouvrages des membres de l'Académie royale de peinture et de sculpture*, publiés d'après les manuscrits conservés à l'École des Beaux-Arts (1854). — *Conférences de l'Académie*

royale de peinture et de sculpture, publiées par H. Jouin (1883). — *Conférences inédites de l'Académie royale de peinture et de sculpture*, publiées par A. Fontaine (1916). — DUSSIEUX, *Les Artistes français à l'étranger* (3^e éd., 1876). — DIDEROT, *Salons* (t. X-XIII de l'édition Assezat-Tourneux, 1876). — *Collection des livrets des anciennes expositions (1673-1800)* réimprimés par J.-J. Guiffrey (1869-1872). — *Le Salon de 1725*, réimprimé par G. Wildenstein (1924). — MARQUSET (Alfred), *Le Marquis de Marigny* (1918).

ARCHITECTURE

Procès-verbaux de l'Académie d'architecture, publiés par H. Lemonnier (1911-1925). — BLONDEL (J.-F.), *Cours d'Architecture civile* (1752); — *Architecture française* (réimpression, 1907); — *De la distribution des maisons de plaisance et de la décoration des édifices en général* (1737). — PATTE, *Achèvement du cours de J.-F. Blondel* (1752); — *Discours sur l'architecture* (1754); — *Monuments érigés en France à la gloire de Louis XV* (1765). — COURTEAULT (P.), *La Place Royale de Bordeaux* (1922). — NOLHAC (P. de), *Le Château de Versailles sous Louis XV* (1898); — *Le Trianon de Marie-Antoinette* (1913). — LARAN (Jean), *François de Cuvilliers* (1924). — FELS (comte de), *Ange-Jacques Gabriel* (1912). — MARIONNEAU, *Victor Louis* (Bordeaux, 1881). — MONVAL (Jean), *Soufflot, sa vie, son œuvre, son esthétique* (1918).

SCULPTURE

LAMI (S.), *Dictionnaire des sculpteurs de l'École française, XVIII^e siècle* (1911). — FURCY-REYNAUD, *Inventaire des sculptures commandées et acquises par la direction des Bâtiments du roi au XVIII^e siècle* (1925). — COCHIN (Claude-Nicolas), *Mémoires inédits sur le comte de Caylus, Bouchardon, les Slodtz*, publiés par Ch. Henry (1880). — ROSEROT (Ad.), *Edme Bouchardon* (1912). — RÉAU (Louis), *Falconet* (1922); — *Correspondance de Falconet avec Catherine III, 1767-1778* (1921). — GIACOMETTI (G.), *Jean-Antoine Houdon et son époque* (1918-1919, 2 vol.). — STEIN (H.), *Augustin Pajou* (1913). — ROCHEBLAVE, *Jean-Baptiste Pigalle* (1919).

PEINTURE, PASTEL, DESSIN

MERSON (Olivier), *La Peinture française au XVII^e et au XVIII^e siècle* (1900). — DAYOT, *La Peinture française au XVIII^e siècle* (1903). — GONCOURT (I. et Ed.), *L'Art au XVIII^e siècle* (3^e éd., 1880-1883). — DILKE (lady), *French*

Painters of the XVIIIth century (Londres, 1899). — LÉPICIE, *Vies des premiers peintres du Roy* (1752). — ENGERAND (F.), *Inventaire des tableaux du roi, rédigé en 1709 par Nicolas Bailly* (1899); — *Inventaire des tableaux commandés et achetés par la direction des Bâtiments du roi, 1709-1792* (1901). — MARCEL (Pierre), *La Peinture française au début du XVIII^e siècle* (1906). — LOCQUIN (Jean), *La Peinture d'histoire en France de 1747 à 1785* (1912). — DEZALLIER D'ARGENVILLE, *Abrégé de la vie des plus fameux peintres* (2^e éd., 1762). — DUMONT-WILDEN, *Le Portrait en France au XVIII^e siècle* (1909). — BOPPE, *Les Peintres du Bosphore* (1911).

BIOGRAPHIES

WILDENSTEIN (G.), *Aved* (1922). — HARISSE (H.), *Louis Boilly* (1899). — MARMOTTAN (Paul), *Louis Boilly* (1913). — KAHN (Gustave), *Boucher* (1905). — NOLHAC (Pierre de), *Boucher* (1907). — FOURCAUD (L. de), *Chardin* (1900). — SCHÉFER (Gaston), *Chardin* (1904). — PILON (Ed.), *Chardin* (1909). — GUIFFREY (Jean), *Catalogue raisonné de l'œuvre peint et dessiné de J.-B.-S. Chardin* (1908). — SAUNIER (Charles), *Louis David* (1903). — ROSENTHAL (Léon), *David* (1904). — MAUCLAIR (Camille), *Fragonard* (1904). — NOLHAC (Pierre de), *Fragonard* (1918). — HAUTECŒUR (L.), *Greuze* (1913). — WILDENSTEIN (G.), *Lancet* (1924). — TOURNEUX (Maurice), *La Tour* (1904). — LAPAUZE (Henry), *Les Pastels de La Tour à Saint-Quentin* (1919). — FLEURY (Élie) et BRIÈRE (Gaston), *Catalogue des pastels de M.-Q. de La Tour: Collection de Saint-Quentin et Musée du Louvre* (1920). — WILDENSTEIN (G.), *Louis Moreau* (1922). — NOLHAC (P. de), *Nattier* (1905). — NOLHAC (P. de), *Hubert-Robert* (1910). — VAILLAT (L.) et RATOUIS DE LIMAY (P.), *J.-B. Perronneau* (2^e éd., 1923). — LECLÈRE (Tristan), *Hubert-Robert et les paysagistes français du XVIII^e siècle* (1913). — NOLHAC (P. de), *M^{me} Vigée Lebrun* (1912). — PILON (Edmond), *Watteau et son école* (2^e éd., 1924, in-8^o). — DACIER (Émile) et VUAFARD (Albert), *Jean et Julienne et les graveurs de Watteau au XVIII^e siècle* (1924). — DESHAIRS (L.), *Les Arabesques de Watteau* (1912). — GILLET (Louis), *Watteau* (1921). — CHAMPION (Pierre), *Notes critiques sur les vies de A. Watteau* (1921).

GRAVURE

DELABORDE (H.), *La Gravure* (1882). — COURBOIN (F.), *Histoire illustrée de la gravure française* (2^e partie, 1660-1800 [1924]). — PORTALIS et BÉRALDI, *Les Graveurs du XVIII^e siècle* (1881). — DELTEIL (Loys), *Manuel de l'amateur d'estampes du XVIII^e siècle* (1910). — DACIER (Ém.), *La Gravure de genre et de mœurs en France au XVIII^e siècle* (1924). — GUSMAN (Pierre), *La Gravure française au XVIII^e siècle* (1921).

AMEUBLEMENT. — ARTS MOBILIERS

CHAMPEAUX (A. de), *Le Meuble* (1885-1901). — MOLINIER (Émile), *Le Mobilier aux XVII^e et XVIII^e siècles* (1899). — CLOUZOT (H.), *Les Meubles français du XVIII^e siècle* (1922). — SALVERTE (Fr. de), *Les Ébénistes du XVIII^e siècle* (1923). — BALLOT (M.-J.), *Charles Cressent* (1919). — ROBIQUET (Jean), *Gouthière* (1912). — LEFUEL (H.), *Georges Jacob* (1923).

MUSIQUE

LAVOIX fils, *La Musique* (1884); — *La Musique française* (1890). — CUCUEL (Georges), *Les Créateurs de l'opéra-comique* (1914). — LA LAURENCIE, *Les Bouffons, 1752-1754* (1912). — BRENET (Michel), *Les Concerts en France sous l'ancien régime* (1900). — CUCUEL (Georges), *La Pouplinière et la musique de chambre au XVIII^e siècle* (1913). — TIERSOT (Julien), *Histoire de la « Marseillaise »* (1916). — FIAUX (Louis), *La « Marseillaise »* (1919). — UDINE (Jean d'), *Gluck* (1906). — TIERSOT (Julien), *Gluck* (1910). — BELLAIGUE (Camille), *Mozart* (1907). — BONNET (G.-Ed.), *Philidor et l'évolution de la musique française au XVIII^e siècle* (1921). — LA LAURENCIE (Lionel de), *Rameau* (1908).

L'ART DU XVIII^e SIÈCLE A L'ÉTRANGER

ANGLETERRE. — CHESNEAU, *La Peinture anglaise* (1882). — DOBSON (A.) et ARMSTRONG (W.), *Will. Hogarth* (Londres, 1892, tr. fr.). — GOWER (R.-S.), *Thomas Lawrence* (Londres, 1900). — ARMSTRONG (W.), *Gainsborough* (Londres, 1900, trad. franc.); — *Sir Joshua Reynolds* (Londres, 1901, trad. franc.). ESPAGNE. — LEFORT (Paul), *La Peinture espagnole* (1899). — GUERLIN (Henri), *Goya* (1924). — TILD (Jean), *Goya* (1921). FLANDRE. — WAUTERS, *La Peinture flamande* (1883). HOLLANDE. — HAVARD (H.), *La Peinture hollandaise* (1881). ITALIE. — FOCILLON (V.), *G.-B. P. Francesi* (1918). — MOLMENTI, *Tiepolo*, trad. française (1911).



Miss Haverfield, par GAINSBOROUGH. — Collection Wallace, Londres. CL. ANDERSON.

L'EUROPE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVIII^e SIÈCLE

SECOUÉE par une longue suite de guerres, l'Europe, au lendemain du traité de Paris, semble menacée d'une crise aiguë. Les dehors restent brillants ; la civilisation de plus en plus policée se répand en Allemagne, même en Russie ; le mouvement parti de France, au siècle précédent, s'est propagé ; la richesse d'un petit nombre donne à l'ensemble l'apparence du bien-être, malgré la misère profonde des peuples. Ce déséquilibre impressionne les moralistes et les politiques : tous les observateurs augurent mal de l'avenir ; ce beau calme leur paraît précurseur de l'orage.

Dès 1748, Montesquieu, effrayé de l'état des finances européennes, écrit dans l'*Esprit des lois* : « L'Europe est si ruinée que les particuliers qui seraient dans la situation où sont les trois puissances de cette partie du monde les plus opulentes n'auraient pas de quoi vivre. » Vingt ans plus tard, Rousseau voit « tous les États de l'Europe courir à leur ruine : monarchies, républiques, toutes ces nations si magnifiquement instituées, tous ces beaux gouvernements si sagement pondérés tombés en décrépitude, menacent d'une mort prochaine ; tous les grands peuples, écrasés par leurs propres masses, gémissent ». Catherine II annonce une crise générale pour tous les gouvernements. Grimm est d'accord avec Mirabeau pour prévoir « avant cinq ans » la disparition de la Prusse au moment où elle vient de perdre celui qui a consacré sa puissance, Frédéric II. « On verra crouler soudainement ce géant formidable, on verra la Prusse tomber comme la Suède, » écrit Mirabeau ; Malby prétend « bâti sur le sable le grand édifice qu'il (Frédéric) a élevé » ; dans son livre sur « le gouvernement et les lois de la Pologne », il fait des prédictions également sombres. D'autres proclament la monarchie espagnole à l'agonie, tandis que Mallet du Pan termine un portrait de l'Angleterre, en la montrant « déchirée par l'esprit de parti, corrompue par la soif de l'argent, menacée, ainsi que le fut Venise, par tous les prophètes politiques d'une ruine inévitable ».

C'est donc l'Europe entière qu'avec Grimm les philosophes croient menacée de quelque révolution grave ; aussi voit-on, sous leur influence, plusieurs des souverains tenter une réforme sérieuse de leur gouvernement, cherchant surtout à secouer l'influence religieuse. C'est ce qu'on a appelé, pour certains pays, l'ère du despotisme éclairé.

L'ANGLETERRE

L'Anglais est le peuple du monde qui a le mieux su se prévaloir de ces trois grandes choses : la religion, le commerce et la liberté. Montesquieu, qui avait, comme ses contemporains, une profonde admiration pour les mœurs et les institutions religieuses anglaises, rapproche, dans cette flatterie maxime, le drapeau de la marchandise ; mais l'un couvre l'autre. L'Anglais se prévaut de la religion et de la liberté pour favoriser son commerce, car il est essentiellement commerçant ; il a l'instinct de la liberté individuelle, parce que celle-ci est indispensable à l'homme d'affaires, qui doit, en toute sécurité, s'adonner à son négoce. L'*habeas corpus* est la garantie sacrée de son activité ; il a érigé en doctrine politique une manière d'être qui lui est naturelle ; mais il n'est rien moins que dogmatiste. Il a le culte des traditions nationales : il le développera au fur et à mesure qu'il verra la France rejeter les siennes.

Quant à sa religion, que Montesquieu considère comme inexistante dans un autre chapitre de son œuvre, elle a perdu au XVIII^e siècle sa force de rayonnement dans les hautes classes de la société, dans ces milieux dissolus de l'aristocratie. En vain la secte méthodique tente-t-elle de vivifier une foi qui sommeille ; mais elle

ranime et vivifie l'idée religieuse dans les villes et les campagnes.

Si le traité de Paris a, en 1763, consacré la prééminence de l'Angleterre au delà des mers, le traité de Versailles de 1783 a singulièrement diminué son prestige. La perte de ses colonies d'Amérique lui a porté un coup, qui, aux yeux de plusieurs, est le prodrome d'une irrémédiable décadence. Joseph II croit « cette grande puissance descendue au rang des puissances de second ordre, semblable à la Suède et au Danemark ». Cependant, ainsi que le dit Kaunitz, « avec un si singulier gouvernement, on ne peut réellement compter sur rien » ; la dynastie de Hanovre, si peu nationale que George I^{er}, George II continuent à se sentir princes allemands et à ne parler qu'allemand, acquiert un prestige tel que, jamais, la vieille famille française des Bourbons n'en obtint un plus grand. Le roi appelle au gouvernement un jeune homme de vingt-quatre ans, à la surprise des membres des Communes, et ce jeune homme, fier de la confiance royale, s'impose aux Chambres malgré que, reniant ses origines, fils du grand ministre whig, il s'intronise chef des Tories. Il est vrai que le débutant, William Pitt, fait preuve d'un génie peu commun. En 1789, Macaulay peut écrire : « Jamais sujet du roi n'a été si grand en Angleterre ; ni son père, ni Walpole, ni Marlborough, n'ont, à aucun moment, possédé un si plein pouvoir. »

Il restaure les finances et signe avec la France un traité de commerce (1786) qui donne à l'industrie anglaise un débouché pour remplacer celui, momentanément perdu, des colonies émancipées. Lord Chatham s'est montré l'adversaire acharné de la France ; son fils semble, au contraire, vouloir sceller la réconciliation entre les deux pays. Ce qui ne l'empêche pourtant pas de poursuivre la politique traditionnelle anglaise aux Pays-Bas en aidant au rétablissement du stathouder et en signant avec celui-ci et avec la Prusse un traité de garantie. Fort de cette nouvelle alliance, il se retourne vers l'Espagne et, sous prétexte qu'à Vancouver deux navires espagnols ont détruit un établissement de pêche anglais, il menace de châtier le gouvernement de Charles IV, qu'il sait pour-

tant lié à celui de Louis XVI par le Pacte de famille. Mais l'incident de Vancouver date de 1789. L'Espagne demande en vain aide et protection à son alliée ; le gouvernement de Versailles commence sa lutte contre les États généraux : il ne songe pas un instant qu'une lutte contre l'Angleterre pourrait être le meilleur des dérivatifs ; s'il y songe, Necker l'arrête : le trésor est vide.

A Londres, où la vie avait été si troublée aux mauvais jours de la guerre contre les colonies, où les Communes avaient été envahies, le gouvernement bafoué et la couronne menacée, le calme règne. Les premières nouvelles qui arrivent de France au mois de mai surprennent, alors que les députés français ont les yeux fixés sur la grande charte et réclament un régime parlementaire inspiré de celui d'Angleterre. Mais ici, à ce moment, la vie politique est si calme, le loyalisme si profond, que George III peut subir une crise de folie sans que la fidélité à la Couronne en soit un instant ébranlée. L'opinion fait des vœux pour le rétablissement de la santé du prince, car elle sait la fortune du ministre liée à celle du roi, et la rude poigne du jeune maître plaît au peuple qui travaille et prospère sous son appui.

Comme à toutes les époques de leur histoire respective, Anglais et Français s'opposent, tout en se complétant. Quand, à Londres, on renversait Jacques II et qu'on imposait à Guillaume III le respect des prérogatives parlementaires, Louis XIV gouvernait souverainement, du consentement unanime, et tout mouvement d'opposition eût subi un désaveu profond à paraître inspiré de l'exemple anglais. Ainsi un siècle plus tard, et malgré que l'évolution politique de la France soit le fait des doctrines philosophiques et littéraires importées d'Angle-



LE BARON DE GRIMM (1723-1807). — Dessin exécuté par Carmontelle en 1758.



L'EXPOSITION DE LA « ROYAL ACADEMY » A LONDRES EN 1771.

Gravure de R. Earlom, d'après Ch. Beaudoin. — Bibl. Nat. Cabinet des Estampes. CL. LEMARE.

terre, applaudir aux mesures révolutionnaires sera, au delà de la Manche, considéré comme un geste inélégant et contraire au sentiment britannique; Fox l'apprendra à ses dépens. Entre les deux peuples « il n'y avait de similitude que dans la superficie; dans le fond tout demeurait dissemblable : le même courant d'idées philosophiques avait passé sur les deux pays : en Angleterre, il n'avait fait que toucher les hauteurs; en France, il avait rasé le sol ».

L'ALLEMAGNE

L'Allemagne constitue, au centre de l'Europe, une masse amorphe de 30 millions d'habitants. Le Saint-Empire romain de la nation germanique, vieux d'un millier d'années, que les Allemands s'obstinent faussement à rattacher à Charlemagne, n'a plus qu'une unité nominale. Certes il n'a jamais eu de réelle unité; trois cents souverains ont pourtant constitué, à certaines heures, un ensemble redoutable; les traités de Westphalie ont commencé la désarticulation qu'a augmentée, au traité d'Utrecht, la reconnaissance de la monarchie prussienne. L'Empire, jusque-là, avait un centre : Vienne; un chef : le Habsbourg. Les États secondaires s'émancipaient souvent et cherchaient protection ailleurs; avec l'avènement du Hohenzollern, c'est l'anarchie qui menace de submerger l'Empire, puisque ce prince n'a demandé le titre royal que pour disputer plus facilement l'autorité à l'empereur. De fait le XVIII^e siècle est tout entier troublé par la lutte des deux maisons : la plus jeune, grandie par Frédéric II, est en 1789 la rivale avérée de la plus ancienne, qui domine plus par son antique prestige que par sa force réelle.

« Notre histoire allemande est une fausseté, » reconnaît Goethe modestement; elle se compose d'une longue suite de guerres intérieures, si on admet que l'Allemagne forme un corps organiquement composé. » C'est encore un Allemand, Schiller, qui confesse la vérité en s'écriant : « Former une nation, ô Allemands, vous l'espéreriez en vain. »

L'empereur sait son impuissance à gouverner l'Empire, dont la Diète, insigne corps représentatif, délibère sans agir, « Congrès de notaires ou d'avoués diplomatiques pour lesquels la procédure prime toujours le procès ». Toutes les notes doivent passer par son intermédiaire pour être transmises par elle aux divers membres souverains de l'Empire.

L'Autriche.

Marie-Thérèse, qui partage le pouvoir avec son époux François I^{er} de Lorraine, puis, après la mort de celui-ci, en 1765, avec son fils Joseph II, conserve, malgré ses défaites, un grand prestige en Europe et en Allemagne; on y admire tout autant son autorité que son habileté à l'exercer.

En mariant l'une de ses filles au dauphin de France, l'autre à l'héritier du trône de Naples, Marie-Thérèse maintient son influence sur l'occident de l'Europe et le système d'alliance inaugurée en 1756. Aussi, de ce côté, est-elle sans inquiétude. Au contraire, l'avènement de Catherine II en Russie et ses premiers actes lui font comprendre que l'Autriche doit, encore une fois, faire volte-face et fixer son attention sur l'Orient.

JOSEPH II, RÉFORMATEUR. — A l'intérieur, François I^{er}, sur l'instigation de son ministre Chotek, liquide les dettes de la guerre de Sept ans. Pour ce faire, il réduit les dépenses de la cour, en créant un impôt sur la fortune, impôt personnel et foncier, et en l'appliquant, audacieuse innovation, à toutes les classes de la société; la noblesse comme le clergé en paient leur part. C'était là une chose si nouvelle que sa réalisation dénotait une grande audace. Aussi le revenu de l'État fait-il plus que doubler en quelques années; il passe de 30 à 80 millions de florins. Haugwitz a d'ailleurs grandement facilité l'œuvre de Chotek en diminuant les privilèges provinciaux et en permettant au gouvernement de Vienne de lever lui-même ses impôts sur tous les territoires de la couronne des Habsbourg.

L'avènement de Joseph II eut cependant pour effet de jeter un nouveau trouble, qui, vingt-cinq ans durant, se développera dans

tous les domaines héréditaires. Sa mère l'associe à l'Empire dès la mort de François I^{er}; il a vingt-quatre ans, paraît intelligent, mais fort entêté : « Mon fils a été tellement dorloté depuis son berceau qu'on a beaucoup trop cédé à sa volonté et à ses exigences, » reconnaît Marie-Thérèse. Quoique élevé dans une cour futile, il paraît sérieux, s'intéresse fort jeune aux questions politiques; c'est proprement l'élève des philosophes, tel que Rousseau ou Voltaire le pouvaient souhaiter. Aussi le vieil Empire aux mœurs surannées — parce qu'immuable depuis plusieurs siècles — lui semble-t-il devoir être transformé dans sa structure intérieure. Il a voyagé, est venu en France, s'est fait présenter d'Alembert et Rousseau, plus tard Turgot et Necker; il a étudié Hontheim qui, sous le pseudonyme de Febronius, prêche une doctrine politico-religieuse fort séduisante; il n'est pas jusqu'à Frédéric II qu'il ne veuille prendre pour modèle. Une chose l'irrite surtout en Autriche : c'est l'autorité qu'y exerce l'Église, et, par elle, le gouvernement du Saint-Siège. Il décide de commencer contre elle son plan de réformes et tout aussitôt s'attaque aux couvents, qui sont fort nombreux et possèdent des biens considérables. Déjà les réformes de Chotek ont rendu ces couvents passibles de l'impôt; déjà Marie-Thérèse a décidé que leur nombre n'en pourrait être augmenté; les jésuites, contre l'influence desquels toutes les monarchies s'élèvent alors, se sont vus privés du droit d'enseigner; le nombre des fêtes chômées a été diminué.

JOSEPH II ET LA LUTTE RELIGIEUSE.

— Ce que Marie-Thérèse a fait avec prudence, non sans avoir averti la cour de Rome et parfois sollicité son avis, Joseph II prétend le continuer avec une méthode différente. La doctrine de Febronius, que l'on a comparée avec quelque raison au gallicanisme, tend à l'indépendance du pouvoir temporel et à sa suprématie sur le spirituel. Aussi Joseph exige-t-il le placet impérial non seulement pour les bulles pontificales, mais pour les mandements épiscopaux; pour émanciper d'ailleurs les évêques de l'autorité romaine, il décide, en 1784, de les nommer lui-même. Il remanie les circonscriptions, supprime les anciens séminaires, les fond en cinq séminaires généraux dont il prétend être le grand maître.

L'épiscopat, soit qu'il sente le besoin de secouer la tutelle trop écrasante de Rome, soit qu'il n'ose affronter la colère impériale, s'incline devant les ordres de Vienne. Les électeurs ecclésiastiques, qui

sont en même temps parents de Joseph II, ceux de Cologne et de Trèves notamment, se rangent du côté de l'empereur.

Pie VI tente d'arrêter le mouvement par une audacieuse démarche; en 1782, alors que depuis dix-huit mois Marie-Thérèse est morte et n'apporte plus aux décisions de son fils le tempérament nécessaire, il part pour Vienne. Le peuple l'y acclame, mais l'empereur l'y reçoit fort mal, l'y enferme dans un palais, évite de discuter avec lui les affaires litigieuses et défend à ses ministres de prendre aucun engagement. Le pape s'en retourne au bout d'un mois, sans avoir rien obtenu, mais rassuré quand même par le fond de religion qui subsiste. Ainsi, trente ans plus tard, en adviendra-t-il de son successeur, au lendemain d'un séjour en France.

De fait, malgré le congrès d'Éms et les déclarations d'indépendance qu'y firent les représentants des principaux évêques d'Allemagne en 1786, le Saint-Siège finit par maintenir à peu près intactes ses positions. Dans les Pays-Bas autrichiens, où les réformes sociales et centralisatrices de Joseph II rencontraient des obstacles profonds, les évêques restèrent fidèles aux directives romaines, et, comme dans les électors de la rive gauche, les nombreuses abbayes souveraines préféraient la lointaine tutelle de Rome aux exigences de Joseph II, l'opinion, peu à peu, sous l'influence de l'électeur de Mayence, se modifia. Quand Joseph II mourut en 1790, le « joséphisme » était déjà mort.

Le libéralisme n'en a pas moins fait son apparition en Autriche et entamé victorieusement la vieille doctrine théocratique. La liberté de conscience est accordée aux calvinistes et aux grecs orthodoxes, les hussites reparaissent et les membres des sociétés secrètes, illuminés et maçons, lèvent la tête. Les Juifs sortent de leur ghetto et sont admis dans les Universités.

RÉFORMES ADMINISTRATIVES ET SOCIALES. — Reprenant les



WILLIAM PITT le Jeune (1759-1806). — Peinture de George Romney. — National Gallery. Londres. Cl. HANFSTAENGL.



LE CHATEAU IMPÉRIAL DE SCHÖNBRUNN AU XVIII^e SIÈCLE. — Peinture de Bernardo Belotto (le Canaletto). — Kaiserliche Gemälde Galerie. Vienne. CL. HANFSTAENGL.

idées de Chotek, Joseph II tente de transformer les mœurs administratives, avec le même radicalisme que les idées religieuses. Il veut faire de ces multiples États, aux langues, traditions, origines diverses, un royaume un peu plus unifié, plus centralisé que celui de son beau-frère, Louis XVI. Là encore, il ne peut réussir qu'à moitié; il germanise à outrance, enlevant à la Bohême, à la Hongrie, les privilèges locaux et nationaux qu'y maintiennent les traditions anciennes : il interdit l'emploi des langues tchèque et magyare dans les documents officiels; ce faisant, il contribue, par réaction, à la renaissance des littératures autochtones.

Enfin, de 1780 à 1785, il abolit le servage successivement dans chacun de ses États, se rendant compte qu'une mesure uniforme est impossible à obtenir; il réussit au reste dans cette réforme, mieux que dans les précédentes, parce qu'elle est plus profondément en accord avec le progrès des mœurs.

Les Pays-Bas autrichiens.

Joseph II connaissait peu son domaine d'outre-Rhin; il l'avait parcouru rapidement, au lendemain de son avènement, et il avait trouvé les Flamands très différents des Allemands. Voyant d'un mauvais œil les tendances particularistes du clergé et de la haute bourgeoisie, il avait, avec la même brutalité dont il avait fait preuve sur le Danube, supprimé, par un édit du 1^{er} janvier 1777, les privilèges des États des provinces qui dirigeaient, de façon quasi souveraine, l'administration judiciaire et financière du pays, organisant, aux lieu et place des antiques institutions locales, des tribunaux et des comités placés sous l'autorité d'intendants, dirigés de Vienne. Réforme centralisatrice, qui compliqua la réforme laïcisatrice.

Les Belges appréciaient aussi peu l'une que l'autre. Une révolte quasi générale éclate dans les villes flamandes, conduite par les moines et les magistrats : le peuple s'arme; le conseil de Brabant devient l'âme de la résistance; Henri Van der Noot, avocat à ce Conseil, organise les milices nationales. Les Belges n'étaient pas alors en état de défendre leur indépendance et leurs libertés; les troupes autrichiennes obtinrent une apparente soumission; les évêques furent emprisonnés, les États de Hainaut furent dissous, ceux de Brabant capitulèrent; l'ordre fut rétabli, mais le feu couva sous la cendre : l'étincelle, jaillie de Paris, le 14 juillet 1789, suffit à rallumer l'incendie. Ce n'est pas sans raison que le jeune Camille Desmoulins intitula son premier jour-

nal : « Les Révolutions de France et de Brabant. » Les révolutionnaires de France et de Belgique avaient en réalité des vues totalement différentes; cependant, comme il s'agissait pour les aristocrates partisans de Van der Noot, pour les démocrates qui marchaient à la suite de Vonck, de combattre Joseph II, l'empereur en qui les Français continuaient à voir le représentant de l'Europe absolutiste et l'ennemi national, ils trouvaient en France un appui certain. Leurs troupes s'y formèrent, s'y exercèrent; le 23 octobre 1789, elles franchirent la frontière, bousculèrent les armées autrichiennes du général d'Alton; deux mois plus tard, Van der Noot entra à Bruxelles, au chant du *Te Deum*, y établissait l'ancien régime, cher à la noblesse et au clergé, aux applaudissements des révolutionnaires de France, qui dans l'été avaient renversé le vieil édifice monarchique.

La Prusse et les États secondaires.

Frédéric II, au lendemain de la guerre de Sept ans, est le point de mire de l'Europe : « Ce prince, selon le cœur des philosophes, est le roi prussien par excellence, » dit Albert Sorel. Depuis vingt-trois ans qu'il règne, il a fait de son royaume un grand État : comme les guerres l'ont dépeuplé, il le traite en terre de colonisation, y appelle des Wurtembergeois, des Hessois, des miséreux de toute l'Allemagne, leur donne les marais de la vieille Prusse à défricher, les forêts silésiennes à exploiter, les premières mines à ouvrir. Lui aussi abolit le principe du servage, quitte à maintenir les paysans sous le joug immédiat du seigneur.

Comme Joseph II, il réorganise ses finances, fait appel pour cela à des Français qui instaurent un système de régie, lequel ne donne pas les résultats espérés. Frédéric II tient lui-même la main à ce que nul ne se dérobe aux charges de l'impôt; d'une économie proche de l'avarice, il accumule un trésor qui fut précieux à ses successeurs.

Ainsi, de loin, la Prusse apparaît comme le pays le mieux gouverné. Frédéric, qui parlait la langue française aussi bien que l'allemand, avait depuis longtemps mesuré la force des écrivains; il avait déjà l'intelligence de la réclame et le souci de l'opinion publique, hors de son royaume. Or celui-ci, il le camouflait, si l'on peut dire, de façon à mériter l'admiration d'un Voltaire tout en agissant dans la réalité avec le dédain d'un Louis XI, à l'égard de ses sujets : heureusement pour lui, il avait affaire à un peuple soumis par nature et discipliné, plus facile à gouverner que tout autre.



L'EMPEREUR JOSEPH II (1763-1790). — Gravure du XVIII^e siècle.

Il est sans scrupules, prend son bien où il le trouve ; jamais il n'affecte le mépris de ceux qu'il combat ; il sait en quoi la France est supérieure à la Prusse et utilise cette supériorité ; il n'a pas besoin de nos officiers, en un temps où l'armée française n'a d'autre grand chef que Maurice de Saxe, mais il appelle, outre nos financiers, nos savants, comme nos artistes ; et si Thiébault, le père du futur général mémorialiste, s'excuse de ne pas savoir l'allemand et promet de l'apprendre, Frédéric exige qu'il n'en fasse rien. L'influence française domine donc à Berlin, au moment même où Berlin a vaincu Versailles, et son Académie couronne le mémoire de Rivarol sur « l'universalité de la langue française ».

La littérature allemande ne s'en développe pas moins à l'ombre de la victoire qui fait la Prusse si grande et si prospère ; Lessing, Herder, Grimm, Kant, Klopstock, Fichte chantent, chacun à sa façon, la gloire de l'Allemagne et de Frédéric.

Quand celui-ci meurt, en 1786, il laisse à son neveu Frédéric-Guillaume II la plus brillante situation : « La Prusse est aujourd'hui, sur le continent, le pivot de la paix et de la guerre, » écrit à cette époque Mirabeau, qui trois ans plus tard prévoit la chute du « géant ».

C'est qu'en effet le nouveau roi ressemble fort peu à son oncle ; libertin et bigame, il prétend que ses sujets se rangent plus strictement que lui sous l'obédience de l'Eglise réformée ; il supprime la liberté de la presse, la liberté de conscience, et se met en tête de combattre les philosophes ; mais, en même temps qu'il inaugure une politique de réaction à l'intérieur, il perd au dehors une part de prestige qu'avait conquis Frédéric.

Les autres États allemands, que les guerres du milieu du siècle ont troublés autant que l'Autriche et la Prusse, ont vu avec un certain dépit l'accroissement de cette dernière. Si ce fut pour eux un avantage de trouver à Berlin un contrepoids à l'autorité que veut parfois exercer Vienne, les électeurs de Bavière et de Saxe, notamment, supportent malaisément la suprématie qu'un des leurs vient d'acquérir dans l'Allemagne du Nord. L'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste III, qui ne put joindre à sa couronne celle de Pologne, ainsi que l'avaient fait ses prédécesseurs, voulut comme Joseph II, comme Frédéric II, faire figure de réformateur. Il abolit la torture, l'esclavage, comme l'empereur ; il transforma son armée sur le modèle de celle du roi ; il réorganisa ses finances, son administration judiciaire, développa les écoles et encouragea l'industrie de son électorat, notamment celle des tissages.

En Bavière, si Maximilien III se modela sur ses voisins et inaugura lui aussi, dans la seconde partie de son règne, une politique de réforme allant, quoique catholique convaincu, jusqu'à expulser l'ordre des jésuites, son cousin et successeur, Charles-Théodore, l'électeur palatin qui monta sur le trône bavarois en 1777, malgré la résistance de l'Autriche, revint, lui aussi, sur les libertés accordées.

Ainsi, presque en chaque pays, on voit les souverains, après une ère passagère de réformes, revenir à leurs vieux usages : l'œuvre des philosophes, toute fraîche éclosée, séduit les esprits hardis ou généreux ; mais l'application en est difficile : il lui faudra du temps pour pénétrer l'âme même des peuples.

On peut constater un spectacle analogue en Russie (voir page 289), en Italie, en Espagne, en Portugal, dans les États scandinaves et aux Pays-Bas.

L'ITALIE

En Lombardie, les réformes de Joseph II réussirent plus facilement que dans les parties allemandes de la monarchie des Habsbourg. En encourageant l'agriculture, en développant le système d'irrigation, le prince enrichit le paysan ; en s'emparant d'une partie des biens ecclésiastiques, considérables dans le pays, il ne fit qu'aller au-devant du désir du plus grand nombre de ses sujets ; en restreignant les privilèges de la noblesse, il recueillait en même temps les applaudissements de la bourgeoisie et des intellectuels. Verri, Beccaria, Parini réclamaient des réformes judiciaires, sociales, beaucoup trop considérables pour que l'empereur pût les accorder : ils préparaient

également le mouvement national en invoquant la grandeur italienne et les souvenirs de l'antiquité romaine.

En Toscane, un fils de l'empereur François et de Marie-Thérèse, l'archiduc Léopold, régnait depuis 1765 en prince libéral et philosophe. A l'instar de son frère Joseph, il rompit avec les vieux usages espagnols et entra en lutte avec la papauté ; d'esprit philosophe plutôt que janséniste, il convoqua en 1786 un concile à Pistoie, sous la présidence de l'évêque Ricci, et prétendit soustraire prêtres et évêques à la juridiction romaine. Le concile ordonna la célébration du culte en langue vulgaire, supprima les indulgences, déchira les images représentant la Sainte Trinité. Le pape répondit par la bulle *Auctorem fidei*, condamnant les propositions du prétendu concile comme hérétiques et schismatiques. La péninsule tout entière frémit à ce renouveau inattendu de querelles religieuses. Déjà en Lombardie, à Parme, où don Philippe avait, lui aussi, entrepris des réformes, attiré les artistes, à Modène, l'influence pontificale avait été battue en brèche et les privilèges ecclésiastiques étaient abolis.

A Naples, le royaume avait été réorganisé par Charles, qui, en 1759, avait laissé son trône à son fils Ferdinand IV pour aller régner

à Madrid. Ferdinand avait été vite subjugué par sa femme Marie-Caroline, fille de Marie-Thérèse, aussi dissolue dans ses mœurs que rigide en ses principes politiques et ambitieuse de gouverner. Elle fit entrer au Conseil son amant Acton et lui assura bientôt la première place.

Acton, Irlandais d'origine, quoique né à Besançon, avait d'abord servi la France ; il n'en rompit pas moins le Pacte de famille, entraînant, sous l'influence de la reine, le royaume de Naples dans l'orbite autrichien. Il avait résisté au mouvement de réformes que son peuple d'ailleurs ne lui demandait pas, se contentant d'entamer une querelle avec le pape en lui refusant le tribut de la « haquenée » et des six mille ducats qui symbolisait, aux yeux des Napolitains, une vassalité devenue honteuse.

Quoique aucune puissance ne menaçât le royaume, Acton consacrait cependant le plus clair du revenu public au renforcement de l'armée et de la flotte, sous la suggestion, semble-t-il, de l'Angleterre, qui chercha un moment à créer, par l'intermédiaire napolitain, des ennemis à la France, alors en guerre avec elle, pour la défense des insurgés d'Amérique.

Comme le roi de Naples, le roi de Sardaigne résiste au mouvement josphiste. Contrairement à ce qu'on devait voir au siècle suivant, le Piémont laissait à l'Autriche l'aurole du libéralisme politique et religieux. Charles-Emmanuel III avait assaini la Sardaigne, jusque-là abandonnée à un assez triste sort ; son fils Victor-Amédée III, qui lui succéda en 1773, réserva toute son attention à l'armée, à laquelle il consacra plus de la moitié de son revenu, dépense qui ne lui fut d'ailleurs pas d'une grande utilité, puisque, vingt ans plus tard, l'armée piémontaise ne réussit pas à tenir tête aux troupes françaises, pourtant improvisées.

Au reste, le pays était prospère et le Piémontais attaché à ses rois ; dans les milieux intellectuels, les doctrines philosophiques faisaient lentement leur chemin.

A Venise, au contraire, la sérénissime République prétendait conserver intactes ses institutions médiévales. Le commerce se ralentissait, mais l'afflux des étrangers maintenait dans la richesse une population endormie dans les plaisirs, au bord de la « molle Adriatique », et le grand conseil écartait rudement tous les projets de rajeunissement.

LE SAINT-SIÈGE. — Le règne de la « philosophie » rendait fort délicat, tant en Italie qu'au dehors, le rôle du Saint-Siège. Benoît XIV et ses successeurs Clément XIII et Clément XIV s'occupèrent, le premier en particulier, d'embellir leur capitale, mais assez peu d'apporter quelques améliorations dans l'administration pourtant fort imparfaite de l'État ; les récits qu'ont rapportés les voyageurs sont à ce moment assez sévères pour le gouvernement temporel des papes.

D'ailleurs leur gouvernement spirituel suffisait à absorber leur attention. Dès 1741, Benoît XIV avait dû s'occuper de l'ordre des jésuites, contre lequel des attaques violentes commençaient à être dirigées et qui représentait, aux yeux des philosophes, l'influence



FRÉDÉRIC-GUILLAUME II (1786-1797). — Gravure de Sintzenich. — Bibl. Nat.



VICTOR-AMÉDÉE III, ROI DE SARDAIGNE (1773-1796). — Bibl. Nat. CL. GIRAUDON.

religieuse dans l'État; ceux-ci dénonçaient le « goût de direction » des jésuites, et rappelaient notamment la lutte qu'ils avaient soutenue en France contre le jansénisme. Benoît XIV leur recommandait la prudence et les incitait à se limiter strictement dans les règles de leur ordre. Ce ne fut pourtant qu'en 1759 que le roi José de Portugal lança contre eux le premier arrêté d'expulsion à la suite d'un attentat dont il avait été victime et dont il voulut rendre les jésuites portugais responsables. En France, l'année suivante, à la

suite des incidents précédemment relatés, un édit porta que les jésuites devaient quitter le royaume ou vivre en particulier, sous les ordres des évêques, comme prêtres séculiers (1764). En 1767, Charles III d'Espagne et Ferdinand IV de Naples les expulsèrent également de leurs États, et les rois Bourbons exigèrent bientôt du pape la condamnation de la Compagnie.

Louis XV saisit le Comtat-Venaissin, Ferdinand s'empara de Bénévent et de Pontecorvo en 1768. Clément XIII mourut l'année suivante, sans céder à la pression des cours catholiques; mais son successeur, Clément XIV, dut, après quelque délai, s'exécuter; le 21 juillet 1773, le bref *Dominus ac Redemptor* abolissait la célèbre Compagnie, dont de nombreux membres allèrent chercher refuge dans les pays schismatiques de Prusse et de Russie.

Pie VI, qui monta sur le trône pontifical en 1774, en même temps qu'en France Louis XVI succédait à son aïeul, put se rapprocher assez vite de la monarchie très chrétienne. Le cardinal de Bernis, ambassadeur du roi à Rome, y exerça une autorité telle qu'il se considérait comme le second personnage de la Ville Éternelle. En cette seconde moitié du XVIII^e siècle, la papauté semblait avoir perdu tout son prestige.

Encore quelques années cependant et la situation allait être complètement retournée; brouillé avec la France, réconcilié avec tout le reste de l'Europe chrétienne, le Souverain Pontife puiserait dans les persécutions nouvelles un renouveau de force; Pie VI, résistant sous les violences et mourant en exil, se verrait pardonner ses premières faiblesses en considération de son énergie et de sa dignité dans le malheur.

L'ESPAGNE

C'est dans la péninsule Ibérique, tant en Espagne qu'en Portugal, que le mouvement réformateur se fit le plus fortement sentir, mais comme ailleurs il fut sans lendemain.

Charles III, fils de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, demi-frère de Ferdinand VI, abandonna le trône de Naples à la mort de celui-ci en 1759 et poursuivit à Madrid l'œuvre entreprise par lui en Italie. Très profondément catholique, il n'en combattait pas moins l'influence démesurée prise par l'Église dans la vie politique du pays; mais celui-ci résistait, confiné dans ses vieilles habitudes, passif sous le joug, refusant de se plier aux ordonnances royales, chaque fois qu'elles s'attaquaient à des traditions locales.

Charles III s'était d'abord servi d'instruments étrangers: il avait amené d'Italie le Sicilien Squillace et le Génois Grimaldi; le vieil orgueil castillan s'était soulevé; une révolte populaire conduite par les moines, le dimanche des Rameaux 1766, avait eu raison de ces deux hommes. Mais Charles III n'avait pas désarmé; il avait appelé au pouvoir le comte d'Aranda, capitaine général et président de Castille, aristocrate incroyant, énergique, et même « plus qu'une mule aragonaise », au dire du roi, mais populaire en raison de sa bonté et de son

laisser aller. Sept ans durant, il gouverna l'Espagne d'une main de fer, ramenant chacun dans l'obéissance; mais le roi se lassa d'un collaborateur d'humeur aussi difficile. Il le remplaça en 1773 par deux hommes d'un égal mérite: J. Monino, créé comte de Floridablanca, pour avoir, par une politique habile, dans la guerre d'Amérique, reconquis la Floride, et Pedro Rodríguez, comte de Campanonés, qui, juriste autant qu'économiste, tenta de régénérer la fortune de l'Espagne.

Charles III n'est rien moins qu'un souverain constitutionnel; il redoute l'intervention des Cortès, qu'il s'abstient d'ailleurs soigneusement de convoquer durant tout son règne; il gouverne avec ses ministres et dédaigne même le Conseil d'État, qu'il réduit à un rôle effacé; les intendants administrent en son nom les provinces, avec la même autorité qu'en France.

Mais ce despotisme est le « despotisme éclairé », parce qu'il tend à écarter du gouvernement les ordres privilégiés: la noblesse, réduite à un rôle d'apparat à la cour; le clergé, dont les biens sont limités, soumis à l'impôt et qui est placé sous la surveillance étroite des autorités civiles.

Si le tribunal de l'Inquisition est maintenu, ses condamnations doivent être plus douces, et même sanctionnées par l'autorité royale quand elles s'adressent, comme le cas était fréquent, aux ouvrages des littérateurs et spécialement des philosophes.

Le clergé, si puissant jusqu'alors, ne se laisse pas, sans protester, réduire à son rôle purement apostolique. La doctrine théocratique, si chère aux moines et aux évêques, leur paraît intimement liée à la cause de la religion elle-même. Celle-ci, pourtant, le roi la défend rigoureusement contre toutes les attaques; s'il expulse les jésuites, s'il confine les moines dans leurs couvents, c'est parce qu'il combat l'influence qu'ils prétendent exercer dans l'État; mais il veille à la défense de la foi, à l'amélioration des mœurs dans toutes les classes de la société, ce qu'il n'obtient pas toujours. Le clergé attend patiemment sa revanche, d'un nouveau règne.

Les réformes financières, économiques, administratives de Charles III furent aussi audacieuses que les précédentes. Le gouvernement tenta, en vain il est vrai, d'organiser un impôt sur tous les revenus: il groupa en effet contre lui tous les privilégiés, se trouva dans l'impossibilité d'établir les revenus réels, faute d'une administration suffisamment outillée. Un impôt dit de *frustes civiles*, embryon d'impôt sur le revenu, fut cependant créé; de plus, des modifications dans les impôts indirects facilitèrent le commerce des objets de première nécessité. Malgré la réorganisation de la marine dont les effectifs et l'armement furent doublés pendant le règne, de l'armée dont l'éducation rationnelle fut surveillée spécialement par le roi, qui créa des écoles d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, les revenus publics quadruplés purent, à peu près, faire face aux dépenses croissantes.

Création d'un réseau routier, création d'écoles; réorganisation des collèges majeurs de Valladolid, d'Alcala, d'Oviedo, de Salamanque, des Universités à peu près abandonnées depuis le siècle précédent; ouverture d'académies, de sociétés littéraires, développement rapide de la presse; apparition d'œuvres dramatiques, poétiques; nouvelle codification des lois modifiées et rajeunies selon l'esprit du siècle par les ordonnances de 1783 et de 1787; transformation et renforcement de la police, qui rétablit l'ordre dans le royaume, pourchasse les



BENOÎT XIV (1740-1758). — Peinture de Pierre-Hubert Subleyras. — Musée Condé. Chantilly.



CLÉMENT XIV (1769-1774). — Gravure exécutée d'après la peinture de Dominico Porta. — Bibl. Nat.

pillards; liberté accordée au commerce extérieur qui, en quelques années, décuple le trafic avec les colonies d'Amérique; aucun règne de trente ans vit-il jamais pareil résultat? La vieille Espagne de Charles II, qui, au dire du poète romantique, « se meurt et s'éteint », semble renaître de ses cendres grâce à la volonté et à la persévérance de son roi.

Le malheur voulut que Charles III eut un fils qui lui ressemblait fort peu.

Charles IV montait sur le trône en 1788, à quarante ans. Par son physique lourd et bonasse et par son caractère indolent et faible, par son goût pour la chasse et les exercices violents, il rappelait, mais en plus vulgaire, Louis XVI, son cousin. Comme lui, il était fait pour être dominé; sa compagne était la princesse la moins faite pour vivre sans surveillance et sans frein. Marie-Louise de Parme avait tous les défauts, tous les vices qu'on prêtait méchamment et à tort à Marie-Antoinette : sans intelligence, sans cœur, sans vergogne, ambitieuse, cupide, sensuelle, méprisant ouvertement son mari et se gaussant de lui, elle se mit en tête, dès la mort de son beau-père, de prendre elle-même les rênes du gouvernement; mais comme elle était bien incapable de les tenir, elle les confia à un jeune ambitieux, hier garde du corps, qu'elle avait distingué pour la beauté de son visage et dont elle avait fait son amant. Ce Godoy allait, dix-huit ans durant, gouverner l'Espagne, subjuguant le roi, dominant la reine, tenant le prince des Asturies grandissant dans l'ignorance absolue des affaires, exploitant le royaume et resserrant les libertés, au fur et à mesure qu'au delà des Pyrénées les Français conquéraient les leurs. Charles III et ses ministres, cédant à la contagion générale, avaient donné des gages à la « philosophie »; leurs successeurs s'empressèrent d'éteindre toutes les « lumières » : le clergé espagnol triomphait; le couple adultère lui rendait le gouvernement des esprits.

La Révolution naissante devait naturellement causer à ces gouvernants un certain effroi. Les Pyrénées n'étaient pas assez hautes pour préserver l'Espagne de la contagion; même les émigrés parurent suspects, et en 1791 un édit royal soumit les étrangers à un régime contraire à toutes les conventions internationales. Ils durent prêter serment et fidélité au roi et à l'Église, renoncer à la juridiction et à la protection de leurs consuls.

La même défiance envers tout ce qui venait de France existait d'ailleurs dans tous les milieux espagnols. Depuis Charles-Quint, les



CHARLES III, ROI D'ESPAGNE (1759-1788). — Gravure de Ph. Morghen Florenti, d'après C. Paderni.

politiques respectives des deux nations voisines avaient été trop continûment hostiles l'une à l'autre pour que le sentiment populaire ne se modelât pas sur elles; l'avènement d'un roi Bourbon au commencement du siècle n'avait pas modifié des sentiments qui tenaient à la position même des deux pays, malgré le *Pacte de famille* qui liait les deux couronnes.

L'orgueil castillan s'offusquait de ce que la monarchie française exerçait dans le monde une influence plus grande que l'espagnole : Florida Blanca traduisait un jour ce sentiment en disant au comte de Montmorin, ambassadeur de Louis XVI : « Il semble que vous regardiez le roi d'Espagne comme une sorte de vice-roi ou de gouverneur de province. »

LE PORTUGAL

José I^{er}, qui monta sur le trône de Portugal en 1750, n'avait ni les idées réformatrices ni l'intelligence de Charles III d'Espagne; mais le hasard voulut qu'il confiât, sitôt son avènement, le ministère à José de Carvalho Mello, connu plus tard sous le nom de marquis de Pombal, lequel, avec autant d'énergie que de ruse, ne tarda pas à dominer l'État et à le conduire, avec une main de fer, dans la voie

où le roi d'Espagne dirigeait son royaume : le despotisme fut aussi cruel sinon plus à Lisbonne qu'à Madrid; la transformation plus radicale, puisque les moines étaient, depuis plus d'un siècle, les maîtres quasi absolus du Portugal, et que Pombal, haineux, vindicatif, ennemi de toute demi-mesure, fit servir à ses fins personnelles et à son triomphe politique les moyens d'action de l'Inquisition, allant jusqu'à faire monter un jésuite sur le bûcher en 1761. L'aristocratie et l'entourage même du roi furent courbés sous le joug avec la même violence que le clergé. Mais si les « lumières » intellectuelles purent pénétrer de leurs rayons quelques Portugais et les initier aux doctrines philosophiques du siècle, les réformes économiques pouvant améliorer la situation du pays et de ses habitants furent loin d'être aussi efficaces; si quelques compagnies à charte furent créées pour concurrencer les Anglais dans leur commerce, le bénéfice en revint au roi et à de rares privilégiés; si des écoles furent fondées en grand nombre, elles restèrent longtemps sans élèves; si le revenu de l'État s'augmenta de toutes les confiscations des biens des aristocrates et des couvents, le gaspillage des deniers publics crût dans une égale proportion. Cependant la sériciculture, la raffinerie, le tissage étaient encouragés et l'agriculture était protégée; la vigne commença à produire en quantité appréciable un vin dont l'exportation constitua plus tard un des principaux revenus du pays.

Mais tout comme Charles III et les autres réformateurs de ce siècle, Pombal dédaigna de rendre son œuvre populaire : agissant en dehors et par-dessus la tête de leurs sujets, ne les associant pas à leurs travaux, tout risque de s'effondrer derrière eux. Aussitôt après la mort de José (1777), sa fille Dona-Maria abandonna Pombal à la vengeance de ses ennemis : peu s'en fallût que le ministre réformateur ne pût de la main du bourreau. Du moins dut-il s'exiler, voir ses réformes abandonnées et les vieux usages rétablis sans que personne se levât pour défendre l'œuvre accomplie ou la poursuivre.

LES ÉTATS SCANDINAVES

SUÈDE. — Gustave III aurait pu être pour Catherine II un rival dangereux, un autre Charles XII, si le sentiment national suédois l'avait soutenu. Par malheur, la Suède était un pays divisé. L'absolutisme qu'avait instauré le roi, lors de son avènement en 1772, n'avait pas, comme il est devenu habituel en ce siècle, le



LE PALAIS ROYAL DE MADRID. — Cet imposant ensemble architectural fut exécuté par J.-B. Sacchetti et inauguré par le roi Charles III. CL. MORENO.



LE MARQUIS DE POMPADOUR (1699-1782). — Gravure de François. — Bibl. Nat.

firent bloc autour de leur roi. En libérant Gotheborg, Gustave recouvra l'autorité et la popularité qui lui permirent, le 20 février 1789, de parfaire son coup d'État de 1772, en restreignant, d'accord avec les ordres dits « roturiers », les prérogatives de la diète, en se réservant le droit d'initiative, celui de pouvoir déclarer la guerre, en réduisant le Sénat au rôle honorifique de conseil de gouvernement.

Ainsi par ce coup de main, vigoureusement exécuté, Gustave vengeait l'affront subi à Anjala et évitait à son pays l'anarchie féodale par la faute de laquelle, à ce même moment, sombrait la Pologne. Sans doute Gustave n'avait aucune des qualités requises pour gouverner sans contrôle; fantasque et dépensier, il perdit vite les avantages que lui avait valus son énergique coup de barre. La Révolution française trouva en lui un adversaire de principe qui se préparait à partir en guerre, sans se soucier des avantages matériels que l'opération pouvait rapporter à son royaume, mais dans un sentiment d'aide chevaleresque à Louis XVI et à Marie-Antoinette menacés : l'assassinat du 16 mars 1792 ne lui en laissa pas le loisir.

DANEMARK. — Le Danemark qui, sur les instances de la Russie, venait de menacer la Suède, en prenant ses armées à revers, n'était cependant rien moins qu'une puissance militaire et belliqueuse; sa politique était tout à l'encontre de celle de sa voisine.

Elle n'avait qu'un roi nominal, Christian VII, qui, en 1770, confia le pouvoir au docteur Struensee, après que sa femme, la jeune Caroline d'Angleterre, en eût fait son amant. Originaire du Holstein, Struensee entreprit un bouleversement des institutions du royaume aussi radical que celui qu'accomplissait Pompadour à l'autre extrémité de l'Europe. Il édicta la liberté de la presse et favorisa les idées rousseauistes au point d'assimiler les enfants naturels aux enfants légitimes, d'autoriser le mariage entre complices de l'adultère, dans le but, insinuait-on, d'épouser la reine si le roi venait à disparaître.

En même temps, il s'attirait la haine de nombreux fonctionnaires en supprimant leurs postes, en réduisant le budget de l'État, en transformant la Justice et en la mettant à l'abri du vieil usage des épices, en émancipant les paysans de la domination du maître.

Moins audacieux que Pompadour, il épargna l'entourage royal; mal lui en prit; ce fut la mère de Christian VII qui, dès 1772, ourdit une conjuration contre lui, le renversa, le conduisit à l'échafaud et exila la jeune reine, sa complice.

Le roi, dont les facultés mentales s'étaient encore affaiblies, laissa tout faire; sa mère, la reine Julie, puis son fils, Frédéric, gouvernèrent paisiblement sous son nom. Le pouvoir réel passa bientôt à André Bernstoff, qui reprit peu à peu l'œuvre de Struensee. Pen-

peuple pour adversaire, mais bien la noblesse. C'est elle qui jadis dominait le Sénat, la diète et le gouvernement; c'est elle, ce sont les officiers nobles qui, en 1788, alors que le roi tenait les armées russes à sa merci, osèrent envoyer des émissaires à Catherine pour lui proposer la paix moyennant son appui dans le coup d'État qu'ils méditaient. La trahison d'Anjala aurait abattu Gustave si le Danemark n'avait, par une attaque inopportune, réveillé le sentiment national suédois. Devant le danger, les Suédois

dant la guerre d'Amérique, il sut, tout en adhérant à la ligue des neutres, ne pas encourir la colère anglaise et développer le commerce danois. Le 20 juin 1788, il faisait rendre par le prince royal une ordonnance abolissant les derniers prestiges féodaux, adoucissant le système des corvées et des dîmes, améliorant le sort des paysans, supprimant l'esclavage. Quatre ans plus tard, le 31 juillet 1792, on posait à Copenhague la première pierre de la colonne de la Liberté, sur le socle de laquelle on inscrivit les résultats des réformes édictées par le ministre au nom du roi : la Révolution française, dont l'écho arrivait fort affaibli au bord du Sund, ne troublait pas la quiétude du gouvernement danois ni celle du peuple satisfait.

LES PAYS-BAS

Tout autre devait être l'effet produit en Hollande par la Révolution; le mouvement des esprits y était, depuis plusieurs années, aussi ardent qu'en France.

Les Pays-Bas formaient dans l'Europe de l'ancien régime un des rares gouvernements démocratiques. Leurs « Hautes Puissances, les États généraux », étaient souveraines et, jusqu'en 1787, le stathouder n'exerçait qu'un pouvoir strictement militaire. Quelle que fût la fidélité manifestée par le peuple hollandais depuis plus d'un siècle envers la maison d'Orange, les sentiments démocratiques étaient assez profonds chez ce peuple heureux de navigateurs et de marchands pour que l'antique constitution, assurant la véritable autorité aux représentants élus, subsistât au milieu d'une Europe monarchique. Diderot constatait « que les commerçants, les banquiers, y prennent le ton imposant et l'air majestueux des rois », et n'ont d'ailleurs qu'une ambition : s'enrichir.

Guillaume V, dominé pendant toute sa minorité et au delà par le duc de Brunswick, était fort incapable de faire respecter son autorité; mais sa femme, Wilhelmine, sœur de Frédéric-Guillaume de Prusse, le poussa à demander secours à ce dernier, quand, en 1787, les difficultés s'accrurent entre le stathouder et les États. Frédéric-Guillaume envoya ses armées sur le territoire de la République et modifia la constitution au profit du prince d'Orange, qui, sans avoir le titre de roi, en obtint les prérogatives. Marchands et paysans n'étaient pas batailleurs; ils s'inclinèrent devant les troupes de Frédéric-Guillaume, mais l'unité d'esprit, qui faisait la force de la République, fut atteinte. Plusieurs chefs démocrates passèrent en France au moment même où commençait la campagne électorale de 1789; ils collaborèrent, pour leur part, à la diffusion des idées nouvelles, et le succès du Tiers État réformiste leur apparut comme un heureux présage pour leur avenir national.

LA SUISSE

Restait au centre de l'Europe, point de contact entre les grandes puissances, une des plus vieilles démocraties de l'ancien monde, la Suisse. Elle avait été agitée, elle aussi, par les guerres du XVII^e et du XVIII^e siècle, malgré que les traités de Westphalie lui eussent garanti indépendance et neutralité. La politique de Louis XIV à l'égard



GUSTAVE III, ROI DE SUÈDE (1772-1792). — Gravure de Gaucher, d'après Goslin. — Bibl. Nat.



CHRISTIAN VII, ROI DE DANEMARK ET DE NORVÈGE (1766-1808). — Bibl. Nat.

des protestants lui avait valu l'hostilité plus ou moins éclairée, mais souvent dangereuse, de la Confédération. Aussi Louis XVI avait-il été bien inspiré, en renouvelant l'ancienne alliance avec les Treize cantons (1777). Leur prospérité n'avait cessé de croître durant le XVIII^e siècle; dans les villes manufacturières de Bâle, de Zurich, de Berne, la bourgeoisie s'était considérablement enrichie. Plusieurs des plus grosses fortunes de l'Europe s'y étaient fixées, à l'abri des guerres et des troubles : de-ci de-là les masses ouvrières manifestaient parfois leur mécontentement, mais les excès n'étaient jamais graves. La Suisse, patrie de Necker, de Clavière, de nombreux financiers dont on retrouve l'action pendant la Révolution, était aussi la patrie de Rousseau. Le citoyen de Genève avait fait des élèves autant en deçà qu'au delà du Léman : Mirabeau comptait plusieurs Suisses dans son cercle d'admirateurs et d'inspirateurs. L'élite intellectuelle des principales villes de la Confédération vit venir la Révolution française avec d'autant plus de faveur qu'elle avait l'impression que les doctrines politiques, philosophiques et religieuses de la Suisse faisaient école.

LA POLITIQUE GÉNÉRALE EUROPÉENNE DE 1763 A 1789

Au lendemain de la guerre de Sept ans, l'Europe, lasse de luttes et de gloire, goûte pour quelques années un repos mérité. Frédéric II assimile ses conquêtes et restaure son royaume; Marie-Thérèse panse les plaies de son État héréditaire. Louis XV, qui ne sent pas sa honte, achève de vieillir sans souci; l'alliance autrichienne de 1756, le Pacte de famille de 1761 sont les bases de sa politique; elles sont l'une et l'autre impopulaires; on continue en France, après les revers, à admirer Frédéric le vainqueur; Bernis écrit même « qu'on l'aime à la folie ». L'Autriche continue de paraître, comme sous Louis XIV, au même titre que l'Angleterre, l'ennemie héréditaire; le renversement des alliances demeure, après la guerre, aussi incompréhensible à l'opinion publique qu'au jour où l'opération diplomatique fut conclue par Bernis. A la cour même, le Dauphin et les filles du roi ne considèrent cette politique que comme l'œuvre des favorites; celles-ci accueillent fort mal Marie-Antoinette quand, en 1770, elle épouse celui qui sera Louis XVI; déjà on la salue du nom de « l'Autrichienne »; elle est le gage peu aimé d'une politique que le gouvernement royal ne saura jamais rendre populaire.

LE PREMIER PARTAGE DE LA POLOGNE. — A la veille de l'avènement de Marie-Antoinette, la mère de la jeune reine participe d'ailleurs à un des actes les moins propres à lui valoir l'estime des honnêtes gens : le 25 juillet 1772, Marie-Thérèse signait avec l'impératrice Catherine et Frédéric II un traité qui arrachait en pleine paix à la Pologne plus de cinq millions d'habitants, le tiers de sa population (1). L'Autriche, pour sa part, en obtenait plus de la moitié, les riches régions de la Galicie orientale, une partie de la Podolie, de la Volhynie; Marie-Thérèse, dit-on, pleura sur le sort de la royale République, mais prit sa part sans se faire prier, tandis que Catherine, qui avait préparé la spoliation, s'attribuait les immenses territoires de la Russie Blanche, toute la partie de la Pologne située à l'est de la Dvina et du Dnieper, et que Frédéric s'emparait de la



CARTE POLITIQUE DE L'EUROPE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

partie qu'il appelait la Prusse polonaise, laquelle séparait ses territoires de la Prusse orientale du reste du royaume.

En vain les Polonais protestèrent-ils devant un acte sans précédent, sans excuse, sans prétexte; en vain en appelèrent-ils à l'Europe, « Dieu est trop haut et la France trop loin ». Comment celle-ci eût-elle pu affronter la coalition d'intérêts des trois copartageants, alors que l'Angleterre, son ennemie de la veille, approuvait le rapt?

Le 21 juillet 1774, par le traité de Kainardji, l'Empire ottoman abandonnait à la Russie les tatars de Crimée et de Koulou, dont elle reconnaissait l'indépendance nominale. Le 7 mai suivant, l'Autriche obtenait la Bukovine. Ainsi le sultan permettait à ses deux puissants voisins de pénétrer plus avant dans la politique de l'Empire, accordant surtout à la Russie une sorte de protectorat sur les chrétiens d'Orient, qui lui permettra dans la suite d'exercer une influence aussi prédominante, à certains jours, à Constantinople qu'à Varsovie.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LOUIS XVI. — VERGENNES ET LA SUCCESSION DE BAVIÈRE. — Louis XVI se trouvait donc, dès son avènement, en face d'une Europe désaxée, dans laquelle son alliée nominale, l'Autriche, sous l'influence du nouvel empereur Joseph II et du chancelier Kaunitz, redevenait une puissance de conquêtes et de proie.

Il appela pour diriger sa diplomatie un homme qui n'était pas de premier plan, mais qui avait la grande expérience des affaires, ayant été ambassadeur tour à tour à Constantinople et à Stockholm, le comte de Vergennes.

Il fut, écrit Albert Sorel, « le plus sage ministre que la France eût rencontré depuis longtemps, et le plus habile qui se trouvât aux affaires en Europe ». Très résolu à maintenir le principe de l'alliance autrichienne, mais à ne sacrifier à cette alliance aucun des intérêts de son pays, il exposait cette politique dans un mémoire que les historiens ont coutume de citer comme le bréviaire du diplomate de l'ancien régime et dont, après la Révolution, Talleyrand prétendit appliquer les prin-

(1) Sur le détail du premier partage de la Pologne, voir le chapitre spécial de l'Europe orientale.

Vergennes s'y montrait convaincu que la France avait parfait et qu'« il n'y a point d'équivalent qui puisse compenser le... » e causerait à Sa Majesté le moindre accroissement de la maison d'Autriche, quand bien même elle lui céderait tous les Pays-Bas ». Or, à deux reprises, le gouvernement de Vienne fit au cabinet de Versailles des offres qui, au premier abord, pouvaient paraître séduisantes.

L'électeur de Bavière, Maximilien-Joseph, mourait sans descendants, le 30 décembre 1777. Son plus proche parent, l'électeur palatin Charles-Théodore, renonçait à ses droits en faveur de l'empereur qui, sans attendre davantage, occupait la Basse-Bavière. Joseph II allait donc réaliser, sans combattre, espérait-il, la vieille ambition de ses ancêtres, joindre la couronne des Wiltelsbach à la sienne, raffermir son autorité au centre de l'Allemagne dont, quinze ans plus tôt, le roi de Prusse avait cru pouvoir l'exclure. C'était bien à Versailles qu'était la clef de la situation, puisque Frédéric II, privé de l'alliance anglaise, ne pouvait s'opposer à la conquête de son rival, si la France appuyait celui-ci de son autorité et de ses armes. A ce moment, en effet, l'Angleterre était en lutte avec ses colonies d'Amérique (1). Cette lutte absorbait toutes ses forces et ne lui permettait pas d'agir sur le continent européen. Joseph II croit payer la France d'un bon prix en lui donnant, en échange de la Bavière qu'il ne possédait pas, une partie des Pays-Bas autrichiens, qu'il refuse d'indiquer avec précision, et c'est ce troc que le « sage » Vergennes convainquit Louis XVI de refuser.

Au lendemain du premier partage de la Pologne, le ministre du roi de France considère qu'il y a mieux à faire que de suivre l'exemple des trois copartageants, en sacrifiant un État allemand, souvent allié de la France, qui a toujours su maintenir ses tendances particulières et dont l'indépendance a toujours été un dogme de la politique française; au défaut de Charles-Théodore, l'héritier présomptif, Charles, duc des Deux-Ponts, revendique hautement la succession; il a toujours été un familier, un créancier de Versailles. La France croit pouvoir compter sur son amitié; la paix de l'Europe tient essentiellement à l'équilibre des forces en Allemagne. Louis XVI, sollicité, refuse donc le concours armé que son beau-frère lui demande et le royal pourboire qu'il lui offre. Vergennes et le roi considèrent qu'ils ont, de ces troupes, en ce moment même, meilleur emploi.

Frédéric peut donc mobiliser son armée et obtenir, sans coup férir, le recul des prétentions autrichiennes. Marie-Thérèse, qui vit encore, mais laisse depuis dix ans la direction des affaires à son fils, intervient personnellement en faveur d'une transaction, avec d'autant plus d'ardeur que Catherine II pose sa médiation et offre à Louis XVI de la partager avec elle. La paix de Teschen du 13 mai 1779, conclue sous ces auspices, n'accorde à l'Autriche qu'une très faible partie de la Bavière convoitée, située entre le Danube, l'Inn et la Salsa, partie qui lui permet du moins de relier le Tyrol à la plaine autrichienne. L'électeur de Saxe, qui avait fait valoir des titres à la succession, obtient une indemnité financière, et Frédéric, en compensation du léger accroissement de l'Autriche, voit reconnaître ses droits sur Baireuth et Anspach.

C'est ainsi que la paix du continent est maintenue, à la grande joie de Catherine, qui ne veut pas être distraite de ses affaires orientales; à l'égale satisfaction de la France, qui a trouvé, outre-mer, le terrain propice pour prendre, contre l'Angleterre, la revanche de ses précédents désastres. Avec quelle prudence fut négociée l'intervention de la France dans la question de l'indépendance des colonies anglaises d'Amérique ! Le gouvernement de Louis XVI comptait alors, outre Vergennes, un homme de grand mérite, Sartine, qui en six ans de ministère rendit la vie à la marine; il hésitait à compromettre un rétablissement encore récent dans une lutte pleine d'aléas, alors que l'Espagne refusait de s'engager avant que le succès ne se dessinât. Calonne, le contrôleur des finances, objectait en outre qu'une nouvelle guerre acheverait la ruine du Trésor.

Vergennes, modestement, rejeta sur le roi la responsabilité de la décision. « Ce n'est point l'influence de ses ministres qui l'ont décidé, écrit-il à Montmorin, ambassadeur à Madrid; l'évidence des faits, la

certitude morale du danger et sa conviction l'ont seuls entraîné; je pourrais dire avec vérité que Sa Majesté nous a donné du courage à tous. » On a vu les conséquences de cette intervention de la France dans la guerre d'Amérique. Par le traité de Versailles de 1783, la France, à défaut d'avantages matériels sérieux, correspondant à de lourdes pertes en hommes et en argent, recouvrait une situation honorable en Europe.

Mais Louis XVI et son ministre ne tendaient qu'à maintenir la paix dans le monde en stabilisant la situation des Empires, et ce n'était pas chose facile. Si Frédéric II vieilli se déclarait satisfait de sa carrière, ni Catherine II ni Joseph II n'abandonnaient leurs vastes projets. Catherine avait formé, durant la guerre d'Amérique, « une ligue des neutres » contre les prétentions de l'Angleterre à régenter la concurrence maritime; elle s'était, à ce moment, rapprochée de la France et avait envoyé à Versailles son fils Paul, dont le voyage avait fait grande impression, sans qu'aucune politique commune fût établie.

Frédéric II, à la veille de sa mort, dressait en Allemagne, contre les ambitions de Joseph II, « une ligue des princes » (23 juillet 1785): tous les États allemands s'engageaient à soutenir l'indépendance de la Bavière contre une nouvelle tentative de l'empereur, qui pressait l'électeur d'accepter lui-même le troc de la Bavière contre les Pays-Bas autrichiens; une fois encore, la France refusait le Luxembourg et la province de Namur que lui proposait Joseph (sans d'ailleurs vouloir s'engager par écrit), et décidait Catherine à abandonner l'Autriche, qu'elle avait d'abord soutenue.

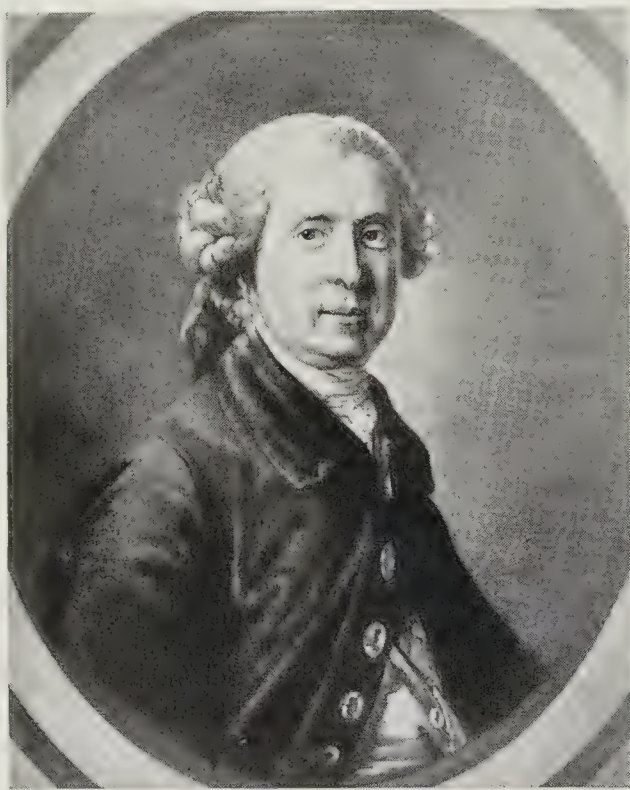
De nouveau la cour de Versailles semblait vouloir se rapprocher de celle de Saint-Petersbourg. Un traité de commerce fut signé en 1787 entre les deux nations, qui s'accordaient réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée (1); des consuls furent envoyés, de part et d'autre, dans les principaux centres pour développer les échanges.

Mais, sur le terrain politique, le rapprochement était plus difficile. L'ambassadeur de Louis XVI à Saint-Petersbourg, le comte de Ségur, qui proposait une quadruple alliance de l'Autriche, de la Russie, de l'Espagne et de la France, ne pouvait vaincre la répugnance de son gouvernement à s'associer à la politique spoliatrice de Joseph et de Catherine en Turquie. La Révolution éclata en France avant que les affaires d'Orient fussent résolues; Catherine, qui avait pu

éloigner le roi de Suède, longtemps menaçant, en fomentant une conspiration à Stockholm et une attaque du Danemark, avait alors en Europe une situation prépondérante. Joseph II, absorbé par ses difficultés dans ses provinces flamandes, suivait avec plus de mollesse sa politique orientale, qui devait aboutir, en 1788, à une invasion de la Hongrie par les Turcs. Frédéric-Guillaume, par contre, inaugurait son règne par une intervention en Hollande, rendant à son beau-frère, le stathouder, un pouvoir vraiment royal; en même temps, dans les derniers jours de 1788, il s'érigait en protecteur de la Pologne, « assurant, disait son représentant à Varsovie, Lucchesini, l'indépendance de la République, sans s'immiscer dans ses affaires intérieures, ni gêner la liberté de ses mouvements », espérant ainsi, selon le vaste plan de son ministre Hertzberg, s'emparer, sans faire la guerre, de Thorn et de Dantzig. L'ambassadeur de France, le marquis de Noailles, croyait même la cession à la veille de se faire en juillet 1789, si grand était « le fanatisme qui règne à Varsovie en faveur des Prussiens ».

Partout donc, au printemps de 1789, l'agitation couve, et les cabinets intriguent; la France, dont la crise intérieure devient plus pressante, prêche le calme avec tant de sincérité que l'Angleterre, également désireuse de la paix, se rapproche d'elle; Pitt souhaite « un accord parfait » entre les deux cours, tel qu'il ne s'est pas vu depuis le temps de Walpole et du cardinal Fleury. Mais l'opinion reste méfiante en France; Montmorin, qui a pris le portefeuille des Affaires étrangères à la mort de Vergennes, en 1787, écarte toute action commune et laisse ainsi la monarchie française dans un isolement qui n'est pas sans danger.

(1) Il avait été précédé d'un autre traité de commerce avec l'Angleterre en 1786 (nous y avons fait allusion plus haut), qui avait eu pour résultat une reprise considérable des échanges entre les deux puissances.



LE COMTE DE VERGENNES (1717-1787). — Gravure de Brookshaw. — Bibl. Nat.

(1) Voir pages 308 et suivantes.

BIBLIOGRAPHIE

POLITIQUE GÉNÉRALE EUROPÉENNE

SOURCES. — *Recueil des Instructions données aux ambassadeurs de France* (1648-1789), publié par les soins du ministère des Affaires étrangères (notamment les volumes d'Autriche, Prusse, Russie, Bavière). — MARTENS, *Recueil des principaux traités* (Göttingue, 1817 et suite). — SÉGUR, *Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI* (1825). — SÉGUR (comte de), *Mémoires, souvenirs et anecdotes* (1824-1826). — *Actes diplomatiques concernant le Congrès de Teschen* (soc. imp. Histoire de Russie, t. LXV); — *Correspondance de Marie-Thérèse avec le comte de Mercy-Argenteau* (1874). — ANGERBERG, *Recueil des traités, conventions et actes diplomatiques concernant la Pologne* (1862). — MOTTAZ (E.), *Stanislas Poniatowski et M. Glayre, Correspondance relative aux partages de la Pologne* (1897). — *Correspondance de Catherine II* (publications de la société d'Histoire de Russie).

OUVRAGES A CONSULTER. — FAUCHILLE, *La Diplomatie française et la ligue des neutres* (1893). — DONIOL, *Le Comte de Vergennes et P.-M. Hennin* (1898). — SOREL (A.), *L'Europe et la Révolution française* (t. I, les traditions, 1887). — ARNAUD-BOUËLOUP (Jeanne), *Le Rôle politique de Marie-Antoinette* (1924). — PINGAUD (Léonce), *La France en Orient sous Louis XVI* (1887). — BARRAL-MONTFERRAT, *Dix ans de paix armée entre la France et l'Angleterre [1783-1793]* (1893). — SOREL (A.), *La Question d'Orient au XVIII^e siècle* (1889). — GROSJEAN (G.), *La Politique rhénane de Vergennes* (1925). — CUTTOLI (B.), *La Pologne au XVIII^e siècle et le droit international* (1912). — DANY (CH.), *Les Idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du XVIII^e siècle; — La Constitution du 3 mai 1791* (1901).

ALLEMAGNE

SOURCES. — ARMETH, *Maria-Theresa und Joseph II, Ihre Corresponden* (Vienne, 1867, 3 vol.); — *Marie-Antoinette; Joseph II und Leopold II, Ihre Briefwechsel* (Vienne, 1866); — *Joseph und Katharina von Russland, Ihre Briefwechsel* (Vienne, 1869). — BACOURT (A. de), *Correspondance entre le comte de Mirabeau et le comte de La Marck* (Bruxelles, 1871). — *Documents politiques et diplomatiques sur la Révolution belge de 1790* (Bruxelles, 1834). — VON RANKE, *Die Deutschen Mächte und der Fürstenbund, Deutsch Geschichte von 1780 bis 1790* (XXXI et XXXII^e volumes, Leipzig, 1871-1872). — MIRABEAU, *Histoire secrète de la cour de Berlin* (1789, 2 vol.); — *La Monarchie prussienne sous Frédéric le Grand* (Londres, 1788, 8 vol.).

OUVRAGES A CONSULTER. — G. WOLF, *Oesterreich und Preussen [1780-1790]* (Vienne, 1880). — FOURNIER (A.), *Joseph der Zweite* (Leipzig, 1885). — RITTER, *Kaiser Joseph II und seine Kirchlichen reformen* (Vienne, 1867). — J. NOSNITCH, *Kaiser Josef II als staatsman und Feldhen, Oesterreich Politik in den Jahren [1763-1790]* (Vienne, 1882). — LÉVY-BRUHL, *L'Allemagne depuis Leibnitz [1700-1848]* (1890). — DELPLACE, *Joseph II et la Révolution brabançonne* (Bruges, 1891). — WELSCHINGER, *La Mission secrète de Mirabeau à Berlin [1786-1787]* (1890). — WINTER (G.), *Frederich der Grosse* (Berlin, 1906, 3 vol.). — LORENZ (O.), *Joseph II, die Belgische Revolution* (Vienne, 1862).

ANGLETERRE

SOURCES. — *The Annual Register* (1758 et suiv.). — *Calender of Home Office, Papers of the reign of George III* (Londres, 1878). — CHATHAM (earl of), *Authentic memoirs, Memoirs of the last ten years of the reign of George II* (Londres, 1822). — *Memoirs of the reign of George III* (Londres, 1845, 4 vol.).

OUVRAGES A CONSULTER. — TACKERAY, *Les Quatre George, Étude sur la cour et la société anglaises [1704-1830]* (1869). — STEPHEN, *History of English thought in the eighteenth century* (Londres, 1902). — CHURTON-COLLINS (J.), *Voltaire, Montesquieu et Rousseau en Angleterre* (1911). — BUTENVAL (comte), *Précis du traité de commerce de 1786* (1869). — HALEVY (E.), *Histoire du peuple anglais*, t. I (1913).

ITALIE

SOURCES. — MURATORI (L.-A.), *Annali d'Italia* [depuis 1749] (Milan, 1818-1821). —

BIELFELD (J.-F. von), *Institutions politiques*, t. III (Leyde, 1767-1772). — DE LA LANDE, *Voyage en Italie* [1765] (Genève, 1790). — *Acta hist. eccl. nova* (Weimar, 1758-1773); — *Acta hist. eccles. nostri temporis* (Weimar, 1774-1787, 12 vol.). — CARACCIOLI (L.-A. de), *La Vie du pape Benoît XIV* (1783); — *La Vie du pape Clément XIV* (1775). — BECATINI, *Storia del regno Carlo III de Borbone* (Venise, 1790).

OUVRAGES A CONSULTER. — F. MOURRET, *Histoire de l'Église* (t. VI, 1910). — F. MASSON, *Le Cardinal de Bernis* (1884). — THEINER, *Histoire du pontificat de Clément XIV*. — SCHIPA (M.), *Il Regno di Napoli al tempo de Carlo di Borbone* (Naples, 1904). — GIANNI (F.-M.) [ministre de Léopold], *La Costituzione toscana immaginata dal gran duca Pietro Leopoldo* (Florence, 1847). — BALDASSERONI, *Leopoldo II gran duca di Toscana e i suoi tempi* (Florence, 1871). — E. BONNAL, *La Chute d'une république; Venise* (1885). — ORSI (P.), *Histoire de l'Italie moderne [1750-1910]* (1911). — CANTU, *Storia di cento anni [1750-1850]* (1852). — GAGNIÈRE, *La Reine Marie-Caroline de Naples* (1886).

ESPAGNE ET PORTUGAL

SOURCES. — BECATINI (F.), *Storia del regno di Carlo III* (Venise, 1790). — FERNAN NUNEZ, *Vida de Carlos III* (Madrid, 1896). — FLORIDA BLANCA, *Gobierno del senor Carlos III* (Madrid, 1839). — *Memoirs of the marquis de Pombal* (Londres, 1843). — *Administration du marquis de Pombal* (Amsterdam, 1787, 4 vol.). — *Cartas e outras obras selectas do marquis de Pombal* (Lisbonne, 1820-1824, 3 vol.). — *Pombal, Choiseul et d'Aranda; Précis historique de ce qui s'est passé en Portugal, en France et en Espagne à l'occasion des jésuites; Documents historiques* (1827, 3 vol.).

OUVRAGES A CONSULTER. — ROUSSEAU (F.), *Le Règne de Charles III* (1907). — DESDEVISES DU DÉSERT, *L'Espagne de l'ancien régime* (1897-1904). — REYNALD, *Histoire de l'Espagne depuis la mort de Charles III*. — DANVILLA, *El Reinado de Carlos III* (Madrid, 1893). — MOUSSET (A.), *Un témoin ignoré de la Révolution; le comte de F. Nunez, ambassadeur d'Espagne à Paris [1787-1791]* (1924). — *Processos celebres do Marquez de Pombal. Factos curiosos e scandalosos de sua epoca* (Lisboa, 1882). — GOMEZ (F.-L.), *Le Marquis de Pombal* (1869). — LUZSORIANO (J.-P. da), *Historia de reino de Dom José I* (Lisboa, 1866).

ÉTATS SCANDINAVES

SOURCES. — GUSTAVUS III, *Letters of swedish court written chiefly in the early part of the reign* (Londres, 1819). — SHERIDAN, *A History of the late Revolution in Sweden* (Londres, 1778). — *Gustave III et la Russie, Société d'Histoire de Russie* (Sbornick, vol. XIII, XIX, XXIII, Saint-Petersbourg, 1881). — ENGELSTRÖM (J. von), *Historika anteckningar* (Stockholm, 1877). — STAEL-HOLSTEIN, *Correspondance diplomatique [1751-1770]* (1881). — *Correspondance ministérielle du comte Bernstoff [1751-1770]* (Copenhague, 1882). — BROWN (J.), *The Norther court containing original, Memoirs of the sovereigns of Sweden and Denmark, since 1766* (Londres, 1818). — *Mémoires authentiques de l'histoire des comtes Struensee et Brandt* (Copenhague et Bruxelles, 1789).

OUVRAGES A CONSULTER. — HEIDENSTAM (O. de), *La Fin d'une dynastie d'après les Mémoires et la correspondance d'une reine de Suède (Hedwige Elisabeth) [1774-1818]* (1911). — BARTHÉLEMY (E. de), *Histoire des relations de la France et du Danemark sous le ministère du comte de Bernstoff* (Copenhague, 1888). — WITTICH (K.), *Struensee* (Leipzig, 1879). — BONNEVILLE DE MARCHANGY, *Le Comte de Vergennes; son ambassade en Suède* (1898). — GEOFFROY, *Gustave III et la cour de France* (1867, 2 vol.).

HOLLANDE

SOURCES. — *Journal de Hogendorf pendant la Révolution de Hollande [1787]* (publié par H. de Peyster, 1905). — *Documents politiques et diplomatiques sur la Révolution de 1787 et 1795 dans la République des Provinces-Unies* (La Haye, 1857). — CAILLARD, *Mémoire sur la Révolution de Hollande de 1787* (Décade historique, t. III, 1828).

OUVRAGES A CONSULTER. — H. DE PEYS-TER, *Les Troubles de Hollande à la veille de la Révolution française [1780-1785]* (1905). — WITT (P. de), *Une invasion prussienne en Hollande en 1787* (1886).



LA MARINE FRANÇAISE SOUS LE MINISTÈRE DE SARTINE. — Gravure allégorique de L. Le Grand. — Bibl. Nat.



LA PROMENADE DES REMPARTS DE PARIS AU XVIII^e SIÈCLE. — Gravure de Saint-Aubin. — Bibl. Nat. CL. LEMARÉ.

CHAPITRE IX

LES INSTITUTIONS ET LA SOCIÉTÉ EN FRANCE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

LES principes dominants du régime monarchique n'ont pas été changés au XVIII^e siècle; les institutions déjà décrites sont restées les mêmes dans leurs grandes lignes et quelques améliorations de détail n'en ont pas modifié l'essence. Et cependant, dans ce cadre d'apparence immuable, un profond et sourd travail s'est effectué, dont il faut essayer de mesurer les conséquences.

L'ABSOLUTISME ROYAL. — Le roi est toujours le maître absolu, et Louis XVI, en répondant si gauchement au duc d'Orléans, le 19 novembre 1787 : « C'est légal, parce que je le veux, » ne faisait que rééditer l'adage traditionnel et toujours vrai : « Si veut le roi, si veut la loi. »

Le roi a tout d'abord la plénitude du pouvoir législatif; comme Louis XV l'affirma à la fameuse séance de la « flagellation », il lui appartient « sans dépendance et sans partage ». Il l'exerce dans la forme solennelle des ordonnances, édits ou déclarations, mûrement délibérés en Conseil après avoir été préparés par le ministre compétent, puis revêtus, par les soins du chancelier, du grand sceau du royaume et envoyés à l'enregistrement des Cours souveraines. Il le manifeste aussi par la voie plus expéditive des arrêts du Conseil auxquels il veut qu'on attribue la même valeur. Et si des traditions existent pour l'emploi de telle ou telle forme, selon les circonstances, ces traditions ne lient pas le souverain, toujours maître de manifester sa volonté comme il l'entend.

Le roi est, en second lieu, la source de toute justice. Pratiquement, il délègue à ses Cours et tribunaux, pour les exercer à sa décharge, la plupart de ses attributions. Mais il lui appartient toujours de régler la délégation de chaque corps et de ramener à sa personne, par le mécanisme de l'évocation, tout ce qu'il lui plaît de la fonction jus-

ticière. Cette « justice retenue » est le plus ancien attribut de son office de roi. Il l'exerce de préférence au sein de son Conseil, mais il peut en charger aussi le « Grand Conseil », toujours tenu en réserve pour pallier aux défaillances et aux révoltes des autres Cours souveraines; et des « Chambres de justice » ou de simples commissaires peuvent toujours être constitués pour régler une affaire ou un groupe d'affaires déterminées. Comme souverain justicier, le roi a aussi le droit de diriger et de contrôler, par des lettres de justice qu'expédie sa chancellerie, le fonctionnement des juridictions normales. Les lettres de grâce (lettres de rémission, de pardon, d'abolition) peuvent notamment atténuer la rigueur de la justice criminelle.

ABSENCE DE DROITS INDIVIDUELS. — Dans l'exercice de son pouvoir, le roi est pleinement maître du choix des moyens qui doivent assurer sa gloire et le bonheur de ses peuples. Il faut que ces moyens soient conformes à la religion et à la morale naturelle, car le roi est responsable devant Dieu, mais ils ne sont pas limités par l'existence, au profit des sujets, de droits individuels. Les sujets n'ont que des devoirs et le roi, pour les fins d'utilité générale qu'il poursuit, est maître de leurs biens et de leur personne.

Sans doute, il respecte et protège leur propriété légitime et même il s'est montré à cet égard plus scrupuleux qu'on ne le croit d'ordinaire; l'expropriation pour cause d'utilité publique n'a pas lieu sans indemnité et cette règle a entravé la suppression de beaucoup d'offices, de justices seigneuriales et de la mainmorte sur les serfs des seigneurs, faute de ressources suffisantes pour payer des indemnités d'expropriation. Mais le roi reste maître de fixer à son gré, sans octroi d'une assemblée délibérante ou contrôle des Cours souveraines, la part d'impôt qui sera prélevée sur les biens de chaque sujet.

La liberté individuelle, au sens moderne, n'est pas davantage garantie. Sans doute, les Français se disent et se sentent libres, et un individu ne peut en principe être privé de sa liberté légitime que par une décision de justice. Mais le roi peut toujours, comme souverain justicier, y porter atteinte dans la mesure et pour la durée qu'il juge nécessaire. La « lettre de cachet » est l'instrument de ces restrictions ; c'est une lettre close ne passant pas par la chancellerie et revêtue de la signature du roi. Le roi a donc la connaissance personnelle de tous les cas concrets : la « voie d'autorité », les « ordres du roi », traduisent sous sa forme la plus extrême la toute-puissance du souverain, placé par sa fonction même au-dessus des lois ordinaires et des juges réguliers.

Les lettres de cachet étaient instruites avec grand soin par le lieutenant de police à Paris, et les intendants en province, et présentées à la signature du roi par un secrétaire d'État, le plus souvent celui de la Maison du roi. L'immense majorité de ces lettres ont été rendues « dans l'intérêt des familles », pour enfermer des aliénés, des fils de famille prodigues ou insurgés contre l'autorité paternelle, pour réprimer discrètement des écarts de conduite ou même des délits de droit commun. Mais elles ont été aussi parfois émises pour des fins politiques, notamment pour punir des sujets témoignant d'une ardeur excessive dans leur opposition aux mesures voulues par le roi. Ces sortes de lettres de cachet ont joué un grand rôle au XVIII^e siècle dans les querelles religieuses et dans les différends avec les Cours souveraines et les États provinciaux ; parfois même des lettres de cachet en blanc ont été remises aux agents royaux pour leur permettre d'éloigner, sans en référer, des opposants trop vifs.

Ce procédé n'était pas en contradiction avec le régime monarchique, qui reposait sur une subordination rigoureuse de tous les corps et de tous les individus à l'autorité du roi, seul responsable ; tous devaient s'incliner devant un ordre péremptoire, émané de sa personne. Aussi, bien que des abus aient été sûrement commis sous Louis XV, il faut voir une véritable insurrection du régime contre ses principes traditionnels dans l'opposition toujours plus véhémente qui s'éleva, à partir de 1750, contre les « voies d'autorité ». Les Cours souveraines, qui devaient, frémissantes, s'incliner devant les « ordres du roi », commencèrent une campagne qui trouva vite un écho dans l'opinion éclairée, parce que, très souvent, les audaces des écrivains étaient réprimées par lettres de cachet. Et cette campagne atteignit son apogée sous le règne de Louis XVI, qui fut le plus scrupuleux et le plus timide à se servir de cette prérogative redoutable.

La liberté d'opinion n'existait pas davantage. Les livres ne pouvaient paraître qu'avec un privilège du roi, qui garantissait d'ailleurs la propriété littéraire, et qui était délivré après examen par les censeurs royaux de la Direction de la librairie. Les journaux et les libelles étaient sous la surveillance arbitraire du lieutenant de police et des intendants. Le contrôle traditionnel de l'Université ne s'exerçait plus guère sur la librairie, mais les Parlements pouvaient condamner au feu les publications clandestines et faire emprisonner les auteurs. Cependant la répression resta intermittente, avec des alternatives de rigueur et de faiblesse, et elle n'entrava pas sérieusement la grande campagne menée au XVIII^e siècle contre la religion et les institutions traditionnelles.

En ce qui concerne la liberté de conscience et de culte, les juifs en jouissaient largement, dans les régions où ils étaient admis ou tolérés : en Alsace, à Metz, à Bordeaux. Mais, comme non-chrétiens, ils ne faisaient pas partie de la communauté civile française et étaient soumis à un régime restrictif, à la fois humiliant et tracassier. La révocation de l'Édit de Nantes avait supprimé, pour les protestants de France, la liberté du culte et fortement restreint leur liberté de conscience, en les obligeant, pour jouir d'un état civil régulier, à se faire baptiser et marier par des prêtres catholiques.

C'est cette question de l'état civil des protestants qui posa pratiquement, devant l'opinion éclairée et vers le milieu du siècle, le grand problème de la tolérance. Certains tribunaux, dans le Midi et dans le Sud-Est, affectèrent de traiter comme des concubinages les mariages des protestants qui n'avaient pas été célébrés devant les curés. Cette jurisprudence rigoureuse troubla beaucoup la vie familiale de ceux qui n'étaient que par une fiction légale « les nouveaux convertis ». Elle fut le point de départ d'une campagne, à laquelle Voltaire, à propos des affaires Calas et Sirven, qui avaient réveillé dans le Midi les vieilles passions religieuses, apporta l'appui décisif de ses convictions et de son talent. La tolérance, qui avait d'ailleurs été bien utilement maintenue en Alsace, avait cause gagnée au début du règne de Louis XVI, malgré les efforts des Assemblées du clergé. À partir de cette époque, la terrible législation répressive, issue de la révocation de l'Édit de Nantes, et qui n'était plus appliquée qu'avec intermittence, entra définitivement en sommeil. Les protestants recouvrèrent partout, en fait, la liberté de conscience. L'édit de 1787, sans

leur rendre ouvertement ni la pleine liberté du culte public, ni l'admissibilité à tous les emplois, leur permit de se constituer un état civil régulier, en faisant enregistrer leurs naissances, mariages et décès par les juges royaux ou par les curés, considérés comme simples officiers de l'état civil. La tolérance des autorités fit le reste et, de par la volonté personnelle de Louis XVI et de ses ministres, la grave erreur de 1685, après avoir entraîné beaucoup de souffrances et grandement déconsidéré le régime, se trouva réparée.

LE CONSEIL DU ROI. — Le Conseil reste l'organe souple et multiforme qui a été décrit et où le roi élabore mûrement ses décisions. On a bien essayé, sous la Régence, d'un système différent, multipliant les Conseils pour les faire correspondre aux principaux groupements d'affaires, les peuplant de membres de la haute noblesse et ravalant les ministres à un rôle subalterne. Mais trois années d'expérience ont suffi pour condamner la « Polysynodie » et il a fallu revenir à l'organisation mise au point par Louis XIV.

Le Conseil se subdivise toujours en quatre « séances » principales. Mais il convient d'y joindre de nombreux « bureaux » ou « commissions » à la suite du Conseil, qui se spécialisent dans certaines affaires longues à liquider, et surtout le « Conseil du commerce », parfois réduit à n'être qu'un simple « Bureau », mais qui présente cette originalité de grouper, à côté des « intendants du commerce », fonctionnaires d'élite, des « députés du commerce », délégués par les principales villes commerçantes du royaume. Ainsi se rajeunit, jusqu'à la fin du régime, la vieille tradition du gouvernement « à grand conseil » pour éclairer le roi sur ces questions si importantes et si délicates du commerce intérieur ou extérieur.

Dans tous ces Conseils ou Bureaux s'accomplit un travail acharné, attesté par le nombre et l'importance des « arrêts du Conseil » qui en sont sortis et qui ne sont pas seulement des décisions sur des questions contentieuses, mais aussi des actes du pouvoir exécutif, analogues à nos arrêtés et décrets ministériels, et parfois même de véritables lois. Il semble cependant qu'un certain nombre de ces arrêts n'étaient pas réellement délibérés en Conseil, mais revêtaient d'une autorité un peu usurpée de simples décisions d'un ministre : les Cours souveraines s'en sont plaintes à maintes reprises.

On a sans doute exagéré la paresse de Louis XV à tenir son Conseil. Il n'y eut certes pas le zèle de Louis XIV, excité par ce désir de tout connaître qui était un trait de sa nature. Il réunit cependant deux fois par semaine le Conseil d'État, où n'entrent toujours qu'un très petit nombre de grands personnages, les « ministres d'État », qui ne sont pas toujours titulaires d'un département ministériel. Mais, pour abrégier la durée du vrai Conseil, les ministres tenaient souvent entre eux des « Comités » préparatoires, sortes de Conseils de cabinet, où ils essayaient de résoudre entre eux les principales difficultés. Ce procédé, favorable aux intrigues des ministres, a sûrement faussé le jeu du régime.

Il l'a été plus encore par ce fait que le roi ne soumet pas au Conseil toutes les affaires d'importance et croit possible d'agir à l'insu ou à l'encontre de son Conseil. Ce singulier caprice d'un roi ennuyé organise une anarchie latente au centre même du gouvernement. Les séances du Conseil où s'élaboraient, sous Louis XIV, des décisions bien mûries, mais inflexibles et indiscutées, sont trop souvent, sous Louis XV, des occasions de manœuvres où les divers partis dans le ministère se portent des coups fourrés. Louis XVI revint à des pratiques plus correctes, mais son irrémédiable faiblesse ne lui permit pas de dominer le Conseil qui, sans l'action personnelle du maître, n'est plus qu'un vain palabre.

Louis XV réunit moins souvent encore, une fois par semaine tout au plus, le Conseil des dépêches et le Conseil des finances. La conséquence en est que l'autorité de fait des ministres s'accroît démesurément avec leur liberté d'action ; et, comme ils ne sont pas omniscients, on voit se multiplier, près de chaque ministre, des comités techniques composés de bons spécialistes, auxquels les affaires de chaque département sont soumises pour avis. L'action administrative s'éclaire ainsi minutieusement, non sans se ralentir un peu, mais le vice essentiel est que la coordination, autrefois réalisée au Conseil sous la volonté souveraine du monarque, n'existe plus. Il n'y a plus que des départements ministériels qui s'ignorent, s'ils ne se jaloussent.

LES MINISTRES. — Le ministère reste essentiellement composé, comme sous Louis XIV, du chancelier, des secrétaires d'État et du contrôleur général des finances. Il ne constitue pas un groupement solidaire : chacun a sa fonction déterminée et n'est responsable que devant le roi. Cependant, au XVIII^e siècle, l'institution du principal ministre retrouve un certain regain de vie ; au début du règne de Louis XV, le cardinal Dubois, le duc d'Orléans à l'expiration de ses fonctions de régent, puis le duc de Bourbon reçurent ce titre. Le car-

dinal Fleury fut premier ministre en fait. Maurepas, avec une situation à peu près équivalente, au début du règne de Louis XVI, reçut seulement le titre de chef du Conseil royal des finances, fonction qui n'avait été jusqu'à lui qu'une sinécure et dont Vergennes hérita. Loménie de Brienne fut décoré du même titre, avant de devenir officiellement principal ministre.

Le début de la Régence avait vu reflourir l'antique système des grands officiers de la couronne qui, travaillant avec le roi, avaient, dans leur domaine, la situation d'un ministre. Mais les secrétaires d'État à la marine ou à la guerre reprirent vite, sur le grand amiral et les colonels généraux, les attributions qu'ils avaient passagèrement perdues.

Seul subsista, comme sous Louis XIV, le chancelier, et encore discerne-t-on une tendance assez nette à diminuer son influence, en le flanquant d'un garde des sceaux, même lorsqu'il n'est pas en disgrâce. A la veille de la Révolution, on est revenu à la tradition; mais depuis la chute de Maupeou, la fonction est exercée par le garde des sceaux qui, pourvu d'une commission comme les autres ministres, est révocable comme eux. Le plus grand chancelier du XVIII^e siècle fut l'illustre Daguesseau qui entreprit, sous Louis XV, de beaux travaux législatifs, dans l'esprit d'un L'Hospital ou d'un Colbert. L'une des attributions de la chancellerie, la surveillance de la librairie, se développa singulièrement au XVIII^e siècle, avec l'activité de la littérature, et justifia la création d'un service spécial, la Direction de la librairie, dont Malesherbes fut longtemps titulaire et où il rendit de précieux services à ses amis les philosophes.

Les secrétaires d'État restent en principe au nombre de quatre, dirigeant les départements des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et de la Maison du roi. Le même personnage dirige parfois deux départements, et un cinquième poste fut créé éphémèrement, à la fin du règne de Louis XV, en faveur de Bertin et aux dépens surtout du contrôle général. Les attributions des divers départements se précisent et une bonne organisation d'archives assura la continuité de l'action administrative. Seules les affaires des provinces sont encore réparties entre les secrétaires d'État; mais, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la majeure partie en est confiée au secrétaire d'État de la Maison du roi, le moins occupé et le moins considéré des quatre et qui fut, pendant plus de cinquante ans, le comte de Saint-Florentin, devenu

sur le tard duc de la Vrillière. Ce cantonnement des provinces dans un département sans prestige s'explique aussi par ce fait que les trois autres départements sont occupés de plus en plus, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, par des membres de la noblesse d'épée, ayant servi aux armées ou dans la diplomatie. Le maréchal de Belle-Isle ouvrit, non sans précautions, une voie où s'engagèrent allègrement les deux Choiseul, le duc d'Aiguillon, le marquis de Ségur et bien d'autres. La fonction était bien vengée du dédain dont l'accablait Saint-Simon. Cet envahissement par la haute noblesse des fonctions ministérielles, autrefois réservées à la robe, est une manifestation de cette transformation dans un sens aristocratique du personnel dirigeant qui est l'une des caractéristiques du XVIII^e siècle.

Le département des finances prend une importance toujours plus grande, si bien qu'un Machault, un Turgot, un Necker ou un Calonne font figure de premier ministre dans l'équipe de leur temps. Cela ne tient pas seulement à la situation toujours médiocre et souvent si inquiétante des finances royales, mais aussi au développement très accentué au XVIII^e siècle de cette politique d'expansion économique si brillamment esquissée par Colbert. En même temps que s'affirme la « surintendance » du ministre des Finances pour contrôler les dépenses engagées par les autres départements, on discerne une tendance à doubler un poste qui devient écrasant pour un seul homme. Cette tendance aboutira, après 1789, à la multiplication des départements ministériels.

On ne donnerait pas une idée exacte de la haute administration au XVIII^e siècle, si l'on ne parlait que des ministres. Les attributions du gouvernement centralisé se sont à ce point développées que chaque département ministériel comporte toute une bureaucratie, avec les

deux caractères qui sont propres à cette dernière : la stabilité et l'irresponsabilité. Depuis longtemps, le contrôle général des finances possédait, dans les intendants des finances et du commerce, d'excellents chefs de service; mais les « premiers commis » dans chaque département acquièrent, eux aussi, une situation indépendante en fait et connaissent souvent mieux que leur maître, en ces temps d'instabilité ministérielle, le détail des affaires et les traditions. Ils figurent à l'Almanach royal et président déjà, selon certains mémorialistes, au rite de la signature, où le ministre expédie, sans les lire, la liasse des « affaires courantes ».

Or, c'est au moment où les ministres s'en remettent si largement à leurs premiers commis que l'opinion les rend de plus en plus responsables de la marche des affaires. Théoriquement, le roi est le seul maître et le seul responsable, puisqu'il nomme et révoque les ministres à son gré et, sous Louis XIV, la vérité juridique était aussi la vérité tout court. Mais il est de notoriété publique, sous Louis XV, que le roi laisse aller ses ministres sans être toujours persuadé de l'excellence de leurs plans, et l'impression se répand de plus en plus que la res-

ponsabilité incombe aux ministres qui le conseillent mal. L'autorité du souverain, de ce point de vue, n'est pas compromise par de simples erreurs de méthode qu'un ministre plus heureux rectifiera demain. Et ainsi les principaux corps de l'État et les personnes influentes ne croiront pas manquer de fidélité au monarque en contrecarrant des mesures qu'il ne couvre que pour la forme de son nom. Mais le danger, mille fois pire que ce faible avantage, était d'arriver insensiblement dans les entraînements de l'opposition, à méconnaître l'autorité royale, suprême ressort de la monarchie, même lorsqu'elle s'exprimait de la manière la plus solennelle, avec les affirmations les plus précises, tombées de la bouche du roi recevant les rebelles ou « séant en son lit de justice ».

Louis XV s'est vainement débattu contre cette fiction d'irresponsabilité, créée, sous couleur de respect, autour de sa personne sacrée et qui était aussi contraire que possible aux traditions de la monarchie française : il avait lui-même, par sa paresse, créé la légende du « despotisme ministériel ». Sous Louis XVI, une tactique aussi commode se trouva encore facilitée par l'indécision connue du roi qui, voulant le bien du peuple, s'en remettait successivement à un Turgot, à un Necker ou à un Calonne des méthodes à suivre pour le procurer. On en arrive ainsi insensiblement

à une situation où la question ministérielle, secondaire sous Louis XIV, prend une importance capitale, comme dans une monarchie constitutionnelle ou une république parlementaire.

Les conséquences de ce déplorable glissement d'autorité ont été très fâcheuses pour la stabilité du pouvoir. Les Cours souveraines jouent de leurs redoutables moyens d'opposition pour renverser un ministre et changer ainsi la direction générale de la politique. La question ministérielle, toujours posée, entretient l'opinion dans une curiosité surexcitée, qui tend à découvrir et, par là-même, à déconsidérer les ressorts du gouvernement. Comme les informations authentiques font défaut, on recueille toutes sortes de rumeurs, si bien que l'on a tous les inconvénients d'un régime de discussion libre, sans en avoir les avantages.

D'autre part, les ministres doivent dépenser beaucoup de temps pour défendre une situation sans cesse menacée. Lorsque Colbert avait fait sa cour au roi, il pouvait s'enfermer dans son cabinet. Au XVIII^e siècle, l'échiquier s'est bien compliqué; les ministres soucieux de durer doivent ménager les divers partis à la cour, chercher des appuis près de leurs collègues, avoir des intelligences dans les Compagnies souveraines, flatter les puissances de la littérature qui font et défont les réputations, entretenir des libellistes pour agir sur une opinion ombrageuse et versatile. Comment ces maîtres si inquiets ne s'en rapporteraient-ils pas, pour les affaires, à leurs premiers commis ?

L'ACTION POLITIQUE DES COURS SOUVERAINES.
— C'est une règle très ancienne que tout acte de la volonté royale, scellé du grand sceau, doit être enregistré par les Parlements dans le



UN PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT DE PARIS : d'Ormesson de Noyseau (1753-1794). — Gravure de la Bibliothèque Nationale.

ressort desquels il doit s'appliquer. Sous la régence du duc d'Orléans, les Parlements ont recouvré le droit d'adresser des remontrances au roi, avant l'enregistrement, s'ils estiment, en leur conscience de loyaux sujets, que l'ordonnance est contraire aux intérêts du roi et au bien de son service. Le nombre de ces remontrances n'était pas limité et la Cour pouvait en dresser tant qu'il plaisait au roi de les recevoir. Mais si le roi persiste dans sa volonté, il expédie au Parlement des « lettres de jussion » rédigées en termes impératifs, pour l'inviter à enregistrer. Si la Cour s'obstine, le roi se transporte au Palais ou la mande à Versailles; au sein de ses conseillers, « séant en son lit de justice », il fait lire l'ordonnance, prend les avis, souvent pour la forme, et donne personnellement l'ordre au greffier d'enregistrer en sa présence. Le roi ne tient de lit de justice qu'en son Parlement. S'il veut faire enregistrer un édit d'autorité à la Chambre des comptes ou à la Cour des Aides de Paris ou dans quelque Cour provinciale, il envoie un prince du sang, à Paris, le gouverneur ou son lieutenant, en province, et ce haut personnage, « porteur de ses ordres », fait enregistrer l'édit devant la Cour assemblée et muette. Ces formes ne font que traduire la doctrine monarchique : le roi accueille et même provoque les conseils de ses Cours, mais, comme il est seul responsable, le dernier mot lui appartient.

Les Cours, au XVIII^e siècle, ne l'entendent pas ainsi. Reprenant une thèse souvent soutenue aux heures critiques, elles considèrent comme une loi fondamentale de la monarchie la nécessité d'une « vérification libre » ; si l'initiative de la loi appartient au monarque, elle ne devient exécutoire que si les Cours l'enregistrent de leur propre volonté et sans pression. L'enregistrement en lit de justice ou par un « porteur d'ordres » est donc nul comme contraire aux lois fondamentales.

Les deux thèses, évidemment incompatibles, s'affrontent pendant tout le cours du XVIII^e siècle, provoquant des conflits dont le récit historique a été fait. Déterminée d'abord par la question religieuse et l'application de la bulle *Unigenitus*, l'opposition des Cours se transporte sur le terrain des finances, puis sur celui des affaires provinciales. A partir de 1760, elle devient systématique et fait appel à tous les moyens. Les Cours saisissent l'opinion publique en laissant publier leurs remontrances, documents secrets au premier chef. Elles suspendent le service judiciaire en tenant des réunions interminables, toutes Chambres assemblées. Elles remettent même leur démission collective, sous prétexte que, malmenées par le roi ou ses porteurs d'ordres, leur autorité est compromise. A partir de la même date, les diverses Cours souveraines du royaume, bâtissant un véritable roman historique, proclament leur solidarité et déclarent qu'elles constituent des « classes », séparées pour la seule commodité des justiciables, de l'antique « curia regis », et conservent indivisément tous les pouvoirs primitifs du vénérable organe. Si bien que les conflits jusqu'alors localisés s'étendent et que la moindre opposition est soutenue par une agitation générale, multipliant les

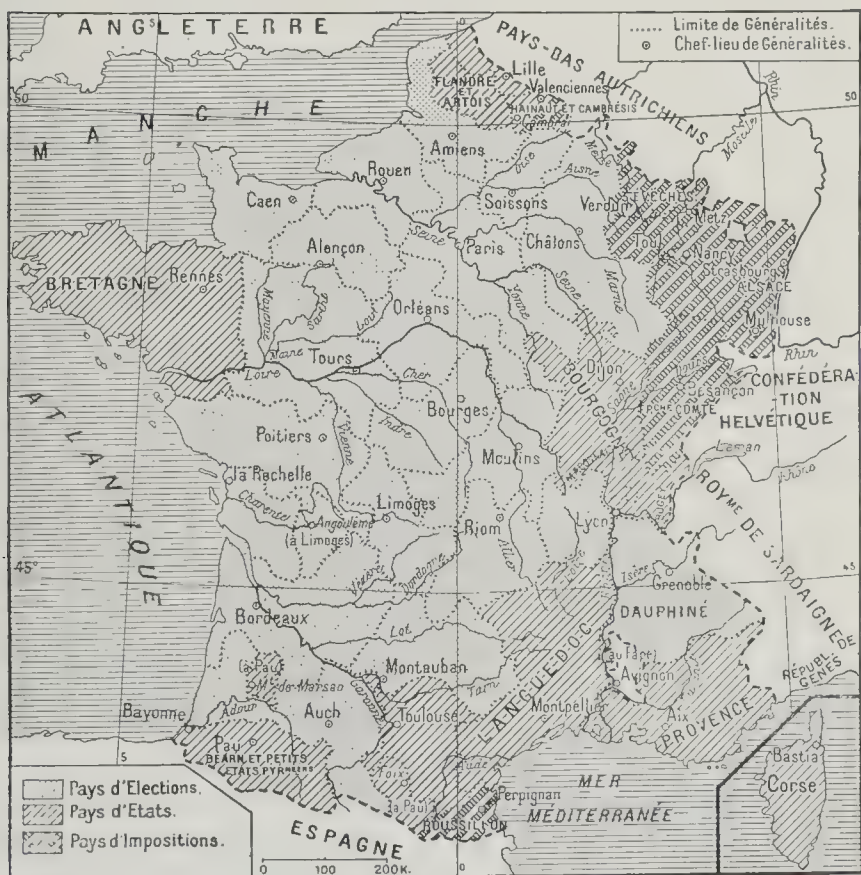
embarras du gouvernement, énervant l'administration et surexcitant tout le pays.

Le roi n'est d'ailleurs pas désarmé. Il conserve près des Cours des moyens secrets, mais efficaces, dont le premier président est le discret intermédiaire : faveurs, grâces, pensions, intimidations, querelles entre la Grand'Chambre, vieillie et comblée, et les jeunes magistrats des Requêtes ou des Enquêtes. Dans les cas extrêmes, le roi fait usage de la « voie d'autorité ». Des lettres de cachet exilent quelques conseillers et parfois la Cour tout entière. Pendant la première moitié du XVIII^e siècle, les Cours n'osèrent pas ouvertement critiquer cette pratique. Mais, peu à peu, elles tirèrent de la vénalité des offices la notion bien différente de l'inviolabilité de la magistrature et qualifièrent de « voies de l'absolutisme » les lettres lancées contre les magistrats.

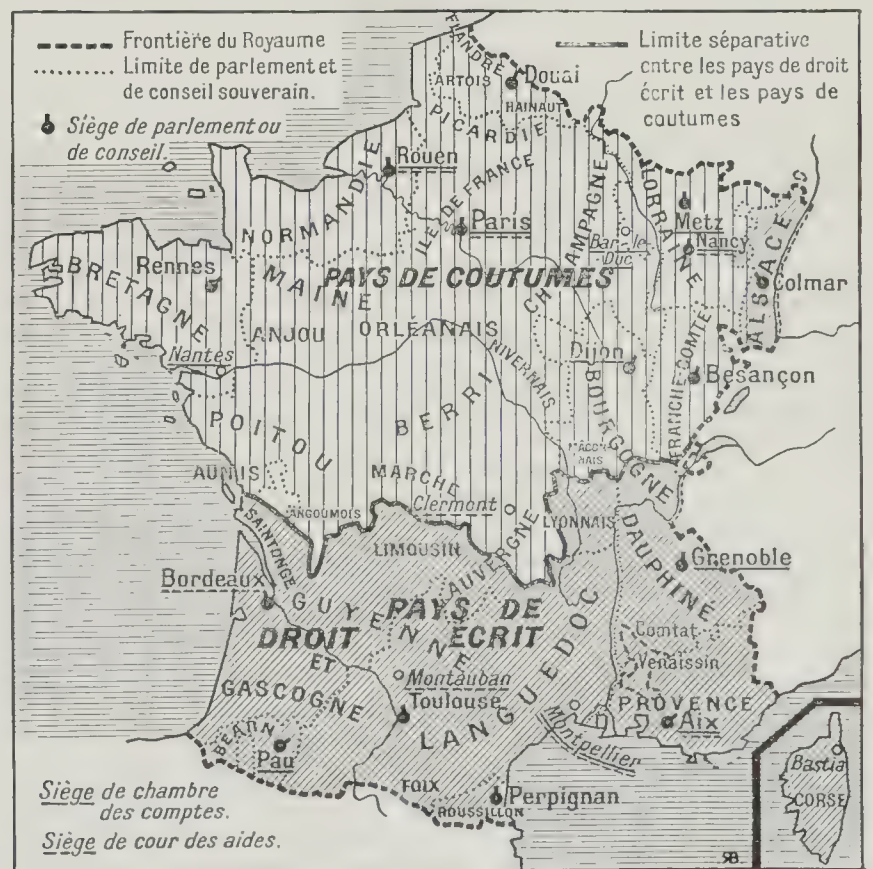
De même, en précisant peu à peu le concept idéal de la loi à laquelle le roi lui-même était soumis et en définissant les droits de la nation, dont le roi n'était que l'officier, elles adoptèrent le langage même des philosophes et ruinèrent le concept traditionnel, qui assimilait la loi à la volonté du monarque et les intérêts de la nation à ceux du roi. Il était aisé de conclure de ces doctrines à la nécessité de convoquer les États généraux, comme défenseurs nés des droits de la nation, puisque les Cours n'avaient pu faire accepter l'idée qu'elles parlaient en son nom. Et ainsi, les Cours souveraines, qui ne pouvaient subsister que dans les cadres de la monarchie traditionnelle, en vinrent, par une tragique inconséquence, à fournir des armes à ceux qui rêvaient d'un tout autre régime et qui causerait sûrement leur mort.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE. — Le rôle politique des Cours souveraines est à ce point prépondérant au XVIII^e siècle qu'il laisse un peu au second plan les fonctions de justice déléguée qu'elles exercent. A cet égard, aucune réforme profonde n'a été effectuée, puisque les réformes de Maupeou et de Lamoignon ont été sans lendemain. La vénalité existe dans tous les Parlements, sauf dans celui de Metz, et dans la plupart des « Conseils souverains », créés pour en tenir lieu dans les provinces récemment annexées. On n'a même pas réussi, malgré de nombreux essais, à diminuer le nombre des officiers devenu surabondant, alors que le nombre des procès est en chute constante. Les Cours souveraines constituent des organes encombrants que leur besoin propre de juges n'occupe pas assez et qui cèdent aux entraînements de la politique.

Elles tendent nettement, au XVIII^e siècle, à devenir exclusives et fermées; l'accès en est difficile aux hommes nouveaux qui n'appartiennent pas aux familles de robe, et certains Parlements vont jusqu'à exiger par leur règlement intérieur plusieurs générations de noblesse personnelle. Les avocats qui, au XVI^e siècle, y terminaient si souvent une brillante carrière n'y parviennent plus. Un tel recrutement n'augmente pas la valeur professionnelle de ces corps. Ils vivent sur leur réputation, mais la magistrature du XVIII^e siècle ne vaut, ni intellectuellement, ni moralement, celle de l'âge précédent. Ses membres ont



LA FRANCE ADMINISTRATIVE EN 1789.



LA FRANCE JUDICIAIRE EN 1789.

trop souvent perdu les habitudes de vie sérieuse et réservée qui étaient dans ses traditions et en imposaient aux justiciables ; ils ont pris peu à peu les habitudes frivoles de la caste noble à laquelle ils appartiennent. La situation n'a plus le même prestige qu'autrefois, malgré l'influence politique croissante des Cours souveraines : on s'en aperçoit à une baisse très marquée de la valeur des charges, due aussi à un recrutement trop étroit.

Au-dessous des Parlements, la justice royale ordinaire est administrée, comme au XVII^e siècle, par les bailliages et sénéchaussées dont les plus importants ont été érigés en sièges présidiaux. Un édit de 1749 supprima les juridictions royales inférieures (prévôts, vicomtes, vigueries) dans les villes où existait déjà un bailliage ou une sénéchaussée, mais elles subsistèrent ailleurs. Parmi les juridictions extraordinaires, les prévôts des maréchaux jugent sommairement les vagabonds et gens sans aveu, les Amirautes connaissent du commerce maritime et les juridictions consulaires, composées de marchands, expédient sans forme de procès les contestations commerciales.

À côté des justices royales, subsistent toujours les justices seigneuriales, très nombreuses dans certaines provinces et dont seules les plus importantes sont régulièrement et convenablement tenues ; quelques-unes dans les grandes villes ont été rachetées par le roi pour la commodité des justiciables. Les juridictions ecclésiastiques (officialités) ont été pratiquement annihilées par l'usage systématique de l'appel comme d'abus. Les juridictions municipales ne sont plus que des tribunaux de police ; et les juridictions corporatives, ancêtres de nos conseils de prud'hommes, règlent les différends qui s'élèvent à l'intérieur de la corporation.

L'ADMINISTRATION PROVINCIALE. — Les cadres sont restés les mêmes qu'au XVII^e siècle. Les gouverneurs représentent toujours, dans leur gouvernement, la personne même du roi et sont accrédités près du Parlement par une commission enregistrée. Leurs attributions essentielles sont d'ordre militaire. Ils laissent aux intendants le détail des affaires administratives, mais s'occupent des questions de personnes qui sont importantes. Dans les pays d'États, ils jouent un rôle de premier plan et interviennent partout dans le recrutement des municipalités ; on a récemment attiré l'attention sur leur activité lors des querelles parlementaires et de la réforme de Maupeou. Ils ne conservent plus la moindre trace de leur ancien esprit d'indépendance et les Cours souveraines, retrouvant les vieilles rancunes de la robe contre l'épée, ont âprement dénoncé dans les commandants en chef les plus ardents instruments du despotisme ministériel.

Les gouverneurs et leurs représentants sont toujours recrutés dans la plus haute noblesse et leurs fonctions sont de plus en plus considérées comme une fin de carrière pour les militaires les plus méritants ou les mieux appuyés. Une ordonnance de 1776 distribue en deux classes la quarantaine de gouvernements qui existaient alors. La première classe, valant 60 000 livres d'appointements, était réservée aux princes du sang et aux maréchaux de France ; la seconde classe, valant 30 000 livres, était pour les lieutenants généraux des armées. Les lieutenances générales et particulières récompensaient les officiers d'un grade moins élevé mis à la retraite.

LES INTENDANTS. — L'intendant est toujours un commissaire du Conseil dont les prérogatives, déterminées par les clauses d'une commission non soumise à enregistrement, peuvent être étendues par des arrêts d'attribution. Il dirige d'ordinaire une « généralité », c'est-à-dire la circonscription où s'exerce l'autorité du Bureau des finances, mais le prestige de ce vieil organe est à ce point diminué qu'on parle plus souvent, dans la langue courante, d'intendance que de généralité. L'intendant est nommé par le roi, en Conseil, et choisi presque toujours parmi les maîtres des requêtes. Les sujets bien en cour obtiennent très jeunes une intendance, et Necker leur reproche, un peu sévèrement, de n'avoir pas toujours acquis une formation administrative suffisante dans les bureaux du Conseil des parties, trop spécialisés dans les questions purement juridiques. Il n'apparaît pas cependant que, dans l'ensemble, la valeur des intendants ait fléchi.

Ils portent dans la plupart des provinces le poids de l'administration. Presque toujours riches, appartenant à de bonnes familles de robe et parfois même à la noblesse militaire, ayant des appuis à la cour et au ministère, en relations étroites avec le gouverneur et ses lieutenants, le haut clergé et la noblesse provinciale, ils jouissent d'une indépendance de fait et d'une liberté de langage qui surprennent ceux qui se font une idée à priori de l'absolutisme de l'ancien régime. Acceptés désormais dans les cadres normaux, respectés par les corps subalternes qui leur fournissent leurs subdélégués ou leurs commissaires, ménageant d'ailleurs les Cours souveraines qui leur gardent rancune, leurs pouvoirs sont extrêmement étendus et ils peuvent beaucoup pour le bien de leur généralité.

L'exemple de Turgot dans le Limousin est le plus probant et le plus connu ; mais on pourrait en citer bien d'autres : Tourny à Bordeaux, de Blossac à Poitiers, du Cluzel à Tours, qui ont consacré presque toute leur vie administrative à la même généralité et y ont laissé des souvenirs qui n'ont pas encore disparu.

Les intendants du XVIII^e siècle ne sont plus ces batailleurs qui, sous Richelieu et sous Louis XIV, recréèrent l'ordre monarchique ; l'autorité royale n'est plus discutée dans les provinces, si ce n'est par les Cours souveraines qu'ils ne sont guère en disposition d'affronter. Ils sont devenus les agents dévoués d'une administration progressive qui a formé le plan d'améliorer, sans rompre trop brusquement avec la tradition. Et ce rôle les flatte davantage que la besogne de haute police qui s'était imposée à leurs prédécesseurs. C'est que, eux aussi, ont été touchés par les idées philanthropiques du siècle des lumières ; eux aussi, surtout sous Louis XVI, sont les apôtres de la raison, jusqu'à considérer comme archaïques certaines prérogatives de leur charge. Ils aiment mieux convaincre qu'imposer.

C'est encore un paradoxe, qu'en cette fin de l'ancien régime on les ait dénoncés à l'hostilité des contribuables, comme les valets du despotisme ministériel, au moment où les idées du siècle les ont gagnés et où ils prennent à cœur, dans un entraînement de bienfaisance, le soulagement des plus pauvres. Les tenaces rancunes des Cours souveraines ont joué, dans la propagation de cette calomnie, un rôle prépondérant. En réalité, les intendants ont exercé des attributions pratiquement illimitées avec une extrême modération et, loin d'avoir été les aveugles serviteurs des ministres, ils les ont renseignés utilement sur l'état réel de leur circonscription et ont adouci autant que possible la répercussion des mesures qu'imposait la situation générale. Les troubles qui ont marqué la fin de l'ancien régime et les débuts de la Révolution auraient été moins graves si le prestige moral des intendants, plus encore que leur autorité de fait, n'avait été diminué par les attaques surnoises des Cours et par les réformes survenues dans l'administration provinciale.

ÉTATS PROVINCIAUX ET ASSEMBLÉES PROVINCIALES. — Les pays d'États, dont les principaux étaient le Languedoc, la Bretagne, la Bourgogne, l'Artois et la Provence, ont gardé leurs États provinciaux, convoqués périodiquement par le roi et tenus par ses commissaires. Leur attribution fondamentale est de voter un « don gratuit », représentatif des anciens impôts levés dans les pays d'élection, et de consentir aux impôts nouveaux établis dans tout le royaume. Certains d'entre eux, et notamment ceux de Bretagne, ont été beaucoup moins souples qu'ils ne l'avaient été sous Louis XIV. Leur résistance, souvent appuyée par le Parlement provincial, a obligé le roi à des concessions qui ont accru l'autonomie administrative des pays d'États.

Les impôts nouveaux, malgré quelques tentatives de réaction, comme celle de Machault d'Arnouville, ont été le plus souvent aboués et à un chiffre avantageux. La province en assume l'administration et cette besogne nouvelle nécessite un organe représentant les États pendant l'intervalle des sessions et leur rendant compte. Le type de ces organes est la « Commission intermédiaire » de Bretagne, à laquelle le roi a délégué des pouvoirs étendus d'administration et de contentieux. Ils ménagent autant que possible les contribuables de la province. Ils s'occupent aussi des travaux publics, de l'administration économique, de la charité, selon les directives des États et en collaborant correctement avec l'intendant.

Cette décentralisation modérée a beaucoup fait pour intéresser les classes influentes à la besogne administrative et pour les retenir dans le pays. Sans doute, les députés aux États provinciaux, désignés selon des procédés vieillissants, ne représentent pas d'une manière satisfaisante tous les intérêts en cause et cela provoquera des conflits graves à la veille de la Révolution. Mais les classes dirigeantes qui y dominent, sans négliger leurs privilèges, sont animées d'un certain esprit de patronage, bien dans la tradition de notre ancienne société et qui vaut aux États une sérieuse popularité locale. Et il est de fait que les pays d'États sont mieux administrés et plus prospères que les pays d'élection.

Cette constatation déjà faite, nous le savons, à la fin du règne de Louis XIV, avait conduit l'école aristocratique de Saint-Simon et de Fénelon à des vœux de réforme. Ces idées traversèrent, sans se prescrire, la première moitié du XVIII^e siècle. Reprises par les physiocrates dans un esprit bien différent, elles déterminèrent Necker à expérimenter, dans quelques pays d'élection, des « Assemblées provinciales » n'ayant que des attributions administratives, sans la prérogative politique d'octroyer les impôts. Ces assemblées furent généralisées par Calonne et Brienne, trop tardivement pour faire leurs preuves avant la Révolution. Le point délicat était de répartir la besogne entre les Assemblées et les intendants, sans décourager ceux-ci, ni désarmer le

pouvoir central. On n'y réussit pas parfaitement ; mais les Commissions intermédiaires de ces Assemblées, calquées d'ailleurs sur celles des États provinciaux, fournirent un type d'administration collective qui a conduit aux directoires de départements du début de la Révolution.

L'ADMINISTRATION MUNICIPALE. — Pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle, le roi, pressé par le besoin d'argent, a continué à vendre les plus importantes fonctions municipales. La vénalité n'a fait d'ailleurs que consolider juridiquement, dans certaines familles riches, les charges qu'un régime oligarchique d'élection leur réservait en fait depuis longtemps déjà. Elle n'a donc pas modifié le jeu des institutions urbaines, mais elle a achevé de tuer le peu qui subsistait de l'ancien esprit municipal. Il n'en reste qu'un vif esprit de contention entre les différents corps ou corporations influents dans la ville et dont on retrouve tant de traits dans les cahiers de 1789.

Le petit peuple des villes ne s'intéresse plus à ces querelles entre ses maîtres autour des constitutions municipales, réglées ou revisées par arrêts du Conseil dans un sens nettement aristocratique. Il lui suffit d'être protégé contre les concussions ou les impositions excessives par la tutelle de l'intendant. L'édit de 1765 finit cependant par rendre au corps municipal, sinon le droit d'élire le maire, du moins celui de présenter au roi trois candidats entre lesquels il choisissait sur le rapport du gouverneur et de l'intendant.

Dans les paroisses de campagne, l'organisation a été longtemps plus rudimentaire. Tous les pouvoirs appartiennent en principe à l'assemblée générale des habitants. Les marguilliers ou trésoriers qu'elle délègue à titre permanent ne sont compétents que pour l'administration temporelle de l'église et du cimetière. Pour les affaires civiles, le « général de la paroisse » peut désigner un syndic et cette institution se généralise au XVIII^e siècle, en raison de la complexité croissante de l'administration royale, complexité qui rendait nécessaire la collaboration permanente d'un agent local.

Le désir de recruter les Assemblées provinciales au sein d'assemblées subordonnées et « élémentaires les unes des autres », selon les idées physiocratiques, détermina l'édit de juin 1787, qui instituait, dans toutes les paroisses qui n'avaient pas de municipalités, un corps municipal dont le seigneur et le curé étaient membres de droit et qui était désigné pour le surplus par l'assemblée des contribuables les plus imposés. Le général, recruté plus démocratiquement, gardait d'ailleurs ses attributions essentielles. Les nouvelles municipalités s'organisaient çà et là lorsque survint la Révolution.

LE SYSTÈME FISCAL. — L'ancien régime n'a jamais connu le budget au sens moderne, régulateur rigide, en principe, des recettes et des dépenses, et base du contrôle financier. Sans doute, le Conseil des finances approuve chaque année l'« État général des finances », sorte d'état de prévision préparé dans les bureaux du contrôle général d'après les résultats des exercices antérieurs, relatés dans les « États au vrai » établis par les comptables. Mais l'État général fournissait tout au plus un cadre approximatif. Le roi n'était nullement obligé de se tenir dans la limite des dépenses prévues ; il n'était même pas astreint de viser dans ses ordonnancements tel chapitre de l'État général. Il pouvait toujours engager une dépense nouvelle et la dissimuler, s'il le jugeait bon, sous le voile des « acquits au comptant », imaginés d'abord pour cacher les mouvements des « fonds secrets », puis multipliés abusivement, à la fin de l'ancien régime, pour couvrir les prodigalités du roi et de la cour. Ces « acquits » libéraient les comptables, et la Chambre des comptes ne pouvait que le constater. C'était au contrôleur général à faire face à ces dépenses nouvelles par des moyens de trésorerie.

Le roi pouvait également accroître les recettes prévues à l'État général. Le « brevet de la taille », simple arrêt du Conseil, fixait chaque année le montant de la taille, en principal et accessoire, et c'est à partir de Necker seulement qu'il ne fut plus possible de l'élever sans lettres patentes soumises à l'enregistrement. Les autres impôts étaient levés de même en vertu d'un simple arrêt du Conseil. Cependant, on ne pouvait créer de nouveaux impôts, accroître les impôts existants ou émettre un emprunt sans un édit vérifié aux Cours souveraines et, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, cette nécessité reconnue donna une arme très puissante à l'opposition parlementaire.

IMPOTS DIRECTS. — La taille reste l'impôt le plus important ; elle croît doucement pendant tout le XVIII^e siècle et ne se stabilise guère que sous le règne de Louis XVI. La taille réelle subsiste toujours dans quelques régions favorisées du Midi, mais des améliorations sérieuses ont été apportées à la taille personnelle elle-même, au moins dans certaines généralités.

La taille « tarifée » ou proportionnelle cherche à atteindre propor-

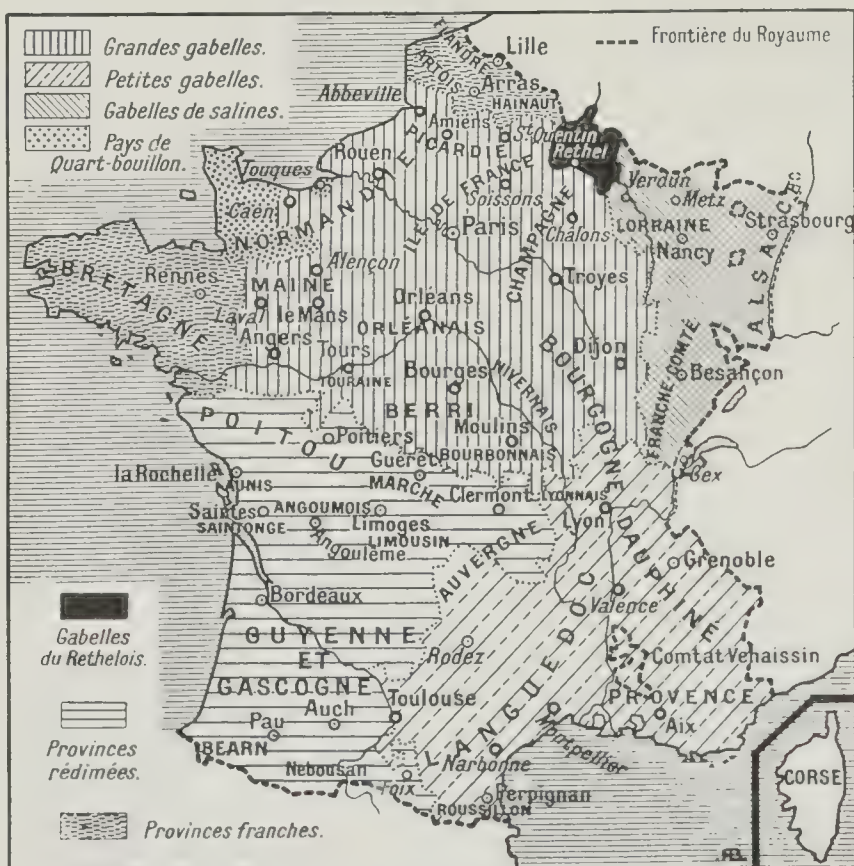
tionnellement les diverses catégories de revenus. A défaut d'un vrai cadastre, trop coûteux, on procède à l'arpentage des terres et à leur classification selon leur productivité probable. Un « tarif » approprié était appliqué, avec le concours des habitants, par un commissaire chargé par l'intendant de la confection des rôles. Les Bertier de Sauvigny, père et fils, qui se succédèrent à l'intendance de Paris, y introduisirent un système particulièrement ingénieux.

En chargeant les propriétaires et les exploitants de biens-fonds, on s'appliqua en même temps à diminuer la taille dite d'industrie qui frappait manœuvres et journaliers. On chercha aussi à réduire les privilèges de certains officiers. Turgot allégea les poursuites en supprimant dans la plupart des cas la solidarité de la paroisse. Mais, par crainte des Cours souveraines, on n'osa pas toucher au contentieux de la taille qui appartenait au Bureau d'élection en premier ressort et et à la Cour des Aides en appel.

On leur imposa du moins la procédure expéditive et sans frais que suivaient les intendants. Les procès en matière de taille disparaissent d'ailleurs presque complètement, ce qui prouve qu'une administration plus régulière a raréfié les abus d'influence. Sans doute, la taille reste viciée, dans sa base même, par la notion de privilège, mais un progrès sérieux a été réalisé au XVIII^e siècle et l'on ne saurait reproduire contre elle, à la veille de la Révolution, des critiques valables pour le temps de Mazarin.

L'intendant administre seul, avec les autorités locales, la capitation, impôt de guerre devenu permanent depuis 1701. Dans les pays de taille personnelle, on l'ajoute tout simplement au principal de la taille dont elle épouse ainsi tous les défauts. Par ailleurs, on suit des règles fort complexes, avec tendances à rectifier par elle les injustices de la taille. Ainsi on en dispense les petits taillables et par contre, à partir de 1760, on double la capitation des non-taillables et l'on tripla même celle des gens de finances. Dans les villes, d'ordinaire affranchies de la taille, on cherche à la baser sur les signes extérieurs de la richesse et le système de Paris a inspiré le législateur révolutionnaire pour les détails de sa contribution mobilière.

L'impôt le plus au point au XVIII^e siècle est l'impôt sur les revenus, qualifié de « vingtième » à partir de 1749, mais dont la quotité a sans cesse varié. Il atteint en principe tous les revenus nets, sauf les bénéfices de l'exploitation agricole et les salaires de l'ouvrier ou de l'artisan, suffisamment frappés par la taille. Le vingtième des revenus mobiliers taxe les pensions, les créances hypothécaires, les rentes constituées ; les gages des officiers et les gains des professions libérales sont passibles du vingtième des offices et droits, tandis que le vingtième d'industrie frappe les revenus du commerce et des industries sans assiette territoriale. La cédula la plus importante est le vingtième des biens-fonds qui atteint les revenus des propriétés bâties et non bâties, les droits assimilés, les produits des forges et des moulins. On apporta à son assiette une attention particulière. Des déclarations étaient demandées aux propriétaires et vérifiées, sous l'autorité de l'intendant,



LA FRANCE EN 1789 : LES GABELLES.



COSTUMES MILITAIRES FRANÇAIS SOUS LOUIS XVI. — Cette scène représente la prise de possession du Sénégal par Vaudreuil (1778). — Gravure de N. Ponce, d'après le dessin de William. — Bibl. Nat.

par un personnel de contrôleurs et de directeurs des vingtièmes, dont les opérations se développèrent surtout après 1750, malgré l'opposition acharnée des Cours souveraines. Ces techniciens réussirent à accroître régulièrement la productivité de l'impôt, malgré l'extrême modération à l'égard des privilégiés qu'imposait la situation politique. Les règlements élaborés à leur usage, les traditions qu'ils consacrèrent, combinés avec les mesures analogues prises pour la levée de la taille proportionnelle, conduisirent aux principes adoptés pour l'impôt foncier de la Révolution.

Il faut rapprocher de ces impôts, outre l'« ustensile », levé automatiquement en temps de guerre, la charge résultant de la « corvée des grands chemins ». La corvée, dont les précédents sont anciens, devint brusquement très lourde, au XVIII^e siècle, pour l'exécution et l'entretien d'un vaste réseau routier, qui améliora d'ailleurs beaucoup la situation économique du pays. Les corvéables travaillaient de leurs bras avec leurs attelages aux travaux de terrassement, d'extraction et de transport des cailloux, sous la surveillance technique des ingénieurs, qui faisaient faire à l'entreprise les travaux d'art. Outre bien des difficultés d'organisation, la corvée avait un vice dirimant, l'inégalité ; elle n'était imposée qu'aux taillables, bien que la route intéressât tous les propriétaires, privilégiés ou non. Certains intendants essayèrent de transformer la corvée en nature en une contribution en argent. Mais l'incidence de cette contribution variait selon qu'elle était annexée à la taille, à la capitation ou au vingtième des biens-fonds. Turgot, qui voulut imposer le dernier procédé en 1776, provoqua une réaction violente des privilégiés. On dut, après lui, chercher des combinaisons moins équitables, mais la conversion en argent soulagea à ce point les paysans que, en 1787, la corvée en nature fut définitivement supprimée.

IMPOTS INDIRECTS. — Le régime des traites (droits de douane) reste jusqu'à la Révolution très compliqué. Une réforme profonde, étudiée à partir de 1767 et tendant à l'unification douanière du pays, se heurta à l'opposition des provinces « à l'instar de l'étranger effectif » qui voulaient conserver leur situation. Les droits d'aides, fortement majorés au XVIII^e siècle, donnèrent un produit croissant qui atteste le développement du bien-être général. Turgot se borna à alléger les droits qui portaient sur des denrées de première nécessité, sans donner dans la chimère de l'impôt unique, cher aux physiocrates comme à tant de doctrinaires.

La gabelle ne fut pas davantage réformée, malgré les plaintes qu'elle soulevait ; l'impôt était à ce point détesté que les populations favorisaient les contrebandiers, vainement pourchassés par des armées d'agents et par les Commissions extraordinaires, et auréolaient de légendes un vulgaire bandit

comme Mandrin. Sous Louis XVI, la gabelle était condamnée dans l'esprit public, mais, pour la supprimer sans déficit, il eût fallu doubler le principal de la taille ! Tous les projets étudiés butèrent à la difficulté fondamentale de ramener à un régime modéré, mais uniforme, des provinces habituées à leurs privilèges. Les fatalités historiques, qui avaient fait la France d'une mosaïque de pays attachés à leurs usages, réduisaient l'ancien régime à l'impuissance de mieux faire.

Il faut en tenir compte, à sa décharge, et constater que, là où il était libre d'innover, il a su forger des instruments satisfaisants. Il en est ainsi des droits domaniaux : insinuation, contrôle, centième, denier, etc., ancêtres de nos droits d'enregistrement, dont certains remontaient au XVI^e siècle, et qui furent mis au point en 1722. Les principes qui présidaient à leur perception, en les rattachant adroitement à quelque avantage de droit privé, furent établis avec soin et leur produit augmenta sans cesse, sans soulever de graves protestations.

On en peut dire autant de l'impôt sur le timbre (formule) et du monopole du tabac.

En principe, alors que les impôts directs sont perçus en régie, la perception des impôts indirects a été assurée, sauf en temps de crise, par la Ferme générale, dont le milieu du XVIII^e siècle marque l'apogée. La Ferme est une puissante société de capitalistes qui groupe, selon les époques, quarante ou soixante fermiers généraux, qui cautionnent l'unique signataire du bail « des droits du roi ». Les fermiers généraux versent un gros cautionnement et font au Trésor, en compte courant, des avances jusqu'à un chiffre déterminé. Ils sont contraints en fait d'admettre des intéressés dans les bénéfices (croupiers, participants) et de verser des pots de vin d'ailleurs connus. Ils tiennent compte de ces charges dans leur soumission. Par ailleurs, la Ferme est administrée comme une société de capitalistes avec des méthodes souples et, malgré des déclamations faciles, une suffisante honnêteté. Ses gains, quoique élevés, n'étaient pas excessifs et beaucoup de fermiers généraux étaient des travailleurs et des gens expérimentés. La Ferme n'en constituait pas moins, dans l'État, une puissance redoutable, dont le roi se serait volontiers affranchi si, à une époque où le crédit de l'État était médiocre, elle n'avait été un intermédiaire indispensable entre le public et le Trésor.

Des efforts furent d'ailleurs faits, sous Louis XVI, pour diminuer ses profits par des combinaisons tendant à la convertir peu à peu en régie intéressée. D'autre part, certaines catégories de droits du roi, dont la perception était bien au point, furent enlevées à la Ferme et mises en régie. Les régisseurs étaient intéressés à une bonne gestion, mais le profit net revenait au roi. C'est ainsi que Turgot organisa une régie des domaines et Necker une régie des aides qui donnèrent d'excellents résultats. Mais il eût été dangereux de brusquer l'évolution qui devait conduire au régime moderne : le présomptueux d'Ormesson en fit en 1783 la cruelle expérience.

L'ARMÉE. — L'armée comprend d'abord les troupes d'apparat de la Maison du roi, recrutées presque exclusivement parmi les gentilshommes et coûtant fort cher. En 1775, le comte de Saint-Germain y fit des retranchements, encore accentués en 1787. L'armée de ligne est composée d'une centaine de régiments d'infanterie et de plus de cinquante régiments de cavalerie et de dragons ; l'artillerie, réorganisée par Gribeauval, est répartie en sept régiments avec des compagnies d'ouvriers et de mineurs ; le corps du génie et le corps de l'état-major ne comportent que des officiers. L'engagement volontaire est toujours la base du recrutement de l'armée et une réglementation minutieuse entrave autant que possible les abus du racolage.

Les milices « provinciales » et « garde-côtes », troupes territoriales, ne participent pas normalement aux opérations actives en temps de guerre. Les miliciens, astreints seulement à de brèves périodes d'instruction, sont recrutés par voie de tirage au sort parmi les jeunes gens physiquement aptes ; mais les classes les plus distinguées sont dispensées de la milice et l'intendant établit les listes en tenant compte des besoins de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. La charge de la milice, quoique très atténuée à la fin de l'ancien régime, reste extrêmement redoutée, surtout dans les campagnes.



UN LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES NAVALES : le comte de Guichen (1712-1790). — Gravure populaire du XVIII^e siècle. — Bibl. Nat.

L'armée, brave, bien exercée, a souffert au XVIII^e siècle de graves vices dans sa constitution interne. La vénalité des grades n'existe plus, en principe, que pour celui de colonel. Mais les colonels, pour retrouver leur finance, vendent parfois les grades subalternes. Et l'insuffisance des retraites amena insensiblement les vieux officiers à exiger, pour se retirer, une somme d'argent. Ces « concordats » engendrèrent une sorte de vénalité de fait, car les régiments, pour y faire face, exigeaient des nouveaux officiers des sommes parfois élevées. D'Argenson et le maréchal de Belle-Isle réagirent contre ces vilains trafics qui corrompaient la discipline et irritaient la noblesse pauvre. Mais ils furent lents à disparaître. Le comte de Saint-Germain prit, en 1776, une mesure radicale en décidant qu'à chaque mutation les offices militaires encore vénaux perdraient un quart de leur valeur. En 1789, la vénalité avait disparu dans la plupart des régiments d'infanterie.

Saint-Germain supprima aussi le scandale des « colonels à la brette » en exigeant, pour le grade de colonel, au moins quatorze ans de service. Mais il ne put entièrement remédier, ni à l'absentéisme qui sévissait parmi les officiers appartenant à la noblesse de cour, ni à la profusion des officiers généraux créés, sans utilité militaire, sous la pression des mêmes milieux. Ces abus mécontentèrent gravement la noblesse provinciale qui partageait avec les officiers de fortune toutes les charges du métier, alors que les hauts grades étaient réservés aux « seigneurs ».

Mais les mesures prises contre les roturiers furent plus maladroites encore. L'accès d'emblée au grade d'officier était réservé, en principe, à la noblesse qui s'y préparait dans les écoles de cadets-gentilshommes, réservées aux gentilshommes pauvres et dont l'École militaire réalisa un exemplaire trop luxueux.

Les roturiers, entrés dans le rang, devenus bas officiers, pouvaient être nommés officiers : certains « officiers de fortune », comme Chevert, Gribeauval, Bourcet, sont parvenus aux plus hauts grades à force de bravoure et de science. D'autre part, à la faveur des longues guerres, dans la première moitié du XVIII^e siècle, nombre de jeunes bourgeois « vivant noblement » reçurent d'emblée l'épaulette, comme les nobles d'extraction. Et même un édit de 1750, dû à d'Argenson, créa, au profit des officiers roturiers, un anoblissement automatique et transmissible, sous certaines conditions, à leurs héritiers. L'antique lien entre la vocation militaire et la noblesse était ainsi consacré.

Mais, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, une réaction se produisit, sous la pression de la noblesse d'origine en quête de moyens de subsister. Le maréchal de Belle-Isle, dès 1758, réagit contre les tolérances anciennes, et le célèbre règlement du 22 mai 1781, arrêté en Conseil malgré le marquis de Ségur, alors ministre de la Guerre, exigea, pour être nommé sous-lieutenant d'emblée, quatre générations de noblesse prouvées devant le généalogiste du roi. Dans la marine, où depuis longtemps régnait un vif antagonisme entre les officiers rouges et les officiers bleus, une réaction analogue se produisit.

La bourgeoisie vivant noblement se vit ainsi pratiquement fermer l'accès à la noblesse militaire que lui avait ouvert l'édit de 1750. Elle en fut très humiliée et ces distinctions si fâcheusement accentuées par les règlements entre les officiers de diverses provenances créèrent dans l'armée, à la veille de la Révolution, un redoutable malaise.

INSTRUCTION ET ASSISTANCE PUBLIQUE. — L'enseignement supérieur est toujours distribué, selon la tradition du Moyen âge, dans les Universités, grands corps autonomes et privilégiés dont les ressources proviennent de libéralités et des droits versés par les étudiants. Organisées démocratiquement, avec une certaine participation des étudiants divisés en « nations », les Universités acceptent la protection du roi et du clergé, mais gardent leur indépendance. Le roi s'efforce cependant de remédier aux abus les plus notoires dans la collation des grades et aux tendances routinières de l'enseignement, en créant des « professeurs royaux » que les docteurs-régents accueillent avec méfiance.

Chaque Université comporte plusieurs Facultés : Faculté de théologie, Faculté de droit, Faculté de médecine, qui ne sont accessibles qu'aux étudiants ayant pris leurs grades à la Faculté des arts ; l'enseignement de la Faculté des arts, qui est donné dans les « collèges », se rapproche de notre enseignement secondaire actuel. Par une heureuse décentralisation, de nombreux collèges furent créés dans les villes importantes, avec la collaboration des municipalités, par des religieux, surtout les oratoriens et les jésuites ; ces collèges étaient rattachés à la Faculté des arts de l'Université la plus voisine. La dissolution de la Société des jésuites détermina pour beaucoup de ces collèges une crise sérieuse. Les Parlements essayèrent d'y remédier en renforçant l'influence des laïques dans leurs « bureaux d'administration » et en modernisant les plans d'études, presque uniquement fondés, surtout chez les jésuites, sur les humanités classiques.

Beaucoup de ces collèges ne purent cependant recouvrer leur ancienne prospérité.

L'enseignement primaire était donné dans les « petites écoles », qui étaient à la charge de la paroisse et sous la surveillance directe du clergé. Les évêques se sont appliqués, au XVIII^e siècle, à les multiplier et elles étaient beaucoup plus répandues qu'on ne l'a cru pendant longtemps. Le clergé fut aidé par de modestes congrégations consacrées à l'éducation populaire, notamment les Frères de la Doctrine chrétienne, fondés par Jean-Baptiste de la Salle, et appelés Ignorantins parce qu'ils négligeaient le latin de parti pris, et les Ursulines, qui se vouèrent aussi, avec succès, à l'enseignement des filles de la petite bourgeoisie. Tandis que ces efforts, inspirés avant tout par l'esprit religieux, se développaient lentement, les philosophes et les parlementaires, en marquant parfois de l'aversion pour l'instruction du peuple, propageaient l'idée que l'éducation de la jeunesse est avant tout un service public.

La même notion se fit jour dans le domaine, plus vaste encore, de l'assistance. Depuis le XVI^e siècle, au moins, le pouvoir royal intervenait en ces matières qui avaient été, au Moyen âge, du ressort exclusif du clergé. Il cherchait à la fois à contrôler la gestion des établissements charitables de fondation privée et à combler les lacunes qui subsistaient dans l'organisation traditionnelle. Les juges royaux et les représentants des municipalités pénétrèrent en grand nombre dans les bureaux de direction de ces établissements, sans d'ailleurs éliminer le clergé ; des ressources nouvelles furent créées, notamment la taxe des pauvres, et l'on s'efforça de coordonner les efforts en instituant des hôpitaux généraux et des « bureaux des pauvres », au moins dans les grandes villes. Le roi ne fit guère, au XVIII^e siècle, que persévérer dans cette politique en essayant de préciser et de faire appliquer les règlements.

En principe, chaque paroisse a la charge de ses pauvres domiciliés et de ses enfants trouvés, sauf recours parfois contre le seigneur haut justicier. Le vagabondage et la mendicité, au moins pour les valides, sont considérés comme des délits. Tous ceux qui le peuvent doivent travailler et de multiples « ateliers de charité » furent créés, surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, pour pratiquer l'assistance par le travail. Les valides qui s'obstinent à mendier sont renfermés dans les dépôts de mendicité et astreints au travail. Seuls les mendiants invalides sont assistés dans les hospices. Les hôpitaux sont réservés aux malades. Dans les campagnes, on distribue des boîtes de remèdes, on s'efforce de lutter contre les épidémies, de propager des notions d'hygiène, de diminuer la mortalité infantile. Malheureusement, les moyens matériels font trop souvent défaut : les paroisses ne peuvent pas toujours nourrir leurs pauvres, les ateliers de charité manquent de ressources ; les hôpitaux, dans les grandes villes surtout, sont insuffisants et la mortalité y est effroyable.

Sous le règne de Louis XVI, où la « sensibilité » était de mode, l'opinion se passionna pour ces questions et soutint les réformes tentées par Turgot et par Necker. Mais certains de ceux qui la menaient exagérèrent l'impuissance des initiatives individuelles et décrièrent plus que de raison le système des fondations privées pour mettre au premier plan l'intervention de l'État et le droit des malheureux à l'assistance. Ici encore un doctrinarisme excessif, dont la source doit être trop souvent cherchée dans les idées antireligieuses, prépara les réformes, et aussi les déceptions, de la Révolution.

LA SOCIÉTÉ ET LES CLASSES SOCIALES

LA COUR ET LES SALONS. — La cour réunissait autour du roi et de la famille royale les principaux personnages de l'État, les titulaires des grandes charges et la noblesse présentée. Afin d'entretenir la noblesse, qui affluait sans cesse des provinces, le roi avait multiplié les emplois dans sa maison civile et militaire et doté de maisons très nombreuses la reine et les princes du sang. Beaucoup de ces emplois avaient été érigés en offices ou du moins leur titulaire recevait de la bonté du roi un brevet de retenue. La maison civile du roi, avant les réformes effectuées sous Louis XVI, comprenait vingt-deux départements où abondaient aussi les emplois subalternes tenus par des roturiers. L'entretien de ces maisons absorbait une portion importante des revenus du roi, sous couleur d'entourer dignement la personne du monarque et de sa famille. Mais les bornes raisonnables avaient été dépassées et un parasitisme aussi effréné méritait les critiques qui se font plus amères à mesure que la Révolution approche.

La vie de cour reste soumise aux rites compliqués de l'étiquette, dont le grand maître des cérémonies est le gardien méticuleux. On l'applique à la lettre dans les fêtes solennelles dont le palais de Versailles est toujours le cadre, mais ni Louis XV ni Louis XVI ne se

sont complu, comme leur ancêtre, à une vie perpétuelle de représentation. Louis XV s'y dérobe tant qu'il peut pour se livrer à ses plaisirs et préfère les réunions intimes auxquelles des privilégiés, nommément désignés, sont invités à prendre part. Elle répugne également à la simplicité de Louis XVI et à la vivacité de Marie-Antoinette.

La cour n'est d'ailleurs plus le vrai centre de la vie mondaine. Ceux mêmes qui ont le droit d'y entrer en subissent les contraintes d'une humeur un peu frondeuse. Ils préfèrent l'heureuse liberté des salons de Paris.

Le mouvement de dispersion, qui se manifeste déjà à la fin du règne de Louis XIV, s'accroît rapidement au cours du XVIII^e siècle. Les princes du sang retinrent d'abord près d'eux, en la distrayant, toute cette noblesse que Versailles n'absorbait plus : la duchesse du Maine tint à Sceaux, sous la Régence, une petite cour fort libre où fréquenta le jeune Voltaire, et, beaucoup plus tard, la princesse de Conti attirait à ses réceptions « à l'anglaise » la non moins libre « société du Temple ». Mais bientôt la noblesse se répandit aussi dans les salons particuliers, qui ont eu plus d'influence que la cour sur la société du XVIII^e siècle et qui transportèrent de Versailles à Paris le vrai centre de la vie française.

Les premiers salons apparurent aux temps de la Régence et du cardinal de Fleury. Le salon de la marquise de Lambert fut surtout académique. M^{me} de Tencin, qui débuta, malgré elle, dans un cloître dauphinois et qui fut la maîtresse, entre autres, du cardinal Dubois et la mère indigne de d'Alembert, tint jusqu'en 1749, avec les ressources de l'agiotage, un salon où les beaux esprits furent toujours à l'aise, mais où fleurit surtout l'intrigue politique.

Un peu plus tard, la marquise du Deffand, après une jeunesse agitée, sut recruter, dans le monde et dans les lettres, et garder jusqu'à l'extrême vieillesse un brillant cercle d'amis aux idées avancées. Seul ou à peu près, Jean-Jacques, qu'avait su apprivoiser la marquise d'Épinay, résista à ses avances. Après une longue liaison avec le président Hénault, elle s'éprit sur le tard d'un noble anglais, Horace Walpole, à qui elle écrivit des lettres pleines d'esprit et de sensibilité.

Devenant aveugle, elle avait fait venir pour l'aider sa nièce, Julie de Lespinasse, qu'une naissance irrégulière avait jusque-là condamnée à une vie humiliée. De relations très sûres, vibrante et passionnée, Julie s'attacha un groupe fort dévoué qui la suivit dans son salon de la rue Saint-Dominique lorsqu'elle rompit avec sa tante. Usée par des liaisons orageuses avec d'Alembert, le marquis de Mora et le comte de Guibert, elle mourut prématurément en 1776.

Beaucoup plus calme fut le « royaume de la rue Saint-Honoré » qui recueillit l'héritage de M^{me} de Tencin et que dirigea jusqu'en 1777 une simple bourgeoise, M^{me} Geoffrin. Elle recevait à part, avec beaucoup de charme, la noblesse et les lettres. Elle conquiert l'amitié de Stanislas Poniatowski, qui, devenu roi de Pologne, la fit venir à Varsovie et la combla de prévenances.

On doit citer enfin le salon de M^{me} Necker, qui eut une grande vogue sous le règne de Louis XVI. Épouse irréprochable et dévouée, M^{me} Necker aida beaucoup, dans le monde, à la réputation de son mari.

Ces salons où fréquentèrent assidûment, selon les époques, l'abbé de Saint-Pierre, Fontenelle, Montesquieu, Voltaire, d'Alembert, Helvétius, Turgot, Grimm, Mably, Marmontel et tous ceux qui eurent quelque célébrité dans la littérature ou la philosophie, donnèrent la note à l'opinion éclairée. Ils contribuèrent puissamment à la diffusion des idées nouvelles, monnayées au cours de vives conversations et présentées, sous leurs aspects les plus séduisants, avec l'irrésistible prestige de la mode.

LES CLASSES SOCIALES. — Il est commode, pour étudier les classes sociales à la fin de l'ancien régime, de se référer à la traditionnelle distinction des trois ordres qui reste la doctrine officielle.

Mais, avec l'influence croissante de la richesse dans la vie sociale, les trois ordres ne répondent plus guère à la réalité et chacun d'eux embrasse des situations bien différentes.

LE CLERGÉ. — Le clergé est le premier ordre de l'État et, malgré de vives attaques, a su conserver ses privilèges. Au point de vue fiscal, notamment, il discute avec le roi sa contribution aux dépenses de l'État. Il y trouve sûrement avantage, mais ses biens sont grevés déjà de charges d'intérêt général et ses dons gratuits, surtout octroyés en temps de guerre, s'élèvent au XVIII^e siècle à des sommes considérables.

Pour y pourvoir, il a dû contracter une dette importante dont il assure le service et l'amortissement grâce à des « décimes » qu'il lève lui-même sur ses bénéficiaires, selon un système dégressif très équitable, inauguré en 1765. Les affaires du clergé de France sont dirigées par des Assemblées périodiques, qui se sont tenues fort régulièrement au XVIII^e siècle et par un organe permanent, l'Agence générale du clergé. Ses Assemblées n'ont, en principe, que la manutention des intérêts matériels de l'ordre ; mais comme les préventions gallicanes entraînaient la réunion des conciles canoniques, les Assemblées s'occupent aussi des questions religieuses. Elles ont joué un rôle capital dans les querelles jansénistes et l'application de la législation contre les protestants, et ont essayé, sans grand succès, de lutter contre la propagande philosophique.

Le haut clergé (archevêques et évêques), à la nomination du roi, a fini par se recruter exclusivement dans la noblesse. En 1789, il n'y avait pas un seul prélat roturier. Le roi est éclairé dans ses choix par l'évêque, qui tient la liste des bénéfices et qu'on appelle souvent le ministre de la feuille. Sous Louis XV, les nominations ne furent pas toujours scrupuleusement faites et les favorites parfois s'en mêlèrent. Louis XVI, plus consciencieux, n'eut pas toujours l'énergie d'écarter les candidatures médiocres. On s'explique ainsi la présence dans le haut clergé de prélats de mœurs trop mondaines ou même tout à fait mauvaises et de foi tiède ou nulle comme les Jarente, les Rohan, les Dillon, les Brienne, les Talleyrand. Ces mauvais évêques sont peu nombreux, mais fort en vue, et font scandale. A l'opposé, un groupe plus compact garde les plus hautes vertus. La majorité, de mœurs correctes et foncièrement chrétienne, manque un peu de zèle et s'adonne volontiers aux besognes extra-sacerdotales qui ne manquent pas aux prélats, dont la situation



LA REINE MARIE-ANTOINETTE ET SES ENFANTS. — Peinture de M^{me} Vigée-Lebrun. — Musée de Versailles.

temporelle dans leur ville ou leur province est considérable. Ces « administrateurs » qu'on oppose malicieusement aux « évangélistes » ont été un peu touchés par l'esprit du siècle. Tous sont ardemment dévoués au roi et sacrifient parfois le devoir de résidence au plaisir de lui faire leur cour. Quoique guéris du jansénisme, ils gardent à l'égard de Rome, sous des manifestations de respect, une attitude un peu froide.

Le clergé des chapitres se recrute aussi parmi les bonnes familles de la noblesse et de la bourgeoisie ; ces pimpants « abbés » qui s'ébrouent, en compromettant leur ordre, dans la frivole société du siècle, en font le plus souvent partie d'une manière toute nominale. Ce clergé est bien plus favorisé que le clergé des paroisses, sur qui pèse, sans perspective d'avenir, toute la charge du ministère. A la veille de la Révolution, un certain esprit d'insubordination, entretenu par les flatteries des philosophes, se répand parmi les curés. Ils sont parfois rebutés par la froideur de certains évêques, et surtout ils en voulurent aux prélats, aux chapitres et aux abbayes de montrer trop peu de bonne volonté lorsque la cherté croissante de la vie obligea à relever le taux de la « portion congrue », qui était trop souvent la ressource principale des curés ne jouissant plus de la dîme dans leur paroisse.

L'entente parfaite ne règne pas davantage entre le clergé séculier et le régulier. Sans doute on ne signale pas assez d'ordinaire la vitalité et la popularité de ces ordres modestes de religieux et surtout de religieuses, fondés depuis le XVII^e siècle pour des besognes d'ensei-



LA SORTIE DE L'OPÉRA.

Dessin de Moreau le Jeune, gravé par Malbeste, faisant partie d'une suite d'estampes intitulée *Monuments du costume français*.
— Bibl. Nat. Cabinet des Estampes. CL. LEMARE.



LE TIERS ÉTAT : « Le magistrat et le militaire ». — Gravure extraite d'un album sur les classes sociales au XVIII^e siècle. — Bibl. Nat.



LA NOBLESSE : « L'homme d'État allant à la messe ». — Gravure de Romanet, d'après Moreau le Jeune. Cl. NEURDEIN.



LE TIERS ÉTAT : « Le bourgeois et la bourgeoise ». — Gravure extraite d'un album sur les classes sociales au XVIII^e siècle. — Bibl. Nat.

gnement et de charité. Avec de faibles ressources, ils ont fait beaucoup de bien. Mais les anciens ordres, largement possédés, n'ont plus la même faveur. La commende, qui est le régime normal de beaucoup de monastères, n'est pas favorable à la vie religieuse ; les moines, peu nombreux, négligent la règle ; certains chapitres de femmes mènent une vie trop mondaine.

Cette situation provoqua la nomination, en 1770, de la célèbre « Commission des réguliers », composée d'évêques et de conseillers d'État et qui entreprit la réforme des monastères d'hommes en se passant du pape autant que possible. Elle supprima nombre d'établissements trop réduits et même quelques ordres se recrutant mal et fit adopter un édit, déjà médité par Colbert, et élevant l'âge pour la prononciation des vœux solennels. Certains prélats montrèrent à cette besogne un zèle surprenant. Les mesures prises provoquèrent des troubles dans les cloîtres et entravèrent encore le recrutement. Les monastères d'hommes se trouvèrent ainsi dans un état médiocre, se défendant mal contre une opinion hostile et surexcitée par la suppression des jésuites.

L'ordre, travaillé par des divisions secrètes et affaibli par des abus évidents, n'offrait qu'une résistance assez vague à la propagande antireligieuse. Les querelles jansénistes lui avaient aliéné les Cours souveraines et le rapprochement qui s'esquissa sous Louis XVI entre le clergé et les Parlements fut trop tardif. Les habitudes gallicanes l'éloignaient de Rome, qui luttait d'ailleurs difficilement contre l'hostilité de la plupart des couronnes. Le clergé ne pouvait trouver d'appui que près du roi et encore avec les réserves que lui imposaient ses ministres, soucieux de ne pas trop se compromettre aux yeux de la fraction la plus remuante de l'opinion. L'influence du clergé et des idées religieuses en général a beaucoup diminué dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Si le peuple ne se laisse guère entamer, le scepticisme et l'irréligion sont de mode dans les hautes classes et les tendances jansénistes de la bourgeoisie restée chrétienne la font hostile aux moines et aux privilèges du clergé. Les gens clairvoyants ont l'impression que l'ordre fera les frais du prochain mouvement social.

LA NOBLESSE. — La noblesse est plus encore divisée ; la noblesse de cour est privilégiée à tous égards ; les grandes charges civiles et militaires lui sont pratiquement réservées ; dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la prodigalité royale la comble de pensions, de gratifications et de libéralités extraordinaires, à l'occasion d'un mariage ou d'une mission. Ces faveurs attirèrent à la cour une telle affluence que l'ordonnance dite des carrosses régla en 1760 les conditions de la présentation en cour et exigea la preuve d'une noblesse antérieure à 1400. La noblesse provinciale fit de gros sacrifices pour bénéficier des privilèges de fait et de droit des « présentés ».

Cette distinction, officiellement introduite dans le corps de la noblesse, nuisit beaucoup à sa cohésion. Socialement d'ailleurs les différences s'accroissaient dans son sein. La haute noblesse mène à Paris et à Versailles une vie ruineuse et trop souvent dissolue, marquée parfois de faillites retentissantes. Elle s'allie sans vergogne, pour redorer ses blasons, aux filles de finance, mais affecte de tourner en dérision les vertus familiales. Elle fréquente avec une familiarité un peu dédaigneuse les gens de lettres et de théâtre. Sous Louis XVI, elle se pique d'une absence complète de préjugés : elle

les pires moyens, contre les ministres réformateurs, les abus qui alimentent sa vie coûteuse. Et ainsi elle compromet le roi dans l'opinion, sans même lui procurer l'appui d'un dévouement sans réserve.

La moyenne noblesse provinciale a mieux gardé ses traditions, sans cependant rejeter entièrement les idées nouvelles. Elle peuple les Cours provinciales et notamment les Parlements de Rennes, de Dijon, de Bordeaux, d'Aix et de Toulouse. Elle prend soin de ses terres, où elle aime à séjourner, et y introduit parfois de nouvelles méthodes de culture et de belles races d'animaux. Le cas du marquis de Pleumartin, gentilhomme du Poitou chargé de crimes, « Barbe-Bleue égaré dans le siècle de Voltaire », n'est qu'un fait divers dans l'histoire de cette noblesse brillante et policée.

La petite noblesse, de beaucoup la plus nombreuse, est dans une situation misérable et qui empire sans cesse au XVIII^e siècle. Les partages successifs ont réduit à rien les patrimoines familiaux ; beaucoup de gentilshommes n'ont pas de quoi instruire leurs fils ou faire entrer leurs filles au couvent. Ils ne sont même plus en mesure de s'équiper pour servir le roi, et végètent dans leurs manoirs, plus pauvres parfois que les paysans d'alentour.

L'opinion au XVIII^e siècle s'est préoccupée de cette situation. Certains publicistes préconisent l'abolition de la dérogeance qui cantonnait les gentilshommes dans l'oisiveté. Mais une vive opposition se manifesta contre une réforme incompatible avec la notion même de distinction des classes. Comment, à une époque où les privilèges étaient si critiqués, eût-il été possible de laisser à la noblesse sa prééminence, en supprimant les entraves qui en étaient la rançon ?

Le système fut donc maintenu et l'on chercha des palliatifs. Nombre de gentilshommes pratiquèrent le commerce maritime, qui ne dérogeait pas, ou s'installèrent aux îles d'Amérique. La plupart firent fortune, attestant la vitalité de la race, dès qu'elle échappait à l'anémie de l'oisiveté et des préjugés. Et surtout la noblesse s'efforça, comme il a été dit, de se réserver les places d'officiers, au détriment des fils de la haute bourgeoisie qui vivaient noblement ou des anoblis récents. Il en résulta entre ces deux classes, qui avaient si longtemps voisiné, une aigreur de rapports et une opposition de principes qui s'accusa à la veille de 1789. Par une singulière aberration, cette petite noblesse, qui ne peut soutenir son rang, se venge du dédain des « présentés » sur les anoblis ou les grands bourgeois que leur fortune autorise à vivre noblement et s'indigne à toute idée de mésalliance. Ainsi, de haut en bas, comme dans les institutions dont la vie se retire, le véritable esprit de la noblesse est méconnu : l'aristocratie évolue en caste et cesse de remplir sa vraie fonction sociale. L'heure est proche où la bonne bourgeoisie, qu'elle s'était jusqu'alors conciliée par des rapports cordiaux et par l'espoir d'une fusion prochaine, lui signifiera brutalement que son règne est passé.

LE TIERS ÉTAT. — C'est que cette bourgeoisie se rend compte de sa valeur et n'entend pas qu'on lui ferme les avenues de l'autorité et de la considération. Nombre de ces grands bourgeois enrichis dans l'industrie, le commerce, la finance ou le barreau sont, par les raffinements de l'éducation et le luxe qui les entoure, les

aux de la noblesse. Comment ne s'irriteraient-ils pas à constater que l'ancien régime vieillissant, pour contenter une noblesse insatiable, écarte des postes les plus honorables ? C'est un fait qu'au lin du XVIII^e siècle, il est plus difficile à un homme nouveau faire son chemin qu'au temps de Louis XIV ; les grandes charges se perpétuent dans les familles ou passent à la noblesse militaire ; la noblesse de robe, si largement ouverte au XVII^e siècle, tend à se confondre avec la noblesse d'extraction et devient exclusive comme elle. Dans les villes même, la primauté des bourgeois est atteinte et l'on récompense plus chichement ceux qui, non sans sacrifices d'argent, ont occupé les charges municipales. Dans l'ensemble, la situation politique et sociale de la bourgeoisie est diminuée, bien qu'elle vaille mieux que la classe privilégiée. Elle en souffre dans sa légitime fierté et accueille, après une étude réfléchie, les idées nouvelles, tandis qu'elle garde une attitude réservée à l'égard de la royauté, qui a laissé fausser à ses dépens la balance si délicate des privilèges et des charges.

La bourgeoisie reste cependant conservatrice et n'est même pas réellement hostile aux droits féodaux dont elle profite largement, sur les domaines acquis de la noblesse ruinée. En menant campagne contre eux, à la veille de la Révolution, elle cherchera plutôt à gagner l'indispensable concours des masses populaires dont l'éducation politique est inexistante. Mais il n'existe entre elles ni communauté d'intérêts, ni communauté de sentiments.

Les petits marchands et les artisans constituent une classe intermédiaire entre la haute bourgeoisie et le peuple. Il semble bien que la situation des artisans soit moins bonne ; ils n'en défendent que plus ardemment les modestes privilèges économiques que leur assure le régime corporatif.

Le développement de la grande industrie, qui a été si marqué surtout de 1750 à 1770, grâce à une conception moins stricte du régime de réglementation, a multiplié le nombre des ouvriers qui, à la différence des compagnons de la petite industrie, sont pratiquement confinés dans leur condition. Il est impossible de porter un jugement d'ensemble sur leur situation économique, qui est très variable. Le nombre croissant des « ligues et cabales » souvent suivies de véritables grèves, et que la législation interdit en vain, ne prouve nullement que leur situation s'aggrave ; il établit seulement que les ouvriers commencent à prendre conscience de leur force. Mais leurs efforts ne tendent qu'à s'assurer leur subsistance, souvent menacée par la cherté des denrées ou les crises économiques.

Le gouvernement a beaucoup fait, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et sous l'influence des économistes, pour améliorer l'agriculture. Il a poussé à la création de sociétés d'agriculture, qui ont essayé d'introduire des cultures nouvelles et des méthodes moins empiriques. Dans l'espoir de favoriser la culture des céréales, il a restreint les droits de parcours et de vaine pâture, incité au partage des communaux et au défrichement des marais et des terres incultes. L'insuffisance des capitaux, les rivalités entre paysans n'ont pas permis d'atteindre tous les résultats espérés. Mais l'agriculture n'en a pas moins réalisé des progrès et la situation matérielle des paysans s'est améliorée.

Sans doute, les simples journaliers, qui n'ont que leurs bras, restent dans une situation précaire et le moindre accident peut les jeter dans l'armée nombreuse des mendiants ou des irréguliers. Mais les paysans, propriétaires en fait de leur exploitation, sauf à payer les droits féodaux, ou même fermiers ou métayers d'un domaine un peu étendu, sont plus à l'aise, grâce aux progrès de la technique agricole, à la hausse des denrées, à la facilité plus grande des communications, aux allègements de la fiscalité et, çà et là, à l'appoint de l'industrie à domicile.

Il reste des ombres au tableau. Il existe encore, dans le Centre et dans l'Est, des serfs privés du droit de disposer de leurs tenures ; Voltaire s'est intéressé à leur sort, dont il ne faudrait pas d'ailleurs exagérer la misère, mais le roi n'a pu qu'affranchir ceux de ses domaines. Dans certaines régions moins fertiles, la condition des paysans reste défectueuse et dépend trop de l'incertitude des saisons. Partout ou presque, la taille reste lourde et la corvée irritante. Mais on chercherait en vain à expliquer les plaintes si vives des cahiers de 1789 par une aggravation générale du régime féodal au cours du XVIII^e siècle. Il y a eu des abus locaux : les praticiens de village ont pu se montrer âpres dans la réfection des terriers, et les intendants des seigneurs, pressés par des maîtres grands dépensiers, ont pu commettre des exactions : ce sont des conséquences fatales de

l'absentéisme. Mais, dans l'ensemble, les droits féodaux n'ont pu que se maintenir et leur poids relatif a souvent décliné avec la diminution constante de la valeur de l'argent à cette époque. C'est la psychologie des paysans qui a changé ; plus à l'aise, ils ont moins facilement supporté des droits dont ils ne comprenaient plus la raison d'être, perdue dans la nuit du passé, et qui leur apparaissaient comme des charges sans compensation.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES. — GUYOT, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence* (1784-1785, 17 vol. in-4°) ; — *Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions, prérogatives et privilèges annexés en France à chaque dignité, à chaque office et à chaque état* (1786-1788, 4 vol. in-4° seuls parus). — *Almanach Royal* (année bissextile 1788, in-8°) ; — *Remontrances des Parlements de Paris, de Bretagne et de Provence*, citées *supra*, p. 266. — LEPAIGE, *Lettres historiques sur les fonctions essentielles des Parlements* (Amsterdam, 1753-1754, 2 vol. in-16). — DACUESSEAU, *Fragment sur l'origine et l'usage des remontrances* (Œuvres, édit. in-4°, t. XIII, p. 535-561). — ARDASCHEFF (P.), *Les Intendants de province sous Louis XVI* (t. III, pièces justificatives, Dorpat, 1903, in-8°). — MOREAU DE BEAUMONT, *Mémoires concernant les impositions et droits en Europe* (2^e édit., 1787-1789, 5 vol. in-4°).

OUVRAGES. — Outre les ouvrages généraux de Marion, Esmein, Viollet, cités *supra* : DECLAREUIL (J.), *Histoire générale du droit français des origines à 1789* (1925, in-8°). — TOCQUEVILLE (A. de), *L'Ancien Régime et la Révolution* (8^e édit., 1877, in-8°). — TAINÉ (H.), *Les Origines de la France contemporaine, l'Ancien Régime* (nouvelle édit., 1904, 2 vol. in-16). — SOREL (A.), *L'Europe et la Révolution française* (t. I, 6^e édit., 1903, in-8°). — ROCQUAIN (F.), *L'Esprit révolutionnaire avant la Révolution, 1715-1789* (1878, in-8°). — LEMAIRE (A.), *Les Lois fondamentales de la monarchie française d'après les théoriciens de l'ancien régime* (1907, in-8°). — FUNCK-BRENTANO (M. Frantz), *Les Lettres de cachet à Paris, étude suivie d'une liste de prisonniers de la Bastille, 1659-1789* (1904, in-fol. Histoire générale de Paris). — DEDIEU (abbé Joseph), *Histoire politique des protestants français, 1715-1794* (2 vol. in-16, 1924). — AUCOC (L.), *Le Conseil d'État avant et depuis 1789. Sa transformation, ses travaux et son personnel* (1876, in-8°). — LUÇAY (comte de), *Des origines du pouvoir ministériel en France. Les Secrétaires d'État depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV* (1881, in-8°). — JOUVENCEL (H. de), *Le Contrôleur général sous l'ancien régime* (1901, in-8°). — Ouvrages de GLASSON et LE MOY cités *supra*. — BRETTE (A.), *Les Limites et les divisions territoriales de la France en 1789* (1907, in-8°). — BABAUEAU (A.), *La Province sous l'ancien régime* (1894, 2 vol. in-8°). — L'HÉRIETIER (M.), *Tourny intendant de Bordeaux* (1920, in-8°). — DUMAS (F.), *La Généralité de Tours au XVIII^e siècle. Administration de l'intendant Du Cluzel, 1766-1783* (1894, in-8°). — ARDASCHEFF (P.), *Les Intendants de province sous Louis XVI*, trad. Jousserandot (1909, in-8°), d'après des documents inédits. — RENOUVIN (P.), *Les Assemblées provinciales de 1787. Origines, développements, résultats* (1921, in-8°). — BABAUEAU (A.), *La Ville sous l'ancien régime* (2^e édit., 1884, 2 vol. in-8°). — *Le Village sous l'ancien régime* (1878, in-8°). — STOURM (R.), *Les Finances de l'ancien régime et de la Révolution* (1885, 2 vol. in-8°). — BOUCHARD, *Système financier de l'ancienne monarchie* (1891, in-8°). — BOILISLE (A.), *Chambre des comptes de Paris. Pièces justificatives pour servir à l'histoire des premiers présidents, 1506-1791*, introduction (Nogent-le-Rotrou, 1873, in-fol.). — MARION (M.), *Les Impôts directs sous l'ancien régime, principalement au XVIII^e siècle* (1910, in-8°). — LARDÉ (G.), *La Capitation dans les pays de taille personnelle* (1906, in-8°). — PAULTRE (Chr.), *La « Taille tarifée » de l'abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille* (1903, in-8°). — ROUX (P.), *Les Fermes d'impôts sous l'ancien régime* (1916, in-8°). — FUNCK-BRENTANO (M.-Fr.), *Mandrin, capitaine général des contrebandiers de France* (1907, in-8°). — MENTION (L.), *L'Armée de l'ancien régime de Louis XIV à la Révolution* (s. d., in-12). — TUETÉY, *Les Officiers sous l'ancien régime. Nobles et roturiers* (1908, in-8°). — BLOCH (C.), *L'Assistance et l'État en France à la veille de la Révolution* (1908, in-8°).

MASSON (Pierre-Maurice), *Madame de Tencin, 1682-1749* (2^e édit., 1909, in-12). — PEREY (L.) et MAUGRAS (G.), *Une femme du monde au XVIII^e siècle, Madame d'Épinay* (1884-1885, in-8°). — SÉGUR (marquis de), *Le Royaume de la rue Saint-Honoré, Madame Geoffrin et sa fille* (s. d., in-8°). — *Julie de Lespinasse* (1906, in-8°). — *Madame du Deffand et sa famille, dans Esquisses et récits* (s. d., in-12). — HAUSSONVILLE (comte d'), *Le Salon de Madame Necker, d'après des documents tirés des Archives de Coppet* (1882, 2 vol., in-18). — ROUSTAN (Marius), *Les Philosophes et la société française au XVIII^e siècle* (Lyon, 1906, in-8°).

PICOT (J.-B.), *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle* (1853-1857, 7 vol. in-8°). — SICARD (abbé A.), *L'Ancien Clergé de France* (t. I, les Evêques avant la Révolution, 5^e édit., 1912, in-8°). — MATHIEU (cardinal), *L'Ancien Régime dans la province de Lorraine et Barrois, 1698-1789* (n^{le} édit., 1907, in-8°). — LAVAQUERY (abbé E.), *Le Cardinal de Boisgelin, 1732-1804* (t. I, Un prélat d'ancien régime, 1920, in-8°). — LEPOINTE (G.), *L'Organisation et la politique financières du clergé de France sous Louis XV* (1924, in-8°). — VAISSIÈRE (P. de), *Gentilshommes campagnards, étude sur la condition, l'état social et les mœurs de la noblesse de province du XVI^e au XVIII^e siècle* (1903, in-8°). — CARRÉ (H.), *La Noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle* (1920, in-8°). — DELAHANTE (A.), *Une famille de finances au XVIII^e siècle* (1881, 2 vol. in-8°). — JANZÉ (vicomtesse de), *Les Financiers d'autrefois, fermiers généraux* (1886, in-8°). — YOUNG (Arthur), *Voyages en France pendant les années 1787-1790* (trad. franç. sur la 2^e édit., 1794, 3 vol. in-8°). — KAREIEW (N.), *Les Paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIII^e siècle* (1899, in-8°). — LOUTCHISKY (J.), *La Petite Propriété paysanne en France à la veille de la Révolution, principalement en Limousin* (1912, in-8°). — SÉE (H.), *Les Classes rurales en Bretagne, du XVI^e siècle à la Révolution* (1906, in-8°). — MARTIN (Germain), *La Grande Industrie en France sous le règne de Louis XV* (1900, in-8°). — LEVASSEUR (E.), *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789* (t. II, 1901, in-8°).

POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA FRANCE SOUS LOUIS XVI

LES DÉBUTS DU RÈGNE. — MAUREPAS ET LE RAPPEL DES PARLEMENTS. — Louis XVI accueillit avec une appréhension non dissimulée le lourd héritage qui lui était laissé. Il avait vingt ans ; un embonpoint naissant donnait à ses attitudes une majesté précoce, mais lui enlevait les grâces de la jeunesse. Il avait de la prédilection pour les travaux manuels et spécialement pour la serrurerie ; il y usait son excès de force ; il chassait avec rage et mangeait beaucoup. Très simple, sans besoins pour lui-même, un peu parcimonieux, il négligeait trop souvent sa tenue, au point de s'être attiré les brocards de son séduisant aïeul.

Au moral, le contraste n'était pas moins accusé. Louis XVI, profondément pieux, comme son père, est d'une rigide correction de mœurs ; l'un de ses premiers actes de roi fut de faire enfermer la du Barry dans un couvent et il marque tout de suite qu'il ne tolérera à la cour aucun relâchement. Assez instruit, d'un jugement solide et droit, il est appliqué à ses devoirs et sincèrement attaché à son peuple. Mais il n'a ni aisance, ni vivacité d'esprit ; avec les meilleures intentions de bien faire, sa gaucherie naturelle, aggravée par une voix peu agréable, fait qu'il déçoit ou blesse très souvent ses interlocuteurs. Et surtout il ne sait ni prendre une décision ni s'en tenir à une décision prise : le sentiment de sa responsabilité l'écrase et le livre, désarmé, aux manœuvres de son entourage.

La reine Marie-Antoinette a toujours eu sur lui la plus grande influence. Belle, gracieuse, vive, autant qu'on peut l'être, elle éblouit le roi, qui admire en elle les qualités de séduction qui lui manquent si cruellement. Trop longtemps étourdie de plaisir et mal conseillée, elle traite presque avec dédain un époux trop timide ou trop épris pour imposer son autorité. L'inconcevable maladresse du roi fit que leur union resta sept ans incomplète, jusqu'au voyage que fit incognito, au printemps de 1777, l'empereur Joseph II, frère de Marie-Antoinette. Il parvint cependant à la conquérir par sa bonté naturelle et par une inlassable complaisance pour ses moindres désirs. La reine n'eut d'abord que des caprices de femme, sans grandes conséquences ; mais bientôt, sous l'influence du petit groupe intime qui gouvernait ses plaisirs, la princesse de Lamballe, la comtesse Jules de Polignac, charmantes femmes, amies sincères, mais menées par une coterie assez suspecte, Marie-Antoinette se prêta à la politique et servit trop souvent, sans s'en douter, les ambitions ou les rancunes de gens qui ne se souciaient guère du bien de l'État. Louis XVI, pour mieux fonder son bonheur domestique, l'écoula trop ; il ne sut lui résister que sur le terrain de la politique étrangère, soutenu par le sens, traditionnel chez les Bourbons, des intérêts français et de la dignité nationale.

Après 1777, la reine, mûrie par la maternité, prit plus nettement conscience de l'intérêt général et s'associa plus sincèrement aux efforts du roi. Mais, à cette époque, sa popularité était irrémédiablement

atteinte dans l'opinion, trop souvent travaillée par d'ignobles pamphlets. Elle continua d'ailleurs à jouer beaucoup et à dépenser trop, soit pour elle-même, soit pour un entourage insatiable. L'« Autrichienne » paya lourdement des erreurs de jeunesse qui n'étaient pas sans excuses et, victime de fautes qu'elle n'avait pas toutes commises, elle supporta le poids principal de la diminution du loyalisme monarchique.

Louis XVI, alors surtout qu'il était malmené par la reine, cherchait volontiers quelque appui près de Mesdames, filles de Louis XV, qui vieillissaient dans l'aigreur, avec une horreur instinctive contre toute réforme et toute nouveauté. Elles boudent leur nièce trop brillante qui déteste l'étiquette et qui ne veut plus subir les contraintes surannées de l'ancienne vie de cour. Mais le roi les aime, comme les aimait Louis XV. Il trouve près d'elles un peu de l'affection que lui refusent ses frères. L'aîné, le comte de Provence, encore plus lourd d'extérieur que lui, est très intelligent, mais mène un jeu personnel, sournois et compliqué, sans nul souci d'aider le roi dans sa tâche. Le comte d'Artois, le plus jeune, est un cavalier élégant et dissolu, ignorant et autoritaire ; il plut beaucoup trop à la reine et contribua parfois à la compromettre ; il cache à peine son mépris pour le roi, qui lui pardonne cependant toutes ses folies et paie les dettes scandaleuses qu'il fait. Les princes du sang sont pires encore : ou bien ils vivent à l'écart ; ou bien, comme le prince de Conti et le duc d'Orléans, ils font presque ouvertement de l'opposition. Si bien que le roi, loin de trouver quelque appui dans sa famille, supporte plutôt les conséquences de l'indiscipline déplorable ou du machiavélisme des siens.

Pourtant, le jeune couple royal, grâce à des démarches heureuses et à des paroles sincères, partout colportées, jouit

au début du règne d'une popularité qui lui fut douce. Et Louis XVI bénéficia pendant quelques années du crédit que l'opinion fait volontiers aux nouveaux maîtres dont les bonnes intentions sont évidentes. Mais, n'ayant nulle confiance en ses lumières propres, il se décida tout de suite à prendre un « mentor ». Il s'en fallut de peu qu'il ne fît appel au sévère Machault d'Arnouville, qui vieillissait dans une profonde retraite et qui avait laissé un souvenir d'énergie et d'intégrité. De secrètes influences, mises en jeu au dernier moment, le décidèrent à rappeler Jean-Frédéric Phélypeaux, comte de Maurepas, qui, secrétaire d'État en survivance à quatorze ans et demi, avait exercé les fonctions de sa charge pendant plus de vingt ans, jusqu'à sa disgrâce survenue en 1749. Septuagénaire, mais vif encore d'allures, c'était un homme d'esprit, plein de ressources, de tact et de séduction, mais gâté par un scepticisme foncier et dominé par une femme intrigante. Pénétré des maximes les plus cyniques du règne précédent, il était aussi peu fait que possible pour appliquer la politique droite et bienfaisante dont le roi rêvait ; mais sa parfaite connaissance des hommes et des rouages du gouvernement émerveilla tout de suite Louis XVI, dont la bonne volonté manquait de lumières. Il acheva de le conquérir par un désin-



« FRANÇOIS, VOTRE ROI JURE DE VOUS RENDRE HEUREUX ; IL TIENDRA SON SERMENT. »
— Gravure allégorique de Née et Masquellier. — Bibl. Nat.



LE COMTE DE MAUREPAS (1701-1781). — Gravure de Petit, d'après la peinture de L.-M. Van Loo. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

téressement personnel qui n'était pas entièrement affecté. Il refusa le titre de principal ministre, se contentant d'être le doyen du Conseil, grâce à l'ancienneté de sa nomination comme ministre d'État; les ministres travaillaient directement avec le roi, qui réservait seulement les affaires de conséquence pour un entretien confidentiel avec lui.

Le séduisant vieillard, riche, sans enfants, blasé sur toutes les jouissances du monde, se plut à mener les choses, sans avoir l'air d'y toucher, et fit de la haute politique comme le jeu suprême de son dilettantisme. C'est ainsi qu'il ne tarda pas à devenir,

et qu'il resta, jusqu'à sa mort, indispensable au roi.

Le « Triumvirat » ne tarda pas à être entamé. Le duc d'Aiguillon, qui avait scandalisé la reine par son attitude à l'égard de la du Barry, dut remettre sa démission dès juin 1774, mais il ne fut pas exilé, comme il était d'usage en cas de disgrâce. Il profita de cette indulgence pour diriger plus commodément une cabale hostile à la reine. Le département de la Guerre fut donné au comte de Mury, bon soldat, qui mourut bientôt, et celui des Affaires étrangères au comte de Vergennes, diplomate de carrière. Tout cela se fit en dehors de Choiseul qui, fort de la sympathie de la reine, escomptait son rappel, mais que le roi écarta comme suspect d'être trop favorable à l'Autriche.

La grande question de ce début de règne était de savoir si l'on garderait le chancelier Maupeou, en persévérant dans sa politique, consacrée par le succès. Louis XVI dauphin avait été hostile aux anciens Parlements et, livré à lui-même, ne serait sans doute pas revenu sur la réforme de 1770. Mais Maurepas, qui se flattait d'être le petit-fils du chancelier Pontchartrain, inclinait vers le parti de la magistrature, par réaction peut-être contre les idées du feu roi, à qui il ne pardonnait pas ses vingt-cinq ans de disgrâce. Il agit avec beaucoup de prudence; tirant argument de la campagne un peu factice pour les anciens Parlements, qui avait rebondi avec le nouveau règne, il persuada le roi, très soucieux d'applaudissements, de l'ardent amour du peuple pour la magistrature. Puis, il affaiblit le parti Maupeou-Terray en faisant entrer Turgot dans le ministère comme secrétaire d'État à la Marine. Enfin, le 24 août, il arracha au roi la disgrâce de Maupeou, qui, se sachant menacé et prêt à se défendre, sollicita vainement une dernière audience. Terray tomba avec lui: le contrôle général fut donné à Turgot et les sceaux à Miromesnil.

Le geste décisif était fait et l'opinion ne s'y trompa pas; mais le roi réfléchit longtemps encore sur la question du rappel du Parlement. Il fallait au moins,

pour sauver la face, prendre quelques précautions, et Turgot, qui n'aimait pas les Parlements, fut sans doute le premier à y pousser. Enfin, le 12 novembre, les anciens membres du Parlement de Paris furent convoqués à un lit de justice; le roi les harangua assez sèchement et marqua qu'en les réinstallant dans leurs fonctions il leur donnait un dernier témoignage de sa bienveillance. Il fit en même temps enregistrer d'autorité divers édits et notamment une ordonnance de discipline qui ne permettait les remontrances qu'après enregistrement, comme sous Louis XIV, et qui interdisait les démissions concertées, à peine de forfaiture, à juger par une cour plénière dont la composition était précisée.

Toutes ces précautions ne pouvaient masquer l'acte irrémédiable de faiblesse accompli par le roi. Personne ne prit le change, ni le Parlement qui se crut dispensé de toute reconnaissance et qui rongea quelque temps son frein, ni le peuple de Paris, qui manifesta, plus ou moins spontanément, l'enthousiasme promis. Partout, dans les provinces, les Parlements revinrent en vainqueurs. Que pouvaient contre eux ces liens si fragiles qu'ils avaient tant de fois brisés depuis 1718? Maupeou avait le droit de le proclamer en s'en allant: la royauté venait de reperdre un procès pendant depuis trois cents ans et qu'il lui avait fait gagner, malgré bien des fautes. Et cette fois la perte était définitive. Louis XVI ne tardera pas à en faire l'expérience; il avait été bon, pour faire plaisir à son peuple; on le jugea faible et bientôt on ne songera plus qu'à tirer parti de cette faiblesse. Mais, pendant quelque temps encore, les Cours souveraines vont dissimuler; l'opinion éclairée qu'elles ménagent est toute à la joie de voir, avec l'avènement de Turgot, fleurir les premiers symptômes d'une ère de régénération.

LES TENTATIVES DE RÉFORME. — LE MINISTÈRE TURGOT. — Turgot, né en 1727 d'une vieille famille de robe, avait de bonne heure, après des études à Saint-Sulpice, renoncé à être d'Eglise et avait même perdu toute croyance religieuse. Conseiller au Parlement de Paris, puis maître des requêtes au Conseil du roi, il était, depuis 1761, intendant du Limousin et avait fait de cette pauvre généralité un champ d'expériences sociales qui avaient réussi. Sans être tout à fait de la « secte » des physiocrates, il avait eu d'étroites liaisons avec les chefs du parti des économistes comme avec les philosophes, Voltaire, Diderot et d'Alembert. Il avait donné à l'*Encyclopédie* des articles retentissants, bien dans la note du siècle, et le parti des lumières avait fait un succès à toutes ses initiatives d'intendant ami du peuple. Son accession au ministère fut considérée comme le premier triomphe remporté par l'opinion éclairée et accueillie par un applaudissement extraordinaire.

Le nouveau contrôleur général avait quarante-huit ans; il était froid et réservé, avec un air de noble candeur et de timidité; ses mœurs austères faisaient de lui le type de « l'homme vertueux », selon l'esprit nouveau. Dépouillé d'ambition personnelle, il était passionné pour ses idées; ne doutant pas de leur efficacité pratique et obsédé par la crainte d'une mort prématurée, fréquente dans sa famille, il avait hâte de les appliquer. Cette sécurité et cette hâte le firent trop souvent négliger les petites habiletés nécessaires aux hommes d'État qui veulent réussir dans leur dessein. Il se borna, avec une belle franchise, à exposer tout son programme au roi et à lui demander son approbation. Louis XVI, touché par l'évidente sincérité du ministre, dont les intentions bienfaisantes concordaient avec les siennes, lui fit les plus affectueuses promesses: il était à l'aise avec cet honnête homme, timide et réservé comme lui et qui possédait de belles recettes pour réaliser le bien dont ils rêvaient tous deux. Mais hélas! la raideur de Turgot dans l'application de son programme servit bientôt de prétexte à une opposition multiforme, qui découragea le roi et mina peu à peu sa confiance en son ministre préféré.

Turgot avait des idées radicales; hostile à la tradition et à cet équilibre délicat des forces sociales sous l'arbitrage du roi qui constituait l'essence de la monar-



LOUIS XVI (1774-1793). — Buste de Houdon. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

chie française, il voulait, par des réformes profondes, établir l'égalité des classes sous l'autorité absolue du roi. La nation ainsi nivelée dans une sorte de démocratie royale, il suffirait d'ailleurs, pour bien faire, d'assurer le libre jeu des forces naturelles qui, livrées à elles-mêmes, harmonisent le mieux possible les intérêts en conflit. Cette doctrine optimiste rompait avec l'empirisme traditionnel qui tentait, par mille petits moyens complexes et changeants, de réaliser une balance instable entre les classes organisées et toutes munies de privilèges. Elle avait pour elle, outre l'attrait de la nouveauté et les faveurs de la mode, les résultats médiocres de la pratique contraire, mise en œuvre sans grand zèle par des sceptiques ou des mal intentionnés. Elle se heurta, bien entendu, à la coalition des intérêts qu'elle menaçait; mais elle buta aussi à des obstacles plus profonds, nés des complexités de la vie sociale que, trop simple et trop sûre d'elle-même, elle avait tort de méconnaître.

Turgot s'appliqua d'abord à rétablir la liberté du commerce du blé qui avait été, une fois de plus, rigoureusement réglementé par Terray en 1770. Le préambule de l'édit de septembre 1774, qui réalisait cette réforme capitale, est un vrai traité d'économie politique où toute la question est dogmatiquement exposée, selon les maximes de l'École. Le texte de l'édit prescrivait la liquidation des magasins du roi et autorisait le libre transport du blé de province à province; la seule concession que Turgot consentit à faire aux idées régnantes fut d'interdire l'exportation des grains hors du royaume. En somme, l'édit s'en remettait au commerce pour assurer la distribution du blé sur le territoire, selon les besoins de la consommation, et le laissait libre, par contre, d'en fixer le prix selon son abondance. Il renonçait aux expédients traditionnels et compliqués pour approvisionner les marchés, pourchasser les greniers clandestins formés par les spéculateurs à la hausse, et maintenir, un peu artificiellement, au plus bas prix possible le pain, qui constituait la principale nourriture du menu peuple.

Malheureusement, le changement de système se fit en une année de récolte médiocre; les réserves des magasins royaux furent dispersées trop vite, au début de la campagne; les grains se raréfièrent sur les marchés; les prix montèrent et le peuple, tout de suite, s'inquiéta. Les ennemis du contrôleur général répandirent en sous-main des bruits alarmants. Des émeutes, probablement organisées par de mystérieux instigateurs, éclatèrent dans l'Ile-de-France au début de mai 1775; le 2, le marché de Versailles fut pillé par une bande et le château royal insulté. Le lendemain, la troupe des émeutiers pénétra dans Paris,

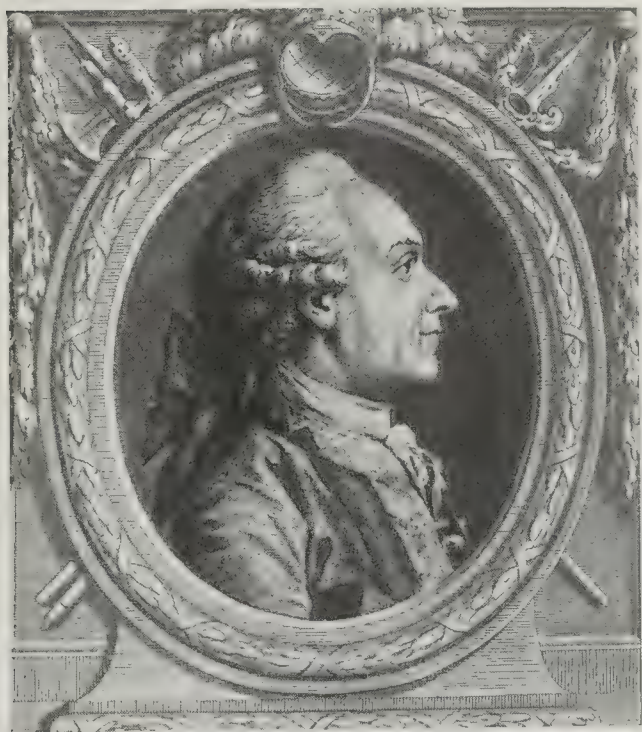


TURGOT (1727-1781). — Gravure de Le Beau. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

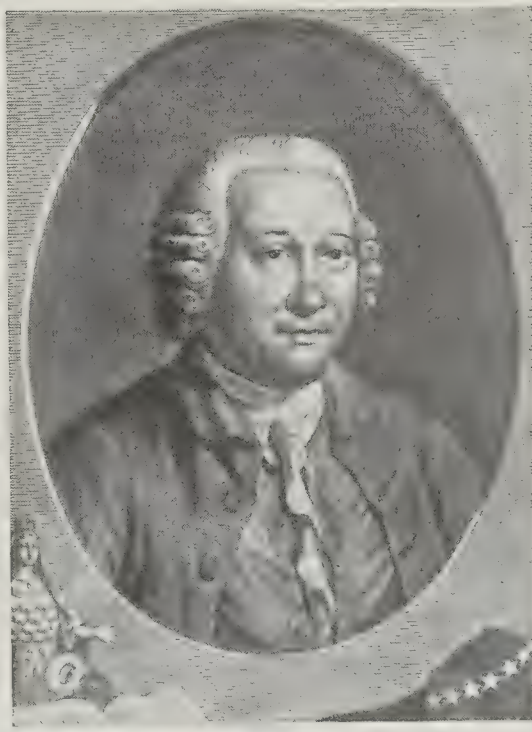
son entourage poussait sans cesse, en y intéressant son amour-propre, à réclamer des grâces et des places. D'autre part, Turgot, compromis par la polémique imprudente de ses amis les philosophes, à qui il demandait vainement de prendre patience, devint suspect au parti des dévots qui avait de l'influence sur le roi; il ne put obtenir de Louis XVI, très tolérant personnellement, une modification du serment du sacre relatif aux hérétiques. Par contre, Louis XVI n'encouragea pas l'Assemblée du clergé qui se tint peu après et ne dissimula pas toujours ses préventions à l'égard du contrôleur général. Il fortifia même sa situation au sein du ministère en nommant, au lieu et place du duc de la Vrillière, discrédité par cinquante années d'une servilité à toute épreuve, son ami Malesherbes qui, comme directeur de la librairie, avait ouvertement favorisé les philosophes et qui, comme premier président de la Cour des Aides, avait, à la fin du règne de Louis XV, rédigé de très audacieuses remontrances (juillet 1775). En octobre, à la mort du comte de Mury, le département de la guerre fut confié à un vieux militaire très savant et de caractère très ferme, le comte de Saint-Germain, qui avait longtemps servi à l'étranger. Le nouveau ministre, par des mesures énergiques, restaura la discipline dans l'armée, mais eut le tort d'y introduire la pratique des punitions corporelles, qui irritèrent beaucoup les soldats. Turgot réussit à le convertir à sa politique d'économies et il supprima quelques corps onéreux et inutiles de la Maison militaire du roi, notamment les deux compagnies de mousquetaires. Turgot était, en cette fin de l'année 1775, l'arbitre de la situation.

En janvier 1776, il mit au point une série d'édits réformateurs et les soumit au Conseil. L'un d'entre eux supprimait la corvée en nature des routes, qui pesait exclusivement sur les taillables des campagnes, et la remplaçait par une contribution en argent exigée de tous les propriétaires; un abonnement était d'ailleurs prévu en faveur du clergé. Cet édit tentait à nouveau, sur un terrain particulièrement favorable, d'introduire l'égalité de tous devant l'impôt. L'autre édit, en invoquant, outre des considérations de principe, des raisons d'opportunité, permettait à toute personne d'exercer toute profession d'arts et de métiers, à l'exception de celles qui avaient été érigées en offices et étaient étroitement surveillées par la police. Tout le régime traditionnel des corporations, maîtrises et jurandes, était ainsi condamné, comme constituant une entrave à l'abaissement des prix que seule, d'après l'École, la libre concurrence du commerce pouvait procurer.

Ces édits, ardemment soutenus par les



LE COMTE DE SAINT-GERMAIN (1707-1778). — Gravure de la Bibliothèque Nationale. CL. LEMARE.



MALESHERBES (1721-1794). — Gravure de C.-E. Gaucher. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

philosophes, et parfois avec des arguments bien compromettants, rencontrèrent au Conseil même, malgré le prestige de Turgot, une résistance sérieuse. Elle dut céder devant la volonté du roi, déterminée surtout par des considérations sentimentales. Le Parlement, saisi des édits, envoya le 6 mars des remontrances que le roi ne voulut pas accueillir. Un lit de justice fut tenu le 12, à Versailles, pour en imposer l'enregistrement. L'avocat général Séguier prononça une harangue modérée et habile; il admettait la réforme des abus, mais redoutait, pour la monarchie, la confusion des conditions et, pour le commerce, les dangers d'une « liberté indéfinie ». Le roi parut troublé, mais, protestant de son esprit de justice, il fit effectuer l'enregistrement d'autorité. Il s'imposa, bravement, un dernier effort pour soutenir son ministre.

Mais il resta inquiet. Peut-être avait-il l'impression confuse que l'esprit des réformes voulues par Turgot ne concordait guère avec la tradition monarchique; peut-être son intelligence était-elle un peu déroutée par son radicalisme doctrinaire, tandis que son cœur était touché par les vues évidemment bien intentionnées d'un ministre sincère et intègre. Quoi qu'il en soit, on s'aperçut bientôt du refroidissement que le roi montrait, après le coup d'énergie du 12 mars. Les intrigues redoublèrent à la cour contre un ministre redouté pour son ardeur réformatrice. La coterie Polignac excita la reine, à qui Turgot refusait un peu sèchement ce qu'elle demandait avec trop d'indiscrétion. Maurepas, dont l'incurable légèreté ne s'accommodait guère du sérieux du contrôleur général, et que l'engouement du roi avait offusqué dans son amour-propre, s'appliqua par d'habiles manœuvres à ébranler le crédit de Turgot. Celui-ci, suivant les inspirations de son caractère rigide, se raidit contre les intrigues au lieu de tenter de les dénouer. La mise à exécution un peu trop stricte des nouveaux édits souleva quelques troubles et réveilla au Parlement des vellétés d'opposition. Malesherbes, qui le soutenait au Conseil, après avoir sagement restreint et contrôlé l'usage des lettres de cachet, rencontra tant de dégoûts dans ses essais de réformer son département de la Maison du roi qu'il démissionna, laissant Turgot isolé contre les cabales unies du Parlement et de la cour. Comme toujours quand il méditait quelque changement de politique, le roi restait inaccessible, par précaution mesquine et blessante contre sa faiblesse de volonté. En vain, le 30 avril, Turgot lui fit remettre une lettre pathétique où il ne craignait pas d'écrire : « N'oubliez jamais, Sire, que c'est la faiblesse qui a mis la tête de Charles I^{er} sur le billot. » Le roi ne répondit pas et le congédia brutalement le 12 mai, après une intervention directe de la reine.

Le peuple et l'opinion éclairée furent consternés, tandis que les frères du roi, la cour, les parlementaires affichaient une joie indécise. Sans doute, l'opposition de la magistrature avait plus d'une fois déjà provoqué indirectement la chute d'un ministre. Mais, pour la première fois, les parlementaires avaient nettement lié partie avec la cour pour obtenir le départ de Turgot qui, pour des raisons différentes, les inquiétait également. Cette manœuvre constituait un grave précédent; car les gens de cour avaient ainsi en réserve, pour agir sur la faiblesse du roi, un puissant moyen d'action : déchaîner l'opposition parlementaire, sous un prétexte quelconque, contre le ministre visé et faire état de cette opposition, soi-disant inspirée par l'amour du peuple, pour impressionner un monarque peu éclairé, mais de bonne volonté et avide de cette popularité dont l'entourage du Parlement savait si bien octroyer ou refuser l'agréable apparence. Et parmi les « fiers sénateurs », il ne manquait pas d'intrigants, habiles à établir, sans se compromettre, une liaison directe entre la cour et le Parlement, en vue d'une manœuvre combinée.

Il serait excessif d'ailleurs d'attribuer la disgrâce de Turgot à ces seules machinations. Elles en hâtèrent le moment, mais il y avait dans les réformes que projetait le ministre une sorte de contradiction interne qui se serait révélée plus nettement, à mesure qu'il en eût développé l'application. Turgot partageait avec les philosophes cette erreur que l'ancien régime pouvait se réformer et évoluer en une sorte de despotisme éclairé, à la Frédéric II, en renonçant à ses appuis séculaires, le clergé et l'aristocratie, et à ce complexe équilibre qui distribuait entre les classes, selon des répartitions très nuancées, les charges sociales et



NECKER (1732-1804). — Gravure de la Bibliothèque Nationale.

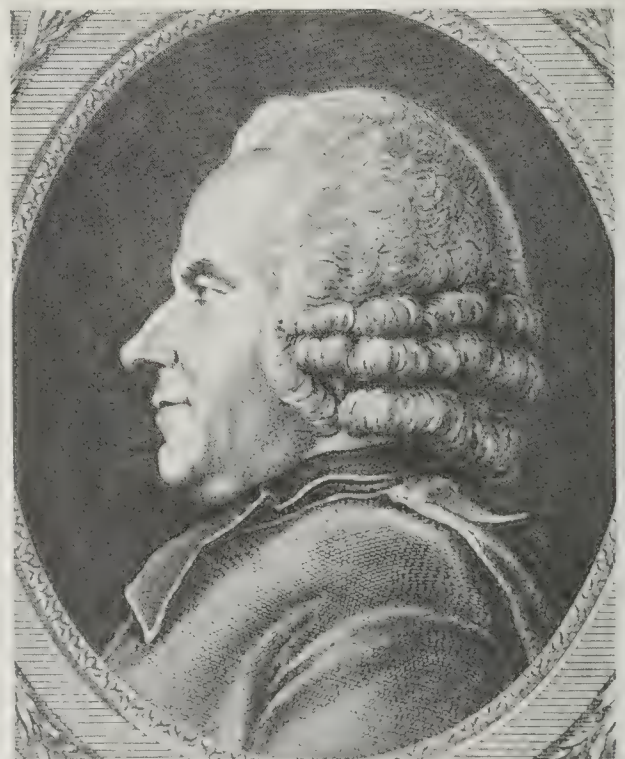
les privilèges. En réalité, l'ancien régime ne pouvait être amélioré que par un retour judicieux à ses principes, corrompus par les abus qu'introduit, dans tout système de gouvernement, une longue période de fonctionnement. Et il eût fallu pour cela une réforme morale qui ne concordait guère avec les tendances du siècle. Les conceptions doctrinales de Turgot et de ses amis les philosophes ne pouvaient que conduire la monarchie traditionnelle plus promptement à sa ruine, parce qu'elles étaient incompatibles avec son essence même.

Là, sans doute, est la raison profonde de la chute de Turgot. Son court passage au ministère déçut gravement tous ceux qui espéraient concilier leur radicalisme doctrinal avec les formes anciennes du gouvernement. Il laissa en désarroi ceux qui attendaient un ordre nouveau et qui voyaient son avènement compromis par une rupture si déclarée, à propos de la personne et de l'œuvre de Turgot, entre les Parlements, espoir du peuple de Paris, et les philosophes, maîtres des intelligences et guides de l'opinion éclairée. En fin de compte, le passage de Turgot aux affaires aggrava la situation. Certains de ses amis semblent l'avoir compris et lui-même, déconcerté par un échec qu'il sentait irréparable, s'enferma dans la retraite jusqu'à sa mort, survenue en 1781.

LE PREMIER MINISTÈRE DE NECKER. — La chute de Turgot marqua l'apogée de la faveur de Maurepas, dont la politique au jour le jour contrastait entièrement avec celle de son rival, mais déroutait beaucoup moins le roi. Il fut nommé chef du Conseil royal des finances et un nouveau règlement obligea les autres ministres à délibérer avec lui des principales affaires avant d'en référer au roi. Il acquit ainsi, en fait, la situation d'un principal ministre. Et pourtant, par une de ces inconséquences familières à Louis XVI, il fut étranger à la nomination au contrôle général de l'intendant de Guyenne, de Clugny, homme opiniâtre, débauché et avide, qui détruisit en quelques semaines l'œuvre de Turgot, créa cette école de démoralisation que fut la « Loterie royale de France » et installa la gabegie à son ministère. Ce déplorable personnage, choisi à dessein, dirait-on, pour souligner la vertu et la capacité de Turgot, mourut en octobre 1775, devant une inévitable disgrâce.

C'est alors que Maurepas eut l'idée d'appeler Necker aux affaires, en lui confiant toutes les attributions essentielles du contrôleur général dont le titre lui-même, pour des raisons d'ordre juridique, ne pouvait lui être conféré. Jacques Necker, alors âgé de quarante-quatre ans,

était, en effet, Genevois d'origine et protestant de religion. Il avait fait rapidement fortune dans de très honnêtes opérations de banque. Retiré depuis 1772 et accrédité près du roi comme ministre de Genève, il avait écrit sur les finances et l'économie politique, avec une liberté d'esprit et un succès qui avaient parfois offusqué Turgot et l'École. Il était bien vu de l'opinion éclairée et Mme Necker, belle et intelligente, avec une réputation in-



L'ABBÉ RAYNAL (1713-1796). — Gravure de Legrand, d'après un dessin de Cochin. — Bibl. Nat.

tacte, tenait un salon très fréquenté. Necker, plus ambitieux que Turgot et moins sympathique, avait un sens plus réaliste des nécessités du gouvernement.

Il inspira tout de suite confiance et une série d'emprunts en rentes viagères, émis d'ailleurs à des conditions trop onéreuses, mirent la trésorerie à l'aise et permirent de financer la guerre pour l'indépendance de l'Amérique. Ainsi fut écartée toute crainte de banqueroute à une époque décisive pour notre prestige dans le monde. Sans doute, Necker ne réussit pas à établir entièrement l'équilibre dans le budget normal. Mais, avant de tenter une réforme profonde du système d'impôts, il voulait restaurer le crédit de l'État, ébranlé depuis la dernière banqueroute de Terray. Et il sut tout de même réaliser des améliorations de détail : il fit supprimer dans les campagnes et dans les bourgs le vingtième d'industrie, dont l'assiette était difficile et le rendement médiocre; aux Cours souveraines, il fit concéder que la taille, jusqu'alors établie par simple arrêt du Conseil, ne pourrait plus être augmentée que par édit soumis à vérification. Et surtout, il mena une guerre acharnée aux offices inutiles. Il supprima nombre de places dans les recettes générales, dans les postes et dans la Loterie; il s'attaqua aux Maisons du roi ou des princes qui absorbaient un douzième des revenus du Trésor et où des offices sans fonction et parfois grotesques avaient été multipliés pour donner des sinécures décoratives à la noblesse de cour et des places fructueuses à sa clientèle. Les suppressions soulevèrent de violentes colères et Maurepas devint bientôt le chef de la cabale contre le ministre.

Mais Necker ne commit pas les mêmes erreurs de tactique que son prédécesseur. Tout en plaisant moins au roi, que son extraordinaire assurance et ses manières avantageuses, si éloignées de la sincérité timide de Turgot, humiliaient et agaçaient un peu, il sut conquérir la reine que son petit groupe entraînait à une vie trop coûteuse et qui contractait à « un jeu d'enfer » des dettes démesurées. Il lui fit des concessions et accueillit ses protégés. Bien assuré de ce côté, il réussit à obtenir une réduction sensible des pensions, surtout de celles accordées en pure grâce à des courtisans; le paiement régulier des arrérages compensa un peu ce retranchement.

Necker, pour satisfaire à ses goûts personnels et aux tendances d'une époque pleine de « sensibilité », réforma les hôpitaux et hospices où une hygiène mauvaise entraînait une effroyable mortalité et fonda, avec le concours personnel du roi, un hôpital modèle que M^{me} Necker voulut diriger. Il inspira sans doute l'édit d'août 1779, abolissant sur les domaines du roi les derniers vestiges de la servitude personnelle, qui subsistait çà et là, et que des scrupules juridiques empêchèrent de supprimer sur les domaines des seigneurs. Il revisa le régime des prisons et fit abolir la question préparatoire dans l'instruction des procès criminels, question qui était d'ailleurs tombée en désuétude dans les tribunaux les plus éclairés, comme le Châtelet de Paris. Il flattait ainsi l'opinion des philosophes qui, depuis les affaires Calas, de La Barre et Sirven et les écrits de l'Italien Beccaria, stigmatisaient la procédure criminelle comme contraire à l'humanité. Sous ses auspices, un rapprochement, de nouveau, s'esquissait entre la monarchie traditionnelle et la philosophie. En février 1778, Voltaire rentra à Paris dans une atmosphère d'apothéose et mourut peu après. Et le roi ne fit qu'une réponse évasive à l'Assemblée du clergé de 1780, protestant contre une nouvelle édition des œuvres de Voltaire et contre l'audacieuse *Histoire philosophique des Indes* de l'abbé Raynal.

Mais Necker montra surtout des aptitudes de réformateur prudent et réaliste dans ses projets relatifs à l'administration provinciale. Comme beaucoup de ses contemporains, il admirait les institutions représentatives anglaises qui associaient l'élite de la nation à la conduite du gouvernement. Le système français, en réservant au roi et à son Conseil la décision et la responsabilité des grandes affaires, n'excluait nullement une certaine participation des intéressés à l'administration des

provinces : les « pays d'États » représentaient encore, à une époque d'absolutisme et de centralisation, d'anciennes traditions de libéralisme décentralisateur. En créant, dans les pays d'élection, des assemblées analogues aux États provinciaux, on pouvait associer prudemment les administrés aux détails de l'administration : répartition, assiette et recouvrement des impôts, conduite des travaux publics, manutention des intérêts économiques de la région, organisation de la charité, etc., sans compromettre en rien la prérogative royale. On allégeait ainsi la lourde tâche des agents royaux trop souvent exposés, malgré leurs bonnes intentions, à d'injustes critiques et à des suspensions que ne rencontraient pas les représentants de la province, indépendants et bien au fait des habitudes locales.

L'idée était en l'air depuis longtemps et les physiocrates avaient élaboré tout un plan d'assemblées représentatives que Turgot eût sans doute tenté de faire aboutir si le temps lui en avait été laissé. Mais l'École, enchaînée par sa doctrine trop étroite sur le rôle social et économique de la propriété foncière, ne voulait composer ces assemblées que de propriétaires fonciers. Necker comprit qu'il était impossible d'y supprimer la distinction des ordres, l'une des pièces maîtresses de l'édifice monarchique; il se contenta d'en assouplir le jeu en doublant la représentation du Tiers et en instituant le vote par tête, qui devait accroître l'influence de l'ordre le plus nombreux.

Il voulut, d'autre part, faire une expérience avant de généraliser un plan qu'il croyait bon. En 1778, il créa dans l'une des provinces les plus pauvres du royaume, le Berry, une Assemblée provinciale composée de 48 députés des trois ordres; le roi nomma les 24 premiers membres et l'Assemblée se compléta par cooptation; Necker évita ainsi, pour commencer, l'organisation lente et délicate d'un système représentatif. Les financiers, inquiets d'une combinaison nouvelle qui pouvait si aisément se substituer à eux, cherchèrent à éveiller les susceptibilités du Parlement de Paris, mais celui-ci, quoique méfiant, craignit sans doute d'irriter l'opinion, avide de réformes, et enregistra l'édit. L'essai réussit. Necker, encouragé, créa, en 1779, une seconde Assemblée en haute Guyenne; il se heurte cette fois à l'hostilité non déguisée du Parlement de Bordeaux et à l'instinctive méfiance des populations rurales à l'encontre de toute innovation.

Soutenu par le roi, il passe outre et prépare en 1781 une autre Assemblée en Bourbonnais, dans le ressort du Parlement de Paris. Il se heurte cette fois à une opposition irrésistible dont il faut chercher la cause dans des intrigues déjà anciennes.

Necker, comme Turgot, avait soulevé à la cour beaucoup d'inimitiés; Maurepas le jalousait et les frères du roi s'étaient mis ouvertement à la tête des courtisans, que ses idées réformatrices inquiétaient. Pendant plusieurs mois, Necker, qui avait su gagner le précieux appui de la reine, lutta avec avantage. Il réussit à se débarrasser de Bertin, le secrétaire d'État en surnombre qui lui était hostile, et, un peu plus tard, à faire remplacer Sartines, à la Marine, par le marquis de Castries, qui plaisait à la reine et à Choiseul.

Il jouissait alors de l'entière faveur du roi, qui alla jusqu'à présider un « comité » où il siégeait, puisque sa qualité de protestant l'excluait des séances du Conseil proprement dit. La démission du prince de Montbarey, ministre de la Guerre et parent de Maurepas, et la nomination du marquis de Ségur, obtenues par la reine, blessèrent au vif le vieux Mentor.

C'est alors qu'il monta une intrigue pour abattre son heureux rival. Il encouragea en sous-main une violente campagne de pamphlets contre Necker qui, atteint dans son orgueil, publia, en février 1781, son *Compte rendu* au roi sur l'état de ses finances. Ce geste hardi, qui violait, avec le « secret des finances », l'une des traditions monarchiques les plus invétérées, était un signe des temps : Necker, se sentant menacé dans l'ombre par la cabale qui avait renversé Turgot, en appelait à la puissance nouvelle, l'opinion publique, et prenait



LE COMPTE RENDU DE NECKER (février 1781). — Gravure allégorique populaire. — Bibl. Nat. Cl. GIRAUDON.

ainsi une attitude avantageuse pour sa dignité et son amour-propre; aux pamphlets venimeux que faisaient circuler ses adversaires, il répondait par un rapport clair et habile sur sa gestion, avec chiffres à l'appui. La réplique eut un succès extraordinaire; le compte rendu fut tiré à cent mille exemplaires que le public s'arracha. Ce coup d'audace porta à son apogée la popularité du ministre, en même temps que son exposé, d'ailleurs trop optimiste, de la situation financière suscitait un élan de confiance qui favorisa le succès des emprunts nécessités par la guerre.

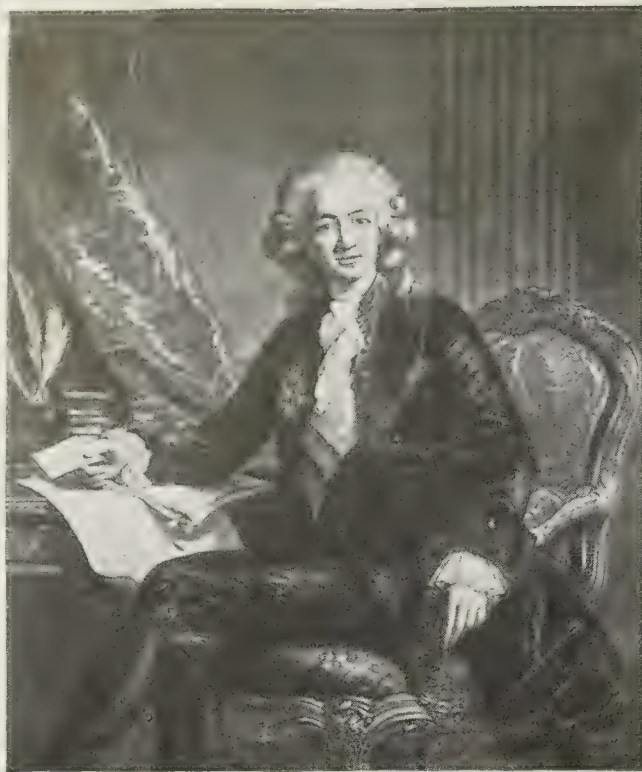
La cabale, vaincue dans cette première passe, se livra à une manœuvre déloyale, mais décisive. Dans le mémoire rigoureusement confidentiel qu'il avait présenté au roi pour justifier la création des Assemblées provinciales, Necker avait fait valoir, avec un peu de machiavélisme, une considération politique qui avait séduit le roi : si les nouvelles Assemblées se montraient dociles et prenaient de l'autorité dans le pays, on pourrait un jour leur confier l'enregistrement des édits fiscaux que marchandaient si souvent les Cours souveraines. Certains parlementaires, qu'une méfiance méthodique contre le « despotisme ministériel » rendait clairvoyants, avaient aperçu et dénoncé, dès 1779, cette arrière-pensée politique, dans une réforme modestement présentée comme une simple mesure de décentralisation. Mais la preuve manquait. Une haute personnalité de la cour, que l'on sait aujourd'hui avoir été le comte de Provence, la procura. Feignant de s'intéresser aux affaires, il avait obtenu du roi communication du mémoire de Necker; il en fit prendre subrepticement copie et l'envoya aux parlementaires les plus influents.

Le 20 avril 1781, nous dit un contemporain, « le feu était aux quatre coins du Palais ». Le Parlement refusa net d'enregistrer l'édit portant création de l'Assemblée du Bourbonnais et décida, au milieu d'une agitation extrême, d'envoyer au roi des remontrances sur le mémoire. Necker, très crânement, saisit l'opinion en publiant le mémoire incriminé, et le roi défendit péremptoirement au Parlement de s'immiscer dans les affaires de l'administration.

Le souvenir de l'affaire de Bretagne et du coup de force de Maupeou le décida sans doute à obéir. Mais la cabale continua ses manœuvres dans l'ombre et l'on savait les parlementaires implacables dans leurs rancunes; « l'on n'a pas d'exemple, dit encore un contemporain, qu'un ministre en guerre avec eux ait fait plus que se débattre pendant quelque temps ». Ils avaient seulement modifié leur tactique : à la lutte ouverte, qui comportait le risque d'inquiéter le roi sur sa prérogative, ils préféraient la voie plus tortueuse et plus sûre des intrigues de cour.

Dès la fin d'avril 1781, il devint évident que la situation de Necker était compromise. Il avait pour lui l'opinion publique et la reine; contre lui, les courtisans et la majorité des ministres. Le roi, à son ordinaire, se montrait embarrassé et hésitant; il commençait à redouter l'ambition du directeur général des finances, qui savait si bien intéresser le public à la question ministérielle. Necker ne put obtenir de lui des lettres de jussion, pour obliger le Parlement à enregistrer l'édit de création de l'Assemblée du Bourbonnais; le Parlement le tenait donc en échec. Il n'obtint pas davantage les satisfactions d'amour-propre, et notamment l'entrée au Conseil, qu'il réclamait, pour maintenir son autorité sans cesse atteinte par les libelles calomnieux de la cabale. En désespoir de cause et ne pouvant aborder le roi, il pria la reine de lui remettre sa démission. La reine l'accueillit très bien et lui rendit un peu d'espoir; mais une démarche de Maupeou, venant au bon moment déclarer que tous les ministres, sauf Castries et Ségur, s'en iraient si Necker entrait au Conseil, acheva de décider le roi; la démission fut acceptée (19 mai 1781).

Ce fut une véritable stupeur dans le peuple. Les fonds royaux baissèrent brusquement à la Bourse et il y eut des manifestations au Théâtre-Français. Necker, retiré à Saint-Ouen, reçut d'innombrables visites, comme naguère Choiseul à Chanteloup. L'opinion protestait à sa manière contre la politique du roi. Maupeou, plus futile que jamais, mourut quelques mois après la chute de Necker (21 novembre 1781). Devenu impatient de toute supériorité, il avait eu le tort grave de faire tomber successivement Turgot et Necker qui, chacun avec une note particulière, représentaient les tendances réformatrices agréables à une



CALONNE (1734-1802). — Gravure de Bréa d'après une peinture de Le Brun. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

opinion s'intéressant toujours davantage aux affaires. Et pourtant sa mort priva le roi d'un conseiller expérimenté, qui connaissait à fond les ressorts traditionnels du gouvernement monarchique et en tirait encore un assez bon parti. Après lui, la royauté, désarmée, abandonnera toute politique : et la politique nouvelle, cherchant par des réformes à gagner l'opinion publique, et l'ancienne politique ministérielle avec ses coups fourrés et ses jeux de bascule où, tant bien que mal, on s'efforçait de sauvegarder la prérogative royale en sacrifiant les ministres qui n'avaient pas eu la chance de réussir. Louis XVI ne voulut plus d'un nouveau chef du Conseil; il assuma seul les responsabilités du gouvernement, trop lourdes pour sa volonté débile. Et cependant, la trêve qui lui a été consentie au début de son règne est dénoncée : il a laissé tomber deux ministres populaires; on le sait faible devant les intrigues de cour et désarmé devant l'influence de la reine, qui a choqué par ses airs de légèreté et ses dépenses excessives, et que l'on accuse injustement de sentiments peu français. L'opinion éclairée, déçue dans ses espoirs, se détourne de lui avec des sentiments où une pitié un peu méprisante se

mêle à l'irritation. A tous égards, l'année 1781, avec la chute de Necker et la mort de Maupeou, marque le début d'une période pendant laquelle vont s'accroître les symptômes précurseurs de la Révolution prochaine.

CALONNE ET L'ASSEMBLÉE DES NOTABLES (1783-1787). — Necker avait été remplacé aux Finances par un conseiller d'État, Joly de Fleury, qui avait deux frères au Parlement de Paris : on ne pouvait marquer plus nettement le triomphe des parlementaires. Joly de Fleury, peu soucieux de popularité, fit ce que Necker aurait dû faire depuis longtemps : il augmenta les impôts, d'abord en ajoutant deux sols pour livre à la plupart des impôts indirects, ensuite en établissant un troisième vingtième que les Parlements, après bien des concessions de détail, finirent par accepter. Il dut aussi emprunter de grosses sommes, en exploitant surtout le goût récemment développé dans le public pour les emprunts en rentes viagères. Sous la pression de la détresse du Trésor, il rétablit la plupart des gros offices de finances que Necker avait supprimés; les ouvertures de crédit que les nouveaux officiers consentirent généreusement firent oublier une fois de plus l'onéreuse tutelle qui en serait la contre-partie. Joly de Fleury gagna ainsi, péniblement, la fin de la guerre (janvier 1783). Il voulut alors constituer un comité pour remettre un peu d'ordre dans les finances et réduire les dépenses par des économies rigoureuses. Les courtisans comprirent vite que ce comité serait le « tombeau des grâces », et leurs intrigues ne tardèrent pas à amener la chute de Joly de Fleury (mars 1783).

Il fut remplacé par un jeune conseiller d'État, Lefèvre d'Ormesson, courageux, bien intentionné, mais sans talent ni expérience. Il faillit faire sombrer, en exigeant d'elle une avance à



LE COMTE D'ARTOIS, frère de Louis XVI (1757-1836). — Gravure de Denys. — Bibl. Nat.



LES BAINS D'APOLLON A VERSAILLES EN 1775.

Peinture de Hubert Robert. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

court terme, une banque privée, la Caisse d'escompte qui, depuis 1776, rendait de grands services au commerce et avait reçu le privilège d'émettre des billets. La banque, dont la gestion était très saine, put être sauvée. Mais le contrôleur général s'attaqua plus maladroitement encore à la Ferme, qu'il voulut, en cours de bail, convertir en régie intéressée. Cette mesure provoqua dans le public une nouvelle crise de confiance bien significative ; il retirait ses fonds dès qu'il redoutait une mainmise de l'administration royale sur la finance privée. Discrédité par ce double échec, d'Ormesson fut congédié (novembre 1783).

Depuis longtemps, le comte d'Artois et l'entourage de la reine intriguaient pour faire nommer aux finances Calonne, intendant de Valenciennes, qui avait joué un rôle assez équivoque dans la Commission chargée de juger La Châlotais. Perdu de dettes, il n'était sympathique ni au roi ni à la reine ; mais, souverainement intrigant et habile à faire valoir des ressources intellectuelles qui étaient très au-dessus de sa valeur morale, il réussit à faire croire qu'il jouissait de la confiance des financiers, dont le concours était indispensable pour liquider les dettes écrasantes de la guerre. Les courtisans comprirent tout seuls que cet ambitieux ne les gênerait pas dans leurs affaires et la coterie de la reine parvint à triompher de ses répugnances personnelles.

C'est ainsi que le roi s'en remit à cet empirique, qui avait des connaissances, de l'habileté et une grande puissance de travail, mais qui ne se souciait guère des moyens, pourvu qu'ils réussissent. Il s'appliqua, par de bonnes paroles, à rassurer la magistrature que son passé inquiétait et les pays d'États que Necker n'avait guère ménagés. Il ne déçut pas les espérances que les courtisans avaient mises en lui : on vit refluer les pensions et les ordonnances au comptant qui couvraient, d'un masque bien léger, les prodigalités des Maisons de la reine et des princes.

L'un des aimables préceptes de Calonne était qu'il faut dépenser largement pour inspirer confiance. En fait, les débuts de son administration parurent confirmer l'excellence de son séduisant système. La fin de la guerre provoqua, comme il est habituel, un vif essor du commerce ; il y eut, en 1784 et 1785, des récoltes « admirables ». Calonne trouva aisément de l'argent pour les emprunts directs ou indirects, à rentes viagères ou à lots et conclus d'ailleurs à des conditions très onéreuses pour le Trésor. Il fit même ce geste vain, mais rassurant, de créer une caisse d'amortissement ; il entreprit des travaux d'utilité publique et fit nommer un comité d'agriculture. Les revenus de l'État s'élevèrent ; le bail de la Ferme fut renouvelé à des conditions avantageuses, après la construction, à Paris, d'un mur

d'octroi destiné à diminuer la fraude.

Une telle politique devait promptement user Calonne, par son habileté même, finit par inquiéter tout le monde. Il mécontenta le clergé, contre qui, dans l'espoir d'obtenir plus d'argent, il fit mener une campagne de libelles ; le Parlement de Paris s'étonne à juste titre que tant d'emprunts soient nécessaires pour liquider la guerre ; les financiers, mal rassurés, accroissent leurs exigences et le public s'indigne d'une méthode de gouvernement qui

érige la prodigalité en système. Au début de l'année 1785, l'irritation générale trouva des arguments dans le livre de Necker sur l'Administration des finances, où, en faisant l'apologie de son ministère, il soulignait indirectement les erreurs de son successeur.

Quelques mois après, un événement scandaleux, « l'Affaire du collier », accapara toute l'attention du public. En août, le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, discrédité par ses désordres et ses folles dépenses, et désireux de rentrer dans les bonnes grâces de la reine, se laissa persuader par de vulgaires aventuriers, Cagliostro et les époux de La Motte, que Marie-Antoinette souhaitait ardemment un collier de 1 600 000 livres que des joailliers parisiens lui avaient offert en vain quelques mois auparavant. Le collier, grâce à l'entremise du cardinal, fut remis contre un reçu où la signature de la reine avait été imitée et fut débité en détail, à Londres, par les aigrefins qui avaient berné le cardinal.

Quelques jours après, avertie des bruits qui couraient, Marie-Antoinette fit venir les joailliers et apprit tout. Révoltée de telles manœuvres, elle ne voulut admettre aucun ménagement et, avec la généreuse imprudence des âmes loyales, qui ne con-

naissent pas l'affreuse puissance de la calomnie, elle fit arrêter le cardinal de Rohan, qui était grand aumônier de France, le 15 août, au moment où il allait célébrer la messe dans la chapelle de Versailles. Le scandale fut énorme. L'affaire fut renvoyée au Parlement de Paris qui, après une instruction minutieuse, et sans doute influencé par son hostilité envers la cour, acquitta le cardinal de Rohan et se borna à condamner les comparses. Le public applaudit et cette déplorable affaire, envenimée par les passions les plus viles, aggrava encore l'impopularité de la reine et fit éclore contre elle, malgré son innocence, les plus ignobles libelles.

En 1786, Calonne visiblement s'essouffle ; son dernier emprunt n'a passé qu'à grand-peine et l'opposition des Parlements se fait de plus en plus agressive, même à propos de la refonte des monnaies d'or, rendue nécessaire par l'avilissement du métal argent. En août, il prend un parti héroïque et présente au roi un mémoire conseillant des réformes profondes : allègement de la taille, remplacement des vingtièmes par une subvention territoriale assise sur toutes les terres sans distinction, abolition de la corvée des chemins, suppression des douanes intérieures, liberté du commerce des grains, généralisation des Assemblées provinciales. Comme il jugeait impossible de faire accepter un tel programme par les Parlements, il propose de le soumettre d'abord à l'approbation d'une Assemblée de Notables. On connaît le mot de Louis XVI après l'examen de ce plan : « Mais, c'est du Necker tout pur que vous me proposez là ! » L'empirique en convint, mais sut émouvoir le roi et le persuada. Certains ministres aperçurent les dangers d'une convocation des Notables, qui n'avaient pas été réunis depuis 1626. Ségur prédit que ce serait « de la graine d'États généraux ». Le roi passa outre et, le 29 septembre, les Notables furent convoqués : ils devaient se réunir à Versailles le 29 janvier suivant et être consultés sur les desseins formés par le roi « pour le soulagement de ses peuples, l'ordre de ses finances et la réformation de plusieurs abus ». Les détails du plan de Calonne restèrent secrets jusqu'à leur réunion.

L'Assemblée comprenait environ 150 membres : prélats, nobles, délégués des Cours souveraines, conseillers d'État et intendants, représentants des pays d'États et des villes principales, tous choisis par le roi ; ils étaient répartis en bureaux, que présidaient les princes du sang. Calonne, tout en escomptant l'opposition du clergé et celle de la magistrature, à qui, en beau joueur, il avait fait large place, espérait cependant rallier une majorité. Mais un retard maladroitement apporté à l'ouverture de l'Assemblée permit aux Notables de fréquenter les salons et les « clubs », dont la mode était alors dans toute sa nouveauté ; raillés par l'opinion, chapitrés par les gens du bel air qui faisaient naturellement de l'opposition, les Notables prirent leur rôle au sérieux et mirent leur amour-propre à n'être pas une simple chambre d'enregistrement.

L'Assemblée fut déclarée ouverte le 22 février 1787 par le roi, qui invoqua habilement l'exemple de Henri IV « qu'il se plaisait à imiter ». Six édits furent soumis à ses délibérations. Le premier ins-



MARIE-ANTOINETTE (1755-1793). — Gravure de Janinet.
— Bibl. Nat. CL. LEMARE.



LE CARDINAL DE ROHAN (1734-1803). — Bibl. Nat.

stituait dans les pays d'élection, selon le plan des physiocrates, des assemblées « élémentaires les unes des autres » dans les paroisses, les districts et les provinces; les assemblées paroissiales, d'où sortaient toutes les autres, étaient élues par les seuls propriétaires fonciers. Le second remplaçait les vingtièmes par une subvention territoriale subie par tous les propriétaires; afin d'y soumettre le clergé, qui perdait toute son autonomie financière, des mesures étaient prises en vue de rembourser les 134 millions que le clergé avaient empruntés pour satisfaire aux demandes du roi. Les autres édits diminuaient la taille, rétablissaient le libre commerce des grains et remplaçaient la corvée par une prestation en argent.

Ces réformes étaient radicales en ce sens qu'elles portaient atteinte à la distinction des ordres. Calonne les défendit avec une sorte d'âpreté et fit le procès de l'administration dans le langage habituel aux pamphlétaires. Cette indignation tardive était bien surprenante de la part d'un tel sceptique. Il espérait ainsi retourner en sa faveur l'opinion publique et intimider les Notables par la crainte, si vive à cette époque, de l'impopularité. C'est dans le même but sans doute que, rencontrant dans six bureaux sur sept une vive opposition, il se décida à publier son discours, ses rapports et une apologie de sa conduite. Le jeu était dangereux, car, à vouloir compromettre les Notables, il risquait de priver le roi de tout appui près de ses soutiens naturels, en le livrant aux seuls suffrages d'une opinion publique à la fois versatile et exigeante. Les Notables ne cédèrent pas; ils se déclarèrent prêts à consentir aux plus grands sacrifices et même à l'égalité entière des charges fiscales, pourvu que la distinction des ordres fût maintenue; mais, avant d'approuver de nouveaux impôts, ils entendaient vérifier personnellement la situation financière, qui s'avéra bientôt beaucoup plus mauvaise que Calonne n'avait osé l'avouer.

La situation se tendit entre l'Assemblée et le contrôleur général. Calonne essaya vainement, par des manœuvres déloyales, de travestir ses intentions; l'Assemblée riposta en dénonçant au roi les mensonges et les prévarications de son ministre. L'indolence de Louis XVI finit par s'émouvoir. Calonne obtint encore cependant le renvoi de Miromesnil, garde des sceaux, qu'il accusait de pactiser avec les Parlements et qui fut remplacé par Lamoignon. Mais une opposition irrésistible, au ministère, à la cour et au sein des Notables, déterminait le roi à l'exiler en Lorraine (7 avril 1787).

LA CRISE FINANCIÈRE. — LE MINISTÈRE BRIENNE ET L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE. — Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, avait été l'un des chefs de l'opposition à l'Assemblée des Notables. Il était depuis longtemps candidat au ministère; il avait l'appui de la reine, et les philosophes, qui l'appelaient l'Antimoine, lui savaient gré du rôle suspect qu'il avait joué à la Commission des réguliers. Le roi détestait ses mauvaises mœurs, qui étaient publiques. Mais, comme il ne voulait pas de Necker, désigné par l'opinion, il dut se décider, en mai, à appeler Brienne au pouvoir. Il fut nommé chef du Conseil royal des finances, tandis qu'un sous-ordre tint le contrôle général. En fait, il eut tout de suite la situation de principal ministre, qui ne lui fut officiellement attribuée qu'en août, pour essayer de coordonner un peu l'action ministérielle, désorientée par la crise.

Malgré son extérieur avantageux et sa suffisance, Brienne n'avait ni les connaissances, ni la fermeté, ni le désintéressement requis pour ce rôle de premier plan. Il ne tarda pas à se débarrasser des Notables qui, malgré l'intervention personnelle du roi, se déclarèrent incompétents pour consentir de nouveaux impôts. Ils se séparèrent le 25 mai et leur longue session n'eut d'autre résultat que de révéler mieux l'impasse où aboutissait la politique royale, après avoir surexcité dans le public un goût bien dangereux pour les affaires de l'État.

Brienne se retrouvait en présence des Parlements que Calonne n'avait pas osé aborder de front. Au jeu serré des adversaires, on put comprendre que la partie décisive allait se jouer. Le Parlement de Paris enregistra sans difficultés la plupart des édits soumis aux

Notables et qui avaient l'appui de l'opinion, y compris l'édit sur les Assemblées provinciales, d'ailleurs remanié dans le sens opportuniste de Necker, avec maintien de la distinction des ordres. Il se réservait pour les édits fiscaux. Brienne, pour se procurer des ressources immédiates, avait fait décider une augmentation de l'impôt du timbre, qui était impopulaire, avant l'établissement de la subvention territoriale, bien vue de l'opinion parce qu'elle réalisait l'égalité fiscale. Le Parlement profita de cette erreur de tactique et, le 22 juillet, recevant l'édit sur le timbre, il émit d'abord la prétention de vérifier le déficit, puis déclara modestement qu'il ne rentrait pas dans ses attributions d'accorder un impôt d'une durée illimitée. Et, le 27, lorsque l'édit sur la subvention territoriale lui fut soumis, il proclama solennellement que « la nation représentée par les États généraux est seule en droit d'octroyer au roi des subsides dont le besoin serait évidemment démontré ».

La doctrine n'était pas neuve; elle avait été formulée, à la fin du règne de Louis XV, par certains Parlements provinciaux et par la Cour des Aides de Paris; à l'Assemblée des Notables, quelques isolés de marque, et notamment le marquis de La Fayette, avaient réclamé les États généraux. Mais la déclaration du Parlement de Paris souleva dans la ville une profonde agitation; elle donnait un mot d'ordre, simple et clair, à l'opposition.

Le roi se contenta encore et se borna à faire enregistrer les édits, le 6 août, en lit de justice. Le Parlement, excité par d'Éprémèsnil et quelques autres exaltés, arrêta que l'enregistrement était illégal et les édits contraires « aux droits de la nation ». Il ouvrit en même temps une enquête sur l'administration de Calonne, qui, mal rassuré par l'arrêt de cassation du Conseil, gagna l'Angleterre. Les parlementaires furent acclamés comme « pères du peuple ». Le roi les exila à Troyes où, à peine arrivés, ils décrétèrent qu'ils ne se laisseraient pas de représenter au roi la nécessité de convoquer les États généraux, pour « guérir les plaies de l'État ». Ils adoptaient cette tactique pour se concilier l'opinion, qu'ils sentaient incertaine et éprise de grandes nouveautés. Elle réussit; les autres Cours souveraines de Paris et les Parlements provinciaux commentèrent le même thème. Tout cela provoqua à Paris une effervescence un peu factice, surtout dans le monde de la basoche dont les intérêts étaient liés à la fortune du Parlement; quelques mesures militaires en eurent promptement raison.

Mais le Parlement s'ennuyait à Troyes et Brienne avait besoin d'argent. Des négociations secrètes s'engagèrent; le Parlement accepta d'enregistrer un édit établissant deux vingtièmes, selon les principes adoptés par la subvention territoriale, le premier illimité, le second pour cinq ans. Et, pour prix de sa complaisance, il obtint en septembre son rappel. Il fut accueilli par des acclamations délirantes; peu de clairvoyants sans doute s'aperçurent qu'il avait encore une fois changé de doctrine pour les besoins de sa tactique et qu'il se reconnaissait de nouveau une compétence qu'il avait restituée, quelques semaines auparavant, aux seuls États généraux.

Grisé par sa popularité, et d'ailleurs incorrigible, le Parlement ne tarda pas à rompre la trêve et à créer des embarras au gouvernement pour une affaire insignifiante. Un emprunt important étant nécessaire à brève échéance, on discuta sérieusement au Conseil de l'opportunité d'un nouveau coup de force à la Maupeou; le garde des sceaux Lamoignon, inquiet de la « confédération » des Parlements qu'il voyait renaître, y poussait. Le ministère se partagea et une solution conciliante prévalut. Des officieux négocièrent une transaction: le Parlement accepterait le principe d'un gros emprunt, échelonné sur cinq ans et, en 1792, les États généraux seraient convoqués. Le Parlement restait ainsi fidèle à ses déclarations retentissantes et le gouvernement gagnait du temps, ce rêve de tous les faibles.

L'arrangement devait être consacré à la séance royale du 19 novembre, mais il y eut des malentendus; le roi laissa les membres du Parlement opiner, comme dans les séances ordinaires, mais il ne fit pas compter les voix et ordonna l'enregistrement d'autorité, selon la procédure des lits de justice. Le duc d'Orléans, qui prenait de plus en plus nettement figure de chef de l'opposition, protesta formelle-



BRIENNE (1727-1794). — Gravure d'Antonini. — Bibl. Nat.

ment en séance. Le roi lui répondit gauchement et l'exila. Le Parlement arrêta que la protestation du duc d'Orléans serait inscrite sur ses registres. Louis XVI, furieux d'être ainsi abandonné par sa propre famille, la fit rayer sous ses yeux et exila par lettres de cachet les magistrats les plus violents. Alors se développèrent les remontrances habituelles, condamnant les lettres de cachet au nom de la liberté individuelle, car les parlementaires, pour critiquer les ordres du roi, adoptaient le langage même des philosophes. Les Parlements de province firent écho. Le 13 avril 1788, le Parlement de Paris remit au roi des remontrances sur l'illégalité prétendue de la séance du 19 novembre. Louis XVI répliqua qu'il ne confierait jamais les droits et les intérêts de la nation à « une aristocratie de magistrats ». Son grand-père n'avait jamais rien dit de plus cinglant. Le Parlement exaspéré interdit tout remaniement des rôles du vingtième et protesta de son désintéressement en renonçant de nouveau, en faveur des États généraux, à des prérogatives qu'il exerçait depuis un siècle.

Le gouvernement se rallia enfin aux vues de Lamoignon. Au début de mai, des édits furent préparés pour une action décisive. Mais le 3, averti par une indiscretion, le Parlement exposa à sa manière, dans un arrêté solennel, « les lois fondamentales » de la monarchie et ses membres jurèrent de s'y conformer quoi qu'il advînt. Le roi cassa l'arrêté et lança des lettres de cachet contre d'Éprémessnil et Montsabert, les deux conseillers les plus compromis. Ils se réfugièrent au Palais, où il fallut les arrêter en pleine assemblée de la Cour, tandis que ces scènes dramatiques alimentaient la fermentation populaire.

Le 8 mai, dans un lit de justice tenu à Versailles, le Parlement dut entendre et voir enregistrer, dans un frémissant silence, sa propre condamnation. Sa compétence judiciaire normale était gravement restreinte par la création des « grands bailliages », compétents en dernier ressort pour les affaires dont l'intérêt ne dépassait pas 20 000 livres. Son personnel était, en conséquence, réduit de plus de moitié. Et, surtout, il perdait toutes ses attributions politiques : le droit d'enregistrer et de remontrer était transféré, pour tout le royaume, à une Cour plénière dont l'édit de 1774 sur le rappel des Parlements avait fourni le prototype. Composée de la Grand'Chambre du Parlement de Paris, des princes du sang, des pairs du royaume, des grands dignitaires de la cour, du clergé, de l'armée, de représentants du Conseil d'État, des Parlements provinciaux et des autres Cours souveraines, elle réunissait mieux que le seul Parlement les principales personnalités du royaume. D'autre part, si Lamoignon, l'habile et énergique rédacteur de ces édits, n'avait pu, comme Maupeou, à cause de la détresse financière, prévoir la suppression de la vénalité et des épices, il avait pris soin d'améliorer la procédure criminelle, notamment en faisant disparaître la sellette et la question préalable et en exigeant dans le jugement l'indication précise du crime commis. Il s'efforçait ainsi de donner satisfaction à l'opinion éclairée.

Mais tout cela fut perdu de vue dans l'opposition furibonde que firent à la réforme le Parlement de Paris et les Parlements provinciaux, réduits de la même manière par la création de grands bailliages dans leur ressort. Les « grandes robes », comprenant que

l'heure de la suprême bataille avait sonné, mirent tout en œuvre pour faire échouer la réforme. Les tribunaux secondaires auraient volontiers fourni du personnel pour les grands bailliages, dont la création était agréable à beaucoup de villes de moyenne importance ; ils furent intimidés par une pression ouverte, et le plus grand nombre, se souvenant des brimades qui avaient suivi le rappel des Parlements en 1774, se déclarèrent hostiles ou s'abstinrent prudemment. De nombreux ducs et pairs protestèrent contre les édits. L'Assemblée du clergé elle-même refusa tout secours à Brienne et, faisant écho aux revendications de ses vieux ennemis, les Parlements, demanda la convocation des États généraux.

Dans plusieurs villes, la basoche provoqua de petites effervescences populaires que de simples mesures de police suffirent à réprimer. Mais, dans certaines provinces où subsistaient des tendances particularistes, l'enregistrement des édits déterminait de véritables émeutes. A Pau, la petite noblesse des montagnes se souleva pour défendre les « fors et coutumes du Béarn » ; à Rennes, malgré l'extrême modération du commandant en chef, il y eut des scènes d'émeute, auxquelles participa la jeunesse des Écoles, dirigée par Moreau, le futur général de la Révolution. A Grenoble, ce fut pire encore ; il y eut un véritable soulèvement populaire et les troupes furent lapidées (journée des tuiles) ; pour éviter des massacres, le commandant en chef dut autoriser la réinstallation triomphale du Parlement. Et quelques semaines après, les États du Dauphiné, supprimés depuis 1628, se réunirent spontanément à Vizille, au château des Lesdiguières, alors propriété d'un grand industriel, Jean Périer. Les États, que l'on n'osa pas dissoudre, réclamèrent la convocation prochaine des États généraux, le doublement du Tiers, le vote par tête, la suppression des lettres de cachet. Barnave et Mounier, avocats au Parlement de Grenoble, furent l'âme de ce mouvement, où les vues d'avenir se mêlaient curieusement aux réminiscences du passé provincial et dont l'écho retentit bien au delà des horizons dauphinois.

Partout la résistance des Parlements apparut comme une lutte, dans l'intérêt du peuple, contre le despotisme ministériel. On aperçoit cependant, çà et là, à quelques incidents caractéristiques, que les Parlements ne donnent plus la note, comme en 1771, et ne tiennent plus seuls la tête du mouvement. Il existe un parti, dit national ou patriote, qui n'est plus inféodé aux parlementaires, mais agit parallèlement à eux, pour des raisons de pure tactique.

Il se recrute dans les milieux les plus divers : philosophes, désormais persuadés que la monarchie française ne deviendra pas le despotisme éclairé dont ils ont rêvé ; publicistes, qui monnaient leurs doctrines et que l'ardeur de la lutte entraîne ; magistrats et surtout avocats, qui ne se contentent plus de la restauration des lois fondamentales au sens parlementaire ; aristocrates même, que les caprices de la mode ou leurs généreux élans pour les « Insurgents » d'Amérique ont transformés en défenseurs des « droits de l'homme » et presque en républicains. Tous veulent la suppression des inégalités sociales par l'abolition des privilèges et la stricte égalité devant l'impôt, et la fin du despotisme arbitraire par l'établissement d'une constitution. Pour réaliser ces grandes réformes, ils réclament partout, dans les journaux et les libelles qui foisonnent, dans les cafés, clubs, « sociétés patriotiques », la convocation des États généraux.

Dérouté par cette opposition tenace et sans cesse renaissante, le gouvernement flotte et s'énervé. La besogne administrative se trouve entravée au moment même où la mise en train des Assemblées provinciales diminue le prestige et l'autorité des intendants. Les impôts rentrent difficilement ; les embarras financiers s'accroissent ; l'armée, mécontente des dernières réformes, profondément travaillée par les idées nouvelles, n'est pas sûre. Le ministère est divisé ; les princes du sang intriguent pour leur compte et méprisent leur chef naturel.

Dans des conjonctures aussi graves, Brienne et Lamoignon jugèrent possible de regagner l'opinion publique par une promesse que le Parlement de Paris avait vainement tenté de leur arracher en novembre 1787 : le 5 juillet 1788, un arrêt du Conseil annonça, sans préciser la date, la convocation prochaine des États généraux et convia toutes les personnes compétentes à rechercher les précédents et à conseiller le roi sur les détails d'organisation. Cette demi-mesure prouvait la bonne volonté du gouvernement, mais révélait aussi son irrésolution. Il suivait le mouvement au lieu de le diriger. Et tandis qu'un déluge d'écrits passionnait, sans la fixer, l'opinion



LE RAPPEL DE NECKER. — Le roi, appuyé sur les ouvrages de Necker, le reçoit des mains de la France. — Gravure allégorique de C.-E. Gaucher. — Bibl. Nat. CL. LEMARE.

publique, les « nationaux » exigeaient, sur un ton impérieux, des engagements plus précis et disputaient au roi cette popularité dont il était avide. Le gouvernement, qui allait à la dérive, céda encore. Le 8 août, la date d'ouverture des États généraux fut fixée au 1^{er} mai 1789 et la constitution de la Cour plénière d'enregistrement fut ajournée. Quelques jours après, Brienne dut suspendre le paiement de certains effets du Trésor. Il fut disgracié le 25 août.

LE SECOND MINISTÈRE DE NECKER ET LA PRÉPARATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX. — LES CAHIERS. — Le lendemain, Necker fut rappelé aux Finances ; on lui accorda sans marchander l'entrée au Conseil et le titre de ministre d'État qu'on lui avait refusés cinq ans auparavant. Mais, si la suffisance de Necker, enivré par la faveur populaire, n'avait pas diminué, la situation générale s'était singulièrement aggravée et les petits moyens dans lesquels il excellait n'étaient plus à la mesure des circonstances.

Il crut nécessaire, pour diminuer la fermentation des esprits, de rétablir les Parlements. Lamoignon fut sacrifié et les Parlements se réinstallèrent en triomphateurs. Mais, par un juste retour des choses, ils ne tardèrent pas à se suicider aux yeux de l'opinion publique, le nouveau souverain qu'ils avaient tant de fois adulé et qu'ils ne dirigeaient plus. Dès le 25 septembre, le Parlement de Paris, enregistrant la déclaration qui ordonnait la convocation des États généraux, précisa que les élections auraient lieu et que l'Assemblée serait organisée selon les principes suivis en 1614, c'est-à-dire : nombre égal de députés pour chaque ordre et vote par ordre. Il affirmait ainsi sa fidélité à la tradition, mais il se séparait radicalement du parti national, dont les revendications essentielles comportaient le doublement du Tiers et le vote par tête. En vain, il changea d'avis le 5 décembre, éclairé par la brusque déception de l'opinion publique. Il était trop tard. Certains Parlements provinciaux, et notamment celui de Rennes, se compromirent aussi d'une manière irrémédiable aux yeux du parti « patriote », en soutenant la noblesse et le haut clergé, attachés à des modes de représentation jugés désuets.

Necker, tout en inclinant personnellement vers le doublement du Tiers, qu'il avait admis dans ses Assemblées provinciales, hésitait encore sur cette question essentielle. Il crut devoir, en novembre, consulter sur ce point les Notables de 1787 : désireux de maintenir la situation traditionnelle des deux premiers ordres, ils se prononcèrent contre le doublement du Tiers. Les patriotes, abandonnés par les Parlements et n'ayant rien à attendre des privilégiés, firent appel à l'esprit de justice et à la bonté du roi. Mais ils constituèrent en même temps un comité qui fit une ardente campagne de brochures, parmi lesquelles le célèbre écrit de l'abbé Sieyès : « Qu'est-ce que le Tiers État ? » produisit une sensation profonde.

Le roi, intimidé peut-être, ou cédant à son inclination naturelle vers la bienveillance, adopta enfin la solution la plus libérale. Après un Conseil tenu le 27 décembre, en présence de la reine, le doublement du Tiers fut décidé et on laissa aux États généraux le soin de régler leur mode de votation. Des lettres du 24 janvier 1789, interprétées et complétées par de nombreux règlements particuliers, précisèrent le système électoral dans l'esprit le plus large et le plus loyal.

La circonscription électorale était le bailliage ou la sénéchaussée, selon les régions. Chaque ordre tint, au chef-lieu, une assemblée distincte pour l'élection de ses députés aux États. Pour le clergé, y prenaient part les évêques, les délégués des chapitres et des communautés religieuses et les curés, assurés ainsi d'une grande prédominance numérique ; pour la noblesse, tout noble possédant fief et tout noble, même sans fortune, ayant plus de vingt-cinq ans. Les élections des députés du Tiers étaient à plusieurs degrés, pour des raisons matérielles. L'assemblée bailliagère, qui élisait les députés aux États, était composée de députés de chaque paroisse, eux-mêmes désignés par des électeurs français, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et imposés si peu que ce soit, et de députés des villes, désignés selon des procédés complexes pour assurer la représentation des « corps et communautés ». Ce système donnait la prépondérance aux campagnes, mais certaines villes, notamment Paris, eurent une représentation spéciale. Il fut appliqué partout, sauf en Béarn, Navarre et Dauphiné, où les États provinciaux gardèrent leur antique prérogative de désigner les représentants de la province. Cette concession fut refusée au Languedoc et à la Bretagne ; le haut clergé et la noblesse de cette dernière province, par fidélité à la « constitution » bretonne, s'obstinèrent à ne pas députer aux États.

Les opérations électorales soulevèrent de nombreuses difficultés locales, à cause de l'incertitude des circonscriptions. La chancellerie s'appliqua à les résoudre, en s'abstenant de toute pression, et la consultation nationale fut, dans l'ensemble, très sérieuse. Elle eut lieu au milieu des inquiétudes économiques nées d'une mauvaise récolte et, dans les villes, d'une crise industrielle provoquée par le traité de

commerce de 1786 avec l'Angleterre. Quelques émeutes éclatèrent çà et là, comme il était habituel en temps de disette.

Cependant les élections furent calmes et l'empressement des électeurs varia selon les régions. Les curés obtinrent près de deux cents sièges, sur trois cents attribués à l'ordre ; ils prirent ainsi leur revanche de l'attitude un peu dédaigneuse à leur égard de beaucoup de membres du haut clergé. La noblesse élut un certain nombre de grands seigneurs « patriotes » ; mais la plupart de ses députés étaient animés de dispositions intransigeantes, correspondant mieux à l'esprit général de l'ordre. L'immense majorité des six cents députés du Tiers était recrutée parmi la bourgeoisie : officiers royaux, hommes de loi ralliés aux vues des patriotes, ou riches négociants ; quelques nobles, dont Mirabeau, avaient été élus par le Tiers, mais très peu de vrais paysans, malgré la prédominance des ruraux dans les assemblées de bailliage.

Tous ces députés, selon la doctrine traditionnelle, étaient munis d'un mandat impératif. Leur rôle devait se borner, en principe, à accomplir la mission dont ils avaient été expressément chargés et à défendre les vœux de réforme émis par leurs mandants et consignés, article par article, dans un cahier que l'on appelait « charges » ou « cahier de doléances ». Chaque groupement électoral : corps, corporation, assemblée de ville, paroisse, rédigeait son cahier ; et tous ces cahiers étaient fondus, pour le Tiers, dans un cahier de bailliage. Le clergé et la noblesse n'avaient que des cahiers de bailliage.

En ces quarante dernières années, un grand effort a été fait pour retrouver les cahiers primaires des assemblées du Tiers qui, émanant d'un groupe plus restreint, sont d'inspiration moins systématique, plus spontanée que les cahiers de bailliage, rédigés par l'élite de la bourgeoisie. La critique de ces documents n'est point aisée. Il est certain que beaucoup d'entre eux se sont inspirés de modèles, répandus à profusion par des sociétés de pensée, le Tiers de certaines grandes villes ou même des propagandistes particuliers comme Sieyès, Servan, le duc d'Orléans. Alors que le gouvernement royal s'abstenait de toute indication, les partis se sont montrés très actifs et les cahiers-types qu'ils ont adressés aux électeurs leur ont suggéré bien des réclamations qui ne leur seraient peut-être pas venues à l'esprit. Mais ces modèles n'ont pas été copiés servilement ; presque toujours leurs articles ont été modifiés ou complétés. Souvent d'ailleurs les rédacteurs des cahiers ruraux : curés, gens de loi, officiers seigneuriaux, paysans eux-mêmes, se sont livrés à un travail personnel. Et l'on peut admettre qu'au moins les cahiers primaires répondent en gros à l'état d'esprit des électeurs, sauf l'exagération inévitable et traditionnelle dans l'expression des plaintes et doléances.

La rédaction des cahiers détermina une véritable explosion du loyalisme monarchique. Si la bourgeoisie des villes, qui a surtout inspiré les cahiers de bailliage, s'exprime à l'égard du roi avec une déférence correcte, en empruntant le vocabulaire des patriotes, les paysans, dans les cahiers de paroisse, donnent souvent à leur dévouement une expression vive et touchante. C'est le vieux cri de fidélité monarchique qui retentit à travers toute notre histoire et qui s'élève encore une fois. Le peuple, en majorité, est persuadé que ses maux viennent de l'ignorance où le roi est maintenu par l'autoritarisme des ministres et l'avidité des courtisans, qui bouchent les avenues du trône. Les barrières vont tomber, puisque le roi lui-même demande à son peuple de lui parler avec franchise. Il lui suffira de connaître les misères de ses sujets pour que son cœur de père découvre les vrais remèdes. Aussi, nombre de cahiers se bornent à exposer leurs doléances, sans réclamer la moindre garantie constitutionnelle ; et ces doléances se ramènent à quelques griefs précis : abus du régime féodal, avec ses droits obscurs et arbitraires grossis par l'ingéniosité besogneuse des praticiens de village ; chasse réservée aux seuls gentilshommes ; vices d'un régime fiscal dont presque tout le poids repose sur les pauvres ; mauvaise distribution des biens d'Église ; difficultés qu'engendrent la dime, le casuel, les réparations à l'église et au presbytère.

Mais beaucoup de cahiers aussi vont plus loin, et notamment tous ceux où se discerne l'influence de la bourgeoisie. S'ils ne discutent pas le régime monarchique, ils entendent d'ordinaire que le roi soit lié par une constitution écrite, dont la rédaction sera la première tâche des États. La constitution garantira, dans la forme des déclarations américaines, les droits individuels essentiels dont la formule a été lentement élaborée par les philosophes : liberté personnelle, liberté de conscience et de culte, liberté d'opinion, secret des correspondances, égalité devant la loi par la suppression des ordres, admission à tous les emplois à des conditions de capacité déterminées, stricte égalité devant l'impôt. La constitution fixera d'autre part les limites et les rapports des divers pouvoirs, qui seront séparés pour éviter le despotisme et l'arbitraire. Aux États généraux, périodiquement convoqués, appartiendront le pouvoir législatif et le droit d'accorder des subsides ; le roi et les ministres exerceront le pouvoir exécutif, dans le cadre des lois, et l'ordre judiciaire sera indépendant et inviolable.

Dans les provinces disparaîtront les commissaires départis et leurs subdélégués et ils seront remplacés par des Assemblées provinciales, constituées sur le modèle des États généraux. Enfin une réforme profonde du régime municipal arrachera la gestion des intérêts urbains aux oligarchies qui trop souvent l'accaparent.

Au point de vue religieux, on ne conteste pas que le catholicisme doive rester la religion dominante et privilégiée. Mais on souhaite une profonde réforme dans le sens gallican. Un courant très net d'hostilité se manifeste contre les ordres monastiques et en particulier contre les établissements d'hommes. A l'égard des biens d'Église, support du régime bénéficiaire dont les abus sont patents, on en demande au moins la redistribution, quand on n'y voit pas une précieuse réserve à la disposition de la nation pour le rétablissement des finances.

A ces vastes programmes d'avenir, constructions de l'esprit, mais partant de griefs bien réels, se mêle çà et là, dans les provinces les plus récemment annexées, une revendication précise des privilèges et de la constitution du pays, antiques garanties exigées par la sagesse des ancêtres à l'encontre de l'absolutisme centralisateur. Curieuse survivance des vieilles idées, au moment même où se prépare un immense nivellement des ordres, des conditions et des provinces ! Les suprêmes inspirations du réalisme traditionnel chuchotaient encore, bien vainement, en ces esprits emportés par un immense courant d'idéologie vers un ordre nouveau.

Dans la grande modération d'ensemble des cahiers, on peut discerner de profonds dissentiments entre les classes et au sein des classes elles-mêmes. Le Tiers État, assuré de sa force et de ses lumières, n'entend plus être subordonné aux ordres privilégiés qui voudraient sauver par quelques concessions l'essentiel de la distinction. Dans le clergé, les curés n'ont pas les mêmes intérêts que les évêques, les chapitres et les monastères, et sourient aux novateurs qui se sont plu à opposer la vertu des « modestes ministres de la religion » au faste et à l'inutilité du haut clergé. La noblesse provinciale n'est pas d'accord avec la noblesse de cour, qui ne cherche qu'à éluder toute réforme, ou se jette par entraînement de mode dans les idées les plus radicales. Parmi le Tiers État des villes et des campagnes, avocats, officiers, gros marchands, artisans, ouvriers, paysans à l'aise et journaliers, sont rapprochés bien artificiellement. Si la bourgeoisie rêve de constitution, le peuple ne songe guère qu'à son pain quotidien. A la veille de la réunion des États généraux à Paris, des troubles provoqués par des ouvriers sans travail ont déjà le caractère de mouvements sociaux. Dans cette atmosphère enfiévrée par la politique, les sentiments violents, nés de la misère ou de la brutalité naturelle, sont toujours prêts à exploser, dès que se détendent les liens de l'ordre social.

Mais bien rares sont les esprits assez maîtres d'eux-mêmes pour apercevoir ces germes d'inévitables conflits et s'en inquiéter. Le geste du roi, en convoquant les États, a délivré ces espérances captives qui sommeillent au cœur des hommes, lassés de la tâche quotidienne. Il semble que, sous un roi juste et bienfaisant, le miracle va s'accomplir d'une rénovation profonde, effectuée dans l'enthousiasme et dans la fraternité. Une fois encore le vieux mirage de l'impossible bonheur va griser irrésistiblement une nation mécontente de son lot, cependant enviable. Et de ce messianisme déçu naîtront fatalement les brusques colères qui engendrent les révolutions !

LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME. — Ainsi l'ancien régime se trouva entraîné vers la réunion des États généraux, d'où devait



COSTUMES DES TROIS ORDRES : Clergé, Noblesse, Tiers État, lors de la réunion des États généraux. — Gravure contemporaine. — Bibl. Nat.

sortir son entière subversion, comme ces bateaux sans pilote qui, suivant indolemment le cours du fleuve, se trouvent brusquement happés par le courant et jetés au gouffre d'un barrage. Et depuis, les historiens s'efforcent d'expliquer la catastrophe qui parut incompréhensible aux contemporains.

On aperçoit très bien que la situation financière a déclenché les événements. C'est pour y remédier que les Cours souveraines, les premières, ont propagé la redoutable consigne : convocation des États généraux ; on sait aujourd'hui qu'elles n'y ont vu qu'une tactique ou un prétexte pour éviter la consolidation du vingtième, intimider la royauté et retenir autour de leur prétoire une opinion publique versatile. Mais le roi, ayant vainement cherché l'appui des Notables et se heurtant toujours à l'opposition des Cours, s'accoutuma peu à peu à l'idée que la convocation des États était le seul moyen de sortir de l'impasse.

Tout cela est certain, mais on ne saurait en conclure que la situation financière devait nécessairement conduire à la Révolution. Elle était certes fort mauvaise, et depuis longtemps, et la guerre d'Amérique, qui rehaussa si utilement notre prestige extérieur, acheva le désarroi des finances. Mais la royauté était déjà sortie de crises aussi graves, au besoin par des banqueroutes partielles, à la fin du XVI^e siècle, après la Fronde, au début du règne de Louis XV. Le maniement des procédés modernes de crédit, par un homme d'affaires comme Necker, offrait des possibilités illimitées ; des progrès sérieux avaient été réalisés dans l'administration des impôts ; avec un peu de fermeté chez le roi, un peu de désintéressement chez les privilégiés, il eût été possible de remédier à leur vice capital, cette inégalité qui survivait à ses anciennes raisons d'être.

Il n'apparaît pas non plus que la Révolution ait été nécessairement provoquée par la question sociale, qu'elle n'a d'ailleurs pas davantage résolue. Tout n'était pas parfait, tant s'en faut, dans l'organisation sociale de l'ancienne France ; mais un aménagement séculaire, complété par des pratiques de patronage, ne sacrifiait aucune classe. Il n'existait aucune fermentation dans le peuple, hors les temps de disette. L'agitation n'existait que dans la bourgeoisie éclairée, surtout dans celle qui touchait à la robe, et, à un moindre degré, dans le bas clergé. C'est tout à fait *in extremis* que les « patriotes », pour rallier la masse des paysans, inscrivirent à leur programme la suppression des droits féodaux. Un mouvement factice a été créé autour de cette question ; il eût été relativement facile de la régler par une sage procédure de rachat, comme on venait de le faire en Savoie avec succès, comme on avait tenté de le faire, en France même, pour les péages.

En réalité, la Révolution s'est faite parce que le régime n'a pas su, ou n'a pas pu, évoluer à temps et abolir des droits ou des usages qui n'apparaissent plus que comme des abus. Les gouvernements sont soumis aux lois mystérieuses de la vie ; ils ne durent qu'en se transformant et en adaptant aux circonstances nouvelles leurs institutions fondamentales. Mais il est rare qu'un gouvernement incline de lui-même à se réformer : il est moins sensible aux plaintes provoquées par les abus qu'aux réactions de ceux qui en profitent et qui tiennent ses avenues. Aussi fût-ce une faute lourde pour la monarchie de laisser tomber en désuétude ces réunions d'États généraux qui la rapprochaient du peuple et l'incitaient à de sérieux examens de conscience. Privés de ce stimulant, les rois du XVIII^e siècle n'ont pas montré assez d'énergie dans cette nécessaire action réformatrice. Louis XV, par indolence ou scepticisme ; Louis XVI, par indécision foncière, ont trop laissé faire, déplaçant ainsi l'axe de l'autorité et donnant à la question ministérielle une importance excessive. Et, cependant, la royauté n'a pas été inactive ; des améliorations ont été réalisées, dans tous les domaines ; des réformes sérieuses ont été tentées ; celle de l'administration provinciale, fertile en heureuses conséquences, était en train de réussir. Tous ces efforts ont finalement échoué, d'abord parce qu'ils se sont heurtés à une véritable insurrection des organes du gouvernement et de ses appuis naturels contre le roi, son suprême régulateur ; ensuite et surtout, parce que le mouvement philosophique a progressivement créé un véritable divorce entre les dispositions intellectuelles de l'élite et l'esprit même du gouvernement traditionnel.

Les étapes de la rébellion des Cours souveraines ont été étudiées en détail. Les controverses constitutionnelles qu'elles ont soulevées étaient insolubles. Tout le monde, et le roi le premier, admettait les avantages d'un enregistrement normal des lois et les inconvénients des lits de justice, des évocations systématiques, des cassations trop fréquentes, des lettres de cachet multipliées. Mais le souverain ne pouvait adhérer aux thèses des Cours sans compromettre son autorité législative et sa fonction judiciaire, sans subordonner toute son administration à leur malveillant contrôle. Il avait donc raison contre elles au point de vue des principes, et les procédés autoritaires employés par Louis XV, à partir de 1750 ; par Louis XVI, à partir de 1788,

ont été directement provoqués par leur intransigeance. Ils n'en ont pas moins gravement altéré les caractères de mesure et de modération qui étaient propres à la monarchie. Le roi, pour n'être pas annihilé, a pris figure de despote; des manifestations tapageuses, réprimées par des procédés violents, ont ébranlé, dans l'esprit des Français, cette impression de repos et de confiance qui est le meilleur appui de l'autorité.

L'opposition des Cours souveraines n'a abouti qu'à fausser le jeu du gouvernement et à inquiéter l'opinion publique, sans lui proposer de solution, puisqu'il n'en était d'autre que la destruction du régime. Et ainsi, en entraînant le roi vers les États généraux, dernière ressource de la constitution monarchique, les Cours souveraines allaient avec lui au désastre, après avoir trop enfiévré l'opinion pour qu'elle se contentât du fonctionnement normal et, somme toute, modeste de ce suprême organe.

A la rébellion des Cours souveraines a fait écho la rébellion plus voilée des princes du sang. On les voit s'écarter peu à peu de la fidélité qu'ils doivent au chef de leur maison, et un certain nombre de ducs et pairs, conducteurs naturels de la noblesse, ont tendance à les suivre. Nul doute que les sentiments connus du prince de Conti et du duc d'Orléans n'aient stimulé l'opposition parlementaire et contribué à dérouter l'opinion, tout comme les singulières manœuvres des frères de Louis XVI contre certains ministres ont aidé à affaiblir le prestige du roi.

L'équilibre du régime ne comportait pas seulement de la modération, de l'esprit de conciliation dans le jeu de ses divers organes; il impliquait aussi une certaine cordialité de rapports entre les diverses classes dont le roi arbitrait les devoirs et les privilèges. Or, il apparaît bien que, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les liens et les correspondances qui maintiennent le corps social dans l'union avaient tendance à se desserrer. Les querelles jansénistes avaient engendré une scission entre le clergé et la bourgeoisie tenant à la robe; le prestige du clergé en était bien diminué, mais il n'en défendait pas moins ses privilèges, sans se soucier assez des intérêts de ses membres les plus modestes. La noblesse, toujours plus avide, souvent parce qu'elle était plus besogneuse, entra délibérément en conflit avec la haute bourgeoisie et s'organisa en caste fermée, sans céder le moindre sur ses privilèges. Et la bourgeoisie s'irrita de voir restreindre sa part dans la conduite des affaires, au moment où s'affirmait sa supériorité intellectuelle et morale.

Il y avait ainsi des grincements dans tous les rouages et de l'aigreur dans beaucoup d'esprits; cela ne suffit cependant pas pour expliquer l'échec du gouvernement. Ce n'était pas la première fois, dans notre histoire, que les classes se divisaient, que les Cours souveraines se soulevaient, que les princes du sang et la haute noblesse s'insurgeaient contre le roi : tout était toujours rentré dans l'ordre. Mais, à la veille de 1789, aux difficultés constitutionnelles ajoutait une crise qui était bien sans précédents dans notre histoire, malgré les passagères effervescences d'idées qui avaient marqué certaines époques, comme la Ligue ou la Fronde. Les philosophes avaient développé un prodigieux mouvement d'opinion, dont toutes les tendances allaient à l'encontre des conceptions traditionnelles.

Le mouvement philosophique attaqua d'abord, avec les croyances religieuses, l'une des bases essentielles de la société et de la monarchie. Les excès des controverses autour du jansénisme, la grande erreur politique et morale qu'avait été la révocation de l'Édit de Nantes, les bizarreries et les abus de l'organisation intérieure du clergé, lui fournirent des plates-formes dont il sut habilement profiter. Il gagna bientôt des milieux sociaux influents, où le libertinage des mœurs s'accompagnait volontiers du libertinage des idées. Victorieux sur ce point et favorisés par la mode, les philosophes appliquèrent leur verve à critiquer les complications d'une organisation toute coutumière, où les siècles avaient accumulé les disparates et les étrangetés.

Il ne suffisait pas de critiquer : il fallait construire. On avait une confiance robuste en la raison, qui avait fait merveille contre le fanatisme et les préjugés. Et la raison, se mouvant de plus en plus dans l'universel, dégagée des circonstances historiques et géographiques, en vint à offrir des plans de gouvernement assez composites, où voisinaient des idées qui venaient d'Angleterre, ou de la Prusse de Frédéric II, ou de Genève, ou d'Amérique. Tout cela s'accordait mal dans les détails, mais s'accordait assez pour frapper de discrédit les vieilles conceptions nationales. Si bien que l'on s'entendit aisément pour condamner, et la monarchie absolue qui, malgré Choiseul, Turgot et Necker, s'obstinait d'instinct à s'appuyer sur les prêtres, et

la distinction des ordres, qui humiliait le Tiers État, et toute cette organisation vétuste qui encadrait dans des corps, des corporations, des municipalités et des provinces, toutes les forces françaises.

Le succès de la propagande philosophique fut tel qu'elle gagna, ou du moins ébranla ceux qui, par état, devaient défendre le gouvernement traditionnel; leur sympathie intellectuelle s'éloignait de la cause qu'ils soutenaient, par intérêt ou par devoir. Parmi les dirigeants, les empiriques agissaient au hasard de leur inspiration, sans dissimuler leur scepticisme, et les convaincus risquaient d'entraîner le régime hors de ses voies. Personne ne croyait plus à ses vertus, ni à ses possibilités de rajeunissement.

Seul, un sentiment subsistait : le loyalisme, c'est-à-dire une sorte de confiance mystique en la personne du roi. Et encore déclinait-il, non seulement dans les hautes classes, trop sceptiques, mais aussi dans la portion éclairée de la bourgeoisie, qui fera la Révolution. Leur exemple et leur propagande détruiront bientôt, dans le peuple, ce loyalisme instinctif, antique et dernier soutien du régime.

Nul gouvernement ne peut survivre à la méconnaissance des principes qui l'animent, à la transformation de l'atmosphère morale où il s'épanouit. Le gouvernement monarchique, né au plus lointain de notre histoire, basé sur de profonds sentiments chrétiens chez le roi comme chez ses sujets, sur la conviction d'une entière communauté de buts et d'intérêts entre le roi et la nation, sur la confiance de tous en cet arbitre constitué par Dieu au-dessus des ordres, ne pouvait subsister en un siècle où la raison humaine repoussait l'appui des croyances religieuses, ruinait par la critique et l'ironie toutes les puissances du sentiment et de la vénération, dépouillait toute autorité de son mystère et entendait construire les sociétés humaines sur l'heureuse simplicité des lois de la nature. Dans cet antagonisme fondamental, dont, aujourd'hui encore, toutes les conséquences ne sont pas développées, gisent les vraies causes de la chute de l'ancien régime.

BIBLIOGRAPHIE

- SOURCES. — *Lettres de Marie-Antoinette*, p. p. Max de la Rocheterie et de Beaucourt (1895-1896, 2 vol. in-8°) [Société d'Histoire contemporaine]. — ARNETH (A. d') et GEOFFROY, *Marie-Thérèse impératrice. Marie-Antoinette, correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le comte de Mercy-Argenteau* (1874, 3 vol. in-8°). — *Correspondance secrète du comte de Mercy-Argenteau avec l'empereur Joseph II et le prince de Kaunitz*, p. p. A. d'Arneth et Flammermont (1889-1891, 2 vol. in-4°) [Documents inédits relatifs à l'Histoire de France]. — BACHAUMONT, *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la république des lettres depuis 1762 jusqu'à nos jours* (Londres, 1777-1789, 36 vol. in-8°). — SOULAVIE, *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI* (1801, 6 vol. in-8°). — AUGÉARD (J.-M.), *Mémoires secrets, 1760-1800*, p. p. Evariste Bavoux (1866, in-8°). — BESEVAL (baron de), *Mémoires* p. p. Berville et Barrière (2^e édit., 1827-1828, 2 vol. in-8°). — GEORGEL (abbé J.-F.), *Mémoires pour servir à l'histoire des événements de la fin du XVIII^e siècle* (2^e édit., 1820, 6 vol. in-8°). — MONTBAREY (prince de), *Mémoires autographes* (1826-1827, 3 vol. in-8°). — SÉGUR (comte de), *Mémoires, souvenirs et anecdotes* (1859, in-12°); — *Mémoires du prince de Talleyrand*, p. p. le duc de Broglie (t. I, 1891, in-8°). — SÉNAC DE MEILHAN, *Du gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution* (édit. de Lescure, s. d., in-12°). — TURGOT, *Œuvres* (édit. Schelle, 1913-1923, 5 vol. in-8°). — NECKER, *Compte rendu au roi* (1781, in-4°); — *De l'administration des finances de la France* (1784, 3 vol. in-8°). — LE TROSNE, *De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt* (1779, in-4°). — *Remontrances du Parlement de Paris* (t. III, 1898, in-4°). — BRETTE (A.), *Documents relatifs à la convocation des États généraux de 1789* (1894-1915, 4 vol. in-4°) [Documents inédits relatifs à l'histoire de France]. — CHASSIN, *Les Élections et les cahiers de Paris en 1789* (1888-1889, 4 vol. in-4°). — MALLET (E.), *Les Élections du bailliage secondaire de Pontoise en 1789* (1909, in-8°). — MADIVAL et LAURENT, *Archives parlementaires* (1^{re} série, t. I-IV, 1867, in-4°). — BRIDREY (E.), *Cahiers de doléances du bailliage de Cotentin (Coutances et secondaires) pour les États généraux de 1789* (1907-1912, 3 vol. in-8°) [Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française]. — SÉE et LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes* (Rennes, 1909-1912, 4 vol. in-8°) [*Ibidem*]. — LE MOY (A.), *Cahiers de doléances des corporations de la ville d'Angers et des paroisses de la sénéchaussée particulière d'Angers* (Angers, 1915-1917, 2 vol. in-8°) [*Ibidem*].
- OUVRAGES. — SÉGUR (marquis de), *Au couchant de la monarchie* (1910-1913, 2 vol. in-8°). — NOLHAC (P. de), *La Reine Marie-Antoinette* (1892, in-12°). — ARMAND-BOUTELOUP (J.), *Le Rôle politique de Marie-Antoinette* (1924, in-8°). — GOMEL (Ch.), *Les Causes financières de la Révolution française* (1892-1893, 2 vol. in-8°). — MARION (M.), *Histoire financière de la France depuis 1715* (t. I, 1914, in-8°). — SCHELLE (G.), *Turgot* (1909, in-12°). — FUNCK-BRENTANO (Fr.), *L'Affaire du collier* (1901, in-12°). — FAY (Bernard), *L'Esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle*. — MARION (M.), *Le Garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788* (1905, in-8°). — CARRÉ (H.), *La Fin des Parlements, 1788-1790* (1912, in-8°). — POCQUET (B.), *Les Origines de la Révolution en Bretagne* (1885, 2 vol. in-12°). — CHAMPION (E.), *La France d'après les cahiers de 1789* (2^e édit., 1904, in-12°). — COUTURIER (H.), *La Préparation des États généraux de 1789 en Poitou* (Poitiers, 1909, in-8°). — DENYS-BUIREITE (E.), *Les Questions religieuses dans les Cahiers de 1789* (1919, in-8°).



RÉCEPTION, AUX TUILERIES, EN 1721, DE L'AMBASSEDEUR TURC MÉHÉMET EFENDI. — Carton commandé à Charles Parrocel par le duc d'Antin, pour l'exécution d'une tapisserie confiée à Lefebvre et Monmerque. — Musée de Versailles. CL. GIRAUDON.

LIVRE X

L'ISLAMISME, L'INDE ET L'EXTRÊME ORIENT (XVI^E-XVIII^E SIÈCLES)

CHAPITRE PREMIER

L'ISLAMISME DANS L'EUROPE ORIENTALE ET DANS L'ASIE ANTÉRIEURE

DEPUIS 1453 jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'histoire, en ce qui concerne l'extrémité orientale de l'Europe et l'Asie antérieure, est dominée par l'antagonisme de l'Empire ottoman d'un côté avec l'Empire d'Allemagne et de l'autre avec la Perse. Pour comprendre les événements de cette période, il importe de relater les circonstances dans lesquelles se développèrent des États qui se fondirent plus tard dans la Turquie et la Perse : les Ayyoubites ou descendants de Saladin ; les Mamlouks, esclaves turcs d'Égypte ; les Timourides, successeurs de Tamerlan.

I. ÉGYPTÉ ET SYRIE

LES AYYOUBITES. — La ville de Tekrit, sur le Tigre, entre Bagdad et Mossoul, est une ancienne cité antérieure à l'islamisme ; les écrivains chrétiens, auteurs de livres en langue syriaque, l'ont connue sous le nom de Tagrit. Elle est située au pied des montagnes du Kurdistan. C'est dans cette région que vivait la famille kurde d'où est sorti Saladin (Çalâh-ed-Dîn), dont le nom propre était

Yôûsouf et qui avait pour père un certain Ayyoûb (Job), d'où le nom d'Ayyoubites donné à la dynastie fondée par le grand adversaire des croisés. Son oncle Chirkoûh avait été envoyé en Égypte par l'atabek Noûr-ed-dîn Zengui pour rétablir dans ses fonctions Châwer, ministre du dernier des khalifes fâtimites (1164) ; il lutta contre Amaury, installé dans les environs du Caire par suite d'un traité conclu avec celui-ci, et devint commandant en chef des troupes égyptiennes, mais mourut d'indigestion aussitôt après (1169). Pour lui succéder, le khalife fâtimite fit choix du neveu du défunt, qui devait devenir célèbre sous le nom de Saladin.

Pour ses premières armes, le jeune chef courut au secours de Damiette ; mais quand il arriva, les croisés, menacés de famine et ayant perdu leur flotte incendiée, avaient déjà levé le siège ; l'année suivante, il leur enleva Gaza en Palestine. Profitant de ce succès, l'atabek de Syrie fit proclamer la déchéance de la dynastie fâtimite, qui avait gouverné l'Égypte pendant deux cent sept ans, et le rétablissement du pouvoir spirituel des Abbassides ; les Sunnites l'emportèrent sur les Chi'ites.

Noûr-ed-Dîn étant mort en 1174, Saladin saisit cette occasion de

se faire reconnaître comme possesseur légitime des pays qu'il avait conquis à son suzerain, et c'est ainsi qu'il devint maître de la Syrie, de l'Égypte, du Yémen, d'une partie de la Mésopotamie. Il put alors donner cours au désir qui l'obséda toute sa vie, celui de chasser complètement les croisés de la Terre sainte; il leur enleva, de 1182 à 1186, la plupart des villes de la région, Jaffa, Sidon, Beyrouth, Saint-Jean-d'Acre, gagna la bataille décisive de Hittin, près de Tibériade, et fit capituler Jérusalem après un siège de quatorze jours (1187). Ce fut son dernier triomphe; à peine âgé de cinquante-sept ans, il mourut à Damas en 1193.

Ses possessions se fractionnèrent en une infinité de principautés partagées entre ses seize enfants, qui reconnurent toutefois trois suzerains : Égypte, Palestine et Syrie centrale, Syrie septentrionale. Les frères rivaux et jaloux entrèrent vite en compétition et cette anarchie permit au frère de Saladin, El-Mélik el-Adil, maître du Caire en 1200, de rétablir à son profit l'unité du royaume. Au cours de la dernière Croisade et pendant le siège de Damiette, il mourut subitement (1218). Les croisés étaient tantôt les adversaires, tantôt les alliés de ces princes; il en fut ainsi, avec diverses alternatives, jusqu'à la septième Croisade. Louis IX s'empara de Damiette (1247) et marcha sur Le Caire; la bataille de Mansourah resta indécise (1250), mais la perte de la flotte contraignit le roi de France à la retraite : atteint près de Fareskoûr, il dut se rendre prisonnier. Entre temps, le sultan était mort et avait été remplacé, sur la suggestion de la favorite Chadjar-ed-Dorr, par son fils Tourân-Châh (El-Mélik-el-Mo'azzam) qui, après son succès contre saint Louis, se crut assez fort pour lutter contre les esclaves turcs au moyen de contingents ramenés de Mésopotamie; un complot lui coûta la vie, et son meurtrier Béibars, qui lui avait porté le premier coup, fut plus tard proclamé sultan.

Il y eut des Ayyoubites à Damas et à Alep jusqu'en 1260, en Mésopotamie jusqu'en 1284, à Hama jusqu'en 1298 (cette principauté fut rétablie en 1310 en faveur de l'historien et géographe Aboul-Féda), à Homs jusqu'en 1262; au Yémen, ils disparurent dès 1228.

LES MAMLOUKS. — Le mot *mamlouk* signifie « esclave » en arabe, et se dit des esclaves blancs, par opposition aux nègres.

Ceux d'Égypte étaient d'origine turque et pris dans les razzias de l'Asie centrale. Il y en avait également d'autres provenances, mais ils étaient noyés dans un milieu turc; ils portaient tous des noms tirés de divers dialectes de l'Asie qu'ils parlaient, et c'est pour eux qu'ont été composées les grammaires turques écrites en arabe. La première série de ces sultans électifs s'appelle *Bahrites*, parce qu'ils provenaient de troupes logées dans des casernes bâties sur la rive du Nil, décoré comme tous les fleuves navigables du nom de *bahr* « la mer » (non salée); la seconde série se nomme *Bordjites*, étant prise parmi les esclaves d'origine circassienne, dont le casernement était établi dans les tours de la citadelle (*bordj*). Les premiers régnèrent en Égypte pendant cent trente et un ans, les seconds pendant cent trente-quatre. Ce fut une belle période de civilisation pour le pays des Pharaons.

La favorite Chadjar-ed-Dorr se fit reconnaître comme sultane, mais le khalife de Bagdad lui refusa le diplôme d'investiture; elle prit alors le parti de proclamer souverain le mamlouk Aïbek, qu'elle avait eu à côté d'elle comme régent pendant quelque temps. Celui-ci sauva l'Égypte d'une invasion des troupes syriennes, fidèles à un prince ayyoubite désireux de venger la mort de Tourân-Châh; il gagna en effet une bataille non loin du Caire, à la limite du désert. Pour punir la défection des habitants de la capitale, on mit la ville au pillage; des confiscations, des impôts nouveaux, des exactions de toutes sortes firent affluer l'argent dans les caisses du trésor, vidées par la guerre étrangère et la guerre civile. Aïbek fut assassiné à l'instigation de Chadjar-ed-Dorr qu'il avait épousée et qui était jalouse des concubines du sultan; mais celle-ci le fut à son tour à la suite d'une révolte des soldats, qui imposèrent comme souverain le fils d'Aïbek, Noûr-ed-Dîn Ali. Ce dernier n'avait que quinze ans; il fut déposé et remplacé au bout de trois ans de règne par Qoutouz, qui sauva l'Égypte de l'invasion mongole en battant à plates coutures, à Aïn-Djâloût en Palestine, un corps de cavalerie mongole commandé par Ketbogha, lieutenant de Houlagou (1260).

A la suite d'un complot, Qoutouz fut assassiné, au retour d'une partie de chasse, par ce Béibars el-Bondoqdâri, qui s'était déjà signalé par le meurtre de Tourân-Châh.

Béibars fut un grand souverain; il rappela les exilés, ouvrit les portes des prisons, diminua les impôts; il s'empara de Damas, et accueillit auprès de lui le seul survivant des khalifes Abbassides, Abou'l-Qâsim Ahmed, oncle du dernier khalife de Bagdad mis à mort par les Mongols. La descendance de ce personnage fut soigneusement conservée et protégée au Caire, jusqu'à la conquête ottomane de 1517, par tous les sultans mamlouks, qui ne lui laissèrent pourtant que des fonctions de pur apparat. En Syrie, Béibars reprit la lutte contre les croisés. Après avoir enlevé Karak, la forteresse jadis défendue contre Saladin par Renaud de Châtillon, au prince ayyoubite qui la détenait, il mit le siège devant Saint-Jean-d'Acre, mais dut courir à la rencontre des Mongols, qui venaient de reprendre Damas. Il attaqua la Cilicie, alors au pouvoir des rois chrétiens de la Petite-Arménie, et s'empara de Sîs, leur capitale; il enleva aux Ismaéliens ou Assassins la forteresse de Hiçn-el-Akrâd et mit fin, par la bataille de Birédjik, aux entreprises des Mongols;

il conquiert la Cyrénaïque et Barqa, et réduisit la Nubie. Pendant qu'il était à Damas, il fit remplir de nouveau une coupe empoisonnée, qu'il avait présentée à un dernier rejeton des Ayyoubites, pour le faire disparaître, mais il la but par mégarde : c'est ainsi qu'il finit après un règne de dix-sept ans (1277). Il avait fait construire de nombreux ponts qui portent encore aujourd'hui ses armoiries parlantes (un lion passant), des mosquées, des établissements d'utilité publique.

Son fils Baraka-Khan, proclamé à sa place, fut soupçonné de vouloir supprimer les chefs des mamlouks qui le gênaient; une sédition le bloqua dans la citadelle du Caire et il dut abdiquer (1279). Il fut remplacé par son frère Salâmech, qui n'avait que sept ans. Qalâoun, régent, le déposa au bout de quatre mois et prit sa place. Il fut contraint de reconnaître, par un traité en due forme, le pouvoir de fait que s'était attribué l'émir Sonqor dans la région d'Antioche et de Lattaquié, mais il gagna sur les Mongols la bataille de Homs (1281); ce fut la dernière fois que ceux-ci attaquèrent la Syrie : Takouadar-Ahmed venait de se convertir à l'islamisme. Qalâoun enleva aux Hospitaliers le château de Marqab, s'empara de Tripoli de Syrie, qui fut rasée; atteint par la fièvre paludéenne, il en mourut (1290). Il avait fait élever au Caire l'hôpital du Moristan, un des joyaux de la ville.

Son fils aîné Khalil eut pour ministre, avec une autorité absolue, Chems-ed-Dîn ben es-Saloûs, qui enleva aux croisés leur dernière possession de Palestine, Saint-Jean-d'Acre (1291); pendant l'assaut, six cents timbales, portées par trois cents chameaux, avaient battu la charge toutes ensemble. Caïffa, Sour (Tyr), Saïda (Sidon) subirent le même sort; Qal'at-er-Roûm, sur l'Euphrate, fut enlevée aux Arméniens. De retour au Caire, Khalil, assassiné par une bande de conjurés (1293), fut remplacé par son jeune frère el-Mélik en-Nâçir, qui n'avait que neuf ans. Au bout d'un an de règne, il fut déposé par un ancien esclave de son père, Zéïn-ed-dîn Ketbogha, qui mécontenta tout le monde; on résolut de le renverser, mais il s'enfuit à temps à Damas (1296) et fut remplacé par Lâdjîn, qui accepta la soumission de Ketbogha et l'investit du commandement de la forteresse de Sarkhad, dans le Hauran. Il fit réparer la mosquée de Touloun au Caire et reviser le cadastre de l'Égypte; cette dernière mesure, qui diminuait la valeur des fiefs militaires dont les mamlouks étaient nantis, provoqua un mécontentement qui se traduisit par son assassinat (1299). On alla chercher el-Mélik en-Nâçir, relégué à Karak et qui n'avait encore que quatorze ans. Rétabli sur le trône, il eut le déplaisir de se voir battre à Homs par les Mongols de Gazan-Khan et de perdre Damas; mais les troupes mongoles, malgré leur succès, retournèrent en Perse sans combattre. Un avantage qu'il remporta devant Damas sur les Mongols revenus à la charge (1303) n'empêcha pas qu'un complot ne se formât contre lui : pour le déjouer, il adopta le parti d'abdiquer et de se retirer à Karak, laissant les mamlouks libres d'élire qui bon leur semblerait (1309).

Ceux-ci choisirent Béibars II el-Djâchenguir (le Dégustateur), mais son pouvoir dura un an à peine; car el-Mélik en-Nâçir, se repentant de sa décision, partit de Karak pour Damas, rendit la ville de Homs



SALADIN (Çalâh-ed-Dîn) [1174-1193]. — Bibl. Nat.



VUE D'ENSEMBLE DU CAIRE ET DE SA CITADELLE. — Au fond, dominant la ville, la mosquée de Méhémet-Ali; au premier plan, les tombeaux des sultans mamlouks.

au prince ayyoubite Abou'l-Féda, bien connu comme historien et géographe; à la frontière de l'Égypte, il trouva un émir chargé de le combattre, mais qui se rallia à sa cause, et il rentra au Caire; il avait vingt-cinq ans; ses aventures l'avaient mûri; il gouverna dorénavant avec prudence.

El-Mélik en-Nâçir recommença les incursions en Cilicie et s'empara de Malatia; le gouverneur de Tripoli enraya un soulèvement des Noçairis (Ansariés ou Alaouites). Il essaya de faire rendre justice aux chrétiens et de les défendre contre certains énergumènes. De nombreuses exécutions dans le corps des Mamlouks tarirent toute velléité de révolte et permirent au peuple, pressuré par eux, de respirer plus à l'aise. L'Égypte et la Syrie restèrent trente-trois ans tranquilles. Le sultan acheva le Moristan, le magnifique hôpital dont son père Qalâoun avait commencé la construction, éleva une mosquée, des palais, un observatoire, des établissements d'utilité publique, fit recreuser le canal qui porte son nom et qui relie Alexandrie à la vallée du Nil. Il n'avait que cinquante-sept ans quand il mourut (1341) après plus de quarante-quatre ans de règne.

Ses huit fils montèrent successivement sur le trône, mais le règne de chacun d'eux fut fort court et sans éclat. Tout au plus peut-on citer le nom du sultan Hasan, qui occupa la place de son père un peu plus longtemps que les autres, et a laissé comme monument, au pied de la citadelle du Caire, la somptueuse mosquée qui perpétue sa mémoire. D'autres descendants de Qalâoun se suivirent de près et finirent par être évincés au profit du ministre du dernier d'entre eux, Barqoûq, qui fonda la dynastie des *Bordjites* ou Circassiens (1382).

Barqoûq, d'origine caucasique, avait été conduit en Crimée pour y être vendu comme esclave; le musulman qui l'acheta l'emmena en Égypte, où il passa entre les mains de plusieurs émirs; ses brillantes qualités le menèrent, en plusieurs étapes, au rang suprême. Au bout de six ans, une révolte née en Syrie le déposséda du trône; mais, à peine huit mois écoulés, il réussit à rentrer au Caire (1390). Allié avec Qara-Yoùsouf, des Turcomans du « Mouton-Noir », qui le reconnut comme suzerain, il accorda sa protection au sultan Ahmed ben Owéïs, de la dynastie des Djélaïrides ou Ilékaniens, dépossédé de Bagdad par Tamerlan. Aussi la guerre éclata-t-elle entre le conquérant de l'Asie et le maître de l'Égypte; elle fut surtout marquée par la prise d'Édesse et le massacre de ses habitants; Tamerlan, occupé dans l'Inde, ne poussa pas plus loin ses avantages, pour cette fois. Barqoûq mourut à soixante-dix ans (1398); il avait supprimé des taxes abusives et construit une des plus belles mosquées du Caire, ainsi que le collège Zâhiriyya.

Son fils Faradj, âgé de treize ans, se trouva en face de Tamerlan, retour de l'Inde: il ne put défendre ni Alep ni Damas, dont on enleva tous les artisans pour les emmener à Samarkand. La lutte du conquérant contre le sultan ottoman Bajazet I^{er} détourna son attention de la Syrie, et quand il eut vaincu et fait prisonnier son adversaire à la bataille d'Ancyre, il proposa la paix à Faradj; il repartit alors pour l'Asie centrale en vue d'envahir la Chine, et c'est là qu'il mourut (1405). Faradj, délivré de la présence de son ennemi, rendit leur liberté à Qara-Yoùsouf et au

sultan Ahmed, qui s'en allèrent reconquérir leurs États. Se sentant entouré de conspirateurs, il prit le parti d'abdiquer, fut, après deux mois, rappelé sur le trône, mais dut partir pour la Syrie où un chef mamlouk venait de se révolter: enfermé dans la citadelle de Damas, il capitula, fut remis entre les mains du khalife abbasside, condamné à mort et assassiné dans sa prison (1412).

C'est en effet le khalife du Caire que le révolté de Syrie, Chéikh, déclara souverain à la place de Faradj; mais, devenu ministre, il s'arrangea pour priver son maître de tout pouvoir effectif. Sous ce règne, la capitale s'enrichit de la mosquée El-Moayyad, près de la porte dite Bâb-Zowéila. Quatre sultans se succédèrent ensuite dans le courant d'une seule année, et la tranquillité ne revint qu'avec l'intronisation de Barsbâi en 1422.

Barsbâi voulut débarrasser la Méditerranée des corsaires francs qui l'infestaient; une expédition débarqua dans l'île de Chypre et y fit prisonnier le roi Janus ou Jean de Lusignan (1426), qui fut emmené captif en Égypte. Édesse fut enlevée à Qara-Youlouk, des Turcomans

du « Mouton-Blanc » (1429), qui se reconnut vassal des Mamlouks. Après un règne de seize ans, qui lui permit de bâtir la mosquée Achrafiyya, Barsbâi mourut à soixante ans (1438). Son fils Youâsouf fut détrôné au bout de trois mois par Djaqmaq, qui reprit les expéditions maritimes, sans pouvoir s'emparer de Rhodes, attaquée à deux reprises (1440-1444); il avait soixante-six ans quand il était monté sur le trône: à près de quatre-vingts ans, il abdiqua en faveur de son fils Othmân et mourut peu après (1453). Ce jeune homme (il avait dix-huit ans) ne put se maintenir qu'un mois et demi et fut remplacé par le vieil amiral qui avait dirigé les expéditions contre Rhodes, Inal, complètement illettré et sans caractère; sous son règne de huit ans, le pays fut plongé dans l'anarchie; les Mamlouks soulevés obligèrent leur chef à reconnaître, comme souverain de Chypre, Jacques, archevêque de Nicosie, fils naturel de Jean II (1460). Non plus que ses prédécesseurs, Inal ne put assurer à son fils la succession au trône; les révoltés choisirent pour maître un esclave d'origine grecque, Khoch-Qadam, qui régna six ans et dut lutter à la fin de sa vie contre les Bédouins pillards. Après lui (1467), Yelbâi et Témour-Bogha ne firent que passer; mais Qâit-Bâi eut un long règne de vingt-neuf ans, pendant lequel il eut le loisir de construire ou de réparer une foule d'édifices publics, sans compter la belle mosquée du Caire qui porte son nom.

Le premier, il eut à se mesurer contre les Ottomans, qui, après la prise de Constantinople, songeaient à étendre leurs conquêtes en Asie Mineure; ils avaient déjà réduit la dynastie des Dhou'l-Qadriyya, établis dans la région de Mar'ach, et ils allaient s'attaquer à la Syrie lorsque la mort du sultan Mahomet II vint arrêter leurs projets. Qâit-Bâi enleva Tarsoûs (Tarse) et Adana, en Cilicie, mais il fut défait devant Malatia, ce qui n'empêcha pas les troupes égyptiennes de poursuivre les Turcs dans les montagnes et de les y massacrer. L'émir Ezbek, qui avait conquis la Cilicie, la reprit encore



TOMBEAUX DES SULTANS MAMLOUKS AU CAIRE.



LE CASQUE DE BOABDIL (Abou-Abdallah), dernier roi de Grenade. — Métal damasquiné du XV^e siècle. — Armeria Real, Madrid. (Cl. LAURENT JACOSTI)

encore moins. On choisit enfin un vieillard de plus de soixante ans, Qansou el-Ghoûri, étranger aux intrigues ; il ramena la paix en se débarrassant des Mamlouks les plus turbulents ; mais une flotte sur laquelle il comptait pour enrayer les progrès des Portugais dans l'océan Indien fut détruite, et il perdit contre les Ottomans, commandés par le sultan Sélim I^{er} en personne, la bataille de Merdj-Dâbek, près d'Alep ; les Mamlouks n'avaient pu résister à l'emploi de l'artillerie et à la solidité du corps des janissaires. Qansou el-Ghoûri périt dans la déroute et Toumân-beg, qui le remplaça, essaya en vain de défendre l'Égypte : malgré les canons achetés aux Vénitiens, il fut défait près du Caire, livré par des Bédouins et pendu (1517). L'Égypte, privée de son indépendance, ne fut plus qu'une province de l'Empire ottoman.

Espagne et Afrique du Nord.

ROYAUME DE GRENADE. — Lorsque les Almohades durent renoncer à l'Espagne dont ils étaient chassés par des révoltes continuelles, les villes de ce pays s'étaient soumises à Mohammed Ibn-Hoûd, dont le royaume s'étendait de Badajos à Murcie, mais qui perdit successivement la plupart de ses possessions, enlevées par les Castillans et les Portugais. Quand il mourut, les Musulmans reconnurent l'autorité de Mohammed Ibn el-Ahmar, de la famille des Naçrides, qui prit en 1232 le titre d'el-Ghâlib billah (victorieux par la grâce de Dieu). Cordoue, Valence, Arjona, Jaën, lui furent enlevées par les chrétiens ; il se reconnut alors vassal de Ferdinand III le Saint, pour l'Andalousie, avec Grenade pour capitale, et ses descendants s'y maintinrent tranquillement pendant deux cent cinquante ans. Ces Naçrides n'ont pas d'histoire, mais ils ont légué à la postérité un merveilleux monument de leur faste, l'Alhambra, chef-d'œuvre de fantaisie architecturale, commencé par Yoûsouf I^{er} vers 1333 et achevé par ses successeurs. Le dernier prince de cette série, Boabdil (Abou-Abdallah), *el rey chico*, « le petit roi », dut capituler et céder Grenade aux Espagnols que commandait Ferdinand V le Catholique (1492). On estime qu'il mourut à Fez, où il s'était retiré, en 1493.

LES MÉRINIDES. — La famille des Béni-Mérin était une branche de la grande tribu berbère des Zénâta. C'étaient des guerriers qui, ayant conservé très longtemps des habitudes de nomadisme, passaient leur vie à batailler. Abou-Bekr Yahya s'empara de Méquinez en 1245, de Fez en 1248 ; son frère Abou-Ya'qoub éunit sous son pouvoir le Maroc tout entier, et passa en Espagne pour y combattre les princes chrétiens ; il fonda la ville nouvelle de Fez, donna des ordres pour bâtir la citadelle et la mosquée de Méquinez, et se fit construire à Algésiras

une autre fois. Préoccupé par les affaires de Hongrie, Bajazet II conclut la paix (1491).

Le fils de Qâit-Bâi, Mohammed, qui lui succéda en 1496 à l'âge de quatorze ans et qu'un certain Qansou tenta vainement de renverser, fut assassiné au retour d'une partie de plaisir (1498) et remplacé par son oncle, qui s'appelait Qansou comme le prétendant évincé et qui fut déposé au bout de vingt mois. Ses deux successeurs durèrent

un palais dans lequel il mourut (1286). Son fils Abou-Ya'qoub renonça aux campagnes en Espagne, mit fin à un certain nombre d'exactions, et vint mettre le siège devant Tlemcen, que son père n'avait pas réussi à prendre ; les assiégeants remplacèrent leur camp par une ville, el-Mançoûra ; dans le palais qu'il s'y était fait bâtir, Abou-Ya'qoub fut assassiné par un des eunuques qui l'entouraient (1307).

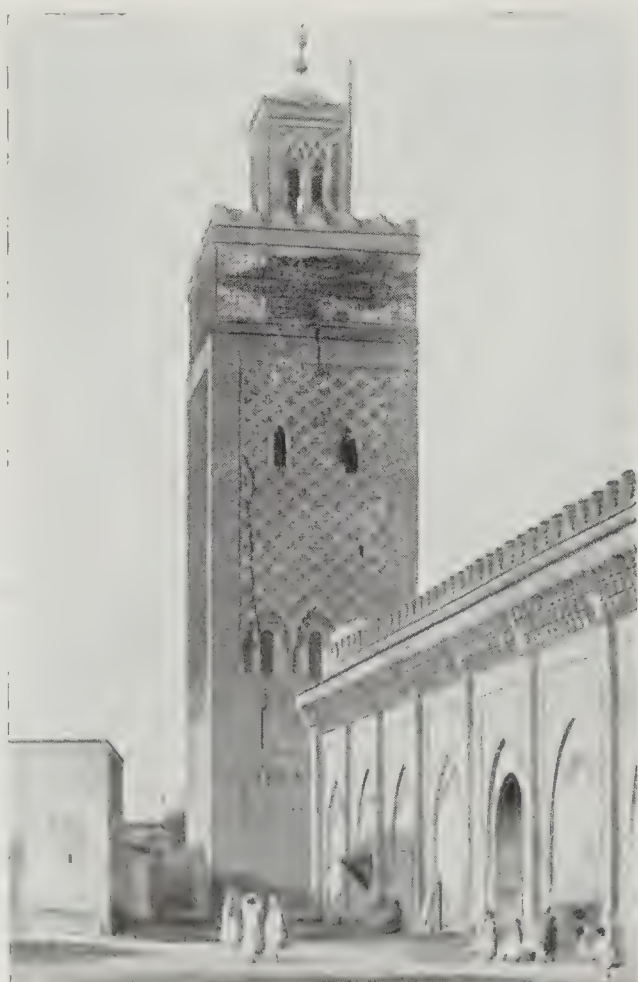
Les chefs de l'armée élurent son petit-fils, Omar, qui rétablit l'ordre et fonda Tétouan pour contenir le Rif, mais mourut l'année suivante ; son frère Soléiman s'empara de Ceuta. Un de leurs parents, Abou-Sa'id, se fit reconnaître par l'armée, mais eut à lutter contre son fils révolté ; enfin un autre fils, Abou'l-Hasan, réussit à s'emparer de Tlemcen après un siège de deux ans (1337) : ce fut la fin de la dynastie des Béni-Zayyân. Abou'l-Hasan débarqua à Algésiras, mais fut complètement battu par le roi de Castille, qui s'empara de la ville (1344). Il avait réussi à prendre Bougie, Constantine et Tunis, lorsqu'une révolte des Arabes mit un terme à ses succès ; assiégé dans Tunis, il n'en put sortir que par mer pour gagner Alger, où il leva des troupes, mais sans profit : le sultan Abou-Inân avait été reconnu par le Maroc.

Celui-ci constitua l'État qu'avait cherché à créer son prédécesseur, mais ses conquêtes rapides fatiguèrent ses soldats, qui l'abandonnèrent ; rentré à Fez, et tombé malade, il fut étranglé dans son lit (1358). Il s'ensuivit une anarchie qui ne cessa, pour un peu de temps, qu'avec 'Abd-el-'Aziz, fils d'Abou'l-Hasan. Ce prince débuta en faisant massacrer (1367) le ministre Omar, devenu trop puissant ; il occupa l'Atlas montagne par montagne, reprit Tlemcen, combattit les révoltés d'Alger, mais fut terrassé en 1372 par une maladie chronique. La guerre éclata entre divers prétendants ; les Européens, dont les côtes étaient dévastées par la piraterie, se décidèrent à intervenir au Maroc. Successivement : Enrique III, roi de Castille, équipa une flotte et s'empara de Tétouan, dont les habitants furent transportés en Espagne (1399) ; Jean I^{er} de Portugal prit Ceuta en 1415 ; les Portugais enlevèrent Qaçr es-Saghîr sur le territoire des Maçmoûda et ruinèrent Casablanca, repaire de forbans, sans toutefois pouvoir conquérir Tanger ; ils s'installèrent à Asila ; les Espagnols occupèrent Mélilla en 1496, puis Oran et Bougie ; les Portugais fondèrent Mazaghan en 1506 et prirent Azemmour en 1513. Abou-Hassoûn s'était emparé de Fez, mais il fut tué au cours d'une bataille, et ses fils périrent à bord d'un vaisseau qui les transportait en Espagne. Ce fut la fin du pouvoir des Mérinides (1).

LA DYNASTIE SA'DIENNE. — Mohammed el-Mahdi prétendait être un descendant de Hasan, fils aîné d'Ali et de Fâtima, fille du Prophète ; mais ses adversaires ont toujours soutenu que sa lignée remontait aux Beni-Sa'd, tribu d'Arabie à laquelle avait appartenu Halîma, nourrice de Mahomet. Mohammed Chéikh, surnommé el-Mahdî, qui avait été le meilleur auxiliaire de son frère el-A'radj, le déposa et l'enferma dans la ville de Merrâkech (1545). Il prit Méquinez et Fez, chassa les Turcs de Tlemcen, et réussit à se débarrasser d'un compétiteur, Abou-Hassoûn, que les janissaires d'Alger, par un coup de surprise, avaient installé à Fez (1554). Il fut assassiné, d'un seul coup de hache sur la nuque, par un émissaire des janissaires, et sa tête fut envoyée à Constantinople (1557).

Son petit-fils, Mouley Mohammed, pourchassé par son oncle 'Abd-el-Mélik, qui avait l'appui des troupes turques, alla réclamer le secours de Dom Sébastien, roi de Portugal, auquel il promit le littoral du Maroc ; mais les projets de l'un et de l'autre furent détruits à la bataille d'El-Qaçr el-Kébir, où Mouley Mohammed et Dom Sébastien se noyèrent dans le Wâdi-Lokkos ; 'Abd-el-Mélik, malade, s'y était fait porter dans une litière ; il mourut pendant le combat, et son fils Ahmed el-Mançoûr fut proclamé sultan sur le champ de bataille (1578).

El-Mançoûr tourna ses regards vers l'intérieur de l'Afrique ; il fit occuper les oasis de Touât et de Tigourarin (1581), et lança



GRANDE MOSQUÉE DE MERRAKECH (Maroc).

(1) Ce sont les Mérinides qui ont introduit en Europe les moutons à laine fine appelés *mérinos*.

en plein Soudan une expédition commandée par le pacha Djouder, qui prit Tombouctou (1591). Cette conquête amena de l'or au Maroc et valut au sultan le surnom de Dhahabi, « le doré ». Parmi les prisonniers figurait Ahmed Baba, qui fut l'historien du Soudan. El-Mançoûr se fit construire le palais d'El-Bédi' par des ouvriers amenés d'Europe; le marbre d'Italie qui le décorait avait été payé, poids pour poids, en sucre provenant des nombreux pressoirs établis dans les provinces; ce palais n'existe plus : il fut rasé en 1708 par Mouley Isma'il. La mort du sultan, emporté par la peste en 1603, fut le signal d'une anarchie compliquée d'assassinats qui provoqua, en 1659, la chute de la dynastie sa'dienne.

LES CHERIFS HASANIENS. — Dans l'oasis de Tafilet vivaient des derviches qui faisaient remonter leur origine à Hasan ben Qâsim, descendant d'Ali et de Fâtima, venu au XIII^e siècle de l'Arabie pour s'établir au Maroc. De là vient que cette dynastie, actuellement régnante, est appelée *chérifienne*. Les habitants de Sidjilmâssa, exaspérés par les exactions des gouverneurs, avaient mis à leur tête Mouley Mohammed, qui entra, il est vrai, à Fez, mais ne put s'y maintenir et dut se contenter de la possession du Drâ'. Il fut tué d'une balle à la gorge (1664) en luttant contre son frère Mouley er-Réhid : celui-ci s'empara de Taza, de Fez et de Merrâkech, devint ainsi maître de tout le Maroc, conclut des traités avec Louis XIV, les Turcs et les Rifains; mais il mourut d'un accident de cheval (1672).

Son frère Mouley Isma'il avait vingt-six ans; il fut proclamé sultan. Il lutta contre les agitateurs en s'appuyant sur les chérifs et les marabouts, acheva la conquête du Soudan et du territoire de Tlemcen, reprit aux Espagnols et aux Anglais les villes de la côte, Tanger, Larache, Asila. Il releva les remparts de Méquinez et y bâtit la grande mosquée. Il constitua un corps d'armée, composé de nègres levés par force et placés sous l'invocation du fameux Boukhari, auteur du célèbre recueil de traditions authentiques du Prophète, le *Çahih*. On y trouvait encore des renégats. Il fit entrer également dans la garde royale la tribu des Oudaya, ramenée du nord du Sahara; la citadelle de Rabat, aujourd'hui transformée en musée, porte encore le nom de *Qaçba* des Oudaya. Isma'il régna cinquante-cinq ans et mourut de maladie (1727).

Les nègres de la garde se transformèrent aisément en prétoriens; ils firent et défirent les sultans, mais ne surent pas maintenir l'ordre, et le Maroc retomba dans l'anarchie. Dans le Rif, le pacha Ahmed, enrichi par ses pillages, occupa Tétouan à l'improviste, mais fut défait et tué sur les bords du Lokkos, près de Larache. Le sultan 'Abdallah, renversé cinq fois et remonté une sixième fois sur le trône, mourut en 1757. Son fils Mohammed, que les nègres avaient reconnu du vivant de son père, avait toujours refusé de se mettre en rébellion contre lui; il lui succéda. Il avait, l'année précédente, essayé de s'installer à Merrâkech, mais les révoltés qui tenaient la campagne ne lui avaient laissé que le port de Safi; il en profita pour ouvrir ce port à l'exportation, s'enrichit par le commerce et organisa une armée avec laquelle il put rentrer à Merrâkech. Devenu maître du royaume, il en parcourut les diverses provinces, fit élever la citadelle de Tétouan et reconnut l'impossibilité d'enlever Ceuta aux Espagnols; il fonda la ville de Mogador sur l'emplacement de Sowéira (1765). Il essaya de dissoudre la garde nègre et en répartit les soldats entre les tribus arabes pour les obliger à travailler à l'agriculture; mais, au bout de quatre ans, il fut contraint de les enrôler à nouveau; c'était sa principale force, grâce à laquelle les provinces restaient dans le devoir.

Son fils Yézid était un indiscipliné qui ne reculait devant aucune mesure pour s'approprier l'argent d'autrui; afin d'échapper à la colère de son père, il se réfugia, au retour du pèlerinage de La Mecque, dans le mausolée du saint derviche 'Abd-es-Sélâm, considéré comme lieu d'asile. C'est de là qu'il partit lorsque la mort de son père l'appela à le remplacer dans la capitale (1789).

Empire ottoman.

Après la prise de Constantinople, qui lui donnait une capitale définitive, Mahomet II traita avec honneurs le patriarche grec Gen-

nadios, qui venait d'être élu, accepta la capitulation de Sélymbria (Silivri) et conclut la paix avec Georges, prince de Serbie, moyennant le paiement d'un tribut annuel. Il posa la première pierre de la mosquée d'Eyyoub, fit élever, au centre de la ville, le vieux palais qui a été remplacé depuis par le Séraskiérat (ministère de la Guerre), essaya de conquérir Rhodes, qui lui résista, et voulut, mais en vain, prendre Belgrade, défendue par Jean Hunyade; il n'y gagna qu'une blessure à la cuisse. Il résolut ensuite de compléter ses entreprises en achevant la conquête de l'Asie Mineure; il enleva Amasra aux Génois et Sinope à Ismaïl-Bey; il marcha contre Erzeroum, alors aux mains d'Ouzoun-Hasan, des Turcomans du « Mouton-Blanc »; ayant cédé aux instances et aux présents magnifiques de ce prince, il conclut la paix avec lui et se présenta devant Trébizonde, capitale de l'empereur grec David Comnène; celui-ci, effrayé, lui remit la ville et s'embarqua pour Constantinople, mais fut mis à mort avec toute sa famille. Se tournant alors contre la Valachie, où régnait un tyran infâme nommé Vlad, surnommé par ses sujets Drakul, « le diable », et par les Turcs « le voïvode empaleur » à raison de sa prédilection pour ce genre de supplice, le pal, auquel personne ne pouvait se

vanter d'échapper, il occupa le pays, et Vlad fut contraint de s'enfuir en Hongrie, où Mathias Corvin le fit emprisonner. Un frère de Vlad fut investi de la principauté. Mahomet II enleva Mitylène, l'ancienne Lesbos, à son duc génois Nicolas Gate-lusio (1462); il attaqua la Bosnie et en fit périr le roi, mais ne put en achever la conquête, car Mathias Corvin y était entré de son côté; il enleva les ports du Péloponnèse aux Vénitiens; il ne put toutefois réduire les habitants de Sparte, qui se réfugièrent dans le mont Taygète et s'y maintinrent indépendants, sous le nom de Maïnotes, jusqu'à la régénération de la Grèce, au XIX^e siècle.

Profitant de la guerre civile qui avait éclaté entre les fils d'Ibrahim, prince de Karamanie, il installa définitivement son pouvoir dans cette contrée. De 1470 à 1474, des incursions successives opérées par des batteurs d'estrade, appelés *akindji*, désolèrent la Croatie, la Carniole, la Styrie, la Hongrie. La Moldavie échappa au joug, Étienne le Grand ayant eu le talent de battre le général turc envoyé contre lui. Une flotte armée à Constantinople enleva aux Génois les ports de la Crimée, Kaffa (Théodosie) et Azov (Tana); un prince mongol, Menghéli-Guéraï, fut nommé khan de Crimée, et ses descen-

dants y exercèrent le pouvoir jusqu'à la conquête russe. En Albanie, les Vénitiens ne purent défendre Croïa; ils furent plus heureux avec Scutari, que le sultan lui-même ne put enlever de vive force; cette place lui fut cédée par traité. Tournant ses visées du côté de l'Italie, le sultan emporta d'assaut Otrante, sur la côte de la Pouille (1480). Mahomet II préparait une nouvelle campagne en Asie Mineure lorsqu'il mourut subitement (1481).

Il laissait de nombreux monuments de son règne. Sans compter Sainte-Sophie, la cathédrale élevée par Justinien à la Sagesse divine, transformée en mosquée, et huit autres moins importantes, il fit élever la grande mosquée, appelée de son nom Mohammédié ou vulgairement Fâtih (le conquérant), par l'architecte grec Christodoulos, celle d'Eyyoub déjà citée plus haut, celle du Chéikh Bokhari à Andrinople, et celle d'Orta-Djami; il construisit le palais de la Pointe du Séraï sur l'emplacement de la Byzance d'avant Constantin; il éleva les forts qui ferment l'entrée du détroit des Dardanelles. Il était poète et écrivit des poésies turques sous le pseudonyme d'Avni.

Bayézid II (Bajazet) le remplaça. Pour ses débuts, il eut à lutter contre les prétentions qu'éleva son frère Djem (Zizim), qui réussit à s'emparer de Brousse et à s'y faire proclamer sultan; au bout de dix-huit jours, il fut battu près de cette ville par le nouveau sultan, réduit à prendre la fuite et à se réfugier au Caire auprès de Qâit-Bâï. Après avoir accompli le pèlerinage de La Mecque, il voulut reprendre les armes, mais ses troupes furent défaites à Angora, et il alla solliciter la protection des chevaliers de Rhodes; emmené en France, il fut enfermé dans le château de Bourgneuf, dans la Marche (Creuse), puis livré au pape Innocent VIII (1489), remis à l'armée française, qui, commandée par Charles VIII, venait d'entrer à Rome (1494), et mourut empoisonné par Alexandre Borgia (1495).



LE SULTAN MOULEY ISMA'IL (1672-1727). — Gravure de Larmessin.



LE SIÈGE DE LA FORTERESSE DE DJERBA DANS L'ÎLE DU MÊME NOM (TUNISIE) PAR LES TURCS EN 1560. — Dessin à la plume d'Holzhaimer.

Les guerres entreprises par Bayézid ne furent pas heureuses ; les Mamlouks conservèrent les places dont ils s'étaient emparés en Cilicie ; les Hongrois, bien que plongés dans la guerre civile depuis la mort de Mathias Corvin, réussirent à défendre Belgrade ; l'empereur Maximilien défit les *akindji*, qui s'étaient livrés à d'épouvantables atrocités, à Villach en Carinthie. La reddition de Lépante vint compenser l'amertume que causaient au souverain les nombreux insuccès de ses troupes. Le Frioul et la Carinthie furent dévastés par les « batteurs d'estrade », qui passèrent le Tagliamento et poussèrent jusqu'à Vicence. On traita alors avec Venise, avec la Hongrie, et l'on entretint de bons rapports avec la Perse, où Ismaïl I^{er} venait de fonder la dynastie des Safawides. Les dernières années du règne de Bayézid furent troublées par des dissensions parmi ses fils, entre lesquels il avait eu l'imprudence de partager l'administration des diverses provinces ; mais les janissaires voulaient Sélim et finirent par l'imposer à son père, qui abdiqua en sa faveur, puis se retira à Démotika ; trois jours après, il mourait, sans qu'on puisse savoir si sa fin fut naturelle ou résulta d'un crime. Il avait fait construire plusieurs mosquées, dont une à Constantinople, et trois ponts remarquables sur le Qizil-Irmaq, le Sagaria et le Qodos ; il protégea les lettres, combla de présents les hommes de loi et les poètes ; deux historiens, Nechri et Idris, rédigèrent les annales de l'Empire.

Sélim I^{er} mérita le surnom de *Yavouz*, « cruel », que lui donnèrent les Turcs, par les exécutions nombreuses qui lui servirent à affirmer son pouvoir. Son frère Qorqoud, chassé de Magnésie, fut découvert et exécuté ; son autre frère Ahmed, qui d'Amasia s'était avancé jusqu'à Brousse, fut défait à Yéni-Chéhir (1513), pris dans sa fuite et condamné à mort. Le massacre de quarante mille Chi'ites décida Châh-Ismaïl à entrer en campagne ; l'armée turque hésitait à s'avancer dans les régions dévastées par l'ennemi : Sélim dut relever son courage en intervenant personnellement et en prononçant un discours enflammé. Les deux armées se rencontrèrent dans la plaine de Tchaldiran (1514) et l'artillerie des Ottomans leur donna l'avantage ; le camp ennemi tomba entre leurs mains, et le trône même du châh de Perse est encore aujourd'hui conservé dans le trésor de Constantinople comme un trophée de la victoire. Sélim entra à Tébriz, mais n'y séjourna que huit jours et retourna en Asie Mineure.

L'année 1515 marqua la fin de la dynastie des Dhou'l-Qadriyya à Elbistan. Diarbékir et le Kurdistan reconnurent l'autorité du sultan, ainsi que Mardin, dont la citadelle résista pourtant pendant longtemps. L'année suivante, Sélim partit en guerre contre les Mamlouks, défit Qansou el-Ghourî à la bataille de Merdj-Dâbek en Syrie, où l'artillerie lui assura le succès, et arriva en Égypte au début de 1517. Malgré sa courageuse résistance, Toumân-beg fut livré au vainqueur par les Bédouins et exécuté. La fin de l'indépendance de l'Égypte entraîna

la soumission aux Ottomans des deux villes saintes, La Mecque et Médine, dont Sélim fut déclaré « le serviteur », titre qui est resté dans le protocole impérial jusqu'à la proclamation de la république turque et à la suppression du sultanat et du khalifat. Ce fut le dernier triomphe du sultan qui, de retour à Constantinople, mourut d'un bubon à l'aîne en 1520.

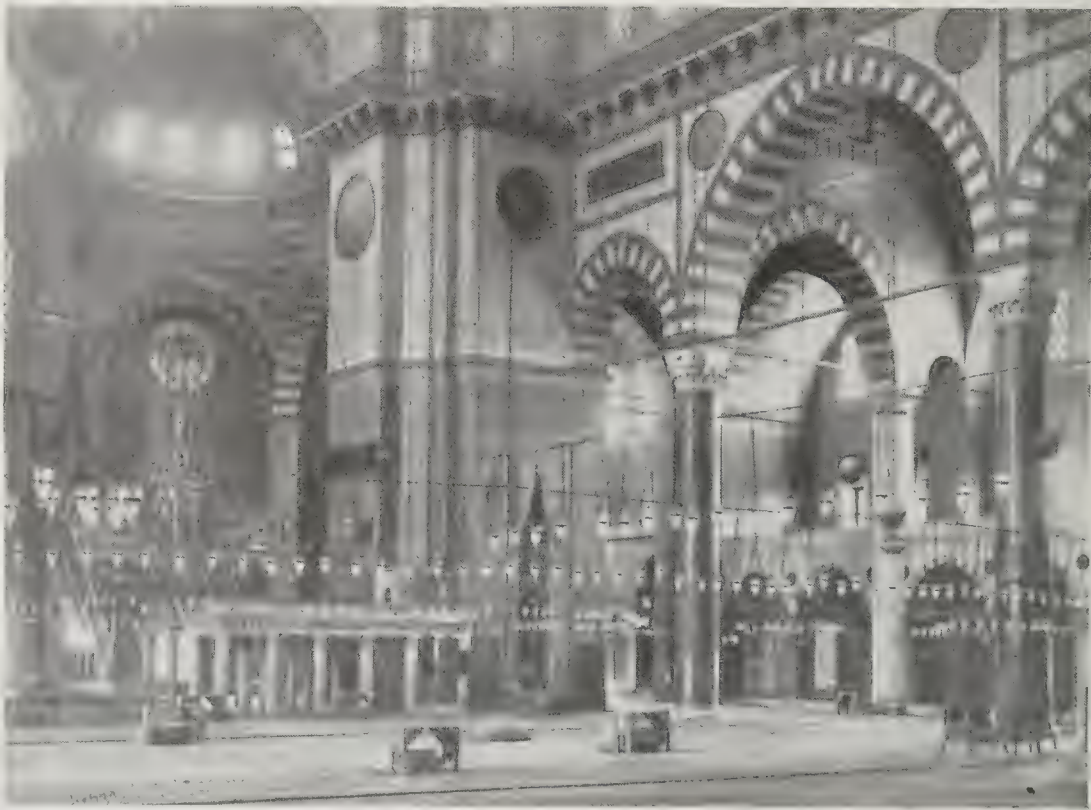
Son fils Suléïman, surnommé le Législateur, s'empessa d'accourir de Magnésie. Après que ses généraux eurent mis fin à la rébellion d'un ancien Mamlouk, qui aurait voulu réaliser l'indépendance de la Syrie, Suléïman reprit la guerre avec la Hongrie, s'empara de



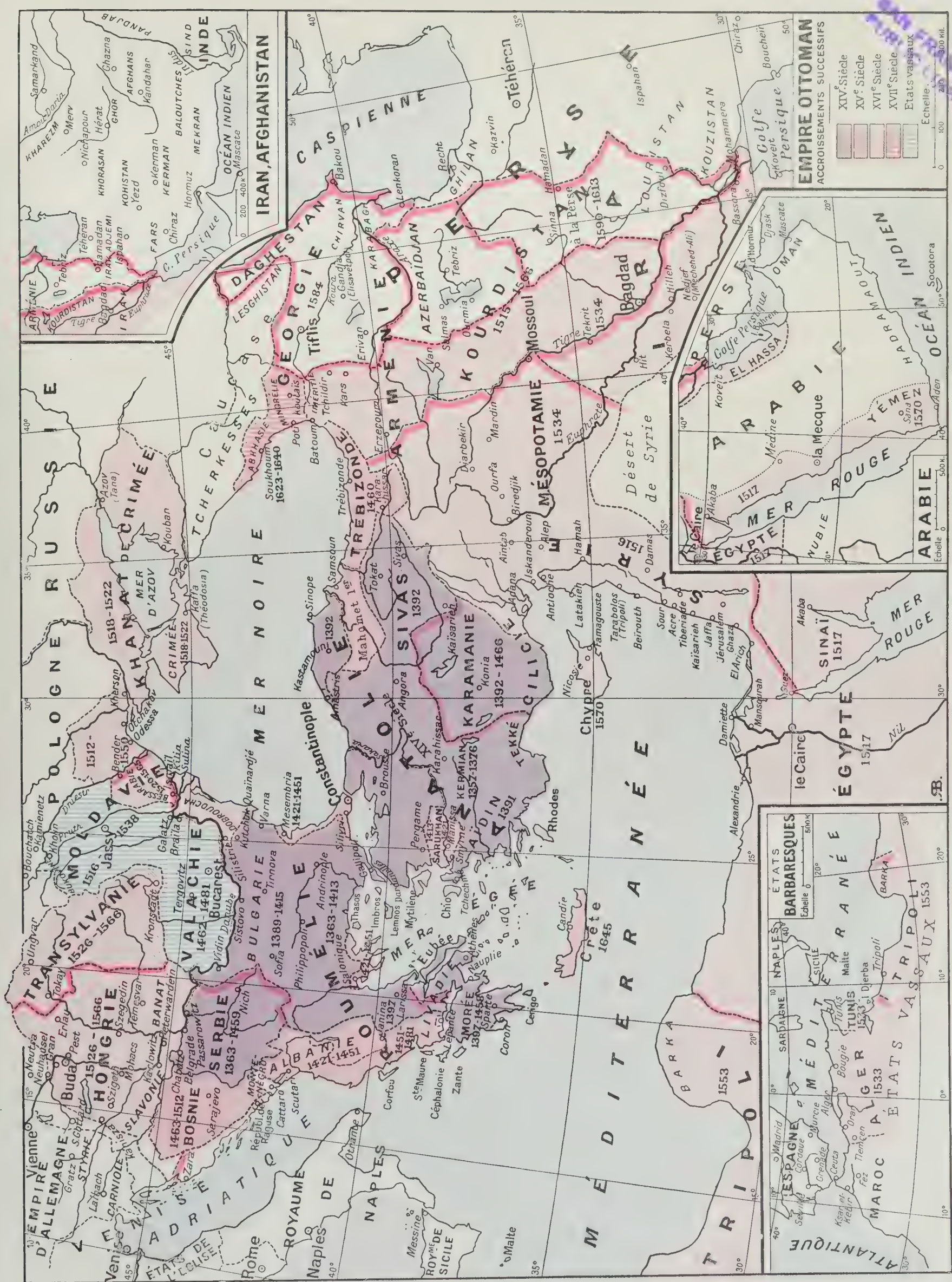
SULÉÏMAN (1520-1566), surnommé le Magnifique ou le Législateur. — Bibl. Nat.

Sabacz, de Semlin, et enfin de Belgrade (1521). Le siège de Rhodes se termina au bout de cinq mois par la capitulation du grand maître Villiers de l'Isle-Adam. La bataille de Mohacz, où le roi Louis perdit la vie, donna aux Turcs la Hongrie tout entière (1526). Entre temps, des révoltes, provoquées par les exactions des fonctionnaires, désolèrent l'Asie Mineure. En 1529, les Ottomans, qui avaient installé comme roi vassal en Hongrie Jean Zapolya, parurent sous les murs de Vienne, mais la garnison se défendit vigoureusement et le siège dut être levé. La paix avec l'empereur d'Allemagne, conclue en 1533, permit au sultan de songer à enlever Bagdad au châh de Perse ; la marche à travers les montagnes fut très pénible, mais l'ancienne capitale des khalifes fut occupée sans coup férir par le grand vizir Ibrahim, le gouverneur persan s'étant enfui. Cependant le corsaire Khaïr-ed-dîn Barberousse s'emparait de Tunis et l'enlevait aux Hafcides, mais pour peu de mois, car Charles-Quint rétablit Mouley-Hasan dans sa capitale en laissant une garnison espagnole à la Goulette.

Corfou ne put être enlevée aux Vénitiens ; il en fut différemment de leurs possessions dans les îles de l'Archipel. Une flotte équipée par le gouverneur de l'Égypte poussa jusque dans l'Inde, où elle prit Diu aux Portugais pour rendre ce port au prince du Gudjerate. Barberousse s'empara du château de Messine, puis alla mouiller à Marseille, où il fut reçu avec de grands honneurs, la France étant



INTÉRIEUR DE LA MOSQUÉE SULÉÏMANIYÉ A CONSTANTINOPLE. — Cette mosquée fut bâtie par l'architecte Sinan de 1550 à 1556.



CARTE DES ACCROISSEMENTS SUCCESSIFS DE L'EMPIRE OTTOMAN (XIV^e-XVIII^e SIÈCLES)

alors l'alliée de la Turquie; de concert avec la flotte française, il s'en alla prendre Nice, sans toutefois pouvoir mettre la main sur le château (1543). Trois ans après, Barberousse disparaissait de la scène.

L'arrivée du prince persan, Elqâs-Mirza, révolté contre son père Tahmâsp I^{er}, fut l'occasion d'une reprise des hostilités avec la Perse; le sultan y était poussé par la sultane Khourrêm (Roxelane), d'origine russe; la paix de Van (1548) marqua cette expédition. Le grand amiral Pialé-pacha avait conquis l'île de Djerba, en Tunisie (1560); cinq ans plus tard, il voulut enlever Malte aux chevaliers de Saint-Jean, mais, malgré la prise du fort Saint-Elme, la place, commandée par le grand maître La Valette, résista victorieusement. Pendant le siège de Szigeth en Hongrie, Suléïman, qui malgré son grand âge était à la tête de l'armée, expira le lendemain de l'ouverture de la brèche (1566). On cacha sa mort, et la ville fut prise. Le surnom de Législateur lui fut donné en raison des lois et règlements qu'il fit édicter pour compléter la loi canonique basée sur le Qoran. Il fit construire à Constantinople la mosquée qui porte son nom (la Suléïmaniye).

Avec Sélim II, surnommé *mest* (ivrogne), un changement d'habitudes se produisit dans la conduite des sultans ottomans. Enfermé dans son sérail, le sultan se dispensa de commander en personne les armées, et cet usage se continua chez ses successeurs; il renonça même à la chasse. Par bonheur pour lui, Sélim avait hérité de son père un ministre intelligent et actif, Mohammed Soqolli, celui-là même qui fit bâtir pour son maître la mosquée Sélimiye par l'architecte Sinan, ainsi qu'une autre du même nom à Andrinople. L'Albanais Sinan-pacha, gouverneur d'Égypte, fut chargé de conquérir le Yémen, alors entre les mains de la secte chi'ite des Zéïdiés; il s'empara de la capitale Sanaa (1569) et de la forteresse de Kaukéban (1570); à la suite de cette dernière conquête, Mottahhar, sultan des Zéïdiés, reconnut la suzeraineté de la Porte. Chypre fut enlevée aux Vénitiens (1571); mais cette même année, Don Juan d'Autriche détruisait, à la bataille navale de Lépante, la flotte ottomane. Sélim mourut de la fièvre en 1574.

La guerre éclata de nouveau avec la Perse sous le règne de Mourad III, et les Ottomans s'installèrent en Géorgie. L'altération des monnaies provoqua une révolte des janissaires, mécontents de recevoir une solde diminuée; on ne put apaiser cette mutinerie qu'en jetant aux rebelles les têtes du ministre des Finances et de Mohammed-pacha, beylerbey de Roumélie. Ce succès des janissaires ne fit qu'encourager un esprit de révolte, qui s'était déjà manifesté plusieurs fois. Divers échecs en Hongrie précipitèrent la fin du sultan,



AHMED I^{er} (1603-1617). — Bibl. Nat.



MOURAD IV (1623-1640). — Bibl. Nat.

après vingt ans de règne (1595); il était poète et protégea les lettres.

Pour ses débuts, Mohammed III vit Michel, prince de Valachie, refouler les Ottomans au sud du Danube. Le grand vizir décida le sultan à se mettre à la tête de l'armée de Hongrie; il prit Erlau, et il allait perdre la bataille de Keresztes contre l'archiduc Maximilien, lorsqu'une embuscade, disposée par le vizir Djighala, changea la face des choses. Une révolte de troupes indisciplinées en Asie Mineure et la reprise de Tébriç et d'Erivan par les Persans abrégèrent les jours de Mohammed III (1603) et hâtèrent la décomposition rapide de l'Empire.

Sous le faible Ahmed I^{er}, qui régna quatorze ans (1603-1617), la Perse reprit les possessions qu'elle avait perdues et des révoltes désolèrent l'Asie Mineure. Son frère Moustafa I^{er}, qui était resté enfermé dans le sérail pendant la durée du précédent règne, n'avait plus sa raison; aussi, au bout de trois mois, fut-il déposé et remplacé par son neveu Osman II, qui ne tarda pas à périr dans une révolte des janissaires (1622); Moustafa, rétabli pour peu de temps, dut céder la place à un autre de ses neveux, Mourad IV, âgé de douze ans, prince énergique, mais sanguinaire, et qui fut, comme pas un, redouté de ses sujets. A Bagdad, un certain Békir-aga s'était révolté; craignant la vengeance du souverain, il livra la ville au chah de Perse, Abbâs I^{er}. Le sultan résolut de reprendre l'ancienne capitale

des khalifes, mais après des tentatives infructueuses de ses généraux, il dut se mettre lui-même à la tête de ses troupes et réussit dans son entreprise (1638). Entre temps, le prince des Druses, Fakhr-ed-dîn, de la famille des Maan, qui s'était taillé une principauté quasi indépendante dans le Liban, fut poursuivi dans les montagnes, contraint de se rendre, puis exécuté à Constantinople à l'occasion de la révolte de son petit-fils. La rébellion d'Abaza, en Asie Mineure, s'était de même terminée par la soumission de ce personnage. Mourad IV mourut d'un accès de sciatique (1640) après avoir fait rebâtir la Ka'ba, à La Mecque, dans sa forme actuelle.

Il n'avait pas d'enfants; l'Empire revenait à son frère Ibrahim, d'un physique peu avantage par la nature. Ses généraux, après une tentative infructueuse, reprirent Azov aux Cosaques (1642), enlevèrent, dans l'île de Crète, la Canée et Rétimo aux Vénitiens, contre lesquels les Turcs luttèrent en Dalmatie sans grand succès. Débauché et prodigue, Ibrahim fut étranglé après neuf ans de règne, à la suite d'une sédition (1648), laissant sa place à son fils Mohammed IV, âgé de sept ans. L'amiral vénitien Mocenigo détruisit la flotte turque devant les Dardanelles (1656) et s'empara des îles de Ténédos, Sa-



CONSTANTINOPLE AU XVII^e SIÈCLE. — Au milieu de la gravure, la ville proprement dite, hérissée de multiples minarets et séparée des quartiers de Galata et de Péra, à droite, par la Corne d'Or. En bas, la rive d'Asie où s'élève Scutari. — Gravure du XVII^e siècle.



FONTAINE DU SULTAN AHMED III A CONSTANTINOPLE. — Construite en 1728, elle est ornée d'une mosaïque de faïences vernissées et de grillages de bronze.

mothrace et Lemnos. Le sultan fit un choix heureux dans la personne de Kieuprulu Mohammed-pacha, grand vizir. Des mesures énergiques furent prises pour la défense des détroits, et on y construisit des batteries qui, au début, valurent aux Ottomans un avantage considérable : le vaisseau amiral vénitien sauta et Mocenigo perdit la vie. Ce succès contre-balança la défaite de la flotte turque dans les mêmes parages. Kieuprulu Mohammed enleva aux Vénitiens Ténédos et Lemnos ; il réduisit par la force le rebelle Abaza, qui tenait l'Anatolie ; il se débarrassa par des supplices de tous les rivaux dont il craignait les intrigues, et il continua de pratiquer ce système de gouvernement jusqu'à sa mort (1661). Son fils Ahmed porta la guerre en Hongrie, s'empara de Neu-Häusel, de Serinvar, mais ne put franchir la Raab, dont le passage était défendu par le célèbre général Montecuculli et le comte de Coligny, envoyé par Louis XIV au secours de l'empereur d'Allemagne ; il perdit la bataille de Saint-Gothard (près de Moggersdorf), où les Français, commandés par le duc de la Feuillade, contribuèrent puissamment à ce résultat. La paix de Vasvar fut alors conclue avec la Hongrie.

Ce même ministre mit fin à l'agitation qui régnait parmi les Juifs à l'occasion de la prédication d'un certain Sabbathai Lévi, de Smyrne, qu'il fit arrêter ; le sultan voulut voir lui-même celui qui se faisait passer pour le Messie et, sous le coup des menaces qu'on lui fit, cet illuminé, pour sauver sa vie, se convertit à l'islamisme. Il voulut diriger en personne le siège de Candie, et Candie dut capituler (1669). La Pologne ayant pris parti contre les Cosaques de l'Ukraine qui avaient reconnu la suzeraineté de la Porte, il lui déclara la guerre ; les Turcs s'emparèrent alors de Kaminiéc, par capitulation, de Leopol (Lemberg) et de diverses places fortes, de sorte que les Polonais durent avoir recours aux bons offices du khan de Crimée pour obtenir une paix désavantageuse (1672) ; mais l'année suivante, Sobieski reprenait l'avantage et obtenait la couronne de Pologne ; à la mort du roi Michel ; la paix (1676) laissa les Turcs en possession de Kaminiéc et de la Podolie. Le grand vizir Ahmed mourut cette même année.

Les Ottomans, ayant pris le parti de Tekeli contre l'empereur, marchèrent sur Vienne et l'assiégèrent sous le commandement de Qara-Moustafa. Celui-ci fut complètement défait par Sobieski et le duc de Lorraine (1683), lesquels prirent Gran et Pest, mais échouèrent devant Bude, qui ne fut enlevée qu'en 1686. L'amiral vénitien Morosini conquiert Coron et la plupart des ports du Péloponnèse. A la suite de ces échecs, un mouvement populaire déposa le sultan Mohammed, remplacé par son frère Suléïman II (1687).

Les défaites continuaient. Belgrade venait d'être prise ; on fit choix d'un nouveau grand vizir dans la personne de Moustafa, frère de Kieuprulu-Ahmed,

qui recommença la campagne, prit Nich et Widin, et enleva d'assaut Belgrade ; la poursuite fut interrompue par la mort du sultan, atteint d'hydropisie (1691). Son frère Ahmed II conserva le même ministre, mais Moustafa, ayant pris le commandement des troupes, fut tué à Salankemen d'une balle qui l'atteignit à la tête. Ahmed II ne tarda pas à mourir de la même maladie que son frère (1695). Son neveu Moustafa II, d'un caractère plus ferme que ses devanciers immédiats, s'empara de l'île de Chio après deux défaites de la flotte vénitienne ; cette conquête fut due principalement à un ancien pirate de Tunis, Huséïn, surnommé Mezzomorto, qui en fut récompensé par les fonctions de qapoudan-pacha (grand amiral). Le sultan, à la tête de l'armée, défit le général autrichien Veterani à Lugos, non sans de graves pertes. De son côté Pierre le Grand fut contraint de lever le siège d'Azov. Ce succès passager des Ottomans n'eut pas de durée, car le tsar de Russie, l'année suivante, força la place à capituler définitivement. Le désastre de Zenta, où Moustafa II avait trouvé en face de lui le prince Eugène, réduisit le sultan à conclure la paix de Carlowitz, dont l'instrument fut rédigé par un congrès international (1699) ; la Turquie conservait le banat de Temesvar, mais cédait la Transylvanie. A partir de ce moment, la décadence de l'Empire ottoman se précipita de plus en plus. Une révolte des janissaires obligea Moustafa, qui était alors à Andrinople, à passer le pouvoir à son frère Ahmed III (1703).

C'est sous le règne de celui-ci que Charles XII, roi de Suède, vaincu à Poltava par le tsar, vint chercher refuge en Turquie et s'installa dans la ville de Bender. La nomination de Baltadji Mohammed-pacha au poste de grand vizir fut le signal de la reprise des hostilités avec la Russie ; le tsar Pierre passa le Pruth et se retrancha dans une plaine marécageuse dominée par les hauteurs avoisinantes ; cernés de tous côtés, bloqués dans leurs retranchements, les Russes étaient perdus lorsque la tsarine Catherine trouva le moyen, en sacrifiant ses bijoux, d'acheter la complicité de l'intendant du grand vizir. La paix fut conclue à des conditions avantageuses pour la Porte (restitution d'Azov et démolition des forteresses de la mer du même nom). Toutefois le grand vizir perdit sa place, ayant été dénoncé par le khan des Tatars de Crimée et par Charles XII, qui bientôt après se laissa assiéger dans son palais de Bender, fut interné à Démotika et enfin rappelé en Suède.

Le grand vizir Damad-Ali-pacha, gendre du sultan, enleva la Morée (Péloponnèse) aux Vénitiens (1715), mais perdit contre le prince Eugène la bataille de Peterwardein (1716), se jeta dans la mêlée et y trouva la mort. La déroute des Turcs entraîna la perte de Temesvar et la prise de Belgrade, sous les murs de laquelle le nouveau grand vizir, Khalil-pacha, perdit une grande bataille. On conclut avec les Autrichiens la paix de Passarowitz (1718). A la suite de l'invasion des Afghans en Perse, les Turcs s'emparèrent de Hamadan, d'Érivan, de Tébriç ou Tauris (1725) ; mais leurs succès furent arrêtés par l'entrée en scène de Nâdir-châh. Un soulèvement des



MOSQUÉE DU SULTAN AHMED III A CONSTANTINOPLE. — Au premier plan, sur l'emplacement de l'ancien hippodrome, on distingue : à gauche, un obélisque égyptien ; à droite, une colonnette de serpents enroulés : le trépied de la pythonisse de Delphes.

janissaires contraignit Ahmed III à résigner ses pouvoirs entre les mains de son neveu Mahmoûd I^{er}. C'est sous le règne d'Ahmed III que fut construite, à Constantinople, une fontaine monumentale devant la porte du sérail, et que l'imprimerie fut introduite par le renégat hongrois Ibrahim-éfendi (1727).

Mahmoûd I^{er} avait été porté sur le trône par un simple janissaire, Patrona Khalil (1730), qui se rendit vite insupportable par ses exigences; il fut massacré pendant un conseil des ministres. La paix intervenue avec la Perse laissa à la Turquie la Transcaucasie tout entière, et l'Araxe devint, dans cette région, la limite des deux États. Nâdir-châh ne voulut pas reconnaître la paix avec la Perse; il entreprit d'assiéger Bagdad, mais il fut défait, non loin de là, par l'ancien grand vizir Topal-Osman-pacha (1733), qui fut à son tour battu par son adversaire et périt sur le champ de bataille. La paix conclue avec Nâdir (1736) permit aux Ottomans de se retourner contre les Russes. Ceux-ci venaient de conquérir la Crimée et Oczakov, d'accord avec les Autrichiens, qui avaient envahi la Serbie, la Bosnie et la Valachie, mais furent défaits à Krozko (1739). Belgrade fut rendue à la Turquie par le traité qui porte le nom de cette ville et les Russes acceptèrent non seulement de restituer leurs conquêtes, mais de s'interdire d'avoir des vaisseaux, même de commerce, dans la mer Noire.

Mahmoûd I^{er} fut remplacé (1754) par son frère Osman III, qui ne régna que trois ans (1757). Son souvenir a été néanmoins conservé par une mosquée de Constantinople, Nour-i-Osmanié, déjà commencée du temps de son prédécesseur. Le grand vizir Raghib-pacha le remplaça par Moustafa III, fils aîné d'Ahmed III. L'occupation de la Pologne par les Russes les amena à violer le territoire ottoman; ils massacrèrent la population de Balta; le prince Galitzine entra dans Khotin abandonnée et atteignit le Danube (1769). Catherine I^{re} avait rêvé de rendre son indépendance à la Grèce et envoyé dans la Méditerranée l'amiral Spiridov avec sept vaisseaux de ligne: mais l'insurrection des Grecs de Morée ne servit qu'à faire dévaster le Péloponnèse par des bandes albanaises; la flotte ottomane, réfugiée dans la baie de Tchechmé, près de Smyrne, y fut détruite par l'incendie que des brûlots allumèrent (1770). Cependant Romanzov gagna une importante bataille près de Cahoul et le prince Dolgorouki conquist définitivement la Crimée (1771). Le congrès de Fotchani en Moldavie n'ayant pu aboutir à la conclusion d'un traité, les hostilités reprurent, mais les Russes ne purent franchir le Danube. Après la mort de Moustafa III (1774), son frère Abd-ul-Hamid I^{er} signa la paix de Kutchuk-Kaïnardjé, en Bulgarie; la Porte se désintéressait de la Crimée, livrée aux convoitises des tsars, qui l'occupèrent en 1783, accordait aux bâtiments russes la libre navigation dans toutes les mers, cédait Azov, Qyl-Bouroun (Kinburn) et d'autres forteresses, et acceptait le partage de la Pologne; en revanche, elle rentrait en possession de la Bessarabie, des deux provinces roumaines (Moldavie et Valachie), et des îles de l'Archipel occupées par l'ennemi. Ces clauses n'étaient pas pour satisfaire les Ottomans, qui prirent prétexte d'une entrevue de Joseph II et de Catherine pour rouvrir les hostilités (1787). Ce qui soutenait leur confiance, c'est que le baron de Tott avait créé une fonderie de canons et que des officiers français avaient tenté d'apprendre à leurs troupes la tactique européenne. Néanmoins, ils ne purent prendre Qyl-Bouroun, défendue par Souwarov, tandis qu'ils contenaient les Autrichiens devant Belgrade; mais Oczakov fut prise par les Russes après une défaite de la flotte turque devant cette place. Abd-ul-Hamid en mourut de chagrin (1789).

Son neveu Sélim III s'occupa de la réorganisation de l'armée; mais avant d'en venir à l'idée de substituer des

troupes réglées aux janissaires insubordonnés, qui n'étaient plus qu'une sorte de garde nationale impropre à la guerre, il eut à poursuivre par les anciens moyens les campagnes entreprises. La mort de Joseph II (1790) délivra la Porte d'un grand souci; son frère Léopold fit la paix avec la Turquie (1791) par le traité de Sistovo. Souvarov enleva d'assaut Ismaïl, sur le Danube, et passa le fleuve; alors l'Angleterre et la Prusse intervinrent en qualité de puissances médiatrices, et l'on signa la paix de Yassi (1792); le Dniester devint la limite des deux Empires. Bientôt après, Odessa fut créé par le duc de Richelieu sur l'emplacement du petit fort de Hodja-bey, et devint promptement la métropole commerciale de la mer Noire.

Des difficultés de toute sorte ne tardèrent pas à assaillir le sultan: Pasvan-Oghlou, pacha de Widin, s'était déclaré indépendant et le resta pendant sa vie; Bonaparte débarqua en Égypte (1798); les Wahhâbites menacèrent les villes saintes; les Serbes s'étaient soulevés à la voix de Georges Petrovitch; Ali, pacha de Janina, après avoir triomphé des Souliotes, bravait la puissance du sultan. C'est alors que Sélim III, désireux de se créer une armée nouvelle, rendit un édit (*khatti-chérif*) modifiant les bases du recrutement (*nizhâm-djédid*, nouvelle organisation). Les Anglais, voulant contraindre les Turcs à se joindre à la coalition, forcèrent le détroit des Dardanelles et parurent devant Constantinople; le général Sébastiani, ambassadeur de France, ranimant le courage de la population, fit élever des batteries qui en imposèrent à la flotte anglaise. Puis, les janissaires révoltés obtinrent la suppression du *nizhâm-djédid*, et leur chef, Qabaqtchi-oghlo, prononça la destitution de Sélim III, que remplaça Moustafa IV (1807). Le pacha de Roustchouk, Moustafa Baïraqdar, qui voulait rétablir Sélim, marcha sur Constantinople et parvint jusqu'à la seconde porte du sérail; pour enlever tout prétexte à la rébellion, le sultan Moustafa fit étrangler Sélim, mais Baïraqdar mit immédiatement à sa place Mahmoûd II (1808). Avec ce prince finit l'ancienne Turquie et s'ouvre une période de réformes, celle du *Tanzhîmât* (organisation).

Perse.

LES TIMOURIDES. — Tamerlan, qui se proposait de conquérir la Chine, à l'imitation des Mongols, mourut à Otrar, sur le Iaxartes (Sir-Daryâ), en 1405, et fut enterré à Samarkand dans une splendide mausolée, connu sous le nom de *Goûr-Émir*, « tombeau du prince ». Il laissa ses États à Pîr Mohammed, fils de son fils aîné Djéhanguir; mais celui-ci, alors à Kandahâr, fut devancé par Khalil-sultan, fils de Mirân-Châh, qui, proclamé sultan, dépensa follement les trésors amassés par son grand-père, fut déposé (1409) et remplacé par Châh-Rokh. Ce quatrième fils du conquérant fit de Hérat sa capitale. Pendant un règne de trente-huit ans, il s'appliqua à restaurer la Perse ravagée; sa femme, Gauhar-Châd, sœur de Qara-Yoûsouf, fit élever à Mèchehed une mosquée magnifique. En même temps il luttait sur les frontières, défaisait Qara-Yoûsouf, des Tur-

comans du « Mouton-Noir », dans trois grandes batailles, réduisait son fils Iskender à l'état de tributaire dans l'Azerbaïdjan, et combattait les révoltés du Kirman. Ses possessions s'étendaient jusqu'à Chouster, au sud des monts Zagros.

Son fils Oulough-Beg était astronome; il écrivit un ouvrage sur les tables astronomiques et introduisit, dans le comput des années, l'emploi du cycle de douze ans appelé communément « cycle des douze animaux », parce que chaque année porte le nom d'un animal, système emprunté à la Chine, mais dont l'origine remonte



FAÇADE DU MÉDRESSÉ (Académie religieuse) DU SULTAN OULOUGH-BEG, A SAMARKAND.

peut-être aux savants d'Alexandrie. Il avait un fils, Abd-el-Latif, qui se révolta et mit son frère à mort (1449); entre temps, les Turcomans pillèrent Hérat, et les Uzbeks Samarkand; cette ville fut reprise par Abou-Saïd, descendant de Tamerlan, et Abd-el-Latif ne tarda pas à être assassiné (1452). Ce ne fut qu'en 1465 qu'Abou-Saïd vit son pouvoir reconnu dans l'est de la Perse; il ne put reprendre l'Azerbaïdjan, alors aux mains d'Ouzoun-Hasan, des Turcomans du « Mouton-Blanc ». Fait prisonnier, il fut décapité.

Son fils aîné, Sultan Ahmed, eut à faire face à de nombreuses révoltes pendant son règne de vingt-sept ans; Omar Chéikh, père de Babour, s'était installé dans le Farghâna et en resta le maître. Sultan Hoséin, fils de Baïqara, fut le dernier prince de cette dynastie; d'une bravoure à toute épreuve, il essaya de maintenir un Empire chancelant. Le prince Baï-Songor, petit-fils de Tamerlan, qui ne monta jamais sur le trône, fut un grand protecteur des arts, surtout de la calligraphie et de l'enluminure des manuscrits; on raconte qu'il avait réuni dans sa bibliothèque, pour copier des manuscrits, quarante calligraphes de talent; il fit compiler, pour le *Livre des Rois* de Firdausi, une préface qui n'est qu'un tissu de légendes. Il fut d'ailleurs le protecteur du poète Djâmi, de l'historien Mirkhond, du peintre Behzâd.

LES TURCOMANS DU « MOUTON-NOIR ». — C'est au sud du lac de Van que cette dynastie avait commencé à se faire connaître en 1378. L'Arménie et l'Azerbaïdjan étaient entrés successivement sous son pouvoir. Qara-Yoûsouf, poursuivi par Tamerlan, s'était réfugié auprès du sultan ottoman Bayézid I^{er} Yildirim; il fut rétabli dans ses possessions en 1405 et y joignit celles d'Achmed le Djélaïride. Il eut pour successeurs Iskender et Djéhân-Châh; ce dernier conquiert la Géorgie, le Fârs, le Kirman. Il fut tué dans une bataille contre les Turcomans du « Mouton-Blanc » (1469), laissant comme souvenir la mosquée bleue de Tébriç.

LES TURCOMANS DU « MOUTON-BLANC ». — Contemporains des précédents, ils avaient pour capitale Diarbékir. Qara-Osman avait été fait prisonnier par Iskender, fuyant devant Châh-Rokh le Timouride; il mourut en prison à Erzeroum, laissant le pouvoir à son petit-fils Ouzoun-Hasan, qui s'empara de Hasan-Ali, dernier représentant des Turcomans du « Mouton-Noir », et le fit mettre à mort avec toute sa famille. L'exécution du Timouride Abou-Saïd le rendit maître de toute la Perse. Il conclut un traité d'alliance avec Venise, mais ses entreprises contre l'Empire ottoman n'eurent qu'un faible succès. Il mourut en 1478; son fils Yagoûb fut empoisonné au bout de sept ans, et la dynastie sombra sous le pouvoir grandissant de la dynastie nationale des Safawides.

LES SAFAWIDES. — Il y avait à Ardébil une famille de derviches qui faisait remonter son origine à l'Iman Moûsa Kâzhim, le septième imâm (descendant de Mahomet par le mariage de sa fille Fâtima avec son cousin 'Ali) des Chi'ites: elle appartenait, en conséquence, à cette secte dissidente. Safi-ed-Dîn, l'un de ses membres, s'était attiré une grande réputation de sainteté (c'est de lui que la dynastie tira son nom de *Safawides*) et un descendant de Safi-ed-Dîn, Djonéïd, réunit autour de lui un si grand nombre de disciples qu'il inquiéta Djéhân-Châh, des Turcomans du « Mouton-Noir »; exilé, le derviche alla retrouver Ouzoun-Hasan à Diarbékir, où il fut reçu avec de grands honneurs; le sultan lui donna sa sœur en mariage, et son fils Haïdar hérita de l'esprit guerrier des Turcomans du « Mouton-Blanc ». Son oncle Ouzoun-Hasan lui fit épouser la fille qu'il avait eue d'une princesse grecque: de ce mariage naquirent trois fils, dont



CHAH-ABBAS I^{er} LE GRAND (1587-1629). — Gravure de Moncornet. — Bibl. Nat.

le troisième, Châh-Ismaïl I^{er}, fonda le pouvoir de la dynastie en conquérant toute la Perse.

En 1499, Ismaïl prit Bakou et Chamâkha dans le Chirwan, et, avec les troupes qu'il réussit à lever, il s'empara de Tébriç après avoir battu Alwend, des Turcomans du « Mouton-Blanc ». Une confédération de sept tribus turcomanes, réunies sous le nom de *Châh-sèven*, « amis du roi », lui permit de s'emparer du pays; comme elles portaient un bonnet rouge, elles reçurent le nom de *Qyzilbach*, « têtes rouges ». Dans ce nombre figurent les Afchâr, d'où sortit plus tard Nâdir-Châh, et les Qadjar, qui ont fourni la dynastie récemment destituée. Après Tébriç dont il fit sa capitale, Ismaïl annexa Bagdad, Mossoul, Diarbékir, enleva le Khorassan aux Uzbeks de Samarkand (leur chef Chaïbâni-Khan périt sur le champ de bataille, 1510), mais perdit la bataille de Tchaldiran contre le sultan ottoman Sélim I^{er} (1514), qui entra à Tébriç sans pouvoir aller plus loin. Ismaïl mourut à Ardébil en 1524; les Persans le considèrent comme un saint, en raison de sa qualité de derviche, et surtout parce que, grâce à lui, la Perse devint chi'ite.

Tahmâsp I^{er}, son fils aîné, n'avait que dix ans quand il lui succéda; les chefs des Châh-sèven administrèrent le pays pendant sa minorité. Les hostilités continuaient avec la Turquie: en 1534, Suléïman le Législateur envahit la Mésopotamie, prit Tébriç et Bagdad; quatre ans après, la campagne recommença et fut marquée par la prise de Van. Le châh resta sur la défensive, se contentant de réoccuper les contrées que les Ottomans évacuaient. L'empereur de l'Inde, Humayoun, successeur de Bâbour et père d'Akbar, chassé un moment de ses États par une insurrection, vint se réfugier auprès du roi de Perse (1540). Le frère de Tahmâsp, Elqâs-Mirza, s'étant enfui à Constantinople, le sultan prit son parti et attaqua l'Azerbaïdjan (1547); mais il n'alla pas plus loin, le prince fugitif s'étant brouillé avec ses alliés; il fut d'ailleurs, plus tard, pris et mis à mort. Enfin la paix fut conclue avec la Turquie (1555). Bayézid, fils du sultan Suléïman, s'étant révolté contre son père, se réfugia en Perse: au bout de deux ans, sur les réclamations de la Turquie, il fut livré au sultan et exécuté (1561). Des incursions des Uzbeks, une famine, la peste, attristèrent les dernières années de Tahmâsp,



LA CHASSE DE BAHRAM GOUR, ROI DE PERSE. — Miniature persane de 'Ali Hidjrani, Hérat, 1527. — Bibl. Nat. Sup. turc 316, fol. 350 recto. Cf. GIRAUDON

qui mourut en 1576. Sous son règne des relations commencèrent à s'établir avec l'Europe, par l'entremise du négociant et explorateur anglais Anthony Jenkinson, porteur de lettres d'Elisabeth, celui-ci revêtu du caractère d'envoyé par le tsar Ivan le Terrible, et par l'ambassadeur de Venise, Vincentio d'Alessandri.

Des rivalités entre les chefs des tribus amenèrent sur le trône Ismaïl II, quatrième fils du roi défunt, que son père avait tenu vingt-cinq ans en prison (1576); il signala les débuts de son règne en mettant à mort ou en aveuglant huit princes du sang, qui se trouvaient à Qazwin. Mohammed Khodâbendè, fils aîné de Tahmâsp, étant presque aveugle, n'était pas considéré comme prétendant; néanmoins, son frère Ismaïl donna l'ordre de l'exécuter, mais avant que le porteur de l'ordre arrivât à destination, Ismaïl mourut, soit qu'il eût abusé de la boisson et de l'opium, soit qu'il eût été assassiné. Khodâbendè, qui lui succéda (1578), était trop faible pour mener les affaires de l'État; les chefs du Khorassan proclamèrent son fils Abbâs, et la guerre civile favorisa la marche des Turcs, qui reprirent Tébriç, malgré les succès temporaires remportés par Hamza-Mirza, de la famille royale; celui-ci périt assassiné en 1587 et, la même année, Khodâbendè décéda de mort naturelle ou de mort violente.

Il ne restait plus qu'Abbâs, connu dans l'histoire sous le nom de Châh-Abbâs I^{er} le Grand. Avec son règne commence une belle époque pour la dynastie. Toutefois les Ottomans poursuivaient leurs succès, prenaient l'Iraq-Adjémi, le Louristan, le Khouzistan (Susiane), le Qarabagh et Gendja (Elisavetpol). Il fallut conclure la paix avec les envahisseurs, qui conservèrent presque toutes leurs conquêtes (1590). D'un autre côté les Uzbeks continuaient leurs incursions, s'emparaient d'Astérâbâd, de Hérat, de Mèchehed et de tout le Khorassan. Toutefois, en 1597, Abbâs remporta sur eux une éclatante victoire, qui mit la Perse, pendant plusieurs années, à l'abri de leurs déprédations. Pour protéger la frontière du nord-est, il y fit transporter quelques milliers de Kurdes, dont les descendants y vivent encore aujourd'hui et ont conservé leur langage.

L'année suivante, deux aventuriers anglais, les frères Anthony et Robert Sherley, se présentèrent à la cour de Qazwin et déclarèrent qu'ils voulaient entrer au service du châh. Allah-Verdi-beg, commandant en chef de l'armée, saisit cette occasion de réformer l'organisation des troupes; il créa une infanterie régulière et fit fondre des canons avec l'aide des deux Anglais. Anthony Sherley fut ensuite envoyé en Europe comme ambassadeur du châh; après avoir été emprisonné à Moscou, il visita successivement Prague et Rome, s'établit en Espagne et fut envoyé par le roi au Maroc; il semble alors s'être désintéressé des affaires de la Perse.

Les Turcs ayant attaqué Salmâs, sur le lac d'Ourmia, Abbâs leur déclara la guerre (1602), reprit Tébriç, Erivan, Kars, remporta une brillante victoire sur les bords du lac d'Ourmia, et, à la suite de ce fait d'armes, reconquit l'Azerbaïdjan, le Kurdistan, Bagdad, Mossoul, Diarbékir, et les villes saintes des Chi'ites, Nedjet (Mèchehed-Ali) et Kerbéla (Mèchehed-Hoséin). La paix conclue en 1612 fut de courte durée; les Turcs essayèrent en vain de reprendre Erivan et Bagdad. Robert Sherley avait rendu de grands services à la Perse au cours de ces campagnes: pour les reconnaître, Abbâs l'envoya à deux reprises en Angleterre en qualité d'ambassadeur (1611 et 1623).

Abbâs mourut en 1629; c'est lui qui transporta la capitale de Qazwin à Ispahân, appelée proverbialement « la moitié du monde », tant cette cité devint vaste et florissante: presque abandonnée aujourd'hui, ses ruines provoquent encore l'admiration des voyageurs. Il y installa une colonie d'Arméniens de Djoulfa, qui donnèrent au faubourg qu'ils habitèrent le nom de leur cité d'origine. Il construisit un si grand nombre de caravansérails et de ponts que les Persans font remonter à son règne toutes les ruines anciennes. Il encouragea les pèlerinages et se rendit en personne à Mèchehed, où est enterré l'imâm Ali Riza, le huitième imâm des Chi'ites, et à Mèchehed-Ali. Cependant, jaloux de ses fils et craignant de les voir se révolter, il les fit assassiner ou aveugler, sauf le second, qui mourut de mort naturelle. Malgré ces tragédies domestiques, sous son long règne de quarante-deux ans, la Perse eut figure de grande puissance.

A cette époque également commencent les compétitions européennes pour la domination du golfe Persique. Depuis l'expédition d'Albuquerque qui s'était emparé d'Hormuz (1507), les Portugais étaient pratiquement les maîtres de la navigation dans cette région; ils avaient construit à Hormuz un fort tellement solide qu'il est encore aujourd'hui intact. Cependant, la Compagnie anglaise des Indes essaya d'établir des rapports commerciaux avec la Perse en y envoyant Connock (1616); la flotte portugaise, composée de quatre navires, courut après les quatre bateaux anglais et les atteignit à Djask (1620); le combat se termina à l'avantage des Anglais. Ceux-ci s'allièrent avec les Persans pour s'emparer du fort d'Hormuz, qui capitula (1622).

En mourant, Abbâs avait choisi son successeur dans la personne de Sâm-Mirza, fils de l'infortuné Safi-Mirza. Ce prince, qui prit le titre de Châh-Safi et régna treize ans, fit périr plusieurs des membres de la famille royale et la plupart des ministres de son grand-père. Un négociant de Hambourg, Brucman, lui fut envoyé comme ambassadeur par le duc de Holstein avec la mission de se procurer la soie nécessaire aux manufactures de ce pays; il avait pour secrétaire Olearius, qui a laissé une relation de son voyage et une traduction du *Gulistan* de Sâdi. Le sultan ottoman Mourad IV lui enleva Hamadan (1630), puis Bagdad (1638). Châh-Safi, qui avait réussi à reprendre Erivan, mais n'avait fait qu'une insuffisante tentative pour défendre la capitale des khalifes abbassides, mourut en 1642. Son fils Abbâs II mena lui-même son armée reprendre Qandahâr. Sous son règne arriva la première ambassade russe, envoyée par le grand-duc de Moscovie, Alexis, père de Pierre le Grand. Les Français Tavernier et Chardin séjournèrent longtemps à sa cour.

Son fils aîné, Suléïman, lui succéda en 1667; adonné aux voluptés, d'un caractère peu guerrier, il laissa les Hollandais lui enlever l'île de Kichm, et ne fit rien pour mettre obstacle aux invasions des Uzbeks. Il ordonna de réparer le dôme doré de la mosquée de Mèchehed et de construire le Moçallâ en dehors des murs de la ville. En 1694, Sultan Hoséin, son fils, fut élevé sur le trône. Sous ce pieux souverain, qui donna aux *Mollas* (ecclésiastiques) et aux eunuques les premières places, la situation de l'État ne fit qu'empirer. Le sultan de l'Oman lui enleva l'île de Bahreïn; les Persans, qui n'avaient pas de flotte, firent appel aux Portugais, mais ceux-ci furent battus par les navires arabes. Enfin la révolte des Afghans détruisit la dynastie des Safawides.

Gurdjîn-Khan (Georges), prince de Géorgie, avait été choisi pour gouverner l'Afghanistan, où la tribu des Ghilzâi donnait des inquiétudes à la cour. Le premier soin du nouveau gouverneur fut de faire arrêter Mîr Waïs, leur principal chef, et de l'envoyer à Ispahân; celui-ci obtint l'autorisation de faire le pèlerinage de La Mecque, et à son retour il essaya de persuader le souverain que Gurdjîn complotait contre lui, d'accord avec Pierre le Grand, à qui l'on prêtait l'intention de se saisir de l'Arménie et de la Géorgie. Toutefois, Mîr Waïs n'aboutit qu'à se faire rétablir dans son ancien poste de maire de Kandahâr, qui lui permit, à l'occasion d'une fête, d'assassiner Gurdjîn, de massacrer son escorte, ainsi que la garnison de la citadelle, où il s'était introduit en prenant les habits et le cheval de sa victime. Mîr Waïs se trouva dès lors en état de révolte ouverte; il rallia les tribus afghanes, se déclara indépendant (1709), fut un moment assiégé dans Kandahâr, mais reprit bien vite l'avantage et remporta sur les Persans deux victoires importantes (1711). A sa mort, en 1715, son frère Abdullah tenta de conclure la paix, mais les Afghans, qui n'en voulaient pas, l'assassinèrent et le remplacèrent par le fils aîné de Mîr Waïs, Mahmoûd, dont une première tentative d'incursion dans le Kirman se termina par une défaite (1720). Plus heureux une seconde fois, il marcha sur la capitale, Ispahân, et livra la bataille de Gulnabâd (1722); la victoire fut due surtout à l'artillerie de montagne, portée par des chameaux qui jetèrent le désordre dans l'armée persane. Le siège d'Ispahân amena une terrible famine qui décida Hoséin à capituler et à remettre ses pouvoirs entre les mains du vainqueur. La dynastie des Safawides avait cessé de régner.



TRÔNE DE CHAH-ABBAS I^{er}, TRANSPORTÉ D'ISPAHAN A TÉHÉRAN.

LES AFGHANS. — Les villes de Qoum, de Kâchân et de Qazwin ouvrirent leurs portes; mais un autre danger menaçait la Perse du Nord. Pierre le Grand, libre du côté de la Suède, descendit le cours de la Volga avec une flottille transportant trente-trois mille hommes d'infanterie, et occupa Derbend; il allait se diriger sur Chamâkha et Bakou lorsqu'il fut arrêté par les Turcs, qui venaient de s'emparer de la première de ces deux villes; quand les Afghans vinrent mettre le siège devant Recht, le gouverneur de la place la remit aux Russes, qui ensuite bombardèrent et occupèrent Bakou (1723).

La population turbulente de Qazwin se révolta contre l'oppression des envahisseurs et réussit à les chasser. A la suite de cet incident, Mahmoûd convoqua à une fête les ministres et les nobles, et les fit tous massacrer; il se débarrassa aussi de tous les Persans qui avaient été au service de Châh-Hoséïn; la ville fut ainsi complètement dépeuplée et elle est restée à peu près telle. Chirâz se défendit, mais elle fut surprise pendant qu'on négociait une capitulation.

Peu de temps avant sa mort (1725), Mahmoûd eut le temps et le courage de faire périr les trente-neuf membres de la famille royale qu'il avait en son pouvoir; on le considérait comme fou et on n'attendait pas son trépas pour le remplacer par Achraf.

La situation de la Perse était déplorable; les Turcs avaient envahi la Géorgie et conclu avec les Russes un traité entraînant le partage du pays; Tahmâsp le Safawide, qui tenait toujours dans le nord, avait été contraint d'admettre ces stipulations. Une armée ottomane marcha sur Ispahân; elle fut complètement défaite, et la paix fut signée (1727).

Ce succès d'Achraf fut contre-balancé par l'arrivée auprès de Tahmâsp d'un chef de la tribu turcomane des Afchâr, qui prit le surnom de Tahmâsp-gouli-khan, « le khan esclave de Tahmâsp », et qui était destiné à devenir célèbre sous le nom de Nâdir-Châh. L'accession de ce chef changea l'apparence des choses. Pour le compte de son maître, il entreprit une campagne dans le Khorassan, prit Mèchehed et Hérat, battit Achraf à Mihmândouïst (1729), puis à Moûrtché-Khar, près d'Ispahân; il fallut évacuer cette dernière ville et Achraf prit soin de se débarrasser de l'ex-châh Hoséïn avant de se retirer sur Chirâz, où son armée fut mise dans une déroute complète; il s'enfuyait avec deux seuls compagnons, quand il fut rencontré par un parti de Béoutchis et tué (1730). L'invasion des Afghans avait duré sept ans.

NADIR-CHAH. — Tahmâsp avait eu l'imprudence de vouloir diriger en personne la guerre contre les Turcs; il n'éprouva que des défaites et ce fut le prétexte que saisit Nâdir pour le remplacer par un de ses fils, auprès de qui il se tint en qualité de régent. Il ouvrit la tranchée devant Bagdad, mais dut courir au-devant d'une armée de secours conduite par Topal Osman-pacha et fut complètement défait à Kerkouk (1733). Ayant rallié ses troupes à Hamadan, il put revenir

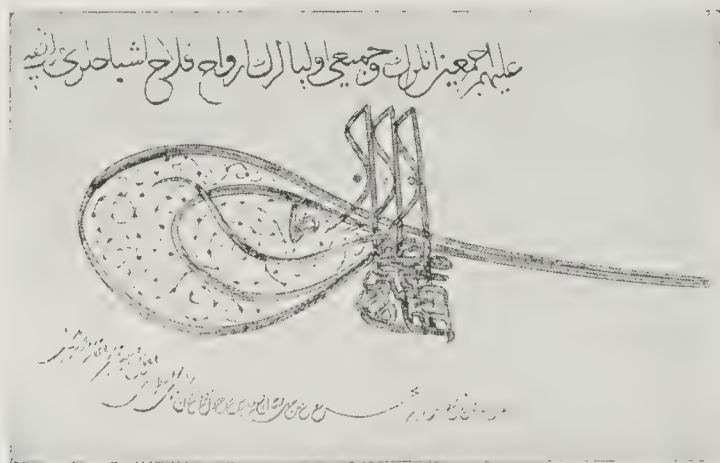
sur le Tigre battre son adversaire, qui fut tué dans sa litière. En 1735, il défit de nouveau les Turcs près d'Érivan; en même temps, les Russes, après la mort de Pierre le Grand, évacuèrent la Transcaucasie, de sorte que toute cette région redevint persane. Le jeune châh étant mort sur ses entrefaites, Nâdir se fit proclamer roi de Perse.

La réduction de la révolte des Bakhtiyâri, la prise de Kandahâr et l'occupation de l'Afghanistan furent le prélude de la conquête de l'Inde, où régnait l'indolent Mohammed-Châh. La bataille de Karnel, sur la rive droite de la Djumna (1738), lui ouvrit la route de Delhi dont le pillage lui valut un butin inestimable. Il laissa Mohammed en possession du trône des Grands Mogols, et se retourna contre les Uzbeks de Bokhara et de Khiva, qu'il soumit, en posant comme condition la mise en liberté des Persans enlevés dans les incursions dont les souverains de ces deux villes étaient coutumiers. Un insuccès qu'il éprouva en poursuivant les Lezghi dans le Daghestan provoqua la révolte du Chirvan, du Fârs et d'Astérad, qui fut sévèrement réprimée. Après qu'une armée turque, commandée par Yeguen Mohammed-pacha, eut été battue près de Kars, la paix fut conclue avec l'Empire ottoman. Ce fut la fin des succès de Nâdir. Sa cruauté, ses exécutions barbares, provoquèrent un soulèvement général, et il fut assassiné dans sa tente, pendant son sommeil, par deux conjurés de la même tribu que lui (1747).

Ahmed-Khan Dourrâni, qui commandait le contingent afghan, essaya de venger son maître, mais il dut se retirer à Qandahâr, où il fonda le royaume actuel d'Afghanistan. Adil-Châh, neveu de Nâdir, remplaça son oncle, mais pour peu de temps, car il ne tarda pas à être détrôné par son frère Ibrahim. Celui-ci ayant été mis à mort par ses propres troupes, Kérim-Khan réunit la Perse entière sous son autorité.

KÉRIM-KHAN. — Il appartenait à la tribu des Zend, qui habite les montagnes dans le voisinage de Chirâz; il avait servi Nâdir en qualité de simple soldat. Devenu chef de partisans, il lutta avec des avantages variés contre les Qadjar, qui tentaient d'étendre leur pouvoir dans le Mâzandérân. Par son habileté, plus que par les armes, il devint maître du royaume, mais il refusa toujours de prendre le titre de *châh*, se contentant d'être le *vékil* ou fondé de pouvoirs du roi légitime (1750-1779). Il eut pour capitale Chirâz, où des édifices élevés sur son ordre perpétuent sa mémoire. Il prit Bassora, qui retourna aux Turcs après sa mort.

Ce dernier événement fit retomber la Perse dans l'anarchie. Divers compétiteurs luttèrent pour le pouvoir; Zéki-Khan, demi-frère (par sa mère) de Kérim, qui fut assassiné par ses propres officiers; 'Ali Mourad, qui transféra à Ispahân le siège du gouvernement et mourut en allant combattre les Qadjar; enfin, Djafar, père de Lutf-'Ali-Khan, qui dut fuir devant les succès d'Aga-Mohammed, fondateur de la dynastie récemment déchue, lui fut livré par trahison, aveuglé, puis étranglé à Téhéran (1794).



TOUGHRA ou chiffre du sultan tracé en tête des diplômes et des lettres officielles par les calligraphes de la Sublime Porte.



LE TADJ-MAHAL, A AGRA (1630-1647). — Cette merveille de l'art musulman aux Indes fut élevée par Châh-Djéhân, au bord d'un affluent du Gange, pour abriter les restes de la favorite Mumtâz Mahâl. Le souverain y est, lui aussi, inhumé.

CHAPITRE II

L'INDE MUSULMANE

AU III^e siècle s'était ouverte la période pleinement classique de la culture indienne. Or, pendant cette phase d'apogée, surgit pour le pays un grave danger extérieur, la menace des invasions musulmanes, devant lesquelles allaient s'écrouler, à partir du XI^e siècle, les Empires indigènes.

INCURSIONS ARABES. — Déjà, sous le khalifat d'Omar (624-644), des expéditions de conquérants musulmans avaient été envoyées contre Tâna, près de Bombay, ainsi qu'à Broach et au golfe de Daïboul ; ces mouvements ne purent avoir lieu qu'avec le concours des flottes trouvées dans les ports de l'Oman et du Bahreïn, et de pilotes connaissant le régime des moussons. Les informations recueillies par son successeur Othman ne l'encouragèrent pas à entreprendre des razzias par terre ; mais, à partir du khalifat d'Ali, la frontière nord-ouest de l'Inde fut l'objet de continuelles expéditions de pillage. Pendant qu'el-Hadjdjâdj était gouverneur de l'Iraq et par suite de toute la Perse, la ville de Daïboul fut prise et son temple bouddhique détruit ; il en fut de même de Moultan et des autres cités des bords de l'Indus. Des rois de cette région se convertirent à l'islamisme sur l'invitation que leur en fit l'Oméyyade Omar II, fils d'Abd-el-Aziz. Les razzias paraissent s'être étendues jusqu'à Ujjain, dans le centre de la péninsule. Le gouverneur el-Hakam fit élever, sur les bords du Sind, une ville nouvelle appelée el-Mansouïra, « la victorieuse » : ce fut le chef-lieu des possessions arabes dans cette région. Sous les Abbassides, les expéditions atteignirent Kachmir.

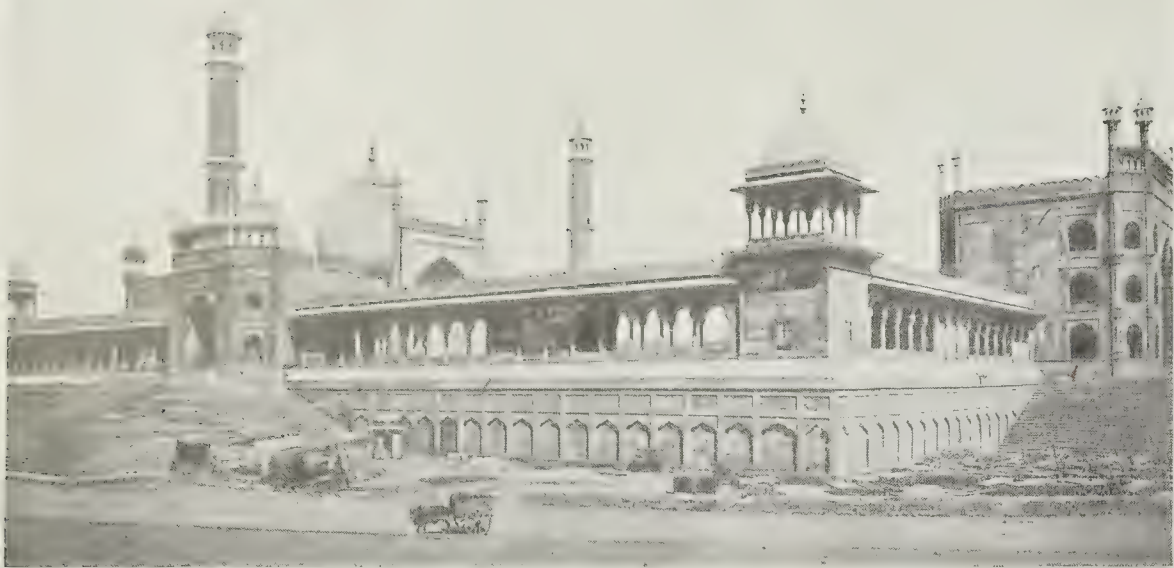
Il faut ensuite descendre jusqu'à l'an 1000, où le sultan Mahmoûd, de la dynastie des Ghaznévides, entreprit de pénétrer plus avant dans l'Inde ; il s'empara de Somanât, dans le Gudjérate, et fit transporter à Ghazna la principale idole, qui servit de seuil à la grande mosquée (1026) ; il poussa jusqu'au Gange. Les Ghourides succédèrent aux Ghaznévides et Chihâb-ed-Dîn fit la conquête du pays ; ces princes y régnèrent de 1186 à 1206. Qotb-ed-dîn et ses successeurs, Altutmich et Ghiyâth-ed-dîn Balaban, étaient des esclaves affranchis, d'origine turque, qui établirent leur résidence à Delhi et fondèrent ainsi le premier État musulman de l'Inde (1206-1288). Sous le règne du second de ces souverains, le dernier des Khârezm-Châh, Djélâl-ed-dîn Mangobirti, tenta sans succès de franchir l'Indus ; le refus de recevoir le fugitif sauva le pays d'une invasion de Djengiz-Khan, mais, après sa mort, il fallut lutter pour repousser les Mongols. Le suc-

cesseur de Balaban, son petit-fils Kaï-Qobâd, fut déposé par le principal adversaire de ces derniers, Djelâl-ed-dîn Khildji, fondateur d'une nouvelle dynastie, celle des Khildji, qui régna jusqu'en 1321, conquît le Dekkhan et le Gudjérate, et fut remplacée par la lignée de Toughlaq, dont le fondateur, Ghiyâth-ed-dîn, avait été gouverneur du Penjab et l'avait défendu contre les envahisseurs. Il fut assassiné au bout de quatre ans par son fils Mohammed, qui en régna vingt-six, assez longtemps pour voir son Empire se fractionner ; ses successeurs régnèrent à Delhi, mais leur puissance ne dépassait pas la banlieue de la capitale. Les Pathans (nom des Afghans dans l'Inde) que les Ghourides avaient amenés avec eux tendaient à s'émanciper ; Chems-ed-dîn Ilyâs-Châh se déclara indépendant dans le Bengale (1345) et les autres provinces firent de même jusqu'en 1351, date de la mort de Mohammed Toughlaq.

En 1398, Timour (Tamerlan) franchit le Sind ; Mahmoûd Toughlaq ne l'attendit pas et se réfugia dans le Gudjérate ; Delhi se rendit après un simulacre de résistance, mais sans sauver la ville du pillage et du massacre ; le vainqueur dévasta l'Inde. La dynastie des Afghans, rentrée à Delhi après le départ du conquérant, disparut en 1415, et les descendants de Khizir-Khan Sayyid gouvernèrent la capitale au titre de vice-rois des Timourides jusqu'en 1450 ; alors les Lodî, gouverneurs afghans de Lahore, s'emparèrent de Delhi et de quelques autres provinces : Jaunpour, le Béhar. En 1497, Vasco de Gama aborda sur les côtes occidentales ; ce fut le point de départ des explorations des Portugais et des Hollandais.

LES GRANDS MOGOLS. — Babour (appelé communément Baber, à tort), arrière-petit-fils de Tamerlan, n'ayant pas réussi à se créer un Empire dans le Turkestan ni même à y conserver ses États héréditaires, se transporta en Afghanistan où il fut reconnu, en qualité de sultan, par les habitants de Kaboul (1504). Après vingt-deux ans de règne, il fut invité par Daulat-Khan Lodî, du Penjab, à envahir l'Inde ; franchissant le Sind, il vainquit Ibrahim Lodî à la bataille de Pânipat (1526), et les Radjpoutes à Sikri, l'année suivante. Ses successeurs régnèrent à Delhi jusqu'au commencement du XIX^e siècle.

Cette dynastie est généralement connue sous le nom de dynastie des Grands Mogols. A l'époque où Babour conquît l'Inde, le pays était divisé en sept États, dont cinq étaient musulmans et deux



LA GRANDE MOSQUÉE DE DELHI. — Style musulman de l'Inde, caractérisé par les pavillons d'angle à jours et les minarets à fûts cannelés.

hindous ; les premiers étaient les Lodî de Delhi, les Tang du Goudjérate, les Behmeni du Dekkhan, les Khildjis du Malwa, et Nousret-Châh du Bengale ; les seconds étaient le radjah de Bidjnagar et un autre dont on ne sait pas le nom. Comme l'a écrit le « prince errant » du Turkestan dans ses *Mémoires*, l'Inde lui paraissait une contrée tout à fait étrange ; tout y différait de ce qu'il avait vu jusque-là dans l'Asie centrale ; c'était, pour lui, un monde entièrement nouveau.

L'aîné de ses quatre fils, Humâyôûn, lui succéda en 1530. Il dut lutter contre un chef afghan, Chêr-Khan, qui s'était emparé du Béhar et du Bengale, et qui attaqua par surprise l'armée de Humâyôûn retranchée à Baxar (1539) ; celle-ci fut mise en déroute ; l'empereur fugitif, traversant le Gange à la nage, fut sauvé par un porteur d'eau, qui le prit sur son outre, et atteignit Agra à grand'peine ; il fut encore une fois défait près de Canodge et contraint de s'enfuir en Perse. Chêr-Khan, devenu Chêr-Châh, occupa le trône de Delhi pendant cinq ans, jusqu'en 1545. Son second fils Salîm fut, après quelque temps, remplacé par son frère Mohammed, surnommé Adilî, qui eut pour ministre et favori un pauvre boutiquier hindou nommé Himou, lequel se montra habile administrateur ; mais pendant que Himou était occupé dans l'est à étouffer des rébellions, l'empereur Humâyôûn réapparut et reprit sa capitale sans grande difficulté (1555). Six mois après, il glissait sur les marches de marbre poli de l'escalier de son palais et mourait des suites de cet accident.

Son fils Akbar n'avait que quatorze ans ; néanmoins, il s'avança bravement contre Himou, qui venait de s'emparer de la capitale, le vainquit et le fit prisonnier. Rentré en possession de Delhi, Akbar dut s'occuper de réduire les dissidents, à Jaunpour, au Malwa, au Coromandel ; il défit les Radjpoutes et annexa le Goudjérate, le Bengale, le Kachmir, Qandahâr (1594), le Dekkhan (1595). Akbar mourut en 1605. C'était un souverain d'un caractère extraordinaire, que l'existence de diverses religions préoccupait outre mesure ; il avait à sa cour des Hindous, des Jaïnistes, des Chrétiens, des Musulmans, et même un frère de Saint-François-Xavier. Il inventa une nouvelle religion appelée *ilâhi*, « divine », sorte d'adoration du soleil. Il abolit la taxe de la capitation perçue sur les Hindous en faveur de l'État musulman ; il découragea certains rites brahmaniques qui lui paraissaient cruels ; il enraya notamment la pratique de la *sutti* ou immolation volontaire des veuves sur le bûcher de leur mari. Les poèmes épiques sanscrits furent traduits en persan sous son inspiration. Il divisa son Empire en quinze *souba* (provinces) ; à la tête de chaque circonscription était un *soubadâr* ; un *divân* ou bureau était chargé de la perception des impôts et du jugement des procès civils. Il organisa le paiement régulier de la solde des troupes à des époques déterminées, au lieu de récompenser les soldats par des concessions de fiefs.

Le règne de son fils Salîm, qui prit le nom de Djéhânguir en montant sur le trône, ne fut guère troublé que par la révolte de Khosrau dans le Penjab ;

Khosrau avait profité de l'agitation causée par la nouvelle secte des Sikhs ; mais il fut vaincu, confiné dans la forteresse de Kaboul, et sept cents de ses partisans subirent le supplice du pal. Djéhânguir avait épousé une veuve à laquelle il donna le nom de Noûr-i-Djéhân, « lumière du monde » ; cette femme intelligente, dont il fit inscrire le nom sur les monnaies, exerça sur lui la plus grande influence. Ce souverain interdit l'usage du tabac, que les négociants portugais commençaient à introduire.

Khurram, son troisième fils, lui succéda en 1627, sous le nom de Châh-Djéhân, après une tentative infructueuse de Noûr-i-Djéhân pour placer Chahriyâr sur le trône, insuccès qui marqua la fin de l'influence de la reine. Une révolte d'un général, Khan Djéhân Lodî, avec qui le roi d'Ahmednagar fit cause commune, se termina au bout de dix ans par l'annexion de cette dernière ville. Châh-Djéhân, portant aussi son activité vers le nord, s'empara de Badakhchân, mais ne put étendre au delà le pouvoir que ses ancêtres avaient exercé dans le Turkestan. Bidjapour et Golconde auraient sans doute été annexées à l'Empire si Châh-Djéhân n'était tombé ma-

lade, en 1658, de la maladie qui l'emporta ; Aureng-Zêb, son troisième fils, commandait l'armée du Dekkhan ; il fit la paix en hâte et revint prendre possession d'un trône que lui disputaient ses frères, Dârâ-Chikoûh, l'aîné, qui avait adopté la religion *ilâhi*, et Châh-Chodjâ ; une bataille décisive livrée près d'Agra donna la victoire à Aureng-Zêb. Châh-Djéhân avait fait construire à Agra le Tadj-Mahâl, mausolée qui renferme le tombeau de la favorite Mumtâz Mahâl, et où il est enterré lui-même.

Aureng-Zêb suivit une politique entièrement opposée à celle d'Akbar et de Châh-Djéhân ; il prit le parti des Musulmans contre les Hindous et réussit à se faire des ennemis des Mahrattes dont la puissance commençait à s'affirmer, des Radjpoutes, des Sikhs et des Djâts ; il ne se rendait pas compte qu'il semait ainsi des germes de destruction. Il rétablit la taxe de capitation imposée aux non-musulmans, qu'avait supprimée Akbar. Il porta la guerre dans le Dekkhan, s'empara de Bidjapour et de Golconde (1688), mais la lutte contre les Mahrattes épuisa son armée et ruina sa santé ; après un règne de plus de cinquante ans, il mourut à Ahmednagar en 1707.

Son fils Châh-Alam avait été exilé à Kaboul en qualité de soubadâr ; il prit le titre de Béhâdour-Châh, s'empressa d'accourir à Agra, battit et mit à mort son frère cadet Azîm, qui avait tenté de s'emparer de l'autorité, et poursuivit jusqu'à Haïder-Abâd, dans le Dekkhan, un troisième frère, qui refusait de le reconnaître comme empereur ; il dut ensuite faire campagne contre les Sikhs qui, sous le commandement de Bândâ, avaient envahi le Penjab. C'est à



PORTE DU VIEUX FORT DE DELHI. — Époque musulmane.

Lahore qu'il termina sa vie (1712); son fils aîné prit le titre de Djéhândâr-Châh, mais ne régna que six mois : son neveu Farroukhsiyar, appuyé par le gouverneur du Béhar, réunit en effet une armée considérable qui lui permit de marcher sur Delhi. Djéhândâr périt dans la lutte.

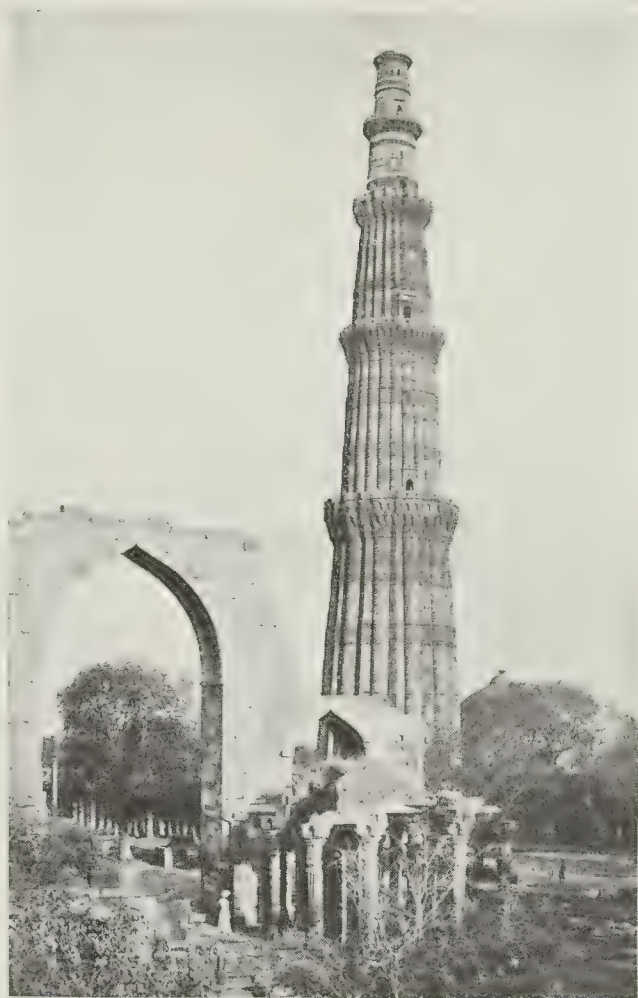
Il fallait récompenser ceux dont l'appui avait valu l'Empire au nouveau souverain ; le gouverneur du Béhar, Hoséïn Ali, devint généralissime, et son frère Abdallah, gouverneur d'Allahâbâd, premier ministre. Ces deux *séyyids* (descendants de Mahomet) furent les véritables maîtres de l'État. Farroukhsiyar essaya de ruiner leur pouvoir, sans y parvenir ; une conspiration qu'il avait ourdie contre eux tourna à son désavantage ; Hoséïn Ali, de retour à Delhi après avoir conclu la paix avec les Mahrattes (1717), n'eut pas de peine à la découvrir et mit à mort Farroukhsiyar (1719). Deux des descendants de ce souverain étant morts de maladie, il fallut s'adresser à Mohammed-Châh, petit-fils de Béhâdour-Châh, sous le nom duquel les deux frères gouvernèrent jusqu'au moment où la déclaration d'indépendance du Nizam de Haïder-Abâd les obligea à se mettre à la tête des troupes envoyées dans le Dekkhan ; mais Hoséïn Ali fut assassiné par un Kalmouk qu'avaient soudoyé des conspirateurs, et Abdallah rejoignit bientôt son frère dans la tombe. Mohammed-Châh, ayant perdu son ministre Amîn, le remplaça par le Nizam, qu'il tenta bientôt de faire assassiner parce qu'il redoutait son influence ; le Nizam retourna dans le Dekkhan. Les Mahrattes conquièrent le Gudjérate et le Malwa ; la paix de 1738 les confirma dans leurs possessions. L'année suivante, Nâdir-Châh pénétra dans l'Inde, comme nous l'avons vu, massacra la population de Delhi, et repartit en laissant le Grand Mogol diriger les destinées du pays, après un échange de turbans qui rendit le conquérant persan possesseur du fameux diamant appelé *Koh-i-noûr*, « montagne de lumière » ; mais il ne possédait plus que sa capitale et le Bengale qui continuait de

payer exactement les impôts ; toutefois, le gouverneur de cette province, Ali-Virdi-Khan, pour avoir repoussé les Mahrattes, devint en fait indépendant (1742). Les Afghans prirent le Kachmir et le Sind ; ils ne purent pénétrer plus avant, ayant été arrêtés par une bataille où le nouveau ministre Kémal-ed-dîn perdit la vie.

Mohammed-Châh mourut peu après (1748). Son fils aîné Ahmed-Châh, défait par les Rohillas, eut recours à l'appui des Mahrattes (1751) ; les Afghans menacèrent Delhi, et il fallut céder le Penjab pour sauver la capitale. Ghâzî-ed-dîn, petit-fils du Nizam, appelé à Delhi pour délivrer la capitale de l'emprise du premier ministre, dont les avis étaient en opposition avec les idées du souverain, assassina celui-ci et le remplaça par Alemguir II (1754), qui tomba entre les mains des Afghans, revenus pour la troisième fois. Entre ceux-ci à l'ouest et les Anglais qui commençaient à s'établir à l'est, l'Empire était bien chancelant. Alemguir, mis à mort par Ghâzî-ed-dîn en 1759, fut remplacé par son fils Châh-Alem II, alors dans le Béhar. Châh-Alem, en 1765, céda à la Compagnie anglaise des Indes orientales les revenus des provinces de Bengale et du Béhar ; il vécut tranquillement à Allahâbâd jusqu'au moment où, sur les conseils des Mahrattes, il voulut retourner à Delhi, capitale traditionnelle des Grands Mogols : là, un chef Rohilla le fit aveugler et emprisonner (1787). Les Anglais s'emparèrent de Delhi, le délivrèrent et lui accordèrent une pension (1803), mais il mourut trois ans après. Ses successeurs (1)

ne furent plus empereurs que de nom.

Les musulmans de l'Inde, pour la plupart sunnites avec quelques chi'ites à l'état sporadique, ne forment guère, aujourd'hui encore, qu'un quart de la population totale. Cependant leur présence crée, dans la communauté indienne, déjà pleine de disparates, de multiples problèmes. Nous aurons à en faire mention en traitant de l'évolution contemporaine de l'hindouisme.



TOUR DE QOUTB-ED-DIN, DITE DU KOUTAB, PRÈS DE DELHI.
— Cette tour cannelée, de 100 mètres de hauteur, est une colonne de victoire élevée en souvenir de la conquête musulmane.

CHAPITRE III

LE RÉVEIL HINDOU DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE

A l'aube du XVI^e siècle, la civilisation antique de l'Inde semblait vouée à une irrémédiable destruction. L'Islam avait à son service la puissance des sultans de Delhi, du Bengale, du Guzerate, du Malwa, du Khandesh, du Dekkhan ; il allait bientôt, avec l'Empire des Mogols, disposer d'une force plus redoutable encore. L'Europe venait de prendre pied dans l'Inde ; Portugais, Hollandais, Danois, Français, Anglais, allaient se ruer sur cette proie facile, qu'ils devaient seulement se disputer entre eux. L'Inquisition, installée à Goa, allait surpasser en fanatisme la propagande féroce du Croissant. Dans ces conjonctures tragiques, un mouvement inattendu de résurrection traverse le monde indien ; il se manifeste, à l'hindoue, en deux étapes : d'abord une phase religieuse, ensuite une phase belliqueuse.

C'est le culte de Vichnou qui inspire les prophètes de l'ère nouvelle ; un de ses avatars épiques, le héros Krichna, passe au premier plan de l'adoration populaire ; mais ce n'est plus le vainqueur des démons et des méchants qu'on exalte en lui, c'est le jeune pâtre galant et mystique, adoré des bergères, ou même l'Enfant divin qui se plaît à des jeux malicieux, et le problème de la grâce surgit naturellement de cette image gracieuse. L'âme humaine, à qui l'effort complaisant des philosophes rend la personnalité que lui avaient déniée les écoles anciennes, doit-elle procéder vis-à-vis de son dieu « à l'instar du singe », qui s'accroche d'un bond au corps de sa mère, ou « à l'instar du chat », qui se laisse happer par les dents maternelles

au moment du danger ? Conflit dont le pittoresque des termes ne doit pas dissimuler la gravité. Dès le XII^e siècle, le brahmane Râmânouja a posé théoriquement la question sous la forme scolastique d'un commentaire sur ces mêmes *sôûtras* du Védânta, où Sankara avait voulu et prétendu lire la négation absolue du moi humain. Vers le même temps, et aussi dans l'Inde du Sud, Madhva tente par le même moyen un effort analogue. Mais c'est à un simple tisserand, probablement Musulman d'origine, Kabir, qu'il était réservé d'exprimer à l'usage de tous, en langue vulgaire, les aspirations de la mystique nouvelle ; disciple d'un prédicateur de l'école de Râmânouja, il transforme l'antique religion de Vichnou en monothéisme ; mais il reste hindou par son indifférence amorphe au nom de la divinité ; qu'on l'appelle Râma ou Hari ou Allah ou de tel autre nom, ce qui importe, c'est d'adorer Dieu de tout son cœur, de toute son âme et, pour le reste, de se confier à un *gourou*, à un maître qualifié, choisi pour sa conscience et plus encore pour ses vertus. Mais Kabir est surtout un poète ; il habille ses visions, ses extases, ses leçons morales dans des stances magnifiques qui illuminent, éblouissent et se gravent dans la mémoire. La langue hindie, le parler de Bénarès, répandue et comprise dans presque tout le nord de l'Inde, a pris désormais

(1) Akbar II (1806-1837), Béhâdour-Châh II (1837-1862). Ce dernier se joignit à la révolte des *cipayes* (1857) et fut pour ce fait banni à Rangoun. Le titre d'empereur fut alors supprimé définitivement.

une forme littéraire (vers 1500). Un siècle après, un autre poète, Toulâ Dâs, qui vit lui aussi à Bénarès, va compléter l'œuvre religieuse et l'œuvre linguistique de Kabir, et donner au nouveau vichnouisme sa Bible et son Iliade, dans un Râmâyana hindi, où il égale sans le copier le sublime auteur du Râmâyana sanscrit, Vâlmiki.

Du vivant même de Kabir, tandis que Luther naît en Europe (1483), l'Inde voit naître presque à la fois trois promoteurs de grands mouvements religieux : Nânâk en 1469, Vallabha en 1479, Chaitanya en 1485. Vallabha prêche une sorte de vichnouisme épicurien ; le corps humain, qui renferme une étincelle de l'âme divine, est le temple par excellence ; il faut le soigner, le fleurir, l'égayer, car un dieu aussi aimable que Vichnou-Krichna répugne aux mortifications et aux sévérités de l'ascétisme. On entrevoit à quels excès une secte fondée sur de pareils principes devait se laisser facilement entraîner ; un procès retentissant, jugé à Bombay en 1862, a rendu célèbres les turpitudes des chefs héréditaires de cette Église, qui avaient fini par être adorés comme des dieux vivants. Chaitanya est, au Bengale et en Orissa, l'apôtre d'un vichnouisme émotif, qui fait appel au chant, à la danse, à la frénésie, aux extases cataleptiques ; pour répandre ses doctrines de séduction, Chaitanya dispose de toutes les séductions personnelles ; les Musulmans même, qu'il convie au salut comme les Hindous, subissent l'ascendant de son charme. La langue bengalie, animée par le lyrisme de Chaitanya, devient l'instrument mélodieux d'une lignée de poètes mystiques, que Rabindranath Tagore perpétue encore aujourd'hui ; à l'extrémité opposée de l'Inde, dans le Penjab, en plein pays musulman, au contact de la culture et de la mystique persanes, Nânâk reprend l'œuvre de fusion de son maître Kabir ; adversaire des idoles, des castes, des basses superstitions, il proclame le Dieu Un sous le nom de Vichnou-Hari. Surtout il organise ses disciples, les *Sikhs* (littéralement : « élèves »), en communauté soumise corps et âme à la volonté du chef spirituel, le *gourou*. Les rudes Penjabis sont nés soldats, et la confrérie des Sikhs forme naturellement une armée. Quand les empereurs mogols s'en aperçoivent, il est déjà trop tard ; les persécutions, le martyre surexcitent la foi. Dès le quatrième gourou, la secte a son lieu saint, Amritsar ; dès le cinquième, elle a sa Bible, le *Granth* (le Livre), qui consacre le penjabi comme langue religieuse et littéraire ; c'est un recueil de poèmes et d'instructions dus aux gourous et à des saints de toute origine. Le dixième et dernier gourou, Govind, un homme de fer, prêche, organise, impose la guerre ; il remanie le *Granth* et le proclame son héritier pour l'éternité. Leur histoire n'est plus, dès lors, qu'une longue suite de guérillas contre les Musulmans, toujours impuissants à les déloger des hauteurs où ils se cantonnent dès l'approche de l'ennemi.

Le réveil hindou tarde plus longtemps dans le Dekkhan, jusqu'au milieu du XVII^e siècle, mais il s'y manifeste alors avec une violence formidable. Tandis que le chantré national, Toukâ Râm, exalte dans des hymnes écrits en langue mahrattie la forme mahratte de Vichnou, Vithobâ, un héros national, Sivaji, fonde l'Empire mahratte. Sur ces âpres plateaux déchiquetés, hérissés de hauteurs abruptes, la féodalité hindoue avait dû accepter la suzeraineté des empereurs musulmans, mais elle avait sauvegardé une demi-indépendance. Le père de Sivaji, Shahji, de la famille noble des Bhonslas, avait la ville de Pouna pour fief. Stratège habile, politicien adroit, il jouait à son profit des rivalités qui déchiraient le pouvoir musulman ; obligé de fuir Pouna, il alla se tailler un nouveau domaine dans l'extrême Sud, autour de Tanjore. Il avait confié son fils Sivaji à un tuteur expérimenté qui l'éleva dans une orthodoxie rigoureuse et dans l'admiration des héros épiques du passé. Dans les vallées voisines de Pouna vivaient des montagnards à demi sauvages ; Sivaji les dresse à la guerre, en fait des soldats redoutables qu'il entraîne par des razzias de plus en plus lointaines ; une de ses expéditions lui donne comme butin trois cents chevaux : c'est le point de départ de cette fameuse cavalerie mahratte qui fit trembler l'Inde pendant un siècle et demi. Bientôt il est maître de tout le Konkan, sauf Goa aux Portugais et Bombay aux Anglais. Le sultan de Bijapour, frustré d'une riche province, veut punir Sivaji ; il subit une double défaite. Le Mogol Aurengzeb, inquiet, envoie contre Sivaji son meilleur général, qui réussit à prendre Pouna ; une surprise nocturne rend à Sivaji sa ville. Le chef mogol est tué, l'armée mogole bat en retraite ; Sivaji ne craint pas de se présenter devant Aurengzeb,

qui se prépare à l'assassiner ; une suite d'exploits romanesques lui rend la liberté et le ramène à Pouna, d'où il reprend ses courses lucratives. En 1674, il prend le titre de mahârâja et célèbre avec faste son avènement au trône. Il meurt à cinquante-trois ans, en 1680.

Il avait su organiser son royaume aussi bien que le conquérir, en s'inspirant des traditions sans s'y astreindre. Il était assisté par un conseil de huit ministres (*pradhân*), présidé par le « préposé aux placets », le *péchwa* ; le ministre de la guerre portait le titre de *senâpati* ; la justice était confiée à un savant versé dans la connaissance des traités techniques. Le district et le village gardaient leur autonomie consacrée par les siècles ; les taxes n'étaient plus abandonnées au caprice des fermiers d'impôts ou des seigneurs : la perception était contrôlée directement par l'administration centrale et fondée sur l'état actuel des récoltes. Les soldats étaient payés en argent, et ne recevaient point de terres. Les emplois étaient décernés au mérite et ne pouvaient être héréditaires.

Après Sivaji, sa dynastie, attaquée sans répit par Aurengzeb, s'épuise dans des rivalités de cour. Une femme énergique, Târâ Bâi, régente au nom de son fils, Sivaji III, réussit à ranimer le zèle chevaleresque de ses capitaines, et inflige à Aurengzeb défaite sur défaite (1700-1707) ; mais la guerre civile recommence ; le pouvoir réel passe aux mains des *péchwas*, devenus héréditaires (1720). Le *péchwa* Bâji Râo (1720-1740) se montre digne de Sivaji ; il pousse ses conquêtes jusqu'aux faubourgs de Delhi, annexe le Malwa, qu'il partage entre ses deux généraux Sindhia et Holkar, souches des deux familles régnantes de Gwalior et d'Indore ; un autre de ses généraux, Gaekwar, fonde la dynastie de Baroda. Le fils de Bâji Râo, Bâlâji Bâji Râo (1740-1761), surpasse encore son père ; les raids triomphants des Mahrattes poussent jusqu'au Bengale, jusqu'à Lahore ; mais la fortune mahratte succombe devant les Afghans d'Ahmed-Châh dans la plaine historique de Panipat, près de Delhi (1761). Bâlâji Bâji Râo meurt de douleur. Mâdhav Râo (1761-1771) mène encore des expéditions victorieuses contre Hayder Ali de Tanjore, contre les Rajpoutes, au Rohilkhand. Mais l'expansion de la puissance britannique précipite le déclin des héritiers de Sivaji. Une première guerre met face à face les deux rivaux, en 1775-1776 ; un nouveau conflit éclate en 1779 et dure jusqu'à 1782 ; l'énergie splendide de Nânâ Farnavis, tuteur du *péchwa* Mâdhav Râo Nârâyan (1782-1795), retarde le désastre final ; mais, en 1818, le dernier *péchwa*, Bâji Râo II, vaincu, se voit contraint de céder aux Anglais tous ses domaines. Le fils adoptif du *péchwa* détrôné, Nânâ Sahib, devait recueillir l'héritage de la haine mahratte.

BIBLIOGRAPHIE

I et II. Ouvrages indiqués, tome I^{er}, pp. 173 et 343, et de plus :

PERSE. — SYKES (P.-M.), *A history of Persia*, t. II (Londres, 1915). — BROWNE (E.-G.), *Persian literature in modern times* (Cambridge, 1924). — HORN (P.), *Geschichte Irans in islamitische Zeit* (dans le *Grundriss der iranischen Philologie* de Geiger et Kuhn, t. II, livraison 4 [Strasbourg, 1900]). — FRASER (J.), *The History of Nadir Shah, formerly called Thamas Kuli Khan* (Londres, 1742, 2 vol.). — ABD-OL-KERIM BOUKHARI, *Histoire de l'Asie centrale, 1740-1818*, trad. française par Ch. Schefer (1876).

EMPIRE OTTOMAN. — HAMMER (J. de), *Histoire de l'Empire ottoman*, trad. Hellert, t. III-XVI, 1453-1774 (1839). — JOUANNIN et VAN GAVER, *Turquie* (dans la collection de l'*Univers pittoresque*, 1840). — JONQUIÈRE (vicomte de La), *Histoire de l'Empire ottoman* (2^e éd., 1914) et la bibliographie donnée à la fin du tome II de cet ouvrage. — JORGA (N.), *Geschichte des osmanischen Reiches* (1908-1912).

INDE. — BABER, *Mémoires*, traduits par Pavet de Courteille (1871, 2 vol.). — HORN (P.), *Das Heer-und Kingswesen des Grossmoghuls* (1894). — GENTIL, *Mémoires sur l'Indoustan* (1822). — KEENE, *The Moghul Empire from the death of Aurangzeb to the overthrow of the Mahratta power* (1866).

KENNEDY (P.), *A history of the Great Moghuls, 1398-1739* (Calcutta, 1905). — MANOUCHI, *Storia do Mogor, 1653-1708*, translated by W. Irwin (1907-1908, 4 vol.). — ELLIOT (H.-M.), *The History of India, as told by its own historians* (1867-1877, 8 vol.). — FERISHTA, *History of the rise of the Mahomed an Power in India* (jusqu'en 1612), trad. par J. Briggs (1910, 4 vol.).

III. Il n'existe aucun ouvrage en langue française qui mérite d'être signalé pour la connaissance de cette période. En ce qui concerne le réveil religieux, on trouvera l'indication des principaux travaux dans J.-N. FARQUHAR, *An outline of the Religious Literature of India* (Londres, 1920).

Pour Sivaji et ses successeurs, l'ouvrage de GRANT DUFF, *History of the Mahrattas* (Londres, 1826), est encore la source classique. Le plus récent ouvrage d'ensemble est celui de C.-A. KINCAID et D.-B. PARASNIS, *A history of the Mahratta people* (Londres, 1925).



TOMBEAUX DES MING (nord de Pékin). — Arc de triomphe à cinq portes.

CHAPITRE IV

L'EXTRÊME ORIENT

I. LA CHINE

LES MING (1368-1643). — En 1367, Tchou Yuan-tchang, chef de bandes qui s'étaient soulevées contre les Mongols, se proclame empereur. Il fonde la dynastie des Ming, et, en 1368, chasse de Pékin Chouen-ti, le dernier souverain de la dynastie des Yuan. Au cours du XIV^e siècle, la puissance des Mongols s'effondre dans toute l'Asie sous les coups de Tamerlan. Les Ming profitent de leur chute. Mais, après la disparition de l'Empire mongol, les voies terrestres et maritimes allant d'Extrême Orient à l'Occident se trouvent barrées, et, du même coup, l'horizon diplomatique de la nouvelle dynastie chinoise devient beaucoup plus circonscrit. Les Ming furent une dynastie nationale et leur puissance ne dépassa point l'Extrême Orient.

L'ŒUVRE DES MING. — T'ai-tsou (1368-1398) eut à reconquérir l'Empire. Une première campagne chassa Chouen-ti à Karakorum, où il mourut en 1369; une autre fut nécessaire pour enlever aux Mongols le Chan-si et le Kan-sou; en 1370 seulement, la vallée de la Wei, clef de la Chine du Nord-Ouest, put leur être reprise. En 1372, puis en 1388, d'heureuses campagnes dans le nord du Gobi dégagèrent les avenues de la Chine. Cependant, Tch'eng-tsou (1403-1424) dut encore procéder en personne à plusieurs expéditions contre les Mongols dans les vallées de l'Orkhon et de l'Onon (1410, 1414, 1422).

Les préoccupations des premiers Ming, établis à Nankin, dans une région de ports, furent surtout d'ordre maritime. Ils établirent leur protectorat sur la Corée, combattirent les pirates japonais et eurent de fréquentes relations par ambassades avec les souverains du Japon. T'ai-tsou pensa, sans doute, reprendre à l'égard des Japonais la politique belliqueuse des premiers Mongols : en 1371 et 1381, il tenta vainement d'obtenir une déclaration de vassalité. Il finit par se borner à fortifier contre eux les villes du Sud. Tch'eng-tsou affecta, lui aussi, à l'égard du Japon, les allures d'un suzerain : il s'abstint de toute entreprise militaire.

Les Chinois se montrèrent plus actifs en Indochine. Les Annamites furent vaincus en 1407 : le Tonkin devint une province chinoise. Mais les révoltes s'y succédèrent sans interruption et, en 1426, les Chinois acceptèrent de ne plus le traiter que comme un royaume tributaire.

Dès que leur pouvoir parut consolidé, les Ming quittèrent la Chine du Sud et fixèrent leur capitale à Pékin (1421). Si affaiblis que fussent les Mongols, les principaux dangers pour la Chine étaient toujours du côté de la steppe : en 1449, un chef mongol battit et captura

l'empereur Ying-tsong. En 1470, les Chinois réparèrent la Grande Muraille et recommencèrent à lancer leurs expéditions vers l'Altaï. Ils réoccupèrent Khami en 1477. Ils essayèrent tout aussitôt de reprendre pied au Tibet (ambassade en 1515). Mongols et Chinois, au début du XVI^e siècle, essayèrent, les uns comme les autres, de capter l'influence religieuse du clergé tibétain, très puissant en Asie centrale.

Inquiétés au sud-est par les incursions japonaises, et au nord-ouest par l'hostilité des Mongols, les Ming arrivèrent tant bien que mal à conserver intact le territoire chinois pendant tout le XVI^e siècle. Vers la fin du siècle, Japonais et Mongols devinrent plus entreprenants. En 1592, les Japonais tentèrent de s'emparer de la Corée. Les Chinois les en chassèrent en 1598 et se sentirent fortifiés du côté de l'est. Mais, en 1571, Mongols et Tibétains s'étaient rapprochés; en 1583, les Birmans envahirent le Yun-nan, et, en 1591, les Tibétains pénétrèrent dans le Sseu-tch'ouan. La sécurité de la Chine du Sud se trouva compromise.

Au début du XVII^e siècle, une puissance nouvelle apparaît au nord de la Chine. De 1583 à 1616, le chef d'une tribu Niu-tchen arrive à former une grande confédération qui sera la nation mandchoue. Il entre en guerre avec la Chine dès 1617, envahit le Leao-tong en 1618 et la Corée en 1620. Une armée chinoise l'arrête devant la Grande Muraille, à Chan-hai-kouan. Il meurt en 1626, mais son fils continue la campagne. Tous deux, sous les noms de T'ai-tsou et de T'ai-tsong, seront considérés comme les fondateurs de la dynastie mandchoue.

La Chine du Sud, province par province, entre en rébellion : le Sseu-tch'ouan en 1621, le Kouei-tcheou en 1623; les rebelles de ces provinces se coalisent en 1629. A l'est et à l'ouest, le Chan-tong et le Chan-si entrent dans la révolte et, en 1630, huit chefs, se proclamant rois, se groupent contre les Ming. Les cavaliers mandchous, conduits par T'ai-tsou, forcent la Grande Muraille et battent tout le pays du nord, sans arriver cependant à faire tomber les villes. Les rebelles du sud remontent la vallée de la Han et pénètrent dans le Ho-nan (1641), tandis que les Mandchous progressent dans le Chan-tong. En 1644, le général des rebelles, Li Tseu-tch'eng, se proclame empereur et prend Pékin. Le dernier souverain ming refuse de s'enfuir et se pend. Le chef de sa dernière armée, Wou San-kouei, fait appel aux Mandchous contre l'usurpateur. Le fils de T'ai-tsou (mort en 1643) s'unit à lui, reprend Pékin, bat Li Tseu-tch'eng et reçoit le titre impérial.

La dynastie des Ming avait duré deux cent soixante-dix-huit ans. Pour ce qui est du prestige extérieur, elle n'est en rien comparable



BOIS SACRÉ ET PORTIQUES DU TEMPLE DU CIEL, A PÉKIN.

aux dynasties des Han, des T'ang ou des Song; mais les Chinois la vénérent à titre de dynastie purement indigène. Ils voient dans les Ming les vainqueurs des Mongols et s'attristent sur leur défaite par les Mandchous. A vrai dire, la pression de ces derniers compte, peut-être, moins, pour expliquer la chute des Ming, que les révoltes provinciales. En revanche, il est juste de considérer les Ming, au même titre que les Song, comme des restaurateurs des traditions nationales.

T'ai-tsou pratiqua la politique ordinaire des fondateurs de dynastie. Il distribua des fiefs à ses généraux et à ses parents, puis il tâcha d'évincer les premiers au profit des derniers et de ne laisser à ceux-ci qu'une puissance d'apparat. Il conserva les principes administratifs des Yuan, portant de quatre à six le nombre des grands ministères; mais il prétendit revenir à la législation de T'ang et édicta un code inspiré par le leur (1373). Lui et ses successeurs se montrèrent bienveillants pour le bouddhisme, mais prirent de nombreuses mesures favorables à l'orthodoxie confucéenne. T'ai-tsou alla vénérer la tablette de Confucius dans la grande école de la capitale. Il accomplit, en temps de sécheresse, la cérémonie traditionnelle d'expiation, caractéristique des anciens fondateurs de dynastie: il passa trois jours exposé en plein air, revêtu d'un costume de deuil. Il ordonna la création d'écoles urbaines (1371-1375). Il promulgua un Saint Édit, par lequel il enseignait au peuple les devoirs de la morale orthodoxe (1395). De même, Tch'eng-tsou rendit obligatoire l'enseignement des classiques et des doctrines confucéennes.

L'œuvre principale des Ming fut (1411) l'aménagement du Grand Canal sous son aspect actuel. Il était destiné à éviter le transport par mer du riz provenant de la Chine du Sud qui devait être emmagasiné dans la capitale. La réfection du canal permit aux Ming de s'établir à Pékin, tout en maintenant une bonne liaison avec les pays du fleuve Bleu. Obligés de faire face dans le Nord à des difficultés immédiates, il semble que les Ming eurent le sentiment que, les voies de l'Asie centrale étant fermées, la fortune de la Chine devait être cherchée sur mer. Tch'eng-tsou, qui transféra la capitale au nord et créa le Grand Canal, envoya (1405) une flotte de guerre parcourir l'océan Indien. Elle alla jusqu'à Ceylan où elle enleva un roitelet.

LES ÉTRANGERS EN CHINE. — Cette tentative pour donner à la Chine une puissance maritime n'eut aucun effet durable. Ce furent, au contraire, des Européens qui acquirent la prédominance dans les mers de l'Extrême Orient.

En 1497, Vasco de Gama double le cap de Bonne-Espérance; en 1509, une flotte portugaise bat les flottes indiennes et égyptiennes coalisées; Albuquerque prend Goa en 1510 et Malacca en 1511: une route nouvelle se trouve ouverte aux grandes nations maritimes de l'Europe.

Les Portugais furent les premiers à profiter de la route qu'ils avaient créée. Après un premier voyage de découverte, une flottille commandée par Andrade se présenta en 1517 à Canton, y fut bien accueillie et y déposa un ambassadeur, Thomas Pirez, qui partit aussitôt pour Nankin. L'année suivante arriva une autre flottille; les Portugais,

ayant usé de procédés brutaux, durent s'enfuir, et la flotte d'Alphonse de Melo, arrivée au secours, fut battue par une flotte chinoise. Les prisonniers furent traités en pirates; on ne sait ce que devint Pirez.

Ces premiers rapports entre les Chinois et les nations d'Europe ont eu une grande importance pour la suite des relations diplomatiques. Les Chinois, non sans raison, s'habituèrent à considérer comme des barbares les Européens que poussait dans leur pays l'esprit de lucre et d'aventure. Néanmoins, ils ne refusèrent pas l'occasion qui s'offrait de profiter du commerce international. Les Portugais finirent par établir furtivement des comptoirs dans l'île de Sancian et à Leang-po (près de Ning-po) dans le Tche-kiang. Leurs entrepôts furent détruits en 1545 et 1549. Ils se rabattirent alors sur l'île de Lampacao, îlot voisin de Macao; ils finirent par occuper Macao un peu après le milieu du XVI^e siècle. Pour s'isoler de ces nouveaux barbares, les Chinois construisirent un mur barrant l'isthme de Macao. Mais, dès 1578, les relations commerciales entre Macao et Canton prenaient une allure très régulière. Les Portugais de Macao étaient près d'un millier. Bientôt se forma autour d'eux une race nombreuse de métis (Macaïstes).

Les Portugais n'eurent d'abord que les Hollandais comme rivaux en Extrême Orient. Les Hollandais, établis en 1619 à Batavia, essayèrent en 1622 de s'emparer de Macao. Repoussés, ils débarquèrent aux Pescadores. En 1625, ils transféraient leurs établissements dans l'île de Formose. Ils y construisirent (de 1626 à 1634) la forteresse célèbre dite Casteel Zelandia. Ils n'y furent guère inquiétés que par les Espagnols qui, partant des Philippines, cherchaient à prendre pied dans l'île. Au milieu du XVII^e siècle, la domination hollandaise pouvait paraître solidement assise à Formose.

Quelques missionnaires protestants accompagnèrent à Formose les marins hollandais. Les grandes missions furent catholiques et eurent pour centre Macao. C'est dans cette ville que s'organisèrent les missionnaires attirés en Chine par le succès de la prédication de François Xavier au Japon. Macao devint évêché en 1575. En 1579, des jésuites italiens et des dominicains espagnols s'y trouvent en même temps. C'est un jésuite, le P. Ricci, qui pénétra le premier dans la Chine des Ming. Bien accueilli par les autorités locales, il apprit le chinois, arriva à Nankin en 1598, puis s'établit à Pékin (1600) où il mourut en 1610. C'était un mathématicien dont les Chinois utilisèrent les talents comme cartographe. Les grands succès momentanés que devait obtenir la mission jésuite fondée par lui sont dus, pour une bonne part, à l'excellence des connaissances scientifiques des missionnaires qu'on y appela: leur prestige sur les Chinois vint de ce qu'ils leur communiquèrent les progrès scientifiques et techniques acquis depuis la Renaissance.

Les derniers Ming songèrent un instant à employer contre les rebelles des mercenaires portugais. Tandis que les généraux coalisés contre eux massacraient ou jetaient en prison les missionnaires, le dernier souverain ming employa à fondre des canons le P. Adam Schall, savant jésuite, dont les Mandchous, vainqueurs, surent aussi utiliser les services: il devait, en 1654, être chargé de la réforme du calendrier décrétée par la dynastie nouvelle.

LES MANDCHOUS (DYNASTIE TS'ING : 1644-1912). — **L'ŒUVRE INTÉRIEURE.** — Les Mandchous, confédérés en 1616 dans la région du Yalou, s'organisèrent d'abord en quatre bannières, puis en huit; ils attaquèrent la Chine dès 1617, et s'adjoignirent huit bannières de Mongols et huit bannières de Chinois, ralliés à eux. T'ai-tsong, fils du premier chef de la nation mandchoue, se proclama empereur en 1636. Son successeur, dont le titre posthume fut Che-tsou, occupait une bonne partie du Tche-li et du Chan-tong lorsque, en 1644, le général Wou San-kouei l'appela au secours contre le rebelle Li Tseu-tch'eng qui venait de s'emparer de Pékin.

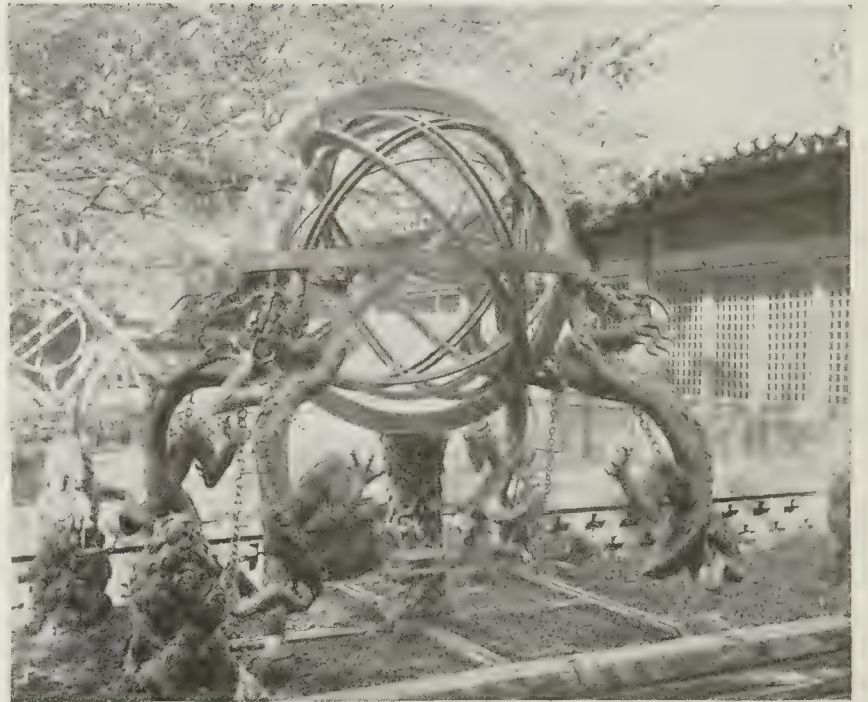
Che-tsou (1644-1661), après avoir repris Pékin, avait à conquérir l'Empire entier. Il disposait, en plus de sa cavalerie mandchoue et mongole, des fantassins chinois de Wou San-kouei, grâce auxquels il pouvait faire des sièges et enlever des villes. Deux armées opérant, l'une dans le Ho-nan, l'autre dans le Chan-si et le Chen-si, refoulèrent Li Tseu-tch'eng de la vallée de la Wei dans celle de la Han. Li Tseu-tch'eng fut tué en 1645. Assurés de la possession de l'Ouest et maîtres des avenues du moyen fleuve Bleu, les Mandchous marchèrent sur Nankin, où un prince de la famille des Ming s'était

proclamé empereur. Celui-ci essaya vainement de soutenir son pouvoir à l'aide de mercenaires portugais. Il fut tué et Nankin pris par les Mandchous en 1645.

Un nouvel empereur ming fut installé dans le Fou-kien, cependant que le Sseu-tch'ouan refusait de se soumettre. Fou-kien et Sseu-tch'ouan furent conquis en 1646. Les partisans des Ming instaurèrent un autre empereur dans le bassin du Si-kiang, cependant qu'un soulèvement se produisit dans le Kan-sou et le Chan-si. Les rebelles du Nord, plus immédiatement dangereux, furent d'abord vaincus (1648). Attaqués dans le Kiang-si, les généraux des Ming portèrent à nouveau la guerre dans le Yun-nan, le Kouei-tcheou et le Sseu-tch'ouan, où les armées mandchoues s'usent contre eux. Un des soutiens des Ming, Tcheng Tcheng-kong, connu sous le nom de Coxinga, en profite pour tenter de fonder un royaume maritime. Les Mandchous essayent de négocier avec lui (1653); ils arrivent avec peine à défendre Nankin contre lui (1653). En 1660, les dernières armées des Ming sont enfin rejetées en Birmanie, où les Mandchous les poursuivent. En 1662, les Birmans leur livrent le prétendant ming. Coxinga qui, en 1660, a conquis Formose sur les Hollandais (Casteel Zelandia est pris par lui en 1662) meurt. Son fils demande à devenir roi tributaire. Les Mandchous refusent.

Che-tsou, mort en 1661, eut comme successeur Cheng-tsou, plus connu sous le nom de K'ang-hi (qui est le nom de la période où il régna). K'ang-hi avait huit ans lorsqu'il prit le pouvoir. Les premières années de son règne furent paisibles. Tout le pouvoir, de fait, appartenait aux généraux vainqueurs des Ming, à qui l'on avait dû confier le gouvernement des provinces et qui continuaient d'y entretenir leurs troupes. En 1673, l'ordre fut donné de licencier ces troupes. Il provoqua une rébellion générale. Wou San-kouei arriva rapidement à soulever toute la Chine du Sud. Il envoya une armée dans le Sseu-tch'ouan et chercha à s'établir fortement dans la vallée de la Wei. Dans le Chen-si et le Chan-si insurgés, il espérait s'appuyer sur les Mongols. Les Mandchous tentèrent d'opposer les Tibétains à Wou San-kouei, puis, ayant réussi à immobiliser les Mongols, ils récupérèrent la vallée de la Wei et, enfin, celle de la Han (1676). La lutte se concentra dans le Hou-nan. Les Mandchous tournèrent les positions ennemies en reprenant le Yun-nan et repoussèrent sur la côte les diversions des successeurs de Coxinga. En 1682, les rebelles du Hou-nan étaient écrasés (Wou San-kouei était mort en 1678) et, en 1683, une flotte impériale s'emparait de Formose qui fut annexée. La dynastie mandchoue se trouvait enfin établie solidement en Chine.

La conquête de la Chine avait été longue et difficile, mais elle s'était faite sans violence excessive. Un récit de l'occupation de Yang-tcheou par les Mandchous en 1645 (ce récit a servi, au début du ^{xx}^e siècle, à exciter la haine contre les Mandchous) montre qu'après quelques jours de pillage, l'ordre fut rétabli, des secours distribués et l'autorité rendue à tous les fonctionnaires qui administraient la ville. Les Mandchous se bornèrent à imposer aux Chinois la manière de se coiffer (pourtour de la tête rasé, cheveux tressés en natte). Ils ne



INSTRUMENTS ASTRONOMIQUES DE L'OBSERVATOIRE DE PÉKIN.

changèrent à peu près rien au système administratif, se bornant à adjoindre aux principaux fonctionnaires chinois un collègue de race mandchoue. Le mode de recrutement aux emplois resta aussi traditionnel que possible. En 1663, fut institué un système d'examen donnant la première place aux compositions littéraires sur les thèmes classiques (*wen-tchang*). Les grands lettrés de la fin des Ming, tels Fan Wen-tch'eng, se rallièrent sans difficulté aux Mandchous. En 1683, les grandes publications d'œuvres anciennes qui devaient illustrer le règne des Ts'ing commencèrent par une réédition des Treize Classiques et des Histoires dynastiques. Les Lois des Ts'ing, publiées par K'ang-hi, ne diffèrent pour ainsi dire pas des lois des Ming. Les Mandchous s'assimilèrent de façon complète les mœurs chinoises. La dynastie ts'ing doit compter parmi celles qui furent le plus attachées au traditionalisme.

L'ŒUVRE EXTÉRIEURE. — Dès le règne de K'ang-hi (1662-1722), les Ts'ing reprirent brillamment les grandes traditions de la politique chinoise en Asie. En 1665, des relations étaient nouées avec le Siam; pendant la révolte de Wou San-kouei, les Mongols furent réduits à l'inaction, tandis que K'ang-hi utilisait à son profit le prestige du Dalaï-lama. Sitôt l'Empire pacifié, le souverain concentra son attention du côté de l'Altaï.

Là, grandissait le pouvoir des Eleuthes. Un chef kalmouk, établi dans la région de l'Ili, cherchait à confédérer différentes tribus mongoles et à progresser vers le Koukou-nor. En 1690, ce chef, Galdan, attaqua les Khalkas, partant de la région de l'Orkhon et les rejetant sur la Grande Muraille. K'ang-hi ne lui laissa pas le temps de les incorporer; il prit la tête d'une armée, battit Galdan et organisa les Khalkas en hordes vassales. Une seconde victoire remportée en 1696 par l'empereur en personne sur les bords du Kéroulen amena la soumission d'une partie des Eleuthes. Galdan mourut peu après sa défaite.

K'ang-hi surveilla de près les affaires tibétaines. En 1719, il pacifia le Tibet, mettant fin à un schisme dont les Mongols auraient pu tirer parti, et imposant un nouveau Dalaï-lama. Les Eleuthes intervinrent de leur côté au Tibet, et lorsque K'ang-hi mourut, il était clair que la Chine aurait à fournir encore un gros effort contre le Tibet. Le règne de Che-tsong (période Yong-tcheng, 1723-1735) fut de courte durée et ce fut au petit-fils de K'ang-hi, Kao-tsong, qu'échut la gloire de faire rentrer l'Asie centrale dans l'obéissance chinoise.

Kao-tsong (période K'ien-long, 1736-1795) profita des divisions survenues chez les Eleuthes, auxquels son père avait dû abandonner l'Altaï. En 1754, eut lieu une première campagne qui, brillamment commencée, se termina par un échec. Mais, en 1757, l'Ili fut conquis. Les Chinois entreprirent alors de reprendre le Turkestan, où commandaient divers chefs mahométans. L'expédition de 1758 fut un demi-succès; celle de 1760 obtint des résultats



TOMBEAU D'UN EMPEREUR DE LA DYNASTIE DES MING (nord de Pékin).

éclatants. Une armée, partie de l'Ili, arriva jusqu'à Kachgar, tandis qu'une autre armée, partie de Koukou-nor, atteignit Khotan et Yarkend. Elles se rejoignirent alors, et, non seulement tout le Tarim redevint chinois, mais les hautes vallées de l'Oxus et de l'Iaxartes reconnurent la suzeraineté de K'ien-long.

K'ien-long triompha encore (1775) d'une longue révolte des aborigènes (Miao-tseu) du Kouei-tcheou et du Sseu-tch'ouan qui, depuis 1733, inquiétaient les Chinois. L'esprit guerrier de ces peuplades montagnardes, que les Chinois n'avaient ni assimilées, ni rendues inoffensives, était une menace grave pour toute entreprise de pénétration en Birmanie et au Tibet. Dans ces deux pays, le règne de K'ien-long se termina sur de brillants succès. La Birmanie se déclara vassale après les dures campagnes de 1767-1769 ; cette vassalité restait du reste toute nominale. Mais, au Tibet, les troupes chinoises qui intervinrent, par le Tangout, pour repousser une incursion des montagnards du Nepâl, laissèrent une garnison permanente (1792). La Chine put, dès lors, contrôler les actes des lamas tibétains et utiliser dans toute l'Asie centrale leur influence religieuse.

RAPPORTS AVEC LES ÉTRANGERS. — LES MISSIONS. — Les règnes de K'ang-hi et de K'ien-long marquent le point le plus haut de la puissance des Ts'ing. Ce fut aussi pendant cette période que les Chinois entrèrent en contact avec deux peuples européens qui allaient jouer un rôle très important dans leur histoire.

Les Russes, progressant en Sibérie, arrivent à l'Amour en 1636 ; ils y construisent dans la région différents forts, entre autres ceux de Nertchinsk et d'Albazin, tout au nord de la Mandchourie. En 1685, les Chinois attaquèrent et prirent Albazin ; les captifs, emmenés à Pékin, y fondèrent une petite communauté orthodoxe. Les Russes revinrent aussitôt et furent de nouveau attaqués par les Chinois en 1686. En 1689, un traité entre la Chine et la Russie fut signé à Nertchinsk. Les Russes acceptaient de détruire Albazin : ils voyaient, en revanche, leur domination reconnue sur les hautes vallées de l'Amour. Le traité fut gravé en cinq langues sur une stèle placée en 1690 à l'embouchure de l'Argoun. Une ambassade russe vint à Pékin en 1693. En 1712, K'ang-hi envoya un explorateur nommé T'ou-li-chen en mission auprès d'une tribu dzoungare réfugiée en territoire russe. Il s'agissait d'abord de la faire revenir sur le territoire de l'Empire ; mais K'ang-hi désirait surtout être informé sur les progrès des Russes à l'est de l'Oural.

En 1793, arriva à Pékin l'ambassade anglaise de Lord Macartney. Anglais et Chinois devaient se rencontrer bientôt au Nepâl (début du XIX^e siècle), et, plus tard, en Birmanie. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, leurs rapports sont d'ordre purement commercial. Les Anglais étaient apparus dans les mers de Chine dès 1634 : leurs différentes compagnies de commerce avec l'Orient avaient essayé d'établir des comptoirs, surtout dans la région de Canton. Les Hollandais, chassés de Formose, n'étaient plus des concurrents redoutables ; mais, malgré l'affaiblissement de leur pouvoir maritime, les Portugais demeuraient à Macao. Ils avaient fait renouveler leurs privilèges en 1670. Ils réussirent toujours à évincer les Anglais. La tentative de Flint, par exemple, aboutit à une issue piteuse. Flint fut retenu trois ans en prison. L'ambassade de Macartney eut tout l'apparat d'une grande mission diplomatique : Macartney fut reçu par l'empereur. Il n'obtint aucun avantage pratique, mais le prestige de l'Angleterre s'était affirmé et, bientôt, sa marine va dominer les mers de l'Extrême Orient.

Quelques bateaux français se montrèrent à Canton dans le cours du XVIII^e siècle. La France ne fut amenée à s'intéresser à la Chine qu'à propos de la question des Missions. Les successeurs immédiats de Ricci étaient parvenus à faire tolérer leur propagande grâce à d'éclatants services. Les Pères Schall et Verbiest, mathématiciens officiels de l'empereur, parvinrent à supplanter les savants musulmans ; ils furent chargés de la réforme du calendrier, chargés aussi de la fabrication d'armes à feu qui donnèrent de grands avantages aux armées chinoises dans les campagnes de la fin du XVII^e siècle. Mais les missionnaires jésuites furent bientôt gênés dans leur œuvre par la rivalité des dominicains et des franciscains. Ceux-ci accusèrent les jésuites de tolérer l'idolâtrie en Chine en ne combattant point le culte des Ancêtres et celui de Confucius. Eux-mêmes, pour s'être montrés plus exigeants, se firent expulser en 1637. Le dominicain Moralez obtint d'Innocent X, en 1645, une condamnation des jésuites que ceux-ci firent annuler, en 1656, par Alexandre VII, mais que Clément IX renouvela en 1669. C'était, alors, l'époque où Colbert constituait la Compagnie des Indes (1664) et où commençaient les relations de la France et du Siam. En 1663, fut fondé le séminaire des Missions étrangères : cette œuvre se proposa, d'abord, d'évangéliser l'Indochine. Le gouvernement de Louis XIV conçut l'idée d'appuyer les Missions et des'en servir pour préparer le succès des Compagnies coloniales. La même idée paraissait valable pour la Chine. Louis XIV se

trouva ainsi amené à faire partir pour Pékin (1685) une importante mission de jésuites français. Elle était admirablement composée. Elle réussit parfaitement (le P. Gerbillon fut l'un des négociateurs du traité de Nertchinsk) et, depuis lors, les missions jésuites en Chine se recrutèrent pour une bonne part parmi les Français. C'est aux jésuites français que revient surtout l'honneur d'avoir fait connaître la Chine et d'avoir inauguré la sinologie.

En 1670, les missionnaires avaient obtenu, en reconnaissance de leurs services, une certaine liberté. En 1692, parut un édit élogieux pour eux qui supposait une certaine tolérance. En 1717, au contraire, K'ang-hi signa un édit interdisant la propagation du christianisme : les motifs en étaient que les missionnaires préparaient une conquête de la Chine par les nations européennes, l'adoption du christianisme impliquant chez les adeptes l'abandon des principes moraux qui font la force de la Chine. Les querelles entre missionnaires ne furent pas étrangères à la promulgation de cet édit qui marqua pour la propagande catholique une ère de déclin. En 1704, la Sorbonne, puis le Saint Office, avaient pris parti dans la question des rites et censuré les jésuites. Clément XI, après les avoir condamnés, envoya en Chine le cardinal de Tournon, qui fut reçu par K'ang-hi en 1705 : l'empereur sentit que la condamnation des jésuites visait à préparer une propagande combative qu'il jugeait dangereuse. En 1720, un autre légat, Mezzabarba, vint à Pékin et n'obtint aucun succès. L'empereur Che-tsong (Yong-tcheng) se montra plus décidément hostile que son père aux missions chrétiennes. Il promulgua, en 1724, un édit de proscription que K'ien-long renouvela en 1736. En 1742, Benoît XIV décidait d'imposer à tout missionnaire en Chine le serment de considérer comme idolâtriques les honneurs rendus à Confucius et aux Ancêtres. En 1746, commença en Chine la persécution des missionnaires et des chrétiens, traités comme coupables à titre de membres d'une secte dangereuse pour l'État. La Chine avait jadis accueilli le bouddhisme, se sentant capable de se servir de lui comme d'un instrument diplomatique. L'exemple récent du Japon (au début du XVII^e siècle) semblait montrer que le christianisme servait d'instrument politique aux nations d'Europe dont on comprenait la force. Les querelles sur la question des rites précipitèrent la décision des souverains chinois. Elle fut inspirée par des motifs d'intérêt national. La Chine sentait grandir, au nord, le danger de l'extension russe ; elle devinait, au fond des entreprises commerciales ou religieuses, une menace pour les régions maritimes du sud.

RELIGION, MORALE ET DROIT. — Le prosélytisme chrétien a perdu, au XVIII^e siècle, une occasion exceptionnellement favorable à sa réussite : les jésuites invitèrent les Chinois à se convertir au moment précis où l'évolution religieuse de la Chine rendait les conversions moins difficiles à tolérer.

Sous les Ming, au début du XVI^e siècle, par réaction contre la métaphysique scolastique de Tchou Hi, s'était produit un mouvement de pensée auquel est attaché le nom de Wang Yang-ming (1472-1528). Cet écrivain, tout en se prétendant attaché à l'orthodoxie, professa la supériorité des mouvements du cœur sur toute pensée doctrinale et toute pratique ritualiste. Il admit que le fondement de la vie religieuse et morale était un sens inné du bien, caractéristique de l'honnête homme et supposé identique à la Raison céleste. Cette espèce de subjectivisme, accommodé d'un très vague déisme, eut beaucoup de succès parmi les gens éclairés, et ce ne fut qu'au cours du XVIII^e siècle que le traditionalisme et le ritualisme reprirent toutes leurs forces. Tant à la fin des Ming qu'au début des Ts'ing, les pratiques du culte officiel n'étaient suivies dans les classes dirigeantes que par l'effet d'un conformisme séculaire. Les jésuites montraient un sens très vif des choses quand ils prétendaient que les hommages rendus aux Ancêtres et à Confucius n'étaient point de l'idolâtrie : ils correspondaient, en effet, dans les milieux distingués où vivaient les grands missionnaires, à une simple attitude de respect, et les rites ne servaient qu'à commémorer les traditions des familles et des écoles. Les missionnaires qui se mêlaient davantage à la vie du peuple n'avaient point tort, d'autre part, quand ils découvraient, dans les pratiques et les croyances du vulgaire, un fond que le christianisme doctrinal de leur temps devait juger intolérable et qu'il se sentait obligé de détruire tout d'abord. Les jésuites voyaient autrement la vérité : ils la voyaient sous son aspect immédiat et utile. S'ils fussent restés libres, il est possible que cette vérité eût valu pour l'avenir. Il paraît certain, en tout cas, que les querelles religieuses suscitées en Chine par les Européens ont fortement favorisé le retour au traditionalisme orthodoxe, qui caractérise le temps des Ts'ing après K'ang-hi.

L'importance prise, depuis les Mongols, par le bouddhisme lamaïque pouvait être pour les catholiques (ou les orthodoxes) une raison de succès, et de succès populaire, tout au moins dans la Chine du Nord. Les Chinois, habitués aux grandes pompes des cultes tibétain

et mongol, pouvaient trouver des séductions aux rites superbes de la religion chrétienne, tandis qu'ils étaient préparés par l'amidisme à accueillir une doctrine de salut et la croyance en un paradis réservé aux justes. Enfin, dans la période qui nous occupe, le taoïsme subit une défaveur marquée. Ce ne fut qu'à la fin du XVIII^e siècle que se remirent à pulluler les associations secrètes favorables au renouveau des sectes bouddhistes ou taoïstes.

Un sentiment national, éveillé sous les Song et plus vif à partir des Ming, engagea les Chinois à se méfier de l'endoctrinement par les chrétiens d'Europe, comme de l'endoctrinement par les mahométans d'Asie centrale. Combattant à l'ouest contre les Eleuthes, se défendant au nord contre les Russes, fermant au sud leurs frontières maritimes aux marines européennes, les Chinois tendirent à se montrer, en matière de religion, plus conservateurs que leurs ancêtres ne l'avaient été.

Les souverains Ming et Ts'ing, affectant de reprendre l'antique tradition qui veut que le prince, « père et mère » de son peuple, ait d'abord la charge de lui enseigner la vertu, publièrent des instructions qui devinrent le fondement de la pensée religieuse et morale. Aux Saintes Instructions composées par le fondateur des Ming (1595) correspond le Saint Édit de l'empereur K'ang-hi (1671), lequel fut paraphrasé (en 1724) par Yong-tcheng (Che-tsong). Cet édit, en seize maximes, devait, réglementairement, être lu en public dans toutes les villes le 1^{er} et le 15 de chaque mois et servir de matière à un prône fait par le mandarin local. On n'y trouve rien d'autre que de simples dissertations morales, mais on y sent l'hostilité de l'administration impériale à l'égard des sectes de toutes sortes, bouddhistes, taoïstes et autres. L'effet de ces dissertations fut renforcé par la publication de Vies d'hommes et de femmes illustres, types héroïques de la piété filiale et du loyalisme dynastique.

Les cultes du Ciel et des Ancêtres dynastiques demeurent le fond de la religion officielle, purement ritualiste. Dans le peuple, l'absence de toute croyance définie se cache sous la formule : « Les trois religions ne sont qu'une religion. » Sous la dynastie mongole, de grossières images, représentant Confucius, Lao-tseu et le Bouddha (les Trois Religions), avaient été répandues dans le peuple par les zéloteurs du taoïsme ou du bouddhisme. Dans ces images, Confucius n'est jamais au centre : chacune des deux religions hétérodoxes accepte de tolérer

l'autre à condition d'occuper la place d'honneur et de sembler primer la doctrine orthodoxe. Ces images et leur légende ont souvent fait dire que les Chinois ont trois religions. On pourrait tout aussi bien dire qu'ils n'en ont aucune. A partir de Ts'ing, sectes et communautés bouddhistes et taoïstes perdent rapidement du terrain. Quant au confucéisme, il ne correspond en rien à l'idée que nous nous faisons d'une confession religieuse. La religion des Chinois se réduit à la vénération de certaines divinités locales, au culte du foyer et des Ancêtres.

La morale, de plus en plus traditionaliste, accorde la première place aux devoirs envers le prince et le père. Le droit écrit se fonde sur une conception de la famille où le pouvoir paternel (comme le pouvoir marital) n'a plus les contrepoids qu'apportaient dans le passé les survivances du communisme domestique et de la parenté maternelle. Le droit réellement suivi est très mal connu, la plupart des cas de droit étant réglés, non par la justice d'État, mais

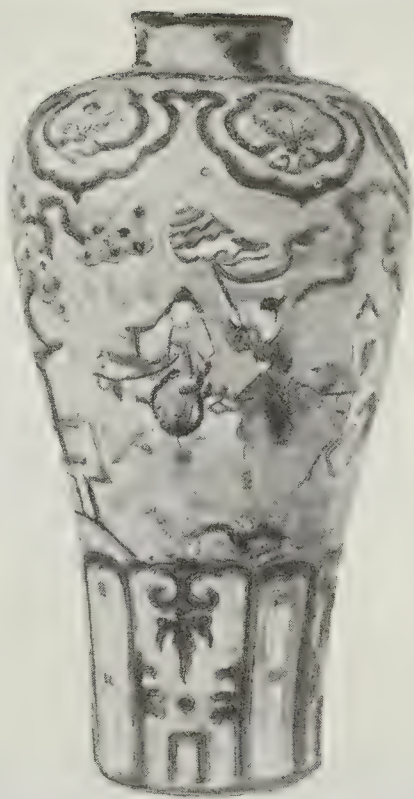
par arbitrage. Sous la dynastie mandchoue, plus encore que sous toutes celles qui l'ont précédée, tous les organismes d'État apparaissent comme un simple placage. La Chine existe et vit, d'une façon qu'il est impossible de définir avec précision, au-dessous des institutions officielles qu'elle tolère.

LITTÉRATURE ET ART. — Sous les Ming, le principal événement littéraire est la vogue prise, à partir du XV^e siècle, par une forme de composition littéraire (*Pa kou wen*), d'une impitoyable rigueur. Elle était exigée aux examens par lesquels se recrutaient les fonctionnaires. Sous cette influence, la littérature, expression et pensée, devient entièrement factice. Quelques poèmes (œuvres des Sept Poètes), deux romans féeriques ou légers (*Si yu ki* et *Kin ping mei*) et quelques pièces de théâtre (entre autres : le *Mou tan ting*) forment l'essentiel de la production des Ming.

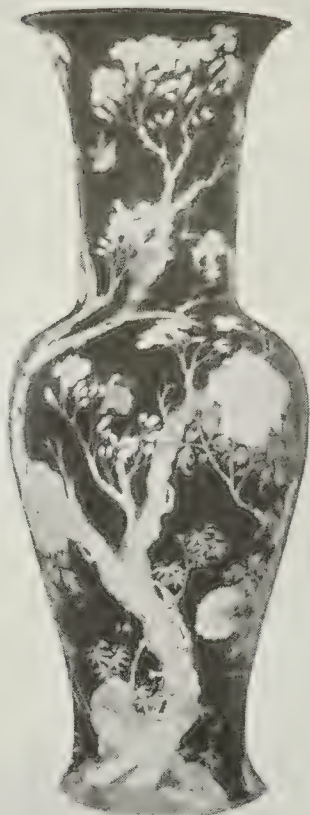
Quelques œuvres légères (par exemple le long roman intitulé *Hong leou mong*) furent composées sous les Ts'ing. Mais la principale gloire littéraire de la dynastie provient de travaux de critique et d'érudition. Beaucoup furent faits en équipe et sous une impulsion officielle, tels : le Dictionnaire de K'ang-hi, le *P'ei wen yun fou* (espèce de *thesaurus* gigantesque, immense recueil d'expressions) ou le *Sseu kou tsiuan chou*. D'autres grandes œuvres furent patronées par des Mécènes, tel Jouan Yuan ; par exemple le *Houang ts'ing king kiai* et sa suite qui sont des collections de travaux personnels d'édition, d'annotation, de philologie sur les œuvres de la littérature ancienne. Le règne des Ts'ing est une ère de travail encyclopédique et scolastique qu'inspirent à la fois le souci de l'orthodoxie et le goût des études critiques.

Les Ming et les Ts'ing ont laissé quelques beaux monuments. Des Ming datent les murs de Pékin, le grand tombeau du fondateur de la dynastie (*Ming hiao ling*) à Nankin, l'ensemble des temples et des tumulus appelé tombeaux des Ming, au nord de Pékin (*Che san ling*), et un grand temple à cinq tours (*Wou ta sseu*), copie, dit-on, d'un temple bouddhiste de Buddha-gaya. Les Mandchous, et particulièrement K'ien-long, ont été de grands constructeurs : temples bouddhiques de *Houang sseu* et de *Pai ta sseu*, mosquée de la Cité impériale, temple lamaïque de Jehol (imité du Potala de Lhassa), temples du Ciel et des Agriculteurs au sud de Pékin, Pi yong kong (Salle des classiques), pagode de porcelaine de Yuan ming yuan, beaux ponts et pavillons anciens du Palais d'Été, témoignent de la variété et de la grandeur des conceptions architecturales chinoises ; cependant, un souci exagéré du détail donne l'impression du raffinement excessif et signale le début d'une décadence.

Cette décadence est très accentuée en matière de sculpture : l'ornementation a partout quelque chose de mécanique ; les grandes œuvres (Triade bouddhique de *Houang sseu*) manquent de force et de vie.



VASE DE L'ÉPOQUE MING : empereur à cheval et décors en relief sur fond bleu. — Collection Grandidier. Musée du Louvre.



VASE DE L'ÉPOQUE K'ANG-HI : fleurs de magnolia sur fond noir. — Collection Grandidier. Musée du Louvre.



WOU TA SSEU. — Ce monument bouddhique à cinq tours est d'inspiration hindoue (environs de Pékin).

Sous les Ming, comme sous les Ts'ing, les peintres de portraits, de paysages, de fleurs et d'oiseaux abondent, divisés en écoles, et pratiquant un art nourri de traditions et de principes. Tong Ki-tch'ang, critique et peintre (1555-1636), est un représentant du vieil art simple, sévère et abstrait des peintres qu'inspire la méditation bouddhique (dhyana). La vogue tend à passer aux peintres qu'inspirent les traditions de l'imagerie lamaïque et qui procèdent par couleurs vives et compositions surchargées.

Dans le domaine des arts mineurs, la production chinoise demeure d'une très haute qualité. Les bronzes et les porcelaines de la période Suan-tö (1426-1435), les porcelaines de la période Tch'eng-houa (1465-1487), les émaux de la période King-t'ai (1450-1456), les laques de Fou-tcheou sont les productions les plus estimées des indigènes. Mais les manufactures impériales de King-to-tchen (Kiang-si) ont continué sous les Ts'ing à produire des porcelaines qui sont des chefs-d'œuvre de forme et de coloris : celles du temps de K'ang-hi ont une pureté de matière, de ligne, de décoration qui, dans les œuvres du temps de K'ien-long, font place à une habileté déjà trop maniérée.

II. L'INDOCHINE

Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, le Siam et l'Annam sont les deux États indochinois dont l'histoire est la plus intéressante à suivre. Tous deux arrivent à se constituer en puissants royaumes à la fin du XVIII^e siècle.

Le Siam.

Le royaume de Siam s'est constitué à la suite d'une invasion. Des populations *thai* qui semblent être venues du Yun-nan fondèrent des États shan, laotiens, siamois, établis sur les cours supérieurs de la Menam et du Mekong. Ces populations portent aussi le nom de *tsam* ou *sam* (en chinois : sien, en birman : san), d'où semble être venu le nom de Siam.

Le mouvement principal de l'invasion paraît avoir eu lieu au XIII^e siècle de notre ère. Un groupe oriental pénétra dans l'Assam et fonda le petit royaume d'Ahom qui resta longtemps indépendant. Le groupe principal descendit le Mekong et se heurta aux Khmers qui avaient fondé aux alentours du Tonlé-sap un grand Empire hindouisé.

L'histoire siamoise ne s'éclaire qu'à partir du XIII^e siècle ; les premières inscriptions en langue siamoise datent de la fin de ce siècle ; des inscriptions en mōn, khmer sanskrit et pâli permettent de savoir quelque chose du pays à partir du VI^e siècle.

La principauté *thai* qui joua le plus grand rôle dans la formation du Siam est celle de Sukhodaya (sur la haute Menam Yom). Vers le milieu du XIII^e siècle, Sukhodaya était gouverné par un fonctionnaire cambodgien. Deux princes *thai* prirent la ville : l'un d'eux, marié à une princesse khmer, céda à l'autre sa conquête. Celui-ci, Phra Ruan, fut le premier souverain indépendant de Sukhodaya. Ses successeurs y régnèrent pendant un siècle environ. Ils devinrent de simples gouverneurs de province lorsque Ayudhia fut fondée.

La fondation d'Ayudhia (1350) marque le déclin de Sukhodaya et les progrès des *Thai* vers le sud. Ces progrès eurent pour principe la fusion des trois principaux États *thai* : Lampun, Sukhodaya (Sokotai) et Lopburi. Les États de Lampun et de Sukhodaya fusionnèrent d'abord. Au milieu du XIV^e siècle, Phraya Utong, après avoir conquis Lopburi, fit d'Ayudhia (dans la basse vallée de la Menam) sa capitale. Sukhodaya ne fut solidement rattaché au nouveau royaume que dans le cours du XV^e siècle.

Les Siamois, après avoir conquis l'ensemble de la vallée de la Menam sur les Khmers, qu'ils finirent par réduire à un état de demi-vassalité, eurent à se défendre contre leurs voisins de l'ouest, les Birmans. Ceux-ci, au XVI^e siècle, arrivèrent à reformer leur ancien Empire, morcelé en petites principautés depuis la chute de la dynastie de Pagan (1300). Ils détruisirent le royaume talaing de Râjâdhirâjâ et de Dhammacedi au moment où les Siamois et les Annamites finissaient de détruire les royaumes du Cambodge et du Çampa. De 1558 à 1570, les campagnes des Birmans au Siam, généralement heureuses, aboutirent à plusieurs sièges d'Ayudhia et de Vieng-chan. La prise d'Ayudhia en 1569 fut un moment grave pour le Siam. Mais à la fin du XVI^e siècle, le royaume, délivré des Birmans, s'étendait sur tout le centre de la péninsule indochinoise (Menam et Mekong) et s'avancait au sud jusque dans la presqu'île de Malacca.

Les rois de Siam, au cours du XVII^e siècle, entretenaient des mercenaires étrangers, en particulier une garde de cinq cents Japonais qui, en 1605, se révoltèrent et pillèrent Ayudhia. Les mercenaires japonais furent utilisés au cours du XVII^e siècle à la fois contre les

Birmans et contre les Portugais. Un chef japonais, Yamada Jizamon, fut, en 1625, un des personnages les plus puissants du Siam. Dès la fin du XV^e siècle, semble-t-il, les Siamois employèrent dans leurs armées des canonnières européens, et les aventuriers occidentaux furent nombreux dans le royaume. Les premiers en date paraissent avoir été des Portugais : les relations avec eux commencèrent dès la prise de Malacca par Albuquerque (1511). Ils se répandirent au Cambodge et au Laos, qui étaient sous le contrôle siamois. Les missionnaires, d'abord Portugais pour la plupart, affluèrent aussi, surtout au XVII^e siècle, quand le Japon leur fut fermé.

Les rapports du Siam avec les Portugais, puis avec les Hollandais, ne furent pas toujours pacifiques. Les Français essayèrent de les évincer. Au milieu du XVII^e siècle, un aventurier, nommé Constance Phaulkon, avait fini par devenir premier ministre au Siam. Il accueillit bien les avances faites par les agents de la Compagnie des Indes. Une première ambassade siamoise ayant fait naufrage avant d'arriver en France, Phaulkon en fit partir une autre en 1684. Louis XIV répondit par l'envoi d'une mission d'apparat confiée au chevalier de Chaumont. Celui-ci, dans son voyage de retour, ramena en France de nouveaux ambassadeurs siamois (1686). Une deuxième mission française, conduite par Simon de la Loubère, arriva au Siam en 1687. Mais en 1688, Phaulkon perdait tout pouvoir, renversé par un complot de chefs indigènes. La dynastie régnante eut encore accepté de renouer les relations avec la France, mais la cour de Versailles se désintéressa du Siam et un changement dynastique, survenu en 1690, mit fin à cet essai d'influence française.

La nouvelle dynastie fut de courte durée ; elle succomba en 1767, affaiblie par des désordres intérieurs qui l'empêchèrent de repousser une invasion des Birmans. Après la prise d'Ayudhia par ces derniers, un chef d'armée *Phya Tak*, métis chinois, qui opérait dans l'est, revint en hâte vers le sud et s'établit dans la ville qui est l'actuelle Bangkok. Il restaura l'ordre dans le pays. Un de ses lieutenants lui succéda en 1781, et, sous le nom de Rama I^{er}, fonda la dynastie qui règne aujourd'hui.

Le Siam est un pays de foi bouddhique. Il a connu le bouddhisme du nord, puis s'est rallié au bouddhisme du sud. La morale siamoise est imprégnée des principes bouddhistes. La langue est encombrée de termes empruntés au pâli. L'influence indienne est plus forte au Siam que l'influence chinoise.

Le siamois est une des langues du groupe *thai* ; ces langues ont de fortes tendances au monosyllabisme : on ne sait encore s'il faut les rapprocher des langues sino-tibétaines ou des langues austro-asiatiques (*mōn-khmer*, etc.).

L'art siamois a été, à ses débuts, fortement influencé par l'art khmer, comme en témoignent les monuments de Lopburi (tels le Devasathan et le Prang Sam Yot, faits tous deux de trois tours placées de front et réunies par de courtes galeries). La sculpture siamoise ancienne préfère le bronze à la pierre et cherche à donner une impression de puissance assez brutale. À partir du XIV^e siècle, l'influence khmer est moins sensible : la sculpture siamoise crée alors un type plus fin et plus élégant, mais très maniéré. Une des productions d'art les plus caractéristiques du Siam est le coffre en laque dorée qui sert à enfermer les manuscrits auxquels on attribue une valeur sacrée.

L'Annam.

Au début du XV^e siècle (1418), Lê Loi entre en lutte contre les troupes chinoises des Ming qui, entre 1407 et 1416, ont occupé le Tonkin et détruit la dynastie annamite des Trân. En 1428, il fonde la dynastie des Lê postérieurs, qui connut d'abord de brillants succès. Vers le milieu du XV^e siècle, elle enleva au Çampa toute la partie nord de son territoire et poussa ses armées jusqu'au Binh-dinh. Mais, au début du XVI^e siècle, un grand dignitaire, Mac Dang Dung, s'empare du pouvoir (1527-1529) et le transmet à sa famille. Un rejeton des Lê parvient à se faire proclamer roi en 1633. L'Annam se trouve alors divisé en deux parties : le nord, soumis aux Mac, soutenus par la Chine, le centre et le sud reconnaissant l'autorité des Lê. Vaincus en 1592-1593, les Mac conservent les provinces de Cao-bâng jusqu'en 1677.

Le restaurateur des Lê, Nguyen Kim, mourut en 1545. Son gendre, Trinh Kiem, prit, à la cour des Lê, tout le pouvoir effectif et fonda une dynastie de maires du palais. Un des fils de Nguyen Kim, Nguyen Hoang, réussit à se faire donner (1558) le gouvernement de la province de Thuan-hoa, conquise depuis un siècle sur le Çampa, mais peu sûre et où les Mac intriguaient. Cette province (Haute Cochinchine : régions de Hué et de Tourane) fut d'abord débarrassée des Mac (1571), puis colonisée. Elle jouit de la paix de 1572 à 1627.

En 1600 commence la lutte entre les Nguyen et les Trinh, maires



NIKKŌ : LE CHEMIN DES BOUDDHAS.

Nikkō, célèbre par les grands mausolées des shōgun Iyeyatsu et Iyemitsu, est situé dans un admirable paysage peuplé de temples et de statues.

du palais des Lê, installés à Hanoï. Les Trinh eurent à peu près constamment le dessous (1620-1674). Ils furent médiocrement aidés par les Hollandais, tandis que les Nguyen furent fort bien soutenus par les Portugais. En 1674, l'Annam se trouva divisé en deux royaumes distincts et une longue période de paix commença.

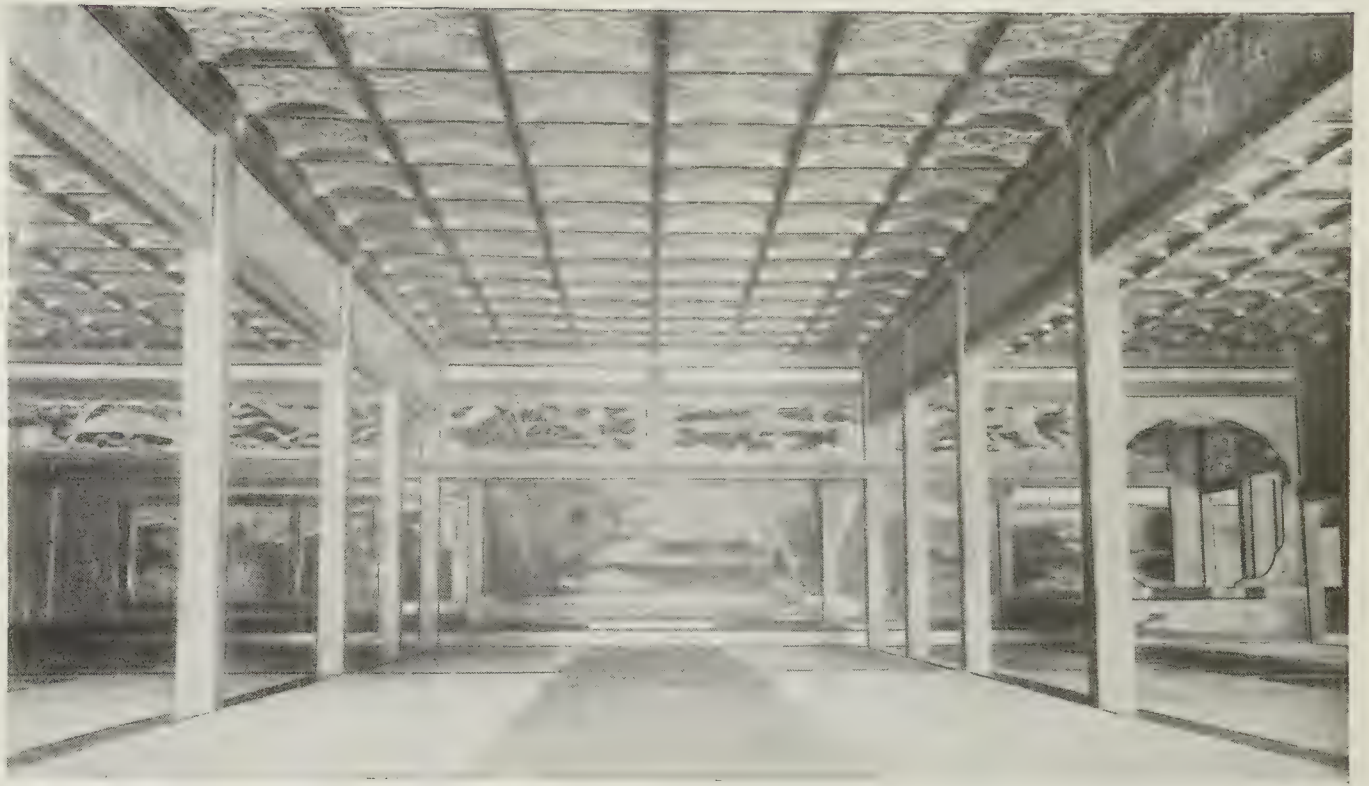
Les Nguyen en profitèrent pour étendre leurs frontières au détriment du Çampa et du Cambodge. Mais des troubles de succession (1765) provoquèrent une grande révolte, celle des Tay-son (1771). Trinh Sum, qui gouvernait alors à Hanoï sous l'autorité nominale de Lê Hien-Ton, entreprit aussitôt la conquête de la région de Hué. Les Tonkinois furent victorieux (1775), mais les Tay-son profitèrent seuls de leur victoire. La dynastie qu'ils fondèrent fut de courte durée. La famille des Nguyen avait dû se réfugier dans les provinces les plus reculées de son ancien royaume. En 1780, son chef, Nguyen Anh, se proclame roi. Il reprend Hué et bat les Tay-son en 1801. Il marche tout aussitôt sur le nord, et entre vainqueur à Hanoï en 1802. Il peut alors réunir sous son autorité tous les pays de langue annamite. Il prend le titre d'empereur du Viet-nam (ancien domaine de sa famille) et de l'An-nam (domaine des Trinh) et le nom de règne de Gia-Long. Il établit sa capitale à Hué et reçoit (1803) l'investiture de l'empereur de la Chine. Il avait été aidé dans ses entreprises par les Français.

III. LE JAPON

DECLIN DE LA FEODALITE. — Le Japon, à la fin du XIII^e siècle (1274-1281), a réussi à repousser l'invasion mongole. En 1392 se termine un essai de restauration du pouvoir impérial. Il n'avait abouti qu'à opposer deux dynasties rivales. Celle du nord (Kyôto) subsista seule, mais dominée par la famille shôgunale des Ashikaga.

Les Ashikaga (1336-1553) ne possédèrent eux-mêmes qu'une puissance fort bornée : elle ne s'étendit guère au delà des environs de Kyôto. Ils possédèrent d'abord la grande plaine orientale, arrosée par les rivières Sumida et Tone (région de Kwantô) dont la principale ville était Kamakura. Une branche cadette la reçut en apanage, se révolta, et fut vaincue, mais le pays fut abandonné à partir de 1439 à la famille des Uesugi. Ceux-ci y furent remplacés par les Hôjô; eux-mêmes continuèrent de dominer, à l'ouest, dans la vallée du Shinano (Echigo). Plus au sud, aux abords du Fuji-yama (est), s'étendait la domination des Takeda (Kai) et, plus à l'ouest, celle des Asukara (Echizen). Ainsi, dans le centre même de Hondo, le pouvoir des Ashikaga était-il limité par celui de quelques grandes maisons. Le nord-est de Hondo (pays de Sendai) appartenait aux Date. L'indépendance des îles du sud était complète. Shikoku dépendait de la famille des Chosôkabe. A Kyûshû s'élevaient plusieurs grandes principautés : celle de Bungo (N.-E.), celle de Hizen (N.-O.) et enfin celle de Satsuma (S.-O.), la plus puissante.

Dans les environs mêmes de Kyôto, si l'on excepte la période paisible du shôgun Yoshimitsu, les guerres féodales se succédèrent sans interruption. L'une d'elles, celle de la période d'Onin (1466-1477), dévasta la capitale. Les rivalités des grands seigneurs se traduisirent en guerres sanglantes. Les abbés et les moines bouddhistes n'étaient pas moins remuants que les daimyô et les samurai. Au centre même de Hondo, près du lac Biwa, dans le massif du mont Hiei (Hiei-san), autour du grand couvent de Hiei, s'étendaient de grands fiefs ecclésiastiques. Les monastères étaient de véritables forteresses, garnies d'hommes d'armes; leurs abbés intervenaient dans toutes les guerres féodales, et même à Kyôto, opprimant empereurs et shôgun. Les querelles de sectes s'ajoutaient aux querelles féodales : on vit, par exemple, les moines de la secte Nichiren incendier le plus



INTÉRIEUR D'UN TEMPLE BOUDDHIQUE (fin du XVI^e siècle). — Grande salle du Nishi Hongwan-ji (Kyôto).

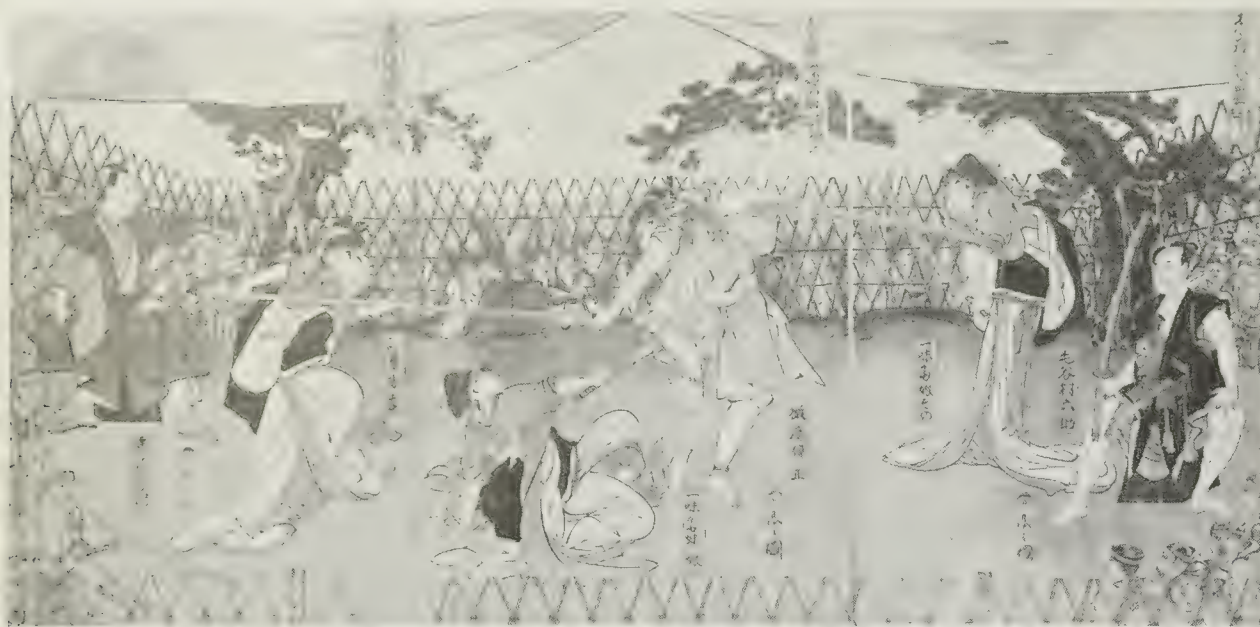
beau temple de Kyôto (le Hongwan-ji), qui appartenait à une secte rivale. L'accroissement des biens de mainmorte était formidable et le clergé bouddhiste n'était pas moins haï qu'il n'était craint.

Tel était l'état politique, lorsque, au début du XVI^e siècle, les marins japonais entrèrent en contact, dans les mers de Chine, avec les marins européens. Ceux-ci, à leur tour, abordèrent au Japon. Le premier qui y débarqua fut sans doute un Portugais, Fernão Mendez Pinto : il arriva à Tanegashima (au sud de Kyûshû) vers 1542-1543, puis il y revint, dans un second voyage, quelques années après. Pinto, dans le récit qu'il a laissé de sa découverte, prétend avoir révélé aux Japonais l'usage des armes à feu. Le fait semble confirmé par les traditions japonaises. L'espoir d'acheter de pareilles armes et d'apprendre à en fabriquer paraît avoir été la principale raison du bon accueil que reçurent les premiers Européens arrivés au Japon.

Avant Pinto, le Japon n'était guère connu que par les récits merveilleux de Marco Polo, qui lui donnait le nom de Zipangu et le représentait comme un pays très riche en or. Le bruit que fit la découverte de Pinto attira au Japon les marchands portugais, hollandais, espagnols. De leur côté, les missionnaires apprirent la route d'une nouvelle terre à évangéliser. Le premier évangéliste fut François Xavier qui, étant à Goa et un peu déçu des mécomptes qu'il avait éprouvés aux Indes, fut frappé par l'enthousiasme de trois néophytes : c'étaient des fugitifs japonais. François Xavier décida de partir pour le Japon. Il y arriva en août 1548. Il y entra par Kagoshima, capitale de la principauté de Satsuma.

Les chefs féodaux du sud désiraient tous entrer en relations commerciales avec les Européens. François Xavier fut fort bien accueilli par eux; il essaya d'atteindre l'empereur ou le shôgun, et comprit, après un pénible voyage à Kyôto, que l'évangélisation ne pouvait faire de progrès que grâce à la protection des seigneurs locaux. Il obtint la faveur du prince de Bungô, Ôtomo Yoshishige, et la conversion de quelques centaines de gens du peuple, groupés en trois communautés. Mais il put avant sa mort (1552) donner aux missions des instructions précises et d'une parfaite intelligence. Les succès obtenus entre 1552 et 1587 furent magnifiques. Plusieurs familles daimyales devinrent chrétiennes. En 1582 une ambassade fut envoyée au pape par les daimyô chrétiens de Kyûshû. Dans le centre du pays, la propagande ne fut pas moins heureuse; ralentie par les troubles politiques entre 1564 et 1568, elle sembla triompher (1587) lorsque Kyûshû appartint à peu près entièrement à des seigneurs chrétiens; lorsque, à Kyôto, fut bâtie (1577) la magnifique église de l'Assomption; lorsque les missions purent s'installer dans la nouvelle capitale, à Ôsaka (1582). Les missionnaires avaient conquis la faveur des deux hommes qui transformèrent alors la vie politique du Japon, Oda Nabunaga et Toyotomi Hideyoshi.

Oda Nabunaga (1533-1582), seigneur du petit fief d'Owari (dans le Tôkaidô), commence (1559-1565) par agrandir son propre domaine qui s'étendit du Fuji-yama au lac Biwa. Il intervient alors à Kyôto dans les révolutions de palais, où les derniers Ashikaga finissent de perdre tout pouvoir. En 1568 il rétablit comme shôgun un Ashikaga, qu'il dépose en 1573. Il doit alors faire face à une coalition des daimyô



ESTAMPE REPRÉSENTANT UNE SCÈNE DE COMBAT JUDICIAIRE.

qui sont ses voisins au nord, Takeda Shingen (Kai) et Uesugi Kenshin (Echigo), alliés à Môri Motonari, seigneur de Nagato, puissant dans tout le sud de Hondo. Vainqueur, il s'attaque aux abbés de Hiei-san et d'Osaka. En 1571 il prend et rase le monastère-forteresse du mont Hiei; il n'arrive pas à prendre Osaka de force, mais, après une négociation où il fit intervenir l'empereur, il réussit à transférer au nord de Hondo (1580) les terribles moines d'Osaka. Il prononça enfin un ordre de proscription contre les moines de la secte Nichiren. Il paraissait être le maître du centre de Hondo lorsqu'il périt dans une mutinerie.

Toyotomi Hideyoshi était un soldat de fortune à qui Nabunaga avait donné un fief dans la région d'Osaka. Il vengea la mort de son maître et comme lui travailla à l'unification du Japon. Il s'établit à Osaka : il y bâtit (1582) un grand château (Kin-jô, le château doré) dans le site de l'ancien monastère-forteresse. Il entreprit alors de réduire à l'obéissance les seigneurs de Shikoku (1585) et de Kyūshū. Il fut appelé dans cette dernière île par le daimyō de Bungo, en lutte contre le prince de Satsuma : après une campagne heureuse sur terre et sur mer, il réduisit Satsuma à son ancien domaine, partageant (1587) l'île entre des seigneurs favorables à la propagande chrétienne. En 1590, Hideyoshi entre en campagne contre les daimyō du Nord. Il prend Odawara et détruit cette forteresse des Hōjō. Les Date, au nord-est de Hondo, et les Mori, au sud-ouest, se soumettent à lui.

Comme Nabunaga, Hideyoshi semble avoir pensé à reconstituer l'unité nationale du Japon en se servant de l'idée impériale. Il songea à une expédition en Corée, qui serait une guerre nationale et qui aurait l'avantage de débarrasser le Japon des grandes bandes d'hommes d'armes. Il pensait même à la conquête de la Chine : les expéditions des corsaires japonais dans les ports chinois du sud avaient révélé la faiblesse des Ming. A partir de 1592, deux armées japonaises opérèrent en Corée. Séoul fut pris sans difficulté ; l'une des deux armées remonta vers le nord. L'autre marchait sur le Yalou, où elle se heurta aux Chinois. Elle dut reculer et, finalement, Japonais et Chinois négocièrent. Les Chinois offrirent à Hideyoshi de le reconnaître au Japon en tant que roi vassal de la Chine. Hideyoshi refusa et envoya une nouvelle armée en Corée. Elle ne put arriver jusqu'à Séoul et faillit être obligée de capituler. En fin de compte, les expéditions japonaises n'avaient servi qu'à permettre l'établissement des Chinois en Corée.

Hideyoshi se fut peut-être obstiné. Il mourut en 1598. Une période de trouble commença alors, dont devait sortir la puissance des Tokugawa.

LES TOKUGAWA. — Un des officiers de Nabunaga et de Hideyoshi, Tokugawa Iyeyasu, s'alliant à la famille daimyale du Nord, les Date, parvint à s'emparer du pouvoir, après avoir, en 1600, battu à Sekigahara (nord-est du lac Biwa) une coalition où étaient entrés la plupart des seigneurs du centre et du sud du Japon. Cette victoire fut complétée par une campagne dans Kyūshū. En 1603, Iyeyasu releva à son profit le titre de shōgun. Il eut en 1614-1615 à réprimer une tentative de révolte des partisans du fils d'Hideyoshi, Hideyori. Il put s'emparer du château d'Osaka. Hideyori se suicida ; tous les siens furent exterminés.

Iyeyasu plaça à Yedo (aujourd'hui Tōkyō) la capitale du shōgunat. Kamakura perdit son ancienne importance. Kyōto resta la capitale

impériale : l'empereur y vivait au milieu de *kuge* (nom des membres de la noblesse impériale), sans autorité ni fortune. A Yedo, les premiers Tokugawa établirent une cour magnifique. Ils obligèrent les daimyō à se considérer comme leurs vassaux directs et à leur envoyer leurs enfants comme otages. L'ancienne noblesse féodale se transforma ainsi en noblesse de cour. Les shōgun parvinrent, à l'aide d'une surveillance policière très rigoureuse, à faire régner la paix dans l'ensemble du Japon. Cette paix fut désastreuse pour la plupart des grands seigneurs, obligés d'entretenir, sans en retirer nul profit, les samurai attachés à leurs fiefs. Les châteaux et les mœurs féodales furent dès lors ruinés.

Des canons et des armes à feu, importés par les Européens, ont joué un rôle important dans les guerres par lesquelles, après Nabunaga et Hideyoshi, Iyeyasu arriva à clore l'ère active

de la féodalité japonaise. De même la faveur prêtée à la propagande chrétienne permit de diminuer le prestige du bouddhisme : elle fut opportune au moment où il s'agissait de détruire la féodalité ecclésiastique.

Nabunaga était venu à bout des plus dangereux monastères. Dès le temps de Hideyoshi, la bienveillance à l'égard des missionnaires chrétiens cesse d'être pleine et entière. En 1587, au moment même où Hideyoshi semble livrer Kyūshū aux chrétiens, il rend un édit ordonnant à tous les Portugais de quitter le Japon. Quelques églises furent détruites et un certain nombre de chrétiens exécutés. En 1590, les envoyés partis de Kyūshū en 1582 revinrent avec de riches présents : Hideyoshi ne fit point appliquer son édit. Le nombre croissant des conversions de daimyō l'inquiétait cependant. Parmi les grandes bandes qu'il envoya se battre en Corée, en 1792, nombreux étaient les daimyō chrétiens : ils composaient à peu près uniquement à eux seuls une des deux armées. Un nouvel édit de proscription (fin 1596) fut déterminé par les querelles des missionnaires, les excès des franciscains espagnols, les propos imprudents de marins espagnols donnant à penser que la propagande chrétienne servait de prélude à une intervention politique des Européens. Il y eut d'assez nombreuses exécutions, mais aucune de personnages marquants.

Iyeyasu, pour prendre le pouvoir, eut à vaincre une coalition dont faisaient partie la plupart des daimyō chrétiens. Il ne prit d'abord aucune mesure violente, mais, dès sa victoire, les apostasies se multiplièrent, particulièrement parmi les seigneurs du Sud. En 1613 (octobre),



CHATEAU DE NAGOYA, type de forteresse féodale.

le plus puissant des seigneurs du Nord, le prince de Sendai, Date Masamune, envoya une ambassade au roi d'Espagne. Les Date avaient été les plus fermes soutiens des Tokugawa : un revirement de leur part risquait d'ébranler la puissance toute fraîche du nouveau shōgun, dont le propre fils intriguait avec les Date. Le décret de proscription des chrétiens suivit de près le départ de l'ambassade. Il fut très rigoureusement appliqué : tous les prédicateurs japonais ou étrangers devaient être expulsés, les églises détruites, les convertis obligés à apostasier. Il y eut à peine quelques résistances de la part des daimyō.

Le successeur de Iyeyasu, Hidetada (1616-1623), maintint très strictement la même politique. Le troisième Tokugawa, Iyemitsu (1623-1649), l'aggrava dès la première année de son avènement. Près de deux mille chrétiens furent mis à mort et tous les seigneurs obligés d'exécuter les ordres précis du shōgun. Une sédition paysanne (1637-1638), dans l'île de Kūyshū (à Shimabara), donna l'occasion d'exterminer les derniers Japonais qui se disaient chrétiens. Les missionnaires qui abordèrent au Japon, tels les jésuites qui, en 1642, essayèrent de reprendre leur apostolat, furent impitoyablement mis à mort. (Dans quelques cantons paysans, on continua de pratiquer en secret le catholicisme : découverts en 1867, ces tenaces adeptes de la foi étrangère furent persécutés jusqu'en 1873.)

Iyeyasu tarda à sévir contre les chrétiens et ne sévit que par intermittence. Il était préoccupé par le désir d'accroître la puissance maritime et commerciale du Japon. Les Japonais, après avoir pratiqué la course sur les rivages de la Chine, s'étaient aventurés jusqu'aux Philippines, en Annam, au Cambodge, au Siam. Les seigneurs du Sud (Hizen, Satsuma) encourageaient ces expéditions et songeaient à des conquêtes qui leur eussent valu un supplément de ressources et de prestige. Ils se heurtèrent aux Portugais établis à Macao en 1557, aux Espagnols fixés à Manille en 1571. Ils virent, en 1624, les Hollandais s'installer à Formose, où eux-mêmes n'avaient point réussi à s'établir. Ils tentèrent d'abord de lutter contre ces rivaux puissamment armés et pensèrent pouvoir utiliser contre les Portugais et les Espagnols, qu'ils jugeaient les plus dangereux, les Hollandais et les Anglais : ceux-ci poussèrent à la persécution des catholiques. Un bateau hollandais combattit en 1637 contre les rebelles de Shimabara. Un Anglais, William Adams, arrivé au Japon en 1600, fut employé à construire une flotte commerciale : Iyeyasu n'avait point encore l'intention de fermer complètement le Japon aux contacts étrangers.

Anglais et Hollandais, après avoir attisé la persécution contre les Espagnols et les Portugais, finirent par être eux aussi soupçonnés. Les Anglais, accusés d'être les émissaires du pape, furent chassés du Japon en 1623. En 1641, les Hollandais durent accepter de ne plus amener de vaisseaux que dans l'îlot de Deshima (Dejima, près Nagasaki). Dès 1636, interdiction avait été faite à tout Japonais de sortir du pays. Les Hollandais de Deshima furent rigoureusement isolés et soumis à une surveillance constante de la police. Ils devaient porter une fois l'an des hommages à Yedo. Ils y étaient traités en prisonniers



ARRIVÉE DES PORTEURS DE DIME. — Peinture de Bunchō.

et se voyaient exhibés et tournés en dérision. A la fin du XVII^e siècle, le commerce que les Japonais consentaient à faire avec eux fut de plus en plus restreint. Au début du XVIII^e siècle, toute exportation de métaux (c'était la seule exportation importante) fut à peu près interdite. A partir de 1790 on n'autorisa plus les Hollandais qu'à faire aborder un seul vaisseau par an. Ainsi les Tokugawa en étaient arrivés à fermer complètement le Japon à tout étranger.

Ce revirement complet de la politique japonaise s'explique en partie par la crainte qu'eurent les shōgun des intrigues que quelques daimyō (et même le propre fils de Iyeyasu) essayèrent de lier avec les Européens. La raison profonde en est le désir d'un retour à la culture proprement nationale. Les sectes bouddhistes avaient été les premières victimes de cette poussée traditionaliste. Les catholiques et tous les étrangers en pâtirent à leur tour. Le Japon se replia sur lui-même, abandonnant, pour l'instant, toutes ses espérances de conquêtes maritimes.

Les Tokugawa ne persécutèrent plus le bouddhisme, devenu inoffensif ; ils protégèrent le confucisme orthodoxe. Mais, dès la fin du XVIII^e siècle, un fort courant d'intérêt pour la littérature d'inspiration exclusivement japonaise se manifesta dans les œuvres de Kamo Mabuchi (1697-1769) et de Motoori Norinaga (1730-1801). Sous le gouvernement despotique et pacifique des Tokugawa, le Japon connaît une ère de recueillement pendant laquelle le sentiment national va se renforçant. L'organisation politique n'est plus féodale qu'en apparence. Les shōgun exercent tout le pouvoir. Mais dans le pays dont l'unité est à peu près réalisée, l'idée monarchiste est tout près de se dégager.

LITTÉRATURE. — L'époque des Ashikaga, troublée par les compétitions féodales, est l'une des périodes les moins brillantes de l'histoire littéraire du Japon. La littérature de cour cède le pas à une littérature monastique, tandis que commence à paraître une littérature populaire. Les productions les plus caractéristiques sont des No, danses dramatiques qu'accompagne une déclamation chantée : les sujets sont d'ordre historique, l'inspiration est d'ordinaire bouddhique. Le spectacle des No plaisait surtout à l'aristocratie, et, pendant la période suivante (période de Yedo), les shōgun Tokugawa et les plus riches daimyō entretenirent des troupes spécialisées dans l'art du No. Du No se rapproche le Kyōgen, sorte d'intermède comique, dont les héros sont plus humbles, mais dont l'inspiration reste bouddhique. Les courts poèmes en prose restent à la mode (*tanka* et *uta*), mais la faveur va aussi aux *renka*, longues poésies d'un style moins précieux, d'où ne sont pas bannies les expressions du langage courant. Parmi les œuvres de prose, celle qui eut l'influence la plus profonde est une sorte de roman historique (anonyme) le *Taiheiki* : il a pour sujet la tentative de restauration impériale de Go-daigo (XIV^e siècle). Très célèbre, il était l'objet de récitations publiques ; son influence sur les écrivains nationalistes du XVIII^e siècle fut très grande.

Pendant la période Keichō (1596-1614)



TOMBEAUX DES QUARANTE-SEPT RŌNIN, A TŌKYŌ. (L. UNDERWOOD.)

apparaît à Kyōto une forme nouvelle de spectacle, qui consistait en danses de marionnettes (*ayatsuri*) accompagnées de chants (*yoruri*) ; elle garda la faveur jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et paraît avoir eu beaucoup d'importance pour le développement des théâtres publics. Ceux-ci tinrent une place de premier plan dans la vie japonaise à partir du début du XVIII^e siècle. Alors vécut un auteur de grand talent qui fixa les règles du genre : Chikamatsu Monzaemon (1652-1724). Ses pièces s'inspirent de sentiments religieux et moraux et visent à exalter le sentiment national.

C'est encore au XVIII^e siècle que le roman prend un caractère populaire. Les romanciers de tout genre (sentimental, plaisant, réaliste) sont alors très nombreux. Le plus célèbre est Bakin (1767-1848), romancier d'une extrême fécondité, auteur de deux cent soixante œuvres, que les Japonais aiment à comparer à Walter Scott. Dramaturges et romanciers se plaisent à insister sur les sentiments d'honneur chevaleresque : une des histoires les plus exploitées est celle des *Quarante-sept Rōnin* (les *rōnin* sont des sortes de chevaliers errants).

La littérature populaire du XVIII^e siècle se rattache en partie à la période troublée de Nabunaga et de Hideyoshi, où les mœurs se renouvelèrent. Mais les premiers Tokugawa favorisèrent la littérature savante. Celle-ci atteignit son plus grand éclat pendant la période Genroku (1688-1703) qui fut une ère classique. Tant à la cour impériale de Kyōto qu'à la cour shōgunale de Yedo, la faveur alla à la littérature d'inspiration chinoise : de nombreuses écoles furent formées (souvent par des écrivains hommes d'État) qui développèrent soit les théories de Tchou Hi, soit, plus encore, celles de Wang Yang-ming, tels par exemple Nakae Tōju et Kumazawa Banzan, tandis que d'autres, plus traditionalistes encore, cherchaient à remettre en honneur le confucéisme primitif.

Même dans les milieux les plus aristocratiques, la littérature d'inspiration proprement nationale l'emporte dès la deuxième partie du XVIII^e siècle. Les courts poèmes à forme fixe (*tanka*, *haikai*) paraissent en foule. Le *haikai*, d'abord comique et facétieux, était redevenu, avec Bashō (1643-1694), une sorte de poème philosophique en dix-sept syllabes. D'innombrables poètes (entre autres « les Dix génies ») portèrent ce genre à la perfection. Vers le même temps, parurent aussi de très courts poèmes populaires, chantés avec accompagnement de *samisen* (guitare à trois cordes). Mais le fait le plus caractéristique de cette période littéraire est une sorte de renaissance, obtenue par un retour aux traditions nationales. Elle devait aboutir, avec un propagandiste comme Hirata Atsutane et sous l'influence d'œuvres historiques telles que : *Dai-Nihon-shi* et *Nihon-Gwaishi*, à préparer le mouvement d'idées qui, au milieu du XIX^e siècle, devait être fatal au shōgunat. Pendant la période de retraite inaugurée par l'expulsion des étrangers, le Japon fait de plus en plus effort pour que sa littérature elle-même aide à la formation d'un esprit nationaliste dont les empereurs, cloîtrés à Kyōto, finiront par profiter.

LES ARTS. — L'influence prise par la secte bouddhiste Zen, quiétiste et militaire, fit adopter, au temps des Ashikaga, un idéal de simplicité raffinée peu favorable à l'architecture et à la grande sculpture ; c'est alors l'époque des masques sculptés pour les No et les Kyōgen et des gardes de sabre sobrement ciselées. L'art de la laque et celui de la porcelaine (ce dernier en est à ses débuts quand commence le XVI^e siècle) s'inspirent des traditions chinoises, de même qu'en peinture l'école de Kano. Les portraits et les paysages de Kano Motonobu (1476-1559) sont d'inspiration bouddhique.

La courte période dite de Toyotomi (Hideyoshi) se ressent de l'esprit de conquête et de renouveau qui anima alors le Japon. Les principales constructions furent les châteaux de Momoyama et d'Osaka. L'arrivée de nombreux artisans coréens fit faire de grands progrès à la céramique. La sculpture est surtout décorative ; le sculpteur le plus célèbre est Hidari Jingorō (1594-1634), qui décora le château de Nagoya et le temple de Iyeyasu à Nikkō.

Sous les Tokugawa, se marque un retour vers la simplicité raffinée. La discipline stricte établie par les shōgun est étendue par eux au monde des arts. Les peintres de l'école Kano deviennent des peintres officiels et pratiquent un art académique. Comme pour la littérature, un double renouveau se produit cependant. D'une part, à Kyōto, sous l'influence d'artistes chinois, réfugiés au Japon après la chute des Ming, se créent trois écoles d'inspiration réaliste. D'autre part, se fonde une école populaire (Ukiyoe) d'où sortiront les maîtres les plus célèbres des XVII^e et XVIII^e siècles.

Un des plus grands maîtres de la période est Kōrin, peintre et laqueur (1660-1716) : c'est un décorateur dont le dessin admirable-

ment précis semble naïf. Bien qu'il n'appartienne pas à l'école Ukiyoe, il a parfois peint des scènes de la vie courante. Il est surtout célèbre pour ses fleurs et ses animaux. Les « Biches » de Kōrin passent à juste titre pour un des chefs-d'œuvre de la peinture.

Moronobu, créateur de l'estampe japonaise ; Kwaigetsu-do, peintre des courtisanes ; Haronubu (1718-1770), inventeur de l'impression polychrome ; Kyonaga, qui fit d'admirables illustrations de livres ; Koryusai, autre graveur travaillant à l'illustration ; Utamaro, qui peignit les fêtes et les plaisirs japonais ; Hokusai (1760-1849), le peintre du Fuji, des ponts, des cascades, sont reconnus comme les grands maîtres du temps des Tokugawa. Utamaro est surtout renommé comme coloriste ; il allonge les figures et cherche à donner à ses personnages de femmes une grâce aristocratique. Le talent d'Hokusai a quelque chose de plus varié et de plus robuste, mais aussi de plus vulgaire. Utamaro et Hokusai (ainsi que Hiroshige [1792-1858]) ont été d'abord les artistes japonais les plus prisés des Européens. Ils leur préférèrent aujourd'hui Kōrin et Kyonaga.

La prédilection pour l'art de l'estampe, au détriment de la grande peinture, est un des traits de la seconde période des Tokugawa. Tous les autres arts, sauf la laque (dans les écoles de Nagoya et de Kanazawa) et la céramique, qui reste très inférieure à la céramique chinoise, paraissent en décadence. Les artistes japonais du XVIII^e siècle produisent des bibelots souvent exquis. Leur art semble plus près de la vie que celui de leurs grands ancêtres du temps de Nara ou de Kamakura ; il a infiniment moins de force et de noblesse.

BIBLIOGRAPHIE

CHINE, INDOCHINE, JAPON

CHINE. — CORDIER (Henri), *Bibliotheca sinica* (2^e éd., 1904-1908 ; suppl. 1923-1924). — COULING (S.), *Encyclopedia sinica* (Shanghai, 1917). — GILES (H.-A.), *Chinese biographical dictionary* (Londres, 1898).

Du MAILLA, *Histoire générale de la Chine* (1777-1785, 13 vol.). — WIEGER, *Textes historiques* (Rudiments) [Ho-kien fou, 1903, 3 vol.]. — COURANT (M.), *L'Asie centrale aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Lyon, 1912). — IMBAULT-HUART, *L'île de Formose* (1878). — GROUSSET (R.), *Histoire de l'Asie* (1922, t. III).

WIEGER, *Histoire des croyances religieuses et des opinions philosophiques en Chine* (Ho-kien fou, 1917). — GRANET (Marcel), *La Religion des Chinois* (1922). — DE GROOT, *The Religious system of China* (Leyde, 6 vol.). — CHAVANNES (E.), *Les Saintes Instructions de l'empereur Hong-wou* (Bulletin de l'École française d'Extrême Orient, 1903).

GRUBE (W.), *Geschichte des chinesischen Litteratur* (Leipzig, 1902). — GILES (H.-A.), *History of Chinese literature* (Londres, 1901). — IMBAULT-HUART, *La Poésie chinoise du XIV^e au XIX^e siècle* (1886). — VISSIÈRE (A.), *Biographie de Jouan Yuan* (T'oung Pao, II, V).

BUSSELL (S.-W.), *L'Art chinois* (trad. d'Ardenne de Tizac, 1910). — RIVIÈRE (H.), *La Céramique dans l'art de l'Extrême Orient* (1921). — D'ARZENNE DE TIZAC, *Les Étoffes de la Chine* (1921). — HOBSON (R.-L.), *A Guide to the pottery and porcelain of the Far East* (British Museum, 1924). — WALEY (A.), *An index of Chinese Artists represented in the Sub-Department of oriental prints and drawings of the British Museum* (Londres, 1922).

INDOCHINE. — CORDIER (H.), *Bibliotheca indosinica* (1912-1915, 4 vol.).

DOUDART DE LAGRÉE, *Voyage d'exploration en Indochine* (publié par Francis Garnier, 1873, 2 vol., 2 atlas). — DAMRONG (le prince), *The History of Siam* (Bangkok, 1914). — GRAHAM (W.-A.), *Siam* (Londres, 1924). — COEDÈS (M.-G.), *Les Origines de la dynastie de Sukhodaya* (Journal Asiatique, 1920, t. I) ; — *Recueil des inscriptions du Siam* (Bangkok, 1924). — NAI THIEN, *Burmese invasions of Siam* (Journal of Siam society, t. V, I). — BLAGDEN (C.-O.), *Epigraphia Birmanica* (Rangoon, 1923). — HARVEY, *History of Burma* (1925).

CADIÈRE (L.) et PÉLLIOT (P.), *Premières études sur les sources annamites de l'histoire d'Annam* (Hanoï, B. E. F. E. O., 1904). — CADIÈRE (L.), *Tableau chronologique des dynasties annamites* (Hanoï, B. E. F. E. O., 1905) ; — *Le Mur de Dong-Hoi, étude sur l'établissement des Nguyen en Cochinchine, XVI-XVIII^e siècles* (Hanoï, B. E. F. E. O., 1906). — TRUONG-VINH-KY, *Cours d'histoire annamite* (Saïgon, 1877-1879, 2 vol.). — RUSSIER (H.) et MAYBON (Ch.-B.), *Notions d'histoire annamite* (Hanoï, 1909). — MASPERO (H.), *Études d'histoire d'Annam* (Hanoï, B. E. F. E. O., 1916 et 1918). — DEVÉRIA, *Histoire des relations de la Chine avec l'Annam-Vietnam* (1880).

JAPON. — WENCKSTERN, *A bibliography of the Japanese Empire* (Leyde, 1895 ; Tokyo, 1907, 2 vol.). — CORDIER (Henri), *Bibliotheca japonica* (1912). — PAPINOT (E.), *Dictionnaire d'histoire et de géographie du Japon* (Tokyo, 2^e éd., 1908). — REIN (J.-J.), *Japan nach Reisen und Studien* (Leipzig, 1881-1886, 2 vol.).

BRINKLEY (F.), *Japan, its History, Arts and Literature* (Londres, 1903-1904, 12 vol.). — LA MAZELIÈRE, *Le Japon, histoire et civilisation* (1901 et suiv., 5 vol.). — MURDOCH and YAMAGATA, *History of Japan during the century of early foreign intercourse*. — STEICHEN (M.), *The Christian Daimyō. A Century of religious and political history in Japan* (Tokyo, 1903). — ANESAKI, *Quelques pages de l'histoire religieuse du Japon* (1921).

ASTON (W.-G.), *Littérature japonaise* (trad. Davray, 1902). — FLORENZ, *Geschichte der japanischen Litteratur* (Leipzig, 1906) ; — *Histoire de l'art du Japon* (publ. par la Commission japonaise à l'Exposition de 1900). — TAJIMA (S.), *Selected Relics of Japanese Arts* (Tokyo, 1899-1908, 20 vol.). — MORISSON (A.), *The Painters of Japan* (Londres, 1920, 2 vol.). — SEIDLITZ (de), *Les Estampes japonaises* (trad. Lemoine, 1911). — FOCILLON, *Hokousai* (1914) ; — *The Kokka* (revue d'art, Tokyo, depuis 1889).



TABLE DES MATIÈRES*

LIVRE SEPTIÈME

LA RENAISSANCE ET LA RÉFORME

LE CHAPITRE PREMIER A ÉTÉ TRAITÉ PAR M. HENRI FROIDEVAUX; LES CHAPITRES II ET III, PAR M. ALBERT PINGAUD; LE CHAPITRE IV, PAR MM. CHARLES FLORISOONE (LETTRES, ARTS) ET FRANCISQUE MAROTTE (SCIENCES); LE CHAPITRE V, PAR M. HENRI GAILLARD

I. LA FIN DU MOYEN AGE ET L'AUBE DES TEMPS MODERNES. — Caractères généraux de la période, 1. — I. LES FAITS POLITIQUES INTELLECTUELS, RELIGIEUX, ÉCONOMIQUES, 1. — Unification territoriale des États de l'Europe occidentale, 1. — Diminution de l'autorité du pape et de l'empereur, 2. — Prédominance des intérêts individuels des nouveaux États, 2. — La Royauté en marche vers l'absolutisme, 2. — Gravité de la crise traversée par l'Église, 3. — Importance de la bourgeoisie, 3. — Signes précurseurs d'une révolution intellectuelle, 4. — II. INVENTIONS ET DÉCOUVERTES, 4. — L'Imprimerie, 4. — La Poudre à canon, 6. — La Boussole, 7. — Les Portulans, 7. — III. LA CONNAISSANCE DU MONDE, 8. — Quand et pourquoi ont commencé les grandes découvertes, 8. — Les Missions d'Asie, 8. — Marco Polo, 8. — Les Premières Explorations de la mer atlantique, 9. — Le Royaume de Portugal au ^{xv}^e siècle, 9. — Diego Cam, Barthélemy Diaz et Vasco de Gama, 10. — Christophe Colomb, 11. — La Seconde Génération de découvreurs, 12. — Le Premier Voyage autour du monde, 12. — Participation de la France et de l'Angleterre aux grandes découvertes, 12. — IV. CONSÉQUENCES DES GRANDES DÉCOUVERTES. DÉBUTS DE LA COLONISATION MODERNE, 12. — Les Premiers Comptoirs portugais, 12. — L'Œuvre conquérante; Albuquerque, 13. — Fragilité de l'Empire portugais, 13. — Les Premiers Établissements des Espagnols au Nouveau Monde, 13. — Cortez au Mexique, 13. — Pizarre et Almagro sur les plateaux des Andes, 14. — Valdivia et Mendoza, 14. — Organisation de l'empire colonial espagnol, 14. — Déplacement du centre de gravité du monde politique, 15. — Le Système du monopole, 15. — Abondance des épices et des métaux précieux, 16. — Ouverture des routes océaniques, 16. — Développement de l'esprit critique, 16. — Diffusion du catholicisme, 16. — Dépopulation du Nouveau Monde, 16. — Destruction des civilisations indigènes, 17. — V. LES ANCIENNES CIVILISATIONS DU NOUVEAU MONDE, 17. — Demi-civilisation des anciens Américains, 17. — Existence de véritables sauvages, 17. — Les Demi-civilisations des hauts plateaux, 17. — Les Sociétés organisées de l'Amérique précolombienne, 18. — Les Nahuas; l'Empire aztèque, 18. — Les Peuples Mayas-Quiché, 18. — Les Peuples chibchas, 19. — Les Civilisations Quichuas-Aymaras, 19. — Les Incas, 19.

II. HISTOIRE INTÉRIEURE DE LA FRANCE DE CHARLES VIII A HENRI II. — Le Pouvoir royal, 21. — La Minorité de Charles VIII, 21. — La Guerre folle, 21. — Réunion de la Bretagne à la France, 22. — La Majorité de Charles VIII, 22. — Louis XII, 22. — Les Traités de Blois, 23. — Mort de Louis XII, 23. — François I^{er}, 23. — Henri II, 24. — Le Protestantisme français sous François I^{er} et Henri II, 24. — La France à la mort de Henri II, 24. — La Cour, 25. — Le Gouvernement, 25. — Les Progrès économiques et intellectuels, 27. — La France et l'Europe, 27.

III. LES GUERRES D'ITALIE ET LA RIVALITÉ DES MAISONS DE FRANCE ET D'AUTRICHE. — État de l'Italie à la fin du ^{xv}^e siècle, 28. — L'Italie et l'Europe, 29. — Conquête de Naples par Charles VIII, 29. — Perte de Naples, 30. — L'Italie après l'expédition de Charles VIII, 31. — Louis XII; Conquête du Milanais, 31. — Conquête et perte de Naples, 32. — Jules II; Révolte de Gênes, 32. — Guerre contre Venise, 32. — Guerre contre la Sainte Ligue, 33. — Guerre contre la Ligue de Malines, 33. — François I^{er}; la Campagne de Marignan, 34. — Charles-Quint; la Rivalité des

maisons de France et d'Autriche, 34. — Résultats des guerres d'Italie, 42.

IV. LA RENAISSANCE. — I. LES LETTRES, 44. — Littérature italienne, 45. — Littérature espagnole, 47. — Littérature française, 49. — Littérature anglaise, 53. — Littérature allemande, 54. — II. LES SCIENCES, 55. — Les Mathématiques, 55. — L'Astronomie, 56. — Les Sciences physiques et chimiques, 57. — Les Sciences naturelles et la médecine, 57. — Les Sciences géographiques, 58. — III. LES ARTS, 59. — Italie, 59. — France, 64. — Flandre, 67. — Hollande, 68. — Allemagne, 68. — Angleterre, 69. — Espagne et Portugal, 70. — Les Arts mineurs, 71.

V. LA RÉFORME. — I. LA CRISE RELIGIEUSE DU ^{xvi}^e SIÈCLE, 74. — II. LA RÉFORME ALLEMANDE, 75. — Martin Luther, 76. — La Diète de Worms, 77. — La Confession d'Augsbourg, 78. — La Ligue de Smalkalde, 78. — La Paix d'Augsbourg, 79. — Caractères et conséquences politiques du luthéranisme, 79. — III. LA RÉFORME EN SUISSE. ZWINGLE, 80. — IV. LES DÉBUTS DE LA RÉFORME EN FRANCE, 81. — Le Gallicanisme, 81. — Lefèvre d'Étaples; le Cénacle de Meaux, 81. — Développement de la Réforme, 82. — Henri II et les réformés, 82. — L'Adhésion bourbonnienne; le Synode de 1559, 82. — V. LA RÉFORME A GENÈVE. CALVIN, 83. — La Commune de Genève avant Calvin, 83. — Calvin à Genève, 84. — Luthéranisme et calvinisme, 85. — VI. LE LUTHÉRANISME DANS LE NORD ET DANS L'EUROPE CENTRALE, 85. — VII. LA RÉFORME EN ANGLETERRE ET EN ÉCOSSE. LES TUDORS, 86. — Henry VII, 86. — Henry VIII, 87. — Édouard VI, 91. — Marie Tudor, 91. — Elizabeth, 91. — Ses conseillers, 92. — Introduction de la Réforme en Écosse, 93. — Elizabeth et Marie Stuart, 93. — L'« Invincible Armada », 94. — La Politique extérieure d'Elizabeth, 94. — VIII. LA CONTRE-RÉFORME, 95. — La Réforme en Italie, 95. — Les Projets de contre-Réforme, 95. — La Réforme du clergé régulier: les jésuites, 95. — Le Concile de Trente, 96. — IX. L'ESPAGNE SOUS PHILIPPE II; FORMATION DE LA RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES, 96. — Rome et l'Espagne, 96. — La Politique de Philippe II, 97. — Carlos I^{er} et la centralisation monarchique, 97. — Caractère de Philippe II, 97. — L'Inquisition, 98. — Unification de la péninsule Ibérique, 98. — La Lutte contre les Musulmans, 99. — La Lutte contre le protestantisme dans l'Europe occidentale, 99. — Les Prodromes de la révolte des Pays-Bas, 99. — La Révolte des Pays-Bas contre l'Espagne, 99. — Scission des provinces hollandaises et belges, 100. — L'Intervention anglaise et la riposte de Philippe II, 100. — Les Agissements de Philippe II en France, 101. — La République des Provinces-Unies, 101. — Mort de Philippe II, 102. — X. LES GUERRES DE RELIGION EN FRANCE. LA RECONSTRUCTION DU ROYAUME SOUS HENRI IV, 102. — Les Orientations de la politique française, 102. — Les Partis opposés: Bourbons contre Guises, 102. — Catherine de Médicis et la politique d'équilibre, 102. — Michel de l'Hospital et la politique de tolérance, 103. — Les Premières Guerres de religion, 103. — Les Projets de Coligny; la Saint-Barthélemy, 104. — Les Débuts du règne de Henri III, 105. — La Ligue, 105. — Henri de Navarre et la lutte contre l'Espagne, 106. — L'Édit de Nantes, 107. — Henri IV et Sully, 107. — La Reconstruction du royaume, 107. — La Reconstruction de l'autorité royale, 108. — La Politique extérieure de Henri IV, 109. — Assassinat de Henri IV, 110. — XI. L'EUROPE A LA FIN DU

* Pour les noms et qualités des collaborateurs, se reporter à la liste donnée en tête de l'ouvrage.

XVI^e SIÈCLE, 110. — La Fin du temps des guerres religieuses, 110. — Conséquences de la Réforme dans les pays protestants, 110. — Les Groupements politico-religieux de l'Allemagne, 111. — Éclipse du Danemark et débuts de la puissance suédoise, 111. — Scission religieuse et politique aux Pays-Bas, 112. — Despotisme politique et religieux en Angleterre, 112. — La Tolérance dans la France catholique, 112. — Décadence de l'Espagne, 113. — Hégémonie de l'Espagne en

Italie, 113. — Persistance de la ligue des treize cantons, 113. — La Lutte religieuse dans les domaines de la maison d'Autriche, 113. — Retour sur l'histoire de Pologne, 113. — La Lutte pour l'hégémonie de la Baltique, 114. — L'Œuvre d'unification du tsar moscovite Ivan III, 115. — Relations avec l'Europe, 115. — Ivan IV le Terrible, 115. — Essor de la puissance turque en Europe sous Soliman II. Assujettissement des peuples slaves, 116.

LIVRE HUITIÈME

LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

LE CHAPITRE PREMIER A ÉTÉ TRAITÉ PAR M. LOUIS BATIFFOL; LE CHAPITRE II, PAR M. OLIVIER MARTIN; LE CHAPITRE III, PAR M. LOUIS BOUGIER; LE CHAPITRE IV, PAR M. LOUIS FARGES; LE CHAPITRE V, PAR M. C.-G. PICAUVET; LE CHAPITRE VI, PAR M. HENRI GRAPPIN; LE CHAPITRE VII, PAR MM. FERNAND BALDENSPERGER (LETTRES), FRANCISQUE MAROTTE (SCIENCES), HENRI FROIDEVAUX (DÉCOUVERTES GÉOGRAPHIQUES), GABRIEL ROUCHÈS (BEAUX-ARTS)

I. L'EUROPE DE 1610 A 1661. — I. LA POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA FRANCE, 119. — Régence de Marie de Médicis, 119. — La Faveur de Concini, 120. — Les États généraux de 1614, 120. — Assassinat de Concini, 121. — Le Duc de Luynes, 121. — Le Ministère du cardinal de Richelieu, 122. — Oppositions et campagnes contre le cardinal, 123. — L'Affaire de Chalais, 123. — L'Activité de Richelieu, 123. — Le Siège de La Rochelle, 124. — La Journée des dupes, 125. — La Révolte de Montmorency, 125. — Gaston et le duc de Lorraine, 125. — Naissance de Louis XIV, 126. — Mort de Richelieu et de Louis XIII, 126. — La Minorité de Louis XIV, 127. — La Régence d'Anne d'Autriche, 127. — Les Débuts de la Fronde, 127. — La Guerre civile, 128. — La Rentrée du roi à Paris, 129. — L'Exil de Mazarin, 129. — La Guerre civile de Condé; Fin de la fronde des princes, 129. — Triomphe de Mazarin, 130. — La Société française pendant la première moitié du XVII^e siècle, 130. — La Cour, 130. — La Noblesse, 130. — La Bourgeoisie, 132. — Les Gens des campagnes, 133. — Le Clergé; Renouveau de la vie religieuse, 134. — Les Réformes des monastères, 134. — Saint Vincent de Paul, 134. — Le Jansénisme, 134. — Épiscopatisme et richérisme, 134. — II. LA POLITIQUE EUROPÉENNE, 135. — Les Menaces de la maison d'Autriche, 135. — La Guerre de Trente ans, 135. — La Paix de Westphalie, 137. — Le Traité des Pyrénées, 138. — L'Œuvre de Mazarin, 138. — III. ÉTAT DE L'EUROPE VERS 1660, 138.

II. LA FRANCE SOUS LOUIS XIV. — I. LA POLITIQUE INTÉRIEURE, 143. — Les Débuts du règne personnel, 143. — Disgrâce et procès de Fouquet, 144. — L'Œuvre de Colbert, 145. — Louvois, 148. — Vauban, 149. — Les Misères de la fin du règne, 149. — II. LES AFFAIRES RELIGIEUSES, 151. — Le Gallicanisme, 151. — L'Affaire de la régale, 152. — Les Protestants et la révocation de l'Édit de Nantes, 153. — Le Jansénisme et le quiétisme, 154. — III. LA FAMILLE ROYALE; LA COUR, 155. — La Vie de cour, 156. — La Famille légitime, 156. — Les Favorites et les bâtards, 157. — Les Princes du sang, 157. — IV. LES INSTITUTIONS. LA SOCIÉTÉ AU XVII^e SIÈCLE, 157. — La Royauté de droit divin, 157. — Les Conseils, 158. — Le Ministère, 159. — Les Cours souveraines, 160. — L'Administration provinciale, 160. — Les Institutions municipales, 161. — Les Classes sociales, 162. — V. LA FIN DU RÈGNE, 164.

III. LES PROVINCES-UNIES AU XVII^e SIÈCLE. — État des Pays-Bas au commencement du XVII^e siècle, 166. — Organisation politique, 166. — Premières luttes entre le stathouder et les États généraux; Maurice de Nassau et Barneveld, 167. — La Fin des guerres de l'Indépendance; Frédéric-Henry de Nassau, 168. — Guillaume II de Nassau, 168. — Jean de Witt, 168. — Guillaume III; la Lutte contre Louis XIV, 170. — Expansion coloniale des Pays-Bas, 170. — La Vie intellectuelle, 170. — Importance des Provinces-Unies au XVII^e siècle, 170.

IV. HISTOIRE INTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE AU XVII^e SIÈCLE. — PREMIÈRE PÉRIODE (1603-1660); LES DEUX PREMIERS STUARTS; LA PREMIÈRE RÉVOLUTION; CROMWELL, 172. — Jacques I^{er}, 172. — Charles I^{er}, 173. — Le Long Parlement; la Guerre civile; Mort du roi, 174. — La République parle-

mentaire, 176. — La Restauration des Stuarts, 178. — DEUXIÈME PÉRIODE (1660-1714); LA RESTAURATION; LA SECONDE RÉVOLUTION; LA SUCCESSION PROTESTANTE; LE ROYAUME DE GRANDE-BRETAGNE, 179.

V. LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE 1661 A 1715. — I. POLITIQUE ET GUERRES DE 1661 A 1678, 184. — Louis XIV et l'Europe, 185. — La Guerre anglo-hollandaise, 186. — La Guerre de Dévolution, 186. — France et Europe de 1668 à 1672, 188. — La Guerre de Hollande, 189. — Le Congrès de Nimègue et les traités de paix, 192. — L'Europe occidentale et centrale en 1678-1679, 192. — La Question d'Orient de 1661 à 1678, 193. — II. POLITIQUE ET GUERRES DE 1678 à 1697, 194. — La France et l'Europe de 1678 à 1681, 194. — Les Origines de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, 194. — La Guerre de la Ligue d'Augsbourg, 195. — Les Opérations militaires de 1690 à 1697, 195. — Les Négociations et la paix de Ryswick, 197. — La Question d'Orient de 1680 à 1697, 198. — III. POLITIQUE ET GUERRES DE 1698 A 1715, 198. — La Succession d'Espagne; les Prétendants; les Projets de partage, 198. — L'Acceptation du testament et les origines de la guerre, 199. — La Guerre de Succession d'Espagne, 200. — Les Traités d'Utrecht et de Rastadt, 202. — Europe du Nord et question d'Orient de 1699 à 1715, 203. — L'Europe en 1715; Conclusion générale, 205.

VI. L'EUROPE SEPTENTRIONALE ET ORIENTALE AU XVII^e SIÈCLE. — I. L'ÉTAT POLONO-LITHUANIEN, 206. — II. LA LUTTE POUR LA BALTIQUE, 207. — La Guerre de Trente ans; Gustave-Adolphe, 209. — Des traités de Westphalie à la paix d'Oliwa, 209. — III. LE BRANDEBOURG ET LE ROYAUME DE PRUSSE, 210. — Émancipation du duché de Prusse; Traité de Wehlau (1657), 210. — Le Royaume de Prusse (1701), 210. — IV. LE DUEL POLONO-MOSCOVITE, 211. — Pologne et Moscovie, 211. — Cracovie ou Moscou? Orthodoxie et catholicisme, 211. — Boris Godounov; les Faux Démétrius; Avènement des Romanov, 212. — La Question d'Ukraine; les Cosaques; Trêve d'Androussovo, 213. — V. L'ORIENT CHRÉTIEN ET L'ISLAM, 213. — L'Empire ottoman au commencement du XVII^e siècle, 213. — Autriche, Pologne et Turquie, 213. — Hongrie, Transylvanie, Moldavie et Valachie, 214. — La Paix de Carloyitz (1699), 214. — La Moscovie, la mer Noire et l'Église grecque, 215.

VII. LES LETTRES, LES SCIENCES ET LES ARTS AU XVII^e SIÈCLE. — I. LES LETTRES, 216. — Première période : Littérature espagnole, 216. — Littérature italienne, 217. — Littérature française, 217. — Littérature anglaise, 220. — Littérature allemande, 221. — Littérature néerlandaise, 222. — Littératures scandinaves, 222. — Littératures de l'Europe orientale, 222. — Deuxième période : Littérature française, 223. — Littérature de la « France de bordure », 226. — Littérature anglaise, 227. — Littérature allemande, 227. — Littératures méridionales, 227. — Littératures de l'Europe orientale, 227. — Troisième période : Littérature française, 228. — Littérature anglaise, 229. — Littérature allemande, 230. — Littérature italienne, 230. — Littératures scandinaves, 231. — Littératures de l'Europe orientale, 231. — II. LES SCIENCES, 231. — Les Mathématiques, 233. — L'Astronomie, 234. — Les Sciences physiques et chimiques, 235. — Les Sciences

naturelles et médicales, 236. — Voyages et explorations au XVIII^e siècle, 236. — Géographes et cartographes, 237. — III. LES ARTS, 237. — L'Italie, 237. — La France, 242. —

L'Espagne et le Portugal, 246. — Les Pays-Bas, 247. — La Grande-Bretagne, 248. — L'Allemagne, 248. — Les Pays scandinaves; la Russie, 250.

LIVRE NEUVIÈME

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE

LES CHAPITRES I, III, IV ET VI ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR M. ÉMILE SALONE; LE CHAPITRE II, PAR M. LOUIS BOUGIER; LE CHAPITRE V, PAR M. HENRI GRAPPIN; LE CHAPITRE VII, PAR MM. FRANCISQUE MAROTTE (SCIENCES), HENRI FROIDEVAUX (DÉCOUVERTES GÉOGRAPHIQUES), FERNAND BALDENSPERGER (LETTRES), CHARLES SAUNIER (BEAUX-ARTS); LE CHAPITRE VIII, PAR M. PIERRE RAIN; LES CHAPITRES IX ET X, PAR M. OLIVIER MARTIN

I. POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA FRANCE SOUS LOUIS XV. — La Régence du duc d'Orléans, 253. — Le Système de Law, 254. — Dubois et le jansénisme, 255. — Le Ministère du duc de Bourbon et le mariage du roi, 255. — Le Ministère de Fleury, 256. — Le Gouvernement personnel de Louis XV, 256. — Le Comte d'Argenson, 258. — Les Initiatives financières de Machault, 258. — L'Affaire des refus de sacrements, 259. — Les Cours souveraines et les finances, 260. — Le Ministère de Choiseul, 260. — L'Expulsion des jésuites, 260. — L'Opposition aux édits fiscaux, 261. — L'Affaire de Bretagne, 262. — Démission de Choiseul; le Triumvirat; Maupeou et la réforme des Parlements, 263. — Terray et le pacte de famine, 265. — La Fin du règne, 265.

II. POLITIQUE INTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE AU XVIII^e SIÈCLE. — George I^{er}; Administration des Wighs, 266. — George II, 268. — William Pitt; le Réveil du sentiment national, 270. — Le Règne de George III jusqu'à la Révolution française, 270. — Situation générale de l'Angleterre au XVIII^e siècle, 272.

III. L'EUROPE CENTRALE; LES ÉTATS AUTRICHIEN ET PRUSSIEN. — Les États autrichiens avant le XVIII^e siècle, 273. — Charles VI et la Pragmatique Sanction, 274. — Les Origines de l'État prussien; la Marche de Brandebourg, 274. — Les Chevaliers teutoniques, 274. — Le Grand Électeur: ses aspirations; son rôle extérieur, 275. — L'Œuvre intérieure du Grand Électeur, 276. — Le Premier Roi de Prusse: Frédéric I^{er}, 276. — Frédéric-Guillaume I^{er}, le roi-sergent, 276. — Le Futur Frédéric II et son père, 277.

IV. LA POLITIQUE CONTINENTALE. — I. SUCCESSIONS D'ESPAGNE, DE POLOGNE, D'AUTRICHE, 277. — Règlement de la succession d'Espagne, 277. — Dubois et l'Angleterre; la Triple Alliance, 277. — Conspiration de Cellamare et guerre franco-anglaise contre l'Espagne, 278. — L'Espagne adhère à la Quadruple Alliance, 278. — France et Russie; Pierre le Grand à Paris, 278. — Nouveau démêlé entre la France et l'Espagne, 279. — L'Affaire de la Succession de Pologne, 280. — La Guerre en Allemagne et en Italie, 280. — Le Troisième Traité de Vienne, 280. — La Succession d'Autriche, 280. — Marie-Thérèse et les Hongrois, 281. — La Première Paix séparée de Frédéric II, 281. — L'Entrée en ligne de l'Angleterre; Dettingen, 282. — Maurice de Saxe en Belgique; Fontenoy, 282. — Défaite de Charles-Édouard à Culloden, 283. — Français et Espagnols en Italie, 283. — La Paix d'Aix-la-Chapelle, 284. — II. LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES, 284. — III. AUTRICHE ET PRUSSE, 284. — IV. LA GUERRE DE SEPT ANS, 285. — Rosbach et Crevelt, 285. — Choiseul et le Pacte de famille, 285. — Traités de Paris et d'Hubertsbourg, 287. — V. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE APRÈS 1763, 287. — Les Tentatives coloniales de Choiseul, 287. — La Politique européenne de Choiseul, 288. — L'Affaire de Port-Egmont et la chute de Choiseul, 288.

V. L'EUROPE SEPTENTRIONALE ET ORIENTALE AU XVIII^e SIÈCLE. — I. LA RUSSIE AU XVIII^e SIÈCLE, 289. — L'Œuvre intérieure de Pierre Le Grand, 289. — II. CHARLES XII ET PIERRE LE GRAND, 291. — L'Hégémonie suédoise; Coalition contre Charles XII, 291. — Bataille de Narva; Abdication d'Auguste II, 291. — III. LA SAXE-POLOGNE, PROTECTORAT RUSSE, 292. — Auguste II, 292. — Après Poltava; la « Diète muette », 292. — Accord de Berlin; Guerre de la Succession de Pologne, 293. — IV. L'AFFAIRE DE SILÉSIE, 293. — Importance de la question silésienne, 293. — Première guerre de Silésie; Traités de Breslau et de Dresde, 293. — Deuxième guerre de Silésie; Rôle de la Russie, 294. — V. DÉMEMBREMENT DE LA POLOGNE-

LITHUANIE, 294. — État de la Pologne-Lithuanie, 294. — Élection de Stanislas-Auguste Poniatowski; Confédération de Bar, 295. — Le Premier Partage, 295. — Deuxième et troisième partages, 295. — VI. LA RUSSIE, L'AUTRICHE ET L'EMPIRE OTTOMAN, 296. — Asservissement de l'Ukraine, 296. — Campagne du Pruth; Traité de Passarowitz, 296. — Traité de Belgrade, 297. — Catherine II et la Turquie; Traités de Kainardji, de Sistova et de Jassy, 297.

VI. LES LUTTES MARITIMES ET COLONIALES. — I. LES PREMIÈRES RIVALITÉS, 299. — Fondation de l'empire colonial néerlandais, 300. — Les Débuts de l'empire colonial anglais, 300. — Les Protagonistes de la colonisation française jusqu'en 1660, 300. — L'Essor colonial au temps de Colbert, 300. — Consolidation de la puissance française en Amérique, 301. — Le Duel de la Nouvelle-France et de la Nouvelle-Angleterre au début du XVIII^e siècle, 301. — Les Concessions commerciales de la paix d'Utrecht et leurs suites, 302. — Progrès de la France dans la mer des Indes, 302. — II. LA RIVALITÉ COLONIALE ANGLO-FRANÇAISE DANS L'INDE, 302. — La Compagnie des Indes, 302. — La Première Guerre avec l'Angleterre; Dupleix et La Bourdonnais, 303. — La Grande Politique de Dupleix, 303. — Au Carnatic; Au Dekkhan; Bussy, 303. — Dupleix et la Compagnie des Indes; Disgrâce et mort de Dupleix, 304. — Clive au Bengale, 304. — La Guerre de Sept ans; Défaite et mort de Lally-Tollendal, 305. — Établissement définitif de la domination anglaise, 305. — Clive, Warren Hastings, 305. — III. LA RIVALITÉ COLONIALE ANGLO-FRANÇAISE AU NOUVEAU MONDE, 306. — La Nouvelle-France après 1715, 306. — Guerre de Succession d'Autriche et paix d'Aix-la-Chapelle, 306. — Les Territoires contestés, 306. — La Guerre en pleine paix, 306. — La Guerre navale, 307. — La Défense du Canada par Montcalm, 307. — Wolfe et la prise de Québec, 307. — La Résistance de Lévis, 308. — La Résistance des sauvages, 308. — Abandon de l'Amérique du Nord par la France, 308. — IV. L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS, 308. — Les Débuts de la colonisation britannique dans l'Amérique du Nord, 308. — Prospérité des colonies britanniques au milieu du XVIII^e siècle, 309. — Le Conflit entre la métropole et les colonies, 309. — Les Premiers Essais de taxation, 309. — L'Impôt du timbre et l'impôt du thé, 310. — Le Congrès de Philadelphie et la Déclaration d'indépendance, 310. — L'Invasion du Canada, 311. — Les Premières Batailles franco-anglaises, 312. — L'Intervention espagnole, 312. — La Ligue des neutres, 312. — Envoi de troupes françaises en Amérique; Capitulation de Yorktown, 312. — Paix de Versailles, 313. — La France en Indochine, 314. — La Constitution américaine de 1787, 314.

VII. LE MOUVEMENT INTELLECTUEL ET ARTISTIQUE. — I. LES SCIENCES, 316. — Caractères généraux, 316. — Les Mathématiques, 316. — L'Astronomie d'observation, 317. — Les Sciences physiques, 317. — La Création de la chimie moderne; Lavoisier, 318. — Les Sciences naturelles et la médecine, 319. — La Découverte de la terre et les sciences géographiques, 320. — II. LES LETTRES, 322. — Première période (1715-1760), 322. — Littérature anglaise, 323. — Littérature française, 325. — Littératures néerlandaise et helvétique, 326. — Littérature allemande, 327. — Littératures scandinaves, 328. — Littérature italienne, 328. — Littératures espagnole et portugaise, 328. — Littérature hongroise, 329. — Littératures slaves, 329. — Deuxième période (1760-1793), 329. — Littérature helvétique, 330. — Littérature de la « France de bordure », de la Rhénanie, de la Hollande, 331. — Littérature française, 331. — Littérature allemande, 333. — Litté-

rature anglaise, 334. — Littérature italienne, 335. — Littérature espagnole, 335. — Littératures scandinaves, 335. — Littérature hongroise, 336. — Littérature polonaise, 336. — Littérature russe, 336. — Littératures balkaniques, 336. — Littérature américaine, 336. — III. LES ARTS, 337. — L'Architecture, 338. — Les Arts mobiliers, 345. — La Musique, 346. — L'Art du XVIII^e siècle à l'étranger, 347.

VIII. L'EUROPE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVIII^e SIÈCLE. — L'Angleterre, 350. — L'Allemagne, 351. — L'Autriche, 351. — Les Pays-Bas autrichiens, 352. — La Prusse et les États secondaires, 352. — L'Italie, 353. — Le Saint-Siège, 353. — L'Espagne, 354. — Le Portugal, 355. — Les États scandinaves, 355. — Les Pays-Bas, 356. — La Suisse, 356. — La Politique générale européenne, 357.

IX. LES INSTITUTIONS ET LA SOCIÉTÉ EN FRANCE

A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE. — Le Conseil du roi, 361. — Les Ministres, 361. — L'Action politique des Cours souveraines, 362. — L'Administration de la justice, 363. — L'Administration provinciale, 364. — L'Administration municipale, 365. — Le Système fiscal, 365. — L'Armée, 366. — La Société et les classes sociales, 367.

X. POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA FRANCE SOUS LOUIS XVI. — Les Débuts du règne; Maurepas et le rappel des Parlements, 371. — Les Tentatives de réforme; le Ministère Turgot, 372. — Le Premier Ministère de Necker, 374. — Calonne et l'Assemblée des notables, 376. — La Crise financière; le Ministère Brienne et l'opposition parlementaire, 378. — Le Second Ministère de Necker et la préparation des États généraux; les Cahiers, 380. — La Fin de l'ancien régime, 381.

LIVRE DIXIÈME

L'ISLAMISME, L'INDE ET L'EXTRÊME ORIENT (XVI^e-XVIII^e SIÈCLES)

LES CHAPITRES I ET II ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR M. CLÉMENT HUART; LE CHAPITRE III, PAR M. SYLVAIN LÉVI;

LE CHAPITRE IV, PAR M. MARCEL GRANET

I. L'ISLAMISME DANS L'EUROPE ORIENTALE ET DANS L'ASIE ANTÉRIEURE. — Égypte et Syrie, 383. — Les Mamlouks, 384. — Espagne et Afrique du Nord, 386. — Empire ottoman, 387. — Perse, 391.

II. L'INDE MUSULMANE. — Incursions arabes, 395. — Les Grands Mogols, 395.

III. LE RÉVEIL HINDOU, 397.

IV. L'EXTRÊME ORIENT. — I. LA CHINE, 399. — Les Ming, 399. — L'Œuvre des Ming, 399. — Les Étrangers en Chine, 400. — Les Mandchous, 400. — Religion, morale et droit, 402. — Littérature et art, 403. — II. L'INDOCHINE, 404. — L'Annam, 404. — III. LE JAPON, 405. — Déclin de la féodalité, 405. — Les Tokugawa, 406. — La Littérature, 407. — Les Arts, 408.

PLANCHES HORS TEXTE

	Pages		Pages
LE GRAND KHAN A TABLE.....	8	LEVÉE DU SIÈGE DE TURIN.....	200
UN COMBAT DE CHEVALERIE AU XV ^e SIÈCLE.....	22	LES TURCS DEVANT VIENNE.....	214
LOUIS XII ET SA COUR DEVANT LA FORTUNE.....	32	LA REPRÉSENTATION D'« ALCESTE ».....	224
GALÈRES DU XVI ^e SIÈCLE.....	40	L'ÉGLISE DE LA PLACE NAVONE.....	238
LE PRINTEMPS. — LE PARNASSE.....	60	LA REDDITION DE BREDA.....	246
L'ARCHITECTURE ITALIENNE ET L'ARCHITECTURE FRANÇAISE		UNE CHASSE AU TEMPS DE LOUIS XV.....	258
DE LA RENAISSANCE.....	64	LE COURONNEMENT DE GEORGE I ^{er} DANS L'ABBAYE DE	
LA DIÈTE D'AUGSBOURG.....	78	WESTMINSTER.....	268
LE CONCILE DE TRENTE.....	96	LA BIBLIOTHÈQUE DE FRÉDÉRIC II AU CHATEAU DE SANS-	
BAL A LA COUR DE HENRI III.....	104	SOUCI A POTSDAM.....	282
ARMAND-JEAN DU PLESSIS, CARDINAL DE RICHELIEU.....	120	LE TSAR PIERRE LE GRAND.....	292
ANNE D'AUTRICHE ET LOUIS XIV ASSISTANT AU CONTRAT DE		LE GÉNÉRAL WASHINGTON.....	310
MARIAGE DU ROI DE POLOGNE ET DE LA PRINCESSE MARIE		MORT DU CAPITAINE COOK, LE 14 FÉVRIER 1779.....	320
DE GONZAGUE, AU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU.....	126	ASSEMBLÉE AU SALON.....	330
UN BAL SOUS LOUIS XIII.....	126	LE BÉNÉDICTITÉ.....	342
LOUIS XIV.....	144	L'EXPOSITION DE LA « ROYAL ACADEMY » A LONDRES	
LA COUR A VINCENNES ET A FONTAINEBLEAU.....	156	EN 1771.....	350
ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1651 A LA HAYE.....	168	LA SORTIE DE L'OPÉRA.....	368
EXÉCUTION DE CHARLES I ^{er}	176	LES BAINS D'APOLLON A VERSAILLES EN 1775.....	376
BATAILLE NAVALE DES QUATRE JOURNÉES.....	186	CARTE DE L'EMPIRE OTTOMAN (XVI ^e -XVIII ^e SIÈCLES).....	388
		NIKKO : LE CHEMIN DES BOUDDHAS.....	404



